La JAC [Jeunesse agricole catholique] dans le Massif central méridional (Aveyron, Cantal) des années 1930 aux années 1960

Vincent Flauraud

▶ **To cite this version:**

Vincent Flauraud. La JAC [Jeunesse agricole catholique] dans le Massif central méridional (Aveyron, Cantal) des années 1930 aux années 1960. Histoire. Université Aix Marseille 1, 2003. Français. NNT : . tel-03317952

HAL Id: tel-03317952
https://theses.hal.science/tel-03317952

Submitted on 8 Aug 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE AIX-MARSEILLE I – Université de Provence
U.F.R. Civilisations et humanités

THESE
pour obtenir le grade de Docteur de l'Université Aix-Marseille I
Formation doctorale : Histoire et cultures de l'Europe méditerranéenne
Présentée et soutenue publiquement par

Vincent FLAURAUD

le 18 décembre 2003

LA JAC
DANS LE MASSIF CENTRAL MERIDIONAL
(AVEYRON, CANTAL)
DES ANNEES 1930 AUX ANNEES 1960

Directeur de thèse : M. Gérard CHASTAGNARET

JURY :
M. Jean-Luc BONNIOL
M. Jean-Marie GUILLON
M. Bertrand HERVIEU
M. Denis PELLETIER

Remerciements

Yves Rinaudo a guidé mes premiers pas d'historien à l'université d'Avignon, puis a inspiré le sujet de ce travail et en a accompagné les premières esquisses en DEA. Gérard Chastagnaret, prenant le relais, a assuré la direction de cette thèse. Qu'ils trouvent ici l'expression de ma profonde gratitude.

Je tiens à remercier pour l'accueil qu'ils m'ont réservé, non seulement les directeurs et le personnel des archives départementales de l'Aveyron et du Cantal, mais aussi les responsables de dépôts peu ouverts au public, qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour m'aider dans ma quête et me permettre de travailler dans leurs locaux : Bernard Vilboux, ancien président du MRJC, au siège national de la rue des Renaudes, à Paris ; le personnel de la mission des archives du Ministère de la jeunesse et des sports ; les archivistes diocésains, l'abbé Druilhe à Rodez et le chanoine Andrieux à Saint-Flour ; et tout particulièrement les responsables de la Maison des œuvres à Rodez, l'abbé Porte et Mme Odile Viguier, qui ont bien voulu m'en « confier la garde » pendant tout un été ! J'ai aussi une pensée reconnaissante, et même émue pour ceux qui ont disparu, envers les anciens responsables jacistes, dirigeants ou aumôniers, qui ont bien voulu me recevoir, et me confier parfois quelques bribes d'archives.

A l'UMR Telemme d'Aix-en-Provence, le groupe de recherche « Elites, entreprises et action sociale (XIXe – XXe s.) » m'a accueilli en son sein dans le cadre du programme quadriennal consacré aux rapports entre « Elites et formation ». J'ai bénéficié de son soutien moral, en même temps que des discussions et des suggestions fécondes de ses membres. J'ai une dette toute particulière envers sa responsable, Laurence Américi, qui m'a fait l'amitié de me prodiguer ses conseils avisés de première lectrice.

Je ne saurais oublier ma famille et l'ensemble de mes amis, tout particulièrement ceux qui m'ont hébergé et/ou guidé lors de mes séjours à Paris ou en Aveyron. Leur soutien fut constant et précieux. Que me soit enfin permise une pensée toute particulière pour mon père, disparu quelques semaines à peine avant mon inscription en thèse, et qui n'en a connu que les esquisses initiales. Ancien commissaire départemental des Eclaireurs de France dans le Cantal au cours des années 1950-1960, soit en grande partie à l'époque où la JAC régnait dans les campagnes, il avait incarné, en Haute-Auvergne, l'autre versant, laïque et urbain, du succès des mouvements de jeunesse au cœur du XXe s.

Table des matières

REMERCIEMENTS 2
TABLE DES ABRÉVIATIONS 7

INTRODUCTION GÉNÉRALE 8

PREMIÈRE PARTIE – 1929-1939. « L'APPEL DU GRAND SEMEUR S'ÉLÈVE » 23

INTRODUCTION 24

CHAPITRE 1 : *1929-1932*. PREMIERS CONTACTS 31

A – LES ORGANISATIONS DE JEUNESSE CATHOLIQUES : UN HÉRITAGE 35
1 – Un temps de dynamique recouvrée au sein des œuvres de jeunesse 35
2 – Des « cultures organisationnelles » préexistantes 37
B – JEUNESSE CATHOLIQUE ET MILIEU RURAL : UNE RENCONTRE ANTÉRIEURE À L'ESSOR JACISTE 41
1 – Un intérêt inégal 41
2 – La forte perception d'une crise du monde rural 43
3 – Favoriser une meilleure formation professionnelle : une préoccupation essentiellement cantalienne... 48
C - LA « SPÉCIALISATION » EN DÉBAT 57
1 - En Aveyron : pionniers « nationaux » contre « autonomistes » 58
2 – Dans le Cantal : un certain « attentisme »..... 68
3 – L'affirmation du poids des réseaux de relations nationaux 73
4 – Pour une reconquête chrétienne 74
CONCLUSION 76

CHAPITRE 2 : *1933-1939.* DE L'IMPULSION À L'ADOPTION 79

A - 1933-1935/36 : VERS L'IMPULSION DÉCISIVE 80
1 –Des rythmes inégaux 80
2 – En Aveyron : un arbitrage épiscopal en faveur des partisans de la spécialisation..... 84
3 – Dans le Cantal : la conjonction d'impulsions extérieures et des attentes épiscopales 90
4 – Des réseaux nationaux aux réseaux régionaux..... 95
B – FIERS PAYSANS 96
1- « C'est nous qui avons fait se lever la France par un labeur de 1 500 ans » 96
2 – Agir 100
3 – Les semaines rurales : une voie féminine pour la prise en compte de l'environnement rural 107
C – 1936/37-1939 : L'ADOPTION 110
1 – La spécialisation jaciste : un phénomène progressivement majoritaire 110
2 – En Aveyron : la mise hors-jeu du principal opposant..... 118
3 – Dans le Cantal : le poids des relais ruraux..... 122
D – UN ALIGNEMENT CULTUREL 127
1 – Valoriser la prise en compte de l'environnement rural 128
2 – « La JAC (...) : un apostolat social »..... 131
CONCLUSION 135

CHAPITRE 3 : DEVENIR JACISTE. LE « MILIEU » 137

A - GÉOGRAPHIE DE L'IMPLANTATION JACISTE..... 139
1 – En Aveyron, un essor par contournement partiel des pôles originels 139
2 – Dans le Cantal, le renforcement des pôles traditionnels..... 143
3 – Une géographie jaciste aux fondements trans-diocésains ? 145
B – DES TERRAINS D'IMPLANTATION PRIVILÉGIÉS ? 147
1 – JAC/F, pratique religieuse et exode rural..... 147
2 – JAC/F, population et vie de relations..... 150
3 - JAC/F et milieu agricole.. 152
C – SOCIOLOGIE DES RESPONSABLES JACISTES 157
1 – Les dirigeants laïcs : promotion, perpétuation, ou reconquête d'un statut social ? 157
2- Les aumôniers..... 163
CONCLUSION 169

DEUXIÈME PARTIE – 1939/40-1954. CONSTRUIRE LE GRAND MOUVEMENT DE LA JEUNESSE RURALE 172

CHAPITRE 4 – 1939/40-1942. CROÎTRE POUR SUBSISTER 173

A – LA PÉRIODE DE L'ESSOR DÉCISIF 176
1 – La « drôle de guerre » : parenthèse ou nouveau creuset ? 176
2 - Les premières années du régime de Vichy : l'essor subit 180
3 - Bilan du développement : analyse cartographique 185
B - LES ROUAGES DE L'ESSOR JACISTE 188
1 – Le rapport à Vichy 188
2 – Les ressources humaines 197
C – FAIRE FACE À LA GUERRE 209
1 – Aider 209
2 – Divertir 216
3 – Former ? 223
CONCLUSION 231

CHAPITRE 5 – 1942/43-1944. MÛRIR DANS LA TOURMENTE 233

A – « TENIR FERME AUJOURD'HUI, POUR REPARTIR DEMAIN » 235
1 – 1943 : derniers feux 235
2 –Reprise en main épiscopale 237
3 – Hémorragie 241
B – DE GUERRE LASSE… 245
1 – Vichy ? La Résistance ? 245
2 – « J'avais faim, et vous m'avez donné à manger » 252
C – DE NOUVELLES VALEURS ? 258
1- Un christianisme humaniste 258
2 – Les loisirs : un moyen d'éducation 262
3 – La famille, un lieu d'épanouissement 264
D – L'ENGAGEMENT SUR LA VOIE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE 268
1 – Premier scénario : les jacistes s'appuient sur la Corporation 269
2- Deuxième scénario : la Corporation s'appuie sur les jacistes 274
3- Troisième scénario : les jacistes composent avec la Corporation 278
4- Quatrième scénario : les jacistes demeurent à l'écart de la Corporation 281
CONCLUSION 283

CHAPITRE 6 – 1945-1948. POUR DES COMMNAUTÉS ÉPANOUIES 286

A – UNE COMMUNAUTÉ CHRÉTIENNE À PRÉSERVER 290
1 – Une référence ecclésiale toujours efficiente 290
2 – Préserver la moralité et l'unité du milieu 294
B - COUPLE, FAMILLE : FACE À L'EXPLOSION DE LA NUPTIALITÉ, PRÉPARER DES FOYERS PLUS UNIS 304
1 - Une préoccupation majeure pour les jacistes 304
2 – Pour des mariages « bien préparés » 306
3 - Lutter contre « l'habitat inhumain, premier dissociateur de la famille » 310
C – ACCOMPAGNER L'« EXPLOSION DES LOISIRS » : « RIEN N'EST ÉTRANGER AU CHRIST, ET LE CHRISTIANISME DOIT PÉNÉTRER TOUTE LA VIE » 316
1 – Une réflexion foisonnante 317
2 – Le « bal n'est pas sain » ? Canta, paizan ! 318
3 – Fêtes rurales : un « sauvetage » ambigu 322
4 – Apporter la joie : des séances récréatives aux premières « coupes » 326
5 – Balades et voyages : accroître l'amitié et les connaissances 331
D – S'ENGAGER ? 335
1 – Un sentiment de malaise dans le monde rural 336
2 – Formation agricole et ménagère : des survivances 342
3 - Stages de culture générale : une parcimonieuse expérimentation 345
4 – Le syndicalisme 347
CONCLUSION 351

CHAPITRE 7 : *1949-1954* LE GRAND MOUVEMENT DE LA JEUNESSE RURALE 354

A – UN APOGÉE JACISTE 355
1 – Quel apogée ? 355

2 – S'exprimer au nom de la jeunesse rurale ... *364*
3 - L'implantation jaciste : des communes pratiquantes, de polyculture traditionnelle ... *374*
B – « NOTRE FORMATION N'A-T-ELLE PAS SOUFFERT DE NOTRE ACTIVISME ? » ... 379
1 – Pour des loisirs plus éducatifs ... *381*
2 – La culture générale. « L'homme qui ne pousse pas la culture devient un technicien, pas un homme complet » ... *392*
C – AU SERVICE DU MONDE AGRICOLE : LE PASSAGE À L'ACTION ... 399
1 – Une formation professionnelle toujours centrée sur l'agriculture ... *399*
2 – Pour une « modernisation » technique adaptée à l'agriculture locale ... *407*
3 – A l'assaut du syndicalisme ... *414*
CONCLUSION ... 422

TROISIÈME PARTIE – 1954-1962/63. LA JAC/F FACE À LA "FIN DES PAYSANS" ... 424

CHAPITRE 8 – UNE AURA QUI S'AMENUISE ... 425

A - « FAUT-IL CONCLURE QUE LA JAC A PERDU SON ÉLAN ? » ... 426
1 – Un reflux entamé précocement ... *426*
2 – Une décrue généralisée ... *428*
3 – Multiplication des postes de responsabilité et accélération du renouvellement des cadres : des facteurs de dilution de l'organisation ? ... *431*
4 – Deux domaines préservés : l'adolescence, les coupes de la joie ... *434*
B - « IL N'EST PAS NORMAL DE N'AVOIR QUE [SI PEU D']ABONNÉS, AVEC NOS MILLIERS DE JEUNES RURAUX » 436
1 – Négligence ou désintérêt ? ... *436*
2 – Préparer une relève : le vain espoir ... *442*
C – UN REPLI SUR LES BASTIONS ORIGINELS ... 446
CONCLUSION ... 450

CHAPITRE 9 – LA « FIN DES PAYSANS » ? ... 451

A – *1954-1957 :* UNE PRISE DE CONSCIENCE ... 453
1 - « Tout le monde ne pourra rester à la terre » ... *453*
2 - « La JAC ne peut plus répondre seule aux problèmes de vie de tous les jeunes ruraux » ... *456*
3 – Un pôle de résistance face à l'hémorragie du monde agricole ? ... *462*
B – *1958-DÉBUT DES ANNÉES 1960.* PRÉSERVER MALGRÉ TOUT UNE IDENTITÉ « CAMPAGNARDE » ... 467
1 – Faire un choix ... *467*
2 - « Une marche parallèle des scolaires peut être dangereuse » ... *469*
3 - « Il peut être indispensable à un moment d'étudier ses problèmes propres » ... *472*
C – « QUE CHAQUE CATÉGORIE SE PRENNE EN CHARGE ET PUISSE TRAITER PLUS EFFICACEMENT SES PROBLÈMES » ... 476
1 – 1961-1963 : la transformation en MRJC/F ... *476*
2 – Une tonalité de plus en plus agricole pour les familles de dirigeants ... *478*
CONCLUSION ... 480

CHAPITRE 10 – LE CNJA : RELAIS OU RIVAL ? ... 482

A – 1954-1957 : JAC-CNJA, « L'HARMONIE FUT PRESQUE PARFAITE » ... 483
1 – Le CNJA, nouveau partenaire pour une reconnaissance officielle ... *483*
2- La JAC/F face aux jeunes agriculteurs : des activités spécifiques en retrait ... *487*
B – 1958-1963 : « LE CDJA ET LA JAC ONT DES MÉTHODES ET DES BUTS DIFFÉRENTS » ... 491
1 - La montée des tensions ... *491*
2 – « Durs » et « modérés » (Gordon Wright) ... *495*
3 – Les actions jacistes de formation : une résistance difficile à mener ... *498*
C – « ALLONS-NOUS SACRIFIER AU PROGRÈS TOUTES NOS VALEURS HUMAINES, SOCIALES, CHRÉTIENNES ? » 503
1 – L'agriculture : de la « nécessité urgente du changement » (1954-58) ... *503*
2 – ...à l'exercice solidaire d'un métier au service des autres (1958-63) ... *507*
3 – La vie familiale dans l'exploitation : combattre le « fléau social » de la cohabitation ... *513*
4 – « Sans formation intellectuelle poussée, pris par un travail manuel fatiguant (...), nous nous refermons petit à petit » ... *516*
CONCLUSION ... 520

CHAPITRE 11 – L'ÉCHO DU MONDE ... 522

A – LE CONFLIT ALGÉRIEN ... 525
1 - S'investir auprès des (r)appelés : la césure de 1956 ... *525*
2 - Trois préoccupations « publiques » majeures : les nouvelles du « pays », la fiancée, la vie militaire .. *529*

3 - Réagir face au « drame algérien » : la torture « pose aux militants de terribles cas de conscience ».. 533
B – DU TIERS-MONDE AU MASSIF CENTRAL : LUTTER CONTRE L'INÉGAL DÉVELOPPEMENT 539
1 – Tiers-monde : les voies de la sensibilisation 540
2 - Fraternité avec les hommes qui ont faim 545
3 – La grève de Decazeville, 1961-62 : « La crise du Bassin houiller est celle de (...) toutes les régions sous-développées » 548
C – FACE AUX NOUVEAUX COMPORTEMENTS SOCIO-CULTURELS 552
1 – Une pratique touristique toujours imprégnée d'une forte tonalité pédagogique 553
2 – Une vigilance illusoire face à la « culture de masse » émergente 557
CONCLUSION 569

CONCLUSION GÉNÉRALE 571

ANNEXES 577

1 – LE CADRE SPATIAL 578
1-1. Carte physique, principaux axes de communication et principales localités du Cantal et de l'Aveyron (doc. A-1-1) : 578
1-2. La population 579
1-3. Le cadre administratif : les communes 580
1-4. Les régions agricoles du Cantal et de l'Aveyron 583
1-5. Carte de la pratique religieuse cantonale 584
1-6. Le Cantal et l'Aveyron dans le contexte agricole français (doc. A-1-4, a à e) 585
1-7 – Engagements (1) : Syndicalisme agricole aveyronnais en 1960 586
1-8 – Engagements (2) : Associations d'aides familiales rurales (Aveyron et Cantal) 586
1-9. Prolongements 587
2 – DES CERCLES DE JEUNESSE CATHOLIQUE AUX SECTIONS JACISTES 589
2-1.: L'entre-deux-guerres 589
2-2. La seconde guerre mondiale 597
2-3. L'après-guerre 602
2-4. Activités particulières de l'après-guerre 610
2-5. Synthèse générale de l'intensité de la pratique jaciste à l'échelle cantonale 612
3 - DIRIGEANTS 613
3-2. Quelques exemples de généalogies 617
3-3. Réseaux de mise en place de la JAC/F, dans l'entre-deux-guerres 623
4 – JOURNAUX MILITANTS 627
4-1. L'avant-guerre. 627
4-2. La guerre 629
4-3. L'après-guerre 631

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE 635

I- SOURCES 636
1- Sources manuscrites et dactylographiées. 636
2- Sources imprimées. 646
3 - Sources orales : entretiens 652
II- BIBLIOGRAPHIE 653
1 – Ouvrages sur le contexte historique 653
2- Etudes et ouvrages d'histoire religieuse et rurale de la France contemporaine. 659
3 - Etudes et ouvrages sur les œuvres et mouvements de jeunesse chrétiens (hors JAC/F). 666
4 – Etudes spécialisées sur la JAC/F 670
5 - Travaux sur la région 677

INDEX 685

A – INDEX DES NOMS DE PERSONNES 686
B – INDEX DES NOMS DE LIEUX 691

Table des abréviations

A – Dépôts ou fonds d'archives :

AAD : Archives de l'abbé Delpeuch † (fonds privé cantalien)
ADA : Archives départementales de l'Aveyron (Rodez)
ADC : Archives départementales du Cantal (Aurillac)
AMO : Archives de la Maison des œuvres du diocèse de Rodez (Rodez)
AN MRJC : Archives nationales de la JAC/F et du MRJC (déposées aux Archives nationales)

B – Presse militante et presse catholique locale

CC : *La Croix du Cantal* (hebdomadaire catholique d'information générale et locale)
EA : *Etoiles d'Auvergne* (bulletin de la Jeunesse féminine catholique du Cantal)
FF : *Fleurs de France* (bulletin de la Jeunesse féminine catholique de l'Aveyron)
IB : *L'Inter-bourgs* (bulletin « *des jeunes filles non agricoles de nos bourgs* » - Aveyron)
JA : *Jeunes Arvernes* (bulletin des organisations de jeunesse catholique du Cantal, masculines, puis masculines et féminines)
J Auv : bulletin régional de la JAC d'Auvergne
JR : *Jeune Rouergue* ; *Jeunesse du Rouergue* de 1947 à 1959 ; *Jeune Rouergue* de nouveau à partir de 1959 (bulletin des organisations de jeunesse catholique de l'Aveyron, masculines, puis masculines et féminines à partir de 1947)
LC : *Lou Cantalou* (journal destiné aux jeunes Cantaliens partis pour le service militaire, élaboré en étroite collaboration avec la JAC/F)
SC : *La Semaine catholique du diocèse de Saint-Flour* (bulletin de l'évêché)
SM : *Semailles* (bulletin des organisations de jeunesse catholique masculines et féminines du Cantal, succède à *Jeunes Arvernes* après la Libération).
NJ : *Notre jeunesse* (bulletin des organisations de jeunesse catholique féminine de l'Aveyron)
NS : *Nous Sept* (bulletin régional de la JACF d'Auvergne)
TUR : *Le Trait d'Union des rurales* (bulletin tde la sous-fédération JACF de Saint-Flour)
VC : *La Voix du Cantal* (hebdomadaire catholique ; succède à la *Croix du Cantal* à la Libération)

C – Organisations

ACJF : Association catholique de la jeunesse française
JFCA : Jeunesse féminine catholique de l'Aveyron
JFCC : Jeunesse féminine catholique du Cantal
JAC/F : Jeunesse agricole catholique / féminine
JEC/F : Jeunesse étudiante chrétienne / féminine
JIC/F : Jeunesse indépendante chrétienne / féminine
JOC/F : Jeunesse ouvrière chrétienne / féminine
MFR : Mouvement familial rural
UNSA : Union nationale des syndicats agricoles

Introduction générale

« Au bout d'un long chemin boueux, près de Rodez, je suis allé rendre visite à Raymond Lacombe, un ancien président national de la JAC [Jeunesse agricole catholique] (…). A trente-six ans, c'est un petit homme trapu, aux traits rudes, mais à l'esprit d'une vivacité extraordinaire (…) ; trois enfants jouent sur le sol de la cuisine, une cuisine moderne et impeccable mais sans luxe aucun. Lacombe dit : ''(…) maintenant [mon père] s'est retiré et il ne s'occupe plus que des bêtes, de temps en temps. Nous nous sommes faits bâtir cette maison, et nous ne sommes pas obligés à la cohabitation (…). J'ai emprunté pour acheter un tracteur et je partage d'autres machines avec des amis, mon père n'aurait jamais fait ça. J'ai récemment acheté une porcherie moderne et notre revenu a doublé (…)'' »[1].

Le visiteur est un journaliste britannique, John Ardagh, ancien correspondant du *Times* et de *The Observer* à Paris. La scène se passe en 1967, et l'intérêt qu'il porte à l'ancien président de la JAC tient au rôle que les observateurs de l'époque assignent à cette organisation, dans la transformation récente et radicale de la société française dont il fait le sujet de son livre, *The new French Revolution*[2], publié au début de l'année suivante[3]. Pour John Ardagh, l'agriculture est le domaine où « se révèle le mieux la France de l'après-guerre. Une vieille société fondée sur la paysannerie est à l'agonie. (…) [Mais] un événement surprenant s'est produit : une génération nouvelle de jeunes paysans, très éloignés de la mentalité de leurs parents, est née non pas dans les grands domaines des plaines du Nord, mais dans les petites fermes du Sud[4] et de l'Est (*sic*). Elle a fait prévaloir une foi nouvelle dans la modernisation et le progrès technique et elle s'organise peu à peu en groupements de producteurs et en coopératives. Dans les syndicats d'exploitants et au sein même des groupes de pression, elle s'est emparée des principaux postes détenus par ses aînés et elle est même parvenue à sensibiliser le ministère de l'Agriculture à quelques unes de ses idées. Alors que dans l'industrie, des mouvements de cette espèce sont presque toujours le fait de technocrates des sphères supérieures, à la terre, l'essentiel est venu des paysans eux-mêmes. Déjà ils ont

---

[1] *La France vue par un Anglais*, Paris, R. Laffont, 1968, 561 p. : p. 103-104 ; édition française de *The new French Revolution ; a social & economic survey of France 1945-1967*, London, Secker & Warburg, 1968.
[2] *Op. cit.*
[3] « Jusqu'à une période récente, écrit-il, les Français ont été souvent accusés, et non sans raison, de vivre tournés sur le passé. Voici qu'ils ont brusquement ouvert les yeux sur le monde dans lequel ils vivent, (…) et qu'ils s'en trouvent effrayés et passionnés tout à la fois », argumente-t-il à l'usage de ses compatriotes.
[4] Pour illustrer son propos, c'est donc en Aveyron que John Ardagh a choisi de se rendre (*ibid.,* p. 102-103, 107, 108).

commencé à démolir le vieux mythe français qui veut que les paysans soient une classe sociale isolée et ils ont entrepris de ramener les petits exploitants dans la communauté. Les spécialistes les plus prudents eux-mêmes décrivent ce mouvement comme une révolution »[5]. Cette « force progressiste (…) trouv[e] son origine dans le catholicisme militant (...) : presque tous les nouveaux leaders [sont] d'anciens membres de la JAC (Jeunesse agricole chrétienne [*sic*[6]]) »[7].

A cette époque, la JAC – puisque c'est essentiellement sous son sigle qu'elle a toujours été désignée[8]–, et sa branche féminine, la JACF, n'existent plus en tant que telles. Elles se sont transformées respectivement en 1961 et 1963 en MRJC (Mouvement rural de la jeunesse chrétienne) et MRJCF (féminin), ouverts aux professions non agricoles, lesquels ont fusionné à leur tour en 1965. Les années 1960 sont une période de prise de conscience des mutations radicales que viennent de connaître les campagnes françaises, sur le plan économique, technique et social, et du rôle capital que paraît y avoir joué l'Eglise, via l'action de ces mouvements de jeunesse.

Les premières tentatives de retour sur l'histoire du mouvement dataient des années 1950, mais il s'était agi avant tout de publications internes destinées à donner des points de repères aux militants ou aux observateurs[9]. La prise de conscience des années 1960 – et du début des années 1970 – est cette fois plus largement extérieure au mouvement : elle est portée par le succès public d'essais publiés par d'*anciens* jacistes ou par des observateurs extérieurs, historiens ou sociologues, qui entreprennent de décrire et d'expliquer le bouleversement récent des campagnes. Deux titre-concepts, appelés à une grande fortune historiographique, résument leur approche : *La révolution silencieuse* (Michel Debatisse) ; *La*

---

[5] *Ibid.*, p. 89-90.

[6] Il apparaît que la désignation officielle, déclarée en préfecture, du mouvement, est « Jeunesse agricole catholique ». Néanmoins, par contamination des autres mouvements d'Action catholique spécialisée, l'usage, chez les observateurs, comme au sein même du mouvement, sur son papier à en-tête officiel, a alterné « catholique » et « chrétienne » de façon indifférenciée. Cette imprécision est elle-même révélatrice de la désignation bien plus habituelle du mouvement par son sigle.

[7] *Ibid.*, p. 93.

[8] Nous distinguerons, dans notre développement, la « JAC » (branche masculine), de la « JACF » (branche féminine). Nous indiquerons « JAC/F » quand les deux branches sont concernées.

[9] ACHARD, A., *Vingt ans de JACF, 1933-1953*, s.l., 1953 ; D'HAENE, P.-M., *La JAC a 25 ans*, s.l., 1954 ; Faure, Marcel, « Action catholique en milieu rural », dans Fauvet, Jacques et Mendras, Henri (dir.), *Les paysans et la politique*, 1958, 532 p. : p. 345-360. En 1962, Pierre Toulat, Ange Bougeard et Joseph Templier publient *Les chrétiens dans le monde* rural, Paris, Seuil, 416 p. : « Chaque fois qu'un aumônier ou un dirigeant est amené à expliquer ce qu'essaie de faire l'Action catholique dans le monde rural il provoque habituellement une réponse de ce genre : '' ce que vous dîtes là est bien intéressant, mais ça ne se sait pas !'' (…) Notre propos est (…) limité : nous voulons montrer ce qui caractérise les principales forces vives de l'Eglise au travail dans le monde rural ».

fin des paysans (Henri Mendras)[10]. Ces divers ouvrages n'entendaient pas « faire l'histoire » de la JAC, mais ils ont tous « installé » ce mouvement de jeunesse comme un acteur (voire, comme *l'*acteur) majeur de la mutation des campagnes intervenue depuis la Libération[11]. A peine rappelaient-ils, parfois, que la JAC existait dès avant la guerre, sous la forme de « cercles de piété ». L'accent était mis sur son histoire très récente, et sur la façon dont ses militants avaient investi le CNJA dans la deuxième moitié des années 1950. Le CNJA apparaissait comme le prolongement naturel de la JAC, ayant inspiré en tant que tel les lois d'orientation agricole de 1960 et 1962. La JAC se présentait avant tout comme un « lieu d'incubation » pour de nouvelles élites rurales, issues de la petite et moyenne paysannerie. Plus que sur les modes de formation auxquels avait eu recours la JAC, ces auteurs insistaient sur l'esprit de liberté, de réflexion, d'initiative collective, qu'elle avait insufflé à ces nouveaux leaders, leur faisant découvrir qu'ils pouvaient « transformer le monde » ; les publications de l'époque ont eu aussi une certaine tendance à minorer l'importance du caractère religieux du mouvement, présupposant que ce fût là un atout : « la JAC a eu le mérite d'être l'un des moins cléricaux des mouvements d'Action catholique », écrivait Bernard Lambert[12].

C'est dans les années 1970 que la JAC devient *en soi* un objet d'histoire. Les travaux spécifiques d'historiens ou de sociologues cohabitent, à peu près à égalité, avec les publications ou brochures éditées ou initiées par le MRJC dans le cadre de la célébration du cinquantenaire de la création de la JAC, en 1979. Les auteurs considèrent alors comme admis le rôle fondamental de la JAC dans le mouvement social et économique qui a bouleversé les campagnes, tel qu'il avait été souligné dans la décennie précédente. Ils entreprennent notamment d'établir un état des lieux spécifique au mouvement : construire sa chronologie[13],

---

[10] Posons les principaux jalons. En 1963, Michel Debatisse, ancien dirigeant jaciste devenu secrétaire général du Centre national des jeunes agriculteurs, publie *La révolution silencieuse. Le combat des paysans* (Paris, Calmann-Lévy, 1963, 275 p.) : de jeunes ruraux racontent leur combat récent pour le bouleversement de leurs conditions de vie et de travail. Constat « à chaud », c'est aussi un plaidoyer pour la poursuite de la « révolution technique ». L'année suivante, l'historien américain Gordon Wright étudie *The Rural Revolution in France The Paesantry in the Twentieth Century* (California-USA, Stanford University Press, 1964) ; son livre est traduit en France en 1967 (*La révolution rurale en France*, Paris, Epi, 348 p., 1967), l'année où Henri Mendras publie *La fin des paysans* (Paris, Colin, 307 p.). En 1970, l'essai engagé de Bernard Lambert, *Les paysans dans la lutte des classes* (Paris, Seuil), entend convaincre que les paysans doivent lutter contre les formes d'exploitation dont ils sont victimes, et qu'ils ont pleinement leur place dans les combats de l'après 1968.

[11] « Pratiquement la seule école de formation des éléments dynamiques du monde paysan » pour Marcel Faure (« Action catholique en milieu rural », dans Fauvet, Jacques et Mendras, Henri (dir.), *Les paysans et la politique*, 532 p. : p. 345-360). « La force la plus dynamique qui fût à l'œuvre pour transformer la France rurale », aux yeux de Gordon Wright.

[12] *Op. cit.*. Henri Mendras (*op. cit.*) insiste pour sa part sur l'« atmosphère réaliste et rationnelle », sur l'absence d' arguments idéologiques ou sentimentaux ». Pour lui, les jacistes sont des « militants ruraux avec une appartenance religieuse, plus que des militants catholiques préoccupés des problèùes humains de leur milieu ».

[13] HOUEE, Paul, *Les étapes du développement rural* ; t.1 : *Une longue évolution (1815-1950)* ; t.2 *: La révolution contemporaine (1950-1970),* Paris, Ed. ouvrières, 1972, 187 et 296 p. ; JAC - MRJC, 50 ans d'histoire, Eglise aujourd'hui en monde rural, n° 406 [n° spécial], mars 1979 ; JAC - MRJC, 50 ans d'histoire, Eglise aujourd'hui en monde rural, n° 406 [n° spécial], mars 1979 ; BODIN Michel, LAMBERT, Bernard,

décrire son fonctionnement institutionnel, évaluer ses effectifs, cartographier son implantation[14]… Les interrogations sous-jacentes découlent des constats-affirmations préalables. Elles portent sur les modalités d'évolution de l'approche religieuse de la JAC[15], sur la sélection et la formation « totale » d'une nouvelle élite issue de la masse paysanne[16], sur le cheminement qui a pu conduire, partant d'une conception agrarienne de la campagne immuable, à concevoir le progrès agricole comme le moyen d'atteindre de meilleures conditions de vie, quitte à ce que les plus fragiles quittent la campagne[17]. Il y avait là une conception assez linéaire et « unifiante » de l'histoire de la JAC. En outre, cette histoire jaciste ne s'intéressait qu'assez peu la branche féminine, la JACF, peut-être parce qu'elle s'était d'abord penchée sur le rôle économique et professionnel du mouvement, où l'implication de la branche masculine était plus évidente[18].

L'impulsion « mémorielle » donnée par la célébration du cinquantenaire contribue à engager une nouvelle étape dès la fin des années 1970. L'association française d'histoire religieuse contemporaine, puis le GRECO 2 du CNRS, suscitent des études sur les mouvements de jeunesse confessionnels, et initient des rencontres entre témoins et historiens[19]. Dans les années 1980, la recherche sur la JAC/F devient essentiellement le fait de

---

LEBOT Joachim, MOUSSEAU Roger, VIAL André, « Cinquante ans, de la JAC au MRJC », dossier, dans Témoignage chrétien, n°1811, 26 mars-1er avril 1979, p.13-18 ; *50 ans d'animation rurale, JAC-MRJC 1929-1979*, Paris : MRJC, 1979 ;

[14] C'est notamment le cas dans la thèse de DURUPT, Marie-Josèphe, *Les mouvements d'action catholique, facteurs d'évolution du milieu rural*, Paris, Hachette-FNSP, 1973. Le mémoire de maîtrise de CUVELIER, Geneviève, « La JAC à Lille 1940-1960 », université de Lille, 1974, 101 p., adopte pour sa part un plan thématique et descriptif, abordant les structures institutionnelles et les cadres dans lesquels se déroulent les activités.

[15] BOULANGER, J.-C., « L'évolution du monde rural en France et l'attitude de la JAC de 1930 à 1950, thèse de théologie », Paris, 1976, 407 p., analyse, entre 1930 et 1950, le changement de la « formulation théologique (…), à partir de » l'expérience vécue ». « Il ne s'agit plus d' "avoir" des gens, en vue d'actes religieux, mais de travailler à l'épanouissement du monde rural, et de former des jeunes "intégralement chrétiens" ». *Cf.* aussi Leprieur, F., « Histoire et idéologie religieuse de la JAC-JACF », dans Coll., « Analyse d'un mouvement social rural. La jeunesse agricole catholique (1929-1978) », Angers, Ecole supérieure d'agriculture, 1978, p. 3-16.

[16] COUTOULY, Julien, La JAC et la production des notables, Esprit, 4-5 avril 1977, p.62-66.

[17] LEPRIEUR, François, « La JAC et le MRJC aux prises avec la modernité (1929-1972) », thèse, Paris, 1973 ; « La place de la JAC dans la transformation des exploitations agricoles », Angers, Ecole supérieure d'agriculture, septembre 1979, 35 p. ; publication d'un recueil d'articles : COLSON, René, *Un paysan face à l'avenir rural : la JAC et la modernisation de l'agriculture*, Paris, Epi, 1976, 319 p.. Les ralliements alors récents de mouvements de jeunesse catholiques au marxisme, étaient aussi dans les esprits, et, rétrospectivement, en 1977, les auteurs de l'*Histoire de la France rurale* relevaient avec malice que les analyses de Jaurès et des socialistes, cinquante ans après (…) [ont été reprises] par la "piétaille" conservatrice des campagnes. (…) Les enfants des familles paysannes bien pensantes s'interrogent sur l'utilité et la légitimité de la propriété » (DUBY, Georges et WALLON, Armand (dir.*), Histoire de la France rurale*, t.4 : *La fin de la France paysanne de 1914 à nos jours*, Paris, Seuil, 1987 [rééd. poche « Point-Seuil » 1993], 672 p.).

[18] Un seul article spécifique : BOURQUELOT, Françoise, « La JACF et l'évolution de la femme dans l'agriculture », dans Coll., « Analyse d'un mouvement social rural. La jeunesse agricole catholique (1929-1978) », Angers, Ecole supérieure d'agriculture, 1978, p. 41-51.

[19] Un important volume, collectif, paraît en 1985, qui constitue une première approche : CHOLVY, Gérard (dir.), *Mouvements de jeunesse chrétiens et juifs : sociabilité juvénile dans un cadre européen, 1799-1968*, Paris, Cerf, 1985, 434 p. ; Gérard Cholvy dresse le bilan de l'action ultérieure du GRECO n°2, devenu GdR 1095, dans

chercheurs professionnels – des sociologues et des agronomes, notamment. Elle entreprend d'affiner les approches et de remettre en cause certaines idées acquises. En 1983, le sociologue Sylvain Maresca, dans une étude générale consacrée aux dirigeants paysans[20], réduit à une « illusion [l'émergence] d'une ‘‘génération spontanée’’ de dirigeants jacistes » issus de la paysannerie de base, n'y voyant que la légitimation de positions déjà acquises. Roger Le Guen et François Colson mettent en garde aussi bien devant une « perception ‘‘subjectiviste’’ : la JAC serait à l'origine institutionnelle de toutes les mutations du monde rural » que devant une « perception mécaniste : l'évolution serait seulement le produit des évolutions économiques, sociales, politiques »[21]. Le premier entend étudier en parallèle « jacistes » et « non jacistes », pour repérer ce qui différencie vraiment leurs parcours et leurs actions. Au lieu d'envisager un apogée final, au regard de la réussite du CNJA, il en distingue bien la JAC, qui continue à exister parallèlement, et il insiste sur son incapacité, après 1955, à « se structurer comme organisation coopérant avec d'autres acteurs réels pour un changement social »[22]. Tout en relativisant l'originalité de la vision jaciste à propos de la modernisation agricole[23], François Colson, suivi en cela par Hiroko Yamane[24], réhabilite la dimension catholique de l'éthique jaciste comme facteur de sa réussite[25], alors que jusque là, il avait été fréquent d'insister, au contraire, sur sa sécularisation relative après la guerre. Roger Le Guen regrette aussi le « caractère limité des travaux du cinquantenaire » : « pas d'appui sur des enquêtes sociologiques », « trop de documents isolés de leur contexte socio-économique »[26]. Les études s'ancrent alors de plus en plus dans le terrain local[27]. En

---

l'introduction de son *Histoire des organisations et mouvements chrétiens de jeunesse en France (XIXe-XXe s.)*, Paris, Cerf, 1999, 419 p. (p. 9-10) : il remarque que par rapport aux années 1970, le nombre de mémoires de maîtrise consacrés aux mouvements de jeunesse confessionnels a « littéralement explosé » dans les années 1980.

[20] MARESCA, Sylvain, *Les dirigeants paysans*, Paris, Ed. de Minuit, 1983, 295 p.

[21] Le Guen, Roger, « La place de la JAC dans la transformation des exploitations agricoles », Angers, Ecole supérieure d'agriculture, septembre 1979, 35 p. ; Le Guen, Roger, « La place de la JAC dans l'évolution des exploitations agricoles du Maine-et-Loire », *JAC et modernisation de l'agriculture de l'Ouest*, INRA, 1980 ; COLSON, François, « La JAC et la modernisation de l'agriculture », *JAC et modernisation de l'agriculture de l'Ouest*, Rennes, INRA, 1980, p. 107-135.

[22] Le Guen, Roger, « La place de la JAC dans la transformation des exploitations agricoles », *ibid.* A vrai dire, Marie-Josèphe Durupt, dès 1973, avait montré les tensions qui avaient opposé le CNJA en pleine croissance et la JAC finissante ; mais sans rencontrer un écho très important.

[23] Il insiste sur l'influence parallèle des économistes et agronomes planistes, au premier rang desquels, René Dumont, et sur celle, dans le champ catholique, d'Economie et humanisme. Il montre aussi combien l'action des Directions départementales des services agricoles a été déterminante, dans la sensibilisation des agriculteurs au progrès.

[24] YAMANE SHIOZAKI, Hiroko, « De la conception catholique de la modernité à la conception moderne du catholicisme : la presse du mouvement JAC-MRJC, 1929-1972 », thèse de sciences politiques, Paris, IEP, 1982, 467 p.

[25] En proclamant « que le progrès technique agricole, qui n'est qu'une solution historique éphémère, est la préfiguration du royaume de Dieu, le discours de la JAC peut en venir à abstraire le progrès de ses conditions historiques de développement, et l'identifier à l'amour de Dieu » (COLSON, François, « La JAC et la modernisation de l'agriculture », art. cit.).

[26] Le Guen, Roger, « La place de la JAC dans la transformation des exploitations agricoles », *ibid.*

outre, dans les années 1980 et 1990, la JAC et la JACF deviennent des chantiers d'investigation pour les sciences de l'éducation[28], ou pour des champs de la recherche en histoire sociale alors en pleine émergence : histoire de la jeunesse, histoire des femmes, histoire culturelle[29]… Néanmoins, les apports de ces études « ciblées » ne sont guère encore intégrés aux ouvrages de synthèse spécifiques à chacune de ces approches[30] : la conscience du

---

[27] Outre Le Guen, R., « La place de la JAC dans l'évolution des exploitations agricoles du Maine-et-Loire », art. cit. : LAMBERT, Yves, « L'affirmation et la différenciation sociales des paysans d'une région de l'Ouest (Ancenis) : le rôle de la JAC », Rennes, INRA - Station d'économie rurale de Rennes, 1978, 83 p. ; VOISIN, Jean-Paul, « L'univers politique des paysans de Teillé (1945-1980) : rôle de la JAC dans l'évolution des pratiques paysannes locales », mémoire de maîtrise de sociologie, Paris 10, 1983, 80 p. ; HACQUES, Christine, « Jeunesse agricole catholique (J.A.C./F) dans le département de l'Isère entre 1950 et 1962 », mémoire de séminaire d'histoire contemporaine, Institut d'études politiques, Grenoble II, 1984, 279 p. ; Actes du colloque sur la JAC dans la région Rhône-Alpes (1984), *Cahiers du CIERA*, n° 6, 1987 ; HOUSSEL, Jean-Pierre, « Pour une étude de l'héritage actuel de la JAC dans la modernisation des campagnes de la région Rhône-Alpes », Revue de géographie de Lyon, vol. 61, n° 4, 1986, p. 461-475 ; GAUTREAU, G., *L'éclatement rural et les valeurs humaines*, Paris, Editions universitaires, 1988, 248 p. [à partir du cas de la Vendée] ; STOSSE, Richard, « Des mouvements catholiques de jeunesse féminine en Aveyron à travers leurs journaux. JFCA-JACF, 1936-1958 », mémoire de maîtrise, université de Paris X-Nanterre (dir. Philippe Levillain et Pascal Ory), 1988, 128 p.. Et dans une perspective plus « mémorielle » : TALBOURDET, G., *Pages d'histoire de la JAC dans les Côtes-du-Nord*, Saint-Brieuc, 1982 ; **La jeunesse agricole catholique dans le département de la Loire*, Première approche historique, 1930-1961, Ambierle, Musée Alice Taverne, 1988, 110 p.…

[28] PARAVY, Gaston, « La JAC, mouvement d'éducation : sa représentation dans le journal La Croix, 1929-1962 », Thèse IIIe cycle Sci. de l'éducation, Lyon II 1981, Lyon, 1981, 2 vol. de 262 et 16 p. ; FAUVET, Etienne, « La stratégie éducative de la JAC et du MRJC dans l'Ain (1935-1979). D'une expérience initiatoire à une éducation totale », thèse de 3e cycle, université de Lyon II, 1983 ; BENOIS, C. et BRETTE, C., « Un savoir enraciné : l'enseignement en milieu rural », *Pour [Paris] - Projet éducatif, projet de société ?,* n° 94, 1984, p. 69-73 ; PARAVY, Gaston, « La JAC, mouvement éducatif : actualité d'une pédagogie », *Société Alfred Binet et Théodore Simon - L'éducation rurale*, n° 626-627, 1991, p.113-124.

[29] CHOLVY, Gérard, « Des enfants de Marie à la jeunesse agricole féminine : Eglises, jeunesse féminine et monde rural, 1930-1960 », *110 e congrès soc. savantes*, Montpellier 1985, Sect. hist. moderne, 1985, t.2, p. 343-351 ; PERROT, Martyne, « L'agricultrice selon la JACF : ruptures et permanences », *Pour - Femmes, les chemins de l'autonomie*, n° 108, 1986, p.52-56 ; PERROT, Martyne, "La jaciste, une figure emblématique", in *Celles de la Terre*, Rose-Marie Lagrave (dir.), Paris, EHESS,1987, p.33-61 ; STOSSE, Richard, « Des mouvements catholiques de jeunesse féminine en Aveyron… », mém. cit. ; PERROT, Martyne, "Les aspirations des jacistes et la transformation de l'image et du statut des femmes en milieu rural " (1933-1962), in *Les Hommes, leurs espaces et leurs aspirations, Hommage à Paul Henry Chombart de Lauwe*, Paris, l'Harmattan,1994, p.193-205 ; GASIGLIA, Bertrand, « Militantisme au sein de la jeunesse agricole chrétienne féminine, 1933-1965 », mémoire de DEA, IEP de Grenoble, 1995, 119 p. ; LAOT, Gwenaëlle, « La révolution culturelle jaciste : aspects culturels de la JAC/F dans le Finistère (1945-1960) », mémoire de maîtrise d'histoire, Brest, 2001, 215 p.…

[30] Tenons nous à l'exemple de deux de ces champs de recherche. Dans le domaine de l'*histoire de la jeunesse,* Maurice Crubellier (*L'enfance et la jeunesse dans la société française (1800-1950)*, Paris, Colin, 1979, 389 p.) évoque subrepticement la JAC p. 317 ; aux frontières de l'histoire de l'éducation et de l'histoire de la jeunesse, Antoine Prost – ancien jéciste, il est vrai –, insère l'expérience jaciste, aux côtés de celles d'autres mouvements de jeunesse, y compris laïcs, dans les composantes de « l'avènement des copains », quand il apporte sa contribution à Parias, L.-H. (dir.), *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France,* Paris, Nouvelle librairie de France, 1982., t. 4, *« L'école et la famille dans une société en mutation »*, 729 p., ; dans l'*Histoire des jeunes en Occident* (Levi, Giovanni et Schmitt, Jean-Claude, dir., *T 2, L'époque contemporaine*, Paris, Seuil, 1996, 409 p.), l'article de Daniel Fabre, « ''Faire la jeunesse'' au village », p. 51-84, ignore l'existence de la JAC tout en s'attachant, pourtant, au début des années 1960 : peut-être le caractère monographique de l'étude – centrée sur le cas un seul village, peut-être dépourvu de JAC – explique-t-elle cette absence ; l'approche d'Anne-Marie Sohn (*Âge tendre et tête de bois. Histoire des jeunes des années 1960*, Paris, Hachette, 2001, 431 p.) est essentiellement urbaine, et centrée sur une période en grande partie ultérieure à la disparition de la JAC, qu'elle n'évoque pas – seul le MRJC (sigle présenté curieusement comme relevant du genre féminin) est subrepticement cité p. 112 ; Jean-François Sirinelli (*Les baby-boomers. Une génération. 1945-1969*, Paris, Fayard, 2003, 325 p.) est un peu plus disert sur le monde rural (p. 219-226), mais sans aborder

rôle social joué par la JAC/F dans les décennies du milieu du siècle demeure en grande partie l'apanage des ruralistes ou des spécialistes de la religion.

Dans une période récente, c'est à une écriture de plus en plus « émiettée »[31] de l'histoire de la JAC/F que l'on a assisté : outre les approches thématiques, les études centrées sur une période limitée se sont multipliées – à l'image de l'ouvrage commandité par le MRJC en 1996, qui a déçu pour cela les attentes de nombre de ses lecteurs[32] –, ainsi que les travaux prosopographiques sur des dirigeants marquants[33], pendant que se poursuivait avec succès l'approche « départementale »[34], traduisant notamment le retour en force d'une demande mémorielle de la part des « anciens »[35], désormais retraités pour la plupart. Témoins et

---

non plus l'existence de la JAC/F. Dans le champ de *l'histoire des femmes*, le volume de la collection éponyme paru en 1992 (Thébaud, Françoise (dir.), Paris, Plon, 663 p.) évoque la JOCF, mais non la JACF ; rien, non plus, dans le livre de Yannick Ripa, *Les femmes, actrices de l'histoire, France 1789-1945*, Paris, Sedes, 1999, 192 p. ; il faut attendre 2001 et le manuel de Christine Bard, *Les femmes dans la société française au 20e s.*, Paris, Colin, 285 p., pour que le rôle de la JACF dans l'histoire des femmes soit évoqué dans un ouvrage de synthèse (et encore, juste pour l'entre-deux-guerres, p. 106-107 ; le passage sur les agricultrices de l'après guerre ignore le rôle du mouvement).

[31] Nous paraphrasons ici le titre de l'ouvrage de François Dosse, *L'Histoire en miettes. Des " Annales " à la " Nouvelle histoire "*, Paris, La Découverte, 1987. Nous mettons à part la proposition de synthèse de Gérard Cholvy, *Histoire des organisations et mouvements chrétiens de jeunesse en France (XIXe-XXe s)*, Paris, Cerf, 1999, 419 p. : nous ne parlons ici que de l'histoire de la JAC/F, spécifiquement.

[32] LEPRIEUR François (dir.), *JAC/MRJC. Origines et mutations. Un mouvement de jeunesse au cœur de la société française*, Lyon, Chronique sociale, 1996, 419 p. : l'ouvrage aborde la naissance de la JAC et de la JACF dans les années 1930, puis directement la transformation en MRJC au début des années 1960, et enfin, l'histoire du MRJC lui-même. Nous nous faisons l'écho ici de nombre d'anciens militants qui nous ont confié leur déception. *Cf.* aussi : CONQ, J., « De la JAC au MRJC, 1959-1965 », mémoire de maîtrise, université de Paris I, 1991, 148 p. + annexes ; FABRIGOULE, Patrice, « Les origines de l'Action catholique rurale dans la France de l'Entre-deux-guerres », mémoire de maîtrise, université de Montpellier, 1994, 375 p. ; GASIGLIA, Bertrand, « La JAC (1945-1957) », mémoire Sciences-politiques, Grenoble, 1994, 185 p. ; BARET Denis, « La JAC dans le diocèse de Grenoble, 1938-1944 », mémoire de maîtrise, université de Grenoble II, 1998 ; CHOSSON, J.-F., « La décennie fondatrice, 1935-1945 », in *Les enjeux de la formation des acteurs de l'agriculture. Actes du colloque de Dijon, 19-21 janvier 1999*, Dijon, Educagri, p. 189-198 ; COLSON, F., « La JAC : une pédagogie au service d'un projet humaniste. Analyse des méthodes pédagogiques et du contenu de la formation mise en œuvre par la JAC 1929-45 », *ibid.*. ; GASIGLIA, Bertrand, « La JAC, 1939-1945 », in Dereymez, J.-W., dir., *Être jeune en France (1939-1945),* Paris, *L'Harmattan*, 2001, 352 p. : p. 217-224.

[33] CROZES, Daniel, *Raymond Lacombe. Un combat pour la terre*, Rodez, Ed. du Rouergue, 1992, 318 p. ; HASCOET, Didier, *De la JAC à la politique. Cinq itinéraires finistériens : Pierre Abeguilé, Alphonse Arzel, Georges Dauphin, Louis Goasduff, Jo Lareur*, Quimper : Calligrammes, 1992, 270 p. ; BOURRIGAUD, René, *Paysans de Loire-Atlantique. Quinze itinéraires à travers le siècle*, Nantes, Centre d'histoire du travail, 2001, 298 p.

[34] CROZON, Pierre, « Pour l'histoire religieuse du diocèse [de Quimper]. Travaux et mémoires. Trois mouvements [JAC, JOC, scouts] », *Quimper et Léon*, 1991, n° 17, p. 506-508 ; BARTHE, Jean-Marie, *Les premiers jacistes du Tarn : 1930-1945*, Albi, Chez l'auteur, 1994 ; SANDRI, abbé Alexandre, *La Jeunesse agricole catholique dans le Gers, 1930-1960. Historique – Témoignages*, Auch, Maison diocésaine, 1998, 176 p. ; BARTHE, Jean-Marie, *Semailles et moissons, 1945-1960. JAC, JACF, MFR du Tarn*, Albi, imp. Coopérative du Sud-ouest, 1999, 203 p. ; FORT, Robert, *Ils ont révolutionné le monde rural. L'aventure de la JAC en Bretagne (1930-1970)*, Brest, Editions Le Télégramme, 2001, 284 p. – Trois approches universitaires relevées : CUBEAU, Katia, « Histoire de la JAC et de la JACF dans la Vienne, 1936 – 1954 », mémoire de maîtrise d'hisoire contemporaine, université de Poitier, 1993, 136 p. ; Habauzit, Alban, « La JAC en Haute-Loire de la guerre au MRJC (1939-1964) », *Cahiers de Haute-Loire,* 1998, p. 401-420 ; BARET Denis, « La JAC dans le diocèse de Grenoble, 1938-1944 », mém. cit.

[35] L'approche mémorielle est en même temps celle des militants actuels du MRJC : le recueil de témoignages *Soixante dix ans de jeunesse*, Paris, MRJC, 2000, 72 p., entendait y contribuer, tout comme le colloque-débat en hommage à René Colson, organisé par le MRJC en avril 2002.

chercheurs voisinent de nouveau fortement dans la production écrite sur la JAC/F, pendant que les médias commencent à s'emparer des aspirations nostalgiques des premiers : l'évocation, sans grandes nuances, du rôle central de la JAC/F, semble devenir progressivement un poncif, pour les fictions ou documentaires télévisés traitant du monde des campagnes lors des Trente glorieuses[36].

Nous voudrions pour notre part renouer avec une approche globale de l'histoire sociale de la JAC *et de la JACF*, sur l'ensemble de leur période d'existence – de leurs naissances respectives en 1929 et 1933 à leur transformation en MRJC et MRJC/F en 1961 et 1963 – afin de reprendre un questionnement général sur la signification sociale du mouvement. Lors de la phase active, pour la recherche, qu'a représenté le début des années 1980, Paul Houée posait les termes du débat, qu'aucune synthèse générale n'est venue trancher : « Qu'est-ce au juste que la JAC[/F] ? Certains n'y voient qu'un courant moderniste qui a favorisé l'intégration de l'agriculture dans l'économie dominante ; d'autres au contraire insistent sur sa capacité de création collective, de réponse originale aux défis du système. A-t-elle été le tremplin pour des élites en quête de pouvoir, ou au contraire un grand mouvement de masse et d'éducation populaire ? Comment une même formation a-t-elle pu produire des courants et des hommes aussi différents ? »[37].

Nous ne rejetons pas pour autant les approches thématiques, prosopographiques ou locales, bien au contraire. Mais nous souhaiterions les réinsérer dans une cohérence d'ensemble. Nous croyons pourtant, avec Roger Le Guen, que seule l'approche de terrain peut conduire à comprendre de façon relativement fine les mécanismes qui sont à l'œuvre. En outre, d'un point de vue pratique, l'approche locale est la seule qui permette au chercheur isolé d'atteindre cette précision dans la compréhension des phénomènes sur une période suffisamment longue, et pour les deux branches du mouvement, masculine et féminine. Se pose néanmoins la question de l'échelle de l'étude. L'essentiel des approches locales menées jusqu'ici ont retenu celle du département – ou du diocèse, ce qui revient au même. La seule approche régionale, consacrée à la Bretagne, est l'œuvre d'un ancien dirigeant, qui aborde son espace d'étude comme un « bloc » – peut-être d'autant plus facilement que la pénétration jaciste y fut partout très forte. Sans vouloir ranimer les débats sur la « départementalisation de

[36] Deux exemples récents : *Le champ dolent*, téléfilm d'Hervé Baslé, 2002, dont l'action se situe en Bretagne (le Père Maurice, Supérieur de la Maison des Rédemptoristes à Paris, ancien aumônier jaciste du Cantal, nous a confié combien les prêtres de sa Maison originaires de l'Ouest avaient été choqués par les « reconstitutions caricaturales » des activités jacistes) ; *Les Martin*, documentaire-fiction diffusé par France 5 (2003).
[37] « Les étapes du projet jaciste dans le développement rural », art. cit., p. 8.

l'histoire de France »[38], du moins peut-on avancer que ce type de choix comporte des risques : l'extrapolation abusive, ou l'érudition stricte. C'est pourquoi nous avons choisi, comme l'avait fait la sociologue américaine Suzanne Berger pour son étude du rapport des paysans à la politique[39], de conduire une approche commune de deux départements, suffisamment proches du point de vue géographique et socio-économique pour que puissent se dégager des axes communs, et suffisamment différents, aussi, notamment du point de vue de la pénétration jaciste, pour atteindre, grâce à la démarche comparative, un certain degré de complexité dans la compréhension des phénomènes.

Ce sont jusqu'ici l'Ouest, et la région Rhône-Alpes, qui ont attiré l'essentiel de l'attention, dans les études locales consacrées à la JAC/F (doc. 4 p. 20). Ils correspondent il est vrai à des espaces de forte implantation du mouvement. Les deux départements retenus, l'Aveyron et le Cantal, relèvent d'une région moins étudiée, et surtout, se situent volontairement sur un « site-frontière ». Le premier – qui continue à être communément désigné sous son nom d'ancienne province : le Rouergue – relevait au milieu du siècle à la fois pour la branche masculine et pour la branche féminine, de l'un des pôles majeurs du mouvement, qui courait du Massif central méridional[40] à la région Rhône-Alpes. L'Aveyron a fréquemment été évoqué comme caractéristique, voire comme l'archétype du département de la France du Sud marqué par l'influence de la JAC/F[41]. C'est là, comme nous l'avons vu en commençant, que le journaliste britannique John Ardagh était venu enquêter en 1967. La présidence nationale de la MSA exercée de 1974 à 1992 par André Laur[42], ou celle de la FNSEA, confiée de 1986 à 1992[43] à Raymond Lacombe, tous deux anciens présidents de la JAC aveyronnaise, ont par ailleurs contribué à ancrer l'idée que le mouvement de jeunesse

---

[38] Rougerie, Jacques, « Faut-il départementaliser l'histoire de France ? », *Annales ESC,* fév. 1966, t. 21, n°1, p. 178-193.

[39] BERGER, Suzanne, *Les paysans contre la politique*, Paris, Seuil, 1975, 346 p. [édition originale : *Paesants against Politics*, Harvard University Press, 1972] : elle s'appuyait sur l'étude du Finistère et des Côtes-du-Nord.

[40] Le fait de nommer cette région « Massif central *méridional* » est une commodité descriptive : les départements évoqués se situent en effet dans la moitié sud du Massif central, et il n'est pas possible de les réunir sous un nom de province ou de région, puisque celles-ci étaient et son encore différenciées : (Haute) Auvergne pour le Cantal, et Rouergue puis aujourd'hui Midi-Pyrénées pour l'Aveyron. Quant à la « méridionalité » du Cantal, au sens « culturel », il serait toujours possible d'évoquer le rattachement au félibrige, qui qualifie la Haute-Auvergne de « Haut-Midi », ou le fait que la limite nord des pays de droit écrit passe justement dans la partie nord du Cantal. Mais il ne faut pas être dupe non plus du caractère « construit », connoté, de l'entité « Massif central » désignée comme telle : le géographe clermontois Pierre Mazataud s'est employé à en montrer les ressorts géopolitiques. Pour notre part, nous ne recourons à ces termes que dans un objectif de localisation pratique.

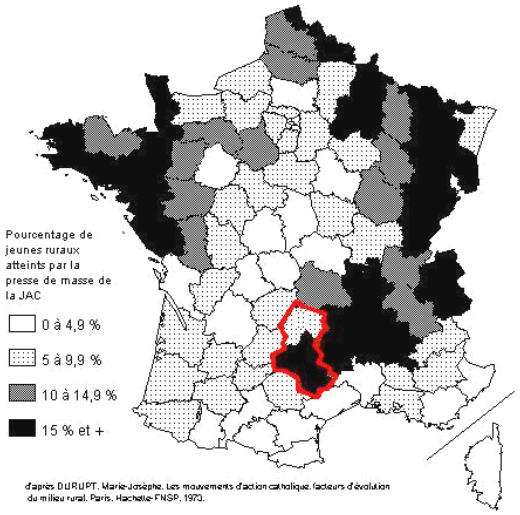
[41] Par exemple : CLEARY, M. C., The changing character of agricultural syndicates in Aveyron, 1944-1960, *Sociologia ruralis*, vol. XXV, n 2, 1985, p. 117-130 ; HOUSSEL, Jean-Pierre, « Pour une étude de l'héritage actuel de la JAC dans la modernisation des campagnes de la région Rhône-Alpes », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 61, n°4, 1986, p. 469 ; Cleary, M. C., *Peasants, Politicians and Producers. The organisation of agriculture in France since 1918*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, 220 p., *passim* ; GASIGLIA, Bertrand, « La JAC (1945-1957) », mémoire Sciences-politiques, Grenoble, 1994, p. 95…

[42] « M. André Laur quitte la présidence de la Mutualité sociale agricole », *Le Monde*, 01/11/1992.

[43] Nécrologie de Raymond Lacombe « Une grande figure de l'humanisme paysan », *Le Monde*, 19/02/2002.

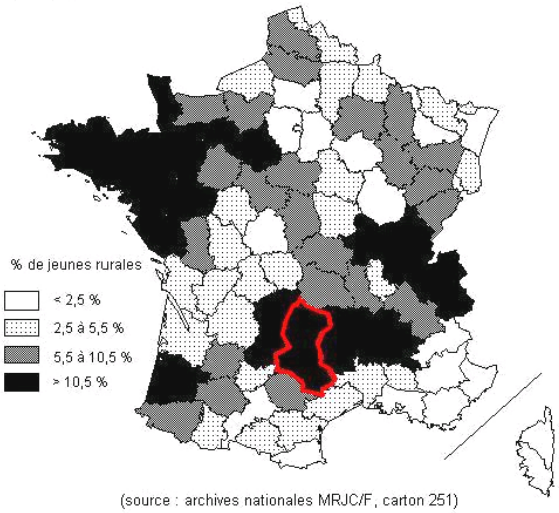
catholique y avait tout particulièrement joué son rôle de « pépinière de leaders ». Le Cantal en revanche, s'il relève aussi, pour la JACF, de ce pôle majeur d'implantation qui couvre le Massif central méridional, appartient plutôt, pour la branche masculine, à la zone de faiblesse qui court du Sud-ouest au Bassin parisien. Jusqu'à nos travaux, la JAC/F n'y a jamais attiré l'attention des chercheurs (doc. 1, 3, 4 ci-dessous).

Pénétration de la presse de masse de la JAC en 1954 Doc. 1



d'après DURUPT, Marie-Josèphe. Les mouvements d'action catholique, facteurs d'évolution du milieu rural. Paris, Hachette-FNSP, 1970.

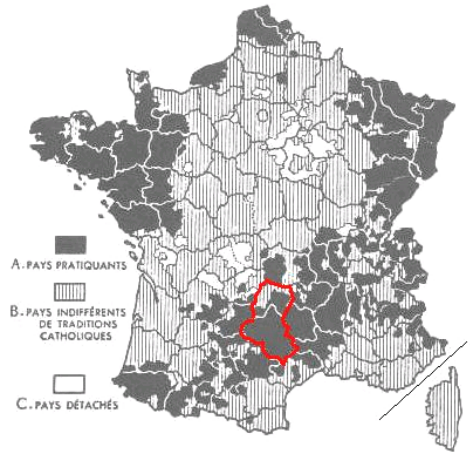
Pénétration de la presse de masse de la JACF en 1949 Doc. 2



(source : archives nationales MRJC/F, carton 251)

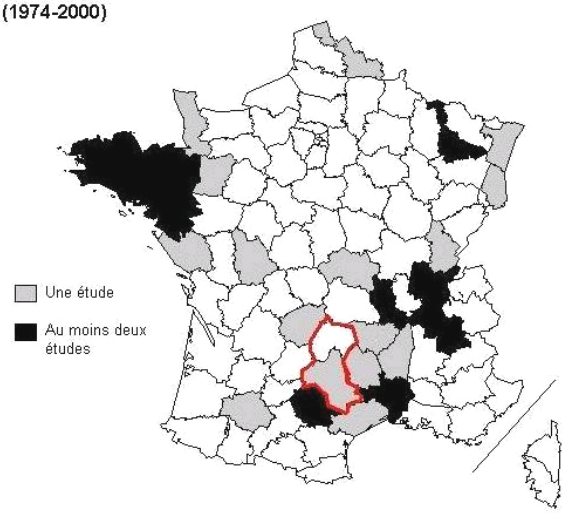
Espace retenu pour la présente étude

Pratique religieuse catholique de la France rurale Doc. 3



Carte établie par M. le chanoine Boulard

Localisation des études locales consacrées à la JAC/F (1974-2000) Doc. 4



La « frontière » qui se manifeste ici est en grande partie celle de la pratique religieuse. Certes, dans les deux diocèses, les taux de vocations ou d'encadrement paroissial sont

traditionnellement élevés par rapport à la moyenne générale[44]. Mais ils battent des records en Aveyron, qui appartient en totalité aux « pays chrétiens » – il fut même surnommé la « Bretagne du Midi »[45] – ; l'encadrement religieux y demeure une donnée essentielle du paysage social et mental jusqu'aux années 1960. En revanche, la moitié nord du Cantal appartient déjà aux « pays indifférents à tradition chrétienne » (*cf.* la carte de la page précédente, doc. 3 p. 20[46]).

Ce sont dans les deux cas des départements à forte dominante « agricole », qui demeurent aujourd'hui encore des pôles de résistance du taux d'actifs du secteur primaire, contrairement aux régions de forte implantation jaciste de la moitié Est du pays[47]. Les propriétaires-exploitants y constituent l'assise sociale majeure, à la différence des espaces jacistes de l'Ouest, où le fermage dominait – même si le Cantal se distingue, traditionnellement, au sein de la France méridionale, par la présence d'une forte minorité de fermiers (Annexes : documents A-1-6 p. 588). Aveyron et Cantal disposent aussi d'exploitations plus vastes qu'elles ne le sont en moyenne dans la France du Sud. Mais ici, la majoration est tout particulièrement marquée pour le Cantal[48], en raison de la présence des vastes terres d'estive dans le cœur du massif volcanique, estives auxquelles, d'ailleurs, les Aveyronnais ont en partie recours[49]. Ce sont en effet deux départements d'élevage, mais l'Aveyron des années 1920 se distingue par une plus grande diversité de ses productions[50] : il

[44] *Cf.* Boulard, chanoine, et Le Bras, Gabriel, *Problèmes missionnaires de la France rurale*, Cahiers du clergé rural, 1ère édition 1947, 2e éd. 1952.

[45] Enjalbert, Henri et Cholvy, Gérard, *Histoire du Rouergue*, Toulouse, Privat, éd. 2001, 512 p. : ''Cette Bretagne du Midi'' (1789-1978) », chap. 14, par Gérard Cholvy.

[46] Boulard, Fernand, *Matériaux pour l'histoire religieuse du peuple français. Tome III : Aunis, Saintonge, Angoumois, Limousin, Auvergne, Guyenne, Gascogne, Béarn, Foix, Roussillon, Languedoc,* Atlas réalisé par le laboratoire de cartographie de l'université Paul Valéry (Montpellier), Paris, 1992, 544 p.

[47] *Cf.* Ravignan, François de, et Roux, Pierre, *Atlas de la France rurale*, s.l., Editions Jean-Pierre de Monza, 1990, 220 p. : carte p. 51. En 1929, la part de la population agricole active dans la population départementale totale était de 31,5 % en Aveyron, et de 32,5 % dans le Cantal, contre 18,4 % pour la France (données : Toutain, Jean-Claude, « La production agricole de la France de 1810 à 1990 : départements et régions », *Economies et sociétés. Histoire quantitative de l'économie française*, n-11-12/1992, n° 1-2/1993, n° 3-4/1993, 1079 p.). En 1962, elle est encore de 20,1 % en Aveyron, et de 27,9 % dans le Cantal, contre 11 % pour la France (données : *Annuaire statistique de la France, 1964. Résultats de 1963,* Paris, INSEE, 1964, 492 et 68 p.)

[48] Parias, L.-H. (dir.), *Histoire du peuple français.* T. 5, *Cent ans d'esprit républicain*, Paris, Nouvelle librairie de France, 1967, 614 p. : carte p. 445. Le phénomène, déjà présent sur la carte de la situation en 1892 établie par Jean-Luc Mayaud (*La petite exploitation rurale triomphante. France, XIXe siècle* ; Paris, Belin, 1999, 278 p. : p. 56) se retrouve sur celle de 1988 (ROUDIE, Ph., *La France. Agriculture, forêt, pêche depuis 1945*, Paris, Sirey, 1993, 246 p. : p. 110)

[49] DURAND, A., *La vie rurale dans les massifs volcaniques des Dores, du Cézallier, du Cantal et de l'Aubrac*, Aurillac, USHA, 1946, 532 p..

[50] Toutain, J.-Cl., *op. cit.* :

% de la valeur de la production - 1929	Moy. France	Aveyron	Cantal
Viande	23,3	32,3	33,4
Céréales	13,6	9	3,5
Div. productions animales	13,6	8,7	23,6
Bœuf	11,4	9,2	22,9
Vin	8,9	5,2	0

faut évoquer l'impact de la "première révolution agricole" dans le Ségala (carte de situation, annexe 1-1 p. 581), où l'arrivée de la chaux grâce au chemin de fer, et le démantèlement des grandes exploitations, avaient entraîné, à la fin du XIXe s. et dans les premières années du XXe, la transformation d'un territoire aux terres pauvres et à l'agriculture archaïque, en région d'exploitations moyennes ouvertes au progrès, ayant fait le choix de l'élevage de qualité et de la culture fortement commercialisable de la pomme de terre. Ce sont ainsi les agriculteurs aveyronnais qui, en 1929, dégagent le produit agricole par actif, ou par hectare cultivé, le plus important ; il est clairement supérieur à la moyenne nationale, alors que celui des Cantaliens lui est inférieur[51] : la situation de départ, au moins dans une partie du Rouergue, n'est pas forcément celle d'un « retard » dans la mise en œuvre d'une agriculture dynamique[52]. La JAC/F aurait-elle seulement fait fructifier un potentiel déjà existant ?

Conduire une histoire des mouvements de jeunesse catholique, organisations non publiques souvent peu soucieuses de leurs archives, pose en général d'importants problèmes de sources, comme Gérard Cholvy l'a rappelé à maintes reprises[53] : « contrairement à ce que l'on pourrait penser, la richesse des archives d'Eglise (…) n'est pas considérable ». Les difficultés s'accentuent en général dès lors que l'on choisit de travailler à l'échelle régionale. En fait, les traces laissées sont souvent proportionnelles à l'importance de la pénétration du mouvement et de l'encadrement religieux. Dans le diocèse de Rodez, où ces deux réalités ont été fortement représentées, non seulement une presse militante locale fort riche a continué à paraître tous les mois, voire deux fois par mois à certains moments, pendant toute la durée d'existence de la JAC/F, mais elle a été conservée dans sa quasi intégralité, ainsi qu'une

% de la valeur de la production - 1929	**Moy. France**	**Aveyron**	**Cantal**
Légumes	8,5	0,8	3,7
Porc	7,5	15,3	7,5
Fruits	4,1	4,8	0,2
Pommes de terre	3,5	6,3	1,8
Volaille	2,5	1,8	1
Mouton	1,9	6	2
Cultures industrielles	1,2	0,6	0,3

[51] Toutain, J.-Cl., *op. cit.* :

Produit agricole final en 1929 (moyenne France = 100)			
	par mâle actif	Par personne active	par hectare cultivé
moy. France	100	100	100
Aveyron	110	114	120
Cantal	80	85	61

[52] Calmès, Roger, Les campagnes des Ségalas et du Lévezou. Développement et progrès agricole, Rodez, éd. Subervie, 1980, 226 p. : p. 13.

[53] En dernier lieu, dans l'introduction de son *Histoire des organisations et mouvements chrétiens…, op. cit.,* p. 9.

bonne partie des archives des fédérations JAC et JACF : quelques épaves, pour les années 1940 et le début des années 1950, et l'essentiel, de la fin des années 1950 jusqu'à la transformation en MRJC. Les deux sources sont d'ailleurs souvent redondantes. Dans le Cantal en revanche, la reconstitution s'est révélée beaucoup plus hasardeuse : la presse militante conservée dans les dépôts publics s'interrompt en 1950, les archives fédérales ont été détruites, et les archives diocésaines sont indigentes dans ce domaine. Un fonds d'archives privées conservées par un ancien aumônier de zone est fort heureusement venu combler le « vide » des années 1950-1960. Pour le reste, il a fallu partir en quête du moindre indice présent dans les principales publications catholiques locales hebdomadaires, *La Semaine catholique*, destinée au clergé, et la *Croix* puis la *Voix du Cantal*, compulsées dans leur intégralité de 1939[54] à 1963. Dans un département comme dans l'autre, nous avons en revanche limité le recours à des entretiens avec d'anciens acteurs, à l'éclaircissement de quelques points peu documentés, tant nos premières expériences s'étaient révélées décevantes : l'exercice est sans doute beaucoup plus approprié pour un travail sur la mémoire et les représentations, qui n'était pas au cœur de notre approche, que pour l'établissement d'un inventaire et d'une chronologie de l'action locale du mouvement.

A l'échelle nationale, Paul Houée, l'un des premiers à définir une chronologie, distinguait, en s'attachant à suivre les variations de l'« idéal dominant », une « étape missionnaire » jusqu'en 1942, une « étape humaniste » de 1940 (*sic*) à 1950, une « étape économique » de 1950 à 1959, puis une « étape institutionnelle » (notion qu'il ne définissait guère)[55]. Pour notre part, en tenant compte des dynamiques locales, nous croyons pouvoir définir trois grandes périodes. La phase d'installation dure certes jusque vers 1942, mais l'entrée en guerre introduit une scansion majeure que nous préférons retenir. Jusque là, depuis son apparition à la fin des années 1920, l'idée d'organiser la jeunesse catholique en plusieurs mouvements en fonction des milieux de vie a fait débat. Au-delà, la partie semble gagnée, les mouvements spécialisés s'installent vraiment dans le paysage diocésain, la JAC et la JACF deviennent peu à peu, dans une bonne partie de la région étudiée, de grandes organisations rassemblant autour d'elles une large part de la jeunesse rurale. C'est le moment où leur influence est maximale, et où elles peuvent jouer un rôle majeur, après la Libération, pour guider la jeunesse rurale face aux enjeux du « progrès » agricole et des mutations sociales en cours. A l'échelle nationale, l'année 1950 a souvent été retenue comme date-rupture, parce

[54] Pour pallier la réduction de la pagination de la presse militante pendant la guerre.
[55] *Les étapes du développement rural ; t.2 : La révolution contemporaine (1950-1970),* Paris, Ed. ouvrières, 1972, p. 14-19.

qu'elle était celle d'un grand congrès national du mouvement, qui semblait marquer son apogée. Parfois, c'est l'année 1956 qui est mise en avant, comme date de la « crise » et de la disparition de l'ACJF, l'Association catholique de la jeunesse française qui avait précédé, et permis l'émergence en son sein, des mouvements spécialisés masculins[56]. Or, à l'échelon régional, cette « crise » ne nous semble pas avoir eu un retentissement notable, et plutôt que le congrès parisien du début de la décennie, ce sont les congrès diocésains de 1954, qui rassemblent pas moins de 450 000 jeunes, qui marquent symboliquement le sommet de l'attraction suscitée par la JAC/F. Plus tard, le mouvement se trouve confronté à de nouveaux enjeux : les répercussions de l'engagement professionnel et/ou syndical de ses anciens ; la diversification sociologique des campagnes. La JAC/F peine à les affronter. Certes, le succès du CNJA et de ses idées semble marquer la réussite indirecte du jacisme ; la transformation en MRJC/F en 1961-63 peut apparaître comme le signe d'une capacité à s'adapter. Pourtant, elle a été précédée d'une importante régression des effectifs.

L'entrée dans les années 1960 marque d'ailleurs plus largement l'amorce d'une nouvelle phase sociale et culturelle, où le poids de l'Eglise, notamment, est appelé à s'effilocher progressivement. Henri Mendras, après avoir diagnostiqué la *Fin des paysans*, y a vu le début d'une *Seconde révolution française*[57]. François Colson se demandait si le succès particulier, au milieu du siècle, du discours de la JAC/F – un discours pour lequel « la modernisation de l'agriculture (…) est la préfiguration du Royaume de Dieu » –, n'avait pas été surtout « le produit d'un ensemble de conditions historiques particulières : période de l'après-guerre où s'amorce une phase de rapide accumulation du capital, ébranlement des structures sociales de la paysannerie, ''renouveau'' de l'Eglise de France. (…) Ces conditions historiques modifiées, le discours de la JAC apparaît pour ce qu'il est en réalité : produit d'un ensemble de conditions historiques particulières . Cette interprétation rend plus compréhensible (…) l'extrême dispersion de la descendance jaciste : dès lors qu'une forme historique de production n'est plus reconnue comme la seule manifestation possible du Royaume, l'éventail des choix sociaux s'ouvre subitement »[58].

[56] C'est là la rupture chronologique retenue par Gérard Cholvy dans l'*Histoire des organisations et mouvements de jeunesse…, op. cit.*

[57] MENDRAS, H., *La seconde révolution française, 1965-1984*, Paris, Gallimard, 1988, éd. de poche 1994, 160 p.

[58] « La JAC et la modernisation de l'agriculture », art. cit., p. 132.

Première partie

1929-1939
« L'appel du Grand Semeur s'élève »[59]

[59] Extrait du refrain du chant officiel de la JAC (par Joseph Folliet, 1932).

Introduction

Le 24 juillet 1932, le cardinal Jean Verdier, archevêque de Paris, revient dans son village natal de Lacroix-Barrez, dans le Nord-Aveyron, à proximité du Cantal d'où est originaire sa mère. Il a été chargé l'année précédente par le pape Pie XI d'organiser en France l'Action catholique, c'est à dire le « regroupement de toutes les œuvres et organisations catholiques, pour permettre de défendre et de promouvoir la religion de façon coordonnée, en procurant à la hiérarchie la coopération du laïcat »[60]. Il va se recueillir, comme à son habitude, à « l'antique » sanctuaire de N.-D. de Madrières[61]. Un groupe de jeunes gens du hameau voisin de Bars, accompagnés de l'abbé Albrespy, vient à sa rencontre. Depuis le mois d'avril, à la suite d'une retraite, ils se réunissent régulièrement. Ils prient, ils lisent et commentent l'Evangile. Ils parlent de leur profession. Ils se sont abonnés à *La Jeunesse agricole*, le journal national de la JAC, et ils ont entrepris de préparer leur affiliation – la première du département – à ce nouveau mouvement, né trois ans plus tôt. Le cardinal leur prodigue avec emphase ses encouragements, qu'il inscrit dans le cahier des rapports de leur jeune groupe : « Je bénis et félicite de toute mon âme la JAC de Bars ! Que ce groupement soit les prémices de l'organisation de notre Jeunesse. Ce sera sa gloire d'avoir créé chez nous ce mouvement si plein d'espoir ! Que Dieu la bénisse ! »[62].

Contrairement à ce que pourrait suggérer une lecture un peu rapide des quelques lignes du cardinal Verdier, il ne s'agit pas d'« organiser » *ex-nihilo* la jeunesse catholique, mais de lui proposer un nouveau cadre de rencontres et d'action : des « mouvements de jeunesse », largement ouverts, « spécialisés » par « milieux ».

---

[60] Tranvouez, Y., « Elite militante et système religieux : aux origines de l'Action catholique en France », *Kreiz 10, Etudes sur la Bretagne et les Pays celtiques*, 1999, p. 271-278 : p. 273. – En fait, l'Action catholique naît dès 1927, mais son existence comme organisation est définitivement formalisée en 1931 (Dansette, A., *Destin du catholicisme français, 1926-1956*, Paris, Flammarion, 1957, 494 p. : p. 85).

[61] JR 01/04/1933 et 08-09/1933.

[62] Cité in JR 08-09/1933.

Doc. I-1. La section jaciste de Bars (Aveyron), « Première du cardinal Verdier »
(*in Jeune Rouergue,* 1er avril 1933)
Une photo de groupe endimanchée, autour du curé et de notables. L'importance des écarts d'âges est le lot d'une localité peu peuplée, où la JAC s'étend à la fois sur les champs d'action des patronages et de l'ACJF.

L'émergence de « mouvements de jeunesse » caractérise tout particulièrement l'entre-deux-guerres, marquant aussi bien l'Eglise que les partis de gauche, et se matérialisant notamment par l'essor du scoutisme[63]. Aline Coutrot évoque à leur propos l'impact d'exemples étrangers[64], et l'aspiration à une plus grande autonomie de la jeunesse, qui constitue l'un des effets de la guerre[65] : l'attrait des patronages s'affaiblit, les jeunes se plaignant de ne pouvoir s'y exprimer avec autant de latitude qu'ils le souhaiteraient[66]. Les mouvements de jeunesse qui émergent alors partagent aussi le goût pour l'aventure et la nature[67], un répertoire d'insignes, de chants, de manifestations symboliques – la cérémonie d'affiliation, notamment, pour la JOC [Jeunesse ouvrière chrétienne] ou la JAC –, « une pédagogie de la participation et une volonté de novation sans lesquelles ne s'expliquerait pas le nombre des militants d'action sociale et politique formés à l'école des mouvements »[68].

[63] Coutrot Aline, « Le mouvement de jeunesse, un phénomène au singulier ? », dans Cholvy, G. (dir), *Mouvements de jeunesse chrétiens et juifs*, *op. cit.*, p. 109-124.
[64] Le scoutisme s'inspire des exemples britannique et allemand, les jeunesses communistes de l'exemple soviétique, les jeunesses socialistes des expériences allemande et autrichienne. Les mouvements catholiques spécialisés prennent modèle sur le JOC belge.
[65] L'absence du père a pu conduire à assumer plus jeune des responsabilités. Des libertés inaccoutumées se sont offertes aux adolescents ; de nombreux jeunes participèrent à mobilisation de "l'arrière". Les femmes, retenues par des tâches nouvelles, deviennent plus compréhensives pour des activités extra familiales menées par leurs fils et filles : les filles s'émanciperont aussi par les mouvements de jeunesse, et pas seulement par les études et l'habillement (*ibid.*, p. 111).
[66] *Ibid.*, p. 119. « L'expression ''mouvement'' est associée à novation, (…) [et] implique l'éloignement soit vis à vis des œuvres, soit vis à vis de la paroisse » (Cholvy, Gérard, « Deux siècles d'histoire des mouvements de laïcs dans le catholicisme français », *Esprit et vie*, n° 20, 14 mai 1992, p. 273-285 : p. 278).
[67] Les balades en vélo ou à pieds, de même que, parfois, les camps, marquent aussi bien la pratique du scoutisme, que celle de la JAC, de la JOC, de la JEC, ou des Jeunesses communistes (*ibid.*, p. 114-115)
[68] *Ibid.*, p. 116-117.

Les principales organisations de jeunesse catholiques existant dans les années 1920 étaient l'ACJF[69], essentiellement, pour les jeunes gens, et les fédérations diocésaines ou congrégations mariales diverses pour les jeunes filles[70]. A la différence de celles-ci, la particularité des mouvements de jeunesse catholiques naissants, est d'être « spécialisés » par « milieux », dans la lignée de la Jeunesse *ouvrière* chrétienne apparue en France en 1926/27 : « milieu » est pris ici dans une acception culturelle[71], et son usage révèle une certaine méfiance à l'égard de la notion de « classe ». Les défenseurs de la « spécialisation par milieux » sont animés par une logique apostolique : confrontés, pour les premiers d'entre eux, à une déchristianisation ouvrière, inquiets d'une montée des matérialismes pratique et idéologique[72], ils pensent plus efficace un « apostolat du semblable par le semblable », concept dont la validité est entérinée par le pape Pie XI en 1931[73] dans son encyclique *Quadragesimo anno.* C'est au sein des réalités humaines – économiques, sociales, culturelles – que doit passer l'annonce de l'Evangile[74]. Jusqu'au milieu de la seconde guerre mondiale, les nouveaux mouvements de jeunesse catholique spécialisée, dont la JAC née en 1929, et sa branche féminine, la JACF, apparue en 1933, sont ainsi présentés par l'historiographie comme des mouvements de « conquête », de « mission », de « rechristianisation », et non plus de simple « préservation »[75] : « nous referons chrétiens nos frères » en est la devise, formulée par les jocistes, reprise par les jacistes[76]. La perspective intégraliste de l'Action catholique suppose de remettre « le christianisme dans tout la vie »[77]. A vrai dire, dans la plupart des campagnes, l'objectif missionnaire ne peut pas se décliner exactement comme en ville où il s'agit en général de reconquérir ceux qui ont perdu tout contact avec la religion. Le monde rural est dans une passe difficile, qui encourage l'exode. Robert O. Paxton a parlé d'une

---

[69] Association catholique de la jeunesse française fondée en 1886

[70] Cf. Cholvy, G., « Les mouvements au féminin », *Histoire des organisations et mouvements chrétiens…, op. cit.*, p. 235-265.

[71] « Au sens de culture ouvrière, paysanne… » (Cholvy, G., *Histoire des organisations et mouvements chrétiens…, op. cit.*, p. 231-232).

[72] Cholvy, G., *Histoire des organisations et mouvements chrétiens…, op. cit*., p. 205.

[73] Concept défini en fait dès le congrès de 1898 de l'ACJF (Fabrigoule, P., mém. cit., p. 157).

[74] Comte, Bernard, in Cholvy, Gérard, Comte, Bernard, Feroldi, Vincent, *Jeunesses chrétiennes au XXe siècle*, Paris : Ed. ouvrières, 1991, 74 p. : p. 52

[75] Paul Houée (*Les étapes du développement rural…, op. cit.*, p. 14-15*),* parle dune « étape missionnaire (1921-1942) », et J.-Cl. Boulanger (« L'évolution du monde rural en France et l'attitude de la JAC de 1930 à 1950 », thèse citée, p. 396-400) évoque la « priorité au domaine religieux », puis l'enjeu de « refaire un ordre social chrétien ». Bernard Comte parle du « temps de la conquête (1926-1942) » (Cholvy, Gérard, Comte, Bernard, Feroldi, Vincent, *Jeunesses chrétiennes au XXe siècle*, Paris : Ed. ouvrières, 1991, 74 p. : p. 49-80). « Refaire une société chrétienne » est l'enjeu des années 1929-1942, aux yeux des auteurs de la rétrospective JAC - MRJC, 50 ans d'histoire, *Eglise aujourd'hui en monde rural*, n° 406 [n° spécial], mars 1979…

[76] Couplet 8 du chant officiel de la JAC (par Joseph Folliet, 1932) : « Nous referons chrétiens nos frères, / Par Jésus-Christ nous le jurons… / Nous leur porterons la lumière / Et la flamme dont nous brûlons. »

[77] Cholvy, Gérard, « Deux siècles d'histoire des mouvements de laïcs dans le catholicisme français », art. cit., p. 278.

« triple crise » de la paysannerie française des années 1930[78]. Une crise économique, avec la baisse durable des prix agricoles, qui touche beaucoup plus la petite et moyenne paysannerie que ne l'avait fait la crise agricole des années 1880[79]. Une crise culturelle, avec le sentiment que la dignité et les valeurs des ruraux ne sont pas reconnues par la société urbaine[80], alors que les brassages opérés pendant la guerre ont accru les exigences de reconnaissance et de qualité de vie[81]. Enfin, une « crise de la représentation », les paysans ayant l'impression d'être abandonnés à leur sort par le monde politique[82]. Il convient de freiner la démoralisation et la désertion des campagnes – bien plus lente qu'ailleurs en Europe, ou qu'elle ne l'a été plus tard, après le deuxième conflit mondial, mais qui inquiète pourtant plus que jamais les défenseurs, notamment religieux, du monde rural : car elle disloque les liens de familiarité entretenus par la plupart des ruraux avec l'Eglise, et appauvrit les forces vives de cette dernière. Dès l'entre-deux-guerres, la JAC/F aurait ainsi « cristallisé un certain nombre d'énergies, et surtout donn[e] ''une raison d'espérer'' qui a permis à une jeune génération de prendre conscience qu'elle était une force pour l'avenir »[83].

Pour saisir l'ensemble des logiques à l'œuvre, à la fin des années 1920 et au début des années 1930, dans la transformation des structures auxquelles la jeunesse catholique à affaire,

---

[78] « La triple crise de la paysannerie française, 1929-1939 », chap. 1 de Paxton, R.-O., *Le temps des chemises vertes. Révoltes paysannes et fascisme rural. 1929-1939*, Paris, Seuil, 1996, 316 p. : p. 23-87. *Cf.* aussi Barral, P., *Les agrariens français de Méline à Pisani*, Paris, Colin, 1968, 386 p. : p. 218-231 (« La grande dépression »).

[79] La baisse des prix agricoles, à compter de la fin des années 1920, est mondiale. Pour le blé, la France souffre de la concurrence des pays du Nouveau-monde, et au déclin du marché intérieur. Ce n'est qu'à partir de 1935-36 que le marché finit par se corriger de lui-même, aidé en cela à partir de 1936 par l'Office du blé créé par le Front populaire. Or, tôt ou tard, toutes les autres productions agricoles ont été affectées par la dépression. La crise du vin vient juste après celle du blé, et elle est encore très sensible en 1937. L'élevage, principal secteur de l'agriculture des régions qui vont nous intéresser, est touché par la restriction de la consommation de viande lors de la crise, ainsi que par la fièvre aphteuse. Le lait est l'une des dernières productions à voir ses prix s'effondrer, à compter de 1934.

[80] Même si la France reste le plus agricole des grands pays industriels, en 1931, symboliquement, la part de ruraux dans la société française devient minoritaire. En outre, la population campagnarde vieillit, l'exode touchant d'abord les jeunes, gages d'avenir. Aucun autre groupe que celui des instituteurs, vus comme des « destructeurs des cultures locales » ne suscite autant d'acrimonie. Dans le contexte de crise, les milieux urbains réclamaient en outre une politique agricole dirigée vers les besoins des consommateurs des villes, alors que le monde rural réclamait au contraire une politique permettant aux paysans de vivre décemment.

[81] « Une nouvelle classe de ruraux émerge, ''débarrassés du poids mort de son prolétariat (…) elle manifeste des exigences de confort et de promotion »' (Ariès, Ph., *Histoire de la population française*, Paris, Self, 1948, p. 297), nul doute que la guerre l'ait hâtée. (…) [Pour] Augé-Laribé, (…) ''le paysan de 1914 est un résigné, celui de 1920, un mécontent'' » (Fabrigoule, P., mém. cit., p. 10).

[82] Les agriculteurs en sont souvent venus à désespérer du régime en place, devant son incapacité à régler le problème de la chute des prix. Dorgères, notamment, joua de l'antiparlementarisme. Le Parti agraire et paysan français (PAPF), créé à Aurillac en 1927, fut une tentative, soldée par un échec, de donner aux paysans des représentants parlementaires issus de leurs rangs

[83] Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 347. La JAC/F, explique Danièle Hervieu-Léger, développe alors « un véritable messianisme rural (…). Son projet de ''rendre la terre au Christ'' reprend à son compte la mythologie traditionnelle de la ruralité, mais pour en faire le levier idéologique de la promotion collective d'un milieu qu'il faut convaincre – pour qu'il demeure chrétien – de refuser à la fois la relégation économique et la disqualification sociale et culturelle dont il est l'objet » (in *Catholicisme, la fin d'un monde*, Bayard, 2003, 335 p. : p. 114-115).

Yvon Tranvouez propose l'image d'un « triangle de sustentation dont les trois pôles sont la JOC [on pourrait y adjoindre les autres mouvements spécialisés], l'ACJF [Y. Tranvouez n'aborde pas la dimension féminine] et l'Action catholique française. Or chacun de ces pôles a sa cohérence, qui contrarie celle des autres ». L'enjeu est celui de « l'ajustement difficile de trois logiques : une logique apostolique, une logique éducative et une logique institutionnelle »[84]. La logique institutionnelle est celle de l'Action catholique : rassembler toutes les forces possibles, pour la défense de la religion. La logique apostolique caractérise essentiellement, comme nous l'avons vu, les mouvements spécialisés, associée à l'idée que le « milieu » socio-professionnel doit constituer le cadre d'action. Cette approche par le « milieu » les distinguerait, selon Yvon Tranvouez, des deux autres pôles, davantage attachés à une action globale, embrassant tous les milieux de vie. Ainsi, pour l'ACJF, affectée surtout par une logique éducative, il s'agit « moins de s'intéresser à un milieu en particulier que de préparer, par une formation commune à tous les militants, la restauration d'un ordre social chrétien » »[85]. Malgré l'intégration formelle des mouvements spécialisés au sein des structures de l'ACJF, qui permit leur développement, il y avait là une ligne de fracture. Il en existait une autre entre l'ACJF et l'Action catholique : la première marquait l'affirmation d'une certaine autonomie du laïcat alors que la seconde entendait les placer sous l'autorité de la hiérarchie ecclésiale. En revanche, en adhérant pleinement au concept du « mandat »[86] confié par l'épiscopat à des laïcs, les mouvements spécialisés – surtout la JOC, il est vrai – gagnaient « une reconnaissance qui n'était pas acquise *a priori* de la part des milieux les plus conservateurs du catholicisme »[87]. L'Action catholique spécialisée, telle qu'elle émerge dans l'entre-deux guerres, serait donc le fruit des interactions entre les trois logiques définies, les lignes de fracture entre ses composantes constituant autant de failles prêtes à retarder l'installation des mouvements spécialisés, et à rejouer par la suite. Or, leur distribution est encore plus complexe que ne le laisse supposer la schématisation opérée par Yvon Tranvouez : notamment, sur le terrain, la prise en compte spécifique du milieu a déjà émergé

[84] Tranvouez, Y., « Elite militante et système religieux : aux origines de l'Action catholique en France », art. cit., p. 273.
[85] *Ibid.*, p. 274.
[86] Les deux fondements de l'Action catholique sont « le sacerdoce au sens large, incluant, selon la théologie classique, tous les baptisés, mais aussi la théorie plus neuve du mandat confié par la hiérarchie aux laïcs. Cette théorie est tout à fait étrangère aux œuvres nées au XIXe siècle ». Elle marque « une réelle cléricalisation, source inévitable de conflits antérieurs » (Cholvy, Gérard, « Deux siècles d'histoire des mouvements de laïcs dans le catholicisme français », art. cit., p. 278).
[87] *Ibid.*, p. 276.

ponctuellement, bien avant l'apparition de la « spécialisation », au sein de l'ACJF ou de quelques organisations de jeunesse féminine catholique[88].

La première réunion en vue de la création d'une JAC a eu lieu le 17 mars 1929 au siège de l'ACJF à Paris. Un *Bulletin* est créé. Le Père Foreau, jésuite, est détaché en juillet comme aumônier. En novembre, le mouvement est lancé. Le premier numéro du journal national *Jeunesse agricole* paraît en mars 1930. La fédération nationale est constituée en juin[89]. La JACF, branche féminine distincte du mouvement masculin, mais souhaitée par ses responsables, naît en 1933, mais il faut attendre 1935 et la fusion avec les Jeunes rurales agricoles (JRA) de la Ligue patriotique des françaises, pour voir le mouvement démarrer réellement[90]. L'historiographie de la JAC/F a donc tendance à partager en deux sous-périodes la phase de démarrage de l'entre-deux guerres : la phase de balbutiements, de tractations intenses, d'incertitudes, qui court jusqu'au milieu des années 1930 ; puis, une phase d'« affirmation », de 1934 – année du « retournement » de l'opinion des évêques, qui abandonnent leurs réserves en raison du rapide succès des mouvements spécialisés[91] –, ou de 1935 – année du premier congrès de la JAC et du lancement de la « grande JACF » –, à la guerre[92].

La fin des années 1920, et les années 1930 – notamment la première moitié –, sont ainsi une époque particulièrement sensible, où les « failles » culturelles décrites par Yvon Tranvouez sont à vif. C'est la période où les réticences et les oppositions face aux

[88] Dès 1898, l'ACJF a entrepris de s'étendre au monde rural. Dès l'année suivante, l'étude de questions agricoles est présente dans des cercles ruraux. En 1918, la moitié des membres de l'ACJF étaient des ruraux. D'importants groupement ruraux d'ACJF sont signalés en Lorraine, en Loire-Inférieure, dans le Nord, dans l'Ouest. La section agraire mise en place en 1919 aux côtés de la section ouvrière, coiffait les groupes ruraux de l'ACJF. Une commission rurale est créée en 1924, pour centraliser les activités d'enseignement agricole, transformée en 1927 en secrétariat rural, sous la responsabilité de Jacques Ferté, futur président de la JAC. Au sein des Fédérations diocésaines de jeunes filles, la prise en compte des questions rurales est signalée, quoique tardivement, dans l'Ain (1920), dans le diocèse de Grenoble et dans le Jura, dans le diocèse d'Arras, en Lorraine (1927), dans le Tarn (1932), en Savoie (1934)… La Ligue patriotique des Françaises organise sa première semaine rurale en 1917 ; en 1927, elle se met à envisager des méthodes de formation différentes pour les rurales et pour les urbaines, et au début des années 1930, elle met en place une branche réservée aux jeunes filles de la campagne, les Jeunes rurales agricoles (Fabrigoule, P., mém. cit., p. 37-38, 54-62, 71-87).

[89] Fabrigoule, P., mém. cit., p. 160-169.

[90] Fabrigoule, P., mém. cit., p. 225-251.

[91] Dansette, A., *Destin du catholicisme français, 1926-1956, op. cit.,* p. 112.

[92] Fabrigoule, P., mém. cit. : « Les débuts de l'action catho rurale spécialisée : 1929-1935 » (3e partie), « Affirmation de l'Action catholique rurale spécialisée 1935-1939 » (4e partie) : « Chap. 1 : La JAC, mvt de masse au service du mde rural, 1936-39 », « Chap. 2 : Evolution de la JACF vers un mvt de masse, 1936-39 ». Pour J.-Cl. Boulanger (thèse citée, p. 396-402) au cours de la période 1930-1935, l'objectif est encore de « restaurer un monde passé, autour d'un idéal paysan », mais une « prise de conscience de l'influence des conditions de vie et du milieu de vie » s'enclenche, « on parle moins de pratique religieuse que d'atmosphère religieuse », mais les jacistes, dans les représentations collectives, « n'existent que par rapport à la structure paroissiale » ; la période allant de 1936 à 1939 se caractérise selon lui par le fait que la JAC s'emploie à « rendre la foi présente à tout ce qui est humain ».

mouvements spécialisés, qui ne font qu'entamer leur existence, est la plus forte. La mise en place de la JAC/F, notamment, procède « d'une création sans rupture [avec l'ACJF, ou avec les fédérations de jeunes filles, d'où elle est largement issue], mais non sans réticences »[93]– et l'approche régionale menée ici doit permettre de mieux cerner le profil de ces « adversaires ordinaires » de la « spécialisation », trop peu connus selon Gérard Cholvy[94].

S'intéresser, à une échelle fine, à la mise en place de la JAC/F, c'est donc tenter de décrypter ces jeux de pouvoirs, qui renvoient aussi à une confrontation entre plusieurs « cultures » de référence. Yvon Tranvouez récuse l'idée d'une « convergence »[95] des démarches, pour mieux souligner la persistance d'approches différentes. Il convient néanmoins de s'interroger sur les ajustements qui furent nécessaires. L'idée qui court en général, est notamment celle d'une progression linéaire de l'intérêt porté au « milieu », et de ce fait à des aspects professionnels et techniques[96]. L'entre-deux-guerres serait ainsi, notamment grâce à la naissance de la JAC, le moment où s'amorcerait vraiment ce penchant au sein de la jeunesse catholique organisée, au point d'en faire après la guerre une actrice essentielle de la « révolution silencieuse » des campagnes. Et si la progression avait été beaucoup plus fluctuante ? Au risque d'avoir, dans un premier temps au moins, à réprimer les ardeurs de fédérations diocésaines qui avaient déployé quelque zèle à se préoccuper de questions agricoles, l'installation progressive de la JAC/F dans le territoire national n'aurait-elle pas d'abord consisté en l'établissement d'un socle commun, en l'unification des références, accentuant ici l'intérêt accordé au « milieu », réactivant ailleurs la logique apostolique ? Et ne serait-ce pas la capacité à opérer ces ajustements préliminaires, qui aurait permis l'ancrage du mouvement, malgré la diversité des cultures régionales ?

---

[93] Fabrigoule, P., mém. cité, p. 166.

[94] *Histoire des organisations et mouvements chrétiens…, op. cit.*, p. 220 : « il y a là une thèse à entreprendre », écrit Gérard Cholvy !

[95] Art. cit., p. 273.

[96] Prenons par exemple la présentation des faits par A. Dansette (*Destin du catholicisme français, op. cit.,* p. 99) : pour lui, au départ, la JAC cherche à s'implanter dans le plus grand nombre de diocèses, en affirmant surtout ses préoccupations apostoliques, dont elle perçoit vite l'insuffisance » ; « peu à peu convaincue de l'inefficacité du spirituel désincarné, [elle] se veut capable d'aider les jeunes ruraux par ses services ». La démarche de François Leprieur dans l'ouvrage qu'il a dirigé en 1996 (*JAC/MRJC. Origines et mutations, op. cit.*, p. 41-59, 81-89, 96-102) est encore largement tributaire de cette idée : il part en quête d'expériences précoces de prise en compte de l'environnement agricole dans les activités de groupes organisés de jeunesse catholique, et s'interroge sur leur « généralisation ».

Chapitre 1 :

1929-1932

Premiers contacts

Pour commencer, il est nécessaire de dresser un « état des lieux » avant l'adhésion au principe de spécialisation – c'est à dire, ici, au plus tard jusqu'en 1932. Il s'agit d'établir non seulement quelles étaient alors les organisations de jeunesse catholique présentes dans l'espace retenu, mais aussi quelle « culture organisationnelle » les animait, et à quelles pratiques particulières elles pouvaient s'adonner, en cette époque où ces dernières n'avaient pas encore été « nivelées » d'un diocèse à l'autre par des mouvements nationaux. Les unes comme les autres conditionnent en effet les modalités de rejet ou d'appropriation de la spécialisation. Il s'agit aussi de voir comment se sont établis les premiers contacts avec les mouvements spécialisés, et *a fortiori* avec la JAC.

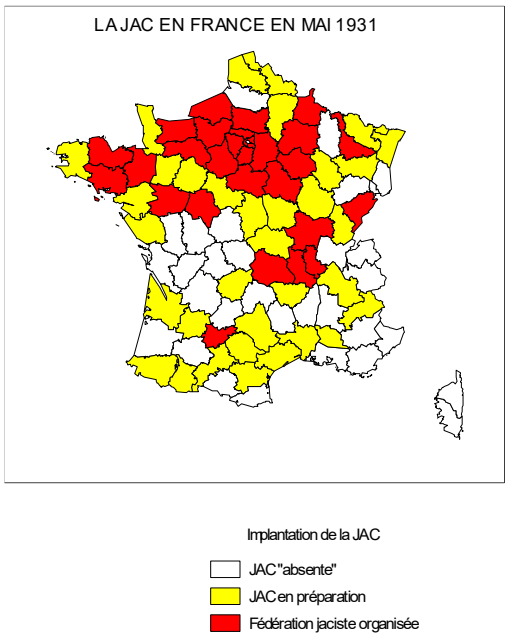
Car l'historiographie de la JAC, à partir des années 1970, a plutôt mis l'accent sur les conditions d'éclosion de ce mouvement dans le Bassin parisien ou ses marges : c'est encore en grande partie le cas de l'ouvrage de synthèse commandité par le MRJC et paru en 1996[97]. Dans ces campagnes marquées par la grande propriété – ou du moins, la grande exploitation – , où l'éclosion et les échanges d'idées sont facilités par la proximité avec les lieux de formation et de pouvoir, autant que par la densité des réseaux de communication, une élite participe, par son instruction et ses relations, à la fois du monde rural et du monde urbain. C'est elle qui a fait naître la JAC sur le plan institutionnel, en s'appuyant sur les structures existantes de l'ACJF[98], autour de Jacques Ferté dans l'Aisne, du Père Jacques à Nancy, de l'abbé Lebrun dans l'Yonne, de l'association Beauce-et-Perche autour de Chartres, du Père Foreau, premier aumônier de la JAC, originellement à la tête de l'école d'Agriculture

[97] Leprieur, F. (dir.), *JAC/MRJC. Origines et mutations, op. cit.* Le travail de P. Fabrigoule (« Les origines de l'Action catholique rurale dans la France de l'Entre-deux-guerres », mémoire de maîtrise, université de Montpellier, 1994) est en revanche beaucoup plus équilibré dans son approche territoriale, s'employant à rassembler les travaux régionaux épars ; il est pionnier en la matière.

[98] Leprieur, F. (dir.), *JAC/MRJC. Origines et mutations, op. cit.*, p. 29-30. Certes, l'exemple précurseur de la Lorraine est mis en avant dès 1957, mais il s'agissait surtout d'établir une « généalogie » du mouvement.

d'Angers[99]… Leur influence dans l'espace se lit très bien sur la carte d'implantation de la JAC en 1931. Quelques décennies plus tard, au temps de la « révolution silencieuse » des campagnes, la partie centrale de cet espace est devenue pourtant l'une des zones de faiblesse de la JAC/F. Or, s'il est un lieu où l'objectif de départ, celui de « rendre la terre au Christ », avait eu sa raison d'être, c'est bien dans ces campagnes déchristianisées.

Doc. I-1-1



d'après la carte d'époque reproduite dans *50 ans d'animation rurale, JAC-MRJC, 1929-1959*, Paris, MRJC, 1979, p.29.

La France méridionale, marquée – malgré les exceptions cantalienne et lozérienne – par la petite et moyenne propriété, correspond davantage au discours porté par la JAC/F dès les origines : un discours de défense de l'agriculture familiale et de revendication d'une fierté d'appartenance au monde paysan[100]. Mais au Sud et à l'Est de la Loire, deux pôles modestes seulement apparaissent sur la carte des implantations jacistes en 1931 : un pôle lyonnais relativement fort, s'appuyant sur les relais fournis par un catholicisme social solidement ancré, qui essaime plus particulièrement vers le Nord-est du Massif central, avec un appui solide dans le Puy-de-Dôme ; et un pôle sud-ouest, pour l'instant surtout manifeste dans le Tarn-et-Garonne, et qui commence à essaimer à partir de là en suivant les voies de

[99] *Ibid.*, p.30-53.
[100] Roger Le Guen rappelle que si, au départ, le discours jaciste national englobe tous les types d'agriculture, « implicitement (…), la JAC rivilégie cependant un modèle : celui des ‘‘petits-moyens-paysans’’ » (« La place de la JAC dans la transformation des exploitations agricoles », Angers, Ecole supérieure d'agriculture, 1979, p. 20-21).

communication majeures[101]. Le Cantal et l'Aveyron, auxquels nous allons nous intéresser ici, sont bien loin du pôle septentrional, et à peu près à équidistance du pôle lyonnais et du pôle sud-ouest. Les responsables nationaux ont seulement mentionné une JAC « en préparation » en Aveyron : la première section, celle de Bars, ne voit le jour qu'en 1933. Le démarrage tardif est-il simplement la conséquence d'un éloignement géographique ? Le Massif central méridional correspond aussi, pour l'essentiel, à une zone de chrétienté. A défaut d'y être très sensible à l'impératif de rechristianisation, l'Eglise y dispose de meilleurs relais que dans le Bassin parisien, qui auraient pu faciliter un essor précoce. Il s'agit notamment des relais traditionnels, paroissiaux[102]. Mais l'ACJF, appelée à constituer la matrice de la JAC masculine, fait aussi partie de ces relais, même si elle s'est développée ici relativement tard : dans les premières années du XX^{e} s.[103], alors que l'organisation avait été fondée en 1886. Déjà, donc, cet espace méridional avait constitué un espace périphérique par rapport aux centres d'impulsion.

Quant à la JACF, elle n'est constituée qu'en 1933[104], et échappe donc au champ chronologique retenu ici. Or, François Leprieur, en reconstituant ses origines pour l'ouvrage commandité par le MRJC en 1996, mettait surtout en scène la longue négociation entre la JAC et la Ligue patriotique des françaises, œuvre féminine qui disposait d'une branche réservée aux jeunes filles des campagnes, les Jeunes rurales agricoles (JRA), jusqu'au ralliement de ces dernières à l'expérience jaciste en 1935[105]. A le lire, se dégage l'image d'une diffusion « par le haut », de la JACF, à partir d'un mouvement national déjà constitué, qui servirait de matrice à l'instar de l'ACJF pour les jeunes gens. Or, notamment dans une grande partie de la France méridionale, les JRA semblent absentes – le diocèse de Toulouse faisant exception[106]. Une fois de plus, c'est sur le « modèle » du Bassin parisien, aux grandes

---

[101] Vallée de la Garonne, piémont pyrénéen, sud du Massif central, voire amorce de l'arc méditerranéen, gagné via le Lauragais.

[102] *Cf.* les cartes du nombre de prêtres actifs par habitants, ou du taux d'ordinations, in Le Bras, H. et Todd, E., *L'Invention de la France*, Paris, Hachette, Pluriel, 1981, p. 371, 372

[103] Ce n'est qu'en 1902 qu'avait été constitué un « Secrétariat du Sud-ouest », couvrant jusqu'à l'Atlantique. Au départ, l'Union de l'ACJF du Sud-Ouest comprend les départements suivants : Tarn, Tarn-et-Garonne, Haute-Garonne, Aveyron, Hautes et Basses Pyrénées, Gironde, Pyrénées-Orientales, Hérault, Ariège, Aude, Lot ; mais non encore le Cantal... (Hortholan, J.-F., « L'Association catholique de la jeunesse française en Aveyron », mémoire de maîtrise [dir. Gérard Cholvy], université Paul Valéry, 1985, p.14-15). Puis, après une scission était née l'« Union du Midi de l'ACJF », dont le centre de gravité se situait sur l'axe Montauban-Toulouse. Abandonnant à la fois la frange Atlantique et l'Hérault, elle comprend, outre l'Aveyron et le Cantal, la Corrèze, le Lot, le Tarn, le Tarn-et-Garonne, la Haute-Garonne, l'Ariège, et l'Aude. C'est à cette Union qu'appartenaient les jeunesses catholiques masculines du Cantal et de l'Aveyron à fin des années 1920. Elle constituait ainsi pour leurs responsables l'un des lieux privilégiés de confrontation avec les expériences d'autres diocèses. Elles étaient aussi, de ce fait, l'un des canaux possibles de diffusion de la JAC.

[104] La JOCF date de 1928 et la JECF de 1930-31.

[105] Leprieur, F. (dir.), *JAC/MRJC. Origines et mutations, op. cit.*, p. 96-119. Dansette, A., *Destin du catholicisme français, op. cit.*, p. 100, évoquait déjà sous cette forme la naissance de la JACF.

[106] La JRA était présente dans une quarantaine de diocèse. *Cf.* Fabrigoule, P., mém. cité, p.225-252.

exploitations (et aux « dames patronnesses » ?), que l'historiographie a beaucoup insisté. Or, la réalité révèle au contraire une multiplicité de situations particulières. Au cours de la dernière décennie, Jacqueline Roux ou P. Fabrigoule[107] ont fort justement mis en avant l'importance de l'encadrement des jeunes filles catholiques par des Fédérations diocésaines, lesquelles « établissa[ient] des relations régulières entre les groupes paroissiaux qui entretenaient chez les adolescentes et les jeunes adultes une vie de piété par la communion mensuelle, le goût de l'étude grâce à des cercles, et qui les incitaient à l'action apostolique et charitable »[108]. Or, la région étudiée se situe au cœur de la zone de prédilection de ces fédérations diocésaines de jeunes filles[109]. Non qu'il s'agisse d'une zone pionnière, celle-ci étant plutôt située à l'est de la ligne St-Malo/Marseille[110]. Mais, l'ensemble du pourtour sud/sud-est du Massif central ayant été marqué par une vague de créations dans la deuxième moitié des années 1920, la carte de la page suivante montre qu'au tournant de la décennie existe un ensemble cohérent, densément fourni en fédérations de jeunes filles, compris approximativement entre une ligne Montauban-Dijon et une ligne Marseille-Chambéry.

Nous voudrions donc tenter de comprendre pourquoi le démarrage de la JAC (de la branche masculine, donc) fut tardif dans le Massif central méridional, alors qu'une partie de cette région était appelée à relever plus tard de l'un des principaux bastions jacistes. L'importance acquise dans cette région par les organisations de jeunesse catholique féminine n'a-t-elle pas pu interférer indirectement dans le processus ? L'échelle des individus, de leurs réseaux, est ici essentielle pour saisir les logiques de diffusion, de transgression, de résistance, face aux innovations qui affectaient le milieu catholique.

---

[107] Roux, Jacqueline, « Les fédérations diocésaines de jeunes filles (1904-1945), une ACJF féminine ? », Thèse de doctorat d'Etat, Univ. Montpellier III-Paul Valéry 1990, Montpellier, 1990, 3 vol. de 526 p. ; version éditée : *Sous l'étendard de Jeanne. Les fédérations diocésaines de jeunes filles, 1904-1945*, Paris, Cerf, 1995, 310 p.. Fabrigoule, P., mém. cit., p. 71-87. Déjà, des pistes avaient été ouvertes par Fayet-Scribe, Sylvie, *Associations féminines et catholicisme : de la charité à l'action sociale*, XIXe-XXe siècle, Paris, Ed. ouvrières, 1990, 216 p.

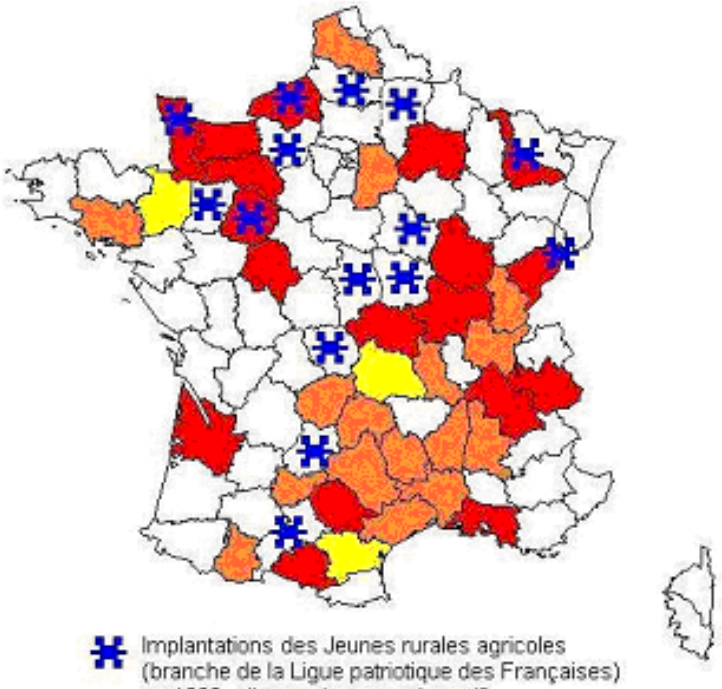
[108] « A tous, groupes anciens, groupes nouveaux, (…) elles veulent faire vivre une amitié qui, tout en maintenant l'esprit paroissial, le dépasse » (Roux, J. *op. cit.*, 4e de couverture)

[109] Roux, J. *op. cit., passim*. Voir aussi Fayet-Scribe, Sylvie, *Associations féminines et catholicisme. De la charité à l'action sociale. XIXe-XXe siècle*, *op. cit.*

[110] Elles ne constituent pas un « bloc », mais plutôt un ensemble de grappes disséminées, deux pôles majeurs apparaissant alors : l'un, centré sur la Normandie et ses confins, l'autre, sur le « Centre-Est » (Bourgogne, Franche-Comté, Bourbonnais, Alpes du Nord).

Doc. I-1-2

Implantation des fédérations de jeunes filles catholiques et des Jeunes rurales agricoles
dans les années 1920 et au début des années 1930



Implantations des Jeunes rurales agricoles (branche de la Ligue patriotique des Françaises) en 1932 (inventaire non exhaustif)
(d'après J. Roux et P. Fabrigoule)

Fédérations de jeunes filles catholiques créées

- avant 1924
- entre 1924 et 1930
- de 1931 à 1934

Sources : CHOLVY, Gérard, Des enfants de Marie à la jeunesse agricole féminine : Eglises, jeunesse féminine et monde rural, 1930-1960, 110 e congrès soc. savantes, Montpellier 1985, Sect. hist. moderne, 1985, t.2, p. 343-61; FABRIGOULE, Patrice, "Les origines de l'Action catholique rurale dans la France de l'Entre-deux-guerres", mémoire de maîtrise, université de Montpellier, 1994 ; ROUX, Jacqueline, Sous l'étendard de Jeanne. Les fédérations diocésaines de jeunes filles, 1904-1945, Paris, Cerf, 1995

A – Les organisations de jeunesse catholiques : un héritage

1 – Un temps de dynamique recouvrée au sein des œuvres de jeunesse

Dès avant la Première guerre mondiale, l'Aveyron, département qui partage avec la Lozère les records de pratique religieuse dans la France méridionale, était vite apparu comme l'un des départements du Sud-ouest où l'ACJF était la plus pourvue en cercles d'étude (environ 200 à la veille de la guerre), et donc en effectifs. Au sein de l'Union du Midi, elle

était en tête devant les Hautes-Pyrénées et le Tarn[111]. Le premier conflit mondial avait certes marqué un coup d'arrêt quasi complet, et le redémarrage avait été assez ardu[112], en raison notamment de changements successifs d'aumôniers au sortir de la guerre[113]. Mais en 1925, l'arrivée d'un nouvel évêque, Mgr Challiol, avait entraîné la nomination d'un aumônier spécialement chargé des œuvres masculines : l'abbé Mendigal, futur introducteur de la JAC dans le diocèse. Il reprit donc la situation en mains : en quatre ans, le nombre de cercles d'étude doubla presque[114], et en cinq ans, les cotisations à la Jeunesse catholique masculine furent multipliées par près de six, frôlant le millier en 1930[115]. Néanmoins, un palier était atteint, et le niveau de 1914 n'allait être pleinement recouvré qu'en 1937. Beaucoup plus finement implantée, la « Jeunesse féminine catholique aveyronnaise » (JFCA) rassemblait pour sa part, à la fin des années 1920, environ le tiers des jeunes filles de 15 à 25 ans du département, dans près de 400 cercles : un total qui se maintient peu ou prou, dans les premières années de la décennie suivante[116]. Dans le Cantal, moins peuplé, et où l'emprise de l'Eglise est moins marquée, les effectifs encadrés par les organisations de jeunesse catholique ont toujours été bien plus modestes que ceux de l'Aveyron. Par conséquent, à la sortie de la guerre, cinq-six ans avaient suffi pour recouvrer les effectifs (en groupes) de la jeunesse masculine en 1913, la progression se poursuivant par la suite[117]. Face aux Aveyronnais en difficulté, l'écart s'était réduit à 1 pour 2,5 en 1930. Voire, le taux de pénétration paroissiale des groupes de jeunesse masculine était désormais quasiment identique d'un département à l'autre, autour de 14-15 %. La jeunesse catholique féminine n'en était dans le Cantal qu'à ses

[111] Hortholan, J.-F., mém. cité, p.43.
[112] Au sein de l'Union régionale, le Rouergue était alors passé au deuxième rang, derrière le Tarn (Hortholan, J.-F., mém. cit., p. 65).
[113] L'abbé Raymond, aumônier sortant, est nommé curé de Decazeville dès 1919. Le Père Morel n'assure qu'un bref intérim en 1920 et 1921. L'année suivante est nommé l'abbé Carnus. Il avait obtenu la réduction de son champ de responsabilités aux œuvres féminines (Hortholan, J.-F., mém. cit., p.67-69).
[114] 142 en 1929, contre 75 en 1925 (JR 01/1929). En réalité, le nombre de groupe « vraiment actifs » s'établit plutôt autour de la centaine au début des années 1930.
[115] Et les abonnements à *Jeune Rouergue* furent multipliés par 4,5 pendant la même période (JR 15/03/1931 et 15/03/1932). Par conséquent, contrairement à ce qu'avait pu affirmer J.-F. Hortholan (mém. cité, p.75), il ne semble pas que l'ACJF ait vraiment pâti, dans la deuxième moitié des années 1920, d'une concurrence de la Ligue des catholiques du Rouergue (par la mobilisation d'aumôniers ou le débauchage de cadres). En outre, après 1928, l'activité de cette dernière se réduit (Domergue, H., « La Ligue des catholiques du Rouergue ou la Fédération nationale catholique en Aveyron, 1924-1938 », mémoire de maîtrise (dir. M. Rives), université de Toulouse-Le Mirail, 1993, 118 p., pp. 30 et 105). Ainsi, la Ligue laisse le champ libre pour l'ACJF, justement au moment où la spécialisation se profile, à l'échelon national.
[116] En 1929, il y aurait 387 ou 398 cercles, dont plus des trois quarts fonctionnent effectivement, totalisant 9 309 jeunes filles (plus de 10 000 en y joignant les Enfants de Marie) (FF 07/1929 ; Bonnefous, G., *op. cit.,* p. 16 ; Stosse, Richard, mém. cit., p.14). Les effectifs grimperaient à 12 000 en 1931, à 15 500 en 1935, réparties en 6 500 cadettes ou benjamines (qui portent l'essentiel de la croissance), et 9 000 rayonnantes (demeurant stables, apr conséquent) : FF 10/1931, 10/1935.
[117] Dans le Cantal, il y avait eu beaucoup moins de tergiversations qu'en Aveyron du côté de l'encadrement : succédant à l'abbé Bordes, en place depuis le départ, l'abbé Bompard avait été nommé directeur des œuvres en 1924, fonction qu'il occupa pendant 15 ans, c'est à dire pendant tout la période précédant et accompagnant la spécialisation.

balbutiements. Néanmoins, dès 1931, le nombre de groupes était presque similaire à celui de la jeunesse masculine[118], et en 1932, le quart des paroisses étaient atteintes – contre plus de la moitié en Aveyron, toutefois (voir graphiques en annexe : doc. A-2-1-1 p. 592).

L'apparition de la JAC sur le plan national, en 1929-30, concorde donc en Aveyron avec un temps de dynamique recouvrée au sein des œuvres de jeunesse masculine. A celle-ci a pu se mêler, selon les individus, soit un sentiment d'âge d'or perdu qu'il faudrait recouvrer à l'identique, soit une remise en cause des méthodes employées, face aux difficultés rencontrées pour le redémarrage. En outre, ces difficultés ressortent davantage, par contraste, du fait de la confrontation avec la réussite rapide rencontrée par les œuvres féminines. Dans le Cantal, l'émergence de la spécialisation va de pair, en revanche, avec la perception d'une progression croissante et linéaire de l'emprise des organisations de jeunesse catholique, qu'il s'agit d'accompagner, de renforcer.

2 – Des « cultures organisationnelles » préexistantes

Au vu de l'expérience passée, trois caractéristiques peuvent décrire l'attitude type du catholicisme aveyronnais face à l'introduction d'une nouveauté organisationnelle.

D'abord, l'établissement définitif des organisations de jeunesse catholique avait toujours été précédé, jusque là, d'une phase assez longue d'expérimentation, hésitante et parfois conflictuelle. C'est ainsi que le premier cercle d'étude d'ACJF était apparu dès 1887-88[119], alors que la création d'une Union diocésaine n'est intervenue qu'en 1903. De même, du côté des jeunes filles, dès 1919, l'abbé Carnus[120] avait entrepris de créer les premiers cercles d'études[121]. Mais il eut à affronter diverses oppositions, notamment en raison du brassage social qu'il opérait en mêlant des jeunes filles issues de divers milieux[122]. Après une phase d'interruption, ce n'est qu'en 1926, après l'arrivée du nouvel évêque, Mgr Challiol, que put être officiellement créée la fédération diocésaine de jeunes filles (Jeunesse féminine catholique aveyronnaise)[123], avec « M^{elle} » (Gabrielle) Bonnefous pour présidente[124].

---

[118] 46 estimés en 1931, contre 48 en 1930 pour la jeunesse masculine.

[119] Avec la Conférence St-Pierre, qui travaille en cercle d'étude suivant la devise « piété-étude-action » et s'affilie officiellement à l'ACJF dès l'année suivante : Hortholan, J.-F., mém. cit., p. 7-11.

[120] Il était alors âgé de 35 ans.

[121] A Rodez puis Millau, regroupés dès cette époque au sein d'une ébauche de fédération diocésaine, sous le patronage de Jeanne d'Arc, et dotés d'un bulletin de liaison, *Fleurs du Rouergue.*

[122] Bonnefous, G., *Monographie de la jeunesse catholique aveyronnaise*, Rodez, 1981, ron., 20 p. : p. 3.

[123] Formée d'une douzaine de jeunes filles au départ, la fédération prend son réel envol à la suite d'un pèlerinage à Lourdes en mai 1927, qui permet de rassembler 6 000 Enfants de Marie du diocèse, de leur expliquer les

La deuxième caractéristique correspond au fait que la formalisation définitive, même précédée d'une phase de tâtonnements, s'était inscrite chaque fois en parfaite concordance chronologique avec le mouvement régional d'installation des organisations de jeunesse catholique[125] : en fait, l'hésitation préalable avait été rendue possible par la grande précocité, en général, du premier contact.

Troisième signe distinctif : les divers responsables avaient manifesté à plusieurs reprises leur attachement à une certaine indépendance, voire, avaient parfois cherché à positionner leur diocèse comme centre d'influence. Au début du siècle, ils avaient aidé, à défaut de l'avoir suscitée, l'émergence des Unions d'ACJF lozérienne et cantalienne[126]. Quant à l'abbé Carnus[127], il avait échafaudé en 1925, au moment de sa « réhabilitation » par Mgr Challiol[128], un projet de Jeunesse féminine catholique française (JFCF[129]) : une « ACJF au féminin », à la structure souple, respectueuse de l'intégrité des grandes œuvres nationales et de l'autorité des évêques, ce qui pouvait éviter à chacun d'aliéner sa marge d'action[130]...

---

avantages des cercles d'étude, et de les inviter (sans guère leur laisser le choix...) à rejoindre la JFCA... La conversion est ainsi quasi-systématique au retour de Lourdes. La JFCA dispose déjà d'une abondante bibliographie : Bonnefous, Gabrielle, *op. cit.* (la première « étude » : témoignage de l'ancienne présidente) ; Cholvy, Gérard, « Des enfants de Marie à la jeunesse agricole féminine : Eglises, jeunesse féminine et monde rural, 1930-1960 », *110 e congrès soc. savantes, Montpellier 1985, Sect. hist. moderne*, 1985, t.2, p. 346, l'utilise abondamment ; Stosse, Richard, Des mouvements catholiques de jeunesse féminine en Aveyron à travers leurs journaux. JFCA-JACF, 1936-1958, mémoire de maîtrise, université de Paris X-Nanterre (dir. Philippe Levillain et Pascal Ory), 1988, laisse de côté les dix premières années, mais fait une analyse utile du contenu de *Fleurs de France* ; Roux, Jacqueline, *Sous l'étendard de Jeanne. Les fédérations diocésaines de jeunes filles, 1904-1945*, Paris, Cerf, 1995, situe la JFCA dans le contexte national des fédérations équivalentes, mais y consacre d'importants développements (la totalité des chapitres 5 et 6), montrant l'influence exceptionnelle qu'elle avait acquise, à l'échelle nationale et au-delà même (Tunisie).

[124] Jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale et l'installation définitive de la JACF, l'usage qui prévaut dans les fédérations de jeunes filles est de ne pas recourir au prénom, et de recourir seulement au qualificatif « Mademoiselle ». *Fleurs de France* était le bulletin de liaison de la Fédération aveyronnaise.

[125] La mise en place de l'ACJF date, on l'a vu, de 1902-03, c'est à dire qu'elle a immédiatement suivi la mise en place du secrétariat du Sud-Ouest (Hortholan, J.-F., mém. cit., p.14-15). Quant à la création en 1926 de la JFCA (Jeunesse féminine catholique aveyronnaise), elle participe pleinement au processus de constitution d'un « pôle Sud-Massif central »[125]. (Cholvy, Gérard, « Des enfants de Marie à la jeunesse agricole féminine… », art. cit., p. 346).

[126] Hortholan, *op. cit.*, p.19. SC 27/06/1907 ; 25/07/1908.

[127] Il s'était certes inspiré des pratiques de la jeunesse féminine catholique italienne, la GFCI, mais pour définir un cadre de fonctionnement, sans aliéner l'indépendance aveyronnaise. *Cf.* Roux, Jacqueline, *op. cit.*, p.125 et 129 ; FF 10/1931 : jeunesse unitaire, messagères envoyées dans les paroisses pour promouvoir l'esprit et les méthodes du mouvement, encadrement de cadettes par des aînées, fusion des classes sociales dans les groupes, collaboration active des jeunes filles à la conduite des œuvres les concernant… L'abbé Carnus avait profité de sa mise à l'écart par Mgr de Ligonès, entre 1923 et 1925, pour étudier le modèle italien.

[128] ROUX, J., *op. cit.*, p.96-111.

[129] *Ibid.*, p.161 : vouloir créer un organisme, quelle que soit sa forme, qui constitue pour la jeunesse féminine un pendant de ce qu'était l'ACJF pour la jeunesse masculine, c'était s'inscrire dans la ligne des vœux du pape, qui, par l'encyclique *Urbi arcano Dei* (1922, l'année même de son avènement), avait fait savoir qu'il « souhaitait que dans chaque nation fût harmonisée l'Action catholique (...). [Il] n'imposait aucune structure, mais il souhaitait la coordination effective des différents mouvements à l'intérieur de chacune des branches, si une organisation unitaire, mais capable de créer elle-même ses spécialisation, à l'italienne, se révélait impossible »

[130] La JFCF serait ainsi une simple émanation des diocèses, formée de leurs déléguées, ses décisions devant être entérinées par l'évêque pour devenir exécutoires dans son territoire. Dès 1925-1926, il était parvenu à grouper 14

Même si ce projet finit par échouer[131], il avait néanmoins rallié 49 diocèses en septembre 1926, ce qui marque l'ampleur de la capacité d'entraînement aveyronnaise.

Relativement à ces trois critères, la situation du Cantal diffère. Chaque fois, la période d'expérimentation a été particulièrement courte, ne provoquant pas d'opposition notable. La formalisation fut bien tardive, aussi, même par rapport à une chronologie régionale[132] : 1906-1907 pour l'ACJF, et 1930 pour la fédération de jeunes filles, la JFCC (Jeunesse féminine catholique cantalienne). D'autre part, les responsables, en premier lieu l'évêque, Mgr Lecœur, paraissent avoir été plus perméables aux influences extérieures, voire, avoir recherché ailleurs ce qui semblait « bien fonctionner », pour s'y rallier. C'est ainsi que l'évêque avait apporté lui aussi son soutien au projet national de l'abbé Carnus, alors même qu'il n'avait pas encore de fédération diocésaine dans son diocèse ; peut-être même est-ce la fréquentation de ce milieu en ébullition qui l'a finalement conduit à susciter la naissance d'une fédération, s'inspirant totalement, au départ, du modèle aveyronnais[133]...

---

diocèses[130], avant tout du Sud / Sud-ouest (augmenté du diocèse de Verdun, dirigé par Mgr Ginisty, un Aveyronnais), au sein d'un comité régional, qui préfigurait l'organisation nationale à construire.

[131] Roux, J. *Ibid.*, p.110 et 107-111. L'abbé Carnus avait contre lui d'avoir une assise méridionale avant tout, ce qui suscitait la méfiance de l'archevêché de Paris (très soumis à l'influence de la LPDF), et de ne provoquer malgré ses déclarations de principe l'inquiétude des oeuvres nationales, voyant là un possible stratagème pour leur porter atteinte. Ainsi, en 1927 comme en 1928, l'Assemblée des cardinaux et archevêques (ACA) avait reporté à plus tard une éventuel appui au projet aveyronnais, tout en encourageant la constitution de fédérations diocésaines groupant les diverses œuvres locales éparpillées. « On cherchait à noyer le projet de Rodez », confiera en 1930 un secrétaire de Mgr Verdier. Depuis Paris, on (principalement le chanoine Courbe, futur secrétaire général de l'Action catholique française) ne semblait guère discerner l'envergure que commençaient à prendre les fédérations diocésaines, et on n'envisageait la création d'une JFCF [Jeunesse féminine catholique française] que par l'union des dirigeantes des grandes œuvres nationales de jeunesse féminine. Projet que Carnus ne pensait guère réalisable, sur le plan pratique, en raison des sujets de dissensions trop nombreux entre ces œuvres. Ce en quoi il voyait juste : en 1928, les tentatives en ce sens piétinaient

[132] Pour les jeunes gens, les premiers cercles d'études, sur le modèle de l'ACJF, semblent être apparus en 1903[132], soit 17 ans après l'impulsion nationale, et c'est avec la nomination d'un nouvel évêque, Mgr Lecoeur que l'ACJF est lancée (Vaissiere, Mgr de la, *Un grand évêque : Mgr Lecoeur*, Aurillac, imprimerie moderne, 1946, p. 26. SC 13/09/1906 ; 17/05/1906 ; 06/12/1906 ; 17/01/1907 ; 24/01/1907 ; 28/02/1907 ; 07/03/1907 ; 27/06/1907 ; 25/07/1908. Les statuts de la jeunesse catholique cantalienne sont déposés en novembre 1908, et elle est aussitôt dotée d'un secrétariat permanent et d'un bulletin de liaison, le journal *Jeunes Arvernes* : SC 05/11/1908 ; 12/11/1908). Quant aux jeunes filles, dans les années 1920 existent bien quelques groupements d'Enfants de Marie, mais c'est en 1927 qu'est vraiment engagé le processus, de concert avec une œuvre féminine diocésaine, l'UFCC[132] (Union féminine catholique du Cantal), fondée alors à l'instigation de l'évêque, et dont les membres entreprennent aussitôt de créer de petits cercles d'études pour jeunes filles, « où se formeraient des élites » (EA 03/1931, article non signé). Sur la JFCC, *cf.* Flauraud, V., « La naissance de la JACF dans la Cantal », *Siècles*, 1998).

[133] La JFCC apparaissait en effet au départ comme un décalque de son aînée aveyronnaise. M[elle] Bonnefous, présidente de la JFC aveyronnaise, vient quatre fois en 1930, et trois fois en 1931, dont une accompagnée du chanoine Carnus, aumônier de la JFC de l'Aveyron, afin d'assurer aux premières dirigeantes une session de formation sur l'organisation de la fédération (EA 02-04/1931). Se retrouvent ainsi prônées l'affirmation d'autonomie de groupes, l'appel au mélange des catégories sociales, ou encore l'usage de messagères pour implanter de nouveaux groupes, caractérisant les fédérations « type Carnus ».

Quittant le domaine des organisations de jeunesse pour se pencher sur le développement des ligues d'adultes dans ces deux diocèses, nous rencontrerions de nouveau les mêmes caractéristiques[134].

D'un point de vue conjoncturel, la personnalité des principaux acteurs diocésains a pu jouer, et conditionner certaines réactions. En Aveyron, l'abbé Carnus est un prêtre originaire du diocèse, « protégé » de son évêque, Mgr Challiol, connu pour sa « vigueur (...) d'ancien aumônier militaire »[135]. Tous deux sont politiquement conservateurs, proches du général de Castelnau, la figure de proue de la Ligue des catholiques du Rouergue et de la Fédération nationale catholique. Il n'est donc guère étonnant que se manifeste, de leur part notamment, dans les années 1920, une volonté d'indépendance aveyronnaise et de maintien de l'autorité hiérarchique. La « perméabilité » de l'Eglise cantalienne cadre assez bien, de même, avec le profil de l'évêque de Saint-Flour, Mgr Lecoeur : c'est un ancien professeur[136], qui manifeste un intérêt marqué pour les questions touchant à la jeunesse. En outre, il fut très lié au Sillon[137].

D'un point de vue structurel, « anthropologique », nous pourrions aussi nous risquer à constater que les comportements-types que nous avons repérés, cadrent assez bien avec les hypothèses d'Emmanuel Todd quant au rôle des structures familiales – auxquelles Gérard Cholvy invite à confronter les rythmes de progression de l'Action catholique spécialisée[138]. La famille souche est fortement représentée en Aveyron. Elle est presque deux fois moins fréquente dans le Cantal, où l'empreinte de la famille nucléaire est par conséquent beaucoup plus manifeste[139]. Or, Emmanuel Todd associe à la famille souche les principes d'autorité et de continuité : le sens de la hiérarchie – que nous avons relevé –, le désir de conserver sa capacité d'initiative et d'action, l'habitude d'évaluer, de soupeser longuement toute nouveauté

---

[134] On pourrait de même relever l'antériorité de la Ligue des catholiques du Rouergue (LCR, octobre 1924) sur la fédération nationale catholique (FNC, novembre 1924), dont elle inspire en partie les structures, alors que dans le Cantal, la FNC s'était implantée dans le sillage de son essor national, et en partie sous influence aveyronnaise et lozérienne. De même, pour le pendant féminin, en 1932, l'Union féminine catholique du Cantal (UFCC) est affiliée, sur le plan national, à l'Union féminine civique et sociale (UFCS). Le bulletin national est dès lors envoyé aux membres de la fédération cantalienne. Décidément, il ne semble vraiment pas y avoir eu chez Mgr Lecoeur, évêque de Saint-Flour, de volonté farouche de défendre l'intégrité de son autorité sur les œuvres locales.

[135] Nécrologie, Semaine religieuse du diocèse de Rodez, 03/1948.

[136] Puis supérieur de l'établissement d'enseignement catholique libre Join-Lambert, en Normandie.

[137] Chaline, Nadine-Josette, *Des Catholiques normands sous la Troisieme Republique : crises, combats, renouveaux*, Le Coteau : Horvath, 1985, 252 p. : p. 127 et 138.

[138] *Histoire des organisations et mouvements…, op. cit*., p. 264.

[139] Le recensement de 1975 en donne seulement les traces « fossiles », mais permet d'évaluer les différences d'un département à l'autre : 12,9 % des ménages agricoles de l'Aveyron correspondent à des « familles souches », mais seulement 7,2 % dans le Cantal. En considérant l'ensemble des ménages, 20,6 % sont élargis à un ascendant au moins en Aveyron, contre 11,5 % dans le Cantal (données in Le Bras, H. et Todd, E., *L'Invention de la France*, *op. cit.*, annexes).

avant de l'adopter, mais une grande facilité, en revanche, à la pérenniser. La famille nucléaire, associée aux principes de liberté et de discontinuité, serait plus ouverte à la réception des influences extérieures, tout en ne garantissant pas la préservation des acquis culturels[140]. On n'est pas loin de rejoindre, ce faisant, la typologie des sociétés rurales françaises établie par P. Barral, qui selon lui « détermin[a] largement l'orientation des mouvements agraires »[141]. Il classait le Cantal parmi les « démocraties républicaines », avec des paysans moyens assez indépendants et tendant à gauche, tandis qu'il caractérisait l'Aveyron comme une « démocratie cléricale », avec une forte prégnance de ce qu'Emmanuel Todd appelle le « principe d'autorité » : une autorité exercée par l'Eglise sur la société et par le chef de famille sur ses proches.

Assurément, ces différences dans les modalités d'établissement de nouvelles organisations catholiques marquent l'existence de « cultures internes » non uniformes[142], malgré l'existence de grands ensembles régionaux au sein desquels la chronologie des créations peut être relativement proche. Elles imprègnent la perception des responsables d'organisations diocésaines, et sont prêtes à influer – sans la conditionner à elles seules – sur leur manière d'agir face au nouveau changement proposé. Pourtant, à moyen terme, le poids social de la religion redevient un critère déterminant pour la réussite des organisations catholiques. Aurait-il joué pour déterminer, à l'échelle de chaque diocèse, le degré de prise en compte du milieu rural par la jeunesse catholique ?

B – Jeunesse catholique et milieu rural : une rencontre antérieure à l'essor jaciste

1 – Un intérêt inégal

Par rapport à notre sujet, il est en effet capital de s'interroger sur la relation établie, dès avant la phase d'essor des mouvements spécialisés, entre ces organisations de jeunesse catholique et le monde rural. Parmi les cercles d'étude, quelle est la proportion de ceux qui se sont installés à la campagne ? Et combien d'entre eux ont entrepris de s'intéresser à leur environnement, et sont susceptibles de servir de matrice à la JAC et plus tard à la JACF[143] ?

---

[140] Todd, E., *L'invention de l'Europe*, Paris, Seuil, 1990, 542 p., notamment à propos des processus d'alphabétisation : chap. 4, p. 131-144.
[141] Barral, P., *Les agrariens français de Méline à Pisani,* Paris, Colin, 1968, 386 p. : p. 41-66.
[142] L'évocation rituelle des « premiers temps », tant dans des congrès que dans la presse militante diocésaine, participe de leur entretien, et leur fait jouer un le rôle fédérateur.
[143] Quitte à se voir reprocher dans un premier temps d'avoir poussé trop loin leur investigation du « milieu ».

La part de groupes ruraux aux sein des organisations de jeunesse catholique des diocèses étudiés est largement supérieure à la moyenne nationale au sortir de la guerre[144], et ce, dans des proportions très similaires d'un diocèse à l'autre : en 1929, pour l'ACJF, autour de 83 % en Aveyron, de 88 % dans le Cantal, et pour la Jeunesse féminine, de même, autour de 88 % en Rouergue, et 85 % en Haute-Auvergne en 1932, une fois une certaine stabilisation acquise[145]. Les années 1920 avaient marqué en effet le renforcement de la pénétration des campagnes par l'ACJF, et il en était allé de même pour la Jeunesse féminine catholique aveyronnaise, grâce à l'action de messagères qui partaient sillonner le diocèse.

Néanmoins, au sein de ces cercles des campagnes, une divergence majeure apparaît entre les deux diocèses étudiés, dès lors que l'on cherche à repérer dans quelle proportion ils ont entrepris de s'intéresser à leur environnement rural. Cette attitude est clairement minoritaire dans le diocèse de Rodez, où elle ne caractérise qu'environ 20 % des groupes masculins[146]. Dans le diocèse de Saint-Flour, la situation est rigoureusement inverse, avec 77,5 % de groupes masculins s'intéressant aux « choses de la campagne » en 1930[147]. En revanche, les groupes féminins demeurent à l'écart de cette tendance. Certes, une « section rurale » existe au sein de la Jeunesse féminine catholique aveyronnaise dès février 1931. Mais pour l'instant, en créant des groupes ruraux, les responsables cherchent davantage à établir des « foyers d'amitié, d'appui moral et religieux... » et à diffuser les « facilités » de la vie urbaine, qu'à prendre en compte les particularités du monde rural. Dans le Cantal, deux groupes féminins ruraux seulement manifestent un intérêt pour la prise en compte de leur environnement socio-économique en 1931 : le phénomène est absolument marginal, mais il est assez significatif qu'il puisse être relevé ici. L'étude des comptes-rendus de réunions tenues par la Jeunesse masculine catholique dans cette période (1929-1932), quel qu'en soit l'échelon, confirme les tendances relevées : le milieu rural est abordé dans quatre à six réunions sur dix dans le Cantal, mais seulement dans une sur dix en Aveyron[148].

En outre, en Haute-Auvergne a été introduite dès 1923 une « Page du jeune rural » dans *Jeunes Arvernes*, l'organe de presse de la jeunesse catholique masculine. En 1932, une « Page de la jeune rurale » suit, dans le bulletin de la jeunesse catholique féminine, *Etoiles*

[144] En 1918, 50 % des membres de l'ACJF sont des ruraux, d'après P. Fabrigoule, mém. cit., p. 38.
[145] Taux calculés à partir des relevés systématiques des mentions de groupes de jeunesse catholique, effectués dans la presse diocésaine.
[146] Dans le champ chronologique retenu, la proportion varie de 19,3 % en 1929 à 22,3 % en 1932.
[147] On note aussi en Haute-Auvergne la présence de groupes sportifs considérés comme membres à part entière de l'ACJF, ce qui ne semble pas être le cas en Aveyron. Cette présence peut être considérée comme un indice d'une propension plus forte, et plus précoce, de l'Eglise cantalienne à s'adapter à son environnement (« au milieu »). Ces groupes sportifs ne sont pas non plus l'apanage des villes, et on en rencontre non seulement dans de gros bourgs ou chefs lieux de cantons (comme Arpajon, Allanche ou Vic-sur-Cère), mais aussi dans de modestes villages (tels Le Rouget ou Cézens).
[148] Dépouillement systématique de *Jeunes Arvernes* et *Jeune Rouergue*.

d'Auvergne. En Aveyron, une rubrique « Coin des ruraux », n'apparaît qu'en 1927[149] dans le bulletin *Jeune Rouergue*, pendant que la Jeunesse féminine ne réserve aucune chronique régulière au monde rural dans *Fleur de France.* Néanmoins, outre sa naissance tardive, la rubrique aveyronnaise offre une taille beaucoup plus réduite [150], et un rythme de parution bien plus irrégulier que ceux que l'on peut relever dans le Cantal.

La « spécialisation » de la jeunesse catholique est donc appelée dans ces deux diocèses à s'adresser essentiellement à des groupes ruraux, lesquels pourtant, en Aveyron, diffèrent peu souvent, par leur programme d'activité, des groupes urbains, alors que dans le Cantal, la jeunesse masculine apparaît déjà marquée par une intégration de la prise en compte du milieu et de ses préoccupations.

2 – La forte perception d'une crise du monde rural

Dans les *Pages des jeunes* ruraux de la presse diocésaine, à côté des développements à caractère institutionnel ou religieux, les sujets consacrés à l'environnement rural et agricole dominent : études agricoles par correspondance, formation agricole, semaines ou journées rurales, méthodes de culture ou d'élevage, généralités sur l'agriculture, droit rural, organismes agricoles, exode rural, fierté de l'appartenance au monde paysan, traditions... Le discours produit, relayé dans les réunions publiques, n'est pas forcément endogène. Fréquemment, on relève la reprise d'articles, de discours extérieurs : discours agrarien général, discours de l'ACJF sur la nécessité de former des chefs, discours de responsable de centres de formation agricole… Néanmoins, ce « fonds commun » n'est pas forcément utilisé de façon similaire selon les diocèses et les logiques qui animent leurs équipes respectives.

La période est notamment marquée par la forte perception d'une crise du monde rural,. L'« exode rural », l'« état général de l'agriculture », sont deux thématiques caractéristiques de cette époque. On retiendra qu'une prise de conscience du « malaise rural » s'opère avant même l'engagement effectif dans la JAC, et a sans doute facilité le développement ultérieur par le mouvement d'une logique d'affirmation d'une fierté rurale, en réaction à la situation éprouvante des campagnes.

---

[149] Prenant « La JAC » pour titre à la fin de l'année 1929 avant de se muer en « Page des jeunes ruraux » en mai de l'année suivante, et de redevenir « Page JAC » en février 1933, la simple énumération de ces oscillations suffisant à montrer les hésitations qui ont présidé à la prise en compte de la ruralité d'une part, de la spécialisation rurale d'autre part.

[150] Elle occupe six fois moins d'espace dans chaque numéro. Mais le bulletin aveyronnais est bi-mensuel, alors que le cantalien n'est que mensuel. Au total, sur l'année, la place consacrée spécifiquement aux ruraux par le bulletin aveyronnais est trois fois inférieure à celle du bulletin cantalien.

Parmi les indicateurs d'une crise du monde rural, l'évocation de l'exode rural, correspond plutôt à l'établissement d'un constat en amont, dans les années 1920 et au début des années 1930, avant que la thématique ne s'efface peu à peu du discours tenu dans la presse militante[151]. Elle semble faire office de fonds commun ayant précédé et préparé l'introduction de l'argumentation jaciste, qui s'est révélée pour sa part davantage centrée sur la nécessaire reconquête d'une fierté rurale. Il convient donc, au moins pour cette région, de nuancer la vision développée parfois par l'historiographie, plaçant l'exode rural au centre du discours jaciste des premiers temps[152]. Même s'il constitue, pour ce discours, un pré-requis, l'analyse détaillée du phénomène a plutôt correspondu, chronologiquement, à une étape antérieure. C'est surtout en Aveyron que l'exode rural constitue alors une préoccupation majeure. Le fait d'avoir eu affaire ici à une émigration tardive, par rapport aux départements voisins du Massif central – dont le Cantal, où elle s'était accélérée au moins depuis le milieu du XIXe s.[153]–, n'est peut-être pas étranger à ce constat d'une sensibilité plus vive à la question. Mais en même temps, plusieurs facteurs propres à la région font peut-être que l'exode rural y est davantage accepté qu'ailleurs, qu'il y est intégré dans la vision commune, voire vécu positivement, même dans les campagnes : l'ancienneté même du phénomène[154], le fait qu'il y ait adopté un rythme relativement modéré depuis le début du siècle (0,4 % par an, contre plus de 1 % à la fin du XIXe) ; l'efficacité des réseaux de solidarité parisiens, et par ce biais, le maintien fréquent des liens avec la « petite patrie »[155]... Cela pourrait éventuellement expliquer qu'à moyen terme, le thème ait été ici moins « central » que dans d'autres régions.

---

[151] Dans le Cantal, elle représente 3,2 % de la place consacrée à la Page des jeunes ruraux dans les années 1920, 0,9 % seulement dans les années 1930, n'apparaissant plus guère après 1932 ; en Aveyron, elle enregistre ses maxima avant 1932 (entre 9 et 35 % de l'espace de la *Page des jeunes ruraux* hors institutionnel), avant de ne devenir qu'un thème marginal

[152] *Cf.* Hervieu-Léger, D., *Catholicisme, la fin d'un monde, op. cit.*, p. 114. Leprieur, F, *Le rôle social de la JAC et du MRJC depuis 1929*, Paris, MRJC, 1984, 20 p., p. 2, 4-5. Bertrand Hervieu (« Les 50 ans d'histoire de la JAC et du MRJC », *Etudes*, novembre 1979, p. 521-539) est plus nuancé (p. 15 : « le mouvement est plus sensible au complexe d'infériorité des jeunes paysans qu'à la crise économique de l'époque »), et Paul Houée (*Les étapes du développement rural…, op. cit.*, p. 15) abonde aussi dans notre sens (« Tout repose sur la fierté paysanne, indissociable de la fierté chrétienne »). Yamane, H., thèse citée, p. 210-214, n'en fait, de même, qu'un élément parmi d'autres du discours.

[153] *Cf.* Béteille, R., *Les Aveyronnais, op. cit.*, p. 101-102 : « Les Aveyronnais font figure de migrants tardifs dans le Massif central : l'ensemble de la population ne subit massivement l'exode qu'après 1885. C'est assez surprenant ; car le Cantal, et la Lozère, départements tout proches pourtant, perdent depuis longtemps une bonne part de leurs ruraux. (…) Cette grande vague d'émigration aveyronnaise peut être rapprochée de celle des plateaux de l'extrême sud-ouest du Massif central qui s'est déclenchée, elle aussi, assez tard ».

[154] *Cf.*, par exemple : Poitrineau, A., *Les Espagnols de l'Auvergne et du Limousin du XVIIe au XIXe siècle* , Aurillac, Malroux-Mazel, 1985, 270 p.

[155] *Cf.* Béteille, R. *Les Aveyronnais, op. cit.,* p. 25-125 ; Béteille, R. (dir.), *L'Aveyron du XXe s., op. cit.*, p. 287-314 (notamment p. 304-307 : « Une solidarité remarquablement structurée ») ; Basserre M., *Le Cantal, Economie agricole et pastorale*, Aurillac, Imp. Moderne, 1928, 225 p. : p. 169-195 ; Durand, A., *La vie rurale*

Les textes sur l'exode rural publiés pour l'instant en Aveyron, d'inspiration largement agrarienne[156], sont caractérisés par la mise en avant d'un système de causalités particulièrement dense. Sont évoquées à la fois les sources économiques, politiques, juridiques, sociales, religieuses…, de l'exode[157]. La composante morale est essentielle. C'est à travers l'individualisme, ou par la dénonciation de comportements « immoraux » d'hommes politiques qu'est analysée la crise agricole qui pousse à quitter sa terre. C'est par la mise en avant de penchants qualifiés de « malsains » (recherche de la jouissance, de la facilité), qu'est expliquée en grande partie l'attraction de la ville. Tant l'évocation du danger communiste que celle de la déchristianisation, phénomènes pourtant limités en Aveyron, montrent bien, aussi, que c'est un discours extérieur qui est souvent repris ici. Dans la presse militante cantalienne en revanche, où le thème est bien moins développé, l'évocation des causes de l'exode rural ne fait pas appel à un réseau aussi complexe de facteurs[158]. En fait, il est possible de retenir surtout trois mises en cause très pragmatiques : les avantages sociaux des urbains[159], les conditions de vie déplorables à la campagne[160], et le contenu de l'enseignement non adapté à l'environnement rural[161]. Sans entrer dans le détail des solutions proposées[162], qui ne font guère preuve d'originalité par rapport au discours agrarien de l'époque[163], nous remarquons

---

dans les Massifs volcaniques des Dores, du Cézallier, du Cantal et de l'Aubrac, Aurillac, Imp. Moderne, 1946, 530 p. : p. 377-408.

156 *Histoire de la France rurale*, t.4, éd. de poche 1992, p.452-458 : « De Méline à Pétain, l'itinéraire des droites ». Barral, P., *Les agrariens français…, op. cit.,* p. 128-140.

157 Sont en cause : les difficultés propres au travail de la terre, les conditions de vie déplorables, les problèmes liés au règlement des successions (JR 01/03/1930 ; 07/1931 : c'est là un argument que l'on retrouve dans les revendications de l'Union nationale des syndicats agricoles à la même époque), l'absence de loisirs, le désir d'ascension sociale (JR 15/04/1929), les mesures législatives qui avantagent les travailleurs urbains (JR 15/11/1930, 07/1931, 01-02/1932), la propagande communiste auprès des ouvriers ruraux (JR 15/04/1929 : elle semble plutôt correspondre à la reprise d'argumentaires de régions plus exposées), l'ignorance de la réalité rurale par l'école (JR 01/01/1929, 01/03/1929), la déchristianisation démoralisatrice (JR 01/01/1929, 01/03/1929, 15/04/1929, 01/01/1930, 01/02/1930, 01/10/1930, 07/1931), la crise conjoncturelle des prix des produits agricoles (JR 01/02/1930 ; mais l'utilisation de cette argumentation ne correspond pas vraiment à la période de plus forte baisse des prix du blé, car celle-ci culmine en 1934, et son effacement ira de pair avec la reprise des prix à partir de 1936. Paradoxalement, même si la phase maximale de la crise provoque des réactions (JR 01-02/1935), elle va de pair avec un effacement de la thématique sur l'exode rural ; d'autres priorités ont alors pris le relais au sein de l'argumentation),

158 On entend bien ici que l'on prend en compte l'évocation de ces facteurs *reliés à l'exode rural*, et non sortis de ce contexte.

159 JA 05/1929 ; 07-08/1929 ; 10/1935.

160 JA 07/1939.

161 JA 11/1926.

162 En commun, par exemple, dans les deux départements, l'appel au vote de lois sociales avantageant les paysans, en premier lieu les jeunes couples, porteurs de l'espoir de renouveau (revendication commune avec l'UNSA [Union nationale des syndicats agricoles]) ; l'invitation à se doter d'institutions représentatives (donc à s'unir) et de chefs (syndicaux et aussi politiques) capables de défendre les intérêts des paysans (JR 15/04/1939, 01/03/1930, 15/11/1930, 07/1931 ; JA 01/01/1929, 15/05/1930) (on retrouve ici l'un des thèmes favoris de l'ACJF : la formation de chefs) ; l'amélioration du confort dans les campagnes (mais avec nuance en Aveyron : s'aligner sur les normes urbaines de confort pourrait rendre la ville désirable !) ; l'organisation de divertissements sains (JR 01/03/1930, 01/12/1933)…

163 Barral, P., *Les agrariens français…, op. cit.,* chap. 5 et 6.

qu'elles traduisent une fois de plus l'expression de deux sensibilités différentes[164]. Dans le Cantal, l'espoir vient de propositions de constitution de comités de retour à la terre, et d'organisation de l'accueil de nouveaux venus[165]. L'insistance sur le rôle capital de l'apostolat et de la charité, pour « entraîner » les jeunes à demeurer à la campagne, ou l'évocation d'un utopique projet de service agricole obligatoire, qui « rendrait la santé morale et physique à des milliers de jeunes Français anémiés (…) et paresseux »[166]… sont pour leur part caractéristiques du discours catholique aveyronnais [167].

C'est aussi au cours de cette période que les articles sur l'état et le « fonctionnement » général de l'agriculture, occupent un maximum de place dans les *Pages des jeunes ruraux*[168]. Ils concourent pareillement à établir la perception d'un monde en crise.

Le bulletin cantalien multiplie, depuis le milieu des années 1920 et jusqu'en 1931, les articles revendicatifs et accusatoires, à propos des difficultés traversées par l'agriculture, essentiellement à partir de 1926. Le problème central abordé ici est celui de l'effondrement des prix des produits agricoles, *a fortiori* du blé[169]. Fin 1929, le bulletin de la jeunesse catholique cantalienne se félicite de la création prochaine d'un office du blé, et la loi devant y conduire est même reproduite[170]. Or, le Cantal n'est guère un gros producteur de blé : la part du froment dans le produit agricole départemental en 1929 n'est que de 2 %, contre 15,3 % pour la France, et 12,3 % pour l'Aveyron même[171]. Par conséquent, une telle place accordée à

---

[164] Ainsi, la diffusion d'informations sur les difficultés et les dangers de la vie en ville est proposée avec beaucoup plus de constance en Aveyron (JR 01/12/1929, 01/04/1930, 08/1932, et plus tard : 15/03/1933, 08-09/1933, 01/12/1933, 01/01/1936 ; JA 05/1929 seulement). Si dans les deux départements on relève l'expression du souci du sort des ouvriers ruraux, dans le Cantal, elle est abordée dans une optique plutôt économique (ces emplois doivent pouvoir supporter la concurrence des propositions de travail à la ville), mais en Aveyron, elle va aussi de pair avec la mise en cause du communisme dans la « déstabilisation morale » des campagnes (JR 05/04/1929). De même, en Aveyron, la presse accorde déjà une place non négligeable aux articles sur la fierté rurale, alors que le thème est à peine abordé dans le Cantal (en 1929 et 1930 : 14 à 20 % de la Page des jeunes ruraux aveyronnaise, hors articles institutionnels, contre 1 à 5,5 % en Haute-Auvergne).

[165] JA 02/1923, 10/1924.

[166] JR 10/1930.

[167] JR 01/01/1929, 15/04/1929.

[168] Autour de 9 % hors articles institutionnel, dans les deux bulletins, avec légère majoration cantalienne, avant de régresser notablement, et d'adopter une fréquence irrégulière.

[169] JA 01/1925, 07/1925, 11/1926, 12/1926, 01/1927, 04/1929, 06/1929, 07-08/1929, 09-10/1929, 11/1929, 01/1930, 05/1930, 06/1930, 07-08/1931 ; Paxton, R. O. (*Le temps des chemises vertes. Révoltes paysannes et fascisme rural. 1929-1939*, Paris, Seuil, 1996, 316 p., p.27) : le prix du blé passe de 198 F le quintal en 1926, à 147 F en 1930 ; après un léger redressement en 1931 (160 F), la chute repart de plus belle : 100 F en 1932, 70 voire 55 F en 1935.

[170] JA 12/1929. La loi Tardieu du 1er décembre 1929 « renforçait les pouvoirs du gouvernement en matière de tarif douanier sur les produits agricoles, en lui donnant le droit d'agir par décret, sans passer par un vote des chambres. Elle créait aussi des « ristournes » (subventions) sur les exportations de blé, fixait des limites à la proportion de blé étranger dans les farines françaises et restreignait les « admissions temporaire », c'est à dire le blé importé à titre provisoire, sans droit de douane, pour être transformé en farine par les minotiers français avant d'être réexporté » (Paxton, R. O., *op. cit.*, p.30-31).

[171] Enquête agricole nationale de 1929.

des articles si précis et circonstanciés sur cette question du prix du blé révèle bien moins un problème prégnant pour le département, que la sensibilité à un discours revendicatif professionnel. La légitimité de l'évocation du blé peut toutefois être trouvée à la fois dans l'ubiquité de sa culture, même quand elle se trouve être marginale, et dans la « mystique » qui accompagne habituellement cette céréale[172].

Les organismes agricoles constituent pour les concepteurs de la *Page* cantalienne *du jeune rural* une autre préoccupation constante et régulière, notable sans être majeure[173], alors qu'elle ne se manifeste que progressivement en Aveyron, à compter de 1930. Dans un premier temps, il s'est agi essentiellement de promouvoir la mutualité, sous toutes ses formes[174], parallèlement à l'action de propagation menée sur le terrain en liaison avec le Plateau central[175], notamment par quelques ecclésiastiques[176]. Mais avec le changement de décennie, c'est le syndicalisme qui fut mis de plus en plus en avant, alors que dans le même temps, des conférences pédagogiques vantant ses mérites étaient données çà et là par des ecclésiastiques, en premier lieu par l'abbé Chanson, curé de Laveissière[177]. En 1925 avait été créé un journal syndical agricole cantalien, *La Défense paysanne*, « organe du syndicat de défense paysanne, des fédérations départementales de mutuelles incendie et accidents et autres groupements agricoles ». Ce syndicalisme d'inspiration agrarienne avait connu alors un essor certain mais limité, parvenant à réunir un cinquième des exploitants, surtout dans le sud-ouest du département[178]. Les dirigeants de la Défense paysanne, proches des milieux ecclésiastiques, devaient compter sur leur appui, notamment pour faire face aux tentatives, finalement avortées, des radicaux – qui tenaient politiquement le département –, de susciter un

---

[172] *Cf.* Paxton, R. O., *op. cit.,* p.25.
[173] Autour de 5 % de l'espace, hors articles institutionnels.
[174] Mutuelle incendies, mutuelle accidents, notamment après la loi de 1924 sur la responsabilité en cas d'accident du travail d'un ouvrier.
[175] *Cf.*, quoique sur la période juste antérieure : Jouve, P., *Un mouvement d'organisation professionnelle agricole : le Plateau central*, Aurillac, USHA, 1921, 218 p. : notamment le chap. 2, p. 47-79, « L'assurance mutuelle ».
[176] Le principal artisan dans le Cantal en a été l'abbé Fric (curé d'Aubespeyre (1920-26) puis de Marcolès (1926-32) et enfin de Lacapelle-Viescamp à partir de 1932 ; il décède en 1939 [Archives diocésaines de Saint-Flour, fichier général de suivi des prêtres ordonnés dans le Cantal]), et secondairement l'abbé Julien Molénat, à Roannes-St-Mary (en 20 ans, il y a créé rien moins qu'un syndicat agricole, une mutuelle incendie, une société de crédit rural, une mutuelle accident, une société de secours mutuel [JA 07-08/1932]). Tous deux reçoivent à ce titre la médaille de la mutualité française en 1931 (JA 06/1931), et surtout l'abbé Fric est nommé la même année au conseil d'administration de la fédération nationale des caisses d'assurances sociales, et secrétaire général de la fédération des caisses du Massif central (JA 12/1931). Sur l'abbé Fric : Montarnal, abbé Raymond [dir.], *Le chanoine Léon Fric, 1882-1939,* Aurillac, Editions Gerbert, 1940.
[177] JA 03/1929, 04/1929, 08-09/1930, 10-11/1930, 12/1930, 01/1931, 02/1931.
[178] Martres, E., « Le Cantal dans l'entre-deux-guerres », *Revue de la Haute-Auvergne,* t. 57, 1995, p. 145-170 : p. 148-152.

syndicalisme concurrent[179]. Les articles de la presse catholique destinée à la jeunesse locale ne faisaient que participer de ce soutien.

En Aveyron, les articles sur la situation générale de l'agriculture n'ont pas la même tonalité revendicative à connotation professionnelle. Certes, les difficultés rencontrées sont évoquées, mais surtout à travers leurs conséquences sociales et morales[180]. Et l'on ne retrouve pas ici un travail sur les textes législatifs similaire à celui qui était mené dans le bulletin de la jeunesse catholique cantalienne, lequel reprenait des articles de la presse professionnelle. Quant aux rares articles vantant le syndicalisme, ils s'employaient surtout à exalter le besoin d'unité face aux dangers de l'individualisme[181]. Ici en effet, le syndicalisme agricole conservateur proche de l'Eglise est beaucoup plus anciennement et solidement ancré, et a encore moins à craindre la concurrence des républicains. Dès 1919, le renaissance des syndicats communaux a été particulièrement vigoureuse, et l'« on peut parler d'un véritable système du *Plateau central*, dont l'apogée se situe sans doute entre 1924 et 1929 »[182] : sous l'autorité des grands propriétaires et des notables politiques, ce « syndicat-boutique » aux multiples relais locaux regroupe plusieurs mutuelles, exerce un monopole de fait dans la commercialisation des engrais ou des premiers aliments composés pour animaux, et diffuse le « progrès technique »[183]… Nul besoin d'avoir recours à la jeunesse catholique pour renforcer les positions.

3 – Favoriser une meilleure formation professionnelle : une préoccupation essentiellement cantalienne

Face à cette crise, économique mais aussi sociale et morale, l'acquisition d'une meilleure formation professionnelle peut constituer un atout non négligeable[184]. La proposition converge d'ailleurs avec l'idéal de l'ACJF : former une élite de chefs – une élite plus intellectuelle et religieuse que sociale[185] – chargée de « refaire un ordre social chrétien ».

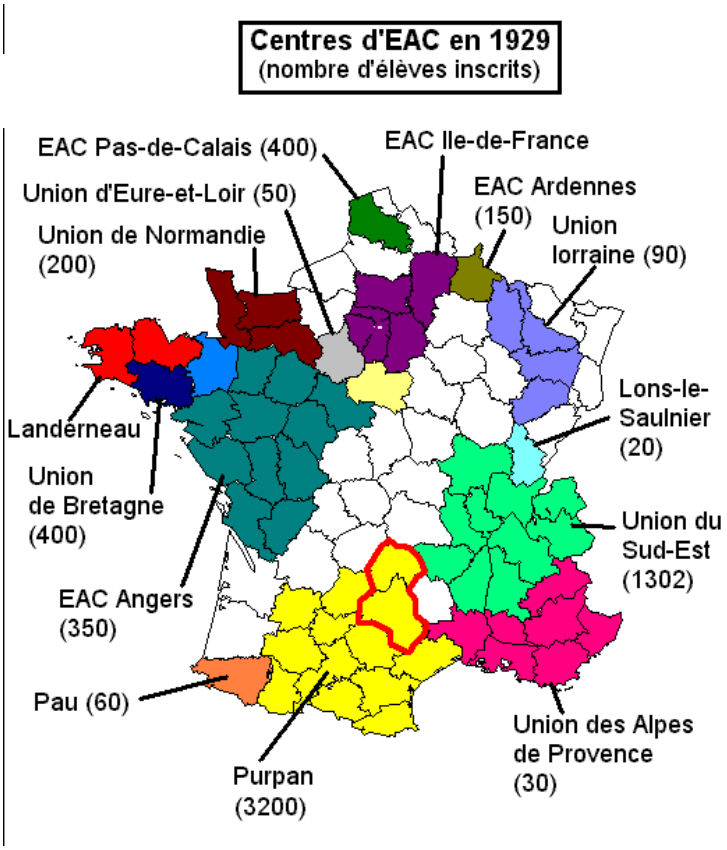
L'ACJF de l'Union du Midi, placée dans un environnement fortement dominé par l'agriculture issue de petites et moyennes exploitations, avait pris dès la fin du premier conflit mondial une « tonalité agricole » qui, si elle n'était pas unique dans les unions périphériques,

---

[179] Sur l'initiative radicale : ibid.
[180] JR 01/02/1930, par exemple, à propos de la faiblesse des prix des produits agricoles.
[181] JR 15/02/1931.
[182] Béteille, R. (dir.), *L'Aveyron du XXe s., op. cit.*, p. 81-84.
[183] Ibid.
[184] Dans les réunions où il est explicitement question du monde rural, l'évocation de la question des études agricoles par correspondance domine d'ailleurs largement, dans les deux diocèses.
[185] Dans les *Pages des jeunes ruraux* de la presse catholique masculine des deux diocèses étudiés, 1930 est d'ailleurs l'année où l'on consacre le plus d'espace à la définition de cette élite et à la mise en avant de sa nécessité (près de 16 % dans le Cantal, 18 % en Aveyron).

se distinguait par sa vigueur : une collaboration étroite fut engagée alors avec les jésuites de l'école d'agriculture de Toulouse-Purpan, qui devint le principal centre régional, en France, pour les EAC (études agricoles par correspondance)[186] (*cf.* la carte ci-dessous).

Doc. I-1-3



D'après FABRIGOULE, Patrice, « Les origines de l'Action catholique rurale dans la France de l'Entre-deux-guerres », mémoire de maîtrise, université de Montpellier, 1994, 375 p.

Cela montrait aussi un souci d'adaptation à un public de ruraux non seulement très majoritaire, dans la région, au sein de l'ACJF, mais en outre, composé de fils de petits ou moyens exploitants qui ne fréquentaient pas les écoles d'agriculture, et encore moins les collèges ou lycées. Certes, la loi du 2 août 1918 avait instauré des cours post-scolaires confiés aux instituteurs, pour les jeunes de 13 à 18 ans[187]. Mais seuls 20 % des maîtres étaient jugés capables de dispenser ce type de formation[188], et il avait donc été prévu de ne généraliser que progressivement les cours postscolaires, l'inscription à un cours par correspondance pouvant suffire[189]. De fait, la formation informelle, par transmission des techniques par les anciens, au

[186] De Gensac, Père H., s.j., *Histoire de l'école supérieure d'agriculture de Purpan, 1919-1977,*Toulouse, ESA Purpan, 1996, 362 p. (plus particulièrement : p. 165-177), et Dubruel, Père M., « Les EAC », *Etudes*, n°194, 20 fév. 1928, p.404-432.
[187] Cf. Barral, P., *Les agrariens…, op. cit.,* p. 211.
[188] Indication donnée par l'un des intervenants lors du colloque de Dijon sur les « Enjeux de la formation des acteurs de l'agriculture », ENSAD, 1999.
[189] *Journal officiel.*

sein de l'exploitation, continuait à dominer largement[190]. Néanmoins, cette Union du Midi, qui apparaît à P. Fabrigoule comme une « région pilote » pour l'implication de l'ACJF dans la formation agricole[191], correspond aussi – sauf dans la plus grande partie de l'Aveyron – à l'un des bastions du radicalisme, où ce dernier avait trouvé « un terrain favorable de démocratie rurale faite de petits propriétaires, perméables à la volonté radicale d'en remontrer au clergé »[192]. L'Eglise a pu favoriser ici l'essor des EAC afin de contrer l'essor éventuel d'une influence des instituteurs via les cours postscolaires…

Une telle évolution, qu'on peut rapprocher d'autre exemples septentrionaux déjà connus[193] de prise en compte des questions agricoles par des groupes ruraux d'ACJF[194], montre combien il faut nuancer le schéma d'Y. Tranvouez, qui voyait dans l'ACJF une organisation adepte d'une approche éducative « globale », opposée à celle de la JOC naissante qui, elle, s'en serait différenciée par son approche « de classe », ou « de milieu ». La « globalité » de l'approche était bien réelle, mais elle était plus inclusive qu'exclusive. Pour l'initiateur toulousain des Etudes agricoles par correspondance, le Père Barjallé, le but, était justement de « susciter la promotion *intégrale* de petits et moyens agriculteurs [en les aidant] à prendre conscience de leurs virtualités trop méconnues pour que, les mettant en œuvre, ils vivent de façon plus heureuse et plus féconde »[195]. La formation, dans son esprit, devait certes être technique et scientifique, en rapport avec l'agriculture, mais aussi sociale et religieuse, conduisant à la prise de responsabilités[196] : d'où le vocable d'« études », qui différenciait la démarche toulousaine de celle de l'Union des syndicats du Sud-Est, à Lyon (qui parlait d'« enseignement » par correspondance), beaucoup plus strictement centrée sur le professionnel[197].

Dans les années 1920, alors que les EAC ne concernaient encore que quelques cercles isolés dans les deux diocèses, elles occupaient l'essentiel de l'espace consacré aux cercles ruraux dans les bulletins respectifs : 56 % dans le Cantal, et 58 % en Aveyron entre 1925 et 1928[198]. Toutefois, cette sur-représentation ne survécut pas au changement de décennie : même si dans le bulletin cantalien une très large place continua à leur être accordée (un peu

---

[190] « Une loi de 1929 envisagea d'autre part l'organisation d'un apprentissage rural, mais il suffisait au père de faire une ''déclaration'' pour prendre en charge son fils » (Barral, P., *Les agrariens…*, *op. cit.*, p. 211).
[191] Fabrigoule, P., mém. cité, p.120-122.
[192] Salmon, F., *Atlas électoral de la France. 1848-2001*, Paris, Seuil, 2001, 94 p. : p. 32-33, 36-37, 44-45.
[193] En Lorraine ou dans l'Yonne notamment, donc en région de grande exploitation, ce qui pose différemment le problème, à l'échelle locale.
[194] Fabrigoule, P., mém. cit., p. 144-149. Leprieur, F., dans *JAC/MRJC. Origines et mutations, op. cit.,* p. 44, 50-51.
[195] De Gensac, H. *op. cit.*, p.171.
[196] L'approche était similaire au sein des centres d'EAC d'Angers ou de Landerneau, par exemple.
[197] Dubruel, Père M., « Les EAC », *Etudes*, n°194, 20 fév. 1928, p.404-432.
[198] En valeur absolue, la « production » cantalienne était tout de même le double de celle du Rouergue.

plus de 20 % de l'espace de la *Page des jeunes ruraux* entre 1929 et 1931), les études agricoles par correspondance virent leur évocation réduite à la portion congrue en Aveyron à la même époque (moins de 1 % de l'espace).

En Haute-Auvergne, le développement de la pratique des EAC au sein des cercles d'étude de l'ACJF s'était effectué de façon relativement concentrée dans le temps, dans la deuxième moitié des années 1920[199]. Les années 1930 ont correspondu ensuite à la stabilisation de la pratique, désormais bien installée. Or, ce profil est sensiblement parallèle à celui que l'on enregistre, dans le grand Sud-ouest, pour l'ensemble des groupes rattachés au centre d'EAC de Purpan[200] : le cheminement cantalien s'est bien fait en symbiose avec le cheminement régional. (*cf.* le graphique de la page suivante) Si, en Aveyron, d'un point de vue chronologique, le mouvement est comparable, toutefois, la pénétration des EAC dans les groupes de jeunesse catholique apparaît beaucoup plus marginale : en 1930, elle concerne, suivant les estimations, entre 6 et 12 % des groupes, contre 58 à 65 % dans le Cantal. Cela ne signifie pas forcément que la pratique des EAC fut peu répandue en Rouergue. La différence, c'est qu'ici l'Eglise s'est moins employée à les soutenir, à la fois, peut-être, parce que le « danger » radical paraissait moins réel, et surtout, parce qu'elle était suppléée efficacement par le Plateau central, qui disposait de son propre service d'études agricoles par correspondance[201]. En outre, la jeunesse catholique masculine aveyronnaise s'est vue privée précocement des principaux animateurs qui avaient commencé à appuyer une ouverture aux questions propres au monde rural[202].

---

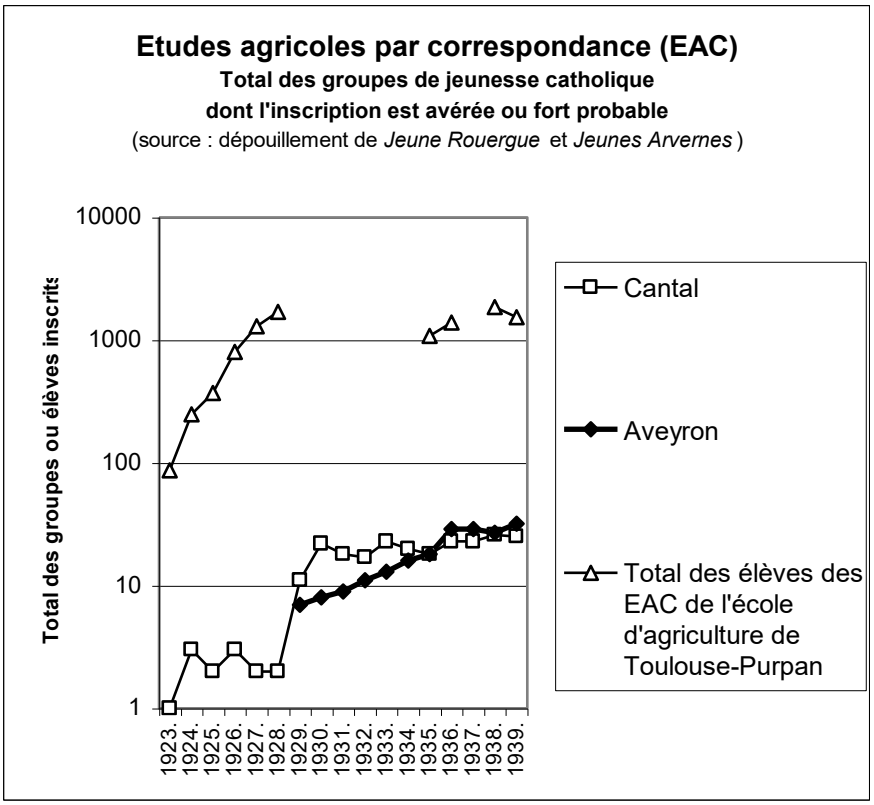
[199] Le mouvement avait trouvé un nouveau souffle quand en 1929 le Père Corbillé, aumônier national de l'action catholique, donna son aval, à l'occasion d'une réunion d'aumôniers réunion à laquelle l'évêque avait invité l'abbé Chanson, pionnier des EAC cantaliennes avec son groupe de Laveissière, à venir exposer son expérience à ses confrères. Il est le seul prêtre invité à faire un rapport, aux côtés du Père Corbillé : la consigne épiscopale ne laisse pas de doute) ; la démarche est fortement appuyée, en outre, par l'abbé Bompard, aumônier diocésain des oeuvres (JA 01/1930). – Les données sont quelque peu incertaines avant 1929, où l'on totalise 11 cercles qui s'y adonnent Puis, dans les années 1930, où les données redeviennent imprécises, le nombre estimé oscille approximativement entre 10 et 25, sans doute situé entre 15 et 20.

[200] De Gensac, H. *op. cit.*

[201] Dans son étude comparée du Finistère et des Côtes-du-Nord, Suzanne Berger avait eu l'occasion de montrer, de même, combien d'un département à l'autre, l'importance accordée par l'Eglise aux études agricoles par correspondance variaient en fonction du profil local du syndicalisme agricole et de l'importance de la pratique, l'enjeu étant le contrôle de la jeunesse ; schématiquement, le Finistère se trouvait dans une situation proche de celle de l'Aveyron, les Côtes-du-Nord, de celle du Cantal (Berger, Suzanne, *Les paysans contre la politique*, Paris, Seuil, 1975, 346 p. : p. 129-132).

[202] L'abbé Codis, pionnier de la pratique des EAC dans le diocèse, fut nommé responsable du secrétariat social (JR 15/02/1928), et l'abbé Pelou (curé de St-Rémy-de-Villeneuve, près de Villefranche), qui était apparemment à l'origine de la rubrique « Coin des jeunes ruraux » dans le bulletin diocésain, fut nommé à l'automne 1929 directeur de l'Ecole d'agriculture de Laroque, près de Rodez. Lors d'un conseil diocésain de l'ACJF début 1928, il avait plaidé pour l'introduction officielle de l'étude des questions agricoles dans les activités des groupes ruraux, à la fois comme élément d'attraction, de formation professionnelle, et d'apostolat (JR 01/02/28, et Hortholan, J.-F., mém. cit., p.77-78). Les participants de ce même comité diocésain diagnostiquent un développement insuffisant des groupes par rapport au potentiel aveyronnais, « tous les aumôniers se plaignent de la difficulté de recruter des jeunes et de les intéresser ». La question de l'adaptation de l'ACJF, en fonction des

Doc. I-1-4



De la même façon, dès 1922, la pratique cantalienne des EAC avait été accompagnée de l'organisation régulière, toujours sous l'égide de Purpan, de semaines ou journées rurales lors desquelles un certain nombre de jeunes gens choisis suivaient essentiellement des cours magistraux sur leur profession[203]. En Aveyron au contraire, les expériences menées tardivement, en 1926 et 1927, à St-Affrique et Villefranche, n'avaient pas eu de lendemains, de même que l'invitation formulée à la même époque aux jeunes filles catholiques du Rouergue, de suivre les semaines rurales féminines de Toulouse[204].

---

milieux, et selon les méthodes d'apostolat par le semblable, est abordée, et il est décidé de proposer la JOC aux groupes ouvriers.

[203] Durant les années 1920, le rythme est approximativement d'une semaine rurale par an, si l'on prend en compte les périodes d'activité, et non les années civiles. Les journées rurales sont en revanche peu répandues (trois seulement). Outre la durée, journées et semaines se différencient par le public touché : la semaine est plus élitiste, pas forcément du point de vue social (quoique, suivre ces cours-conférences exige un minimum scolaire, même si des résumés sont dictés en fin de journée, montrant une adaptation à un public qui n'est pas familiarisé avec la prise de notes – il le sera davantage, plus tard, quand la pratique des EAC sera devenue plus commune : alors, on ne signale plus ces dictées-résumés), mais au moins du point de vue de l'engagement dans la jeunesse catholique ; c'est, dans un lieu fermé, un lieu de « formation de *chefs* », où l'on se rend en habit du dimanche, comme à la ville ou à la messe. La journée rurale, aux allures de fête de village, a en revanche un objectif plus proche de la sensibilisation-vulgarisation de la masse, beaucoup plus qu'un rôle d'amorce des semaines comme l'affirme H. de Gensac. Les effectifs touchés, comparables au départ (autour de la cinquantaine : ce qui, pour les semaines, semble au-dessus de la norme toulousaine habituelle) enflent peu à peu pour les journées, finissant autour de 300.

[204] Fabrigoule, P., mém. cit., p. 83.

Doc. I-1-5. Les participants d'une semaine rurale, précédés de leurs formateurs, à Mauriac (Cantal) en 1934. Le modèle est celui de la photo scolaire : la cour et la classe à l'arrière, les professeurs devant, les élèves à l'arrière, ici endimanchés une fois de plus. Choisis pour leurs capacités, ils sont « en représentation » (coll. privée)

Par ailleurs, dans la première moitié des années 1930, parmi les visiteurs extérieurs invités par la jeunesse catholique masculine rurale, ceux qui bénéficiaient de compétences agricoles ont dominé clairement dans le Cantal. Il y eut, bien sûr, le Père Barjallé, responsable de l'école de Purpan. Mais il s'est agi aussi de laïcs (44 %) : le directeur du Plateau central, le cousin de Robert Garric, adjoint au maire de La-Tour-d'Auvergne et acteur du développement agricole dans sa région, un professeur de l'école d'agriculture de Laroque, René Maillebuau, le premier correspondant de la JAC en Aveyron… Bref, on relève ici un maillage serré de relations avec les institutions qui dans la région apparaissent comme des lieux de convergence entre catholicisme et agriculture. Au contraire, cette catégorie n'est pas représentée en Aveyron[205]. Ici, ce sont les ecclésiastiques sans aucun lien avec les questions agricoles qui ont constitué l'essentiel des visiteurs.

A l'origine, dans les premiers articles consacrés aux EAC par les bulletins locaux de la jeunesse catholique, les thèmes d'étude proposés demeuraient très classiques, limités aux cultures et à l'élevage, n'accordant que peu de place aux vecteurs « modernes » d'amélioration, tels que les engrais et la mécanisation. Mais, peu avant le changement de décennie, dans la presse de la jeunesse catholique cantalienne apparaît un élargissement des

[205] Alors même que des représentants des institutions agricoles aveyronnaises interviennent auprès de Cantaliens !

centres d'intérêt, poussé peut-être en partie par la crise agricole. C'est alors, presque concomitamment avec la naissance officielle de la JAC, que les EAC semblent se diriger vers l'analyse scientifique, vers la promotion des machines, vers le conseil à l'amélioration des bâtiments de ferme, vers la diffusion de connaissances météorologiques ou pédologiques de base… Cette démarche est complétée par l'organisation de concours. Le premier qui ait été organisé par Purpan à l'échelle de la région, portant sur le maïs, ne trouve aucun écho ici. Ce n'est plus le cas à compter de 1928, pour les concours de pommes de terre ou de blé, à Pau ou à Toulouse[206]. Quelques groupes cantaliens de jeunesse catholique y participent[207]. D'autre part, alors que la formation dispensée par Purpan était surtout adaptée, au départ, à des espaces de polyculture avec orientation viticole éventuelle, majoritaires dans le Sud-ouest (or, le Cantal n'a quasiment pas de vignes), un rééquilibrage s'opère, en mettant l'accent sur l'élevage. Cette ouverture et cette réorientation en fonction de la réalité locale avaient d'abord été le lot des semaines et journées rurales, plus facilement adaptables au « terrain ». Il faut dire, aussi, que la formule toulousaine des semaines rurales privilégiait apparemment davantage les aspects techniques que ce n'était le cas dans d'autres régions, à l'inverse de la tendance rencontrée pour les EAC[208]. Etaient abordés le droit rural, l'utilisation des engrais, l'artisanat, la comptabilité et l'économie rurale, les questions de santé, les divers organismes agricoles… ; des visites d'établissements agricoles étaient organisées[209]. Par ailleurs, une majorité d'interventions étaient consacrées à l'élevage.

Ainsi s'opère dans le Cantal une appropriation progressive des EAC et des semaines rurales. Alors que jusqu'en 1929, au sein de la *Page du jeune rural*, les articles de la rubrique « EAC » étaient signés de divers techniciens reconnus, à partir de là, ce sont des élèves cantaliens des EAC qui se mettent à constituer la majorité des rédacteurs, individuellement ou collectivement (une grande partie des articles étant dus aux groupes de Laveissière et Thiézac). Enfin, certains membres de cercles d'étude cantaliens, jusque là simples « élèves », deviennent à cette époque d'actifs « acteurs-relais » au service des EAC, après avoir réussi leur examen de fin d'études[210]. Se constitue ainsi une équipe *locale* de moniteurs expérimentés, qui peut prendre en mains, dès 1931 surtout, la promotion des EAC et de leurs activités annexes dans le Cantal : autour de J. Besson, de Fraysse-Haut de Laveissière, ils

[206] JA 01/1928, 07-08/1929.
[207] Comme ceux d'Aubespeyre et de Laveissière en 1930 et 1931 : JA 01/1930, 01/1931. En Aveyron, seul le concours de blé de 1930 est signalé (JR 01/02/1930), puis on ne relève plus aucune mention de compétition.
[208] Notamment par rapport à la formule de semaines rurale proposée par l'Union du Sud-Est (Fabrigoule, P., mém . cité, p.122).
[209] Visites de ferme modèle (1928), de l'école de laiterie ou des abattoirs d'Aurillac (1930, 1932).
[210] Trois des membres du groupe de Laveissière réussissent leur examen en avril 1930, avec la bénédiction de l'évêque, qui vient leur remettre leurs diplômes (JA 04/1930), bientôt rejoints par un de leurs camarades auquel le Père Barjallé vient faire passer son examen oral sur place (JA 09-10/1931).

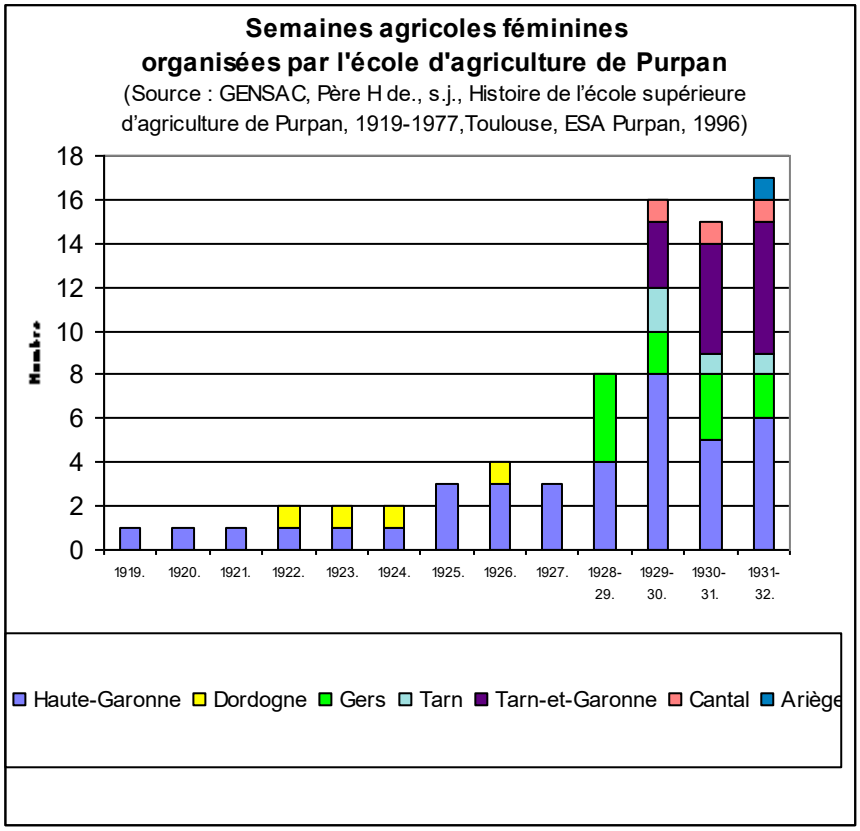
forment l'ossature de la section locale du Syndicat méridional des EAC, constituée de manière informelle en novembre 1931, et officialisée en juillet 1932[211]. L'étude des origines des formateurs intervenant dans les semaines rurales, montre aussi que 75 % sont originaires du Cantal[212]. Ils peuvent être les agents de l'adaptation plus fine de la formation aux réalités locales. Parmi eux, on retrouve un fort contingent (23 %) de moniteurs de l'équipe départementale. Nous voyons donc ici à l'œuvre, dès avant l'essor jaciste, un processus de « sélection-promotion » d'une élite professionnelle agricole, appuyé par une organisation de jeunesse catholique. Toutefois, il ne s'agit pour l'instant que d'une dynamique de groupe très localisée, liée seulement à l'activisme d'un ecclésiastique. Elle est en outre située dans une sous-région d'économie pastorale prospère. On est très loin, enfin, de la capacité d'entraînement de toute une société rurale qui a été plus tard celle de la JAC**.** En Aveyron, A. Bonnefous, de Pradines, avait bien fait office, un temps, de syndic local des EAC, en 1927-28[213], mais, déjà ingénieur agricole, il n'était pas « sorti du rang » grâce aux EAC. Une certaine distance devait donc demeurer entre lui et les élèves inscrits. Il apparaissait quelque peu isolé, et surtout lié à l'abbé Pelou. Après le départ de ce dernier, il n'eut d'ailleurs plus aucun rôle auprès des équipes « eacistes » locales.

Or, la propension des ecclésiastiques encadrant la jeunesse catholique rurale cantalienne, à en faire le support d'une meilleure formation des individus, touche aussi les jeunes filles. Les premières « semaines rurales » féminines apparaissent ici en 1930, organisées là encore par Purpan[214], école pionnière une fois de plus en la matière[215]. La formule datant de 1919, mais la progression du nombre des « semaines » organisées dans le Sud-ouest avait été très lente jusqu'en 1927. Ce n'est qu'à partir de l'année 1929-30 que

[211] JA 07-08/1932.
[212] Les formateurs toulousains représentent encore un quart des effectifs, assurant la filiation et le respect de la philosophie d'ensemble.
[213] JR 07/1927, 08/1927, 01/01/1928, 15/03/1928.
[214] Gensac, H. de, *op. cit.*, p.160-164 et 291. Couffin, C., « Les semaines agricoles féminines », *Les enjeux de la formation…, Actes du colloque de Dijon,* p.63-66.
[215] Sous l'égide de la Ligue patriotique des françaises et de l'Union des associations agricoles du Sud-ouest (Fabrigoule, P., mém. cité, p.121). Trois « semaines » sont ainsi organisées dans le Cantal en 1930 et 1931. Une première semaine agricole se déroule à Pleaux en novembre 1931, ou 1930 (1931 pour FF 1930 pour De Gensac (*op. cit.*, p.291) ; annoncée dans EA 03/1931, en tout cas). De même, en mars 1931, *Etoiles d'Auvergne* propose de participer à une session intensive de Croix rouge organisée par l'oeuvre de la Semaine agricole de *Toulouse*. La Semaine se déroule à Saint-Flour du 6 au 10 avril 1931, une autre se déroule apparemment un peu plus tard (année 1931-32) à Aurillac. M[elles] de Boyer Montégut, directrice de la Semaine agricole de Toulouse, et Gabrielle Bonnefous, présidente de la JFC de l'Aveyron, interviennent.

l'institution essaime vraiment, touchant plusieurs départements du grand Sud-ouest[216] : l'adhésion cantalienne s'effectue donc en concomitance avec l'essor de l'organisation[217].

Doc. I-1-6



Pourtant, la formation à la vie à la ferme, normalement prévue dans les semaines féminines toulousaines, paraît absente de leurs déclinaisons cantaliennes. Seuls les cours par correspondance féminins[218], dont on ne sait s'ils étaient suivis par les Cantaliennes, auraient pu alors en avoir été les vecteurs. Dans les « semaines », il n'a été question, selon les comptes-rendus, que d'hygiène du nouveau né, d'entretien de la maison, d'apostolat auprès des enfants (de catéchisme), de la formation de l'âme dans les groupes de Jeunesse catholique, de la tuberculose, du divorce, du rôle de mère… C'est donc avant tout une formation générale de la femme dans son rôle traditionnel de mère, de gardienne du foyer et de la religion, voire

[216] De Gensac, H., *op. cit.*, p.291.
[217] La plupart des départements touchés sont riverains de la Haute-Garonne (Ariège, Tarn, Tarn-et-Garonne, Gers). L'Aveyron est épargné. Le Cantal fait figure de cas particulier, à la fois excentré par rapport au pôle d'impulsion, et souffrant d'une solution de continuité avec les autres départements touchés ; assurément, cette situation de sentinelle avancée doit trouver sa source dans les relations privilégiées antérieurement développée avec Purpan dans le cadre des EAC et surtout des « semaines » masculines.
[218] En deux niveaux, suivant quatre grands axes : La femme et le clocher, et la famille, et la maison, et la ferme. « Les sujets proposés partent de l'expérience quotidienne pour conduire à la réflexion et à l'action. (…) Une place importante est donnée à la réflexion personnelle sur des sujets qui mettent en relation avec tout le milieu de vie. (..) Il ne s'agit pas d'une vie reliée sur soi, mais d'une activité de tous les jours dans le milieu de vie les associations, les groupes locaux et la famille » (Couffin, C., art. cité, p.64).

d'apôtre, qui a été proposée[219]. Or, nous savons que M^elle^ Bonnefous, la présidente de la Jeunesse féminine catholique aveyronnaise, qui a accompagné les premiers pas des Cantaliennes, fut systématiquement l'une des animatrices de ces « semaines ». Celles-ci se présentèrent donc peut-être sous une formule hybride, résultat d'une double influence : celle de Purpan, à la base ; et celle de la Jeunesse féminine aveyronnaise, demeurée étrangère à ce type d'initiative pour la jeunesse féminine, et qui aurait réorienté le contenu selon une approche plus traditionnelle, en intégrant une forte dimension apostolique.

C - La « spécialisation » en débat

Ces expériences locales de prise en compte de l'environnement socio-professionnel pouvaient encore paraître compatibles avec la démarche globale de l'ACJF ou des Fédérations de jeunes filles. En théorie, elles ne mettaient en cause ni l'idée d'unité de la jeunesse, ni le rejet de la notion de classes, et en pratique, elles ne contrevenaient ni à la force d'action que conférait à l'Eglise l'existence d'organisations englobant tous les jeunes, quelles que soient leurs origines, ni au principe d'autorité de l'évêque sur son diocèse. En revanche, d'âpres discussions eurent lieu autour de la spécialisation, qui pouvait laisser craindre à la fois une certaine division, et une centralisation nationale.

Dans les deux départements étudiés, la manifestation *formelle* de la « spécialisation », telle que nous pouvons la saisir en repérant les affiliations à des mouvements nationaux (JOC ou JEC), fait son apparition, dans les groupes *urbains* masculins, plus précocement dans le Cantal (1931) que dans l'Aveyron (1933) – où la JOC existe en fait de façon informelle depuis 1927/28 –, mais sa part demeure négligeable (inférieure à 2,5 % du total des groupes[220]). Les contacts réels avec la JAC sont, pour leur part, à peine amorcés, dans les deux diocèses. L'Aveyron est plus précoce, puisque les tout premiers contacts sont enregistrés dès l'année de création nationale de la JAC, mais le mouvement tarde à y démarrer : en 1929, 1,3 % des groupes masculins du diocèse ont eu un contact, mais 3 % seulement en 1931. Dans le Cantal en revanche, en 1932, aucun groupe n'est encore en contact *formel* avec la JAC, même si des contacts individuels ou une information indirecte ont pu s'établir. Seule l'étude fine du positionnement des acteurs locaux, et la mise en évidence du jeu de réseaux informels, peut permettre de bien comprendre les différences de rythmes et d'attitudes.

[219] EA, 03/1931.
[220] Avec des taux similaires dans les deux départements en 1933, ce qui montre que l'Aveyron a alors su trouver la capacité de combler rapidement son retard

1 - En Aveyron : pionniers « nationaux » contre « autonomistes »

En Aveyron, les principaux promoteurs et soutiens de la spécialisation de l'Action catholique masculine ont été, au départ, les deux nouveaux responsables de l'ACJF locale : Pierre Guibert[221], son président à compter de 1929, et surtout l'abbé Mendigal, qui était devenu à 33 ans, en 1925, l'aumônier des œuvres masculines. Pierre Guibert est un urbain, avoué à Rodez, plus tard journaliste, fils de Me Guibert, notaire, qui fut l'un des pionniers de l'ACJF en Rouergue. Il est, de ce fait, très introduit dans le réseau des premiers responsables de l'organisation[222]. L'abbé Mendigal jouit d'un caractère « marqué ». « Ses actions étaient à sa manière un peu percutantes, parfois (...). Il fait choc : il est incisif, très direct et très franc, il peut surprendre parfois, mais on l'écoute et on le lit, et il pénètre les âmes », rapporte son nécrologue dans la *Semaine religieuse* de Rodez. « Ce conservateur profondément attaché à la tradition fit figure de révolutionnaire (...). Bouleversant le style, il stimulait la réflexion toujours nourrie aux sources évangéliques », lisait-on dans *Le Monde,* de même, lors de son décès[223]. Contrairement à la majorité des prêtres aveyronnais, il n'est pas issu d'un milieu rural[224]. Ordonné en 1921, il a été vicaire quelques mois seulement en milieu rural, puis plusieurs années dans des paroisses urbaines à forte concentration ouvrière[225], ce qui a pu le rendre sensible aux thèmes et méthodes développés par la JOC naissante. Il l'aurait abordée dès 1927[226], soit un an seulement après le début de son expérimentation en France[227]. Nouant rapidement des liens avec les premiers responsables nationaux de la JOC, il fut en outre remarqué pour son ardeur par l'abbé Verdier lors du congrès diocésain de juin 1929[228]. Le contact était ainsi établi entre le futur archevêque de Paris, futur responsable de l'organisation de l'Action catholique en France et proche des ruraux par ses origines rouergates, et ce

[221] Pierre Guibert a présidé l'ACJF aveyronnaise de 1929 à novembre 1936.
[222] Me Henry Bonnafé (1873-1956), premier président de l'ACJF aveyronnaise (avocat à Rodez, issu d'une famille bourgeoise, c'est un urbain, comme Pierre Guibert. Mais quelques attaches familiales avec le monde rural demeurent, et selon J.-F. Hortholan, [mém. cit., p.39] il a été l'un des initiateurs, aux côtés de Maurice Anglade, du Plateau central. Longtemps conseil de l'évêché, il fut l'un des initiateurs de la Ligue des catholiques du Rouergue). Son successeur le Dr Périé, haut responsable du Plateau central. Plus encore Louis Serin (1873-1938) et le chanoine Touzéry, lesquels tiennent en quelque sorte le pouvoir de la presse catholique, dirigeant le quotidien départemental *L'Union des catholiques du Rouergue*, et sont pareillement impliqués dans la Ligue des catholiques du Rouergue. Enfin, l'abbé Codis, pionnier des EAC dans le diocèse, qui dirige comme aumônier le Secrétariat social.
[223] Cité dans la Semaine religieuse du diocèse de Rodez, 1974.
[224] Fils d'un officier originaire de Capdenac, une petite ville de cheminots, nœud ferroviaire dans l'ouest de l'Aveyron, il est né à Caen et a fait ses premières années de séminaire au Mans.
[225] Viviez, dans la banlieue de Decazeville, soit le bassin houiller ; puis St-François à Millau, ville de ganterie.
[226] Hortholan, J.-F., mém. cité, p.80 et 83.
[227] *Cf.* Launay, Michel, Pierrard, Pierre, Trempé, Rolande, *La JOC, regards d'historiens*, Paris, Ed. ouvrières, 1984, p.23 et suiv., « La JOC dans son premier développement »
[228] *Semaine religieuse du diocèse de Rodez*, 1974 : notice nécrologique de l'abbé Mendigal.

directeur des œuvres masculines aveyronnaises, proche des ouvriers et pionnier de la spécialisation…

Dès 1928, le conseil diocésain, à son instigation, avait en effet décidé de proposer la JOC aux groupes ouvriers[229]. Dès février 1929, le comité départemental prend acte de la décision arrêtée en janvier par les instances nationales de l'ACJF, en présence de l'abbé Mendigal[230], d'étendre aux étudiants *et aux ruraux* l'orientation vers la spécialisation. Cette précocité dans la formalisation locale des décisions témoigne déjà d'une bonne liaison avec le national. Elle prolonge l'habitude aveyronnaise d'offrir un écho précoce aux initiatives des instances catholiques, à défaut de leur permettre un développement prononcé, dans un premier temps du moins. En outre, le comité n'entre pas dans un débat passionné sur la spécialisation, ce qui peut laisser penser qu'il présente une certaine cohérence, qu'il est composé de membres « sur la même ligne » que son président et l'aumônier.

Or, l'origine urbaine de la plupart des animateurs de la spécialisation pionnière en Aveyron, est allée de pair avec l'effacement déjà évoqué de ceux qui avaient porté les premières expérimentations restreintes de « spécialisation agricole » de fait. Le groupe initiateur manque donc de relais en milieu rural, pour appuyer efficacement des expérimentations jacistes pionnières. Certes, fin 1929, René Maillebuau, un jeune agriculteur de St-Julien-d'Empare, près de Capdenac, est présenté comme le correspondant de la JAC en Aveyron[231]. Or, il est troublant de constater qu'il est originaire de la seule commune rurale où ait exercé, quelques mois seulement, l'abbé Mendigal. Même sans preuve formelle, cela crée de fortes présomptions dans le sens d'un recrutement effectué par l'aumônier diocésain. Pressé sans doute par la JAC nationale de lui trouver un délégué local, mais connaissant mal le milieu rural, il aura vraisemblablement fait appel à l'un des rares jeunes ruraux avec qui il était en contact... Ce choix n'était pas forcément le plus judicieux : passé décembre 1929, René Maillebuau ne se manifeste plus. Les premières marques d'adhésion institutionnelle à la JAC sont très superficielles. Dans *Jeune Rouergue,* la rubrique « Coin des jeunes ruraux » devient dès décembre 1929 la « Page JAC », avant de devenir cinq mois plus tard, face au *statu quo* constaté, la « Page des jeunes ruraux ». Néanmoins, la promotion du manuel jaciste y est assurée[232]. De longs articles expliquent la nature de la JAC[233], la méthode de travail, « voir-juger-agir », s'appuyant sur des enquêtes. Dans cette perspective sont proposés, en

[229] JR 01/02/28, et Hortholan, J.-F., mém. cit., p. 77-78.
[230] JR 01/03/1929
[231] JR 15/12/1929. Hortholan, J.-F., mém. cité, p. 81. Lors du conseil diocésain de l'ACJF en décembre 1929, René Maillebuau expose les fondements et les objectifs de la JAC. Lui qui n'était pas jusqu'alors une des figures de l'ACJF aveyronnaise, intègre à l'issue du conseil son comité départemental, au titre de la JAC.
[232] JR 10/1930.
[233] Début 1930 ; mi-1931.

1930 et 1931, des questionnaires sur l'esprit d'initiative, sur la vie religieuse et morale, sur l'action sociale et les loisirs à la campagne, sur l'exode rural… La notion de « militant »[234] est mise en avant[235] : chez lui, comme chez le « chef » d'ACJF, une vie intérieure intense va toujours de soi, ainsi que la participation à des retraites et récollections ; mais au départ, un « minimum de vie religieuse » peut suffire. La figure du vertueux cède la pas à celle du serviteur ; l'autorité par la confiance et l'amitié doit l'emporter sur les anathèmes. Bref, la relation envisagée est beaucoup plus « horizontale » qu'auparavant. Et conformément aux préceptes de l'encyclique *Quadragesimo anno* de 1931, il ne faut « plus s'enfermer dans le dilemme élite/masse ». Ou plutôt, si élite il doit y avoir, elle doit émerger au sein de chaque milieu socio-professionnel.

Néanmoins, ce n'est pas parce que des groupes pionniers ont eu précocement une idée précise de ce à quoi correspondrait une pratique jaciste rigoureuse, qu'ils l'ont adopté immédiatement, dans ses aspects organisationnels précis. Les « enquêtes », tout comme la séparation entre « militants », « membres » et « sympathisants », ne trouvent pas pour l'heure d'application notable. Cette mise en contact plus précoce avec les exigences idéales de la JAC est peut-être le signe d'une pratique plus institutionnelle, hiérarchique et réglementaire des organisations catholiques. Il est possible qu'elle contribue, en dressant tout un ensemble d'exigences, à retarder soit l'engagement de groupes sur le chemin de la JAC, soit l'acceptation de principe d'une spécialisation. La perception trop rigide et radicale qui peut en découler, peut aussi contribuer à susciter ou à renforcer des oppositions à la spécialisation, tant par principe que par conservatisme.

Or, la caractéristique de l'Aveyron est justement l'existence, dans cette période pionnière, d'un fort pôle d'opposants à la spécialisation des organisations de jeunesse catholiques. Un pôle organisé de façon assez compacte autour de l'aumônier de la jeunesse féminine, le chanoine Carnus[236]. A en croire le témoignage de Gabrielle Bonnefous, « ce qui était bien pour la Belgique ou les régions à forte densité industrielle [les méthodes de la JOC d'apostolat par le semblable], ne [lui] paraissait pas aussi utile pour notre *Aveyron à la population plus morcelée et moins déchristianisée*. Le chanoine Carnus fut très réticent, voyant poindre une *amorce de « lutte des classes »* et l'effritement de cette amitié entre jeunes de tous milieux qui était caractéristique et richesse de la JFCA. (...) Le chanoine Carnus

[234] Qui supplante « chef ».
[235] JR 03/1931.
[236] La question de la spécialisation était en effet à l'ordre du jour aussi au sein de la jeunesse féminine, depuis la naissance de la JOCF en 1928 (*cf.* Richou, F., *La Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). Genèse d'une jeunesse militante*, Paris, L'Harmattan, 1997, 240 p.).

redoutait aussi qu'en s'enfonçant dans la recherche – normale – de meilleures conditions de vie, les mouvements spécialisés ne laissent *s'affadir l'influx spirituel* »[237]. On pourrait y ajouter, car on les a vues à l'œuvre dans l'élaboration de son projet national de JFCF (Jeunesse féminine catholique française), ses réticences à l'égard de l'ingérence d'organisations extérieures dans la détermination d'une politique diocésaine en matière d'œuvres. Ce qui compte aussi à ses yeux, en terre de chrétienté, c'est la structuration de l'organisation, qui doit lui donner sa puissance : multiplier les réunions cantonales, d'y repérer et d'y recruter « les jeunes susceptibles de composer les membres des comités cantonaux devant servir d'intermédiaire entre la masse et le comité départemental ». Miser en premier lieu sur un changement des méthodes de travail, et prendre en compte les particularités du milieu socio-professionnel, cela semble en revanche lui paraître illusoire[238].

Or, auprès des autorités de l'évêché, le chanoine Carnus est particulièrement apprécié, du fait de sa réussite dans l'organisation de la jeunesse catholique. Cette réussite est même en train d'essaimer à l'extérieur depuis quelques années, par la fondation d'unions diocésaines « parrainées » par lui, et adoptant les statuts et méthodes de la Jeunesse féminine catholique aveyronnaise[239], ce qui lui confère une aura et une légitimité supplémentaires. D'autre part, il faut être conscient de son influence probable sur une bonne part du clergé, notamment les plus anciens : les deux tiers des paroisses étaient dotés de groupes de Jeunesse féminine (contre moins d'un sixième pour la jeunesse masculine), ce qui pouvait faire autant de curés ou vicaires prêts à suivre les positions du chanoine Carnus. Toujours est-il que la nouvelle structuration en branches qui s'esquissait, n'apparaissait guère justifiée aux yeux de nombre d'ecclésiastiques aveyronnais, si l'on en croit le témoignage du futur cardinal Marty, alors séminariste à Rodez : « D'aucuns ne percevaient pas pourquoi des catholiques devaient s'intéresser, par exemple, aux conditions de travail. Ils ne faisaient pas le lien entre l'évangélisation et la lutte pour une vie plus humaine »[240]. L'opposition à la spécialisation outrepassait ainsi les limites de la jeunesse féminine, pour se retrouver chez les relais locaux de l'ACJF. Lors du conseil départemental de décembre 1929[241], « la JOC est toujours sur le

[237] Bonnefous, G., *Monographie de la Jeunesse féminine catholique aveyronnaise*, *op. cit.*, p.14-15. C'est nous qui soulignons.
[238] JR 01/11/1932.
[239] Jacqueline Roux, *op. cit.,* p.143-160.
[240] Marty, cardinal François, *Chronique vécue de l'Eglise de France*, Paris, Le Centurion, 1981 (2e éd.), p.32.
[241] JR 15/12/1929. En présence du Père Corbillé, l'aumônier général de l'ACJF. Il est vrai que « les orientations actuelles de l'ACJF » sont le thème d'étude pour l'année 1929-30. Mais la venue d'une telle personnalité, qui peut s'expliquer de multiples façons, par les liens entretenus par Mendigal tant avec la JOC, qu'avec Mgr Verdier désormais archevêque de Paris, ou tout simplement l'ACJF, a des chances de ne pas être innocente.

tapis[242]. Partisans et adversaires s'affrontent, à tel point qu'à certains moments, il devient presque impossible de se faire entendre »[243]. L'affrontement porte apparemment sur le risque de rupture de l'unité de l'ACJF, et partant de là, de sa disparition[244]. C'est bien là ce qui semble avoir été la principale peur, au départ[245]. Et en 1931, face à la montée apparemment inéluctable de la spécialisation au sein des instances nationales, certains – les « jeunes anciens surtout », qui « réfléchissent trop »[246], le clergé proche de l'abbé Carnus – envisageaient même une solution « autonomiste » : « on me dit parfois : ''Pourquoi maintenir le contact avec Paris ? Est-ce que Paris peut connaître les problèmes qui se posent dans le Rouergue ?'' »[247]. Cette velléité d'autonomie, qui romprait finalement l'unité de l'ACJF réclamée pourtant haut et fort jusque là, montre sans doute que les raisons du refus étaient plus profondes : elles renvoyaient à la peur de se voir dessaisi d'une liberté d'action locale, ou à l'idée que la rechristianisation n'était pas à l'ordre du jour dans un bastion chrétien comme le Rouergue[248]. Cela posait les limites géographiques et culturelles du projet de « spécialisation » de l'Action catholique.

---

[242] Pas de débat sur la JAC, en revanche, alors qu'elle est pourtant présentée : sans doute, en fait, parce qu'elle ne peut faire état d'aucune expérimentation locale, et parce qu'elle n'a guère de défenseurs, comme l'a montré le caractère artificiel du recours à René Maillebuau.

[243] A la fin de la discussion, « le Père Corbillé se lève. Il va faire ''le point''. Il dit pourquoi il a fait sienne l'idée de la JOC, et les résultats déjà acquis qui permettent de bien augurer de ce mouvement ». Deux angles d'attaque, donc. D'abord, face aux anciens, qu'il ne faut pas brusquer, il montre qu'un autre ancien, lui-même, a pu être de même sceptique au départ. Ensuite, sa conversion ne s'est pas fondée sur des considérations théoriques ou idéologiques, mais sur une observation très pragmatique, censée sans doute être efficace dans un département rural où l'on devrait plutôt être sensible à l'attention portée à des aspects concrets.

[244] Le compte rendu conclut en effet : « au fond, tout le problème est une question d'entente, de collaboration obstinée (...). Elle se fera, pourvu que chacun y mette du sien et travaille avec la volonté de réaliser une collaboration plus utile que les récriminations ».

[245] En janvier, le groupe Notre-Dame de Millau avait protesté contre la place prise par les rubriques des mouvements dans *Jeune Rouergue*, au détriment des articles de formation générale (JR 15/01/1929). L'abbé Mendigal faisait amende honorable, reconnaissant être allé peut-être un peu trop loin. Même type de critique reçue au journal en novembre, mais cette fois-ci, Mendigal a plus de fougue, et rétorque que la formule actuelle de son bulletin est conforme aux orientations nationales (JR 15/11/1929). Les éditoriaux de Guibert, de même, contiennent plusieurs fois des contre-argumentations visant à démontrer que la spécialisation n'est pas l'ennemie de l'unité de l'ACJF, montrant qu'il s'agissait bien là d'une préoccupation majeure (JR 01/11/1929, par exemple), partagée, d'ailleurs, au niveau national, en cette année d'amorce de généralisation de la spécialisation. Le conseil fédéral de janvier 1929, qui prend cette décision, entend « veiller à réaliser la liaison entre dirigeants des mouvements spécialisés » à organiser (JR 15/02/1929) ; mais la situation semble légèrement différente dès l'année qui suit (JR 15/02/30) : au conseil fédéral de janvier 1930, c'est sur la définition de « masse » que se greffe une « discussion houleuse ». En juillet 1930, on relève bien dans *Jeune Rouergue*, mais dans un article du président et de l'aumônier nationaux, une allusion à la crainte de certains évêques de se voir imposer contre leur volonté la spécialisation, ce qui selon eux n'a pas lieu d'être. En mai 1931, un autre article national reproduit, nie le risque d'encouragement à l'esprit de classe, et par ce biais à la lutte des classes. Mais en Aveyron, c'est le maintien de l'unité qui demeure le thème quasi unique des contre-argumentations défendant la spécialisation.

[246] JR 15/12/1931 ; 01/02/1931.

[247] Abbé Mendigal, JR 11/1931.

[248] Contre-argument suggéré par le développement de l'éditorial du 15 décembre 1931.

Quant à l'évêque, Mgr Challiol, c'est sans doute à tort que certains travaux l'ont présenté comme un adversaire résolu de la spécialisation[249]. Certes, son discours, dans les premiers temps surtout, demeure assez ambigu[250]. Mais le témoignage mesuré du cardinal Marty rend sans doute assez bien l'état d'esprit de Mgr Challiol. A une question sur son évêque « pas particulièrement chaud pour la JOC », il répond : « Oui, mais [il] a laissé faire la JOC comme une expérience. Il avait le souci de sauvegarder ce qui existait déjà, surtout les œuvres d'adultes comme la Fédération nationale des hommes catholiques (…). Il avait aussi la préoccupation de l'ACJF et surtout [du] mouvement diocésain de jeunes filles auquel il tenait beaucoup (…). Elles étaient des milliers et pour le diocèse c'était important. (…) Il y avait certainement chez cet évêque un désir d'accepter l'Action catholique spécialisée qui naissait dans le monde ouvrier. Il admettait qu'on s'efforce d'atteindre ceux que les œuvres traditionnelles n'atteignaient pas, mais il voulait que cela ne porte pas tort aux mouvements diocésains »[251]. En quelque sorte, préserver ce qui fonctionne, et accepter de modifier ce qui ne paraît pas encore assez développé… Et en même temps, pour l'évêque, éviter d'affronter ouvertement l'un des deux pôles, dont il a pareillement besoin pour assurer la prospérité des œuvres diocésaines[252].

*

Dans un premier temps, les partisans de la spécialisation, conscients de leur faiblesse, ont adopté en général la stratégie du profil bas. Nous avons évoqué le reproduction dans la *Page des jeunes ruraux*, d'articles de présentation générale de la JAC. Il faut dire aussi que, pour détaillés qu'ils soient, ils demeurent rares. Dans les comptes-rendus de réunions cantonales ou d'arrondissement, on ne relève pas d'allusion claire à la spécialisation rurale et à la JAC comme mouvement. L'abbé Mendigal, en 1931, a parlé rétrospectivement de « lutte terrible et presque stérile (...) soutenue pendant trois ans » pour implanter la JOC, de la

[249] R. Stosse, mém. cité, *passim.* ; Hortholan, J.-F., mém. cité, p.82, est néanmoins plus nuancé.
[250] A l'issue du conseil départemental de décembre 1929, « il nous félicite du travail accompli et de notre amour ardent pour notre chère ACJF, et dont notre discussion est elle-même une preuve éclatante. Car on ne discute pas si rudement quand on n'aime pas son groupe. (...) Après la rude période des semailles et des adaptations, les militants des divers mouvements verront se lever l'aurore des splendides réalités préparées par leurs sacrifices de chaque jour » (JR 15/12/1929).
[251] Marty, card. F., *op. cit*, *Chronique vécue de l'Eglise de France*, Paris, Le Centurion, 1981 (2e éd.), p.31-32.
[252] On pourrait ajouter le témoignage de l'abbé Mendigal cité par J.-F. Hortholan : « Sa Grandeur était déjà au courant des travaux de la Ligue, mais ses rapports avec les œuvres de jeunesse avaient quelque chose de plus distant, de plus officiel. N'assistant guère qu'à des manifestations de grande envergure ou à des rencontres longuement et savamment préparées, Mgr se trouvait un peu dans l'ignorance de la vie intime de ces œuvres, de leurs besoins, de leurs désirs ». En avril 1931, au congrès national de l'ACJF à Lourdes, la position de Mgr Challiol reste toujours prudente, en demi-teinte. Alors qu'il célèbre et prêche la première messe du congrès national, il ne peut esquiver la spécialisation, mais « il invite [les congressistes] à méditer sur les sentiments que Jésus éprouva au long de sa vie terrestre pour qu'il les accorde à leurs prières : (...) fraternité entre eux pour qu'ils soient unis dans la diversité de leurs situations, de leurs préoccupations, de leurs mouvements spécialisés, comme le Père et le Fils étaient un » : toujours la même crainte de l'atomisation... (JR 01/05/1931).

« conspiration du silence » autour du mouvement naissant, de l'absence de réponse aux lettres adressées à propos de celui-ci au clergé[253]. Cette période semble ainsi être celle d'un *statu quo* : le principe de spécialisation est adopté par les responsables diocésains de l'ACJF, mais ils ont du mal à l'instaurer, *a fortiori* dans le monde rural. Que ce soit par défaut de reconnaissance officielle claire de l'évêque, ou par manque de relais locaux convaincus, la spécialisation peine à se répandre. Il y a une résistance forte, d'où la discrétion des responsables de l'ACJF sur le sujet dans les réunions publiques cantonales ou diocésaines[254]. Or pour la JOC, l'idée de spécialisation pouvait encore paraître justifiée, car il s'agissait clairement de pénétrer des populations qui s'étaient éloignées de l'Eglise. Mais pour le monde rural encore largement christianisé, la justification d'une « spécialisation » devait apparaître bien moins évidente[255].

Le changement de ton de l'abbé Mendigal est radical, à partir de l'automne 1931. En octobre, il livre un vibrant plaidoyer en faveur de la JOC. En novembre, il attaque violemment les « autonomistes » : « En résistant au mouvement de rénovation qui soulève toute l'ACJF, nous sommes en train, purement et simplement, de nous suicider. (…) [Selon le communiqué du dernier comité général,] désormais (...) ne compteront plus dans l'ACJF que les groupes qui auront demandé leur affiliation, – affiliation pure et simple s'il s'agit de JOC, de JAC, ou de JEC – ré-affiliation s'il s'agit de groupes non spécialisés (nouvelle JC [Jeunesse

---

[253] *Ibid. :* JR 15/10/1931.

[254] Au congrès des œuvres diocésaines, réuni du 12 au 16 juin, grand moment d'affirmation de la force du catholicisme aveyronnais (JR 01/07/1929 ; une estimation parle de cinq à six mille personnes à l'extérieur de la cathédrale lors de la messe du congrès, la Lozère et le Tarn, mais aussi le Cantal, ont envoyé des délégués) Pierre Guibert dans son discours sur l'ACJF évoque certes, en masquant (ou cherchant à éviter) tout débat, l'orientation générale vers la spécialisation, citant la JAC dans l'exposé des grandes données nationales, alors qu'elle n'a que trois mois d'existence officieuse. Mais, en tout, cela représente moins de 10 % du discours, dans une petite séance sans prestige, sur le principal sujet d'actualité pour l'ACJF ; pourtant, le prétexte de l'état des lieux national a néanmoins permis d'en parler. Quant à l'abbé Mendigal, il déclare vouloir développer la Croisade eucharistique, présentée comme un moyen de « sauver [ses] camarades proches, (...) d'école, d'atelier, de village... », triade qui rappelle, mais sans la nommer, celle des mouvements spécialisés... – Lors de la réunion de la jeunesse masculine aveyronnaise à Lourdes à l'occasion du congrès national de l'ACJF, en avril 1931 (JR 01/05/1931 ; la délégation rouergate représente près de 7 % des congressistes, ce qui la place en première position), Pierre Guibert, de même, cite les mouvements spécialisés, auxquels il adjoint la JC, future JIC, à laquelle il est demandé de se tourner de même vers la conquête ; mais l'essentiel de son discours porte de façon plus consensuelle sur l'apostolat. Quant à l'abbé Mendigal, il n'emploie pas le mot « spécialisation », ne cite aucun des mouvements, et ne parle pas explicitement de la prise en compte des aspects professionnels du milieu. Il préfère insister sur les nouvelles méthodes et leur mise en œuvre : découvrir des entraîneurs, les former par l'étude au moyen d'enquêtes et par la piété, afin qu'ils puissent agir pour rechristianiser la masse. Parallèlement, en 1930 et 1931, dans le bulletin *Jeune Rouergue*, la JAC semble oubliée, ou du moins mise en sourdine...

[255] Ici, le silence de façade put toutefois aller de pair avec un travail en sous-main de repérage et de constitution de relais ecclésiastiques en milieu rural, travail qui a pu être appuyé par Mgr Verdier : en juin 1930, on le sait de passage dans sa région natale (à St-Amans-des-Cots, à quelques kilomètres à peine de sa commune natale ; il serait difficile d'imaginer qu'il ne s'y soit pas rendu, cela a tout l'air d'un « pèlerinage aux sources »...), puis, au moins à Rieupeyroux, où il réunit le groupe d'ACJF ; deux zones qui, curieusement, seront parmi les premières en 1932 à tester la JAC.

catholique]). Libre à nous de bouder dans notre coin. Mais alors, ne nous étonnons pas si, d'ici un an ou dix-huit mois, nous recevons une circulaire du comité général nous informant que (...) l'Union départementale de l'Aveyron est rayée des cadres et ne fait plus partie de l'ACJF. Et ce sera la disparition navrante d'une des plus belles « Unions » de France »[256]. La JAC (re)devient aussi une préoccupation marquée. En mai puis novembre 1931, et surtout en janvier 1932, sont publiés dans *Jeune Rouergue* trois articles importants justifiant et présentant la JAC[257]. Même retour en grâce dans les réunions[258]. La pratique des EAC est encouragée, comme un préalable à l'engagement dans la JAC[259]. Plus à l'aise au départ en milieu ouvrier, mais bien introduit auprès des instances nationales, l'abbé Mendigal a semble-t-il resserré ses liens avec la direction de la JAC, puisqu'on le retrouve de passage au siège parisien en décembre 1931. La connexion est donc désormais plus directe.

Cette montée en puissance de l'action de l'abbé Mendigal correspondait, comme en 1929, à un nouveau moment clé institutionnel, puisque par l'encyclique *Quadragesimo anno* du 15 mai 1931[260] – il y a donc bien concordance –, le pape avait reconnu et prôné la spécialisation, de même qu'à l'échelon national, à l'instigation de Mgr Verdier, était formalisée l'Action catholique française[261]. Cette légitimation institutionnelle suffit-elle à expliquer l'audace nouvelle de Mendigal ? En fait, dès juillet 1931, il a été réclamé depuis Paris[262] pour devenir aumônier général adjoint de l'ACJF[263]. L'abbé Mendigal se savait

---

[256] JR 01/11/1931. L'abbé Mendigal s'en prend encore, début 1932, aux « conceptions particularistes, forcément étriquées et anémiantes », à ceux qui « picorent » (*sic*), qui prennent la JC en rejetant le reste de la spécialisation (JR 01/01/1932).

[257] Le premier est une justification (lutter contre l'exode rural et l'individualisme), le deuxième une indication technique (questionnaire d'enquête pour démarrer une section JAC), le troisième, une présentation/définition précise : la JAC, ce qu'est n'est pas (une organisation professionnelle, l'étiquette nouvelle des œuvres catholiques « à la campagne ») et ce qu'elle est (une fraternité paysanne) ; comment la réaliser (par une organisation nationale, des sections nombreuses, la formation d'entraîneurs ou militants).

[258] C'est en novembre 1931, lors de celle de la fédération du bassin houiller, à Decazeville, où s'était modestement implantée la JOC, que l'abbé Mendigal demande si la JAC a été étudiée, n'obtenant qu'une seule réponse positive (de St-Santin, aux portes du Cantal ; JR 01/12/1931).

[259] Questionnaire d'enquête destiné à préparer le départ d'une section jaciste (JR 10/1931) : « avez-vous des militants capables d'entraîner la masse des jeunes vers les EAC, avez-vous déjà recours aux EAC, y avez-vous recours pour attirer les réfractaires ? ». Même tonalité en janvier 1932, dans un article de présentation générale de la JAC, et à la journée ACJF de Decazeville en octobre 1932, où l'abbé Escudier, aumônier de l'ACJF du Tarn-et-Garonne, vante « les EAC au service de la JAC » (JR 01/11/1932).

[260] Pour un commentaire et un élargissement, voir *L'Action catholique. Textes pontificaux classés et commentés par l'abbé Guerry*, Paris, Desclée de Bouwer, 1936, 2e éd., chap. VI.

[261] Dansette, A., *op. cit.*, p.109-112.

[262] Par l'entremise de l'aumônier général de l'ACJF, le Père Lalande, ancien aumônier régional du Sud-Ouest – JR 15/04/1932.

[263] Le jeu de l'évêque n'est pas suffisamment en retrait par rapport à Mendigal pour entériner l'hypothèse de J.-F. Hortholan (mém. cité, p.92), pour qui Mendigal aurait été volontairement écarté en raison de ses idées avancées. Le processus d'appel par Mgr Verdier d'un homme de qualité et efficace à des hautes responsabilités nationales paraît plus crédible. Mgr Challiol dit avoir opposé son veto dans un premier temps. Simple effet de style, pour lui rendre un hommage convenu ? Sans doute pas, car ce que recherchait l'évêque, c'étaient des hommes capables d'être efficaces, et d'accroître la force des œuvres du diocèse : au même titre que l'abbé Carnus pour les jeunes filles, l'abbé Mendigal pour les jeunes gens avait prouvé son mérite. L'évêque de

désormais ouvertement soutenu en haut lieu. Il avait aussi à juguler un danger qui se présentait : en cas d'acceptation de son départ, n'ayant pas préparé de second pour lui succéder, l'abbé Carnus, risquait de prendre encore plus d'ascendant.

Or, quand Mendigal quitta ses fonctions aveyronnaises en avril 1932[264], Carnus cumula la direction de l'ensemble des jeunesses catholiques, et ne fut doté d'un adjoint pour la jeunesse masculine, l'abbé Carbonnel, qu'en août. Pendant la période de transition, Pierre Guibert s'employa donc à contrer un éventuel ressaut d'influence de Carnus sur la jeunesse masculine, en contrôlant tant qu'il le pouvait, avec ses amis[265], les réunions de celle-ci. Au conseil départemental du 20 novembre 1932, il bénéficia d'un renfort de poids[266]. Mgr Challiol demanda aux participants d'« obéir aux directives qui nous viennent de haut, [d']employer les nouvelles méthodes qui sont mises en pratique et qui seules assureront la prospérité de notre Association ». La rupture est consommée. Est-ce la menace d'exclusion de l'ACJF proférée par l'abbé Mendigal, qui peut désormais la mettre à exécution depuis le poste national qu'il occupe, qui a fait fléchir l'évêque ? Toujours est-il que la spécialisation, pour la jeunesse masculine, a désormais une légitimité en Rouergue. Seul le nouvel aumônier-adjoint en charge de la jeunesse masculine, l'abbé Carbonnel, lisant apparemment un message de l'abbé Carnus, semble encore étranger à la spécialisation[267]. Et Pierre Guibert d'exulter, dans l'éditorial du numéro de *Jeune Rouergue* qui suit : « On ne discute plus maintenant l'opportunité et la nécessité de la « spécialisation ». (...) Aussi bien, je le répète, nul n'a contesté, au conseil départemental, la nécessité et l'opportunité de la spécialisation[268] ». L'Aveyron a ainsi rejoint la ligne régionale : au conseil de l'Union du Midi, deux semaines plus tard, il apparaît que la spécialisation est désormais admise partout[269].

Si ces divers jeux de pouvoir entre responsables diocésains aboutissent finalement à un redémarrage et à un entérinement de l'action en faveur de la spécialisation masculine,

---

rappeler qu'on lui devait le rétablissement de l'ACJF, l'introduction du scoutisme, de la croisade eucharistique, la mise en place des colonies de vacances, la création de la JOC et l'amorce d'organisation des mouvements spécialisés. Ceux-ci sont donc noyés dans l'ensemble de l'hommage, dans l'accumulation. Ce qui compte, c'est la masse conquise, au final : il avait « fait de notre fédération (...) une des plus florissantes (...) de France ». Mais Mgr Challiol n'avait pu résister face à Mgr Verdier, vraisemblablement à l'origine de la promotion de l'abbé Mendigal, qui mit dans la balance tout le poids de la jeune Action catholique française qu'il patronnait, et de la commission permanente des cardinaux et archevêques, pour le faire céder, en mars 1932(JR 15/04/1932).

[264] JR 15/04/1932.

[265] Bonnafé, Serin, l'abbé Codis…

[266] Mendigal est absent ; désormais, il ne sera plus très présent : le relais est pris

[267] JR 01/12/1932.

[268] Ce doit donc être difficile à croire pour certains…

[269] Voire, on note un semblant de retournement à propos de la « Jeunesse catholique » nouvelle manière (la future JIC) : les difficultés à introduire les nouvelles méthodes dans les groupes non spécialisés sont attribuées certes aux difficultés des militants à s'adapter, mais aussi à l'hétérogénéité du milieu (JR 15/12/1932).

force est de constater que ces débats ont été menés principalement par des urbains, et que le centre d'impulsion diocésain manque de relais en milieu rural. Pour la JAC, qui n'affiche encore aucune section affiliée, l'essentiel des progrès concrets sont plutôt le fait d'initiatives locales menées par quelques militants-entraîneurs isolés : comme si c'était en contournant le « centre », trop plongé dans ses conflits, que les premières boutures avaient pu prendre.

Au Nord-ouest, Marius Picarougne, qui a introduit en 1929 les EAC à St-Santin-d'Aveyron, y fait étudier la JAC dès 1931, ce qui en fait le groupe pionnier du département[270]. Peut-être la situation particulière de St-Santin, partagé entre l'Aveyron et le Cantal au milieu de la place du village, a-t-elle joué, pour faciliter l'établissement de la liaison avec Purpan[271] ? En tous les cas, les liens avec les responsables aveyronnais semblent avoir été ténus[272]. Picarougne accède à la vice-présidence de la fédération du bassin houiller en 1932, mais l'effet sur sa capacité à entraîner d'autres groupes vers la JAC demeure limité.

Le Nord-Est du département (Carladez, Aubrac) constitue à partir de 1932 un second foyer périphérique de pionniers de la JAC, avec Robert Laurens à Bars de Lacroix-Barrez et Alexis Cazes dans la région de St-Rémy-de-Montpeyroux[273]. Peut-être les articles de présentation de la JAC parus dans *Jeune Rouergue* en 1931 ont-il eu un certain impact auprès de Cazes pour le sensibiliser à la spécialisation ? Il en lit en effet des extraits… A Bars, le rôle de deux ecclésiastiques semble avoir beaucoup joué. L'abbé Albrespy, le curé, était originaire du Bassin houiller et pouvait par ce biais être en relation avec Mendigal. Plus troublant encore était le lien privilégié entretenu, nous l'avons vu en commençant, par Mgr Verdier, avec cette région dont il était originaire, et où il se rendit plusieurs fois à cette époque[274] : ici, l'influence du responsable national de l'Action catholique aurait pu jouer auprès de certains membres du clergé local[275], contournant l'influence du « centre » diocésain. Toujours est-il qu'aucune liaison ne semble pour l'instant établie avec Rodez. Or cette influence aurait tout aussi bien

---

[270] JR 01/12/1931.

[271] Même s'il n'y a pas de groupe inscrit dans les communes auvergnates les plus proches.

[272] Au moins jusqu'en novembre 1931, au cœur de l'offensive de l'abbé Mendigal. C'est alors que le contact avec lui est établi (JR 01/12/1931), mais en raison de son départ, les suites sont minimes.

[273] C'est ainsi que, fin janvier 1932 (JR 01/03/1932), selon une démarche similaire à celle des messagères de la Jeunesse féminine caatholique, A. Cazes entraîne une délégation de jeunes de St-Rémy-de-Montpeyroux et de Laguiole dans l'organisation d'une journée de propagande jaciste à Cassuéjouls, à une quinzaine de kilomètres de St Rémy et à moins d'une dizaine de Laguiole. En juin 1934, deux autres paroisses ont été gagnées : Huperlac et Soulages-Bonneval. Robert Laurens demeure plus sédentaire.

[274] Voyages repérés en juin 1930 et septembre 1932.

[275] Robert Laurens nous a exposé (sept. 1999) que c'était le curé de Bars, l'abbé Albrespy, qui l'avait sensibilisé à la JAC, ce dernier étant en conflit sur ce sujet avec le curé de Lacroix-Barrez, très réticent à l'égard de la spécialisation. Il n'a pas souvenir d'une pression de Mgr Verdier pour implanter la JAC. Pour lui, le cardinal était plutôt un recours, utilisé pour faire face à l'opposition du curé de Lacroix-Barrez. Il n'en demeure pas moins que le lien existe, troublant, et qu'une partie des relations entre le clergé et le cardinal pouvait facilement échapper à un simple militant laïc.

pu avoir joué à Rieupeyroux, visité de même par Mgr Verdier en 1930, et qui lors de l'hiver 1932 affirme s'acheminer vers la JAC et avoir par ailleurs créé un syndicat agricole local.

*

Deux tendances étaient donc combinées, en Aveyron, au tout début des années 1930, qui ont conduit les responsables nationaux à mentionner sur leur carte établissant l'état de la situation en 1931, que la JAC ne faisait qu'y « démarrer ». Des expérimentations locales et très périphériques avaient bien lieu. Mais il n'y avait pas vraiment de reconnaissance, d'appui, d'impulsion, venant des « centres de pouvoir » diocésains, eux-mêmes affectés par d'importantes tensions entre opposants et partisans de la spécialisation. Dans l'étude des processus d'implantation du mouvement, il est instructif de repérer l'existence de ces stratégies de « contournement ». Face à des résistances de principe, ou simplement face à la faiblesse des réseaux reliant entre eux les responsables urbains et ruraux, la connaissance du mouvement a pu transiter par des réseaux parallèles, négligeant les instances officielles, voire, en l'absence de tout réseau, simplement par la presse catholique, via la propagande sur le mouvement qu'elle pouvait diffuser à l'occasion. Il faut abandonner toute idée de diffusion par simple capillarité (puisqu'il y a des « obstacles » à contourner, des connexions entre voisins qui n'existent pas) ou par simple effet de répercussion d'une décision centrale selon la voie hiérarchique.

2 – Dans le Cantal : un certain « attentisme »

Dans le Cantal, la première allusion à la JAC repérable dans le bulletin de la jeunesse catholique, *Jeunes Arvernes*, date de janvier 1930, à la suite de la présentation qui en avait été faite en décembre, aux aumôniers de jeunesse catholique, par le Père Corbillé, visiblement en tournée d'explication dans le Sud-Massif central[276]. Il y a donc une certaine concordance avec la chronologie relevée en Aveyron.

Néanmoins, jusqu'en 1932, deux réseaux d'influence ont été apparemment à la source d'un certain retard dans l'adoption de la spécialisation masculine, sans pour autant s'y opposer outre mesure.

Il s'agit, d'abord, du réseau qui avait émergé autour de Robert Garric[277]. Le fondateur des Equipes sociales, d'origine aurillacoise, joue en effet un rôle actif au sein de la jeunesse

[276] JA 01/1930.

[277] La thèse attendue de P. Bousseyroux sur Robert Garric permettra sans aucun doute de mieux préciser ces divers aspects, qu'on ne peut qu'esquisser pour le moment.

catholique du Cantal au moins jusqu'en 1933, soit peu avant son départ pour le Brésil[278]. Son ascendant paraît sensible, au départ, sur les principaux responsables de la jeunesse catholique, principalement localisés dans la région d'Aurillac[279] alors que l'évêque se trouve à Saint-Flour. Outre le parrainage des trois équipes sociales cantaliennes[280], il intervient fréquemment au cercle St-Géraud[281], dès 1921 et au moins jusqu'en 1931. Il participe d'autre part à l'enseignement donné dans les semaines rurales, en 1928 et en 1932, ou encore, la même année, au congrès-concours (de pommes de terre) de Murat[282]. L'abbé Bompard surtout, directeur diocésain des œuvres de 1924 à 1939, est très lié à lui[283]. Or, l'influence de ce dernier sur la jeunesse masculine catholique cantalienne est alors majeure[284]. D'autres ecclésiastiques de la région d'Aurillac, qui joueront un rôle essentiel dans la conduite de la jeunesse catholique au cours de la décennie, lui sont aussi liés[285]. Or, l'idée qu'avait Garric de « prolonger la fraternité des tranchées entre bourgeois et gens du peuple dans une œuvre d'interéducation populaire, les uns donnant aux autres leur culture, les autres leur rendant leur expérience »[286] a pu gêner au départ l'assimilation du message sur la spécialisation par milieux, qui pouvait être perçue comme renvoyant chacun strictement dans sa catégorie socio-professionnelle. Ainsi, l'abbé Bompard, s'il ne plaide pas, même au départ, contre la

---

[278] Bousseyroux, P., « Garric (Robert) », et Martinière, G., « Brésil dans les années 30 », in Julliard, J. et Winock, M. (dir.) *Dictionnaire des intellectuels français*, Paris, Seuil, 1996, 1259 p. : p. 184-185 et 525-526. *Cf.* aussi le numéro d'hommage de la *Revue de la Haute-Auvergne,* 1968.

[279] Le Dr Jalenques, président de l'ACJF diocésaine jusqu'au début de l'année 1934, s'il a fréquenté Garric, n'était apparemment pas très lié avec lui, mais il l'était avec l'abbé Bompard, et en outre, il est très fréquemment secondé, lors de rencontres importantes, par Claude Brousse, le président du cercle St-Géraud, qui renforce ainsi le poids du réseau Garric chez les laïcs, auprès du Dr Jalenques qui se situe à sa marge.

[280] P. Bousseyroux, « Les équipes sociales en Auvergne : un militantisme original », *Siècles*, n°8, 1998, p.10 : deux équipes à Aurillac (une masculine, une féminine), et une à Cheylade.

[281] A. Beaufrère, « Robert Garric et les cercles d'Aurillac », *RHA*, 1968, p.133-137. P. Bousseyroux, art. cité, p.10, prétend que nous avons « étudié » ce cercle, et que nous l'assimilons trop hâtivement à une équipe sociale. Or, à notre souvenance, nous n'avions jamais rien écrit sur ce cercle jusqu'à ce jour...

[282] Mention des interventions dans *Jeunes Arvernes.*

[283] A. Beaufrère, art. cité. L'abbé Bompard, se situe aussi dans la sensibilité de Garric par sa préoccupation pour les questions d'éducation, notamment populaire : ses éditoriaux dans *Les Jeunes Arvernes* sont des appels continus à acquérir, grâce aux cercles, une culture large, aussi bien en terme de connaissances professionnelles, techniques, que sur la littérature, l'histoire, l'économie, les rapports de force dans le monde..., afin de savoir dans quel environnement on vit, et d'y agir plus efficacement en toute connaissance de cause, en citoyen responsable Quelques exemples : JA 05/1928 (« Après les élections ») ; 04/1930 (« Etudions l'histoire »), 05/1930 (étudier la question sociale) ; 05/1930 (« La culture littéraire ») ; 07/1930 (« Notre culture religieuse ») ; janvier 1932 (« Etudions ! »)... Cette sensibilité peut être repérée de même dans les conseils et consignes à la branche féminine : EA 04/1931, 05/1935..., par exemple.

[284] Dans la première moitié de la décennie, sa présence aux réunions est maximale (autour de la moitié), son rôle étant plus modeste auprès de la Jeunesse féminine dont il a statutairement la charge : il n'est signalé que dans 1/8^{e} des réunions qui la concernent, entre 1931 et 1938.

[285] E . Joubert, ordonné en 1932, futur aumônier de la jeunesse féminine, vice-président du cercle St-Géraud « parrainé » par Garric, ou encore l'abbé Bruel, curé de St-Simon, aumônier de la deuxième section JACF du diocèse (Coll., *Curé de campagne, semeur de joie, l'abbé Bruel (1879-1958)*, Aurillac, éd. Gerbert, 1969, 70 p.)

[286] P. Bousseyroux, « Les équipes sociales en Auvergne… », art. cité, p.7.

spécialisation[287] n'apparaît pas non plus comme son partisan enthousiaste[288], craignant qu'elle n'aille contre l'« union des classes sociales »[289] : « Plus nous sommes différents, *disait Garric*, plus nous devons chercher à nous rapprocher pour mieux nous connaître... Notre force sera faite de la collaboration de nos activités différentes », écrit-il encore en février 1933[290]. Certes, l'« union des classes » pouvait tout aussi bien renvoyer à *Rerum novarum*. Il n'empêche que la référence doctrinale à Garric par l'abbé Bompard est explicite, et que l'on peut du coup voir là une source importante de ce positionnement. Mais il convient aussi de noter que les réticences manifestées n'ont pas débouché sur une opposition marquée : en 1931, après une intervention du Père Lalande, aumônier général de l'ACJF, en faveur de la spécialisation, les applaudissements sont « longs et vigoureux », selon le compte-rendu, ce qui tendrait à prouver soit que les réticences ont été jugulées, soit qu'elles n'étaient pas très manifestes chez une majorité de l'assistance. Et Garric lui-même, finalement rallié, a été l'un des premiers à venir parler de la JOC et de la JEC, au cercle St-Géraud en 1931. Et en 1932, au cercle de ND-aux-Neiges, il expose les expériences belges, dont on sait qu'elles ont inspiré la spécialisation[291].

Un deuxième réseau d'influence, composé essentiellement d'aumôniers locaux, a pu contribuer d'une autre manière à retarder l'adoption de la spécialisation à la campagne, tout en préparant son arrivée par le recours à des actions profanes directement liées au milieu agricole.

---

[287] Son nécrologue a en effet parlé de son « affabilité », de son « esprit de compréhension et de conciliation » (SC 25/01/1962).

[288] JA 02/1930. De retour du comité fédéral de l'ACJF, il l'évoque surtout comme information, reprenant visiblement l'argumentaire national sans y ajouter une fougue personnelle : « méthodiquement ramener les masses égarées dans les ténèbres et les impasses du matérialisme, vers les lumières et la vie de l'Evangile »

[289] En 1931, lors d'une session de la JFCC, il déclare que « nos jeunes chrétiennes, à quelque classe sociale qu'elles appartiennent, ne veulent plus rester isolées, ni étrangères les unes aux autres. Ouvrières, employées, étudiantes, rurales ou citadines, elles mettront en commun dans une action concertée, leur amour de l'Eglise et du pays... » (EA, 05/1933. P. Bousseyroux, art. cité, p. 17, qui pourtant nous cite, situe injustement cette citation dans le cadre d'une session jaciste [or à l'époque où elle est prononcée, il faudra encore attendre trois ans pour que la JACF apparaisse dans le Cantal !], et en outre l'interprète de façon erronée, puisqu'il la voit comme un quitus donné à la marche vers la spécialisation !). A l'automne 1932, il se réjouit de la présence commune de citadins et ruraux au congrès-concours de l'ACJF diocésaine : « cela veut dire surtout qu'il y a chez nous entre la jeunesse rurale et la jeunesse citadine collaboration intime et parfaite conscience qu'entre les fils d'un même pays il ne saurait y avoir divergence de préoccupations et d'intérêts. Elles ont résolu de mettre en commun leurs efforts et le résultat de ces efforts pour le bien de tous et de chacun ».

[290] JA, éditorial, 02/1933. Laïc de la même sphère d'influence, Claude Brousse reprend approximativement les mêmes arguments (au congrès de Mauriac, 02/08/1931, JA 09-10/1931) ; voir aussi JA 11/1932, au congrès de Murat). On les retrouve quand, en mai 1931, le RP Lalande, aumônier général de l'ACJF, vient parler de la spécialisation : « contre ce nouveau plan d'action, beaucoup d'anciens se sont dressés. ils ont observé que cette spécialisation entraînerait la lutte des classes et que le système de la fusion répondait mieux à la doctrine chrétienne » (JA 07-08/1931).

[291] JA dépouillement des années 1931 et 1932.

Il s'agit de plusieurs prêtres ruraux qui ont été plus particulièrement à l'origine de l'implication de la jeunesse catholique cantalienne dans l'action agricole que nous avons étudiée plus haut. Ils sont les relais du Père Barjallé, de Purpan, et constituent un vrai pôle permanent d'influence auprès de la jeunesse catholique du diocèse, alors qu'en Aveyron, leur pendant, l'abbé Pelou, s'était éclipsé dès 1929. Il s'agit en premier lieu de l'abbé Chanson, curé de Laveissière[292], principal artisan du lancement des EAC dans le Cantal dans les années 1920[293], de l'abbé Bourbouze à Thiézac, de l'abbé Plantecoste[294] à St-Santin-Cantalès[295]. Situés géographiquement assez loin du centre d'impulsion diocésain de la jeunesse catholique, centré sur Aurillac, ils semblent sans liens explicites avec Garric[296], et davantage en relation avec l'évêque[297]. Or, leur pratique d'une « spécialisation de fait », et peut-être aussi, comme nous l'avons déjà esquissé, leur travail d'appropriation locale du modèle proposé par Purpan, peuvent avoir retardé la spécialisation institutionnelle. Ainsi, lors de la réunion des aumôniers, en décembre 1929, où le Père Corbillé vint présenter la JAC, la conclusion fut de renforcer les EAC, non de tenter de mettre en œuvre la « spécialisation » en milieu rural[298]. En effet, le Père Barjallé, tout en manifestant son intérêt pour la JAC, attendait, avant de donner son aval, de voir confirmé le maintien en leur sein des EAC, nécessaires à ses yeux pour « donner aux jeunes paysans [une formation] complète » et « amorce[r] les jeunes que la JAC ne prendrait pas »[299]. La pratique « eaciste » avait précédé l'engagement dans la JAC, s'inscrivant donc dans une logique qui lui était au départ étrangère. Mais, alors qu'en Aveyron, l'éclipse précoce de l'équipe des premiers promoteurs, ainsi que le taux de pénétration limité, avaient conduit à associer promotion nouvelle des EAC et promotion de la JAC, dans le Cantal en revanche, les EAC ayant fini par constituer la vraie norme de la grande majorité des groupes ruraux de jeunesse catholique masculine, la logique « eaciste » a peiné quelque peu à rejoindre celle de la JAC.

L'évêque, pour sa part, ne s'exprime pas pour l'instant sur la spécialisation. Assistant aux premières réunions qui en font état[300], il ne prend pas position, mettant l'accent sur l'importance des retraites fermées. Peut-être s'est-il d'abord ménagé une phase

---

[292] L'abbé Chanson a fondé un syndicat agricole à Laveissière après la guerre.
[293] Il participe lui-même aux concours agricoles (JA 11/1933).
[294] Il a créé une coopérative laitière à Arches avant la guerre.
[295] Et de quelques autres, dont notamment l'abbé Boyer à Pierrefort.
[296] Ils ne sont pas non plus de la même génération, âgés de 20 à 30 ans de plus.
[297] Dès le congrès fondateur de la jeunesse catholique masculine, en 1907, Mgr Lecoeur, fraîchement arrivé dans le Cantal, avait demandé à l'abbé Plantecoste d'intervenir, pour faire état de ses actions en milieu rural.
[298] JA 01/1930.
[299] De Gensac, Père H., *op. cit.*, p.174 : tiré d'un carnet personnel du RP Barjallé, archives du RP Couffin, 1°, 1 b, p.116-118.
[300] Comme celle animée par le Père Corbillé à l'intention des aumôniers en décembre 1929 (JA 01/1930).

d'observation ? Mais, à la différence de son collègue de l'Aveyron, cet ancien proche du Sillon est un libéral social républicain[301]. Ancien professeur puis supérieur de l'établissement d'enseignement catholique libre Join-Lambert, en Normandie, il est sensible aux questions de *formation* des jeunes (et non uniquement d'encadrement). Et il se montre très à l'aise et approbateur, dans les concours de pommes de terre ou d'élevage organisés par la jeunesse catholique rurale [302].

Bref, là où étaient les pôles d'influence, les têtes de réseau, il pouvait bien y avoir soit un certain désintérêt, soit un questionnement à l'égard de la spécialisation institutionnelle masculine. Mais il n'y avait pas de répulsion insurmontable.

C'est du milieu périurbain qu'est venu le premier propagandiste clair de la spécialisation. L'abbé Berthéol, vicaire d'Arpajon/Cère, à la sortie sud d'Aurillac[303], avait été délégué, début 1931, pour assister au conseil fédéral de l'ACJF à Paris, consacré aux « nouvelles orientations ». Il revient enthousiasmé, balayant les contre-arguments[304]… sans pour autant mettre en œuvre la spécialisation dans sa paroisse : était-il encore trop isolé ?

Le Dr Jalenques, président diocésain de l'ACJF, évoque quant à lui pour la première fois la spécialisation en mars 1932, à son retour du conseil fédéral de l'ACJF à Paris. Il ne la juge pas réalisable dans l'immédiat dans le diocèse, mais uniquement pour des questions d'effectifs trop limités, ne permettant guère pour l'instant une division en branches viables. L'argument paraît sincère[305]. En outre, il juge qu'il « faut (...) tendre autant que possible » vers la spécialisation » ; « nous ne négligerons rien pour assurer chez nous un plus complet épanouissement de la JAC dans laquelle il est légitime de placer un grand espoir de rénovation chrétienne de nos campagnes. (...) »[306]. L'insistance avec laquelle il met en avant les semaines rurales ou les EAC pratiquées dans le Cantal, pour dire que la marche vers la spécialisation y est bien entamée, montre aussi tout le poids qu'il accorde à la prise en compte socio-professionnelle du milieu, dans sa conception de l'apostolat spécialisé.

---

[301] Mgr de la Vaissière, *Un grand évêque, Mgr Lecoeur, op. cit.*
[302] Par exemple, JAC, novembre 1932, concours de Mauriac
[303] De 1925 à 1931 avant d'être nommé à Aurillac.
[304] JA 12/1930, 02/1931, 03/1931. Il retrouvait là les principes qui le guidaient déjà dans son action auprès de la jeunesse, animant à la fois un cercle d'étude, lieu de formation, et centre de vie religieuse et morale réservé à une élite, et un groupe sportif, au sein duquel il essayait d'obtenir la confiance de la masse, et de la gagner à la religion.
[305] D'autant plus qu'il n'a guère manifesté par ailleurs les réticences exprimées dans le Cantal à propos des risques d'une séparation des catégories sociales en cas d'adoption de la spécialisation. Par exemple : JA 01/1931, 03/1931, 09-10/1931.
[306] JA 03/1932.

Déjà, aussi, l'habitude se prenait, occasionnellement, dans certains simples groupes ruraux cantaliens « classiques », de s'auto-désigner comme « groupes JAC »[307]. Pourtant, il n'y avait pas eu de contact formel, et la presse diocésaine n'avait pas diffusé de présentations aussi précises du mouvement, que celles que l'on avait pu rencontrer en Aveyron. De même, dès décembre 1932, le bulletin diocésain adopte une la vignette « JAC » en tête de sa page spécialisée réservée aux jeunes ruraux, alors qu'aucune affiliation n'est intervenue. Une perception plus floue de la réalité jaciste pouvait ainsi aller de pair avec une pratique plus pragmatique et moins réglementaire des organisations.

3 – L'affirmation du poids des réseaux de relations nationaux

Parmi les modalités d'entrée en contact avec le concept de « spécialisation », les déplacements à l'extérieur jouent donc un rôle essentiel, comme nous venons de le voir avec les exemples de l'abbé Berthéol ou du Dr Jalenques.

Or, au sein de la jeunesse masculine, pendant cette période « préparatoire », le nombre de « sorties » est allé ascendant. Mais les rencontres avec des responsables nationaux[308] priment sur celles avec des responsables régionaux[309], même si celles-ci se renforcent : les processus en jeu ne peuvent donc se réduire à une simple « capillarité de terrain ». Or, pour l'Aveyron, ces rencontres nationales paraissent avoir été monopolisées par l'aumônier en poste, l'abbé Mendigal, avant de continuer à l'être par son successeur, l'abbé Carbonnel. Il y avait donc eu une sorte d'effet de « goulot », l'essentiel du lien institutionnel avec les instances nationales transitant par une seule personne. Cela laissait entendre un contrôle serré de la répercussion des informations au sein des structures diocésaines, qui pouvait s'expliquer par la nécessité de faire face à des tendances opposées, et qui n'était appelée à se relâcher que dans la deuxième moitié de la décennie, une fois le processus de « spécialisation » masculine totalement enclenché. En revanche, pour le Cantal, la représentation, quoique dominée par l'abbé Bompard, l'aumônier diocésain, est beaucoup plus variable, comme nous l'avons entrevu[310]. En l'absence de conflit marqué, la mainmise sur les relations extérieures par l'aumônier en titre est donc plus modérée, ce qui va dans le sens d'une répartition des

[307] C'est le cas à Laveissière et Thiézac, les deux principaux pôles de diffusion des EAC.
[308] Les rencontres institutionnelles ont lieu, au niveau national, une fois l'an pour le conseil fédéral ; il faut y ajouter les quelques congrès nationaux, en 1930 (Nancy), 1931 (Lourdes), 1933 (Lyon) et 1936 (Paris).
[309] Une fois l'an, le conseil de l'Union régionale se réunit à Toulouse, en présence d'un délégué du comité général. En 1931 (Lourdes) et 1934 (Toulouse), est organisé en outre un congrès régional. L'union régionale demeure active au moins jusqu'en 1937.
[310] En outre, en 1930, l'abbé Lassalle, vicaire de St-Géraud d'Aurillac, l'accompagne, l'abbé Berthéol, vicaire d'Arpajon, le remplace en 1931, et c'est au tour de l'abbé Plantecoste en 1936.

pouvoirs au sein du monde des ecclésiastiques, moins « verticale » qu'en Aveyron. Cela a pu conduire aussi à une plus grande perméabilité, multipliant les canaux de transmission des consignes et orientations.

4 – Pour une reconquête chrétienne

L'existence de ces liens nationaux, aussi restreints soient-ils, chez les responsables de la jeunesse catholique masculine partisans de la spécialisation, a favorisé assurément la reprise locale de mots d'ordre qui accompagnèrent le lancement des nouveaux modes d'organisation, et qui s'employaient à les justifier. Néanmoins se posait la question de leur confrontation aux représentations et aux pratiques locales.

Partout, la justification apostolique demeura centrale, et d'ailleurs, c'est en 1931 que l'espace réservé aux questions religieuses a été à son maximum, tant dans la *Page des jeunes ruraux* du bulletin cantalien que dans celle du périodique rouergat destiné à la jeunesse catholique. La formule reine est le « passage de la préservation à la conquête »[311]. L'esprit en a notamment été précisé par Pierre Dietsch au conseil fédéral (national) de l'ACJF en janvier 1931 : « Nous nous sommes contentés de notre perfectionnement individuel, sans penser assez, dans notre prière, à la masse incroyante, sans voir suffisamment aussi quel tremplin cette piété devait être pour le rayonnement de notre foi. Notre étude a eu tort de ne pas tenir compte assez des réalités. (…) L'action a trop consisté pour nous à rendre service à M. le curé. L'action doit avoir pour but avant tout la conquête pour le Christ de tous les égarés »[312].

Il est vrai que jusque là, en Aveyron surtout, l'idée de « perfectionnement individuel », autour de la notion d'« apôtre », avait fortement imprégné les attentes formulées par le clergé ou par les dirigeants à l'égard des membres de la jeunesse catholique[313]. Les propagandistes rouergats de la spécialisation reprennent donc à leur compte sans sourciller les critiques à l'égard d'une ACJF cherchant surtout à préserver une élite demeurée fidèle au

---

[311] Déjà des mentions en ce sens en 1929 (JR 15/02/1929, 01/07/1929) ; mais le thème revient en force surtout en 1931 : JR 15/03/1931, 01/05/1931, 01/06/1931, 01/07/1931, 15/11/1931 ; puis, interruption de l'emploi récurent de la formule dans les argumentaires.

[312] *Ibid.,* JR 01/02/1931.

[313] En Aveyron, une grande partie des « lettres à un jeune de l'ACJF » rédigées par l'abbé Mendigal, prenaient pour thème la définition de l'apôtre : montrer la Lumière, devenir des saints en demeurant humbles, en sachant souffrir, se recueillir, prier, avoir une vie intense qui se fonde sur le Christ, sur l'Evangile, participer fréquemment à l'Eucharistie, se former, dans les cercles et les retraites, pour pouvoir tenir tête aux contradicteurs, être au service du prêtre… Pionnier des EAC et l'un des inspirateurs de la JAC cantalienne, l'abbé Chanson, jusqu'à sa mort en 1935, livre régulièrement, dans la Page des jeunes ruraux, un petit éditorial qui insiste sur la nécessité d'afficher sa foi, et pour la renforcer, de méditer la parole de l'Evangile, de prier quotidiennement (JA 08-09/1930, 10-11/1930, 01/1931, 02/1931, 03/1931, 04/1931, 09-10/1931, 09-10/1932, 11/1932)...

catholicisme[314]. Mais l'idée d'une conquête des égarés, donc d'une lutte contre la déchristianisation, ne va pas forcément de soi, dans un bastion du catholicisme comme l'Aveyron. Le thème n'est donc mis en avant qu'avec beaucoup de prudence. Une enquête locale, suscitée à l'échelle nationale, portant sur la déchristianisation, est bien menée, mais ses résultats ne sont pas publiés, ce qui laisse penser qu'elle infirmait l'argumentaire sur la déprise religieuse. Pierre Guibert et l'abbé Mendigal ont alors préféré mettre l'accent sur la part de routine et de conformisme que pouvait masquer la réalité d'une pratique religieuse largement maintenue[315]… Ils ont insisté par ailleurs sur la dynamique que les nouvelles méthodes proposées – la pratique de l'enquête, notamment – insufflerait à des cercles d'étude minés par la routine.

En revanche, l'abbé Berthéol, délégué par l'ACJF du Cantal au conseil fédéral de janvier 1931[316], est surpris par l'affirmation de Pierre Dietsch, selon laquelle la jeunesse catholique n'a pas eu jusque là d'objectif de « conquête ». L'importance accordée par les prêtres cantaliens depuis le début des années 1920, voire avant, à la formation agricole, ou à la constitution d'équipes sportives[317], pour ramener des jeunes vers l'Eglise, et non pas seulement pour les y retenir, constituait de fait une mise en œuvre concrète de vecteurs de conquête. Les réunions d'aumôniers, avant même que les modalités de la spécialisation et les concepts et objectifs qui s'y rattachaient ne fussent vraiment connus, accordaient une large place à ces aspects[318]. L'abbé Berthéol lui même avait « théorisé » cette pratique, à partir de son expérience de terrain, distinguant les modes d'action respectifs en direction « des meilleurs » et de « la masse »[319]. La gradation mise en avant par les promoteurs de la spécialisation, entre « militants », « sympathisants » et « masse », lui paraissait simplement correspondre à ce qu'il pratiquait déjà. En fait, l'emprise moins marquée de l'Eglise dans certaines zones du département, aiguisait la sensibilité des catholiques à l'égard de l'idée de rechristianisation : les premiers promoteurs locaux de la JAC, fin 1929, reprennent sans sourciller l'idée de « rechristianiser la terre »[320], l'abbé Bompard, peu après, invite à

[314] JR 01/02/1931 (abbé Mendigal), 15/03/1931 (Pierre Guibert).
[315] Ce qui – en étaient-ils pleinement conscients ? – revenait à souhaiter une meilleure formation religieuse individuelle, objectif des cercles d'étude contestés ! (JR 01/10/1930 ; 01/11/1930 ; 01/12/1930 ; 15/12/1930 ; 01/01/1931. Voir aussi la « Lettre aux jeunes » de Mendigal dans JR 15/12/1931).
[316] Compte rendu par l'abbé Berthéol dans JA 03/1931.
[317] Le Cantal a d'ailleurs fait figure de département pilote, à l'échelle régionale, en matière d'organisations de jeunesse sportive catholiques : le Lot et la Corrèze en 1931, puis la Lozère et l'Aveyron en 1933 (JA 09-10/1931, 12/1933), se sont affiliés à l'URHA, la structure sportive catholique créée dans le Cantal.
[318] JA 02/1929, 01/1930, 12/1930 (le compte rendu parle de « l'enthousiasme » des prêtres à parler de ces questions)
[319] JA 02/1931 : intervention au conseil annuel de l'UD ACJF, 19 novembre 1930.
[320] JA 12/1929, 01/1930.

« ramener les masses égarées vers la lumière de l'Evangile[321]. Et au conseil régional de l'Union du Midi, en 1932, c'est le délégué du Cantal, F. Laparra, qui traite de l'attitude à avoir face à la déchristianisation des masses[322].

« Passer de la préservation à la conquête » : l'expression a donc pu être perçue de façons fort diverses, d'un diocèse à l'autre. Ici, c'est le concept d' « abandon de la préservation » qui a davantage retenu l'attention ; ailleurs, ce fut l'importance de la rechristianisation à mener. La « culture organisationnelle » locale fut essentielle dans la perception de l'argumentaire pro-spécialisation : ici il apparaissait comme une remise en cause, et dut s'appuyer sur quelques « frondeurs » ; là, il put être davantage perçu comme une confirmation de l'action menée, mais ralentir du coup les dynamiques de ralliement formel.

Conclusion

Pourquoi un démarrage tardif de la JAC dans le Massif central méridional, alors que cette région est appelée à devenir l'un des principaux bastions jacistes au temps de la « révolution silencieuse » des campagnes ?

L'éloignement par rapport aux centres d'impulsion et d'expérimentation du mouvement, commun à la France méridionale, ne suffit pas à l'expliquer : dès le départ, soit dès 1929, l'existence de la JAC est connue. Les récriminations d'opposants à la spécialisation ne présentent pas non plus une originalité particulière, qu'elles mettent l'accent sur les risques de « division » sociale, d'« affadissement de l'influx spirituel », ou de mise sous tutelle extérieure du diocèse. Elles reprennent peu ou prou les lignes de fracture dessinées par Yvon Tranvouez[323] – à ceci près qu'elles distinguent moins des pôles organisationnels différents, que des groupes influents d'individus, qui transcendent les frontières organisationnelles.

L'étude des résistances à la spécialisation a tout à gagner à la mise en évidence des réseaux qui la portent, des logiques qui les animent, des jeux de pouvoir qui les font se confronter à des groupes soutenant la spécialisation. Les cas aveyronnais et cantalien nous ont conduit à distinguer deux types de figures : des réseaux de résistance « active et irréductible », présents en Aveyron, et des pôles plutôt « attentistes », qui caractérisent davantage le Cantal. Chaque fois, leur force de conviction et d'entraînement trouve sa source dans

[321] JA 02/1930.
[322] JA 01/1932.
[323] Art. cit.

l'environnement culturel et organisationnel. Ainsi, à l'échelle diocésaine, nous avons pu repérer en Aveyron, au sein des organisations de jeunesse déjà existantes, une tendance plus sensible aux hiérarchies, aux approches religieuses, sociales et morales : elle peut tenir autant du fonds anthropologique, que de la pratique institutionnelle passée, et va de pair avec des taux records de messalisants. Elle nourrit la « doctrine » des réseaux d'opposants à la spécialisation, leur fournit leur cohésion, et leur assure le soutien d'une bonne partie du clergé rural. L'exemple cantalien montre que le démarrage tardif de la JAC n'est pas toujours dû à la crainte du dévoiement de l'action de la jeunesse catholique, illustré par le cas aveyronnais. Ici, les assises plus faibles du christianisme, comme la forte implantation locale du radicalisme, ont conduit l'Eglise à adapter précocement sa conduite envers la jeunesse, en s'ouvrant à la prise en compte du milieu. La résistance à la spécialisation, disions-nous, est ici avant tout attentiste : le principe est en général accepté, mais il est en concurrence avec des pratiques déjà effectives, et il n'est parfois perçu que comme un « rhabillage » formel. Or, ces deux logiques ont pu être présentes à une plus large échelle, s'appuyant sur les organisations de jeunesse catholique en place. La prise en compte de l'environnement socio-professionnel a caractérisé tout particulièrement l'ACJF du Sud-ouest, poussant les fils de petits et moyens propriétaires à acquérir une formation postscolaire. La JAC est appelée à s'inscrire dans une continuité : elle n'a été ni la seule, ni la première organisation de jeunesse catholique à tenter de faire émerger une élite du rang chez les paysans. Quant à la ligne de résistance « dure », qui s'organise en Aveyron autour des animateurs de la Jeunesse féminine catholique – même si la spécialisation féminine n'est guère engagée pour l'instant –, elle avait de grandes chances d'être relayée, à l'échelle régionale, par d'autres Fédérations de jeunes filles, notamment dans les départements les plus pratiquants, où le recrutement féminin était particulièrement important, et où en même temps, l'idée de « (re)conquête » chrétienne portée par les tenants de la spécialisation, semblait une idée à réserver aux villes et aux régions ouvrières.

Les oppositions et les « attentismes » se sont nourris aussi du flou institutionnel qui a entouré l'émergence des mouvements spécialisés ; flou que n'a fait qu'entretenir, ici, le long silence prudent des évêques. Dans un monde ecclésial respectueux de sa hiérarchie, et attaché au respect de la Tradition, toute nouveauté qui n'est pas explicitement légitimée ou imposée par celle-ci peut être sujette à débat. Il faut la légitimation pontificale des mouvements spécialisés en 1931, la prudente validation épiscopale aveyronnaise de 1932, ou le renforcement des réseaux parisiens de l'abbé Mendigal à la même époque, pour que les partisans rouergats de la spécialisation puissent commencer à ouvrir une brèche.

Pourtant, quand bien même le principe de la spécialisation finirait par rallier davantage de soutiens, la question qui demeure, pour le sujet qui nous occupe, est celle de ses potentialités et modalités d'implantation dans les campagnes. C'est l'existence de relais locaux qui est en cause. Or, une sourde résistance peut continuer à se manifester de la part de certains curés, notamment quand l'opposition a été forte comme en Aveyron. Et, dans le diocèse de Rodez, les partisans de la spécialisation, qui sont essentiellement des urbains à la tête de la Jeunesse masculine catholique, manquent de relais en milieu rural, alors que dans celui de Saint-Flour, le noyau de prêtres s'impliquant dans les activités « agricoles » des cercles d'étude, attentiste pour l'instant, forme un encadrement potentiel pour une JAC à venir.

Chapitre 2

1933-1939
De l'impulsion à l'adoption

La première section aveyronnaise affiliée à la JAC, celle de Bars, dont nous avons parlé en commençant, date de 1933. Mais c'est en 1936 que les premières reconnaissances officielles parviennent dans le Cantal, ce qui peut paraître assez tardif. En effet, dans les départements voisins, la date symbolique est 1932 pour le Lot[324], 1933 pour la Haute-Loire[325], 1934 pour le Gard[326], la spécialisation n'étant introduite en Lozère qu'en 1937-1938 avec l'arrivée d'un nouvel évêque[327].

En 1936, trois ans seulement après la naissance du mouvement, le Cantal fait en revanche partie de la première vague d'affiliations à la JACF dans la région, aux côtés du Puy-de-Dôme, ou de l'Allier. La Haute-Loire, le Lot et la Corrèze suivent en 1937. La Lozère ferme la marche une fois de plus, en 1939, et l'Aveyron, pourtant l'un des départements les plus précoces du Massif central méridional pour la JAC masculine, ne compte toujours aucune section féminine affiliée.

Lorsque le second conflit mondial éclate, au sein de la jeunesse catholique cantalienne, 86 % des cercles d'étude ruraux masculins et 45 % des groupes féminins sont liés, formellement ou non, au mouvement jaciste. C'est le cas en Aveyron de 35 % seulement des cercles masculins, et d'aucun des groupes féminins.

De ces quelques données, on peut d'abord retirer l'idée que les années 1933-1936 constituent, dans le Massif central méridional, le temps fort où l'impulsion décisive est donnée en faveur de l'adoption de la JAC, ainsi que de la JACF, très rapidement après sa création intervenue en 1933. Sachant qu'on ne peut sans doute pas réduire cette impulsion à un seul élément déclencheur, quels furent, de façon plus large, les processus à l'œuvre ? En

[324] AD du Lot, dépouillement de *Jeune Quercy.*
[325] Habauzit, A. « La JAC en Haute-Loire de la guerre au MRJC (1939-1964) », *Cahiers de Haute-Loire*, 1998, p. 403-405.
[326] Chapus, A., La JAC dans le Gard, 1929-1979, Nîmes, 1979.
[327] Courtois, Jean-François, « L'engagement des laïcs dans le diocèse rural : l'exemple de la Lozère au travers de sa jeunesse, 1880-1965 », thèse, université de Montpellier III, 1992, p. 386-389.

même temps, le bilan en demi-teinte de la conversion aveyronnaise à la veille de la guerre, tout comme les retards lozériens, suggèrent la persistance d'une certaine résistance, qu'il convient de mesurer.

D'autre part, la spécialisation correspondant à « l'apostolat du semblable par le semblable », son essor pose la question de l'équilibre entre la fin apostolique de l'action, et l'appel pratique à la prise en compte des problèmes du milieu rural. L'impulsion en faveur de la JAC/F peut correspondre, globalement, à un renforcement de l'un ou de l'autre aspect, ou bien à l'émergence d'un nouvel équilibre entre les deux, qui atténuerait les différences jusque là sensibles d'un diocèse à l'autre. L'enjeu n'est pas seulement organisationnel : il s'agit de comprendre comment peut s'ancrer dans la réalité de la JAC/F, dès avant la guerre, sa capacité à faire émerger des élites agricoles, ou plus largement à engager un processus de promotion collective.

A - 1933-1935/36 : vers l'impulsion décisive

1 –Des rythmes inégaux

Au vu des dates que nous avons données en amorçant ce chapitre, l'Aveyron semble donc s'inscrire dans le mouvement général, qui situe l'amorce des affiliations à la JAC (masculine), dans la région, légèrement avant le milieu de la décennie. En revanche, le Cantal paraît plutôt clore le mouvement.

Toutefois, l'affiliation, si elle fournit des données qui permettent des comparaisons régionales, a en grande partie un aspect symbolique, qui ne permet pas toujours de saisir vraiment la réalité. Intervenant après la réalisation d'un travail d'enquête validé par les instances nationales, elle peut reconnaître une minorité de cercles s'adonnant aux tâches réglementaires, tandis qu'une majorité des autres sont moins rigoureux dans le suivi des activités proposées, mais s'inscrivent indubitablement dans le champ d'influence jaciste. Ainsi, la reconstitution minutieuse de l'activité des groupes de jeunesse catholiques masculine à laquelle nous nous sommes livré dans le Cantal et l'Aveyron, permet d'apporter quelque nuance, en resserrant la chronologie de l'impulsion décisive autour de 1935, retrouvant ainsi une scansion importante de l'historiographie du mouvement.

Doc. I-2-1. Evolution des types de groupes de Jeunesse catholique masculine du Cantal et de l'Aveyron, en fonction de la prise en compte du monde rural dans leurs activités et de leur rapport à la JAC 1932-1937

(Sources : dépouillement de *Jeunes Arvernes* et *Jeune Rouergue* – données reconstituées)
(en caractères gras : intervalles de plus forte variation)

		1932	1933	1934	1935	1936	1937
% Groupes urbains	Cantal	18,2	17,9	17,2	**16,7**	**13,6**	14,3
	Aveyron	13,8	13,6	**13,0**	**11,2**	10,0	8,3
% Groupes ruraux n'étudiant pas le monde rural	Cantal	16,4	17,9	17,2	**16,7**	**12,1**	8,6
	Aveyron	67,0	63,6	**61,7**	**42,0**	30,6	18,8
% Groupes ruraux s'intéressant aux questions en rapport avec le monde rural, pouvant avoir eu un contact passif avec la JAC	Cantal	65,5	60,7	62,5	**61,1**	**54,6**	37,1
	Aveyron	16,5	18,2	**19,1**	**37,8**	46,3	56,0
% Groupes ruraux impliqués formellement ou non dans le lancement de la JAC (ayant des contacts répétés avec elle, ou ayant adopté ses méthodes, ou ayant engagé un processus d'affiliation).	Cantal	**0,0**	**3,6**	3,1	**5,6**	**19,7**	40,0
	Aveyron	**2,8**	**4,6**	**6,1**	**9,1**	**13,1**	**17,0**
(dont groupes affiliés [% du total])	Cantal	0,0	0,0	0,0	**0,0**	**4,5**	11,4
	Aveyron	**0,0**	**2,7**	**4,4**	**4,2**	**6,3**	**7,8**
Total des groupes	Cantal	55	56	64	54	66	70
	Aveyron	109	110	**115**	**143**	**160**	**218**

Comme on peut le voir dans le tableau ci-dessus, c'est entre 1934 et 1935 qu'on enregistre en Aveyron la plus forte baisse de la proportion de groupes ruraux restés indifférents aux questions rurales, et inversement, la plus forte hausse de ceux qui s'y intéressent. Et c'est entre 1935 et 1936 que dans le Cantal, ces deux catégories régressent brusquement. Ici, la prise en compte du milieu rural dans les activités des cercles, qui constitue l'un des critères (non suffisant) de la pratique jaciste, était une habitude ancienne. Le " basculement " s'est donc directement opéré vers la JAC : la part de groupes qui lui sont explicitement liés connaît elle aussi sa plus forte progression entre 1935 et 1936. En Aveyron en revanche, cette catégorie a crû de façon beaucoup plus lente et progressive, depuis 1932. Est-ce simplement l'effet d'une règle implicite qui voudrait que l'avancée vers la JAC se fasse par étapes, la première étant la prise en compte du « milieu » lors des activités, une prise en compte qui s'opère en effet massivement entre 1934 et 1935 ? Ou bien est-ce la conséquence de la présence dans le diocèse de forts pôles de résistance à la spécialisation, qui pousse à procéder par " contournement ", ou quasi-dissimulation ? En effet, il n'est pas innocent de remarquer que la conversion cantalienne est essentiellement interne (seulement 18 % de groupes en plus entre 1933 et 1936), alors que la conversion aveyronnaise, " partielle ", s'appuie essentiellement sur des nouvelles recrues, étrangères aux traditions de la jeunesse

catholique – et aux réseaux hostiles ? – qui peuvent retenir les groupes les plus anciens à l'écart d'une spécialisation " officielle " (+ 45 % de groupes, entre 1933 et 1936).

Dans le Cantal, la conversion apparaît ainsi franche, massive, et subite, quoique légèrement tardive. En Aveyron, elle est engagée précocement, mais les militants avancent de façon mesurée.

Cette retenue est partagée par la Jeunesse féminine catholique aveyronnaise, qui reste une œuvre aux préoccupations essentiellement religieuses, sociales et morales ouverte à tous les milieux. Elle est solidement implantée dans l'ensemble du diocèse ; son développement dans l'espace a quasiment cessé et elle demeure à l'écart de toute nouvelle méthode d'apostolat.

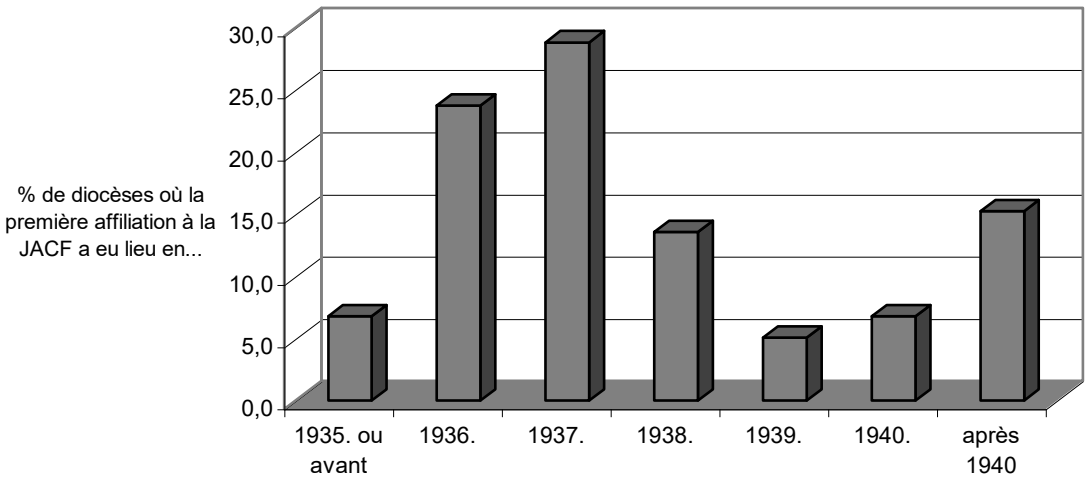
Doc. I-2-2. Evolution des types de groupes de Jeunesse catholique féminine du Cantal, en fonction de la prise en compte du monde rural dans leurs activités et de leur rapport à la JAC 1932-1937

(Sources : dépouillement d'*Etoiles d'Auvergne* – données reconstituées)
(en caractères gras : intervalles de plus forte variation)

	1932.	**1933.**	**1934.**	**1935.**	**1936.**	**1937.**
% Groupes urbains	14	13	13	11	11	12
% Groupes ruraux n'étudiant pas le monde rural	85	86	86	82	**77**	**73**
% Groupes ruraux s'intéressant aux questions en rapport avec le monde rural, pouvant avoir eu un contact passif avec la JAC	1	1	**1**	**7**	11	13
% Groupes ruraux impliqués formellement ou non dans le lancement de la JAC (ayant des contacts répétés avec elle, ou ayant adopté ses méthodes, ou ayant engagé un processus d'affiliation).	0	0	0	**0**	**2**	2
(dont groupes affiliés [% du total])	0	0	0	**0**	**1**	**2**
Total des groupes	79	84	**85**	**99**	103	100

La jeunesse féminine cantalienne, en revanche, poursuit sa croissance, en s'appuyant avant tout sur le renforcement des groupes ruraux. Le gros de cet essor, qui a lieu entre 1934 et 1935, coïncide avec un renforcement notable de l'intérêt pour les questions rurales, comme chez les garçons aveyronnais au même moment. Ici, cela s'apparente plutôt à une simple entrée dans une première étape vers la spécialisation. En effet, la première affiliation ne tarde guère, puisqu'elle a lieu, nous l'avons dit, en 1936, comme pour la JAC cantalienne : soit trois ans à peine après la naissance officielle de la JACF, ce qui est particulièrement précoce au regard du mouvement national des affiliations (*cf.* graphique de la page suivante). La conversion est donc plus étale dans le temps que pour la branche masculine, mais menée malgré tout promptement, et de façon synchrone avec la branche masculine.

Doc. I-2-3. Répartition des diocèses en fonction de l'année de la première affiliation à la JACF (sondage portant sur 59 départements)
Source : archives nationales MRJC



*

Pour expliquer la progression de la JAC ou de la JACF, et la date de l'impulsion définitive qui entraîne, localement, son adoption, les phénomènes de capillarité ont donc une part de responsabilité, à l'échelle régionale autant que locale. L'effet de proximité joue assurément, puisque la chronologie de l'impulsion décisive est particulièrement resserrée entre le Cantal et l'Aveyron, même si l'existence de glacis – entre le Puy-de-Dôme et le Cantal, par exemple – suggère une diffusion au sein de pôles régionaux déjà structurés par des réseaux – l'Union du Midi de l'ACJF, notamment –, plutôt que simplement de proche en proche.

Néanmoins, la mise en évidence de *rythmes* de conversion différents, en amont et en aval du moment où le " basculement " s'opère, laisse entendre que des processus plus complexes sont en œuvre. On peut, certes, évoquer l'existence de comportements-types, éventuellement en rapport avec le fond anthropologique local, tels qu'on les avait dessinés en commençant : une fois encore, nous retrouvons en Aveyron un intérêt très précoce pour l'innovation organisationnelle proposée (au moins pour la branche masculine), et une adoption progressive, après un ensemble d'expérimentations ponctuelles ; et dans le Cantal, un certain retard – sauf pour la branche féminine, qui bénéficie cette fois de l'exemple masculin –, mais une conversion menée prestement dès que la décision est prise. Il faut cependant se méfier de la facilité des explications par un " tempérament régional ", et s'interroger sur l'évolution de l'équilibre entre les pôles diocésains de partisans et de

résistants face à la spécialisation. La mise en évidence du jeu des réseaux locaux est une fois de plus essentielle.

2 – En Aveyron : un arbitrage épiscopal en faveur des partisans de la spécialisation

Le démarrage relativement lent de la fin 1932, et de l'année 1933, en Aveyron, est à mettre en relation avec l'ascendant maintenu, voire renforcé, dans un premier temps, du pôle d'opposants à la spécialisation lié à l'abbé Carnus, pendant qu'en face, les partisans ont perdu leur tête de réseau, l'abbé Mendigal. Car la position de l'abbé Carbonnel, son successeur « partiel » comme adjoint de l'abbé Carnus, n'est pas encore totalement assurée.

L'abbé Carnus renforce aussi, parallèlement, le *statu quo* pour la jeunesse féminine en se ralliant, au niveau national, au Secrétariat des fédérations diocésaines qui est en train de se constituer : centre d'information et de documentation, « lieu de rencontre et élément de cohésion », il ne doit pas s'immiscer dans la conduite des fédérations ou œuvres diocésaines, qui conservent leur indépendance, sous l'autorité des évêques, comme le souhaitait l'abbé Carnus depuis le départ[328]. La JFC aveyronnaise est ainsi la première fédération de France à adhérer au Secrétariat de fédérations diocésaines[329].

L'abbé Carnus pouvait aussi offrir ce type d'organisation en modèle à la jeunesse masculine, dont il était devenu l'aumônier en titre. A partir de 1933, une vraie stratégie de conquête, d'essor des cercles de jeunesse catholique masculine, est entreprise, marquée avant tout par la multiplication des réunions cantonales, que l'abbé Carnus avait prônées comme bien plus indispensables que la spécialisation sur le plan de l'efficacité apostolique. De la sorte, le nombre total de réunions se hisse autour de la trentaine par an. En même temps, les retraites sont adaptées, certaines étant désormais réservées aux ruraux. Lors des rencontres cantonales, l'abbé Carnus s'efforce d'être présent aux côtés de l'abbé Carbonnel[330] et assure seul, en outre, un cinquième des réunions, ce qui lui permet de contrecarrer l'influence éventuelle de l'entourage de Pierre Guibert, le président diocésain de l'ACJF, qui tente lui aussi d'assurer une présence régulière[331]. Ainsi, la JAC, pourtant reconnue officiellement par l'évêque depuis 1932, est totalement passée sous silence dans 20 % des réunions en 1933, soit le taux de celles où l'abbé Carnus est le seul aumônier présent ! Le reste du temps, si la JAC

[328] Jacqueline Roux, *op. cit.*, p.170.
[329] L'abbé Carnus " apporte " aussi les diocèses qui s'étaient préalablement ralliés à son propre projet de Jeunesse féminine catholique française.
[330] Une fois sur deux en 1933, deux fois sur trois en 1934.
[331] Pierre Guibert près d'une fois sur deux, l'abbé Codis une fois sur trois, Louis Serin une fois sur cinq.

est malgré tout évoquée, elle ne l'est que de façon très marginale[332]. Il ne faut pas s'attendre, par conséquent, à un impact majeur de ces réunions de propagande comme vecteurs d'émergence de la JAC[333].

L'année 1933 est donc celle d'un apprentissage sous surveillance pour l'abbé Carbonnel, qui peut pâtir de son inexpérience : il a trente ans et vient tout juste d'être ordonné quand il recueille la responsabilité de la jeunesse masculine. Toutefois, en avril au plus tard, il est pleinement informé sur la JAC[334]. Il a en outre plusieurs atouts pour devenir l'artisan du développement de la spécialisation, plutôt que de se rallier à Carnus[335]. Il est né à Mur-de-Barrez, à huit kilomètres du village de Mgr Verdier où a lieu la première affiliation en 1933. Son âge le rapproche des jeunes de l'ACJF. Il en a été membre, d'ailleurs. Sa vocation a été certes tardive – il n'est entré au séminaire qu'à 24 ans –, mais cela lui a donné l'occasion d'acquérir une expérience de la vie professionnelle, que n'ont pas la plupart des prêtres : fils d'un modeste artisan cordonnier-sabotier, il a travaillé plusieurs années dans les services administratifs du chantier de construction du barrage de Sarrans, sur la Truyère. Plus encore que l'abbé Mendigal, il peut donc être sensible aux arguments de la JOC. Mais, à la différence de celui-ci, il a aussi une expérience rurale : il est né dans un bourg plongé dans un environnement campagnard, et il a été berger, comme Mgr Verdier. Comme l'abbé Mendigal, il a un caractère affirmé, nécessaire pour faire face aux résistances aveyronnaises : il a laissé le souvenir de " colères explosives ", de " mots vigoureux ", mais aussi d'un être ouvert et pragmatique, " curieux de tout ", " avec un sens profond du réel, une ténacité inouïe ". Comme l'abbé Mendigal aussi, il a été plus tard appelé à de hautes fonctions nationales, devenant pendant dix ans, de 1942 à 1952, l'aumônier national de la JOC. Une fois de plus, c'est l'apprentissage sur le terrain d'un futur haut responsable que l'on découvre. Or, face à la double surveillance dont il fait l'objet – de la part de l'abbé Carnus et du " réseau Guibert "–,

---

[332] La JAC apparaît comme un sujet secondaire dans environ 60 % des réunions rurales, ce qui correspond approximativement à la proportion de celles où le chanoine Carnus est présent.

[333] En outre, il faut tenir compte du fait que fréquemment, des jeunes sont amenés à ces assemblées par leurs curés, sans qu'ils aient jamais appartenu à l'ACJF. Assimiler toutes les notions sur la vénérable organisation doit déjà être suffisamment ardu ; il ne faut donc guère se faire d'illusion sur la compréhension de la justification, voire de la nature exacte de la JAC. Il est ainsi peu étonnant que, lors de la retraite de Bonnecombe, en août 1933, un échange montre " des difficultés sans nombre qui assaillent la spécialisation, et qui ne viennent pas toujours d'en face ", à côté de " l'enthousiasme et de l'optimisme de quelques " spécialistes " farouches et de la bonne volonté de tous ".

[334] Au congrès régional début décembre, il ne l'est visiblement pas (JR 15/12/1932). En février 1933 à Conques, et dans les réunions suivantes, il parle encore seulement de " groupes ruraux ", et d'éléments de méthode (enquêtes, EAC), sous l'angle de la formation militante de l'ACJF. Mais en avril, il entre en contact avec les responsables nationaux de la JAC, et avec les pionniers de la région lyonnaise, lors du congrès de l'ACJF : JR 15/04-01/05/1933.

[335] Eléments biographiques tirés de Veyriac, Raymond, " Le chanoine Maurice Carbonnel ", *La France latine*, juill.-sept. 1964.

il a entrepris de marquer son territoire en poussant en avant des personnes qui lui étaient plus directement liées. Il pose les premiers jalons de son propre réseau : ponctuellement, son ami Charles Pernette, professeur d'agriculture à l'école de Laroque[336] ; et surtout, Jean Galaup[337], qui devient le plus actif relais de l'abbé Carbonnel pour le lancement de la JAC, avant de s'occuper de la JEC, puis de prendre la responsabilité de la JOC[338] ! En novembre 1933, en l'absence de toute organisation formelle pour l'instant, Jean Galaup est promu responsable du secrétariat fédéral de la JAC : structure dont la création avait peut-être été suggérée à Lyon à l'abbé Carbonnel, lors du congrès de l'ACJF[339]. C'est donc à un laïc que revient la tâche de présenter la JAC dans les réunions[340], ce qui peut éviter à l'abbé Carbonnel des frictions avec son supérieur. Mais Jean Galaup est un urbain : l'abbé Carbonnel a visiblement eu du mal, comme l'abbé Mendigal, à trouver un relais rural[341].

*

Le basculement en faveur de la spécialisation rurale masculine, marqué quoique partiel, que l'on a repéré entre 1934 et 1935, correspond à une recomposition des équilibres entre les pôles d'influence locaux agissant sur les organisations de jeunesse catholiques. Ce sont désormais l'abbé Carbonnel et le réseau personnel qu'il a entrepris de constituer, qui prennent l'ascendant majeur, avec l'évêque pour allié.

En effet, un arbitrage décisif rendu par le chef du diocèse réduit de fait l'autorité de l'abbé Carnus, alors que ce dernier avait abordé l'année 1934 avec la ferme intention de la renforcer[342]. En février, il est apparemment[343] le rédacteur de la lettre pastorale, qui se présente comme un attaque contre la spécialisation, remettant en cause la validité de la prise en compte des milieux différenciés[344]. Elle qualifie rétrospectivement les premières expérimentations de fautes de désobéissance à l'égard de l'évêque[345]. Désorienté, l'abbé

---

[336] Il l'accompagne à la journée de Decazeville en novembre 1932, puis, censé représenter la JAC, au conseil régional de l'ACJF, mais que l'on ne retrouvera plus par la suite.
[337] Qui dit avoir été convaincu lors de la journée de Decazeville de la nécessité d'étendre la spécialisation aux campagnes, dans le compte-rendu qu'il en fait, 01/11/1932.
[338] JR 01/01/1939.
[339] JR 15/11/1933. Un secrétariat diocésain est alors créé pour chaque branche spécialisée. A la réunion jaciste du congrès de l'ACJF à Lyon à laquelle assistait l'abbé Carbonnel, un état des lieux avait fait apparaître que la JAC était présente dans 59 diocèses, mais que 35 seulement étaient pourvus d'un secrétariat (JR 01/05/1933).
[340] Galaup est ainsi présent aux deux tiers des réunions de propagande de 1933 et 1934.
[341] Après avoir tenté l'hypothèse Pernette, trop âgé sans doute pour tenir le rôle de responsable de la JAC.
[342] Sa présence aux réunions s'accroît à près des trois quarts.
[343] D'après J.F. Hortholan, mém. cité, p.84 et 89-90.
[344] " Tous apôtres, non pas seulement chacun dans son domaine, d'après les règles d'un particularisme sans portes ni fenêtre (…); mais tous apôtres dans le sens de la participation de tous à l'Action catholique ".
[345] " Quand il a été fait appel à *des œuvres (…) en marge de la hiérarchie, et indépendantes de l'ordinaire*, a-t-on réservé aux organisations prônées par l'évêque la première place ? et n'aurait-elle jamais été commise, cette faute de désobéissance et d'indiscipline, consistant à refuser ou interdire des mouvements diocésains (…) au

Carbonnel obtient un rendez-vous avec l'évêque. Mgr Challiol finit par trancher en faveur de Carbonnel au bout de trois mois, soit vers mai[346] ; position qu'il confirme implicitement au conseil départemental de l'ACJF de novembre, en invitant à rappeler le contenu des textes pontificaux en faveur de la spécialisation, ce qui lui permet de légitimer sa position auprès des partisans de l'abbé Carnus, sans aliéner leur confiance[347].

Quels que soient la nature, la puissance, des réseaux locaux en jeu, voire, quel que soit le terreau sociologique du diocèse, la figure tutélaire de l'évêque demeure centrale, elle même se référant à l'autorité pontificale suprême. Mais la décision épiscopale paraît avant tout pragmatique : comme l'a suggéré le cardinal Marty, la volonté de profiter de toutes les dynamiques existantes semble l'emporter, qui à accepter la cohabitation de deux logiques différentes. La démarche est celle, finalement, de l'Action catholique : coordonner et favoriser tous les mouvements de défense du catholicisme[348].

Ainsi, à partir de juin 1934, donc exactement au moment où l'abbé Carbonnel obtient la caution épiscopale en faveur de la spécialisation, et où il peut apparaître comme le " digne " successeur de l'abbé Mendigal, ayant les moyens de poursuivre son œuvre, le poids du " groupe Guibert " auprès de la jeunesse catholique masculine aveyronnaise va s'amenuisant[349]. Cet effacement peut aussi révéler les prémices du conflit qui a éclaté quelque temps plus tard entre ce groupe et l'évêque, lequel leur a reproché alors des implications politiques et syndicales trop visibles[350]. Mais dans un cas comme dans l'autre, le rôle du chef du diocèse est central.

Toujours est-il que le champ s'est trouvé dégagé pour l'action et le renforcement du " réseau Carbonnel ", notamment en direction de la JAC. Jean Galaup se voit adjoint un autre urbain, Marcel Blancher[351], comme propagandiste de la JAC. Et surtout, la connexion est établie avec les leaders isolés des premiers foyers jacistes périphériques, pour tenter de les

---

risque de diminuer par là et d'amoindrir le potentiel et l'intensité des forces du bien, destinées par le commandement hiérarchique à l'assaut général concerté contre les forces du mal, destructives de la religion et de la société, pour le triomphe de Dieu ? ". C'est sous le " commandement unique " de l'évêque que doit être placée la " grande armée du diocèse " : ce qui revient à repousser les ingérences de mouvements nationaux.

[346] Hortholan, J.F., mém. cité, p.84 et 89-90.

[347] JR 15/11/1934.

[348] *Cf.* Tranvouez, Y., " Elite militante et système religieux : aux origines de l'Action catholique en France ", art. cit.

[349] A l'exception du Dr Périé, plus conservateur que les autres " anciens " gravitant autour de Guibert. L'une de leurs dernières interventions massives ayant lieu en juin 1934 (JR 01/07/1934).

[350] Ils avaient déjà songé, au début des années 1930, à fonder un parti politique, le PRA, ...sans succès (Hortholan, mém. cité, p.97). La tension est manifeste depuis 1932, date à partir de laquelle Guibert est moins présent dans les réunions ou dans la presse militante.

[351] Nouvellement président du cercle St-Amans de Rodez, après en avoir été le secrétaire depuis au moins 1931

intégrer au " centre " : Alexis Cazes[352] et Robert Laurens dans le Nord-est du département, Y. Rayet et André Nattes à Rieupeyroux, lesquels sont invités à intervenir au conseil départemental de l'ACJF en 1934 ou 1935[353] ; et dans le Bassin houiller, un nouveau venu, Hyacinthe Bouyssou, appelé à devenir quelques temps plus tard le premier président de la JAC aveyronnaise[354]. La JAC se voit alors pleinement reconnue au sein de l'ACJF diocésaine[355], et les urbains prennent conscience que la spécialisation est amenée à aller au-delà de la JOC[356]. Mais pour l'instant, aucun de ces leaders ruraux ne s'implique réellement dans une activité d'échelle diocésaine au service de l'implantation de la JAC : ils livrent tout au plus quelques articles encourageant le développement de la JAC[357], sans développer de liens transversaux entre eux[358]. Leurs aspirations sont sans doute plus immédiates – dans le temps et dans l'espace –, les jeux de pouvoir diocésains leur apparaissant comme des abstractions lointaines. Ainsi, les propagandistes diocésains, ne parvenant guère à mobiliser les relais ruraux pour les assister, ont dû se contenter de continuer à organiser des rencontres essentiellement à l'échelle cantonale. Ce maillage large avait correspondu au départ à un choix stratégique, lequel répondait à un objectif de renforcement rapide de l'organisation ; il est conservé par défaut.

---

[352] L'action d'A. Cazes dans le Nord-Est du département a été révélée à l'abbé Carbonnel lors d'une réunion de propagande à Laguiole en mai 1934 (JR 01/06/34). Dès le mois suivant, l'initiative de " camp jaciste " de deux jours dans les gorges du Tarn, lancée par A. Cazes, est immédiatement appuyée par l'aumônier (sont représentés les groupes de jeunesse catholique [qualifiée déjà par anticipation d'" agricole "] de Laguiole, Cassuéjouls, Soulages-Bonneval, St-Rémy-de-Montpeyroux, et Huperlac. JR 01/07/1934). A Cazes est intégré au comité diocésain fin 1934 au titre de la JAC encore informelle.

[353] JR 15/12/1934 et 01/12/1935.

[354] En 1935, Marius Picarougne a fini par trouver en Hyacinthe Bouyssou, du Port d'Agrès, l'appui qu'il cherchait pour lancer la JAC dans sa région : tous deux s'expriment en commun sur le sujet, lors de l'assemblée générale du Bassin houiller, en janvier 1935, ce qui semble montrer un lien préexistant. Mais Hyacinthe Bouyssou a aussi été vraisemblablement " repéré ", et orienté vers la jeunesse catholique et la JAC, du moins soutenu, par le Dr Périé, ancien président de l'ACJF, exerçant à Marcillac mais originaire du Port d'Agrès et dirigeant du Plateau central, dont on a vu qu'il continuait à être ponctuellement présent auprès du " groupe Carbonnel ". Par exemple, il fait la promotion de la JAC lors de la première réunion de propagande dans son bourg de Marcillac, en avril 1933 ; dans son village du Port d'Agrès, en mars 1935, il parle de " la collaboration que les jeunes peuvent apporter aux institutions agricoles ". En outre, on sait grâce à un courrier de 1924 cité par J.-F. Hortholan (mém. cit., p. 68) que ses rapports avec le chanoine Carnus étaient, dès cette époque, plutôt tendus.

[355] Au conseil départemental de novembre 1933 (JR 15/11/33), la spécialisation rurale avait hérité de la portion congrue : à peine évoquait-on la possibilité de réclamer l'aide des anciens élèves de l'école d'agriculture. Le conseil départemental de novembre 1934 intègre la spécialisation dans les pratiques, avec des réunions séparées pour la JOC et la JAC, indépendamment de celle de la Jeunesse catholique non spécialisée (JC) (JR 15/11/1934). Ce conseil de 1934 marque l'émergence et la reconnaissance par le " centre " des militants-meneurs issus des réseaux locaux d'expérimentation de la JAC, Galaup se contentant d'être simple spectateur. Quant à Carbonnel, il semble confirmer son indépendance acquise, dirigeant seul la réunion jaciste, Carnus se consacrant à la JC.

[356] JR 15/11/1934.

[357] A. Cazes : " Pour commencer " (JR 12/01/1934) ; " Pour continuer " (JR 15/02/1935) , Robert Laurens : " De la JAC vécue " (JR 15/12/1935) ; " Une expérience de secteur au canton de Mur de Barrez " (JR 01/01/1938)

[358] Et A. Cazes, quoiqu'intégré au sein du comité diocésain, n'y joue qu'un rôle formel.

Nous touchons ici aux limites de la capacité d'action du " réseau Carbonnel ", qui peuvent contribuer à expliquer l'envol très modéré de la spécialisation masculine.

Il faut d'abord évoquer le maintien de la résistance d'une bonne partie du clergé paroissial à l'égard de la spécialisation. Lors du conseil diocésain de l'ACJF en 1934, parlant de paroisses non représentées, « on cite le cas de jeunes qui veulent se lancer dans la JAC et se heurtent à des *incompréhensions illogiques* »[359]. Or, cette attitude de résistance peut être encouragée par les prises de position, en 1935[360] et 1936[361], du Secrétariat national des fédérations diocésaines de jeunes filles, véhiculée par le bulletin de la Jeunesse féminine catholique aveyronnaise. Est réaffirmée une fois de plus l'autonomie diocésaine « face à ceux qui se rangent derrière des mouvements nationaux, prêts à suivre des directives nationales ». D'autre part, la vision des mouvements spécialisés comme panacée pour l'apostolat est remise en cause : ils sont sans doute adaptés à certaines très grandes villes, mais surtout pas au monde rural[362]. « Remarquez-le bien, le Saint-Père dit [des mouvements spécialisés] " *Un des* types achevés " [de l'apostolat], et non pas " *Le* type achevé " » : notation qui vient, très à propos, relativiser la légitimation pontificale derrière laquelle s'était abrité l'évêque pour permettre la spécialisation masculine.

Par ailleurs, les propagandistes urbains du " réseau Carbonnel " eux mêmes peinent à bien saisir les attentes des jeunes ruraux. En mai 1934, à l'issue d'une réunion cantonale dans le Nord de l'Aveyron[363], les jeunes se disent déçus par l'exposé trop théorique de Jean Galaup sur la JAC ; ils auraient souhaité « du concret ». En novembre 1934[364], Jean Galaup et Marcel Blancher, les deux principaux propagandistes urbains, se livrent à un examen critique de leur action. Le premier reconnaît être sans doute en partie responsable du retard enregistré par le démarrage JAC dans l'Aveyron, alors que dans ce département si chrétien elle aurait dû connaître un essor particulièrement rapide[365] : « J'aurais voulu être un paysan pour vous parler et mon plus cher désir est de voir surgir bientôt des chefs parmi vous qui remplaceront heureusement les " intérimaires " citadins ». Marcel Blancher insiste sur « le terrain

[359] JR 15/11/1934. En outre, les " délégués " uniques de trois paroisses, Cougousse, St-Cyprien et Galgan (dans l'Ouest du département, non loin du foyer jaciste de Rieupeyroux, qui a pu essaimer auprès de jeunes dans cette direction), sont venus apparemment de leur propre initiative, ce qui laisserait penser que leurs curés respectifs n'étaient pas particulièrement prêts à encourager la spécialisation.
[360] FF 02/1935 (année de fusion entre la JACF et les JRA [Jeunes rurales agricoles] de la LPDF [Ligue patriotique des françaises]).
[361] FF 08-09/1936
[362] Est donnée d'autre part une définition très souple du milieu, qui n'est pas, comme dans l'acception que lui confèrent les mouvements spécialisés, la classe sociale strictement, " mais tous ceux qui nous entourent ", supérieurs, égaux ou inférieurs socialement. C'est là la reprise " nationale " des conceptions de Charles Carnus, qui avait fondé son " modèle " de la Jeunesse féminine catholique sur le mélange des catégories sociales.
[363] JR 01/06/34
[364] JR 01/11/1934.
[365] *Ibid.,* JR 01/11/1934.

professionnel, le seul, y songe-t-on assez, le seul qui intéresse encore aujourd'hui nos jeunes. Réunir, par exemple, quelques jeunes ruraux, c'est facile. Leur faire pendant une heure de grandes théories sur leurs devoirs de chrétiens et de citoyens français, quand on a une bonne tapette, c'est encore facile. Les avoir la fois suivante, c'est peut-être possible ; mais être sûr qu'ils reviendront régulièrement encaisser un speech qui tourne un peu au sermon, (…) c'est déjà beaucoup plus problématique »[366].

Confrontés par l'expérience aux difficultés et aux décalages culturels, ces propagandistes urbains de la spécialisation rurale, qui de leur côté avaient vraisemblablement reçu une formation intellectuelle relativement poussée, en sont donc apparemment venus à amender leur propos, pour prendre davantage en compte la réalité rurale. Les demandes formulées par la " base ", auxquelles répondait cette correction, montraient le caractère litigieux de l'argumentation développée par les adversaires de la spécialisation[367]. Même en " pays chrétien ", le rapport à la religion était moins accusé dans la partie masculine de la population[368]. La Cité terrestre concurrençait fermement la Cité de Dieu dans les attentes et les aspirations immédiates. Un besoin d'écoute et d'accompagnement existait, face aux difficultés du quotidien, en ces temps de crise. Or, en même temps, le substrat chrétien rendait plus légitime une action menée par l'Eglise en ce sens. La chance, à moyen terme, de la JAC pouvait être d'apparaître en mesure de répondre à la fois à toutes ces conditions et aspirations.

3 – Dans le Cantal : la conjonction d'impulsions extérieures et des attentes épiscopales

Dans le Cantal, en 1933-34, en l'absence de pôle d'opposition déterminé, c'est une lente acceptation informelle qui se dessine, n'entraînant pas pour l'instant la mise en place d'une " pratique jaciste " " canonique ", conforme aux prescriptions du mouvement, et commençant par la réalisation d'enquêtes d'affiliation.

Le réseau d'ecclésiastiques et de cadres d'œuvres gravitant autour de Garric s'est rallié à la spécialisation, à l'image de sa figure de proue, qui gagne le Brésil en 1933 et sort dès lors du jeu local. Faut-il invoquer l'imitation, la résignation, la soumission au pape après *Quadragesimo anno*, l'adhésion après réflexion ? L'abbé Bompard se fait en tout cas

[366] *Ibid.,* JR 01/11/1934.
[367] Si ce n'est, il est vrai, auprès des jeunes filles, qui constituaient l'essentiel de leur public, et demeuraient très attachées encore au cadre religieux.
[368] *Cf.* Langlois, Claude, « ''Toujours plus pratiquantes''. La permanence du dimorphisme sexuel dans le catholicisme français contemporain », *Clio*, n°2, 1995.

clairement le propagandiste de l'insertion des groupes dans les mouvements spécialisés[369], même si son nécrologue[370] affirme que « tout en s'adaptant à la situation nouvelle, [il] gardera cependant au fond de lui-même la nostalgie de l'ancienne formule ». Mais pour l'instant, l'évêque, tout en exaltant la JAC[371], n'en fait pas pour autant la seule organisation apte à agir en milieu rural : il conserve sa confiance envers les formules suscitées par l'école d'agriculture toulousaine de Purpan, pour « redonner la France au Christ »[372]. En outre, parmi les curés les plus impliqués dans le fonctionnement des EAC et l'organisation de semaines rurales ou de concours, s'il en est certains, tel l'abbé Bourbouze, de Thiézac, qui semblent jouer assez vite le jeu de l'acheminement vers la JAC – celui-ci procure au jeune mouvement son premier délégué informel au sein du comité fédéral de l'ACJF, issu du cercle de Thiézac[373] –, en revanche, le principal relais de Purpan, l'abbé Chanson, de Laveissière, pionnier de l'introduction des EAC, et principal relais local de Purpan, est encore sur la réserve jusqu'à la mi-1934.

L'impulsion décisive en faveur de l'adoption de la JAC se situe, comme nous l'avons vu en commençant, entre 1935 et 1936.

Dans le courant de l'année 1934, l'abbé Chanson, jusque là circonspect, avait fini par donner son aval[374]. Lors de la semaine rurale qui se déroule à l'institution St-Eugène fin décembre 1934[375], avait été décidé que tous les groupes existants de jeunesse rurale masculine devraient désormais se diriger vers la JAC. Le plein accord de Purpan, ou du moins de ses affidés, semble donc avoir été essentiel. Or cela concorde avec la chronologie établie par le Père de Gensac dans sa monographie de l'école d'agriculture toulousaine : après une phase de pression exercée par celle-ci, exigeant l'intégration officielle des EAC dans la formule éducative de la JAC, le Père Barjallé donne son aval au mouvement spécialisé vers 1934-35 après avoir obtenu satisfaction[376].

Le nouveau président de l'ACJF diocésaine, M[e] Raymond Vergne[377], s'était montré pour sa part bien peu intéressé par la spécialisation lors de son investiture[378]. Mais, craignant

[369] JA 01/1933, 08-09/1933, 11/1933, 12/ 1933.
[370] SC 25/01/1962.
[371] Les premières expérimentations jocistes ont lieu à Mauriac, dans le Nord-ouest du département.
[372] JA 08-09/1933.
[373] Il s'agit de Jean Lauzet, président de son groupe paroissial. Il devient dès lors un pivot essentiel des réseaux de relations au sein de la jeunesse catholique rurale, effectuant en quelque sorte la liaison avec J. Besson, qui rayonne essentiellement sur l'Est du département, et Jean-Marie. Poignet, homme-recours dans l'Ouest.
[374] JA 05-06/1934.
[375] JA 02/1935.
[376] De Gensac, Père H., *op. cit.*, p.174-175.
[377] JA 02/1934.

une dérive vers la prise en compte trop exclusive de la formation professionnelle aux dépens de la formation religieuse[379], il a pu, parmi d'autres[380], contribuer au choix de la JAC comme moyen d'apostolat chrétien, alors que l'importance accordée jusque là au rattachement à Purpan pouvait sembler laisser trop de place à des aspects profanes. Or, le passage à la JAC est aussi allé de pair avec une inflexion du discours du Père Barjallé vers les questions religieuses[381]. La promotion de la JAC par le " centre ", par les principaux hommes de pouvoir du diocèse, ecclésiastiques ou laïcs, a donc pu aussi correspondre à une reprise en main mettant l'accent sur le caractère chrétien de la reconquête à opérer, plus que sur les moyens profanes à employer.

La venue dans le diocèse de Mgr Courbe, le secrétaire général de l'Action catholique, fin mars 1935[382], n'a rien d'une impulsion donnée ; elle entérine plutôt un choix. Quoi qu'il en soit, à l'automne 1935, le Père Foreau, aumônier national de la JAC, est accueilli par l'abbé Bourbouze à Thiézac pour le lancement officiel de la fédération, remettant l'insigne jaciste à douze jeunes pionniers chargés de l'établir[383]. Le contact avec lui avait été établi courant 1932[384], vraisemblablement par l'abbé Bompard[385]. Il faut souligner l'importance de ce haut parrainage : car en Aveyron, la situation conflictuelle a apparemment tenu le Père Foreau à l'écart.

Il convient aussi de remarquer que, grâce au préalable de l'action menée dans le giron de Purpan, une fois l'impulsion donnée, la propagande en faveur de la JAC peut s'appuyer immédiatement sur des relais ruraux : des curés, comme des jeunes issus des EAC. L'abbé

---

[378] Dans son discours d'investiture (JA 02/1934), il témoigne d'une sensibilité à l'apostolat avant tout marquée par les aspects religieux, ne soufflant mot de la spécialisation, pourtant l'un des grands sujets du moment. C'est un ancien des équipes sociales : les réticences premières des proches de Garric ont-elles davantage perduré chez lui ?

[379] Il intègre bien dans ses préoccupations affichées le souci de formation sociale et professionnelle, notamment pour le monde rural, avec lequel il se plaît à mettre en avant ses attaches familiales (la famille Vergne est originaire d'une petite commune du canton de Pleaux, où Raymond Vergne avait passé une partie de son enfance, et conservait une maison). " Mais il ne suffit pas d'acquérir des connaissances professionnelles. Il faut encore continuer à vous instruire de votre foi ", notamment pour pouvoir répondre aux contradicteurs, martèle-t-il lors des semaines rurales de Mauriac et Saint-Flour en 1934 (JA 03/1934).

[380] Il assure en 1934 et 1935 l'essentiel de sa présence auprès de la jeunesse rurale, avant de s'effacer les années suivantes au profit des responsables ruraux.

[381] Jusqu'en 1934, dans les comptes rendus publiés dans JA, seuls apparaissent des propos du Père Barjallé concernant l'agriculture, souvent abordée dans une perspective technique. Fin 1935, animant une journée jaciste régionale à laquelle participent des Cantaliens, parlant de la formation professionnelle assurée au sein de la JAC, il lui donne pour objectif clair l'extension du règne de Dieu. Fin février 1936, il anime la première retraite fermée pour jeunes ruraux du Cantal ; les questions agricoles sont bien présentes, mais lui-même assure une dense partie religieuse.

[382] JA 03/1935.

[383] JA 09/1935. Dès lors, des extraits ou encarts de promotion pour le manuel jaciste sont insérés dans la presse militante, de même que des listes de publications jacistes. Dès l'automne qui suit on se met à vendre le calendrier jaciste, connu depuis trois ans des Rouergats.

[384] Il était annoncé pour une réunion en décembre, et s'était rendu finalement une première fois dans le Cantal en 1933.

[385] D'après le suivi des participations aux réunions extérieures.

Chanson décédant prématurément, les abbés Bourbouze, à Thiézac, et Plantecoste, à St-Santin-Cantalès, prennent en quelque sorte sa succession, se partageant la mise en œuvre de la spécialisation jaciste, pendant que l'abbé Bompard paraît à l'écart du processus[386]. Ils sont des proches de Mgr Lecoeur mais aussi, apparemment, de Mgr Saliège[387], archevêque de Toulouse, qui a été un relais important dans le sud-ouest, tant pour l'essor de la JAC que de la JACF[388] : tout cela, encore une fois, pourrait faire penser à une reprise en mains par les réseaux de l'évêque, du moins à leur montée en puissance. Quelques réunions cantonales sont mises sur pieds. Mais, à la différence de l'Aveyron, ce sont surtout les réunions paroissiales qui continuent à être prisées, permettant un contact et un suivi plus fins. Assurément, ce maillage fin est permis ici par l'existence de ce réseau cohérent mais déconcentré, pluriel, de responsables ruraux de la jeunesse catholique, tant clercs que laïcs.

La volonté – ou la caution – épiscopale semble aussi se dessiner en filigrane comme l'un des moteurs du positionnement progressif de la jeunesse féminine catholique du Cantal face à la spécialisation balbutiante apparue avec la création nationale de la JACF en 1933. La Jeunesse féminine catholique du Cantal avait jusque là davantage subi l'influence de l'abbé Carnus et de la présidente de la Jeunesse féminine aveyronnaise, M^{elle} Bonnefous, venus animer de nombreuses réunions, que celle de son aumônier en titre, l'abbé Bompard. Sans évolution de la situation, il ne pouvait que difficilement en résulter une acceptation rapide de la spécialisation. Les déclarations de la première présidente, Geneviève de Menthière, la situent d'ailleurs strictement dans la sensibilité essentiellement religieuse qui présidait au sein de l'organisation féminine aveyronnaise[389]. Mais à partir de 1933 – l'année de la création de la JACF, justement –, les liens se distendent, en même temps que les activités de la Jeunesse féminine cantalienne connaissent un passage à vide, propre à voir émerger de nouvelles

[386] L'abbé Bourbouze paraît lié au moins depuis 1929 (date où son groupe paroissial prend une inscription aux EAC) aux " pionniers " de l'action catholique rurale que sont l'abbés Chanson et l'abbé Plantecoste, s'engageant aux côtés de Chanson en 1932 dans l'organisation du premier concours de pommes de terre. L'abbé Bourbouze impulse la constitution du noyau de responsables. L'abbé Plantecoste s'occupe des relations avec les autorités ecclésiastiques et les responsables nationaux. C'est lui qui part assister, en septembre 1935, au premier congrès national de la JAC à Tours (JA 10/1935). Huit mois plus tard, sa section paroissiale est la première affiliée du Cantal. Le mois suivant, c'est lui qui mène la délégation cantalienne à Paris, pour le congrès de l'ACJF. Il est à l'époque, au sein du clergé local l'actif promoteur de la JAC : lors de la réunion des aumôniers, en septembre 1936, dans des articles publiés dans *Jeunes Arvernes (*JA 03/1937, notamment : doctrine, buts, méthodes de la JAC ; 04/1937 "La JAC, principe d'un monde nouveau")... Pourtant, tombé malade dans les premiers mois de 1937 (JA 04/1937), il est contraint de cesser ses activités, et s'éteint début 1938.

[387] L'abbé Bourbouze a enseigné aux côtés de l'abbé Saliège, au petit séminaire de Pleaux, puis au séminaire de Saint-Flour : notice nécrologique de l'abbé Bourbouze, SC 12/1940, et registre de suivi des prêtres, Archives diocésaines.

[388] Cholvy, G., « Des Enfants de Marie à la jeunesse agricole féminine : Eglise, jeunesse féminine et monde rural, 1930-1960 », art. cit., p. 348.

[389] EA 03/1931.

responsables, qui s'insèrent dans les sphères d'influence différentes. Ainsi, dès cette époque, les sœurs de St-Vincent-de-Paul de Saint-Flour commencent à s'impliquer dans l'animation de l'organisation de jeunesse cantalienne, en organisant une retraite spécifiquement « adaptée aux occupations et au genre de vie des rurales »[390], et en visitant ou fondant des groupes locaux. La localisation sanfloraine peut faire soupçonner, là encore, une reprise en mains par l'évêque, selon une stratégie d'alignement des deux branches, contrairement à ce qui s'était effectué en Aveyron.

A partir de 1935, on repère aussi le rôle croissant d'une figure montante : le jeune abbé Joubert, curé de Velzic[391]. Né en 1907 à Aurillac[392], il est l'ancien vice-président (avant 1932) du cercle St-Géraud si lié à Garric[393]. Il a pu suivre la démarche de ralliement à la spécialisation évoquée plus haut. Mais sa jeunesse, et sa fougue quelque peu autoritaire, le poussent peut-être aussi à bâtir quelque chose qui soit son œuvre propre, quelque chose qui lui vaille la reconnaissance de ses supérieurs, et qui soit donc en accord avec les directives ecclésiales du moment : celles du pape, celles de son évêque[394]. L'aspect positif que l'abbé Joubert relève dans la JACF, est l'importance qu'elle accorde à la définition de moyens efficaces pour faire progresser le message chrétien en passant du témoignage à la *conquête active*[395]. Là encore, comme chez certains des nouveaux dirigeants de l'ACJF diocésaine, l'adhésion à la spécialisation repose plus sur la volonté de développer des actions *d'apostolat sur le terrain*, quel qu'il soit, que sur une interrogation à propos de la qualité, de l'identité, de ce terrain. Bref, l'abbé Joubert préconise une attitude véritablement offensive, plutôt que défensive, mais il conçoit une jeunesse plus chrétienne qu'agricole. Il lui reste pourtant encore à devenir aumônier en titre, et à constituer ainsi un réseau de relations plus dense. Or, pour l'instant, la JACF a émergé aussi à Pierrefort, profitant de la présence d'un curé membre du " réseau Purpan "[396], et de l'expérience préalable du groupe masculin, déjà affilié. C'est d'ailleurs pour permettre l'affiliation de cette première section féminine, en décembre 1936,

---

[390] EA 03/1933.

[391] Il y avait organisé en novembre, pour les jeunes filles, une journée rurale, qualifiée de " déclencheur " par le groupe voisin de St-Simon, qui se met à étudier la JAC dès 03/1936. Il est signalé dans quatre réunions sur dix à compter de 1936, alors que l'abbé Bompard, aumônier en titre, est très peu présent.

[392] Nécrologie dans VC 09/06/1991.

[393] Tout comme l'était, d'ailleurs, le curé de St-Simon : Coll., *Curé de campagne, semeur de joie, l'abbé Bruel (1879-1958)*, Aurillac, éd. Gerbert, 1969, 70 p.

[394] Un texte tardif il est vrai (de 1939), où il met en avant, comme argument, la fidélité aux décisions du pape et de l'épiscopat, pourraient incliner à ne pas exclure cette possibilité.

[395] *Cf.* EA 02/1939.

[396] Le curé de Pierrefort, l'abbé Boyer, au profil proche de l'abbé Plantecoste et de l'abbé Chanson par son implication ancienne dans le syndicalisme agricole ou les EAC, ou son vicaire, plus recevable par son âge, auraient donc pu prétendre à l'accès à l'aumônerie diocésaine ; mais ils sont alors quelque peu isolés par rapport au centre d'impulsion diocésain, alors que Joubert fréquente depuis sa jeunesse les entourages de Garric et Bompard.

que Mgr Lecoeur modifie le règlement de la Jeunesse féminine catholique du Cantal. Il y inclut la JACF[397], et prévoit par un « etc. » l'apparition d'autres branches spécialisées dans son diocèse.

4 – Des réseaux nationaux aux réseaux régionaux

Dans la première moitié des années 1930, la plus forte densité, et en même temps la déconcentration marquée, sur le plan local, des relations entretenues dans le Cantal avec des instances et responsables nationaux, a pu accompagner un ralliement assez généralisé à la spécialisation, de la part des figures de proue du catholicisme local, et prédisposer à un " basculement " rapide, dès lors que l'impulsion à la fois locale (celle de l'évêque) et nationale (celle du Père Foreau) était donnée. En Aveyron, un certain renfermement sur soi révélait et entretenait les tensions locales. Le cheminement vers la spécialisation ne pouvait être que prudent, progressif.

La deuxième moitié de la décennie, où la spécialisation s'installe, voit, pour la jeunesse masculine, une diminution de la fréquence des rencontres extérieures. Elle va de pair avec une régionalisation de ces rencontres, appelée à densifier et complexifier les réseaux de relations[398]. Or, cette régionalisation a la particularité de s'inscrire dans les cadres établis de l'Union du Midi de l'ACJF : pas de réunions avec le Puy-de-Dôme, la Haute-Loire ou la Lozère, pour la branche masculine[399]. Cette forte prégnance des cadres régionaux de l'ACJF doit donc être prise en compte quand on veut comprendre, au niveau national, la part des processus de diffusion par capillarité de la JAC, et les incohérences apparentes de la carte nationale de la pratique jaciste. Permettant de partager des expériences communes, dans des départements souvent proches, ces rencontres régionales doivent sans doute jouer pour diffuser et provoquer l'imprégnation du discours jaciste, d'autant plus qu'elles permettent la présence d'un nombre de jeunes plus conséquent que dans les rencontres plus éloignées. On notera par ailleurs que dans ce processus d'accompagnement régional de l'implantation de la JAC, l'Aveyron et le Cantal font figure de " périphéries ", le premier surtout. Pour les

[397] EA 11/1936.

[398] Le relevé des délégués présents au premier congrès de la JAC, en 1935, montre aussi une prise en charge des relations extérieures par d'autres prêtres que l'aumônier diocésain. Ainsi, ce sont le curé de Lacroix-Barrez, pour l'Aveyron, celui de St-Santin-Cantalès, l'abbé Plantecoste, pour le Cantal, qui font le déplacement, tous deux accompagnés de membres de leur section paroissiale, dans les deux cas la première du diocèse affiliée à la JAC. Ce n'est qu'au congrès de 1939, une fois la JAC consolidée, enrichie, dans les deux diocèses, que l'aumônier diocésain se joint à la délégation.

[399] Une première réunion se déroule en 1934 à Rocamadour, regroupant des délégués du Lot, du Tarn-et-Garonne, du Cantal et de la Gironde (exception confirmant la règle…), mais aucun de l'Aveyron ; en revanche, Rouergue et Haute-Auvergne sont communément représentés aux trois réunions jacistes de 1935, et plus tard aux deux de 1937, ainsi qu'à celles de 1938 et 1939..

réunions jacistes régionales de 1934, 1935, et plus tard, de 1937 et 1939, c'est sur les départements couronnant le Massif central au sud-ouest (ils deviennent " centre ") que s'appuie l'organisation : Tarn, Lot, Corrèze, occasionnellement la Haute-Garonne. Plus précoces dans l'acceptation et la mise en place de la JAC, ils deviennent relais. Mais le Cantal dès 1936, devient à son tour pôle régional pour des réunions communes avec l'Aveyron.

Enfin, cette régionalisation a de fortes chances d'avoir appuyé par l'exemple concret la diffusion de la notion de " milieu " : de fait, le mouvement jaciste, dans ses rouages de fonctionnement, s'inscrit alors davantage dans son cadre régional, un cadre essentiellement rural.

B – Fiers paysans

Aussi bien l'étude des comptes-rendus des réunions de la Jeunesse catholique masculine rurale, que celle du contenu de la *Page des jeunes ruraux* de ses bulletins, conduisent à la même conclusion, dans les deux diocèses étudiés : comme cela apparaît sur les graphiques (Annexe : doc. A-1-4-3-4 p. 640), la période immédiatement antérieure au basculement définitif vers la spécialisation, approximativement entre 1932 et 1935, a été marquée par un accroissement sensible de l'importance accordée à l'évocation du monde rural – toujours plus prisée dans le Cantal –, alors que la place réservée spécifiquement à la religion entrait plutôt dans un cycle bas, après le sommet de 1931 lié notamment à la promulgation *Quadragesimo anno.* Un certain écho de ces tendances semble parvenir jusqu'à la jeunesse catholique féminine, pourtant encore assez loin de la spécialisation : dès avant la création officielle de la JACF en 1933, l'année 1932 a marqué à la fois la création d'une *Page de la jeune rurale* au sein du bulletin cantalien, et l'introduction ponctuelle de l'agriculture dans le programme d'étude annuel des cercles ruraux de la Jeunesse féminine aveyronnaise (JFCA), accompagnée par une première " vague " très modeste (le total décennal dépasse à peine 1 % des pages) d'articles sur les questions rurales, laquelle s'achève en 1934.

1- « C'est nous qui avons fait se lever la France par un labeur de 1 500 ans »[400]

S'il est, dans cette presse militante, un thème majeur qui caractérise l'approche du monde des campagnes dans cette période de prémices jacistes, c'est bien celui de la fierté

[400] JR 08/1932.

d'appartenir au milieu rural et *a fortiori* agricole. Le thème n'est pas tout à fait nouveau[401]. Et comme celui de l'exode rural, il s'agit surtout d'un thème d'amont, qui accompagne plus étroitement que d'autres la pénétration du mouvement[402].

Le discours est d'inspiration nationale, principalement agrarienne[403], assez semblable d'un diocèse à l'autre. C'est l'image très idéalisée du petit ou moyen propriétaire qui est divulguée, non celle du métayer ni du gros exploitant. Dans les espaces jacistes pionniers du bassin parisien marqués par la grande propriété, un tel discours n'était donc pas exempt d'ambiguïtés. Mais dans les régions méridionales auxquelles nous nous intéressons, l'image véhiculée épouse très bien la réalité locale. Un premier ensemble d'arguments met en avant le rôle social du paysan-producteur. Le rappel du poids économique du secteur primaire[404], ou l'analyse des fluctuations conjoncturelles, sont peu prisés, sans doute parce que trop " techniques ". C'est plutôt, de façon large et classique, la fonction de " nourricier des peuples " qui est mise en avant[405]. A partir de là, l'agriculture prend les contours d'un métier particulier, d'une mission, d'une " vocation ". C'est un secteur à part, plus " noble " que les autres[406]. Il est légitimé par son passé. « C'est nous qui avons fait se lever la France par un labeur de 1 500 ans »[407]. Le paysan est ainsi présenté comme un " pilier de la nation ". Pilier patriotique tout d'abord, ce qui donne lieu, dans le Cantal, dès 1935[408], à la réaffirmation de la composante territoriale de la patrie, et à la condamnation de la conception raciale développée par les nazis[409]. Pilier idéalisé de la moralité[410]. Pilier de l'Eglise, enfin – surtout dans les reprises aveyronnaises : les discours insistent de façon très classique sur l'existence d'une " connivence " particulière entre Dieu et le paysan[411]. Un extrait d'un chœur parlé donné en 1936 à St-Pierre-de-Béssuéjouls montre, au-delà de la reprise d'un argumentaire national,

---

401 Hors articles institutionnels, il représentait déjà en moyenne près de 12 % de la *Page des jeunes ruraux* aveyronnaise – 2,5 % seulement, il est vrai, pour le Cantal.
402 La fréquence maximale dans la presse des organisations catholiques se situe ainsi en 1932-33 en Aveyron (34,5 et 13,5 % de l'espace de la *Page des jeunes ruraux* hors articles institutionnels), et pour le Cantal, en 1935 (10,5 % de l'espace de la *Page des jeunes ruraux*).
403 *Cf.* Barral, P., *Les agrariens français…, op. cit.*, p. 130, 134, 135… Pour la déclinaison jaciste (nationale) de ce discours, *cf.* Yamane, H., thèse citée, p. 248-277.
404 JR 01/05/1932, 07/1932.
405 JR 01/05/1932, 01/03/1933, 07/1934, 01/03/1934 ; JA 12/1935…
406 JR 01/03/1933, 15/03/1933, 01/10/1933, 15/02/1934, 01/12/1935 ; JA 05/1932, 07/1935, 12/1935.
407 JR 08/1932.
408 Soit deux ans avant la publication de l'encyclique *Mit brennender Sorge*, qui condamne les excès du nazisme.
409 JR 01/05/1932, 08/1932, 15/03/1933, 15/02/1934 ; JA 12/1935, 01/1936 : compte rendu d'une intervention de l'abbé Delcros à Murat. Au-delà, cela renvoie à la conception allemande de la nation, dans la lignée de Fichte.
410 JR 08/1932 ; JA 02/1932, 07/1935.
411 JR 01/02/1933, 01/04/1933, 01/12/1933, 01/12/1933, 01/01/1934 15/02/1934, 01/03/1935 ; JA 10/1929, 02/1932.

comment a été opéré son ancrage dans la réalité locale aveyronnaise, afin d'en rendre plus sensible la signification quotidienne :

> *« Nous ! Les enfants de la terre rouergate.*
> *Nous, les fils des laboureurs du gai Ségala qui jettent à pleine main les grains, qui deviendront le pain des hommes et le pain des anges*
> *Nous, les bergers des Causses désertiques qui gardons nos troupeaux en contemplant l'œuvre du Créateur*
> *Nous les fils de vignerons qui recueillent sur les coteaux du Vallon les grappes d'où jaillissent le vin et le sang du Christ… »*[412].

Les articles exaltant les traditions locales, dont la fréquence connaît son maximum dans la presse masculine des deux diocèses en 1932-33[413], renforcent la logique argumentaire consistant à ancrer l'agriculture dans un passé séculaire pour mieux légitimer son rôle social. En Aveyron[414], les articles insistent avant tout sur la nécessité de raviver des traditions rurales tombées plus ou moins en désuétude, *a fortiori quand elles marquent le lien entre les paysans et la religion* : bénédiction des troupeaux, érection de calvaires, croix des blés, pain bénit, processions… Dans le Cantal, l'évocation des éléments traditionnels de la vie rurale (objets, animaux, fêtes…) voisine avec celle de l'histoire locale : en 1932, la série " Histoire des Arvernes " est destinée à « établir ce que l'école n'enseigne que trop partiellement »[415]. La particularité de la presse masculine cantalienne est aussi d'avoir plus fréquemment fait appel à la littérature que sa consœur aveyronnaise, pour exalter le monde rural[416]. Il s'agit là soit d'articles attirant l'attention sur les littérateurs dont l'œuvre est centrée sur l'univers paysan, avec une certaine prédilection pour les auteurs locaux[417], soit de textes littéraires qui exaltent le monde rural dans sa composante paysagère naturelle[418] ou dans ses activités profanes[419], beaucoup plus que dans sa composante religieuse. Peu de textes littéraires " purement " édifiants, ou à sujet essentiellement religieux : ils trouvent place en général dans la période de Noël. Le bulletin aveyronnais, pour sa part, prodigue des recommandations en matière de

---

412 JR 01/10/1936.
413 Hors articles institutionnels : A = 37 % en 1933 ; C = 10,3 % en 1932.
414 JR 01/03/1933, 15/03/1933, 01/04/1933, 01/06/1933, 01/10/1933, 15/04/1935.
415 Les réveillers, les foires, les " fêtes d'antan ", la transhumance, les foins, les bêtes du pays, bœufs et oiseaux, la faux, l'âtre, la maison, le village, les paysages cantaliens vus du train, le patois à maintenir, les disques régionaux, le braconnier, la tisserande…
416 En moyenne, un peu plus de 4 % de l'espace, contre un peu moins de 2 %, avec des " crues " situées chaque fois à la veille d'une "année charnière " importante pour la formalisation de la JAC (1931, 1934, 1937).
417 Les Cantaliens Vermenouze ou Gandilhon Gens d'Armes, le Bourbonnais Guillaumin, le Rouergat François Fabié, ou encore le Provençal Mistral, solidarité occitane oblige… (JA 10/1933, 12/1935…)
418 Animaux ; saisons ; forêt… : JA 12/1932, 01/1934, 02/1934, 11/1934…
419 Foires, vie quotidienne du village (JA 04/1931…)

bonnes et saines lectures, mais sans marquer une prédilection particulière pour la littérature “ de terroir ”[420].

Quant aux articles abordant l’“ environnement rural ” qui paraissent alors dans le bulletin de la Jeunesse féminine catholique aveyronnaise, ils sont avant tout édifiants, cherchant à définir une norme de comportement pour la jeune fille, un idéal de vie à atteindre[421]. Par exemple, dans deux articles de 1933[422] sur “ la jeune fille à la campagne ” est développé le portrait idéal de jeunes filles aux sentiments forcément généreux, ne rechignant pas devant la vie rustique, devant le travail qui leur est demandé et qui permet d’alléger le fardeau de leurs parents ; elles méditent sur des sujets religieux en gardant les bêtes, et attirent par leurs prières les bénédictions du Ciel sur leur village. Certes, l’article reflète, par élimination, le contre-exemple qu’il s’agit d’éviter, celui de la ville tentatrice. Mais il ne l’évoque pas de front. Il n’est pas envisagé un instant que la jeune fille puisse effectivement préférer la ville à la rusticité de la vie campagnarde : la fiction d’une préférence pour la campagne allant de soi est maintenue. La *Page de la jeune rurale* cantalienne comporte elle aussi cette même optique édifiante et traditionnelle : le seul thème récurrent de façon vraiment permanente entre 1932 et 1935 est celui de la maîtresse de maison, chargée de l'entretien, de l'hygiène domestique, soumise aux hommes de la famille[423]. « Dans sa monotonie et son apparente vulgarité, l'œuvre de la ménagère est une œuvre passionnante et sublime », car le travail domestique est un des moyens de servir Dieu[424]. Mais cette fois, les faux espoirs d’une émigration vers la ville sont dénoncés de façon tout à fait explicite[425]. La presse cantalienne donne donc des conseils très pratiques à la jeune fille : disposer dans la cuisine de la ferme de plusieurs tables, aux fonctions différentes, veiller à la propreté de l'évier, avoir recours à des bocaux pour conserver certaines denrées, utiliser un fourneau plutôt qu’une cheminée[426] ; quelques mises au point concernent même l'arboriculture[427], ou l'élevage du lapin[428]. En Aveyron, elle se contente de souligner l’intérêt de la formation dispensée dans les centres ménagers locaux : une certaine retenue persiste, un champ important pour le non-dit, comme

[420] JR 15/05/1933, 01/01/1934. Mais l’importance majorée (par rapport à la presse cantalienne) accordée par la presse rouergate au traitement de l’exode rural ou à la revendication d’une fierté rurale, compense largement le fait de ne guère aborder ces questions sous l’angle des références culturelles “ savantes ”.
[421] *Cf.* Bruneau, Hélène, « Portrait idéal de la jeune fille d’après la littérature militante catholique à l’usage de la jeunesse féminine en France entre les deux guerres », mémoire de maîtrise, Montpellier, 1978.
[422] FF 04/1933 et 06/1933 (“ La jeune fille à la campagne ”) ; 07/1933 et 08/1933 (“ Professions agricoles ”).
[423] EA 09/1932, pour la soumission aux hommes.
[424] EA 09/1933.
[425] EA 03/1932, 04/1932, 10/1933.
[426] EA 11/1932.
[427] EA 01/1932, 02/1932, 12/1935.
[428] EA 11/1934 et 01/1935.

si l'on craignait que la formulation de questions très pratiques n'entache l'image idyllique que l'on veut donner d'elles mêmes aux jeunes " apôtres ". Mais il est un élément commun essentiel : l'insistance sur la notion de " foyer ". « Contre-modèle du mode de vie des générations [de femmes] précédentes », obligées de travailler dur sur l'exploitation, le foyer devait caractériser l'un des premiers combats de la JACF. Mais cette insistance avait des effets ambigus, à vrai dire : si elle conférait " une réelle visibilité " au travail des rurales, elle pouvait être vécue négativement, comme une relégation, sur le modèle bourgeois, alors que jusque là maison et exploitation ne se distinguaient guère dans les campagnes[429].

Mais ces exhortations à la fierté du travail quotidien féminin au sein du foyer sont aussi comme un écho à celles qui s'adressent par ailleurs aux jeunes ruraux, les invitant à ne plus mépriser leur métier en raison de sa mauvaise image, à se sentir " fiers d'être paysans ". Elles se renforcent sans doute mutuellement.

2 – Agir

C'est surtout en 1931-1932, et principalement en Aveyron, que ces divers sujets touchant à la perception générale de la *société* rurale ont nourri le surcroît d'attention dont a bénéficié le monde des campagnes dans la presse et les réunions de la Jeunesse catholique. Mais dans un deuxième temps, à partir de 1933-34, les centres d'intérêt se sont davantage reportés sur la formation et les techniques agricoles (déjà fortement présentes en Haute-Auvergne).

La Jeunesse catholique masculine aveyronnaise tente ainsi de mettre au point en octobre 1933 sa propre formule d'EAC[430]. En liaison avec l'organisation syndicale agricole du Plateau central, elle prétend chercher une adéquation plus fine avec les réalités de l'agriculture locale, en réponse, dit-elle, à des plaintes formulées à l'égard des cours offerts par Purpan qui « ne répondaient pas assez à la diversité des cultures pratiquées dans le département et à la variété des régions qui le composent ». La motivation s'arrête-t-elle là[431] ?

---

[429] *Cf.* Perrot, Martyne, " Les aspirations des jacistes et la transformation de l'image et du statut des femmes en milieu rural " (1933-1962), in *Les Hommes, leurs espaces et leurs aspirations*, Hommage à Paul Henry Chombart de Lauwe, Paris, L'Harmattan, 1994, p.193-205 : p. 195-198.

[430] Les sujets à étudier, à l'aide d'un manuel dont le choix est laissé libre, sont publiés dans *Jeune Rouergue* chaque mois.

[431] En effet, en novembre 1934, les responsables se demandent s'il ne faudrait pas proposer des devoirs différents selon les sous-régions du département, mais ils y opposent le problème du coût financier (JR 15/11/1934). Poser cette question et l'agrémenter de cette réserve après avoir rejeté Purpan en prétextant une trop faible prise en compte des diversités, voilà qui laisse entendre que l'argumentation utilisée pour contrer l'école d'agriculture toulousaine tenaient avant tout du prétexte.

Si les articles consacrés aux EAC considèrent bien que la modernisation agricole qu'elles permettront est nécessaire, ils rappellent aussi périodiquement que ces études doivent avant tout former des chefs, des élites rurales chrétiennes qui s'imposeront par leurs connaissances et leur bonne conduite[432]. Ils insistent sur la nécessité d'une formation complète, sociale, civique, et religieuse, qui évite de tomber dans le piège d'une formation trop centrée sur les aspects techniques[433]. Il s'agirait peut-être, alors, de mieux contrôler, dans cette optique, le contenu et les orientations des EAC… D'autre part, la concurrence du radicalisme, importante dans le reste de la région, et dont nous avions dit qu'elle avait pu y pousser tout particulièrement les milieux catholiques à investir le champ de la formation professionnelle des jeunes ruraux, commence à gagner l'Aveyron. Longtemps inefficaces face au monopole du Plateau central, les arguments de la gauche aveyronnaise trouvent un certain écho à compter de 1933 : cette année là est fondée la Fédération des syndicats agricoles de l'Aveyron, qui remporte rapidement un relatif succès[434]. Mais l'opération de création d'un service d'EAC spécifiquement aveyronnais est un échec[435]. Dès février 1935, les dirigeants diocésains laissent de nouveau le choix, et la possibilité de s'affilier à Purpan[436]. Peut-être l'impréparation aveyronnaise à l'animation agricole n'est-elle pas étrangère au revers subi : contrairement au Cantal, il n'y avait guère d'équipe capable de prendre en main les EAC.

Car dans le Cantal, désormais, ce sont surtout les actions concrètes menées sous l'égide de l'équipe locale des EAC, qui occupent l'espace de la *Page du jeune rural*. La réalité cantalienne continue ainsi à s'immiscer de plus en plus dans les articles que ses membres rédigent : ils s'intéressent beaucoup à la vache Salers[437], ils s'interrogent sur la meilleure façon d'accroître les ventes du fromage éponyme, le Cantal[438] ; le groupe de Thiézac publie un feuilleton-éloge des prairies de Haute-Auvergne[439]... Ils montrent aussi que la modernisation proposée, que les solutions exposées, fonctionnent dans le Cantal, car elles ont été testées localement. En avril 1933, le cercle de Saint-Flour fait savoir qu'il a acquis

[432] JR 01/03/1933, 15/03/1933, 08/10/1933, 01/11/1933, 01/12/1933, 15/11/1934, 01/11/1935, 15/11/1935.
[433] JR 15/12/1932, 15/03/1934, 15/11/1934.
[434] Béteille, R. (dir.), *L'Aveyron au XXe s.*, Rodez, Ed. du Rouergue, 1999, p. 87.
[435] Début 1935, Hyacinthe Bouyssou se plaint de ce que les EAC " ne sont presque pas connues " (JR 01-02/1935) ! Leur pratique stagne toujours entre 15 et 20 % de groupes, contre plus de la moitié, voire la quasi totalité, dans le Cantal.
[436] JR 15/02/1935, 01/03/1935, 15/12/1935. Peut-être Purpan s'est-elle en partie adaptée, aussi : en 1938, plusieurs bulletins sont proposés, pour le cours normal, chacun correspondant à une spécialité agricole particulière.
[437] Paul Besse, surtout, futur secrétaire fédéral de la JAC : JA 04/1932, 04/1933, 02/1934, 03/1934, 05-06/1934, 07/1934, 02/1935
[438] En améliorant les techniques de production ou en réduisant le format des pièces. JA 11/1934, 01/1935, 03/1935, 07/1935.
[439] JA 12/1934, 01/1935, 02/1935, 03/1935, 07/1935.

pour ses membres, qui l'usent et l'apprécient, un pulvérisateur, pour la culture des pommes de terre et la désinfection des étables ; il invite les autres groupes à faire de même[440]. La mécanisation agricole n'a pas attendu les « Trente glorieuses » pour être promue au sein des groupes ruraux de la jeunesse catholique.

Dans le Cantal, les années 1932-34 sont surtout celles du passage à l'action syndicale, sous l'égide de Purpan. L'action se substitue ainsi à la revendication, qui caractérisait plutôt la phase précédente[441]. Déjà, depuis 1931, les anciens des EAC s'étaient lancés dans l'organisation de concours d'agriculture locaux (étude de la prairie cantalienne[442], sélection de pommes de terre)[443]. En mars 1933 est constitué un syndicat de lutte contre le doryphore, sur les bases du syndicat départemental des EAC[444] ; sa fonction est bientôt élargie à l'amélioration de la culture de la pomme de terre[445], notamment par l'organisation de concours, à vocation pédagogique et d'émulation[446]. Fin 1935, le département est divisé en six secteurs sous la responsabilité d'un chef, ayant autorité sur les syndics locaux de trois ou quatre localités. Néanmoins, des critiques avaient vite été émises : pourquoi ne pas s'être occupé en premier lieu de l'élevage ? Tant qu'il s'agissait de revendications reproduites dans le bulletin, une légère inadaptation à la réalité de l'agriculture locale avait été tolérée. Mais dès lors que s'effectue le passage à l'action, se manifeste une exigence d'adéquation. C'est aussi le moment où les prix du lait, longtemps " bouée de sauvetage " des petites exploitations, commencent à s'effondrer ; demeuré à l'abri des conséquences les plus extrêmes de la crise grâce à sa spécialisation dans l'élevage, le Cantal y entre désormais. Tout commence donc par la création d'un concours d'élevage dans la région de Salers, zone privilégiée en la matière. Un concours un peu particulier, qui comprend un suivi des

[440] En juin, le groupe de Laveissière informe qu'il a fait venir des tubercules de pommes de terre sains de St-Brieuc.
[441] Au-delà de 1931, la question du blé devient moins lancinante, peut-être parce que la légère remontée des prix agricoles cette année-là a rompu ce cycle revendicatif (*cf.* Paxton, *op. cit.*, p.27) ? Peut-être joue aussi l'échec des politiques, notamment protectionnistes, qui avaient été engagées. Il pourrait néanmoins paraître étonnant de ne pas voir le problème du blé dénoncé avec force au milieu des années 1930, quand les prix atteignent leur étiage. Mais alors, l'action s'est peu à peu substituée à la revendication dans le Cantal, avec la création effective de syndicats.
[442] Inventaire des plantes présentes, et analyse des actions à mener : plantes à éliminer, à conserver, à introduire.
[443] Avril 1932 : dans des champs d'expérience délimités à l'avance ; c'est aussi une action de pédagogie par l'exemple, puisqu'il s'agit de prouver aux incrédules l'efficacité de l'application des méthodes conseillées lors des réunions d'EAC (JA 09-10/1932, 11/1932).
[444] JA 04/1933. Il est chargé de signaler et d'organiser des battues.
[445] Il se transforme donc dès novembre en syndicat des jeunes producteurs de pommes de terre (JA 11/1933).
[446] En 1933 (Vic/Cère), 1934 (Saint-Flour). " Tout cela pour arriver à produire des semenceaux garantis sans dégénérescence " (JA 09/1936). Ainsi, fin 1934, il propose des semenceaux (produits par les membres du syndicat ?) : " il n'est plus besoin de faire appel à la Bretagne ! " (JA 12/1934). En mars 1935, l'organisation de champs d'observation est envisagée (JA 01/1935).

concurrents, et évalue leur travail à moyen terme[447]. Pédagogie du progrès, donc : il s'agit d'amener les concurrents à réfléchir aux moyens à utiliser pour améliorer une situation, et non uniquement à repérer un " bel élément " susceptible de concourir, comme pour un comice. L'évêque est enthousiaste. Un syndicat des jeunes éleveurs de la race Salers est constitué en mars 1934[448].

La continuité enregistrée au sein des équipes de responsables des syndicats nés successivement est remarquable : 60 % de ceux du syndicat des EAC le sont aussi du syndicat de défense contre les doryphores et de culture des pommes de terre ; 40 % sont de même dans l'équipe de direction du syndicat des jeunes éleveurs, légèrement plus fournie. On doit donc insister sur le poids des accumulations d'expériences, sur le poids de l'interconnaissance, sur le rôle moteur d'un noyau, qui s'agrège ponctuellement des compétences supplémentaires. De ce noyau se dégagent tout particulièrement deux personnes, Paul Besse et Jean-Marie Poignet. N'ayant au départ que des responsabilités modestes[449], ils sont néanmoins les seuls à appartenir à la direction des trois syndicats successifs. Le premier, promu trésorier du syndicat des jeunes éleveurs en 1934, est le futur secrétaire fédéral de la JAC. Le second, président du même syndicat, se retrouve bientôt à la tête de la JAC naissante. Il ne faudrait donc pas se limiter à voir seulement la JAC comme une pépinière de syndicalistes agricoles, en se fondant sur la description habituelle de la réalité de l'après-guerre, et notamment des années 1950-1990. A l'origine, le rapport a pu être rigoureusement inverse. Dans le cas de figure que nous voyons ici, l'expérience syndicale a clairement préparé l'émergence des premiers responsables jacistes[450]. Cela pose néanmoins la question du recrutement social de ces cadres : est-on en présence d'une élite proche des notables, qui investirait tous les lieux de pouvoirs, ou déjà, grâce à la valorisation des talents individuels par les actions de la jeunesse catholique, de " capacités " sorties du rang ?

Toujours est-il que ces syndicats et les actions qu'ils mènent reçoivent l'assentiment et le soutien des institutions agricoles locales[451]. Ils ne sont donc pas ressenties par les autorités

---

[447] Trois secteurs confiés à deux syndics et à un notable de l'agriculture sont constitués ; les responsables désignés devront recruter des concurrents pour le concours, leur rendre visite, examiner une première fois l'animal présenté au concours, puis revenir pour évaluer le travail fait entre temps.

[448] JA 05-06/1934. Il organise son premier concours en septembre (résultats proclamés à la journée rurale d'Anglards-de-Salers) ; d'autres suivront en 1935 (St-Bonnet-de-Salers), 1936 (Jussac), 1937 (Polminhac). Outre l'amélioration des conditions d'élevage, c'est surtout la sélection, en amont, qui est encouragée, notamment à travers la poursuite de l'élaboration du herd-book Salers.

[449] Dans les deux premiers syndicats, ils sont simples membres du bureau départemental et syndics de " régions ".

[450] Néanmoins, restons bien conscients que le syndicalisme d'avant et d'après-guerre n'est pas totalement comparable.

[451] La Chambre d'agriculture accorde une subvention annuelle de 200 F aux syndicats de jeunes producteurs de pommes de terre, et de jeunes éleveurs, et la Société départementale d'agriculture offre les médailles pour récompenser les lauréats des concours (JA 09/1936).

agricoles départementales comme des redondances (par rapport aux comices, par exemple), mais comme des initiatives permettant d'encourager des jeunes gens voulant poursuivre dans la voie agricole. L'idéologie corporatiste semble vouloir intégrer ces initiatives de la jeunesse rurale dans son champ d'action, via la collaboration engagée. D'ailleurs, en retour, la presse de la jeunesse catholique rurale s'est mise, spécifiquement au milieu de la décennie, à évoquer avec insistance le corporatisme, prôné par les milieux professionnels. La quasi-concordance avec l'installation en 1934 d'une nouvelle équipe à la tête de l'Union nationale des syndicats agricoles (Roger Grand, Jacques Le Roy Ladurie)[452], qui met fortement en avant la doctrine corporatiste, peut ne pas être innocente. Dans les groupes de jeunesse catholique du Cantal, le corporatisme avait bien suscité quelque intérêt au début des années 1920 ; mais en étant évoqué plutôt comme un archaïsme[453]. Puis, le thème s'était effacé. Son retour à l'avant de la scène n'aboutit pourtant pas à une exaltation outre mesure. Les évocations correspondent la plupart du temps à des prises de position extérieures dont la presse se fait l'écho. C'est bien peu, alors que l'on a souvent tendance à inscrire sans nuances la JAC comme l'un des soutiens convaincus du corporatisme de l'entre-deux guerres[454]. Certes, la presse nationale du mouvement a elle aussi fait référence régulièrement à la doctrine, ainsi que les premiers congrès nationaux jacistes, en 1935 et 1939[455]. Mais nous rejoindrions plutôt Hiroko Yamane[456], qui conclut que « la mention de la Corporation n'apparaît jamais pour elle-même à titre de doctrine explicite. Mais surtout, la Corporation est exclusivement évoquée dans un contexte précis, celui de l'organisation professionnelle. (…) Il ne semble pas (…) que l'on puisse donner plus de relief à ces vocables (Corporation, corporatif) qu'ils n'en ont dans le discours jaciste ». En outre, prôner le corporatisme pouvait apparaître, en raison des récupérations dont il faisait l'objet, comme la manifestation d'un engagement politique

[452] Paxton, R. O., *op. cit.*, p. 212, 213, 226. Boussard, I., « Les corporatistes français du premier XXe siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct-déc 1993, p.643-645.

[453] En septembre 1923 (JA 10/1923), une conférence au congrès de Mauriac sur " L'organisation professionnelle agricole " évoque les " Corporations d'autrefois ", et les " syndicats d'aujourd'hui ". Le compte rendu n'est pas assez détaillé pour savoir s'il s'agit d'un simple rappel historique, ou s'il conduit à argumenter en faveur d'un retour à l'usage mythifié de Corporations.

[454] Fabrigoule, P., mém. cité, p.36, 38, 65, 92, 205-207 surtout, où l'auteur évoque la semaine sociale d'Angers en 1935 (lors de laquelle Roger Grand professe un cours sur le corporatisme), affirmant qu'elle eut " un grand retentissement (…) chez les catholiques de l'époque, et apport[a] un outillage conceptuel non négligeable à la JAC ".

[455] Yamane, H. thèse citée, p. 166, 193.

[456] Thèse citée, p. 195. Néanmoins, ajoute-t-il, certains éléments de la doctrine corporatiste e retrouvent bien dans la philosophie sociale de la JAC : la valorisation des corps intermédiaires, permettant aux individus de défendre leurs intérêts face à l'Etat, la vue organique de la société, où chaque membre a sa fonction (" à la Corporation professionnelle le droit de stipuler sur les choses du métier "), l'Etat comme garant de chances égales laissées à toutes les catégories de travailleurs…

public, alors que l'ACJF mettait clairement en avant le vœu d'une " totale indépendance vis à vis de la politique de parti "[457].

*

Toujours est-il que la place accordée en Haute-Auvergne, dans les discours comme dans les actes, à l'expérience d'une action syndicale agricole concrète menée à partir de la jeunesse catholique rurale masculine, contraste avec sa quasi absence en Aveyron[458], du moins jusqu'en 1935.

Dans le Cantal, les syndicats de défense paysanne, de tendance conservatrice, étaient apparus, nous l'avons vu, en 1925, et les républicains n'étaient pas parvenus à les concurrencer vraiment. La période qui nous occupe ici correspond très exactement à une nouvelle offensive, celle du Parti agraire ou paysan français (PAPF), qui lança un hebdomadaire, et présenta des candidats aux élections législatives en 1932, s'attirant l'hostilité franche de la Défense paysanne. Mais il disparut du paysage institutionnel cantalien dès 1934. Pourtant, malgré la mise en échec de ses concurrents, la Défense paysanne ne rassemblait que 86 syndicats locaux, couvrant donc moins du tiers des communes, alors que la plupart en étaient nanties en Aveyron, essentiellement grâce à l'action du Plateau central, lui aussi de tendance conservatrice[459]. Outre les disparités en matière de maillage syndical, nous pouvons relever celles qui affectaient les autres organisations agricoles : une mutuelle d'assurance pour 606 ruraux en Aveyron[460], mais une pour 1 176 dans le Cantal ; une caisse de crédit agricole pour 1 754 ruraux en Aveyron, et une pour 5 536 dans le Cantal… Sans compter la multiplicité des services créés en Aveyron par l'organisation professionnelle agricole du Plateau central[461], avec ses caisses de retraites, ses filiales privées (crédit immobilier de l'Aveyron, Société agricole de Roquefort, Société d'exportation de produits agricoles, abattoirs de Cantaranne jusqu'en 1932-33)… Certes, les années 1920 et 1930 ont été marquées, comme Eugène Martres a eu l'occasion de le souligner, par l'essor de la coopération dans le Cantal : les coopératives, de deux en 1919, sont passées à 36 en 1931.

---

[457] Discours de Marc Scherer, du comité général de l'ACJF, au congrès de 1936. Le thème du « corporatisme » ne fut plus guère abordé après 1936. Au congrès national de l'ACJF tenu cette année là, l'un des orateurs, Videcoq, avait invité à redoubler de méfiance à l'égard des " systèmes tout faits " : le libéralisme, le communisme, mais aussi le corporatisme ! (JR 01-15/06/1936).

[458] Pour le Cantal : ADC, 1 J 147 ; Martres, E., « Le Cantal dans l'entre-deux-guerres », *RHA*, 1995, p. 148-149 ; Loubières, L., " Les rythmes de la vie quotidienne dans le Cantal sous l'occupation (1939-1944) ", mém. maîtrise, Toulouse, 1995, p. 24-27. Pour l'Aveyron : Cazals, A. et Demange, H., *L'agriculture aveyronnaise, son histoire, son identité, ses perspectives*, Rodez, Séance du 24 février 1984 de l'Université populaire de Rouergue, 71 p. (aimablement communiqué par la présidence de la Chambre d'agriculture de l'Aveyron) ; Béteille, R., *L'Aveyron au XXe s.*, *op. cit.*, p. 83-88.

[459] Les organisations agricoles républicaines, présentes depuis 1910 en Aveyron, ne s'engagent dans le syndicalisme qu'à partir de 1933.

[460] Où la mutualité a constitué la base de l'élaboration des deux grandes organisations agricoles.

[461] Action rurale, hygiène, transport…

Mais Francis Quiers a insisté sur leur esprit très individualiste, chacune fonctionnant souvent à l'échelle du village seulement, sans grande rentabilité[462]. Quant à la tentative de création d'une coopérative d'envergure, " La Cantalienne ", en 1920, elle avait conduit à un fiasco économique[463]. En regard, le Plateau central disposait depuis la même époque d'une puissante coopérative, la RAGT (" Rouergue, Auvergne, Gévaudan, Tarnais "), aux domaines de compétence multiples[464], et qui essaimait aussi dans le Cantal. La Haute-Auvergne, outre sa faible densité d'encadrement par les organisation agricoles, était donc marquée par une dépendance à l'égard d'organismes extérieurs, en particulier de ceux du Plateau central aveyronnais[465]. Certes, en Aveyron, les années 1930 sont marquées par un affaiblissement relatif du Plateau central, dont l'apogée s'est surtout situé entre 1924 et 1929 : il a à subir la faillite de ses abattoirs et la déroute de ses caisses de crédit qu'elle entraîne (1932-33), ou encore l'engagement concurrent de la "rue Pasteur" (l'organisation agricole républicaine) à partir de 1933 dans la voie syndicale. Il n'empêche qu'il demeure l'organisation forte qui régente l'essentiel de la vie agricole aveyronnaise.

La jeunesse catholique rurale cantalienne se retrouve donc à agir dans un terrain syndical parfois vierge, souvent peu assuré. Au fond, les notables conservateurs, qui peinent à étendre le champ d'action géographique des syndicats de Défense paysanne, sont vraisemblablement prêts à appuyer toute initiative allant dans le sens de la défense du milieu rural, et de l'agriculture en crise. En quelque sorte, la médiocrité des structures existantes encourage l'action para-professionnelle menée par les jeunes catholiques ruraux. Parfois, ces derniers viennent aussi appuyer des initiatives qui leur sont extérieures : la création du syndicat des jeunes éleveurs en 1934 suit de près, par exemple, celle en 1933 de l'Union des syndicats d'élevage du Cantal. En revanche, en Aveyron, la simple existence du Plateau central gèle presque toute vélléité d'action dans le domaine syndical. A la limite, c'est même la jeunesse catholique rurale qui s'adresse au Plateau central comme à un prestataire de service, par exemple pour organiser des EAC jugées plus adaptées à la région que celles de Purpan auxquelles le Cantal a recours.

Or, la jeunesse catholique rurale cantalienne, du fait de la conjonction entre l'impulsion toulousaine d'une part, et la faiblesse de l'encadrement syndical local d'autre part, est sans doute allée bien plus loin qu'elle n'aurait dû le faire. Ainsi, le Père Foreau, aumônier national de la JAC, lors d'une visite dans le Cantal en 1933, dénonce clairement

---

[462] *La modernisation de la vie agricole dans le Cantal*, Aurillac, USHA, 1958, p.61-70
[463] *Ibid.*
[464] Engrais, semences, produits phytosanitaires…
[465] Les mutuelles d'assurance agricoles, notamment, voire l'activité fromagère, à travers la société L'Auvergne laitière, épaulée par la Société de Roquefort, elle-même filiale du Plateau central depuis 1912.

l'engagement sur une mauvaise voie : « il faut combattre la dégénérescence des pommes de terre, certes, mais aussi celle des populations rurales : un des buts primordiaux de la JAC est de ramener la foi, d'abord dans les familles (…) »[466]. C'est un premier coup de semonce, apparemment sans grande influence sur le cours des choses à court terme. D'autres par la suite, sont appelés à réorienter peu à peu les préoccupations majeures de la jeunesse catholique rurale cantalienne vers l'apostolat social, et à mettre peu à peu en retrait cette préoccupation pour l'éducation professionnelle, si centrale dans une première période.

3 – Les semaines rurales : une voie féminine pour la prise en compte de l'environnement rural

La jeunesse catholique féminine connaît parallèlement une évolution très semblable dans les campagnes. Les semaine rurales restent toujours inusitées en Aveyron, alors qu'elles sont relancées dans le Cantal, selon une formule accordant beaucoup plus de place à la prise en compte concrète de l'environnement rural.

L'interruption, mal expliquée, des semaines rurales en 1931[467], avait été suivie en 1933 par l'arrêt des activités de l'œuvre toulousaine qui les avait organisées : selon Calixte Couffin[468], cette dernière avait choisi de céder sa place à la JACF. Lorsque les Semaines rurales reprennent dans le Cantal, en 1934[469], elles bénéficient cette fois d'un lieu d'ancrage local, une maison baptisée l'" Oustalou des Etoiles ", sur la commune rurale d'Ally, dans l'Ouest du département. La formation est assurée sous l'égide des Filles de la Charité de Bouldoire[470], en Lozère, sous l'autorité de Sœur Joseph (Chupin)[471] qui, déjà forte d'une expérience auprès de la jeunesse féminine catholique, avait « compris la nécessité de la promotion féminine dans ces campagnes où la femme ne s'assied pas encore à table à côté des hommes » ; « former des paysannes chargées de la laiterie lui apparaît de plus primordial dans la lutte contre la tuberculose ». S'inspirant de modèles bretons et belges, elle avait ainsi créé en 1931 un centre de formation ménagère à dimension agricole, se démarquant des autres de

[466] JA 06-07/1933.
[467] EA 07/1934.
[468] Art. cité.
[469] EA 07/1934.
[470] Bourrier, J.-L., & d'Orgeval, I ., « La création du centre de Bouldoire, et sa ferme d'application, près de Marvejol, en Lozère, en 1931, par sœur Chupin », *Les enjeux de la formation…, Actes du colloque de Dijon,* p293-298 ; avec tous nos remerciements à Mme d'Orgeval, qui avait bien voulu nous communiquer le texte de sa communication avant parution.
[471] Bourrier, J.-L., & d'Orgeval, I ., art. cité ; et Anonyme, *Sœur Chupin, 20 juin 1891- 22 janvier 1963, 71 ans, 50 ans de vocation*, Maison rurale de Bouldoire, s.d. (conservé aux archives des Filles de la Charité de St-Vincent-de-Paul, rue du Bac à Paris, aimablement communiqué par Isabelle d'Orgeval).

la région, où l'approche lui semblait insuffisamment tournée vers les choses de la terre. L'école était donc dotée d'une vraie ferme, pour inspirer la confiance des parents quant à la réalité de la formation agricole. « L'exploitation ressemble à celles de la région, avec en plus, le désir de mettre au point des techniques nouvelles, transférables ». Très vite avait été engagée l'organisation de semaines rurales suivant cette inspiration, dans des chefs lieux de canton de Lozère d'abord, puis très vite dans le Cantal, qui s'est mis dès lors à fonctionner réellement comme une annexe de Bouldoire, au rythme d'une " semaine " par an jusqu'en 1938 inclus. Les cours donnés dans ces " semaines " reprenaient les éléments de base d'une formation ménagère pratique : entretien de la cuisine, hygiène alimentaire... Mais la prise en compte du milieu agricole faisait son apparition : comptabilité de l'exploitation, basse cour (présentée comme le support d'une activité lucrative, permettant peut-être d'arrêter l'exode)… Sans doute l'implantation, à Saint-Flour et Aurillac, des religieuses de St-Vincent-de-Paul, congrégation à laquelle appartenaient les sœurs de Bouldoire, a-t-elle beaucoup joué, comme relais, de même que l'expérience préalable du Cantal en matière de semaines agricoles masculines.

La question de l'enseignement ménager et agricole est bien abordée, en Aveyron, dans la presse féminine, en 1933-34[472]. Mais la perspective, ici, est avant tout apostolique, et il ne s'agit pas d'un secteur d'action propre à la Jeunesse féminine catholique. Il est plutôt question de promouvoir l'inscription dans des cours ménagers locaux : nous avons pu en dénombrer, cités dans *Fleurs de France* au cours de la décennie, sept pérennes[473], et sept autres plus occasionnels[474] (*cf.* carte de la page suivante). Le diocèse apparaît donc déjà solidement et densément équipé pour la formation des jeunes filles. Par conséquent, la Jeunesse féminine catholique aveyronnaise n'avait guère de raison d'engager une action en matière de formation ménagère. Tout en reconnaissant l'utilité de ces centres, par lesquels passaient d'ailleurs certaines de ses dirigeantes et militantes, elle se concentrait plutôt sur la formation religieuse, morale et éventuellement civique de ses membres. L'importance accordée à la prise en

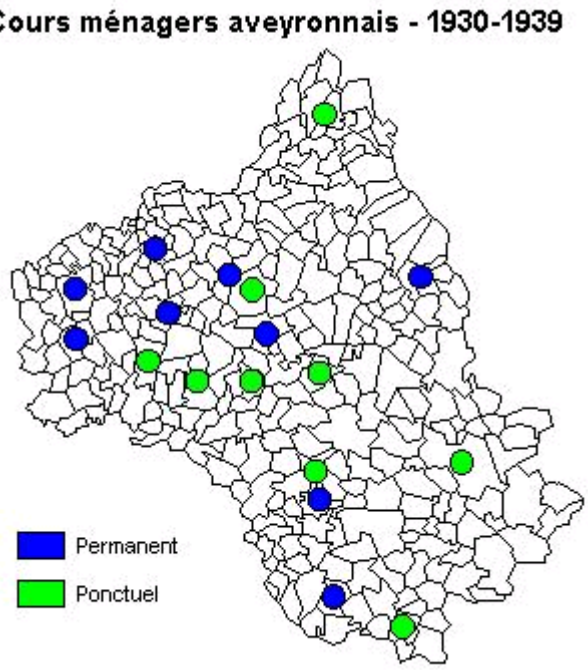
[472] FF 08/1933 (" Professions agricoles "), 10/1934 (" Une belle innovation " [la maison rurale de Bouldoire])

[473] Belmont, La Besse-Vors (M^elle^ Lecouts), Marcillac (couvent St-Joseph), Millau (M^elle^ Carré), Rodez-St-Mayme, Salles-la-Source (pensionnat St-Joseph ?), St-Geniez. Au centre de l'organisation d'une formation féminine rurale dans le diocèse, se trouve le foyer rural de St-Mayme, à Rodez, tenu par les sœurs de St-Paul de Chartres, qui offre à la fois un cours élémentaire permanent, dont Gabrielle Bonnefous a été l'élève, et des cours ambulants sous forme de sessions ménagères de 6 semaines ou de semaines rurales (présentation détaillée dans FF 10/1936)

[474] Aubin (maison de la Ste-Famille), Broquiès (au cercle de JFC), Brusque (maison de la Ste-Famille), Rieupeyroux (maison de la Ste-Famille), Rignac (école libre), Ste-Geneviève (maison de la Ste-Famille), Villefranche-de-Rouergue (maison de la Ste-Famille) ; on parle alors de " sessions ", comparables à des semaines rurales, mais qui recrutent plus largement, ou du moins sans exclusive à l'égard de la JFC.

compte de l'environnement rural n'est donc pas seulement fonction de la culture spécifique de chaque organisation diocésaine, mais aussi au contexte local en matière d'équipements de formation.

Doc. I-2-4



Source : *Fleur de France*

*

Ainsi, dans les années 1932-35, alors qu'est en train de s'opérer, dans la région étudiée, le basculement de la jeunesse catholique rurale (masculine, essentiellement) en direction de la JAC, un intérêt plus manifeste pour la prise en compte de l'environnement rural apparaît. C'est le cas même en Aveyron, où ce type de préoccupation n'effleurait guère les groupements de jeunesse catholiques des campagnes. Le phénomène s'inscrit dans la logique de la spécialisation, qui met en avant la notion de « milieu ». Il semble même être un préalable à toute entrée dans le mouvement. Néanmoins, l'insertion progressive dans un système de pensée et un corps de pratiques jacistes, n'explique pas à elle seule toutes les formes que prend la manifestation de cet intérêt pour les questions rurales. Elle s'inscrit essentiellement dans une logique d'affirmation et de préservation identitaire en Aveyron, alors que s'y surimpose dans le Cantal une logique d'action pour la transformation du milieu. Cette dernière semble certes renvoyer au troisième terme de la formule « voir-juger-agir » caractérisant la méthode des mouvements spécialisés. Mais elle paraît davantage stimulée par l'existence de pratiques antérieures, et par l'action d'organismes extérieurs : l'école d'agriculture de Purpan, le centre ménager de Bouldoire, voire les syndicats agricoles. Une certaine conjonction peut apparaître, entre leur influence et celle de la JAC. Elle peut

d'ailleurs s'expliquer en partie par une vision parfois confuse, pour l'instant, du concept de prise en compte du « milieu » par les mouvements spécialisés. Reste à savoir si elle peut résister à une insertion plus marquée dans la pratique jaciste.

C – 1936/37-1939 : l'adoption

1 – La spécialisation jaciste : un phénomène progressivement majoritaire

a) Les signes d'ancrage de la conversion.

Doc. I-2-5. Evolution des types de groupes de Jeunesse catholique masculine du Cantal et de l'Aveyron, en fonction de la prise en compte du monde rural dans leurs activités et de leur rapport à la JAC 1936-1940

(Sources : dépouillement de *Jeunes Arvernes* et *Jeune Rouergue* – données reconstituées)

% Jeunesse catholique masculine		1936.	1937.	1938.	1939.	1940.
Groupes urbains	Aveyron	**10,00**	**8,26**	**7,76**	9,28	8,91
	Cantal	13,64	**14,29**	**12,05**	**11,24**	11,63
Groupes ruraux à l'écart de toute forme de spécialisation	Aveyron	**30,63**	**18,81**	**9,05**	11,34	9,9
	Cantal	**12,12**	**8,57**	**4,82**	2,25	1,16
Groupes ruraux s'intéressant au monde rural sans être impliqués dans le lancement de la JAC	Aveyron	46,25	55,96	**62,50**	**47,42**	**30,69**
	Cantal	**54,55**	**37,14**	**25,3**	**10,11**	9,3
Groupes ruraux impliqués formellement ou non dans le lancement de la JAC	Aveyron	13,13	16,97	**20,69**	**31,96**	**50,5**
	Cantal	**19,7**	**40**	**57,83**	**76,4**	77,91
dont affiliés (par rapport au total)	Aveyron	1,88	2,29	3,02	4,64	4,46
	Cantal	**4,5**	**11,4**	12	**11,2**	**15,1**

Le retard de l'Aveyron dans le processus d'acheminement vers la spécialisation se poursuit, dans les années qui précèdent immédiatement la guerre. En Rouergue, la première phase de la transition – celle où une majorité de cercles commencent à s'intéresser aux questions agricoles, sans avoir encore de contact formel avec la JAC – ne s'achève qu'en 1938, alors qu'elle avait déjà pris fin dans le Cantal en 1936. C'est alors seulement que la part des cercles en contact avec la JAC commence à augmenter en Aveyron : ils représentent le tiers des groupes masculins en 1939, alors qu'au même moment ils en constituent déjà les trois quarts dans le Cantal. Le même décalage se retrouve à propos des sections affiliées : elles n'atteignent pas encore 5 % des effectifs en Rouergue en 1939, alors que la Haute-Auvergne a connu une augmentation rapide entre 1936, année de la première affiliation, et 1937 : dès lors, 11 à 12 % des cercles sont officiellement reconnus comme pleinement jacistes[475].

[475] Taux qui cependant ne progresse plus jusqu'à la guerre.

La transition masculine n'est donc pas totalement achevée lorsqu'éclate le conflit. Mais elle ne souffre plus de contestation visible. Le mouvement vers la spécialisation paraît irrésistiblement engagé. Ainsi, alors qu'en 1936, près d'un tiers des groupes aveyronnais demeuraient hors de tout contact avec la JAC, et ne manifestaient pas d'intérêt pour les questions en rapport direct avec le monde rural, ils sont moins de 10 % en 1939. Autant dire, un reliquat. Un reliquat solide, pourtant, puisqu'il ne régresse plus entre 1938 et 1940. Dans le Cantal, où déjà en 1936, la part de cercles de jeunes catholiques à l'écart de toute spécialisation rurale, de fait ou de droit, dépassait de peu le dixième, ils ont presque totalement disparu à l'approche de la guerre.

En même temps, les années 1936-39 marquent le passage d'un cap symbolique dans le processus de " ruralisation " des organisations de jeunesse catholique : la part des groupes urbains masculins[476] passe sous la barre des 10 % en Aveyron en 1937, et s'en rapproche fortement dans le Cantal en 1939.

Doc. I-2-6. Evolution des types de groupes de Jeunesse catholique féminine du Cantal, en fonction de la prise en compte du monde rural dans leurs activités et de leur rapport à la JACF 1936-1940

(Sources : dépouillement d'*Etoiles d'Auvergne* – données reconstituées)

% Cantal	1936.	1937.	1938.	1939.	1940.
Groupes urbains	11	12	11	**16**	13
Groupes ruraux à l'écart de toute forme de spécialisation	77	**73**	**20**	26	17
Groupes ruraux s'intéressant au monde rural sans être impliqués dans le lancement de la JACF	11	13	**61**	21	6
Groupes ruraux impliqués formellement ou non dans le lancement de la JACF	2	2	9	**38**	**64**
dont affiliés (% du total)	1	**2**	**3**	**3**	**11**

L'entrée définitive et massive de la jeunesse féminine cantalienne dans le processus de spécialisation peut être située pour sa part en 1938-39. Les étapes transitoires, ici, sont très courtes. Entre 1937 et 1938, la première phase est engagée : une majorité de cercles se mettent à prendre en compte le milieu rural dans leurs activités. Entre 1938 et 1939, la majorité de ces derniers nouent des contacts formels et renouvelés avec la JACF. Certes, la

[476] Les groupes urbains opèrent parallèlement une mutation interne, puisque la part des groupes non spécialisés régresse, alors que celle des groupes formellement spécialisés (affiliés à la JOC, la JEC, la JIC) progresse. En Aveyron, les deux catégories s'approchent de l'égalité dès 1936, les spécialisés-affiliés l'emportant définitivement (en nombre) sur les autres dès l'année suivante, alors que la JFCA n'enregistre les premières expérimentations jocistes qu'en 1938. Dans le Cantal, au sein de la jeunesse masculine, il semble que la part des non affiliés demeure majoritaire, tout en se rétractant (suivant l'hypothèse " haute ", elle passerait d'environ 80 % aux alentours de 60 %, la césure se situant entre 1936 et 1937), et au sein de la jeunesse féminine, les années 1937-38 marquent l'introduction de la spécialisation, qui atteint dès lors la moitié des groupes. – En revanche, au-delà, la ventilation entre groupes urbains masculins " spécialisés " ou non, elle demeure identique : il n'y a plus, à ce moment là, de reclassements.

part de groupes affiliés est encore négligeable, et ne progresse pour l'instant que très lentement. Mais là encore, le processus d'adhésion à la JACF est fermement engagé (l'accélération se produira avec l'entrée en guerre). Point d'attente avant le décollage réel, à l'instar de l'ACJF cantalienne entre 1933 et 1935. Point de modération dans l'élan vers la spécialisation, à l'instar de l'ACJF aveyronnaise. Le démarrage est brusque, rapide, sûr[477].

Même la résistance de la jeunesse féminine aveyronnaise commence à s'effilocher : il semble douteux que les premières expériences jacistes féminines aient eu lieu dès 1937, contrairement à ce qu'ont affirmé certains auteurs[478] ; en revanche la spécialisation commence à gagner les cercles *urbains* à compter de 1938[479].

b) Une pratique jaciste qui se conforme de plus en plus aux modèles nationaux.

Pour la jeunesse catholique, les années 1936-39 marquent en même temps une amplification de la dépendance des structures locales à l'égard des consignes nationales de la JAC, lesquelles sont désormais répercutées, dans les deux diocèses, sensiblement au même moment. Il s'agit aussi de rattraper le retard pris dans l'organisation « institutionnelle » du mouvement, et de se conformer progressivement au modèle national.

La mise en œuvre sur le plan local des opérations régulières de « propagande jaciste » constitue sans doute l'élément le plus visible de l'entreprise d'intégration au mouvement par conformation à un modèle national. Pour la JAC, alors que des « journées de propagande »

---

[477] En outre, à l'inverse de ce que l'on avait pu constater pour les groupes masculins, tant du Cantal que de l'Aveyron, la spécialisation rurale précède ici la spécialisation urbaine, que l'on ne voit intervenir qu'à partir de 1937, et égaler les groupes urbains non spécialisés dès l'année suivante

[478] La JACF aurait été testée en Aveyron dès 1937, d'après Gérard Cholvy (« Des enfants de Marie à la jeunesse agricole féminine... », art. cit., p. 347) et R. Stosse (mém. cit., p. 60), lequel indique les paroisses de St-Barthélémy et Lescure-Jaouls. Pourtant, à cette époque, les mouvements spécialisés n'ont pas encore été " présentés " aux militantes de la JFCA (il faudra attendre mars 1938 pour cela), et nulle part dans la presse militante nous n'avons trouvé pareille mention ; enfin, Gabrielle Bonnefous, tout comme M^{elle} Babec, interrogées par R. Stosse en 1988, la réfutent. Y aurait-il eu quelque confusion avec les groupes masculins ? Selon M^{elle} Babec en effet, la première préparation de la JACF en Aveyron concerne Villecomtal, pendant la " drôle de guerre " ; or Villecomtal sera la première section affiliée, en décembre 1940 (la cérémonie n'a lieu [Stosse p.64] que le 24/08/41, mais de tels décalages similaires sont constatés ailleurs, en cette période troublée) ; comme il faut compter huit mois de préparation pour obtenir l'affiliation (FF octobre 1940), cela ne situerait pas les débuts de la pratique jaciste féminine effective en Aveyron avant avril 1940. Le défaut d'information précise dont nous souffrons ici n'est donc pas très grave : l'élément à retenir, et à tenter de comprendre, est la résistance prolongée à la spécialisation manifestée jusqu'à la guerre par la jeunesse catholique féminine aveyronnaise, peut-être juste entamée vers 1937-38, de façon très isolée.

[479] La JOCF pénètre la JFCA en 1938, les Guides de France et la JECF en hiver 1940. Le cercle Notre-Dame, de Millau à l'automne 1938, prépare son entrée dans la JOCF, puis c'est le tour très peu de temps après de Decazeville. Millau-Notre Dame est affilié en août 1939. Deux nouvelles sections JOCF surgissent, à Rodez (interparoissiale) et à Millau (St-François), puis à Creissels, Roquefort, Capdenac, début 1940. Très rapidement est formalisée une Fédération diocésaine de la JOCF (FF, février 1940).

nationales, avec vente d'un *Magazine jaciste*, existent depuis 1932[480], la consigne d'organisation n'est répercutée ici qu'en 1937, de façon concomitante, et insistante, dans les deux diocèses[481]. Dès lors, la participation à ce type d'opérations est assurée[482]. Certes, elle est assez symbolique, au départ (seuls 6 à 8 % des groupes ruraux y prennent part), mais il est instructif de remarquer que l'écho est sensiblement équivalent d'un département à l'autre : à ce stade, les réactions dans les deux diocèses semblent se rapprocher. En 1939, le jeune Emilien Bion conte dans le bulletin *Jeune Rouergue* l'organisation d'une première semaine de propagande à Saint-André-de-Vézines, en Aveyron[483] : les cinquante familles de la paroisse ont été visitées par les quatorze jacistes, pratiquant le porte à porte en petites équipes, occasionnellement accompagnées du curé, pour vendre le *Magazine jaciste*, qu'un seul ménage a refusé, prétextant avoir lu dans le *Petit journal* que la JAC faisait de la politique. « Pourquoi vous réunissez-vous ? Que ferez-vous de cet argent ? ». « Dans une ferme, nous avons organisé une bonne veillée avec toute la famille, et nous avons chanté nos chants jacistes ; ailleurs, le curé a béni le bétail de la ferme ». C'est un exemple à suivre, qui entend montrer plusieurs choses : il n'est pas nécessaire d'être très nombreux pour être efficaces. Il n'est pas indispensable non plus d'être accompagné du curé : la JAC doit former des valeurs, une élite, capable à elle seule d'entraîner : à eux donc de prouver qu'ils sont sur la bonne voie, en se débrouillant tout seuls pour démarcher les habitants, et en sachant trouver des arguments face aux critiques. Enfin, cela montre que la propagande peut être adaptée au milieu local, que les instruments apportés par le national, comme le *Magazine* à vendre, ne sont que des outils à utiliser au mieux, en fonction du contexte. Par l'organisation d'une veillée les jacistes prouvent qu'ils ont le sens de l'initiative, qu'ils sont en mesure d'apporter une animation nouvelle au village, tout en respectant les traditions. La Jeunesse féminine catholique s'emploie elle aussi, dans le Cantal, en 1938-39, à mettre en place des actions de propagande, qui visent d'abord à appuyer le lancement de la JACF[484]. Mais ce qui est remarquable ici, c'est l'appui apporté par les instances nationales qui, ici, impriment tout particulièrement leur marque : Pierre Lambert, vice-président national de la JAC, M^{elles} Bourdassol, déléguée nationale, Moulin, Mendre, déléguée nationale, Demartial, du comité national, se rendent en

[480] Fabrigoule, P., mém. cité, p.180 et 183.
[481] JA, 03/1937, etc… ; JR, 02/1937, 04/1937.
[482] Veillée de prière du 25 mars et journée jaciste du 8 mai en 1938, journée du 19 février en 1939. A compter de 1938, les encarts proposant du matériel de propagande se multiplient. En 1938, la JAC de l'Aveyron tient ainsi un stand à la foire exposition de Rodez, dressé suivant les plans du Secrétariat général ; il allie exposé de la doctrine et des réussites nationales, et évocation des réalisation locales (JR 01/05/1938, 06/1938, 07/1938). La fédération cantalienne, pour sa part, organise plutôt des " journées " ou " veillées d'amitié et de prière " ; mais aussi des journées de propagande : au moins 7 repérées en 1939 pour la journée nationale (*Semaine catholique*, 02/02/1939).
[483] JR 01/04/1939.
[484] En un an (1938-39), on compte en effet 23 " journées ".

Haute-Auvergne pour animer ces rencontres jacistes. L'effort se porte aussi sur la promotion de la presse nationale[485]. Nouvel aumônier en titre, l'abbé Joubert n'est pas avarre de son soutien, fût-ce au détriment du bulletin local de la jeunesse féminine catholique[486]. Dans les bulletins diocésains de la jeunesse masculine, les articles institutionnels prennent désormais l'ascendant sur les autres catégories, et occupent la très large majorité de l'espace en 1939 : les tournées de propagande et la préparation de congrès diocésains prévus à l'origine pour septembre 1939 jouent beaucoup en ce sens.

La tendance est clairement à l'intégration nationale, même si elle n'est pour l'instant qu'amorcée.

Les « services » jacistes avaient pour leur part été définis, et expérimentés au niveau national, à compter de 1931-32[487] : services soldats, émigration, loisirs, malades... Les premiers échos locaux, sur le terrain étudié, apparaissent en 1936-1937. Certes, ils ne donnent lieu qu'à quelques expérimentations ponctuelles[488]. Mais elles-mêmes sont bien révélatrices de l'effort de conformation au modèle extérieur proposé.

La formalisation des organisations locales constitue l'aboutissement du processus. La fédération jaciste aveyronnaise est officiellement établie en novembre 1937, par le secrétaire général Pierre Lemasson. Dans le Cantal, même si nous ne trouvons pas trace de la création officielle de la fédération à ce moment là, Jean-Marie Poignet et Paul Besse sont désormais qualifiés respectivement de président et secrétaire. Usage informel, qui montre qu'ici les dirigeants se contentent, dans un premier temps au moins, des apparences minimales, alors qu'en Aveyron, les responsables veillent très tôt à structurer, hiérarchiser, formaliser, réguler[489] : deux attitudes en rapport avec un poids inégal de l'Eglise dans la société locale.

---

[485] La promotion en est faite régulièrement lors des sessions de formation, lors des fêtes jacistes (pour la fête du travail organisée à Aubespeyre dans l'été 1939 est prévue une exposition de manuels), et dans le bulletin *Etoiles d'Auvergne.*

[486] « *La Jeunesse agricole féminine*, qui est le journal de la JACF, doit être lue par toutes les jacistes. Dans le numéro de décembre, on peut relever qu'il y a dans le Cantal 101 abonnées, alors que la Corrèze en a 394, la Haute-Loire 569 et le Lot 1 066. Je sais bien que l'Aveyron en a que [sic] 80, la Lozère 23, l'Ardèche 16, le Gard 65, l'Hérault 15. Mais ce n'est pas une raison. On doit regarder au-dessus de soi. Donc, recrutons des abonnements à la JACF. Mais, dit-on, s'il faut recevoir *Etoile d'Auvergne*, cela fait trop de frais pour nos modestes bourses *! En ce cas, sacrifiez plutôt* Etoiles d'Auvergne - ou bien, coupez la poire en deux et si vous êtes dix dans votre groupe, recevez cinq *Etoiles* et cinq *Jeunesse agricole* » (EA janvier 1939).

[487] Frabrigoule, P., mém. cité, p.184. Il s'agissait notamment de protéger les jeunes gens lors de l'éloignement du domicile pour cause d'émigration, de service militaire, ou d'hospitalisation, en conservant le contact avec eux.

[488] Dans le Cantal, on invite à écrire et transmettre des journaux aux jeunes partant à l'armée (JA 09/1936), ce qui correspond à l'embryon du " service soldats " préconisé au niveau national ; en Aveyron, le groupe de Rieupeyroux s'investit dans le syndicat agricole local, permettant à ses membres de participer à l'achat en commun d'engrais, qualifiant cette action de " service jaciste " (JR 11/1936). De façon plus formelle, les services " émigrants " et " loisirs " fonctionnent fin 1937 en Aveyron.

[489] On voit cela se manifester encore avec l'attitude différenciée à l'égard du changement de mode d'affiliation qui devient plus sélectif en 1937. Dans les premières années d'existence du mouvement, une série de quatre

C'est en janvier 1939 seulement qu'est formellement installée la fédération jaciste cantalienne, pourvue d'un comité fédéral, mais toujours placée sous l'autorité de Poignet et Besse[490]. Quant à la JACF cantalienne, qui débute à peine, elle continue à s'appuyer sur la structure formelle qu'offre la Fédération diocésaine de jeunes filles. Nous comprenons donc, vu le caractère tardif de ces formalisations, que ne soit guère encore engagée la structuration territoriale plus fine de la présence jaciste, marquée, dans des régions plus précoces, par le regroupement des sections en « secteurs », qui correspondent peu ou prou aux cantons, donc à l'espace relationnel fondamental du monde rural[491].

c) A l'échelle nationale : le maintien d'un « retard » relatif.

Les activités et institutions jacistes cantaliennes et aveyronnaises ont beau tendre de plus en plus clairement vers un modèle national, il n'empêche qu'à l'échelle nationale, l'essor trop lent en Aveyron, rapide mais trop tardif dans le Cantal, n'a pas permis aux deux

---

enquêtes successives sont exigées : sur « la vie chrétienne dans les campagnes », « la vie morale », « la vie familiale et professionnelle dans les campagnes », la JAC, son utilité, et le bien fondé de ses méthodes et de son esprit. Les jeunes militants sont guidés pour cela par la brochure *Pour devenir jacistes. Enquêtes préparatoires à la JAC.* La série d'enquêtes, soumise à l'avis des autorités diocésaines, est ensuite communiquée au secrétariat national qui prononce l'affiliation. En 1937-38, la procédure se complexifie. Deux séries d'enquêtes sont nécessaires à l'affiliation : la première approche est conduite par le manuel *Premiers pas* (dit « brochure verte ») ; ensuite seulement, on peut recourir à la brochure « saumon », *L'Affiliation à la JAC*, pour mettre en œuvre la procédure de reconnaissance. Dans le Cantal néanmoins, comme dans l'Hérault étudié par Gabrielle Prat (mais non en Aveyron, à moins qu'il ne continue de fait à se conformer aux anciennes pratiques, n'adoptant les nouvelles que fin 1939), le secrétariat diocésain accorde de titre d'« équipe jaciste », qui autorise le port de l'insigne, dès l'achèvement de la première série d'enquêtes, de façon à ne pas décourager les initiatives. – Pour la JACF, la procédure est similaire, mais semble-t-il, ne souffre pas de modifications de procédures, peut-être en raison du démarrage plus tardif, profitant entre autres de l'expérience préalable de la branche masculine. D'après une circulaire de 1938, une seule brochure, elle aussi intitulée *Premiers pas*, guide le travail. Cinq enquêtes sont prévues : étude du terrain d'action, du cadre familial, du cadre professionnel et social, et enfin du cadre religieux. Mais là aussi, « il est entendu que le travail d'affiliation ne peut être commencé qu'après un temps de préparation plus ou moins long consacré à faire « le climat jaciste », principalement à l'aide du journal lu et étudié en commun ». – L'Aveyron s'aligne immédiatement sur les nouvelles consignes, ce qui restreint l'accès à la reconnaissance officielle. Le Cantal choisit en revanche de qualifier d' " équipes jacistes " les cercles qui satisfont déjà aux critères antérieurs, en attendant qu'ils satisfassent aussi aux nouveaux. Ce sont deux stratégies différentes, pour le même objectif de durée et de résistance accrue des sections : en Aveyron comme à l'échelon national, on pense qu'il vaut mieux sélectionner à la base, en restreignant l'accès ; dans le Cantal, qu'il vaut mieux commencer par encourager, pour susciter un enthousiasme générateur de durée.

[490] JA, 01/1939.

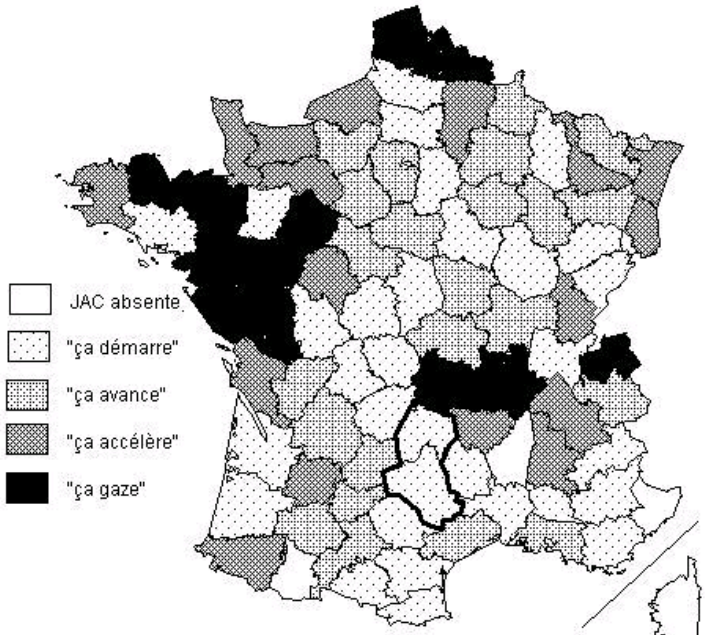
[491] En Aveyron est évoquée dès la création de la fédération à l'automne 1937 le projet de nomination de délégués de districts. L'insuffisance de cadres disponibles, sans doute, ajourne le projet. On relève seulement une tentative de création de " secteur " (non de district : l'hésitation dans le vocabulaire montre que l'organisation à venir est encore floue), dans le canton de Mur-de-Barrez, en avril 1937, davantage justifiée, en réalité, par l'insuffisance des effectifs de la section affiliée de Bars, que par la volonté de mettre en place un mode de fonctionnement différent. Ce n'est qu'en 1941, que la création de secteurs deviendra réellement une politique générale. Dans le Cantal, en revanche (parce que l'essor du nombre de sections engagées dans la voie jaciste est plus précocement plus important ?), le démarrage officiel de l'organisation en secteurs, est à dater du premier semestre 1938 (quatre créations en 1938, une en 1939). De même, les deux principales agglomérations (Aurillac et Saint-Flour), et deux chefs-lieux de canton (Riom-es-Montagnes et Pierrefort) servent d'assise aux secteurs jacistes féminins mis en place en mars 1939 (EA 03/1939) : des réunions s'y déroulent chaque deuxième samedi du mois ; leur fonction est d'aider les militantes à préparer leurs réunions et à mieux comprendre la JACF. Les responsables sont Mme la Supérieure du couvent des soeurs de la Charité (Saint-Flour), M^elle^ Mas (Pierrefort), M^elle^ Boucheron (Riom-es-Montagnes), Soeur Jeanne (Aurillac).

départements de rattraper leur retard relatif. Ils demeurent en 1938 dans une zone périphérique, en matière de diffusion jaciste masculine.

Doc. I-2-7

La JAC en France en 1938

Une typologie subjective proposée par les dirigeants de l'époque



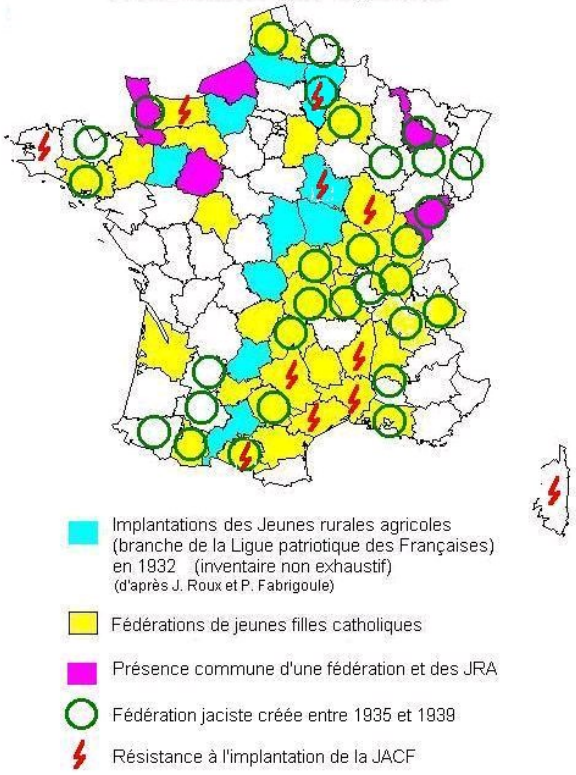
D'après FABRIGOULE, Patrice, " Les origines de l'Action catholique rurale dans la France de l'Entre-deux-guerres ", mémoire de maîtrise, université de Montpellier, 1994, p. 269

La carte de 1938 (ci-dessus) montre pourtant que peu à peu les aires d'implantation plus soutenue de la JAC s'étaient mises à recouvrir davantage les espaces privilégiés du point de vue de la pratique religieuse[492]. Cela se marque surtout par une relativisation du poids du Bassin parisien, marqué au départ par l'influence directe des initiateurs. Celui de l'Ouest en revanche s'est renforcé ; l'implantation en Alsace et dans le Nord s'est affirmée. Au Sud, parti plus tard, la " diagonale chrétienne " courant des Basses-Pyrénées à la Savoie ne se dessine pas encore nettement, le poids des pôles originels étant encore sensible. Il y a par exemple une bonne avancée de la JAC dans la moyenne vallée de la Garonne, pourtant en grande partie composée de zones " indifférentes " sur le plan religieux, mais qui s'appuie sur l'élan des premiers temps. En revanche, le Massif central méridional, quoique clairement pratiquant, demeure encore en retrait. Seule la Haute-Loire est classée dans la catégorie " accélère ", mais elle est proche du pôle lyonnais. L'Ardèche et le Gard n'ont apparemment pas progressé ; mais la première a souffert de résistances épiscopales, et la présence protestante peut avoir eu un effet " retardateur " dans ces deux départements.

Or, alors que sur les cartes précédentes, le niveau de développement jaciste aveyronnais était systématiquement supérieur à celui du Cantal, les deux départements se retrouvent classés ensemble dans la rubrique « ça démarre » : signe, pour l'Aveyron, de la progression bien lente que nous avons constatée, et pour le Cantal, en revanche, d'un rattrapage rapide, dès lors que l'impulsion avait été donnée. Qui plus est, si nous prenons pour référence le nombre d'affiliations cumulées en 1939, le Cantal, quoique parti tardivement, se retrouve à proximité des niveaux atteints (entre 10 et 20 sections) par l'Hérault, l'Allier, le Lot (qu'il dépasse), affiliés bien plus précocement à la JAC, et classés par les instances nationales, en 1938, dans la rubrique « ça avance ».

Doc. I-2-8.

L'essor de la JACF face à l'implantation des fédérations de jeunes filles catholiques et des Jeunes rurales agricoles



Sources : CHOLVY, Gérard, Des enfants de Marie à la jeunesse agricole féminine : Eglises, jeunesse féminine et monde rural, 1930-1960, 110 e congrès soc. savantes, Montpellier 1985, Sect. hist. moderne, 1985, t.2, p. 343-51; FABRIGOULE, Patrice, "Les origines de l'Action catholique rurale dans la France de l'Entre-deux-guerres", mémoire de maîtrise, université de Montpellier, 1994 ; ROUX, Jacqueline, Sous l'étendard de Jeanne. Les fédérations diocésaines de jeunes filles, 1904-1945, Paris, Cerf, 1995

Pour la JACF, le retard aveyronnais, à l'échelle nationale, paraît en revanche très important : sur 59 départements sondés dans le fichier national, près de 78 %, dont le Cantal, ont été dotés de sections JACF avant 1940. La carte de la page précédente montre par ailleurs que les fédérations de jeunes filles catholiques ont constitué un terreau particulièrement fertile pour le mouvement, à la différence des groupes de Jeunes rurales agricoles, sur lesquels avait

longtemps insisté l'historiographie. Néanmoins se dégage un pôle de résistance dans le sud-est du Massif central et ses marges : le Rouergue, l'Hérault, le Gard, l'Ardèche, ne possèdent toujours pas de fédération JACF en 1939[493]. La proximité géographique fait soupçonner, ici, au-delà des positionnements individuels de responsables, certaines solidarités trans-diocésaines.

2 – En Aveyron : la mise hors-jeu du principal opposant

Les jeux de pouvoir entre réseaux locaux peuvent expliquer qu'en Aveyron, les années 1937-1938 marquent à la fois, pour la jeunesse catholique masculine, la sortie de la première phase de transition vers la spécialisation rurale, et, malgré une atmosphère peu encline à les encourager, les premières expérimentations féminines. Ces années là ont vu en effet la mise à l'écart par l'évêque de l'abbé Carnus, le principal animateur de la résistance à la spécialisation de la jeunesse catholique, déjà désavoué une première fois en 1934 : il fut alors dessaisi de l'aumônerie diocésaine, et nommé archiprêtre de Saint-Affrique.

Paradoxalement, ce fut la conséquence collatérale d'un conflit para-politique opposant le chef du diocèse à une partie de l'état-major local de l'Action catholique, laquelle avait dès l'origine soutenu l'option de la spécialisation. Fin 1936, et en 1937, Pierre Guibert, le président de l'ACJF aveyronnaise, de sensibilité démocrate chrétienne, publie en effet dans la presse locale plusieurs articles, invitant à une attitude " ouverte " à l'égard du Front populaire, en raison des mesures sociales qu'il est en train d'adopter en faveur des travailleurs. Sur la guerre d'Espagne, Pierre Guibert développe par ailleurs des positions jugées scandaleuses par l'évêché[494]. L'action syndicale menée au même moment par l'abbé Codis, un proche de Guibert, à partir du secrétariat social[495], indispose d'autre part le patronat aveyronnais[496], qui le fait savoir à l'évêque. Le conflit dure jusqu'en 1938, aboutissant, à son paroxysme, en

[493] Fabrigoule, P. mém. cité., p.298. Roux, J., *op. cit.*, p. 272 sq., évoque le cas de l'Ardèche, du Rouergue, du Gard : dans ces diocèses, c'est en général la crainte de dissolution d'une œuvre qui a montré son efficacité, qui fait agir des aumôniers diocésains en charge des jeunes filles, pour retarder le passage à l'Action catholique spécialisée.

[494] Hortholan, J.-F., mém. cit., p. 97, et Archives diocésaines, dossier « conflit avec la Ligue », lettre récapitulative de Mgr Challiol au nonce, 28/02/1938. Le Dr Périé, dans une série de courriers, en décembre 1936, s'en prend vivement à ce qu'il considère comme des dérives de son ancien protégé : " Avons-nous le droit de collaborer avec lui [Blum] ou simplement de soutenir un gouvernent de Front Commun, même s'il a inclus dans l'ensemble de son œuvre mauvaise quelques réformes que nous, catholiques sociaux, nous pouvons et devons accepter ? (...) Catholicisme et doctrine sociale sont absolument indépendants. Je veux dire : que le catholicisme pénètre la doctrine sociale, d'accord, mais avant d'instaurer le règne du social, pensez au royaume de Dieu " (extraits cités par Hortholan, J.-F., mém. cité, p. 94-95).

[495] L'évêque jugeait qu'il diffusait auprès des syndicalistes " une formation mystique empruntée à une science plutôt douteuse au point de vue de la dogmatique catholique ".

[496] Notamment la Société de Roquefort.

février-mars 1938, à l'assignation en référé du vicaire général par le " groupe Guibert ", et en retour à la menace d'excommunication de Guibert[497]. Peu importe ici le détail du conflit. L'essentiel est de prendre la mesure de son importance, et de comprendre que le problème pour l'évêque était de restaurer son autorité sur la totalité des œuvres et organisations chrétiennes du diocèse[498]. En même temps, rien ne pouvait être définitivement engagé avant le règlement du différend, ce qui contribua encore à maintenir un rythme de conversion à la spécialisation particulièrement modéré.

D'abord[499], fin 1936, Pierre Guibert fut remplacé à la tête de l'ACJF diocésaine par Jean Tourtonde[500]. Contrairement à Pierre Guibert, il se présentait plutôt comme « chrétien d'abord »[501]. « Il était de ceux qui ont toujours préféré (…) la mystique chrétienne à la politique », précisait son ami Jean Maisonabe lors de son décès précoce[502]. Pourtant, les prises de position politiques, quoique voilées, ne manquaient pas dans ses éditoriaux. Mais il est vrai qu'elles se situaient dans une sensibilité plus conservatrice que Pierre Guibert, en tout cas hostile à tout compromis à l'égard de la gauche[503]. Catholique d'abord, de sensibilité sociale, mais politiquement conservateur, Jean Tourtonde[504] offrait un profil très acceptable par Mgr Challiol, pour remplacer Pierre Guibert, avec qui il partageait en revanche une adhésion forte au principe de la spécialisation[505]. Or le " groupe Guibert " tenait encore la CFTC, le

---

[497] Et de Bonnafé, entraînant aussi le recours au nonce et au général de Castelnau, pour ce qui est de l'évêque, à Mgr Verdier, Mgr Courbe et Gaston Tessier, les deux têtes de l'Action catholique et celle de la CFTC, pour ce qui concerne les amis de Guibert. *Cf.* Hortholan, mém. cité, p.96-98, et le dossier non côté conservé aux archives diocésaines.

[498] " Non seulement toutes les œuvres diocésaines, mains encore toutes les œuvres nationales, tant d'Action catholique que professionnelle (organisations syndicales, artisanales, presse, etc.) dès l'instant qu'elles se réclament de près ou de loin d'une inspiration chrétienne ", résume un soutien du " groupe Guibert " à l'attention de Mgr Verdier (Archives diocésaines, non côté, non daté).

[499] JR, 01/11/1936 et 15/11/1936.

[500] Ses notices nécrologiques, dans JR, mars 1941, fournissent l'essentiel des éléments biographiques repris ici.

[501] Nous paraphrasons ici le titre de l'ouvrage d'Y. Tranvouez, *Catholiques d'abord. Approches du mouvements catholique en France, XIXe-XXe s.*, Paris, Ed. ouvrières, 1988, 264 p.

[502] " Il s'était taillé (...) un règlement de vie, qu'il avait dressé d'accord avec un prêtre (...). De bonne heure, le matin, l'ombre propice de la nef des Augustins le voyait agenouillé ; il communiait souvent ", rapporte aussi l'abbé Carbonnel (JR, mars 1941). Le conseil fédéral de l'ACJF de janvier 1935 (JR 15/02/1935) invitait à l'engagement civique, à condition de ne pas oublier d'être chrétien d'abord. Conseiller municipal de Villefranche de Rouergue à partir de 1937, il mettait en garde les jeunes contre l'engagement dans des partis politiques (JR 01/12/1936).

[503] En 1937, comme il sied à l'époque de *Divini redemptoris* et de *Mit brennender Sorge*, il s'en prend régulièrement au communisme et aux fascismes (JR, 15/03/1937, 01/04/1937, 15/04/1937, 01/11/1938, 01/06/1939). Mais il condamne aussi à mots couverts les engagements de jeunes français aux côtés des républicains espagnols (JR, 01/01/1937). Fin 1937, il écarte toute possibilité d'indulgence à l'égard de l'ex-gouvernement Blum pour avoir pris des mesures sociales depuis longtemps préconisées par l'ACJF... En 1938, il condamne certes les accords de Munich, mais pour conduire le lecteur à l'attribuer aux radicaux (JR 01/11/1938)...

[504] Finalement assez proche de la ligne du Dr Périé, personnalité marquante de l'ACJF (commen « ancien ») et du Plateau central..

[505] Il est entré en contact précocement avec elle, qui plus est avec l'ensemble des branches. D'abord, dès le début des années 1930 (en 1931 au moins), il est président de la fédération du bassin houiller, très active à l'époque, particulièrement liée à l'abbé Mendigal qui y a exercé. C'est l'une des régions pionnières de la JOC. D'autre

secrétariat social, la Ligue des hommes. L'ensemble de ces organisations, ainsi que les autres mouvements et œuvres, furent donc regroupés en octobre-novembre 1937 dans un comité soumis à une autorité centralisée représentant l'évêque : le chanoine Cassou[506], nouveau vicaire général, qui parallèlement remplace l'abbé Carnus à la direction des œuvres, pendant que l'abbé Lapeyre prend la responsabilité de la jeunesse féminine. L'éviction de l'abbé Carnus est clairement reliée par l'évêque au conflit en cours : « A cause d'eux, Monseigneur l'évêque était obligé de se séparer de Monsieur le chanoine Carnus. L'évêque, (…) pour essayer de ramener ces messieurs à une discipline désirable, sacrifia ainsi un excellent et éminent collaborateur », écrit-il au nonce[507]. Nous pouvons ainsi risquer l'hypothèse suivante : le projet de conseil permanent, destiné à reprendre le contrôle de la Ligue, contre Pierre Guibert et ses amis, n'aurait sans doute pas pu obtenir l'aval de l'ACJF si l'ensemble avait été placé sous la tutelle expresse de l'abbé Carnus, en désaccord complet avec l'abbé Carbonnel et Jean Tourtonde au sujet de la spécialisation. Ces derniers étant nécessaires pour reprendre le contrôle de la jeunesse masculine, et la jeunesse féminine étant forte et dévouée à la hiérarchie quel que soit son dirigeant, Mgr Challiol a pu préférer remplacer le chanoine Carnus par les abbés Cassou et Lapeyre, favorables à la spécialisation[508] donc acceptables par le " groupe Carbonnel ".

*

A partir de 1937-38, le champ d'action de l'abbé Carbonnel et de Jean Tourtonde pour développer la spécialisation, notamment rurale, s'est ainsi trouvé largement dégagé. Face à l'éternel manque et de responsables ruraux assumant une tâche de direction diocésaine, et face à l'indigence des connexions entre les divers foyers jacistes périphériques, ils entreprennent – Jean Tourtonde surtout – de densifier les réseaux entre les responsables pionniers, afin de donner peu à peu une cohésion puis une vraie direction au mouvement jaciste. Jean Tourtonde et l'abbé Carbonnel multiplient, dès 1936, les déplacements individuels. Puis, très vite, en

---

part, parti faire ses études de droit à Toulouse dans la première moitié des années 1930, Jean Tourtonde y est l'un des premiers animateurs de la JEC, aux côtés de son ami Alain Barrère, futur président national de l'ACJF en 1939. Lors de son investiture à la présidence départementale en 1936, il exalte " cet outil magnifique que la Providence a mis entre nos mains, (...) la spécialisation ; (...) en *plaçant aujourd'hui à votre tête ceux qui en furent ses premiers militants*, vous avez marqué votre désir de la voir s'intensifier " (JR 15/11/1936). En outre, et cela n'a pu manquer d'être remarqué par l'évêque, il est un maillon permettant d'améliorer les relations avec le réseau régional, voire national, de l'ACJF, en raison de son expérience toulousaine, de son appartenance au comité régional à compter de décembre 1933, et de son amitié avec A. Barrère, figure montante pour l'instant. Or, la ligne officielle de l'ACJF étant la condamnation de l'implication politique de ses militants, son appui pouvait paraître bienvenu à l'évêque.

[506] JR, 01/12/1937.

[507] Lettre au nonce, 02/02/1938 ; Archives diocésaines de Rodez, non côté. Pourtant, Carnus n'apparaît pas comme ayant joué un rôle actif dans le conflit. Mais M[elle] Bonnefous, la présidente de la JFCA, précise aussi que la " résistance " du chanoine Carnus à l'implantation en Aveyron des mouvements spécialisés pour les jeunes filles a été cause, en partie, de son départ de la direction des œuvres (Bonnefous, G., *op. cit.,* p. 15)

[508] Bonnefous, G., *op. cit.*, p.15.

1937, ils entreprennent, avec un succès mitigé, d'établir des relations transversales entre les foyers : la création d'une fédération doit en être l'un des instruments. L'intégration des responsables pionniers au sein de cette entité diocésaine est en fait inégale. Là où la relation avec les militants locaux était plutôt « verticale », comme dans le foyer du Nord-est, l'intégration est demeurée faible, juste formelle[509]. En revanche, là où elle était plutôt horizontale, sans leadership marqué, les responsables locaux se sont intégrés plus facilement au réseau diocésain de dirigeants en cours de constitution : ce fut le cas, plus au sud, dans la vallée du Lot et le causse de Villecomtal qui la domine[510], et surtout en Ségala[511], où les dirigeants locaux ont servi à leur tour de relais vers des « foyers satellites »[512]. Pourtant, le caractère très éclaté des premiers réseaux de dirigeants ruraux, faisait qu'aucun d'entre eux ne se détachait vraiment pour s'imposer, car aucun ne disposait à l'origine d'une " centralité " par rapport aux autres dirigeants potentiels. Artificiellement, Jean Tourtonde a donc entrepris de conférer cette centralité à Hyacinthe Bouyssou, responsable à ses côtés de la fédération du Bassin houiller. Il fut propulsé président de la fédération jaciste naissante fin 1937 sans avoir encore de réels liens avec les autres dirigeants émergents. En 1938-39, Hyacinthe Bouyssou accompagne désormais, dans les diverses réunions, Jean Tourtonde ou les autres responsables du comité diocésain de l'ACJF, devenant ainsi peu à peu, de façon artificielle et " programmée ", le « point de connexion » proprement rural dans les relations entre responsables des divers foyers jacistes, sans s'être imposé par une réussite particulière dans sa sous-région. Or, si, à travers lui, à la veille de la guerre, il existe désormais une liaison entre les foyers-isolats, il n'y a pourtant pas forcément cohésion de l'équipe dirigeante.

---

[509] Robert Laurens animait le canton de Mur-de-Barrez, où il initie la première tentative, endogène et sans lendemains, d'organisation d'un secteur, en 1937 (JR, 01/01/1938). A. Cazes rayonnait autour de Laguiole. Si aucun autre dirigeant n'était apparu dans leurs sous-espaces respectifs, c'est sans doute parce qu'ils y avaient développé avec les militants une relation très verticale, une JAC personnalisée et polarisée autour d'eux-mêmes (les réunions de la JAC se tenaient dans le manoir des Laurens, dans la pièce de droite en rentrant. La " poussée " de l'activité jaciste en 1937 les conduit certes à densifier leur réseau de relations avec les autres responsables aveyronnais (futurs ou en place), mais de façon conjoncturelle seulement, puisqu'on constate un retour à des pratiques d'isolat en 1938-39. Le caractère précoce du démarrage de la JAC dans cet espace a pu aussi avoir pour conséquence de ne guère faire ressentir à ses responsables les atouts du fonctionnement fédéral.

[510] La JAC s'y est développée plutôt autour de 1936[510]. Trois des futurs dirigeants de la première JAC, Emile Viguier (Entraygues), Combarel (St-Pierre-de-Bessuéjouls) et Jean Capély (Villecomtal) y ont émergé de façon autonome, mais en s'épaulant par des visites et conseils réciproques. Jean Capély, le premier des trois à affilier sa section, entre dans le premier comité fédéral en 1937, puis c'est au tour, par son intermédiaire vraisemblablement, d'Emile Viguier et de Combarel, en 1939

[511] Les principaux dirigeants locaux, André Viguié, Gabriel Gaffard, Paul Cousty, sont amenés à établir des liens entre eux, de densité là encore équivalente. La densité du maillage de ce territoire par les liens entre dirigeants de premier plan à compter de 1937-38, le caractère largement horizontal des relations, ont sans doute fortement contribué à y animer rapidement la vie du mouvement, suscitant des effets d'entraînement.

[512] L'entrée en contact avec les dirigeants issus de ces sections périphériques (Sud-Ségala, Larzac, Causse noir) est ventilée de façon (presque) chaque fois privilégiée entre les trois principaux animateurs de la JAC dans cette région, comme si s'opérait une répartition des tâches.

En revanche, au sein de la Jeunesse féminine catholique aveyronnaise, après son entrée en fonction en 1938, l'abbé Lapeyre ne dispose pas d'une marge d'action aussi large, car il doit faire face à une hostilité maintenue à l'égard de la spécialisation, de la part des principales dirigeantes, encore fidèles à l'esprit du chanoine Carnus. Se gardant de tout prosélytisme en faveur de la spécialisation, il joue plutôt en finesse, permettant à la spécialisation de s'introduire peu à peu, au sein de la JFCA : il autorise dès 1938, sa première année d'exercice, l'expérimentation de la JOCF par les cercles de Decazeville et Millau. En outre, dans l'animation des réunions, à une centralisation par le binôme Carnus-Bonnefous succède une pratique plus souple associant plus fréquemment d'autres militantes : M^{elles} Vincens, Martin, Malaval, Puech, Raynal.

3 – Dans le Cantal : le poids des relais ruraux

Dans le Cantal, si le processus de diffusion et d'implantation a pu se révéler particulièrement rapide, c'est grâce à la présence de plusieurs relais locaux de premier plan, constituant une structure décentralisée mais solidaire de responsables ruraux, élément capital qui n'avait cessé de faire défaut en Aveyron. Ces relais pionniers sont issus pour la plupart des réseaux de responsables du syndicat des jeunes producteurs de pomme de terre et de celui des jeunes éleveurs de la race Salers[513]. C'est à l'articulation des deux syndicats agricoles formés dans le giron de Purpan qu'ont émergé les principaux acteurs de la mise en place de la JAC[514] (*cf.* les doc. A-3-3 1 et 2, p. 629-630 en annexe). Ils se situaient en un point stratégique, à la jonction entre deux générations, celle des pionniers des EAC, artisans de la création du syndicat de la pomme de terre, et celle qui avait émergé avec la mise en place des concours agricoles et du syndicat des jeunes éleveurs. Ils étaient aussi à la jonction de deux agricultures (les cultures, l'élevage), et des deux parties du département (le plus ancien

[513] JA 01/1939. Pourtant, par rapport à la période antérieure, on enregistre un affaiblissement marqué du rôle joué par les responsables de l'Est du département. Ils étaient au cœur de la zone de forte densité du réseau avant 1934, or ils ne sont pas impliqués (ou très occasionnellement, pour un seul) dans le lancement de la JAC à partir de 1935. Il y a là une question de génération, d'abord, car ils étaient déjà en 1932 des anciens des EAC. Par exemple, J. Besson s'y était inscrit en 1927, et avait donc achevé le cycle en 1930, puis avait suivi une formation d'aspirant-maître (JA 03/1927, 05/1930, 04/1932). Mais il s'agit aussi du réseau constitué autour de l'abbé Chanson, qui se disloque visiblement après sa mort précoce, en 1935 (JA 03/1935. Dans JA 04/1935, sont évoquées par ses " disciples " les difficultés à poursuivre une action après sa disparition). En revanche, les liens se sont mieux maintenus à l'Ouest.

[514] On constate que sur les dix responsables départementaux respectifs de ces syndicats, six, dans les deux cas (dont quatre sont des responsables des deux syndicats à la fois), font partie du comité fédéral de la JAC constitué début 1939 (JA 01/1939).

syndicat étant implanté surtout à l'est, le second à l'ouest). Il s'agissait de militants désormais expérimentés, rompus à l'analyse, à la propagande, à l'argumentation, déjà immergés dans de denses réseaux de relations, propres à polariser une bonne partie du département afin de bâtir très vite et de façon efficace l'architecture d'abord informelle du mouvement jaciste. Trois d'entre eux arrivent en tête du point de vue des relations suivies avec les autres responsables jacistes, constituant ainsi le " centre " du réseau : Jean-Marie Poignet et Paul Besse, comme on a déjà eu l'occasion de le voir, mais aussi Pierre Delort, chef du secteur JAC d'Aurillac en 1938. Or ce noyau central apparaît très lié à l'abbé Bourbouze, curé de Thiézac[515] : Paul Besse n'est autre que son neveu[516] (Doc. A-3-2-1 p. 623 en annexe). Jean-Marie Poignet en est le moins proche[517], mais il apparaît surtout qu'il était lié à plusieurs des réseaux de pionniers du jacisme cantalien[518]. Il a pu être un élément de connexion entre eux – c'est lui

[515] L'abbé Plantecoste avait été aussi, dans les premiers temps, l'un des principaux animateurs sur le terrain du mouvement jaciste naissant : c'est dans sa paroisse, St-Santin-Cantalès, que la première section cantalienne avait été affiliée. Tombé malade dans les premiers mois de 1937 (JA avril 1937), il est contraint de cesser ses activités, et s'éteint début 1938. Cette disparition prématurée a eu apparemment pour effet de transférer et en même temps de répartir davantage la charge d'animation de la JAC naissante sur quelques prêtres ruraux pionniers, que l'on retrouve d'ailleurs à Paris en 1939 pour représenter la Cantal au congrès national de la JAC, parmi lesquels apparaissent au premier plan, aux côtés de l'abbé Bourbouze, ceux qui deviennent avec lui les aumôniers des premiers secteurs qui se mettent en place à partir de 1938 : l'abbé Bourlange, curé de Lescure, et l'abbé Garrouste, curé de Raulhac. L'abbé Garrouste était en poste précédemment à Saint-Flour, comme vicaire de la cathédrale, ce qui en faisait un proche de l'évêque. Dès son installation à Raulhac en 1936, il avait inscrit son groupe aux EAC, étant peut-être en contact avec le Père Barjallé depuis 1924 (pendant les vacances de Noël, une semaine rurale avait été organisée, sous l'égide de Purpan, à l'Institution St-Eugène d'Aurillac où il était professeur [JA, février 1925]). Et lorsqu'il se lance dans la JAC, il établit le contact avec le foyer jaciste aveyronnais pionnier et voisin animé par Robert Laurens (il rend visite aux Aveyronnais en 1937, et Robert Laurens participe en retour à des réunions cantaliennes en 1938 et 1939). Quant à l'abbé Bourlange, son recrutement pour la JAC semble être plutôt passé par la JACF et l'abbé Joubert. Il exerçait en effet à Lescure, important sanctuaire marial du diocèse, devenu un lieu de pèlerinage traditionnel pour la Jeunesse féminine catholique du Cantal, et il s'est forcément trouvé rapidement en contact avec elle. Mais des liens avec l'abbé Joubert existaient préalablement à l'accès de ce dernier à l'aumônerie, puisqu'en 1936, l'abbé Bourlange vient prêcher une retraite pour les jeunes filles dans la paroisse alors desservie par le premier (EA, janvier 1937). Cela peut laisser supposer qu'il s'inscrivait comme lui parmi les personnes à sensibilité avant tout religieuse, " ralliées " à la spécialisation. L'absence de groupe de jeunesse catholique à Lescure et même Valuéjols, la commune-mère avant 1940, plaide aussi dans ce sens.

[516] P. Besse était venu participer aux travaux du cercle d'études animé par son oncle. Pierre Delort et Jean-Marie Poignet sont en revanche des recrues sans lien personnel préalable qui se sont raccrochées au réseau par une procédure indirecte. Pierre Delort, habitant Polminhac, dans la même vallée, vient découvrir les EAC à Thiézac en 1932, avant de les importer dans sa commune.

[517] Jean-Marie Poignet est le plus éloigné de l'abbé Bourbouze par la distance (il habite Naucelles, dans le bassin d'Aurillac), et par le fait qu'il est apparemment plus lié aux piliers laïcs du réseau Bourbouze qu'à l'abbé lui-même ; sans doute aussi la relation ne s'est-elle construite qu'après coup, par la force des choses : vraisemblablement, le " découvreur " de Jean-Marie Poignet a dû être l'abbé Pailhol, son curé, très versé dans les questions agricoles (témoignage du Père Maurice, sept. 1999). Mais, au début des années 1930, il apparaissait plutôt isolé, par rapport au réseau Chanson alors vigoureux. Peut-être a-t-il été mis en contact avec ce dernier par des liens familiaux, un A. Poignet, de Celles, étant signalé comme membre de la chambre départementale des EAC en 1931, ce qui lui aurait permis ensuite d'intégrer l'organigramme des syndicats de jeunes agriculteurs ? Enfin, au départ de son curé, remplacé en 1933 par l'abbé Mercadier, à la sensibilité plus strictement religieuse, il a pu se raccrocher davantage, à la fois au réseau en émergence, accessibles aisément depuis Naucelles mais non depuis les vallées de la Cère et de l'Alagnon, et surtout au réseau Bourbouze, déjà plus solide.

[518] Outre celui de l'abbé Bourbouze : autour de St-Bonnet-de-Salers (abbé Pichot) et Anglards-de-Salers (abbé Besse).

qui totalise le plus de liens quand on observe les présences communes aux réunions –, ce qui peut expliquer son accès à la tête du mouvement, malgré une certaine difficulté à s'exprimer dont se souvient Antonin Quiers[519]. Le processus de promotion d'un leader fédéral n'aurait donc rien d'artificiel comme ce fut le cas, au contraire, en Aveyron. A la périphérie du réseau central, d'autres pionniers de la JAC sont venus s'agréger assez vite, selon des modalités différenciées. Antonin Quiers[520] rencontre l'équipe pionnière pour la première fois à l'occasion d'une journée-concours en 1936, et intègre rapidement le " noyau " : chez lui, l'esprit d'initiative, le goût d'agir, un certain charisme, ont compensé la faible insertion préalable dans les réseaux en place. Souvent, certes, l'intégration demeure incomplète : quand l'agrégation n'est fondée que sur la relation personnelle préexistante avec l'un des membres du « noyau »[521], ou sur une procédure de démarchage lors de la création d'une « colonie » jaciste, face à un curé réticent[522]; de même, quand le lien a été établi via le curé de la paroisse, et demeure plus institutionnel que personnel[523]. Il n'empêche : rendu visible, entériné dans sa fonction, le noyau central, « préexistant » en quelque sorte, a pu exercer une force centripète sur les noyaux isolés, les intégrant après coup. Or ce processus d'« agglomération » était davantage propice à l'émergence d'une cohésion interne, que le processus de « conjonction » à l'oeuvre en Aveyron.

Au sein de la Jeunesse féminine catholique du Cantal, l'émergence de la spécialisation et plus particulièrement de la JACF ne s'appuie pas, en revanche, sur le noyau originel de « messagères ». En fait, en milieu rural, en l'absence de structure équivalente à celle des syndicats masculins, l'amorce jaciste a reposé sur les deux seules dirigeantes qui aient eu des attaches rurales marquées, et surtout, sur la responsable locale des semaines rurales, M^{elle} Ratié. Ainsi, alors qu'au sein du noyau originel de responsables de la Jeunesse féminine, relativement fourni, et localisé en bonne partie en milieu urbain, les relations avaient été relativement équilibrées, horizontales, aucune prédominance de l'une ou de l'autre ne se dégageant, le réseau des pionnières de la JACF apparaît au contraire très centralisé autour

[519] Entretien, avril 1999.
[520] Renseignements biographiques tirés de l'entretien réalisé avec l'intéressé (avril 1999), et de son livre de souvenirs, *Enfant du Vainazès*, Aurillac, 1989.
[521] C'est le cas pour Jules Raymond, de St-Bonnet-de-Salers, qui entretient une relation privilégiée avec Jean-Marie Poignet.
[522] C'est le cas pour Lacoste (lieu ? : Vézac ?) (entretien avec Antonin Quiers, avril 1999).
[523] L'abbé Boyer pour Pierrefort, l'abbé Garrouste pour Raulhac, l'abbé Plantecoste pour St-Santin (dans un premier temps du moins). Dans cette dernière paroisse, la maladie de l'abbé Plantecoste à partir de 1937, et son décès en 1938, cassent vite la dynamique enclenchée, et les liens avérés noués par A. Jourde se résument aux participants de la cérémonie d'affiliation de sa section. Plus éloigné géographiquement du noyau central que ne l'étaient Jean-Marie Poignet et Antonin Quiers, moins indépendant que le second, il n'a pu se raccrocher à une dynamique de substitution.

d'un trinôme composé de M^elle^ Ratié, proclamée en 1938 présidente fédérale du mouvement naissant, de l'abbé Joubert, aumônier de la jeunesse féminine à compter de la même année, et occasionnellement de sœur Joseph, la responsable du centre de formation de Bouldoire en Lozère (*cf.* doc. A-3-3-3 p. 631 en annexe). Le rôle de sœur Joseph a été surtout capital pour susciter aux côtés de M^elle^ Ratié la constitution d'un réseau parallèle[524] à celui des « messagères » originelles, trop liées à l'abbé Carnus et à M^elle^ Bonnefous, et trop marquées par une origine urbaine. Mais elle n'apparaît pas parmi les personnes engagées dans la propagande pro-jaciste. Le relais a plutôt été pris par les Sœurs de la Charité cantaliennes[525]. Il s'agit alors d'un relais éclaté, ce qui n'a fait que renforcer le poids central de M^elle^ Ratié et de l'abbé Joubert. Cette centralité tranche avec le caractère multipolaire et équilibré du noyau actif repéré lors de la mise en place de la JAC cantalienne. M^elle^ Ratié et l'abbé Joubert contrôlent, tout en les impulsant, les contacts nationaux, qui renforcent l'effet de détachement par rapport aux anciens cadres. Très vite, après leurs nominations respectives, ils ont impulsé la participation cantalienne au pèlerinage-congrès de Lourdes en 1938. Ce fut le véritable élément déclenchant. A l'échelle locale, alors que la jeunesse féminine cantalienne avait longtemps manifesté une prédilection pour les réunions d'échelle paroissiale, l'abbé Joubert et M^elle^ Ratié préférèrent recourir à un cadre cantonal pour l'organisation des réunions de « propagande ». Ce recours à un maillage territorial large s'accorde très bien avec une concentration de l'animation du mouvement par un nombre limité de personnes. Mais ce choix stratégique permet aussi d'accélérer l'insertion de la jeunesse féminine catholique locale dans ce nouveau cadre qu'est la JACF : d'où la rapidité de la conversion, que l'on a pu constater.

En mai 1939, l'abbé Bompard est remplacé[526] à la direction diocésaine des œuvres par l'abbé Bouard, âgé de 44 ans. C'est à la fois un proche de l'évêque[527], et un partisan enthousiaste de la spécialisation de la jeunesse catholique, pionnier de la JOC dans le diocèse[528] : « ceux-là seuls sont encore à regretter [leur lancement] qui ignorent les

[524] Bouldoire devient une destination régulière pour des groupes, à compter de 1936.
[525] La Supérieure du couvent des Filles la Charité de Saint-Flour met sur pied en 1938 une " semaine familiale ", et la promotion de la JACF, elle est la seule responsable non laïque de secteur JACF, lors de leur mise en place en mars 1939 (EA, mars 1939)... Préoccupations sociales, et enthousiasme pour la JACF, par conséquent... Sensibilité apparemment partagée avec les sœurs Aurillacoises de la même congrégation, dont le couvent était devenu le siège des réunions de la JFCC puis de la JACF.
[526] Ce n'est apparemment pas une sanction, car le premier atteint les 55 ans, et il est bien temps de lui confier une cure : il devient archiprêtre de St-Géraud d'Aurillac.
[527] Il avait été vicaire six ans à Saint-Flour (Nécrologie, SC 08/1985).
[528] Il avait été affecté ensuite à ND-aux-Neiges d'Aurillac aux côtés de l'abbé Berthéol, le premier ecclésiastique du diocèse à avoir soutenu avec enthousiasme la spécialisation. Il a expérimenté la JOC à Aurillac début 1937 (Nécrologie, SC 08/1985. SC 04/02/1937 : deux sections sont en cours de création, à St Géraud et ND aux

merveilleux résultats obtenus chez nous par ces nouvelles méthodes d'apostolat »[529]. Mais, à l'instar de l'abbé Joubert, et à la différence de l'abbé Bompard, il s'inscrit dans une sensibilité strictement religieuse, n'abordant pas dans son discours d'investiture les questions de formation professionnelle, et mettant en garde ceux qui auraient tendance à « fai[re] œuvre trop personnelle » en matière de spécialisation[530].

Qui plus est, à compter de la mi-1937, la Ligue des hommes catholiques a entrepris d'appuyer le développement local de la JAC[531]. En juin 1937, c'est le comité muratais de la Ligue qui organise la tournée de propagande de Pierre Lemasson, secrétaire général de la JAC, dans la région de Murat. Dans ses tournées cantonales, le président diocésain de la Ligue, Henri Quétin, à la sensibilité essentiellement religieuse et politique[532], ne manque pas de soutenir les œuvres de jeunesse en général, la JAC en particulier, mettant l'accent sur les bienfaits à attendre d'une collaboration qui va effectivement se renforçant[533]. Il est fait appel à des figures nationale de la Fédération nationale catholique (FNC[534]) pour promouvoir les mouvements spécialisés : Victor Bettencourt, membre de son comité directeur, président de sa branche agricole, l'Union de la France catholique agricole (UFCA[535]) et ancien élève de

---

Neiges. L'abbé Bouard assiste peu après au congrès régional de la JOC à Toulouse, les 23-24 février, en compagnie de son collègue vicaire de St-Géraud, l'abbé Gaillard. Dans l'ensemble du diocèse, les premières activités jocistes " informelles " peuvent être repérées à Mauriac dès 1932. Dans la même région du Nord-Ouest cantalien, la JOC est présente à l'Hôpital d'Ydes, dont le groupe participe au congrès national de la JOC en 1937 [JA 07/1937]). Il est devenu ensuite le premier aumônier diocésain du mouvement (SC 02/12/1937).

[529] JA 05/1939.

[530] JA 05/1939 : " A vous, mes amis, (...) de vous dévouer et de dépenser pour faire rayonner et pour répandre dans vos milieux respectifs vos idées chrétiennes, votre idéal de justice et de charité évangélique. (...) De tous côtés, les âmes, désemparées et inquiètes, regardent vers l'Eglise pour lui demander lumière et salut " ; " [Suivez] attentivement et docilement les directives qui leur sont données par les Chefs (...) de l'Action catholique*, pour ne pas dévier en faisant œuvre trop personnelle et pour conserver à la JOC, à la JAC, à la JEC, au Scoutisme, leur véritable visage chrétien de mouvement de conquête* ".

[531] Que l'on peut aussi relier, au départ, à la nécessité de pallier l'absence subite de l'abbé Plantecoste.

[532] A la journée régionale jaciste, Raulhac, 20/03/1938 : " sauvegarder la foi et les libertés religieuses ". A la journée d'Action catholique, Thiézac, 18/05/1939 : " soutenir la lutte contre le laïcisme et le marxisme ". A la journée d'amitié et de prière Ligue / JAC, Anglards de Salers, 01/12/1939 : " la France sera chrétienne ou ne sera pas "

[533] Voir notamment l'exposé d'Henri Quétin lors de la journée d'étude de l'action catholique à Aurillac, le 4 nov. 1937, à propos des activités et orientations de la Ligue. Présences relevées d'Henri Quétin en 1938 et 1939 dans les réunions concernant la jeunesse rurale : Journée régionale JAC, 20/03/1938, Raulhac ; Journée de formation de militants, 5-6/11/1938, Aurillac ; Journée d'Action catholique, 19/05/1939, Thiézac ; Journée d'amitié et de prière Ligue-Mouvements de jeunesse spécialisés, 21/06/1939, Aurillac ; Journée d'amitié et de prière Ligue-JAC, 04/12/1939, Anglards-de-Salers. En outre, les deux bulletins fusionnent à compter de février 1938.

[534] Sur la FNC : Bonnafoux-Verrax, Corinne, « La Fédération nationale catholique, 1924-1944 », Thèse, Paris, IEP, 1999.

[535] L'Union catholique de la France agricole (créée avant la guerre par de gros propriétaires, destinée à "former une élite de chrétiens agissant dans les campagnes, pénétrés de l'esprit de l'Evangile ", forte d'un réseau de 10 000 membres, elle a en partie accompagné la naissance de la JAC : Jacques Ferté, le premier président de la JAC, en est issu, le père Foreau en a été aumônier, le premier bulletin de la JAC a pris la suite de celui de l'UCFA (François Leprieur, " Origines de la JAC ", dans JAC/MRJC, Origines et mutations, 1996, p.25-26 ; Fabrigoule, P., mém. cit., p. 67-95, 326-341 :Victor Bettencourt est évoqué p. 92, 216, 218 [biographie en note], 220, 326, 332, 336, 341, il a publié en 1937 *L'apostolat rural*, compilation d'articles où il développe l'idée de la création d'une œuvre rurale de propagation de la foi).

l'évêque de Saint-Flour, vient faire l'apologie de la JAC en novembre 1937[536] et en 1939, c'est au tour de Le Cour Grandmaison, président de la FNC.

Certes, l'abbé Bompard, qui avait accompagné l'implication « professionnelle » de la jeunesse catholique masculine continue à marquer les réunions par sa présence, et la direction diocésaine de la JAC naissante est issue des syndicats agricoles initiés par Purpan. Mais nous assistons au renforcement de la sensibilité strictement religieuse au sein de l'encadrement général, déjà amorcée depuis 1934 avec l'arrivée à la tête de l'ACJF de Me Raymond Vergne ou la réorientation du discours du Père Barjallé. La « poussée professionnelle » cantalienne de la première moitié de la décennie semble donc soumise à un certain réajustement à la baisse, avec l'insertion définitive dans la JAC.

D – Un alignement culturel

Avec l'entrée plus avant dans la pratique jaciste, l'importance accordée au religieux est en effet rétablie ou amplifiée. Tant dans les comptes-rendus de réunions que dans les *Pages des jeunes ruraux*, la place qui lui est accordée part à la hausse après que s'est produite l'impulsion en faveur de la JAC : la fréquence des occurrences double dans les comptes-rendus de réunions aveyronnaises, et elle sextuple dans ceux des rencontres cantaliennes. Un alignement culturel s'opère entre les deux diocèses. Toutefois, le rapport au religieux change, par rapport à ce qu'il était en début de période. Même si la JAC insiste fortement sur l'importance de la formation, la notion de « conquête » à laquelle elle est associée pousse le militant à s'immerger dans son milieu, plutôt qu'à multiplier les périodes d'isolement pour l'étude, la prière et la réflexion. Par conséquent, même si des retraites spécifiques pour jeunes ruraux ont été créées, dès 1933 pour l'Aveyron et dès 1934 pour le Cantal[537], et présentées comme une « plénitude de vie religieuse qui débordera autour d'eux en apostolat extérieur »[538], le nombre de pèlerinages et retraites auxquels la Jeunesse catholique rurale est associée demeure stable en valeur absolue. Par ailleurs, la session des dirigeantes de la Jeunesse féminine catholique aveyronnaise, qui se déroule fin 1935[539], met en avant la notion de " conquête " face à la " déchristianisation ". « Qui la Jeunesse féminine catholique doit-elle atteindre ? » ; « Nos cercles répondent-ils à leur rôle de conquête ? ». Cette notion était certes

[536] JA 11/1937.
[537] Naturellement, cela ne signifient pas que les jeunes ruraux étaient auparavant exclus des retraites, mais simplement qu'ils n'y étaient pas majoritaires.
[538] JA 05/1936.
[539] FF 01/1936.

déjà présente auparavant dans le vocabulaire usuel des dirigeantes[540]. Mais le fait d'y consacrer une bonne partie d'une session révèle un intérêt particulier, qui a de grandes chances d'être le produit d'une " appropriation " du discours tenu par les propagateurs de la spécialisation masculine.

Inversement, à compter de 1935-36, la part consacrée à l'agriculture ou aux questions rurales dans la *Page des jeunes ruraux*, tout comme leur fréquence d'évocation dans les comptes-rendus de réunions masculines, connaissent une chute marquée dans le Cantal. La ventilation interne des thématiques des réunions montre par ailleurs un affaiblissement de l'évocation détaillée de sujets strictement agricoles. S'y substitue une évocation plus vague et plus générale de l'état économique du secteur, et surtout de la société rurale En Aveyron, la tendance à la baisse se retrouve dans la presse, mais la réduction est plus limitée. Un certain alignement des deux diocèses finit par se produire, à partir de 1936. Cette année là, l'agriculture et les questions rurales sont évoquées dans la moitié des comptes-rendus de réunions, et en 1939, dans 20-25 % de ces derniers, la tendance à la baisse se poursuivant. Le maintien est plus manifeste au sein de la *Page des jeunes ruraux* dans les bulletins des deux diocèses, autour de 60 % de l'espace occupé. Il est capital de constater cette tendance à la convergence : la diffusion du discours jaciste semble bien produire un effet " culturel " unificateur, au sein de groupements de jeunesse qui jusque là avaient été marqués, chacun, par l'impact de leur histoire diocésaine. Les questions rurales occupent bien, dans ce mouvement spécialisé, une place centrale ; mais elle est très atténuée par rapport à ce qu'elle a été précédemment, dans un département comme le Cantal où elle monopolisait une part importante de l'attention, et elle a été valorisée dans des espaces tels l'Aveyron, où la sensibilité religieuse et sociale l'avait longtemps emporté. Cette place est aussi légèrement moins marquée qu'elle ne l'a été au moment des prises de contact et du « basculement », où la nouveauté de la notion de « milieu », associée à la spécialisation, avait conduit, temporairement, à mettre plus fortement l'accent sur ces questions rurales.

1 – Valoriser la prise en compte de l'environnement rural

La « valorisation » des questions rurales auprès de la jeunesse catholique masculine aveyronnaise se marque notamment par l'importance toute particulière accordée dans la presse diocésaine à la promotion des EAC entre 1936 et 1938, alors que dans le Cantal, la part

[540] M^elle^ Bonnefous l'emploie, en 1933, dans le Cantal.

d'espace qui leur est consacrée demeure comparable à ce qu'elle était au début de la décennie. En fait, cet " engouement " semble très pragmatique, lié aux nouvelles conditions réglementaires d'application de la loi de janvier 1929 sur l'apprentissage agricole et horticole, qui permet aux familles nombreuses de continuer à percevoir des allocations au titre de leurs enfants de 13 à 16 ans, quand ils sont placés en apprentissage[541]. Or, à partir de janvier 1936[542] est exigé, pour pouvoir bénéficier des allocations, un certificat d'un organisme *agréé* pour la formation à l'apprentissage, alors qu'auparavant, le simple contrat d'apprentissage suffisait[543] ; en outre, les primes peuvent être touchées jusqu'à 16 ans, et non plus seulement jusqu'à 14[544]. Or Purpan est agréé, tout comme Bouldoire d'ailleurs. Cela a ainsi pu contribuer à faire échouer précédemment la tentative d'EAC proprement aveyronnaises : non agréées, elles n'auraient pas permis de toucher les allocations ! Cette mesure réglementaire offrait en tout cas à la JAC émergente un bon moyen d'attirer de nouveaux membres, par le biais des EAC ; et si l'effet, mesurable au nombre de groupes pratiquant les EAC, fut notable dans le Cantal, malgré la présence, déjà, de nombreux cercles inscrits, il fut très important en Aveyron, qui combla son retard[545] : il y avait bien, là aussi, " alignement ". Néanmoins, passée la période de " mobilisation réactive " face aux nouvelles mesures, la presse diocésaine ne se contenta plus que d'une communication institutionnelle, composée d'articles promotionnels ou informatifs diffusés par Purpan, ou des résultats en fin d'année : les longs développements techniques avaient été abandonnés, notamment dans le Cantal.

Autre signe d'un « ajustement » de l'approche aveyronnaise : le discours sur la « fierté rurale » entreprend de relire ce concept sous l'angle de la valorisation des capacités intellectuelles nécessaires à l'agriculteur, ce qui conduit à mettre l'accent sur l'importance de la formation : « peu de carrières font appel à l'esprit d'observation, à la mémoire, au jugement, autant que le métier d'agriculteur »[546]. Le travail de l'intelligence élève, comme la prière, et évite de la même façon de « s'enfoncer dans la matière »[547]. Il permet de dégager une élite chrétienne. La formation professionnelle est essentielle : elle seule permettra

[541] JR 15/12/1935, 15/10/1936, 01/11/1936 ; JA 03/1935, 11/1935, 12/1936 ; il faudrait y ajouter les articles où celle loi est mise en relation avec les EAC : JA 11/1936, 12/1936, 01/1937, 09/1937, 01/1938, 02/1938, 11/1938.
[542] JR 15/12/1935.
[543] JR 15/10/1931 : le contrat devait être constaté par écrit, sous seing privé, ou par acte authentique, rédigé sous les 15 jours, en 3 exemplaires, mentionné sur le carnet d'apprentissage. La déclaration pouvait être faite même si l'apprenti était employé par son père dans la ferme familiale. Ainsi, il suffisait d'établir un contrat formel pour bénéficier des allocations ; la nouvelle réglementation vise à corriger cet abus, en exigeant au moins la garantie d'une formation reçue.
[544] JR 01/11/1936
[545] Selon l'estimation, + 27 à 50 % dans le Cantal, et + 40 à 77 % en Aveyron.
[546] JR 15/03/1935 ; de même, voir JR 01/01/1937.
[547] JR 15/10/1936, 15/02/1937

d'échapper à la routine des anciens[548], et de sortir ainsi des difficultés économiques du moment. Or, une campagne prospère grâce à la modernisation des techniques sera une campagne attrayante qui portera moins à partir pour la ville[549]. Autant d'arguments rencontrés plutôt au début de la décennie dans le Cantal. Mais il est intéressant de remarquer que l'appropriation aveyronnaise s'effectue en s'appuyant sur les fondements de son propre discours de départ : c'est comme moyen de lutte contre l'exode rural, ou comme vecteur d'élévation spirituelle, que l'importance de la formation est valorisée.

Le même phénomène de compensation joue au sein de la Jeunesse féminine catholique. A compter de 1937-38, l'entrée à preste allure de la Jeunesse féminine catholique rurale cantalienne dans le mouvement jaciste, et la sensibilisation de la Jeunesse féminine aveyronnaise à l'intérêt de la spécialisation, sont marquées par un intérêt accentué pour les questions rurales. Leur évocation dans les réunions connaît ainsi une forte poussée en 1938 dans les deux diocèses[550]. Dans les bulletins diocésains respectifs, si les Cantaliennes disposaient déjà depuis plusieurs années d'une *Page des jeunes rurales*, devenue *Page jaciste*, les Aveyronnaises enregistrent en 1939 une nouvelle vague d'articles sur le monde rural. D'un diocèse à l'autre, les divergences demeurent, certes, dans l'importance accordée à la formation ménagère et agricole[551]. L'affirmation du discours national de la JACF, relayé par la presse militante locale et nationale[552], se marque plutôt par un intérêt tout particulier pour l'exode rural. Le discours tenu insiste sur l'inclination féminine toute particulière qui l'alimente et cherche à en démêler les causes. Dans le Cantal, l'accent est mis essentiellement sur l'inconfort et sur l'ennui, qui font fuir les jeunes filles vers la ville[553]. En Aveyron, ce sont davantage la déchristianisation et la mauvaise influence de la presse et de la TSF qui sont accusées. Mais les remèdes sont communs : aimer sa petite patrie, se sentir fière d'être une enfant de la campagne, voilà qui devrait empêcher de quitter la terre[554]. La démarche d'intériorisation d'un système explicatif à propos du malaise ressenti dans le monde rural est donc engagée chez les jeunes filles, incluant la prise en compte des problèmes très

---

[548] JR 01-02/1935, 01/11/1935, 01/05/1936.
[549] JR 01/03/1935, JR 15/10/1936, 01/11/1936.
[550] Aveyron : citées dans 10 % des comptes-rendus de réunions ; Cantal : 19 %.
[551] La Jeunesse féminine catholique du Cantal met toujours en avant les cours par correspondance de Bouldoire et les semaines rurales ; à l'instar de la jeunesse masculine en 1936, elle fait connaître les avantages de la loi sur l'apprentissage agricole : " une section de la JAC du Cantal écrivait que l'apprentissage agricole leur avait gagné beaucoup de sympathies " (EA 02/1938). La JFC aveyronnaise laisse toujours à l'écart la formation professionnelle ou ménagère, qui demeure ici aux mains d'organisations extérieures.
[552] Mais aussi, dans le Cantal, par les déléguées du mouvement qui viennent animer des séances d'information.
[553] EA 06/1939 ; signé " Une jeune rurale ".
[554] EA 09/1938 : encart visiblement d'origine nationale ("publicité" pour des brochures vendues au siège parisien) ; FF 03/1939 (" L'amour du pays "), 06/1939 (" En contemplant nos blés "), 07/1939, 10/1939 (" La beauté de la vie ")

conjoncturels. Pourtant, ces aspects, désormais pris en compte, n'occultent pas l'objectif apostolique : dans le Cantal, notamment, il est clairement soutenu par l'abbé Joubert, quitte à réprouver certains moyens suggérés par les instances nationales : « Que l'Evangile n[e] tienne pas une place excessive [dans les réunions] », avait conseillé une déléguée nationale intervenant lors de sessions à d'Aurillac et Saint-Flour ; « [Il faut] refaire une chrétienté, c'est à dire un monde (...) où l'Evangile, sa doctrine et sa morale aient la première place », rétorquait l'abbé Joubert[555].

Lors d'une journée de formation jaciste en Aveyron en décembre 1938, le RP de Bigu avait par ailleurs mis clairement les choses au point : « la JAC prend en main la défense des intérêts professionnels, mais elle n'est pas un syndicat, une coopérative ou un parti : elle est un apostolat social »[556].

2 – « La JAC (…) : un apostolat social »[557]

Les " semaines rurales ", qui constituaient avec les EAC l'autre vecteur majeur de la formation masculine cantalienne, disparaissent. Seules demeurent quelques " journées ". Ces dernières sont-elles jugées mieux adaptées à un objectif de *conquête* du milieu, car ouvertes à un public plus large ? En même temps, les " semaines " avaient été la marque plus directe des expériences régionales, toulousaine et lozérienne, de spécialisation agricole " de fait " ; leur éclipse accompagne elle aussi l'inscription dans un modèle national, avec le basculement vers la JAC. De même, les concours agricoles de la Jeunesse catholique s'interrompent à compter de 1937[558]. Une réorientation s'opère vers un travail plus souterrain et de longue haleine : le plan de travail pour 1935 avait prévu de s'occuper de la qualité de l'alimentation des bêtes, de l'hygiène des étables, de la propreté du lait[559]. Ainsi, un projet de contrôle laitier *interne* avait été défini[560], visant à accroître le rendement moyen des troupeaux : il est opératoire à compter de 1937[561]. Il est alors décidé de limiter l'action du syndicat des jeunes éleveurs à cette

[555] EA 02/1939.
[556] JR 01/1939.
[557] JR 01/1939 (Père de Bigü).
[558] 1935 (St-Bonnet-de-Salers), 1936 (Jussac), 1937 (Polminhac).
[559] JA 01/1935.
[560] JA 05/1935, 06/1936.
[561] Chaque concurrent doit tenir à jour un carnet de contrôle laitier où il enregistre les performances ou contre-performances quotidiennes, et ce sont les carnets qui sont expédiés au jury. La philosophie du projet est rappelée, en 1939, par le président Poignet : " une fois par mois vous pesez le lait des deux traites d'un jour et vous mentionnez les résultats sur le carnet en ajoutant les observations demandées. (…) Le travail s'effectue par groupes de deux ou trois, avec contrôle mutuel des mesures. le contrôle laitier n'est pas une compétition destinée à mettre en valeur quelques vaches à production record. Le vrai but (…) est d'accroître le rendement moyen d'un troupeau (…). On y arrive de trois manières : 1°/ Par l'élimination des mauvaises laitières (…) on ne peut les découvrir que par le contrôle laitier. Il est impossible de connaître la valeur d'une vache si on ne tient pas une

activité discrète. Dans la deuxième moitié de la décennie, et de façon plus claire encore à compter de 1937, la jeunesse catholique masculine du Cantal voit aussi s'éclipser les intervenants extérieurs ou locaux à compétences agricoles[562], à l'exception du Père Barjallé, qui se maintient mais en changeant, nous l'avons vu, son discours[563]. En revanche, les ecclésiastiques non impliqués dans la spécialisation représentent désormais le tiers des effectifs de visiteurs extérieurs. Or, révélant de façon significative l'ajustement inverse des préoccupations, c'est précisément en 1937 qu'en Aveyron, la jeunesse catholique rurale masculine reçoit sa seule visite du RP Barjallé, directeur des EAC de Purpan…

La jeunesse catholique rurale cantalienne, qui intégrait la pratique effective d'une action syndicale, semble ainsi se réorienter vers un apostolat social moins strictement professionnel. L'entrée plus avant dans la JAC n'est cependant pas la seule à avoir joué pour mettre plus ou moins en sommeil l'activité syndicale « institutionnelle » des jeunes catholiques cantaliens. Nous avions eu l'occasion de voir combien l'encadrement syndical général était demeuré relativement faible dans le Cantal, notamment quant on le comparait à la situation aveyronnaise. Or, la situation a changé, justement, à compter de 1937, sous l'impulsion de notables corporatistes ayant rompu avec le dorgérisme[564]. Ils se rallièrent à l'Union nationale des syndicats agricoles, à laquelle ils affilièrent le Syndicat de défense paysanne du Cantal[565]. Le véritable animateur fut le nouveau secrétaire général de la fédération départementale : Camille Laurens, exploitant au Trioulou, frère de Robert – pionnier de la JAC en Aveyron –, futur syndic national adjoint de la Corporation paysanne, puis ministre de l'agriculture sous la IV^{e} République. Forte de ce nouveau souffle, cette fédération parvint à faire progresser rapidement l'encadrement syndical agricole cantalien : en un an sont fondés 150 syndicats locaux ; en 1939, il y en a 192[566], 72 % des communes se retrouvent donc pourvues. Dès lors qu'un "mouvement" adulte prenait réellement son essor,

---

comptabilité exacte de sa production. (…) 2°/ Par l'amélioration de la nourriture (…). 3°/ Par la sélection : (…) le contrôle permet (…) de repérer les bonnes [laitières]. En conservant les jeunes de ces vaches comme reproducteurs, on a de grandes chances d'avoir plus tard des laitières aussi bonnes. (…) C'est pourquoi nous invitons ceux qui ont une vacherie assez importante à s'inscrire au contrôle laitier officiel du Herd-Book et à notre contrôle mutuel aussi intéressant que facile et instructif. A ceux qui n'ont pas assez de vaches pour s'inscrire au contrôle du HBS, nous disons de participer à notre contrôle, où ils se prépareront au contrôle officiel en formant des syndicats d'élevage " (JA 03/1939). Les résultats du concours sont diffusés lors d'une journée rurale en décembre 1938. L'expérience est jugée concluante, et elle est reconduite pour 1939.

[562] L'initiative, en 1937, de création d'une " bibliothèque agricole " consultable à Aurillac par les élèves des EAC paraît sans grand retentissement. Cette bibliothèque est localisée chez M. Dommergues, un notable, félibre à ses heures, qui n'avait guère de rapport direct avec l'agriculture (JA 03/1937)

[563] On ne compte plus ses déplacements dans le Cantal depuis 1923 : 32 au moins, de 1930 à 1939, ce qui en fait, à égalité avec le premier président de la JAC cantalienne, Jean-Marie Poignet, et derrière l'aumônier diocésain, l'homme le plus souvent présent auprès des jeunes catholiques cantaliens.

[564] Camille Laurens, J. Souquières, Espinasse, Jean Salat, Elie Sarrauste de Menthière, Clément Bardet…

[565] Martres, E., « Le Cantal dans l'entre-deux guerres », art. cit., p. 149-152.

[566] ADC, 1 J 147.

la pertinence d'une action syndicale conduite par la jeunesse catholique masculine diminuait, et cela a pu contribuer au recentrage sur des préocupations plus larges, sociales et morales. En outre pouvait s'y ajouter, du côté de l'Eglise, la crainte de récupérations politiques. L'ACJF a renouvelé avec insistance, à compter de 1936, les appels à se maintenir à l'écart des débats. Or, cette période est celle, justement, où les notables agrariens se sont lancés dans une action revendicative[567], notamment contre les mesures du Front populaire. Comme contre-modèle, ils avaient mis en avant le corporatisme, lors du congrès de Caen en mai 1937[568]. Nous pouvons ainsi nous demander s'il n'y aurait pas de la part de la Jeunesse catholique rurale, en tant qu'institution, une tendance à prendre ses distances par rapport à ceux des notables du monde agricole qui se réclamaient haut et fort du corporatisme, et pouvaient paraître susceptibles de s'engager plus avant sur le terrain politique. En Aveyron, l'éloignement n'est pas le fait de la Jeunesse catholique, mais le résultat est similaire : le Plateau central est affecté par une scission en 1938 ; or, ce sont les corporatistes qui s'en séparent, et parmi ceux qui restent se détache la figure du Dr Périé, très proche soutien de la JAC montante[569].

En outre, dans le Cantal, l'offensive des corporatistes se traduit par la création en 1938 d'une organisation propre à concurrencer la JAC, en tablant sur le recrutement d'un public plus large, grâce à l'occultation de la dimension religieuse. Les Jeunesses paysannes du Cantal (JPC) copient très exactement le programme de formation professionnelle de la Jeunesse catholique rurale, édulcoré des aspects religieux : cercles d'étude, concours agricoles et semaines rurales, formation d'une élite en ligne de mire[570]… Lors du congrès tenu en avril 1938, le secrétaire général des Jeunesses paysannes cantaliennes, René Fau, d'Ytrac, développant le programme d'action, livre une attaque implicite contre la Jeunesse catholique rurale, en prétendant que rien n'a été fait depuis 10 ans pour les jeunes paysans cantaliens. La réaction officielle des responsables jacistes est prompte et vive. Ils s'emploient à justifier l'existence d'un mouvement rural de jeunesse catholique face à une organisation de jeunesse rurale laïque : d'un côté, les « bâtisseurs de la Cité », sachant se sacrifier dans une action charitable, s'appuyant sur une formation large, religieuse, sociale, morale et professionnelle ; de l'autre, se contentant de la dimension professionnelle, des « revendiqueurs mécontents », « défenseurs d'un monde périmé »[571]. La ligne de défense est fixée, dès la fin des années 1930, contribuant à mieux dessiner dans l'esprit de ses premiers militants l'identité de la JAC : son ambition est plus élevée, son apport plus riche, que ceux de ses concurrents, puisqu'elle

[567] Paxton, R. O., *op. cit.*, p.226-227, « les notables lâchent Dorgères »
[568] *Histoire de la France rurale*, t.4, rééd. 1992, p.457-458.
[569] Béteille, R. (dir.), *L'Aveyron au XXe s.*, *op. cit.*, p. 87-88.
[570] ADC, 1 J 147.
[571] JA 05/1938.

se situe dans une perspective d'apostolat social et qu'elle entend former des « hommes complets »[572].

Pourtant, la relation entretenue par la JAC avec la Jeunesse paysanne cantalienne (JPC) est marquée par une certaine porosité : les positions institutionnelles de défense ne doivent pas masquer les ralliements individuels. Le secrétaire général des JPC, René Fau lui-même, serait passé par la JAC, où il aurait néanmoins pâti d'une image d'ambitieux cherchant plutôt le moyen de mener un jour une carrière politique[573]. Le président des JPC n'est autre que Jean Costes, président de la section JAC de Polminhac en 1937. A-t-il servi de caution ? En effet, il ne s'exprime guère lors du congrès fondateur de 1938, et uniquement sur des généralités. En outre, 4 % au moins des responsables locaux (présidents ou secrétaires) des syndicats de défense paysanne en 1938 ont été préalablement proches de la Jeunesse catholique rurale ou de la JAC, et dans le sens inverse, le taux est sensiblement équivalent (4,5 %) ; si l'on se limite à ceux qui ont exercé (depuis le début de la décennie) ou exercent encore des responsabilités au sein de la Jeunesse catholique rurale, la proportion de responsables d'un syndicat de défense paysanne monte à 10,5 %. La porosité de l'encadrement demeure donc marginale, mais sans être pour autant négligeable.

En fait, dans un premier temps, la part importante accordée aux préoccupations agricoles, notamment techniques, au sein de la Jeunesse catholique rurale cantalienne, a dû offrir un champ où s'investir, aux ambitions plus proprement professionnelles de certains. Dans la deuxième moitié de la décennie, l'insertion de la jeunesse catholique rurale dans la JAC, qui s'est accompagnée d'un réajustement du discours, moins sensible aux aspects purement agricoles, a pu conduire les mêmes à s'engager davantage dans des organismes professionnels, profitant de l'essor du syndicalisme agricole cantalien à compter de 1937, qu'ils quittent la JAC ou qu'ils cumulent les deux engagements. Or, en même temps, ces quelques départs de « dissidents » contribuent à faire en sorte que les aspirations personnelles de ceux qui fréquentent la JAC naissante s'accordent davantage avec la ligne nationale du mouvement, en réhabilitant l'importance de la dimension apostolique.

Ce jeu de séduction-refoulement entre la Jeunesse catholique rurale et les syndicats agricoles, révèle combien sont souvent mêlées, au sein d'un fonds culturel familial pratiquant et plutôt conservateur (au sens politique et au sens social), à la fois des attentes « utilitaristes » sur le plan professionnel, et la prédisposition culturelle à adhérer à un idéal apostolique.

---

[572] Expression qui se développera surtout à partir de la fin des années 1940.
[573] Témoignage de Mme Salavert, sept. 2000.

Conclusion

Transcendant les clivages, capable de priver les opposants les plus déterminés de leurs moyens de représentation, ou de mettre fin aux tergiversations, c'est apparemment l'intervention des évêques, quelque discrète qu'elle fût, qui s'est révélée déterminante pour conduire à l'adoption de la spécialisation, et *a fortiori* à l'essor de la JAC puis de la JACF à partir, ici, du milieu des années 1930. La preuve *a contrario* est d'ailleurs offerte par la Lozère voisine, où la présence jusqu'en 1937 d'un évêque hostile à la spécialisation retarda l'expérimentation de la spécialisation aux dernières années de la décennie. Jusque là, nous avions surtout repéré la prudence des évêques locaux. Leur nouvelle attitude s'inscrit en fait, de façon large, dans le « changement d'orientation – on pourrait dire [le] retournement – [qui s'est] produit, explique Adrien Dansette, en 1934. A la réserve de l'épiscopat à l'égard des mouvements spécialisés, si sensible lorsque le cardinal Verdier s'efforçait d'organiser une Action catholique nationale, a succédé un vif engouement dû sans doute aux progrès rapides de ces mouvements (…) [et qui] atteindra son sommet lors du congrès du dixième anniversaire de la JOC en 1937 »[574]. Or ce basculement converge avec celui d'autres « attentistes », tel le Père Barjallé, qui fait disparaître les dernières réticences des réseaux liées à l'école d'agriculture de Purpan. Néanmoins, sur le terrain, les voies du soutien épiscopal ont différé en fonction des rapports de force entre partisans et opposants à la spécialisation : l'intervention fut plus autoritaire et moins discrète là où les tensions étaient vives. D'autre part, le soutien épiscopal n'a pas été seulement une adhésion aux principes défendus : il a pu constituer aussi un élément d'une stratégie de reprise de contrôle.

Or, le respect formel de la hiérarchie n'empêche pas la persistance de résistances latentes. Face à celles-ci, ce qui rend possible l'essor des mouvements spécialisés, et notamment de la JAC puis de la JACF, c'est l'adoption d'une stratégie du « contournement ». Elle est notamment sensible, sous diverses formes, en Aveyron, où la progression est de ce fait plus lente. Mais elle n'est pas absente ailleurs : par exemple, quand, dans le Cantal, pour dégager la Jeunesse féminine des solidarités trop flagrantes entretenues avec les opposants aveyronnais à la spécialisation, un nouveau réseau de responsables se met en place, appuyé par les sœurs Lozériennes de Bouldoire.

Ceci constitue l'un des exemples de l'émergence de réseaux régionaux reliant les acteurs de la spécialisation rurale. Cette « régionalisation » représente pour eux un autre atout, par les solidarités et les échanges d'expériences qu'elle suscite. En même temps, la proximité

[574] Dansette, A. *Destin du catholicisme français, 1926-1956, op. cit*., p. 112.

du cadre de vie des ruraux d'un département à l'autre, du moins sur le plan social – il s'agit majoritairement de petits et moyens paysans propriétaires –, contribue à l'ancrage de la notion de milieu, et rejoint le travail de constitution et de défense d'une identité paysanne « positive », qu'opère le discours jaciste national. En cela, l'ancrage régional peut être paradoxalement l'un des éléments de la constitution d'une conscience jaciste nationale.

Même si la façon d'aborder chaque thème demeure typée d'un diocèse à l'autre, chacun amende en effet ses orientations traditionnelles pour se rapprocher d'un modèle national et d'un certain équilibre entre la fin apostolique de l'Action catholique spécialisée, et les moyens qu'elle entend employer, ouverts à la prise en compte du milieu. Or, il faut bien être conscient de la complexité du processus. Il ne s'agit pas d'une simple conformation progressive générée par le mouvement et lui seul. La nomination ou la désignation, dans chaque diocèse, de nouveaux aumôniers ou dirigeants propres à réorienter l'approche du fait de leur sensibilité personnelle, entre aussi en compte : la main discrète des évêques n'est pas loin. D'autre part, de façon beaucoup plus imprévue, le contexte local entre lui aussi en jeu : l'état du syndicalisme local commande en partie le renforcement (en Aveyron, et dans le Cantal au milieu de la décennie) ou l'atténuation (dans le Cantal, dans un deuxième temps) de l'engagement de la Jeunesse catholique au service de l'agriculture. Mais au final, le fait que cet « alignement culturel » ait pu se produire montre que le côté mixte de la JAC/F – agricole et catholique, selon son intitulé – a sans doute constitué pour elle un atout précieux, par la perception positive large qu'il permettait de susciter. Certes, pour qui s'attache à repérer le rôle de la JAC/F dans l'émergence de nouvelles élites professionnelles dans les campagnes, ce mouvement peut paradoxalement apparaître comme ayant eu un effet « retardateur » dans des départements comme le Cantal où la jeunesse catholique s'était auparavant solidement engagée dans une action professionnelle, mise en partie en sommeil désormais. Or, non seulement la JAC/F n'en est pas la seule « responsable », mais encore, en unifiant la démarche de prise en compte du milieu, elle a joué un rôle légitimant, et elle a finalement engagé le processus là où les conditions locales y avaient été moins propices jusque là. Comme a pu le dire Sylvain Maresca dans une belle formule, la JAC est bien née « au point de rencontre entre ce que l'Eglise avait de plus paysan, et la paysannerie (…), de plus religieux »[575]. La situation est très éloignée, en tout cas, de l'image que Gordon Wright se faisait des activités de la JAC de l'entre-deux guerres, qu'il imaginait réduites à des « exercices de piété et [à des] activités amicales »[576].

[575] *Les dirigeant paysans, op. cit.*, p. 142.
[576] *Op. cit.*, p. 91.

Chapitre 3

Devenir jaciste :
Le “ milieu ” jaciste émergent

Pour Sylvain Maresca, l’ardeur des premiers militants aurait marqué bien « plus qu’une adhésion éthique à un mouvement fait sur mesure »[577]. En Lorraine, région pionnière du jacisme, il repère que les premiers dirigeants étaient pour une part issus de familles très liées à l’Eglise, et pour l’essentiel de familles d’agriculteurs aisés, mais isolées géographiquement et socialement. Alors que ces familles peinaient à reproduire leur statut social, la JAC aurait tout particulièrement répondu à leurs attentes : former les jeunes, garder les filles à la campagne, fournir l’occasion d’un apprentissage du pouvoir, puisque les enfants de la « bourgeoisie » rurale étaient les mieux préparés à prendre les places d’honneur. Ainsi, tout en se présentant comme un mouvement « égalitaire » ayant pour vocation de rassembler tous les agriculteurs en ne se fondant que sur la classe d’âge, la JAC aurait offert selon Sylvain Maresca l’« illusion d’une génération spontanée » de responsables agricoles. « La carrière ultérieure des premiers jacistes fut d’autant plus importante qu’ils étaient mieux intégrés dans des grandes familles, c’est à dire que leur capital social était plus étendu et diversifié (…), en un mot, qu’ils devaient leur position dirigeante moins à la JAC qu’à leur héritage ». L’idée ne remettait pas totalement en cause en cause le schéma admis jusque là, d’une JAC/F ayant eu pour mérite de promouvoir des jeunes paysans sortis du rang : il était associé avant tout à la période d’apogée des années 1950, et Marie-Josèphe Durupt, dans sa thèse, faisait une distinction claire, en affirmant qu’« avant et pendant la guerre, les dirigeants étaient surtout issus des milieux les plus évolués (propriétaires terriens, châtelains) »[578]. Sylvain Maresca lui-même pensait pouvoir expliquer « le succès de la JAC dans les années 50 comme la rencontre des deux groupes les mieux faits pour se rencontrer : les plus isolés des

[577] Pour l’évocation qui suit : Maresca, Sylvain, *Les dirigeants paysan…*, *op. cit.*, p. 136-140.
[578] Thèse citée, p. 48.

agriculteurs aisés [chez qui étaient apparus les premiers dirigeants], avides d'intégration sociale et de légitimation, et les plus en pointe des paysans moyens, avides de promotion »[579].

Pourtant, à la veille de la guerre, le secrétariat général de la JAC, peut-être soucieux d'appuyer l'idée d'une ouverture réelle du mouvement à tous les milieux sociaux, avait diligenté une enquête portant sur les responsables fédéraux. Or, à partir des éléments épars qui en ont été conservés, François Leprieur et Patrice Fabrigoule[580] ont dessiné un portrait collectif des dirigeants d'avant-guerre beaucoup plus nuancé que celui que proposait Sylvain Maresca : près du quart ne sont « pas directement des paysans », et chez les autres, la part de ceux qui sont issus de familles de propriétaires ou fermiers dont l'exploitation compte moins de vingt hectares est très largement majoritaire, frisant les 60 %[581].

A mesure que la JAC a quitté ses terres de naissance du bassin parisien et de ses marges de l'Est, et qu'elle a gagné des régions de petite et moyenne propriété, ses dirigeants locaux semblent donc, dès avant la guerre, être devenus plus représentatifs de la diversité du monde paysan. Néanmoins, il faut se méfier d'une telle approche, conduite à une échelle nationale, qui gomme les hiérarchies locales, différentes d'une région à l'autre.. Il ne faut pas oublier non plus que les logiques sociales ne sont pas seules en jeu. Nous venons de voir dans les chapitres précédents combien des enjeux de pouvoir, ou des approches différentes de l'apostolat, avaient interféré, localement, dans la naissance de la JAC. Le milieu jaciste émergent, tout autant que celui des premiers militants, est aussi celui des ecclésiastiques qui les encadrent, malgré les discours sur l'« éveil à la responsabilité » : en effet, pour l'instant, « le totalitarisme paroissial n'est pas encore menacé par [l]es mouvements [spécialisés], tenus d'une main de fer par le clergé »[582]. A l'image des premiers jacistes lorrains, « isolés socialement » au sein de l'élite, le « profil sociologique » et le parcours personnel des ecclésiastiques qui ont porté la JAC/F en ses débuts, étaient-il clairement différenciés de ceux de la majorité du clergé local, là où les tensions internes à l'Eglise furent les plus vives, comme en Aveyron ? Auprès des militants comme des prêtres, en ses premières années d'existence, la JAC/F a-t-elle offert en premier lieu des opportunités de promotion ou de reconnaissance, ou simplement de perpétuation ou de reconquête d'un statut ?

---

[579] *Les dirigeants paysans, op. cit.*, p. 141.

[580] Fabricoule, P. mém. cit., p. 73-74 (cite les travaux de François Leprieur dans le cadre de la commission du cinquantenaire).

[581] Répartition, en 1938, des dirigeants fédéraux de la JAC fils d'agriculteurs, en fonction de la taille de l'exploitation de leurs parents :

< 20 ha :	59,2 %	**20-50 ha :**	26 %	**50-100 ha :**	14,8 %

[582] Lemaitre, Nicole (dir.), *Histoire des curés*, Paris, Fayard, 2002, 523 p. : p. 381.

A - Géographie de l'implantation jaciste

A défaut de disposer d'élément précis sur la démarche personnelle des premiers acteurs jacistes, l'établissement et le suivi géographique des implantations jacistes est un bon indicateur pour tenter de saisir les logiques qui animent collectivement ces acteurs (se reporter au dossier cartographique en annexe, du doc. A-2-1-2.p. 593 au doc. A-2-1-4 p. 598).

1 – En Aveyron, un essor par contournement partiel des pôles originels

A la fin des années 1920 et au début des années 1930, soit avant l'amorce de la spécialisation, deux pôles d'implantation de la Jeunesse catholique masculine se dégageaient en Aveyron[583], séparés par une solution de continuité. D'abord, une bande relativement compacte couvrant le nord du département, et correspondant en partie à de grands axes de circulation. Elle comprend l'est du Bas-Quercy (région de Villefranche), la vallée du Lot (à l'aval d'Espalion, avec un pôle important dans le Bassin houiller autour de Decazeville), la vallée de la Truyère et les contreforts de l'Aubrac. Ensuite, un pôle situé au sud-ouest, plus émietté, correspondant à la région de St-Affrique (monts de Lacaune). En revanche, la région des grands causses fait figure de parent pauvre, avec seulement quelques implantations esseulées au sud du Larzac ou sur le causse de Sévérac. Il en va de même pour le Ségala et le Lévezou, qui ne sont touchés qu'à la marge : à l'ouest du Ségala, où Rieupeyroux, notamment, semble une tête de pont du pôle de la région de Villefranche, et au sud du Lévezou, à l'approche du Saint-Affricain.

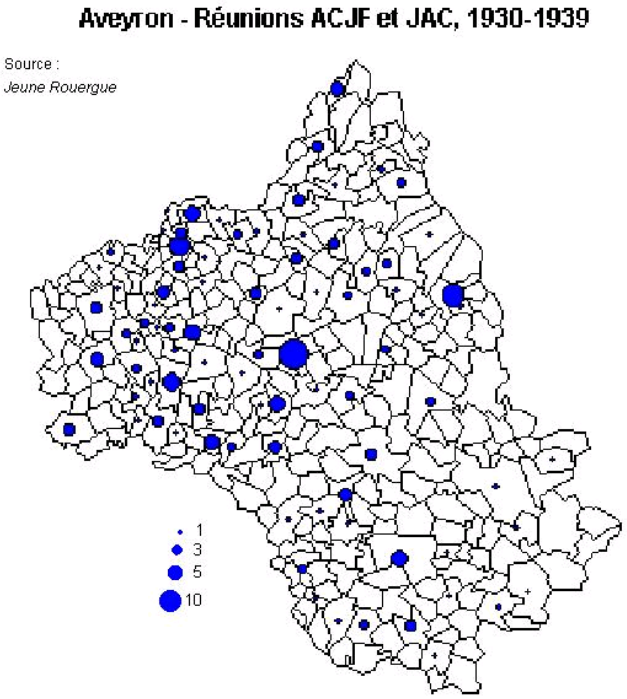
A la fin de la décennie, les deux pôles se sont rejoints, constituant une sorte de grand arc de cercle qui court le long des frontières ouest du département.

Au sein de l'espace pionnier du nord du département, les interstices qui demeuraient au début des années 1930 se sont progressivement comblés, avec régularité[584], surtout dans la vallée du Lot, gagnée davantage vers l'amont. En revanche, l'essor n'est guère marquant en Carladez/Viadène/Aubrac, malgré la précocité de l'engagement jaciste (dès 1933). Mais nous y avions vu le caractère très personnel et concentré de la direction de la jeunesse catholique assurée par Robert Laurens et Alexis Cazes : cela a pu stériliser d'autres initiatives individuelles. La quasi totalité des cercles de Jeunesse catholique de cette " bande nord " sont peu à peu entrés en contact avec la JAC. Si le Carladez a connu la première section affiliée, le

[583] Les cartes sont établies à partir de l'estimation haute, comprenant les groupes attestés et ceux dont l'existence est fort probable.
[584] Au vu des cartes annuelles. Le Bas Quercy conserve une zone " incertaine " à sa frontière avec le Lot.

Bassin houiller a été préalablement le théâtre des premières ouvertures à la prise en compte des questions rurales, au sein des cercles d'étude[585]. Ici, l'impulsion de 1934-35 est très sensible : c'est à partir de là qu'un nombre significatif de paroisses commencent à être gagnées par le jacisme[586]. Des phénomènes de capillarité sont sensibles à partir de 1935, une onde semblant partir du Bas-Quercy pour gagner progressivement l'ensemble des vallées du Lot et de la Truyère. En fait, cette région a été l'une des plus visitées par les propagandistes, notamment, entre 1937 et 1939, par Jean Tourtonde qui en était originaire, bientôt associé à Hyacinthe Bouyssou.

Doc. I-3-1



En revanche, au Sud-ouest, dans le Saint-Affricain et le sud du Lévezou, l'implantation, relativement diffuse, de cercles d'ACJF, apparaît globalement stationnaire entre le début et la fin de la décennie[587]. Cette région, qui s'est distinguée au début de la décennie par une petite concentration, notable à l'échelle du département, de groupes pratiquant les EAC, est paradoxalement entrée en contact plus tardivement que le nord avec la

[585] St-Santin, dont on a eu plus haut l'occasion de rappeler la situation particulière, partagé en deux, au milieu du village, entre l'Aveyron et le Cantal, lieu de contact privilégié par lequel ont pu transiter fréquemment, entre les deux départements, de nouvelles pratiques. Les EAC constituent la principale occupation en 1929, et en 1931, un abonnement est souscrit à *Jeunesse agricole* et la JAC est étudiée.
[586] Néanmoins, à la fin de la décennie, si les groupes demeurant à l'écart de toute spécialisation sont quantité négligeable, ceux qui se sont clairement engagés dans la JAC, pratiquant ses méthodes, et obtenant éventuellement l'affiliation, constituent une minorité certes forte, mais éclatée la plupart du temps.
[587] Si ce n'est un léger renforcement à l'immédiate proximité de St-Affrique.

JAC : le Lévezou, certes, dès 1934[588] ; mais le Saint-Affricain surtout à compter de 1937-38, donc lors de la seconde phase de l'offensive propagandiste. Qui plus est, bon nombre de paroisses après avoir envoyé des délégués à une réunion d'information sur le nouveau mouvement, n'enregistrent malgré tout aucune création de groupe. Dans les cercles constitués, aussi, l'adoption des pratiques jacistes connaît un temps de retard : 1939, contre 1937 en général pour le nord[589]. La nomination de l'abbé Carnus comme curé-doyen de St-Affrique après son éviction de la direction des œuvres n'est peut-être pas étrangère à cette relative résistance.

Les grands causses gagnent quelques implantations au cours de la décennie, dans le Larzac ou le causse Noir ; le causse Comtal aussi, dès 1935, autour de la région de Salles-la-Source – mais il s'agit là d'une prolongation par capillarité de la « bande nord ». Il n'est guère possible ici de mettre en avant une date charnière caractérisant un moment de plus forte poussée. Tout au plus l'année 1937 semble-t-elle marquer un maximum, avant un réajustement à la baisse. Il est surtout intéressant de constater la propension des cercles isolés à se diriger rapidement vers la JAC[590].

La mutation la plus radicale concerne en fait le Ségala. Le nombre d'implantations est très faible au départ, mais elles sont très précocement ouvertes aux préoccupations rurales, voire à la JAC : Rieupeyroux[591], Rignac, Abbas/Ampiac[592], la région de Naucelle à compter de 1933/34[593]. La progression est lente, les premières années, autour de ces pôles pionniers. Mais elle se fait en intégrant directement la préoccupation rurale au sein des nouveaux

[588] Avec La Capelle-Farcel (Alrance).
[589] Sans tenir compte de l'exception précoce mais isolée de Bars en 1933.
[590] En 1931, St-Sauveur-du-Larzac, près de Nant, est avec St-Santin-d'Aveyron, au Nord, l'un des deux seuls groupes dont on sait qu'ils se sont déjà dotés du manuel de la JAC et d'un abonnement à *Jeunesse agricole*. Sur le Causse comtal, à Salles-la-Source, dès l'apparition d'un groupe constitué, fin 1935 / début 1936, l'orientation vers la JAC est claire, et la pratique jaciste est effective en 1937. Même tendance sur le causse noir, à St-André-de-Vézines et Veyreau... En revanche, sur le causse de Sévérac, et dans le nord-Lévezou, une certaine résistance se manifeste face à une conversion éventuelle à la pratique jaciste. Autour de Sévérac-le-Château, l'implantation de la jeunesse catholique masculine, attestée dès le début de la décennie, connaît ensuite de nombreuses oscillations (signe de difficultés de pérennisation, ou d'un fonctionnement en isolat ?), et aucune volonté d'orientation vers la JAC n'apparaît. Dans le proche nord-Lévezou (région de Vézins / Pont-de-Salars), qui, lui, n'était pas concerné par l'ACJF au début des années 1930, le contact avec la JAC est manifeste dès 1933, mais sans aller toutefois jusqu'à la pratique effective.
[591] Rieupeyroux est inscrit aux EAC déjà en 1929, et apparaît dès 1932 comme le troisième groupe du département à annoncer qu'il a décidé de s'acheminer vers la JAC. Même s'il faut attendre 1936 pour que la pratique jaciste devienne effective, et février 1938 pour l'affiliation, il n'y a pas moins précocité de l'orientation.
[592] A Abbas, dès 1930, on sait que des sujets agricoles sont abordés lors des réunions du groupe.
[593] C'est dans la région de Naucelle, qui s'éveille alors à la jeunesse catholique masculine, que l'on relève, le 28 janvier 1934, la deuxième affiliation du département, à Frons. Cela signifie donc que le groupe existait préalablement, au moins depuis 1933. Or il n'avait jamais été évoqué jusque là dans la presse militante rouergate. : comme dans les causses du Sud-Est, on peut avoir ici un fonctionnement en isolat, ou une introduction de la JAC par un biais détourné, sans lien manifeste avec l'organisation diocésaine de l'ACJF ; un développement exogène, en quelque sorte.

groupes. La véritable accélération se produit en 1937-38[594]. Le Ségala, amplement visité par Jean Tourtonde, est alors rapidement et massivement gagné. C'est dès lors cette région qui présente la plus forte densité de groupes effectivement engagés vers ou dans la pratique jaciste. En 1940, non seulement le Ségala affiche la plus forte concentration de pratique jaciste effective, mais encore, il y a là continuité géographique entre les communes concernées, alors que dans les autres régions, les implantations jacistes sont plutôt parsemées, éclatées. C'est aussi là, on l'a vu, le foyer disposant du réseau le plus dense et le plus cohérent de responsables de stature fédérale.

Si nous posons en regard les cartes d'implantation de la Jeunesse féminine catholique aveyronnaise (Doc. A-2-1-3 p.596), quoiqu'elles soient à aborder avec force prudence[595], on retrouve apparemment, en 1930, la partition entre un nord à l'implantation dense et précoce, et un sud où elle est plus diffuse. Cette partition semble donc avoir des assises profondes. Mais à la différence de la jeunesse masculine à la même époque, les régions de faible implantation sont malgré tout pénétrées par quelques têtes de pont éparses : une bonne partie des causses, du Lévezou, du Ségala même. Tout au plus pourrait-on repérer une zone de faiblesse prononcée se dessinant au Centre-nord[596].

A la fin de la décennie, alors même que le cheminement vers la JACF n'est pas encore entamé, la couverture du territoire par les cercles de jeunes filles a gagné en homogénéité, mais sans bouleverser la distribution générale des zones de force et des zones de faiblesse.

*

La relative similarité des zones-force tenues au départ par la jeunesse masculine et par la jeunesse féminine catholique longtemps dirigée par l'abbé Carnus a pu constituer un élément retardateur face à l'implantation de la JAC. En effet, d'un point de vue géographique, la JAC (branche masculine) paraît avoir été amenée à se développer en partie dans les interstices laissés libres par l'ACJF préexistante, par « contournement », en quelque sorte. Elle s'est développée plus précocement[597], plus facilement, plus " franchement ", dans les régions qui n'avaient guère été colonisées : le Ségala surtout, massivement ; les causses, en isolats dispersés – ces régions, moins peuplées, demeurant de toute façon les espaces les moins riches en groupes. Inversement, les régions qui enregistraient au départ une forte

[594] Puis on assiste à une stabilisation / pérennisation dans l'Est et le Nord du Ségala, à une rétractation au Sud.
[595] Pour la jeunesse féminine catholique aveyronnaise (JFCA), le suivi annuel des groupes n'est guère aisé, et tout essai de reconstitution ne peut avoir qu'une valeur indicative à manier avec prudence.
[596] Mais il n'est pas totalement sûr qu'elle soit le fait d'une absence réelle de groupes, ou d'un déficit d'informations...
[597] Pionniers en 1932 ; massification progressive à partir de 1935, et surtout 1937.

densité de groupes ont vu celle-ci s'élever encore, mais l'adoption des méthodes jacistes[598], ne se produit que de façon ponctuelle.

2 – Dans le Cantal, le renforcement des pôles traditionnels

Le Cantal, en revanche, offre une plus grande continuité des espaces pénétrés par la jeunesse catholique tant masculine que féminine, entre le début et à la fin des années 1930 (doc. A-2-1-4 p. 597-598).

Ici, la zone de forte implantation traditionnelle de la jeunesse masculine est située le long d'une diagonale prenant la Cantal en écharpe, du Sud-ouest au Nord-est, qui correspond à une sorte de prolongement de la « bande nord » aveyronnaise. Cet axe, qui, au départ surtout, ressemble plus à un « chapelet » qu'à une « bande », part, au Sud-ouest, de la Châtaigneraie ; deux sous-axes suivent les deux principales voies de communication routière, qui se rejoignent ensuite dans le bassin d'Aurillac. Il se prolonge ensuite vers le cœur du massif volcanique cantalien, à travers les vallées de la Cère, voire de la Jordanne. Puis, sur l'autre versant, s'épand sur la Planèze et ses abords, en un arc de cercle courant des confins du Cézallier au nord, à la région de Pierrefort au Sud. Presque parallèlement à cet arc de cercle, un autre se dessine, légèrement à l'Est, partant du bassin de Massiac au Nord, puis suivant les contreforts ouest de la Margeride et enfin, au Sud, la vallée de la Truyère. C'est, au début des années 1930, la zone privilégiée de la pratique des EAC.

A la périphérie se présentent d'abord deux isolats : l'Aubrac cantalien, au Sud-est, et l'extrémité nord-ouest de la Châtaigneraie, autour de Montvert, voire Riom-es-Montagnes,. Enfin, un pôle nord-ouest plus conséquent, autour de Mauriac, mord aussi bien sur les planèzes du Salersois à l'Est, que sur les confins du plateau limousin à l'Ouest, sur le plateau du Limon, au nord, en direction de Riom-es-Montagnes. Les zones les plus rétives sont, en premier lieu, l'Artense au Nord-ouest, de même que le cœur du Cézallier, au Nord, prolongé vers le plateau du Limon en direction du Sud-ouest, ainsi que la haute Margeride, ou encore le centre-sud et (pour partie) le nord-ouest de la Châtaigneraie et le nord de la vallée de la Truyère.

Quand on compare les zones de forte implantation du début de la décennie avec l'état atteint dix ans plus tard, on constate qu'elles se sont étoffées, certes, notamment autour de Pierrefort, de Riom-es-Montagnes, dans le bassin d'Aurillac ou dans le nord-ouest de la

[598] A partir de 1937, surtout.

Châtaigneraie. Mais il n'y a pas eu de colonisation visible d'un nouvel espace, à l'instar du Ségala en Aveyron.

La pratique jaciste pénètre d'abord, autour de 1934, par l'axe central, notamment sous l'influence de l'abbé Bourbouze, sans phase préalable et prolongée de contact-observation. En revanche, cette étape transitoire existe, en 1934-35, dans les espaces périphériques : en Planèze-sud (Pierrefort), et surtout dans le pôle mauriacois. En 1936, une fois bien entériné le lancement de la spécialisation, l'état des lieux donne l'image d'un " patchwork ", les stades d'acheminement vers la JAC variant d'une commune à l'autre, sans véritable logique de continuité géographique. Tout au plus peut-on constater que, globalement, l'Ouest, zone d'implantation du futur noyau de responsables, est plus avancé que l'Est en ce domaine, l'onde jaciste gagnant vraiment cette partie du département en 1937, surtout autour d'un pôle fort situé sur la Planèze, partant de Pierrefort. A partir de là, les pôles se renforcent, se rejoignent parfois, adoptant rapidement la JAC.

La carte de l'implantation de l'ACJF cantalienne, de même qu'elle concordait avec celle de la JAC, concorde aussi plus ou moins avec celles de la Jeunesse féminine catholique (JFCC) et de la JACF, ces deux dernières se distinguant tout au plus par une extension légèrement plus forte des divers pôles, du fait de leurs effectifs supérieurs en cercles. C'est le cas notamment en Châtaigneraie, dont le Sud est gagné de façon beaucoup plus uniforme, mais dont le Nord-ouest demeure une zone de faiblesse. Il en va de même sur la Planèze ; néanmoins, la jeunesse féminine a du mal à se pérenniser dans certaines communes immédiatement à l'Est et au Sud-est du massif volcanique, autour de Pierrefort notamment, alors qu'il s'agissait d'une zone forte pour la jeunesse masculine, et que la JACF a enregistré ici sa première affiliation. Mais nous avons vu que ce foyer était déjà faiblement relié au noyau central, au sein de l'organisation masculine.

C'est surtout le pôle nord-ouest, d'abord centré sur Pleaux, qui connaît un plus fort développement : outre le noyau mauriacois, le plateau du Limon est plus densément gagné, et le sud de l'Artense est conquis ; ici joue pleinement, et apparemment dès la création de la fédération de jeunes filles, l'influence de M^{elle} Ratié, originaire d'Ally. La densité de ce pôle contribue à offrir de la jeunesse féminine du Cantal, au départ, un portrait contrasté, avec une implantation beaucoup plus dense à l'ouest, alors que la jeunesse masculine offrait un plus grand équilibre géographique. Le déséquilibre s'atténue par la suite, mais la ligne de partage demeure. Ultérieurement, mis à part quelques exceptions ponctuelles, l'intérêt pour les questions rurales et agricoles, puis la pratique jaciste effective, se manifestent d'abord à

l'Ouest : cela vaut pour les semaines rurales « formule Bouldoire » (1935-36) ou pour les affiliations ([1937], 1938-39). En revanche, en 1938-39, la promotion de la JACF par l'abbé Joubert se fait de façon plus uniforme, grâce au recours à des réunions cantonales de propagande.

Mais au final, ce sont en grande partie les mêmes communes qui se sont réellement acheminées vers la JAC et la JACF : dans 47,4 % des communes, le degré d'insertion dans la JAC et la JACF est même strictement identique en 1940.

Ainsi, dans le Cantal, comme en Aveyron, l'axe d'implantation traditionnelle de la jeunesse catholique masculine s'est renforcé. Mais la conversion aux pratiques jacistes y est massive, alors qu'en Rouergue, les cercles en restaient souvent au stade du contact, la conversion s'effectuant plutôt à la marge des anciennes zones fortes. D'autre part, les pôles périphériques, qui offrent là aussi un profil d'implantations plus parsemées, se dirigent indubitablement vers la JAC, quoiqu'avec un léger décalage chronologique. Quant aux régions rétives au départ, mis à part quelques points qui s'éveillent vers la Truyère, ou l'extrême nord-est de la Châtaigneraie, elles demeurent avec constance à l'écart... Le maillage des paroisses par les groupes de jeunesse féminine est quant à lui, comme pour le Rouergue, bien plus fin que celui mis en place par les groupes masculins, tout en demeurant plus lâche que celui de la jeunesse aveyronnaise. Mais surtout, le passage de la Jeunesse féminine catholique cantalienne à la JACF, comme celui de l'ACJF à la JAC, s'effectue dans la continuité, selon une logique d'étapes progressive pour tous les groupes, sans que la jeunesse féminine ne constitue un môle de résistance comme cela avait pu être le cas en Aveyron. Globalement, c'est une conversion bien réglée qui se dessine, sans surprises, en symbiose avec les organisations existantes.

3 – Une géographie jaciste aux fondements trans-diocésains ?

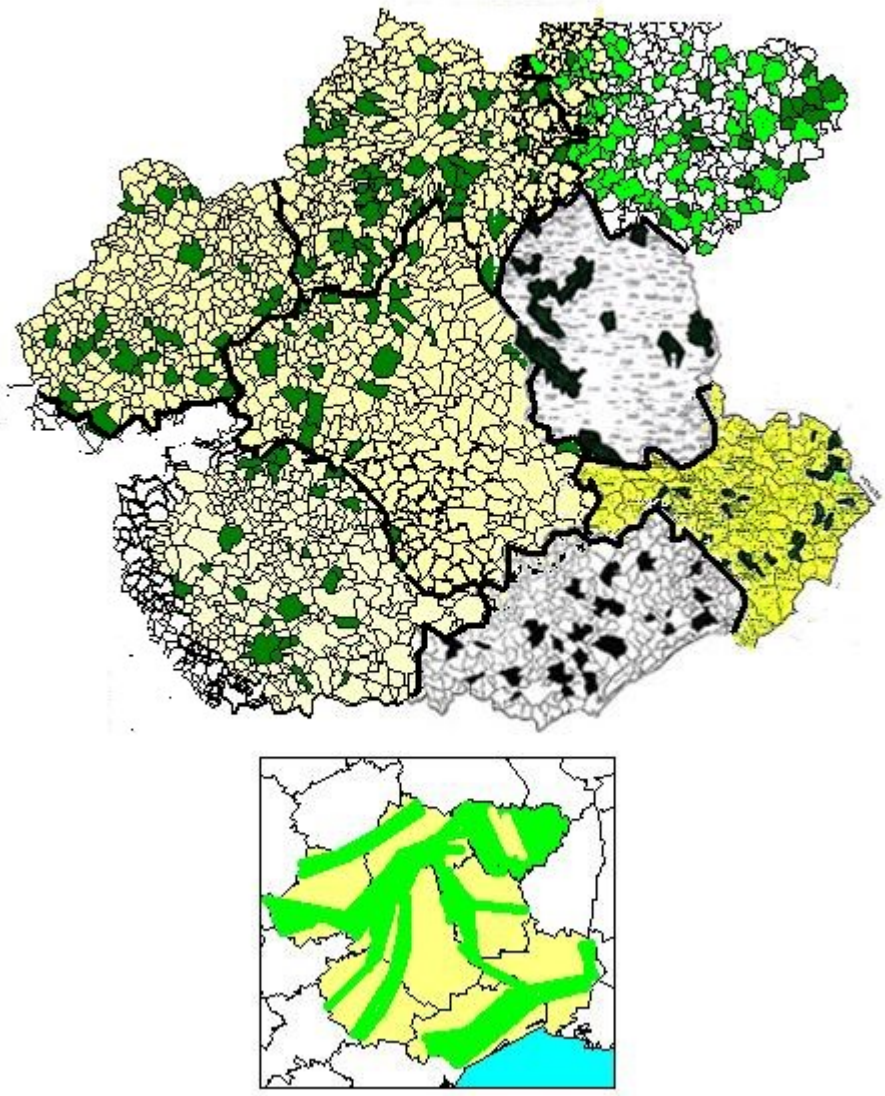
Nous avons pu constater que la " bande nord " aveyronnaise de forte implantation jaciste, étendue au Ségala, se raccordait approximativement à la diagonale sud-ouest / (nord)-est cantalienne. Adoptons davantage de recul encore, en observant la pratique jaciste masculine en 1939[599] dans un vaste ensemble régional allant du Massif central méridional

[599] En fonction des travaux disponibles ou effectués. Pour le Cantal, l'Aveyron et le Lot (1931-35 seulement) : nos propres recherches ; pour le Tarn : BARTHE, Jean-Marie, *Les premiers jacistes du Tarn : 1930-1945,* Chez l'auteur, 12, rue de la République, 81 000 Albi, 1994 ; pour l'Hérault : PRAT, G., *L'Action catholique rurale dans l'Hérault : de la JAC au MRJC*, mémoire de maîtrise, Montpellier, 1977 ; pour le Gard : CHAPUS, A., *La JAC dans le Gard, 1929-1979*, Nîmes, 1979 ; pour la Lozère : Courtois, Jean-François, *L'engagement des laïcs*

jusqu'à la Méditerranée : non plus à l'échelle grossière des départements, comme sur les cartes fournies par le secrétariat général, mais à celle, très fine, des sections, afin de percevoir les continuités locales. Plusieurs « écharpes » transversales se dessinent.

Doc. I-3-2 **Du Massif Central à la Méditerranée : la pratique jaciste en 1939**

(Sections affiliées ou ayant déposé un dossier en vue de l'affiliation)



Sources : Pour le Cantal, l'Aveyron et le Lot (1931-35 seulement) : nos propres recherches ; pour le Tarn : BARTHE, Jean-Marie, *Les premiers jacistes du Tarn : 1930-1945,* Chez l'auteur, 12, rue de la République, 81 000 Albi, 1994 ; pour l'Hérault : PRAT, G., *L'Action catholique rurale dans l'Hérault : de la JAC au MRJC*, mémoire de maîtrise, Montpellier, 1977 ; pour le Gard : CHAPUS, A., *La JAC dans le Gard, 1929-1979*, Nîmes, 1979 ; pour la Lozère : Courtois, Jean-François, *L'engagement des laïcs dans le diocèse rural : l'exemple de la Lozère au travers de sa jeunesse, 1880-1965*, Thèse dactylographiée, université de Montpellier III, 1992 ; pour la Haute-Loire : HABAUZIT, Alban, « La JAC en Haute-Loire de la guerre au MRJC (1939-1964) », *Cahiers de Haute-Loire*, 1998, p. 401-420

---

dans le diocèse rural : l'exemple de la Lozère au travers de sa jeunesse, 1880-1965, Thèse dactylographiée, université de Montpellier III, 1992.

Du Nord au Sud : le foyer du Nord-ouest cantalien semble correspondre à une des extrémités d'une première écharpe que l'on retrouverait au nord du Lot (les données sur la Corrèze manquant pour vérifier la jonction) ; l'écharpe centrale englobe les zones d'implantation majeure du Sud-Cantal et du Nord Aveyron, et se sépare ensuite en trois branches en direction du Sud-ouest, l'une se poursuivant vers le Lot, et les deux autres vers le Tarn ; la lisière méditerranéenne correspond à une dernière écharpe, traversant l'Hérault et le Gard, mais clairement séparée de l'écharpe centrale par un vaste glacis dont le Sud Aveyron n'est que la zone centrale ; enfin, une diagonale Nord-ouest / Sud-est, longeant la limite ouest de la Lozère, relie l'écharpe centrale à celle de la lisière méditerranéenne, et explique la présence de groupes jacistes à la lisière est de l'Aveyron, qui apparaissaient à l'échelle départementale comme des isolats.

Alors que jusqu'ici le cadre diocésain des organisations étudiées a conduit à discerner des logiques et comportements clairement différenciés, l'étude géographique fine de la pratique jaciste suggère l'existence sous-jacente de logiques plus régionales, " transfrontalières ", qui peuvent être de nature sociologique, anthropologique ou économique, ou relever de la géographie physique et humaine et de l'existence de voies de circulation.

Cette constatation conduit à s'interroger sur les corrélations possibles entre la pratique jaciste (tenant compte de ses divers degrés d'intensité) et diverses réalités significatives du contexte local, dépassant ainsi la stricte prise en compte du fonctionnement organisationnel.

B – Des terrains d'implantation privilégiés ?

1 – JAC/F, pratique religieuse et exode rural

La nature chrétienne des organisations étudiées et le poids du discours sur la perte de vitalité des campagnes, surtout lors de la phase préparatoire à leur essor, pourraient conduire à soupçonner une concordance entre l'implantation des cercles, ou les prémices de la pratique jaciste, et l'importance de la pratique religieuse, ou de l'exode rural. Ce sont d'ailleurs là les deux principales hypothèses d'explication des premières localisations jacistes, formulées par Sylvain Maresca à partir de l'exemple lorrain[600].

[600] Sylvain Maresca, *Les dirigeants paysans*, Paris, Ed. de Minuit, 1983, p. 135 (pour la pratique religieuse) et 136 (pour la dépopulation).

On peut repérer une certaine adéquation entre la carte de la pratique religieuse (en annexe : doc. A-1-5 p. 587)[601] et celle de la pratique jaciste. En Aveyron, les marches de l'est et du sud, qui constituent des zones de plus faible présence de la jeunesse catholique, sont bien marquées par une pratique moins intense que la moyenne du diocèse, tout en demeurant très élevée. Dans le Cantal, les " pays chrétiens " du Sud sont bien ceux où l'on trouve la plus forte densité jaciste masculine. Il en va de même pour le Sud du Lot, l'Ouest de la Lozère, l'Est de la Haute-Loire, le Sud du Tarn, ou une bande centrale traversant l'Hérault d'Ouest en Est. Mais cela n'explique pas, dans le Cantal, la présence d'un pôle important, notamment féminin, dans le nord-ouest (région de Mauriac), ou autour de Massiac, situés en « pays indifférents de tradition chrétienne ». Et à l'échelle régionale, on relève plusieurs autres discordances : la différence du taux de pratique religieuse entre l'Ouest et l'Est de la Haute-Loire n'apparaît pas, par exemple, quand on observe la pratique jaciste. Le Nord-ouest du Lot, le Gaillacois dans le Tarn, quoique catalogués " pays indifférents ", sont des zones de prégnance de la JAC. Inversement, le vaste glacis jaciste du Sud Aveyron correspond à des zones de chrétienté. D'ailleurs, vu les taux de pratique dans la région, il n'apparaît pas très logique que le nombre de sections jacistes soit si faible en Rouergue. De manière générale, la corrélation paraît plus sensible à l'intérieur de chaque diocèse, que d'un département à l'autre.

De même, la confrontation avec l'évolution de la population[602] n'est pas totalement convainquante. Les coefficients de corrélation entre le degré d'insertion dans la JAC/F et la dépopulation sont certes significatifs pour la JAC aveyronnaise et la JACF cantalienne, mais à condition de ne prendre pour référence que la phase la plus récente de la dépopulation ; et pour la JAC cantalienne, le rapport est faible (*cf.* tableau ci-dessous).

Doc. I-3-3

Coefficients de corrélation entre le degré d'insertion dans la JAC/F et…	Dépopulation 1911-36	Dépopulation 1926-36	Dépopulation 1931-36
Aveyron JAC	0,23	0,56	0,6
Cantal JAC	0,32	0,49	0,28
Cantal JACF	0,47	0,13	-0,77

Sources : dépouillement de la presse militante ; Béteille, Roger, *Manuel de statistiques aveyronnaises*, Rodez, Chambre d'agriculture de l'Aveyron, 1970, 82 p. ; Bardet, J.-P. et Motte, Cl., *Paroisses et communes de France – Cantal*, Paris, CNRS, 1991

[601] Nous nous appuyons naturellement ici sur la carte établie par le chanoine Boulard et Gabriel Le Bras, *Problèmes missionnaires de la France rurale, Cahiers du clergé rural*, 1947 et précisée par leurs travaux ultérieurs.

[602] Sachant que dans ces terres du Massif central, le recul démographique vient essentiellement de l'exode rural et non de la baisse de la natalité. Voir par exemple la carte publiée dans l'*Histoire du peuple français*, Paris, Nouvelle librairie de France, 1967, p.513 : " évolution de la population de la France par cantons, 1851-1936 ".

Affinons l'observation. En fait, selon l'importance de la population, la dépopulation a pu agir soit négativement, en faisant disparaître les forces vives capables de s'impliquer dans la JAC, soit positivement, en suscitant l'adhésion au discours et à la pratique jaciste, quand les effectifs demeurés sur place le permettaient. Dans les deux départements étudiés, les groupes qui s'en sont tenus à la pratique des EAC – ou à la participation à une semaine rurale dans le Cantal – sans établir le moindre contact avec la JAC, sont aussi parmi ceux qui avaient le plus souffert de la dépopulation dans leur commune : ici, l'exode rural a joué comme facteur de dévitalisation, conduisant en général à la disparition précoce du groupe, avant l'établissement du contact avec la JAC. Les communes ayant eu un contact sans lendemain avec la JAC s'inscrivent, à moyen comme à court terme, dans la moyenne départementale de dépopulation, ce qui pouvait les rendre moins sensible aux problèmes de l'exode rural. Enfin, les degrés supérieurs d'insertion dans la JAC correspondent bien à une dépopulation plus importante que la moyenne[603]. Les deux départements étudiés divergent, en revanche, dès lors qu'on considère le profil des communes demeurées sans le moindre groupe. Dans le Cantal, il ne se distingue guère de celui des communes jacistes : dans ce département à cheval sur la ligne de démarcation entre « pays chrétiens » et « pays indifférents », le substrat idéologique semble avoir davantage joué que le degré de vitalité de la commune, pour déterminer l'apparition ou l'absence d'un cercle d'étude de la jeunesse catholique. D'où la corrélation relativement faible. En Aveyron en revanche, les communes qui n'ont jamais accueilli le moindre groupe d'ACJF sont celles qui ont été le plus touchées par la dépopulation, sur le moyen et le court terme. Ici, en terre de chrétienté, c'est la dévitalisation de la commune qui constitue l'obstacle. En revanche, dès que la chose est possible, un groupe est créé. Le choix à faire n'est pas celui de l'apostolat catholique ou de son refus. C'est celui – dès qu'il est matériellement possible de le mener à bien – de la forme à lui donner, par ralliement, opposition ou indifférence face à la spécialisation.

Pour la JACF cantalienne, la forte corrélation avec la baisse récente de la population est négative : les communes les plus engagées sont aussi celles qui ont moins perdu de population que les autres. A l'inverse du phénomène constaté dans les organisations masculines, la vitalité conservée semble être allée de pair avec la clarté du choix d'adopter la JACF : le poids du discours argumentaire est moindre, celui de la solidité organisationnelle plus marquant.

[603] D'où la corrélation enregistrée.

L'hypothèse explicative de Sylvain Maresca ne vaut donc que très partiellement dans le Massif central méridional : pratique religieuse et importance de la dépopulation ne sont pas, ici au moins, des facteurs suffisamment déterminants pour expliquer le degré d'intégration dans la JAC/F.

2 – JAC/F, population et vie de relations

A l'échelle régionale, on constate une certaine correspondance entre les zones de pratique jaciste et les plaines ou vallées, qui concentrent en général la population, tout en disposant de voies de communication qui facilitent la diffusion de la « propagande ». L'« écharpe » la plus au nord correspond ainsi à la vallée de la Dordogne, l'écharpe centrale regroupe les vallées du Lot et la Truyère, mais aussi celles de la Cère et de l'Allagnon qui constituent l'axe central de communication dans le Cantal (la route nationale 122), ainsi que les planèzes du Sud. Les indentations qui partent vers le Sud-ouest, irriguant le Tarn, s'appuient sur les deux principales routes sillonnant la plaine de l'Albigeois. L'écharpe méditerranéenne correspond à la plaine languedocienne puis à la vallée du Rhône. Cependant, la correspondance avec la carte des densités de population (doc. A-1-2 p. 582) n'est pas parfaite, notamment dans le Cantal ; et à densité égale, on rencontre une pratique jaciste en Lozère, absente dans le sud aveyronnais… A observer les choses à cette échelle régionale, il semble que les structures de la vie de relations aient joué de façon plus systématique que la densité locale de la population.

Doc. I-3-3b :

Niveau d'insertion dans la JAC/F	Population paroissiale moyenne		
	Cantal – JAC	Cantal JACF	Aveyron - JAC
Section affiliée	733,7	902,1	678,6
Dossier d'affiliation déposé	885,1	843,4	950,2
Pratique jaciste / préparation de l'affiliation	675,5	878,4	536,7
Pratique jaciste occasionnelle	642,4	574,7	367,9
Contact actif répété avec la JAC	1090,4	801,8	652,4
Contact passif répété avec la JAC	234,5	1357,0	549,1
Contact sans lendemains avec la JAC	806,2	785,8	397,9
EAC ou semaine rurale / sans contact avec la JAC	815,0	0,0	220,0
Sujets agricoles abordés / sans contact avec la JAC	556,4	656,0	390,0
Groupe de jeunesse catholique, demeurant à l'écart de la spécialisation	758,4	538,2	787,5
Paroisse sans groupe de jeunesse catholique rurale	528,15	468,9	445,5

Sources : dépouillement de *Jeunes Arvernes, Etoiles d'Auvergne, Jeune Rouergue* ; BETEILLE, Roger, *Manuel de statistiques aveyronnaises*, Rodez, Service économique de la chambre d'agriculture, 1970 ; BARDET, J.-P. et MOTTE, Cl., *Paroisses et communes de France – Cantal*, Paris, CNRS, 1991.

Pourtant, à l'échelle départementale, dans le Cantal comme en Aveyron, les paroisses où l'on ne relève aucun groupe d'ACJF, rural ou urbain, même occasionnel, ont une population moyenne inférieure du tiers environ à la moyenne départementale (Aveyron : -33,8 % ; Cantal : -30,2 %). Un seuil minimal semble donc nécessaire, plus élevé dans le Cantal (750 hb en moyenne), que dans l'Aveyron (524 hb. en moyenne).

Si nous observons les paroisses dotées de groupes de jeunesse catholique rurale masculine, une certaine corrélation apparaît en Aveyron (coefficient global : 0,71), où la population moyenne croît avec le degré d'insertion dans le jacisme en 1939. Mais les paroisses demeurant totalement à l'écart du processus se distinguent, à l'inverse, par une population moyenne très élevée par rapport à celle des autres catégories (787 hab.) : elles peuvent correspondre à des sites d'implantation plus ancienne, où s'exerce une certaine résistance à l'égard de la spécialisation. Rien de tel en revanche dans le Cantal, où le rapport entre le degré d'insertion dans le jacisme et la population paroissiale, est assez aléatoire (corrélation globale : 0,20 pour la JAC, 0,37 pour la JACF). Les écarts sont relativement faibles entre les populations moyennes de chaque catégorie, ce qui peut révéler une moindre dramatisation du processus de spécialisation, ou bien le rôle accru de motivations extérieures. Pourtant, dans les deux diocèses, les paroisses affiliées à la JAC à la veille de la guerre ont une population moyenne à peine plus élevée que celle du département : ayant été les premières, ou les plus "rapides", à engager le processus d'adoption des pratiques jacistes et de leur officialisation, on peut penser qu'elles ont été sensibles à des facteurs locaux, dont l'influence de certaines personnalités, plus qu'à des facteurs structurels comme l'importance de la population. Au contraire, dans les paroisses venant juste d'achever la phase préparatoire à l'affiliation en 1939, la population moyenne est beaucoup plus importante (surtout en Aveyron) : pour ces communes "parties plus tard", ou avec un peu moins d'allant que les précédentes, le cheminement vers la JAC a dû venir plus fréquemment de la conformation au modèle général en cours d'établissement. Paroisses importantes, paroisses-centres, elles se devaient, quand c'était possible, d'accompagner le mouvement. En fait, en Aveyron, le véritable partage semble se faire surtout, au sein des paroisses où la jeunesse catholique rurale est présente, entre celles qui optent pour la spécialisation et celles qui choisissent pour l'instant de rester à l'écart : au sein des sous-catégories de ces deux ensembles, chaque fois, une corrélation apparaît entre le degré d'avancement de l'engagement et l'importance de la population. Au sein de la JACF cantalienne, en revanche, tous les groupes engagés dans la pratique jaciste relèvent de paroisses de population équivalente et très supérieure à la moyenne. Cela confirme

l'observation que nous avons faite, d'une meilleure résistance à l'exode dans les communes de prédilection du jacisme féminin.

3 - JAC/F et milieu agricole.

Le caractère insatisfaisant des facteurs démographiques conduit à prendre en compte des éléments plus larges du contexte local : notamment, à évaluer le rôle que peut jouer la nature particulière du milieu agricole local, élément essentiel dans la notion de spécialisation[604].

Dans tous les cas, les communes à pratique jaciste régulière se distinguent des autres par une agriculture plus prégnante et plus riche[605].

Une agriculture plus prégnante : c'est la catégorie où la Surface agricole utilisée (SAUée[606]) est la plus élevée, surtout pour la branche féminine[607]. La part du finage laissée à l'état de landes est de même notablement inférieure à la moyenne[608]. Une agriculture sans doute plus riche, aussi : dans le Cantal, où nous disposons des données en la matière, cette catégorie présente la superficie moyenne d'exploitation la plus élevée – tout en demeurant modeste : 13 ha –, et arrive en seconde position pour la branche féminine (12,4 ha). Dans les deux départements étudiés, la mécanisation, quoique demeurant extrêmement réduite comme ailleurs, y est plus présente que la moyenne, mais sans excès toutefois[609].

Pour les communes cantaliennes marquées par des activités jacistes *masculines* régulières, la place accordée aux prairies, et notamment aux terres d'estive, les " montagnes ", est clairement majorée[610]. Il y a donc une certaine spécialisation de ce communes dans l'élevage : toutes catégories confondues, le nombre de vaches par hectare est ici, de loin, le

---

[604] Sources : Cantal : archives de la DDA du Cantal (recensement agricole de 1929) et ADC 130 M 35 (statistique agricole annuelle, 1930) ; Aveyron : ADA 6 M 719 (statistique agricole annuelle, 1930)

[605] Ce, tant en Aveyron, limité encore à la branche masculine, que dans le Cantal, pour la branche masculine comme pour la féminine (dans 27 % des cas, il s'agit des mêmes communes).

[606] Rappelons que la SAUée comprend les terres labourables, les cultures permanentes, les superficies toujours en herbe, les jardins. La SAU comprend en plus le sol des bâtiments et les cours, ainsi que les landes et friches non productives. La superficie totale y ajoute les bois et forêts, et les territoires non agricoles.

[607] Ecart à la moyenne départementale : JAC Aveyron = +7,5 ; JAC Cantal = +8, JACF Cantal = +12,5.

[608] Ecart à la moyenne départementale : JAC Aveyron = - 6,9 ; JAC Cantal = - 2,6 ; JACF Cantal = -4,1.

[609] Nombre de batteuses pour 10 000 ha de SAUée : JAC Aveyron = 79,4 (moyenne départementale = 76) ; Cantal : moyenne départementale = 2,5 ; JAC = 2,8 ; JACF = 3,3. En Aveyron, c'est même dans les communes pourvues d'un groupe de jeunesse catholique rurale masculine mais demeurant à l'écart de la JAC que l'équipement mécanique est le plus élevé : retrouverait-on là le même processus que pour la population, à savoir que les groupes de JCR les plus anciens se sont développés dans des communes-centres, plus peuplées, et plus équipées ; mais que cette ancienneté est un obstacle à la transformation des structures vers la spécialisation ?

[610] C'est ici la seule catégorie où la part de " montagnes " soit supérieure, qui plus est très largement, à la moyenne départementale (+7,3).

plus élevé[611]. Or ce dernier, tant pour la filière viande que pour la filière fromage, constitue le secteur porteur de l'agriculture cantalienne. De même, la densité importante de porcs[612] dans les communes de cette catégorie peut révéler une rentabilisation du petit lait disponible, mais aussi un élevage non limité à l'autosubsistance, et ouvert sur le marché. La situation alimentaire semble moyenne, mais malgré tout plus opulente que la norme : les habitants de ces communes cultivent moins de pommes de terre que la moyenne et plus de légumes. Pour la branche féminine cantalienne, une tonalité différente apparaît, avec une plus forte prégnance des terres labourables, donc des cultures face à l'élevage[613]. Pour autant, il ne s'agit pas forcément de communes aux cultures riches[614] : c'est pour des cultures " pauvres " comme le méteil, le seigle, les pommes de terres surtout[615], que l'écart à la hausse est le plus prononcé par rapport à la branche masculine. La place de l'élevage n'en demeure pas moins supérieure à celle que l'on rencontre dans les communes dépourvues de pratique jaciste régulière à la veille de la guerre. Mais la majoration est moins prononcée que dans le cas de la branche masculine[616]. Nous avons vu que pour la JACF, le critère essentiel semblait plutôt être celui de la population. Les communes aveyronnaises relevant de cette catégorie offrent pour leur part une sorte de " profil croisé ". La superficie en terres labourables, tout comme celle occupée effectivement par des cultures diverses, est la plus élevée, toutes catégories confondues[617]. En revanche, la superficie en prés naturels et herbages s'inscrit à peu de choses près dans la moyenne. Pour autant, la densité de vaches y est la plus élevée, ce qui suggère une pratique intensive de l'élevage[618].

Les premiers jacistes, pris de façon globale, ont donc pu être de jeunes agriculteurs issus d'exploitations performantes, donc *a priori* plus sensibilisés que les autres au « progrès » technique, à la formation professionnelle, avec un certain souci de la performance, de l'adaptation au marché. Ou encore, dans le Cantal, vu l'importance, des " montagnes ", qui appartiennent fréquemment à de grands propriétaires non agriculteurs, l'adhésion rapide à la

---

611 Tant laitières (écart à la moyenne départementale : +5,6) que non laitières (+1).
612 Ecart à la moyenne départementale : +5.
613 24,4 % de la superficie communale en moyenne, soit le plus fort taux, toutes catégories confondues, contre 21 % pour la branche masculine, et 20,6 % pour le département.
614 Même si c'est pour cette catégorie que la part de terres labourables plantée en légumes est la plus forte.
615 8,2 % des terres labourables.
616 C'est dans cette catégorie aussi que la part de " montagnes " est la plus élevée (écart à la moyenne départementale : +3,6), mais aussi celle des autres prés naturels (+4,7). La densité de vaches tant laitières que non laitières, tout en demeurant supérieure à la moyenne départementale, n'arrive plus en première mais en troisième position ; et si celle des porcs reste la plus élevée (utilisation du petit lait…), l'écart à la moyenne est réduit de moitié.
617 Respectivement, 44,6 et 8,3 % du territoire communal, contre 37 et 5,2 % en moyenne.
618 10 points au-dessus de la moyenne, avec le pendant habituel de l'élevage bovin : les porcs, pour lesquels on enregistre encore dans cette catégorie la plus forte densité, alors que celle des brebis, animal de terres pauvres, est la plus faible, toutes catégories confondues.

JAC a pu se nourrir à la fois de l'observation des capacités de développement et de rentabilité de l'agriculture, ainsi que de la frustration de paysans plus modestes vivant dans la dépendance de grandes fermes extérieures. Dans le cas de la branche féminine, la tonalité plus tournée vers les cultures est peut-être à mettre en rapport avec la répartition sexuelle traditionnelle du travail. Toujours est-il en tout cas que la précocité jaciste va de pair avec une agriculture apparemment plus performante, déjà, que la moyenne, plus ouverte aussi sur le marché.

Le type de prospérité des communes ayant adopté la JAC (masculine) n'est pourtant pas le même dans les deux diocèses. Dans le Cantal, elle apparaît sous les contours d'un élevage bovin extensif dans de grandes exploitation ; une prospérité " installée ", qui correspond en grande partie aux espaces du volcan central et du bassin d'Aurillac, lieux de la spécialisation bovine et fromagère depuis le milieu du XIXe s.. En Aveyron elle se dessine au sein d'exploitations plus modestes, jouant davantage sur l'amélioration des rendements par la mécanisation, et sur l'intensif : à l'image du Ségala, principal foyer jaciste, zone de terres acides, jadis la plus pauvre de l'Aveyron, transformée à partir de la fin du XIXe s. par l'arrivée du chemin de fer, des engrais, de la chaux, par l'appel à la mécanisation et par le démembrement des grands domaines au profit de moyennes exploitations modernes[619] ; une prospérité gagnée par la lutte, en quelque sorte.

*

La difficulté à s'acheminer vers la JAC/F va de pair, en revanche, avec une agriculture au profil plus médiocre.

Les communes où l'on ne relève pas de pratique jaciste régulière, mais qui bénéficient de contacts épisodiques avec la JAC/F[620] offrent un profil encore proche de celui des communes jacistes, mais déjà légèrement en retrait. Ce sont apparemment des communes d'agriculture plus " moyenne ", plus familiale, plus modérément ouverte sur le marché, plus proche d'une polyculture équilibrée, mais dénotant malgré tout une aisance relative[621].

---

[619] R. Calmès, *Les campagnes des Ségalas et du Lévezou*. *Développement et progrès agricole*, Rodez, éd. Subervie, 1980, 226 p. ; la carte de la " diffusion du progrès " présentée p.154 correspond étonnamment à celle de l'implantation jaciste.

[620] Dans le Cantal, le " recouvrement " entre JAC et JACF est réduit de moitié (13,6 %).

[621] Pour ce qui est de la branche masculine cantalienne *:* SAUée et superficie des exploitations supérieures à la moyenne, landes et espaces non agricoles inférieurs, mais chaque fois avec un écart moins prononcé que dans le cas des communes à pratique jaciste régulière. Ici, surtout, l'agriculture marque une inclination plus forte en direction des cultures (à l'image de la JACF pour la catégorie précédente) : c'est dans cette catégorie que la part de terres labourables est la plus élevée, pour la JAC. Les cultures fourragères sont moins présentes que dans la catégorie précédente, le froment davantage cultivé, l'écart entre légumes et pommes de terre, favorable aux premiers, est encore plus marqué que dans les communes à la pratique jaciste régulière. Quant à l'élevage, il bénéficie de superficies en prés naturels à peine supérieures à la moyenne (49,5 %, contre 48,9 % pour le département, et 56,6 % pour les communes à pratique jaciste régulière) ; mais la part de " montagnes " est bien inférieure à la norme cantalienne (-3). De même, pour le nombre de vaches laitières par ha, l'écart positif à la

Les localités n'ayant eu qu'un seul contact, sans lendemains, avec la JAC/F sont caractérisées, pour la branche masculine, par une agriculture largement présente, certes, mais relativement pauvre et vivrière, avec des cultures de subsistance, une faible mécanisation[622]... C'est la fragilité de l'agriculture qui semble constituer un obstacle. A l'opposé, pour la branche féminine, dans le Cantal[623], c'est sans doute cette catégorie qui correspond le plus à une agriculture riche, prospère, équilibrée, ouverte sur les marchés et les profits[624]. A l'inverse de ce qui s'est passé chez les jeunes gens, c'est donc une trop grande prospérité agricole qui a

---

moyenne est marqué (+2,8), tout en étant moitié moindre que celui des communes jacistes " régulières ", et les porcs, ici, sont plus faiblement représentés que la moyenne. Ressort en revanche, comme originalité marquante, la place des ovins (+7,6), marque d'un élevage plus " pauvre ". Pour la branche féminine, tant pour la SAUée, que pour la superficie moyenne d'exploitation, pour la part de prairies naturelles et montagnes, et pour l'importance relative du cheptel bovin, ou encore pour la part de terres labourables, l'écart avec la moyenne départementale est minime. L'originalité (modeste) viendrait plutôt du type de cultures : moins de céréales que la moyenne, donc une mécanisation plus faible, mais plus de légumes, ce qui peut être la marque, une fois de plus, d'un engagement plus poussé du travail féminin. Or, comme dans le cas des communes à pratique jaciste régulière, c'est plutôt du profil de la JACF cantalienne que se rapprochent les communes aveyronnaises de cette catégorie. Là aussi, pour la quasi-totalité des critères retenus, elles s'inscrivent strictement dans la moyenne départementale, ou du moins, à peine au-dessus. " Communes ne sortant pas suffisamment du lot " ? Communes moyennement aisées, sans doute. Mais, par rapport aux communes à pratique jaciste régulière, elles semblent offrir un profil un peu plus équilibré : la majoration, par rapport à la moyenne, de la part de terres labourables et/ou effectivement cultivées, ne s'effectue pas autant au détriment des pâturages et pacages, qui ici restent dans la moyenne au lieu d'enregistrer une minoration non négligeable (- 6). Comme parallèlement la densité du cheptel bovin est moindre, tout en demeurant plus importante que la moyenne, on peut en conclure que l'on a sans doute des communes moyennement aisées (le cheptel ovin, des terres pauvres, reste largement inférieur à la moyenne), à l'agriculture moins spéculative, moins mécanisée (batteuses à moteur pour 10 000 ha : - 3,4 contre + 3,4), plus familiale, du coup plus proche d'une polyculture équilibrée.

[622] Le profil des communes aveyronnaises relevant de cette catégorie demeure plus fortement marqué par la prégnance de l'agriculture, que celui des communes cantaliennes comparables. En Rouergue, la part du territoire en SAUée est inférieure à celle des deux catégories précédentes, mais demeure clairement majorée par rapport à la moyenne (+ 4,3). En considérant individuellement les communes, c'est même dans cette catégorie que l'on relève le plus fort taux de finages comprenant plus de 70 % en SAUée. La majoration ici enregistrée semble correspondre à des terres labourables ou effectivement cultivées, plus présentes que la moyenne, alors que les pacages et divers prés sont juste dans la norme, de même que la densité du cheptel bovin ; en revanche, la densité de brebis est l'une des plus fortes (la deuxième). En Haute-Auvergne, on relève, allant dans le même sens, la plus faible proportion de prairies et " montagnes " (43,6 % de la superficie communale), qui va de pair avec un des cheptels bovins les plus réduits (densité de vaches laitières : -3,2 par rapport au département), l'élevage étant surtout consacré ici aussi aux ovins, signe de la présence de sols " pauvres ", ainsi que le deuxième taux moyen pour ce qui est de la part de terres labourables, la plupart des types de culture enregistrant des taux moyens parmi les plus élevés, notamment pour le méteil, les légumes, et les pommes de terre. En revanche, à la différence de l'Aveyron, la SAUée présente un des taux les plus faibles (-4,8), pour une superficie moyenne d'exploitation proche de la moyenne ; soit, finalement, une faible densité d'agriculteurs. On enregistre par ailleurs davantage de surfaces non agricoles, de bois et châtaigneraies (sans avoir ici le record), et surtout de landes (plus fort taux moyen).

[623] Le taux de recouvrement entre JAC et JACF cantaliennes est modeste, mais très proche de celui de la catégorie précédente (12,5 %).

[624] Elle correspondrait à peu près au profil des communes aveyronnaises à pratique jaciste régulière. Pour la branche féminine cantalienne, cette catégorie est la seule, avec la première, à bénéficier d'une SAUée supérieure à la moyenne (de même : faible superficie en landes), et elle se caractérise par la plus forte superficie moyenne d'exploitation, et par le meilleur équipement en batteuses. Certes, la part de prairies est juste dans la norme départementale, à peine inférieure (-0,8), mais cela va de pair avec un élevage bovin intensif, du coup (plus forte densité de vaches laitières : +7,3). En fait, la limitation des prairies doit viser à utiliser au maximum pour les cultures des terres fertiles : la part de terres labourables offre la deuxième moyenne, à peine en retrait par rapport à la première catégorie (23,5 % de la superficie communale : +3,9), l'accent étant mis sur les céréales riches (froment : +3,6 ; à opposer au seigle : -2,8) et fourragères (avoine : +2,5).

semble-t-il constitué un obstacle. C'est le pendant logique d'une présence concentrée dans les localités les plus peuplées, au profil de bourgs ou de petites villes.

Quant aux communes rurales disposant de groupes de jeunesse catholique qui ne se sont jamais préoccupés de questions agricoles, et n'ont jamais eu le moindre contact connu avec la JAC/F, ce sont des communes soit peu agricoles, soit d'agriculture plus pauvre que la moyenne, voire, en voie de régression[625].

Enfin, l'exiguïté de l'espace consacré à l'agriculture est allée de pair, dans le Cantal, avec l'absence d'activités de jeunesse catholique rurale[626]. En Aveyron, les communes dépourvues de cercles présentent surtout une agriculture pauvre : c'est celle, essentiellement, des causses du sud. Néanmoins, l'observation des données agricoles paraît largement insuffisante pour expliquer à elle seule l'absence de cercles[627].

*

Une corrélation globale apparaît donc entre d'une part la place de l'agriculture, son niveau de développement et sa capacité à produire pour le marché, et d'autre part l'insertion dans la JAC/F, les deux se renforçant à peu près parallèlement. A l'échelle régionale, on pourrait aussi relever que l'indentation lotoise de l'" écharpe centrale ", tout comme l'" écharpe méditerranéenne ", correspondent à des zones de présence de la vigne, " culture riche "…

---

[625] Si, pour la branche masculine cantalienne, une SAUée plus élevée que la moyenne va de pair avec une superficie d'exploitation plus restreinte (donc, des agriculteurs plus pauvres), pour la branche féminine, une SAUée parmi les plus faibles (communes " moins agricoles ") cohabite avec une superficie d'exploitation légèrement au-dessus de la norme départementale, et une mécanisation fortement restreinte. Certes, alors que la part de prairies naturelles et de « montagnes » est dans la moyenne pour la branche féminine, elle est notablement au-delà pour la branche masculine (+4,9). Mais l'espace est de toute façon sous utilisé, en matière d'élevage, la densité de la plupart des animaux étant parmi les plus faibles, voire, dans la majorité des cas, la plus basse, *a fortiori* pour les bovins, qui constituent pourtant la spécialité locale. De même, la part de terres labourables sur le finage est la plus faible de toutes les catégories. Jachère et élevage extensif pour la branche masculine, friches et landes pour la branche féminine, l'agriculture est en tous les cas, dans cette catégorie, en voie de régression. En Aveyron, où l'étude est donc limitée à la branche masculine, le profil est encore plus clair : SAUée la plus faible, plus faible taux, de même, de communes ayant plus de 70 % de leur territoire en SAUée (45 %) ; superficie boisée la plus élevée ; landes plus représentées que la moyenne ; sous représentation des terres labourables[625], des prés naturels, des pâturages et pacages ; densités de vaches, de brebis et de porcs inférieures à la norme. Seules sortent du lot les cultures maraîchères, dont la part est légèrement majorée : serait-ce révélateur de la pratique d'un jardinage de compensation ? Ici, l'agriculture est clairement marginalisée.

[626] Dans le Cantal, le taux de recoupement entre absence de la Jeunesse catholique rurale masculine et féminine est maximal pour cette catégorie : près de 52 %. SAUée plus réduite que la moyenne (-2,4 à -3,4 par rapport à la moyenne départementale), plus faible densité des troupeaux bovins et ovins (-1,7 à -2,1). La proportion de communes ayant moins de 10 % de leur territoire consacré aux labours est notablement plus importante dans cette catégorie (25 %) ; le poids des communes urbaines est à prendre ici en compte, certes, mais il est négligeable, autour de 3 % des communes de la catégorie.

[627] Une SAUée légèrement plus élevée que la moyenne va de pair avec le plus fort taux de landes, et avec la plus faible représentativité des terres labourables et/ou effectivement cultivées (convergence claire avec le cas cantalien). La tendance semble aller à une certaine spécialisation dans l'élevage, mais un élevage de terres pauvres : peu de vaches, mais au contraire la plus forte densité de brebis.

La prospérité agricole associée à la JAC conduit naturellement à s'interroger sur le profil sociologique des premiers responsables jacistes des deux diocèses : irait-il dans le même sens, associant prise de responsabilité et statut social dominant ?

C – Sociologie des responsables jacistes

1 – Les dirigeants laïcs : promotion, perpétuation, ou reconquête d'un statut social ?

Pour la JAC, nous avons retenu comme dirigeants laïcs significatifs les membres du comité fédéral, de 1937 à 1939 pour l'Aveyron, et en 1939 pour le Cantal, ainsi que les pionniers des débuts qui n'ont pas forcément trouvé place dans les comités formalisés tardivement. Pour le Cantal, nous y avons par ailleurs adjoint les dirigeants de secteurs déjà en place. Pour la JACF cantalienne, à défaut de structures officiellement établies – hormis quelques secteurs en mars 1939 – nous avons admis comme représentatives les premières militantes qualifiées de " dirigeantes " ou ayant participé comme propagandistes à l'organisation de journées promouvant la JACF[628]. Dans l'impossibilité de retrouver l'ensemble de ces premiers dirigeants ou d'obtenir des renseignement précis sur ceux qui sont décédés, l'étude a été menée à partir des données des recensements de l'époque[629].

*

Si nous observons l'année de naissance des premiers dirigeants, trois groupes d'âges se dégagent. C'est là un phénomène de " micro-générations ", explicable par le jeu du blocage, chaque fois pour quelques années, de l'accès aux postes en vue, et du recrutement par interconnaissance au sein d'une même classe d'âge.

Le premier groupe est celui des plus anciens, nés au milieu de la première décennie du siècle. Ce sont les pionniers, plus nombreux dans le Cantal (21,4 %) où l'organisation a démarré en s'appuyant sur les anciens des syndicats issus des EAC. La trentaine atteinte, voire légèrement dépassée, ils détiennent les principaux postes de direction (présidence et secrétariat). En Aveyron, ce groupe est limité à René Maillebuau, premier délégué officiel de la JAC dans le département en 1929-30, qui avait échoué à implanter la JAC, et avait donc rapidement disparu de ses instances, ne « gelant » aucun poste. Pour les jeunes filles de la

[628] Soit au total : 14 individus pour la JAC cantalienne, et 7 pour la JACF (l'absence de prénom dans leur désignation par la presse militante rend en général difficile l'identification parmi plusieurs sœurs, mais ceci ne constitue un réel handicap, pour les critères retenus, que lorsqu'il s'agit de se pencher sur les années ou sur la position de naissance), 20 pour la JAC aveyronnaise.
[629] AD Cantal et Aveyron, série M.

JACF du Cantal, ce groupe paraît beaucoup plus affirmé : 43 % des effectifs ; il comprend naturellement M^elle^ Ratié, principale actrice de la spécialisation. Mais la présence de quadragénaires à la tête d'organisations de jeunesse catholique féminine est relativement commune à l'époque : la présidente de la Jeunesse féminine aveyronnaise, M^elle^ Bonnefous, est née en 1899[630], et au niveau national, M^elle^ Mendre, première secrétaire générale de la JACF, a vu le jour en 1896[631].

Un groupe " moyen " est composé de dirigeants nés entre 1910 et le début de la première guerre mondiale. Ils ont donc entre 23 et 29 ans[632] lors de la phase d'établissement de la JAC/F. Ce groupe représente toujours un effectif supérieur de dirigeants dans le Cantal (42,6 %, contre 28 % en Aveyron). Il y fournit l'essentiel des responsables de sections pionnières et surtout des simples membres du premier comité fédéral (1939). En Aveyron au contraire, c'est en son sein que se recrutent les chefs de l'état major diocésain de la JAC : président, vice-présidents, secrétaire, délégués au comité diocésain d'ACJF. Pour la JACF cantalienne, ce groupe représente 35,5 % des effectifs, marquant là encore une propension féminine et cantalienne à se doter de responsables plus âgées.

Enfin, le troisième groupe d'âge est principalement composé de jeunes gens nés au tout début des années 1920, qui sont donc des adolescents ou de très jeunes adultes. Pour la plupart, ces jeunes gens n'ont pas encore été appelés pour le service militaire, lorsqu'ils accèdent à leurs responsabilités au sein de la JAC. C'est cette fois le plus gros de l'effectif aveyronnais[633], où il correspond aux jeunes gens invités à siéger au comité fédéral, alors que dans le Cantal, ils sont cantonnés pour l'instant à la tête des secteurs nouvellement créés.

Au total, avant la guerre, le Cantal dispose donc d'un encadrement jaciste de premier plan globalement plus âgé que celui de l'Aveyron. A la maturité supplémentaire qu'ils peuvent apporter à l'organisation par leur âge, s'ajoute en outre, pour les jeunes gens, celle qui leur vient de leur expérience plus marquée du travail agricole. Certes, tous ces dirigeants, même les plus jeunes, participent, même informellement, aux activités de l'exploitation, quand il y en a une. Mais la part de dirigeants cantaliens enregistrés eux-mêmes dans les recensements comme " cultivateurs ", travaillant donc de façon formelle, est plus importante en Haute-Auvergne qu'en Rouergue (près de 61 % contre 50 %). Or ceci peut avoir influencé

[630] Notice biographique dans Roux, J., *op. cit.*, p. 141-142.
[631] Notice biographique dans Fabrigoule, P., mém. cit., p. 235.
[632] Donc, en général, ces jeunes gens ont déjà effectué leur service militaire.
[633] 61,6 %, contre 28,4 [JAC] et 21,5 % [JACF] pour le Cantal.

l'orientation de départ de la jeunesse catholique cantalienne, longtemps très sensible aux questions professionnelles.

Les dirigeants aveyronnais et cantaliens de cette " première période " ne se distinguent guère, en revanche, les uns des autres, du point de vue des pratiques démographiques de leurs familles (voir les tableaux des doc. A-3-1-1 et suivants, p. 619, en annexe).

La fécondité s'inscrit approximativement dans la moyenne locale[634], ne distinguant donc pas les dirigeants jacistes des autres jeunes de leur âge dans leur département. Or, ce critère de forte fécondité étant souvent pris comme révélateur de l'importance du respect des préceptes religieux – de la faiblesse de la contraception –, l'absence de majoration dans les familles de dirigeants jacistes semble montrer qu'elles ne sont pas forcément " plus religieuses " que la moyenne. Comme on l'avait déjà noté à partir de l'approche géographique, le critère de la pratique religieuse n'est pas totalement efficient pour expliquer les premières implantations jacistes.

En revanche, la taille des ménages est au-dessus de la norme départementale[635]. Ce phénomène ne pouvant s'expliquer par un nombre accru de naissances, c'est vers une présence plus affirmée de la famille large qu'il faut se tourner, ou vers un nombre de domestiques lui aussi supérieur à la moyenne. Dans un cas comme dans l'autre, ces familles seraient en tout cas plus " complexes " que la moyenne, cela pouvant conduire à une densité supérieure des réseaux de relations, amenant à la prise de responsabilités jacistes, ou la rendant tout simplement possible, puisque d'autres membres de la famille, ou des salariés, peuvent assurer les tâches agricoles qui pourraient être dévolues d'habitude au militant jaciste.

Dans les deux départements, parmi les familles de dirigeants ayant une exploitation, la proportion de celles qui disposent de domestiques oscille autour de 30 %. Les exploitations demeuraient néanmoins relativement modestes : dans les recensements, un peu plus de deux personnes seulement étaient déclarées officiellement comme y travaillant. Issu d'une famille disposant de sept salariés agricoles, Robert Laurens, le " premier jaciste aveyronnais ", apparaissait comme une exception. Appartenant à l'élite locale du monde agricole[636], sa famille étant à la tête d'une grosse exploitation de 150 ha, pourvue d'une " montagne " avec

[634] Aveyron JAC : 2,2 ; Cantal JAC : 3,1 ; Cantal JACF : 2,9. Le taux de fécondité de l'Aveyron, en 1926, est en effet de 2,89[634], celui du Cantal de 3,06, au sein d'une zone à forte fécondité du Sud-Massif central (Le Bras, H., *Les trois France*, Paris, O. Jacob, 1995, p.211).

[635] Taille des ménages : 1886 : Aveyron = 4,55, Cantal = 4,69 ; 1975 : Aveyron = 3,71, Cantal = 3,77. (Le Bras, H. et Todd, E., *L'invention de la France*, Paris, Hachette-Pluriel, 1981, p.456). Aveyron JAC = 5,4, Cantal JAC = 6,2, Cantal JACF = 5,7.

[636] Entretien avec Robert Laurens, sept. 1999. Les interprétations nous sont propres.

buron. La demeure cossue du XVIIe s., avec ses tours, à Vilherols, était parfois qualifiée de château. La JAC n'apparaissait donc pas à ce jeune homme d'une vingtaine d'années (né en 1910), comme l'unique vecteur pour émerger au sein de l'élite rurale et pour agir dans le monde agricole. Sa participation s'approchait plutôt de l'action d'encadrement local menée par un notable. On comprend donc qu'il se soit mal raccordé, comme nous l'avons vu, au reste de l'équipe diocésaine.

Les deux départements s'inscrivent, à l'échelle nationale, dans la zone de prédilection de la famille souche, mais celle-ci caractérise néanmoins surtout l'Aveyron. Les ménages dans lesquels vivent les dirigeants rouergats sont en effet très fréquemment élargis à des membres de la famille extérieurs au noyau des parents : 60 %, contre 21,4 % seulement dans le Cantal. Les dirigeantes cantaliennes, dont 43 % vivent dans des familles souches, se rapprochent davantage du schéma patriarcal et autoritaire présent en Aveyron, tendance qui peut être confirmée par l'importance de l'écart d'âge entre les parents (8,8 ans, contre 4,5 pour la JAC cantalienne).

La famille souche peut être un atout, quand elle offre les bras d'un oncle ou d'une tante, voire ceux de grands parents point trop âgés ; elle peut être aussi une charge, un élément de fragilisation, quand les anciens s'approchent de la fin de leur vie. Or, dans 28,5 % des cas en Aveyron, contre 15 % seulement dans le Cantal, s'y ajoute une fragilisation du ménage – et de l'exploitation quand il y en a une – par le décès de l'un des parents. Cela a nécessairement des conséquences sur les rapports au sein de la famille : en cas de disparition du père, cela remet en cause le schéma patriarcal classique, la veuve voit son statut rehaussé, l'orphelin devient " l'homme ", ou du moins " l'homme actif ", si le grand-père survit. Dans cette configuration – plus fréquente que la moyenne, mais restant néanmoins minoritaire chez les dirigeants ! –, une brèche a pu alors s'entrouvrir dans les rapports familiaux classiques, invitant le jeune à une prise de responsabilité inhabituelle.

Or, l'importance de la pratique d'une double activité, voire d'une activité non agricole, dans les familles de dirigeants aveyronnais conduit elle aussi à conclure à une marginalité plus prononcée par rapport au monde des exploitants agricoles, qu'elle soit la marque d'une ascension sociale, ou, plus fréquemment, de l'abandon préalable d'une exploitation non viable : alors que près de 92,3 % des pères de dirigeants cantaliens sont des cultivateurs, ce n'est le cas que pour 76,9 % des Aveyronnais, et même, deux mères sont enregistrées comme ayant une profession, très éloignée des activités agricoles (photographe, épicière…). On pourrait y ajouter le témoignage sur celle d'Emilien Bion, qui cousait des gants pour les

manufactures de Millau[637], laissant envisager d'autres cas de travail à domicile non enregistrés par les recensements. La profession exercée par le quart des pères non agriculteurs est, malgré tout, la plupart du temps en relation avec le milieu rural (meunier, cantonnier, charron…). Les familles de dirigeantes cantaliennes, de même, apparaissent beaucoup moins liées à l'agriculture que les responsables de la branche masculine : 57 % des pères seulement sont des paysans.

Néanmoins, les uns comme les autres semblent intégrés dans les mêmes proportions à leur commune de résidence : pour les branches masculines, plus des trois quarts des dirigeants y sont nés (78,6 % dans les deux cas), et pour la JACF cantalienne, plus de 85 %. Certes, les parents de Cantaliens sont plus nombreux à être tous les deux originaires d'une commune extérieure (38,5 %, contre 14,3 % pour l'Aveyron, et aucun pour la JACF). Mais cela peut révéler une tradition d'adaptabilité, d'acceptation du changement, qui a pu jouer dans l'attraction exercée par la JAC. En même temps, la part de dirigeants dont les deux parents étaient nés dans la commune de résidence était la plus élevée des trois fédérations prises en compte. Il est fort possible aussi que Cantaliens et Cantaliennes aient jouir d'une intégration sociale bien supérieure à celle des Aveyronnais. Près des deux tiers 57 % des responsables Cantaliens, et presque les trois quarts (71,4 %) des Cantaliennes vivent dans des localités rassemblant au moins 10 ménages. Même si la limite de 10 ménages, retenue ici, peut être bien basse par rapport à celle du « bourg », le cas cantalien converge ici avec les observations faites chez les responsables jacistes du Maine-et-Loire (mais de toutes époques)[638], plus fréquemment localisés dans les bourgs que la moyenne. Or, Roger Le Guen observe à juste titre que « le bourg représente à la fois l'espace des artisans-commerçants et du pouvoir local, et le lieu des structures de jeunes existant avant la JAC (...) : on peut donc dire que ces jeunes occupent en quelque sorte une position stratégique dans la croissance du mouvement, continuateur des structures paroissiales dans une certaine mesure ». Inversement, 71,4 % des dirigeants aveyronnais vivent dans des hameaux de moins de 10 ménages ; nous n'ignorons pas que « l'habitat dispersé n'est pas inéluctablement isolement »[639], mais il est fort probable que l'ancrage social local ait été moins marqué qu'en Haute-Auvergne.

---

[637] Alary, G. *et alii*, *A. Bion, prêtre du Rouergue*, Rodez, Secrétariat général de oeuvres, s.d., p.5.
[638] Le Guen, R., « La place de la JAC dans l'évolution des exploitations agricoles du Maine-et-Loire », *JAC et modernisation de l'agriculture de l'Ouest*, INRA, 1980, p.69.
[639] Jacques Rémy, compte-rendu de Annie ANTOINE [dir.], *Campagnes de l'Ouest. Stratigraphies et relations sociales dans l'histoire. Actes du colloque de Rennes, 24-26 mars 1999*, Collection histoire, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1999, 552 p., paru in *Ruralia,* numéro 2000-06.

Un mouvement « continuateur des structures paroissiales », écrivait Roger Le Guen… L'insertion préalable des familles dans les réseaux ecclésiastiques a pu ainsi jouer, du moins pour les dirigeants socialement les mieux installés. Dans le Cantal, Paul Besse, secrétaire de la JAC, et Pierre Delort, vice-président, étaient issus de familles à la tête d'exploitations « moyennes », or le premier, handicapé, ne pouvait envisager de pratiquer l'agriculture, et le second appartenait à une famille nombreuse et n'était pas destiné à reprendre l'exploitation[640]. Mais l'activité des réseaux familiaux propres à mettre en œuvre des stratégies de compensation, doublée de celle des réseaux ecclésiastiques, avaient dû aussi jouer, à la fois pour éveiller ces deux jeunes gens à l'intérêt de l'acquisition de compétences agricoles, et pour les rapprocher de la JAC : Pierre Delort était le neveu du vicaire général, Mgr Delort, et Paul Besse celui de l'abbé Bourbouze, pionnier des EAC et parrain de la première équipe fédérale jaciste (voir arbres généalogiques en annexe : doc. A-3-2, 1 et 2, p. 623-624). La famille Laurens, en Aveyron, était apparentée à Mgr Lacarrière, premier évêque de la Guadeloupe. Sur le Causse noir, le frère aîné d'E. Bion, Adrien, est prêtre depuis 1936 ; il a été l'homme clé de la JAC diocésaine de 1942 à 1953, comme aumônier. Pourtant, cette liaison préalable avec les réseaux ecclésiastiques, apparemment déterminante en Maine-et-Loire[641], ne semble pas avoir constitué ici une condition forcément nécessaire, surtout pour les dirigeants qui ont émergé à la périphérie des organisation diocésaines, mis en avant par le " noyau central " trop heureux d'enrôler des relais enthousiastes. Antonin Quiers, dans le Cantal, était issu d'une famille qui, quoique pratiquante régulière, n'était guère intégrée dans les réseaux catholiques : lui même a été élève à l'école publique, et sa famille maternelle était liée (au moins par la tradition) au groupe schismatique anticoncordataire des Enfarinés, établi aux confins de l'Aveyron et du Cantal[642]. En Aveyron, Paul Cousty, animateur de la section de Naucelle avant d'intégrer l'équipe fédérale au début de la guerre, souffrait de relations tendues avec son curé, pour lequel il demeurait « le fils du communiste »[643], et c'est la relation de confiance établie avec le vicaire qui est à l'origine de son engagement jaciste. Vu ce que nous avons constaté du recrutement tardif, périphérique, des responsables aveyronnais, avec un développement géographique de la JAC " par contournement ", ce cas de figure a des chances de n'avoir pas été isolé…

[640] Renseignements biographiques tirés du recoupement des informations livrées par Antonin Quiers et Etienne Salat lors des entretiens qu'ils nous ont accordés.
[641] Le Guen, art. cité.
[642] Renseignements biographiques tirés de l'entretien réalisé avec l'intéressé, et de son livre de souvenirs, *Enfant du Vainazès*, Aurillac, 1989.
[643] Entretien avec Paul Cousty, sept. 1999. Son père, ancien cheminot à Paris, s'était retiré avec sa famille, pour raisons de santé, dans la modeste exploitation (6 ha) de son beau-père.

2- Les aumôniers

Ce dernier exemple pose ainsi la question de l'identification précise du clergé ayant accompagné l'engagement sur la voie de la spécialisation jaciste.

Pierre Pierrard, dans son *Histoire des curés de campagne*[644], laisse entendre que dès les années 1930, les aumôniers de l'Action catholique spécialisée naissante, sont la plupart du temps différents des curés de paroisse : « un véritable déplacement de pouvoir s'opère au sein du clergé français[645]. Bien évidemment, la bicéphalie ne convient pas à nombre de curés de campagne dont la JAC a l'air d'écrémer les ouailles en leur laissant le tout-venant, lourd et passif »[646]. Par ailleurs, Gérard Cholvy, exposant les modalités de la spécialisation de l'Action catholique rurale féminine, oppose l'attitude très favorable des " *jeunes* aumôniers ", aux réticences de la hiérarchie de l'Eglise et des curés ruraux[647]. La vision développée par Pierre Pierrard nous paraît par trop rétroactive, au moins pour la France méridionale, à l'essor jaciste tardif : elle correspond beaucoup plus à la situation des années 1940 et surtout dans les années 1950, quand la JAC/F, comme organisation, a acquis une assise suffisante pour se structurer efficacement, avec des permanents laïcs ou ecclésiastiques. Quant à celle de Gérard Cholvy, elle semble plutôt s'être appuyée sur des études concernant des pôles forts de la pratique religieuse, comme l'Aveyron, et elle demande à être vérifiée dans une région moins pratiquante, comme le Cantal. D'autre part, il convient de se demander si l'âge des prêtres en question n'est pas seulement l'aspect le plus apparent, qui masque des logiques plus complexes.

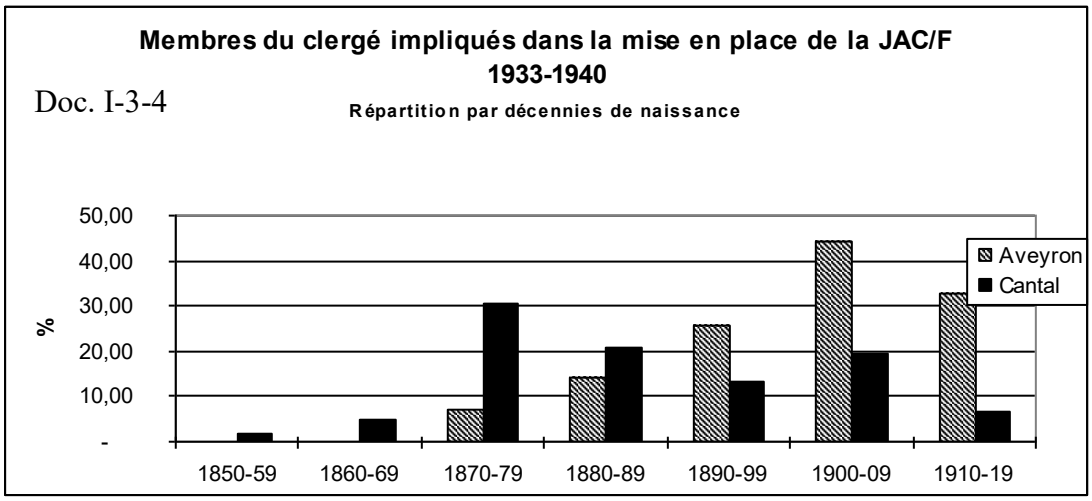
Quels sont donc ces prêtres qui s'impliquent dans la mise en place de la JAC ? En quoi se différencient-ils, éventuellement, de leurs confrères ?

Contrairement à l'idée développée par Pierre Pierrard, la quasi totalité des prêtres impliqués dans la mise en place de la JAC/F sont affectés en paroisse. Dans le Cantal, 71 prêtres ont pu être comptabilisés pour cette période, pour avoir encadré un cercle d'étude de jeunesse catholique ayant adopté au minimum une pratique jaciste irrégulière. En Aveyron, ils sont 64[648]. Soit, 27 % des prêtres en paroisse du Cantal, et 8,5 % des Aveyronnais. Si, dans les paroisses dotées de vicaires, nous ne retenons que ces derniers, puisque la direction des

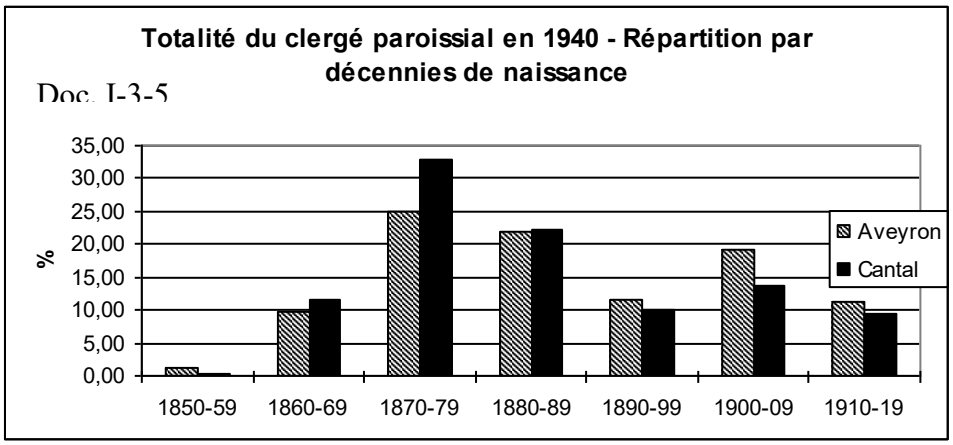
---

[644] Pierrard Pierre, *Histoire des curés de campagne de 1789 à nos jours*, Paris, Bertillat, coll. Terres, 1998 [1ère édition : 1986], p. 312
[645] Souligné par nous.
[646] Une nuance apparaît cependant quelques lignes plus loin : « A moins que le curé ne soit lui-même l'animateur de la section jaciste ». Et de citer, comme une exception, un exemple daté de 1935.
[647] Cholvy, G., « Des Enfants de Marie... », p. 347-348.
[648] Pour identifier ces prêtres, on s'est appuyé sur l'*Ordo* annuel respectif des deux diocèses.

groupes de jeunesse catholique leur était alors attribuée, les totaux sont de 62 prêtres pour le Cantal, 53 pour l'Aveyron.



Doc. - Sources : *Jeunes Arvernes, Jeune Rouergue, Etoile d'Auvergne* ; registres d'ordinations des diocèses de Saint-Flour et Rodez



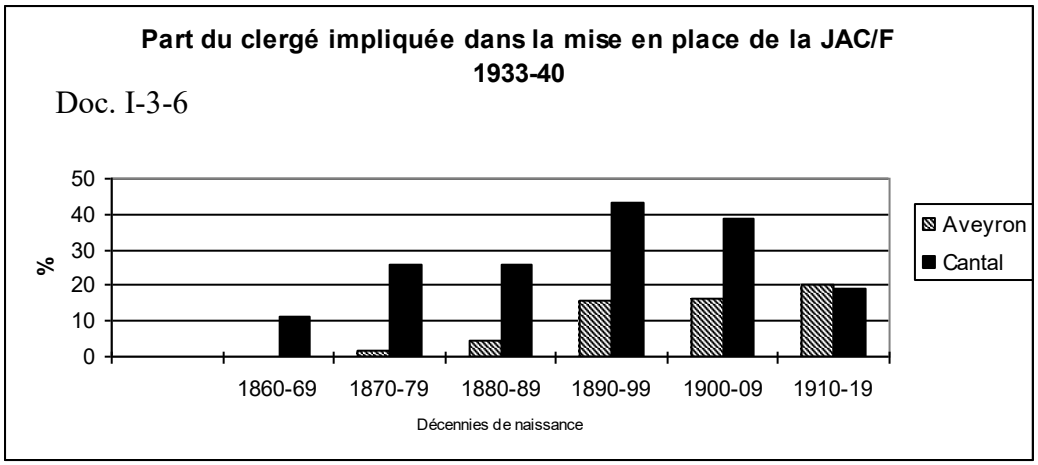
Doc. - Sources : registres d'ordinations des diocèses de Saint-Flour et Rodez

Le graphique I-3-4 montre la répartition par décennies de naissance de l'ensemble des aumôniers de groupes ayant adopté la pratique jaciste ou obtenu l'affiliation[649]. L'Aveyron correspond bien au schéma défini par Gérard Cholvy, avec une progression régulière : plus ces prêtres sont jeunes, plus ils sont nombreux parmi ceux qui se sont impliqués dans la mise en place de la JAC/F ; ainsi, plus des trois quarts de ces derniers sont nés après 1900. La proportion moindre de prêtres nés dans les années 1910 (qui représentent toutefois près du tiers des ecclésiastiques impliqués) n'est due qu'au fait qu'une partie d'entre eux sont encore en formation. Dans le Cantal en revanche, à l'exception des prêtres nés dans les années 1900, dont la proportion remonte à près de 20 %, la tendance est rigoureusement inverse : plus les

[649] Les curés ont été exclus, dans les paroisses dotées de vicaires.

ecclésiastiques sont âgés, plus ils sont nombreux parmi ceux qui ont joué un rôle dans l'implantation de la JAC/F : ceux qui sont nés dans les années 1870 représentent presque un tiers du total, ceux qui sont nés avant le changement de siècle 71 %.

Or, la disparité constatée n'est pas due à une différence en amont dans le recrutement : le graphique I-3-5 qui représente la répartition du clergé paroissial par décennies de naissance en 1940 révèle un profil très similaire pour les deux diocèses[650].



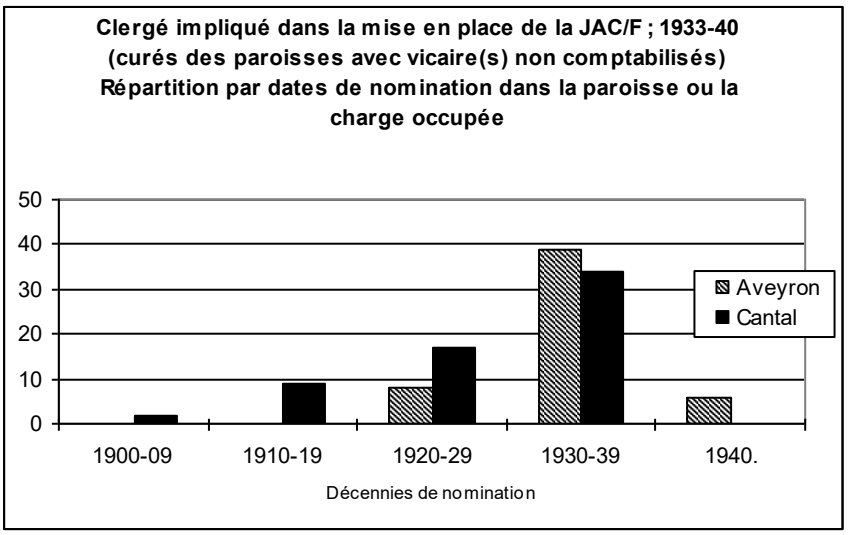
Doc. - Sources : *Jeunes Arvernes, Jeune Rouergue, Etoile d'Auvergne* ; registres d'ordinations des diocèses de Saint-Flour et Rodez

Le graphique I-3-6, qui représente, pour chaque décennie de naissance, la proportion de prêtres liés à l'implantation de la JAC/F, par rapport à la totalité du clergé paroissial de 1940**,** permet de confirmer les observations faites pour l'Aveyron, et de nuancer quelque peu celles portant sur le Cantal. Pour l'Aveyron, la proportion de l'implication croît à l'inverse de l'âge[651]. Pour le Cantal, un certain rétablissement s'opère : les prêtres plus jeunes (nés dans les années 1890 et 1900) ont été proportionnellement plus nombreux à s'impliquer dans la mise en place de la JAC : autour de 40 %. Les prêtres plus âgés, pour leur part, se sont impliqués dans des proportions qui s'inscrivent sans plus aux alentours de la moyenne générale cantalienne de 27 %. Mais, leurs classes d'âge ayant des effectifs plus importants, ils ont été plus nombreux à l'arrivée, au sein des aumôniers jacistes ; en outre, quoi qu'il en soit, il se sont investis dans des proportions qui dépassent bien largement celles de leurs confrères aveyronnais du même âge.

[650] On peut tout au plus repérer deux écarts plus prononcés, à la hausse, par rapport à la moyenne, qui correspondent chaque fois à la classe d'âge la plus représentée parmi les ecclésiastiques impliqués dans la mise en place de la JAC/F : années 1870 pour le Cantal, années 1900 pour l'Aveyron.

[651] Elle atteint son sommet pour les prêtres nés dans les années 1910, ce qui prouve que leur moindre représentation dans le corps des aumôniers jacistes n'était bien due qu'à l'inachèvement de la formation de cette génération à la prêtrise.

Doc. I-3-7



Doc. - Sources : *Jeunes Arvernes, Jeune Rouergue, Etoile d'Auvergne* ; registres d'ordinations des diocèses de Saint-Flour et Rodez

Par ailleurs, le graphique I-3-7, qui donne à voir la répartition des prêtres impliqués dans la mise en place de la JAC/F en fonction de leur date d'affectation dans la paroisse qu'ils occupent, renforce le constat de l'originalité cantalienne. Aucun des ecclésiastiques rouergats en question n'a été nommé avant les années 1920, ce qui ne doit guère étonner après ce que nous avons vu sur la répartition par âge. En revanche, dans le Cantal, 45 % sont en poste dans la paroisse où ils vont introduire la JAC depuis une époque antérieure à la création nationale du mouvement. On peut aisément penser que pour eux, il s'agit plus d'un acte de conviction, que d'un moyen de faire reconnaître leur valeur par la hiérarchie, ou de s'imposer par leur dynamisme auprès d'une population paroissiale qu'ils découvriraient et qui les découvrirait. Point de contre-réseau dans le Cantal : la JAC/F y naît au cœur du clergé établi, ce qui ne semble guère être le cas en Aveyron.

Quant à l'hypothèse qui placerait les vicaires au cœur du dispositif de diffusion première de la JAC/F, elle ne tient pas, tout en étant moins éloignée de la vérité en Aveyron : parmi les prêtres impliqués, la proportion des vicaires oscille entre 15 et 18 % dans le Cantal, entre 22 et 26 % en Rouergue (selon que l'on prend en compte ou non les curés de paroisses dotées de vicaires)[652]. Cependant, la comparaison, pour l'Aveyron, entre la situation, d'une part dans les paroisses où la JAC/F s'est implantée, et d'autre part dans celles où elle n'était toujours pas apparue milieu 1941 alors même qu'une réunion de propagande visant à la faire découvrir avait été organisée par l'aumônier diocésain ou à son instigation en 1938 ou 1939,

[652] Témoignage de Paul Cousty (sept. 1999) pour Naucelle : « Le curé était très hostile à la JAC. Il était pour l'ACJF, mais pas pour la spécialisation, qu'il trouvait trop imprudente, pas assez religieuse, pas assez bien corsetée. Nos relations avec lui étaient pires que si on avait été anti-religieux. Le vicaire se cachait presque pour faire de la JAC ».

permet de jeter un éclairage sur le rapport curés-vicaires face à l'implantation de la JAC dans ce diocèse. Il apparaît clairement que dans les paroisses rétives dotées du binôme curé-vicaire, le curé est en général bien plus âgé que dans les paroisses similaires où la JAC/F s'est implantée. La différence d'âge semble donc être un handicap, que le vicaire n'a apparemment pas les moyens de contrer par son insertion dans un réseau propre à appuyer des initiatives telles que le développement de la JAC/F.

Nous avons tenté de préciser davantage encore le portrait-type de ces prêtres en réunissant des éléments biographiques plus détaillés sur ceux qui ont eu le rôle le plus actif, à savoir les ecclésiastiques dont le groupe a été affilié, promu " équipe jaciste ", ou a déposé le dossier complet de demande d'affiliation avant la fin de l'année 1940 (afin de tenir compte réellement de l'impact du travail effectué jusqu'en 1939), ainsi que les aumôniers diocésains. Ont été utilisés pour cela les registres d'ordination[653] ainsi que les notices nécrologiques parues dans *La Semaine catholique* (Saint-Flour) ou *La Semaine religieuse* (Rodez)

Deux points de convergence importants apparaissent. Tout d'abord, dans les deux diocèses, la moitié des notices nécrologiques environ mentionnent l'existence d'une expérience du rapport avec les jeunes préalablement à l'implication dans la mise en place de la JAC/F. Pour un tiers environ des ecclésiastiques pris en compte (35 % en Aveyron, 28,5 % dans le Cantal), il s'est agi d'une expérience dans l'enseignement, comme surveillant ou professeur, dans un Petit séminaire, au Grand séminaire, ou dans un établissement de l'enseignement privé catholique. Nous ne disposons pas de statistique en la matière pour l'ensemble du clergé de ces diocèses, mais la lecture rapide des registres d'ordination ne laisse guère envisager un taux global aussi élevé. Il y avait donc là un élément de différenciation par rapport au reste du clergé, qui jouait comme facteur favorable. Dans les autres cas, l'expérience mentionnée consistait le plus souvent en la prise en charge, comme jeune vicaire, des œuvres de jeunesse. Le fait que le temps moyen passé comme vicaire soit plus élevé dans le Cantal qu'en Aveyron (8 ans ½ contre 4 ans ½) peut d'ailleurs expliquer, y compris chez les plus âgés, une plus grande propension à s'occuper des jeunes chez les prêtres cantaliens de l'époque.

Les deux clergés divergent sur le plan de la formation reçue. 40 % des Aveyronnais pris en compte ont poursuivi leurs études à l'extérieur du diocèse après le Grand séminaire, pour obtenir qui une licence, qui un doctorat de théologie. En revanche, dans le Cantal, aucun cas similaire n'est mentionné chez les ecclésiastiques pris en compte ; l'exemple d'un prêtre

[653] Sur lesquels est mentionnée la carrière de l'ecclésiastique.

dont le nécrologue assure qu'il n'a pas voulu passer le baccalauréat, de son gré, de façon à œuvrer plus tôt en paroisse, peut d'ailleurs être relevé. Dans l'échantillon auvergnat, l'expérience extra-diocésaine se réduit à deux prêtres ayant participé aux missions étrangères et un troisième venu du diocèse de Mende. Les prêtres cantaliens les plus impliqués dans la mise en place de la JAC/F s'intègrent donc dans la masse du clergé diocésain, alors que les Aveyronnais, pour une grande partie, par leur niveau d'instruction, leur connaissance d'autres milieux, s'en distinguent davantage, et peuvent donc être les éléments constitutifs d'un réseau concurrent.

Les notices nécrologiques livrent enfin des renseignements sur la personnalité ou les actions des ecclésiastiques étudiés. Les premiers sont à prendre avec un minimum de réserve et le caractère représentatif de l'ensemble est moins avéré que pour les champs abordés jusqu'ici, mais ils permettent de s'approcher peut-être d'un peu plus près de la réalité vécue.

Les indications sur le caractère de ces prêtres sont fréquentes – environ dans les deux tiers des notices – et étonnamment peu édulcorées. Une bonne moitié des prêtres aveyronnais considérés ont marqué par leur autoritarisme et/ou leur intransigeance, contre un peu moins d'un tiers connus pour leur jovialité, leur contact facile, le reste étant constitué d'ecclésiastiques plus effacés et tournés vers la réflexion. Dans le Cantal, au contraire, c'est l'image du prêtre au contact " familier et familial " avec ses paroissiens qui domine dans la majorité des cas. On peut donc conjecturer l'existence de deux styles dans la diffusion de la JAC par ces ecclésiastiques : dans l'Aveyron, une JAC parfois *imposée* par des prêtres convaincus de son utilité ; dans le Cantal, une JAC implantée davantage par la persuasion, voire par acceptation du prêtre à qui le projet est proposé par des laïcs, et qui ne le rejette pas, même s'il ne manifeste pas d'enthousiasme visible dans les premiers temps, ainsi que cela semble s'être passé à Lafeuillade avec l'abbé Lacoste[654] ou à Vézac avec l'abbé Meydieu.

Cala semble aller de pair avec une conception quelque peu différente de la pratique du catholicisme et de l'apostolat. Si nous considérons les réalisations initiées au cours de leur sacerdoce par les ecclésiastiques retenus, qui ont été citées dans leurs notices nécrologiques, nous relevons qu'en Aveyron, les deux tiers de ces prêtres se sont investis en priorité dans des actions directement liées au culte (réfection, aménagements de l'église, le plus souvent) et le tiers dans des actions touchant avant tout au profane, alors que le rapport est exactement inverse dans le Cantal, où il n'est pas rare de rencontrer dans le corpus considéré des ecclésiastiques ayant créé des syndicats agricoles, des coopératives laitières, des maisons

[654] *Cf. Quiers*; A., *Enfant du Vainazès...*, et notice nécrologique par M^elle^ de Menthière, ancienne présidente de la JFCC

familiales rurales après la deuxième guerre mondiale... Les mentions sur la vision du catholicisme sont moins systématiques, donc moins aisément utilisables. Elles sont plus fréquentes dans les notices sur les prêtres cantaliens, chez lesquels l'aspiration à un catholicisme social ouvert sur le monde, sur le concret, semble dominer. Or, cela semble bien correspondre à l'ambiance qui régnait au Grand séminaire de Saint-Flour, d'après Pierre Chassang qui lui a consacré une monographie[655]. Il insiste sur le rôle joué par Emile Andrieux, supérieur entre 1889 et 1896 : « esprit ouvert, écrit Pierre Chassang, il infléchit l'orientation donnée aux études et à la formation des séminaristes. Il pense que ceux-ci doivent se préparer à partager la vie de tous les travailleurs et les entretient fréquemment des questions sociales ». Si bien que les séminaristes n'hésitent pas à contester son successeur, l'abbé Gobaud, supérieur entre 1896 et 1903, qui apparaît trop traditionaliste et insuffisamment ouvert sur le monde et ses évolutions. A tel point que certains renoncent à la prêtrise pour rentrer dans le monde, et les plus inflexibles sont exclus. Or, la classe d'âge la plus importante parmi les prêtres impliqués dans la mise en place de la JAC dans le Cantal a été formée à cette époque. Un semblable état d'esprit ne paraît pas être la norme aux mêmes époques au Grand séminaire de Rodez, où règne une piété plus traditionnelle, d'après la monographie que lui a consacré le chanoine Cance[656].

*

Plus que l'âge, plus que la position dans un organigramme diocésain, les facteurs déterminants de l'implication d'ecclésiastiques dans le lancement de la JAC/F semblent davantage avoir été les conditions générales d'apostolat dans le diocèse, la formation reçue, l'insertion, pour les Aveyronnais, dans des réseaux d'influence extérieurs. Le clergé jaciste des premiers temps s'est ainsi retrouvé en situation de symbiose avec ses confrères, dans le Cantal, et de concurrence en Aveyron.

Conclusion

Sylvain Maresca pensait pouvoir expliquer « le succès de la JAC dans les années 50 comme la rencontre des deux groupes les mieux faits pour se rencontrer : les plus isolés des agriculteurs aisés, avides d'intégration sociale et de légitimation, et les plus en pointe des

[655] Chassang, P., Le grand séminaire de Saint-Flour. Trois siècles d'une riche et féconde histoire (1651-1959), Saint-Flour, chez l'auteur, 1994, p.94-95.
[656] Cance, chanoine A., *Séminaires en Rouergue,* Rodez, imp. P. Carrère, 1970.

paysans moyens, avides de promotion »[657]. Après ce que nous venons de voir, il est possible de se demander si ces deux logiques – réintégration sociale ou promotion – ne cohabitent pas dès l'origine. Les dirigeants cantaliens d'avant-guerre apparaissent plus " mûrs " que leurs compagnons rouergats, issus de familles relativement bien installées dans l'agriculture, dans des communes peu marquées par l'exode rural, des familles souvent bien reliées aux réseaux sociaux locaux, plus libres dans leurs marges de manœuvre qu'en région de famille souche dominante. Faut-il rapprocher ce constat du fait que le Cantal se distingue au sein de la France méridionale par la présence d'exploitations bien plus étendues que la moyenne, conduisant à une certaine parenté dans les types d'engagement, avec ce qui a pu être constaté dans le Bassin parisien et ses marges ? Les balbutiements aveyronnais, conformes à l'exercice traditionnel d'un encadrement social organisé par la notabilité – sous l'autorité de Robert Laurens – , ne sont-ils pas eux aussi localisés de façon significative dans une sous-région d'économie pastorale liée au système des grandes estives cantaliennes[658] ? S'occuper de la JAC, ce pouvait être là participer à la reproduction d'un statut, ou au renforcement de la logique d'ascension déjà enclenchée dans la famille, a fortiori chez les jeunes filles, dont les parents sont moins liés au milieu agricole. En revanche, en Aveyron, s'est plutôt imposée l'idée d'une fragilisation sociale de certaines familles de dirigeants – et parfois, dans le Cantal, celle d'une fragilisation personnelle, au sein d'une famille « bien installée », en raison d'une position de cadet, ou d'un handicap. Adhérer à la JAC, ici, ce pouvait être davantage tenter de prendre sa revanche sur la vie. En Ségala, cet engagement a pu se voir porté, en outre, par une tradition optimiste de lutte pour la survie agricole.

Cette différence peut ainsi expliquer le contenu divergent, d'un diocèse à l'autre, de l'approche du monde rural au sein de la Jeunesse catholique rurale puis de la JAC, telle que nous l'avions constatée dans les chapitres précédents : dans le Cantal, il s'était agi de discuter déjà en " techniciens " ; en revanche, en Aveyron, l'aspect sensible, identitaire, plus flou, devait primer : il fallait, déjà, exister, sans remords, avant de chercher à progresser dans sa technique. Le fait de se situer dans un cas comme dans l'autre dans des zones « plus agricoles », voire « plus prospères » que la moyenne, ne vient pas contredire ces hypothèses explicatives : les uns pouvaient participer de cette prospérité relative, les autres s'en sentir exclus, alors que le cadre agricole, voire l'ouverture à la circulation des idées, suscitaient dans un cas comme dans l'autre une prise de conscience.

---

[657] *Les dirigeants paysans, op. cit.*, p. 141.

[658] La famille Laurens possédait une propriété de 150 ha, comprenant une « montagne » (terres d'estive) avec burons dans le Cantal, d'où elle était originaire, descendant des seigneurs de Dienne (entretien avec Robert Laurens, sept. 1999).

Tout cela peut aussi contribuer à expliquer pourquoi nous avons relevé à plusieurs reprises des indices d'un développement de la spécialisation rurale « par le centre » dans le Cantal, et « par la périphérie » en Aveyron. Néanmoins, sur ce point précis, l'importance de la résistance opposée à la spécialisation dans ce dernier département semble avoir joué un rôle plus manifeste. Cela conduit à se demander si cette résistance n'a pas aussi dessiné en partie les logiques sociales à l'œuvre, en repoussant longtemps à la marge l'adhésion à la JAC/F.

Deuxième partie

1939/40-1954
Construire le grand mouvement de la jeunesse rurale

Chapitre 4

1939/40-1942

Croître pour subsister

Si l'historiographie de la jeunesse sous le gouvernement de Vichy est déjà relativement abondante[659], l'histoire spécifique de la JAC/F pendant cette période demeure, elle, assez mal connue[660].

La guerre aurait pu porter un coup fatal à la JAC et plus encore à la JACF, dans la plus grande partie de cette France du Sud où elles n'étaient pas encore solidement établies, voire, où elles ne faisaient qu'amorcer leur développement[661].

En effet, avec la défaite française, le destin de la JAC/F s'est trouvé fractionné. En zone nord, où le mouvement s'était essentiellement établi jusque là, l'occupation entraîna l'interdiction de toute activité associative, du fait de l'ordonnance allemande du 28 août 1940[662]. JAC et JACF adoptèrent une semi-clandestinité pour poursuivre leur action, avec l'appui de l'Assemblée des cardinaux et archevêques, qui mettait l'accent sur la notion de « mandat » confié aux mouvements, pour tenter de les protéger grâce à cette tutelle ecclésiale[663]. Plus d'insignes, plus de journaux spécifiques[664] ni de réunions de masse. Malgré la présence à Rennes du secrétariat officieux pour la zone nord, Robert Fort décrit une JAC

---

[659] Pour s'en tenir aux principaux ouvrages : Halls, W. D., *Les jeunes et la politique de Vichy*, Paris, Syrons/Alternatives, 1988, 502 p. [1e édition : *The Youth of Vichy France*, Oxford University Press, 1981] ; Giolitto, P., *Histoire de la jeunesse sous Vichy*, Paris, Perrin, 1991, 699 p. ; Dereymez, J.-W., dir., *Être jeune en France (1939-1945)*, Paris, L'Harmattan, 2001, 352 p.

[660] Une seule brève tentative synthétique : Gasiglia, B., « La JAC, 1939-1945 », in Dereymez, J.-W., dir., *Être jeune en France (1939-1945)*, Paris, L'Harmattan, 2001, 352 p. : p. 217-224. Il faut, sinon, glaner les informations, qui demeurent souvent éparses, dans des monographies locales.

[661] Cf. Cholvy, G., *Histoire des organisations…, op. cit.*, p. 277-278.

[662] Cholvy, G. *Histoire des organisations…, op. cit.*, p.272 ; Duquesne J., *Les catholiques français sous l'occupation*, Paris, Grasset, 1986, 457 p., p. 185-190.

[663] Déclaration du 23/04/1941. Et ce, malgré les récriminations véhémentes du Secrétariat général à la jeunesse, malgré l'arrestation par la Gestapo, en mai 1941, du président et du secrétaire national, et malgré les perquisitions qu'eurent à subir plusieurs fédérations dans des diocèses de l'Ouest et du Centre [Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p.257-261, 284-285 ; Cholvy, G. *Histoire des organisations…, op. cit.*, p.277-278 ; Duquesne J., *Les catholiques français sous l'occupation*, *op. cit.,* p. 185-190].

[664] « Alors que la zone sud avait conservé le journal de la JAC, *La Jeunesse agricole*, la zone nord utilisait une édition *Jeunesse* de *Foyer rural*, journal du MFR » (Colson, R., *Un paysan face à l'avenir rural. La JAC et la modernisation de l'agriculture*, Paris, Epi, 1976, 319 p., note p. 23)

bretonne vivant en retrait, ne se montrant guère, par peur de l'occupant, et ne réapparaissant réellement au grand jour qu'à la Libération[665]. L'espace pionnier que constituait pour la JAC le Nord de la France a donc vu son développement réfréné, alors que dans la zone sud, où une relative liberté était laissée aux mouvements catholiques spécialisés[666], le RP. de Bigü installa un secrétariat national officiel, à Lyon. La presse jaciste continua à y paraître, malgré une chute vertigineuse du nombre d'abonnés en raison de la perte des nombreux lecteurs de la zone nord. Cantal et Aveyron se rapprochaient ainsi du centre décisionnel. A la Libération, la JAC devait d'ailleurs reconnaître combien « la présence du secrétariat à Lyon a été un grand bienfait pour la zone sud : plusieurs fédérations doivent leur naissance au rapprochement du national »[667].

A priori, au moins jusqu'aux désillusions de 1941-42[668], le terreau vichyssois paraissait fertile, pour un mouvement de jeunesse agricole et catholique. Le Maréchal disait placer dans les jeunes ses espoirs de régénération morale du pays[669]. Une certaine convergence idéologique semblait se dessiner, puisqu'il exaltait lui aussi la terre et la famille[670]. L'Eglise pouvait paraître proche du nouveau régime[671]. Pourtant, l'ombre des groupes de pression anticléricaux proches du pouvoir, partisans d'une jeunesse unique, planait toujours. Avant d'être requis pour le Service du travail obligatoire, les jeunes le furent pour les « chantiers » ; ils eurent à souffrir des carences alimentaires, de l'interdiction des bals, pouvant peiner à reconnaître dans la politique de Vichy la manifestation d'une bienveillance

---

[665] Fort, R., *Ils ont révolutionné le monde rural. L'aventure de la JAC en Bretagne (1930-1970), op. cit.,* p.18-19, 30-31.
[666] Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 261-262.
[667] Cité par Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 285.
[668] *Cf.* Paxton, R.-O., « La coupure décisive pour Vichy (novembre 1942). L'Etat français vassalisé », in Azéma, J.-P. et Bédarrida, F., *La France des années noires*, t. 2, Paris, Seuil, 2000, p. 11-39.
[669] Dereymez, J.-W., dir., *Être jeune en France (1939-1945)*, Paris, L'Harmattan, 2001, 352 p., notamment p. 43-45 ; Giolitto, P., *Histoire de la jeunesse sous Vichy*, Paris, Perrin, 1991, 699 p. (notamment, chap. 14 et 15) ; Halls, W. D., *Les jeunes et la politique de Vichy*, Paris, Syrons/Alternatives, 1988, 502 p. [1e édition : *The Youth of Vichy France*, Oxford University Press, 1981] (notamment, chap. 5) ; Cholvy, G., *Histoire des organisations…, op. cit.,* p. 271-273 . Pourtant, le Front populaire avait déjà engagé, lui aussi, une action gouvernementale en direction de la jeunesse.
[670] *Cf.* Yamane H., thèse citée, p. 204 : « Quand vint Vichy, la JAC, anti-communiste, anti-libérale, n'allait-elle pas être prédisposée à recevoir favorablement cette « révolution nationale » dont le chef exaltait la dignité paysanne et voyait dans le redressement de l'agriculture le gage d'un renouveau ? » .
[671] Néanmoins, comme s'est employé à le montrer Etienne Fouilloux (*Les chrétiens français entre crise et libération, 1937-1947*, Paris, Seuil, 1997, 293 p. [notamment chap. 7, 8 et 12, p. 129-130]), dans les rapports entre l'Eglise et Vichy, « l'image de la courroie de transmission politique », souvent employée, « paraît excessive, [même si] celle de la courroie de transmission idéologique, en revanche peut être retenue, jusqu'en 1941-42 au moins ». « Vichy n'est pas un Etat clérical, mais un régime tiraille entre des groupes de pression dont la plupart se méfient des prétentions cléricales. L'Eglise de France n'est pas prête, malgré son engouement pétainiste initial, à lui sacrifier ses convictions ni ses intérêts propres ». Voir aussi Cointet M., *L'Eglise sous Vichy. 1940-45. La repentance en question*, Paris, Perrin, 1998, 404 p. ; Fouilloux, E., *op. cit.* ; Duquesne J., *Les catholiques français sous l'occupation*, *op. cit.* ; Monclos, X. de (dir.), *Eglises et chrétiens dans la IIe guerre mondiale. La région Rhône-Alpes. Actes du colloque de Grenoble, 1976*, Lyon, PUL, 1978, 384 p.

envers la jeunesse[672]. Entre la faveur proclamée et la contrainte ou le péril ressentis, comment la JAC/F allait-elle se positionner ? Quel devait être le principal moteur de la poursuite de son essor : profiter d'une fragile rente de situation, ou se prémunir contre les dangers pressentis ?

Car pour la JACF, il s'agit encore de mettre en place les premières équipes à part entière. Au sein de la branche masculine, la mobilisation ou la réquisition de responsables ont forcément entraîné un « appel d'air », disloquant au moins en partie les équipes pionnières. Celles-ci se sont-elles vraiment, de ce fait, retrouvées « plus représentatives » de la masse des jeunes ruraux qu'elles ne l'étaient jusque là[673] ? Dans le Cantal où, sans être forcément des « notables », les premiers dirigeants étaient souvent des enfants de paysans plus « assis », assiste-t-on vraiment à une « démocratisation » ? Et en Aveyron, où dès le départ les responsables apparaissaient comme socialement plus isolés, y a-t-il simple continuité de l'encadrement ?

Toujours est-il qu'en situation de guerre, de pénurie, de restrictions, de repli sur la vie locale, la JAC/F a l'occasion de s'impliquer comme jamais dans des actions de solidarité en liaison avec la Légion et le Secours national, ou de proposer des loisirs « moralement acceptables » dans des villages où il est souvent difficile d'exprimer une joie de vivre[674]. Cette fonction d'organisation-recours et d'espace de liberté, fruit, avant tout, de la conjoncture, n'a-t-elle pas joué finalement un rôle essentiel, pour asseoir la JAC/F dans le paysage institutionnel des campagnes, et pour ancrer chez ses animateurs la « volonté de transformer les conditions de vie des jeunes ruraux » comme « l'un des objectifs essentiels » du mouvement[675] ?

---

[672] *Cf.* Dereymez, J.-W., *op. cit.*, p. 46-47.

[673] Pour certains auteurs, la guerre marqua en effet le passage d'une JAC tenue par l'élite du monde rural, à une JAC de petits et moyens paysans [Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 286 ; Colson, F., « La JAC : une pédagogie au service d'un projet humaniste. Analyse des méthodes pédagogiques et du contenu de la formation mise en œuvre par la JAC 1929-45 », art. cité, p.217].

[674] Pour J.-Cl. Boulanger, la guerre marque par ailleurs le moment où la JAC/F « s'oriente vers des réalisations concrètes (…) pour répondre aux besoins de la masse » (thèse citée, p. 286).

[675] Colson, F., « La JAC : une pédagogie au service d'un projet humaniste. Analyse des méthodes pédagogiques et du contenu de la formation mise en œuvre par la JAC 1929-45 », art. cité, p.216.

A – La période de l'essor décisif

1 – La « drôle de guerre » : parenthèse ou nouveau creuset ?

a) Un fléchissement de l'activité des groupes de jeunesse catholique

En toute logique, la guerre entraîna un fléchissement de l'activité. L'investissement dans des tâches de solidarité de ceux qui étaient restés, l'hémorragie de forces vives, cadres et aumôniers[676], tout cela joua pour réduire le rythme des réunions, voire pour mettre certains groupes en sommeil. En Aveyron, début décembre 1939, le comité fédéral de la JAC fit un bilan de l'état des quelques sections jacistes : sur les neuf affiliées, seules trois continuaient à fonctionner sans trop de problèmes ; les six autres ne donnaient plus de nouvelles ou étaient totalement désorganisées par la mobilisation de la plupart de leurs membres[677] ; proportions que l'on pourrait envisager d'étendre aux autres groupes de jeunesse catholique, affiliés ou non…

L'impact immédiat de la guerre peut être saisi à travers l'évolution du nombre de réunions jacistes d'importance diocésaine. Comme nous pouvions nous y attendre, dans les deux départements étudiés, le recul apparaît plus marqué au sein de la jeunesse masculine, qui pâtit directement de la mobilisation : par rapport à la moyenne des années d'avant-guerre, on compte en 1940 environ 45 % de réunions en moins (- 44,4 % dans le Cantal ; - 47,4 % en Aveyron). Au sein de la jeunesse féminine en revanche, le nombre de rencontres diminue seulement du tiers (- 35 % dans le Cantal ; -33,2 % en Aveyron), alors qu'elles étaient déjà deux fois plus nombreuses que les réunions masculines avant-guerre.

L'évolution du nombre de groupes de jeunesse catholique, telle que nous l'avons reconstituée (Documents A-2-2-1 et suivants en annexe, p. 603-604), montre pour sa part davantage l'impact *à terme* de la « drôle de guerre ». Nous n'avons en effet retiré, pour l'année 1940, que les groupes qui n'avaient pas survécu au-delà : c'est donc la "mortalité des groupes" à l'occasion du conflit, que nous avons enregistrée. Ici, c'est la variable départementale qui prime, suggérant que le type d'organisation mise en place localement est déterminant pour pouvoir offrir ou non une résistance efficace et durable face à l'imprévu. Ainsi, la capacité de résistance aveyronnaise est manifeste, puisque la "mortalité définitive" des groupes féminins est quasi nulle (-0,9 %), la résistance masculine étant à peine plus faible,

---

[676] Pour l'Aveyron, pas moins de 400 prêtres, soit les deux tiers de ceux qui sont affectés en paroisse, ont quitté le diocèse, mobilisés [JR, fin 1939]. Sous toutes réserves, des données (peut-être partielles ?) concernant 11 doyennés cantaliens en novembre 1939, permettent de relever seulement 8 % de prêtres en paroisse mobilisés [SC 02/11/1939].

[677] JR, fin 1939 et 01/1940.

avec juste 3 % de disparitions définitives[678]. En revanche, dans le Cantal, la "mortalité" des groupes a été forte, avoisinant les 10 % (8 % pour les jeunes gens, 11 % pour les jeunes filles). La mortalité très inégale selon le département laisse supposer un maillage diocésain déjà bien plus efficient en Aveyron, davantage capable de maintenir les organisations féminines – notamment par le biais des dirigeantes formées à la prise de responsabilités dès l'époque de l'abbé Carnus –, et de remettre sur pieds rapidement les groupes masculins, une fois le conflit passé[679].

b) Mais une poursuite inéluctable du cheminement vers la JAC/F.

La progression de la JAC a-t-elle pour autant marqué le pas, dans ce contexte de décélération plus ou moins prononcée de l'activité des organisations de jeunesse catholiques ? En fait, la logique en œuvre n'est pas celle des branches (masculine ou féminine), ni même propre à un diocèse. Elle est celle de chaque organisation spécifique, dans son diocèse particulier, en totale fidélité avec l'orientation qu'elle avait prise avant le conflit.

Dans le Cantal, parmi les groupes de jeunesse catholique masculine, la part des groupes jacistes, déjà importante (74,5 %), augmente peu (elle passe à 81 %). En réalité, en valeur absolue, il y a exacte stabilité. La « mortalité » relativement importante des groupes semble avoir correspondu ici en grande partie à la disparition des entités les plus marginales, peut-être déjà moribondes car tenues par des militants plus âgés (?). En revanche, le noyau le plus vigoureux bénéficie du soutien qu'apporte la présence continue dans le diocèse du nouvel aumônier, l'abbé Bouard, non mobilisé. Qui plus est, alors que la plupart des membres du comité fédéral sont appelés, l'actif secrétaire diocésain de la JAC, Paul Besse, handicapé, échappe au front, de même, vraisemblablement, que le président Poignet[680]. Dès septembre 1939, l'abbé Bouard et Paul Besse ont pu appeler à la reprise des activités, à la relève par les plus jeunes, à l'investissement dans l'aide aux soldats et à leurs familles[681]. Cette pérennité au

---

[678] Cela montre tout de même que dans un seul département, l'hypothèse de la différenciation sexuelle peut se montrer efficiente

[679] A l'explication par le maillage *existant*, permettant de comprendre les continuités entretenues et les redémarrages, faudrait-il ajouter une explication par l'âge des militants ? Si les données établies pour les dirigeants diocésains d'avant guerre sont valables aussi pour les cadres (et militants) locaux, ceux-ci seraient plus âgés dans le Cantal, donc auraient été plus exposés à la mobilisation. Qu'ils aient été faits prisonniers ou non par la suite, peu importe, la guerre aurait constitué pour eux une rupture suffisante pour ne pas poursuivre leur fréquentation régulière de la jeunesse catholique, d'où des interruptions définitives, mais localisées. Pourtant, là encore resterait à expliquer la mortalité supérieure des groupes féminins, alors que celles qui les composaient, par définition n'ont pas été touchées par la mobilisation…

[680] SC 25/01/1940.

[681] JA 09/1939.

sommet de l'organisation diocésaine a sans doute atténué l'importance des disparitions de groupes masculins, par rapport à ce qu'a connu la jeunesse féminine cantalienne.

En effet, l'aumônier diocésain de cette dernière, l'abbé Joubert, était, pour sa part, mobilisé. Outre le congrès diocésain prévu pour septembre 1939, l'ensemble des réunions cantonales et des sessions envisagées sont donc, temporairement, ajournées. L'aumônier demande « aux jacistes de se conformer aux avis, indications, activités, indiqués dans le journal [national] *La jeunesse agricole* »[682]. La priorité va d'abord à la gestion du quotidien : « Vos occupations vont s'accroître du fait du départ d'un grand nombre d'hommes. Vous ne bouderez pas à la besogne. Et vous continuerez le geste sublime dans sa simplicité de vos mères qui pendant la dernière guerre surent tenir aux champs et à la moisson », recommande l'abbé Joubert lors de son départ[683]. Pourtant, dès février 1940, en son absence, la JACF, qui ne disposait que de structures informelles dans le diocèse[684], voit son organisation formalisée, avec la désignation d'un bureau. L'abbé Joubert est de retour en mai[685], et l'action reprend dès lors son cours antérieur. Fin 1940, nous pouvons constater que l'élan vers la spécialisation jaciste entamé en 1938 s'est poursuivi, efficacement, malgré le contexte : la part de groupes féminins à pratique jaciste passe de 20 % à 54,5 %[686].

Le phénomène est assez similaire au sein de la jeunesse catholique masculine aveyronnaise. D'un peu plus de 15 % en 1939, les groupes à pratique jaciste passent à 35,5 % des effectifs en 1940[687]. Passés les premiers temps de désorganisation complète, un comité diocésain restreint de l'ACJF avait été réuni, fin 1939, sous l'autorité de Jean Maisonabe[688]. Il avait invité les groupes sans aumônier à rejoindre ceux qui avaient conservé le leur… Pour la JAC, c'est Jean Galaup, l'ancien secrétaire provisoire du milieu de la décennie, qui reprend du service. Il réunit début décembre ce qui restait du comité fédéral. La quasi totalité des responsables fédéraux de la JAC étant mobilisés, un nouveau comité fédéral « de guerre » est mis en place début 1940. Il ne comprenait qu'un sortant de l'ancien comité, André Viguié, de Rieupeyroux, placé comme président par intérim[689]. C'est dire combien la rupture est franche

[682] EA 10/1939.
[683] EA 10/1939.
[684] A l'échelon fédéral, elle s'incarnait jusque là essentiellement dans sa présidente Melle Ratié et dans l'aumônier
[685] Il est présent à la journée de le jeunesse catholique féminine, le 16 mai 1940, à Mauriac.
[686] Sans que la disparition de groupes marginaux ne puisse expliquer l'ampleur de cette extension relative de la pratique.
[687] Ce qui correspond essentiellement au basculement, vers cette catégorie, de groupes « hors contact » ou « sans pratique régulière », la perte étant ici très marginale.
[688] JR fin 1939.
[689] JR 02/1940 et 04-05/1940.

et marquée pour la fédération aveyronnaise[690], comme ce fut en grande partie le cas dans la fédération voisine de l'Hérault[691] : une équipe peu expérimentée, très jeune aussi, puisque composée de non mobilisés, y prit pareillement les rênes de la JAC…

Parallèlement, le démarrage féminin en faveur de la JACF n'était toujours pas effectif en Aveyron[692]. Néanmoins, en février 1940, la session de formation militante annuelle de la Jeunesse féminine catholique aveyronnaise avait été l'occasion d'évoquer les divers « mouvements nationaux » : JOCF, Guides et Noël. La JACF n'était toujours pas à l'ordre du jour. Pourtant, c'était l'occasion de constater que désormais, en accord avec l'aumônier diocésain, l'abbé Lapeyre (mobilisé lui aussi), la présidente de la Jeunesse féminine catholique aveyronnaise, M^elle^ Bonnefous s'était clairement ralliée à la spécialisation : l'opposition, portée par une jeune fille du groupe de St-Affrique, où exerçait désormais l'abbé Carnus, était contrée sans concession, pour ne plus réapparaître par la suite[693].

*

Excepté, donc, le cas des jeunes filles de l'Aveyron, cette continuité des tendances et des rythmes de conversion au jacisme montre que la dynamique n'est pas enrayée. Les départs, la moindre vitalité, les quelques interruptions définitives, les silences plus fréquents encore, ne doivent pas masquer l'essentiel : dans la majorité des cas, le travail continue, même avec les « moyens du bord » et au prix d'une régularité très épisodique.

Dans le Cantal, à l'occasion, la disparition de groupes de faible vitalité établit peut-être des bases plus saines pour un nouveau départ. En outre, à la tête de la JAC, la continuité a été assurée. Quant à la JACF, elle s'est enfin dotée d'une direction formelle. C'est donc d'abord la guerre qui pousse les autorités diocésaines à renforcer l'organisation, autant pour maintenir que pour rétablir un contrôle, un encadrement. Formaliser les structures, former un bureau, dès février 1940, revenait autant à pérenniser qu'à multiplier les relais. La JAC aveyronnaise présente une évolution assez voisine : la reprise s'effectue après un passage à vide de

[690] Qui plus est, en l'absence de l'abbé Carbonnel, qu'on ne voit réapparaître dans les réunions qu'en décembre 1940, un aumônier par interim avait aussi été nommé : l'abbé Garric (JR 01/1940), légèrement plus jeune (33 ans contre 37), présenté comme très actif, à l'esprit ouvert, proche des jeunes, créateur d'une équipe de foot ; il possédait certes une expérience jaciste à St-Félix-de-Rignac, mais comme les jeunes qu'il encadrait, il était appelé à prendre subitement (dans son cas, pour peu de temps) des responsabilités diocésaines importantes, sans jouir d'une expérience préalable.

[691] Prat, G., *L'Action catholique rurale dans l'Hérault : de la JAC au MRJC*, mém. cité, p.62-63. Néanmoins, quelques anciens, réformés, rejoignirent assez vite la nouvelle équipe et purent l'épauler.

[692] Nous ne relevons encore qu'un groupe jaciste assuré, et la quasi totalité des autres demeurent « hors contact ».

[693] FF 05/1940. Rose Gil, vice-présidente du cercle de St-Affrique, mettait en garde contre les « fougueuses initiatives qui doivent être tempérées par la discipline et canalisées selon les ordres de la hiérarchie » ; elle se voyait répondre par Melles Bonnefous et Vincens que l'on devait « élargir son horizon par la greffe des diverses sections des mouvements nationaux », et que l'apostolat devait « être adapté suivant l'âge, le milieu », « souple dans ses méthodes » tout en « rest[ant] immuable dans ses principes ».

quelques mois, en décembre 1939, et passe par un renouvellement quasi complet des cadres. Dans ces deux derniers cas, la guerre marque une rupture dès la phase du conflit de 1939-1940. Elle permet de reprendre rapidement le cheminement à marche forcée vers la spécialisation, avec des équipes partiellement renouvelées, pour lesquelles sans doute, la JAC s'impose davantage comme une évidence, alors que les anciens cadres avaient eu à affronter les diverses luttes autour de la spécialisation. Il est vrai que la jeunesse féminine aveyronnaise attend toujours un facteur déclenchant pour promouvoir la JACF, mais le ralliement à la spécialisation est enfin effectif. Certes, l'ampleur différenciée de la conversion des groupes au jacisme porte la marque d'histoires différentes, et montre que l'on est encore dans la phase de basculement progressif[694]. Mais globalement, à l'échelle des deux diocèses étudiés, les groupes à pratique jaciste sont passés d'un peu moins de 18 % en 1939, à 30 % de la totalité des groupes de jeunesse catholique rurale, tant masculins que féminins, fin 1940. Le fil n'a jamais été rompu.

2 - Les premières années du régime de Vichy : l'essor subit

a) 40 % de groupes en plus

Les années 1941 (principalement) et 1942 (de façon plus atténuée) marquent un redémarrage subit et de forte ampleur des créations de groupes de jeunesse catholique rurale (Documents A-2-2-1 et suivants en annexe p. 603-604). Pour la jeunesse masculine des deux diocèses étudiés, tout comme pour la jeunesse féminine cantalienne, cela se traduit par une multiplication par 1,4 du nombre de groupes ruraux – jacistes ou non – rencontrés à la veille de la guerre, ce qui suppose donc un élan encore plus marqué dans le Cantal, puisque le dixième des groupes environ y avait disparu lors du conflit. Un nouveau seuil est franchi, et au-delà de 1942 en revanche, le palier atteint n'est plus dépassé, ou peu s'en faut : pour la jeunesse masculine, autour de 240 groupes en Aveyron, soit 37 % des paroisses mais 54 % des communes, et autour de 105 dans le Cantal, soit 33 % des paroisses (la moitié de celles pourvues d'un desservant) et 34 % des communes ; soit, des taux de pénétration assez proches. Pour la jeunesse féminine cantalienne, le total oscille autour de 155-160 groupes, soit la moitié des paroisses et des communes[695] (et 78 % des paroisses desservies). En revanche, la

[694] La pratique jaciste touche plus de 80 % des groupes masculins et près de 55 % des groupes féminins dans le Cantal, plus de 35 % de ceux de la jeunesse masculine aveyronnaise
[695] 52 %.

jeunesse féminine aveyronnaise, parce qu'elle est déjà très largement implantée, se distingue en enregistrant une hausse beaucoup plus modérée, autour de + 10 %[696].

L'essor important du total des groupes à cette époque s'est aussi accompagné du basculement cette fois décisif vers la spécialisation, tant pour les nouveaux que pour les anciens groupes (Documents A-2-2-1 et suivants en annexe p. 603-604).

Pour la jeunesse catholique rurale masculine du Cantal, déjà « convertie » depuis longtemps, la question du « basculement », à vrai dire, ne se pose guère. De 80 % de groupes où la pratique jaciste régulière est assurée, en 1940, on passe en 1941 à près de 95 %, aucun ne demeurant en dehors de tout contact avec la JAC : autant dire que la conversion est complète, et renforcée par l'adhésion directe à la JAC des groupes nouvellement constitués[697].

Le profil est assez semblable pour la jeunesse masculine aveyronnaise et la jeunesse féminine cantalienne, dont l'engagement dans la voie de la spécialisation, quoiqu'antérieur à la guerre, avait été hésitant ou récent. Outre la part non négligeable de groupes demeurant totalement à l'écart de la spécialisation[698], celle des groupes "en contact" avec la JAC/F sans en avoir pour autant adopté les pratiques, restait conséquente[699]. Les années 1941 et 1942 enregistrent, concurremment avec la forte hausse des effectifs, l'envol de la part des groupes à pratique jaciste régulière, qui dépassent dès lors les 80 % des effectifs[700], contre moins de 20 % en 1939 : le taux de conversion au jacisme de la jeunesse masculine cantalienne est quasiment rejoint.

Quant à la jeunesse féminine aveyronnaise, elle s'inscrit à ce moment là dans un schéma de conversion brusque, semblable à celui enregistré avant la guerre dans le Cantal : on enregistre alors une poussée forte à la fois de la part de groupes entrés en contact avec la JACF[701], et de ceux qui ont déjà adopté les méthodes et pratiques jacistes[702], pendant que la

[696] Et se stabilisant ensuite à + 13 %. Le maximum envisageable (si l'on tient compte du minimum de population nécessaire pour réunir un groupe viable de jeunes filles) avait été atteint dès les années 1930, où l'on oscillait déjà entre 230 et 300 groupes. Avec un maximum de 262 groupes (soit 40 % des paroisses) pendant la guerre, on demeure dans des niveaux comparables. D'ailleurs, la progression des effectifs de la jeunesse masculine aveyronnaise correspond à une sorte de "rattrapage", ceux-ci venant désormais frôler les taux d'encadrement paroissial de la JFCA, correspondant à un essor maximal. Phénomène qui n'a pas son pendant dans le Cantal, où l'écart reste proportionnellement constant entre le nombre de groupes masculins et féminins, au profit de ces derniers (effectifs approximativement égaux à 1,5 fois les premiers).

[697] Certes, l'année suivante, la pratique jaciste régulière n'est pas totalement assurée, dans la dizaine de nouveaux groupes, ce qui fait retomber les « pratiquants » autour de 85 % ; mais il est probable qu'il faille plutôt incriminer ici un défaut d'information.

[698] En 1940 : Aveyron [jeunes gens] = 11,9 % ; Cantal [jeunes filles] = 14,1 %.

[699] En 1940 toujours : Aveyron [jeunes gens] = 52,5 % ; Cantal [jeunes filles] = 31,3 %.

[700] En 1942 : Aveyron [jeunes gens] = 80,1 % ; Cantal [jeunes filles] = 90,4 %.

[701] Un peu plus de 25 % en 1942, contre moins d'1 % en 1940.

[702] Près de 40 % en 1942, contre un seul en 1940.

part de groupes hors spécialisation s'effondre[703]. La conversion, radicale, est cette fois essentiellement interne.

L'étude de l'évolution du nombre de sections affiliées permet de comparer l'essor enregistré dans le Massif central méridional à celui du pays, même si elle traduit moins bien la réalité du terrain que la notion large de « groupe à pratique jaciste » que nous avons employée jusqu'ici. Le nombre de sections masculines s'est davantage accru que le nombre total de groupes : dans le Cantal, + 50 %, en 1942, par rapport à 1939, et en Aveyron, + 67 %[704]. Plus instructif est de constater que cette croissance est, bien plus nettement encore, supérieure à celle des affiliations dans l'ensemble du pays, limitée à + 24 % en 1942 (par rapport, toujours, à 1939). Nous sommes dans cette France du Sud, où le développement de la JAC avait été tardif ; elle rattrape son retard, pendant que les jacistes de la zone occupée sont contraints à une quasi clandestinité. Et pour la JACF, le rattrapage par rapport à la moyenne du pays est encore plus impressionnant, sans aucune mesure cette fois avec l'augmentation du nombre de groupes : pour un indice 100 en 1939, les affiliations cantaliennes atteignent l'indice 1250 en 1942, contre 199 seulement pour la France. Quant aux jeunes aveyronnaises, qui n'avaient aucune section affiliée en 1940, elles obtiennent leurs deux premières en 1941, et en comptent déjà vingt en 1942.

Mais la section n'est plus autant qu'avant-guerre le cadre quasi unique de l'activité jaciste régulière à l'échelon local. La structuration en secteurs était déjà apparue depuis 1938. Ce n'était pourtant qu'une amorce : quatre secteurs pour chaque branche dans le Cantal, trois pour la seule JAC en Aveyron. Les années 1941 et 1942 marquent le démarrage réel : même si le seuil de stabilisation doit plutôt être atteint en 1943, on compte dans le Cantal une douzaine de secteurs masculins (total encore modeste, à l'image d'une pénétration en demi teinte), et une vingtaine de secteurs féminins ; en Aveyron, on atteint la trentaine pour la JAC, et six seulement pour la JACF.

Le secteur, correspondant souvent au canton, offrait un cadre plus souple aux activités jacistes, permettant de prendre pied dans des communes peu peuplées ou manquant de relais en nombre suffisant. Sa généralisation participait pleinement de la stratégie d'extension des mouvements de jeunesse catholique, et en même temps, s'appuyait sur les structures traditionnelles de sociabilité qui faisaient du canton un espace fondamental de la vie de

[703] 35 % en 1942, contre près de 99 % en 1940

[704] Cette majoration aveyronnaise rendant compte, ni plus ni moins, des hésitations passées qui sont alors rattrapées.

relation des campagnes, marquée par la fréquentation des marchés, des quelques commerçants du chef lieu, parfois des foires.

A cette extension dans l'espace, les responsables tentèrent d'ajouter un début d'extension en direction de nouvelles classes d'âges.

b) Préparer une relève ?

La prise en compte de l'enfance par la JAC/F des deux diocèses étudiés avait été, avant la guerre, quasiment nulle. Un seul groupe pionnier, éphémère, de PréJAC, a pu être repéré, à St-Santin-Cantalès dans le Cantal, en 1934[705]. En fait, au niveau national, un accord, en 1937, avait rapproché les Cœurs vaillants de la JAC, prévoyant notamment de reconnaître comme préjacistes les groupes ruraux de Cœurs vaillants effectuant le travail proposé à cette fin dans leur bulletin, ouvert à la JAC. De fait, l'élan « purement » jaciste en direction des enfants, déjà réduit, ne se trouvait guère encouragé. Mais dès 1938, et plus encore en 1939, la JAC avait repris son indépendance, suivie par la JACF, adoptant l'option du maintien de deux mouvements distincts[706]. C'est ainsi que, dans l'Hérault, la PréJAC avait été lancée en août 1939[707].

Le vrai démarrage de la PréJAC dans les diocèses étudiés se situe fin 1940, et en 1941-42, l'impulsion venant apparemment du national.

Dans le Cantal, c'est visiblement la traduction sur le terrain des consignes données à la session régionale d'étude de Brive fin 1940[708]. En mars 1941, trois groupes existaient[709]. Sept autres naquirent dans l'année. Parallèlement, la JACF créa un service Préjaciste[710], intégré en septembre dans le comité d'action. Dès avril 1941, sept sections sont connues[711]. Nous relevons une fois de plus la célérité dans l'application des consignes, qui s'insère cette fois dans une autre logique, celle d'accroissement massif des effectifs au cours de cette période. Les origines de l'implantation aveyronnaise de la PréJAC sont beaucoup moins

---

[705] Il avait été fondé par l'abbé Plantecoste, l'initiateur de la première section affiliée, et ne devait pas survivre à son décès.
[706] Feroldi, V., *La force des enfants. Des Cœurs vaillants à l'ACE*, Paris, Ed. de l'Atelier, 1987, p.87, 109-111, 157-158
[707] Prat, G., mém. cit., p. 62-64.
[708] Y participait une importante délégation de Cantaliens, en présence de l'aumônier et de responsables nationaux, qui intervinrent sur la PréJAC. A son retour, P. Besse, le secrétaire fédéral, appuya la formation de groupes (JA 05/1941).
[709] JA 03/1941.
[710] EA, 02/1941. Il est confié à Melle Jarrige, d'Ally.
[711] EA 04/1941.

renseignées[712]. La concurrence des groupes catholiques encadrant déjà l'enfance[713], en premier lieu des groupes de Cœurs vaillants et Ames vaillantes, beaucoup plus développés que dans le Cantal, a pu jouer négativement. Néanmoins, une enquête de 1942 portant sur 49 sections jacistes masculines aveyronnaises[714], montre que 12 % d'entre elles sont alors dotées d'un service de PréJAC[715].

Alors qu'elle commence à s'étendre en direction de l'enfance, la JAC/F ne se soucie encore guère de l'adolescence, considérée de façon spécifique[716]. A l'échelle nationale, les activités pour adolescents commencent juste à être lancées, et on ne peut donc guère parler de « retard » marqué de la région qui nous occupe[717]. En fait, la formidable extension du nombre de groupes, et parallèlement, de la JAC, a été prioritaire pendant cette période ; dans les larges mailles de son filet, la JAC venait quérir pêle-mêle, comme elle l'avait toujours fait, jeunes adultes et adolescents. Distinguer ces derniers n'aurait pas été un gage de plus grande efficacité, qui plus est dans une période où la détention en Allemagne de certains cadres a obligé à faire appel à des très jeunes pour exercer des responsabilités. Au contraire, aller vers les enfants, c'était étendre réellement le champ d'action à un nouveau public, et préparer une relève, préoccupation dont les dirigeants avaient compris l'importance, lorsque la pérennité de l'action avait été mise un temps en suspend, au début de la « drôle de guerre ».

---

[712] Mise à part la création isolée d'un groupe à Rieupeyroux fin 1940, par l'abbé Carbonnel en visite lors d'une permission. Cette création suggère au moins une certaine convergence chronologique.

[713] Pour les fillettes : Ames vaillantes, Croisées eucharistiques, jeunes de la JECF, cadettes moyennes du Noël, Jeannettes, unies dans la fédération des cadettes et benjamines de la Jeunesse féminine catholique aveyronnaise. Pour les jeunes garçons : Cœurs vaillants, Croisés eucharistiques, préjocistes, cadets de la JEC, louveteaux (Moizet, G., *Presse, Eglise catholique et opinion publique en Aveyron, 1938-1945*, mémoire de maîtrise, université de Toulouse, 1993, p.15).

[714] AMO, enquête nationale sur les activités des sections, 1942 (49 dossiers conservés, pour l'Aveyron).

[715] D'autre part, la JOC et la JEC du diocèse furent pourvues elles aussi, au même moment, de branches enfance. La JACF naissante demeurait en revanche à l'écart, l'objectif premier devant être plutôt d'assurer d'abord la transition vers le jacisme.

[716] Certes, avant la rentrée 1942, deux mentions d'initiatives nationales sont bien répercutées par la JAC cantalienne, mais sans effet. La première initiative nationale est une enquête sur « les adolescents et la JAC » en mai 1940 [JA 05/1940] ; fin 1941, la deuxième initiative consiste en la publication d'un plan de travail, destiné à des sections d'adolescents, que l'on invite à créer [JA 11/1941].L'enquête de 1942 sur les sections aveyronnaises montre que 4 % seulement ont un service adolescents formellement constitué.

[717] En 1937 apparemment [d'après le catalogue de la BNF], la JAC lance la revue *Semeur de France*, pour les adolescents, et plus tard *L'adolescent rural*, pour les dirigeants aînés qui les encadrent ; la JACF semble attendre la fin de la 2e guerre mondiale [D'après le catalogue de la BNF : janvier 1945] pour se doter de son bulletin pour adolescentes, *Semeuse de France*. Tant pour la JAC que pour la JACF, l'accélération de la production de publications semble correspondre en fait aux années de guerre : qu'il s'agisse de plans de travail annuels pour adolescents (1941 au plus tard), ou de manuels pour responsables [JA 11/1941, JR 10/1942, JA 12/1942]. En même temps, on repère à la même époque (à partir de 1942), au moins pour la JAC, les premières sessions de formation des responsables [JR 10/1942].

3 - Bilan du développement : analyse cartographique

Trois ensembles de cartes permettent de dresser un bilan dans l'espace de cet essor marqué des groupes de jeunesse catholique rurale en général, et de la JAC/F en particulier : le premier établit le niveau de pratique jaciste, le second compare la situation de 1942 avec celle de 1939, le troisième enfin, confronte le degré d'implication dans la JAC de la branche masculine et de la branche féminine (dossier cartographique en annexe : document A-2-2-2, p. 605-607).

a) En général, un essor par capillarité à partir d'implantations pionnières

En Aveyron, la JAC (masculine) s'est essentiellement renforcée à partir de ses bases originelles : là où le degré d'implication dans la JAC était déjà élevé, sont situées, à l'issue du conflit, outre de fortes concentrations de groupes « pratiquants », l'essentiel des sections affiliées[718]. Là où l'on relevait plutôt des groupes « en contact » avec la JAC mais sans pratique formelle[719], les méthodes jacistes ont été très largement mises en œuvre, mais sans aller jusqu'à l'obtention de l'affiliation. C'est significativement à la marge de ces ensembles, que sont essentiellement apparus les nouveaux groupes. La disposition, sur la carte, des communes qui les accueillent – en grappes ou en chapelets, ou colmatant une lacune – montre les logiques de capillarité qui furent à l'œuvre. Le contraste avec les communes ayant perdu leur groupe est flagrant : celles-ci sont la plupart du temps isolées, ce qui montre que dans ces localités, seuls avaient été en œuvre des facteurs strictement locaux. En outre, sur cette carte d'échelle communale, toutes les créations de groupes à l'intérieur de communes déjà pourvues nous échappent : or là aussi, la proximité jouait pour donner l'exemple. Des zones résistantes demeurent[720] : notamment les causses, en général peu densément peuplés[721], mais aussi des régions comme le Carladez ou le Bassin houiller[722], qui avaient pourtant servi de bases à certains des pionniers du jacisme. Elles sortent du champ jaciste dès lors que se met en œuvre une logique non plus personnelle, autour de quelques individualités marquantes – de

[718] Le Ségala avant tout ; une partie de la pointe nord constituée par la Viadène, l'Aubrac et la haute vallée du Lot ; les vallées de la Dourbie et de la Jonle à l'extrême Sud-est.
[719] Dans le Saint-Affricain, au Sud-ouest, et dans le nord du Lévezou.
[720] Dans le Sud-Lévezou et l'extrême Sud du Ségala (ensemble de communes en jaune ou rose sur la première carte) semble se dessiner un pôle de résistance cohérent, pourvu de groupes qui n'adoptent pas les méthodes jacistes tout en ayant été mis en contact (tardivement il est vrai) avec la JAC. Les autres espaces du département à être dans ce cas constituent en revanche des isolats dont on ne peut guère déduire des logiques géographiques.
[721] Notamment le sud du Larzac et, quoiqu'avec nuances, le Causse comtal et celui de Sévérac, ainsi que le Causse du bas-Quercy (ou de Limogne) à l'extrême Ouest.
[722] Le même phénomène de régression se retrouve d'ailleurs aussi sur le causse Noir.

jeunes notables, à l'occasion –, mais de groupe. Néanmoins, même dans les zones rétives[723], un mitage par des implantations jacistes s'esquisse : la densité de communes nouvellement pourvues en groupes de jeunesse catholique masculine, la plupart du temps jacistes, se renforce dans l'Est et le Sud du département, avec notamment tout un ensemble continu de communes dans l'extrême Sud-est. Peu à peu, le retard de l'implantation jaciste dans ces régions commence à s'atténuer

L'implantation de la JACF cantalienne ressemble beaucoup à ce schéma : à savoir, un maillage dense du département, avec quelques faiblesses partagées avec la JAC dans les zones de résistance traditionnelle, connues pour la plupart pour leur faible attachement à la religion, allant souvent de pair avec une inclination vers la gauche communiste et socialiste[724]. Plus étonnamment s'y ajoute la pointe sud-est, autour de Chaudesaigues, qui est pourtant la zone la plus pratiquante du département, en même temps que la plus conservatrice sur le plan politique : peut-être trop conservatrice, justement ? Sinon, par rapport à la situation antérieure à la guerre, pour la JACF cantalienne, il y a globalement continuité des aires d'implantations, mais avec un colmatage bien engagé des interstices[725], surtout dans la partie est de l'arrondissement de Saint-Flour.

Pour la JAC cantalienne, comme nous l'avions vu, l'avance préalable en matière de pratique jaciste n'a guère permis d'atteindre des taux de pénétration aussi importants que ceux de la jeunesse féminine catholique, malgré la forte progression des effectifs. La carte-bilan laisse apparaître de nombreux interstices voire sous-espaces où la JAC demeure absente[726]. Globalement, là aussi les zones pionnières ont servi de bases d'appui[727]. Les communes dotées de groupes nouvellement fondés s'y accolent par grappes et chapelets[728]. La pointe sud-est du département, autour de Chaudesaigues, restée vierge jusque là, est investie, même si la pratique jaciste n'y devient pas régulière. Il en va de même sur l'axe Saint-Flour-Margeride. Alors qu'avant guerre, c'était principalement l'Ouest du département qui avait été animé par les dynamiques jacistes, celles-ci se renforcent désormais à l'Est du Massif volcanique.

Au total, le niveau de pratique jaciste est à peu près équivalent entre les deux branches dans l'arrondissement d'Aurillac, et à l'Est dans une bande de territoire courant de Pierrefort à

[723] A l'exception pourtant des trois dernières.
[724] L'Artense, certaines marges frontalières du Limousin, le Cantalès notamment, le nord du Cézallier.
[725] Ou de zones plus étendues comme le cœur du volcan
[726] Notamment dans le Carladez, dans le Cantalès, dans la moitié nord de l'arrondissement de Mauriac, et de façon plus ponctuelle dans l'Est (Nord du Cézallier, partie de la Margeride
[727] La haute vallée de la Cère, le bassin d'Aurillac et la Châtaigneraie, la région de Pleaux-Mauriac, le Salersois, la planèze sud, la vallée de l'Allagnon.
[728] Notamment : Sud de la Châtaigneraie, Salersois, Sud du Cézallier.

la Margeride, l'implantation de groupes féminins y étant néanmoins plus importante que celle des groupes masculins. En revanche, dans la plus grande partie de l'arrondissement de Mauriac, et au cœur de l'arrondissement de Saint-Flour, la pratique jaciste est essentiellement masculine. Seul l'Aubrac cantalien est caractérisé par une touche quasi exclusivement masculine.

b) Une conquête centralisée : la JACF aveyronnaise

La carte de la pratique jaciste féminine en Aveyron enregistre naturellement le retard pris dans le démarrage de la spécialisation : les groupes demeurant à l'écart, ou n'ayant pas encore adopté les pratiques jacistes, sont encore nombreux. Mais la création de nouveaux groupes étant d'importance négligeable ici, le « progrès » vers la JACF est quasiment général. Pourtant, quelques différences notables apparaissent, par rapport aux cartes masculines, différences qui suggèrent que la porosité entre les deux branches a été dans l'ensemble réduite, et qu'il faut chercher des logiques propres au mouvement féminin, plutôt que supputer une exemplarité de la branche masculine. La zone de développement privilégié des groupes de jeunesse masculine, en général jacistes, longeait plus ou moins, en une large bande, la limite ouest du département, se prolongeant vers l'est par la haute vallée du Lot. En revanche, alors que le maillage du département par la jeunesse féminine est à peu près régulier, sauf (un peu) au Sud-est et dans l'extrême Ouest, la zone de conversion féminine au jacisme est circonscrite dans une zone positionnée à l'est, au cœur de l'Aveyron, entre le Lot au Nord et le Tarn au Sud, et de l'Est du Ségala à la Lozère. Un peu comme si ces conversions étaient, non pas comme pour la JAC le fruit d'expériences locales multiples en des noyaux pionniers dispersés, mais d'une action centralisée de propagande s'étant effectuée selon un mode radio-concentrique. Bref, « par le haut », plus que « par le bas ».

*

Ainsi, en comparant les cartes d'implantation de la JAC/F dans les deux départements étudiés, nous pouvons tout d'abord être frappés par le caractère « croisé » de la situation : c'est la JAC qui est la mieux implantée en Aveyron, et c'est, inversement, la JACF dans le Cantal. A ceci près que le potentiel de groupes de jeunesse féminine aveyronnaise appelés à se convertir prochainement à la JACF est très important, alors que l'essor de la JAC cantalienne semble pour l'instant avoir touché ses limites. De même, quelques zones de plus

en plus restreintes, pauvres et peu peuplées, ou peu pratiquantes, résistent encore. Néanmoins, l'impression générale qui se dégage, à l'issue de cette double progression des années 1941-1942 – progression en nombre de groupes et progression vers la JAC/F –, est celle d'un espace de plus en plus maillé (ou du moins « mité ») par les implantations jacistes, la JAC/F gagnant de plus en plus en ubiquité.

B - Les rouages de l'essor jaciste

Comment expliquer cet essor aussi marqué que subit ? Limitée dans le temps, l'accélération de l'implantation jaciste est nécessairement en rapport avec le contexte événementiel : la guerre, qui éloigne certains militants et en épargne d'autres ; le régime de Vichy, qui flatte et qui contraint à la fois.

1 – Le rapport à Vichy

Les historiens de la JAC ont fréquemment insisté sur une certaine convergence idéologique, *a priori*, avec Vichy : « La JAC, anti-communiste, anti-libérale, n'allait-elle pas être prédisposée à recevoir favorablement cette " révolution nationale " dont le chef exaltait la dignité paysanne et voyait dans le redressement de l'agriculture le gage d'un renouveau ? », écrivait Hiroko Yamane[729]. Pourtant, Etienne Fouilloux invite à tempérer l'image d'une Eglise « courroie de transmission » de Vichy[730], et Jean-Marie Guillon rappelle qu'« en *s'opposant* à la volonté d'unicité qui se manifeste alors du côté des syndicats *ou de la jeunesse*, les catholiques sont un frein à la fascisation du régime »[731].

a) Un maréchalisme affiché…

Pendant le cours de la guerre, la révolution nationale et le régime de Vichy, en tant que tels, n'occupent en fait qu'une place marginale dans le discours des fédérations jacistes étudiées : dans les pages de la presse militante féminine et masculine consacrées à la jeunesse rurale ou à l'ensemble de la jeunesse catholique, nous n'avons relevé pour les deux diocèses qu'une soixantaine de mentions très explicites – une quarantaine en Aveyron, et une vingtaine

[729] Yamane H., thèse citée, p.204.
[730] Fouilloux, E., *Les chrétiens français entre crise et libération, 1937-1947, op. cit.,* p. 129.
[731] Guillon, J.-M., « La philosophie politique de la Révolution nationale », in Azéma, J.-P. et Bédarrida, F., *Vichy et les Français*, *op. cit.*, p.168-183 [p. 175].

dans le Cantal[732]. Cette tendance, loin d'être originale, semble se retrouver dans la presse jaciste nationale[733]. En valeur absolue, cela peut paraître très faible. Pourtant, il convient de relever combien le simple fait d'évoquer ainsi le pouvoir, contraste avec la tradition de la jeunesse catholique, qui veillait jusque là à se tenir rigoureusement à l'écart du fait politique. Les convergences idéologiques, l'image forte du Maréchal, conduisent à transgresser un moment les pratiques habituelles.

A l'échelle diocésaine, dans la presse militante locale, ces allusions explicites au régime, à son chef, et à la teneur de son discours[734], sont surtout concentrées en 1941 et 1942, avant de connaître un brusque recul : nous relevons alors environ les deux tiers des mentions, toutes branches confondues, 80 % si l'on y ajoute l'année 1940. Les bonnes dispositions de la JAC/F à l'égard du nouveau pouvoir relèvent en grande partie de l'attachement manifesté à l'égard de la personne du maréchal Pétain, et de l'espoir qu'il incarne, évoqués trois à quatre fois sur dix dans les mentions relatives à la branche masculine, et une fois sur deux à deux fois sur trois dans celles issues des branches féminines[735]. Ces hommages sont surtout manifestes en 1940-1941[736], et deviennent plus rares par la suite, sans disparaître pour autant : vacillement mais maintien malgré tout de Pétain comme symbole après 1941, voilà qui rejoint les cycles généraux de l'opinion repérés par Pierre Laborie[737].

La convergence avec le discours du régime se fait essentiellement sur les thématiques relevant de sensibilités communes[738].

La défense des valeurs morales face à un esprit de jouissance proclamé responsable de la défaite (51,1 % des mentions), a constitué l'une des thématiques classiques dont on sait qu'elle a été grandement relayée par l'Eglise[739]. Thème légèrement plus fréquent dans le Cantal, thème essentiel au départ, il était en fait apparu dès avant Vichy, pour expliquer la

---

[732] Sans pouvoir garantir une totale exhaustivité, il s'agit au moins de la grande majorité des mentions. Pour s'en tenir à la presse masculine, l'estimation converge avec 2,4 % de l'espace des pages spécialisées pour le Cantal, 2,2 % pour l'Aveyron occupé par des articles spécifiquement consacrés à Vichy.

[733] Gasiglia, B., « La JAC, 1939-1945 », in Dereymez, J.-W., dir., *Être jeune en France (1939-1945)*, Paris, L'Harmattan, 2001, 352 p., p.219-220 : « les références explicites à Vichy dans les publications [jacistes] sont très peu nombreuses ».

[734] Exaltation / manifestation d'attachement à Pétain ; évocation de la Révolution nationale ; évocation du relèvement de la France à opérer ; appel à l'union face aux individualismes et aux rivalités (notamment politiques) ; valeurs morales à défendre face à l'esprit de jouissance. Pour une mise au point sur le contenu idéologique : voir Guillon, J.-M., « La philosophie politique de la Révolution nationale », art. cité.

[735] Et de façon cumulée, dans 46,8 % des allusions retenues.

[736] Elles vont alors souvent de pair avec la participation fréquente de la JAC/F à des cérémonies patriotiques, fête de Jeanne d'Arc ou visite dans les deux départements de Georges Lamirand, secrétaire général de la jeunesse,

[737] Laborie, P., *L'opinion française sous Vichy*, Paris, Seuil, 1990, p.233.

[738] Paxton, R.O., *La France de Vichy*, Paris, Seuil, 1973, p.152 ; Bédarrida, R., « Eglises et chrétiens », dans *La France des années noires*, Paris, Seuil, 2000, p.125.

[739] Laborie, P., *op. cit.,* p.225-228.

guerre tout simplement[740], et il s'efface progressivement, à partir de 1942, et plus encore de 1943.

La JAC/F des diocèses étudiés ne fait pas montre d'une foi dans l'avenir plus marquée que celle du reste de la population, contrairement aux conclusions avancées par Jean-Claude Boulanger dans son étude générale[741]. Ce n'est que tardivement, pas avant 1942, que sont diffusés les appels au relèvement de la France, naturellement fondé sur les valeurs spirituelles chrétiennes (44,7 % des mentions ; avec une prégnance plus affirmée en Aveyron). Enfin, l'appel à l'union face aux individualismes ne constitue qu'un thème de second ordre (14,9 % des mentions), prisé presque exclusivement en Aveyron en 1942. Ces thèmes prennent place, là encore de façon très classique, parmi les « facteurs d'entraînement » distingués par Pierre Laborie : « tout comme la mauvaise conscience dont elle est issue, le sentiment d'anéantissement amené par la défaite justifie l'obligation de procéder (…) au redressement intérieur contrecarré par l'irresponsabilité de l'''ancien régime''. (…) Dans les représentations dominantes de l'été 1940, les divisions antérieures sont devenues absolument inséparables des causes de l'effondrement. (…) Cette prise de conscience (…) débouche sur une profonde aspiration à la réconciliation dans l'unité nationale »[742].

Au-delà de ces thèmes très directement liés au contexte de la défaite, il y a eu aussi *convergence* entre certaines thématiques déjà véhiculées par la JAC/F avant la guerre et le discours de Vichy. Ainsi en est-il de l'exaltation des valeurs terriennes[743], de la famille, du rôle traditionnel de la femme[744], voire du recours à des références chrétiennes. La JAC/F semble alors avoir profité des soutiens publics apportés à ses idéaux, ou s'être sentie légitimée par eux. Mais elle ne s'est pas comportée en instrument de propagande adhérant à la totalité du discours de Vichy : aucune attaque « en règle » contre les Juifs ou les Francs maçons, ni d'ailleurs contre d'autres groupes identifiés, n'a été relevée[745]. Là n'était pas l'objet de la JAC/F, de tout façon…

La participation jaciste, au moins masculine, aux fêtes civiques organisées par les autorités de l'Etat français, semble en revanche quasiment unanime. Dans l'enquête de 1942, 96 % des sections aveyronnaises disent avoir apporté leur concours à la fête de Jeanne d'Arc :

[740] JR 04-05/40 ; JA 01/40. *Cf.* Gasiglia, B., « La JAC, 1939-1945 », art. cit., p.218.
[741] Thèse citée, p. 277-279.
[742] Laborie, P., *op. cit.*, p.234-235.
[743] Ce fut particulièrement vrai en zone sud, avance J.-Cl. Boulanger (Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 273-274). Pour une approche plus générale du « paysannisme » de Vichy : Wright, G., *La révolution rurale en France, op. cit.,* notamment p.120-122.
[744] A l'échelle nationale, *cf.* Gasiglia, B., « La JAC, 1939-1945 », art. cit., p.219.
[745] Ce que confirme Bertrand Gasiglia à l'échelle nationale, quand il mentionne l'absence de violence verbale et de bouc émissaire vilipendé (Gasiglia, B., « La JAC, 1939-1945 », art. cit., p.218).

la plupart du temps, ce fut une contribution au défilé, et à la cérémonie au monument aux morts ; quelques chants ; à de rares occasions, l'érection d'un reposoir, l'organisation d'un feu de joie, d'une messe pour les prisonniers, la projection d'un film sur l'héroïne de la journée[746]. Dans le Cantal, en l'absence de cette enquête, nous avons pu au moins relever une présence jaciste dans une douzaine de comptes-rendus communaux de la fête de Jeanne d'Arc de 1941[747], ce qui suggère, comme en Aveyron, une participation assez généralisée (même si elle fut peut-être moins voyante, au moins dans la presse). Cette participation constituait de toute façon l'une des obligations des mouvements catholiques, en vertu de la convention passée en novembre 1941 avec le secrétariat général à la jeunesse[748]. Fut-elle vécue comme une contrainte ? En réalité, elle rejoignait le maréchalisme avéré au sein de la jeunesse catholique rurale, et un sentiment patriotique plus large encore.

En revanche, la notion de Révolution nationale n'est pas présente de façon insistante dans les allusions au régime relevées (une à trois fois sur dix, seulement dans la presse masculine). Son évocation correspond aux débuts du régime, à l'année 1941 essentiellement. Un échange d'idées au sein du comité diocésain de l'ACJF de l'Aveyron[749] juge cette Révolution nationale légitime et nécessaire, et le comité s'engage à « la servir et la faire comprendre ». Or la perception de sa nature apparaît double : l'aumônier, l'abbé Carbonnel, dans la lignée de la condamnation par le Maréchal de l'« esprit de jouissance »[750], y voit avant tout l'appel à « se réformer soi-même », et demeure donc dans une approche morale et religieuse[751]. Lors de la visite du secrétaire général de la jeunesse, Lamirand, à l'automne 1941, le président fédéral de la JAC, André Viguié, loue la Révolution nationale, très vaguement, comme moyen de *résurrection de la France*, s'appuyant notamment sur la *formation de chefs*[752]. Perceptions communes à celles que l'on retrouve dans le Cantal, notamment sous la plume du vice-président fédéral de la JAC, Pierre Roche, qui définit la Révolution nationale comme le goût du sacrifice, un idéal moral élevé, et le refus des mauvaises mœurs[753]. Bref, dans tous les cas, une perception peu politisée. C'est finalement le secrétaire fédéral de la JAC aveyronnaise, Paul Cousty, pourtant futur résistant, qui va le plus loin, en n'hésitant pas, dans un éditorial de *Jeune Rouergue*, à louer la « mort des partis » par

[746] AMO, enquête sur l'état des sections, 1942 (déjà citée).
[747] Dépouillement systématique de *La Croix du Cantal.*
[748] Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 261-262.
[749] JR 07/1941.
[750] Discours des 21 et 26 juin 1940 ; voir Laborie, P., *op. cit.*, p.225.
[751] JR 05/1941.
[752] Il renvoie ainsi à la valorisation des conceptions hiérarchiques et oligarchiques par le régime (J.-M. Guillon, art. cité, p. 176).
[753] JA 08/1941.

laquelle la Révolution nationale « jette les bases de la réconciliation nationale »[754]. Positionnement qui pourrait être considéré dans l'absolu comme anti-démocratique, il plonge en fait ses racines, au-delà de Vichy, dans le rejet de l'engagement politique et les appels à l'union qui avaient marqué tout particulièrement le discours de l'ACJF dans la deuxième moitié des années 1930, tout en rencontrant il est vrai le rejet de la démocratie élective prôné par le nouveau régime[755]. « J'ai failli tourner mal, nous confiait Paul Cousty (en oubliant l'épisode de l'éditorial), mais parce qu'on nous caressait dans le sens du poil ; le délégué à la jeunesse de Naucelle m'avait dit que la JAC devait s'impliquer pour la fête de Jeanne d'Arc, et m'avait demandé de parler ; et j'ai marché ! Puis, l'abbé Carbonnel m'a rabroué, il m'a dit de ne pas faire les yeux doux à Vichy. Et j'ai tout arrêté, j'ai refusé d'adhérer aux Amis de la Légion »[756].

Or, fin 1941 semble apparaître également, au sein de la jeunesse catholique aveyronnaise, une première manifestation *publique* de scepticisme à l'égard du régime. En novembre, Jean Maisonabe, président diocésain de l'ACJF, marque son incompréhension et son incrédulité : « révolution, changement de régime et institutions, (…) on ne sait plus où est la vérité, les uns prônent la tradition (…), d'autres la novation, faisant fi des principes immuables (…). Nous avons, nous, une doctrine claire : les encycliques des papes »[757]. Rien de repérable en revanche dans le Cantal, où pourtant l'opinion commence à basculer au même moment[758].

Gardons-nous cependant de voir en l'abbé Carbonnel ou en Jean Maisonabe des opposants résolus au régime. Chez Paul Cousty, comme fréquemment, la reconstruction mémorielle pousse sans doute à cataloguer un peu trop les attitudes, en choisissant entre la résistance ou la collaboration. Sans doute la prudence de l'aumônier était-elle surtout dictée par la méfiance traditionnelle de l'ACJF envers l'engagement politique, réactivée chez Jean Maisonabe par la montée générale dans l'opinion d'une certaine déception et d'un certain

---

[754] JR 08/1941.
[755] *Cf*. Guillon, J.-M., art. cité, p.168.
[756] Entretien, septembre 1999.
[757] JR 11/1941.
[758] On rejoint ici les observations du préfet dans ses rapports, à propos du repli de l'opinion cantalienne (ADC, 1 W 233) : janvier 1941, « la popularité de Pétain est intacte » ; mai 1941 : « fête de Jeanne d'Arc, pas de cri « vive Pétain », la population ne croit plus aux promesses, mais pas de manifestation d'hostilité » ; décembre 1941 : « l'entrevue Pétain-Gœring provoque une très vive inquiétude, la population redoute une nouvelle phase, de collaboration active et totale ». A l'échelle nationale, de façon concomitante, Bertrand Gasiglia relève un effacement de la doctrine du strict respect du pouvoir temporel, et le recours de plus en plus fréquent à la citation des Actes des Apôtres : « [Il y a des cas où] il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes » (Ac. 5. 29) (Gasiglia, B., « La JAC, 1939-1945 », art. cit., p.220).

détachement à l'égard du régime à compter du printemps 1941, tels que les a établis Pierre Laborie[759].

*

Ainsi, au sein des branches féminines, l'*attachement* au régime de Vichy paraît plus exclusivement centré sur la personne du chef de l'Etat, relevant du « maréchalisme de sentiment », alors que l'adjonction d'une *conceptualisation* du régime est masculine. On retrouve un rapport différencié à la politique, réaffirmé dans cette période par l'exaltation d'un « éternel féminin », celui de l'épouse et mère de famille[760]. Le déséquilibre dans la fréquence d'évocation du Maréchal et de la Révolution nationale appuie aussi l'hypothèse d'une indépendance de l'image du chef de l'Etat par rapport à celle du régime, un maréchalisme marqué cohabitant avec une perception plus floue de la Révolution nationale, bien plus morale que politique ici[761].

b) La crainte d'une jeunesse « neutre »

Parallèlement, les autorités diocésaines de Saint-Flour et de Rodez avaient, comme bien d'autres, manifesté des craintes face aux menaces récurrentes d'unification des mouvements de jeunesse et au développement de mouvements concurrents et neutres : Compagnons (les seuls à s'être réellement implantés ici), Jeune France, Jeunes du Maréchal... Or, alors que jusqu'ici, les mouvements de jeunesse laïcs qui avaient émergé dans l'entre-deux guerres étaient restés circonscrits aux rares villes importantes des deux départements étudiés[762] – à l'exception des Jeunes paysans du Cantal (JPC), à l'audience demeurée limitée

---

[759] *Cf.* Laborie, P., *op. cit.*, p.248-261 : « Par suite de touches discontinues, dès le printemps 1941 et de manière répétitive à partir de l'automne, deux grandes constatations déprimantes reviennent chaque fois (…) : l'indifférence et la lassitude de l'opinion. (…) Le 10 octobre 1941, le préfet de Rodez doit constater que, même dans ''le Rouergue où les vertus de la race sont presque intactes'' (…),''l'inquiétude de tous est grande et la confiance dans le gouvernement s'amenuise''. C'est une conclusion quasi identique qui ressort du bilan du contrôle postal de juillet à septembre 1941 : l'opinion s'éloigne de plus en plus du gouvernement » (p. 257). Gérard Cholvy (*Histoire des organisations…, op. cit.,* p. 274-275), cite de même toute une série de prises de distances datées de 1941, au sein des organisations catholiques de jeunesse.

[760] Muel-Dreyfus, F., *Vichy et l'éternel féminin*, Paris, Seuil, 1996, 388 p.. Les femmes sont certes intégrées aux conseils municipaux à compter de 1940, mais pour leur « sens familial inné », pour leur « intuition du sens social » (*ibid.*, p. 213-216).

[761] *Cf.* Laborie, P., *op. cit.*, Paris, Seuil, 1990, p.232. Comme l'écrivait Gérard Cholvy dans une approche plus générale de la jeunesse catholique, « entre le projet de révolution nationale et [l]es mouvements tributaires du catholicisme social il y a davantage convergence que ralliement », même si « à la convergence s'ajoute une adhésion, le plus souvent enthousiaste, à la personne du maréchal » (Cholvy, G., *Histoire des organisations…, op. cit.,* p. 273). J.-Cl. Boulanger concluait pour sa part que la JAC, soutenue par l'ACJF, avait résisté aux tentatives d'embrigadement par Vichy, même si elle avait montré moins de résistance à l'idéologie de Vichy jusqu'à la fin 1941 (thèse citée, p. 263).

[762] Nous pensons par exemple au scoutisme Eclaireur, développé à Aurillac par M. Chatelle, professeur au lycée de la ville.

–, désormais, la concurrence des Compagnons, par exemple, venait s'exercer dans les campagnes mêmes.

Le Secrétariat général à la jeunesse (SGJ), mis en place par Vichy dès juillet 1940, a été en effet « le siège d'une lutte ardente entre les partisans d'une politique de la jeunesse de type totalitaire et les tenants d'une gestion pluraliste des organisations de jeunesse »[763]. Dans la période qui nous occupe, les seconds l'emportent, avec un « réseau catholique » à la tête du SGJ, placé sous l'autorité de Georges Lamirand, chrétien social, choisi par le pouvoir pour se concilier, justement, les mouvements d'Action catholique[764]. Les collaborationnistes, partisans d'une jeunesse unique, et dénonçant jusque là l'esprit « scout et calotin » du SGJ, n'en prennent les rênes qu'à compter d'avril-juin 1942[765]. Mais ils n'ont cessé, entre temps, d'œuvrer de façon véhémente en faveur de la solution unitaire, s'appuyant sur les soutiens dont ils disposent dans l'appareil gouvernemental[766].

L'Eglise avait déjà eu à affronter la dissolution des associations catholiques de jeunesse en Italie et en Allemagne[767]. Dès le départ, face à une lancinante incertitude sur le sort de ses mouvements, elle a pris ses marques pour signifier qu'elle entend résister à toute dérive des positions officielles[768]. Le 6 février 1941, l'Assemblée des archevêques et évêques manifeste son hostilité au grand jour, et le 24 juillet, cardinaux et archevêques adoptent une formule percutante promise au succès au sein de l'Eglise : « Jeunesse unie, oui. Jeunesse unique, non ! »[769].

Pourtant, à partir des exemples aveyronnais et cantalien, on est conduit à nuancer l'idée selon laquelle la peur de l'instauration d'une jeunesse unique fut si vive qu'on le dit en général. En Aveyron en octobre 1940, la presse de la jeunesse catholique féminine préfère se fier à un individu « bien informé », qui affirme que le Maréchal entend « maintenir comme œuvres de jeunesse tout ce qui est fort, a une organisation et un certain dynamisme »[770]. Peu après, *Jeune Rouergue* se réjouit d'une déclaration de Paul Baudoin (à Lyon, le 9 novembre),

---

[763] Giolitto, P., *op. cit.*, p.445 et Courtois, J.-F. thèse citée [Lozère], p. 458-460.
[764] Giolitto, P., *op. cit.*, p.448-452, et, dans Dereymez, J.-W., dir., *Être jeune en France (1939-1945)*, *op. cit.* : Baudouï, R., « Du rôle social de la jeunesse dans la Révolution nationale. Georges Lamirand, secrétaire général à la jeunesse », in Dereymez, J.-W., dir., *Être jeune en France (1939-1945)*, *op. cit.*, p.139-145, et Comte, B., « Entre éducation et embrigadement : le secrétariat général à la Jeunesse de Lamirand, 1940-1942 », *ibid.* p.147-154.
[765] Giolitto, P., *op. cit.*, p.455.
[766] Giolitto, P., *op. cit.*, p.463-464, cite les interventions en ce sens de Marcel Déat (juillet 1940), de Jacques Doriot, de Drieu la Rochelle, de Brasillach.
[767] Giolitto, P., *op. cit.*, p.460-461.
[768] *Cf.* Bédarrida, R., « Eglises et chrétiens » dans *La France des années noires,* Paris, Seuil, 2000, t.2, p.121-148. Exemple d'écho local : SC 21/11/1940.
[769] Cholvy, G., *Histoire des organisations…, op. cit.,* p. 276.
[770] FF 10/1940.

qui va dans le même sens[771]. La solution de l'agrément pour tout mouvement de jeunesse voulant exister légalement et recevoir éventuellement des subventions, finit de rassurer (les premiers sont délivrés en juin 1941, celui de l'ACJF le 17 décembre[772]). En février 1942, une dépêche de l'agence Inter-France laissant entendre de nouveau que fleurissent les projets d'unification de la jeunesse, sème un temps l'inquiétude chez les Cantaliens, mais le démenti ne tarde pas[773]. Si la crainte est exprimée, dans les premiers mois essentiellement, elle est parfois plus implicite qu'explicite. On la devine, sous-jacente, quand à l'automne 1940 les évêques poussent à la multiplication des groupes[774], vraisemblablement par précaution, pour que les chrétiens en tiennent les rouages, et puissent contourner un jour l'éventuelle interdiction formelle, afin de poursuivre leur apostolat auprès de la jeunesse. En Aveyron, la jeunesse féminine, longtemps préservée de la spécialisation, est fermement invitée à l'adopter[775]. Mais, plus que sur le risque d'unification, c'est sur celui d'une « certaine neutralité » qu'insiste l'évêque de Saint-Flour, Mgr Lecœur : elle « serait funeste à tout le monde, et d'abord aux jeunes, les hommes de demain, qui ont besoin d'être pénétrés d'un idéal moralisateur et généreux, tel que l'idéal chrétien, pour former des foyers vraiment français, et refaire une grande France »[776]. Plus prosaïquement, la neutralité signifierait une perte du contrôle de la jeunesse par l'Eglise. En décembre[777], se félicitant de l'accord intervenu avec le système de l'agrément dont bénéficient désormais les mouvements de jeunesse catholiques, l'évêque se réjouit du maintien d'une sphère d'autonomie totale en matière de formation spirituelle et apostolique, indépendamment du fait que les mouvements soient appelés à participer à des services d'intérêt public. Retenons donc que le point essentiel pour l'évêque est l'autonomie religieuse.

Le sentiment de menace, du moins tel qu'il est exprimé, se déplace de plus en plus explicitement vers la concurrence des mouvements neutres, à compter de décembre 1941, et

---

[771] JR 01/1941. Paul Baudoin est ministre des affaires étrangères.

[772] Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 261-262. L'Etat reconnaît la valeur de la formation donnée par les mouvements, mais ceux-ci ont à partir de là un caractère public, au service de toute la jeunesse française. La JAC doit s'occuper d'éducation physique et civique, d'orientation professionnelle, collaborer aux services civiques demandés à toute la jeunesse, participer aux fêtes, aux foyers de jeunes. Tous les mouvements d'Action catholique seront représentés auprès du Secrétariat général à la jeunesse, par le président de l'ACJF, et une représentante pour les mouvements féminins. Les délégués à la jeunesse pourront contrôler l'application de l'accord. – Voir aussi, p.264, la citation de la diatribe du P. Foreau dans les *Cahiers du clergé rural*, en mars 1942, intitulée « La jeunesse n'est la propriété de personne ».

[773] CC 28/02/1942.

[774] Evêché de Saint-Flour : « Il est indispensable que dans toutes les paroisses un groupe plus ou moins nombreux de jeunes gens remplis de patriotisme *et vraiment chrétiens*[774] soit le centre vivant de la jeunesse locale » (SC Saint Flour, 21/11/1940). Evêché de Rodez : le clergé paroissial, à l'instar du clergé lozérien voisin (Courtois, J.-F., thèse citée, p. 461), est prié d'équiper le diocèse « de pied en cap, sur toute la ligne et en profondeur » en mouvements spécialisés (*Semaine religieuse,* 11/10/1940).

[775] FF 10/1940.

[776] CC, 16/03/1941. Prise de position similaire en avril 1941 (EA 04/1941].

[777] SC Saint Flour, 25/12/1941.

plus encore au lendemain de juin 1942[778], quand les partisans d'une solution totalitaire et unitaire prennent le pouvoir au sein du Secrétariat général à la jeunesse[779]. « Il n'est pas un prêtre, en Aveyron comme ailleurs, qui soit dispensé du devoir d'équiper sa paroisse en mouvements d'Action catholique. Il n'est pas une paroisse qui ne doive posséder à bref délai toutes les organisations répondant à chacune des catégories de fidèles (…). Nous avons connu l'affolement du clergé voisin [lozérien[780]] en présence des succès rapides d'un mouvement neutre (…) ; nous sommes à cette étape ; notre jeunesse va être sollicitée par des mouvements non catholiques. La campagne est ouverte. Allons-nous laisser partir nos troupes ? Hâtons-nous plutôt d'organiser les mouvements spécialisés, les seuls, dans le domaine catholique, reconnus par l'Etat (JOC, JAC, JEC, JIC, Scoutisme) et gardons dans nos rangs les jeunes qui nous ont été confiés par l'Eglise, afin de n'avoir pas à pleurer demain les âmes qui nous auraient été enlevées »[781].

En effet, « paradoxalement, c'est à une dérive pluraliste plutôt qu'unitaire qu'a donné lieu la politique de la jeunesse de Vichy », écrit Pierre Giolitto. L'exaltation de la jeunesse par le régime y poussait. Les financements désormais disponibles y encourageaient : le système de l'agrément, tout en respectant le pluralisme des organisations de jeunesse, leur octroyait des subventions importantes[782], en échange de leur dévotion sincère au Maréchal et de leur allégeance formelle au régime. D'où l'intérêt pour l'Eglise, là où elle n'avait pas encore réellement démarré, d'appuyer la spécialisation, non seulement pour entrer dans les cadres de l'agrément, mais aussi pour proposer une offre la plus large et diversifiée possible aux jeunes, afin d'en séduire un maximum, et de résister à un large spectre de propositions concurrentes possibles, tout en valorisant une situation héritée de quasi monopole.

---

[778] SC 09/07/1942 : il est fait état de projets d'inscription obligatoire de tous les jeunes dans des organisations homologuées ; cela renvoie-t-il à la proposition identique contenue dans le projet de Charte de la jeunesse élaboré par Lamirand « au début de son règne » ? (Courtois, J.-F., thèse citée, p. 459 ; Giolitto, P., *op. cit.*, p.453).

[779] *Cf.* Giolitto, P., *op. cit.*, p. 468. Cholvy, G., *Histoire des organisations…, op. cit.,* p. 276-277 : face à cela, « les mouvements catholiques, protestants, scouts, dans leur ensemble, et [l]es Compagnons de France, en novembre [1942] constituent un Conseil national des mouvements de jeunesse dont le porte-parole, le général Laffont, est influent auprès du maréchal », auquel il prête un « double jeu ».

[780] Mgr Challiol renvoie à une lettre de l'évêque de Mende qu'avait reproduite la *Revue religieuse* du 25/07/1941. Jean-François Courtoisn'explicite pas, dans sa thèse sur la jeunesse catholique de Lozère, quel est *le* mouvement neutre tant craint en juillet 1941 par Mgr Auvity. Toujours est-il qu'il souligne combien l'évêque, à l'instar de ses confrères voisins, s'est employé, pour mieux leur résister, à imposer partout la spécialisation, à laquelle il s'était rallié en 1937. Courtois, J.-F., thèse citée, p. 461.

[781] Note de Mgr Challiol aux prêtres de son diocèse, reproduite *in* FF 01-02/1942. En décembre 1942, la *Semaine catholique* rappelle encore aux curés cantaliens l'importance qu'il y a à « lancer la JAC et la JACF : ils n'auront aucun recours contre les mouvements neutres venant s'installer chez eux s'ils n'ont pas une section régulièrement constituée donc reconnue par le comité diocésain qui est en liaison avec la Délégation départementale à la Jeunesse » (SC Saint-Flour 17/12/1942).

[782] Comte B., « Entre éducation et embrigadement : le secrétariat général à la Jeunesse de Lamirand, 1940-1942 », in Dereymez, J.-W. (dir.), *Être jeune en France (1939-1945)*, *op. cit.*, p.150.

2 – Les ressources humaines

Pour mener à bien cette massification des groupes de jeunesse catholique, il avait aussi fallu mieux informer et souvent convaincre le clergé resté à l'écart de l'Action catholique[783]. Mais les principaux acteurs en furent les dirigeants des mouvements. Furent-ils, comme l'affirme fréquemment l'historiographie, profondément renouvelés en raison de la guerre, amenant l'enthousiasme de leur inexpérience ? Ou bien, les pionniers et pionnières sont-ils demeurés en place encore un certain temps, en s'appuyant sur leurs positions acquises pour servir leur organisation et lui permettre de croître dans l'adversité ?

a) « Un mouvement de jeunes dirigé par des jeunes » ?

Sans doute, à l'échelon national, certains responsables ont-ils été animés par l'espoir d'un renouvellement rapide des dirigeants locaux, pour qu'ils soient plus proches, serait-ce déjà par l'âge, de la masse de jeunes qu'ils comptaient drainer vers le mouvement. Fin octobre 1941, à la session de formation pour aumôniers qu'il anime à Saint-Flour, le Père Rouanet, aumônier national, proclame que « la JACF est un mouvement de jeunes, qui doit être dirigé par des jeunes, (…) compréhensives des besoins des jeunes »[784].

---

[783] Dans le diocèse de Saint-Flour, Mgr Lecœur, vieillissant, se contenta plutôt d'initiatives ou de rappels ponctuels et être énergiques. Il s'en était déjà pris, fin janvier 1940, à la routine, au scepticisme, aux critiques injustes, aux « sourdes rivalités », dont souffrait çà et là le développement de l'Action catholique, voire au caractère de certains ecclésiastiques (SC 30/01/1940). En décembre 1940, il avait invité ses prêtres et les « laïques zélés » qui ne le faisaient pas encore, à lire les bulletins des œuvres et mouvements, pour se familiariser avec ces derniers (JA 12/1940 : « Par un travail de fond, on fera avancer dans les paroisses les œuvres adaptées à nos besoins et expressément autorisées par nous, comme les mouvements spécialisés »). En mars 1941, il réactiva les journées de formation à l'Action catholique pour aumôniers, journées traditionnelles jusqu'en 1936 mais apparemment interrompues depuis (JA 03/41 ; SC Saint Flour 23/01/41. Confiées cette fois au Père Rozières, aumônier national de la JAC pour la zone libre). Elles ne concernèrent pourtant que elles ne concernent que 19 prêtres déjà actifs dans ce domaine, et quelques séminaristes. En outre, au sein du clergé, l'appui à l'essor de la JAC/F semble plutôt s'être manifesté au sein des mêmes cercles que ceux qui en avaient été les premiers promoteurs, par extension de proche en proche entre prêtres au profil analogue, plutôt que par ralliement de groupes extérieurs plutôt sceptiques : c'est en tout cas ce que semble suggérer le profil très similaire de la ventilation par décennies de naissance des prêtres affectés dans des paroisses à pratique jaciste, pour la période 1935-1940, et pour 1941-1942. – En Aveyron, face à une résistance plus saillante, l'évêché semble avoir été beaucoup plus directif, dans une tradition d'obéissance hiérarchique. Dire, en octobre 1940, qu'il faut équiper le diocèse « de pied en cap, sur toute la ligne et en profondeur » (*Semaine religieuse,* 11/10/1940) en mouvements spécialisés, cela sonne comme une injonction. Et dans sa note aux prêtres de décembre 1941 (FF 01-02/1942), Mgr Challiol rappelle, face aux réticences implicites de certains curés, qu'ils ont certes « toute liberté de choisir parmi les mouvements acceptés celui qu'ils estiment opportun et adapté » à leur paroisse, mais qu'il leur faut de toute façon en adopter. Le clergé paroissial aveyronnais craignant visiblement de voir ses prérogatives diminuer, l'évêque soutient ses aumôniers diocésains, qui « ne supplantent pas les curés, mais portent et interprètent [auprès d'eux] la pensée [de l'évêque] », et doivent être consultés pour les décisions concernant les mouvements. En outre, il demande instamment aux curés de « favoriser les réunions diocésaines (…), quand les militants sont appelés hors de la paroisse pour des sessions, retraites....., *même s'ils doivent manquer dans l'assistance de la messe* ».

[784] CC 04/11/1941.

En réalité, seule la JAC aveyronnaise a opéré un remplacement et donc un rajeunissement quasi complet de son comité fédéral, dès le début du conflit, comme nous l'avons vu en évoquant la « drôle de guerre ». Dans ce groupe central, une cohésion certaine transparaît[785], allant de pair avec un partage équilibré et parfois « tournant » des tâches[786], sans leadership marqué de l'un des dirigeants, tant l'occupation d'une position centrale dans le réseau a été chaque fois temporaire[787] ; l'inexpérience commune n'y est d'ailleurs sans doute pas étrangère. Dès octobre 1940, à l'instar de ce qui avait été réalisé un peu plus tôt dans l'Hérault voisin[788], le département a été divisé en six sous-fédérations, « pour pallier la rareté de l'essence qui empêche l'aumônier et les dirigeants fédéraux de sillonner le département »[789]. Elles permettent certes d'encadrer une rapide reprise d'activité, mais aussi de faire émerger comme nouveaux acteurs majeurs plusieurs responsables locaux[790], et surtout tout un réseau, stable, d'aumôniers de sous-fédérations, nommés pour l'occasion[791]. Or, c'est à la fois cette cohésion d'un centre multipolaire formé de jeunes responsables, et sa coopération confiante avec de multiples animateurs périphériques ayant une marge d'autonomie d'action, et pour certains plus d'expérience, qui expliquent la réussite de la JAC aveyronnaise dans sa confrontation à la crise.

Pour les trois autres fédérations étudiées, la période 1940-1942 est encore marquée, en revanche, par un fort ascendant des « anciens », qui s'ajoute à celui des aumôniers de premier plan, moins nombreux néanmoins que dans le cas de la JAC aveyronnaise. Au mieux, ce fut un début de cohabitation avec la génération montante des nouveaux dirigeants.

---

[785] D'après l'observation des présences communes aux réunions d'importance diocésaine.

[786] Paul Cousty, jusque là simple membre du comité, est appelé, en juin 1940, à prendre la relève de Gaston Roualdès, le secrétaire « de guerre », lorsque ce dernier est incorporé (JR 06/1940). De même, quand Paul Cousty part pour les chantiers de jeunesse dans le courant de l'été 1941, Gaston Roualdès, à son tour, le remplace (JR 08/1941).

[787] Sauf peut-être un peu pour Paul Cousty, en fait de par sa fonction de secrétaire, et sa fonction d'instituteur libre à Rodez spécifiquement attribuée pour lui permettre d'être à la disposition de la JAC, qui le place au centre des réseaux du pouvoir [« j'était très bien avec Mgr Challiol », nous a-t-il témoigné].

[788] Prat, G., L'Action catholique rurale dans l'Hérault : de la JAC au MRJC, mém. cit., p.63.

[789] JR 11/1940. Les nouvelles sous-fédérations sont celles de Rodez, Espalion, St-Affrique-Millau (sud), Villefranche-Nord, Villefranche-Sud, Belmont

[790] On remarque que les relations entre responsables de divers niveaux sont beaucoup plus fréquentes dans l'ouest / nord-ouest du département, notamment en Ségala, à l'image de ce que traduisent les cartes de niveau d'insertion dans la JAC.

[791] Dans l'immédiat, les plus actifs furent l'abbé Blanadet, dans la vallée du Lot, et l'abbé Flottes, dans la région de Rodez. Si l'on se réfère aux taux de présence aux réunions en 1941, ce sont avant tout les aumôniers de sous-fédérations qui ressortent, les seuls à être mentionnés dans plus de 9 % des cas. Parmi les dirigeants laïcs, seul Paul Cousty, le secrétaire, se distingue, au sein du noyau, avec 11 % de mentions. En 1942, ce sera logiquement le tour de son remplaçant (après un intérim de Gaston Roualdès), André Laur, présent dans 25 % des réunions d'importance diocésaine.

Jusqu'en août 1941, le lancement de la JACF en Aveyron, encouragé par l'évêque depuis octobre 1940 seulement, est essentiellement le fait de l'abbé Lapeyre, l'aumônier diocésain, et de M^elle^ Bonnefous[792], présidente de la Jeunesse féminine catholique aveyronnaise depuis ses origines, et âgée désormais de 42 ans. Ici se reproduisait le schéma rencontré à certains moments, avant-guerre, pour la JAC débutante en Aveyron : le manque d'animateurs ruraux de premier plan pour prendre en charge la fédération conduit des urbains à tracer l'amorce du sillon. Ils mènent ainsi une action de propagande très centralisée, dont nous avions relevé les effets sur la carte de la pratique jaciste en 1942.

L'ascendant dont disposait M^elle^ Ratié sur la JACF cantalienne avant la guerre, demeure lui aussi tenace[793], quoiqu'il soit un peu contrebalancé, dans la région de Saint-Flour, par l'investissement auprès des jacistes de la supérieure des sœurs de la Charité et du chanoine Vialard. Certes, en septembre 1941, à l'issue de la session animée par M^elle^ Mendre, du secrétariat général[794], est pratiqué d'autorité un dédoublement du comité fédéral de la JACF, « pour donner des responsabilités aux jeunes ». Ces dernières se voient confier un comité d'action, comprenant une présidente en titre et des responsables de « régions », pendant que les anciennes, au sein d'un comité de service, demeurent chargées des semaines et journées rurales, du secrétariat et de la trésorerie. Cette structure dédoublée est en fait visiblement inspirée par la façon dont avaient été réglés les conflits d'âges déjà vécus à l'échelle nationale par la JACF autour de M^elle^ Mendre elle-même[795] Mais elle est ambiguë car deux types de légitimité s'y opposent : celle, de fait, de l'expérience, et des réseaux constitués, et celle, simplement formelle, des responsabilités statutairement confiées. Le caractère très artificiel de cette réforme apparaît clairement quand on observe le devenir des

[792] En novembre 1940 à la session de formation des dirigeantes de la Jeunesse féminine catholique aveyronnaise, une déléguée du centre national de la JACF, M^elle^ Maignial, était venue présenter le mouvement (FF 11/1940) : ce fut la première réelle réunion « de propagande ». Puis M^elle^ Bonnefous alla assister aux journées régionales JACF de Toulouse à la mi-décembre, pour « bien comprendre la JACF et aider à découvrir ce qu'elle doit être en Aveyron » (FF 02/1941). A la suite furent organisées des tournées de propagande.

[793] Il est révélé là encore par ses participations à des réunions de résonance fédérale signalées dans la presse militante, systématiquement relevées.

[794] SC Saint-Flour, 09/10/41.

[795] Fabrigoule, Patrice, « Les origines de l'action catholique rurale dans la France de l'entre-deux guerres », mém. cit., explique (p.312-313) que Mgr Courbe avait réuni le 2 mars 1938 les aumôniers de la JACF pour leur exposer la décision prise par les cardinaux en janvier : confier le secrétariat de la JACF à de jeunes dirigeantes, et désigner une présidente, tout en maintenant provisoirement M^elle^ Mendre (48 ans) auprès de la jeune équipe, pour assurer la transition. Alors que M^elle^ Mendre voulait démissionner, à la suite, probablement, de critiques exprimées par des militantes (sur son âge, son origine urbaine, et peut-être aussi sur son caractère autoritaire), la grande majorité des aumôniers présents la soutiennent, et votent pour son maintien. P. Fabrigoule cite aussi une lettre de Mgr Béjot, directeur des œuvres du diocèse de Besançon, dans laquelle il appelle à conserver M^elle^ Mendre, « vraie fondatrice de la JACF » : on doit prendre en compte l'aspiration à avoir des dirigeantes jeunes, mais reconnaître en même temps que ce mouvement, qui n'en est qu'à ses débuts, « doit être pensé par un esprit ferme ».

divers cadres ainsi propulsés au premier plan. La présidente statutaire, M^elle^ Serres[796], ne laisse plus aucune trace après la réunion où elle est nommée, alors que M^elle^ Ratié conserve un ascendant réel.

Pour la JAC cantalienne, l'essentiel de l'activité fédérale, en 1940 et 1941, demeure aussi aux mains d'anciens : Jean-Marie Poignet, Paul Besse et Antonin Quiers. Si la progression du nombre de groupes, et de la pratique jaciste masculine en général, est notable en 1941, cet élan doit alors davantage à des mécanismes très locaux qu'à des impulsions initiées et encadrées par une hiérarchie décentralisée comme en Aveyron. Ce n'est que timidement, courant 1941 et surtout en 1942, qu'émergent quelques nouveaux animateurs de premier plan, plus jeunes[797]. Commence à s'imposer, comme aumônier chargé de l'Est du département, la figure de l'abbé Maziers, futur archevêque de Bordeaux, alors jeune professeur d'histoire au grand séminaire de Saint-Flour[798].

L'accès au pouvoir réel de dirigeantes ou de dirigeants plus jeunes ne se produit que vers le milieu de la guerre. En août 1941 pour la JACF aveyronnaise, qui après s'être d'abord dotée de « responsables de secteurs à titre provisoire » en mars, investit une « responsable fédérale », soit une présidente fédérale informelle, Lucette Babec[799]. A l'automne 1942 seulement fut désignée une première équipe de responsables de zones[800], faisant office d'équipe fédérale. Au même moment, la JACF cantalienne passe enfin réellement aux mains d'une nouvelle équipe, non pas constituée artificiellement comme en 1941, mais consacrant des jeunes filles qui avaient commencé depuis quelque temps déjà à s'illustrer par leur implication au service du mouvement[801] : notamment Jeanne Molénat, qui devient présidente, et Marguerite Durand[802], qui se charge de la sous-fédération de Saint-Flour créée pour

---

[796] Il n'a même pas été possible de l'identifier formellement dans les recensements de sa commune, la seule pouvant peut-être lui correspondre étant une fille d'aubergiste…

[797] Il s'agit passagèrement du jéciste Pierre Travade, dans la région de Murat, puis surtout de Jean Régeasse, dans le nord du département, de Jean-Marie Delcamp à Mourjou (Châtaigneraie, sud-ouest), et dans la région de Saint-Flour, de Roger Cubier à St-Georges, de Jean Clavilier à Vabres. La région de Mauriac manque en revanche de relais.

[798] Il noue vraisemblablement ses premiers contacts avec la JAC début 1941 (JA 03/1941). A la demande de l'abbé Bouard, l'aumônier diocésain, il s'apprête dès lors à faire émerger une JAC active dans l'Est du département (entretien avec Mgr Maziers, mars 1995). Ils multiplie alors les interventions et les retraites. A St-Georges et à Vabres, près de Saint-Flour, où le séminaire dispose d'une maison, il s'appuie sur Roger Cubier et Jean Clavilier. Il vient appuyer ou présenter la JAC à Pierrefort (vieux centre jaciste, mais toujours resté isolé jusque là du « centre » fédéral), à Ségur où Jean Régeasse a déjà cultivé le terrain, à Chaudesaigues (où il fait cause commune avec le vicaire, l'abbé Bordes, futur aumônier fédéral).

[799] FF 10/1941.

[800] Stosse, R., mém. cit., p.68.

[801] EA 10/1942, 11/1942.

[802] Marguerite Durand nous avait confié, quelques mois avant sa mort, dans une discussion informelle, être entrée en contact avec la JACF lors d'un stage à Bouldoire, mais s'être heurtée, à son retour, au curé de Neuvéglise, qui refusait une implantation dans sa paroisse. Il s'agit vraisemblablement de l'abbé Berbigier, en

l'occasion. Pourtant, quelques anciennes (une sur trois) demeurent en place, comme conseillères tutélaires. Pour la branche masculine cantalienne, la désignation concomitante d'un nouveau bureau[803] marque certes la première ouverture à une nouvelle génération de cadres, mais le basculement est encore plus incomplet que chez les jeunes filles, puisque Poignet et Besse conservent leurs postes de président et secrétaire, donc l'ascendant sur la fédération, qui peut finir à long terme par se révéler sclérosante.

Dans ces trois cas pourtant, la logique du rajeunissement ou de son refus partiel n'est pas la seule en œuvre. Les nouveaux choix féminins sont fortement orientés par des critères de sélection permettant de garantir un lien fort avec les instances diocésaines : Lucette Babec est institutrice libre à l'Institution Ste-Procule de Rodez, bien intégrée aux réseaux ecclésiastiques, tout en ayant des attaches rurales[804]; Jeanne Molénat est la nièce de l'abbé Julien Molénat, curé de Roannes-St-Mary, pionnier du syndicalisme et des assurances agricoles dans le Cantal, et la sœur de l'abbé Joseph Molénat, qui avait contribué au lancement de la JAC à Mourjou, sa commune d'origine. En Aveyron, Paul Cousty, fils de pauvres paysans ne disposant que d'une exploitation de 6 ha, s'est vu attribuer un poste d'instituteur libre à Rodez, en même temps que sa charge de secrétaire fédéral, ce qui en fit un affidé des autorités diocésaines : « J'étais très bien avec Mgr Challiol », témoigne-t-il[805]. Quant à la stabilité masculine cantalienne, elle doit pour sa part permettre de sauvegarder un maximum d'autonomie jaciste face aux nouveaux organismes agricoles tels que la Corporation paysanne et sa branche des Jeunes paysans, sur lesquels – par précaution ? – les responsables de la JAC cantalienne avaient entrepris d'étendre leur contrôle : Poignet avait intégré depuis décembre 1941 le comité régional de la Corporation paysanne en train de s'établir[806], et Besse s'apprêtait à devenir apparemment l'un des principaux responsables ou du moins conseillers des Jeunes paysans de la Corporation[807].

Dans la plupart des cas, le renouvellement et le rajeunissement des cadres ne s'accomplissent donc que partiellement ou tardivement. Et même quand ils sont effectifs et

---

poste dans la paroisse en 1940. En 1942, il est remplacé par l'abbé Hivernat [source : *Ordo* du diocèse de Saint-Flour], forcément favorable au mouvement puisqu'il en devient ensuite aumônier de secteur. Non seulement l'action de Marguerite Durand devenait possible, mais l'abbé Hivernat pouvait recommander cet « élément prometteur » auprès de ses supérieurs.

[803] JA 11/1942.

[804] A St-Christophe-Vallon, dans le bassin de Decazeville.

[805] Entretien sept. 1999.

[806] ADC, 1 W 95 et JA 03/1942. En même temps, le nouveau secrétaire-adjoint, Gabriel Salat, n'est autre que le fils de Jean Salat, un autre membre du comité régional corporatif, il est aussi le neveu du vicaire général et le cousin de Pierre Delort, le premier vice-président de la fédération.

[807] Début 1943, en tout cas, il participe à Vichy à l'assemblée des Jeunes paysans, comme délégué du Cantal (JA 02/1943).

précoces comme pour la JAC aveyronnaise, ils n'empêchent pas le maintien d'un contrôle adulte et ecclésial sur la marche du mouvement, par le renforcement de la fonction d'aumônier. Le contexte immédiat de guerre n'a pas été, sauf dans le cas aveyronnais, un facteur direct de rajeunissement, et le contrôle « des jeunes sur ce mouvement de jeunes », quoique renforcé, n'est parfois qu'illusoire : l'Eglise contrôle la sélection des responsables, en fonction des jeux de pouvoirs latents.

Doc. II-4-1. Âge moyen des dirigeants jacistes : comparaison de la situation en 1940 et en 1942

(source : dépouillement de *Jeune Rouergue, Fleurs de France, Jeunes Arvernes, Etoile d'Auvergne* ; recensements de 1936 et 1946)

Dirigeants jacistes de « niveau 1 » (comité fédéral et responsables de zones)	**Âge moyen en 1940**	**Âge moyen en 1942**
JAC Aveyron	20,4	22,0
JAC Cantal	27,4	28,1
JACF Aveyron	/	20,4
JACF Cantal	31,2	25,2

Dans le Cantal, la faiblesse du renouvellement des cadres de "premier niveau" – c'est à dire, appartenant au comité fédéral – a eu pour conséquence le maintien d'un âge moyen élevé, proche de la trentaine. Le contraste est fort avec la direction aveyronnaise, où le recrutement contraint de 1939-40 a subitement installé aux commandes des militants de 20 ans en moyenne. En revanche, pour les cadres de "niveau 2" – les responsables de secteurs –, le contraste est moins marqué, voire, le rapport quasiment inversé : 66 % des chefs de secteurs cantaliens, contre 50 % de ceux que nous avons pu repérer pour l'Aveyron, sont nés après 1919. Dans le Cantal, en l'absence d'enrôlement subit de nouveaux dirigeants fédéraux, le processus de recrutement de cadres semble s'être poursuivi comme avant la guerre : par la périphérie, chacun étant invité à gravir les échelons un à un. En Aveyron, le recours précipité à de jeunes recrues pour la direction fédérale, a peut-être parfois conduit à confier ultérieurement les secteurs à des animateurs plus âgés, pouvant même avoir la quarantaine. Néanmoins, dès que l'on se contente d'observer l'échelon inférieur des responsabilités, celui de la section, on constate dans les deux diocèses que ces premiers postes de dirigeants sont occupés par des très jeunes : dans le Cantal, à peine 10 % de ceux qui ont été repérés sont nés avant 1920, et un tiers en revanche ont vu le jour après 1924 ; en Aveyron, l'enquête de 1942 sur l'état des sections[808] fait apparaître un âge moyen de 20 ans pour les chefs de sections, et de 18 ans pour les secrétaires, révélant le *cursus honorum* interne. Ces jeunes responsables de

[808] AMO, enquête nationale sur l'état des sections de la JAC, 1942 (49 dossiers de sections aveyronnaises).

sections constituent le vivier jaciste, un vivier d'autant plus fourni que le nombre de groupes s'est fortement renforcé.

La différence en matière d'âges se retrouve pareillement chez les cadres de la JACF de niveaux 1 et 2. Plus élevé dans le Cantal, dépassant la trentaine en 1940, l'âge moyen baisse de façon importante par la suite grâce aux recrutements de 1941 et 1942, mais il reste plus élevé qu'en Aveyron (25 ans contre 20) en raison du maintien d'anciennes dans les instances de direction[809]. En Aveyron au contraire, le démarrage réel de la JACF a un effet de table rase et de rajeunissement comparable à celui de 1939-40 pour la branche masculine. Cette configuration est le reflet des histoires très différentes des deux organisations : la JACF cantalienne s'est inscrite d'assez près dans la continuité de la Jeunesse féminine catholique du Cantal[810] ; en revanche, pour la Jeunesse féminine catholique de l'Aveyron, le passage à la spécialisation s'est inscrit davantage comme une rupture, et si M[elle] Melle Bonnefous a accompagné en toute loyauté la mise en place de la JACF, le caractère très urbain de l'ancien noyau de direction n'a pas conduit à des ré-investissements à la tête de la fédération JACF.

Entre 1940 et 1942, à l'échelle fédérale, des jeunes gens et jeunes filles ayant essentiellement entre 17 et 22 ans[811] sont encadrés, au sein de la JAC cantalienne par un président et un secrétaire qui passent de 34 à 36 ans, et au sein de la JACF, d'abord par une présidente de 36 ans, s'effaçant progressivement à 38 ans pour céder la place à Jeanne Molénat, âgée de 22 ans en 1942. En Aveyron, au sein de la JAC, si le président Hyacinthe Bouyssou a déjà 28 ans quand il est fait prisonnier en 1940, son remplaçant André Viguié a alors 19 ans. Et pour la JACF, même si Lucette Babec est plus âgée de ses consœurs, elle n'a que 24 ans en 1941, alors que jusqu'ici l'autorité, au sein de la jeunesse catholique féminine, avait été incarnée par Gabrielle Bonnefous, âgée de 41 ans en 1940 ! Ces différences d'âge entre la base et les principaux cadres, plus longtemps importantes dans le Cantal, et au contraire relativement faibles en Aveyron, s'y atténuant même fortement au sein de la jeunesse féminine, supposent obligatoirement des rapports de sociabilité de nature différente : un fonctionnement sans doute davantage sur le mode de la confiance, entre jeunes d'âges proches, en Aveyron, et plus orienté vers des modes de respect, d'autorité consentie, dans le Cantal.

---

[809] Dans le Cantal, on retrouve, comme avant guerre et comme dans la branche masculine, trois groupes d'âges clairement marqués : 1900-1906, 1912-1916, et 1920-1925. En revanche, en Aveyron, la quasi totalité des dirigeantes sont nées après 1920.

[810] Y compris par le poids de dirigeantes qui en étaient issues et qui y ont conservé le pourvoir jusqu'au passage de relais imposé par le national, et un ascendant marqué, encore au-delà.

[811] Si l'on se fie aux âges des responsables de sections tels que les révèle l'enquête aveyronnaise de 1942 (AMO), sans doute assez représentatifs de la masse.

b) Un mouvement agricole vraiment dirigé par des enfants de paysans ?

Comme avant-guerre, l'ancrage local des cadres fédéraux masculins aveyronnais reste plus marqué que celui des Cantaliens (*cf.* la série de tableaux en annexe : documents A-3-1 p. 619 et suivantes) : même si le taux de naissance dans la commune de résidence est important dans les deux cas, il est plus élevé en Rouergue, tant pour les jacistes eux-mêmes (77,8 % contre 70 %), que pour leurs parents (83,3 %, contre 60 %)[812]. La comparaison entre les dirigeantes de la JACF des deux diocèses reproduit quant à elle, en l'atténuant, ce schéma différencié en matière d'ancrage familial local[813].

La seule mutation vraiment sensible dans le profil social des dirigeants peut être repérée, en Aveyron, dans le domaine de leur environnement professionnel. Alors que, déjà, la proportion de fils de cultivateurs était bien plus réduite, avant guerre, que dans le Cantal[814], où ils constituaient la totalité des effectifs, cette proportion s'atténue encore, tombant autour des deux tiers[815]. Un tiers des dirigeants sont, pour la plupart, des fils d'artisans dont la profession est en rapport avec le monde rural (meunier, charron, menuisier, voire un cantonnier), mais on relève aussi quelques commerçants ou artisans aux activités plus "urbaines" : un mercier, ou un tailleur. Ce glissement vers des professions non agricoles semble aussi se manifester indirectement par un renforcement de la part de cadres aveyronnais résidant dans des villages centres (plus de dix ménages) : 36,8 %, contre 28,6 % avant-guerre, ce qui les rapproche du taux cantalien (40 %). Quant aux deux tiers de fils de cultivateurs, ils semblent issus de familles plus modestes que précédemment : le nombre moyen de personnes travaillant sur l'exploitation, jusque là très proche de celui rencontré dans le Cantal (2,3 contre 2,2), diminue fortement, tombant à 1,3, pendant qu'il se renforce légèrement dans le Cantal (2,8). Les tendances divergentes présentes avant la guerre semblent s'être renforcées : en Aveyron, des agriculteurs modestes ou des familles en rupture avec le travail de la terre ; dans le Cantal, des agriculteurs de statut social supérieur.

---

[812] Les caractéristiques démographiques des familles de ces cadres masculins changent peu, quant à elles, par rapport à l'avant guerre. En Aveyron, malgré le fort renouvellement des cadres, le nombre moyen de membres ou d'enfants augmente légèrement (taille moyenne des ménages : 5,9 membres, au lieu de 5,4 avant guerre ; nombre moyen d'enfants : 2,7 contre 2,2 avant guerre), mais reste toujours légèrement inférieur aux moyennes cantaliennes.

[813] Même si la part de celles qui sont nées dans leur commune de résidence est plus importante, chaque fois, que pour la branche masculine, elle est plus élevée, là encore, en Aveyron (88,9 % contre 77,3 %). Dans le Cantal, une localisation plus fréquente dans un village-centre va de pair ; elle peut avoir un effet compensateur, mais ce qu'il faut relever, c'est surtout que dans les deux diocèses, ce type de localisation atteint des proportions largement supérieures à celles rencontrées dans la branche masculine : dans le Cantal, 81,8 % contre 40 % pour la JAC, et en Aveyron, 50 % contre 36,8 %.

[814] 76,9 % contre 100 %.

[815] 68,4 %.

Comme déjà avant-guerre, la part de dirigeantes filles d'agriculteurs est largement inférieure à celle rencontrée dans la branche masculine. Mais le renouvellement opéré au sein de la direction de la JACF du Cantal a contribué à étendre plus encore le spectre professionnel des parents, les responsables issues de familles ne travaillant pas la terre étant plus représentées, du coup (52,6 %), qu'au sein de la toute première équipe aveyronnaise, qui se met à peine en place (44,4 %). Le phénomène d'accentuation de la diversité professionnelle dans le recrutement, allant de pair avec l'essor du mouvement, semble ici entériné. Pourtant, en embrassant la nature exacte de l'ensemble des professions, on restitue au Cantal sa tonalité rurale plus marquée : les professions non agricoles des pères y sont réparties de façon équilibrée, entre celles qui sont en rapport direct avec l'environnement agricole (négociant en bestiaux, forgeron, boucher) et les autres (mécanicien, greffier, entrepreneur, employé des postes), tandis qu'en Aveyron seul un père aubergiste marchand de vin pourrait être à la rigueur rangé dans les professions rurales, les autres cas révélant un recrutement élitiste : notaire, greffier, petit industriel. A l'inverse de la branche masculine, c'est en Aveyron que le statut social semble plus élevé. Quant aux filles d'agriculteurs, c'est aussi en Aveyron qu'elles semblent issues de familles plus prospères sur le plan économique, si l'on se fie au nombre moyen de personnes travaillant sur l'exploitation (3 contre 1,6 dans le cantal). Filles de notables des bourgs ou d'exploitants aisés, les premières responsables aveyronnaises semblent avoir été investies de fonctions fédérales en vertu de leur notoriété sociale et de la disponibilité allant de pair. Dans le Cantal, la plus grande précarité des filles d'agriculteurs est compensée par le taux plus important de dirigeantes dont les parents exercent une autre profession et par l'habitat plus fréquemment situé dans des villages centres, gages de relations sociales denses. Nous pourrions émettre ici une hypothèse qui vaudrait aussi pour les cadres de la JAC aveyronnaise : un statut originel plus modeste ou plus fragile, mais des stratégies d'ascension ou de compensation sociale qui peuvent malgré tout conduire indirectement à la prise de responsabilités.

c) Des réseaux

Comment ces équipes ont-elles assis, maintenu ou renforcé leur pouvoir et leur légitimité dans le temps et dans l'espace, tant local que régional ?

L'étude comparative, pour la branche masculine, des réunions à « résonance fédérale »[816] dans le Cantal et en Aveyron, ne laisse aucun doute sur la vitalité différenciée des deux fédérations, et sur l'intensité bien plus marquée avec laquelle les équipes dirigeantes aveyronnaises, plus fournies, sont parvenues à animer le mouvement et à mailler le terrain[817]. Pour la JACF, en revanche, les ordres de valeur sont proches[818], mais par rapport à l'avant-guerre, l'effort aveyronnais est le plus important[819]. L'étude de la ventilation par types des réunions montre aussi que les Aveyronnais des deux sexes privilégient davantage les réunions *paroissiales*, donc d'échelle fine[820]. Ces différences reflètent directement les capacités inégales des deux diocèses à se doter d'un encadrement militant dense au niveau fédéral, affectant principalement la JAC cantalienne comme nous l'avons vu : les visites se font dès lors selon un maillage plus lâche, donc au final moins efficace. On pourrait malgré tout relever une certaine convergence en notant que dans les deux diocèses, quoique selon des proportions très différentes, l'année 1941 a été communément marquée par une reprise des visites de terrain, qui a nécessairement joué dans l'essor notable du nombre de groupes, l'année 1942 étant davantage celle de la « gestion » de l'essor, avec une multiplication des sessions de formation militante en Aveyron.

A la différence du nombre de réunions menées par les dirigeants fédéraux, le rythme annuel de leurs déplacements à l'extérieur, comme celui de la venue de visiteurs, ne subit pas de grande variation par rapport à l'avant-guerre[821]. De même, la densité des relations extérieures reste comparable d'un diocèse à l'autre pour chaque branche, et supérieure pour la branche féminine[822]. Nous pouvons en outre constater que plus de 80 % des contacts extérieurs relevés pendant la guerre sont concentrés sur le début de la guerre : 1941 et 1942.

C'est alors surtout la géographie des contacts qui change.

---

[816] C'est à dire avec présence d'un dirigeant fédéral. On n'a donc pas retenu les réunions de secteur. Mais on a intégré les réunions de formation professionnelle.

[817] Après les « basses eaux » communes de 1940, pendant que dans le Cantal la moyenne pour 1941-42 s'établit à 34 réunions par an, en Aveyron elle atteint presque la centaine. Si nous prenons comme référence (base 100) la moyenne annuelle des réunions dans la période 1935-39, nous atteingnons pour 1941-42 l'indice 327 pour la JAC aveyronnaise, et seulement l'indice 236 dans le Cantal

[818] 62 réunions en moyenne dans le Cantal en 1941-42, et 78 en Aveyron.

[819] Si nous prenons comme référence (base 100) la moyenne annuelle des réunions dans la période 1935-39, on atteint l'indice 180, contre 126 pour le Cantal. Comme le recours à une donnée moyenne gomme les irrégularités annuelles, on doit par ailleurs signaler que dans toust les cas, c'est l'année 1941 qui concentre l'essentiel de l'effort, sauf pour la JACF aveyronnaise, au démarrage plus tardif, où cet effort est décalé dans le temps, vers 1942.

[820] JAC 12 : 54 % ; JAC 15 : 30 % ; JFC/JACF 12 : 45,2 % ; JACF 15 : 27,2 %.

[821] Si ce n'est un ralentissement en 1940, et un maximum en 1942, qui renvoient à la conjoncture générale.

[822] Si l'on cumule les déplacements à l'extérieur et les visites, on relève 14 contacts pour la JAC aveyronnaise, et 12 pour la cantalienne, et pour la JACF, respectivement 38 et 29 contacts.

Pour la JAC, ce sont toujours des départements du pourtour ouest du Massif central, la Corrèze, le Tarn-et-Garonne et le Tarn, qui constituent les pôles de diffusion et de référence du jacisme, et ce, pour l'ensemble du Sud-Ouest, si l'on se réfère à la localisation des sessions régionales de formation jaciste en 1940[823]. Mais, alors que nous avions constaté avant guerre la prégnance du cadre géographique des unions régionales de l'ACJF en matière de structuration des relations régionales, nous assistons à la rupture de ce cadre, et à un recentrage des relations régionales sur des ensembles géographiquement moins étendus, où les logiques de proximité reprennent leurs droits : en période de communications difficiles, la localisation des réseaux ferroviaires est essentielle pour expliquer l'entretien des relations jacistes à l'échelle régionale. Mais il faut aussi relever que cette nouvelle géographie régionale est proprement jaciste, ne correspondant pas aux nouvelles régions administratives mises en place par la loi du 18 avril 1941, qui rattachait l'Aveyron au Languedoc, ou séparait l'Auvergne du Limousin. Le Cantal ne présente plus de relations directes avec la région toulousaine dont il avait longtemps été une sentinelle avancée. Les relations se concentrent sur la Corrèze, mais aussi, désormais, sur le Puy-de-Dôme, département pionnier en matière d'essor jaciste, relié au pôle lyonnais, mais dont la JAC cantalienne était restée coupée jusque là, prisonnière des cadres administratifs antérieurs. Présente systématiquement aux journées de formation qui se déroulent dans le Puy-de-Dôme, la fédération jaciste du Cantal s'ouvre ainsi à l'influence possible du pôle centre-est où se trouve exilé le secrétariat général, tout en demeurant une fédération périphérique. Les Aveyronnais en revanche, même s'ils participent à une session à Brive, restent plutôt rattachés au pôle méridional, en direction du Tarn et de la Lozère. Néanmoins, le statut de la fédération est moins périphérique que celui du Cantal, à l'inverse de la situation d'avant guerre : les contacts avec l'extérieur passent ici bien davantage par la venue de visiteurs que par les déplacements à l'extérieur[824], et l'Aveyron accueille même une session régionale en 1941.

Pour la JACF en revanche, dès avant la guerre, le cadre des relations régionales était plus souple, tenant compte davantage des relations de proximité. Ici, l'ancrage du Cantal dans un système de relations régionales très centré sur le cœur du Massif central est confirmé, par les liens maintenus avec le Puy-de-Dôme, la Haute-Loire et surtout la Lozère à travers Bouldoire, le Cantal faisant même office de "centre", pour une session régionale, en 1941 ; mais les connexions avec Purpan ne sont pas rompues, tant le Père Laroque vient fréquemment assister les sœurs de Bouldoire pour l'organisation des semaines ou journées

[823] AN MRJC.
[824] Relations extérieures : Aveyron = 65 % de visiteurs extérieurs et 35 % de visites à l'extérieur ; Cantal = 43 % de visiteurs extérieurs et 57 % de visites à l'extérieur.

rurales (1940, 1941, 1942). L'Aveyron, où la fédération naissante se cherche, est plus hésitant, envoyant des délégations assez systématiquement aux sessions de formation ou au conseil national, en Haute-Garonne, en Corrèze, dans le Tarn-et-Garonne, dans le Lot, mais n'établissant aucun contact en revanche avec le Cantal. Ici, le rapport est l'inverse de celui constaté pour les branches masculines : ce sont les Aveyronnaises qui recourent davantage (deux fois plus) aux déplacements à l'extérieur, signe là encore d'un développement plus faible, d'un besoin d'aller chercher des contacts et soutiens, à moins que ce ne soit un héritage des pratiques de la Jeunesse féminine catholique aveyronnaise, visant à maintenir un certain ascendant de l'organisation rouergate à l'échelle nationale. Réussissant à ce jeu là, Lucette Babec, sur les traces de Gabrielle Bonnefous, n'a pas tardé à devenir responsable régionale de la JACF en 1943[825], puis vice-présidente nationale en 1944[826]. Pourtant, mis à part son cas particulier, les relations avec l'extérieur n'apparaissent plus autant mobilisées par une ou deux personnes qu'elles avaient pu l'être avant-guerre, notamment en Aveyron.

La qualité des visiteurs reçus par chaque fédération laisse par ailleurs entrevoir deux types de stratégies différentes, dans l'appel fait à des intervenants extérieurs.

Le nombre de visites de responsables nationaux est à peu près équivalent dans les quatre fédérations étudiées (quatre à six) : c'est une « base commune », qui correspond plutôt à la gestion au quotidien des relations entre le national et les fédérations. Néanmoins, la JAC et la JACF aveyronnaises ont reçu plus fréquemment la visite d'un aumônier national, que leurs consœurs cantaliennes[827]. Serait-ce le signe de la reconnaissance par l'échelon national de la force des fédérations aveyronnaises, les aumôniers privilégiant les entités les plus prospères ou prometteuses ? Ou cela révélerait-il aussi, de la part des instances diocésaines aveyronnaises qui avaient veillé à préserver jusque là une certaine autonomie locale, un changement de stratégie : face à la concurrence d'autres mouvements émergeants et aux dangers de la jeunesse unique, faire appel à la caution nationale, ne serait-ce pas chercher une garantie de résistance ? Dans le Cantal en revanche, l'enjeu semble s'être situé davantage du côté des questions de formation que de celui de l'organisation[828].

---

[825] FF 11/1943.
[826] FF 03/1944.
[827] Deux fois pour la JACF, et trois pour la JAC, contre une seule dans le Cantal.
[828] C'est ce que suggère la place occupée, pour la JAC par les visiteurs-formateurs issus d'écoles des cadres (quatre visites), pour la JACF par la venue à répétition des sœurs de Bouldoire (quatorze fois), et du Père Laroque, de l'école d'agriculture de Purpan (huit fois), pour animer les journées ou semaines rurales. En Aveyron, c'est, à la limite, au sein de la JACF que l'on retrouverait en partie cette tendance, avec l'appel à une responsable du Tarn, M^{elle} Joqueviel, en 1942, pour venir animer des journées rurales ; mais celles-ci sont autant des sessions de formation ménagère que des moyens de propager la JACF et d'y rallier les anciens groupes non encore spécialisés.

*

L'action des dirigeants n'est pas seulement une action de « défense » contre une mise en danger de la JAC/F. C'est aussi la construction de fait d'une nouvelle JAC/F qui est en question. Une JAC/F qui se développe aussi en répondant à des aspirations communes en temps de guerre : subsister, et aider les autres à le faire ; retrouver un peu de joie.

C – Faire face à la guerre

1 – Aider

Les opérations de solidarité face à la guerre ont donné sans doute une impulsion à l'apprentissage de la prise de responsabilité, préparant le terrain au succès du concept de « formation par l'action »[829].

Néanmoins, une partie du travail, dans ce domaine, est partagée avec d'autres mouvements, les organisations de jeunesse catholique s'insérant souvent dans des campagnes générales coordonnées par des organisations extérieures. Nous devons nous demander comment cela s'inscrit dans les logiques jacistes, et éventuellement les transforme, si le degré de spécialisation a été ou non déterminant, révélant peut-être déjà une sensibilité plus marquée en faveur de l'engagement au service de la communauté..

a) Soutenir, témoigner, accueillir

En situation de guerre « au sens strict » (jusqu'à l'armistice), le premier devoir des jeunes membres des organisations catholiques échappant à la mobilisation a été d'exprimer leur solidarité à l'égard des soldats mobilisés, et en premier lieu des militants qui figuraient parmi eux. Cette solidarité est passée par des moyens attendus : envoi de courrier pour entretenir le moral[830], envoi de jeux de cartes, de livres, des journaux du mouvement, voire de journaux catholiques locaux ou nationaux ; envois de vêtements, souvent réalisés par les jeunes filles, et en Aveyron, de « chapelles portatives » pour les prêtres mobilisés[831]. S'y ajoutent l'aide apportée à leurs familles, par la réalisation de travaux agricoles, par un soutien

[829] *Cf.* Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p.265.
[830] Recommandation expresse est faite aux jeunes filles de ne pas signer, afin d'éviter que ne se nouent des relations autres que limitées à un strict soutien moral.
[831] JA, 01/1940, 02/1940, 05/1940 ; JR, 01/1940, 03/1940 ; FF, 01/1940, 02/1940.

financier éventuel, et les prières à leur intention[832]. C'était en outre, souvent, une aide à sa propre famille, pour pallier l'absence des hommes[833]. En retour, sont attendues, de la part des soldats, des nouvelles, régulièrement transmises par la presse militante masculine[834]. Les organisations de jeunesse catholique jouent comme une famille de substitution pour apporter avant tout un réconfort moral.

Mais pour les mobilisés, ce qu'ils vivent constitue une expérience prolongée de l'ailleurs, de milieux différents de celui où ils avaient évolué jusque là, relativement protégé du point de vue religieux. Face à des camarades soldats détachés de la religion, la conscience de la déchristianisation se forge de façon concrète, et non plus aussi abstraitement qu'« au pays ». La notion d'action apostolique prend alors tout son sens. Et cette prise de conscience touche, pareillement, à l'arrière, ceux et celles qui restent, sensibilisés par les témoignages des leurs, présentant le monde de l'armée comme un milieu mêlé, comme un milieu de tous les dangers. Leur envoyer les journaux des mouvements, les informer sur la vie de la fédération, via des « lettres roulantes » par exemple, comme dans le Cantal[835], c'est aussi leur éviter de « sombrer », et continuer à façonner des âmes chrétiennes telles que les jeunes filles de la JACF sont en droit d'en attendre de leurs futurs fiancés[836]. Certes, ce discours, tout comme les pratiques de mise en garde et de correspondance, avaient déjà cours, avant-guerre, à l'égard des conscrits[837], confrontés, à la caserne, sur le plan religieux, à un univers bien différent de celui au sein duquel ils avaient grandi. Mais la masse de jeunes plongés dans la même expérience, au même moment, et l'importance accrue donnée à ces aspects par les actions quotidiennes et par la presse des mouvements de jeunesse[838] leur donnent une acuité inégalée.

Le relais pris ensuite par les départs de jacistes pour les chantiers de jeunesse a marqué à la fois l'approfondissement et l'enracinement de ces approches apostoliques. Dans les deux diocèses, les fédérations donnent un écho aux brochures nationales *Avant le départ* et *Pionniers du Christ*, ou organisent une préparation matérielle et morale, par des réunions

[832] Pour le Cantal : JA, 09/1939.
[833] Pour le Cantal : EA 10/1939.
[834] Les différences enregistrées dans la place réservée aux nouvelles des mobilisés dans les pages jacistes de la presse militante n'ont pas de signification, car les nouvelles sont données hors rubrique JAC en Aveyron.
[835] On se rapproche ici de l'initiative prise dans l'Hérault, où la fédération avait mis sur pieds une *Lettre aux soldats* (Prat, G., mém. cit., p.63). Point d'initiative semblable en Aveyron.
[836] FF 02/1940 ; JA 01/1940, 05/1940.
[837] JR 07/1937 ; JA 11/1936, 09/1938, 03/1939 ; on relève à l'occasion, aussi, des retraites pour les conscrits, ou la promotion du *Manuel du soldat jaciste* (JR 05/1937).
[838] La place réservée aux soldats dans la presse militante locale passe de 2 % à 5-10 % de la page des jeunes ruraux. Le phénomène est similaire dans l'Hérault, par exemple : Prat, G., mém. cit., p.69.

d'information, par des récollections. Bientôt sont mis en place des groupes autour d'anciens, qui expliquent comment peut s'exercer un apostolat au sein de « groupes d'amitié »[839]…

La guerre offre une « école pratique » à l'apostolat prôné par l'encadrement. Et il ne serait pas impossible que dans cette expérience, vécue personnellement ou par procuration, s'ancre l'émergence, comme notion vécue, du « témoignage » chrétien, dont on a dit qu'il caractérisait la période 1940-1956 de l'Action catholique[840]. Néanmoins, cette sensibilité apostolique est plus clairement exprimée en Aveyron que dans le Cantal[841], où les nouvelles données par les mobilisés portent avant tout sur les lieux d'affectation, et sur quelques exploits militaires[842].

Le conflit achevé, les jacistes ont continué à être sollicités pour des actions de solidarité. En juin, avec l'exode, les jeunes aveyronnais et aveyronnaises sont invités à participer à l'accueil des réfugiés, et à prendre contact, s'il s'en présente, avec les jacistes qui en feraient partie[843]. Etonnamment, on ne rencontre pas ce type de sollicitation dans le Cantal[844]. Les effectifs respectifs de réfugiés, assez similaires dans les deux départements, ne justifient pas cette différence[845]. En fait, au-delà de la requête formelle, dans la réalité, l'accueil de réfugiés semble davantage avoir impliqué les groupes urbains : ceux des chefs-lieux d'arrondissement et de quelques localités plus modestes disposant d'une gare importante[846]. Il faut donc se méfier des raccourcis de l'historiographie jaciste, qui considère les secours aux réfugiés comme allant forcément de soi[847]. L'action de la jeunesse catholique rurale semble en revanche avoir été davantage effective, à l'automne 1940, pour rechercher

---

[839] JA 03/1941, 05/1941, 08/1941, 01/1942, 11/1942, 12/1942 ; JR 03/1941, 06/1942, 11/1942.
[840] Cholvy, G., Comte, B., Feroldi, V., *Jeunesses chrétiennes au XXe s.*, Paris, Ed. ouvrières, 1991.
[841] JA, 01/1940, 02/1940, 05/1940 ; JR, 02, 03, 04-05, 06/1940. Deux exemples parmi d'autres [JR 02/1940] : « je me contente de donner le bon exemple, de rendre service quand c'est possible, et de supporter les blagues des camarades ; (…) toutefois, la pratique religieuse se maintient (…) ; je veux, toutefois, essayer de constituer un groupe d'amitié » [Gaffard, vice-président de la JAC aveyronnaise] ;: « poursuit son apostolat dans son nouveau milieu » [Bouyssou, président de la JAC aveyronnaise]
[842] Par exemple : Jean Chantal descend un avion allemand ; Jules Raymond passe la frontière et essuie les tirs allemands (JA, 02/1940). Exemples aveyronnais : JR, 03/1940 ; FF 02/1940.
[843] JR 06/1940 ; FF 06/1940, 07/1940.
[844] Aucune mention relevée dans les pages rurales de JA et EA.
[845] Aveyron : 75 000 réfugiés en juillet 1940 (Jarrige Françoise, et Marcy Jean-Philippe, « L'Aveyron et les réfugiés de 1940 » [communication au colloque de Montauban *La France du repli : les réfugiés dans le Midi, 1940*, 10-14 mai 2000], *Migrance*, 1er trimestre 2000) ; Cantal : 63 483 réfugiés à la même époque (Pouget, Germain, *La vie quotidienne dans le Cantal 1939-1945*, Aurillac, C.C.C., 1994, p.45).
[846] En Aveyron, Millau, Rodez, Laguiole… (FF 07/1940). F. Jarrige et J.-P. Marcy (communication citée) signalent d'ailleurs des réactions négatives des Aveyronnais à l'égard des réfugiés, taxés d'oisiveté, ou victimes de xénophobie : « les réfugiés sont impatients de repartir », et « certaines communes rurales demandent le départ des réfugiés dans les plus brefs délais ».
[847] Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p.265.

des familles d'accueil disposées à recevoir lors de leurs permissions - contre une indemnité de 111,50 F par jour il est vrai[848]–, les soldats démobilisés originaires de la zone occupée[849].

b) Secourir

Passée la "drôle de guerre", l'exercice de la solidarité se pérennise et s'institutionnalise. Si le nombre d'actions menées dans ce domaine par les groupes de jeunesse catholique masculins et féminins, repérées dans la presse militante ou confessionnelle locale, est relativement stable de 1941 à 1944 (autour de 150 par an), les années 1941 et 1942 sont avant tout celles de l'investissement masculin, ce dernier étant appelé à régresser par la suite en raison notamment des départs pour le STO[850].

Le traumatisme de l'emprisonnement des proches est encore vif. A cela s'ajoute la sollicitude marquée du gouvernement à l'égard des prisonniers, et leur place de choix dans sa philosophie politique, qui les pose malgré eux comme les ferments de la Révolution nationale, artisans de la rédemption de la France par les souffrances qu'ils endurent[851]. Aussi, globalement, au moins le tiers des actions de solidarité repérées en 1941-42[852], leur sont encore destinées, contre un peu moins du cinquième dans les deux années suivantes.

L'offre de journées de travail aux familles de prisonniers, pour les aider notamment lors des grands travaux agricoles, est une spécificité masculine, mais ne représente qu'une part marginale des actions de solidarité à l'égard des prisonniers (moins de 5 %)[853]. Ce type d'aide

---

[848] JR 10/1940, 01/1941 ; JA 03/1941. Ce même type d'accueil est aussi sollicité dans l'Hérault au même moment : Prat, G., mém. cit., p.74-75.

[849] Non seulement la sollicitation est relevée dans les deux départements, mais on sait aussi que les Aveyronnais, en janvier 1941, ont pu proposer 80 familles…. On ne sait en revanche si la recherche d'exploitants voulant bien accueillir comme apprentis des jeunes chômeurs, proposée aux jacistes aveyronnais en octobre 1940 (JR 10/1940), a elle aussi été suivie d'effets.

[850] En 1942, année d'apogée, les actions masculines repérées sont une fois et demi plus nombreuses que celles de la JACF dans le Cantal, et représentent plus de quatre fois celles de la jeunesse féminine en Aveyron.

[851] Durand, Y., « Les prisonniers », dans Azéma J.-P. et Bédarrida F., *La France des années noires, op. cit*, t.1, p.263-264. En revanche, la prétendue sur-représentation des paysans parmi les prisonniers a été infirmée (*ibid.*, p.262), et ne peut avoir joué pour focaliser l'attention des mouvements catholiques ruraux sur leur sort.

[852] Bien davantage encore dans le Cantal, où il s'agit des deux tiers des actions repérées. En Aveyron, elles sont apparemment moins souvent citées, mais en 1942, la quasi totalité des *sections jacistes* sondées sur leurs activités ont mené des actions pour les prisonniers, en association avec la légion [AMO, enquête sur l'état des sections de la JAC aveyronnaise, 1942 (déjà citée).].

[853] Dans l'Hérault, des journées de travail étaient effectuées par les jacistes dans les vignes des prisonniers (Prat, G., mém. cit., p. 93).

est plutôt passé par des canaux non jacistes, informels (voisinage, parenté), ou officiels (réquisitions, service civique rural)[854].

L'implication jaciste cache d'autres motivations. Les actions en faveur des prisonniers semblent davantage privilégiées dans le Cantal. Or, ce n'est pas dû à une sur-représentation des effectifs retenus en Allemagne[855]. C'est ici le mode d'action qui fournit en partie l'explication. Car elle passe essentiellement par l'organisation de séances récréatives dont le produit est affecté au soutien aux prisonniers[856]. Les groupes les plus insérés dans la JAC (affiliés ou en passe de l'être) sont les plus impliqués dans ces actions[857]. Mais, derrière ce prétexte de solidarité, se profile aussi le désir de se distraire, d'organiser des loisirs. L'approche s'oppose à celle de la JACF aveyronnaise : l'essentiel des actions de solidarité y est consacré à des collectes et à la confection de colis, alors qu'aucune séance récréative au profit des prisonniers n'est relevée. Le type de conception de l'exercice de la solidarité est visiblement en jeu. Pour les Aveyronnaises, soumises à une très forte pression de l'encadrement ecclésiastique, tant qu'il s'inscrit dans des cadres traditionnels d'action charitable, l'efficacité est au rendez-vous. Mais il ne semble guère être question de s'impliquer dans des actions jugées insuffisamment dignes, comme des séances récréatives.

Nous constatons par ailleurs que la part des actions consacrées aux prisonniers est maximale en 1941, alors que la population veut croire encore à un retour rapide.[858] Elle diminue de façon notable en 1942[859] : la résignation joue sans doute, mais aussi, vraisemblablement, l'amélioration des ressources des familles de prisonniers grâce au nouveau système d'allocations militaires mis en place[860]. Les jacistes se consacrent alors davantage à aider les urbains.

---

[854] Loubières, L., « Les rythmes de la vie quotidienne dans le cantal sous l'occupation, 1939-1944 », mém. de maîtrise [sous la direction de Pierre Laborie], université de Toulouse-Le Mirail, 1995, 216 p., p. 86 et 95.

[855] Ils constitueraient 3,6 à 3,9 % de la population dans le Cantal, et 3 % de celle de l'Aveyron (pour le Cantal : Martres, E., *Le Cantal de 1939 à 1945*, Cournon d'Auvergne, De Borée, 1993, 701 p. : p.22 ; pour l'Aveyron, Font Ch. et Moizet H, *L'Aveyron et les Aveyronnais dans la 2e guerre mondiale*, Toulouse, CRDP Midi-Pyrénées, 1996, p.34).

[856] Dans le Cantal, ce sont là 80 à plus de 90 % des actions relevées en 1941, encore 30 % [JAC] et 55 % [JACF] en 1942. Si l'on en croit le processus expliqué par les sections aveyronnaises dans leurs réponses à l'enquête de 1942 (AMO, enquête sur l'état des sections de la JAC aveyronnaise, 1942 [déjà citée]), l'argent collecté est versé à la Légion en général (parfois à la Croix-Rouge), qui l'utilise pour confectionner des colis.

[857] Dans le Cantal : JAC = 40 % ; JACF = 50 %. Ces pourcentages sont inférieurs à ceux obtenus pour les sections jacistes sondées en 1942, mais les modalités de la mesure ne sont pas identiques : ici, il s'agit seulement des mentions dans la presse militante ou catholique diocésaine, et il n'y a donc rien de systématique. – En Aveyron, la plupart des sections sondées pour l'enquête de 1942 citée plus haut, organisaient des séances récréatives pour les prisonniers.

[858] *Cf.* Fishman S., *Femmes de prisonniers de guerre, 1940-1945*, Paris, L'Harmattan, 1996, p.92-93.

[859] JAC 15 : 39,5 % des actions de solidarité en 1942, contre 89,5 % en 1941 ; JACF 15 : 56,3 % en 1942, contre 100 % en 1941 ; JACF 12 : 29,4 % en 1942, contre 53,8 % en 1941 ; seule fait exception la JAC 12 : 9,7 % en 1942, contre 9,2 % en 1941.

[860] Cf. Fishman S., *Femmes de prisonniers de guerre, 1940-1945, op. cit.,* p.88-89.

*

Un tiers des actions repérées en 1941-42 dans le Cantal, et huit sur dix en Aveyron, relèvent déjà de la campagne de fraternité à l'égard des familles urbaines initiée apparemment dès novembre 1940[861] par le Secours national, en accord avec le Secrétariat général à la jeunesse et l'ACJF. Le fait que la JAC/F soit déjà la principale organisation de jeunesse présente dans les campagnes, pourvoyeuses de nourriture, n'est sans doute pas étranger à cet accord « ciblé ». Ici, l'opération n'est réellement engagée qu'à partir de l'automne 1941[862]. La JAC/F devait collecter des dons en nature ou en argent destinés aux ouvriers des villes en difficulté, repérés par les JEC/F, JOC/F, JIC/F (en fait, la seule JOC/F dans le Cantal et l'Aveyron), qui assurent la redistribution. Les comités départementaux de l'ACJF étaient chargés de la mise en place, en accord avec la Croix Rouge, le Secours national, la Légion, les autres mouvements de jeunesse. Le responsable local était le délégué à la jeunesse quand il y en avait un, et sinon, la JAC/F, du moins si elle était elle-même présente. Ce devait être aussi l'occasion d'étendre le rayonnement du mouvement, en engageant des non jacistes dans l'action.

Nous avons dit que cette campagne de fraternité avait été surtout privilégiée, en valeur absolue, en Aveyron. Néanmoins, si l'on se contente d'observer l'implication des groupes affiliés à la JAC/F ou en voie de l'être, les taux sont beaucoup plus proches d'un diocèse à l'autre, à l'exception de la JACF cantalienne[863].

Dès l'automne 1941, la JAC aveyronnaise s'est fortement impliquée dans la campagne de fraternité, y consacrant l'essentiel de ses actions de solidarité (plus de 90 %), et maintenant cette implication très élevée en 1942. L'implication féminine aveyronnaise est inférieure, surtout en 1941 (30 % ; mais 70 % en 1942), en raison de l'engagement marqué en faveur des prisonniers. En 1942, avec un léger décalage dans le temps, le Cantal s'investit fortement, lui aussi, dans ce type d'action, mais sans renoncer pour autant aux séances récréatives. L'essentiel de la forte croissance des actions masculines s'explique de cette façon[864].

A Noël, d'abord, ont eu lieu des collectes de vivres dans les campagnes : la spécificité rurale de la JAC/F jouait pleinement son rôle. Elles ont permis par exemple de secourir 250 familles, dans la région d'Aurillac. Après la campagne proprement dite, ont encore lieu en

[861] Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p.265.
[862] JA 11/1941 ; JR 12/1941 ; FF 01 & 02/1942. L'année 1941 avait été marquée par plusieurs diminutions successives des rations allouées aux consommateurs, en avril, août, octobre (Cépède, M., *L'alimentation et l'agriculture durant la seconde guerre mondiale*, Paris, Litec, 1960, p.383).
[863] Aveyron : JAC = 64,4 %, JACF = 55,6 % ; Cantal : JAC = 57,6 %, JACF = 33,8 %.
[864] Plus de 62 % d'actions de la JAC sont menées dans le cadre de la campagne, et près de 44 % de celles de la JACF.

février des collectes de vêtements[865]. En mars, les jeunes filles aveyronnaises engagent une collecte d'argent[866]. Parallèlement, les groupes jacistes sont incités à parrainer des individus ou des familles dans le besoin, en leur envoyant régulièrement des colis[867]. Dans le Cantal, des sections envoient aussi des rames[868] et des piquets pour permettre la création de jardins ouvriers, profitant de la subvention de 150 F pour chaque jardin créé, prévue par la loi[869].

La logique de solidarité « alimentaire » campagne-ville est encore à l'œuvre quand la JAC/F est sollicitée pour aider à trouver des familles disposées à accueillir pendant l'été des jeunes enfants venant d'agglomérations proches ou lointaines. En 1942, trois cents enfants de Millau et du Bassin houiller, plus un certain nombre de l'Hérault, sont placés dans les campagnes aveyronnaises, et dans le Cantal, près de 1 600 venant de la région parisienne[870]. Mais si des appels à contribution sont lancés en direction de la JAC/F, l'implication réelle du mouvement n'est pas formellement attestée. De même, l'aide aux réfugiés, qui n'avait guère marqué la réalité de l'action de la jeunesse catholique rurale lors de l'exode, demeure très marginale en 1941 et 1942[871] : la concurrence, sur ce terrain, d'autres organisations, notamment urbaines et laïques[872], a dû jouer, de même que le reflux[873], ou l'intégration progressive des réfugiés demeurés sur place.

Ce soutien alimentaire apporté par la campagne à la ville grâce à la JAC/F a pu être présenté comme un acte d'apostolat. Ce fut le cas, dans le Cantal, sous la plume de l'aumônier diocésain de la jeunesse masculine, l'abbé Bouard : face au climat de dureté qui avait conduit au marché noir, il fallait matérialiser ainsi l'amour de Dieu fait homme pour sauver tous les hommes[874]. C'était là montrer aux plus récalcitrants des paysans, que la

---

[865] A rapprocher de l'apparition prochaine, en juillet 1942, d'une carte de rationnement pour le textile.
[866] Bilans : FF 01-02/1942 ; TUR 01/1942 ; JA 01/1942.
[867] JA 02/1942 ; FF 05-1942.
[868] « Petit branchage que l'on plante en terre pour soutenir les plantes grimpantes, et, en particulier, les pois, les haricots » (Lachiver, M., *Dictionnaire du monde rural. Les mots du passé*, Paris, Fayard, 1997, p.1412)
[869] JA 02/1942 ; loi du 25/11/1940.
[870] JR 06/1941, 05/1942, 05-06/1943, 06/1944 (rétrospectif) ; FF 05/1943 ; JA 05/1942 ; Pouget G., *La vie quotidienne dans le Cantal 1939-1945, op. cit.*, p.44-46.
[871] Moins de 1 % du total des actions repérées ; 15,2 % des actions de la jeunesse féminine aveyronnaise en 1941, mais elles-mêmes sont cette année là en quantité négligeable.
[872] Pour la Lozère, Jean-François Courtois(thèse citée, p. 453-454) évoque l'action de placement de l'Œuvre des petits bergers, à compter de 1942, et plus tard celle de la Corporation. C'est plutôt pour l'après-guerre, qu'il parle du rôle de la JACF.
[873] En Aveyron, il n'y a plus que 8 983 réfugiés en janvier 1942, contre 75 000 en juillet 1940 (Jarrige, F., et Marcy, J.-Ph., « L'Aveyron et les réfugiés de 1940 », art. cité) ; dans le Cantal, contre 63 483 en juillet 1940, ils ne sont plus que 6 500 en avril 1940, et 1 990 en août 1942 (Pouget, G., *La vie quotidienne dans le Cantal 1939-1945, op. cit.*, p.44-46).
[874] JR 11/1941.

rétention de vivres[875] allait à l'encontre du message chrétien d'amour du prochain. Mais justement, ce pouvait être, plus largement, et dans la lignée de l'affirmation d'une fierté paysanne, un moyen de défendre l'image des paysans, fortement malmenée au même moment, par les accusations d'enrichissement par le marché noir, et d'accaparement de denrées[876].

2 – Divertir

a) Les séances récréatives, mode de divertissement privilégié

La possibilité de réunir des fonds pour secourir des prisonniers a joué assurément un rôle incitateur à l'égard des séances récréatives. Celles-ci ne furent pas spécifiques à la JAC, qui n'en fut que le principal organisateur dans les campagnes, aux côtés de la Légion ou des écoles[877]. Relevées de toute suspicion par la caution et l'encadrement ecclésiastiques dont elles bénéficiaient, et par la justification charitable, ces séances offraient à bon compte, tant pour les exécutants que pour les spectateurs, un intermède de réjouissances dans ces temps troublés où la jeunesse se voyait notamment privée de bals[878]. Il est donc bien difficile d'établir la part du prétexte et celle de l'acte purement généreux, sur le plan collectif et encore plus sur le plan individuel ; d'autant plus que des logiques diocésaines semblent primer.

En effet, dans le Cantal, alors qu'en 1938, aucun groupe de jeunesse catholique rurale masculine n'était mentionné dans la presse comme ayant organisé une séance récréative, et que 8 % seulement des groupes de jeunesse féminine étaient dans ce cas, en 1941, plus du tiers, dans les deux branches, en montent au moins une, et en 1942, encore le cinquième[879]. Au contraire, l'Aveyron demeure clairement en retrait[880]. Toutefois, le degré d'insertion dans la JAC semble jouer : parmi la quarantaine de sections masculines aveyronnaises ayant répondu à l'enquête de 1942, qui sont apparemment les plus actives, 72 % ont organisé au moins une séance récréative au profit des prisonniers. – Pour toutes les branches et dans les

[875] Le préfet du Cantal la dénonce dans la CC 07/03/1942.
[876] Marcy J.-Ph., « La Corporation paysanne et la perception des problèmes de ravitaillement et du marché noir sous l'occupation dans l'Aveyron » [colloque de Saint-Affrique, octobre 1993], *Résistance en Rouergue,* juin 1994, p.22-26. – Dans le Cantal, L. Loubières (« Les rythmes de la vie quotidienne dans le Cantal sous l'occupation, 1939-1944 », mém. cit.), repère une montée des récriminations à l'égard des paysans, et une modification dans ce sens du discours tenu dans les journaux, à l'automne 1941 (p.108-109). – Voir aussi la synthèse pour la France de Veillon, D., *Vivre et survivre en France, 1939-1947*, Paris, Payot, p.198-210.
[877] Cf. CC ou EP, passim.
[878] Cf. Veillon, D., *Vivre et survivre en France, 1939-1947, op. cit*., p.228
[879] JAC 15 : 1941 = 38,7 %, 1942 = 21 % ; JACF 15 : 1941 = 34 %, 1942 = 18,6 %. En 1943, la part de groupes organisant une séance récréative tombe à un peu plus de 11 % seulement, dans les deux branches.
[880] Non seulement le démarrage est plus tardif, puisqu'il faut attendre 1942, mais encore, la retenue est manifeste : à peine 10 % des groupes masculins sont touchés, tandis que, comme on l'a vu, la jeunesse féminine rurale, beaucoup plus soumise encore à l'influence des diverses autorités ecclésiastiques, ne se manifeste toujours pas, ou presque Une seule séance récréative féminine est repérée en 1941, et une autre en 1942.

deux diocèses, la deuxième moitié de la guerre a été marquée en revanche par la régression du nombre de séances organisées.

La réaction régulatrice des deux évêchés n'a guère tardé. Très vite, les séances mixtes ont été interdites[881]. Au printemps 1942, dans le Cantal, il est rappelé dans *Jeunes Arvernes* que la JAC n'est « pas une association d'organisation de loisirs, de séances récréatives, qui défile aux cérémonies patriotiques ou religieuses. La JAC est un foyer d'idéal où les jeunes découvrent le Christ et le bonheur, un foyer d'amitié où ils s'aident pour transformer la vie en fonction de cet idéal ». Et l'abbé Joubert, aumônier de la JACF, renchérit en septembre, en dénonçant « des cas d'exagération dans l'organisation des séances récréatives » [882]. Puis, c'est le conseil fédéral du 10 octobre qui préconise de s'en tenir désormais à une séance maximum, qui sera ainsi mieux préparée, plus artistique et… plus éducative. En Aveyron, Paul Cousty[883] tempère les ardeurs : passer trois mois à préparer une séance récréative, c'est être à côté de la JAC, qui « doit d'abord former des paysans chrétiens, et non des Sacha Guitry »[884] !

Ces réactions montrent combien l'essor jaciste du début de la guerre a été ambigu : l'impulsion a été portée à la fois, dans le discours de l'Eglise et des dirigeants, par un élan apostolique et missionnaire qui prolongeait celui de l'avant-guerre, par une volonté de préservation ; et en même temps, il s'est appuyé sur la fonction de mouvement-recours, d'espace de liberté, qu'a endossée la JAC/F – la JAC, surtout – dans les faits.

b) Les « divertissements sains » ne font guère recette

Si les séances récréatives prêtaient à récrimination, quel était le modèle proposé par les instances nationales en matière de loisirs ? Retrouvant le discours traditionnel de disqualification de la ville, elles mettaient en avant la nécessité d'organiser des loisirs *sains à la campagne* : lecture, jeux divers, cartes, dames, quilles, boules… Plus fréquemment encore, étaient prônées les balades à pieds ou à vélo, notamment pour occuper l'été[885]. Ces propositions s'inscrivaient tout à fait dans le cadre d'une affirmation des valeurs du plein air en matière de loisirs, enregistrée à l'échelle européenne depuis les années 1930[886]. C'est ainsi

[881] Dans celui de Saint-Flour, dès octobre 1941 (CC 04/10/1941) ; JA 11/1941[881]; dans le diocèse de Rodez, il faut attendre février 1942[881].
[882] EA 03/1942, 09/1942.
[883] Promu responsable du service loisirs en septembre 1942.
[884] JR 05/1942.
[885] JA 08/1941 ; CC 01/06/1941 ; JR 03/1940, 09/1941, 01/1942 ; FF 02/1940.
[886] Bertho-Lavenir, C., *La roue et le stylo. Comment nous sommes devenus touristes*, Paris, O. Jacob, 1999, chap. XIV « La révolution culturelle des années trente », notamment à partir de la p.342 : « considérations sur les vertus de l'air pur et de la camaraderie, pédagogie du paysage national, célébration, enfin, de la route » (p.353).

qu'en 1941 et 1942, tant en Aveyron que dans le Cantal, se concentre l'essentiel des mentions de feux « de camps » et/ou de la St-Jean[887], signalés de même dans d'autres fédérations[888].

Cependant, parmi les sections aveyronnaises les plus actives, sondées par l'enquête de 1942, un tiers seulement évoquent la pratique régulière de distractions comme le jeu de quilles (essentiellement), de boules, de dames, d'échec, de cartes… De même, malgré l'appui donné par les autorités au développement du sport, et malgré l'obligation officielle faite à la JAC de s'occuper d'éducation physique[889], les sections restent rétives : seules 8 % s'y adonnent. Plus qu'une opposition marquée de l'Eglise envers « ce nouveau culte du corps », évoquée par Wilferd D. Halls[890], il convient de remarquer que ces propositions s'inscrivent mal dans un cadre rural. Du point de vue des sections, le travail aux champs suffit à l'exercice physique : « les jeunes sont réfractaires aux exercices physiques qu'ils disent faire suffisamment par leur travail », répond Villecomtal ; « on en fait déjà beaucoup dans notre profession ! », s'exclame Camjac[891]. Jean-Pierre Rioux insiste sur le fait que la politique sportive de Vichy s'est inscrite avant tout dans le droit-fil de celle du Front populaire[892] ; elle n'avait pas touché les campagnes, et il n'est guère étonnant qu'elle les laisse encore à l'écart.

L'organisation par la JAC elle-même de fêtes rurales semble elle aussi particulièrement rare. Une seule fête des moissons, à l'instigation d'un secteur JAC cantalien, est mentionnée en 1941[893], et plus aucune pendant le reste de la guerre, si ce n'est une « fête des pagis » en 1943, à laquelle la JAC participe, au moins[894]. Une seule des sections aveyronnaises interrogées en 1942 cite une « fête des semailles ». Dans *Jeune Rouergue*, on relève une fête des moissons en 1941, et trois en 1942[895]. Les mentions sont si peu nombreuses dans la presse, et surtout si peu systématiques, qu'on en vient à se demander si elles ne refléteraient pas davantage l'intérêt (limité) porté au phénomène, que son état réel. Les jacistes semblent avoir plus fréquemment apporté leur contribution à l'organisation et

---

[887] Mais exclusivement pour les branches masculines.
[888] En revanche, aucun camp n'a été relevé, alors que dans l'Hérault voisin, la JAC et la JOC en organisaient en commun depuis 1939, lesquels furent poursuivis au moins jusqu'en 1941 (Prat, G., mém. cit., p. 65 et 73 ; évoque aussi les feux de la St-Jean, p.73).
[889] Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 261 : en vertu de la convention d'agrément signée avec le secrétariat général à la jeunesse le 5 novembre 1941.
[890] Halls, W. D., *Les jeunes et la politique de Vichy, op. cit.,* p.212-214.
[891] AMO, enquête sur l'état des sections, 1942 (déjà citée).
[892] « Ambivalence culturelles », dans Azéma J.-P. et Bédarrida F., *La France des années noires, op. cit*, t.1, p.554.
[893] JA 08/1941 : secteur de Pleaux-Ally-Barriac-Tourniac.
[894] SC 02/09/43 : à Mauriac.
[895] JR 10/1941 (Céor), 10/1942 (Belmont), 09/1942 (Cantoin, Valzergues), 10/1943 (Belmont). La concordance est en tout cas manifeste avec le rythme des séances récréatives tel qu'on a pu le reconstituer, avec un maximum en 1941 dans le Cantal et en 1942 en Aveyron.

surtout à l'animation de fêtes religieuses (et civiques, on l'a vu), qu'avoir créé de nouvelles fêtes en lien avec leur profession : au hasard des comptes-rendus, non systématiques, on les voit mentionnés lors de fêtes patronales, ou animant la veillée de Noël, ou encore érigeant un reposoir pour la Fête-Dieu… L'absence d'expérience antérieure à la guerre, en matière de création de fêtes rurales jacistes, a sans doute joué pour expliquer cette conformation aux cadres festifs traditionnels[896].

*

L'affirmation de Jean-Claude Boulanger dans sa thèse « généraliste » est donc à nuancer[897] : ici du moins, la période de la guerre n'a pas été marquée partout par la mise à l'honneur par la JAC de fêtes glorifiant le travail rural. Visiblement, la JAC/F a joué en partie le rôle de refuge protecteur pour une jeunesse cherchant à outrepasser la morgue ambiante pour continuer à s'amuser[898]. De ce fait, elle n'a pas toujours relayé, dans le domaine des loisirs, le discours moral de l'Eglise et des autorités, et ce dès la première moitié de la guerre. Les séances récréatives, déjà pratiquées, ont pratiquement capitalisé à elles seules l'ensemble de la créativité jaciste en matière de divertissements. Toutefois, en Aveyron, l'approche traditionnelle, plus strictement religieuse, intégrant la dimension de l'indécence dans le fait de s'amuser dans une situation de guerre[899], a pu ralentir parfois l'essor des séances récréatives, qui pouvaient être assimilées à des moments de réjouissance.

c) Une exaltation du monde rural

Le peu de succès rencontré pour l'instant par les fêtes de la terre ne doit pas laisser croire que les jacistes, et plus largement les jeunes ruraux catholiques, tournaient le dos à l'exaltation d'une fierté paysanne, qui avait caractérisé la JAC/F d'avant-guerre. Pourtant, cela n'allait pas obligatoirement de pair avec l'adhésion au régionalisme voulue par Vichy[900].

---

[896] En Bretagne, les fêtes de la terre et des moissons sont organisées dès 1937 ; sous l'occupation, elles sont mises en sommeil, mais en raison du caractère non légal des organisations de jeunesse en zone occupée (Fort, R., *Ils ont révolutionné le monde rural. L'aventure de la JAC en Bretagne (1930-1970)*, *op. cit.*, p.14 et 129). J.-Cl. Boulanger, dans son étude générale (thèse citée, p. 266) évoque aussi comme allant apparemment de soi l'organisation de fêtes des moissons et des vendanges.

[897] Thèse citée, p.266.

[898] On peut évoquer en parallèle l'attrait des bals clandestins pour la jeunesse : *cf.* Veillon, D., *Vivre et survivre en France…, op. cit.*, p.228.

[899] Le courrier des lectrices de *Fleurs de France* montre le maintien de réticence à l'égard de la danse, même folklorique, voire du chant profane.

[900] *Cf.* Rioux, J.-P., « Ambivalences culturelles », dans Azéma J.-P. et Bédarrida F., *La France des années noires, op. cit*, t.1, p.553 ; Halls W. D., *Les jeunes et la politique de Vichy*, *op. cit.*, p.234-236. Calamel S. et Javel D., *La langue d'oc pour étendard. Les félibres (1824-2002)*, Toulouse, Privat, 2002, 238 p., mettent surtout

En effet, dans les deux diocèses, la plupart des pièces jouées insistent communément, soit sur la présentation de la JAC, dans le cadre de séances ayant aussi un but de propagande – puisque la phase d'installation du mouvement n'est pas achevée –, soit sur l'exaltation du monde rural.

En Aveyron dominent largement les pièces, jeux scéniques, chœurs parlés, exaltant un monde rural « large » et mythifié, peu ancré dans la réalité locale. Ce sont là notamment des pièces fournies par le national : des jeux scéniques, tels *La moisson qui lève* ou *Le jeu de l'homme et de la terre* ; une pièce, comme *La meule de maître François*. Les références, voire, l'investissement régionalistes, ont fort peu marqué la JAC/F aveyronnaise à cette époque[901]. Quelques chants locaux, surtout, dans des réunions masculines[902], et deux prestations en langue d'oc – on parle alors plus fréquemment de « patois » –, relevées lors de séances récréatives[903]. Pour la JACF, quelques encouragements à restaurer les veilles coutumes, en 1940[904]. L'usage valorisé de la langue d'oc comme langue portant le discours jaciste, relevé à deux reprises, semble davantage imposé par l'idéologie du régime valorisant le régionalisme, que revendiqué. En septembre 1941, le président Viguié accueille le secrétaire général de la jeunesse de Vichy, Lamirand, par un discours en « patois » qui place la JAC au service de la Révolution nationale. A en croire Paul Cousty, André Viguié, à qui la demande avait été faite de s'exprimer dans la langue locale, mais qui ne la maîtrisait pas assez pour rédiger un discours, en a confié la rédaction à une tierce personne, bien disposée à l'égard de Vichy – anecdote dont le récit traduit une fois de plus la volonté de Cousty de dédouaner la JAC de toute compromission marquée avec le régime. Le deuxième cas est relevé à la fête de Lassouts lors de l'été 1942, c'est le félibre Joseph Vaylet qui rend hommage en « patois » à la JAC, ferment de la reconstruction du pays, et de la défense des traditions, dans lesquelles il englobe la langue d'oc. En fait, dans tous les cas, le problème qui se pose n'est pas celui du recours dans la vie quotidienne à l'occitan, naturellement maîtrisé, à cette époque, par les jacistes, même quand ils ne sont pas enfants de paysans. Le problème est celui d'un passage à une langue d'oc écrite, à un usage littéraire qui, lui, ne ressort guère d'un univers paysan.

La situation dans le Cantal est légèrement différente, mais elle revient aussi à montrer que sans médiateurs culturels, le recours à la langue vernaculaire resterait cantonné à l'usage

---

l'accent, au contraire (p.192-196), sur l'attentisme, l'éventuelle méfiance, les faux espoirs, les déceptions, de félibres.

[901] Les quelques occurrences relevées sont en outre principalement concentrées dans la période 1940-42.

[902] Lors de la série de journées de formation jacistes fin 1940-début 1941, notamment.

[903] JR, 10/1941, 04/1942.

[904] FF, 02/1940, 11/1940.

oral. Les pièces du répertoire jaciste national cohabitent avec des textes rédigés spécialement par des auteurs locaux[905] : pièces en patois ; « morceaux languedociens », « programme auvergnat »[906]. La poésie de Vermenouze, la gloire du félibrige local, est plébiscitée[907]. Autour de lui sont promus par les aumôniers d'autres auteurs régionalistes de référence[908]. L'un d'eux, Gandilhon Gens d'Armes, intervient lors de toutes les sessions de l'école régionale des cadres, auxquelles les jacistes étaient conviés, en février-mars 1942, pour parler de « la communauté régionale, le régionalisme et le folklore auvergnat »[909]. En revanche, dans les séances récréatives de la JACF, on rencontre essentiellement des pièces sans rapport direct avec le monde rural[910]. La place réelle du patois n'est alors qu'anecdotique, dénotant peut-être une éducation sexuée des enfants par les familles qui tenterait classiquement de mettre les filles davantage à l'écart de la transmission, ou du moins de la pratique, de la langue locale[911] : « trop ne comprennent plus, *ou feignent de ne plus comprendre* le patois », peste l'aumônier de la JACF cantalienne, l'abbé Joubert[912]. La présence occasionnelle de la langue d'oc est avant tout dictée par l'encadrement ecclésiastique. C'est l'influence de l'abbé Mathieu, curé-félibre d'Ytrac très proche de l'abbé Joubert, qui explique l'essentiel des occurrences relevées d'emploi effectif du patois dans des séances récréatives ou d'affiliation de la JACF[913]. L'abbé Joubert, pour sa part, fut à l'origine d'une enquête spécifiquement locale sur les « coutumes d'Auvergne », lancé lors de la réunion de dirigeantes JACF du 29 août 1940. Elle devait déboucher sur un recueil intitulé *Aux sources de l'âme auvergnate* paru en 1943, commercialisé au niveau national, et vanté même, dans *La Croix de Paris*[914]...

La configuration locale a été ici essentielle. Pendant la guerre, l'inclination notable pour le régionalisme est essentiellement due, pour la JACF cantalienne, à l'influence de l'abbé Joubert, dont on se souvient aujourd'hui avant tout comme d'un érudit local, auteur de

---

[905] Pierre Delort, *L'ivraie et le bon grain* (en patois), 1941 ; Eugène Pagès, *Morgorido*, 1941, *Chez les JACHA [**JAC H**aute-**A**uvergne]*, 1942, *Ici Radio-Cantal*, 1942 ; abbé Mathieu, *La doctoresse Nélie*, 1942.
[906] Par exemple : SC 20/03/1941 ; JA, 05/1941, 12/1942 ; CC, 25/10/1941…
[907] JA, 05/1941, 12/1943, 05/1944 ; CC 11/09/1943, 29/04/1944… *Cf.* Mazières, Jean, *Arsène Vermenouze : (1850-1910) et la Haute-Auvergne de son temps*, Paris, Les Belles lettres, 1965.
[908] E. Pagès, Bourgade, l'abbé Mathieu, H. Prax, Courchinoux, Henri Dommergues, Gandilhon Gens d'Armes.
[909] EP 05/02/1942.
[910] De *La poudre aux yeux* de Labiche (CC 16/03/41), au *Tribunal en folie* (CC 09/05/42 [Vabres]), en passant par *Ces dames au chapeau vert* (CC 17/01/42 [Apchon]) ; ou quelques pièces à connotation religieuse, comme *Le retour de l'Enfant prodigu*e, de P. Dumaine, prisé par la JAC cantalienne en 1941-42.
[911] *Cf.* Chanet, Jean-François, *«* La question des langues régionales », *L'Histoire,* n° 248 - novembre 2000, p.52-59 : « à l'intérieur de la sphère familiale, les femmes ont agi plus précocement et avec plus d'ensemble que les homme pour que les enfant apprennent le français. Sauf exception, ce n'est pas de leur côté qu'il faut chercher les démonstrations de militantisme en faveur des langues locales » (p.54-55).
[912] EA, 02/1941.
[913] Limitées à sa commune et à celle, voisine, de St-Paul-des-Landes, dans le bassin d'Aurillac.
[914] Plus ou moins directement, elle entraîna aussi, à compter de sa publication, la réactivation de certaines des coutumes inventoriées : feux de la St-Jean, mois de Marie, distribution de pain bénit à la grand-messe, bénédiction des premiers épis, des vacheries, rogations. Par exemple : SC 11/03/1943 ; JA, 03/1944.

multiples brochures régionalistes. L'enquête impulsée dès 1940 est davantage le reflet de ses préoccupations propres, que d'une réflexion sur la pédagogie jaciste ; ou alors, elle est encore esclave de l'approche originelle, exaltant un monde rural immuable qu'il s'agit de sauver, et elle rencontre ainsi les préoccupations du félibre aveyronnais Joseph Vaylet s'adressant à la JAC… Resterait à déterminer si et comment cette approche peut avoir malgré elle rencontré au final les méthodes jacistes émergentes : par exemple, la méthode préconisée pour la pré-JACF, dite de la « découverte », qui invite à se plonger dans l'histoire de sa localité pour mieux la connaître… - Quant à l'usage du patois par la branche masculine, pourquoi semble-t-il plus marqué dans le Cantal ? L'abbé Joubert n'est pas encore aumônier de la JAC, et d'un département à l'autre, les situations ne sembleraient pas *a priori* différer profondément. Doit-on évoquer encore une fois la forte emprise ecclésiale en Aveyron ? En effet, Jean-François Chanet – contesté sur ce point – met en avant l'Eglise comme l'un des probables acteurs majeurs de la francisation[915]. Mais on doit remarquer aussi que dans le Cantal, l'inclination pour le régionalisme s'inscrit d'abord dans un héritage, celui d'un avant-guerre où la place consacrée à l'évocation des traditions, ou de la littérature locale (notamment autour de Vermenouze), étaient déjà notables dans la presse militante.

*

Bref, la continuité amplifiée, plus que la « renaissance » instrumentalisée : on en vient ici à rejoindre les conclusions de Jean-Pierre Rioux à propos de l'évolution des pratiques culturelles sous Vichy, quand il insiste sur les « continuités avec l'avant-guerre dont [la « culture-Maréchal » (sic)] croit baptiser et régénérer la force, alors qu'elle se contente de l'épouser »[916]. Par ailleurs, le succès de la formule des séances récréatives, très malléables, et vite critiquées par les autorités ecclésiastiques, confronté à l'échec relatif des modes de divertissement « imposés », tendrait aussi à confirmer, y compris dans ces campagnes du Massif central, cette émergence de la jeunesse « comme acteur culturel plus autonome et plus présent » évoquée parallèlement par Jean-Pierre Rioux[917].

---

[915] Art. cité, p.55 : conclusion remise en cause, néanmoins, par les travaux de Michel Lagrée sur le cas breton : Lagrée M., *Religion et cultures en Bretagne (1850-1950),* Paris : Fayard, 1992, et (dir.), *Les parlers de la foi. Religion et langues régionale,* Rennes, PUR, 1995 ; de même, Gérard Cholvy met plutôt en avant les liens entre clergé et « patois » (*Christianisme et société en France au XIXe s., 1790-1914*, Paris, Seuil, 2001, p. 87-88).
[916] « Ambivalences culturelles », dans Azéma J.-P. et Bédarrida F., *La France des années noires, op. cit*, t.1, p.556-557.
[917] *Ibid.*, p.559.

3 – Former ?

Est-ce en raison du fort investissement des jacistes dans les actions de charité et de divertissement liées à la guerre, que l'attention portée à l'égard de la formation professionnelle paraît particulièrement faible, eu égard à ce qu'elle avait été avant guerre ?

Dans les réunions de la JAC aveyronnaise, les aspects agricoles professionnels, dont la formation, ne sont guère évoqués avant 1942-43. Les journées de formation jacistes ne traitent, en 1940 et 1941, à côté des questions purement organisationnelles, que de sujets d'étude nationaux[918], dont le travail, certes, mais toujours selon le biais moral relevé avant la guerre, à savoir comme lieu de collaboration avec Dieu pour le paysan, ou en le reliant au thème de la préparation au foyer[919]. L'année suivante (1942), les « problèmes paysans » sont certes évoqués par l'abbé Carbonnel lors de journées de formation jaciste[920]. Il aborde les questions économiques et professionnelles, mais toujours dans une perspective très morale et chrétienne : l'économie conduit à parler du marché noir, les aspects professionnels, de la routine et de l'exode rural ; la conclusion est semblable à ce qu'elle aurait pu être avant guerre : il faut refaire chrétiens ses frères. Dans le Cantal, de même, la formation professionnelle, n'est guère repérable dans le discours et les actes jacistes en 1940 et 1941[921], si ce n'est par le biais des Etudes agricoles par correspondance (EAC). En effet, la guerre ne provoque pas l'interruption de la pratique des Etudes agricoles par correspondance (EAC) au sein des sections jacistes. Globalement, dans les deux départements, le nombre d'inscrits est en progression et la JAC y a sans doute sa part de responsabilité, grâce à l'essor marqué du nombre de groupes[922]. Mais les EAC n'entraînent plus de développements importants dans la presse militante. La fédération jaciste cantalienne, aux côtés des Compagnons, bien moins nombreux[923], apporte son soutien et sa participation à l'occasion à cinq sessions

[918] Graves et Espalion, 12/1940 ; St-Affrique 01/1941 ; Ceignac, Nant 03/1941
[919] En posant la question de l'écrasement de la vie personnelle, de l'intimité familiale, par le travail : Loupiac 21/08/1941 (réunion de secteur) : JR 09/1941 ; Ceignac 11/1941.
[920] JR 03/1942.
[921] Le souhait formulé en mai 1940 de relancer le contrôle laitier fait exception : souhait dont on ne sait d'ailleurs s'il a été suivi d'effet (JA 05/1940).
[922] Dans le Cantal, en 1942, 240 jeunes gens au moins sont inscrits aux EAC, contre 80 en 1939, soit un triplement, mais pour des effectifs toujours très limités (JA 03/1942 ; CC 28/11/1941). 200 relèvent de Purpan, donc vraisemblablement de cette vieille coopération de la jeunesse catholique cantalienne avec les jésuites toulousains. En 1942, comme en 1943, les appels de la JAC à s'inscrire aux EAC sont renouvelés (JA 11/1942, 02/1943, 12/1943 ; SC 25/11/1943). En Aveyron, le palmarès annuel continue à être publié, en 1940 et 1941. Mais les EAC ne sont suivies que dans un tiers des sections jacistes sondées en 1942 (AMO, enquête sur l'état des sections jacistes aveyronnaises, 1942, déjà citée).
[923] JA 03/1942.

décentralisées de l'école des cadres de l'Auvergne-Bourbonnais de Lapalisse (Allier)[924] durant l'hiver 1942[925] on y parle d'agriculture, des beautés du monde rural, de folklore, mais aussi d'apprentissage des métiers de l'artisanat, de la révolution nationale, de la Corporation, on assiste à la messe ; on s'initie à l'hébertisme, à l'art dramatique ou au chant[926]… En Aveyron, en mai, quelques jacistes répondent à l'invitation de la Corporation naissante, qui organise une journée rurale, en mai 1942[927] : une opération de promotion du nouvel organisme auprès des jeunes catholiques, bien plus que l'amorce d'un programme de formation professionnelle[928].

Pour expliquer ce faible investissement de la JAC dans la formation professionnelle, faut-il seulement incriminer la guerre, qui détourne l'attention vers les actions de solidarité, et de divertissement charitable, en sus du travail plus quotidien de réflexion sur les campagnes d'année[929] ? Il se peut aussi que les orientations prises à la fin des années 1930 avec l'entrée effective dans la JAC aient eu un effet anesthésiant : car l'accent avait été mis sur la fonction apostolique du mouvement, entraînant, dans le Cantal où la jeunesse catholique rurale avait

[924] Les écoles de cadres et d'animateurs culturels ont été mises en place dès l'été 1940, pour former les cadres des mouvements de jeunesse. Il y en a 60 en 1941, dont trois à caractère national, pour former les cadres supérieurs : en zone sud, Uriage et Ecully-les-Lyon (cette dernière pour les jeunes femmes), et en zone nord La-Chapelle-en-Serval. *Cf.* Andrieux, Claire, « Démographie, famille, jeunesse », dans *La France des années noires*, Paris, Seuil, 2000, p.507. Lors de l'hiver 1942, le délégué départemental à la jeunesse, René-Jean, suivant les consignes gouvernementales encourageant la formation d'élites, de « chefs », propose au préfet d'organiser dans le département, à l'intention, essentiellement, des ruraux, ce qui est accepté par les autorités (CC 21/03/1942). Lors de l'hiver 1942, le délégué départemental à la jeunesse, René-Jean, suivant les consignes gouvernementales encourageant la formation d'élites, de « chefs », propose au préfet d'organiser dans le département, à l'intention, essentiellement, des ruraux, ce qui est accepté par les autorités (CC 21/03/1942).

[925] Ces expériences de début 1942 s'inscrivent dans un contexte où commencent à être élaborés au sein du milieu corporatif des projets de création d'écoles de cadres de paysans, avec deux ans d'étude, lesquels projets seront affichés essentiellement à partir de novembre. Boussard, I., *Vichy et la Corporation paysanne, op. cit.*, p.120-182. Dans le premier semestre 1943, le Groupe des jeunes paysans organise plusieurs journées de formation avec l'Ecole des cadres (Boussard, I., *op. cit.*, p.220-221). En février et mars, cinq sessions de quelques jours sont ainsi organisées, à Saint-Flour, Laroquebrou, Maurs, Vic-sur-Cère et Riom-es-Montagnes [Saint-Flour : 11-15/02/1942 (CC 07/02/1942 et 28/02/1942) ; Laroquebrou : 25/02-01/03/1942 (JA 01/1942) ; Maurs : 05-08/03/1942 (CC 21/02/1942) ; Vic-sur-Cère : 11-16/02/1942 (CC 21/02/1942) ; Riom-es-Montagnes : 18-22/03/1942 (CC 21/03/1942)].

[926] EP 05/02/1942.

[927] En effet, aux côtés de l'abbé André Serres, aumônier de la région jaciste, qui parle de la préparation au foyer, les trois intervenants, Gaffard, Couderc et le Dr Ayrignac, sont tous des délégués de la Corporation, évoquant des « sujets corporatifs », sans plus de précision.

[928] JR 06/1942.

[929] Sujets des campagnes d'année nationales :

	JAC	JACF
1940-41	Travail aux champs	
1941-42	Face au foyer futur	Le travail dans la vie rurale (zone Nord) Le travail de la jeune rurale (zone Sud)
1942-43	Réaliser la communauté française	Les jeunes rurales au service de la France (zone Nord) Les jeunes rurales au service du pays (zone Sud)

tant œuvré dans ce domaine, une mise en sommeil des actions les plus voyantes touchant à la promotion d'une modernisation agricole. On peut aussi remarquer que, jusqu'au début de l'année 1942, la JAC n'avait guère eu à se positionner par rapport à la Corporation paysanne, qui, bien qu'instaurée par la loi du 2 décembre 1940[930], n'était pas vraiment encore en place. En effet, sur le terrain, les tractations et les rapprochements entre syndicats ont bien commencé depuis longtemps[931], mais les unions régionales ne se constituent et ne sont officiellement installées que fin 1941 (c'est le cas en Aveyron) ou début 1942 (dans le Cantal)[932]. Quant à l'échelon national corporatiste, il est marqué par une succession de « crises » de l'organisation en 1942[933], jusqu'à la dernière session de la commission nationale provisoire en décembre 1942, en attendant la mise en place définitive du comité national corporatif fin mars 1943. En outre, pendant cette période de gestation, l'*a priori* de l'Eglise à l'égard de la Corporation a été en général positif : le corporatisme avait été prôné, dans l'entre-deux-guerres, au sein de certains milieux catholiques, notamment à l'Union natioanle des syndicat agricoles (UNSA), et les corporatistes se référaient eux-mêmes aux catholicisme social. Malgré quelques réserves, l'Eglise avait plutôt recherché l'entente, encourageant les catholiques ruraux à participer activement à l'organisation de la Corporation, qui était même envisagée comme « un instrument de propagation de la pensée chrétienne dans les masses rurales »[934]. Qu'en était-il au sein de la JAC ? L'historiographie est, sur ce point, divisée. Jean-Claude Boulanger avance l'idée d'un *a priori* positif quasi généralisé, allant de pair avec la direction du mouvement par des « fils de gros exploitants (…) imprégné[s] par les thèses de la droite »[935]. Or nous avons eu l'occasion de montrer que ce type de recrutement n'était pas aussi systématique qu'il semblait le croire. Nous avions même repéré, avant-guerre, une certaine prise de distance des jacistes à l'égard du corporatisme. Hiroko Yamane s'appuie sur cela pour affirmer que la JAC, tout en se ralliant à la formule corporative pour l'organisation professionnelle, ne s'y est jamais totalement identifiée : « ce qui contrarie la JAC (…) ce n'est pas l'instauration d'une Corporation paysanne, mais sa dépendance à l'égard de l'Etat, et

---

[930] Boussard, I., *Vichy et la Corporation paysanne,* Paris, FNSP, 1980.
[931] En février 1941 en Aveyron : Béteille, R. (dir.), *L'Aveyron au XXe s., op. cit.*, p.88.
[932] Installée officiellement le 10 janvier 1942 par Guébriant en personne : ADC 1 W 95. Le comité régional avait été mis en place quelques jours auparavant, en décembre 1941 : ADC 1 W 95 et JA 03/1942.
[933] Crise interne à la commission nationale, avec suppression des délégués généraux et désignation d'un nouveau commissaire du gouvernement ; « crise dans l'organisation régionale, avec l'arrivée de parlementaires et le refus de la nomination de certains syndics proposés ; crise financière (…) ; attaques extérieures venant en particulier des organismes collaborationnistes parisiens ; crise de la presse, enfin » (Boussard, I., *op. cit.*, p.120-182).
[934] Elisabeth Morfin, « Les rapports entre l'Eglise catholique et la Corporation paysanne de 1940 à 1944 », *Eglises et chrétiens dans la IIe guerre mondiale*, *Actes du colloque de Grenoble, 1976*, Lyon, PUL, 1978, p. 115-123. Boulanger J.-Cl., thèse citée, p. 267-268. *Cf.* aussi Colson, F., « La jeunesse agricole catholique : une pédagogie au service d'un projet humaniste », *Actes du colloque de Dijon, op. cit.*, p.213-222. Jean-François Courtois(thèse citée, p.486) confirme à propos du cas lozérien.
[935] Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p.268.

l'étendue de ses visées qui déborde le cadre de la profession »[936]. Sur le terrain, la « conceptualisation » de ces réticences idéologiques ne nous semble pourtant pas aussi claire, au départ. Apparemment, dans un premier temps, le caractère encore balbutiant, donc flou, de l'organisation corporative, a surtout favorisé les espoirs mis dans cette dernière.

C'est à partir de l'automne 1941, avec la concrétisation sur le terrain du projet corporatiste, que les réticences ecclésiales apparaissent[937]. Avec la création du Centre de la famille rurale et, en octobre, des Groupes de Jeunes paysans (« GJP ») par la Corporation[938], l'Eglise se trouvait concurrencée sur deux de ses principaux champs d'intervention, et c'est alors, empiriquement, qu'elle se mit à concevoir le risque d'une mainmise étatique[939]. Potentiellement, la JAC se trouvait directement menacée[940] : les GJP devaient en effet « étudier les difficultés que rencontrent les jeunes pour l'installation et l'exploitation d'une ferme », et dégager de futures élites pour la Corporation, en leur donnant, notamment dans des cercles d'études, une formation sur les organismes corporatifs, sur les grands principes de la révolution nationale, ainsi que sur l'aménagement de la maison paysanne[941]. Tant que les GJP n'étaient pas encore en place dans les départements et manquaient de cadres pour mener à bien leur entreprise[942], la JAC entreprit, très vite, de négocier, mettant en avant la nécessité de « faire passer l'Evangile » dans tous les aspects de la formation des jeunes. Pour ne pas se laisser phagocyter, il s'agissait de fixer clairement les champs d'action de chacun. Un accord fut signé le 24 juin 1942, englobant aussi la JACF. La JAC, en position de force, avait obtenu de « garder à son compte les « services » temporels qu'elle estimera[it] nécessaires à l'accomplissement de sa mission »[943].

Mais dans les faits, les GJP sont restés plus ou moins en sommeil jusqu'en novembre 1942, et l'accord n'a été agréé par le gouvernement qu'en février 1943. Les cadres d'un fonctionnement commun avaient donc été posés, mais en amont de l'action, et à l'échelon national. A l'échelon local, la JAC n'avait guère eu affaire, encore à la Corporation, qu'elle

---

[936] Yamane H., thèse citée, p.207-209. La crainte d'un contrôle de l'Etat sur la Corporation est pourtant présente aussi chez les corporatistes eux-mêmes, comme le rappelle Gordon Wright (*op. cit.*, p.128-133) : « les doctrinaires du corporatisme étaient décidés à repousser l'espèce de contrôle de l'Etat qui caractérisait les systèmes italien et allemand ; en effet, ils n'envisageaient pas le corporatisme comme une variété particulière d'étatisme, mais bien plutôt comme son antipode ».

[937] E. Morfin (art. cité) évoque notamment la recrudescence d'articles « inquiets » dans les *Cahiers du clergé rural*. *Cf.* aussi Gasiglia, B., « La JAC, 1939-1945 », art. cité, p.221-222.

[938] Boussard, I., *Vichy et la Corporation paysanne, op. cit.*, p.75-80. Courtois, J.-F., thèse citée, p.486.

[939] *Cf.* Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p.269, qui reporte à mai 1942 l'émergence d'une prise de conscience du danger.

[940] Le Groupe des Jeunes paysannes n'est créé, sur le plan national, qu'à la mi-février 1944.

[941] Boussard, I., *ibid.*

[942] Yamane H., thèse citée, p. 205-207 et Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p.269.

[943] Yamane H., thèse citée, p. 206 et Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p.271.

commençait juste à découvrir ; et encore moins, dans les régions qui nous occupent, à une hypothétique concurrence des Groupes de jeunes paysans.

De la même façon, les nouveautés législatives introduites par le gouvernement de Vichy en matière de formation postscolaire ou ménagère, ne produisent pas de bouleversement majeur en direction des jeunes ruraux, ce qui n'est pas propre, non plus, à aiguillonner la JAC/F dans ce domaine. La loi du 5 juillet 1941 confirme le décret de 1938 qui rendait l'enseignement postscolaire agricole ou ménager obligatoire pour les enfants d'agriculteurs (14-17 ans) ne suivant pas d'autre enseignement[944]. Quant à la formation des jeunes filles, elle est plus spécifiquement marquée, sur le plan législatif, par la loi du 18 mars 1942, qui rend obligatoire l'enseignement ménager familial, dans tous les collèges, les lycées et les cours professionnels féminins[945] « Cette loi est saluée par les tenants de l'''éternel féminin'' comme une avancée décisive dans la reconnaissance d'Etat d'une identité scolaire féminine », comme un moyen de lutter contre les « taudis » ouvriers et comme l'occasion d'une « magnifique efflorescence d'initiatives indispensables à la jeune fille et à la famille », écrit Francine Muel-Dreyfus[946]. Mais elle ne touchait par conséquent que les jeunes filles scolarisées. Or, la JACF s'adressait principalement, sinon exclusivement, à un public sorti de la phase de scolarisation. A priori, si cette loi a eu un effet sur les jacistes, il fut plutôt indirect : en mettant l'accent sur la formation professionnelle féminine, elle encourageait les actions allant dans ce sens en milieu rural ; et en réclamant des monitrices, elle ouvrait des perspectives professionnelles supplémentaires pour les jeunes filles.

En 1940 et 1941, la JACF cantalienne continue certes à organiser des journées ou semaines rurales, comme elle le faisait depuis l'origine. Mais le plus important se passe hors du mouvement. Alors que le département était largement dépourvu de centres ménagers, on enregistre une série de créations, à compter peut-être de 1941[947], et à coup sûr, pour la plupart, en 1942[948]. Le nombre de centres est ainsi porté à seize, localisés essentiellement dans l'Ouest

[944] Cet enseignement est assuré par des instituteurs postscolaires (« maîtres agricoles ») ayant le certificat d'aptitude à l'enseignement postscolaire agricole (en 3 ans). Il y a 120 heures de cours par an (un jour par semaine en général), dans des centres fixes ou itinérants.
[945] Pendant sept ans dans les collèges et lycées, au rythme d'une heure minimum par semaine ; dans les collèges techniques, les écoles nationales professionnelles et les cours professionnels féminins du commerce, de l'industrie et de l'artisanat durant trois ans, avec un minimum de 100 heures dans l'année (*Journal officiel*).
[946] Muel-Dreyfus, Francine, *Vichy et l'éternel féminin*, Paris, Seuil, coll. XXe siècle, 1996, p.271.
[947] Mais il n'est pas certain qu'il ne s'agisse pas là de centres déjà existants.
[948] L'année 1943 est en revanche marquée par un tassement du nombre de créations, et on n'en relève plus aucune en 1944.

du département (quatorze)[949], au détriment de l'arrondissement de Saint-Flour (deux). L'emprise de l'Eglise sur ces créations est évidente : que ces centres soient aménagés dans des couvents ou des écoles libres, ceux qui s'inscrivent dans son orbite représentent plus de 60 % des centres identifiés. Le reste des initiatives est partagé entre la délégation du Secrétariat général à la jeunesse (près du quart), et les organismes agricoles (Services agricoles du département et Corporation) pour le reste. La JACF cantalienne est pour sa part plus directement unie au tout nouveau Foyer rural de Saint-Flour, tenu par les sœurs de la Charité. Ouvert en novembre 1941[950], il constitue le relais cantalien du centre de Bouldoire, auquel la JACF et avant elle la Jeunesse féminine catholique du Cantal étaient liées depuis leurs origines. Bouldoire bénéficiait désormais de l'appui officiel, promue en 1941 école supérieure pour la formation de dirigeantes rurales[951]: une école de cadres, où pourrait être préparé le diplôme de monitrice d'éducation familiale ménagère agricole. Sœur Joseph, multipliant les conférences pour promouvoir son œuvre, avait vu celle-ci essaimer[952]. Et dans l'Union des œuvres de formation agricole et rurale (formule Bouldoire), constituée le 16 novembre 1942 à Montpellier à la demande du commissariat général à la famille, pour regrouper les « filiales » informelles de la maison lozérienne, le Cantal tenait une place de premier plan, ayant été le premier département conquis : la vice-présidence de cette union nationale étant ainsi confiée à l'abbé Joubert, aumônier de la JACF cantalienne[953]. Mais si 1942 marque l'accélération cantalienne en matière de cours ménagers, en revanche les semaines, sessions, journées rurales de la JACF demeurent dans une fourchette moyenne, entre 5 et 10[954]. La direction de l'organisation des semaines rurales bénéficie d'une expérience déjà ancienne : M[elle] Ratié

[949] Mais laissant de côté une grande partie de la Châtaigneraie.
[950] TUR 01/1942.
[951] Enseignement : entretien de la maison, hygiène, équilibre de l'alimentation, puériculture, couture, secourisme ; élevage, jardinage, botanique, fertilisation des cultures, laiterie, droit rural… ; littérature, musique ; vie chrétienne intense.
[952] La formation proposée comportait, si l'on suit la présentation de Sœur Joseph elle-même, une base d'enseignement ménager « classique », un enseignement de l'hygiène et de l'alimentation raisonnée pour faire face « dans l'urgence » aux problèmes rencontrés dans les campagne ignorant tout principe de précaution en la matière (d'où sans doute l'importance de l'appel aux médecins, absents des journées rurales en Aveyron ; ne pas exagérer tout de même : formations sur l'hygiène, aussi…) ; puériculture, cuisine et couture adaptées aux conditions de la vie rurale ; mais, plus nouveau, et moins facilement acceptable par les parents, l'enseignement agricole (ne correspondait pas à ce que les parents s'imaginaient devoir être une formation féminine), en s'appuyant sur la présence d'une exploitation réelle, de 7 ha, qui par sa réussite (animaux produisant plus, plus gros…), prouvent qu'elles savent faire, et qu'il faudrait suivre l'exemple : alternance de leçons théoriques, leçons pratiques, et démonstrations ; il ne s'agissait pas de former des ingénieurs agronomes, mais des filles d'agriculteurs : ne pas surcharger la mémoire, intéresser (observation, initiative, comptabilité agricole pas abstraite, mais en tenant les comptes de la ferme). – Après la Libération, Sœur Joseph prendra une part active à l'élaboration du programme du monitorat d'enseignement ménager rural. Bourrier, J.-L., & d'Orgeval, I., art. cité, p.296, et [Anonyme], *Sœur Chupin*, notice biographique éditée par les sœurs de la Charité, sans réf., communiquée par Isabelle d'Orgeval, p.257.
[953] SC 07/01/1943.
[954] Déjà largement supérieure à celle de l'avant guerre, où l'on oscillait entre 1 et 5.

demeure en permanence la cheville ouvrière des Semaines, y compris après octobre 1941, quand elle est remplacée à la présidence[955] : les semaines rurales demeurent en quelque sorte le terrain gardé des « anciennes ». Mais le renouvellement est en marche : le Foyer rural de Saint-Flour forme[956] des monitrices qui commencent dès 1942 à intervenir comme relais[957].

En Aveyron, nous avions pu expliquer, avant-guerre, l'absence totale de semaines ou journées rurales de formation ménagère et agricole, par la présence déjà notable de cours ménagers dans le département. Or, à la mi-1941, déjà, le conseil épiscopal élabora pour le diocèse un « plan d'ensemble d'extension et de perfectionnement de l'enseignement ménager »[958], principalement en direction des rurales. Il s'appuyait sur le Foyer *rural* de St-Mayme. La première étape envisageait la formation d'un encadrement compétent, avec des sessions pour monitrices[959], qui devinrent à la rentrée 1942 l'essentiel de l'activité du Foyer de St-Mayme[960], avec à la clé le diplôme de monitrice d'éducation ménagère et familiale. Cette formalisation finale est donc directement liée à la promulgation de la loi sur l'enseignement ménager, mais les tentatives préalables semblent s'être inscrites dans un contexte national où se multipliaient les pressions, dès la mi-1941, en vue de l'institution d'un statut de monitrice[961]. Les expériences aveyronnaises ne faisaient finalement qu'appuyer ou relayer les revendications du comité national mis en place à cette fin[962].

Or, la JACF aveyronnaise naissante est profondément liée à ce mouvement d'« extension et de perfectionnement de l'enseignement ménager ». D'abord, les passerelles sont fréquentes, avec les cours ménagers : les principaux, ceux de Belmont, de Ceignac, de Marcillac, de Rodez, sont en contact étroit avec la JFC puis la JACF[963], et possèdent souvent des groupes internes. L'abbé Lapeyre, aumônier diocésain, vient souvent rendre visite à celui

---

[955] SC 09/10/1941.

[956] Le Foyer rural de Saint-Flour, prodigue un enseignement similaire à celui donné à Bouldoire : la base traditionnelle d'enseignement familial et ménager (causerie familiale, hygiène et croix rouge, entretien de la maison, du linge, etc…) ; et la formation agricole plus spécifique (aviculture, zootechnie, horticulture, arboriculture…).TUR, 06/1941 , 01/1942 , 09/1942.

[957] A Vabres par exemple (TUR 04/1942).

[958] FF 07/1941.

[959] Une session de formation de monitrices d'éducation ménagère et familiale de 15 jours fut programmée, à St-Mayme, pour le mois d'octobre 1941, suivie d'une session de perfectionnement pour les religieuses enseignant dans des cours ménagers. Nouvelle session de monitrices d'avril à juin 1942 . FF 07/1941, 08-09/1941, 04/1942.

[960] Sur une année scolaire complète (octobre-juin). FF 08-09/1942.

[961] Muel-Dreyfus, Francine, *Vichy et l'éternel féminin, op. cit.*, p.271-272.

[962] D'autant plus qu'en même temps avaient été instaurées des sessions de monitrices d'éducation physique, destinées à favoriser le développement du Rayon sportif aveyronnais [FF, 07/1941] : ici, on rejoignait le souci du contrôle des corps, composante de l'« hygiénisme de Révolution nationale » dont Françoise Muel-Dreyfus [Muel-Dreyfus, Francine, *Vichy et l'éternel féminin, op. cit.*, chapitre 8 : « Le contrôle des corps »] fait l'une des composantes de la politique de Vichy de retour à un « éternel féminin » idéalisé ; c'est ainsi que les effets attendus de l'action des cours ménagers, en avril 1940, est l'extension de l'hygiène et de la propreté dans les campagnes [FF 04/1940].

[963] FF 04/1940, 01/1941, 05/1941.

de Marcillac[964], M[elle] Bonnefous intervient à celui de Rodez pour présenter la JACF[965]… D'autre part, même si on ne peut savoir au bout du compte quels sont réellement les effectifs touchés, la Jeunesse féminine catholique aveyronnaise invite celles de ses membres ayant « déjà de solides connaissances ménagères » à s'inscrire aux sessions de monitrices[966]. Plus indirectement enfin, cet essor, et cette visibilité affirmée donnée à l'enseignement ménager en 1941, ont pu contribuer à sensibiliser les rurales à son intérêt, et à faciliter l'introduction jaciste, en 1942, des Journées rurales, axées principalement autour d'un embryon de formation « ménagère et familiale ».

Ces journées rurales sont lancées dès janvier 1942. En avril, un premier bilan fait état de 4 164 participantes, représentant 412 paroisses. Cette première série est alors pilotée, de concert avec Lucette Babec, par la Tarnaise Cécile Joqueviel, permanente nationale de la JACF mais aussi voisine : les semaines agricoles constituaient une pratique ancienne dans le Tarn, initiée par Purpan en 1925, et elles s'y étaient visiblement perpétuées après l'arrêt de l'organisation toulousaine[967]. En tous les cas, les semaines y abondent, pendant la guerre, au rythme d'une dizaine par an environ[968].

En fait, cette première série a cumulé deux aspects complémentaires. D'une part, la promotion de la JACF, encourageant à « spécialiser » les groupes ruraux qui ne l'étaient pas encore, et à fonder des sections jacistes là où rien n'existait ; c'est sur ce même mode que, l'année précédente, les journées rurales avaient fonctionné dans l'Hérault voisin, où la JACF n'en était aussi qu'à ses balbutiements, et réclamait un appui[969]. Deuxième aspect : la formation « ménagère et familiale » proprement dite, qui permettait d'affirmer un idéal féminin tout en constituant un ''produit d'appel''. Cette formation apparaît très classique[970] : éducation familiale[971], hygiène familiale[972], puériculture, alimentation saisonnière, cuisine, linge, vêtements, couture, entretien de la maison, préparation sérieuse au foyer, piété, exploitation[973]… Essentiellement, donc, la formation de la future épouse et mère, centrée avant tout sur la maison et la famille, accessoirement sur l'aide ponctuelle à l'exploitation. La

[964] FF 04/1940.
[965] FF 05/1941.
[966] FF 07/1941, 04/1942.
[967] *Cf.* 1[e] partie.
[968] Barthe, J.-M., *Les premiers jacistes. JAC – JACF du Tarn, 1930-1945,* Albi, Chez l'auteur, 1994, p.213-214.
[969] Prat, G. mém. cit., p.108-111.
[970] FF 01/1942, 02/1942, 03/1942, 04/1942.
[971] Remettre la jeune fille à sa vraie place : maternité et entretien de la maison.
[972] chambre du malade, principale maladies
[973] Abeilles, potager, droit rural, comptabilité d'exploitation.

référence à un « éternel féminin » est ici essentielle, comme élément valorisant les formations de monitrices[974].

Conclusion

Dans les campagnes du Massif central méridional, les deux-trois premières années de la guerre marquent bien l'entrée réelle de la JAC/F dans le paysage institutionnel. Même si elle n'encadre pas, loin de là, la majorité des jeunes ruraux, elle a acquis une relative ubiquité dans la région, quoique les extrémités nord (du Cantal) et sud (de l'Aveyron) offrent encore une certaine résistance.

Mais cet essor, et la reconnaissance qui l'accompagne, illustrent surtout la poursuite et même le renforcement d'une démarche d'encadrement et de contrôle de la part de l'Eglise, portée par son discours apostolique. Une démarche plus défensive qu'offensive, sur le plan territorial, puisque les zones de faiblesse de la pratique demeurent plutôt à l'écart des initiatives. Elle révèle une forte réactivité de l'Eglise dans un contexte porteur pour ses valeurs familiales et terriennes traditionnelles. Celles-ci marquent, *a fortiori* pour la JAC/F, un champ de convergence avec le régime de Vichy. Même si la perception de sa nature politique exacte demeure assez floue, celui-ci bénéficie pour l'instant d'une aura morale et d'une bienveillance certaine, partagée d'ailleurs avec bon nombre de Français. Plus que le risque de voir instaurer une jeunesse unique, écarté en grande partie du fait de la confiance mise dans le Maréchal, c'est plutôt la crainte de l'émergence de mouvements neutres concurrents qui semble avoir aiguillonné l'Eglise. Cette crainte a désamorcé définitivement les réticences à l'égard de la spécialisation, qui de sujet de débat, devenait une solution stratégique pour assurer une présence maximale. La perception d'objectifs communs, toujours mêlée à la volonté de maintenir un contrôle social a commandé un investissement marqué des autorités diocésaines en direction de l'enseignement ménager promu par le régime. Elle a encouragé la participation des mouvements catholiques aux initiatives de solidarité conduites par le Secours national ou la Légion. Elle a joué, aussi, pour placer, un moment, un certain espoir dans la gestion des questions agricoles par une Corporation paysanne investie par des catholiques ; un espoir qui continue à marquer un temps de pause dans l'investissement de la jeunesse catholique rurale au service de la modernisation de l'agriculture. Mais cette emprise

[974] FF, 10/1943. C'est là le programme originel des Semaines agricoles de Purpan dès les années 1920, appliqué encore tel quel dans le Tarn pendant la guerre. Barthe, J.-M., *Les premiers jacistes. JAC – JACF du Tarn, 1930-1945, op. cit.*, p.215.

eccliésiale maintenue n'a guère encore permis à la JAC/F de jouer vraiment dans le sens de la promotion individuelle d'individus « de valeur » sortis du rang. Le renouvellement des dirigeants est finalement limité et quand il se produit, les choix traduisent à plusieurs reprises une attitude prudente de recours à des individus intégrés à des réseaux proches du pouvoir diocésain.

Néanmoins, les prémices d'un processus de promotion collective sont sans doute là : via les actions de solidarité qui débouchent sur l'organisation de divertissements, la JAC/F offre à une jeunesse parfois désemparée par la situation, en même temps qu'un lieu-refuge, un cadre formel d'action, où peut se forger le sens de la responsabilité et de l'initiative. La confrontation de mobilisés à des milieux non chrétiens, tout comme l'aide matérielle apportée aux urbains, donnent par ailleurs un contenu concret aux notions d'apostolat, de conquête, et d'affirmation d'une fierté paysanne, qui avaient porté les débuts de la spécialisation. Enfin, l'appel à la caution nationale des mouvements, et le développement de réseaux régionaux propres à chacun d'entre eux, ne sont pas seulement des moyens de se protéger face à l'essor des mouvements neutres concurrents. Ils ont pour effet de renforcer, à large échelle, l'intégration et la cohésion des organisations spécialisées.

Chapitre 5

1942/43-1944

Mûrir dans la tourmente

Les années 1942-43 sont fréquemment retenues par l'historiographie de la JAC/F comme marquant une transition. Au début des années 1970, Paul Houée, le premier à définir une chronologie du mouvement, plaçait à ces dates-là le passage de « l'étape missionnaire » à « l'étape humaniste » du mouvement[975]. Jean-Claude Boulanger a parlé pour sa part de « brusque changement thématique » en 1943-44, par rapport à 1940-42[976]. Gordon Wright, dès 1964[977], avait mis en avant la figure tutélaire de René Colson (1913-1951), petit paysan de Haute-Marne accédant en 1943 au secrétariat général de la branche masculine du mouvement[978]. C'est l'influence de René Colson qui est soulignée en général, avec celle des dominicains et du personnalisme, pour expliquer l'émergence de nouvelles valeurs phares pour le mouvement[979] : un humanisme confiant[980] ; la recherche de l'épanouissement de la

[975] En 1972 (*Les étapes du développement rural, op. cit.*, p. 14-15), il hésite entre 1940 et 1942, la dernière date l'emportant apparemment. En 1980 (« Les étapes du projet jaciste dans le développement rural », *JAC et modernisation de l'agriculture de l'Ouest*, INRA, 1980), il retient 1943 (p. 10-14). En 1996 (*Les politiques de développement rural, op. cit.,* p. 94) il est beaucoup plus flou, et semble reporter la charnière en aval en parlant de « la JAC qui a mûri dans le silence de la guerre et l'exubérance de la Libération ». Le livre édité par le MRJC pour les 50 ans de la JAC (*JAC-MRJC, 1929-1979, cinquante ans d'animation rurale*, Paris, 1979) retient lui aussi la scansion de 1942/43.

[976] Thèse citée, p. 285

[977] *The Paesantry in the Twentieth Century*, California-USA, Stanford University Press, 1964 ; traduction française : *La révolution rurale en France*, *op. cit.*, 1967 (p. 222-225).

[978] Le 22 mars 2002, le MRJC, héritier de la JAC, a organisé à la Résidence internationale de Paris un colloque intitulé : « Des générations successives mobilisées sur des territoires ruraux. 50 ans après René Colson ». Gordon Wright donne 1942 comme date d'accession à cette fonction, de même que Paul Houée (*Les étapes du développement rural, op. cit.*, p. 16). En revanche, Marie-Josèphe Durupt (thèse citée, p. 6) et J.-Cl. Boulanger (thèse citée, p. 263, 266, 284, 285) semblent plutôt suggérer août 1943, quand les deux secrétariats généraux (zones nord et sud) fusionnent de nouveau. L'épouse et le fils de René Colson, et Henri Nallet, donnent eux aussi 1943 dans leur présentation d'*Un paysan face à l'avenir rural. La JAC et la modernisation de l'agriculture*, Paris, Epi, 1976. La présentations du colloque de 2002 « 50 ans après René Colson » donne en revanche « fin 1941 ».

[979] Wright, G., *op. cit.*, p. 224 ; Houée, P., *Les étapes du développement rural, op. cit.,* p.16. Voir aussi Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 285-290 ; Durupt, M.-J., thèse citée, p. 23 ; Colson M. et F. & Nallet, H., in *Un paysan face à l'avenir rural…*, *op. cit.*, p. 9-16.

[980] De façon révélatrice, la campagne d'année 1943-44 de la JAC s'intitule « Être un homme ». Mais la JACF se penche alors, de façon plus neutre, sur « La Jeune rurale de demain ».

personne ; le « témoignage » chrétien[981] ; l'engagement ; « une démarche plus soucieuse des aspects " temporels " de l'existence », moins exigeante en matière de pratique religieuse des militants[982] ; le souci de faire de la JAC/F un véritable mouvement d'éducation populaire, propre à former au sein de la masse des paysans cultivés et compétents[983]. En soulignant la nécessité de s'intéresser aux préoccupations et aux besoins spécifiques des jeunes[984], la JAC reconnaissait en outre l'émergence d'un « phénomène jeune »[985].

Pourtant, à l'échelon local, a fortiori en zone sud, on peut se demander si la figure de René Colson a eu vraiment, dès le départ, ce rôle tutélaire que l'historiographie suggère en général, et si les nouvelles conceptions qu'il inspirait apparemment en grande partie à l'échelon national, trouvèrent un écho dès cette époque. En effet, Paul Houée, plus de deux décennies après sa première synthèse sur le sujet, s'est montré moins catégorique, ne parlant plus que de « mûrissement » pendant la guerre[986]. Il faudrait aussi ne pas oublier que René Colson n'avait pas autorité sur la branche féminine, contrairement à ce qu'écrivait Gordon Wright. Si une orientation plus éducative fut effectivement prise à cette époque, capitale pour comprendre le rôle majeur de la JAC/F dans les transformations des campagnes après-guerre, est-ce que les contingences locales, notamment le type de rapports entre réseaux jacistes et réseaux corporatistes, n'ont pas autant joué que les directives nationales ? Et au quotidien, la préoccupation du mouvement, surtout de sa branche masculine, n'a-t-elle pas été d'abord de tenir, de traverser la tourmente, et d'aider aussi les jeunes, individuellement, à le faire ?

---

[981] J.-P. Bonhotal, dans Cholvy G., Comte B. et Feroldi V., *Jeunesses chrétiennes au XXe s.*, *op. cit.*, p. 81-86. La figure du « témoin engagé » succède selon lui au « conquérant » de l'époque antérieure. Gérard Cholvy, à son tour, parle [mais à propos de l'ensemble de l'Action catholique] de « l'engagement des témoins » pour la période allant de 1943 à la Libération : *Histoire des organisations de jeunesse…, op. cit.*, p. 279-285.

[982] Durupt, M.-J., thèse citée, p. 29. Pour J.-P. Bonhotal (*op. cit.*), dans la lignée du Père de Foucauld « la démarche de l'Action catholique spécialisée reposera de plus en plus sur l'immersion dans les milieux sociaux, la référence chrétienne devenant plus discrète dans les années 40 à 60 qu'avant guerre, sans pour autant que les mouvements se sécularisent ».

[983] Thèse citée, p. 6, 23. Voir aussi Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 285 ; Colson M. et F. & Nallet, H., in *Un paysan face à l'avenir rural…*, *op. cit.*, p.16.

[984] Boulanger, J.-Cl., *op. cit.*, p. 287. Houée, P., *Les étapes du développement rural, op. cit.*, p. 16. Colson M. et F. & Nallet, H., in *Un paysan face à l'avenir rural…*, *op. cit.*, p.16.

[985] En effet, pour Jean-William Dereymez, qui met en avant les mobilisations successives qu'eurent à subir les jeunes gens, et notamment le STO qui « créa un puissant effet d'âge », « le rôle de Vichy dans la naissance d'une conscience générationnelle nous paraît déterminant, l'Etat français facilitant l'éclosion d'un sentiment d'incompréhension mutuelle indispensable à l'amorce d'un processus de conflit générationnel » (« Une génération de la guerre ? Être jeune en France, 1939-1945 », in Dereymez, J.-W., dir., *Être jeune en France (1939-1945)*, *op. cit.*, p. 48). Sur la discussion de la notion controversée de « génération », voir le même article, p. 29-40.

[986] *Les politiques de développement rural, op. cit.,* p. 94. Alors qu'au colloque-hommage dédié à Colson par le MRJC en 2002, René Rémond et Henri Nallet parlaient toujours de « rupture » (René Rémond : « La contribution des mouvements de jeunesse. Les intuitions fondamentales de René Colson » ; Henri Nallet : clôture du colloque).

A – « Tenir ferme aujourd'hui, pour repartir demain »

1 – 1943 : derniers feux

En 1943, le nombre de groupes de jeunesse catholique rurale continue à croître légèrement (*cf.* les graphiques A-2-2-1 en annexe, p. 603 et suivantes) : davantage pour la jeunesse masculine aveyronnaise (+ 5,1 %) et la jeunesse féminine cantalienne (+ 3,8 %), les deux organisations les plus actives, que pour leurs pendants respectifs (jeunesse féminine aveyronnaise : + 2,7 % ; jeunesse masculine cantalienne quasiment stable : + 1 %). La jeunesse féminine aveyronnaise, si elle ne prend guère plus d'ampleur, poursuit en interne sa conversion massive quoique tardive à la JACF[987]. Dans le Cantal, après un certain tassement du nombre de réunions en 1942, on relève même une certaine reprise en 1943.

Par ailleurs, pour la JAC, le nombre de secteurs progresse encore notablement, alors qu'ils étaient déjà plus nombreux que ceux de la JACF : + 52 % en Aveyron, et + 42 % dans le Cantal. Cela montre aussi que l'on entre dans la phase de gestion et d'organisation, passée la période d'essor. Pour la JACF, nous retrouvons la tendance relevée par les autres indices : le nombre de secteurs augmente légèrement dans le Cantal (+ 15 %), montrant un bon maintien au niveau atteint, pendant qu'en Aveyron, la fin du basculement vers la JACF s'accompagne de la structuration locale du mouvement, avec, en parallèle, l'établissement systématique des secteurs, dont le nombre fait plus que doubler entre 1942 et 1943, avant d'augmenter encore de 53 % entre 1943 et 1944.

Quant aux relations avec l'extérieur, elles persistent encore à un niveau comparable à celui que nous avons pu enregistrer pour les années précédentes[988].

La JAC aveyronnaise, qui contrairement aux autres fédérations étudiées n'avait pas subi de renouvellement marqué de son appareil dirigeant autour de la rentrée 1942, fut cependant revivifiée par l'arrivée de l'abbé Bion comme nouvel aumônier des œuvres masculines[989], après le départ de l'abbé Carbonnel pour l'aumônerie nationale de la JOC. Fils de petits paysans du Causse Noir, il avait été ordonné en 1936 avant de partir poursuivre ses études à l'Institut catholique de Toulouse. Formé par l'abbé Carbonnel lui-même à l'action

[987] De 35 % de groupes sans contact avec la JACF en 1942, et 40 % l'ayant adoptée au quotidien, on passera en 1944 à 19 % de groupes toujours à l'écart (du moins d'après notre documentation), et 63 % manifestant une pratique jaciste régulière.
[988] On peut remarquer cependant que ce sont la JAC cantalienne et la JACF aveyronnaise qui maintiennent le niveau de relations avec l'extérieur les plus élevé, ce qui peut éventuellement s'expliquer par leur niveau de "développement jaciste" moins accentué que celui de la JACF cantalienne et de la JAC aveyronnaise : peut-être ont-elles alors besoin, plus que les autres, de solliciter des appuis extérieurs ?
[989] JR 07-08/1942

auprès des jeunes, lors de colonies de vacances, il s'est consacré à la JEC et à la JAC naissantes lorsqu'il est devenu professeur au petit séminaire de Belmont, en 1938. En tant qu'aumônier diocésain, il s'est occupé essentiellement de la JAC. Ce n'est pas déformer la réalité que de dire qu'il fut en quelque sorte le « Colson rouergat ». Il avait d'ailleurs le même âge que le secrétaire général du mouvement, 29 ans, et le même acharnement que lui à comprendre la réalité et les mécanismes du monde. Ses biographes évoquent « ce penseur [qui] analyse, creuse, élargit, motive, s'interroge (…). C'est parfois un peu long, on peut ne pas être d'accord sur tout mais on ne peut pas être indifférent. (…) On l'écoute avec attention quand il exprime son point de vue avec lenteur, précision, autorité. (…) Parcourant le Rouergue en tous sens, cet éducateur exigeant pousse les jeunes ruraux au travail personnel, à l'effort persévérant, à l'engagement dans les structures agricoles »[990]. Marcel Bruel témoigne : « il essayait toujours d'expliquer le comportement des hommes au lieu de les opposer : " non, disait-il à ses jeunes, le gars d'en face vous ne devez pas le juger comme ça. Au contraire, vous devez comprendre que, chez lui, ça se passe comme ça " »[991]. Il put néanmoins susciter certaines prises de position hostiles dans des milieux conservateurs et traditionalistes. « Certains le trouvaient trop " ruraliste " dans ses points de vue et ses perspectives pastorales »[992]. Selon Roger Lajoie-Mazenc, il arrivait aussi qu'on « lui reproch[â]t un progressisme jugé outrancier de la part d'un prêtre, à telle enseigne qu'on n'hésitait pas à l'appeler [après-guerre ?] " l'évêque rouge de l'Aveyron " »[993]. Plus de trente ans après sa mort, ceux qui l'ont connu évoquent encore avec émotion, admiration et reconnaissance cet abbé au charisme indéniable.

Fin 1942, en présence de l'abbé Bion, du Père de Bigü, aumônier général de la JAC, ainsi que de deux représentants du secrétariat général, le conseil fédéral tenu à l'issue d'une session de formation militante décide de renforcer la structuration hiérarchique de la JAC aveyronnaise[994]. Cherchent-ils à conformer la fédération aveyronnaise au modèle ultime élaboré par le national, maintenant qu'elle est une fédération « forte » ? Veulent-ils compenser un affaiblissement effectif ou pressenti du noyau dirigeant ? Le désir de faire face plus efficacement encore à la concurrence des « nouveaux mouvements » n'est pas absent non plus : « Les mouvements de jeunesse se multiplient ; mais la JAC est assez riche pour nous former sur le plan religieux, moral, humain, civique, physique, professionnel ». En lieu et

[990] Alary, G., Carrière, G., Séguy, R. et Serres, A., *A. Bion, prêtre du Rouergue*, Rodez, Secrétariat général des œuvres, s.d., 186 p., p. 7-9. L'abbé Bion est aussi l'une des « figures » rencontrées par le journaliste anglais John Ardagh et évoquées dans son livre *La France vue par un Anglais*, Paris, Robert Laffont, 1968, 511 p., p. 99-109.
[991] *In* Lajoie-Mazec, R., *Marcel Bruel et le défi agricole*, Villefranche-de-Rouergue, Guibert, 1976, 205 p., p. 53.
[992] Alary G. et alii, *A. Bion, prêtre du Rouergue, op. cit.,* p. 11.
[993] Lajoie-Mazec, R., *Marcel Bruel et le défi agricole*, *op. cit.*, p. 82.
[994] JR 12/1942.

place des six « sous-fédérations » créées en 1940 sont donc définies neuf zones, afin de mieux mailler le terrain[995]. Désormais, chaque dirigeant[996] doit se contenter de ses responsabilités bien définies, circonscrites à son échelon ; ainsi seulement cette fédération devenue lourde et imposante pourra être gérée efficacement. De la section à la fédération, en passant par le secteur et la zone, une stricte hiérarchie doit être respectée[997].

2 –Reprise en main épiscopale

Dans le diocèse de Saint-Flour, la période d'inter-règne ouverte par la mort de Mgr Lecoeur en mars 1942 a été marquée, au sein d'une partie du clergé, par le retour à une conception qui considérait les groupes de jeunesse catholique, avant tout des œuvres de dévotion, auxiliaires des curés dans leur pratique sacerdotale[998] : « Dans notre diocèse, il semble normal, vu la pratique religieuse d'un grand nombre de jeunes filles, d'être sur ce point plus exigeant qu'ailleurs. L'avis du curé est primordial : on peut demander aux militantes la communion mensuelle, à toute la section la communion aux quatre grandes fêtes et la participation aux processions de la Fête Dieu et du Quinze août, aux militantes d'aller à une des deux grandes retraites fermées (…) ; pour toutes, une retraite paroissiale serait bien », et elles pourraient aussi s'occuper du catéchisme, de la diffusion de la bonne presse, des malades[999]. A cette époque, le clergé cantalien tenta aussi de relancer le mouvement des Enfants de Marie[1000]. Mais cette réactivation touchait aussi, alors, au moins les diocèses de

[995] Simple changement de qualificatif pour Villefranche-Nord, Villefranche-Sud, Rodez, et Belmont. Les autres sont issues de scissions : Montagne, Vallée du Lot, Millau, St-Affrique, Naucelle. Pourtant, les ressources humaines sont encore faibles dans le sud : à titre provisoire, F. Lavabre devra dans un premier temps assurer la responsabilité des trois zones de Millau, St-Affrique et Belmont.

[996] Il sera possible d'affilier individuellement les dirigeants qui par leur participation à des sessions et par leurs responsabilités terrain, leur action visible, ont acquis une formation individuelle sur le JAC. Une dizaine de chefs secteurs présents à Ceignac reçoivent ainsi l'insigne.

[997] On rappelle que les sections sont composées de dirigeants, de militants, d'adhérents, d'équipes ; que le secteur a pour fonction d'aider les sections, d'abord à se former, car s'il peut être un lieu de rencontre pour étudier *Premières Semailles* en attendant l'apparition de sections, il ne devient un vrai secteur que quand celles-ci sont établies, et que le chef de secteur leur rend visite et coordonne leurs activités ; la zone réunit les responsables des secteurs et l'aumônier de zone pour des échanges mensuels de nouvelles et de consignes, et centralise les dossiers de (pré-)affiliation ; à la fédération, André Viguié réceptionne et juge les dossiers de (pré-)affiliation, A Laur les comptes-rendus d'activités, l'abbé Bion collecte les comptes-rendus pour *Jeune Rouergue* ; le trésorier collecte les cotisations (JR 12/1942)

[998] « Les prêtres qui les premiers ont su grouper les jeunes ruraux recueillent déjà le fruit de leurs efforts puisque, en certaines circonstances, ils peuvent organiser des cérémonies religieuses qui impressionnent leur population, beaucoup plus par la piété qui s'y manifeste que par le caractère spectaculaire ; les jeunes, en retrouvant le chemin du presbytère ont retrouvé celui de l'église » (SC Saint-Flour 21/05/1942) ; en développant les mouvements de jeunesse, il s'agit « de rendre à notre christianisme une vitalité qu'il a perdue, de faire comprendre aux jeunes qu'être chrétien ce n'est pas seulement aller à la messe cinq-six fois par an et saluer le curé » (SC Saint-Flour 04/06/1942).

[999] SC Saint-Flour 11/06/1942.

[1000] SC 26/11/1942.

Montauban, Cahors, Limoges, Lyon[1001]. Apparemment, le clergé aveyronnais n'était pas exempt lui non plus de ce type de réaction, si l'on en croit la nécessité pour l'abbé Bion de réagir, dès son arrivée, contre ceux qui auraient voulu remettre en cause la spécialisation. Coupant court aux espoirs qu'un changement d'aumônier aurait pu faire naître, il dénonçait le « mirage de l'unité : en fait, la diversité est féconde, il ne faut pas vouloir supprimer les différences. On vante le brassage des classes dans un même mouvement : en fait, pour unir les milieux, on transporte hors de ces milieux. (…) Retournant dans leurs milieux, ces individus sont isolés »[1002]. Face à cet accès de tensions, l'évêque de Rodez, Mgr Challiol, se posa en arbitre en jouant l'apaisement et le retour formel aux anciens modèles, pour tenter d'amadouer les plus récalcitrants de ses prêtres[1003], sans renier pour autant le nouvel aumônier diocésain. Ainsi, enjoint-il les jeunes filles en décembre 1942[1004] : « ne cédez pas au danger de la dispersion, formez des groupes, mais une fois formés, que nul ne se refuse à les assembler à leur tour, à les lier ensemble par un lien d'amitié, à les fédérer, les accrocher à la grande armée diocésaine. Parce que nous vous avons donné des aumôniers, ayant mission de vous former, sur un plan un peu extra-paroissial, auriez-vous le courage de vous dérober à la sollicitude de vos curés de paroisse, et d'échapper à la garde du bâton pastoral de votre évêque ? (…) ». Et le mois suivant, à l'adresse des jeunes gens[1005], il pose « l'union » comme le « meilleur moyen de sauver la France, de défendre la cause catholique (…). L'ancienne ACJF a donné l'exemple. (…) Ce n'est pas de gaieté de cœur qu'on a dû accepter la spécialisation. Il est donc normal qu'on lance le rassemblement après avoir dispersé les éléments ». Il ne s'agit pas de supprimer la spécialisation, mais de « se retrouve[r] sous la bannière de *Jeune Rouergue* pour réaliser une magnifique Fédération diocésaine ».

La réaction du tout nouvel évêque de Saint-Flour, Mgr Pinson, nommé en janvier 1943, fut radicalement différente. Issu du diocèse de Bourges, licencié en histoire, professeur trente ans durant avant de devenir archiprêtre de Vierzon en 1936, il a été parallèlement aumônier national adjoint de l'Action catholique indépendante (ACI)[1006]. Il s'installe dans le diocèse en mars[1007]. La région d'où il venait était loin d'avoir été marquée par un mouvement jaciste très vigoureux, quoique les premiers essais y aient été précoces. Mais l'homme, aux hautes fonctions nationales dans l'Action catholique, en était le vibrant apôtre. Le témoignage

[1001] SC 18/02/1943.
[1002] JA 10/1942.
[1003] JA 10/1942.
[1004] FF 12/1942.
[1005] JR 01/1943.
[1006] SC 28/01/1943.
[1007] SC 18/03/1943.

rétrospectif du cardinal Marty sur son arrivée comme évêque dans le diocèse de Saint-Flour en 1952 laisse mesurer l'ampleur du bouleversement qu'apportait Mgr Pinson en termes de dynamisme : « Il avait eu un rayonnement considérable. Il avait " secoué " le diocèse dans deux domaines, celui de l'Action catholique et celui de la liturgie. (…) L'arrivée d'un nouvel évêque [en 1952] a été accueillie par toute une partie du clergé avec l'espoir d'une pause. On se disait : " Il en vient un autre, il sera moins orienté vers l'Action catholique, il n'y a qu'à attendre "[1008] ». La prise de contact de Mgr Pinson avec les mouvements d'Action catholique du diocèse, l'un après l'autre, eut lieu en avril-mai. Constatant la quasi inexistence de la Jeunesse indépendante chrétienne (JIC) et de l'AIC pour les adultes, il annonça qu'il allait appuyer leur développement. Il exposa aussi aux curés et vicaires son plan général pour l'Action catholique : commencer par des mouvements interparoissiaux, pour arriver au plus tôt à les intégrer au niveau paroissial ; instaurer « une formation plus profonde » pour les futurs aumôniers ; réorganiser la direction et le conseil diocésain des œuvres »[1009].

Réorganiser la direction : en août 1943, l'abbé Bouard, trop occupé par ses responsabilités à la fois à la tête des œuvres et de l'enseignement catholique diocésain, fut remplacé par l'abbé Joubert à l'aumônerie diocésaine de la JAC, qu'il cumulait désormais avec celle de la JACF.

Favoriser des mouvements interparoissiaux : alors que les créations de secteurs s'effectuaient jusqu'ici « par le bas », une fois les conditions locales réunies, début novembre 1943, Mgr Pinson entérina l'existence des secteurs jacistes déjà créés, et constitua de façon volontariste et pour l'ensemble de l'Action catholique un certain nombre de secteurs supplémentaires[1010]. « Le système décentralisateur des secteurs permettra [aux] techniques de l'Action catholique [spécialisée] d'atteindre un plus grand nombre de localités du diocèse et à la JAC et bientôt la LAC [Ligue agricole catholique] de se développer »[1011]. Bref, alors que la gestion des mouvements s'était soldée par une concentration au profit de quelques responsables fédéraux et des aumôniers diocésains, les espoirs sont désormais placés dans une déconcentration de l'autorité. Soit un schéma à peu près inverse de celui suivi par l'évêque de Rodez.

[1008] Cardinal Marty, *Chronique vécue de l'Eglise de France, op.cit*., p.74-76.
[1009] SC 06/05/1943.
[1010] SC 04/11/1943, 25/11/1943. – Ce sont eux qui provoquent les augmentations constatées du nombre de secteurs entre 1942 et 1943 : + 42 % pour la JAC et + 15 % pour la JACF. Ils ne couvraient cependant toujours pas l'ensemble du département
[1011] SC 25/11/1943.

Surtout, Mgr Pinson conforta ces structures déconcentrées en systématisant la présence à leur tête d'aumôniers d'Action catholique dûment nommés[1012]. L'évêque a tenu à renouveler le vivier. Avec plus de la moitié (54 %) des aumôniers de secteurs ayant moins de 40 ans en 1943, et un sixième, même, moins de 30 ans, on entre dans un processus de rajeunissement des cadres ecclésiastiques de la JAC qui rapproche le Cantal du modèle habituellement présenté, avec de « jeunes » aumôniers. Cela n'allait pas sans poser le problème des relations hiérarchiques entre curés et aumôniers, qu'il fallut préciser et accorder[1013]. « Il faut que le clergé travaille en équipe. (…) La mission de l'aumônier de secteur est de se mettre au service de ses confrères pour organiser, faire vivre et prospérer les mouvements d'ACR »[1014], afin de « refaire une chrétienté rurale par l'emploi et l'extension des méthodes d'AC qui ont fait leurs preuves »[1015].

La « formation plus profonde » pour les futurs aumôniers fut aussi entamée, en mars 1944, avec une série de réunions sacerdotales sur l'Action catholique, animées par le Père Rozières, aumônier national de la JAC[1016]. Cette fois, contrairement aux formations antérieures, ce ne sont plus seulement quelques aumôniers qui sont touchés, mais chaque fois l'ensemble du clergé du doyenné. Cette démarche est globale, ne se limitant pas à la JAC/F, mais embrassant l'ensemble des mouvements d'AC. Elle reprend les arguments déjà soulevés lors de l'intermède épiscopal sur l'utilité des mouvements pour relancer la pratique, mais intègre l'autre cheval de bataille de Mgr Pinson, le renouveau liturgique, en phase avec les préoccupations du Centre national de pastorale liturgique, fondé en 1943, qui invitait à mieux faire participer les fidèles aux divers actes du culte[1017] : « D'après les enquêtes faites par les prêtres pour [ces] réunions (…), la désaffection progresse par rapport à la messe, surtout chez les hommes. (…) Ceux qui se sont appuyés sur la JAC pour relancer l'assistance à la messe [ont obtenu de] bons résultats [grâce à la] mise en valeur de la beauté de la messe. Toute l'Action catholique est centrée sur la messe, mais avant que les fidèles en aient saisi la signification, il faut d'abord les charmer : une église propre, bien ordonnée, des enfants de

[1012] Cette fonction n'avait pour l'instant été dévolue officiellement qu'en 1938, à trois prêtres.
[1013] SC 20/01/1944. « Si le doyen est lui même l'aumônier, il ne fait qu'user de sa juridiction ordinaire quand il agit hors de sa paroisse; mais il doit n'agir qu'en entente avec les curés des groupements à rassembler ou visiter ; quand ce n'est pas le doyen, [il] ne doit rien faire sans informer le doyen et les prêtres concernés ».
[1014] SC 04/11/1943.
[1015] SC 25/11/1943.
[1016] SC 30/03/1944 : à Saint-Flour, Chaudesaigues, Murat, Mauriac, Pleaux, Maurs, Aurillac
[1017] Le « mouvement liturgique », lié à l'origine au milieu monastique, avait commencé en Belgique, en Allemagne et en Suisse, et devait conduire à la Constitution sur la liturgie votée lors du concile de Vatican II, en décembre 1962. Il convergeait avec les expériences menées dans les années 1930, chez les scouts, à la JAC et à la JOC, avec des messes en plein air, des messes dialoguées, ou encore l'introduction d'objets du travail quotidien ou de « produits de la terre » lors de cérémonies. *Cf.* Lagrée, M., « La messe », in Rioux J.-P. et Sirinelli J.-F. [dir.], *La France d'un siècle à l'autre, 1914-2000, op. cit.,* p.199-206 [sur le « mouvement liturgique » : p.202].

chœur nombreux, la participation des fidèles au chant (…). [Les jacistes] non seulement donneront vie à la messe, mais en plus y amèneront des assistants supplémentaires (…) »[1018]. – En Aveyron, où l'on relève au total trois fois moins de réunions de ce type, elles furent en réalité beaucoup plus étalées dans le temps, au rythme d'une ou deux par an, comme un bilan régulier.

*

Au fond, le problème que révélaient les diverses réactions du clergé de base, auxquelles des deux évêques avaient tâché de répondre de manières diamétralement opposées, était celui de l'intégration de ces prêtres au dispositif de l'Action catholique spécialisée. Les aspirations à un retour plus ou moins formel à un âge d'or des œuvres n'exprimaient pas une sensibilité strictement ponctuelle et locale, puisque nous l'avons vue se manifester dans plusieurs diocèses. Il s'agissait d'une réaction bien compréhensible de la part d'un clergé traditionnel décontenancé par la place prise subitement par les mouvements spécialisé. Or ce clergé pouvait redouter la concurrence croissante des activités extra-paroissiales des mouvements, d'où, pour tenter de le rassurer, la réhabilitation du rôle des jacistes auprès de la messe paroissiale par l'évêque cantalien, et l'invitation du chef du diocèse de Rodez à ne pas se dérober à la sollicitude des curés des paroisses. Il y avait là aussi, sous-jacent, un enjeu de pouvoir, avec l'émergence réelle du rôle des aumôniers de secteurs ou de zones. La « bicéphalie » du clergé, porteuse de tensions latentes, dont a parlé Pierre Pierrard[1019], est en train de naître. « Un véritable déplacement de pouvoir s'opère au sein du clergé français »[1020].

3 – Hémorragie

La croissance du nombre de groupes de jeunesse catholique avait beau s'être poursuivie en 1943, les taux n'avaient plus rien à voir avec ceux que nous avions relevés pour les premières années de la guerre : même si l'élan qui avait été pris pouvait encore permettre d'entretenir une légère dynamique, la phase d'essor et de créations nouvelles était bel et bien en train de s'achever. Fin 1942-début 1943, la JAC aveyronnaise avait même procédé pour la première fois à la « désaffilisation » de trois sections endormies[1021]. L'évolution en 1944 marque plus encore l'interruption de la dynamique : mis à part pour la jeunesse féminine

[1018] SC 30/03/1944.
[1019] *Histoire des curés de campagne, op. cit.,* p. 312.
[1020] *Ibid.* : « le développement de l'Action catholique spécialisée est à l'origine d'un nouveau clergé : les aumôniers. Beaucoup moins nombreux que les prêtres de paroisse, leur influence est incommensurable et jette nécessairement de l'ombre sur le presbytère Bien évidemment, la bicéphalie ne convient pas à nombre de curés de campagne dont la JAC a l'air d'écrémer les ouailles en leur laissant le tout-venant, lourd et passif ».
[1021] JR 12/1942.

aveyronnaise, pour laquelle l'enjeu n'avait pas été la conquête du territoire diocésain par de nouveaux groupes mais la conversion à la JACF, le nombre de groupes de jeunesse catholique rurale régresse partout, pour se retrouver peu ou prou au niveau de 1942, annulant les maigres gains de 1943 ; la jeunesse masculine aveyronnaise est ici la plus marquée par ce recul, à hauteur de 4 %.

La chute du nombre moyen de réunions d'importance diocésaine en 1943-44, par rapport à la période 1941-42, vient confirmer cette impression[1022]. En moyenne sur les deux années, le recul de l'activité apparaît surtout manifeste au sein de la branche masculine, notamment en Aveyron : 69 % de réunions en moins, contre une chute limitée à 25 % dans le Cantal. Pour la jeunesse féminine, on enregistre en Aveyron près d'un cinquième de réunions diocésaines en moins, alors que l'activité de la JACF cantalienne reste presque stable, avec un recul limité à un peu plus de 5 %. En fait, à travers la chute apparemment plus importante de l'activité aveyronnaise, dans les deux branches, c'est aussi l'énorme dynamisme des fédérations rouergates en 1941-42 qui ressort : elles rejoignent désormais, à peu de choses près, le niveau de celles du Cantal. D'autre part, les relations avec l'extérieur disparaissent peu ou prou en 1944.

La JAC/F, dans les deux diocèses étudiés, avait aussi entrepris, à compter de 1940-41, de s'intéresser à l'enfance, et avait créé les premières sections préjacistes. De rares indices peuvent suggérer un certain accroissement de l'investissement auprès des « enfants » (9-11 ou 9-13 ans), mais ils montrent aussi que les effectifs restent modestes : il n'y a pas là une priorité même si le national, visiblement, multiplie les initiatives pour tenter d'appuyer les balbutiements de cette branche[1023]. Quant aux activités spécifiques pour adolescents, l'héritage était encore plus léger. Quelques jalons sont posés entre 1942 et 1944, surtout dans le Cantal[1024]. Certes, l'argument de la préparation d'une relève peut, à l'occasion, avoir fait

[1022] En outre, quand on observe la ventilation des réunions fédérales par types, on s'aperçoit qu'en Aveyron on recourt à un maillage plus large, avec davantage de journées diocésaines, et des réunions cantonales désormais plus nombreuses que les réunions paroissiales. Dans le Cantal, peut-être en raison d'une meilleure résistance en 1943, entretenue par l'action de Mgr Pinson à son arrivée, pareille inversion ne se rencontre pas : on relèverait plutôt un recul masculin uniforme, quelles que soient les échelles d'intervention, et chez les jeunes filles un assez bon maintien du nombre de réunions paroissiales animées par des « fédérales ».

[1023] Sept groupes préjacistes repérés en Aveyron pour la JAC, aucun pour la JACF. Dans le Cantal, 32 équipes PréJACF sont comptabilisées en juin 1943, ce qui est plus significatif (SC 17/06/1943. Dans le Cantal, la PréJAC est surtout citée, dans la presse catholique diocésaine, pour ses participations aux campagnes de fraternité : CC 23/01/1943, 04/09/1943, 25/09/1943, 22/01/1944). Sept nouvelles équipes de PréJAC naîtront dans l'hiver 1943-44 (JA 06/1944).

[1024] Répondant vraisemblablement à des consignes du Secrétariat général, les publications nationales pour adolescents sont promues par la presse locale (JA 11/1942, 12/1942, JR 05/1942) : *Semeurs de France*, journal de masse, qui existait déjà depuis les années 1930 ; *Jeunes militants* ; et pour les dirigeants, *L'adolescence rurale*. - En même temps, le Cantal se dote statutairement de responsables adolescents pour les deux branches :

mouche : la JAC aveyronnaise, début 1944, ce qui est bien tardif, relie la nécessité de s'occuper plus particulièrement des adolescents, aux multiples départs d'aînés pour le STO. Mais l'implantation demeure particulièrement modeste. Les impulsions nationales ne rencontrent guère d'écho pour l'instant, la période étant de plus en plus marquée par des difficultés à réunir et à faire fonctionner un encadrement.

A partir de l'été 1943 et plus encore en 1944, la JAC aveyronnaise, dont nous venons de voir qu'elle avait été l'organisation la plus touchée, tient essentiellement grâce aux aumôniers de zones, à l'abbé Bion, et au président par intérim, André Viguié, qui assurent la continuité à l'échelon fédéral. Car les responsables fédéraux ou de zone sont happés à tour de rôle par les chantiers de jeunesse, tel André Laur, nouveau secrétaire fédéral depuis 1942. Puis, à compter de 1943, par le STO, à l'image de Jean Bouloc, chef de la zone de la vallée du Lot. Enfin, certains, tels Paul Cousty, l'ancien secrétaire fédéral devenu responsable loisirs, ou Marcel Bruel, le chef de la zone de Villefranche-Nord, gagnent le maquis. La situation est devenue alarmante notamment fin 1943-début 1944 : « Depuis un mois [janvier 1944], les départs ont affecté tant de dirigeants, qu'on se demande si on vivra encore longtemps. (…) La JEC et la JOC [ont été] décapitées de quatre classes d'aînés, la JAC de deux. Les derniers départs ont mis les ruraux au même niveau que les autres, en dispersant les classes 40 et 41, et déjà la classe 44 prépare ses valises. Nos mouvements de jeunesse ne peuvent plus compter sur leurs meilleurs animateurs, [ceux de la] deuxième génération, qui avaient approfondi le sillon. Restent quelques rescapés : des chefs d'exploitations importantes, des frères de prisonniers, des mineurs, des forestiers, des réformés (…) ; reste l'équipe expérimentée des aumôniers. Restent les 15-19 ans nés lors de la période encore féconde de 1925 à 1930, mais troublés car ils savent qu'ils vont partir à leur tour, (…) désorientés, sans guide », écrit l'abbé Bion[1025]. En août 1944, l'abbé Bion a aussi, face au danger, les pires difficultés à convaincre certains responsables de se réunir en comité fédéral : « Tu es bien courageux de vouloir à tout prix ne pas quitter un seul jour un coin aussi dangereux que R., d'autant qu'on n'a encore ramassé que des jeunes dans leur famille… », tance-t-il par exemple avec ironie[1026]. Cet affaiblissement de la branche masculine semble commun : dans l'Hérault voisin, la JAC

---

la branche féminine dès l'automne 1942 (Melle Sarrauste de Menthière, l'ancienne présidente de la JFCC) [EA 10/1942], et la branche masculine au plus tard dans l'été 1943 (Gabriel Salat) [JA 08/1943]. En 1943, trois groupes actifs de « Semeuses » sont repérés en Haute-Auvergne. Il y en aura cinq en 1944, ce qui demeure très modeste. La situation est inverse en Aveyron. Aucune mise en place d'une structure formelle. Rien à la JACF. En revanche, une session JAC pour futurs responsables d'adolescents est organisée dès novembre 1942 (JR 10/1942), l'enquête « connaître nos jeunes » destinée à faire réfléchir sur les adolescents est pratiquée dans l'hiver 1942-43 (JR 03/1943), et deux ou trois groupes de « Semeurs » semblent actifs dès 1943.

[1025] JR 02/1944.

[1026] Alary G. et alii, *A. Bion, prêtre du Rouergue, op. cit.,* p. 40.

signale aussi dès juin 1943 de grandes difficultés à fonctionner, et parle de « décadence » au printemps 1944. Le Secrétariat général encourage alors à tenir bon malgré tout : « les événement actuels réduisent bien les possibilités des dirigeants provinciaux comme les possibilités de travail à l'intérieur des fédérations. L'objectif principal en cette période difficile est le maintien et la vie d'un comité fédéral, même s'il est un peu réduit. [La JAC doit pouvoir] tenir ferme aujourd'hui et repartir demain »[1027].

La JAC cantalienne paraît avoir été marquée par un recul moindre de ses activités et de ses effectifs. Elle a assurément bénéficié de l'interventionnisme épiscopal de 1943, mais aussi d'un développement inférieur à celui de sa consœur rouergate : dans une passe difficile, son recul s'en trouvait atténué. Nous pouvons d'ailleurs remarquer que, comme en Aveyron, l'animation de la fédération s'est essentiellement concentrée entre les mains des aumôniers, les abbés Joubert et Maziers, et du président ; à défaut de chantiers de jeunesse ou de STO, Antonin Quiers était parti se former à l'école des cadres des maisons familiales rurales à Pierrelatte (Gard), et Paul Besse était pris par ses activités auprès de la Corporation paysanne. Les nouveaux secteurs créés par Mgr Pinson ont bien dû aussi en partie permettre de limiter l'effondrement. On remarque d'ailleurs une certaine autonomie de fonctionnement : en juillet 1943, les chefs de secteurs de l'Est ne sont pas convoqués au comité fédéral qui se déroule à Aurillac[1028] ; ils se réunissent en revanche en novembre à Saint-Flour[1029].

Pour la JACF, en l'absence de réquisition de responsables, l'émergence d'une relève, provoquée en partie artificiellement en 1942, commence à produire ses effets pratiques, et ceci doit contribuer à maintenir une certaine stabilité malgré les troubles du moment. Dans le Cantal, le rôle jusque là central de M^{elle} Ratié s'estompe, et l'axe fort des relations devient celui qui relie entre eux la nouvelle présidente, Jeanne Molénat, les aumôniers, l'évêque et la responsable de la sous-fédération de Saint-Flour, Marguerite Durand. En Aveyron, l'abbé Lapeyre et Lucette Babec sont les plus présents sur le terrain. Mais ils sont secondés à l'occasion par M^{elle} Robert, de Nant, et M^{elle} Jocqueviel, du Tarn-et-Garonne, qui s'occupent des journées rurales ; et si les membres de l'équipe fédérale les plus éloignées de Rodez ne semblent pas avoir beaucoup de contacts avec le noyau central, c'est peut-être qu'elles assurent, comme ce doit être leur rôle, l'animation du mouvement dans les régions périphériques.

[1027] Prat, G , mém. cit., p. 80-92.
[1028] JA 08/1943
[1029] SC 25/11/1943

*

Logiquement, le recul de l'activité a donc affecté davantage la branche masculine que la branche féminine. La JAC a tenté d'en enrayer les effets en élargissant l'échelle de l'encadrement : on le voit avec l'importance nouvelle accordée aux secteurs aux dépens des sections, notamment dans le Cantal, et l'élargissement de l'échelle territoriale à laquelle sont organisées les réunions aveyronnaises va dans le même sens. Le manque de cadres était flagrant, et le rôle des aumôniers a été plus capital encore que dans la première moitié de la guerre, pour maintenir le mouvement, ce qui ne devait guère contribuer à réduire les tensions avec le clergé paroissial. La guerre, bien plus présente du fait de l'occupation de la zone sud, des départs pour le STO, puis des combats de la Libération, fut la principale cause des difficultés traversées par la JAC/F.

B – De guerre lasse…

1 – Vichy ? La Résistance ?

a) Vichy : la dégradation de l'opinion

L'année 1942 a bien constitué ici aussi, comme le dit Pierre Laborie pour l'ensemble de l'opinion française, le « point de non-retour [et d']entrée dans un processus irréversible de dégradation » de l'opinion à l'égard de Vichy. Ensuite, le STO a joué apparemment davantage en Aveyron que dans le Cantal comme facteur de « basculement du plus grand nombre »[1030], à compter essentiellement de l'été 1943. Ce basculement, loin d'être original, avait déjà été repéré par les études générales consacrées à la JAC/F[1031].

Jusqu'en 1942, le régime et son action ont continué à être mentionnés à l'occasion, en demeurant perçus positivement à travers la stature providentielle du Maréchal, et l'adhésion à un ordre moral considéré comme une nécessité pour la "résurrection" de la France. Après 1942, les mentions deviennent plus rares, et ce sont alors plutôt des thèmes relativement neutres qui sont abordés : l'union face aux individualismes (chez les garçons), le relèvement de la France, plutôt que l'ordre moral et Révolution nationale. En cela, les fédérations aveyronnaise et cantalienne ne se distinguent guère des autres cas régionaux déjà étudiés[1032]. A la tête de la fédération aveyronnaise, André Viguié, et André Laur qui l'assiste fréquemment, ont apparemment surtout cherché à temporiser dans la deuxième moitié de la

[1030] Laborie, P., *op. cit.,* p.270 et 286.
[1031] Boulanger, J.-Cl., p.276-277 et Gasiglia, B., « La JAC, 1939-1945 », art. cit., p. 217-222.
[1032] *Cf.*, pour l'Hérault, Prat, G., mém. cit., p.77-84.

guerre : « Vu notre activité intense, nous avons eu l'argument suffisant pour faire nos activités sans avoir à prendre une position nette, pour rester indépendants et continuer notre activité au mieux », témoigne le premier[1033], rejoint, dans l'esprit sinon dans la lettre, par le second[1034]. Certes, dans les faits, cette neutralité ne fut pas respectée de façon aussi absolue, et la mémoire sélective retient plutôt l'attitude postérieure à 1942 ; mais elle est assez conforme finalement à l'impression générale qui se dégage de la lecture de la presse militante masculine de l'époque. Car c'est essentiellement chez les jeunes filles que demeurent, quoiqu'atténuées par rapport à l'exaltation des débuts du régime, les principales traces d'attachement à Pétain.

De même, c'est exclusivement dans les branches masculines qu'on rencontre à l'occasion des manifestations plus ou moins explicites de scepticisme à l'égard du régime. Manifestations très peu explicites, à vrai dire[1035]. Toutefois, en octobre 1943, la JAC aveyronnaise doit démentir les accusations de « faire de la politique » portées contre elle par « des personnes malveillantes », ce qui peut laisser supposer tacitement que des critiques avaient été formulées. Cette prise de distance concorde, dans le Cantal, avec la montée d'un « esprit frondeur » ou « moins approbateur » à l'égard du régime, au sein du clergé diocésain[1036], qui s'inscrit après tout dans le mouvement général de l'opinion. Quant au nouvel évêque, Mgr Pinson, il évite de prendre position. Il invite avant tout à s'en remettre à la Vierge, et ne rappelle pas à l'ordre les prêtres entrés dans la Résistance[1037]. En revanche, en Aveyron, le contexte ecclésial paraît avoir été bien différent, et le décalage beaucoup plus marqué par rapport à un certain scepticisme jaciste. En effet, Christian Font et Henri Moizet[1038] mettent en avant une « connivence » ou un « suivisme » du clergé à l'égard du régime, qui se seraient prolongés plus longtemps qu'ailleurs. Selon eux, l'analyse des textes publiés par Mgr Challiol ne montrerait pas de « décrochage », mais juste une plus grande prudence à partir de mai 1944.

[1033] Entretien, septembre 1999.
[1034] Entretien, août 1996.
[1035] JA 08/1943 (abbé Maziers). En 1944, l'abbé Bion, qui en novembre 1942 rejetait les « solutions d'outre Manche » et prônait la fidélité à la Révolution nationale conçue comme « avant tout, la volonté de reconstruction de la France selon les règles inspirées par le christianisme » (JR 11/1941), ose désormais affirmer que, si « les régimes ont changé, les chefs plus encore, la montagne a accouché d'une souris », et que la solution pour l'avenir n'est à attendre ni de la politique, ni de l'économie, mais de la religion, qui doit refaire l'homme à tous les échelons.
[1036] ADA, 1 W 234 : Pétain demeure un point d'ancrage, mais de moins en moins à partir de 1943 ; en février 1943, « le clergé évolue dans le sens d'une position moins approbatrice de l'ordre nouveau », et la Croix du Cantal manifeste un « esprit sinon hostile, du moins frondeur ce qui oblige le chef départemental de la censure à interdire régulièrement certains articles ».
[1037] Loubières, L., Les rythmes de la vie quotidienne dans le Cantal sous l'occupation, mém. cité, p.151.
[1038] *Op. cit.*, p.77-78 ; s'appuyant notamment sur ADA, 201 W 75, 76, 77.

b) L'impact du STO

Les quelques prises de distances plus ou moins explicites coïncident en fait avec l'extension du STO aux ruraux, et peuvent marquer l'émergence de la JAC, face à l'adversité, comme lieu de constitution d'une « conscience jeune » à la campagne.

Les chantiers de jeunesse n'avaient pas été perçus comme provoquant des perturbations insurmontables et injustes dans le fonctionnement des fédérations : ils n'entraînaient qu'une absence de huit mois. La Relève, à compter de septembre-octobre 1942, n'avait pas touché spécifiquement les jeunes. En revanche, le STO introduisit des perturbations majeures[1039]. Il fut ressenti comme injuste, et entraîna une coupure beaucoup plus franche.

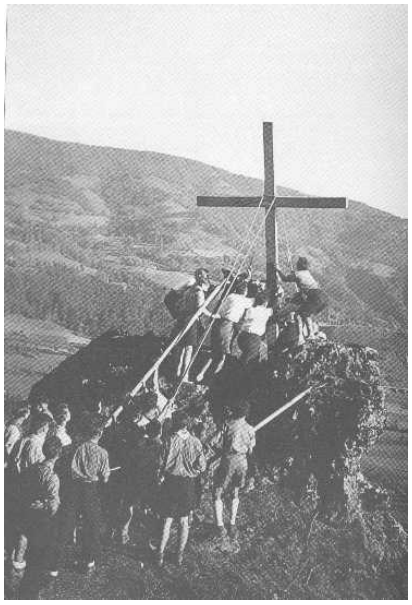
Dans un premier temps, les jeunes ruraux, exemptés par la loi du 16 février 1943, manifestèrent un sentiment de culpabilité, tant en Aveyron que dans le Cantal[1040]. Puis, la JAC finit par être touchée, à partir de juin 1943[1041].

En Aveyron, la *Revue religieuse*, voix de l'évêché, a reproduit la prise de position de Mgr Auvity, l'évêque de Mende, qui invitait à s'y soumettre[1042]. Le texte proposé par la JEC au conseil national de l'ACJF à Avignon, condamnant au contraire le STO (avril 1943), n'est pas répercuté. Mais en avril 1944, le bulletin de la jeunesse catholique masculine aveyronnaise reprend le message de février de l'Assemblée des cardinaux et archevêques, évoquant une « atteinte au droit familial naturel ». Comme dans le positionnement général face à Vichy, l'écart semble alors repérable entre la JAC aveyronnaise et l'évêque de Rodez, qui semblait plutôt s'être rallié à la position de son collègue lozérien. On ne peut pourtant pas dire qu'il y ait eu opposition claire ni absence de soumission. Il faut se méfier des reconstructions mémorielles d'après-guerre, et ne pas prendre totalement pour argent comptant l'affirmation de Jean Maisonabe en 1946, selon lequel « nos mouvements étaient décriés, notre attitude au moment du STO nous avait attiré le reproche d'être gaullistes »[1043]. Tout ce qu'on peut constater, c'est que le STO est très mal accepté. C'est très clair en Aveyron, où il y a peut-être davantage de militants et sympathisants concernés, au sein d'une JAC plus jeune. Les positions sont bien loin des encouragements à partir formulés au sein de

---

[1039] Cf. Harbulot, « Les jeunes et le STO. Mythes et réalités », in Dereymez, J.-W. [dir.], Etre jeune en France (1939-1945), *op. cit.*, p.184-189.
[1040] JA 04/1943 ; JR 01 et 02/1944 (rétrospectivement)
[1041] En Aveyron : *cf.* JR 06/1946, 07/1943, 09/1943, 10/1943, 02/1944.
[1042] Font Ch. et Moizet, H., *L'Aveyron et les Aveyronnais dans la 2e guerre mondiale*, *op. cit.*, p.77.
[1043] JA 01/1946.

la JOC à des fins d'apostolat[1044]. Mais dans le Cantal aussi, le 15 août 1943, la longue marche-pèlerinage, puis l'érection par les scouts et les mouvements spécialisés, à Thiézac, d'une croix dédiée aux prisonniers ainsi qu'aux requis du travail[1045], peut apparaître comme un moyen de protester en toute légalité.



Doc. II-5-1. Erection d'une croix pour les prisonniers et les requis du STO, à Thiézac (Cantal), par les scouts et les mouvements de jeunesse catholiques spécialisés, 1943 (coll. privéeà

c) La Résistance ?

Il y eut assurément des réfractaires ; mais les historiens nous ont appris depuis longtemps que seule une minorité d'entre eux était passée à la Résistance[1046]. Des faits de Résistance peuvent donc être relevés au sein des fédérations jacistes. Mais la question est de savoir quelle a été la part éventuelle d'engagement collectif, par le mouvement, et celle de l'engagement individuel.

Dans le Cantal, selon Antonin Quiers, la JAC de la région de Saint-Flour (Vabres et Clavières essentiellement) a participé à la Résistance en installant notamment une ligne télégraphique partant de la cathédrale[1047]. Mais dans la liste des dirigeants jacistes de divers niveaux, soumise à Eugène Martres, celui-ci ne repère aucun résistant connu. En Aveyron, « dans les mouvements de jeunes, la résistance spirituelle fut poussée », plusieurs jocistes et

[1044] Cf. Cointet M., *L'Eglise sous Vichy, 1940-1945. La repentance en question*, Paris, Perrin, 1998, p. 292-293.
[1045] JA 08/1943.
[1046] Rousso, H., « La Résistance entre la légende et l'oubli », *L'Histoire*, n°41, janvier 1982, p. 98-111.
[1047] Entretien, 1998.

jacistes entrant au maquis, selon un rapport de police de février 1945[1048]. La logique de groupe semble avoir plusieurs fois présidé à l'engagement : en quelques lieux comme Quins, Camjac, Villecomtal, Espalion, St-Léons, plusieurs jacistes FFI ont péri dans les combats de la Libération[1049]. Longtemps encore, les militants leur ont rendu hommage, veillant à s'incliner devant la stèle de Bois-du-Four ou le monument de St-Léons lors d'excursions en car, ou de cérémonies civiques[1050] : reconstruction classique dans l'immédiat après-guerre d'une mémoire plus résistante que ne le fut l'action. Certains responsables de premier plan se sont aussi engagés, à la différence de la situation qui semble avoir été celle du Cantal : c'est le cas de Paul Cousty, l'ancien secrétaire fédéral devenu responsable loisirs, de Marcel Bruel, chef de la zone de Villefranche-Nord, d'André Frayssinhes, qui a assuré après la Libération la présidence par intérim de la fédération[1051].

Doc. II-5-2. La stèle de Bois-du-Four et le monument aux morts de la Résistance de St-Léons : pour les jacistes aveyronnais d'après-guerre, des supports de reconstruction mémorielle du rapport à la Résistance ?

Mais, sur les onze prêtres liés à la Résistance nommément cités par Christian Font et Henri Moizet[1052], trois seulement apparaissent liés à la JAC, dont l'aumônier de la zone de la Vallée du Lot, l'abbé Blanadet. Le récit, par Paul Cousty, de son engagement, montre combien s'imbriquent en fait la sensibilisation collective et l'itinéraire proprement

[1048] ADA, 201 W 75, rapport de police, 02/1945.
[1049] JR 09/1952
[1050] JR 07-08/1947, 09/1952
[1051] JR 05/1945.
[1052] *Op. cit.*, p.77-78.

individuel : car la première ne détermine pas *a priori* le choix qui est fait par chacun. « L'abbé Bion nous avait demandé de combattre les nazis. Il nous avait fait distribuer le *Mythe du XXe siècle* de Rosenberg[1053], pour nous le faire connaître. A Montauban, les jésuites qui nous recevaient étaient aussi très anti-nazis. (…) L'abbé Bion un jour me dit : " Tu partiras sans doute au maquis. Je te donne l'adresse d'un ami qui a une grande ferme du côté de Bozouls, tu peux y aller de ma part ". Quand j'ai été appelé au STO (…) l'aumônier de zone m'a dit : " Je suis aumônier de l'hôpital psychiatrique de Rodez, tu peux y venir ". J'y suis allé (…), j'y suis resté une semaine, puis j'ai rejoint la ferme que m'avait indiquée l'abbé Bion, où je me suis caché pendant trois mois. (…) Puis j'ai rejoint le maquis. Le mien avait une dizaine de militants JAC et JEC. (…) Mais [à la JAC] tous n'ont pas eu le même avis. Je me suis fait engueuler par X…, quand notre maquis est allé occuper sa commune un jour. Il m'a dit : " C'est pas notre vocation, on doit travailler sur un autre chantier, c'est pas notre affaire de faire la guerre ! " »[1054]. Marcel Bruel confirme : « Moi, j'avais été partisan que la JAC s'engage à fond dans la Résistance. Ca n'avait pas toujours été, disons, l'idée de tout le monde (…). Mais enfin, c'était une affaire de tempérament plutôt que d'option philosophique »[1055].

Pour quelques groupes et/ou quelques individus, l'appartenance à un mouvement de jeunesse a donc pu ouvrir « les voies d'une autonomie permettant de desserrer l'emprise familiale, d'affirmer ses convictions personnelles », et conduisant à l'engagement dans la résistance, selon l'hypothèse formulée par Antoine Prost et Olivier Wieviorka[1056]. Mais pour d'autres, l'appartenance au mouvement a au contraire fait office de prétexte pour se maintenir à l'écart. La JAC a été pour certains le lieu de l'apprentissage d'une culture politique et spirituelle anti-nazie au nom des principes chrétiens. Mais en même temps, le maréchalisme ne s'est jamais complètement éteint, et dans les réunions habituelles, « on ne parlait jamais politique », assure André Viguié[1057]. L'« impression d'avoir été dupé », notamment avec

---

[1053] Alfred Rosenberg (1893-1946), « philosophe » officiel du parti nazi, publie en 1930 *Le Mythe du XXe siècle*, ouvrage brouillon « qui se veut une synthèse de l'érudition raciste en vogue dans les milieux nazis, avec une tonalité violemment antichrétienne » (Berstein, S., *Le nazisme*, Paris, MA éditions, 1985, p.169). Gérard Cholvy (*Histoire des organisations…, op. cit.,* p. 275, 280, 281) signale qu'autour de 1941, « la presse des mouvements fait de longues citations, sans commentaire, de textes de Hitler ou du *Mythe du XXe siècle* de Rosenberg ». Néanmoins, « il serait naïf de penser (…) que [l]es écrits [de mise en garde contre le racisme] aient permis à l'ensemble des membres des mouvements d'être aussi lucides (…). Bien peu voient les raisons profondes et spirituelles d'une résistance aux doctrines nationales-socialistes ».

[1054] Entretien, septembre 1999.

[1055] Cité in Lajoie-Mazenc, Roger, *Marcel Bruel et le défi agricole*, *op. cit.*, p. 27.

[1056] Prost , A., « Jeunesse et société dans la France de l'Entre-deux-guerres », *Vingtième siècle, revue d'histoire,* n°13, janvier 1987, p.35-43. Wieviorka, O., « La Résistance, une affaire de jeunes ? », in Dereymez, J.-W. [dir.], *Etre jeune en France (1939-1945), op. cit.,* p.241-253 (les citations qui suivent dans le paragraphe sont tirées de cet article, sauf contre indication).

[1057] Entretien, septembre 1999.

l'instauration du STO, a pu conduire à « transformer le refus en engagement positif » ; mais là encore, le cas de Cousty ne doit pas laisser supposer le moindre caractère systématique, et lui-même a commencé par se cacher sans s'engager. Individuellement, « un certain goût pour l'aventure » a pu jouer, aussi. Bruel surtout[1058], apparaissait comme ayant un caractère « trempé » ; mais en même temps, il subit aussi, parallèlement à celle de la JAC, l'influence des longues discussions qu'il avait, chez lui, avec Youlof Hadju, juif communiste caché par ses parents, futur ministre de la justice du gouvernement Hongrois après la Libération[1059]. Il est donc bien difficile de départir la part du collectif, de celle des itinéraires personnels, dans la motivation de l'engagement.

Toujours est-il que cet engagement dans la Résistance, quoique minoritaire, comme dans d'autres fédérations ayant fait l'objet de monographies[1060], semble avoir été plus marqué en Aveyron que dans le Cantal. Peut-être une exposition plus marquée au STO, en raison d'une moyenne d'âge plus faible, a-t-elle joué ? Mais alors, cet engagement s'est opéré plutôt par « contournement » du noyau central, demeuré attentiste ou, pour une grande partie du clergé, « en connivence » avec le régime : bref, un peu de la même manière que la JAC s'était développée au départ en Aveyron, en « contournant » les pôles de résistance dans le clergé.

Et quand Jean-Claude Boulanger, dans son étude générale de la JAC suggère[1061] que le détachement à l'égard de Vichy à partir de 1942-43, est allé de pair avec l'entrée en résistance de « nombreux jacistes » son regard est trop centré sur quelques responsables nationaux : il met notamment en avant les liens entre René Colson et les réseaux résistants de l'ACJF et notamment Gilbert Dru. La réalité fut plus complexe, l'attentisme l'emportant. Les engagements paraissent avoir été le fait, fréquemment, de démarches personnelles, et les suggestions collectives étaient liées à des conditions très locales.

[1058] *Cf.* Lajoie-Mazenc, R., *Marcel Bruel et le défi agricole*, *op. cit.*, p.22 : « les copains n'hésitent pas à dire qu'André Laur fut en quelque sorte le doctrinaire constant de l'équipe, *Bruel étant dans l'action le réalisateur bouillant* » [c'est nous qui soulignons]. Raymond Lacombe qualifie Bruel de « personnage de roman » (p.24), et pour François Laville, « Bruel, c'est toute la gueule d'un tel personnage. Regardez-le bien : il a l'allure de ce moine Rabelaisien qui bénissait d'un côté et pourfendait de l'autre ! » (p.24).

[1059] Lajoie-Mazenc, Roger, *Marcel Bruel et le défi agricole*, *op. cit.*, p. 27 : « J'ai beaucoup discuté avec lui. Ca m'a d'ailleurs énormément marqué ».

[1060] Pour l'Hérault : Prat, G., mém. cit., p.84. Pour la Bretagne, Robert Fort (*op. cit.*, p.30-31) cite bien des départs vers l'Angleterre, des interventions d'aumôniers pour éviter des départs pour le STO, quelques engagements au maquis, six morts jacistes dans les Côtes-du-Nord ; contrairement à l'idée qu'il cherche à faire passer, cela ne semble guère révéler une « résistance de beaucoup, en réalité », mais plutôt quelques démarches collectives ou individuelles, minoritaires, comme en Aveyron.

[1061] Thèse citée, p. 277.

2 – « J'avais faim, et vous m'avez donné à manger »

Visiblement, l'impact du STO se fait sentir aussi en entraînant dans les deux diocèses étudiés la division par deux, entre 1942 et 1943, du nombre d'actions de solidarité menées par la branche masculine de la JAC, l'année 1944 marquant un tassement supplémentaire, beaucoup plus modéré néanmoins. Au sein de la jeunesse féminine, dont le nombre de groupes stagne, les actions de solidarité demeurent globalement stables dans le Cantal en 1943. En revanche, en Aveyron, l'entrée définitive et massive dans la JACF s'est traduite par l'accroissement spectaculaire de l'investissement dans ce type d'actions (presque quatre fois plus d'actions repérées en 1943 qu'en 1942). Enfin, dans les deux diocèses, l'implication féminine se renforce en 1944 : s'agit-il surtout de compenser le « désinvestissement forcé » masculin, ou de réagir aux nouvelles demandes pressantes d'aide, qui vont de pair avec la dramatisation de la situation à l'approche de la Libération ?

*

Au sein de ces actions, la part consacrée aux prisonniers régresse : globalement, elle passe de 37,7 en 1941-42 à 18,7 % en 1943-44 : de 66 à 40 % dans le Cantal, et de 18 à 8 % en Aveyron. A vrai dire, la décrue avait déjà commencé, nous l'avons vu, en 1942 ; nous avions évoqué comme hypothèses la résignation mais aussi l'amélioration des ressources des familles de prisonniers grâce au nouveau système d'allocations militaires mis en place[1062]. L'offre de journées de travail aux familles n'avait jamais eu une très grande importance. La part des séances récréatives au profit des prisonniers, quant à elle, se maintient assez bien au sein de la JAC cantalienne, mais régresse fortement en 1944, au sein de la JAC aveyronnaise et de la JACF cantalienne. Les jeunes Aveyronnaises, qui s'en maintenaient à l'écart, compensaient cela en début de guerre par une forte implication dans la réalisation de collectes et de colis. Or, les mentions de ce type d'action disparaissent quasiment, se retrouvant à un niveau comparable à celui des autres fédérations. Mais les prisonniers ne sont pas oubliés pour autant : dans le Cantal, le 15 août 1943, scouts et mouvements spécialisés vont en pèlerinage à Thiézac installer une croix à leur intention, et à celle des requis du travail[1063]. En fait, les prisonniers ont surtout une moins grande exclusivité, parmi les personnes à secourir matériellement où à assister par la prière.

La moindre implication, en proportion, en faveur des prisonniers, est essentiellement due à la prise en compte de deux types nouveaux de bénéficiaires : les malades des

[1062] Cf. Fishman, S., *Femmes de prisonniers de guerre, 1940-1945, op. cit.*, p.88-89.
[1063] JA 08/1943.

sanatoriums (dès 1943 ; 10 %), et les réfugiés (6 % ; essentiellement en 1944, et de façon plus marquée dans le Cantal).

Au printemps 1943, c'est à la demande des inspections départementales de la santé que JAC et JACF participent à la campagne anti-tuberculose qui est lancée[1064], et qui se poursuit en 1944. Il s'agit de parrainer un sanatorium, en y envoyant des colis tous les mois ou tous les quinze jours, et à l'occasion, en entretenant une correspondance avec de jeunes malades. En Aveyron, les jeunes filles sont chargées de 48 « filleules » au sanatorium du Thoronet, près de Grasse, tandis que les garçons s'occupent des « sanas » locaux d'Engueyresque et de Fenaille. Dans le Cantal, la répartition est géographique, et non pas par branche : les groupes des environs d'Aurillac s'occupent du sanatorium du chef-lieu cantalien, les autres se partageant entre celui de Bellecombe dans l'Ain, et celui de Montauraux dans le Var[1065]. Dans le même ordre d'idée, la JACF cantalienne parraine les orphelinats d'Aurillac et Saint-Flour à compter de novembre 1943, en leur envoyant des légumes[1066]. Ce type d'action, nouveau pour la JAC/F, ne l'était pas dans l'absolu pour les jeunes : depuis les années 1920, les campagnes de lutte contre la tuberculose, et d'aide aux tuberculeux, s'étaient multipliées. Elles prenaient néanmoins une acuité inégalée : en période de restrictions alimentaires, il devenait difficile de respecter les prescriptions de suralimentation préconisées alors pour les tuberculeux.

JAC et JACF avaient déjà été sollicitées depuis 1941, pour organiser le placement dans les campagnes d'enfants « sous alimentés », ou, en Lozère, d'ouvrières « fatiguées »[1067], venant des départements du Sud. L'opération était appelée à se poursuivre en 1944. Mais à compter de février, le Secours national, en collaboration avec la Croix rouge et les maires, mit à contribution l'ensemble des mouvements de jeunesse, laïques et confessionnels, organisés par « mains » (équipes de cinq personnes) pour s'occuper non plus seulement d'enfants, mais

---

[1064] La thérapie par antibiotiques n'est découverte qu'en 1944, et ne se répand vraiment qu'à compter de 1947. L'entre-deux-guerres avait été marqué par une étatisation de la lutte, en l'absence de thérapies vraiment efficaces. En 1916-1917 avaient été créés le comité national et les comités départementaux d'assistance aux militaires tuberculeux, et les dispensaires publics antituberculeux avaient été organisés, avec un objectif de prévention et de dépistage. La loi de 1919 obligeait chaque département à se doter d'un sanatorium. La loi de 1924 créait un office national d'hygiène. Celle, plus coercitive, de 1939, rendait obligatoires la déclaration de la maladie et le soins. Parallèlement était menée une intense action de sensibilisation, via la presse, le corps médical, les enseignants, la Croix rouge, le cinéma ; brochures, affiches, timbres, cartes postales étaient mis à contribution. La taxe sur le PMU (1922) et sur les timbres symbolisait une participation unanime à la campagne de salubrité publique. *Cf.* Guillaume, P., *Du désespoir au salut : les tuberculeux aux 19e et 20e siècles*, Paris, Aubier, 1986.

[1065] FF 03/1943, 04/1943, 05/1943, 10/1943, 01/1944, 07/1944 ; JR 04/1943, 10/1943, 12/1943 ; JA 04/1943, 08/1943, 03/1944 ; EA 09/1943, 02/1944.

[1066] EA 11/1943 ; Melle Ginioux est responsable du parrainage d'Aurillac, Marguerite Durand de celui de Saint-Flour.

[1067] Courtois, J.-F., thèse citée, p.452.

de familles réfugiées, venues là encore de départements du Sud[1068], mais en vertu des plans d'évacuation en prévision d'un débarquement allié[1069] : l'Hérault[1070], pour l'Aveyron, et les Bouches-du-Rhône pour le Cantal. Il s'agit de les accueillir, de leur trouver des locaux – souvent à la campagne, et c'est là que le rôle de la JAC/F devient capital –, de les aménager en collectant des meubles, de la literie, des ustensiles ménagers. « Les réfugiés ne doivent pas avoir l'impression d'être indésirables »[1071]. Mais s'appuyer sur les mouvements de jeunesse – tous, d'ailleurs, et non uniquement les mouvements catholiques –, c'est aussi renvoyer à des tiers la responsabilité de faire accepter les réquisitions à des maires et des populations récalcitrants[1072], et de plus en plus critiques à l'égard des choix du Secours national en matière de distribution des aides[1073].

La part des actions s'inscrivant dans le cadre des campagnes de solidarité à l'égard des urbains reste majoritaire et à peu près stable : 66 % contre 62 %[1074]. Ce type d'initiatives est très exigeant en nombre d'individus nécessaires, pour gérer la logistique de la collecte, du stockage et de l'acheminement. C'est donc ici que se fait principalement sentir le mouvement de balancier entre branche masculine, dont l'implication régresse, et branche féminine[1075]. Le bilan établi début 1943 pour le Cantal est éloquent : du côté de la JACF, Jeanne Molénat, la présidente, se réjouit d'une multiplication par trois des envois, par rapport à l'année précédente[1076]. En revanche, du côté de la JAC, ce « serait mieux que tous participent », cela « pourrait être mieux », il n'y a « pas assez de colis »[1077]. Cette implication marquée des

[1068] JR 03/1944 ; FF 02/1944, 03/1944, 06/1944 ; JA 03/1944.
[1069] Loubières, L., mém. cité, p.166.
[1070] « En janvier 1944, le commandement allemand décide l'évacuation des habitants de la côte de façon à donner plus de liberté de mouvement à ses troupes en cas de débarquement allié. Ces évacuations, qui intéressent dans le département 60 000 personnes environ, posent de gros problèmes de transport et d'hébergement. L'évacuation des enfants des communes côtières commence dès février 1944. Celle de la ville de Sète et des agglomérations côtières se fait entre le 1er mars et le 15 avril. Béziers est évacué partiellement entre le 11 mars et le 20 avril. Les personnes évacuées sont dirigées vers les villages du centre et de l'ouest du département ainsi que vers l'Aveyron » (Sagnes, Jean, *L'Hérault dans la guerre. 1939-1945. La vie quotidienne sous l'occupation*, Le Coteau, Horvath, 1986, 175 p., p.86).
[1071] JA 03/1944.
[1072] « En février 1944, plusieurs maires ont exprimé le désir de résilier leurs fonctions à cause des incidents que les réquisitions de locaux (…) ne manqueraient pas de soulever » (Loubières, L., mém. cit., p.166). Notre père, responsable « urbain » d'une de ces « mains » en tant qu'Eclaireur de France cantalien, nous avait raconté qu'il avait lui-même procédé à des réquisitions de locaux, dans des villages de la campagne aurillacoise, en lieu et place des maires qui ne voulaient pas prendre cette responsabilité. On pouvait ainsi allier l'efficacité du repérage de locaux vacants par des jeunes ruraux dans les campagnes, et celle que conférait aux jeunes urbains leur origine extérieure, permettant de faire valider le caractère impératif de la réquisition.
[1073] Loubières, L., mém. cit., p.167-168.
[1074] Cette légère augmentation contribuant néanmoins à la régression de la part des actions en faveur des prisonniers
[1075] En Aveyron surtout, où ce type d'action a remplacé les collectes et colis pour les prisonniers.
[1076] EA 01/1943.
[1077] JA 01/1943, 04/1943.

jeunes filles conduit ainsi, sans doute bien plus que cela n'avait été le cas jusqu'ici, à un apprentissage féminin de la prise de responsabilités, aiguillonné par la prise en charge de ces actions.

La deuxième campagne s'ouvre à l'automne 1942 par de nouvelles collectes générales de légumes et autres vivres[1078] ; elles se justifient d'autant plus à partir de novembre, quand la France est coupée du ravitaillement depuis l'Afrique du Nord en raison du débarquement allié. Puis les jeunes Aveyronnaises collectent du bois et de l'argent[1079], pendant que leurs sœurs cantaliennes veillent à faire varier, d'un mois à l'autre, le contenu des colis familiaux qu'elles confectionnent, glanant tour à tour de la farine, du sucre, du lait[1080]. Avec l'expérience, les responsables de la campagne deviennent donc plus sélectifs et plus directifs, d'autant plus, peut-être, que la récolte a été déficitaire[1081]. Avec l'expérience aussi, les mouvements catholiques, qui étaient en position périphérique par rapport au Secours national ou à la Croix rouge, entreprennent, de façon informelle, de lier entre eux leurs réseaux, prenant des initiatives qui les replacent au centre de ces campagnes d'aide. Le Secours national veut que les nécessiteux de la commune soient les premiers bénéficiaires, seul le reliquat pouvant être envoyé à un centre de collecte géré par la LOC et la JOC[1082]. Or dans le Cantal, les colis familiaux sont envoyés en priorité vers Marseille, aux frais de la JOC et du Mouvement populaire des familles (MPF), avec la consigne de n'en réserver pour le Cantal que s'il en reste[1083]. Pour la JAC/F et la LOC de l'Hérault, la JAC/F aveyronnaise entreprend de trouver des agriculteurs disposés à fournir des pommes de terre en échange de tickets correspondants[1084]. Dans le Cantal et en Aveyron, au printemps 1943, la JAC cherche pour le compte du MPF des fermes disposées à planter des pommes de terre pour les ouvriers des villes[1085]. Ces velléités de prise de distance, qui ne sont peut-être pas sans rapport avec les critiques dont souffre à l'époque le Secours national au sein de la population[1086], n'ont visiblement pas toutes été du goût des responsables du Secours national. Le Cantalien Paul Besse, seul représentant de la JAC et de la JACF auprès du Secours national, a ainsi été contraint, en novembre 1942, de rappeler à l'ordre ses troupes, précisant que s'il n'était pas

[1078] JR 10/1942.
[1079] EA 11/1942.
[1080] TUR 12/1942.
[1081] JA 09/1942.
[1082] EA 11/1942.
[1083] JA 11/1942.
[1084] JR 09/1942, 10 /1942 ; FF 10/1942.
[1085] JA 02/1943 ; JR 04/1943.
[1086] Loubières, L., *Les rythmes de la vie quotidienne dans le Cantal sous l'occupation*, mém. cité, p.167 : critiques sur des mauvaises distributions, une mauvaise gestion, des responsables incompétents. Critiques infondées d'après le rapport d'enquête remis au préfet.

question de remettre en cause l'autonomie des mouvements[1087], il convenait en revanche de se conformer aux directives des comités du Secours national[1088]. – Passé février-mars, quand s'arrête la campagne officielle du Secours national, les mouvements de jeunesse catholiques la poursuivent malgré tout de leur côté, notamment par l'envoi de colis familiaux[1089]. Au final, les responsables jacistes veulent se persuader que les bons résultats de la campagne de fraternité ont contribué à réduire l'hostilité de la ville pour la campagne, qu'ils avaient vue sourdre à partir de 1942[1090].

Durant l'hiver 1943-1944, la troisième campagne[1091] n'est plus qu'un moment fort : le restant de l'année, les expéditions des colis familiaux se sont poursuivies. Même si la participation masculine fait plus encore défaut que l'année précédente, les équipes sont bien rodées. Les collectes de denrées pour le Secours national se déroulent en novembre-décembre, conformément aux accords nationaux entre le Secours national et la JAC/F, le MPF, et d'autres mouvements d'AC. Une part est prélevée pour les jeunes du STO, les prisonniers, les malades de sanatoriums, les nécessiteux de la commune. Le reste est acheminé auprès des comités d'entraide urbains du département, et des départements nécessiteux de la zone sud.

La carte de la « répartition des départements pour l'entraide ouvrière et paysanne arrêté[e] au 1er octobre 1943 entre les secrétariats du MPF et de la JAC/F » (page suivante), montre que les centres urbains aidés se situent essentiellement dans les départements de la côte méditerranéenne, avec un prolongement languedocien jusqu'à la Haute-Garonne ; apparemment, à part dans les Bouches-du-Rhône, il n'y a pas, là, de fédérations jacistes considérées comme actives dans l'approvisionnement des centres situés dans leur département. Le deuxième pôle de concentration correspond à la région lyonnaise et au nord du Massif central, où la particularité est de bénéficier parfois d'un double approvisionnement par la JAC/F : endogène et exogène. Le Cantal et l'Aveyron sont situés, eux, au cœur de la principale zone pourvoyeuse, qui correspond aux départements à profil rural très marqué, dans le Sud-ouest[1092], et dans le Sud du Massif central[1093].

[1087] Le débat sur l'autonomie, et sur les craintes de son aliénation via la coopération engagée en matière sociale, a encore son acuité : en Lozère, en janvier 1943 est créé un Conseil de la jeunesse, réunissant autour du délégué à la jeunesse des représentants de l'ACJF, des Compagnons, et de la jeunesse isolée. Il est suspect pour l'évêché, mais se contente d'intervenir dans le champ social (Courtois, J.-F., thèse cité, p.463).

[1088] EA 11/1942 ; JR 10/1942.

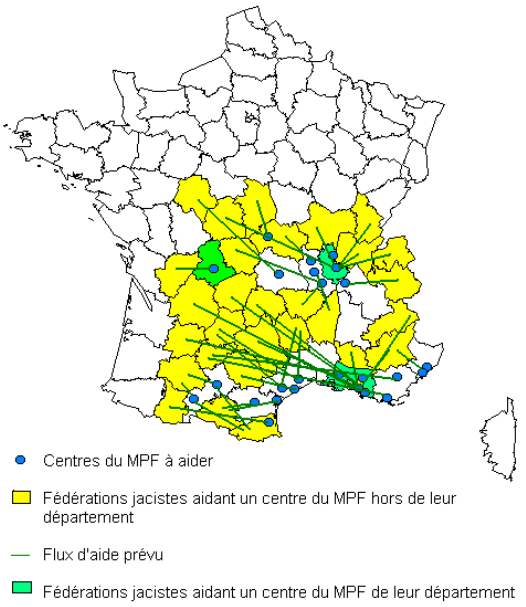
[1089] JR 05/1943 ; FF 03/1943 ; JA 01/1943 ; 02/1943 ; 04/1943. – Dans le Cantal, l'opération en faveur des jardins ouvriers, entamée l'année précédente, se poursuit : en Châtaigneraie, on coupe des rames qui leur sont destinés (JA 02/1943)

[1090] JR 05/1943 ; 06/1943.

[1091] JR 09/1943 ; FF 10/1943, 12/1943 ; EA 10/1943 ; JA 03/1944.

[1092] Exceptée la côte Atlantique, au-delà de la ligne de démarcation. Pourtant, deux départements situés en zone occupée dès 1940 sont intégrés parmi les départements pourvoyeurs (?).

Doc. II-5-3 **Plan général de répartition des départements pour l'entraide ouvière et paysanne, arrêté au 1er octobre 1943 entre les secrétariats du MPF et de la JAC/F**
(AN MRJC, carton 30, dossier 65)



Si les équipes de collecte et de distribution sont désormais bien rodées, en revanche, certains paysans commencent à se lasser[1094]. Ils constatent que des urbains viennent leur acheter des produits, souvent à un très bon prix : ils donc ont de l'argent[1095] ! Mais les plus pauvres, rétorquent les jacistes, ne faut-il pas les secourir ? En juin 1944, l'appel que lance « un paysan » dans *Jeune Rouergue* montre combien s'entremêlent des représentations concurrentes : il faut « détruire la réputation de " département juif " de l'Aveyron, en étant généreux. Il suffit d'ailleurs de prendre le train pour Béziers ou Carmaux pour entendre des louanges sur les paysans »[1096]. L'enjeu de la réhabilitation de l'image des ruraux est toujours prégnant.

*

Ce sont là des actions de solidarité en temps de guerre, certes, mais aussi des exercices intemporels de charité chrétienne. Avec le placement familial, les enfants de la ville « venant

---

[1093] Certains, tels le Lot ou le Tarn-et-Garonne, approvisionnent même plusieurs centres urbains du MPF, contre un seul en général.
[1094] JR 11/1944. La publication d'une lettre du directeur de l'usine de Viviez confirme cette montée d'une hostilité de certains ruraux à l'égard des urbains : « les ouvriers ne sont pas des planqués, 10 % manquent, et ils doivent faire des heures supplémentaires. Ils prennent sur leurs salaires pour la caisse de solidarité pour les absents. Vous paysans, vous pouvez vivre grâce à vos productions et vendre le surplus. Les ouvriers doivent tout acheter au prix fort et ne peuvent vendre de surplus (JR 11/1943).
[1095] Moizet, H. et Font, Ch. (*op. cit.*, p. 56-57, 110-111, 114) parlent de « sanctuaire nourricier » à propos de l'Aveyron. Ils estiment à un tiers la part de production non déclarée aux services du ravitaillement. Ils s'appuient sur la statistique des départements ayant le plus procédé à des échanges de billets de 5 000 F en 1948 (Mayenne, Allier, Cantal, Creuse, Aveyron), pour affirmer que l'enrichissement paysan a été fort pendant la guerre, remettant en cause les conclusions de Michel Cépède (*Alimentation et agriculture durant la seconde guerre mondiale*, Litec, 1960, p.386) qui pensait qu'il n'y a pas eu d'enrichissement, parce que la production n'avait pas augmenté.
[1096] JR 06/1944.

souvent de familles peu chrétiennes » sont censés, certes, « puiser des forces pour résister aux maladies », mais aussi découvrir des familles chrétiennes ferventes[1097]. L'accueil des réfugiés en 1944 est présenté comme un devoir chrétien ; « j'avais faim, et vous m'avez donné à manger » : l'Aveyronnais Louis Sournac rappelle l'Evangile de Saint Matthieu (XXV, 31-46), en juin 1944[1098]. On invite aussi les jeunes filles à se priver parfois de pain pour mettre de côté des tickets destinés aux pauvres[1099]. Il s'agit de « refaire le milieu chrétien non par des sermons, mais par des gestes »[1100]. Bref, par l'action et le témoignage. En partant des référents traditionnels, le discours justificatif aveyronnais finit bien par rejoindre, quoiqu'assez subrepticement, l'esprit des valeurs nouvellement mises en avant par les instances nationales masculines.

C – De nouvelles valeurs ?

1- Un christianisme humaniste

C'est notamment dans le discours sur le comportement attendu du militant comme chrétien, que l'on repère en Aveyron à partir de 1942-43 une évolution marquant l'intégration des nouvelles valeurs associées à ce que Paul Houée a baptisé « l'étape humaniste » de la JAC, alors que dans le Cantal persistent apparemment des conceptions plus traditionnelles[1101].

En Haute-Auvergne, surtout chez les jeunes filles – mais il est vrai que ce n'est pas chez elles qu'on attendait les principales mutations –, l'action apostolique demeure plutôt dans la lignée de l'esprit de conquête, voire d'un certain prosélytisme affirmé : elles parlent de « rechristianiser », d'« attirer les autres » ; l'« apostolat par l'exemple » s'inscrit davantage dans la lignée d'une action charitable bien identifiée comme telle – à l'égard des réfugiés, entre autres –, que dans celle du « témoignage de vie »[1102]. Et parallèlement, elles insistent beaucoup sur la « vie intérieure », sur la piété *personnelle* du chrétien, et sur les liens privilégiés qu'il doit établir avec le Christ et la Vierge[1103]. Ce n'est pas l'homme qui doit

[1097] JR 05/1943, 06/1943 ; FF 05/43.
[1098] JR 06/1944.
[1099] FF 06/1943.
[1100] TUR 12/1942.
[1101] En revanche, point de modification dans les pratiques religieuses effectives ou attendues chez les jacistes : la communion régulière, les retraites, les pèlerinages locaux et parfois nationaux, sont toujours à l'ordre du jour. Cantal : JA 06/1943, 08/1943, 05/1944, 06/1944 ; EA 06/1942, 09/1942, 03/1943, 09/1943, 03/1944, 05/1944 ; TUR 09/1942, 11/1942, 06/1943… – Aveyron : JR 06/1942, 10/1942, 12/1942, 04/1943, 05/1943, 06/1943, 09/1943…
[1102] TUR 09/1942, 12/1942, 06/1943 ; JA 06/1944.
[1103] TUR 01/1942, 09/1942, 03/1943, 06/1943 ; EA 09/1942, 03/1943, 03/1944 ; JA 06/1943, 08/1943, 05/1944, 06/1944. A égalité comme Sujets de dévotion, contrairement à ce qu'on rencontre chez les Guides ou à la JOC

retenir l'attention : « Le salut de la France et du monde est dans les mains de Dieu, non dans celles des hommes »[1104]. Et l'on repère même quelques relents contre-révolutionnaires, quand est conseillé, en mai 1944, un livre sur Pie VI, « pape de la Révolution » confronté au « flot de l'irréligion »[1105].

Cette préservation d'une approche traditionnelle peut s'expliquer par le maintien d'un encadrement fédéral longtemps inchangé, mais aussi par le contexte de transition épiscopale, propice nous l'avons vu à l'affirmation d'une approche religieuse marquée à propos des mouvements spécialisés. Et surtout, on doit évoquer l'influence de l'abbé Joubert, devenant aumônier des deux branches en 1943, et plus proche de l'esprit de conquête et de tradition, qu'ouvert à une transcription locale de l'esprit humaniste porté désormais par la JAC nationale.

En Aveyron, en revanche, l'abbé Bion a été pour la JAC le relais, le « traducteur » privilégié qui manqua au Cantal, pendant que la jeunesse féminine demeurait, elle, plutôt fidèle à une approche traditionnelle de défense religieuse[1106]. Certes, l'importance de la formation spirituelle, « nourriture divine », pour mener à bien son apostolat, continue à être soulignée[1107]. L'action apostolique dans les chantiers de jeunesse ou au STO, si elle constitue indéniablement un terrain d'apprentissage pour le « témoignage » chrétien, n'est pas toujours éloignée non plus du réflexe de défense prosélyte[1108]. Mais, alors que le christianisme proposé aux Cantaliens et surtout aux Cantaliennes était assez introspectif, ou bien supposait une relation verticale entre le militant et les autres, par l'action de conversion ou de charité, ici, la campagne « Réaliser la Communauté française » (1942-43) conduit réellement et concrètement à mettre l'accent sur les notions d'amour, d'amitié, d'équipe, sur « le sens des autres ». D'autre part, l'abbé Bion parle en octobre 1942 d'un « christianisme qui sait devenir charnel, descendre sur terre, s'appliquer à toute la vie de l'homme, *une religion d'hommes* et pas d'anges célestes », qui suppose donc de bien connaître la réalité du monde, par les enquêtes jacistes[1109]. Son discours est donc en symbiose avec celui d'un numéro national de propagande jaciste diffusé quelques mois plus tard, qui présente le mouvement comme « la

(Coulmont, Baptiste, « Politiques de l'alliance. Les créations d'un rite des fiançailles catholiques », *Archives de science sociale des religions*, n°119 (juillet-septembre 2002), p.16).

[1104] TUR 03/1943.

[1105] JA 05/1944 : livre de Jean Flory, sans doute le chanoine Jean Flory, auteur par ailleurs de *Pour vivre en chrétien* en 1937.

[1106] Voir par exemple dans le courrier des lectrices : FF 04/1943, 05/1943, 07/1943, 03/1944, 04/1944, 05/1944, 06/1944, 07/1944.

[1107] JR 12/1942.

[1108] JR 06/1946, 07/1943, 09/1943, 10/1943, 04/1944.

[1109] JR 10/1942 ; c'est nous qui soulignons.

réponse du christianisme *aux problèmes qui se posent* »[1110]. « A la campagne, on ne prêche que par ses actes » [1111], il faut « agir davantage, demander d'abord des actes, puis monter de là jusqu'à une manière de juger et penser ; (…) que les enquêtes ne soient qu'un moyen de rechercher ce qu'il y a à faire (« c'est par les mains que les gens actifs se forment à penser ») (…) : à force de se dévouer, on sentira le besoin de savoir pourquoi ». Bref, l'abbé Bion appelle à « se former par l'action ». A l'image des responsables nationaux, il se fait l'un des porteurs du renouveau dans le monde catholique, et surtout dans les mouvements de jeunesse, de l'impact de la pensée du philosophe Maurice Blondel[1112], amorcé avec la réédition de son ouvrage *L'Action* (1893) en 1937[1113].

André Laur parle de « christianisme éclairé, positif »[1114], et un an plus tard, certains jacistes, intégrant la leçon, se diront « écœurés devant l'attitude de certains dévots »[1115]. L'abbé Bion complète peu après : « notre christianisme est une *manière de vivre* », *avant et après* les réunions[1116] ; l'expression de « courant de vie » fait aussi florès[1117]. On n'est guère loin, implicitement, de la notion de « témoignage ». « Les efforts ne réussiront peut-être que dans vingt ans, mais il faut *témoigner sans s'en inquiéter* », écrit finalement l'abbé Bion en octobre 1943[1118], commentant la nouvelle campagne d'année, « Être un homme ». « *Témoigner sans s'en inquiéter* » : même si auparavant la notion d'« apostolat par l'exemple » était employée, elle supposait une visibilité et une efficacité plus immédiates ; plutôt une « conquête-exemple », en quelque sorte. – « Notre mission est de faire régner dans les villages *l'humanisme chrétien* » ajoutait le président André Viguié à propos de la même campagne d'année[1119].

En février 1944, le choix d'organiser des *journées* plutôt que de *semaines* rurales ayant été justifié par le désir de toucher en priorité la masse, et non une élite, un article non signé publié dans *Jeune Rouergue* conseillait de choisir un « local (…) le plus neutre

[1110] JR 02/1943 ; c'est nous qui soulignons.
[1111] JR 10/1943.
[1112] JR 02/1944.
[1113] L'*action* est pour lui le « lieu géométrique » où « raison et foi se rencontrent et se vivifient mutuellement, facilitant et légitimant ainsi toute forme d'engagement ». *Cf.* Bruneteau B., « Le référentiel catholique au service de la modernisation : l'exemple de la paysannerie technicienne française de l'après-guerre aux années soixante », in Baudoin Jean et Portier Philippe (dir.), *Le mouvement catholique français à l'épreuve de la pluralité. Enquête autour d'une militance éclatée*, Rennes, PUR, 2002, p. 54 ; Cholvy, G., *Histoire des organisations…, op. cit., p.* 298 ; Durand, J.-D., *L'Europe de la démocratie chrétienne*, Bruxelles, Complexe, 1995, 383 p. : p.119-120 ; Colin, Pierre, « Le contexte philosophique et l'influence de Maurice Blondel », *France Forum*, n°301-302, 04-06/1995, p.8-10 ; Soret J.-H., « Courants philosophiques dans l'Action catholique en France. Blondel-Maritain », thèse de droit canonique, Paris, 1991.
[1114] JR 10/1942.
[1115] JR 10/1943.
[1116] JR 04/1943.
[1117] JR 05/1943, 06/1943.
[1118] JR 10/1943 ; c'est nous qui soulignons.
[1119] JR 10/1943.

possible » (mairie, école, syndicat ; éviter les cafés et les granges mal éclairées), et de préférence un jour de semaine, afin de ne pas indisposer les non pratiquants par une interruption pour la messe[1120]. Ce conseil révélait un ralliement de fait à la stratégie de l'« enfouissement »[1121] comme nouvelle technique d'apostolat, préférée à la « conquête ». François Colson[1122] évoque l'impact, en ce sens, de la publication en 1943 de *La France, pays de mission ?*, l'ouvrage des abbés Godin et Daniel, qui mettait en cause le caractère superficiel de la *conquête* jociste, laquelle n'avait rallié qu'une élite ouvrière et non la masse. La nouvelle démarche missionnaire devait passer par l'immersion dans les milieux sociaux, la référence chrétienne devenant nettement plus discrète ; un courant dans lequel s'inscrivirent les prêtres ouvriers. – Si l'écho, à l'échelon local, de ces nouvelles conceptions, est indéniable, on le voit, même au sein de la jeunesse catholique *rurale*, il faut aussi insister sur le caractère très exceptionnel de cette notation, émanant visiblement du national. On ne lui donne aucun relief particulier, et elle ne débouche sur aucune réforme visible dans la manière d'agir. On est donc en droit de s'interroger sur son impact réel en Aveyron, où le clergé et la société sont traditionnellement attachés à l'expression publique de la foi. Certes, l'approche est moins strictement morale, et s'inscrit plus explicitement dans un courant humaniste ; mais elle ne met pas en sourdine l'affichage de l'appartenance chrétienne, comme on l'affirme parfois trop rapidement, en se fiant exagérément à l'exemple jociste. Pour preuve, nous retrouvons ce décalage entre consignes nationales et attitudes locales dans l'Hérault voisin : en 1943, alors que la *Page du militant* nationale invite à être un « homme complet avant d'être un chrétien », et à être « charitable avant d'être pieux », les dirigeants locaux expriment leur souci de maintenir les retraites, multiplient les participations à des pèlerinages, et l'on enregistre les deux premières vocations religieuses touchant des jacistes ; quant à la JACF, alors qu'on sait par les notes personnelles d'une militante que M[elle] Mendre, du secrétariat national, avait invité, lors d'une session, à « ne pas prendre les filles par du religieux, mais par ce qui leur plaît », le compte-rendu officiel publié par la presse catholique locale insistait sur « l'influence *conquérante* » que devait exercer la JACF, pour que le christianisme pénétrât davantage la vie intime[1123].

[1120] JR 01/1944.
[1121] *Cf.* Cholvy G., Comte B. & Feroldi V., *Jeunesses chrétiennes au XXe s.*, *op. cit.*, p. 82-83.
[1122] « La jeunesse agricole catholique : une pédagogie au service d'un projet humaniste », *Actes du colloque de Dijon, op. cit.*, p.213-222.
[1123] Prat, G., p.86-87, 89, 11-112.

2 – Les loisirs : un moyen d'éducation

L'approche des loisirs par la JAC/F est quant à elle un champ privilégié où l'on peut observer combien et comment se transforment les représentations sur le rôle du mouvement. Au tournant des années 1942 et 1943, une mutation s'esquisse en effet dans la façon d'aborder le théâtre et l'expression artistique. La séance récréative traditionnelle, paravent d'un désir malsain de réjouissances, est réprouvée[1124]. Mieux conçue, elle peut en revanche devenir un réel outil pédagogique, au même titre que les enquêtes ou les semaines ou journées rurales. Or, là encore, cette mutation semble directement induite par le national : on sait que dans les sessions régionales de formation de cadres JAC/F données à l'automne 1942[1125], l'expression artistique et corporelle (éducation physique[1126]) est mise à l'honneur, ou que d'autres fédérations entreprennent d'organiser des sessions de « meneurs de jeu » en 1943[1127]. Cet écho du national est manifeste essentiellement au sein de la JACF cantalienne et de la JAC aveyronnaise, fédérations les plus actives, mais aussi au sein de la JACF rouergate, pourtant peu portée sur ce domaine[1128].

Pédagogiquement, JAC aveyronnaise et JACF cantalienne relaient auprès du plus grand nombre les conseils de base de la pratique théâtrale, sur la diction (bien articuler), le jeu (qui doit être expressif, « vrai », sans trop de gestes et non pas conventionnel et larmoyant), la façon de chanter (« pianissimo, et non gutturalement »)[1129]. Autant de préceptes inspirés de l'opuscule de Pierre Verry édité par la JAC, *A toi, meneur de jeu*. Les « jeux scéniques » n'ont pas pour but d'être spectaculaires, sermonne dès lors l'abbé Joubert début 1943, mais de former des personnalités en leur donnant les moyens de se manifester. – Alors que jusqu'ici

---

[1124] En 1943, les séances récréatives se maintiennent encore assez bien au sein de la JAC aveyronnaise (13 % de groupes en moins s'y adonnant), mais chutent déjà fortement dans le Cantal (45 % de groupes en moins pour la JAC, 34 % pour la JACF). En 1944, elles ne sont plus présentes qu'à l'état résiduel dans l'ensemble des fédérations (seulement 5 à 6 groupes repérés pour chacune).

[1125] Le Puy, pour la JACF cantalienne, Montferrand pour la JAC cantalienne ; Brive, pour la JAC aveyronnaise ; Rodez, pour la JACF aveyronnaise.

[1126] Comme pendant la première moitié de la guerre, le sport continue en fait à être boudé par les jacistes. En Aveyron, la JFCA (donc, en bonne partie, des urbaines) lance son Rayon sportif apparemment fin 1942 ; en fait, au sein des branches féminines de la JACF, plus que par le sport, l'éducation corporelle semble avant tout passer, en 1942-44, par l'éducation générale aux principes de l'hygiène, notamment dans les semaines ou journées rurales. Dans le Cantal, en décembre 1943, il est rappelé, sans grande conviction, que le sport est utile pour « accrocher des copains », mais ne doit demeurer qu'un service jaciste, en aucun cas devenir l'activité principale (JA 12/1943 : foot, ski, basket, cross sont proposés).

[1127] Prat, G., mém. cit., p.67 (pour l'Hérault).

[1128] Session de formation de la zone JACF de Millau, septembre 1943 (« partie artistique ») (FF 10/1943) ; comité fédéral de la JACF, 03-05/01/1944 (formation musicale) (FF 02/1944). Lucette Babec ayant été nommée responsable régionale de la JACF à l'automne 1943, et vice-présidente nationale début 1944 (FF 11/1943, 04/1944), elle peut avoir été l'instrument d'une imposition « par le haut » de nouvelles pratiques ; mais il peut y avoir eu là préalablement une stratégie de recherche de reconnaissance par le national, qui a justement payé, avec l'ascension hiérarchique de la présidente fédérale.

[1129] JR 12/1942 (RP de Bigü, à la session de formation des responsables de secteus jacistes) ; JR 12/1943 (Paul Cousty) ; EA, 01/1943 (abbé Joubert).

les pièces jouées étaient simplement reprises du répertoire général, ou à l'occasion (dans le Cantal) composées spécialement pour la JAC/F par des auteurs locaux[1130], désormais l'écriture artistique devient à son tour un support pédagogique. La JACF cantalienne invite ses membres, début 1943, à adapter des fables de La Fontaine, fournissant deux exemples, ou à s'inspirer de légendes locales collectées par les groupes et sections au début de la guerre, et désormais éditées dans un recueil intitulé *Aux sources de l'âme auvergnate*. Démarche similaire de Paul Cousty en Aveyron, qui pour la fête nationale jaciste du 22 août 1943, compose la trame d'un jeu scénique (*L'homme seul à la recherche des communautés*), sur laquelle les sections sont invitées à « broder » en introduisant du patois, des références locales[1131]… Cet appel à l'écriture n'entraîne pas, néanmoins, l'abandon total des pièces du répertoire. L'apprentissage est jugé présent autant dans la conception d'une pièce, que d'une soirée, ou d'un jeu scénique, travaillé selon les conseils formulés. Et quand l'abbé Joubert fusionne la presse féminine et masculine au sein de *Jeunes Arvernes*, début 1944, accompagnant l'opération d'un projet de refonte des rubriques, il en imagine une, consacrée à la vie artistique, ouverte aux comptes-rendus, mais aussi et surtout, conçue comme une rubrique-ressource, offrant notamment des textes locaux, dans la mouvance du félibrige, pour concevoir des jeux scéniques, des veillées, des séances dans leur intégralité[1132]. Cela nous montre combien il faut être nuancé dans l'analyse des processus de diffusion des nouvelles approches : dans le cas cantalien, Joubert en fait en réalité une relecture personnelle, conforme à ses aspirations régionalistes marquées et/ou à sa culture classique.

En outre, chez les jeunes gens, en raison du contexte extérieur, et peut-être aussi des mises en garde contre les abus qui avaient précédé, les effets réels sont parfois réduits. Dans le Cantal, quand J.-M. Rigouste, « meneur de jeu » du secteur de Maurs, publie dans *Jeunes Arvernes* une mise au point sur la place des distractions dans les réunions générales[1133], il insiste sur l'« ambiance » attractive à créer, non sur la valeur éducative intrinsèque de telle ou telle pratique artistique. L'approche demeure dans la ligne de la tradition masculine cantalienne : attirer, par des opérations non forcément marquées du sceau du catholicisme, mais qui sont propres à retenir l'intérêt de jeunes ruraux. Et tout comme pour les réajustements d'avant guerre, l'alignement sur la donne nationale représente un ajustement à la baisse. – En Aveyron, selon *Jeune Rouergue*, fin 1943 certains ultras bannissent encore

[1130] Rencontrées dans le Cantal, uniquement : Pierre Delort, *L'ivraie et le bon grain* (en patois), 1941 ; Eugène Pagès, *Morgorido*, 1941, *Chez les JACHA [JAC Haute-Auvergne]*, 1942, *Ici Radio-Cantal*, 1942, *Entre Auvergnats*, 1943, *Theatro oubernhat*, 1943 ; abbé Mathieu, *La doctoresse Nelie*, 1942.
[1131] JR 07/1943.
[1132] JA 03/1944, 05/1944.
[1133] JA 05/1944. *Cf.* aussi JA 04/1943, 06/1943, 08/1943, 12/1943 : mettre l'accent sur les loisirs, moyen d' « accrocher » d'autre jeunes, et qu'il convient de désigner à cette fin des responsables dans les groupes

catégoriquement les séances, d'autres transforment leur section en café-concert, d'autres enfin, « au milieu », consacrent trois mois à « la *préparation bourgeoise* » des séances récréatives. « Or, le théâtre ne doit pas être un simple passe-temps, il a une valeur éducative »[1134].

Mais l'essentiel est d'avoir d'abord repéré dans le discours d'une majorité de responsables, l'inflexion vers une approche pédagogique, en cette deuxième moitié du conflit.

3 – La famille, un lieu d'épanouissement

La vision de la famille, et en premier lieu du couple, n'a pas attendu, elle, le milieu de la guerre, pour commencer à se modifier, ce qui contribue à relativiser dans ce domaine aussi l'impact de l'arrivée de l' « équipe Colson » à la tête de la JAC.

Certes, une vision assez mythifiante de la famille avait pu continuer à se manifester ; *a fortiori,* une vision de la famille rurale comme cellule de référence, forcément solide, forte et pure, nataliste et patriarcale, contre-modèle face à la famille urbaine[1135].

La vision des rôles respectifs au sein du couple était demeurée, elle aussi, tout à fait traditionnelle, conformément à l'esprit du moment[1136]. Elle avait été réaffirmée, notamment dans le Cantal, en relation avec la campagne d'année 1941-42 sur « Le travail de la jeune rurale »[1137], qui conduisait à définir clairement quelle devait être la place « naturelle » de la femme dans le travail au sein de l'exploitation. L'Aveyron n'était pas en reste, dans les diverses sessions de formation militante de la jeunesse féminine catholique[1138]. Genèse à l'appui, la femme était définie comme *naturellement au second plan*, aide et auxiliaire de l'homme[1139], mère et éducatrice de ses enfants[1140] : « la grandeur de la femme est de faire son bonheur en assurant celui des autres »[1141] ! Et le bulletin de la JACF de la région de Saint-Flour, le *Trait d'union des rurales,* d'illustrer 40 % de ses couvertures par un dessin évoquant

---

[1134] JR 12/1943.

[1135] Pour s'en tenir à des exemples aveyronnais (le thème étant beaucoup moins abordé dans le Cantal) : chœur parlé donné à Nant (Aveyron) le 13/01/1941 exaltant la vie saine des champs et la grandeur des foyers paysans ; JR 12/1941 (Père de Bigü à la session de dirigeants jacistes de Ceignac) ; JR 07-08/1942 (Félibre Joseph Vaylet s'adressant aux jacistes, à la fête de Lassouts) ; JR 11/1941 (abbé Foucras au Pèlerinage à ND-de-Buenne) ; FF 04 et 05/1941 : résultats de l'enquête « L'Aveyron en France », vantant le maintien de fortes assises et solidarités familiales en Aveyron, dont le retour à la terre prôné par le Maréchal ne peut qu'entraîner l'extension.

[1136] Muel-Dreyfus, F., *Vichy et l'éternel féminin, op. cit.*.

[1137] Qui n'est apparemment pas suivie en Aveyron, où le thème est abordé plutôt à propos, on l'a vu de la formation féminine, ou encore, du traitement du thème de la famille. TUR 06/1941, 01/1942 ; CC 06/06/1942.

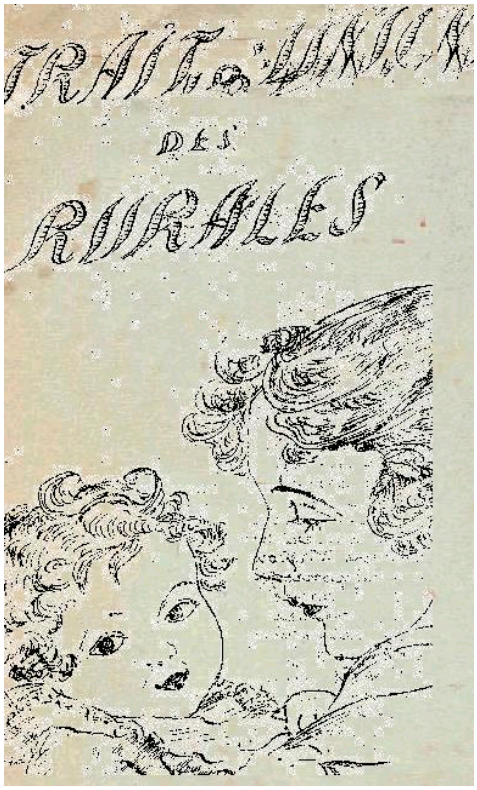
[1138] FF 11/1940 (session de Rodez, 11/1940) ; FF 03/1941 (session de Rodez, 04/1941) ; FF 10/1941 (session de Rodez, 11/1941) ; FF 10/1942 (Session de Rodez, 11/1942).

[1139] TUR 08/1941, 04/1942, 10/1943 ; CC 04/04/1942 (propos du curé d'Ytrac, l'abbé Mathieu, lors de l'affiliation de la section de St-Paul-des-Landes) ; FF 05/1942.

[1140] TUR 11/1941, 09/1941; FF 05/1942, 10/1942, 11/1942.

[1141] TUR 10/1943.

la fonction maternelle. La mission de la femme était mal comprise, assuraient les jacistes, si l'homme appréciait surtout son travail à l'extérieur, sous le prétexte qu'elle l'aidait plus directement. Elle était mal comprise, aussi, quand la plupart des jeunes filles disaient pareillement préférer ces occupations extérieures, parce qu'elles leur accordaient une liberté accrue et les dispensaient de réfléchir, en accomplissant les gestes répétitifs des travaux des champs. La place de la femme était au foyer, qui devait être amélioré pour retenir davantage les jeunes femmes à la campagne. Et si le travail à la maison était jugé assujettissant, c'est sans doute parce qu'il était effectué sans méthode.



Doc. II-5-4. *Le Trait d'Union des rurales*, bulletin de la JACF de la « sous-fédération » de St-Flour, illustre 40 % de ses couvertures en évoquant la fonction maternelle (ici, numéro d'octobre 1943 ; AD Cantal)

Mais, à compter de 1941, le discours jacistes s'était mis, à propos du couple, à insister sur les vertus de l'*amour vrai*[1142]. Il mettait ainsi en avant la dimension sacramentelle de l'union conjugale, jugée insuffisamment perçue jusque là[1143]. Par ce biais, la dimension affective et positive du mariage commençait à être réhabilitée : l'amour ne doit pas être repoussé tel une tentation, comme le considérait la génération précédente à la « pudeur extrême », car il est voulu par Dieu. Mais le mariage, voie de sanctification, doit de ce fait

[1142] JA 09/1942 ; FF 10/1942 ; JR 08/1941 ; TUR 01/1941, 03/1941, 06/1941.
[1143] TUR 01/1941.

demeurer digne, excluant toute contraception[1144]. Ces approches relevaient d'une position ecclésiale classique, de lutte contre le contrôle des naissances et de respect de la chasteté hors du mariage[1145]. Mais elles reflétaient aussi l'évolution récente des conceptions théologiques sur le mariage, qui rompaient avec la tradition augustinienne en insistant sur la dimension de l'amour conjugal[1146]. En même temps, la concordance est sensible, avec le contexte de généralisation du « mariage d'amour » dans la société française, depuis les années 1910-20[1147]. La JAC a pu être ainsi le vecteur de l'*appropriation* dans les campagnes des nouvelles valeurs, les entérinant grâce au travail théologique préalable, dont les conclusions sont portées par le discours jaciste.

Mais l'amour ne doit suffire : l'essentiel est une préparation chrétienne au mariage, par une retraite notamment[1148]. Mieux, l'appartenance commune à la JAC et à la JACF, « créant une communauté de pensée », est « une garantie pour mieux se comprendre dès la première rencontre », déclare le président aveyronnais André Viguié en 1944[1149]. Néanmoins, sur la douzaine de mariages de jacistes annoncés par la presse militante dans le Cantal de 1940 à 1944, aucun ne réunit deux jacistes. Pour l'Aveyron, sur les 64 mariages repérés pour la même période et impliquant des jacistes, les deux époux sont issus des deux branches du mouvement dans près de 19 % des cas, ce qui est déjà plus notable, mais demeure minoritaire. Dans une pièce de « théâtre jaciste » conçue en 1942 par le curé d'Ytrac (Cantal)[1150], l'héroïne, jeune femme médecin « rentrée au pays », épouse un agriculteur en affirmant que pour elle, ce n'est pas déchoir. Le modèle proposé à la jeune fille est donc celui du mariage avec un paysan. Or, dans le Cantal, dans un mariage jaciste sur trois, l'époux exerce un autre métier, à la ville, le mariage marquant alors pour la jeune fille un départ du milieu d'origine, à l'inverse du modèle prôné. En revanche, l'endogamie est plus sensible en Aveyron, où les

---

[1144] TUR 06/1941 : « Dieu ne donne pas la permission mais la consigne de procréer ».

[1145] Surtout dans cette période de « lutte à outrance » que J.L. Flandrin situe de 1918 à 1944 (Flandrin, J.-L., *L'Eglise et le contrôle des naissances*, Paris, Flammarion, 1970, p.86-90).

[1146] Ce depuis le XIXe s. certes, *mais surtout depuis 1935*, avec le système doctrinal bâti par Herbert Doms dans *Du sens et de la fin du mariage* : Flandrin, J.-L., *L'Eglise et le contrôle des naissances, op. cit.,* p.93-94.

[1147] Perrot, M., « Le couple », dans *La France d'un siècle à l'autre. Dictionnaire critique*, (Rioux, J.-P. et Sirinelli J.-F., dir.), Paris, Hachette, 1999, p.806-813.

[1148] JR, 04/1941, 03/1942 ; FF 10/1942 ; JR 05/1941, 08/1941, 06/1941 : TUR, 01/1941, 03/1941 ; EA 11/1942. – Un jeu scénique, *Foyers nouveaux*, évoque successivement la préparation au mariage, l'entrée en ménage et la naissance des enfants. Il est interprété par les deux branches cantaliennes, mais non en Aveyron (JA 06/1941, 08/1941 ; EA 06/1941, 09/1941). – Réunions masculines repérées où le sujet est abordé, en Aveyron : Réunion de secteur à Rieupeyroux, 08/12/1940 ; Journées de formation militante à Graves, 26/27/12/1940, à Espalion, 29-30/1940, à St-Affrique, 02/03/01/1941 ; réunion de secteur à Coubisou, 02/02/1941 ; Journées de formation pour militants à Ceignac, 08/03/1941, à Nant, 23/24/03/1941, à St-Salvadou, 02/03/1942 ; réunion régionale de responsables de secteurs à Villefranche, mars 1942 (JR 04/1942) ; Journées de formation à Flavin, 06/03/1942 (JR 04/1942), à Orlhaguet, 26/03/1942 (JR 04/1942), à Lanuéjouls, 29/03/1942 (JR 05/1942), à Rieupeyroux (03/05/1942), à Pont-de-Salars, 21/06/1942 (JR 06/1942) ; journée rurale à Rieupeyroux, 17/05/1942 (JR 06/1942) ; pèlerinage à N.D.-de-Buenne, 20/09/1942 (JR 11/1942).

[1149] JR 07-08/1944.

[1150] Pour l'affiliation de son groupe JACF : EA 11/1942.

jeunes filles se mariant à des non paysans ne sont apparemment que 7 % – mais le taux peut être sous-estimé par manque d'information.

Encore faudrait-il, tout simplement, qu'une vie de famille soit toujours possible. Or, que fait-on pour assurer à tous l'accès à cet élément de base de la vie sociale ?

En juin 1944, une enquête collective menée dans douze paroisses aveyronnaises conclut non seulement que les mariages arrangés ont encore fréquemment cours, mais encore que ceux qui se marient, manquant de financements pour s'installer individuellement, restent en général à la ferme familiale ou entrent « en gendres » dans une autre. Ils voient alors s'évaporer leurs aspirations au bonheur, car ils ont à subir la cohabitation avec les (beaux-)parents : la « dictature des anciens », qui continuent à diriger l'exploitation, détériore fréquemment la qualité des relations familiales. En mars et avril 1944, Paul Cousty, réfractaire au STO, publie dans *Jeune Rouergue*, sous le pseudonyme d'Albert Ségal, une enquête que l'abbé Bion lui avait demandé de mener dans la ferme où il se cachait. « Cet article a fait scandale ! », rapporte Cousty[1151]. Il y incriminait l'absence de vie de famille chez ces domestiques de ferme : presqu'aucun domestique d'âge mûr n'était marié, et quand c'était le cas, il ne pouvait voir sa famille qu'une fois par semaine, ne participant pas à l'éducation des enfants. Quelle femme voudrait épouser un domestique de ferme dans ces conditions ? Ainsi, célibataires forcés, dépourvus de logement convenable, ne recevant aucune formation morale ou religieuse, ils ne pouvaient que s'abrutir. « Le cœur raidi, desséché, descendus à l'étage d'hommes primitifs », ils « finissent par ne plus croire que le Dieu de leurs patrons puisse être le leur ». L'enquête de juin déjà citée[1152] montrait par ailleurs que si le rythme des mariages ne semblait pas s'être ralenti malgré les absences, les individus qui se mariaient étaient ceux dont la situation était déjà assurée, les aînés en priorité. Les autres, quand ils ne devenaient pas domestiques-célibataires, retardaient le moment du mariage, point tant en raison de l'incertitude de la guerre, que du coût de l'installation d'un ménage : l'enquête établissait alors un budget prévisionnel fort détaillé, prohibitif et pourtant sous-estimé, précisait-elle, par rapport aux prix réels du marché noir.

Mais puisqu'il n'était possible de s'installer qu'avec l'aide de la famille, cela montrait aussi, affirmaient les jacistes, que la stabilité familiale était le fondement de le vie rurale. La famille demeurait bien la cellule fondamentale de référence. Mais les jacistes attendaient d'elle qu'elle soit désormais non plus simplement un lieu de *conservation* et de reproduction

[1151] Entretien, sept. 1999.
[1152] JR 07-08/1944.

sociale, mais une « communauté dirigée vers l'*épanouissement* de chacun »[1153]. Le maintien autoritaire des anciens comme chefs d'exploitation y fait malheureusement souvent obstacle. Alors, se demandent les auteurs de l'enquête aveyronnaise de juin 1944, pourquoi les paysans ne prendraient-ils pas leur retraite ? D'autre part, ajoutent-ils, tout progrès agricole qui ne viserait que la grosse exploitation et n'aiderait pas davantage de familles à s'épanouir dans l'aisance sur leurs petites ou moyennes exploitations serait un faux progrès. Le Ségala doit servir d'exemple : on y a remplacé le souci d'agrandissement par celui de l'amélioration des rendements et de la productivité ; la technique y a été mise au service de l'épanouissement de l'homme. Car la profession ne doit pas étouffer la famille : « *la terre est faite pour nous, et non pas nous pour la terre* »[1154].

Dans les conclusions de cette enquête sur le foyer menée en juin 1944, et dans les réflexions qui l'accompagnent, les principales bases de la doctrine jaciste de l'après-guerre, qui a conduit aux lois d'orientation agricole du début des années 1960, sont déjà posées

*

Si une bonne connaissance technique devient le passage obligé pour l'épanouissement de l'homme dans les communautés où il vit, la formation professionnelle devient un enjeu majeur pour le mouvement. Pourtant, l'engagement sur cette voie, quelque peu négligé depuis la fin des années 1930, n'est pas uniforme. Tout autant, sinon plus, que l'intégration de valeurs et d'objectifs définis par les instances nationales, ont joué les contingences locales, notamment le type de relations établies avec la Corporation paysanne, l'enjeu étant de composer avec sa présence pour que la JAC/F n'en sorte pas affaiblie.

D – L'engagement sur la voie de la formation professionnelle

C'est à partir de l'automne 1942 que la JAC commence réellement à avoir affaire à la Corporation paysanne, regroupant l'ensemble des anciennes activités des syndicats agricoles d'avant-guerre, et à sa branche juvénile, les Groupes de jeunes paysans (GJP). Ces derniers constituaient des concurrents direct pour la JAC, puisqu'ils avaient pour projet d'« étudier les difficultés que rencontrent les jeunes pour l'installation et l'exploitation d'une ferme », et de dégager de futures élites pour la Corporation, en les formant à cette fin dans des cercles d'études,[1155].

[1153] *Cf. Chrétiens dans le monde rural, op. cit.,* p.60-63
[1154] JR 07-08/1944. Propos signés « A.V. » : André Viguié ?
[1155] Boussard, I., *ibid.*

Les unions régionales de la Corporation fonctionnent désormais depuis plusieurs mois[1156]. La commission nationale provisoire cède sa place au comité national corporatif définitif qui se constitue en mars 1943. Les Groupes de jeunes paysans ont été relancés en novembre 1942, et l'accord de « bon voisinage » entre la Corporation et les GJP d'un côté, la JAC et la JACF de l'autre, est entériné en février 1943. En vertu de cet accord, un comité d'entente doit être créé pour les activités professionnelles. Les semaines et journées rurales, et les autres modes de formation paysanne, seraient organisées par la JAC avec le concours de la Corporation, ou inversement. Un comité de coordination patronnerait les activités éducatives des jeunes ruraux. Enfin, des Maisons des jeunes ou des Foyers ruraux, futurs centres d'éducation paysanne, devraient être créés[1157]. Les fédérations jacistes sont cependant seules juges de leur attitude[1158]. Ainsi, la mise en œuvre locale des accords offre toute une palette de nuances, en termes de chronologie comme d'intensité des relations établies. Les quatre études de cas menées ici illustrent en fait chacune un scénario-type.

1 – Premier scénario : les jacistes s'appuient sur la Corporation

Dans le Cantal, le Groupe des jeunes paysans de la Corporation fut constitué de façon formelle vers la fin de l'année 1942, ou au tout début de 1943[1159]. Le responsable (« délégué régional ») en était Jean Costes, ancien président de la section jaciste de Polminhac, déjà nommé en 1938 président des Jeunesses paysannes du Cantal[1160], groupement laïc mis en place par les syndicats de Défense paysanne, et qui copiait lui aussi très exactement le programme de la jeunesse catholique rurale, édulcoré des aspects religieux. Les Jeunes paysans de la Corporation s'inscrivent donc dans le sillage de ces Jeunesses paysannes d'avant-guerre[1161]. Mais, à l'instar de celles-ci, les Jeunes paysans de la Corporation ne sont pas parvenus à mettre en place une organisation aussi structurée et ample que la JAC. Il faut dire que cette dernière veille, en investissant en partie les JPC, et en établissant un contrôle

[1156] Installée officiellement dans le Cantal le 10 janvier 1942 (ADC 1 W 95). Il était trop tôt, en février-mars, pour qu'elle soit au premier rang des initiateurs de la série de sessions rurales.
[1157] Morfin, E., art. cité, p.121, et Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p.271.
[1158] Courtois, J.-F., thèse citée, p.487.
[1159] La première citation dans la presse date de janvier 1943 : EP 21/01/1943.
[1160] ADC 1 J 147.
[1161] Costes entreprend à compter de février 1943 de présenter son organisation dans les sessions rurales. A partir de mars, les jeunes de la Corporation élisent des délégués cantonaux, en même temps que sont désignées les commissions paritaires (EP 04/03/1943, 11/03/1943, 18/03/1943, 01/04/1943…) ; quelques groupes locaux se créent, comme à Villedieu ou à Paulhac (EP 25/03/1943. Un groupe d JAC est signalé à Villedieu en mai 1941 (JA 05/1941), mais on n'en a plus aucune trace par la suite).

serré[1162]. Par le biais des « délégués jeunes » élus, la JAC cantalienne, même si ses membres étaient souvent trop jeunes pour devenir syndics, a donc pris toute sa part à cette grande opération de recrutement d'un « personnel fourni de dirigeants paysans » que constitua la désignation systématique, dans chaque commune, de responsables syndicaux[1163]. Les quelques semaines, journées ou sessions de 1943 et 1944 donc ont été organisées de concert par la JAC et la Corporation[1164]. Dès lors, la tonalité locale s'est renforcée, chez les formateurs[1165]. Cette collaboration acceptée avec la Corporation a entériné, aussi, le retour à la formation professionnelle. Le contenu des sessions y consacre en effet l'essentiel[1166].

L'étroitesse, dès le départ, des relations avec la Corporation, tenait pour beaucoup aux liens établis avant la guerre avec les hommes qui la prirent en main. Camille Laurens n'était pas à proprement parler un proche de la JAC cantalienne. Il avait même pu drainer à lui en 1938, nous l'avons vu, des déçus de l'évolution très religieuse du mouvement qui allait de pair avec l'entérinement de la spécialisation. Mais si l'on observe la liste des quatorze membres identifiés du comité régional corporatif[1167], on relève la présence de plusieurs « notables » liés de près à la JAC[1168] ; et celle surtout de Jean-Marie Poignet, le président de la JAC en personne, ou à un degré moindre, pour représenter les ouvriers agricoles, celle d'Elie Delzongles, militant jaciste d'Anglards-de-Salers. Quant à Paul Besse, on a vu qu'il contrôlait de près les Jeunes paysans de la Corporation ; en outre, il se fit l'ardent

---

[1162] Si Jean Costes, quoique jaciste à l'origine, s'était déjà éloigné de la JAC en 1938, Paul Besse l'accompagne dans la plupart de ses interventions, même jusqu'à Vichy pour l'assemblée générale des Jeunes paysans (EP 02/02/1943, 25/02/1943, 11/03/1943 ; JA 02/1943 : P. Besse rend compte de son déplacement à Vichy. Voir aussi EP 02/02/1943). Dans les sessions où Costes intervient, la JAC est systématiquement présente. D'autre part, un rapide sondage montre, à partir de listes sans doute incomplètes, qu'au moins 25 % des délégués Jeunes paysans sont des jacistes (listes publiées dans EP 04/03/1943, 11/03/1943, 18/03/1943, 01/04/1943, croisées avec celle constituées à partir du repérage systématique des noms de jacistes cités dans la presse militante cantalienne).

[1163] Cf. Wright, G., *La révolution rurale en France, op. cit.,* p.135.

[1164] Sur les sept de 1943, au moins six (ferait exception celle de Sériers [CC 29/04/1944 et JA 05/44] ; et encore, l'information est incomplète pour ce cas unique possible)[1164], et la totalité des quatre de 1944.

[1165] En décembre 1942, il a encore été fait appel à une école des cadres, celle d'Uriage en l'occurrence, pour obtenir un formateur (Jean Bouchy), mais dès 1943, les intervenants sont essentiellement cantaliens, partagés entre la JAC et la Corporation ou les Jeunes paysans.

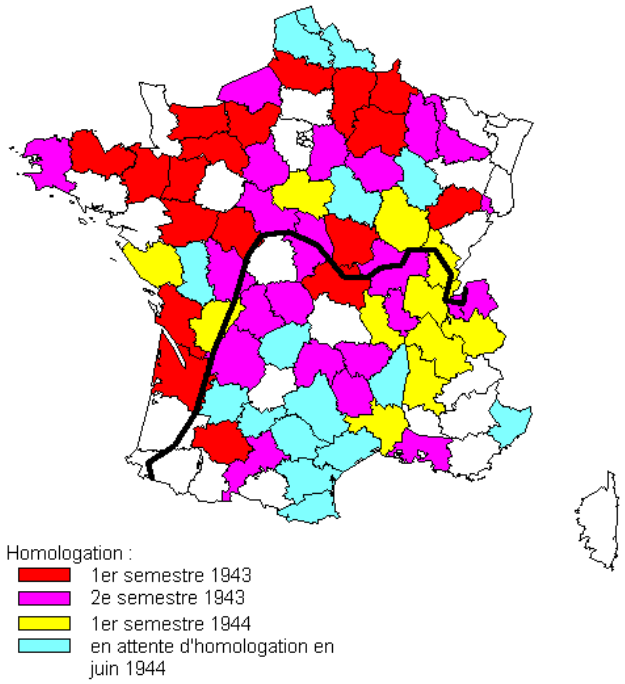
[1166] Prenons l'exemple de celle d'Aurillac, en janvier 1943 (EP 21/01/1943). On y parle du programme de production pour le ravitaillement, d'amélioration de la production laitière, de sélection de pommes de terre, de production forestière, du herd-book Salers, des possibilités d'aménagement des bâtiments ruraux grâce à la loi sur l'habitat rural, de l'organisation de l'interprofessionnelle laitière, des lois sociales intéressant les agriculteurs… Un avocat traite des servitudes et de la mitoyenneté. Et on multiplie les visites : d'une tannerie, des Haras, de l'Ecole de laiterie et de sa ferme, des abattoirs, d'une fabrique de meubles (les Ets Bar), d'une propriété agricole (Garde, au Doux de Yolet).

[1167] ADC, 1 W 95

[1168] Elie Sarrauste de Menthière, l'ancien président de la chambre d'agriculture, qui avait systématiquement apporté son soutien et sa présence à toutes les initiatives agricoles de la jeunesse catholique masculine du début des années 1930 ; Jean Salat, cousin germain de Pierre Delort, vice-président fédéral, et père de Gabriel Salat, secrétaire adjoint de la JAC à compter de novembre 1942

propagandiste de la Corporation lors des diverses sessions rurales[1169]… Il n'y avait pas eu, ici, de situation conflictuelle lors de la fusion des organisations agricoles pour constituer la Corporation. Les responsables jacistes étaient suffisamment âgés pour intégrer des postes de responsabilité au sein de celle-ci. Ils avaient en outre déjà une expérience en matière de journées et semaines agricoles, remontant au début des années 1930. Il y eut donc une situation « fusionnelle ». Pourtant, la présence de jacistes dans la Corporation n'atteignit pas un niveau aussi élevé qu'elle le fit dans le Rhône[1170]. Elle correspondrait assez à la situation médiane qui semble se dégager pour le reste de Rhône-Alpes[1171], quoique cette région fût plus précoce sur le plan du développement jaciste. Le phénomène qui se produit alors est que l'Eglise ne peut voir dans la Corporation un risque, puisque celle-ci est tenue par les siens.

Doc. II-5-5 **Etat de la mise en place des comités de coordination JAC / Jeunes paysans (Corporation paysanne) en juin 1944 (AN MRJC, carton 30, doss 66)**



La carte ci-dessus restituant la chronologie de l'homologation des comités de coordination entre la JAC d'une part, et d'autre part les Jeunes paysans au nom de la

[1169] EP 02/02/1943, 25/02/1943, 11/03/1943.
[1170] Le syndic régional était l'ancien président de la JAC (Morfin, Elisabeth, « Les rapports entre l'Eglise catholique et la Corporation paysanne de 1940 à 1944 », *Eglises et chrétiens dans la IIe guerre mondiale*, *Actes du colloque de Grenoble, 1976*, Lyon, PUL, 1978, p.115-123).
[1171] Morfin, Elisabeth, « Les rapports entre l'Eglise catholique et la Corporation paysanne de 1940 à 1944 », art. cité.

Corporation[1172], montre que la précocité a concerné avant tout la zone nord[1173]. Dans la zone sud, les départements précoces sont pour la plupart voisins de la ligne de démarcation, des effets de capillarité pouvant jouer ; s'y adjoignent les Bouches-du-Rhône et l'ensemble Haute-Garonne / Gers sans qu'on puisse vraiment l'expliquer pour l'instant en l'absence d'études, ainsi qu'un bloc Sud-Massif central, comprenant le Cantal, la Haute-Loire[1174] et la Lozère où nous savons que la situation est assez similaire à celle de la Haute-Auvergne[1175].

Par conséquent, quand François Colson[1176] évoque une lutte entre, d'une part les « nouveaux dirigeants de la JAC, issus de la petite et moyenne paysannerie, [qui] veulent garder l'autonomie du mouvement, et pouvoir y exprimer leurs propres aspirations », et d'autre part la « Corporation dominée par les notables traditionnels », il faut être en réalité beaucoup plus nuancé. Les exemples cités montrent que la connivence peut demeurer, entre la JAC et certains de ses anciens responsables issus de la notabilité et ayant acquis des postes de pouvoir au sein de la Corporation. Voire, le cas cantalien montre que les premiers responsables ont pu rester aux commandes, tout en intégrant la Corporation à des postes stratégiques, et en en faisant profiter la JAC.

Dans le Cantal, face aux difficultés rencontrées dans l'animation de la JAC, Poignet et Besse peuvent en effet sembler se servir de la Corporation pour permettre à la JAC de paraître plus vigoureuse qu'en réalité, en lui offrant via la Corporation les infrastructures et les intervenants qu'elle n'était peut-être plus en mesure d'obtenir. Ainsi peuvent être organisées malgré tout quelques journées ou semaines rurales, permettant de conserver une visibilité minimale dans ce domaine. Mais en retour, dans un département de vieille tradition radicale, le soutien apporté à la Corporation par la JAC, et à travers elle par l'Eglise, peut signifier la volonté de peser pour écarter au maximum du pouvoir des notables radicaux. A la limite, on pourrait présenter ici la Corporation et l'Eglise comme des alliées objectives.

[1172] Ces homologations ne débutent qu'en 1943, parce que l'accord JAC / Corporation de juin 1942, lui-même, n'est agréé par le gouvernement que le 24 février 1943.

[1173] Peut-être parce que le *statut de simple tolérance* dont y bénéficiait la JAC, la poussait-il à s'appuyer sur des liens contractuels avec la Corporation pour pérenniser son existence et son action ?

[1174] Pour la Haute-Loire, Alban Habauzit n'offre pas d'éclairage dans sa monographie (Habauzit, A., « La JAC en Haute-Loire de la guerre au MRJC (1939-1964) », *Cahiers de la Haute-Loire*, 1998, p.401-420).

[1175] Jean-François Courtois, thèse citée, p.477-480, 487 : le président de la JAC appartient au comité régional de 13 membres, la Corporation est elle-même dirigée par Las Cazes, trop proche de l'Eglise, et « trop attaché à l'unité du monde paysan » pour lancer, concurremment à la JAC pourtant à peine émergente (4 sections affiliées seulement), les Jeunes paysans, lesquels ne sont établis que formellement, placés sous la présidence d'un jaciste ; le comité d'entente JAC / Corporation est donc créé en avril 1943, accepté par l'évêque parce qu'initié par Las Cazes et présidé par un jaciste. Comme dans le Cantal, l'accord précoce d'une JAC faible avec une Corporation tenue par des jacistes et des personnes proches de l'Eglise, pouvait apparaître pour la JAC comme une garantie de survie et d'appuis, et pour l'Eglise comme une garantie de maintien et/ou d'extension de son contrôle sur la jeunesse rurale.

[1176] « La jeunesse agricole catholique : une pédagogie au service d'un projet humaniste », *Actes du colloque de Dijon, op. cit.*, p.213-222.

A côté de ces initiatives organisationnelles et institutionnelles, on se doit d'évoquer aussi l'implication personnelle de jacistes cantaliens en faveur de l'implantation de Maisons familiales rurales dans le département. Autre façon d'appuyer le développement de la formation professionnelle, elle n'a pas été couronnée, à court terme, par autant de succès, manquant de relais institutionnels. C'est avant tout le cas de Pierre Delort, le vice-président fédéral de la JAC, qui doit être évoqué ici : en contact dès l'avant guerre avec l'abbé Granereau, fondateur en 1935 des Maisons familiale rurales[1177], « qui cadrai[en]t si bien avec son goût pour le progrès », selon son ami Antonin Quiers[1178], il avait renoué les liens et était parti en stage à la Maison de Lauzun en août 1941[1179], bien décidé à créer ensuite une Maison dans l'arrondissement d'Aurillac. Durant l'été 1942, Pierre Delort devint délégué régional des Maisons familiales rurales[1180]. C'est ainsi qu'en novembre 1942, avec l'appui de quelques notables locaux et du Secours national, la première maison familiale rurale voyait le jour à Vézac[1181], où Pierre Delort avait naguère initié la section jaciste. Cette connexion JAC-Maisons familiales rurales n'a rien d'étonnant : la deuxième maison créée en France, en novembre 1940, en Savoie, l'avait été aussi par un jaciste[1182]. Ensuite, ce fut au tour d'Antonin Quiers, membre du comité fédéral de la JAC, de partir se former à l'école des cadres des Maisons familiales rurales de Pierrelatte (Gard), avec l'espoir de diriger plus tard une Maison dans le Cantal[1183]. Mais la tentative de Vézac fut un échec, qu'Antonin Quiers attribue à sa mauvaise situation, au cœur d'une région de grosses exploitations spécialisées dans l'élevage, et non de petites et moyennes exploitations familiales[1184]. Son fonctionnement

---

[1177] « Les Maisons familiales rurales sont nées de la volonté de familles rurales de pallier les insuffisances et l'inadaptation de l'enseignement classique dans les campagnes (…). Cette formule originale est née à Lauzun (Lot-et-Garonne) en 1935, à l'initiative de parents soutenus par l'abbé Granereau. (…) Il y avait deux Maisons familiales en 1940, 10 en 1950 (…). Institution familiale avant tout, chaque Maison familiale est gérée par une association de parents qui choisit les moniteurs, participe avec eux à la formation de leurs enfants. (…) La grande originalité des maisons familiales réside dans leur pédagogie : l'alternance du temps de formation en internat et du temps d'observation et d'application sur l'exploitation familiale, d'abord dictée par des raisons d'économie, est peu à peu devenue le centre du système d'enseignement. (…) [L'adolescent] apprend ainsi à développer des aptitudes intellectuelles d'observation, de raisonnement et d'adaptation, à s'élever d'un apprentissage professionnel à une formation générale toujours reliée à la réalité, à préférer une pédagogie active à l'accumulation des connaissances » (Houée, P., *Les étapes du développement rurale…, op. cit.,* p. 21-22)

[1178] Il cadrait aussi avec les idéaux « familialistes » et agrariens de la JAC, confortés par le système de l'alternance dans la formation prôné ici. *Cf.* Sanselme, F., « L'histoire sociale d'une différence identitaire ou le choix originel de l'hérésie scolaire : les Maisons familiales rurales », *Actes du colloque de Dijon, op. cit.*, p. 129-135, et l'ouvrage du fondateur : Granereau, J., *Le livre de Lauzun*, Aurillac, Ed. Gerbert, 1968, 260 p.

[1179] JR ; Quiers, A., *Enfant du Vainazès, op. cit.*, p.151-156.

[1180] CC 29/08/1942.

[1181] CC 01/08/1942, 15/08/1942, 29/08/1942, 29/08/1942, 28/11/1942.

[1182] Sanselme, F., art. cité, p.133.

[1183] JA 12/1942.

[1184] Quiers, A., *Enfant du Vainazès, op. cit.*, p.170. Vézac est notamment la commune où se trouve l'une des plus vastes et plus riches exploitations du bassin d'Aurillac, celle de Caillac, où avait d'ailleurs travaillé un temps Pierre Delort : *cf.* Flauraud V. & Grimmer, Cl., *Caillac, un château, un domaine – Elites et grande propriété dans le bassin d'Aurillac, XVe-XXe s.*, Aurillac, ADHRA, 1999.

ne dépassa pas une année scolaire (1942-43), et un comité piloté par Romain Maniaval, chef de secteur jaciste, de concert avec d'autres personnes extérieures au mouvement, tenta alors en vain d'implanter une nouvelle Maison à Montsalvy[1185]. Le troisième échec eut lieu à Saint-Flour en 1944, Pierre Delort se heurtant à la concurrence et à la résistance des Frères du Sacré-Coeur[1186].

Ces projets d'implantation de Maisons familiales rurales, qui correspondaient si bien aux idéaux et attentes jacistes, menés par des responsables fédéraux de premier plan, ont donc échoué. Peut-être parce que l'initiative avait été trop extérieure, à la fois au mouvement (étant le fruit d'initiatives individuelles) et aux institutions ecclésiastiques elles-mêmes ? Franck Sanselme[1187] a en effet insisté sur le caractère ambigu des Maisons familiales rurales, non confessionnelles tout en étant fondées par un ecclésiastique : « coincées entre l'école de l'Etat et celle des clercs, les Maisons familiales, nouvel entrant ou intruses dans un espace déjà bien contrôlé (à défaut d'être bien rempli par un public scolaire) (…) [sont conduites] à adopter « une position de juste milieu », (…). Il s'agit, en l'occurrence, pour les Maisons familiales naissantes, de se démarquer impérativement de la forme scolaire « ordinaire » qui désigne les deux piliers public et diocésain de l'enseignement agricole ». Les tentatives ont fait jouer seulement les relais relationnels très locaux et personnels des jacistes impliqués, restreignant le champ des possibilités à un point tel qu'il n'y avait guère de solutions de recours[1188], montrant par là que les autres relais traditionnels, en premier lieu l'Eglise, n'ont guère été actifs ici, ou bien comme élément perturbateur (dans le cas des Frères du Sacré-Cœur à Saint-Flour).

2- Deuxième scénario : la Corporation s'appuie sur les jacistes

Au sein de la JACF cantalienne, les années 1943 et 1944 sont marquées de la même façon par un surcroît d'activité en faveur de la formation agricole et ménagère : 25 sessions, semaines ou journées rurales en 1943, 22 en 1944, contre une moyenne de huit en 1941 et

---

[1185] La direction aurait été confiée à Antonin Quiers. Avec l'échec du projet, ce dernier, fraîchement marié, quitta le Cantal pour la Maison de Thurins, dans les monts du Lyonnais (Quiers, A., *Enfant du Vainazès, op. cit.*, p.170-171).

[1186] Il y avait là, déjà en 1941, chez les frères du Sacré-Cœur un cours agricole le dimanche (CC 02/02/41 ; SC 23/01/41) avec 15 inscrits. Mais en février 1944 est mentionnée l'inauguration d'une école d'agriculture du Sacré-Cœur (SC 03/02/1944). Pierre Delort et ses frères avaient loué la ferme du Petit-Mérignac aux frères du Sacré-Cœur, voulant ouvrir une Maison familiale rurale, confiée à Antonin Quiers. Temporisant, les Frères ouvrirent l'école mentionnée au sein de leur institution proposant à Antonin Quiers, via les frères Delort, d'en assumer les cours. Au bout d'un an, Antonin Quiers rejoignit de nouveau les Maisons familiales, dans le Tarn-et-Garonne, comprenant que dans le Cantal les initiatives étaient gelées (Entretien, avril 1999).

[1187] Art. cité.

[1188] Et chaque fois, l'obstacle a été au rendez-vous : mauvaise localisation, bonne localisation sans local, action de « blocage » pour éviter le développement d'une concurrence.

1942. Cela est dû notamment mais non exclusivement à l'entrée dans le jeu, de la Corporation et de la délégation à la jeunesse. Ce qui change, c'est que la branche féminine, elle, ne subit pas les ponctions sur les effectifs dont pâtit la branche masculine ; au contraire, donc, sa capacité d'action monte en puissance dans cette phase terminale de la guerre.

La première initiative de coopération JACF/Corporation remonte à l'automne 1942 (à Ruines, du 15 novembre au 13 décembre)[1189], concordant par conséquent avec le resserrement de cette collaboration enregistré pour la branche masculine ; concordant aussi avec la période où le diocèse est sans évêque... L'initiative vient semble-t-il de la Corporation, qui affirme vouloir manifester la volonté des organismes officiels agricoles de travailler avec la JACF : « nous mettons au service des familles rurales une équipe de monitrices d'enseignement ménager dont la composition et le programme d'enseignement concrétisent l'intime collaboration qui s'est établie dans notre département entre la Corporation, la JACF et la délégation du secrétariat général de la jeunesse ». Sœur Joseph, de Bouldoire, est présente, et l'enseignement calqué sur le sien[1190]. « Notre collaboration avec la JACF vous prouve que vos préoccupations spirituelles sont également les nôtres ; nos monitrices, formées dans l'esprit des cadres du secrétariat général de la jeunesse, pourront apporter à vos jeunes filles des méthodes d'action déjà éprouvées pour leur efficacité dans les milieux de jeunes. [Ainsi,] les résultats de nos déléguées à la jeunesse et ceux des dirigeantes de la JACF seront décuplés »[1191]. Au terme de la première expérience, la réaction de la JACF est positive, et l'on peut sans doute prendre les propos de contentement pour argent comptant, vu que l'expression des réticences à l'égard de la concurrence exercée a toujours été clairement formulée : « c'est à la JACF qu'on a fait appel, c'est l'esprit de la JACF qui a animé toutes les réunions. *Messe chaque matin*, causeries de Sœur Joseph, conférences quotidiennes des monitrices sachant à quel *auditoire catholique* elles s'adressent, *direction spirituelle* par le Doyen : tout a marqué la volonté nette des organismes officiels agricoles de travailler en collaboration avec un groupement catholique *dont la place apparaît de plus en plus prépondérante* dans le pays »[1192]. L'habileté de Camille Laurens a consisté à ne pas chercher à affronter cette force montante, mais à lui donner suffisamment de gages pour s'en faire une alliée. Et la JACF, en échange, préfère une collaboration de ce type, où finalement le rôle de la Corporation est

[1189] SC 05/11/1942.
[1190] Enseignement fondé « sur l'observation et sur une réflexion partant du travail quotidien sur la ferme. (…) Point trop de théorie, (…) l'enseignement se veut clair, adapté et limitatif » (Bourrier, J.-L., & d'Orgeval, I., art. cit., p.296.) : entretien de la maison, hygiène, équilibre de l'alimentation, puériculture, couture, secourisme ; élevage, jardinage, botanique, fertilisation des cultures, laiterie, droit rural… ; littérature, musique ; vie chrétienne intense.
[1191] SC 05/11/1942.
[1192] SC 17/12/1942 ; c'est nous qui soulignons.

avant tout logistique et ponctuel, lui allégeant d'autant sa charge, pendant que l'encadrement pérenne passe par les groupes de JACF. Les sessions communes sont ainsi explicitement perçues comme des « produits d'appel », occasions de promouvoir la JACF, et par ce biais, de faire progresser les principes chrétiens dans les campagnes. Elles sont un moyen, non une fin. « Les sessions ne sont pas purement jacistes, mais créent un climat favorable à l'éclosion du jacisme. Le clergé apporte son concours aux sessions : il peut le faire sans crainte, tant que subsistera la bonne entente qui a présidé à la mise en train des sessions. Mais pour qu'elles produisent les meilleurs résultats, il faut que les prêtres, sur place, [assurent le relais] : la session n'est qu'une amorce, pas le but »[1193].

Dès lors alternent des semaines ou journées proprement jacistes, et en sus, des sessions s'inspirant des cours de Bouldoire (qui dans les faits ne diffèrent guère, à ce niveau là, de ceux qui sont dispensés dans le Tarn ou en Aveyron), où la JACF délègue systématiquement une dirigeante, où l'encadrement religieux est présent, mais sans engendrer une obligation de participation. Ces sessions sont plus ou moins longues. Celles d'une semaine donnent un aperçu succinct tant en matière d'agriculture, que d'enseignement ménager et de « formation générale » (?). Celles qui se prolongent sur deux à quatre semaines mettent alors l'accent sur l'éducation familiale et la formation ménagère[1194].

A ce jeu là, la JACF semble avoir davantage gagné que perdu en influence : elle exerce une tutelle sur la majorité des sessions, semaines ou journées, notamment par le biais des formatrices et formateurs, majoritairement issus des milieux proches de l'Eglise (notamment les Sœurs de la Charité), et l'Eglise est à l'origine de la majorité des initiatives en matière de formation agricole et ménagère pour les jeunes filles. Les formatrices dépendant du secrétariat à la jeunesse ou de la Corporation paysanne, même si on leur adjoint les formatrices d'obédience inconnue, ne représentent pas plus du quart de celles qui interviennent. Vu que les médecins, qui assurent un minimum de formation à l'hygiène et aux premiers soins, représentent pour leur part 10 % des effectifs, restent les deux tiers, liées de près à la JACF. L'une des forces de la JACF, notamment pour dominer plus encore par l'encadrement que par le nombre d'initiatives, a été de pouvoir s'appuyer sur les Sœurs de la Charité et leur centre de formation de Saint-Flour[1195] : les deux tiers de formatrices proches de la JACF cumulent notamment 10 % venues de Bouldoire, et surtout un tiers issues du Foyer rural de Saint-Flour. En outre, spécifiquement au sein de la JACF, des sessions de cadres pour

[1193] SC 04/03/1943.
[1194] SC, 04/03/1942, 27/01/1944.
[1195] TUR, 01/1942.

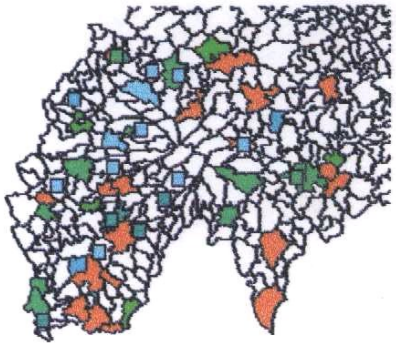
semaines rurales ont lieu à compter d'avril 1943, l'expérience étant renouvelée en 1944[1196]. En octobre 1943, l'organigramme des responsables jacistes pour les semaines et journées rurales est restructuré de façon plus rigoureuse, avec quatre responsables de région[1197]. En face, la Corporation ne peut proposer que deux responsables[1198].On devrait aussi évoquer l'influence exercée par les prêtres, requis comme on l'a vu pour encadrer les sessions sur le plan religieux : ils représentent alors près du tiers des intervenants. Sachant que des représentants du clergé et de la JACF sont systématiquement présents aux sessions de la Corporation associée au Secrétariat général à la jeunesse, ce qui n'est pas le cas dans le sens inverse, on prend facilement la mesure du contrôle exercé par l'Eglise. Il se vérifie même si l'on entend porter un regard global sur l'ensemble des initiatives de formation féminine, cours ou centres ménagers, sessions, semaines ou journées rurales : 30 % sont dues à la JACF ou aux Sœurs de la Charité qui lui sont étroitement proches, 35 % à celles-ci associées à la Corporation, 17 % à la Corporation seule, 18 % seulement à d'autres, dont souvent l'Eglise, encore, à travers d'autres congrégations....

La répartition des types de tutelles des semaines, sessions ou journées rurales est géographique (carte page suivante). Les cas de tutelle exercée exclusivement par la JACF et/ou les sœurs de la Charité correspondent plutôt aux zones d'implantation ancienne de la JACF : bande périphérique ouest / nord-ouest (de Maurs à Riom-es-Montagnes, en passant par Ally), et région de Saint-Flour à l'est. Les actions à tutelle partagée avec la Corporation correspondent davantage, à l'est à des interstices mal quadrillés par la JACF ou par les centres ménagers, et à l'ouest, essentiellement à l'arrondissement d'Aurillac, comprenant la Châtaigneraie, fief de Camille Laurens : ici joue pleinement l'influence de la Corporation, qui se superpose à celle de la JACF pour accroître elle aussi son impact. Enfin, les quelques formations temporaires échappant aux deux tutelles (« école Bellecour, coupe et couture », « école ménagère agricole du Cantal ») sont essentiellement situées dans la partie centrale du volcan, moins drainée par les voies de circulation.

Il y a bien, certes, partage entre la Corporation et la JACF, mais cette dernière conserve une domination claire, l'Eglise plus encore. Auprès des jeunes filles, la Corporation a dû composer avec une alliée puissante, l'Eglise, pour obtenir une marge d'influence minimale.

[1196] EA, 03/1944 ; JA 05/1944.
[1197] M^elle^ Ratié est désormais responsable pour la région de Mauriac, M^elle^ Boucheron pour celle de Riom, M^elle^ Caumont, de Maurs, pour celle d'Aurillac, et la Supérieure de la Charité, pour celle de Saint-Flour (EA, 10/1943).
[1198] M^elles^ Letourneux et Fouquet (SC 27/01/1944).

Doc. II-5-6



Cantal, 1942-1944

Acteurs ou commanditaires de la formation féminine :

JACF ou soeurs de la Charité

JACF ou Sœurs de la Charité associées à la Corporation paysanne et/ou à la Délégation à la jeunesse

Corporation paysanne et/ou délégation à la jeunesse uniquement

Autres

Centre ménager

Semaine ou session ou journée rurale

Sources : dépouillement de la *Semaine catholique du diocèse de St-Flour, Le Trait d'Union des rurales, La Croix du Cantal*

3- Troisième scénario : les jacistes composent avec la Corporation

En Aveyron, le démarrage réel des activités de formation professionnelle (hormis les traditionnelles EAC) est particulièrement tardif, et les relations de la JAC/F avec la Corporation demeurent relativement distantes, à la différence de la situation rencontrée dans le Cantal.

Certes, en décembre 1942, le comité fédéral de la JAC s'était penché sur la « multiplication des mouvements de jeunesse », pour conclure que la JAC était assez riche pour former sur le plan religieux, moral, humain, civique, physique *et professionnel*[1199]. Mais il devait d'abord s'agir, pour la JAC, de « marquer son territoire », au moment précis où les Groupes de jeunes paysans étaient réellement lancés.

La vraie rupture semble plutôt se situer à l'automne 1943.

[1199] JR 12/1942.

Une impulsion manifeste est donnée à l'essor des EAC. A l'échelle fédérale, un responsable est statutairement désigné[1200]. « Toutes les sections » sont aussi exhortées à « organiser un service d'EAC, avec un responsable »[1201]. Les liens avec la Corporation, existants mais très lâches, sont resserrés à ce moment là. A la session de formation de chefs de secteur à Ceignac, en novembre 1943[1202], le RP de Bigü, aumônier national, est présent. Albert Labardin, vice-président national, est excusé mais prévu. La Corporation est représentée[1203]. L'encouragement à « entrer dans les études sociales et professionnelles par les EAC » est renouvelé, et dans la foulée, le comité fédéral de la JAC, tenu sur place, donc nécessairement influencé par les autorités jacistes et/ou corporatives présentes, décide, entre autres, d'organiser une journée rurale par secteur, l'organisation étant confiée, comme pour les EAC, à Jean Sudres.

En 1944, *avec la collaboration de la Corporation* et sous la direction de Sudres, six journées rurales ont effectivement lieu, réservant une large place aux aspects économiques et techniques[1204]. Les livres proposés dans la rubrique jaciste du bulletin *Jeune Rouergue* marquent aussi une inflexion vers la formation professionnelle[1205]. On invite à l'observation permanente du milieu, et le conseil de zone de Millau, en mai, prône la possession d'un carnet à cet usage[1206]… – Le contenu tranche donc avec les sessions de formation jaciste à l'approche très religieuse et morale, auxquelles étaient habitués jusque là les jacistes aveyronnais.

D'où peut donc venir ce retournement assez net de la stratégie, fin 1943 ?

[1200] En la personne de Jean Sudres, ancien prisonnier rentré en septembre 1943, donc à l'abri des réquisitions au moment précis où l'encadrement jaciste en souffre. L'impulsion ne peut donc être attribuée à son retour, trop récent pour produire des effets si rapides ; elle a de plus fortes chances d'être due à l'aumônier diocésain, voire aux orientations générales. Il était issu d'une famille modeste, de 7 enfants, sans aucun domestique, lui et son père étant les seuls à travailler sur l'exploitation pour nourrir le ménage de 10 personnes dont un ascendant [ADA, recensements].

[1201] JR 10/1943. Le choix est laissé libre, comme avant, entre Purpan et le Plateau central

[1202] JR 12/1943.

[1203] Par le Dr Ayrinhac, syndic régional, invité à présenter son organisme, et par Duvivier, qui aborde les « problèmes économiques et sociaux posés par l'évolution paysanne dans les dernières années, et ceux que posera l'après-guerre ».

[1204] Le programme type (JR 01/1944) comprend, le matin, un sujet social (par exemple : la Corporation paysanne, son rôle dans l'économie ; étude des lois sociales, du code de la famille, de l'habitat rural, du rôle du syndicat au village ; géographie humaine, patrimoine matériel et spirituel de la France) et un sujet moral (exemples traités : rôle de la femme dans la ferme ; politesse et courtoisie à la campagne) ; l'après-midi, une session de bricolage (travail du bois, du fer, électricité, encadrement, épissure), et un sujet technique (arboriculture, zootechnie, apiculture, agriculture...) ; le soir, la partie récréative, avec des chants, des danses et des jeux ; au passage, on présente des livres sur le milieu rural édités par la JAC, tel *Eléments d'une culture rurale*.

[1205] En janvier 1944, on conseille *L'encyclopédie paysanne* dirigée par Jacques Le Roy Ladurie, ou à défaut *L'encyclopédie des connaissances agricoles*, chez Hachette ; en juin, Artigues annonce avoir créé une bibliothèque jaciste

[1206] JR 06/1944.

En décembre 1943 avaient été évoquées des critiques dont la JAC aurait été l'objet, qui « prouvent qu'on l'ignore ; mais si, au lieu de nous critiquer, on nous propose de perfectionner notre formation, nous saurons en profiter et collaborer, mais en informant avant la fédé (nous sommes hiérarchisés, nous aussi) ». Le différend a de grandes chances de concerner la Corporation (« nous aussi »), et la mise au point paraît justifier une collaboration nouvelle (« si (…) on nous propose de perfectionner notre formation »).

Il ne serait pas étonnant que, dans un premier temps, la JAC ait tenté de repousser tant qu'elle l'a pu une coopération institutionnalisée avec la Corporation, tant en raison de la vieille résistance de la jeunesse catholique aveyronnaise à toute mise sous tutelle, qu'en raison des différends nés entre les chrétiens sociaux proches de la JAC[1207] et les nouveaux responsables de la paysannerie via la Corporation. La constitution de cette dernière avait en effet été marquée par une rude compétition entre le Plateau central d'un côté, et de l'autre, alliées contre lui, l'Union départementale des syndicats paysans du Rouergue (UDSPR), très clairement corporatiste, issue d'une scission du Plateau, et la Fédération des syndicats agricoles de l'Aveyron (FSAA), syndicat de la mouvance républicaine dite du boulevard St-Germain. Et cela s'était soldé par la marginalisation, au sein des instances de la Corporation, des représentants du Plateau central, les plus proches de la JAC[1208].

Le ralliement jaciste intervient certes après l'agrément des accords de coopération entre la JAC et les Jeunes paysans de la Corporation (février 1943)[1209], mais passé un laps de temps marqué. En revanche, il correspond à la visite de responsables nationaux, dont Albert Labardin aurait dû être. Il est donc tentant de soupçonner un arrangement, ou une soumission : il ne pouvait plus guère être possible de retarder la mise en place formelle de la coopération, signée désormais[1210]. Mais la collaboration a pu rester seulement formelle : Sudres est bel et bien l'organisateur des journées rurales de 1944, et la Corporation se contente d'envoyer un de ses représentants pour expliquer son rôle. Or nous constatons sur la carte chronologique de l'établissement des comités de coordination (doc. I-4-5 p. 274), que l'Aveyron fait partie de

[1207] Le Dr Périé notamment.
[1208] Béteille, R. (dir.), *L'Aveyron au XXe s., op. cit.,* p.88 ; Cleary, M. C., *Peasants, Politicians and Producers. The organisation of agriculture in France since 1918*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 97-101.
[1209] Boussard, I., *op. cit.*, p.220-221. Les accords dataient de juin 1942.
[1210] L'exemple de départements voisins a pu jouer aussi. Toujours en décembre 1943 sont cités dans *Jeune Rouergue* les exemples du Lot, qui a prévu une journée rurale par section d'ici le 31 décembre, et une semaine rurale par zone aux deuxième et troisième trimestre ; plus, des balades d'information professionnelle, et une exposition itinérante. Est citée aussi la Corrèze, où a été prévue une semaine rurale par zone (soit cinq au total) sous l'égide du comité de coordination JAC/Corporation. Là encore, il est fort vraisemblable que ces exemples proches aient été fournis par les responsables nationaux présents, pour « pousser » la JAC aveyronnaise à se rallier, montrant que c'était là le meilleur moyen de ne plus rien risquer de la Corporation, tout en gardant le contrôle de fait (inversement, si le Cantal n'est pas donné en exemple, est-ce parce que l'emprise de la Corporation y est jugée trop forte ?). En même temps, il s'agissait aussi de faire prendre conscience que le virage demandé vers le professionnel était déjà abordé par des départements *proches*.

cette France du Midi, et essentiellement du Sud-Ouest, qui résiste au point d'avoir repoussé au maximum la constitution du comité, si bien qu'il n'est toujours pas homologué lors du débarquement allié – le retard plus prononcé encore du Sud-Est pouvant en revanche être attribué à la faiblesse de la présence jaciste en Provence. L'Hérault en fait partie, où Gabrielle Prat relève de la même façon de vives réticences de la JAC à l'égard de la Corporation[1211]. Comme une grande partie de ces départements retardataires appartiennent au pôle pionnier jaciste du Sud-ouest (pensons, notamment, au Tarn-et-Garonne), faudrait-il y voir une certaine logique commune de résistance à un partage des champs d'action avec la Corporation, tenue par des notables traditionnels et non par des jacistes ? Ou bien, dans ce Sud-Ouest radical, est-ce l'entrée dans le jeu, au sein d'une Corporation réunissant toutes les tendances, des syndicalistes agricoles républicains, qui a suscité le maintien d'une certaine distance ?

Au delà, on peut aussi remarquer que, tant dans des départements où la JAC fut moins rétive à l'égard de la Corporation (Rhône, Lozère[1212]), que dans d'autres où la situation fut conflictuelle (Hérault[1213]), l'année 1943 a marqué de la même façon l'amorce des journées rurales, ce qui laisse une fois de plus soupçonner une impulsion – parfois une injonction ? – nationale, commandée par la nécessité de mettre en pratique les accords passés avec la Corporation et d'endiguer ainsi la montée possible des Groupes de jeunes paysans.

4- Quatrième scénario : les jacistes demeurent à l'écart de la Corporation

Des quatre fédérations étudiées, la JACF aveyronnaise est celle qui reste le plus à l'écart de la Corporation, veillant jalousement à son indépendance. Pourtant, comme pour la branche masculine, l'année 1944 est riche en journées et semaines rurales (une vingtaine). Mais là, aucun phénomène d'imitation n'est en jeu. Le processus de déclenchement est plus ancien : on l'a vu, il date de 1942, et doit beaucoup à M^{elle} Joqueviel, responsable tarnaise et nationale de la JACF[1214].

[1211] Prat, G., mém. cit., p.81-83.

[1212] En Lozère, la première journée rurale aurait eu lieu en mai 1943 (interventions du clergé, du crédit agricole, de la Corporation) [Courtois J.-F., thèse citée, p.487]. Dans le Rhône, les journées rurales sont lancées en décembre 1943 [Morfin, E., art. cité].

[1213] Prat, G., mém. cit., p. 81-82, 85, 87.

[1214] L'année 1943 n'avait enregistré qu'une manifestation : ce « creux » était ainsi un temps d'assimilation, marqué par la prise de relais locale, impossible dans un premier temps en l'absence d'une monitrice idoine. Ce n'est qu'à la fin de l'année 1943 qu'est désignée une responsable fédérale, M^{elle} Robert, de Nant, qui assure les « journées » de la deuxième série, associée à M^{elle} Molinié, son adjointe en la matière. Les semaines et journées se constituent ainsi en « services » de la JACF locale, comme dans le Cantal, mais beaucoup plus tardivement (FF 11/1943).

Aucune coopération n'est engagée avec la Corporation. Vu le quadrillage fin du territoire qu'opèrent la Jeunesse féminine catholique et en son sein la JACF, le danger de concurrence par un autre organisme est très faible. En outre, à la différence de la branche masculine, la JACF n'est pas touchée par les réquisitions de main d'œuvre dans son encadrement. Elle est au contraire en pleine expansion, et pourrait même en cas de nécessité faire face sans problèmes à une éventuelle rivale. D'autre part, le Groupe des Jeunes paysannes, sur le modèle de l'expérience masculine, n'est créé, sur le plan national, qu'à la mi-février 1944, c'est à dire très tard.[1215]. En vertu de l'accord de juin 1942 (entériné en février 1943) entre la Corporation et la JAC, qui incluait la JACF, cette dernière était appelée à coopérer au comité de coordination. Mais face à l'émergence d'une organisation directement concurrente, c'est directement à l'échelon national que s'organise la résistance : dans son numéro de juillet, *Fleurs de France* reproduit la circulaire nationale de la JACF. Elle souhaite très diplomatiquement une « franche collaboration » avec les Jeunes paysannes. Le Secrétariat général demande que dans tous les départements où ce ne serait pas encore fait, soit étudiée la possibilité de constituer un comité de coordination pour la jeunesse rurale. Là où il existe, la JACF doit y être introduite pour l'étude des questions concernant la jeunesse féminine. Mais on invite surtout les jacistes à « ne pas pousser la collaboration avec les organismes officiels jusqu'à s'oublier elles-mêmes », et à « garder l'initiative pour les activités apostoliques, sociales, éducatives, les semaines et journées rurales, les loisirs, les campagnes d'entraide… ». « On ne peut dénier à la Corporation le droit d'exiger des jeunes de la profession un minimum de formation professionnelle, de réglementer le droit d'enseigner en matière agricole, de fonder des écoles, de contrôler l'enseignement technique et corporatif donné par d'autres. Il ne s'ensuit pas qu'elle doive à elle seule assurer la formation professionnelle, encore moins pourra-t-elle s'arroger le droit de faire l'éducation complète de la jeunesse paysanne ».

Le message de prise de distance à l'égard de la Corporation est ici très clair.

*

Si nous tentons un bilan, en évaluant, pour la période de la guerre, les effectifs touchés par les diverses journées ou semaines rurales initiées par la JAC/F ou organisées en association avec elle, nous constatons que la précocité de l'implication dans ce domaine, ou le

[1215] Boussard, I., *op. cit.*, p.309. Il a pour mission de conduire à « une véritable formation paysanne par la renaissance au village de différentes activités éducatives, professionnelles et récréatives », en liaison avec le Centre de la famille rurale et de service de la formation professionnelle de la Corporation.

type de rapports entretenus avec la Corporation, ont finalement peu joué pour différencier, d'un département à l'autre, l'impact qu'elles ont pu avoir auprès de la jeunesse rurale.

Doc. II-5-7. Evaluation des effectifs touchés par diverses journées, semaines… (1940-1944)

D'après *Jeune Rouergue, Fleurs de France, Jeunes Arvernes, Etoiles d'Auvergne, Le Trait d'Union des rurales, La Semaine catholique du diocèse de Saint-Flour.*

	Effectifs touchés	Part des jeunes de 15 à 24 ans
JAC Cantal	330 à 380	2,6 à 3 %
JACF Cantal	2300 à 2700	18,6 à 21,9 %
JAC Aveyron	Env. 500	2,4 %
JACF Aveyron	Env. 5100	25,2 %

En effet, l'estimation en pourcentage des jeunes de 15 à 25 ans montre certes un impact masculin supérieur dans le Cantal, mais de peu. Inversement, l'ancienneté de l'implication de la JACF cantalienne dans l'organisation de journées et semaines rurales ne lui permet pas d'avoir un impact aussi fort que la JACF aveyronnaise, qui ne s'y consacre vraiment que pendant deux années. Encore faudrait-il, dans ce dernier cas, prendre en compte le fait que les journées rurales servaient aussi et peut-être d'abord de simples réunions de propagande pour la JACF. La variable la plus efficiente est celle des branches, encore une fois. La JAC n'a touché par ces journées et semaines rurales que 2,5 à 3 % des jeunes ruraux de 15 à 24 ans, ce qui ne correspond qu'à une élite élargie, alors que le souci d'atteindre plus efficacement la masse grâce à ces vecteurs avait été évoqué. La JACF, elle, en réunissant entre le cinquième et le quart des jeunes filles, y parvient, tout en n'ayant pas employé cet argument.

L'essentiel est plutôt ailleurs : dans le retour ou dans l'arrivée au premier plan de la formation professionnelle comme champ d'intervention pour les jacistes.

Conclusion

« Christianisme charnel », « humanisme chrétien », « courant de vie », « épanouissement », « témoignage »… : les notions-clefs caractéristiques des nouvelles approches jacistes, dont le contenu doctrinal est en soi un appel direct à la promotion collective des individus, ont bien eu un écho à l'échelle locale entre 1942 et 1944, mais il faudrait se garder de le surestimer. La JACF, qui est la branche la plus active, et la plus

présente sur le terrain pendant cette période, y échappe en grande partie. L'encadrement ecclésiastique, voire aussi, comme dans le Cantal, le long maintien des dirigeants masculins d'avant-guerre, ont pu faire écran à un affichage de ces concepts dans les discours et la presse militante locale.

L'orientation vers une action éducative « de masse » – ou du moins, espérée comme telle – autour de l'enjeu des apprentissages professionnels est plus tangible. Certes, la nécessité d'établir un *modus vivendi* avec la Corporation, ainsi que le danger de concurrence qui émerge avec la mise en place des Groupes de jeunes paysans, ont été déterminants en la matière. Mais la réalité ne peut se réduire ni à un *a priori* de connivence entre la Corporation et la JAC, ni au repérage d'un discours défensif. Jean-Claude Boulanger[1216] et Hiroko Yamane, parmi d'autres chercheurs, mettent surtout en avant les prises de distance de la JAC par rapport à la Corporation, recherchant les motivations idéologiques d'un refus. Sur le terrain, pendant la guerre, nous voyons bien qu'en fait ce sont des conditions très locales qui jouent : le type de rapports qu'entretiennent entre eux les réseaux respectifs de la JAC et de la Corporation ; les liens familiaux ; l'expérience antérieure en matière de formation professionnelle, qui a parfois permis de nouer des liens privilégiés avec des acteurs du monde agricole ; les enjeux de pouvoir, aussi, plongeant leurs racines dans la situation politique locale d'avant-guerre… Ou bien, tout simplement, c'est la vitalité des fédérations locales – ou son absence – qui a pu se révéler déterminante. La branche masculine, surtout, a souffert des conséquences du STO : des ponctions certes, mais aussi la désorganisation ou de l'abattement moral qu'elles pouvaient provoquer. Pour autant, les cas d'engagement dans la Résistance ont été en général le fait de démarches individuelles. Il est donc exagéré de parler, comme le font Robert Fort[1217] ou Jean-Claude Boulanger[1218], de l'entrée « de nombreux jacistes » dans la Résistance. Et il est par conséquent difficile de suivre Jean-Claude Boulanger quand il met en avant cette expérience comme l'un des creuset de la formation des militants qui marqueront l'après-guerre.

En revanche, il est indéniable que, par des voies diverses, la JAC/F, amenée par la force des circonstances à « vivre en pleine pâte »[1219], a « résisté » à ceux qui auraient voulu « l'enfermer à la sacristie », et a pris la mesure du rôle qu'elle pouvait jouer pour l'épanouissement et l'éducation des jeunes ruraux – la première notion a inspiré surtout l'attitude des années 1945-48, la seconde, celle des années 1949-54 .

[1216] Thèse citée, p. 271.
[1217] FORT R., *Ils ont révolutionné le monde rural, op. cit*., p. 31.
[1218] Thèse citée, p. 277.
[1219] Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 403.

Les premières bribes d'une approche humaniste mettant l'accent sur l'engagement au service des communautés, ou à défaut l'importance accordée de nouveau à la compétence professionnelle, ont-elles tout particulièrement joué pour préparer un certain nombre de jacistes de cette époque à être parmi les premiers acteurs majeurs de la mutation des campagnes d'après-guerre, dans leur département voire ailleurs[1220] ? N'exagérons pas cependant le rôle de la JAC/F. L'expérience commune de la guerre a pu avoir des effets d'entraînement globaux, et Jean-William Dereymez[1221] s'interrogeait ainsi sur la « coïncidence entre la vie active de cette génération » formée pendant la guerre, et les « Trente glorieuses ».

[1220] Pour les deux départements étudiés, nous pensons notamment entre autres « figures », à André Laur et Marcel Bruel, pour l'Aveyron, qui ont eu par la suite un destin national ; ou, pour le Cantal, à Paul Besse, figure centrale de l'agriculture cantalienne jusqu'aux années 1960.
[1221] *Op. cit.*, p. 53.

Chapitre 6

1945-1948

Pour des communautés épanouies

De multiples raisons poussent à isoler les années 1945-1948, qui apparaissent comme une période d'« euphorie », après les années sombres de la guerre ; pour François Bédarida, c'est un temps d'« illusion lyrique »[1222], à l'image de 1848. C'est aussi un moment fondateur pour les décennies de croissance et de « révolution silencieuse » des campagnes.

L'euphorie est d'abord festive. C'est celle des loisirs, du bal de village notamment[1223]. C'est celle des mariages. Or, si certains des *baby-boomers* jacistes qui sont issus de ces unions[1224] ont porté plus tard, dans le courant des années 1960, la transformation du mouvement en MRJC, la plupart l'ont alors délaissé et ont entraîné son éclipse progressive. Dès cette époque, l'espoir d'une vie meilleure, qui renaît avec la fin de la guerre, est fréquemment incarné par la ville ; et l'exode rural est réamorcé.

La vie dans les campagnes du Massif central méridional qui nous occupent ici apparaît en effet bien fruste. Elle a été magnifiquement décrite par le film de Georges Rouquier, *Farrebique*, tourné en Aveyron en 1946 et sorti l'année suivante[1225] : la petite exploitation familiale, l'application du droit d'aînesse et les tensions qui en découlent, les bâtiments « fatigués », la fabrication du pain à domicile, le travail avec les bœufs, la traite manuelle à la lueur de la lampe-tempête, le rythme immuable des saisons… disent la pénibilité des conditions d'existence. Mais en même temps, les protagonistes du film s'aident, pour les

---

[1222] Cité dans Fouilloux, E., *Les chrétiens français entre crise et libération…, op. cit*., p. 251.

[1223] *Cf.* Kaspi, A.*, La libération de la France. Juin 1944-Janvier 1946*, Paris, Perrin, 1995, 562 p., chap. 15 : « La libération, une drôle de fête ».

[1224] Sur la juxtaposition de ces « générations » (et sur la justification de l'utilisation de la notion de « génération ») : *cf.* Sirinelli, J.-F., *Les baby-boomers. Une génération. 1945-1969*, Paris, Fayard, 2003, 325 p., notamment p. 18 et 94-107

[1225] Rouquier, G., *Farrebique*, Les documents cinématographique – Maria Rouquier, s.l.n.d., VHS, 90 mn ; Auzel, D., *Georges Rouquier, cinéaste, poète et paysan*, Rodez, Editions du Rouergue, 1993, 318 p.

« grands travaux », d'une faucheuse-lieuse et d'une batteuse, ils installent l'électricité, ils envisagent de construire une « maison toute neuve », et les femmes rêvent de fer électrique…

En fait, la période allant de la Libération à 1948 est une phase de gestation. Il faut d'abord solder l'héritage de la guerre. La mobilisation résiduelle d'une partie de la main d'œuvre[1226], les mauvaises conditions météorologiques, la désorganisation des réseaux de transport, entre autres, font que le niveau de production agricole de l'avant-guerre n'est de nouveau atteint qu'en 1948[1227]. Et ce n'est qu'à partir de 1949 que sont supprimées définitivement les cartes de rationnement[1228]. Mais c'est aussi l'époque où émerge la réflexion qui conduit à investir massivement dans la modernisation de l'agriculture, selon une démarche productiviste, pour en faire un secteur capable à la fois d'assurer l'approvisionnement national et de dégager des produits d'exportation, tout en offrant des débouchés importants à l'industrie pour la fourniture de machines ou d'engrais[1229]. Cette réflexion prend corps, en 1946-47, dans le Plan Monnet[1230], et en 1947-48 dans les dispositions pour la France du plan Marshall[1231]. Mais il ne s'agit là que de l'amorce du processus, appelé à être réellement mis en œuvre dans les années qui viennent. La modernisation prônée pose néanmoins problème aux jacistes. Elle s'inscrit bien dans la lignée de la vulgarisation technique opérée jusque là par la JAC/F, et elle peut améliorer les conditions de vie et le statut social des paysans. Mais elle a aussi toutes les chances de déstabiliser la petite et moyenne paysannerie[1232], de la conduire à la prolétarisation et à l'exode, et d'accentuer ainsi une déchristianisation dont l'acuité est soulignée à l'époque par la diffusion des publications des abbés Godin et Daniel ou du chanoine Boulard[1233].

[1226] Ainsi, la nouvelle équipe de direction de la JAC aveyronnaise, désignée en novembre 1944 (JR 05/1945) n'est pas en mesure d'assurer immédiatement ses fonctions : un certain nombre des nouveaux dirigeants sont en effet mobilisés, ou s'engagent, dans la 1ère armée « Rhin et Danube ». Il en va ainsi, en premier lieu, du président Laur, du permanent Lacroix, ou du responsable de la zone de Millau, que l'on doit pendant ce temps remplacer à leur tour par des intérimaires (JR 05/1945, 06/1945). Dans le Cantal, à l'automne 1945, huit membres sur douze du comité fédéral sont encore mobilisés (SM 10/1945). Or, à ces militants de premier plan, il faudrait adjoindre ceux qui, happés par le STO, ne reviennent qu'au printemps 1945 (SM 06/1945), et tous les autres, moins « visibles » dans nos sources, mobilisés ou engagés pour plusieurs mois encore.

[1227] *Histoire de la France rurale*, t. 4, *op. cit.*, p. 115-118.

[1228] Même si ce sont là, avant tout, les urbains qui sont concernés… Les cartes de pain avaient été supprimées en octobre 1944, mais rétablies en janvier 1946. Elles sont définitivement abandonnées en février 1949. Pour le sucre, il faut attendre décembre 1949 (*Histoire de la France rurale, t. 4, op. cit.,* p. 113).

[1229] *Histoire de la France rurale*, t. 4, *op. cit.*, p. 115-118. Gavignaud-Fontaine, G., *La révolution rurale dans la France contemporaine*, op. cit., p. 135-137.

[1230] Inspiré notamment, pour ses aspects agricoles, des réflexions que vient alors de publier René Dumont : *Le problème agricole français*, *Esquisse d'un plan d'orientation et d'équipement*, Paris, Editions nouvelles, Collection Bibliothèque de l'économie contemporaine, 1946, 382 p.

[1231] *Histoire de la France rurale*, t. 4, *op. cit*., p. 111-113.

[1232] *Cf.* Gavignaud-Fontaine, G., *La révolution rurale dans la France contemporaine, op. cit.,* p. 137 : « L'exploitation familiale n'était plus à l'honneur . (…) La France nouvelle en proie à une surpopulation rurale n'avait que faire de ses paysans déchus ; elle ne garderait que les plus entreprenants des agriculteurs ».

[1233] Godin, H. & Daniel, Y., *La France, pays de mission ?*, Paris, L'Abeille, 1943, 162 p. ; Boulard, F. (avec la collaboration de A. Achard et H.-J. Emerard), *Problèmes missionnaires de la France rurale,* Paris, les Éditions

1945-1948 : ce sont aussi des années de mise en route d'un nouveau syndicalisme agricole, encadré par la CGA (Confédération générale de l'agriculture), destinée à remplacer la Corporation paysanne. Qui est appelé à « encadrer » désormais l'agriculture ? Toujours les notables agrariens ? Ou bien des « forces montantes » plus représentatives du monde du travail agricole, à l'émergence desquelles la JAC/F aurait déjà contribué ?

1945-1948 : les deux dates retenues apparaissent aussi comme des « marqueurs » importants de l'histoire de la branche masculine du mouvement – laquelle a retenu l'essentiel de l'attention des chercheurs jusqu'ici : la réaction à la sortie de la guerre fut-elle pour autant similaire au sein de la JACF ? En 1945, lors du conseil national de la JAC, le président Albert Labardin fait un discours que l'on peut qualifier de « fondateur », et dont on a pu dire qu'il marquait le « point de départ d'une JAC plus populaire »[1234]. Il entérine les nouvelles approches développées pendant la deuxième moitié de la guerre, notamment sous l'impulsion de Colson, et il définit à partir de là les nouvelles bases de l'action du mouvement[1235]. En 1948, René Colson, qui a tant marqué cette époque de renouvellement idéologique, quitte le secrétariat général[1236]. Après les prémices hésitantes de la guerre, cette phase a donc pu être considérée comme le moment essentiel où « le feu humaniste allumé[1237] (…) par René Colson et le Père Allo (…) se transmet à toute la JAC »[1238]. Entre temps, sans trop tarder, les fédérations locales auxquelles nous nous intéressons, quelque peu léthargiques dans les premiers mois ayant suivi la Libération, avaient recommencé à fonctionner[1239].

---

du Cerf, 1945 (*cf.* Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 317-318). Voir Fouilloux, E., *Les chrétiens français entre crise et libération…, op. cit.,* p. 253. Se demandant si la France a connu au contraire, comme on l'affirme parfois, une « renaissance religieuse » à la Libération (*op. cit.*, p. 245-257), Etienne Fouilloux répond de façon nuancée : la « Libération pourrait prolonger, mais pour peu de temps, la légère reprise de la pratique régulière, masculine notamment, attestée ici ou là depuis quelques décennies. En déduire une véritable renaissance religieuse serait à coup sûr exagéré » (p. 257).

[1234] Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 305.

[1235] Yamane, H., thèse citée, p. 386-388.

[1236] Colson M. et F. & Nallet, H., dans *Un paysan face à l'avenir rural…, op. cit*.

[1237] La plupart des campagnes d'année de la branche masculine y renvoient : 1944-45 « Etre un homme » ; 1945-46 « Au service de l'homme » ; 1948-49 : « Sois un homme ». « Si Dieu s'est fait homme, il devait être vraiment un homme (…) ; si nous devons un jour devenir ce qu'est Dieu, il faut bien que nous soyons d'abord des hommes », écrit par ailleurs René Colson (Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 320 ; *cf*. aussi p. 299).

[1238] Fort, R., *op. cit.*, p. 181 ; et *cf.* Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 282-291.

[1239] C'est la JAC aveyronnaise qui accomplit la transition la plus précoce, juste au lendemain de la Libération, en novembre 1944 (JR 05/1945). C'est désormais André Laur, qui s'était imposé depuis 1943 comme un « pilier » de la JAC aveyronnaise, qui accède à la tête de la fédération. A ses côtés, l'équipe est profondément renouvelée, un « poids lourd » comme Paul Cousty se contentant de la responsabilité du service soldats, et le président par intérim des années de guerre, André Viguié, devenant président régional de la JAC, ce qui a peut-être hâté, d'ailleurs, le renouvellement de l'équipe. Dans le Cantal, au moins pour les branches masculines, le retour à une activité jaciste normale n'a pu vraiment s'effectuer qu'en 1946. La JAC avait fonctionné depuis les origines sous l'autorité de Jean-Marie Poignet et de P. Besse, qui approchaient les 40 ans. Ils abandonnent leurs fonctions, cédant la place à une équipe plus jeune et plus étoffée, emmenée par Jean-Marie Delcamp, 23 ans, et qui se dote très vite d'un permanent, Eugène Bec (SM 03/1946 et 08-09/1946). De même, en 1946 toujours, la direction de

Albert Labardin considère comme révolu le temps où la JAC mettait en avant le caractère d'abord religieux de sa mission, et sa « dépendance par rapport à la hiérarchie »[1240] : « Par son orientation actuelle, la JAC veut s'offrir aux jeunes sous un nouvel aspect. Sans renier sa dépendance par rapport à la hiérarchie, et la nécessaire collaboration de ses militants et dirigeants avec les prêtres, (…) elle veut se présenter comme un *mouvement de jeunes*, dirigé et animé *par des jeunes*, s'adressant à *tous les jeunes, pratiquants ou non*. Elle veut se présenter comme un mouvement *au service des jeunes*, s'intéressant à *toutes leurs préoccupations* et voulant répondre à tous *leurs besoins*. C'est en effet sous cet aspect qu'elle peut le plus se rendre sympathique à la *masse*, attirer à elle quelques uns de ses éléments les plus dynamiques et les plus dévoués, et permettre à ses activités d'atteindre un nombre plus élevé de jeunes »[1241]. Il prône donc des activités populaires, d'éducation de la masse[1242], comme la JAC avait commencé en fait à en mettre en place pendant la guerre[1243]. Un certain nombre de ces activités ne devraient donc pas porter de marque jaciste, ni d'office religieux, la présence de l'aumônier n'étant même pas souhaitée dans ces cas là. André Vial a ainsi pu parler d'une volonté de « déconfessionnaliser » le mouvement[1244]. L'affirmation est catégorique chez Marie-Josèphe Durupt : « le mouvement passe des fanions et sections affiliées, à des activités ouvertes et sans caractère religieux »[1245].

---

la JACF aveyronnaise, pourtant constituée depuis bien moins longtemps (FF 11/1942), est entièrement renouvelée, la première présidente, Lucette Babec, cédant elle aussi sa place, à Marguerite Roualdès (NJ 01/02/1946), alors que Gabrielle Bonnefous s'était maintenue sans discontinuer à la tête de la Jeunesse féminine catholique aveyronnaise qui avait précédé les mouvements spécialisés. En revanche, la transition est moins brutale pour la JACF cantalienne : les responsables de « régions-zones » sont bien renouvelées dès 1945, de même qu'une partie des responsables de services, mais Jeanne Molénat, présidente depuis février 1942, le demeure jusqu'en 1947, et pareillement, Marguerite Durand, qui l'assiste comme responsable de la sous-fédération de Saint-Flour, reste en poste jusqu'en 1948 (SM 09/1948). En fait, la vraie transition marquant la marginalisation de l'équipe pionnière avait déjà eu lieu, en 1942.

[1240] Yamane, H., thèse citée, p. 103, 386 ; Durupt, M.-J., thèse citée, p. 29 ; Chosson, J.-F., « La décennie fondatrice, 1935-1945 », in *Les enjeux de la formation des acteurs de l'agriculture. Actes du colloque de Dijon, 19-21 janvier 1999*, Dijon, Educagri, p. 189-198 : p. 195 ; Cholvy, G., *Histoire des organisations et mouvements chrétiens…, op. cit.,* p. 294-295 ; *La JAC dans le département de la Loire, op. cit.*, p. 43… – On évoque parfois, à l'appui, un certain affaiblissement de l'autorité des évêques, à la suite des compromissions de la plupart avec le régime de Vichy : Yamane, H., thèse citée, p. 388, relativise cette affirmation.

[1241] Labardin, Albert, « L'orientation actuelle du mouvement », Conseil national, Versailles, 1945, p. 11 [c'est nous qui soulignons]. A l'image de cette ouverture large de la JAC sur la société, on évoque parfois son adhésion en 1944 à l'Union patriotique des organisations de la jeunesse, dans laquelle elle côtoie les Jeunesses communistes, chose impensable avant-guerre. Mais le climat euphorique de réconciliation nationale après la Libération joue sans doute ici autant, sinon plus, que les évolutions internes spécifiques à la JAC (Yamane, H., thèse citée, p. 387).

[1242] Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 303 ; Durupt, M.-J., thèse citée, p. 23.

[1243] Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 306 : en 1946, la JAC affirme ainsi avoir touché 250 000 jeunes ruraux, 8 000 communes, par ses activités.

[1244] *La foi d'un paysan*, Paris, Epi, 1967, p. 65.

[1245] Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 304, 405 ; Achard, A., *Vingt ans de JACF, 1933-1953*, Paris, 1953, p. 133 ; Marie-Josèphe Durupt, thèse citée, p. 33, 79 : « [la JAC et la JACF] évitaient d'afficher dans leurs activités populaires toute référence chrétienne explicite ». Danièle Hervieu-Léger (*Catholicisme, la fin d'un monde*, *op. cit.*, p. 116-117) est, elle, beaucoup plus nuancée, en parlant seulement d'« assouplissement des critères proprement confessionnels d'appartenance au mouvement ».

En fait, la réalité ne serait-elle pas plus complexe qu'il n'y paraît à première vue ? N'est-il pas abusif de parler de « déconfessionnalisation » ? Dès le début des années 1980, François Colson était revenu sur cette idée[1246], en insistant sur le fait que, « les projets temporels de la JAC » étaient restés, selon lui, « commandés par sa conception du christianisme »[1247]. A travers les réponses apportées, sur le terrain, par l'action de l'après-Libération aux enjeux du moment – l'avenir du couple, de la famille, l'essor et le renouvellement des loisirs, les perspectives de l'agriculture et du syndicalisme – quelles sont les exigences formulées ? Quel est le prisme de lecture qui transparaît ? Sur le plan doctrinal comme dans l'action, comment se forge chez les jaciste l'entrée dans un « monde nouveau » ? Le renforcement des assises du mouvement a-t-il vraiment supposé une certaine « sécularisation » ?

A – Une communauté chrétienne à préserver

1 – Une référence ecclésiale toujours efficiente

Pour l'instant, l'« assouplissement des critères confessionnels »[1248], s'il a pu être formellement validé dans certains discours locaux, ne semble guère être devenu la règle d'action unanime sur le terrain.

Ce n'est qu'en Aveyron, et à de très rares occasions seulement, que se trouvent promues des techniques d'apostolat relevant clairement de ce que l'on a appelé « l'enfouissement ». « Il faut être dans la vie. Le jeune qui, en approchant l'un de nous, ne voit que l'insigne, et parfois l'uniforme, se bute, refuse l'embrigadement et s'enfuit », assure l'abbé Bion en 1946, qui évoque ensuite le mot d'ordre de la fondatrice de sœurs nomades du Père de Foucauld : « Faîtes vous à toutes, Arabes au milieu des Arabes, mais surtout humaines au milieu des humains ; comme Jésus faîtes intimement partie de cette masse humaine, par une vie tellement mêlée que vous ne fassiez plus qu'un avec tous »[1249]. Ou encore, fin 1947, le

[1246] « La JAC et la modernisation de l'agriculture », art. cit. ; et en 2000 : « La JAC : une pédagogie au service d'un projet humaniste », art. cit.
[1247] *CFrançois Colson*, F., « La JAC : une pédagogie au service d'un projet humaniste », art. cit., p. 219 : « Le renouveau théologique met l'accent sur le personnage du Christ et sur sa parole telle que la rapporte l'Evangile, le renouveau missionnaire associe les laïcs à l'œuvre d'évangélisation du corps sacerdotal, et le renouveau liturgique simplifie le rituel pour le rendre plus accessible. Tout cela influence profondément la conception que se font les mouvements d'Action catholique de la relation de l'homme à Dieu, de l'homme à la Nature et de l'homme à la Société. Dieu confie à l'homme la Nature, pour qu'il y exerce son intelligence. Le travail, transformateur de cette Nature, n'est plus le rachat du péché mais la manifestation concrète de sa liberté ».
[1248] Hervieu-Léger, D., *Catholicisme, la fin d'un monde, op. cit.,* p. 116-117.
[1249] JR 06/1946.

responsable de la zone de Rodez, André Cazals, invite à rejeter les activités qui font perdre de l'influence à la JAC : les fêtes religieuses ou les actes religieux trop fréquents. Rappelant que la « masse n'aime pas être étiquetée », il remarque que les fêtes de la terre qui ont le plus grand succès sont celles qui ne sont pas affichées comme jacistes[1250]. Des mentions de ce type sont particulièrement rares, mais elles montrent qu'il y a, en Rouergue, une porosité particulière par rapport au discours national. Celle-ci existait déjà dans les années 1942-44. Peut-être est-elle renforcée par un certain affaiblissement de l'emprise épiscopale sur les mouvements spécialisés ? M^gr^ Challiol s'est en effet discrédité par son comportement très favorable au régime de Vichy pendant la guerre. Il est surtout vieillissant. Il n'intervient plus guère, si ce n'est pour offrir ses derniers jours à la jeunesse catholique à l'occasion du pèlerinage-congrès de 1947[1251]. Il décède en mars 1948. Mais il ne faudrait pas conclure pour autant à une présence diminuée de l'Eglise auprès du mouvement : il suffit d'évoquer le charisme de l'abbé Bion, qui s'exerce bien au-delà de l'Action catholique masculine d'ailleurs, ou l'ascendant de l'abbé André auprès de la jeunesse féminine, pour se convaincre du contraire. Qui plus est, en cette époque où les dirigeants laïcs du mouvement commencent à demeurer de moins en moins longtemps aux postes de commande, le rôle des aumôniers fédéraux n'est pas prêt de s'émousser, contrairement à ce que pouvait suggérer Jean-Claude Boulanger[1252]. Cependant, ce n'est plus tout à fait le même type de présence d'Eglise que celle des années initiales. Même si elle était exagérée sur le fond, la qualification d'« évêque rouge » parfois utilisée pour désigner l'abbé Bion[1253] montre assez, à la fois combien il apparaissait comme un homme d'influence majeur, et combien son approche humaniste des aspects sociaux et économiques de l'apostolat, en phase avec celle des instances nationales, pouvait trancher avec une approche traditionnelle attachée au primat de la piété.

Dans le Cantal, la référence au concept d'enfouissement, ou du moins à ses implications, est quasiment absente. Les discours de l'encadrement jaciste veillent presque systématiquement à rappeler les fondements religieux de la « présence active » des militants, témoins dans leur milieu[1254]. Or, dans le même temps, le rapport avec l'épiscopat demeure très étroit, contrairement au schéma présenté en général, dont nous venons de voir qu'il était

[1250] JR 11/1947.
[1251] JR 05/1947.
[1252] Thèse citée, p. 304. *Cf.* les remarques concordantes de Robert Fort (*op. cit.*, p. 174) à propos du cas Breton. Hiroko Yamane (thèse citée, p. 388) va dans notre sens, ainsi que Marie-Josèphe Durupt (thèse citée, p. 32, 52), qui relève que, d'après ses sondages pour la période finale, la durée moyenne d'exercice des responsabilités est de 6 ans pour les aumôniers contre 2 à 3 ans pour les dirigeants laïcs.
[1253] Lajoie-Mazenc, R., *Marcel Bruel et le défi agricole, op. cit*., p. 82.
[1254] SC 29/03/1945, SM 09/1945, 10/1945, 04/1946, SC 11/04/1946, SM 05/1946, SC 15/04/1948, SM 09/1948, 11/1948… : « sachant et montrant pourquoi nous sommes chrétiens », « montrant à tous notre foi », « Christ incarné », « réaliser le dessein de Dieu sur chaque homme et sur le monde »…

opératoire pour l'Aveyron. M^gr^ Pinson continue sans répit à appuyer le développement de l'Action catholique. Arrivé en 1943 dans le diocèse, il pouvait apparaître comme vierge de compromissions avec Vichy, à la différence de son clergé, pour lequel les autorités s'inquiètent d'une « division patente » sur le sujet, selon Etienne Fouilloux[1255]. Le centre diocésain de pastorale, qu'il a créé, est chargé, sous l'autorité de l'abbé Maziers, de coordonner et d'animer les mouvements d'Action catholique. Il poursuit l'organisation de sessions de prêtres sur l'Action catholique, qu'il avait relancées avant la fin de la guerre[1256]. Et l'évêque de s'en prendre encore régulièrement aux ecclésiastiques de son diocèse qui persistent à rechigner devant les efforts à consacrer à l'Action catholique, rappelant en 1946 et 1947[1257] qu'elle n'est pas facultative, que ses méthodes ne sont pas provisoires et ne vont pas être remplacées par de nouvelles expérimentations[1258]. Il y consacre enfin une large part de ses lettres pastorales de 1948 et 1949[1259].

La JAC/F aveyronnaise, qui disposait d'importants moyens, n'aurait-elle pas entrepris de s'étendre vers des zones légèrement moins empreintes de religion, intégrant alors le discours national conduisant vers la masse, alors que la JAC/F cantalienne serait demeurée cantonnée aux bastions du catholicisme ? En fait, un événement montre combien cette hypothèse, même si elle contient une part de vérité, mérite d'être nuancée : car la référence catholique demeure essentielle dans le recrutement jaciste, même dans les zones moins pratiquantes.

Les congrès-pèlerinages de Lourdes en 1947 et 1948[1260] revêtent une importance pour la JAC/F du sud du pays, singulièrement du sud-ouest et du Massif central. Le congrès d'avril 1947 réunit 12 à 15 000 jeunes gens du Midi « élargi », dont 2 000 de l'Aveyron et 440 du Cantal[1261]. Aux séances jacistes sur le malaise rural, il juxtapose des interventions à

[1255] *Les chrétiens français entre crise et libération…, op. cit.,* p. 206-207 (« Forces religieuses et pouvoirs politiques en France à la Libération ») : le « prêtre âgé, très compromis par ses écrits, [qui] peut continuer de critiquer le nouveau cours publiquement, sans trop d'inconvénients » évoqué par Etienne Fouilloux, doit être vraisemblablement l'abbé Lissorgues, à la tête de la *Voix du Cantal*, emprisonné un temps à la Libération (*cf.* Flauraud, V., « De la *Croix du Cantal* à la *Voix du Cantal* (1892-1992), les cent années d'un hebdomadaire catholique », *La Voix du Cantal*, sept. 1992).

[1256] SC 16/11/1944, 21/12/1944, SM 01/1946, 08-09/1946, SC 09/10/1947, 22/09/1949.

[1257] SC 26/01/1946, 30/01/1947.

[1258] Fait-il allusion aux prêtres ouvriers ?

[1259] 1948 : Lettre pastorale sur la place du laïcat dans l'Eglise, SC 12 & 19/02/1948 ; 1949 : *Notre pastorat diocésain*, SC 03 & 10/03/1949.

[1260] Dans l'Ouest, région jaciste par excellence, mais qui pourra rallier plus facilement le congrès parisien, il ne semble pas y avoir eu d'équivalent de ces pèlerinages-congrès, à cette époque : Robert Fort (*op. cit.*, p. 76-85) cite bien un rassemblement de 20 000 personnes à St-Brieuc en 1945, mais ouvert à toute la jeunesse catholique du seul département des Côtes-du-Nord, ainsi que des rassemblements fédéraux en 1946, 1947 et 1948, dans les Côtes-du-Nord et en Ille-et-Vilaine, mais qui ne réunissent que 300 à 450 jacistes.

[1261] JR 01-02/1947, 03-1947, 04/1947, 05/1947.

connotation agrarienne dues à des ecclésiastiques de renom, tels M^gr^ Saliège, M^gr^ Théas, M^gr^ Feltin, et surtout l'ensemble des cérémonies habituelles d'un pèlerinage : messes par diocèses, grand-messe en commun sur l'esplanade, chemin de croix, procession du Saint-Sacrement, retraite aux flambeaux, visites à la grotte. Le compte rendu aveyronnais parle ainsi de l'émotion[1262] devant « l'espace rempli de jeunes gens debout, tête nue, les yeux fixés vers l'autel »[1263]. En 1948[1264], le pèlerinage-congrès des jeunes rurales d'Auvergne – une Auvergne prise dans ses contours jacistes[1265] – en attire 8 à 10 000, dont 3 000 de l'Aveyron et 800 du Cantal. Le contenu est similaire, alliant une unique réunion spécifiquement jaciste, par diocèses, à des exercices de dévotion qui occupent l'essentiel du temps, agrémentés cette fois d'un jeu scénique au cours duquel sont acclamées les Vierges célèbres des diocèses participants, transportées sur place. Non seulement, dans ces grands rassemblements, le religieux n'est pas estompé, mais il a pu aussi servir d'accroche, en terre catholique. On a clairement fait savoir que ces pèlerinages étaient ouverts à des non jacistes, et ils attirent effectivement en Aveyron bien au-delà des effectifs maxima touchés par la presse militante : globalement, plus de 15 % des jeunes ruraux de 15 à 24 ans, contre un peu moins de 8 % pour la presse. Dans le Cantal en revanche, les populations concernées sont, en proportion, identiques à celles touchées par la presse militante : autour de 5 %. En terre de quasi-unanimisme catholique, comme l'est l'Aveyron, faire appel à un pèlerinage, voilà qui paraît s'insérer dans les cadres d'une pratique traditionnelle, dans le rituel des pèlerinages diocésains annuels auxquels participent ou ont participé nombre de parents. D'où un recrutement facilité, et pour ceux qui s'inscrivent, en retour, une imprégnation par le discours jaciste, ainsi que des liens établis avec le mouvement, qui peuvent ensuite perdurer. Les périodes précédant et succédant aux congrès sont d'ailleurs des moments forts du recrutement. L'événement passé, il s'agit de faire fructifier la semence, en maintenant le lien avec les congressistes non jacistes, par des rencontres d'amitié, par des projections de vues du congrès, par l'ouverture d'une permanence, ou en les sollicitant pour des abonnements[1266]. Les pèlerinages-congrès ont ainsi permis, en jugulant les craintes qui pouvaient subsister à l'égard de la « nouveauté jaciste », de faire en sorte que l'on s'intéresse davantage à ce mouvement. A la fois, la JAC/F est mieux acceptée, et cette acceptation est plus informée des réalités du mouvement. Dans le Cantal, où l'imprégnation religieuse est inégale suivant les

[1262] *Cf.* Champion, F. & Hervieu-Léger, D., *De l'émotion en religion,* Paris, Centurion, 1990 : l'exemple de la JOC y est développé.
[1263] JR 05/1947.
[1264] JR 04-05/1948 ; VC 24/04/1948 ; SC 29/04/1948.
[1265] Puy-de-Dôme, Corrèze, Aveyron, Lozère, Cantal, Lot.
[1266] *Cf.* JR 12/1947, 08-09/1949.

régions, et où la JAC s'est surtout implantée dans les espaces où celle-ci est la plus manifeste, il ne semble pas en revanche exister une telle marge d'expansion.

Pour conforter cette hypothèse d'une plus large acceptation de la JAC/F après le lancement des pèlerinages-congrès, on pourrait aussi remarquer que les mentions de tensions entre militants et parents sont principalement concentrées avant 1947/48, tant en Aveyron que dans le Cantal[1267]. Les griefs sont identiques dans les deux départements, s'inscrivant dans une certaine continuité par rapport aux oppositions de la période d'émergence : des activités trop prenantes, et qui diffèrent trop des « sermons bienfaisants » espérés… ; ou, plus prosaïquement, le coût de ce militantisme, notamment quand il faut remplacer les jeunes partis en session ou pour toute autre activité jaciste... Mais dès décembre 1947, l'abbé Bion[1268] évoque des parents heureux que leurs enfants soient allés à Lourdes, et qu'ils reçoivent grâce à la JAC une formation qu'eux-mêmes auraient bien aimé avoir ; ainsi, ils ne tourneront pas mal…

2 – Préserver la moralité et l'unité du milieu

« Eviter de mal tourner ». La volonté exprimée à l'échelle nationale de s'adresser « à tous les jeunes » et de chercher à « répondre à tous leurs besoins » a conduit à susciter la création de « services » spécialement destinés à accueillir dans le giron jaciste, avec leurs particularités respectives, les diverses catégories de population rurale autres que les actifs agricoles : non seulement les enfants et adolescents, qu'on a commencé à prendre en charge pendant la guerre, mais aussi les artisans, commerçants, ouvriers agricoles, soldats, malades. Pourtant, du moins dans l'espace étudié, les réalisations concrètes demeurent modestes dans ces domaines. Et surtout, elles révèlent chaque fois le poids, chez les dirigeants, des préoccupations d'ordre moral.

a) Enfants et adolescents : une éducation morale et chrétienne jugée trop superficielle

Depuis les accords nationaux intervenus en novembre 1944, un seul mouvement catholique existe pour l'enfance rurale, commun aux Cœurs vaillants-Ames vaillantes et à la

[1267] SM 09/1945, 11/1945, 01/1946, 10/1946, SC 06/11/1947 ; JR 12/1945, 01-02/1947, 05/1947, 08-09/1947.
[1268] JR 12/1947.

JAC/F. Il s'agit des Cœurs vaillants et Ames vaillantes préjacistes, qui peuvent être animés par des militants des deux mouvements[1269].

Pendant la guerre, on a vu que la JAC et la JACF cantaliennes s'étaient dotées de sections préjacistes de façon précoce, alors qu'en Aveyron, le mouvement ne s'était guère impliqué de façon manifeste. Dans le Cantal, l'activité institutionnelle de la JACF auprès de l'enfance demeure une réalité, quoique modeste[1270], de l'après-guerre ; la JAC, elle, s'en détourne, les jeunes garçons étant pris en charge essentiellement par des jeunes filles, ceci allant de pair avec le glissement progressif vers de plus bas âges, enregistré par cette PréJAC/F[1271]. A l'échelle nationale, il semble, selon le conseil national de l'Action catholique rurale tenu en 1950, que jusque là, la branche CVP/AVP ait surtout été active là où elle bénéficiait d'un aumônier jaciste[1272]. Or, tel n'était pas le cas en Aveyron, où la branche CVP / AVP relevait du Secrétariat à l'enfance, avec un aumônier spécial, et où l'implication jaciste a été négligeable, alors que dans le Cantal, l'abbé Bordes avait en charge à la fois la JAC/F et les Cœurs vaillants et Ames vaillantes. En zone de force du catholicisme, à l'instar de l'Aveyron, la complexité des structures mises en place, sur un mode à la fois vertical et horizontal, a gêné l'implication de la JACF auprès de l'enfance. Dans le Cantal, où l'Eglise disposait de moyens plus faibles, une certaine confusion des rôles dans des structures plus souples a ouvert au contraire les possibilités de collaboration[1273]. L'important est aussi de voir dans quel esprit l'action auprès des enfants est menée. Or, l'accent est mis notamment sur leur éducation morale et chrétienne, jugée trop superficielle[1274].

[1269] Feroldi, V., *op. cit.,* p. 169-172 ; Durupt, M.-J., thèse citée, p. 55.

[1270] On ne peut pas parler en effet de phénomène massif. L'action auprès de l'enfance catholique rurale semble être demeurée bien moins marquée que celle auprès de l'enfance urbaine : lors d'une réunion de responsables Ames vaillantes en 1946, trois rurales seulement se présentent, contre 29 urbaines (SM 01/1946) ; et lors de la journée Cœurs vaillants de juin 1947, seuls deux groupes sont catalogués « ruraux », correspondant en fait à de petites villes (SC 05/06/1947).

[1271] Régulièrement, le bulletin de la JAC/F et du MFR, *Semailles,* annonce des réunions, sessions, camps de formation pour les responsables d'Ames vaillantes préjacistes (par exemple : SM 01/1946, 02/1947). Parallèlement sont données des nouvelles sporadiques de groupes d'Ames vaillantes préjacistes affiliés, ou sont signalées des communes où, au moins de façon informelle, des jacistes s'occupent des enfants (SC 29/03/1945, SM 01/1946). Enfin, en permanence, une responsable JACF est déléguée comme responsable PréJAC/F. Marie-Louise Jarrige poursuit après la fin de la guerre (SM 11/1945). En 1947 est signalée Jeannette Fressanges, de Pierrefort (SM 06/1947), et fin 1949, Geneviève Serre (SC 09/12/1949). La JACF traite du problème de l'enfance rurale en comité fédéral, invitant les militantes à prendre en charge les enfants de leurs villages (SM 06/1947).

[1272] Feroldi, V., *op. cit*., p.220.

[1273] Dans le Gers (*La JAC dans le Gers…, op. cit.*, p. 87), dont la plus grande partie du territoire est classée en « pays indifférents aux traditions chrétiennes » par le chanoine Boulard, les premières mentions d'un service enfance, jaciste, datent de 1946 : comme dans le Cantal, la plus faible emprise de l'Eglise (plus marquée encore, ici) favorise la prise en charge par la JACF, puisqu'il n'y a pas concurrence d'une autre structure catholique, mais le démarrage est plus tardif, ce qui pourrait être mis en relation avec une faiblesse des relais en zone de faible pratique quasi généralisée.

[1274] *Cf.* par exemple SC 01/03/1945.

Semblablement, pour le service adolescent(e)s – les 13-17 ans, pour les jacistes –, après la phase de gestation qui a marqué la deuxième moitié du conflit mondial, la période qui va de la Libération à la fin des années 1940 est encore une phase de balbutiements[1275]. Les activités proposées, dont le modèle est assurément national[1276], tentent d'être attractives pour les adolescents et adaptées à leur âge. Des discussions, fréquemment déterminées par le thème de la campagne d'année[1277], alternent avec des embryons de formation professionnelle ou ménagère, du bricolage, masculin comme féminin, des jeux[1278], ou encore du théâtre[1279]…

[1275] La JAC aveyronnaise, qui s'était contentée d'expériences informelles pendant la guerre, formalise les choses à la Libération, en se dotant d'un responsable Semeurs, Jean Bousquié. Deux adjoints apparaissent dès 1946 (JR 06/1946 : Marcel Rémès, René Thémines), lorsqu'une « fédération » (sic) Semeurs est mise en place (en mars). A l'opposé, la JAC cantalienne, qui s'était dotée d'un responsable Semeurs dès 1943, n'atteint jamais ce stade de l'institutionnalisation poussée. Le poste de responsable du service est renouvelé en 1946, et l'on exprime alors le désir de « faire un effort » en direction des adolescents, décision sans grand effet en réalité (SM 10/1946, SC 07/12/1950). Pour la branche féminine, la situation est en quelque sorte inversée. Le Cantal semble avoir fait montre d'une précocité certaine, avec des activités et la nomination d'une responsable fédérale dès 1942-43, alors que le service ne semble vraiment démarrer à l'échelle nationale qu'à la Libération (JR 03/1947 : compte-rendu de la session nationale des Semeuses, Paris, 13-17 février 1947). Même si la visibilité du service reste faible au départ, la succession de responsables s'opère sans problème (SM 11/1945 : Marie Lacassagne, d'Aurillac ; SM 09/1948 : Hélène Pons, d'Oradour ; SC 07/12/1950 : Germaine Schlesser, associée à Hélène Pons). En Aveyron, le vrai démarrage n'a lieu qu'en 1947, à la suite de la participation à la session nationale (JR 03/1947). - L'implantation se limite à quelques unités, prenant place, géographiquement, sur les lignes de crête de l'implantation « jeunes ». En Aveyron, la « fédération Semeurs » s'appuie sur quatre centres situés dans la moitié nord du département, et essentiellement dans la pointe ouest (Livinhac et sa région, Rieupeyroux-Rignac-Colombiès, La Salvetat-Najac-St Salvadou, la Montagne [JR 05/1946]). On peut y ajouter, pour les Semeuses, une zone active dans le sud-ouest du département. Dans le Cantal, on ne repère que trois modestes pôles pour la JAC, et trois autres pour la JACF, correspondant là aussi à des zones de bonne implantation des secteurs « jeunes ». Pour la JAC, en 1946 (SM 1946), on relève, en Châtaigneraie, Maurs, Quézac et Vitrac ; en 1949, pour l'est du département, Massiac et Faverolle (SM 04/1949). Pour la JACF, en 1949 (VC 01/01/1949, SM 01/1949, 04/1949, 12/1949 : le pôle Châtaigneraie, commun avec la JAC, un autre dans la région de Pierrefort, un troisième au nord-est de Saint-Flour. Cette sensibilisation à une action en direction des adolescents a été relativement précoce, ce qui est un signe de proximité avec les directives nationales : en effet, dans l'Hérault, ce n'est qu'à partir de 1947, lors d'une session d'été, que s'opère la sensibilisation de la fédération (Prat, G., mém. cit., p. 208-210). L'Hérault étant une « zone faible » du jacisme, on pourrait conclure à une sorte de gradation : en « zone forte », comme l'Aveyron, la sensibilisation est précoce et la mise en pratique suit ; en « zone moyenne » comme le Cantal, la sensibilisation est tout aussi précoce, mais la mise en œuvre peine à se faire ; en « zone faible », comme l'Hérault, la sensibilisation est tardive, et la mise en œuvre lente à s'engager (deux-trois ans).

[1276] Les propositions sont véhiculées par les brochures destinées aux responsables adolescents (c*f.* les exemples en ce sens de brochures nationales de 1948 cités par Etienne Fauvet, *op. cit.*, p. 332). Mais là encore, sa mise en œuvre serait ici particulièrement précoce, au moins à l'échelle du Sud, quand on sait qu'on ne la voit appliquée dans l'Hérault ou l'Ain, que dans la première moitié des années 1950 (Prat, G., *op. cit.*, p. 210 ; Fauvet, Etienne, *op. cit.*, p. 333).

[1277] Fauvet, E., *op. cit.*, p. 332-333 : Par exemple, en 1948, la campagne d'année pour les adolescentes porte sur « les aspirations au bonheur et à la joie ». Elle s'organise en trois temps : 1°/ la découverte de soi (son corps, ses transformations et ses besoins [activités pratiques : soins de la peau ou des cheveux, réalisation d'un coin toilette, recettes de cuisine…] ; 2°/ la découverte de soi et des autres (affectivité, besoin d'aimer et d'être aimée : famille, amies, relations avec les garçons… ; réalisation de bouquets à offrir) ; 3°/ la découverte de son milieu (école, exploitation, village) et des autres milieux (hôpital, usine…, donnant lieu à des visites de terrain).

[1278] Moins développés apparemment qu'ils ne le seront dans l'Ain (Fauvet, Etienne ., *op. cit.*, p. 334 : « Permettant l'apprentissage de règles mêlant le temps et l'espace, ces jeux suscitent des relations d'individu à individu, d'individu à groupe et de groupe à groupe. Dans leur déroulement, réalité et fiction sont intimement mêlés. Fondés sur la découverte et l'émulation, les jeux choisis stimulent les capacités créatrices des participants et les mettent en attitude active de transformation du « monde » », analyse cet ancien aumônier devenu spécialiste en sciences de l'éducation).

Les activités pratiques s'inscrivent parfois dans le cadre de concours nationaux d'habileté manuelle, proposés à partir de 1947, et conservant une distinction marquée entre les garçons, voués à la fabrication d'objets[1280], et les filles, destinées notamment aux travaux de couture[1281].

Il demeure donc une certaine ambiguïté dans la façon d'aborder les adolescents. A la fois, les jacistes cherchent à leur apporter des éléments d'une éducation « totale », à rejoindre leurs centres d'intérêts, à travailler avec eux selon leurs besoins. Mais en même temps, la vision de l'adolescent(e) reste assez traditionnelle. Elle l'est dans la répartition sexuelle des tâches. Elle l'est aussi dans la manière de les considérer de façon relativement méfiante, négative et discriminante : ils sont présentés de façon récurrente comme des êtres instables, livrés à eux-mêmes, fantasques[1282], affirmant sans nuances, cherchant l'indépendance, et en même temps malléables, donc ouverts aux mauvaises influences, notamment sur le plan religieux[1283]. Discours convenu sur la psychologie adolescente, donc, qui s'inscrit dans la lignée des concepts forgés depuis le milieu du XIXe s. à son propos, mais sans enregistrer vraiment l'inflexion vers l'image d'un adolescent altruiste et avide de dévouement, que relève Agnès Thiercé pour le XXe s.[1284]. Discours qui se retrouve, en outre, en des termes similaires, dans d'autres fédérations jacistes à la même époque[1285]. L'objectif latent de maintien d'un contrôle par l'Eglise pour éviter des dérives demeure fort. La conclusion est unanime : les jeunes militant(e)s, à peine plus âgé(e)s, doivent se positionner en *éducateurs*. Ils sont là pour montrer le droit chemin et éviter que les plus jeunes ne « tournent mal »[1286]. Ils doivent susciter chez eux le goût du risque et de l'effort, mais en même temps, un esprit d'initiative et

---

[1279] JAC Aveyron : JR 07-08/1946 (journée d'amitié pour la région d'Espalion), JR 10/1947 (journée d'amitié, La Salvetat), JR 10/1947 (préparation de séances récréatives et de Noël : jeux, chants… ; préparation d'activités loisirs : vélo, balades, fêtes…), JR 11/1947 (session de zone Semeurs, pour Villefranche) ; JACF Aveyron : JR 03/1947 (« des journées pour adolescentes ont eu de bons résultats »), 03/1948 (Journée Semeuses à Auriac-Lagast), 04/05/1947 (Colombiès), 02/1949 (zone de Villefranche, et session à Ceignac), 03/1949 (Calmont, Vors), 10/1949 (St-Maurice-d'Orient). Pour le Cantal, peu d'informations, mais les quelques mentions éparses laissent penser que la formule a été pratiquée de la même façon, même si le déclenchement fut peut-être plus tardif : VC 01/01/1949 (JACF : Talizat et Neuvéglise) ; d'autre part, Roger Belbezet, responsable Semeurs en 1950, se souvient avoir organisé pareilles « journées » à Vitrac, St-Mamet et Maurs.

[1280] JR 12/1947 [fabriquer un objet de moins de 10 kg, en bois ou cuir, pour un malade de sanatorium], 01/1948, 03/1948, 11/1948.

[1281] JR 12/1947, 01/1949.

[1282] JR 12/1947, 02/1948 (session de zone de St-Affrique), 03/1948, SM 12/1946… : âge ingrat, période troublée, jeunes fantasques, qui se cherchent, qui manquent de réflexion, sans goût pour l'effort, adolescents livrés à eux mêmes, qui se ferment à la culture, période de déséquilibre où l'on se contente de l'instinct, caractère instable…

[1283] JR 11/1945, 12/1945, 02/1946, 11/1946, 12/1946, 03/1947, 02/1948, 03/1948, 02/1949, 06-07/1949, 08-09/1949…; SM 07/1946, 10/1946, 04/1947, 06/1947, 09/1948, 06-07/1949...

[1284] Thiercé, Agnès, *Histoire de l'adolescence (1850-1914)*, Paris, Belin, coll. Histoire de l'éducation, 1999, 334 p.

[1285] Collectif, *La jeunesse agricole catholique dans le Gers, 1930-1960*, Auch, Edi-service, 1998, p. 91 : exemple cité pour 1947. Voire, un peu plus tôt, dans l'Ain : Fauvet, E. , thèse citée, p 329-330.

[1286] SM 07/1946, 12/1946, 04/1947, 06/1947, 09/1948 ; JR 03/1947, 03/1948...

de responsabilité : l'approche morale traditionnelle cohabite avec le discours plus récent sur l'épanouissement et l'engagement de la personne.

b) Soldats : protéger de l'univers néfaste de la caserne

Des craintes assez similaires à celles rencontrées à propos des adolescents, plaident aussi en faveur d'une prise en charge des soldats. Elles accompagnent le retour à un régime militaire « normal ». Les quelques articles sur la vie de militants à la caserne, qui parsèment régulièrement la presse jaciste locale sur l'ensemble de la période, sous forme de témoignages ou de conseils, reprennent tous un ensemble de stéréotypes communs. La description de l'univers des soldats est aussi convenue qu'effrayante : ce sont là, rapporte le discours jaciste, des lieux de « déformation » morale, où la religion est moquée, où l'amour vrai est bafoué, où triomphent le matérialisme et la débauche[1287]. Le jeune insuffisamment préparé, voire le militant parti pourtant avec l'intention de rester fidèle à ses idéaux, peuvent « se noyer » (*sic*) dans cet univers. Voilà donc, pour les meilleurs militants jacistes comme pour leurs frères jocistes, à l'instar de leurs aînés lors de la « drôle de guerre », un champ d'apostolat privilégié. En contrepoint de la description terrifiante vient donc dans les discours l'évocation de l'action valeureuse de militants, « témoignant » en s'affichant comme chrétiens, et imposant peu à peu, via des « groupes d'amitié », une pratique religieuse à un cercle de plus en plus large, s'invitant dans les conversations malsaines pour contre-argumenter, s'opposant aux « mauvaises chansons »[1288], ou diffusant des brochures sur l'amour vrai et autres publications jacistes[1289]. Discours de base, que l'on retrouve apparemment dans les autres départements[1290].

A l'échelle fédérale, il s'agit de préserver l'essentiel en tentant d'accompagner les soldats, tâche confiée à un service jaciste, qui devrait tenter d'atteindre la masse des appelés[1291]. On demande aux jacistes d'apporter leur concours aux fêtes de conscrits, pour les orienter dans un sens plus moral[1292]. Pourtant, dans les deux fédérations étudiées, le fonctionnement du service soldats semble assez aléatoire, avec de perpétuels démarrages suivis d'arrêts[1293].

[1287] JR 06/1945, 07-08/1946, 09/1946, 10/1946 ; SM 12/1945, 06/1947, 07/1947.
[1288] Une opération commune à des Cantaliens et Aveyronnais est même citée.
[1289] Ibid.
[1290] Cf., par exemple, *La jeunesse agricole catholique dans le Gers, op. cit.*, p. 94.
[1291] JR 06/1945, 06/1946 ; SM 09/1945, 11/1945, 12/1945, 06/1946, 04/1947.
[1292] JR 04/1946, 04-05/1948.
[1293] L'âge moyen des dirigeants, montrant que pour la plupart, le service militaire est passé, laisse entendre que le problème ne venait pas d'une pénurie de militants par départ de la JAC au retour du service. Peut-être faudrait-il alors attribuer ces difficultés chroniques à établir un service, au caractère ingrat de la fonction de

En 1945-46, les Aveyronnais vont pourtant au delà du constat et des conseils convenus, en mettant en cause la responsabilité de l'institution militaire elle-même. Ce sont deux personnalités fortes, Paul Cousty, côté dirigeants, et dans son sillage l'aumônier fédéral, l'abbé Bion, qui mènent l'attaque. Paul Cousty s'en prend à l'encadrement, à ces sous-officiers sans convictions, sans obsession de leur mission, qui appliquent bêtement le règlement « démodé », et ne traitent les soldats que comme des numéros, non comme des hommes ; « nous protestons contre une organisation militaire désordonnée qui plonge des jeunes dans l'inaction alors que le pays est à rebâtir, et qui ne leur apporte rien, ou presque, pour épanouir leur personnalité »[1294]. Et l'abbé Bion de surenchérir : « Ou l'armée sera un mal nécessaire, un milieu dressant des porte-fusil dont il importe que la valeur humaine et familiale se dégrade ; ou elle envisage les responsabilités éducatives de tout organisme qui absorbe, pendant plus d'un an, tous les jeunes Français à la veille de leur entrée dans la vie familiale, professionnelle, sociale, et civique »[1295]. L'attaque, en fait, n'est pas si isolée que cela. Elle concorde, mais en la précédant légèrement et en allant plus loin dans la mise en cause, avec celles de l'ACJF, dont la commission nationale sur l'armée, à laquelle appartiennent des Aveyronnais, critique alors comme une « perte de temps » la préparation militaire, à laquelle « les gouvernements attribuent une valeur qu'elle n'a pas », et qui réclame une réduction du service militaire à huit mois[1296]. A cette élite dirigeante, l'armée apparaît ainsi comme un contre-modèle, par rapport à celui que tentent de dessiner les mouvements de jeunesse catholique, sur des fondements humanistes, pour une formation totale. L'alliance du sabre et de l'autel ne va plus forcément de soi.

c) Jeunes ouvriers agricoles : un « sous-prolétariat » guetté par l'immoralité

Dans les récriminations à l'égard des conditions de vie des ouvriers agricoles, le « mauvais patron » remplace le « sous-officier sans convictions ».

Selon Françoise Bourquelot, l'un des rares chercheurs à s'être penché sur la question des rapports entre la JAC/F et les ouvriers agricoles[1297], ces derniers n'ont été pris en considération que de façon très sporadique avant 1954. Dans les années 1930, les premiers

---

responsable-soldats, qui consistait à s'occuper de militants hors de la fédération, sans beaucoup de prise directe sur les activités de terrain jusqu'au lancement des journées de préparation.

[1294] JR 07-08/1945 et 10/1945.

[1295] JR 02/1946.

[1296] JR 01/1946 et 03/1946 : compte rendu du conseil fédéral (national) de l'ACJF ; et JR 03/1947, compte rendu du conseil fédéral de décembre 1946.

[1297] Bourquelot, F., « La JAC et les ouvriers agricoles », chap. 3 d'*Analyse d'un mouvement social et rural, la Jeunesse agricole catholique (1929-1978)*, Angers, Ecole supérieure d'agriculture, 1978, p. 29-40. Marie-Josèphe Durupt (thèse citée, p. 58), qui n'aborde la question que subrepticement, laisse entendre, de même, que ce n'est qu'à partir de 1953 que la JAC se serait préoccupée des ouvriers agricoles.

dirigeants, fils de gros exploitants, se seraient parfois soucié de leur sort, mais dans une perspective paternaliste. Après la guerre, le secrétaire général René Colson[1298] aurait fait exception[1299], en parlant des dangers de la « prolétarisation » des petits exploitants, risquant de plus en plus de passer au service des grandes exploitations comme simples ouvriers. Et ce ne serait que la coopération avec le CNJA à compter de 1954, qui aurait ouvert la voie à une prise en compte des problèmes des ouvriers et ouvrières agricoles.

Il semble en fait que l'on doive avancer cette date. Dans les départements étudiés, c'est dès les derniers mois de guerre que l'intérêt pour les ouvriers agricoles a commencé à se manifester : la campagne d'année de la branche masculine, intitulée « Sois un homme », pousse alors à étudier ce type de population rurale, et nous avons eu l'occasion d'évoquer les enquêtes clandestines du réfractaire Paul Cousty menées à la demande de l'abbé Bion. Après la Libération, les jacistes sont encore conduits, par plusieurs enquêtes nationales, à s'enquérir des conditions de vie de ces populations[1300]. C'est essentiellement la JAC qui se trouve concernée, mais la JACF cantalienne semble aussi conquise par capillarité, dès 1944[1301]. Si l'on excepte le Midi et le Bordelais viticoles, Cantal et Aveyron sont en effet, dans la moitié méridionale de la France, les deux départements où le pourcentage de salariés agricoles par rapport à la population active agricole est le plus élevé (carte en annexe : doc. A-1-6-4 p. 588), en raison de la présence de grandes exploitations pratiquant l'estive, essentiellement dans la pointe nord de l'Aveyron, et la partie centrale du Cantal. Pour s'en tenir à l'Aveyron, l'estimation pour 1946 approche les 12 000 personnes, majoritairement des hommes (sept sur dix), près d'un quart ayant moins de 20 ans donc pouvant directement intéresser la JAC[1302]. Mais les trois quarts sont moins de trois par exploitation, d'où leur faible visibilité et leur faible tendance revendicative.

Comme l'avait fait Paul Cousty dès la fin de la guerre, les descriptions locales continuent à insister sur les conditions de vie déplorables, sur le manque d'hygiène des logements notamment, sur l'absence de loisirs, mais aussi et surtout sur les conséquences morales, qui inquiètent : l'abandon de la pratique religieuse, le renoncement contraint à une

---

[1298] Le discours cité, sans référence, est-il celui tenu au conseil fédéral de l'ACJF en 1948 ? (JR 03/1948). *Cf.* Yamane, H., thèse citée, p. 16-18, 408

[1299] Dans le cas breton étudié par Robert Fort (*op. cit.*, p. 61, 63 et 256-258), il existe bien un responsable régional des Ruraux ouvriers agricoles à partir de 1947, mais qui peine pour l'instant à obtenir le lancement d'activités dans les fédérations, voire à susciter une simple prise en considération. Il remarque à son tour (p. 63) que les articles « d'incitation » dans la presse jaciste nationale ne rencontrent guère d'écho sur le plan local.

[1300] L'enquête sur l'habitat de 1945 (JR 05/1945), puis la campagne d'année 1946-47 « Notre travail et notre avenir », qui prévoit une questionnaire adapté aux ouvriers et domestiques (JR 07-08/1946 ; SM 08-09/1946), enfin, l'enquête de l'Action populaire sur les vachers et bergers en 1947 (SC 23/10/1947).

[1301] Article de Marie Lacassagne, JA 05/1944.

[1302] JR 12/1951.

vie de famille, l'immoralité qui en découle[1303]. L'abbé Bion emploie bien la notion de « sous-prolétariat » à leur égard, ce qui prouve qu'elle n'est pas spécifique à René Colson, à la différence de ce que suggérait Françoise Bourquelot. Mais, dans l'esprit de Bion, elle revoie à l'absence de vie familiale. Il s'inscrit donc dans la tradition familialiste de l'Eglise, plutôt que dans une perspective d'analyse économique. Cette notion renvoie aussi, et c'est plus novateur en termes de discours, à la notion d'« épanouissement de la personne » portée par la « JAC humaniste ». Mais on n'est pas très loin non plus de ce « paternalisme » auquel renvoyait Françoise Bourquelot pour l'avant-guerre : à travers la dénonciation de l'attitude des « mauvais patrons » transparaît l'image de ce que devrait être le « bon patron », chrétien, fournissant par exemple un logement décent ; et la voie syndicale n'est pas évoquée. D'autre part, c'est un intérêt extérieur qui est porté sur les ouvriers agricoles, supposant une relation verticale plus qu'horizontale avec eux ; et d'ailleurs, à côté de ce « diagnostic », on ne relève pas pour l'instant de mise en œuvre d'activités spécifiques, *a fortiori* ouvertes à l'accueil d'ouvriers agricoles dans le mouvement.

d) Renforcer l'unité des communautés

La prise en compte particulière des bourgs, à compter de 1946-47, naît elle aussi d'une impulsion nationale, plus précoce, là encore, que n'ont pu le laisser entendre certains travaux sur le JAC/F[1304]. Elle est d'autant plus intéressante à cerner qu'elle constitue l'embryon de ce qui deviendra l'une des branches du MRJC et du MRJCF, parallèle à la JAC, lors des réorganisations de 1961-63. Or, curieusement, cette question ne semble guère avoir retenu jusqu'ici l'attention des historiens de la JAC/F. Alors que dans les années 1960 il s'est agi de prendre en compte, *en l'entérinant*, la segmentation sociale du monde rural, pour l'heure, il est plutôt question de *lutter contre* d'éventuelles tendances centrifuges dans la société rurale, et de renforcer son unité. Il convient de mieux intégrer les jeunes des bourgs, à la fois au mouvement, et au monde rural, dont les bourgs sont une composante à part entière, en tant que centres d'influence. « C'est là que l'apport de la civilisation urbaine doit être transformé pour être utilisable dans le monde rural. Malheureusement, une coupure existe entre les ruraux des bourgs et ceux des champs. Il faut à tout prix faire disparaître cette coupure en

[1303] JR 02/1944, 03/1944, 05/1945, 12/1946, 05/1947 ; JA 05/1944, 06/1944, SM 07/1946, SC 23/10/1947.
[1304] Alors que Marie-Josèphe Durupt laisse entendre (thèse citée, p. 58) que ce n'est qu'à compter de 1953 que la JAC s'est préoccupée des commerçants et artisans, ce sont les campagnes d'année nationales de 1946-47, tant JAC que JACF, qui semblent marquer la première prise en compte explicite, avec des questionnaires adaptés : JR 07-08/1946, NJ 07-08/1946, 09-10/1946.

trouvant des moyens d'unification », expose le Père d'Haene, aumônier national de l'Action catholique rurale, début 1948[1305], affirmant un idéal communautaire.

Sur le terrain, pourtant, la mise en place d'« activités bourgs » demeure encore insignifiante. Rien dans le Cantal[1306], et en Aveyron, seule la zone de Millau[1307], sous l'impulsion particulière de son aumônier et de quelques entraîneurs, propose des camps pour jeunes filles des bourgs, et quelques activités de loisirs menées en commun par des militantes venues de bourgs et de villages. Ailleurs, cela ne signifie pas que la JAC/F fût absente des bourgs : souvent, ils avaient accueilli les premières implantations jacistes, et fourni, en Aveyron, un certain nombre des premiers dirigeants. Ils demeuraient, fréquemment, des lieux de réunion pour les secteurs. Au moins au sein du mouvement, la « coupure » évoquée à l'échelle nationale était donc peut-être moins fortement ressentie ici : le monde rural, bourgs compris, pouvait encore être perçu comme relativement « uni ». Il est vrai que l'on était loin, ici, de la structure du « bourg urbanisé » commun dans le monde méditerranéen.

En revanche, s'il est un groupe qui pouvait apparaître marginalisé, c'est celui des jeunes malades. Par conséquent, ils semblaient à l'abri des dangers moraux, étant considérés au contraire comme des exemples, comme des « témoins » du Christ à leur manière. Ils « prennent la suite du Christ dans ses souffrances sur la Croix, leur vie devient rédemptrice, voire réparatrice ; ils sont des ouvriers d'élite de la Cité de Dieu en construction », écrit l'abbé Maziers dans le bulletin cantalien en 1946[1308]. Ils ne sont pas destinés pour l'instant à rallier le mouvement, alors que ce sera plus tard le cas. Mais « il faut écarter de nos âmes tout sentiment de répugnance, d'oubli », recommande l'abbé Maziers. Dans la lignée des actions de fraternité conduites pendant la guerre, les jacistes continuent à privilégier essentiellement des patients de sanatoriums[1309]. Quelques collectes ou séances récréatives sont organisées à leur profit. On leur adresse des denrées, surtout, des pommes de terre, du lait, des pâtisseries… ; plus rarement, des lettres[1310]. Les responsables de la JAC cantalienne dépassent

[1305] Ses propos tenus dans *L'Union* en janvier 1948 sont ici résumés par l'abbé Couzi, aumônier de la zone JAC de St-Affrique, dans une circulaire aux curés de la zone en date du 04/05/1948 (AMO).
[1306] On doit seulement se contenter de relever la reprise de la substance du discours national tel que l'exprimait de Père d'Haene, dans SM 04/1949.
[1307] Notamment dans la haute vallée du Tarn (AMO). Les bourgs n'y bénéficient pourtant pas, par rapport au reste du département, d'une particulière vitalité, ou « centralité » (au sens où l'entendent les géographes), ni même des plus fortes concentrations d'artisans et commerçants dans la population [*Aveyron d'aujourd'hui*, Rodez, Maison du livre, 1964, cartes de la « vitalité des villes et des centres principaux », p. 44, des « villages centres et satellites », p. 46, et des artisans et commerçants, p.53].
[1308] SM 07/1946.
[1309] Cette fois locaux : Enguayresque pour l'Aveyron et Aurillac pour le Cantal
[1310] JR 05/1945, 10/1945, 12/1945, 01/1946, 02/1946, 06-07/1947 ; SC 12/04/1945, SM 11/1945, 12/1945, 01/1946, 07/1946, 11/1948, 01/1949, 02/1949, VC 25/02/1949.

le stade de l'action charitable pour tenter de reconstruire un lien social. Ils incitent à favoriser la venue de malades aux pèlerinages de Lourdes. En 1946 est lancée la campagne « un peloton de laine pour les malades de Lourdes » : chaque paroisse, sous la direction de la JAC/F quand elle existe, doit y participer, en créant des équipes de ramassage, l'objectif étant de collecter la laine et du crin nécessaires à la confection d'un matelas[1311]. Cinq malades sont ainsi emmenés au pèlerinage des jeunes gens en 1947[1312].

Avec une régularité moins assurée se poursuivent aussi les actions de solidarité à l'égard des populations urbaines déshéritées. Occasionnellement, les vieillards bénéficient des collectes ou de l'organisation de petits spectacles dans des hospices[1313]. Les familles sont aussi concernées, en liaison avec le Mouvement populaire des familles (MPF)[1314], et plus particulièrement les enfants continuent à être placés à la campagne, pour le compte du MPF, de l'œuvre des petits bergers des Cévennes, ou plus tard de la MSA[1315]. Les jeunes filles de la JACF confectionnent aussi des objets, dans le cadre de campagnes nationales : des berceaux en 1945-46[1316], des layettes en 1948-49[1317]. Ces actions de solidarité venaient ainsi appuyer le discours traditionnel de la JAC/F exaltant la famille, la fonction maternelle de la femme, et la pratique de la charité. Elles deviendront plus rares à partir de la fin des années 1940[1318].

*

Le faible investissement local auprès de ces catégories-cibles ne signifie pas forcément que la volonté d'atteindre un maximum de jeunes fût particulièrement limitée dans les fédérations étudiées. En fait, il y a parfois concurrence avec d'autres formes de présence de l'Eglise auprès des enfants ou des malades : la JAC/F opère en effet dans un monde déjà largement investi par les organismes catholiques. Parfois aussi, il y avait déjà intégration aux activités jacistes, sans différenciation systématique. C'était le cas pour les adolescents, pour les jeunes des bourgs. Dans un premier temps, on ne voyait donc pas toujours la nécessité

[1311] SM 07/1946.
[1312] VC 26/04/1947.
[1313] JR 06-07/1947, 08/09/1947, 03/1948 ; SM 11/1945, 06/1946.
[1314] NJ 07-08/1946, JR 03/1948, 06-07/1949 ; VC 30/12/1944, 06/01/1945, 27/01/1945, 10/02/1945, SC 23/10/1947.
[1315] JR 07-08/1945, 07-08/1954 ; SC 06-07/1945, SM 07/1946. En Bretagne, Robert Fort expose que l'accueil d'enfants des villes souffrant de malnutrition se poursuit aussi dans l'immédiat après-guerre, en liaison avec le MPF (*op. cit.*, p. 33).
[1316]Dans le Cantal, exclusivement.
[1317] JR 11/1948, 02/1949, 03/1949, 05/1949, 06-07/1949 ; SM 11/1945, 06/1946, 12/1948, 01/1949.
[1318] Peu de différence, ici, entre les deux départements : on répond à des sollicitations nationales. Malgré tout, de façon proportionnelle, le Cantal semble accorder plus de place, dans sa presse, à ces actions de solidarité, que ne le fait l'Aveyron. Peut-être tout simplement parce que l'Aveyron, bénéficiant d'un mouvement plus puissant, a davantage d'autres champs à investir ? Toujours est-il que dans le vécu jaciste cantalien, ce pan de l'activité peut avoir une importance légèrement majorée. D'ailleurs, seul le Cantal à notre connaissance semble posséder un service entraide, au moins en 1944-46 (SC 16/11/1944).

d'une segmentation, suggérée par le national, mais qui aurait pu faire perdre en efficacité. D'autre part, l'objectif est-il vraiment d'aller solliciter des jeunes aux marges de la sphère catholique pratiquante ? C'est peut-être le cas, certes, en direction des soldats rencontrés à la caserne. Mais c'est davantage un objectif de préservation qui sourd dans les discours : préservation morale, religieuse, mais aussi préservation d'une unité magnifiée, gage d'épanouissement. Une unité souhaitable pour toutes les communautés du monde rural, à commencer par la première entre toutes, dans l'échelle des valeurs du catholicisme : la famille.

B - Couple, famille : face à l'explosion de la nuptialité, préparer des foyers plus unis

1 - Une préoccupation majeure pour les jacistes

Plusieurs campagnes d'année ont conduit la JAC/F de l'après-guerre à continuer à se pencher sur la question du foyer et/ou de la famille, l'attention étant plus directement centrée sur la question des relations entre jeunes gens et jeunes filles. En 1945-46, la JAC invite à réfléchir sur la « construction du foyer », la JACF sur la « découverte de l'amour vrai ». En Aveyron, des « journées familiales », consacrées par la JACF à la préparation au foyer, sont alors organisées[1319], pendant que dans le Cantal, l'évêque s'associe de fait à la campagne d'année : dans sa lettre pastorale de 1946, intitulée « Les chrétiens que nous sommes », il consacre la première partie au foyer[1320], et en juin, lors d'une visite pastorale à Ally, la patrie de M^elle^ Ratié, la pionnière de la JACF cantalienne, il va donner une conférence sur le mariage et la famille… au café du village[1321] ! Les déclinaisons aveyronnaises ont donc recours aux capacités propres des mouvements, alors celles du Cantal témoignent du maintien de l'emprise épiscopale. – En 1946-47, la JACF se penche sur le rôle de « la femme dans la vie rurale », soit, sur son rôle au sein du couple. « Quelqu'un t'attend », proclame encore la campagne d'année, en 1948-1949[1322].

A travers ces campagnes d'année de l'après-Libération, tout particulièrement celle de 1945-46, le thème du foyer, du couple, a retenu beaucoup plus l'attention encore que cela n'avait déjà été le cas pendant la guerre, et bien plus aussi, que ne l'a fait ultérieurement une

[1319] FF 11/1945.
[1320] SC 14/03/1946.
[1321] SC 13/06/1946.
[1322] Cette campagne d'année va néanmoins au-delà de la simple question du couple : celui qui « attend », c'est non seulement le fiancé, mais aussi le jeune, qu'il faut aider à sortir de sa vie misérable ; agir à son service est « un moyen de se préparer à vivre plus tard un amour heureux » (Fort, R., *op. cit.*, p. 141).

nouvelle campagne sur le même sujet au début des années 1950. Les articles sur le sujet représentent ainsi autour de 17 % de l'espace des rubriques jacistes aveyronnaises en 1945 et 1946, et des rubriques cantaliennes en 1946, taux jamais atteints auparavant ni par la suite. Puis, la place occupée par ce thème va inéluctablement à la baisse, même s'il se maintient de façon non négligeable dans le Cantal[1323].

D'abord entre en jeu le contexte jaciste proprement dit : pendant la guerre, et plus encore dans les deux dernières années du conflit, le fait que le sujet, porté en partie par l'idéologie « familialiste » du régime, ait déjà été abordé par les jacistes, même s'il n'avait pas constitué une préoccupation majeure, les avait préparé à débattre de la question, tout en se familiarisant avec une approche centrée sur l'amour conjugal.

Mais joue aussi le contexte extérieur : par effet de « rattrapage », le taux de nuptialité a connu en 1945 une augmentation aussi forte que brève[1324]. A une époque où l'on se marie beaucoup plus qu'à l'habitude, il peut être logique de voir l'attention attirée tout particulièrement par les questions de l'amour et du couple. Ultérieurement, quand la nuptialité revient à des proportions plus habituelles, le thème perd de son actualité.

Le contexte immédiat, c'est aussi, dans l'euphorie de la liberté et de la paix recouvrées, la multiplication des bals. Ayant renforcé leur fonction de lieux de quête matrimoniale, face à un essor de l'exode rural qui touchait davantage les jeunes femmes que les jeunes gens[1325], ils sont dénoncés comme des « lieux d'avilissement de l'âme », où trop de jeunes viennent succomber au flirt[1326]. Le bal fait ainsi l'objet, dans les deux départements étudiés, d'échanges particulièrement vifs entre militants et militantes, qui se rejettent mutuellement la responsabilité de détourner l'autre sexe du droit chemin. Les jeunes gens mettent en avant la naïveté, la frénésie, le laisser-aller des jeunes filles, tentatrices comme l'est la femme depuis la Création[1327]. Les Aveyronnaises réagissent vivement, mettant en cause l'absence de franchise et le penchant naturel des garçons pour le vice[1328]. Les Cantaliennes, plus subtilement, se réjouissent de constater qu'il existe des garçons qui préfèrent les jeunes filles sérieuses : elles en sont[1329]. Même si l'exigence morale catholique constitue la grille de référence en matière de comportements, ce qui est bien naturel pour des

[1323] Cantal : 10 % ; Aveyron : 5,8 %.
[1324] Dupâquier, J., *Histoire de la population française ; t.4 De 1914 à nos jours*, Paris, PUF, coll. Quadrige, 1995, p.170, et Bologne, J.-Cl., *Histoire du mariage en Occident,* Paris, Hachette, coll. Pluriel, 1997, 464 p.. Le taux de nuptialité, de 10,5 ‰ en 1944, passe à 19,8 ‰ en 1945.
[1325] Sirinelli, J.-F., *Les baby-boomers. Une génération 1945-1969, op. cit.,* p. 222-223.
[1326] JR 05/1945, 06/1945, 07-08/1945, 09/1945, 10/1945, 11/1945, 06-07/1947 ; SC 10/01/1946, SM 03/1946, 05/1946, 06/1946, 07/1946, 08-09/1946, 06/1947.
[1327] JR 07-08/1945, 09/1945 ; SM 05/1946, 06/1946, 08-09/1946.
[1328] JR 09/1945, 11/1945.
[1329] SM 06/1946, 07/1946.

propos à caractère édifiant publiés dans une presse confessionnelle, cette réaction différenciée de jeunes filles des deux départements, au-delà du sourire qu'elle provoque, montre aussi que la réaffirmation des préceptes religieux rencontre deux fonds culturels différents. L'Aveyron est un des départements où le taux de conceptions prénuptiales, dans l'après-guerre, est parmi les plus faibles, alors que le Cantal appartient à la catégorie où il est moyennement élevé[1330]. Comme d'autres critères, depuis le taux d'enfants précédant le mariage au début du siècle[1331], jusqu'à la pratique de l'avortement après sa légalisation[1332], vont toujours dans le même sens, cela peut suggérer un rapport différencié à la sexualité, d'ordre anthropologique[1333] : traditionnellement plus « contrôlée » en Rouergue, et plus « libre » en Haute-Auvergne.

2 – Pour des mariages « bien préparés »

Le discours national jaciste sur le couple n'est donc pas perçu à travers les mêmes « filtres » culturels : ainsi, face aux « abus » constatés et dénoncés à l'aune de la grille de lecture de la morale catholique, il n'est pas étonnant de constater que les remèdes retenus par les discours locaux soient, dans le Cantal, surtout l'exaltation de l'« amour vrai »[1334], déjà rencontrée pendant la guerre, et en Aveyron, plutôt l'invitation à donner l'exemple par une attitude digne et pure[1335], que l'on peut rattacher à l'attitude de témoignage prônée à l'époque.

Mais il faut avant tout préparer des foyers plus unis, plus heureux, plus chrétiens. Les allusions allant dans ce sens, notamment lors des réunions, sont foisonnantes, en particulier en Aveyron[1336]. Il serait inutile de les détailler, tant le discours est redondant. A partir du printemps 1945 en Aveyron, et de l'année suivante dans le Cantal, sont organisées des récollections de fiancés[1337], est sans doute d'inspiration nationale, puisqu'on en retrouve au même moment dans d'autres régions[1338]. Elles renvoient à l'élaboration par l'Eglise, à

[1330] Le Bras, H. et Todd, E., *L'invention de la France*, *op. cit.*, p. 165.
[1331] Le Bras, H. et Todd, E., *L'invention de la France*, *op. cit.*, p. 164. Le Cantal est l'un des quatre départements seulement, d'un grand ensemble sud-ouest, à afficher un taux supérieur à 3,6 %.
[1332] Chaunu, P., *Un futur sans avenir. Histoire et population*, Paris, Calmann-Lévy, p. 303-304. En 1977, l'Aveyron est l'un des 13 départements français où le taux d'avortements est le plus faible.
[1333] Le fait qu'il s'agisse de deux départements où domine la petite ou moyenne propriété paysanne, pourrait entraîner un contrôle équivalent de la virginité des jeunes filles, en raison de son importance supposée dans les jeux de négociation et d'alliances familiales par le mariage. Il n'en est rien, ce qui montre qu'on touche à un substrat culturel plus profond.
[1334] JR 06/1946, NJ 06/1946, JR 01/1949, 02/1949 ; SM 09/1945, 11/1945, 12/1945, 03/1946, 05/1946, 06/1946, 06/1947.
[1335] JR 07-08/1945, 09/1945, 10/1945, NJ 06/1946, JR 11/1947 ; SM 12/1945, 08-09/1946, 11/1946.
[1336] JR 09/1945, 10/1945, FF 10/1945, JR 01/1946, NJ 04/1946, 05/1946, JR 06/1946, NJ 07-08/1946, JR 01-02/1947, 03/1947, 05/1947, 06-07/1947, 02/1947, 01/1948, 08-09/1948, 11/1948, 12/1948 ; SC 27/12/1945, 10/01/1946 ; SM 09/1945, 05/1946, 06/1946, 02/1947, 06/1947…
[1337] JR 05/1945, 01-02/1947 ; SM 04/1946, 01/1947 , 02/1948.
[1338] Pour la Bretagne : Fort, R., *op. cit.,* p. 152-153 (la première dans les Côtes-du Nord se déroule en 1946).

l'époque, d'un rite des fiançailles, qui met de plus en plus l'accent sur leur « spiritualisation » comme *période de préparation* au mariage, alors que les expériences, non officielles, des années 1930, avaient davantage insisté sur l'*acte de promesse* de mariage, comme rituel de passage[1339]. Dans cette lignée, on relève à l'occasion une attention portée à la moralisation du déroulement des noces, inspirée elle aussi par des brochures éditées à l'échelon national[1340]. Nous pouvons néanmoins regretter de ne pas disposer d'éléments très détaillés sur le contenu de ces préparations jacistes pour fiancés. Car d'autres études régionales ont montré leur rôle dans une « déculpabilisation » de la sexualité, revalorisée comme élément de l'harmonie et de l'équilibre des couples[1341] : de leur épanouissement, encore une fois.

Or, la connaissance insuffisante entre jeunes gens et jeunes filles est la cause de trop de mariages bâclés, affirme l'abbé Bion en mars 1946[1342]. Il s'inscrit ici dans la continuité des enquêtes sur la famille menées pendant la guerre, qui montraient combien celle-ci pouvait être aussi un lieu de conflit. La sollicitation semble avoir été, là aussi, nationale, ce qui peut expliquer le caractère uniforme des réactions dans les deux départements : au printemps 1945, une enquête a été proposée, sur « ce que les jeunes gens attendent des jeunes filles »[1343].

[1339] Coulmont, Baptiste, « Politiques de l'alliance. Les créations d'un rite des fiançailles catholiques », *Archives de science sociale des religions*, n°119 (juillet-septembre 2002), p.5-27. « Trois laboratoires vont tenter d'intégrer les fiançailles dans leur liturgie, leur pastorale et leur théologie, en en faisant un objet aux multiples résonances. Les deux premiers laboratoires insistent sur la création d'une liturgie des fiançailles ». Le premier « laboratoire » est celui du P. Doncœur dans les années 1930, à travers son action auprès des scouts, avec des liturgies hors paroisse « destinées à des catholiques très pratiquants qui craignent la disparition de la civilisation chrétienne en France » ; elles insistent sur le destin de mère de la future mariée. Deuxième laboratoire, la JOC, à la fin des années 1930 : « les parents des fiancés sont absents de la cérémonie, qui a lieu dans le cadre de la sociabilité JOC », « le but explicite de la cérémonie est d 'effectuer une « transition » entre la JOC et la LOC », car « *il s'agit, par une succession de cérémonies, de ne pas perdre le vivier de militants, qui pourrait tout aussi bien choisir de retourner, pour le mariage, à une sociabilité paroissiale* : un peu plus de dix ans après la création de la JOC française, la question du vieillissement des cadres devenait cruciale » ; « le fait que des ouvriers puissent célébrer des fiançailles catholiques doit apparaître comme le signe de leur parfaite intégration dans le catholicisme ». Le rituel se diffuse par « le « missel jociste » de 1937 (vendu à lus de 10 000 exemplaires), [qui] tout *comme le missel de la Jeunesse agricole catholique propose une bénédiction de fiançailles* », puis *après 1948* par la quasi totalité des missels. – « Le troisième [laboratoire], concevant plutôt [les fiançailles] comme une période, insistera sur l'auto-inculcation, par le couple, d 'une spiritualité de couple » : « en 1947, la Sainte Congrégation des Rites du Vatican approuve, pour les diocèses de langue française, une bénédiction des fiançailles » ; « cette bénédiction ne concerne pas l'acte des fiançailles, celui de promettre le mariage, mais bien plutôt le temps des fiançailles comme temps de réparation au mariage » ; elle « répondait aux mouvements de réparation au mariage, tels l'Association du Mariage Chrétien (AMC) puis les Équipes Notre-Dame, qui insistaient pour spiritualiser et institutionnaliser la période qui précède le mariage, mais qui regardaient avec méfiance un rite ressemblant par trop d 'éléments au mariage ».

[1340] JR 01-02/1947 ; SM 01/1946.

[1341] Fort, R., *op. cit.*, p. 152-154. Il évoque par exemple le témoignage d'un jeune couple jaciste devant des fiancés, en 1948 dans les Côtes-du-Nord : "c'est tellement beau, c'est tellement bon, que cela ne peut pas être une faute". On n'est guère loin dans le temps, de la reconnaissance par Pie XII en octobre 1951 du caractère "naturel" de la recherche de plaisir par les conjoints (Flandrin, J.-L., *L'Eglise et le contrôle des naissances, op. cit.,* p. 14). *Cf.* aussi Kniehbiller, Y., *La sexualité et l'histoire*, Paris, O. Jacob, 2002, 260 p.

[1342] NJ, 03/1946.

[1343] JR, 05/1945.

L'intéressant, ici, est de repérer que loin de constituer un simple exercice interne, elle débouche sur une diffusion des résultats de l'étude et sur l'instauration de rencontres mutuelles. Les fédérations aveyronnaises, en 1946[1344], réunissent le fruit de leurs enquêtes dans un ouvrage au titre accrocheur, *Garçons et filles, témoignages indiscrets sur ce que les uns pensent des autres*, qui semble avoir connu à son tour une diffusion extra-départementale. Lors de rencontres JACF, *a fortiori* lors des réunions de masse[1345] ou d'adolescentes, un jaciste vient fréquemment exposer aux militantes et sympathisantes « ce que les jeunes gens attendent des jeunes filles », et vice versa[1346]. Ou bien, un intervenant vient faire un exposé sur la « psychologie » de l'autre sexe[1347]. C'est cette connaissance « psychologique » qui est au centre des attentes, et il est à remarquer en revanche que l'on ne met plus en avant, comme cela avait été le cas pendant la guerre, la pratique de mariages « arrangés » sans réelle connaissance personnelle des époux. Silence « diplomatique » ? C'est peu probable, puisqu'auparavant l'argument a bien été employé. Entérinement d'un essor du mariage « de sentiment », qui s'est notamment affirmé, en milieu urbain, dans l'entre-deux-guerres[1348] ? Pourquoi pas… Pour Robert Fort, étudiant le cas breton[1349], « sans la JAC, ce bouleversement des mœurs pausannes se serait sûrement produit, mais le mouvement force l'évolution, pour la liberté du choix de celui ou celle qu'on aimera ».

Pourtant, les portraits psychologiques, y compris quand ils sont dressés par un représentant du sexe même, ne s'éloignent guère des stéréotypes alors en usage .

L'homme est sûr, clairvoyant, équilibré, mais grossier, facilement chahuteur et se tenant mal. Les jeunes filles souhaitent donc une profonde réforme des comportements, réclamant de la tenue dans l'habillement et les conversations, de la sobriété, de l'ardeur au travail, une vie chrétienne[1350]. Plusieurs pièces de théâtre écrites par un jaciste aveyronnais illustrent les canons ainsi définis : dans *L'Ainado del Garric* (*L'aînée de Garric*, 1947), une

[1344] JR 06/1946.
[1345] Aveyron : Meeting de Montbazens en 1946 (NJ 05/1946) ; Cantal : pèlerinage de Salers en 1947 (SM 06/1947).
[1346] JR 05/1945, NJ 05/1946, JR 06/1946, NJ 09-10/1946, JR 06-07/1947, 01/1948, 03/1948, 04-05/1948 ; SM 06/1946, 07/1946, 08-09/1946, 06/1947.
[1347] JR 09/1945, NJ 04/1946, JR 01-02/1947 ; SM 09/1948.
[1348] *Cf.* Perrot, M., « Le couple », dans Rioux, J.-P. et Sirinelli, J.-F., *La France d'un siècle à l'autre, op. cit.*, p. 806-814.
[1349] *Op. cit.*, p. 140.
[1350] JR 05/1945, NJ 05/1946, JR 06/1946, NJ 09-10/1946, JR 06-07/1947, 01/1948, 03/1948, 04-05/1948 ; SM 06/1946, 07/1946, 08-09/1946, 06/1947.

jeune paysanne courtisée par deux prétendants rejette le plus riche, héritier d'une grosse ferme, mais coureur invétéré, pour lui préférer l'autre, plus pauvre mais plus sérieux[1351].

Les jeunes gens, pour leur part, prisent la délicatesse, la douceur, la simplicité féminine. Car la femme est sensible, intuitive plus qu'intelligente ; chez elle le sentiment l'emporte sur la volonté : d'où sa naïveté dans les bals.

Le fond du discours récurrent sur le rôle de la femme, y compris à la JACF, demeure d'ailleurs très traditionnel, tout en s'insérant dans la logique humaniste désormais en vogue chez les jacistes. La femme doit certes être attentive à la santé de son corps, mais avant tout parce qu'il est destiné à la maternité. Rester au foyer doit être pour elle un facteur d'*épanouissement*, par rapport à l'aliénation que constitue l'obligation, souvent imposée par les hommes, d'aller réaliser certains travaux agricoles pénibles[1352]. Son travail ménager, souvent monotone, aura le mérite de rendre le foyer chaleureux, plus humain[1353]. Car la femme a d'abord une « mission d'amour », au-delà même de sa propre famille[1354]. Finalement, c'est toujours le discours de défense du foyer comme lieu primordial de l'activité féminine qui se répète, tel qu'il avait émergé dans le discours jaciste d'avant-guerre[1355].

Certes, en 1946, dans le sillage de la campagne « La femme dans la vie rurale », la notion de « collaboration » des époux commence à mettre en avant[1356]. La femme doit être « l'inspiratrice », notamment en matière de progrès. C'est l'idéal de la « fermière avisée », qui s'est construit peu à peu au sein des équipes nationales depuis 1943, sous l'influence d'Augustine Lerouxel[1357]. Mais elle doit bien rester à sa place, toujours seconde, derrière l'homme. En 1947 sont ainsi condamnées en Aveyron les « doctrines anti-religieuses » qui font de la femme l'égale de l'homme, ou le modèle américain, accordant trop d'indépendance à la femme[1358].

[1351] On peut aussi citer le compte rendu du roman d'A. Combettes, *La Cavalcade*, dont l'intrigue est assez similaire (JR 11/1946). Inversement, dans une autre pièce, écrite deux ans plus tard, mais dont le titre n'est pas communiqué par le compte rendu, Mouly, l'auteur, raconte l'histoire d'un jeune homme qui rompt ses fiançailles avec une jeune fille qui ne veut pas rester à la terre (JR 05/1949).

[1352] NJ 09-10/1946 ; JR 01-02/1947, 08/1948, 09-10/1948, 11/1948 ; VC 27/12/1947 ; SM 05/1946, 09/1948.

[1353] JR 01-02/1947.

[1354] JR 09-10/1948, 11/1948, 12/1948, 01/1949, 02/1949, 06-07/0948 ; SM 03/1946, 04/1946, 02/1947, 06/1947, VC 27/12/1947, SM 09/1948, 12/1948.

[1355] Perrot, Martyne, « Les aspirations des jacistes et la transformation de l'image et du statut des femmes en milieu rural (1933-1962) », in *Les Hommes, leurs espaces et leurs aspirations*, *Hommage à Paul Henry Chombart de Lauw*e, Paris, L'Harmattan,1994, p. 193-205 : p. 195-197.

[1356] NJ 09-10/1946 ; SM 05/1946.

[1357] Perrot, Martyne, « Les aspirations des jacistes et la transformation de l'image et du statut des femmes en milieu rural (1933-1962) », art. cité, p. 198-199.

[1358] JR 08-09/1947, 11/1947. « L'idéal est de faire de la femme une personne épanouie qui s'occupe essentiellement de son foyer, tout en sachant comprendre les difficultés de son mari et ne pas le freiner dans son désir d'évolution. Elle ne devait être ni une bonne manœuvre ni une protégée, mais une compagne et collaboratrice avec des qualités humaines dans tous les domaines ». « Jusqu'en 1950, tout en cherchant à aider la

Le jeune Raymond Lacombe, bien isolé dans sa démarche, a été le premier, en 1948[1359], à prendre ses distances avec le discours traditionnel de dénonciation du travail des femmes hors du foyer : certes, il s'agit là, veut-il bien reconnaître, d'un idéal à atteindre, mais il est impossible de le faire dans les petites exploitations dépourvues de bras, notamment lors des grands travaux. Il serait bon, par conséquent, après que la femme a apporté son aide aux travaux des champs, que l'homme prenne sa part de travail au sein du foyer, ne se contentant pas de s'y faire servir. Voire, pourquoi ne pas aller jusqu'à envisager la participation du père aux tâches d'éducation des enfants, ou la modernisation de la maison avant celle de l'exploitation[1360] ?

3 - Lutter contre « l'habitat inhumain, premier dissociateur de la famille »

Car la cohésion familiale, que les jacistes cherchaient à renforcer par une meilleure collaboration entre mari et femme, pouvait être mise en péril par « l'habitat inhumain, premier dissociateur de la famille », ce dernier argument valant aussi pour les domestiques agricoles. D'autre part, un décalage certain s'était instauré en matière de confort entre le milieu rural et le milieu urbain[1361]. Les responsables jacistes craignaient ainsi que l'état déplorable de l'habitat rural ne fût une des causes de l'exode, poussant les jeunes, et en premier lieu les filles, à gagner la ville[1362].

Une enquête nationale sur l'état du logement, menée au sein des deux branches, en partenariat avec le Centre national des études rurales (CNER) créé par René Colson, fut lancée fin 1944, et courut parfois jusqu'en 1948[1363]. A l'échelon local, l'enquête eut une fortune inégale selon les lieux. Il semble bien qu'elle rencontra le plus de succès au sein d'un espace commun aux deux départements considérés, correspondant à la pointe nord-est de l'Aveyron et à la pointe sud-est du Cantal[1364]. Soit, une région faiblement mécanisée, qui

---

jeune rurale dans son travail, la JACF a considéré que son rôle véritable de femme était à la maison » (Durupt, M.-J., thèse citée, p.204-205).

[1359] JR 08/1948.

[1360] L'abbé Bion, approuve, mais il nuance, en offrant en rechange une solution plus conforme aux orientations jacistes : la mécanisation par la coopération entre exploitations, qui permettrait de se passer du travail des femmes aux champs (JR 08/1948).

[1361] *Cf.* Yamane, H., thèse citée, p. 441.

[1362] FF 10/1945, JR 03/1946, 10/1947 ; VC 28/06/1947.

[1363] SC 14/12/1944, JR 05/1945, 06/1945, SM 05/1946, JR 07-08/1946, 06-07/1947, 08-09/1947, 01/1949. Les résultats généraux sont communiqués lors du conseil fédéral (national) de l'ACJF, fin 1948 (JR 01/1949).

[1364] En Aveyron, la zone d'Espalion est la seule à parvenir à un travail de fond et d'ensemble, enquêtant dans 2000 fermes (JR 06-07/1947, 08-09/1947) ; dans le Cantal, les régions de Chaudesaigues, pour la JACF, et de Pierrefort, pour la JAC, sont les seules explicitement citées à propos de la réalisation de l'enquête (SC 14/12/1944, SM 05/1946, VC 07/06/1947…)

constitue le bastion de l'émigration du Massif central méridional vers Paris[1365]. Les constructions neuves y ont été, durant les Trente glorieuses, en proportion relativement faible par rapport aux moyennes départementales[1366]. Les critères convergent donc pour conclure que l'étude des déficiences de l'habitat a davantage intéressé les régions où le problème était le plus prégnant : à la fois par l'état même des habitations, et surtout, par l'importance de l'exode rural, qui pouvait sensibiliser à l'étude d'une de ses causes possibles.

L'enquête s'intéresse au raccordement à l'eau, à l'électricité et au téléphone, à l'équipement en appareils ménagers (réchauds, poste TSF, fer à repasser), à la présence de fosse à purin et de plate-forme à fumier, ou encore au nombre de pièces. Si l'on s'en tient au résultat des sondages effectués par la zone d'Espalion[1367], les divers équipements ménagers sont présents seulement dans 10 % des fermes, les équipements pour fumier et purin dans moins de 2 %, le téléphone dans 3 % ; mais cela n'est pas encore perçu comme des priorités absolues. Les pièces uniques sont rares, donc le problème n'est pas l'exiguïté. Mais les maisons, même vastes, sont mal organisées, les cuisines notamment. Il y a peu de chambres personnelles, et certaines servent en même temps de grenier : absence d'exiguïté ne signifie pas forcément absence de promiscuité. L'électricité est en bonne voie de généralisation, atteignant près de 70 % des fermes, et 80 % des maisons des bourgs. Le film *Farrebique*, en insistant sur son *installation*, présente donc une exception archaïsante, non la règle.

Le problème le plus urgent est celui de l'alimentation en eau, présente à la cuisine dans le quart des fermes, seulement, contre la moitié des maisons des bourgs. L'obtention de l'eau courante est pressentie comme un facteur d'épanouissement pour la femme, car c'est un gain en temps et de la fatigue épargnée[1368]. C'est donc autant de gagné pour mieux s'occuper du foyer. C'est aussi une amélioration considérable de l'hygiène. Les comptes-rendus d'enquêtes insistent sur la nécessité de la toilette régulière et complète, visiblement étrangère aux usages[1369]. Et la maison idéale que construit le héros de la pièce de théâtre *L'ostal, Rozeta e lo tractor*, écrite en 1946 par un jaciste aveyronnais, comprend non seulement une cuisine, une salle à manger et un salon distincts, mais aussi des douches[1370]. Le problème du raccordement à l'eau, mis en avant par les enquêtes de terrain, a rejoint ici le travail éducatif de la JAC en faveur de l'hygiène corporelle, vecteur d'épanouissement de l'homme, travail

[1365] Béteille, R., *Les Aveyronnais, essai géographique sur l'espace humain, op. cit.* : cartes p.117 et 204.
[1366] Béteille, R. *ibid.*, carte p. 162.
[1367] JR 10/1947. Apparemment, près de 5250 demeures ont été visitées par la JACF et la JAC (1858 fermes et 1196 maisons de bourgs par la JACF, 1533 fermes par la JAC).
[1368] VC 27/12/1947.
[1369] JR 06/1945.
[1370] [La maison, Rosette et le tracteur] JR 03/1946 et AMO.

inauguré par la campagne d'année de 1944 « Etre un homme »[1371]. Selon Georges Vigarello[1372], le milieu du XXe siècle a marqué le passage d'une justification physiologique de l'hygiène à une reconnaissance de ses motivations sociales et psychologiques ; or à la JAC, si la justification sociale n'est pas absente, invitant à s'aligner sur le mode de vie des urbains, l'imprécation physiologique est toujours en usage…

Les responsables de la situation sont montrés du doigt en Aveyron. Ce sont, occasionnellement, les parents, rétifs face au progrès prôné par les enfants[1373]. Plus fréquemment, les hommes, qui préfèrent, plutôt que la maison, moderniser l'étable ou la grange, espérant en tirer un bénéfice[1374] ; la condamnation rejoint ici l'idéal de collaboration entre les époux, puisqu'elle sous-entend une prise en considération par le mari des conditions d'exercice par la femme de sa mission au foyer.

Mais les attaques les plus virulentes touchent les municipalités, où l'« on se bât entre rouges et blancs au lieu d'administrer en fonction du bien commun », où l'« on détourne parfois des subventions destinées au raccordement à l'eau, pour aménager un jardin public »[1375]… Et d'inviter les jeunes femmes, nouvelles électrices, à faire pression sur les édiles… Car nous rejoignons bien ici les conclusions de Marie-Josèphe Durupt, qui affirme, dans son étude nationale, que la JAC, à la Libération, a maintenu « sa réserve vis à vis de la politique, toujours considérée sous l'angle de la lutte pour le pouvoir », tout en commençant à positionner le mouvement comme « cadre privilégié pour la formation civique du jeune »[1376]. A l'heure où les premiers jacistes intègrent les conseils municipaux[1377], la sensibilisation à l'intérêt d'une action civique dégagée des compromis partisans, passe par l'analyse des blocages constatés lors des enquêtes. Le « juger », après le « voir », commande bien l'« agir ».

L'autre problème majeur dégagé par les enquêtes, celui de l'aménagement intérieur, de l'organisation de maisons, supposait pour sa part une sensibilisation de la masse des jeunes ruraux et plus largement de la population. Les histoires générales de la JAC insistent à peu

---

[1371] *Cf.* Yamane, H., thèse citée, p.441. L'auteur renvoie à plusieurs articles de *JFR* : « La douche pratique », n°8 1945 ; « Nous demandons le carnet de santé », n°15 1946 ; « A propos des douches », n° 21 1946.
[1372] *Le propre et le sale. L'hygiène du corps depuis le Moyen-Age*, Paris, Seuil, 1987, p. 228-229.
[1373] JR 10/1947.
[1374] JR 10/1947, 04-05/1949.
[1375] JR 06/1945, 10/1947, 06-07/1948. traditionnelle
[1376] Thèse citée, p. 198-199. *Cf.* aussi Yamane, H., thèse citée, p. 430. Jean-Claude Boulanger (thèse citée, p. 315), signale qu'en 1946, le Secrétariat général fut obligé de rappeler l'attitude traditionnelle des mouvements d'Action catholique face à la politique : « *accepter que les jeunes s'engagent trop tôt dans cette transformation par l'action politique, c'est faucher le blé en herbe » ; « au lieu de servir l'intérêt de tous, le militant trop jeune est utilisé pr quelques hommes qui en font un instrument docile entre leurs mains ».*
[1377] JR 11/1947 : six "aînés" de la JAC signalés comme élus au conseil municipal de leur commune, "magnifique succès pour les jeunes, l'action de la JAC n'est pas vaine, les jeunes qui l'on vécue acquièrent une personnalité".

près systématiquement[1378] sur l'exposition itinérante sur la Maison rurale préparée par la fédération d'Ille-et-Vilaine puis parcourant vingt-quatre départements de l'Ouest de 1948 à 1950[1379]. L'image est si forte que certains auteurs en viennent à croire que l'exposition a sillonné « toute la France »[1380]. L'inconvénient est de laisser dans l'ombre les types d'actions menées dans les autres départements restés à l'écart du parcours.

En Aveyron, ce sont essentiellement, en 1947-1948, des petites expositions présentées lors de foires, de fêtes votives ou de kermesses, sous forme de panneaux reprenant les résultats des enquêtes et proposant des solutions d'amélioration. La maison doit être propre et nette, agencée avec goût en supprimant le vulgaire, sans dépenser forcément beaucoup d'argent ; une maison décorée de gravures, pourvue de placards pour le rangement. La cuisine, surtout, est au centre des propositions de réaménagement. Et si possible, il faut doter les domestiques de chambres. – De telles expositions-panneaux se rencontrent essentiellement dans la zone d'Espalion, où l'enquête a été la plus suivie, mais aussi, ponctuellement, dans celles de St-Affrique ou de Villefranche[1381]. La souplesse du médium utilisé, la facilité de sa réalisation par les secteurs, pouvant adapter le message à leur environnement propre, a permis une diffusion assez large du discours jaciste sur l'habitat. Pour autant, le vecteur demeure relativement traditionnel, tranchant avec les innovations pédagogiques de l'exposition de l'Ouest, qui présentait une maison-modèle grandeur nature. L'impact de la campagne aveyronnaise doit donc être, logiquement, assez modeste. Dans le Cantal, en 1947, le secteur de Pierrefort a traduit en revanche ses conclusions sous forme de maquettes : l'une représentant la maison du moment, l'autre, la même maison après diverses transformations pratiques opérées à peu de frais. Et la presse de se faire l'écho du succès des maquettes auprès du public, suscitant maintes discussions et demandes d'explication[1382]. Dans le même esprit, très didactique, on programme un défilé de chars fleuris évoquant la maison : la cuisine modèle, le coin bébé, et diverses maquettes[1383]… En Aveyron, les chars dont on a la

[1378] Entre autres exemples : Durupt, M.J., thèse citée, p.128-130 ; Gasiglia, B., *op. cit.*, p.37-40 ; Yamane, H., thèse citée, p. 442 ; Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 307 ; *Cinquante ans d'animation rurale, op. cit.*, p.44 ; *Cinquante ans de notre mémoire, op. cit.,* p.108-113 ; approche régionale pour la Bretagne dans Fort, R. *op. cit.*, p. 35…

[1379] Elle comprenait trois secteurs principaux : machines et appareils d'intérieur de ferme ; techniques rationnelles de construction et aménagement des bâtiments d'exploitation ; amélioration de l'habitat existant. Différentes pièces de la maison étaient montrées dans un aménagement rationnel, pourvues de meubles fonctionnels, comme le meuble cloison pour séparer le coin-cuisine, avec portes des deux côtés, pour les assiettes : vers la cuisine, et vers la salle séjour.

[1380] Par exemple : Martyne Perrot, « Les aspirations des jacistes et la transformation de l'image et du statut des femmes en milieu rural (1933-1962) », art. cit., p. 199.

[1381] JR 03/1947, 04/1947, 06-07/1947, 08-09/1947, 12/1947, 11/1948.

[1382] VC 07/06/1947, 28/06/1947, 05/07/1948.

[1383] VC 05/07/1947.

description semblent au contraire avoir laissé de côté le thème de l'habitation. Plus spectaculaires, les initiatives cantaliennes sont pourtant beaucoup plus ponctuelles. Pour 1947-48, aucune action autre que l'exposition et le défilé de Pierrefort n'a été retrouvée. En fait, des tensions semblent avoir existé au sein du comité fédéral à propos de la pertinence d'une telle action sur la maison. En février 1947, Antonin Bazelle, qui allait devenir président quatre mois plus tard, critique l'idée : découvrant les propositions de réaménagements, beaucoup risquent de dire que c'est de l'utopie pour eux ; il serait donc préférable de proposer des transformations dans le domaine de l'outillage, des modes de culture, de la sélection des animaux., des choses concrètes qui intéresseront tous les paysans car elles paraîtront source de profit ; voilà qui sera de toute façon plus facile à faire comprendre que les transformations de la ferme, concluait-il[1384]. Il se situait ainsi exactement dans l'état d'esprit masculin tel qu'il était décrit et dénoncé par la JAC aveyronnaise, cherchant des bénéfices avant de s'intéresser à l'amélioration des conditions de vie, notamment de la femme. La manifestation de Pierrefort elle même, comporta donc, à côté du versant « habitat », une présentation de machines agricoles et d'outillage, pratique présente aussi dans l'Ouest, mais que l'on ne rencontre qu'une fois dans les initiatives aveyronnaises liées à l'exposition sur la maison.

Dès les premières années d'enquête, les jacistes, sensibilisés au problème, se sont mis à observer plus attentivement l'habitat des régions extérieures qu'ils traversaient. L'enquête conduit ainsi à une éducation du regard. Paul Cousty, en Allemagne en 1945, est émerveillé par les maisons claires, propres, avec piscines et salles de bain[1385]. Embauchés comme domestiques dans une grosse ferme de l'Eure en 1946, des Aveyronnais y poursuivent leur enquête[1386]. En 1948, d'autres Rouergats visitant en groupe le Finistère observent tout particulièrement les fermes, en visitent certaines, qu'ils trouvent finalement assez semblables à celles de chez eux[1387]. En 1948, des jeunes filles, découvrant l'école ménagère de St-Rome-de-Dolan en Lozère, s'attardent dans la cuisine, pourvue d'une installation électrique complète[1388]. Peu avant, au barrage de Sarrans, des jeunes gens ont admiré la retenue d'eau en songeant à l'électricité qu'elle permettait de produire[1389].

Pourtant, au final, l'impact global de ces actions de sensibilisation à l'amélioration de l'habitat rural est très difficile à évaluer. Dans l'Ouest, Marie-Josèphe Durupt avait pu

[1384] SM 02/1947.
[1385] JR 07-08/1945.
[1386] JR 07-08/1946.
[1387] JR 06-07/1948.
[1388] JR 11/1948.
[1389] JR 09-10/1948.

constater, lors de visites dans le Maine-et-Loire et le Morbihan, que des améliorations avaient suivi l'exposition dans de nombreuses exploitations[1390]. A défaut de pouvoir vérifier les réaménagements intérieurs, si l'on se fonde, pour l'Aveyron, sur les constructions neuves en milieu rural, qui peuvent être un indice de la volonté de changer le cadre de la vie quotidienne, on constate, dans les années qui ont suivi, qu'elles se sont principalement concentrées dans le Ségala[1391], soit hors de la région où l'action sur la maison a été la plus manifeste, mais dans un espace qui constitue l'un des principaux bastions de la JAC. Or, c'était aussi une région d'exploitations de taille modeste aux forts rendements, grâce à des mentalités très ouvertes au progrès. Ainsi, les structures mentales globales, et les capacités économiques à investir, ont pu globalement jouer davantage que les opérations de sensibilisation jaciste. Et dans le Cantal, même si les modes de communication ont été davantage tournés vers la masse, ce ne fut sans doute que de façon trop ponctuelle pour obtenir un résultat tangible.

*

A propos du couple, et de son lieu de vie, nous pouvons dire, encore une fois, que la sensibilisation au discours national est incontestable à l'échelle locale. Les deux branches du mouvement convergent pour proposer un modèle de vie « épanouissant » : un couple uni par l'amour, où l'on se connaît, où l'on se respecte, où l'on s'efforce de s'épargner mutuellement les tâches pénibles en améliorant notamment les conditions de logement et de travail.

Pourtant, si la femme est conduite, de fait, à bénéficier d'une meilleure considération, elle demeure en retrait par rapport à l'homme, et plus globalement, les stéréotypes caractérisant les deux sexes dans leur psychologie ou leur fonction sociale, restent bien ancrés.

D'autre part, l'impact local auprès d'un public de jeunes dépassant le cadre des militants est sujet à caution, faute d'actions concrètes d'envergure, à la différence de l'Ouest, avec sa grande exposition itinérante sur la Maison. Celles-ci, en fait, touchent davantage le domaine des loisirs et celui de la formation professionnelle agricole et ménagère.

[1390] *Op. cit*, p.130
[1391] Béteille, R., *op. cit.*, carte p.162.

C – Accompagner l'« explosion des loisirs » : « rien n'est étranger au Christ, et le christianisme doit pénétrer toute la vie »

Dès la rentrée 1944, le comité fédéral de la JAC cantalienne choisit de se pourvoir d'un responsable loisirs[1392], et un an plus tard, la JACF cantalienne se dote d'un service loisirs comprenant une responsable chants et une responsable théâtre, pendant que JAC et JACF envisagent de doter tous les secteurs de responsables loisirs[1393]. En Aveyron, l'équipe loisirs de la JAC ne se met en place que début 1946[1394]. L'importance plus marquée accordée précédemment dans le Cantal aux activités de loisirs, semble donc avoir joué sur la chronologie. Mais cette chronologie même est relativement resserrée. On peut retenir que l'immédiat lendemain de la Libération a été marqué par la formalisation des structures jacistes d'encadrement de l'activité loisirs, après la phase d'essor premier amorcée en 1942-43. Parallèlement à cette formalisation des structures s'occupant des loisirs, la JAC/F entreprend de former ses « meneurs de jeu », cadres de terrain pour le service loisirs[1395]. Dès lors, un service existe, structuré, décliné au niveau des zones et secteurs. En Aveyron, où le suivi des dirigeants de la JAC est plus aisé, nous constatons en outre que la durée d'exercice de la fonction de responsable fédéral des loisirs est appelée à être légèrement plus longue que celle des autres postes, phénomène qui doit assurer une plus grande stabilité et une continuité plus marquée dans l'action[1396]. Un élément du contexte immédiat, même s'il est passé sous silence par la presse militante, peut contribuer à expliquer la floraison d'initiatives jacistes : le ministre de l'agriculture socialiste, Tanguy-Prigent, tente en effet d'implanter dans les villages des « foyers ruraux », lieux d'activités de loisirs qui seraient confiés en général aux instituteurs. L'Eglise, à travers la JAC, déploie alors ses efforts pour contrer l'initiative, et conserver ou accroître sa capacité d'encadrement social[1397].

[1392] SC 16/11/1944.
[1393] SM 11/1945.
[1394] JR 01-02/1947. Mais aucune mention ne nous renseigne sur la JACF.
[1395] La formation dispensée est en partie théorique, mais essentiellement technique, tournant autour de l'« art de mener un loisir », et s'appuyant sur des exercices pratiques. FF 11/1945, 12/1945 ; SM 11/1945. ; JR 02/1946, 05/1946 ; SM 04/1946 ; JR 01-02/1947 (session pour la zone de St-Affrique), 11/1947 (session fédérale) ; SC 18/09/1947 ; SM 09/1948.
[1396] A. Rouquié, 1946-1950; René Calmes, 1950-1953 ; Jean Domergue 1953-(avant 1958).
[1397] Wright, G., *op. cit.*, p. 165-166. La *Monographie agricole* du Cantal de 1958 (Paris, Documentation française) indique (p. 61) ne répertorie que quatre foyers ruraux dans le département.

1 – Une réflexion foisonnante

La période la plus foisonnante en matière de réflexion dans le domaine des loisirs s'est située en aval des premières initiatives concrètes, autour de 1947-48[1398], en rapport avec une double campagne d'année : « La jeunesse et la joie » pour la JAC, et « La joie » pour la JACF. Le discours, d'inspiration nationale, est très semblable dans les deux départements.

D'abord, il s'agit de justifier qu'un mouvement d'Eglise ait investi ce champ. Certains préféreraient voir la JAC/F prêcher explicitement l'Evangile et mettre en avant une religion de pénitence ? « Rien n'est étranger au Christ, et le christianisme doit pénétrer toute la vie »[1399]. La réponse s'inscrit ni plus ni moins dans le droit fil de la déclaration de l'assemblée des cardinaux et archevêques de mars 1946, affirmant que l'Action catholique « n'est pas (…) une action spirituelle désincarnée. Elle aborde tous les problèmes humains »[1400].

Certains regrettaient l'étiolement des formes traditionnelles de loisirs, comme le chant ou les fêtes de battage[1401]. A cela s'ajoutait un facteur aggravant, le manque de loisirs à la campagne, avec sa conséquence redoutée, le départ pour la ville[1402]. Il s'agissait là à la fois d'un manque de temps de loisirs, et du manque de loisirs organisés pour occuper les rares plages de temps libre[1403]. Or, comme le rappelait Jean-Claude Farcy[1404], mis à part pour les grandes fêtes, le temps libre, comme concept, comme temps d'oisiveté, n'existait guère, dans les perceptions traditionnelles rurales, qui valorisaient d'abord le travail. En outre, Alain Corbin a montré combien l'élasticité de l'emploi du temps journalier ne permettait guère d'isoler comme tel un temps de loisir[1405]. Réclamer des loisirs organisés pour occuper des plages de temps libre, c'était déjà un signe de « contamination » par une perception urbaine du temps de loisirs.

Les loisirs sont surtout redoutés comme une voie ouverte aux tentations et aux dérives de l'âme. Et le thème sans doute le plus présent dans le discours sur les loisirs, n'est autre que la nécessité de les assainir. Aussi bien dans la branche masculine que dans la branche

---

[1398] Dans les pages rurales de *Jeune Rouergue*, c'est en 1948-49 que l'on consacre le plus de place aux loisirs, de toute l'existence de la JAC/F (34 puis 36 %). Dans le Cantal, on relève aussi un premier sommet en 1947 dans *Semailles* (13,1 %). A l'échelle nationale, dans *Jeunes forces rurales,* Hiroko Yamane [thèse citée, p. 119-127] relève de la même façon maximum d'espace consacré aux loisirs à la même époque (18 % en 1947).
[1399] JR 05/1946, 08/1948, SM 05/1946, 01/1947.
[1400] Citée dans JFR, 05/1946.
[1401] JR 08/1948.
[1402] JR 05/1945 ; VC 22/03/1947.
[1403] JR 05/1945, NJ 01-02/1946, 05/1946, JR 11/1947, VC 22/03/1948, JR 01/1948, 03/1948, VC 24/07/1948.
[1404] « Le temps libre au village, 1830-1930 », dans Corbin, A. (dir.), *L'avènement des loisirs, 1850-1960*, Paris, Aubier, 1994, p.231-245.
[1405] Corbin, A., « La révolution des loisirs », *L'Histoire,* n° 226, nov. 1998, p. 60-63.

féminine, est dénoncée, surtout dans les premières années qui suivent la Libération[1406], une tendance de la jeunesse à s'orienter vers les « plaisirs faciles et violents »[1407]. Et d'accuser les bals, comme on l'a déjà évoqué, mais aussi le cinéma, la presse illustrée, et pour les garçons, le café et la chasse, « loisirs abrutissants »[1408]. D'ailleurs, la JAC/F joue ici non pas tant comme révélateur de la perception des jeunes militants ou sympathisants, qui s'adonnent effectivement à ces types de loisirs, que comme agent de diffusion, par le haut, d'un discours moralisateur traditionnel. Nous constatons ainsi la surprise des jeunes aveyronnaises, lors d'une session organisée fin 1945 ; la réaction du public est en effet « un peu » houleuse après l'exposé sur la pensée de l'Eglise à propos des loisirs : « on était si loin d'avoir pesé toutes nos responsabilités de jeunes »[1409].

Rien ne servait de gémir, pourtant, si n'étaient pas proposés, en remplacement, des loisirs moraux, propre à instaurer un climat de joie[1410]. C'est ce que proposa, essentiellement, la campagne d'année sur la joie, en 1947-48. Après tout, osait avancer l'abbé Bion en Aveyron, la ruée vers les loisirs, même sous des formes brutales, constatée depuis la Libération, n'était-elle pas en soi l'indice d'une recherche instinctive de joie ? Il suffisait alors de se donner les moyens de bien orienter cette recherche.

Car, pour la « JAC/F humaniste », le loisir bien conçu et bien mené est facteur d'épanouissement pour l'homme, écrasé sinon par l'« emprise matérialisante du travail »[1411]. Pour la JACF, plus particulièrement, il est aussi un temps qui permet la réflexion, l'enrichissement culturel, bref la formation d'individus « complets »[1412], pour reprendre la terminologie jaciste.

2 – Le « bal n'est pas sain » ? *Canta, paizan* !

L'action menée en matière de loisirs au lendemain immédiat de la Libération, confine donc très largement à la prescription morale. Le bal, les « mauvaises chansons » et « mauvaises lectures » focalisent l'essentiel de l'attention. On est pour l'instant encore dans une phase de condamnation, non pas tant dans une phase de proposition. Et cette phase est principalement sensible au sein de la JAC aveyronnaise.

[1406] Tout particulièrement en 1945 : JR 09/1945, 07-08/1945, FF 12/1945, SM 09/1945, JR 03/1947, SC 21/08/1947, SM 10/1947, JR 01/1948.
[1407] Cf. Kaspi, A., *La libération de la France. Juin 1944-Janvier 1946, op. cit*., chap. 15 : « La libération, une drôle de fête ».
[1408] JR 09/1945, 07-08/1945, FF 12/1945, SM 09/1945, JR 03/1947, SC 21/08/1947, SM 10/1947, JR 01/1948.
[1409] FF 12/1945.
[1410] SM 10/1947.
[1411] SM 05/1946, 10/1947, JR 01/1948, 02/1948.
[1412] NJ 01-02/1946, 11/1947, 01/1948.

Tous les bals ne sont pas, certes, condamnables au même degré. Il est des bals familiaux de bonne tenue, ou encore des bals de village où l'on se rend en famille, avec les parents, où tout le monde se connaît[1413]. Mais globalement, « le bal n'est pas sain ». A l'automne 1945, *Jeune Rouergue* publie une série de témoignages sur le bal. L'un des correspondants dénonce les « danses actuelles venues des nègres d'Amérique », qui présentent le danger de corps à corps sensuels, quand leurs rythmes ne brisent pas les nerfs, sans parler de la boisson qui excite, et des périls de la promiscuité dans des salles trop petites, *a fortiori* mal éclairées[1414]… Un jaciste de retour du STO se dit surpris, devant tant de « débauche » : jeunes gens et jeunes filles ne savent plus s'amuser sans aller au bal, même les plus petits villages en organisent, et certains jeunes font parfois 10 km pour s'y rendre, quand ils peinent à accomplir les 3 km qui les séparent de l'église pour aller à la messe[1415]… De ce point de vue, la dilatation du « rayon [des] sociabilités » juvéniles dans les campagnes, évoquée par Jean-François Sirinelli[1416], précède donc largement « l'usage croissant, au fil des années 1960, de l'automobile ».

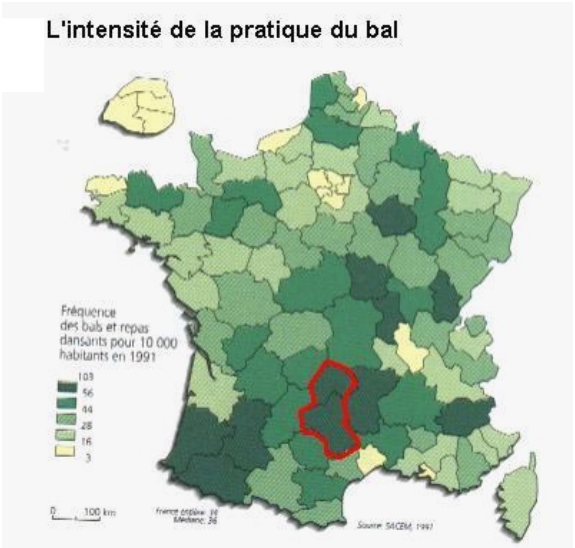
Si l'introduction des « danses nouvelles » dans les campagnes participe grandement de la condamnation du bal, les danses traditionnelles, qui souffraient encore, en Aveyron, de quelque suspicion pendant la guerre, apparaissent désormais comme le contre-modèle qui, de ce fait, est connoté positivement ; les imposer au bal, ce peut être pour les jacistes un mode d'action apostolique parmi d'autres[1417].

Certains militants fréquentent pourtant les bals, se prétendant convaincus qu'ils pourront en changer l'atmosphère, ou utilisant ce prétexte pour ne pas se priver de l'une des rares distractions organisées. A ce sujet, le débat ne parvient pas à être tranché : selon les intervenants, pareille attitude est soit formellement condamnée, parce que « ce n'est pas en jouant avec le feu qu'on évite l'incendie », soit entérinée, à condition qu'elle porte explicitement un témoignage chrétien, par l'attitude exemplaire adoptée, voire, par le port ostensible de l'insigne[1418]. C'est là l'attitude qui semble plutôt s'imposer dans le Cantal, apparemment moins porté que l'Aveyron à la condamnation morale récurrente du bal, mais qui, nous le voyons, ne cherche aucunement à gommer auprès de la masse le caractère

[1413] JR 06/1945, 07-08/1945, 09/1945, 11/1945 ; FF 10/1945…
[1414] JR 11/1945.
[1415] JR 09/1945.
[1416] *Les baby-boomers…, op. cit.*, p. 223 : « Du bal à la surboum »
[1417] JR 07-08/1945. En Bretagne, des journées de propagande jaciste accueillent, de la même façon, des danses traditionnelles, mixtes, au risque de choquer certains puritains : jusqu'en 1957-58 en effet, certains aumôniers vont continuer à s'opposer à toute danse, même folklorique (Fort, R., *op. cit.*, p. 33, 168)
[1418] JR 06/1945, 07-08/1945, 09/1945, FF 10/1945, NJ 07/1946.

chrétien de l'action menée[1419]. Nous pouvons d'ailleurs évoquer en parallèle l'expérience en la matière du secrétaire général René Colson, telle qu'il la rapportait en 1945. En Haute-Marne, juste avant la guerre, sa section naissante avait décidé de prendre en charge l'organisation du bal de la fête du village : « nous aurions, (…) les premiers, trouvé drôle une fête sans bal ». Ainsi, ils pourraient mieux le contrôler et « éviter (…) la mauvaise tenue et l'atmosphère d'impureté ». Mais il reconnaissait que l'expérience eût été difficile à renouveler, « nous aurions été gênés, entre les conseils formels de l'autorité ecclésiastique, informée de notre initiative, et ce que nous jugions comme étant le mieux pour le pays »[1420]. – Il y a bien une tension entre l'univers mental des sociétés rurales, et un certain discours moralisateur de l'Eglise, la JAC se trouvant tiraillée entre les deux.

Doc. II-6-1



Source : SAINT-JULIEN, Th. (dir.), Atlas de France, vol. 5, Société et culture, Montpellier-Paris, RECLUS-La documentation française, 1997

L'augmentation conjoncturelle du nombre de bals à la Libération ne doit pas voiler en effet les tendances plus profondes. A défaut de disposer de données sur la pratique du bal dans les années 1940, on peut supputer que les cartes établies pour le début des années 1990[1421] révèlent des tendances longues en matière de pratique culturelle (carte ci-dessus). On constate alors que le Cantal et l'Aveyron font tous deux partie d'une France du Sud-Ouest et du Massif central où la fréquence des bals pour 10 000 hb. est largement plus élevée que la moyenne du pays. On est au cœur de la « France du bal », qui correspond curieusement à la France de la

[1419] SM 05/1946, 11/1946.
[1420] Colson, R., *Un paysan face à l'avenir rural. La JAC et la modernisation de l'agriculture, op. cit*., p.18-20 : texte paru à l'origine dans Boulard, chanoine F*., Problèmes missionnaires de la France rurale*, Paris, Cerf, 1945.
[1421] Saint-Julien, Th. (dir.), *Atlas de France,* vol. 5, *Société et culture*, Montpellier-Paris, RECLUS-La documentation française, 1997, p.90-91.

famille souche. Sans doute le rapport n'est-il pas anodin. Et c'est d'ailleurs au cœur de cet espace que Pierre Bourdieu a étudié le bal comme « forme visible de la (…)
logique du marché matrimonial » en milieu rural[1422]. Le bal est donc partie intrinsèque de la culture locale, à laquelle se heurte nécessairement le discours national le condamnant. Et cela peut expliquer les réactions hésitantes des militants quant au renoncement prôné. Mais en même temps, il apparaît que le bal public traditionnel, avec orchestre et comité des fêtes, destiné à un public diversifié, est plus fréquent dans le Cantal qu'en Aveyron, département dans lequel la formule du repas dansant, supposant un relatif contrôle du recrutement des participants, un cadre « plus familial », est davantage prisée. D'où, peut-être, une sensibilité aiguisée face à un essor conjoncturel, au lendemain de la libération, des « bals publics », rompant l'équilibre, alors que dans le Cantal, cette hausse ne serait que l'amplification de la formule la plus habituelle. Ainsi s'expliquerait le fait que le discours national rencontre bien davantage d'écho en Aveyron qu'en Haute-Auvergne.

De la même façon, face aux chansons nouvelles, le répertoire traditionnel se trouve exalté. A la Libération, la JAC/F aveyronnaise en édite un recueil, *Canta paizan*. De 1945 à 1947, elle se met à tenir des stands dans les foires du département[1423], proposant de la littérature jaciste, et surtout des chansons du terroir en occitan et en français, attirant l'attention en diffusant des disques sur un « pick-up », en une alliance bon-enfant de la tradition et de la modernité. Dès l'une des premières opérations, à la grande foire de Rodez, au début de l'été 1945, le succès semble au rendez-vous, et encourage à poursuivre les opérations : devant le stand, les gens se mettent à danser la bourrée, telle vieille dame n'en revient pas d'entendre de nouveau les chansons de sa jeunesse, on vole même des carnets de chants ; seule la police interrompt la vente un moment, craignant quelque entreprise amorale : « A Rodez, vous comprenez, il y tellement de curés et de bonnes sœurs qui se scandalisent pour rien ! », tente de se justifier le commissaire[1424].

L'action apparaît donc en phase avec une culture rurale bien vivace encore. Mais pour les jeunes, l'engagement pour sa défense correspond-il à l'illustration d'une culture encore vécue ? Loin de constituer une attitude de repli identitaire et d'exclusion, la mise en avant des chants traditionnels peut aussi être un bon moyen d'atteindre la masse, qui y est encore sensible, dans des sous-régions plus traditionnelles que celles où la JAC/F s'est d'abord implantée.

[1422] Bourdieu, P., *Le bal des célibataires. Crise de la société paysanne en Béarn*, Paris, Seuil, 2002, notamment p. 229 et sq.
[1423] JR 05/1945, 06/1945, 07-08/1945, 10/1945, FF 11/1945, JR 01/1946, 07-08/1946, 06-07/1947, 11/1947.
[1424] JR 07-08/1945.

Dans le Cantal, point de stands pour défendre la chanson traditionnelle, apparemment. C'est plutôt sur l'ouverture de bibliothèques rurales que l'accent est mis[1425]. Est-on en présence d'une attitude ou d'une réalité plus élitistes ?

3 – Fêtes rurales : un « sauvetage » ambigu

Dans cette phase encore très moraliste et craintive à l'égard des loisirs, le discours jacistes condamne aussi fréquemment l'avilissement auquel conduisent les fêtes patronales telles qu'elles sont programmées. Les jacistes sont donc invités à investir les comités des fêtes, « sans s'affadir », pour proposer des programmations de substitution, propres à créer une « joie *saine* » ; quand on ne les invite pas tout simplement à sauver d'une mort certaine ces vénérables fêtes de village en voie de dépérissement, pour faire revivre la joie dans les campagnes[1426].

D'ailleurs, pour l'instant, comme ils avaient déjà commencé à le faire pendant la guerre – tardivement par rapport à d'autres régions –, les jacistes de l'Aveyron et du Cantal entreprennent essentiellement de redonner quelque éclat aux fêtes traditionnelles qui scandaient jadis le cycle des travaux agricoles et/ou des saisons : « fête du travail », fête des moissons ou des vendanges, soirées de battage, feux de la St-Jean, voire, exceptionnellement, rogations[1427]. Ces fêtes comportaient alors un versant religieux essentiel, avec la messe des paysans, accompagnée selon les cas, de jeux de défi, de chants, de danses (bourrées et farandoles) ; parfois, aussi, de petits spectacles pouvaient être donnés. Il s'agissait de défendre un modèle traditionnel de fête, en partie tombé en désuétude[1428], pour renouer avec des pratiques festives propres à susciter une participation collective, à l'époque où le caractère communautaire de l'assistance aux fêtes avait tendance à s'émousser. Ainsi, le fait de ne pas se contenter de la bourrée, danse « à figures » pratiquée par « cellules », et marquant déjà une évolution vers la danse en couple, mais d'y associer la farandole, danse en chaîne, « instrument de communion et d'unification du village »[1429], renforçait l'idée de la recherche d'un âge d'or idyllique où primait l'entente communautaire. La jeunesse retrouvait là, aussi,

[1425] SM 03/1946, 05/1946, 06/1946, 09/1948, 10/1949.
[1426] JR 05/1945, 07-08/1945, NJ 07-08/1946, JR 05/1947, 10/1947 ; SM 05/1946, VC 27/07/1948.
[1427] FF 10/1945, NJ 07-08/1946, JR 05/1947, SM 07/1947, JR 04-05/1948, 08/1948, SM 04/1949, 06/1949 JR 06-07/1949. *Cf. Histoire de la France rurale, op. cit.,* t.4, p. 341-344.
[1428] Farcy, J. Cl., art. cit., p. 237-239, 244-245, 247-249.
[1429] *Cf.* Farcy, J. Cl., art. cit., p. 252.

son rôle traditionnel de ferment festif[1430]. La perspective, au bout du compte, se révélait essentiellement nostalgique.

Néanmoins, l'organisation étant prise en charge par la JAC/F, on n'était pas si loin des nouveaux modes de gestion de la fête, enregistrant la montée du rôle des associations[1431] ; en outre, il s'agissait d'une réinvention, non d'une remise en pratique, fidèle en tous points au modèle initial (y en eut-il un, d'ailleurs ?). Elle portait donc en germe la possibilité d'innover en matière festive. Les fêtes du retour des prisonniers, en 1945[1432], auxquelles la JAC/F avait pu apporter ponctuellement son concours, illustraient d'ailleurs cette malléabilité, cette capacité à investir autour de nouveaux objets un savoir faire existant en matière de réjouissances. Plus encore, la participation de la JAC/F à l'organisation et à l'animation de kermesses des écoles libres ou orphelinats, au lendemain de la Libération[1433], a pu familiariser celle-ci avec les nouveaux modes d'organisation de la fête analysés par Jean-Claude Farcy[1434] ou Patrick Champagne[1435], considérant les participants comme des consommateurs, venant parfois de loin, et non plus comme des acteurs, membres impliqués de la communauté villageoise : en contradiction, de fait, avec l'idéal communautaire défendu par le discours jaciste. Pour Patrick Champagne, la mutation pouvait s'expliquer par le fait que le groupe perdît en fait sa cohérence, au lendemain de la guerre, comme le montrait l'« autonomisation » des exploitations[1436]. La fête, d'« assemblée villageoise », était appelée à devenir « animation »[1437] : la force d'attraction du bal, tant dénoncée par la JAC en ces années, en était l'une des manifestations. Mais alors que cette mutation, à terme, s'est souvent accompagnée de la disparition des jeux et autres attractions « typiquement paysannes », les jacistes, eux, les entretiennent un temps encore, comme une survivance.

En 1947, sur la suggestion des instances nationales[1438], apparaissent des « fêtes de la terre » ou « fêtes rurales » jacistes. Elles ne sont pas liées à une date précise du calendrier agraire, et se différencient ainsi des fêtes d'inspiration traditionnelle dans lesquelles la JAC/F s'était investie depuis la guerre, mais aussi des fêtes patronales. Face aux fêtes votives, dont

[1430] Farcy, J. Cl., art. cit., p.242.
[1431] Farcy, J. Cl., art. cit., p.248.
[1432] FF 10/1945 ; VC 19/05/1945.
[1433] JR 05/1945, 09/1945, 06-07/1947, 11/1947 ; SM 08-09/1946 ; JR 06-07/1949 (article rétrospectif).
[1434] Farcy, J. Cl., art. cit., p.249.
[1435] « La fête au village », dans *L'héritage refusé. La crise de la reproduction sociale de la paysannerie française, 1950-2000*, Paris, Seuil, 2002, 337 p., p.27-47.
[1436] *Op. cit.*, p.30-31.
[1437] Champagne, P., *op. cit.*, p.33.
[1438] Au conseil fédéral (national) de l'ACJF de décembre 1946, on avait appelé à la multiplication des « activités éducatives », dont les « fêtes de la terre » : JR 03/1947. Des brochures, *Chars et fêtes rurales*, et *Fêtes de la terre* sont promues en 1948 (JR 04-05/1948). Le congrès national de 1950 s'achèvera par une fête de la terre, qui peut avoir servi de modèle par la suite (JR 04-05/1950).

l'animation avait tendance à se réduire au bal, elles présentent par ailleurs un programme fourni et diversifié, qui veut toucher toute la communauté, quels que soient les âges et les sexes, au long de la journée complète.

Etienne Fauvet, dans sa thèse sur l'Ain, avait cru pouvoir rassembler en trois grandes rubriques les caractéristiques de ces fêtes de la terre[1439]. D'abord, elles permettent une « prise de conscience de sa cohérence par le groupe », avec les vins d'honneur réunissant diverses personnalités, avec la cérémonie au monument aux morts, avec les repas « tirés du sac » agrémentés de discussions, avec enfin la participation éventuelle de sociétés locales. Le fête est aussi « ritualisation et solennisation de la vie ordinaire pour en saisir la signification », avec la célébration liturgique, les défilés de chars allégoriques, les expositions. Elle est enfin, de façon très classique, une « rupture avec la monotonie du quotidien », par les spectacles, les stands, les jeux et concours, qu'elle propose.

Dans les exemples qui nous sont parvenus pour l'Aveyron et le Cantal[1440], les aspects « officiels », à l'instar de la réception des autorités ou de la cérémonie au monument aux morts, assez prisés encore pendant la guerre, semblent très peu présents[1441], alors que dans l'Ain, Etienne Fauvet ne relevait leur marginalisation que dans les années 1960. Les divertissements multiples, tels que les jeux, stands, concours…, sont constamment programmés, mais on doit relever leur diversité, qui montre qu'il s'agit ici d'un champ où les organisateurs conservent une marge notable d'adaptation, en fonction des pratiques locales des fêtes votives, notamment : pêle-mêle, on peut relever des courses cyclo-pédestres, un lâcher de montgolfières, des stands et des jeux non identifiés, une loterie, un concours de bourrées, et un autre de cabrettes, voire, une démonstration de tours de force. Et le soir, le spectacle paraît systématique : à l'occasion, un jeu scénique donné par les jacistes, et même, une fois, un bal, malgré les récriminations ; plus habituellement, des contes et chansons, voire une représentation de théâtre, donnée par une troupe venue de l'extérieur. La bourrée ou les cabrettes viennent offrir une tonalité traditionnelle, tout comme le défilé en costumes régionaux à Pierrefort (Cantal) en 1947[1442]. Pourtant, dans l'ensemble, les divertissements retenus rattachent clairement les fêtes de la terre aux modes récents de la fête votive, organisée par un comité, proposant des modes de participation individuels ou par couples, dont les compétitions et concours, et des spectacles « à consommer sans y prendre part »[1443].

[1439] Fauvet, E. thèse citée, p.297.
[1440] Aveyron : St-Beauzély 27/08/1947 (JR 10/1947), Rieupeyroux 21/09/1947 (JR 12/1947), Baraqueville (JR 08/1948) ; Cantal : Pierrefort (SM 05/1947).
[1441] Une seule mention pour chacun.
[1442] SM 06/1947.
[1443] *Cf.* Farcy, J. Cl., art. cit., p.247-249.

Il n'y a pas pour autant dérive profane. Le matin, la messe, dialoguée, ouvre toujours la journée. L'offrande des produits de la terre, et le sermon parfois prononcé en langue d'Oc, marquent l'ancrage rural traditionnel.

Comme les observateurs l'ont mainte fois remarqué, les fêtes de la terre ont un aspect mixte, mêlant archaïsmes et modernité, et contribuant ainsi à faire accepter plus facilement la nouveauté.

Le grand moment, obligatoire, est le défilé de chars. Dans l'Ain, Etienne Fauvet avait distingué deux grands types de défilés thématiques : les défilés à perspective historique[1444], et ceux à perspective spatiale[1445]. Ce ne sont semble-t-il pas les catégories qui conviennent pour l'Aveyron, où les exemples détaillés dont nous disposons montrent que l'on se limite plutôt à l'exaltation d'un monde rural vu à travers ce qu'il a de « typique », sans nuances marquées dans le temps ou l'espace : les travaux agricoles (semailles, moissons, pommes de terre, élevage…), l'artisanat rural (le forgeron, essentiellement), les services (épicerie), les lieux identitaires (église, mairie, école), la famille. Les éléments traditionnels semblent l'emporter sur l'exaltation de la modernisation, même si celle-ci est bien présente : en 1947, à Rieupeyroux, l'un des chars expose une moisson réalisée au moyen d'une machine à battre projetant l'imagination dans les grandes plaines des Etats-Unis[1446]… ; à St-Beauzély, des applaudissements nourris saluent le tracteur qui ferme la marche[1447]…; l'année suivante, à la fête rurale de Baraqueville organisée par le jeune Raymond Lacombe, un défilé de tracteurs provoque l'enthousiasme du public[1448] ; et Aimé Aigouy, responsable professionnel de la zone de Millau, définissant le modèle idéal de la fête rurale, invite à organiser des démonstrations de motoculture, de traite mécanique, des expositions de matériel divers d'extérieur et d'intérieur[1449]… Dans le Cantal, à Pierrefort en 1947, en parallèle avec l'exposition d'outils, le défilé, comme nous l'avons déjà vu, s'organise autour du thème de la maison et de ses améliorations, un char étant consacré à chaque pièce d'habitation[1450].

*

Les auteurs de l'*Histoire de la France rurale* ont donc sans doute raison de dire que les fêtes de la terre jacistes ont beaucoup fait pour rendre acceptable la modernité en la rendant palpable et moins inquiétante : « on suggère ainsi la continuité du travail agricole (…) et cette projection ou ce transfert du travail humain dont on a l'expérience, sur la machine,

[1444] « Hier, aujourd'hui, demain ».
[1445] Découverte de (sous-)régions, de pays…
[1446] JR 12/1947.
[1447] A St-Beauzély 27/08/1947 (JR 10/1947).
[1448] JR 11/1948.
[1449] JR 06-07/1948.
[1450] SM 06/1947.

annule son étrangeté technique, ce par quoi elle est à la fois étrange et corps étranger. Mais on fait en même temps saisir et accepter la rupture : la modernité est là, concrète, palpable, et elle se présente parée et joyeuse (…). Toujours paysan, mais paysan moderne (…) » [1451]. Il faut cependant apporter au moins trois nuances à leurs affirmations : d'abord, alors qu'ils décrivent ce processus comme actif dès l'avant-guerre, nous ne voyons ces fêtes prendre leur essor qu'à la toute fin des années 1940 ; ensuite, le binôme avant/après, de même que l'évocation du travail des champs, ne sont pas aussi systématiques qu'ils le suggèrent, et bien souvent, on est plus proche de la promotion d'une restauration morale et chrétienne, que de celle de la modernisation technique ; enfin, au moins dans la région étudiée[1452], le nombre de fêtes paraît avoir été relativement réduit, ce qui minimise leur impact. Une dizaine tout au plus a été repérée en Aveyron entre 1947 et 1954, et pour le Cantal, on doit se contenter d'une seule mention, l'année du lancement dans la région (1947). Il ne faut pas oublier en effet que de telles fêtes supposaient un investissement, notamment en temps de préparation, très important. Elles ne pouvaient être le fait que de quelques localités disposant de moyens humains et de relais importants. Ces fêtes de la terre sont, pour cette époque, l'exception aussi singulière que spectaculaire qui a pu caractériser certains groupes fort actifs.

Mais la « modernité » qu'apporte de la JAC/F via son activité festive n'est pas seulement technique : c'est aussi, comme on l'a vu, celle des nouveaux modes de divertissement, induisant un rapport organisateur / consommateur parfois contradictoire avec l'esprit de communauté exalté par les jacistes.

Le passage progressif des séances récréatives aux coupes de la joie va en tout cas dans le même sens.

4 – Apporter la joie : des séances récréatives aux premières « coupes »

Les séances récréatives avaient constitué, pendant la guerre, l'aspect le plus visible de l'action jaciste en matière de loisirs. Les années d'après-guerre s'inscrivent en fait dans une continuité certaine avec celles du conflit. La documentation est certes moins riche que pour l'époque de la guerre, empêchant toute exhaustivité, mais les preuves sont là, pendant toute la période, d'une perpétuation de la pratique de la part des groupes, tant masculins que féminins, et dans les deux départements[1453]. Certains groupes, même, font des tournées dans plusieurs

[1451] *Op. cit.,* t.4, p.344-345.
[1452] En effet, à l'échelle nationale, J.-Cl. Boulanger (thèse citée, p. 307) signale 500 fêtes de la Terre dans l'été 1948.
[1453] JR 10/1945, 02/1946, 11/1946, 08-09/1947, 10/1947, 12/1947, 02/1948 ; SC 18/01/1945, 29/03/1945, VC 14/04/1945, 19/05/1945, 22/12/1945, SM 01/1946, 08-09/1946, 11/1946, 02/1947, 22/03/1947, SM 04/1947, VC 17/06/1947, SM 06/1947, 07/1947, 02/1948, 21/02/1948, 05/05/1948 ; SC 06/03/1947.

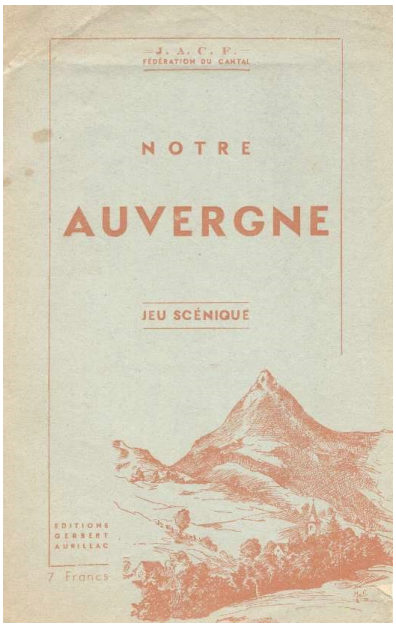
villages environnants. C'est néanmoins une nouveauté pour la JACF aveyronnaise, qui était en grande partie restée à l'écart : cela prouve qu'il y a bien, désormais, assimilation du modèle national, et que les velléités locales de résistance se sont émoussées.

Car, si les séances récréatives ont ouvert la voie aux coupes de la joie, leur programme apparaît beaucoup moins diversifié que ne sera celui de ces dernières. En Aveyron surtout, il est essentiellement centré sur le théâtre, présentant en général un ou plusieurs drames, et une ou plusieurs comédies. Dans le Cantal en revanche, où la pratique des séances était plus ancrée, l'expérience plus ancienne a peut-être anticipé l'évolution, puisque dès les premières années de l'après-guerre, certains séances alternent théâtre, monologues, chansons anciennes, voire bourrées[1454].

On avait par ailleurs repéré pendant la guerre, que le répertoire Aveyronnais semblait plus orienté vers l'exaltation du terroir, que le répertoire cantalien, plus ouvert à des pièces contemporaines du répertoire profane national. Les données défectueuses ne permettent pas de se prononcer de façon assurée pour la période qui suit ; tout au plus semble-t-il y avoir un certain équilibre entre répertoire proprement rural, et répertoire généraliste. Dans le Cantal, les jacistes de Pierrefort, les plus fréquemment sur scène, offrent un répertoire diversifié, quand d'autres exemples font état de pièces à caractère « paysan » marqué[1455]. En Aveyron, des listes de pièces proposées en 1948 montrent aussi un certain équilibre. Pour la JAC, sur vingt-et-une pièces, dix relèvent du champ général, et les onze autres sont en rapport avec le monde rural, dont cinq en langue d'oc[1456].

Les Aveyronnais puisent en effet fréquemment dans un répertoire local concocté par le félibre Henri Mouly et par un jaciste qui s'est improvisé dramaturge, et dont les œuvres sont éditées par la fédération, à l'intention des secteurs. Pour la JACF, sur neuf pièces proposées, une seule se rattache au monde rural, deux autres renvoient à une thématique patriotique ou chrétienne générale, mais cinq se réfèrent au couple, exaltant l'amour vrai et rejetant avec force le divorce[1457]. On aurait donc tendance à conclure que conformément à une logique de répartition traditionnelle des champs d'intérêt au sein des couples, la JAC met davantage en avant les aspects professionnels, et la JACF, les aspects familiaux.

[1454] SM 10/1946 ; VC 22/05/1948, 06/01/1951, 03/02/1951, 23/02/1952.
[1455] Par exemple, pour Pierrefort : VC 21/02/1948 (pièce dont l'action est située à Londres) ; VC 26/06/1948 (drame hindou). Ailleurs : drames paysans signalés, VC 07/06/1947, 03/03/1951…
[1456] JR 12/1948.
[1457] JR 12/1945.



Doc. II-6-2. Exaltation du terroir et de la famille : *Notre Auvergne*, jeu scénique de la JACF du Cantal en 1945 (coll. privée)

Pourtant, les pièces jacistes locales que l'on vient d'évoquer[1458] sont centrées essentiellement autour de la formation du foyer paysan : *L'Ostal, Roseta et lo tractor*[1459] invite, si l'on veut se marier, à s'engager à ne pas traiter l'épouse en servante, et illustre par ailleurs les affrontements entre générations au sujet de la modernisation de l'exploitation et de la maison ; *L'Ainado del Garric*[1460] met pareillement en exergue les vertus du bon époux paysan. L'une des pièces jacistes écrites dans le Cantal, *La grande famille du père Menfoute*, due à l'abbé Trin[1461], exalte elle aussi le foyer. Il semblerait donc que le théâtre spécifiquement jaciste donné à voir dans les séances ait essentiellement véhiculé le message sur la construction du foyer, grande préoccupation des jacistes à la sortie de la guerre, on l'a vu, tout en cohabitant avec un théâtre de simple divertissement.

L'une des raisons du maintien des séances récréatives est financière : elles sont, avec les calendriers, l'un des rares moyens de collecter de l'argent, afin de répondre aux appels à cotisation des fédérations, de participer au financement des congrès à Lourdes, ou d'organiser les toutes premières balades[1462]. Et à l'occasion, elles permettent de faire une bonne action, en

[1458] On pourrait citer encore *Paizan de deman* ou *Bertomiu carga la levita* (JR 06/1946, 09/1951, 09/1952).
[1459] JR 03/1946.
[1460] JR 06/1946.
[1461] SC 12/02/1945.
[1462] JR 10/1945, 02/1946, 12/1947 ; SM 02/1948.

jouant au profit des prisonniers de retour, ou plus tard des malades hospitalisés, d'une école libre ou de la restauration de l'église paroissiale[1463].

D'autre part, le rôle éducatif du théâtre, sur lequel l'accent avait été mis pendant la guerre, offre aux séances une légitimation dont l'affirmation et les effets se poursuivent. A l'occasion de sessions ou stages-loisirs régionaux, en 1946 comme en 1949, sont dispensés des cours techniques d'art dramatique[1464]. Dans les sessions locales aveyronnaises, comme à St-Affrique début 1947, on fait appel à des troupes d'amateurs de la région pour venir initier les jacistes au théâtre[1465]. L'observation des jeux scéniques des congrès, comme à Lourdes en 1948, offre l'occasion de repérer les erreurs à ne pas commettre : jouer dos au public, employer un langage pseudo médiéval difficilement compréhensible[1466]… Jouer, voilà qui doit aider à mieux exprimer sa pensée, ses sentiments, à vaincre sa timidité face à un public, à enrichir son vocabulaire, à créer des contacts[1467]…

L'argumentaire n'est déjà plus très neuf. Toutefois, il met en place des concepts qui ont été repris tels quels pour justifier la création des coupes de la joie.

Ces coupes de la joie constituent un *concours* de chants, contes et danses…, à *plusieurs échelons*[1468], se déroulant en général durant l'hiver et le printemps. A la base, elles ont deux objectifs. Introduire un climat de joie dans les campagnes, en conformité avec la campagne d'année de 1947-48, et mener une action de formation : « se présenter sur les planches, c'est vaincre sa timidité »[1469]. La volonté d'offrir un substitut au « défoulement de la jeunesse dans les bals » n'est pas non plus étrangère à cette initiative[1470].

Elles ont été créées, au niveau national, en 1946. Elles apparaissent dans le Cantal en 1947[1471], en Aveyron en 1948[1472]. Comme les départements du Nord, de l'Ille-et-Vilaine, de l'Ain, voire de la Lozère malgré son léger retard[1473], Rouergue et Haute-Auvergne s'inscrivent ainsi dans la première vague de créations, dans le prolongement direct de l'impulsion nationale originelle ; amenés à expérimenter la nouvelle formule, ils doivent alors

---

[1463] SC 18/01/1945, 29/03/1945 ; SM 08-09/1946 ; VC 14/04/1945, 19/05/1945, 10/04/1948, 08/05/1948, 15/05/1948.
[1464] JR 05/1946 (cours par Paul Cousty) ; SM 12/1949.
[1465] JR 01-02/1947.
[1466] JR 06-07/1948.
[1467] SM 05/1946, JR 01/1948, 02/1949, 04/1949, 01/1951…
[1468] Village, secteur, fédération, région, pays.
[1469] SM 01/1947, VC 27/03/1948, SM 02/1949 ; JR 10/1947, 01/1948, 12/1948, 12/1949. *Cf.* Durupt, M.-J., thèse citée, p. 131.
[1470] Fort, R., *op. cit.*, p. 114.
[1471] SM 01/1947.
[1472] JR 04-05/1948, 05/1949. Elles existent alors dans 60 départements (Fort, R., *op. cit.*, p. 115).
[1473] Nord : 1946 (Cuvelier, G., *op. cit.,* p.53-54) ; Ille-et-Vilaine ; 1946 (Fort, R., *op. cit.*, p. 114) ; Ain : 1947 (Fauvet, *op. cit.,* p.321) ; Lozère : 1949 (Courtois, *op. cit.,* p.560).

procéder à des ajustements d'année en année, pour améliorer le résultat. Ils se différencient par là de départements comme le Gers ou l'Hérault[1474], qui appartiennent à une deuxième vague, où les coupes n'apparaissent qu'à l'orée des années 1950, après l'exemple « clé en main » donné lors du congrès national.

Cette précocité pourrait témoigner de liens privilégiés avec l'échelon national. Mais il semble que la volonté ait été surtout régionale. En 1947, ce sont les instances jacistes du Midi et du Sud-ouest qui réprimandent l'Aveyron pour ne pas avoir organisé de coupe, alors que l'envoi 2 000 militants au congrès des jeunes gens à Lourdes laissait supposer une capacité d'action importante[1475]. La fédération s'incline donc, en 1948, mais sans grande conviction.

En fait, des indices semblent montrer deux façons d'introduire une nouvelle formule, selon que l'on considère le Cantal ou l'Aveyron. En Aveyron, on conçoit dès le début une organisation relativement structurée, et une manifestation drainant un public important : dès la première expérience de 1948, une dizaine d'éliminatoires locaux sont signalés[1476], avec l'idée que l'année suivante il en faudra cent à deux cents[1477], et la fédération prend à sa charge la finale régionale[1478]. Du coup, on comprend qu'un tel enjeu ait pu dans un premier temps, en 1947, conduire à reporter le début des coupes dans le département. Pour le Cantal en revanche, on ne sait combien d'éliminatoires ont lieu la première année – sans doute peu –, mais la description de la première finale fédérale, à Talizat, donne plutôt l'impression d'une petite fête montée avec les moyens du bord par les principaux responsables départementaux : la famille Pons, comprenant des responsables tant au sein de la JAC que de la JACF, semble avoir été particulièrement active ; elle a amené l'équipe d'Oradour, qui anime en partie la journée, et elle décroche trois prix à elle seule ; les autres récompenses vont essentiellement à des membres du bureau fédéral[1479]. Ici, loin de vouloir d'emblée disposer d'une manifestation structurée d'envergure, on commence par agir…

Au départ, deux catégories sont ouvertes au concours : chant et conte. Si l'on suit Bertrand Gasiglia[1480], dans un premier temps la coupe est censée être une activité masculine, et ce n'est qu'en 1948 que les filles rejoignent le mouvement. Là encore, de ce point de vue, les deux départements qui nous intéressent témoignent d'une précocité certaine, à relier sans doute à l'importance des effectifs jacistes féminins. Dans le Cantal, par anticipation, dès

[1474] Gers : *op. cit.* (collectif), p.123 ; Hérault : Gabrielle Prat, *op. cit.*, p.208.
[1475] JR 04-05/1948, 05/1949.
[1476] JR 04-05/1948.
[1477] JR 04-05/1948.
[1478] JR 02/1948, 04-05/1948.
[1479] SM 06/1947.
[1480] *Op. cit.*, p.34.

1947, les jeunes filles participent, l'épreuve de chanson étant mixte[1481]. En 1948, l'Aveyron, dès l'entrée en vigueur de la coupe dans la fédération, est un des premiers département à l'ouvrir aux jeunes filles, avec la part d'innovation, d'expérimentation, de réajustements, que cela suppose[1482] ; avec, aussi, la nouveauté que représente une participation commune des deux sexes, voire, à l'occasion, la mixité, alors qu'au temps de la guerre, les évêques interdisaient encore rigoureusement toute séance récréative mixte[1483]. L'Aveyron innove encore en ouvrant, dès 1948, la coupe aux Juniors[1484].

Les coupes apparaissent à leur tour comme des vecteurs de transmission d'une culture traditionnelle de terroir, dans la lignée des actions de promotion de la « bonne chanson » et des danses traditionnelles. De même qu'en Finistère les apprentis conteurs recouraient au breton[1485], dès la première année, dans le Cantal comme en Aveyron, la majorité des contes que présentent les concurrents sont en langue d'oc ; et les Cantaliens regrettent que les chanteurs n'exploitent pas autant le folklore, pendant que les Aveyronnais se félicitent de cette occasion de remettre en valeur le répertoire traditionnel[1486].

L'impact des coupes est néanmoins limité pour l'instant : ce n'en sont que les balbutiements, et elles marqueront plutôt de leur empreinte les campagnes des années 1950. Il en va de même pour les balades et voyages.

5 – Balades et voyages : accroître l'amitié et les connaissances

Les courtes balades et les quelques voyages n'en sont eux aussi qu'au stade de l'expérimentation.

La JAC/F avait certes déjà offert à quelques militants et militantes, avant la guerre, l'occasion d'effectuer leur premier long voyage, à l'occasion d'un congrès, d'un pèlerinage, d'une réunion régionale de formation. Mais ce n'étaient là que des occasions ponctuelles, motivées par un prétexte religieux ou organisationnel. Balades et voyages doivent multiplier les occasions de partir à la découverte d'autres régions que la sienne tout en élargissant le champ des curiosités et en éduquant le regard à observer le monde.

[1481] SM 06/1947.
[1482] JR 02/1948, 05/1949.
[1483] Outre les coupes, Robert Fort (*op. cit.*, p. 33) évoque aussi, dans l'Ouest, l'organisation de journées *mixtes* de propagande, avec danses régionales : « tant pis si de braves gens se scandalisent de ce spectacle pourtant charmant »
[1484] JR 11/1948.
[1485] Fort, R., *op. cit.*, p. 115.
[1486] SM 06/1947, JR 03/1948, 04-05/1948.

Education au tourisme ? Ou éducation par le tourisme ? La démarche relève des deux à la fois…

Nous savons que les réformes de 1936 n'ont pas entraîné une pratique systématique du tourisme dans les catégories ouvrières, contrairement à ce que la mémoire collective tend à suggérer[1487]. Plus encore, les ruraux, par définition, avaient échappé au mouvement. Les jeunes eux-mêmes avaient été soustraits aux sollicitations scolaires permettant à des urbains de leur âge de mener, d'une manière ou d'une autre, un apprentissage du tourisme[1488]. Le scoutisme, comme invitation au voyage et à la découverte de nouveaux horizons lors des camps, était resté lui aussi essentiellement un phénomène urbain. Les occasions de voyage, voire, de micro-déplacement à l'échelle de la région environnante, demeuraient rares, et forcément liées à une motivation ou un prétexte utilitaire. Il n'était pas question de se déplacer pour le simple plaisir de découvrir des lieux. Toutefois, la pratique du tourisme n'était pas un objet inconnu pour les jeunes paysans. Même si, longtemps, des tensions avaient opposé ruraux et touristes à la campagne, lesquelles tensions pouvaient persister, l'école avait appris à « comprendre les questions et les centres d'intérêt des touristes de passage », en faisant connaître au petit paysan les particularités de sa région[1489]. Et l'on sait que, du rejet à la fascination, le chemin est parfois bien court…

Les discours de justification insistent avant tout sur l'« ouverture », au monde et aux autres. Ils ne présentent guère le tourisme[1490] comme une occasion de susciter un esprit d'initiative, alors que cet argument avait été privilégié par les initiateurs du tourisme scolaire du début du siècle[1491]. « Rien ne vaut contact réel avec les choses », affirme *Notre jeunesse*, le bulletin des jeunes aveyronnaises, début 1946[1492] : les voyages apprennent à connaître le pays, ses coutumes, ses particularités ; ils permettent de se faire une idée d'une région, d'un peuple, de la façon dont varient les tempéraments en fonction des climats… Accroître l'amitié et les connaissances, tel est l'objet des balades**,** pour la JAC/F cantalienne, à la même époque[1493]. Le tourisme, bien mené, ouvrant à la découverte du monde, peut s'inscrire dans la

---

[1487] Bertho-Lavenir, C., *La roue et le stylo. Comment nous sommes devenus touristes, op. cit.,* p. 348.
[1488] Les expériences de « sorties » hors de la région proche, organisées par des élèves eux mêmes, en groupes autonomes, signalées dès le début du siècle, avaient touché les collèges et lycées, d'où étaient absents la plupart des jeunes ruraux (Bertho-Lavenir, C., *op. cit.,* p. 326-327).
[1489] Bertho-Lavenir, C., *op. cit.,* p. 331.
[1490] Le terme est effectivement employé (JR 03/1947, 08-09/1949 ; SM 06/1947…), même si la presse militante préfère parler de « voyage », de « balades », de « tours de province ».
[1491] Bertho-Lavenir, C., *op. cit.,* p.327. La seule mention, tardive, allant dans le sens d'une « ascétisme du tourisme », préparant à affronter les difficultés de le vie, est la citation, très ponctuelle, d'un discours du pape au congrès du tourisme, en 1952 (JR 06/1952).
[1492] NJ, 01-02/1946.
[1493] SM 05/1946.

panoplie des actions qui conduisent à une éducation complète de l'homme. Par ailleurs, invitant à établir des contacts entre jeunes, ainsi qu'avec les populations visitées, impliquant la maîtrise des règles de politesse[1494], il a une composante sociable, et se présente donc idéalement comme un antidote à l'individualisme et comme un moyen de renforcer un esprit communautaire. Autant de raisons qui l'inscrivent dans la logique des idéaux jacistes.

Pour les deux départements qui nous occupent, le mouvement est amorcé très peu de temps après la sortie de la guerre, dès 1946, d'abord avec des déplacements intra-départementaux, avant que, très vite, les déplacements extérieurs ne prennent le pas.

Mais en ces années de lancement et d'apprentissage, qui durent à peu près jusqu'en 1950, les voyages se limitent à quelques unités à peine dans le Cantal : entre cinq et dix par an. En Aveyron, la région pionnière pour ces « sorties » tant pour la JAC que pour la JACF, se situe dans la pointe nord-est du département, correspondant à la zone d'Espalion, animée avec vigueur par l'abbé Blanadet. La particularité fut alors d'organiser des départs pour les jacistes de toute la zone, et non uniquement d'un secteur, comme ce fut ensuite le cas ailleurs, notamment en Ségala, l'autre espace de départ privilégié, qui constituait toujours la région la plus active pour la JAC. Plusieurs facteurs concourent à y multiplier les initiatives en matière de tourisme : c'est une région agricole riche[1495], de petites exploitations aux revenus relativement plus importants qu'ailleurs, grâce à leur ouverture aux moyens de culture modernes ; les parents peuvent donc plus facilement qu'ailleurs contribuer financièrement aux départs, et en accepter la perspective, grâce à une tradition d'ouverture sur l'extérieur ; c'est aussi une région de population dense, qui peut fournir en nombre des postulants pour les voyages.

Les premières années (1946-1948), quand les déplacements se font encore pour la plupart à l'intérieur même du département, la grande majorité des destinations correspond à des sites naturels (Cantal : 70,8 % ; Aveyron : 70,3 %). Il s'agit là essentiellement de sites consacrés par le tourisme traditionnel, tels que les gorges du Tarn pour l'Aveyron, le Plomb du Cantal pour la Haute-Auvergne, auxquels ont doit ajouter, communément, les nouveaux lacs de barrages, en premier lieu celui de Sarrans partagé entre les deux départements. Ils cumulent à la fois l'attrait traditionnel du tourisme pour les rivages[1496], l'attrait de la nouveauté, car Sarrans vient juste d'être mis en eau, et l'attrait que peut offrir pour des jeunes

[1494] JR 06-07/1949, 06/1951.
[1495] Cf. Calmès, R., *Les campagnes du Ségala et du Lévezou, op. cit.*
[1496] Cf. Corbin, A., *Le territoire du vide. L'Occident et le désir du rivage, 1750-1840*, Paris, Flammarion, 1989.

paysans la confrontation avec les innovations techniques liées à la production de l'électricité : à l'automne 1948, c'est l'« eau qui sert à éclairer des milliers de familles et à faire marcher d'innombrables moteurs » que les jacistes de Quins admirent à Sarrans[1497].

Dans les deux départements, lors des rares voyages à l'extérieur, les sites naturels sont en concurrence, quasi exclusivement, avec les destinations religieuses. Dans ces sociétés où l'attachement à l'Eglise reste fort, et au sein desquelles chaque individu doit toujours paraître occupé à quelque tâche[1498], le prétexte religieux est ainsi un bon moyen pour désamorcer les critiques sur la perte de temps et d'argent que représentent le voyage et l'accumulation des jours de vacances. Il permet d'amorcer la pratique du tourisme de longue distance, même si la motivation secrète est ailleurs : partir loin, ensemble. Le fait que ce type de destination ne soit guère mis en avant pour justifier les balades intra-départementales, montre combien son poids a été important pour permettre de franchir la frontière départementale ; et cela était possible grâce au précédent des pèlerinages diocésains, dans le sillage desquels pouvaient d'abord s'inscrire les premières expériences touristiques, avant une inévitable émancipation. Mais combien sont dupes ? « On a souvent introduit des pèlerinages », relevait rétrospectivement le dirigeant aveyronnais Gaston Rech en 1951[1499]. Or, sermonnait-il, si on passe trop vite, c'est une profanation que de transformer ainsi des sanctuaires en objets de visite touristique !

*

L'investissement marqué de la JAC/F en direction des loisirs, non seulement par la réflexion menée à ce sujet, mais aussi, cette fois, par les actions mises en œuvre, est donc bien au cœur de la défense et de l'illustration des idéaux d'épanouissement communautaire : c'est cela qui est sous-jacent, dans l'idée d'« apporter la joie ». Mais les loisirs sont aussi un lieu de tension entre traditions et « modernité ». Et la JAC/F apparaît en fait comme une chambre d'écho des interrogations, des ambiguïtés, des tiraillements du monde rural. Ses liens avec la terre font qu'elle accompagne l'attachement à certaines formes de culture traditionnelle, qu'elle les ravive parfois. Mais en même temps, sa qualité de mouvement d'Eglise fait que le discours moralisateur dont elle est le vecteur s'oppose parfois à des pratiques bien ancrées, ou à des innovations bien acceptées, dans les sociétés rurales.

[1497] JR 09-10/1948.
[1498] *Cf* Farcy, J.-Cl., art. cit.
[1499] JR 09/1951.

D – S'engager ?

La question professionnelle est elle aussi au cœur de ce débat sur l'attitude à adopter face aux « innovations », face à ce que les militants appellent communément « la modernité ». Le contexte, que nous avons évoqué, en souligne d'ailleurs la portée : il est marqué par la reconstitution de la force productive de l'agriculture française, par l'élaboration de la planification, ou encore par la reprise de l'exode rural, afin d'échapper à une vie « routinière ».

Pourtant, par rapport aux thèmes du « couple » et surtout des « loisirs », la question de la formation, professionnelle, ménagère et générale, ne constitue pas un champ aussi privilégié au sein de la presse militante locale. En Aveyron, la place qui lui est consacrée dans les pages « rurales », entre 1945 et 1948, est à peine inférieure à 11 %, contre 20 % pour les loisirs. Dans le Cantal, si nous envisageons la période globalement, l'écart est plus serré, au profit des aspects professionnels, ce qui cadre bien avec la « tonalité de fond » que nous avons repérée dans ce département. Mais la dynamique est du côté des loisirs, qui en 1948 ont fini par se voir accorder deux fois plus de place dans la presse que les questions professionnelles[1500]. Cette donnée apparaît alors en contradiction avec la tendance de la presse jaciste nationale, puisque dans *Jeunes forces rurales*, ce sont au contraire les aspects techniques agricoles qui dominent largement, à cette époque[1501] : exception régionale ? ou particularité de la traduction à l'échelle locale des directives nationales, l'accent étant mis ici sur les activités propres à attirer le plus de monde possible – le couple, les loisirs –, alors que les publications nationales insistent davantage sur des aspects plus « pointus » en termes de formation, destinés à un public plus restreint ?

La JAC/F insiste, comme elle le faisait déjà, sur les aspects professionnels et ménagers de la formation, les stages de culture générale n'en étant qu'au stade expérimental. Elle entend permettre d'affronter avec davantage d'atouts le sentiment de malaise qui court dans le monde rural. Mais l'engagement syndical n'est pas vraiment à l'ordre du jour pour l'instant, même si les jacistes sont conduits à mieux connaître cet univers.

[1500] D'après les relevés systématiques opérés dans *Jeune Rouergue* et dans *Semailles*.

[1501] D'après Hiroko Yamane (thèse citée, p. 119-127) : 40 % de l'espace est consacré, en 1947, aux aspects professionnels, contre 18 % seulement aux loisirs.

1 – Un sentiment de malaise dans le monde rural

A la sortie de la guerre, s'impose en effet un sentiment de malaise du monde rural, malaise que retranscrivent la presse et les discours de militants jacistes.

Ces derniers sont attentifs, d'abord, au symptôme le plus manifeste : l'exode rural, dont la dénonciation correspond en fait à une période très limitée dans le temps, de 1945 à 1947[1502]. Elle est donc très liée au contexte. La guerre ayant marqué un temps d'arrêt de l'exode rural, voire, ayant connu quelques retours individuels à la campagne, la Libération induit une reprise, qui a pour effet immédiat d'inquiéter[1503].

Ce sont les conditions de vie qui sont mises en avant comme principal facteur des départs : un équipement ménager et culturel bien ténu, notamment quand on le confronte aux mirages de l'univers urbain[1504] ; le désir de ne plus être un paria au sein de la société[1505], *a fortiori* quand on est un simple ouvrier agricole[1506] ; les jeunes femmes envient le statut de la citadine[1507] ; des pères, même, conseillent de gagner la ville, pour acquérir une profession plus stable et plus honorable[1508]… A la différence de l'interprétation que proposait Hiroko Yamane, on ne peut donc pas trouver l'un des ressorts de l'action jaciste de l'après-guerre, dans une « psychologie nouvelle où le complexe d'infériorité qui marquait [les] aînés était atténué »[1509].

Les méthodes de travail trop routinières dans l'agriculture sont aussi en cause. Les tâches peu épanouissantes, et même harassantes, du métier de cultivateur tel qu'il est pratiqué, font fuir vers d'autres professions[1510]. La mauvaise organisation du travail ou des locaux, qui fait perdre du temps[1511], est mise en cause, de même que la résistance des parents

---

[1502] JR 05/1945, 05/1946, 06/1946, 05/1947… ; SM 09/1945 (très riche article de l'abbé Maziers), 10/1945, 08-09/1946, 10/1946 ; VC 03/05/1947, 07/06/1947, 20/09/1947.

[1503] *Cf.* JR 05/1945 : « beaucoup [de jeunes] attendent la fin des événements pour gagner Paris ». Pour s'en tenir à l'exemple aveyronnais, alors qu'entre 1936 et 1946, la population rurale n'a baissé que de 1,1 %, la population urbaine perdant dans le même temps 4,6 % de ses effectifs, entre 1946 et 1954, la population rurale a régressé de 8,3 %, alors que la population urbaine reprenait 3 % (*Aveyron d'aujourd'hui, op. cit.*, p. 12-13).- A l'échelle nationale : *cf.* Yamane, H., thèse citée, p. 435-442, qui cite René Colson dans *Chef paysan*, 1946-47, n°2.

[1504] JR 05/1946, VC 03/05/1947, 20/09/1947.

[1505] SM 08-09/1946, VC 07/06/1947.

[1506] JR 03/1948.

[1507] SM 10/1945.

[1508] SM 09/1945 ; dans les années 1950, cela passera de plus en plus par la prolongation des études, qui suppose de gagner la ville, et contribue à accentuer l'exode.

[1509] Thèse citée, p. 388.

[1510] JR 06/1946, 05/1947 ; SM 09/1945 (très riche article de l'abbé Maziers), 08-09/1946, 10/1946. On rejoint là encore la tonalité qui sera celle de la déclaration finale du congrès national de 1950 : « « si nous nous dressons contre la dureté du travail et les conditions de vie auxquelles sont condamnés tant de jeunes paysans, tant de femmes et de filles de chez nous, c'est au nom de l'épanouissement total auquel tous doivent parvenir » (citée dans Fort, R., *op. cit.*, p. 82). Dans le milieu où il vit, le jaciste, du coup, « apparaît comme un déviant, parce qu'il trouve que l'état des choses n'est pas normal », selon Toulat, P., Bougeard, A. et Templier, J., *Les chrétiens dans le monde rural*, Paris, Seuil, 1963, p. 172.

[1511] JR 07-08/1946.A l'échelle nationale : *cf.* Durupt, M.-J., thèse citée, p. 188.

face à ceux qui veulent apporter des améliorations[1512]. La presse militante aveyronnaise parle de l'attrait des machines, qui, à défaut d'en avoir chez soi, pousse à gagner les usines, et conclut que la mécanisation des campagnes retiendrait les jeunes[1513]. Dans le Cantal, elle évoque les prisonniers, qui comparent le retard des fermes auvergnates aux exploitations modèles dans lesquelles ils ont eu à travailler ; mieux vaut gagner la ville, plutôt que revenir en arrière[1514].

Le discours tenu dans l'avant-guerre n'est pas très loin, qui mettait en avant la marginalisation des ruraux, voire, qui en appelait déjà à l'amélioration des techniques agricoles. Mais au lieu de poser le monde rural en exemple et d'en appeler à la fierté d'y appartenir, les publications jacistes mettent désormais l'accent sur l'homme, sans chercher à nier les difficultés qu'il traverse .

Un élément plus conjoncturel vient aggraver les conditions de vie des ruraux, déjà bien précaires, pourtant : les difficultés économiques traversées en ces temps de reconstruction. René Colson n'avait-il pas écrit que « notre mission de transformation morale et spirituelle sera impossible si notre effort se heurte aux évolutions économiques et sociales qui lèsent l'homme dans sa vie personnelle et familiale »[1515] ? De façon commune, est dénoncée la faiblesse des prix agricoles, d'autant plus que l'écart se creuse avec les prix des produits manufacturés, lesquels subissent une hausse notable[1516]. Les abus du capitalisme sont mis en cause [1517], dans la lignée de la doctrine sociale de l'Eglise et des critiques émises par les dominicains d'Economie et Humanisme[1518]. L'essor de la concurrence étrangère est aussi vilipendé, ce qui n'est pas sans dénoter quelques relents de protectionnisme agrarien, en ces temps d'ouverture de l'agriculture au marché international, bien nécessaire pourtant pour compenser une production largement insuffisante jusqu'en 1948[1519]. Ici, la critique jaciste rejoint pour l'instant celle des organisations syndicales, fondée pareillement sur la

[1512] JR 05/1945, 03/1946 ; SM 09/1945, 08-09/1946, 10/1946.
[1513] JR 06/1946.
[1514] SM 09/1945. Au début de notre travail, François-Georges Dreyfus nous avait suggéré l'importance des prisonniers de guerre, de retour, pour conduire la JAC à promouvoir la modernisation de l'agriculture. En fait, si le processus est avéré, les mentions sont trop clairsemées pour lui accorder une place majeure.
[1515] Cité dans Fort, R., *op. cit.*, p. 165.
[1516] JR 05/1945, 10/1945, 07-08/1946, SM 10/1946. *Cf.* Yamane, H., thèse citée, p. 403-406, qui cite, allant dans le même sens, René Colson dans *Chef paysan* de novembre-décembre 1946.
[1517] JR 06/1946 ; SM 09/1945, 08-09/1946, 10/1946. Yamane, H. (thèse citée, p. 415) cite un article de *Jeunes forces rurales* (05/1957) rejetant le modèle américain, où « être fermier », c'est « avant tout avoir une affaire qui rapporte », alors qu'il s'agit d'« avoir un métier ».
[1518] Gasiglia, B., mém. cit., p. 76, cite le Père Allo dans *Chef paysan*, 1947, n°2, p. 12 et 17, et évoque aussi les critiques des personnalistes de la revue *Esprit*.
[1519] *Histoire de la France rurale*, t. 4, *op. cit.*, p. 113-115. Cf. Gasiglia, B., mém. cit., p. 64, qui évoque le Premier *rapport de la Commission de modernisation, de l'enseignement, de la recherche et de la vulgarisation en agriculture*, Commissariat général au Plan de modernisation et d'équipement, Paris, 1947, 54 p.

contestation du faible niveau des prix agricoles[1520] : une contestation paradoxale, en ces temps où au contraire ils connaissent une très forte croissance, qui dépasse largement celle des salaires urbains. Mais cette croissance n'atteint pas, il est vrai, celle des prix des produits industriels[1521]. L'appréciation est donc relative. – Et ce n'est que plus tard que les revendications jacistes se distingueront vraiment de celles des syndicats, en mettant davantage l'accent sur la réforme des structures.

La presse militante aveyronnaise insiste surtout sur les conséquences familiales, en s'attardant sur le manque de ressources et la baisse du pouvoir d'achat des ménages[1522]. La presse cantalienne semble en revanche révéler un état d'esprit plus préoccupé par les difficultés économiques éprouvées sur le plan professionnel[1523].

Pour les Aveyronnais, notamment, c'est bien l'exploitation familiale qu'il s'agit de défendre. Il s'inscrivent dans la droite lignée du discours national, qui y voit le meilleur système pour le monde rural, un système capable de maintenir les travailleurs libres et indépendants, alors que le renforcement des grandes exploitations est une porte ouverte à leur prolétarisation ; les avantages que peuvent apporter les grosses exploitations du point de vue de l'économie globale, ne font donc pas le poids face à leur coût social[1524]. Or, la loi du profit est en train de favoriser les grandes exploitations, qui opèrent une concentration des terres, alors que celles-ci, redistribuées judicieusement, auraient pu permettre de rendre rentables des petites et moyennes exploitations[1525].

Comment juguler cela ?

En 1946, la presse rouergate avait reproduit un article de la *Chronique sociale de France* qui évoquait implicitement l'option de la coopération, qui découle de l'approche communautaire développée par les jacistes[1526] : « le cultivateur, comme l'ouvrier, ne peut se procurer ses propres moyens de production. Il faut une appropriation communautaire. (…) La formule communautaire engage la paysannerie sur la voie de la libération totale »[1527] ; la préoccupation sous-jacente est celle de l'épanouissement humain, avant d'être une préoccupation économique. Toutefois, la mention est bien isolée, et si à cette époque naissent

[1520] Pour s'en tenir à l'exemple cantalien : VC 29/04/1945, 02/02/1946, 01/03/1947, 15/05/1947, 16/10/1948…
[1521] *Histoire de la France rurale*, t.4, *op. cit.*, p. 113.
[1522] JR 05/1945, 03/1948, 07-08/1948 ;
[1523] SM 09/1945, 11/1945, SC 08/05/1946, SM 10/1946, SM 11/1946…
[1524] *Cf.* notamment le discours tenu par le Père Allo dans *Chef paysan* de novembre-décembre 1946, et Yamane, H., thèse citée, p. 407-409, 435.
[1525] JR 06/1945, 06/1946 ; SM 09/1945. A l'échelle nationale : *cf.* Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 318.
[1526] *Cf.* Boulanger, J.-Cl. Thèse citée, p. 314.
[1527] JR 06/1946.

effectivement dans le département les premières CUMA de battage[1528], le mouvement est timide jusqu'aux années 1950 ; Marie-Josèphe Durupt a d'ailleurs montré, à l'échelle nationale, une déconnexion certaine entre les aires d'implantation respectives de l'Action catholique rurale et des CUMA, les premières ayant plutôt été créées par des militants de gauche[1529].

En 1948, la presse militante aveyronnaise reprend la proposition d'une distinction entre propriété foncière et propriété d'exploitation, impliquant l'attribution d'un nombre d'hectares proportionnel à l'importance du ménage[1530]. Solution ni révolutionnaire, ni d'essence collectiviste, contrairement à certaines accusations parfois portées contre les jacistes, suspectés de sympathies pour le système du kolkhose[1531] : elle respecte le droit de propriété ; mais elle défend, là encore, comme valeurs premières, la famille, et l'épanouissement de l'homme[1532]. Elle rejoint le discours tenu à l'échelle nationale, à propos d'une révision nécessaire des modes traditionnels de propriété[1533], mais ne parle pas explicitement des projets de « révolution agraire, bousculant les accapareurs de terres » que d'aucuns encouragent[1534].

Quant au remembrement, qui pouvait représenter une alternative moins utopique, il est bien évoqué à l'occasion en 1947[1535], mais sans lendemains[1536], alors qu'il semble avoir eu davantage d'écho à l'échelon national, dès cette époque[1537].

Bref, à cette approche essentiellement familiale des périls de l'exploitation que l'on rencontre en Aveyron, répondent davantage des pistes à explorer en matière de mise à

[1528] *Agriculture de groupe. Inventaire des groupes au niveau de la production dans l'Aveyron*, Rodez, Chambre d'agriculture, s.d., ron., 47 p.

[1529] Thèse citée, p. 261-263. Marie-Josèphe Durupt explique un retard d'investissement des militants jacistes dans le lancement de CUMA par le fait que bien peu d'entre eux fussent chefs d'exploitation.

[1530] JR 06/1946.

[1531] Gasiglia, B., mém. cit., p. 77-79 : selon lui, « tout au moins jusqu'en 1947-1948, les critiques formulées dans la presse jaciste contre les kolkhoses furent inexistante. Les jacistes semblaient séduits, ou du moins intéressés par ce mode d'agriculture » ; or, Hiroko Yamane (thèse citée, p. 412-414) cite un compte-rendu de voyage en URSS publié dans *Jeunes forces rurales* en novembre 1946, concluant négativement en se demandant ce que devenait l'homme dans ce type de système : « nous sommes persuadés que l'homme ne sera pas libéré par le collectivisme », car la « contrainte (…) tue (…) la personnalité ».

[1532] JR 01/1948, 06-07/1948…

[1533] Durupt, M.-J., thèse citée, p. 191-193. *Cf.* aussi la déclaration finale du congrès de 1950 (citée in Robert Fort, *op. cit.*, p. 82-83) : « si nous affirmons que certains modes traditionnels de propriété et de mise en valeur des biens doivent être revisités, si nous refusons un système économique et des structures sociales basés sur le profit personnel et l'égoïsme… C'est au nom de la justice qui n'est que charité, c'est au nom d'une fraternité véritable dont le christianisme nous a donné la hantise. (…) Nous savons de ce fait que la voie qui nous est offerte n'est ni le collectivisme, ni l'exploitation prolétarienne ».

[1534] JFR 15/07/1947

[1535] JR 06-07/1947.

[1536] Il n'est pas encore engagé en Aveyron, les services de l'Etat préférant pour l'instant envisager des procédures plus souples de « réorganisation foncière » : *Monographie agricole du département de l'Aveyron…, op. cit*, p.41. – Rien, en revanche, sur les initiatives prises en matière de « migrations intérieures », d'un département agricole vers l'autre (*cf.* Yamane, H., thèse citée, p. 436-437).

[1537] Durupt, M.-J., thèse citée, p. 192-194.

disposition de terres ou d'outillage, que des actions concrètes. On peut toutefois noter qu'elles renvoient à l'idée de « transformer les structures économiques et sociales pour rendre toute sa dignité à l'homme », ce qui dénote – et c'est attendu, pour des propositions en grande partie reprises de l'extérieur – l'influence du personnalisme de Mounier[1538], dont il ne faudrait pas trop vite nier la réalité, sous prétexte de réévaluer d'autres influences, comme celle de Blondel[1539].

Dans le Cantal, dans la droite ligne d'une approche davantage centrée sur les aspects professionnels de la crise ressentie, l'accent est mis en revanche sur l'importance de la formation professionnelle et de la modernisation technique : l'agriculture est passée au service du monde industriel, la civilisation rurale est désormais au second plan[1540] ; dans une conjoncture où comptent d'abord le profit et de rendement, la petite propriété est fragilisée, et seuls pourront prospérer les cultivateurs bien formés, capables de mettre sur le marché des produits concurrentiels. Il faut des produits de qualité, en quantité, à faibles coûts, et pour cela moderniser, changer de mode d'exploitation[1541]. « S'adapter à la vie moderne ou mourir » : la JACF cantalienne s'inscrit dans la même tonalité[1542]. Ici, l'expérience du travail de prisonniers dans des fermes « modèles » allemandes pendant la guerre semble avoir pleinement joué pour faire prendre conscience des retards français, et *a fortiori* cantaliens, en matière d'agriculture, et des dangers latents d'une concurrence extérieure[1543].

Dans le même temps, face à la promotion de la mécanisation de l'agriculture qu'impliquait le lancement du Plan de modernisation et d'équipement économique, dit Plan Monnet, en 1946-1947[1544], et du Plan Marshall en 1947-1948[1545]**,** l'insistance sur la nécessité

[1538] *Cf.* Gasiglia, B., mém. cit., p. 46.
[1539] Cf. Soret J.-H., « Courants philosophiques dans l'Action catholique en France. Blondel-Maritain », thèse citée.
[1540] L'agriculture devient un gros demandeur de capitaux et un vaste marché intérieur pour des industries qui y trouvent une source de croissance. On entre dans un « *nouveau modèle de croissance où l'agriculture cesse d'être un élément entraîné par le mouvement économique général* » pour devenir un « rouage solidaire des autres pièces de la machine productive » (*Histoire de la France rurale*, t. 4, *op. cit.*, p. 118).
[1541] SM 09/1945, 10/1945, 04/1946, 04/1946, 08-09/1946, 10/1946 (conscience d'une inadaptation présente au progrès, dénonciation de la routine), 02/1947, VC 27/12/1947, VC 05/02/1949…
[1542] SM 08-09/1946.
[1543] SM 09 et 10/1945.
[1544] Création du commissariat général au Plan le 3 janvier 1946 ; décret approuvant le 1er Plan le 16 janvier 1947.
[1545] Le Plan Monnet, largement inspiré par René Dumont en matière d'agriculture, prévoyait de recouvrer au moins la production agricole d'avant-guerre d'ici 1950 ; le Plan Marshall envisageait un doublement des exportations agricoles d'ici 1952, l'agriculture devenant un secteur stratégique dans le nouvel équilibre économique mondial organisé autour des Etats-Unis, à condition que l'on se donne les moyens d'un énorme accroissement de la production, grâce au recours massif aux techniques modernes de production, dont la mécanisation (*Histoire de la France rurale*, t. 4*, op. cit.,* p. 116-118).

de maintenir le progrès au service de l'homme et de son épanouissement se fait pressante[1546]. Une machine peut soit réduire la part de travail, soit rendre esclave et conduire à s'enliser dans une vie inhumaine, met en garde la JACF cantalienne en 1946[1547]. « Pour la machine, oui, mais afin qu'elle nous fasse plus hommes », lance-t-on au niveau national[1548]. En Aveyron, si le même souci se manifeste, c'est encore une fois par rapport à l'enjeu de l'épanouissement familial : « rien ne sert d'acquérir un tracteur, si cela doit empêcher d'avoir l'eau à l'évier »[1549]. Ce sont là, ni plus ni moins, des échos au débat national ouvert dans *Jeunes forces rurales* au lendemain de la Libération : débat sur le sens de la modernisation agricole, et non pas sur le fait de savoir s'il faut ou non moderniser. Car, contrairement à ce qu'affirme Bertrand Gasiglia[1550], le débat entre les partisans affichés d'une modernisation « comme but », et ceux d'une modernisation « comme moyen », ne semble pas vraiment interne à la JAC : ceux qui envisagent ouvertement la modernisation seulement comme « but » sont essentiellement extérieurs au mouvement. Pour la JAC, la modernisation doit être avant tout un moyen de « rationaliser le travail et améliorer les conditions de vie » : le progrès doit être au service de l'épanouissement de l'homme et la modernisation de l'agriculture au service de la société[1551]. Toute nouveauté n'est pas forcément porteuse de bienfaits, et il faut l'évaluer en considérant toutes ses incidences sur la vie de chaque individu, et de l'ensemble des groupes sociaux[1552]. L'acceptation « responsable » du « progrès » n'est pas spécifique, d'ailleurs, à la jeunesse catholique rurale. Elle embrasse tout un courant moderne du catholicisme, celui que René Rémond appelle de ses vœux au conseil fédéral de l'ACJF en 1948, ses propos étant immédiatement repris dans *Jeune Rouergue* : « les chrétiens sauf exceptions n'ont pas toujours compris l'évolution (XIX^{e}), ils l'ont quelquefois condamnée par leurs vues fixistes de l'univers. Si le chrétien n'a pas de plans préconçus pour amener le monde à jouir de ses ressources, il n'y a pas en technique de solutions catholiques proprement

---

[1546] SM 08-09/1946, 09/1948 ; JR 11/1947 (JACF, session fédérale), 01/1948, 02/1948 (JACF, session de Millau), 03/1948 (reprise de l'intervention de René Rémond au conseil fédéral de l'ACJF).
[1547] SM 08-09/1946.
[1548] Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 312.
[1549] JR 01/1948.
[1550] Mém. cit., p. 97-89.
[1551] Colson F., Barrès D., Bourquelot, F., Nallet H., « La JAC et la modernisation de l'agriculture », in *JAC et modernisation de l'agriculture de l'Ouest, op. cit.*, p. 113-116 (« dans la conception jaciste de la modernisation, l'aspect technique et économique est second : c'est parce qu'elle veut transformer la vie des jeunes paysans que la JAC s'intéresse aux problèmes économiques de l'exploitation et de l'agriculture »). *Cf.* aussi Yamane, H., thèse citée, p. 62, 69, 130-134, 398-423... ; Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 299, 311-312 ; *Militant*, en juillet 1948, précise qu'il s'agit d'abord de « devenir des hommes », et non de simples « instruments perfectionnés de travail ». « Puisque le modernisme était inévitable, puisque la paysannerie française était acculée au progrès forcé, il était vain de s'attarder en regrets inutiles ; à défaut de diriger les opérations, mieux valait tenter de gagner du terrain » (Gavignaud-Fontaine, G., *La révolution rurale dans la France contemporaine, op. cit.,* p. 138.).
[1552] Yamane, H., thèse citée, p. 402-403, 409-412 : dont une citation de René Colson in *Militant*, 05/1947.

dites, et il est indispensable que le christianisme s'intègre dans une transformation de la société en posant des jalons sur la conception de l'homme ; partant de là, il pourra accepter plusieurs solutions sur tel ou tel point, pourvu que les changements amènent une changement de société pour la conduire à un stade meilleur »[1553].

*

Outre l'appel à un progrès maîtrisé, il y a convergence autour de l'idée qu'une meilleure formation des jeunes doit leur permettre d'affronter ce progrès avec davantage d'atouts. Néanmoins, même si le concept d'« éducation totale », diffusé depuis le national, est usité[1554], ce sont bien les aspects agricoles et ménagers de la formation qui mobilisent encore l'essentiel de l'investissement jaciste.

2 – Formation agricole et ménagère : des survivances

Les EAC, et les EMAC, n'apparaissent plus comme un champ d'intervention majeur de la JAC/F en matière de formation professionnelle, malgré le sursaut aveyronnais en la matière, en 1943. Une attitude faite d'encouragement passif et d'insatisfaction domine. A l'occasion, on incite encore les jeunes ruraux à s'inscrire[1555], en adaptant le discours justificatif aux éléments de la conjoncture qui ne laissent d'inquiéter : il faut apprendre à affronter la concurrence étrangère, pour éviter ainsi l'exode vers la ville[1556]. Mais les Directions des services agricoles (DSA) ont pris en grande partie le relais en matière d'organisation de la formation post-scolaire, de concert avec le Plateau central en Aveyron. La JAC/F n'a plus à avoir un rôle central en la matière ; juste, un rôle d'incitation. Elle regrette bien que l'inscription soit fréquemment vécue comme une formalité permettant de continuer à percevoir les allocations familiales, et que le niveau des sujets soit souvent inapproprié à celui des élèves, qui travaillent sans goût, ce qui n'est pas propre à les placer sur la voie de l'épanouissement personnel. Mais pour l'instant, elle ne donne pas d'impulsion pour inverser la tendance.

Les journées et semaines rurales constituent en revanche, comme c'était déjà le cas, les formes majeures d'intervention de la JAC/F en matière de formation professionnelle agricole et ménagère.

[1553] JR 03/1948.
[1554] JR 12/1945 ; SM 02/1947
[1555] JR 10/1945, 03/1946, 01-02/1947, 09-10/1948, 12/1948. SM 10/1945, 03/1946, 01/1947 ; et dans la presse catholique générale : VC 27/12/1947, 16/10/1948, 05/02/1949.
[1556] JR 10/1945, 11/1949. SM10/1945, 03/1946, 01/1947.

En Aveyron, dans un premier temps tout au moins, l'élan enregistré pendant la guerre au sein de la branche masculine se poursuit. Il s'amplifie, même, au point d'en faire une activité *de masse* à part entière. On totalise au moins une soixantaine de journées rurales en 1944-45[1557], et une trentaine en 1945-46[1558], soit des totaux sans commune mesure avec les quelques expériences isolées menées jusque là. Les difficiles relations avec la Corporation n'avaient en effet conduit qu'à une action modeste en la matière ; la Libération semble entraîner une émancipation qui provoque un élan. Un élan conjoncturel, en fait, lié essentiellement à l'action de Jean Sudres, qui en demeure le grand ordonnateur, comme il l'était déjà en 1943-44. Par conséquent, dès qu'il quitte l'Aveyron pour devenir chef de cultures dans l'Hérault[1559], en 1946, l'élan retombe.

Dans le Cantal, pour la JAC, les premières années d'après-guerre marquent aussi un sursaut, mais plus modeste, et peut-être, du coup, plus durable, la moyenne s'établissant désormais autour de dix journées par an[1560].

Les données sont beaucoup plus lacunaires pour les journées et semaines rurales féminines. Mais l'évolution a de grandes chances d'avoir été partiellement similaire. Des journées rurales sont signalées en Aveyron jusqu'en 1949[1561]. Dans le Cantal, les semaines ou journées seront maintenues jusqu'en 1951 au moins[1562].

Le contenu de la formation, ne varie guère, au sein de la JACF : il s'agit toujours essentiellement d'une formation ménagère, avec quelques compléments portant sur l'agriculture[1563]. En Aveyron, l'encadrement est essentiellement assuré par des monitrices issues des centres ménagers catholiques locaux. En revanche, dans le Cantal, on continue à faire appel au centre lozérien de Bouldoire, même si de plus en plus de monitrices sont issues du Foyer rural de Saint-Flour, et sont fréquemment d'anciennes jacistes elles-mêmes. En outre, face à la déficience de l'Eglise cantalienne en matière de structures de formation pour

---

[1557] JR 05/1945.
[1558] JR 01/1946, 02/1946, 11/1946.
[1559] JR 09-10/1946.
[1560] Sept en 1943 et quatre en 1944.
[1561] FF 11/1945, JR 12/1947, 01/1948.
[1562] SC 01/02/1945, VC 26/05/1945, VC 17/11/1945, SM 11/1945, SM 01/1946, 03/1946, 01/1947.
[1563] Cuisine, couture, hygiène, croix rouge, puériculture, économie domestique, notions de savoir vivre, même si à l'occasion, on peut y faire état, comme dans une session, de la campagne d'année en cours (programme guère éloigné de celui qu'on peut retrouver dans d'autres régions à la même époque, par exemple en Bretagne : organisation de la maison, puériculture, enseignement ménager axé sur la tenue d'un budget, équilibre alimentaire, recettes de cuisine…[Fort, R., *op. cit.*, p. 60-61]). Les éléments de formation plus proprement agricole (entretien de la basse cour, etc…) ne sont pas explicitement cités, mais pour le Cantal l'origine des formatrices tend à faire penser qu'il y a eu là continuité de la formation. Par exemple : SC 01/02/1945, SM 01/1949, SM 01/1950 ; FF 11/1945, JR 06-07/1947… En Aveyron, toutefois, dès la Libération, on relève une volonté de modifier la formule pour se l'approprier, avec l'élaboration parallèle de journées familiales, vite rebaptisées journées de formation humaine, destinées à aborder la préparation au foyer. Le résultat est de recentrer les journées rurales sur la formation ménagère et professionnelle.

jeunes filles, une première Maison familiale rurale féminine est ouverte en 1945 à Condat, à l'instigation de l'évêque : il trouve là le moyen de conserver dans son diocèse les sœurs lorraines de la Providence, qui s'y étaient réfugiées, et profite de l'appui jaciste : « cette œuvre est destinée à donner plus de vie encore à la JACF »[1564]. L'année suivante, la fédération cantalienne s'associe par ailleurs au projet d'école régionale de culture rurale pour chefs, élaboré autour de l'école ménagère catholique lozérienne de St-Rome-de-Dolan, et promet de recruter dix élèves par an [1565]. – Le moindre développement des structures d'encadrement de l'Eglise dans le Cantal, en matière de cours ménagers notamment, semble donc conduire celle-ci à s'appuyer sur la JACF et à ne pas négliger les aides extérieures, alors qu'en Aveyron, on relève plutôt le phénomène inverse : c'est le mouvement qui s'appuie sur les ressources humaines et logistiques que peut lui fournir le réseau ecclésial.

De la même façon, la JAC cantalienne continue à faire appel à des intervenants extérieurs au mouvement, des intervenants de la DSA notamment, pendant que la fédération aveyronnaise recourt essentiellement à des formateurs issus du sérail. Dès 1945, Jean Sudres avait en effet souhaité disposer d'une équipe de moniteurs, aptes à prendre la place des techniciens auxquels on avait d'abord eu recours, mais qui se révélaient chaque fois difficiles à obtenir. Ainsi, les trois quarts des formateurs sont des moniteurs jacistes ; les autres intervenants n'ont en revanche qu'une faible représentativité : 9,4 % de responsables JACF, 6,3 % d'ingénieurs agricoles, 3,1 % de responsables de coopérative, de médecins ou de couples. L'importance des ressources de la JAC en militants lui a donc permis, très vite, de prendre en mains l'organisation de cette activité, pour en assurer le contrôle quasi-exclusif, sans dépendance aucune, dans la même logique que celle qui avait présidé pendant la guerre face à la Corporation ; cela, sans doute, a contribué, avec les qualités personnelles de Jean Sudres[1566], à permettre le succès de la formule dans l'immédiat après-guerre.

Ces choix contrastés, qu'ils soient à mettre en relation avec l'importance des ressources humaines propres aux fédérations, ou avec des stratégies de contrôle de l'organisation et de son contenu, ont eu pour effet de ne pas retenir les mêmes priorités, et de ne pas diffuser tout à fait le même message. Certes, globalement, tant en Aveyron que dans le Cantal, la part des interventions consacrées aux aspects techniques agricoles domine, dans des

[1564] SC 21/06/1945, VC 20/10/1945 ; on y enseigne la puériculture, l'hygiène, les soins des malades, la cuisine, la couture, soit les éléments classiques des cours ménagers ; mais aussi la législation familiale, la rédaction et la correspondance, le savoir vivre, l'histoire ou encore le calcul (SC 09/05/1946, SC 26/08/1948, VC 16/10/1948). Elle est reconnue par le ministère de l'agriculture en 1949, pouvant ainsi, dès lors, délivrer des diplômes (SC 28/07/1949).
[1565] SM 08-09/1946.
[1566] Essentielles, puisque l'œuvre a eu du mal à lui survivre.

proportions très semblables, comprises entre 50 et 58 %[1567]. Néanmoins, en Aveyron, la question de la préparation au foyer arrive en seconde position (22 % des sujets traités), suivie de celle de l'habitat rural (11 %) et d'embryons de formation médicale (11 %). Dans le Cantal, si la part de la formation médicale[1568] est comparable à celle de l'Aveyron (9 %), les sujets familiaux sont beaucoup moins présents (un peu plus de 12 %). En revanche, les interventions qualifiées de « sociales », c'est à dire, portant sur la législation et les organismes agricoles, représentent plus de 21 % du total, la présence de vétérinaires est à peu près systématique, on sensibilise à la comptabilité d'exploitation, on effectue quelques visites de terrain : la tonalité apparaît globalement plus professionnelle qu'en Aveyron.

3 - Stages de culture générale : une parcimonieuse expérimentation

Sortant du cadre strictement agricole et ménager, une autre structure jaciste de formation voit le jour à cette époque : les stages de culture générale[1569]. Ils devaient aider le jeune à construire son jugement par l'observation du milieu, à se situer dans le monde, par rapport aux événements, à ne « pas accepter les situations sans réagir »[1570] : « l'esprit » est donc très proche de celui qui régnait dans les semaines et journées rurales, et dans les campagnes d'années ; mais le champ de la curiosité s'élargit. L'initiative première serait revenue à René Colson et au Père Allo, dominicain et aumônier national, qui cherchaient, pendant la guerre, comment concrétiser leur désir d'« éducation totale » des jeunes. En zone nord, une brochure clandestine, *Eléments d'une culture intellectuelle paysanne*, avait été imprimée. En 1945 parut un manuel du Père Drogat, intitulé *Paysannerie et humanisme*[1571]. Mais les six premiers stages ne purent être organisés qu'en 1946[1572].

Pourtant, rien ne se fit en Aveyron dans les premières années de l'après-guerre ; à l'occasion, seulement, quelques individus allèrent assister aux stages organisés dans des

---

[1567] On relève ainsi en Aveyron des interventions sur les maladies de pommes de terre (JR 03/1947), sur la spécialisation des cultures (JR 02/1949), sur l'ensilage et l'amélioration des prairies (JR 01/1953), sur les arbres fruitiers (JR 01/1954)… ; dans le Cantal, sur le lait (VC 09/03/1946, VC 19/01/1954), les arbres fruitiers (SM 05/1946, SM 04/1947), l'élevage et les maladies du bétail (SM 05/1946, VC 30/12/1950), la spécialisation agricole (SM 04/1947), la connaissance des sols (SM 02/1949)…

[1568] Par exemple : « premiers soins aux malades » (SM 05/1946), « alcoolisme, tuberculose et maladies vénériennes » (VC 30/12/1950), « hygiène à la campagne » (VC 19/01/1954)…

[1569] Durupt, M.-J., thèse citée, p. 95 et sq. ; Yamane, H., thèse citée, p. 546-461 ; Fort, R., *op. cit.*, p. 36-48.

[1570] Durupt, M.-J., thèse citée, p. 97.

[1571] JR 12/1945, 12/1946 ; SC 13/12/1945.

[1572] Un seul type de stage existant jusqu'en 1955, la division en plusieurs degrés ne s'opérant qu'à ce moment là. *Cf.* Durupt, M.-J., thèse citée, p.96-97, 101. Selon J.-Cl. Boulanger en revanche, des stages auraient eu lieu dès 1943 (thèse citée, p. 285).

départements périphériques[1573]. Au contraire, dans le Cantal les sessions ou stages de culture générale commencent dès 1946, l'année même du lancement, tant pour la branche masculine que pour la branche féminine. Dans les premiers temps, même, jusqu'en 1948, un rythme régulier, d'un stage par an, semble s'imposer pour la JAC. C'est vraiment sur cette précocité cantalienne que l'on doit insister[1574]. Nous retrouvons ainsi le même type d'attitude qu'à l'égard des coupes de la joie ou des adolescents, conduisant aux mêmes hypothèses : dans le Cantal, où l'organisation jaciste est plus malléable car moins développée et moins structurée, on met en œuvre très rapidement les nouvelles structures proposées, quitte à bâtir, à titre d'expérience, des coquilles en partie vides ou instables ; dans la fédération aveyronnaise, beaucoup plus hiérarchisée et plus lourde à gérer, on attend donc que la formule soit bien au point avant de la reproduire, afin d'être assuré de sa pérennité. Localement, l'exemple donné par la Lozère, si liée à la JACF cantalienne, a pu aussi jouer : vers la fin de la guerre avait été créée une école de culture féminine rurale comprenant, à côté de l'enseignement ménager classique, une formation générale, abordant la biologie, la géologie, la mystique rurale et chrétienne, l'expression, l'art dramatique[1575]… En 1946, le projet d'école régionale de chefs s'inspirant de l'expérience lozérienne[1576], qu'on a eu l'occasion d'évoquer, montre aussi que dans ce Massif central méridional, dans l'immédiat après guerre, la réflexion sur la formation plus large d'une élite était bien présente, sans être même forcément issue des réflexions jacistes nationales.

Car il faut se garder d'assimiler hâtivement une expérience locale comme celle-ci, et les stages proposés par le national. Même si dans les deux cas, l'objectif, voire le contenu[1577], peuvent nous sembler, *a posteriori*, similaires, il n'est guère sûr qu'à l'échelle locale ait été totalement saisie, avant la campagne d'année 1948-49 intitulée « Sois un homme », toute la dimension humaniste du projet *national* de stages, autour de la notion d'« homme complet », recevant une formation large, « spirituelle et humaine ». Au tout début en effet, dans les fédérations étudiées, l'argumentaire en faveur de l'acquisition d'une culture générale a plutôt insisté sur le fait que les ruraux manquent de « culture » au sens restreint et classique du terme, mettant en avant par exemple leur appréhension à l'égard de la lecture[1578].

[1573] Trois Aveyronnais se rendent ainsi à Montauban début 1947 (JR 04/1947).
[1574] En Bretagne, le premier stage a lieu aussi en 1946, à Trégastel (Côtes-du-Nord) [FORT Robert, 2001, *Ils ont révolutionné le monde rural. L'aventure de la JAC en Bretagne (1930-1970)*, *op. cit.*, p.38].
[1575] SM 08-09/1946.
[1576] SM 08-09/1946.
[1577] En fait, le contenu-type des stages de culture générale (autour de trois grands thèmes : la famille, la profession, la Cité ; et alternant cours magistraux et visites de terrain) n'est défini, au niveau national, qu'en 1947 (Fort, R., *op. cit.*, p. 39.
[1578] JR 05/1946, 06/1946, 03/1948 ; SM 03/1946.

4 – Le syndicalisme

La formation, professionnelle ou « générale », reçue avant tout par une « élite », était censée conduire à l'engagement au service des ruraux, notamment dans le domaine syndical.

A la sortie de la guerre, l'enjeu qui sous-tend la mise en place de ces nouvelles structures syndicales agricoles, est de savoir qui va les contrôler, et qui va encadrer la paysannerie. Après une phase transitoire où des Comités départementaux d'action agricole (CDAA), nommés par les préfets, sont chargés de liquider les organismes corporatifs, la Confédération générale de l'agriculture (CGA), organisation fédérale mais unitaire, est mise en place début 1945. Les grandes lignes de l'affrontement dont elle est alors le théâtre sont connues[1579]. La CGA est initiée par la gauche, qui tient le ministère de l'agriculture avec Tanguy-Prigent, et qui espère éviter une nouvelle mainmise des gros exploitants et de la droite agrarienne sur le syndicalisme. En face, les anciens responsables de l'UNSA et de la Corporation, des notables conservateurs en général, « découvrent brusquement des vertus incomparables à un pluralisme syndical qu'ils avaient dénoncé comme le pire des fléaux »[1580]. Mais, en 1946, ce sont finalement ces derniers qui l'emportent lors des élections des responsables locaux et nationaux de la FNSEA, la principale branche de la CGA, à vocation générale.

En Aveyron, en octobre 1944, le CDAA « rallie des personnalités bien connues ayant exercé des responsabilités avant 1939 : M. Bouscayrol, Jean Lacombe, J. Marcorelles, le Dr Périé »[1581]. Dès janvier 1945, le comité fédéral de la JAC étudie les modalités de mise en place de la CGA[1582]. Outre que l'unité syndicale lui apparaît comme la solution souhaitable, pour éviter une dispersion des énergies, il remarque qu'en Aveyron, les anciens syndicats de la rue d'Athènes, pas plus que le Plateau central, ne manifestent la moindre activité, alors que leurs anciens dirigeants se retrouvent au comité provisoire. Considérant que « le programme de syndicalisme CGA comporte de justes projets pour unir les paysans dans la voie du progrès », et que l'élection à bulletin secret doit assurer des bureaux conformes à la volonté des paysans, les jacistes concluent que « le devoir de tout catholique est donc de participer activement à ces syndicats, d'y poser son esprit constructif en demandant que l'on respecte la promesse de ne pas dévier hors des intérêts professionnels. Certes un prêtre n'est pas un

[1579] Tavernier, Y., *Le syndicalisme paysan, FNSEA, CNJA*, Paris, FNSP-Colin, 1969, p.16-17 ; Duby, G. et Wallon, A. [dir.], *Histoire de la France rurale,* t. 4, *op. cit.*, p. 482-487 ; Barral, P, *Les agrariens…*, *op. cit.*, p. 288-292.
[1580] Duby, G. et Wallon, A. [dir.], *Histoire de la France rurale,* t. 4, *op. cit.*, p. 485.
[1581] Béteille, R. (dir.), *L'Aveyron au XXe s*., *op. cit.*, p.95-96.
[1582] AMO, archives de l'abbé Bion, circulaires du 18/01/1945 et du 17/02/1945 aux responsables de la JAC.

syndicaliste et la plupart des jacistes sont trop jeunes ou trop pris pour se donner totalement au syndicalisme. Mais chacun a une sphère de rayonnement et doit faire comprendre leur devoir à tous les agriculteurs. Le temps n'est plus où des catholiques pouvaient se renfermer dans leurs maisons ; il faut penser et agir au service de nos frères paysans »[1583].

L'implication des forces de gauche n'est pas vécue, contrairement à ce qu'on constate ailleurs, comme un danger. Or, cette position, favorable à un engagement dans la CGA, tranche, face au bel ordonnancement de la contre-offensive opposée à la tentative de mainmise de la gauche sur le syndicalisme, contre-offensive dont le reste de la JAC française est partie-prenante. Dès février, un courrier du Comité d'action Union et liberté[1584], composé d'agriculteurs du Calvados, du Nord, du Pas-de-Calais, de Haute-Saône, met en garde l'abbé Bion contre le maintien d'une attitude trop ouverte à l'égard de la CGA : il faut au contraire « revendiquer la liberté syndicale : pouvoir créer des syndicats de [son] choix, les affilier aux fédérations de [son] choix ». Puis ce sont les instances nationales de la JAC et du MFR qui tentent, par l'entremise de Pierre Lambert, de remettre les Aveyronnais dans le droit chemin[1585] : « L'adhésion à la CGA ne peut constituer qu'un pis-aller ; elle risque de soumettre les paysans à l'influence des fonctionnaires et d'un programme essentiellement matérialiste. Notre réunion du 25 janvier a décidé de revendiquer inlassablement la liberté syndicale en-dehors de la CGA. (…) Ce serait un comble de voir l'Aveyron apporter de l'eau au moulin socialiste. Attention, votre attitude, même si elle est bonne chez vous, et si vous pouvez " sauver l'essentiel " et avoir des leviers, peut gêner beaucoup les amis des autres régions décidés à batailler jusqu'au bout et dont l'organisation est incontestablement la plus forte (exemple, le Nord) »[1586]. L'abbé Bion, refusant d'arrêter trop rapidement une nouvelle position, demande alors l'avis d'un certain nombre de dirigeants jacistes et de figures syndicales. La position favorable à l'unité au sein de la CGA semble alors toujours l'emporter, mais de peu, Marcel Bruel incarnant en revanche le front du refus en appelant au pluralisme syndical[1587]. Le dossier conservé dans les archives de l'abbé Bion est ensuite lacunaire, mais début février 1946, il reçoit encore un courrier du Père Fort, qui doit venir animer une session et lui propose d'en profiter pour mettre sur pied une formule de comité départemental d'étude et d'action agricole, sous forme de syndicat libre, lequel serait hors de la CGA, mais permettrait de la contrôler « car si elle est convenable dans un assez grand

[1583] Ibid.
[1584] AMO, archives de l'abbé Bion, courrier du 06/02/1945 à l'abbé Bion.
[1585] AMO, archives de l'abbé Bion, courrier de P. Lambert, de *Foyer rural* à l'abbé Bion, 09/02/1945.
[1586] Sur les positions nationales de la JAC, et du P. Foreau, sur cette question : Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 316.
[1587] AMO, archives de l'abbé Bion, courriers de Séguret à Salles-la-Source, d'E. Viguier à Entraygues, de G. Albespy ; de Raynal ; article de Marcel Bruel dans le *Rouergat* favorable au « pluralisme syndical ».

nombre de départements, il n'en est pas de même sur le plan national ! ». En fait, à la même époque, les élections professionnelles départementales confortèrent les notables traditionnels : un sondage effectué en Aveyron par l'historien britannique M.-C. Cleary[1588], portant sur 40 % des élus de la nouvelle organisation syndicale, révèle qu'un tiers d'entre eux étaient d'anciens syndics de la Corporation paysanne en 1942. M.-C. Cleary rejoint donc les conclusions de Gordon Wright[1589] selon lequel « la Libération n'a (...) absolument pas produit un nouveau groupe de leaders » dans le syndicalisme agricole aveyronnais.

Peut-être est-ce là une clé pouvant expliquer la prise de position « iconoclaste » de la JAC aveyronnaise. Les notables traditionnels sont appelés, à ses yeux, à rester aux commandes, puisqu'ils se retrouvent à la tête du Comité départemental d'action agricole et puisque le maillage des paroisses et l'encadrement des paroissiens par l'Eglise ne laissent guère de doute sur l'issue d'un scrutin. Pour sa part, la JAC, non entraînée à l'action syndicale, avec des leaders bien jeunes, ne semble pas s'estimer légitime pour jouer un rôle, *a fortiori* perturbateur, dans l'établissement de ce nouveau syndicalisme, dépourvu qui plus est de ses attributs traditionnels qu'étaient l'assurance, la coopération, ou la fourniture de biens. Peu liée, depuis le départ, aux milieux syndicaux puis corporatistes, la JAC en connaît mal les rouages et les jeux de pouvoir, et elle a pu d'autant plus facilement produire une lecture assez naïve des buts de la création de la CGA, conforme au discours de promotion gouvernemental. Ce n'est pas vraiment son monde ; elle « laisse faire », et passé le moment agité des débuts des nouvelles organisations agricoles, elle n'aborde plus guère la question du syndicalisme dans ses diverses réunions. Tout au plus les jacistes veilleront-il à s'assurer que le Cercle des jeunes agriculteurs, interne à la CGA, ne puisse pas devenir un concurrent, comme la JAC l'avait craint un moment, quand la CGA envisageait de se doter d'un vrai mouvement de jeunesse[1590] : ce sont en effet Marcel Bruel et André Viguié, le président sortant de la JAC, qui le mettent en place[1591].

[1588] Cleary, M. C., « The changing caracter of agricultural syndicates in Aveyron. 1944-1960 », *Sociologia ruralis*, 1985, vol. XXV-2, p. 117-129. Repris, de façon plus détaillée, dans *Peasants, politicians and producers. The organisation of agriculture in France since 1918, op. cit.*, p. 106. *Cf.* aussi Béteille, R. (dir.), *L'Aveyron au XXe s*., *op. cit.*, p.95-96.

[1589] *Op. cit.*, p. 104.

[1590] Durupt, M.-J., thèse citée, p. 326 : le premier projet, de mars 1946, ayant été refusé par le Congrès de la CGA, il fut remplacé par un autre, en décembre 1946 ; il était décidé de ne pas créer un mouvement de jeunesse, mais de grouper à l'intérieur de cercles constitués au sein de la CGA et sous son entier contrôle, sur un terrain exclusivement syndical et professionnel, tous les jeunes gens et jeunes filles de 16 à 30 ans appartenant à la profession agricole.

[1591] Delpuech, I., « L'émergence d'un syndicalisme agricole novateur en Aveyron (1950-1960) », mémoire, IEP Toulouse, 1983, p. 32. A l'échelle locale, il y eut parfois des frictions entre la JAC et le cercle, quand celui-ci s'est mis, dans certains départements, à organiser à leur tour des fêtes de la moisson, des séances récréatives, et à réclamer le monopole de la formation professionnelle. Ce ne fut pas le cas en Aveyron, où la JAC disposait d'une fédération puissante, conforme aux vœux de Colson qui avançait que « le seul moyen réel de s'opposer à

Dans le Cantal, la situation est bien différente. Les dirigeants jacistes ont été très proches, voire membres de la direction de la Corporation, ils connaissent de près les rouages et les hommes de pouvoir du milieu agricole local. En outre, l'emprise catholique est moins uniforme, et la gauche apparaît comme une concurrente beaucoup plus sérieuse, notamment le parti communiste, qui a donné au département l'un de ses trois députés et qui bénéficie dans le monde rural de l'intense action propagandiste menée par Jean Jaulhac[1592]. La JAC se trouve donc clairement dans le camp conservateur, si l'on suit les articles publiés fin 1945-début 1946 par Paul Besse[1593], qui en est toujours le secrétaire, tout en étant devenu le permanent diocésain de l'Action catholique rurale. Alors que les échéances électorales professionnelles s'approchent, il rappelle combien, dans son milieu, l'attitude à l'égard de la CGA a surtout été méfiante jusque là : face à l'emprise espérée par la gauche, certains ont tenté d'en appeler à la liberté syndicale, gênés, malgré tout, par le retournement conceptuel que cela représentait pour eux, qui avaient toujours défendu l'unité paysanne ; ils se sont montrés outrés devant la présence de non agriculteurs dans les instances de direction de la CGA, tout en ne comprenant pas bien l'exclusion des propriétaires[1594] ; enfin, la suppression du droit de vote et l'inéligibilité d'abord envisagées pour les anciens syndics de la Corporation avaient aussi provoqué de vives craintes de perte du contrôle de la représentation du monde agricole. Leur réintégration, en fin de compte, sur les listes électorales – sauf en cas de condamnation –, rendait au contraire possible une reconquête par les urnes. Puisqu'on « essaie d'éliminer les hommes influents », concluait Paul Besse, « tous [les paysans] doivent donc voter et choisir les hommes compétents et désintéressés, vraiment qualifiés pour la défense de leurs intérêts et pour la mise sur pied de l'organisation agricole »[1595]. Il conseillait même aux commissions chargées d'établir les listes électorales de considérer comme exploitants à la fois les pères âgés et les fils chefs de famille appelés à leur succéder. – Et au bout du compte, ce sont bien les anciens de l'Union nationale des syndicats agricoles (UNSA) et de la Corporation, ou leurs

---

l'influence des jeunes de la CGA, c'est le développement d'une JAC/F suffisamment vivante et bien axée sur les problèmes de vie des jeunes » (cité dans Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 316). « On voit mal comment un organisme s'adressant à des personnes aux croyances et aux conceptions si diverses pourrait arriver à proposer une morale qui puisse satisfaire tout le monde ; même si la CGA essaie de le faire, elle sort gravement de ses attributions », la « CGA ne peut réaliser une formation totale, puisque celle-ci repose sur une conception de la vie et de l'homme » (Colson en 1946, cité par Durupt, M.-J., thèse citée, p. 325.

[1592] Voir les notices biographiques de *Clément Lavergne* et *Jean Jaulhac* que nous avons rédigées pour la prochaine livraison du *Dictionnaire biographique du mouvement social [Maitron].*

[1593] VC 08/12/1945, 12/01/1946.

[1594] VC 09/06/1945 ; SM 09/1945.

[1595] Courant janvier, les exploitants devaient désigner par vote au bulletin secret les membres des conseils d'administration des syndicats communaux, qui devaient ensuite élire leurs bureaux. La liste des votants devait être établie par les deux plus âgés et les deux plus jeunes membre du syndicat provisoire désigné pour l'instant : « il y aura des manœuvres d'intimidation et d'escamotage : votre devoir est de vous y opposer », écrivait Besse.

proches, qui ont fini, ici aussi, par tenir la CGA locale, et la FDSEA, placée sous la direction de Clément Bardet jusqu'en 1954[1596].

Auprès des jacistes, outre l'implication personnelle de Paul Besse, les tensions de ce moment fort ont sans doute mis temporairement un coup de projecteur sur les organisations agricoles. Mais, l'enjeu retombé, alors que les dirigeants pensent bien faire en prévoyant des interventions sur le sujet dans les journées rurales, son traitement, d'après les comptes-rendus, ne semble guère susciter un intérêt manifeste chez les participants[1597]. La voie que se trace la JAC semble alors ne guère intégrer le syndicalisme, même si elle y a ses entrées. Le rajeunissement des militants peut jouer : le syndicalisme est désormais plutôt le terrain d'engagement des pères, ou du moins des plus âgés.

Conclusion

Aussi bien pour la JAC que pour la JACF, il n'est pas possible de parler de « déconfessionnalisation » – ni même, de façon un peu plus neutre, de « sécularisation » – du mouvement au lendemain de la guerre. La religion, en fait, est présente non seulement auprès d'une élite restreinte de militants, mais aussi dans l'ensemble des manifestations ouvertes à la masse. La stratégie de « l'enfouissement » n'a qu'un très faible écho, et le « témoignage » de « vie exemplaire » demandé aux militants suppose, ici du moins, de s'afficher comme chrétien, de ne pas renoncer aux insignes. A la limite, en région de forte empreinte catholique, comme l'est notamment l'Aveyron, le caractère catholique revendiqué par le mouvement rassure, et c'est lui qui permet, en ces premières années d'après-guerre, de rallier de nouveaux éléments venus peut-être d'une sphère moins pratiquante, mais dont la démarche est facilitée par l'appartenance à un même univers culturel[1598]. Le cadre religieux ne demeure pas seulement prégnant sur le plan doctrinal, comme l'avait déjà suggéré François Colson, mais aussi, pour l'instant du moins, sur le plan très pratique de l'expérience quotidienne du mouvement. Etienne Fouilloux rappelle d'ailleurs que, sans que l'on puisse parler de

[1596] VC 02/03/1946.
[1597] SM 05/1946 : le président de la FDSEA intervient pour cela, à la journée rurale de Vabres mais il ne suscite guère de réactions dans le public ; une communication sur la mutualité à une journée rurale à Maurs n'intéresse guère non plus.
[1598] Mais dans le Cantal, où voisinent des zones très pratiquantes et d'autres relativement détachées, le maintien marqué du caractère confessionnel du mouvement, renforcé par l'emprise affirmée de l'évêque, a pu en revanche gêner l'expansion de la JAC/F dans les « terres de mission » (nous entendons cette expression relativement au reste du diocèse ; il n'y a pas, dans le Cantal, de « terres de missions » au sens où le chanoine Boulard les a définies pour sa carte de la pratique religieuse en France) ; dans les Côtes-du-Nord, autre département « mixte » du point de vue de la pratique religieuse, Robert Fort notait d'ailleurs un phénomène similaire (Fouilloux, E., o*p. cit.*, p. 164).

« renaissance » du catholicisme au sortir de la guerre, celui-ci s'inscrit encore, jusqu'au début des années 1950, dans un cycle de reprise de la pratique religieuse[1599].

Ce fonds religieux n'est pas étranger non plus à l'adoption d'une approche très morale, souvent craintive même, des comportements. En fait, l'insistance sur les notions d'« engagement » et plus encore d'« épanouissement » [1600], qui marque l'esprit humaniste de la période, est ambiguë. Le souci de l'épanouissement des personnes est constitutif de l'affirmation de la dignité de chacun, comme Enfant de Dieu. Pour le P. de Bigü, aumônier national, « le chrétien a donc une mission à accomplir dans la cité temporelle, alors qu'il a toujours cru qu'être chrétien, c'était se tenir en marge » ; apparaît ainsi une « mystique de l'engagement, fondée sur le fait que le sort de la vie éternelle se joue dans la vie temporelle »[1601]. La JAC/F appelle à s'engager dans une modification des structures sociales, pour mieux répondre aux besoins spécifiques de chacun : c'est d'ailleurs de cette façon qu'elle « prend à la Libération la forme d'un mouvement d'émancipation sociale, (…) [plutôt qu'en] s'opposant, à l'intérieur du monde rural, aux notables locaux »[1602]. Et en même temps, parce qu'elle veut conduire ainsi la *communauté*[1603] rurale à *s'élever* vers le Christ, et parce qu'elle s'adresse pour cela, essentiellement, à un public de jeunes catholiques n'ayant guère rompu avec la pratique, elle développe une vision des choses qui peut nous apparaître très empreinte de « morale » au sens classique.

De même, le rapport à la « modernité », ou plus largement à la « nouveauté », est beaucoup plus complexe que ne le suggérait, par exemple, Bertrand Gasiglia[1604], quand il affirmait que « ce qui peut caractériser la JAC des années d'après-guerre fut son rapport

---

[1599] *Op. cit.*, p.245-257

[1600] Fort, R., *op. cit.*, p. 181 ; Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 282, 300, 305, 313-319 (il définit l'« épanouissement » comme l'ouverture d'esprit, la confiance, l'espérance, l'amitié, la compétence, le dévouement, une « culture humaine intégrale »...). En Aveyron, c'est encore, autour de la Libération, l'apogée de l'utilisation du terme « engagement », entamé en 1942-43. C'est aussi le moment où le terme « épanouissement » prend son essor dans le discours (voir graphiques en annexe : Doc. A-1-4-3-4 p. 640). Dans le Cantal, les années 1945-48 marquent de la même façon, l'entrée en force de l'utilisation de la notion d'« épanouissement » (SM 09/1945, 04/1946, 05/1946, 07/1946, 09-08/1946, 12/1946, SC 23/01/1947, VC 07/06/1947, SM 09/1948, 11/1948, 12/1948…). La notion d'« engagement » émerge plutôt chez les aînés, au sein du Mouvement familial rural (MFR) (SC 09/11/44, SM 04/1946, SC 23/10/1947, 15/04/1948…). Elle est associée à la notion de « service », qui en Aveyron caractérisait plutôt le discours des débuts de l'Action catholique spécialisée (par exemple : SC 16/11/1944, 29/03/1945, SM 09/1945, SC 11/04/1946, SM 05/1946, 09/1948).

[1601] *Cahiers du Clergé rural,* n°71, 06-07/1945 ; cité par Boulanger, J.-Cl., qui commente (thèse citée, p. 288).

[1602] Colson, F., « La JAC : une pédagogie au service d'un projet humaniste », art. cit., p. 220.

[1603] Boulanger, J.-Cl. Thèse citée, p. 314. Fort, R., *op. cit.*, p. 181. L'emploi du terme « communauté » et de ses dérivés, qui renvoit aux conceptions du personnalisme, est d'ailleurs devenu très fréquent dès l'époque de la guerre dans le vocabulaire jaciste, cette notion se faisant bien plus centrale que celle de « famille » dans la pensée du mouvement, selon Hiroko Yamane (thèse citée, p. 462). "Le bien commun s'instaure par l'effort combiné des hommes, puis se reverse sr chacun sans se diviser, pour constituer et resserrer une communauté humaine" ; "chacun doit rendre ce qu'il a reçu, servir, en raison même de ses supériorités" (cité dans Fort, R., *op. cit.*, p. 183).

[1604] « La JAC (1945-1957) », mém. cit., 1994, p. 42.

négatif au passé », rompant avec la vision nostalgique qu'elle affectionnait avant-guerre. En fait, il n'y a pas de rejet du passé. Mais le recours à la tradition, sélectif et instrumentalisé, joue plutôt un rôle de « réconfort identitaire ». Il permet en fait de mieux se disposer à accueillir certaines « nouveautés », en se rassurant sur soi-même ; de la même façon, le fait que certaines « innovations » soient promues par un mouvement d'Eglise constitue en soi un élément rassurant et facilitant, sur ces terres demeurées en grande partie fortement attachées au catholicisme.

La « modernisation » des campagnes promue dans le domaine du travail, des loisirs, du logement…, l'est elle aussi de façon sélective. Mais en s'en faisant le vecteur au nom de l'épanouissement humain, la JAC/F prenait le risque d'engager un processus qui pouvait à terme sortir des rails qu'elle avait établi, certains de ceux qui avaient été atteints par son message ou par son action pouvant se contenter de ne retenir que l'idée de valorisation de la « modernité » « pour elle-même ».

Chapitre 7

1948-1954

Le grand mouvement de la jeunesse rurale

En 1950, l'« éclatant »[1605] congrès national jaciste rassemble 75 000 jeunes au parc des princes à Paris. Quatre ans plus tard, les congrès diocésains des 25 ans du mouvement réunissent 450 000 participants (12 000 à Rodez, l'un des plus importants), sans compter les effectifs des congrès anticipés tenus l'année précédente. La presse de masse du mouvement touche par abonnements presque le dixième des jeunes ruraux, et peut-être un quart la lisent. En ce milieu du siècle, la JAC/F a acquis « une audience de masse »[1606]. Au yeux de divers analystes du monde des campagnes, elle est alors devenue la « force constructrice »[1607] la plus représentative de la jeunesse rurale[1608], « entraîn[ant] l'économique (…) par [un] mouvement social extraordinaire »[1609]. Pour Jean-Claude Boulanger, qui fait de ce point d'orgue le terme de sa thèse, c'est à ce moment là qu'un nouveau type de rural est vraiment en train de naître, et la JAC/F y aurait beaucoup contribué. Ce rural, dit-il, est convaincu qu'il peut continuer à vivre dans son milieu, mais qu'il ne peut y parvenir seul. Il croit au progrès technique, et il est capable de s'affirmer, de s'engager et d'agir pour construire un monde meilleur, dans lequel ses semblables auraient vraiment leur place dans la communauté humaine[1610].

Parler de l'« audience de masse » du mouvement à cette époque, implique de s'interroger sur les modalités de la démocratisation ou du moins de l'extension de son action. Se sont-elles produites au détriment de sa capacité de formation d'une « élite », comme l'affirment certains auteurs[1611], ou bien la JAC/F a-t-elle réussi à concilier celle-ci avec une

[1605] Gavignaud, G., *La révolution rurale…, op. cit.,* p. 139.
[1606] Hervieu, B. et Leprieur, F., « Les 50 ans d'histoire de la JAC et du MRJC », art. cit., p. 529.
[1607] Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 334.
[1608] Houée, P., *Les étapes du développement rural…, op. cit*., p. 14.
[1609] Mendras, H., « Le lien social en Amérique et en Europe », *Revue de l'OFCE*, n° 76, janvier 2001, p. 179-187 : p. 181.
[1610] Thèse citée, p. 364, et 325-333.
[1611] Toulat, P. *et alii, Les chrétiens dans le monde rural*, Paris, Seuil, 1962, p. 150-151. Houée, P., *Les étapes du développement rural…, op. cit.*, p. 13. Bernard Bruneteau, citant des allusions apparemment contradictoires, affirme que « l'élitisme de la JAC » (qu'il constate, de fait) « a fait débat », y compris d'un historien de la JAC/F

plus grande sensibilisation de la « masse », aux valeurs jacistes ? Et là encore, s'agit-il d'une « masse » indifférenciée, ou bien, dans la continuité de ce que nous venons de voir pour la période précédente, la promotion de ce « nouveau type de rural » par la JAC/F tend-elle à le faire émerger tout particulièrement dans un terreau homogène, catholique et agricole, de petite ou moyenne propriété familiale ? Bref, un terreau encore en partie à l'image d'un monde rural traditionnel, alors qu'à cette époque, la planification étatique entre en œuvre, et la mécanisation de l'agriculture française se met à progresser de façon notable[1612]. Comment le mouvement adapte-t-il alors son éthique, jusque là d'abord soucieuse de préservation morale, pour faire, en premier lieu, du progrès de la connaissance, l'instrument d'une promotion collective ?

A – Un apogée jaciste

1 – Quel apogée ?

a) 1950 : le zénith jaciste

Un apogée jaciste ? C'est bien, à l'échelon local, ce que semble suggérer l'étude des éléments disponibles sur le nombre d'abonnés aux diverses publications du mouvement, entre 1948 et 1962. Même si les séries sont incomplètes pour les deux départements étudiés, cette source a du moins le mérite d'offrir à intervalles relativement rapprochés une mesure de l'aura jaciste, à partir d'un critère unique. Et les données convergent pour établir qu'à une exception près, c'est autour de 1950 que le nombre d'abonnés fut à son zénith (légèrement avant dans le Cantal, légèrement après en Aveyron).

Doc. II-7-1 Années records du nombre d'abonné(e)s (période 1948-1962)

		Aveyron	Cantal
Presse masculine	*Jeunes forces rurales*	1952	1949
	Militant jaciste puis *Militant à l'action*	1957	1951
Presse féminine	*Jeune rurale* puis *Promesses*	1952	1949
	Militante jaciste	1953	1950
	Semeuse	1951	1950

Sources : Archives nationales du MRJC, AMO, AAD, *Semailles, Jeune Rouergue*

à l'autre (« Le référentiel catholique au service de la modernisation : l'exemple de la paysannerie technicienne française de l'après-guerre aux années soixante », art. cit., p. 52). Ne serait-ce pas là, en réalité, un faux débat ?

[1612] Cf. Wright, G., *La révolution rurale en France, op. cit.,* p. 214 sqq.

De façon concordante, quoique fondée sur des données un peu plus éparses, l'observation des activités du mouvement laisse apparaître autour du changement de décennie une effervescence certaine.

C'est l'époque où, au sein de la JACF, et dans un cadre régional « auvergnat » récemment formalisé[1613], une impulsion nouvelle est donnée en direction de l'enfance. En Aveyron[1614], les mentions d'activité de groupes d'Ames vaillantes préjacistes commencent à émerger en 1951[1615], et la session fédérale JACF qui se déroule fin 1952 envisage, pour la première fois à cet échelon, la question de l'enfance[1616]. Surtout, la première session régionale des Cœurs vaillants et Ames vaillantes préjacistes, a lieu à Aurillac en janvier 1953, sous l'impulsion des instances nationales, relayées dans la région par la lotoise S. Raimbaud[1617]. La JACF, dès lors, s'implique auprès de l'enfance là où elle en était restée à l'écart, comme en Aveyron, et trouve un nouveau souffle là où il s'était quelque peu atténué comme dans le Cantal[1618]. Ce qui se traduit logiquement par un accroissement subit des effectifs touchés :

[1613] Après le congrès national de 1950, constatant à la fois les progrès de la JAC dans la région « Midi », et les difficultés de transport vers l'Aude, lieu des réunions, pour les dirigeants du Massif centre, la région Midi est scindée en deux, avec création d'une région Auvergne comprenant cinq départements[1613] (la Corrèze, l'Aveyron, le Cantal, la Lozère et le Lot ; plus tard, ils passeront à sept, rejoints par le Puy-de-Dôme et la Haute-Loire). L'abbé Bion est aumônier régional. Mais les frontières sont floues : pour tel stage régional loisirs, ou telle réunion régionale sur les adolescents, d'autres départements du Sud sont rattachés à ceux de la région « Auvergne ».

[1614] En 1948, l'évocation des « problèmes de l'enfance » lors de la session de zone JACF de St Affrique paraît un cas isolé et non suivi d'effets (JR 02/1948). En 1950, la zone JACF de Villefranche décide de prendre contact avec un groupe d'AVP actif dans son territoire, ce qui suppose qu'il s'agissait là d'une exception (JR 09/1950).

[1615] JR 02/1951, 04/1951, 06/1951.

[1616] JR 12/1952 : « plusieurs d'entre nous s'y sont déjà intéressées, mais manquent de formation générale ».

[1617]Vincent Feroldi parle pourtant de nouvelles tensions surgies à l'époque entre la JAC/F et les Cœurs vaillants et Ames vaillantes, à propos de la prise en charge des enfants ruraux. L'Action catholique rurale, sous prétexte que les CVP / AVP fonctionnent mieux avec un aumônier jaciste, tente d'en imposer la systématisation en 1950. Les Cœurs vaillants et Ames vaillantes de leur côté reprochent aux militant(e)s JAC/F de ne pas suffisamment s'occuper des enfants, et aux responsables jacistes de ne pas produire d'efforts sérieux en ce sens. Et en 1951, ils mettent en place des structures régionales, pour tenter de redynamiser la branche (Feroldi, V., *op. cit*., p.220-221). Cette régionalisation, nous la voyons ici à l'œuvre. Mais sa mise en place semble un peu plus tardive ici que l'impulsion nationale. Doit jouer sans doute l'influence personnelle de Simone Raimbaud, originaire du Lot, devenue responsable nationale en 1952 seulement (c'est du moins ce que suggèrent les pièces du dossier conservé aux AMO). Dès lors, c'est elle, avant tout, qui donne le ton dans la région Auvergne, conduisant une grande partie des sessions qui y sont organisées (dossier JACF – CV / AV ; SC 22/10/1953 ; JR 12/1953, 01/1954, 02/1954). Du fait de cette proximité géographique peut-être, cette offensive du début des années 1950, loin de marquer une accentuation des tensions comme sembleraient le suggérer les sources nationales, semble plutôt conduire ici à un renouveau de la collaboration entre les CV / AV, et la JACF. Cette collaboration renouvelée, de fait, sur le terrain, préparait peut-être le renforcement du rôle de l'ACR auprès des CVP / AVP, envisagé par les projets de révision des accords de 1944 qui seront proposés mi-1954 (Feroldi, V., *op. cit.*, p.221).

[1618] Peut-être en raison d'une meilleure expérience passée de la fédération, c'est « Mimi » Boyer, cantalienne, qui fut choisie comme responsable régionale enfance en 1953-54. Très vite, tant en Aveyron que dans le Cantal, les sessions de formation de responsables pour l'enfance se multiplient (JR 03/1953 : session des 22-23/02/1953 ; JR 12/1953 : session des 28-29/10/1953 ; JR 01/1954 : session de zone de Villefranche ; JR 03/1954 et 03/1954 : session fédérale des responsables enfance. Pour le Cantal : SC 12/11/1953, session au Lioran, pour les futures responsables de l'enfance rurale). Les ecclésiastiques, même, en bénéficient

même si le public visé n'est pas exclusivement rural, le nombre d'enfants abonnés à *Fripounet*, le périodique des Cœurs vaillants, bondit d'un tiers en Aveyron entre 1952 et 1953[1619].

Les camps pour adolescentes sont lancés concomitamment en 1949[1620], comme dans l'Hérault voisin[1621], et ils deviennent vraiment réguliers en 1952 en Aveyron[1622]. C'est en 1951 que l'on relève en Rouergue le maximum de journées d'amitié pour adolescentes (huit), et c'est en 1952 que la JACF aveyronnaise se dote d'une responsable « de droit » pour les Semeuses[1623]. Dans le Cantal, qui en disposait déjà, la JACF nomme une responsable-adjointe en 1950[1624]. Quant aux adolescents, c'est en 1951-52 qu'ont lieu leurs premiers « tours de province » à vélo[1625], inspirés par les instances nationales.

Alors que jusque là, seuls quelques départements pionniers – dont le Cantal – avaient fait l'expérience de stages de culture générale, la campagne de 1948-49 en est véritablement l'élément généralisateur. En Aveyron, le premier se déroule en 1949, et le département prend vite l'ascendant, devenant le centre d'impulsion régional en organisant des stages qui rayonnent sur le Cantal et la Lozère, voire sur le Puy-de-Dôme en 1951[1626]. Parallèlement sont élaborés les stages de culture générale dits de premier degré ou « d'éveil », réservés en premier lieu aux adolescents[1627]. Le premier ainsi nommé se déroule en 1953 à Ceignac[1628], et serait peut-être l'un des premiers en France[1629]. Le rôle d'entraîneur revient vraisemblablement à Raymond Lacombe, devenu en 1952 le responsable national Juniors, avant d'accéder à la vice-présidence de la JAC en 1954 et à la présidence nationale fin 1955. L'Aveyron joue alors le rôle laboratoire d'expérimentation.

(SC 22/10/1953 : session sacerdotale pour l'enfance, animée par S. Raimbaud [14-16/10/1953] ; AMO, dossier JACF – CV / AV, sd [1953], Session de religieuses sur les CVP / AVP). Les instances régionales, voire interrégionales, se réunissent régulièrement (AMO, dossier JACF – CV / AV, Session régionale à Gramat (Lot), rentrée 1953 ; session interrégionale de Toulouse, 06-09/02/1954). Un (premier ?) camp est organisé en Aveyron en 1953, deux autres en 1954 (AMO, dossier JACF – CV / AV : préparation de la session régionale de Gramat (questionnaire sur les activités) ; journée de responsables de l'enfance du 29/06/1954 : prévision d'activités).

[1619] AMO, dossier JACF – CV / AV : statistiques sur les abonnements.

[1620] Cantal : SM 01/1949 : La Devèze ; SM 12/1949, 01/1950 : Mandailles. Aveyron : JR 01/1949, 06-07/1949

[1621] Prat, G. op. cit, p. 232.

[1622] En 1949 et 1950, un seul camp chaque fois ; mais en 1951, sept, en 1952, une douzaine rassemblant environ 200 jeunes, et en 1953, quatorze, sur une vingtaine prévus.

[1623] AMO, 1952 : Monique Giret.

[1624] SM 11/1945 : Marie Lacassagne, d'Aurillac ; SM 09/1948 : Hélène Pons, d'Oradour ; SC 07/12/1950 : Germaine Schlesser, associée à Hélène Pons.

[1625] JR 01/1951, 06/1951, 06/1952, 12/1952, 02/1953, 05/1953, 06-07/1953, 05-06/1954 ; AAD Comité fédéral 18/05/1952.

[1626] D'abord pour la JAC (1949, 1951), puis pour les adolescents (1950, 1953), enfin pour la JACF (1953, après un premier stage régional dans le Puy-de-Dôme en 1951, en phase avec le démarrage national des stages féminins (*cf.* FORT Robert, 2001, *Ils ont révolutionné le monde rural. L'aventure de la JAC en Bretagne (1930-1970)*, *op. cit.*, p.42).

[1627] *Cf.* Durupt, M.-J., thèse citée, p. 95.

[1628] JR 02/1954.

[1629] Marie-Josèphe Durupt (thèse citée, p. 97) faisait d'un stage organisé dans le Puy-de-Dôme en 1955 le premier en France. L'origine « auvergnate » (au sens des limites fixées par les jacistes à l'Auvergne) semblerait ici confirmée, mais avec une légère antériorité.

Le lancement d'un service « bourgs » masculin est amorcé, de même, en Aveyron, en 1950, sous la direction de Marcel Cazals, qui avait expérimenté à Réquista un « foyer des jeunes », ouvert à des non jacistes et/ou non pratiquants[1630]. C'est la même année qu'une organisation régionale « bourgs » est imposée à la JACF[1631].

C'est encore en 1950 que l'action revendicative au service des ouvriers et ouvrières agricoles, appuyée par le congrès national, est organisée en Auvergne, après avoir émergé autour de 1948-49. Elle est certes initiée par le MFR et la CFTC, mais elle leur associe des jacistes[1632], notamment en Aveyron, où les jeunes gens créent en 1952 un syndicat des ouvriers agricoles, dont on aura l'occasion de reparler[1633].

Les services loisirs sont pour leur part coordonnés à l'échelle régionale à compter de 1951. Les sessions de formation pour « meneurs de jeu » deviennent dès lors annuelles[1634], et réunissent toujours, au moins, des cadres de l'Aveyron et du Cantal, ce qui suppose qu'ils sont parmi les plus résolus dans l'action conduite en matière de loisirs[1635]. Dans le même temps, le nombre de « balades » et voyages, relativement réduit jusque là, connaît une brusque inflation[1636].

C'est enfin, dernier exemple, en 1952-1953 qu'a lieu, avec un léger retard sur l'impulsion nationale (1950[1637]), la mise en place de services « malades » par la JACF –

[1630] AMO. Dossier « journée des bourgs », 1950.

[1631] Même si le Cantal n'inclut ce service dans son organigramme qu'un an plus tard (SC 07/12/1951), et si la fédération aveyronnaise ne se dote d'une responsable bourgs qu'en 1953, en la personne de Jackie Oziès qui en avait préalablement assumé la charge pour la zone de St-Affrique (JR 06-07/1953 et AMO, organigrammes partiels). La responsable pour l'Auvergne est une cantalienne, Jeanne Virolleau, de Chaudesaigues, aux liens privilégiés avec l'évêché, son frère, jeune prêtre, pouvant être considéré comme proche de l'évêque : il avait été envoyé spécialement par Mgr Pinson à Paris pour se perfectionner en matière de catéchèse ; *cf.* card. Marty, *op. cit.*, p.76.

[1632] SM 12/1949 ; JR 01/1950. La JACF cantalienne se dote alors, parallèlement aux structures du MFR, d'un service « ouvrières agricoles » (SC 07/12/1950).

[1633] JR 12/1952, 01/1953. En 1953, les jeunes filles étendent le problème aux rurales ouvrières, en se préoccupant du sort des gantières rurales de la zone de Millau (JR 01/1953, 02/1953).

[1634] JR 03/1951, 12b/1952 ; J Au 09/1951.

[1635] S'y adjoignent selon les cas la Lozère, le Tarn, voire d'autre départements de la région Midi en 1952, pour la session interrégionale de Montauban.

[1636] Les données aveyronnaises conduisent à distinguer une première phase, jusqu'en 1950 inclus, où le nombre de déplacements demeure réduit, en-dessous de la dizaine annuelle, d'une seconde, à partir de 1951, marquée par une inflation des déplacements, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du département, tournant autour de 25 par an. Les lacunes des sources cantaliennes ne nous permettent pas d'être assuré de la représentativité du mouvement d'ensemble, mais il est fort possible que cette inflation des années 1950 se retrouve, puisque des sources internes (AAD, rapports de mai 1952) signalent alors, sans plus de précisions, des « sorties très fréquentes », tant pour la JAC que pour la JACF.

[1637] Début de la parution d'un bulletin spécifique, *Pour vivre* (date indiquée par le catalogue des imprimés de la BNF). Dans le Gers, la création du service date de 1951 (*La JAC dans le Gers, op. cit.,* p.92).

même si cela ne constitue qu'une formalisation des relations déjà existantes avec des souffrants, sans entraîner de modification sensible du regard de compassion porté sur eux[1638].

b) Trois cercles de jacistes

Reste à connaître l'aura relative du mouvement auprès des jeunes ruraux, en ce moment d'apogée. Il convient en fait de distinguer trois cercles successifs, en fonction de la proximité entretenue avec le mouvement.

Doc. II-7-2. Pénétration de la JAC/F chez les jeunes ruraux aveyronnais et cantaliens

	% des jeunes ruraux de 15 à 24 ans		Nombre de participants ou d'abonnés	
	Aveyron	**Cantal**	**Aveyron**	**Cantal**
Sessions (JAC et JACF ensemble)	1,3 à 1,6	0,8 à 1,3	500-600	200-300
Pèlerinage à Lourdes 1947	15,7	5,4	2 000	440
Pèlerinage à Lourdes 1948	18,9	5,1	3 000	800
Total Pèlerinages	13,3	5,2	5 000	1 240
Presse réservée aux militants 1949	1,1	0,4	138	34
Presse réservée aux militantes 1949	1,5	1,0	376	154
Total presse réservée aux militants 1949	1,4	0,8	514	188
Presse pour adolescentes 1949 (% des 13-17 ans)	*2,8*	*2,4*	*349*	*190*
Presse générale jeunes gens 1948	7,9	4,4	1 006	357
Presse générale jeunes filles 1950	7,7	5,4	1 900	850
Total presse 1948-50	7,7	5,0	2 906	1 207
Congrès de 1950, Paris	4,0	1,0	1 500	235
Congrès-pèlerinage à Lourdes, 1952	8,0	4,0	3 000	969
Presse pour adolescentes 1950-51 (% des 13-17 ans)	*4,2*	*3,8*	*520*	*300*
Presse réservée aux militants 1952/53	1,4	0,6	181	47
Presse réservée aux militantes 1952/53	2,2	1,3	550	200
Total presse réservée militants 1952	1,9	1,0	731	247
Presse générale jeunes gens 1952	10,4	4,3	1 332	353
Presse générale jeunes filles 1953	8,4	4,4	2 073	ca 700 ?
Total presse générale 1952-53	9,1	4,2	3 405	ca 1 000
Congrès diocésains 1953-54	31,9	< 27	12 000	< 6 500
Meeting de 1954, Cantal		2,1		500
Coupes de la joie 1947-54	26,6 en moyenne	8,3 en moyenne	10 000	2 000

Sources des données absolues : dépouillement de *Jeune Rouergue, Notre Jeunesse, Semailles, Semaine catholique du diocèse de Saint-Flour* ; Archives nationales MRJC, 107/220 et 251/230.

[1638] AAD 05/1952 ; JR 12/1953. On lira les articles sur les malades, on ira les voir, pour mieux les connaître, on portera leur souvenir dans des messes, et l'on priera pour eux lors des réunions : voilà ce que décide la session fédérale JACF de l'Aveyron fin 1953.

L'étendue du premier groupe, celui des militants les plus assidus, peut être déterminée en fonction des effectifs de participation aux sessions, ou du nombre d'abonnés à la presse strictement destinée aux militants « au sens étroit » (*Militant(e) jaciste, Militant à l'action*). Il rassemble 200 à 300 jeunes dans le Cantal, et 500 à 600 voire 700 en Aveyron où il s'étoffe encore au début des années 1950[1639]. Même par rapport aux effectifs respectifs de jeunes de 15 à 24 ans dans chaque département, l'écart reste manifeste (0,8 à 1,3 % dans le Cantal, contre 1,3 à 1,9 % en Aveyron). Comme cela a toujours été le cas, un écart demeure entre la branche féminine, la mieux pourvue, et la branche masculine ; il est d'autant plus fort que les effectifs globaux sont faibles (rapport de 1 à 4 ou 5 dans le Cantal, de 1 à 3 en Aveyron).

Alors que nous aurions pu suspecter un recrutement plus large auprès des adolescents (les 13-17 ans selon les critères retenus en général par la JAC/F), en fait, les effectifs sont très proches de ceux des militants « jeunes »… du moins pour ce qui concerne la JACF, la seule pour laquelle on dispose de données sur les abonnements. Les effectifs sont juste légèrement supérieurs dans le Cantal, et légèrement inférieurs en Aveyron[1640], présentant des taux bien inférieurs à la moyenne nationale[1641]. A défaut d'autres données, si l'on se réfère, pour les garçons, aux totaux de 1956, on aboutit exactement au même constat[1642]. L'Aveyron est d'ailleurs à ce moment là le seul département de la région jaciste « Auvergne » à disposer d'effectifs permettant une action conséquente avec des adolescents, les fédérations JAC des autres diocèses encadrant à peine quelques dizaines de jeunes de ces âges. C'est bien, ici, une relève *militante* que les jacistes préparent précocement. Il ne s'agit pas d'une démarche de recrutement de masse à un âge où pourtant les jeunes sont encore facilement influençables. Et quand, à partir de 1953, la JACF s'investit davantage auprès des enfants, elle ne s'éloigne pas de cette stratégie : en Aveyron, on compte alors seulement 41 groupes de « préjacistes » (19 de Cœurs vaillants-préjacistes et 22 d'Ames vaillantes-préjacistes)[1643].

Le « deuxième cercle » est formé par adjonction des sympathisants proches qui s'abonnent à la presse "générale" jaciste, et qui participent à certaines manifestations dont les congrès à l'extérieur. Ici, l'écart est beaucoup plus marqué entre les deux fédérations. Dans le Cantal, on atteint un maximum de 4 à 5 % des jeunes ruraux (soit autour d'un millier), toujours au bénéfice des jeunes filles[1644]. En Aveyron, la part de jeunes appartenant à ce

---

[1639] *Jeune Rouergue, Notre Jeunesse, Semailles, Semaine catholique du diocèse de Saint-Flour* ; Archives nationales MRJC, 107/220 et 251/230.
[1640] Ce qui a pour effet de rapprocher les taux de pénétration de la presse : autour de 2,6 % (en 1949) puis de 4 % (en 1952) des 13-17 ans.
[1641] 6 à 7 % : Archives nationales MRJC 251/230, et données démographiques INED.
[1642] Abonnés à *Jeunes forces rurales-Juniors* : Aveyron, 200 ; Cantal, 31 (Archives nationales MRJC 251/230).
[1643] AMO, dossier JACF – CV / AV, liste des groupes CVP / AVP aveyronnais déclarés, décembre 1953.
[1644] Mais avec un rapport inférieur, en données relatives : de 2 à 2,5.

deuxième cercle est quasiment le double, autour de 8-9 % des jeunes de 15 à 24 ans (environ 3000), avec un très léger avantage aux jeunes gens en données relatives.

Enfin, le dernier cercle associe aux précédents les jeunes (et quelques moins jeunes) indirectement ou occasionnellement atteints par la JAC/F, notamment lors des congrès locaux, ou par des activités de masse, telles les coupes de la joie ou les quelques fêtes rurales. En Aveyron, il peut porter le pourcentage de la jeunesse rurale atteinte autour du tiers, ce qui correspond à des foules de 10 000 personnes environ : 10 000, justement, à la grande fête rurale de Baraqueville en 1948[1645], 12 000 estimées au congrès diocésain de 1954 ; quant au public touché par les coupes de la joie, parti de 600 personnes environ la première année (un peu plus de 2 000 en comptant la finale régionale), il atteint sans doute les 6 000 dès l'année suivante, et dépasse vraisemblablement les 10 000 en 1953[1646], ce qui signifierait que les coupes avaient alors, chaque année, un impact similaire à celui du grand congrès diocésain de 1954, atteignant entre le quart et le tiers des jeunes de 15 à 24 ans[1647]. Dans le Cantal, les 6 500 personnes assistant au congrès diocésain de 1953 représentent en fait l'ensemble des organisations de jeunesse catholique, et l'on ne peut donc pas en tirer d'enseignement précis ; l'impact des coupes de la joie est quant à lui bien entendu beaucoup plus modeste : sans doute un peu plus de 2 000 personnes par an, une fois le lancement effectué, soit un impact relatif trois fois inférieur à celui des coupes en Aveyron. Peut-être les effectifs maxima touchés par la JAC/F cantalienne se situent-ils en fait quelque part entre ces deux estimations ?

Remarquons enfin que, si l'on considère comme probable qu'un journal de masse puisse être lu par trois jeunes en moyenne (un sympathisant proche, et deux sympathisants occasionnels ?), on obtient alors des effectifs très similaires à ceux du « troisième cercle », qui semble donc bien constituer un halo maximal.

Quelle que soit la branche ou le « cercle » considéré, il apparaît que l'Aveyron présente une capacité très importante à drainer des militants et sympathisants. Le Cantal en revanche conserve le handicap traditionnel de la branche masculine en terme d'effectifs et sa

[1645] JR 08/1948 ; 11/1948.

[1646] Pour calculer ces estimations, on a retenu le nombre moyen d'éliminatoires de secteurs, sauf pour les années où le total exact est connu, et une fréquentation de 150 personnes, ainsi que le suggère la documentation. Pour les éliminatoires de zone, on a retenu comme valable pour l'ensemble, l'estimation de participation donnée au moins dans un cas. L'estimation du public présent aux éliminatoires fédéraux est en général communiquée dans les comptes-rendus.

[1647] La réalité doit être plus proche de l'estimation basse, de toute façon, puisque le public des coupes comprenait tous les âges.

capacité à rassembler au-delà des cercles de militants et de « sympathisants réguliers » s'émousse en avançant dans le temps.

c) Au cœur de l'un des pôles majeurs du jacisme

Cette gradation se retrouve à l'échelle régionale, comme le montrent les données sur la presse, qui sont les plus fournies.

Doc. II-7-3
***Jeunes forces rurales* :**

	Septembre 1948		Mai 1952	
	Nombre d'abonnés	% des jeunes ruraux de 15 à 24 ans	Nombre d'abonnés	% des jeunes ruraux de 15 à 24 ans
Aveyron	1006	7,9	1332	10,4
Corrèze	384	3,6	296	2,8
Lot	303	4,7	258	4,0
Lozère	247	6,9	370	10,3
Cantal	357	4,4	353	4,3
Puy-de-Dôme			770	3,6

Sources : *Semailles*, 09/1948 ; *Jeune Rouergue* 05/1952

Doc. II-7-3
Jeune rurale
puis *Promesse :*

	Octobre 1949		Juillet 1952	
	Nombre d'abonnées	% des jeunes rurales de 15 à 24 ans	Nombre d'abonnées	% des jeunes rurales de 15 à 24 ans
Aveyron	1998	8,1	2186	8,8
Corrèze	1575	7,7	546	2,7
Lot	670	5,4	454	3,6
Lozère	472	6,8	516	7,4
Cantal	794	5,0	745	4,7
Puy-de-Dôme	1278	3,1	1071	2,6

Sources : Archives nationales MRJC, 107/220 et 251/230

Tant en 1948-49 qu'en 1952, tant pour la branche masculine que pour la branche féminine, l'Aveyron se situe ainsi, légèrement devant la Lozère, dans la tranche supérieure en termes de pénétration. Mais en Lozère, si cela révèle une efficacité certaine de la part du mouvement, il faut se rendre compte que la masse ne va pas de pair, étant donné que la population est beaucoup plus faible que dans les autres départements de la région. L'Aveyron est bien *le* bastion jaciste par excellence. Le Cantal se situe pour sa part dans une tranche de pénétration moyenne, au même niveau que le Lot. Enfin, la Corrèze appartient, comme le Puy-

de-Dôme, à la dernière tranche, où l'ampleur relative du mouvement, pour les deux branches, est la plus faible.

En 1948-49, dans la région, la pénétration de la presse féminine est toujours supérieure à celle de la presse masculine (sauf une quasi-égalité en Lozère), ce qui reflète le poids de l'héritage d'une pratique religieuse féminine systématiquement plus marquée[1648]. En 1952 en revanche, la pénétration de la presse masculine est devenue légèrement supérieure : on est alors sorti de la dépendance à l'égard de l'héritage et des structures classiques du rapport au religieux. Le mouvement, à son apogée, possède désormais sa propre dynamique, qui ramène les hommes dans le giron de l'Eglise, à défaut de les faire forcément retourner à l'église. Seul un département fait exception, le Cantal, où la branche masculine conserve sa faiblesse relative.

Pourtant, à l'échelle nationale, les cartes de diffusion de la presse jaciste (doc. 1 et 2 p. 20) se sont très clairement rapprochées de celle de la pratique religieuse, avec des maxima dans l'Ouest, dans le sud du Massif central et l'actuelle région Rhône-Alpes, dans l'Est (Franche-Comté, Lorraine) et dans le Nord.

Ce sont aussi ces régions qui se retrouvent peu ou prou à la tête des expérimentations de nouveaux services jacistes[1649]. Cela montre que, même si le mouvement a acquis sa dynamique propre, elle se nourrit de la présence d'un terreau religieux. La pratique moyenne ou faible, dans le Cantal, le Lot et la Corrèze, les exclut du pôle du Sud-Massif central pour la branche masculine, alors qu'ils peuvent y être réintégrés pour la branche féminine, dont la situation, relativement à celle des autres départements français, est plus honorable. Or, pour les premiers, il s'était agi de départements où la JAC/F s'était précocement implantée, relativement aux autres départements de la région. L'Aveyron en revanche, constitue, avec la Lozère et l'Ardèche, l'un des pôles majeurs de la présence jaciste, tant masculine que féminine, non seulement dans le Massif central, mais aussi en France. La situation s'est totalement inversée par rapport à la période du lancement, où ces départements avaient longtemps été des îlots de relative résistance. Mais au sein de ce pôle, la JAC/F ardéchoise est confrontée à l'importance du protestantisme sur le territoire où elle agit, et la JAC/F

[1648] *Cf.* Langlois, Cl., « " Toujours plus pratiquantes ". La permanence du dimorphisme sexuel dans le catholicisme français contemporain », *Clio*, n°2, 1995.

[1649] Fin 1953, pour l'un des premiers comités nationaux « bourgs » de la JACF (peut-être le premier ?), l'Aveyron est l'un des rares départements, avec l'Orne, l'Ille-et-Vilaine, la Loire, le Loiret, la Vienne et la Haute-Garonne, à y assister (JR 04/1954). La concordance est toutefois imparfaite avec les zones de diffusion forte de la presse. Des conditions très locales ont donc dû jouer, au-delà de la présence d'effectifs importants : la particularité de la distribution de la JAC/F en fonction de la population, l'ancienneté de l'implantation, ou la proportion de non agricoles chez les militants et dirigeants…

lozérienne à la faiblesse de la population (80 000 habitants dans le département). Seul l'Aveyron cumule le quasi-unanimisme catholique de la population, la forte implantation des deux branches jacistes, et l'importance des masses concernées.

2 – S'exprimer au nom de la jeunesse rurale

L'importance des abonnés aux publications jacistes révèle l'aura acquise par le mouvement. Mais l'apogée de la JAC/F se mesure aussi dans son habileté à innerver le territoire grâce aux réseaux qu'elle constitue et qu'elle entretient, dans sa capacité à constituer des viviers de dirigeants, socialement semblables aux autres jeunes de leurs villages, et à créer ainsi une certaine osmose avec la jeunesse rurale, pour s'ériger en représentante légitime de cette dernière.

a) Créer et entretenir des réseaux d'influence

Les réunions régulières de militants du « premier cercle » – sessions et retraites, comités fédéraux ou régionaux – sont pour eux des lieux essentiels de « communion » et de « fusion » collective. Ils viennent y prendre les mots d'ordre, dont le renouvellement contribue à entretenir l'ardeur militante. Ils y nouent des amitiés dans la joie des repas, des jeux, des veillées et des rires partagés. Ces amitiés ne sont plus fondées seulement sur le voisinage comme dans les sociétés rurales traditionnelles[1650]. Elles sont d'assise départementale, voire régionale. Le Cantalien Etienne Salat, quelques temps avant sa mort, évoquait auprès de nous avec nostalgie ce début des années 1950 : « la ferme de mes parents servait de lieu de ralliement régional, parce qu'elle était centrale. Michel Debatisse et Raymond Lacombe passaient la nuit ici »[1651]. On comprend ainsi que ces amitiés ont souvent été, plus tard, à la base des réseaux qui ont donné à l'élite formée par la JAC la force de conquérir en groupe les rouages institutionnels du monde rural.

Au-delà de ce « noyau », la stratégie retenue par la JAC/F a-t-elle été avant tout, d'étendre ses réseaux au-delà de ses implantations traditionnelles, ou de les intensifier là où elle était déjà présente ?

[1650] *Cf.* Barral, P., *Les sociétés rurales du XXe s.*, Paris, Colin, 1978, 327 p. : p. 31-32, Mendras, H., *Sociétés paysannes,* Paris, Colin, 1980, 238 p. : p. 75-76.

[1651] Entretien, 1999. La ferme des Salat est située à Carsac, sur la commune d'Arpajon-sur-Cère, à la sortie sud d'Aurillac.

A l'approche des années 1950, la « propagande » (tel est le terme officiellement employé) est axée essentiellement sur la diffusion de la presse militante nationale[1652]. Suivant ici scrupuleusement les consignes des secrétariats généraux, les fédérations se dotent de correspondants locaux, chargés de suivre les abonnés pour éviter les fortes déperditions par non-réabonnement, chargés aussi d'organiser les diverses campagnes annuelles, masculines ou féminines, à base d'abonnements gratuits temporaires, de concours, de journées annuelles de propagande[1653].

Pourtant, seule la JAC aveyronnaise met vraiment à profit ce vecteur, entre autres, pour investir des régions où la pénétration du mouvement était restée faible, ou s'était relâchée. Il en va ainsi, en 1951, avec les tournées effectuées par le permanent Roger Bertin, d'abord dans la zone de St-Affrique, puis surtout dans celle de Millau, où il rencontre à cette occasion des curés dont il sollicite l'appui, et tente d'entrer en contact avec quelques nouveaux jeunes susceptibles de militer[1654]. Puis, l'année suivante, c'est au tour de son successeur Gilbert Bosc et du nouvel aumônier de zone, d'aller rendre visite aux secteurs en place, et surtout aux prêtres, encore une fois, pour les sensibiliser[1655]. Plus tard, l'aumônier, à son tour, réunit en session ses confrères de la zone. Le résultat ne se fait guère attendre : au conseil fédéral suivant, la participation millavoise est étonnamment fournie[1656]. Doit-on voir ici en partie une réminiscence des multiples tournées de promotion qui avaient émaillé les débuts de la JAC en Aveyron ? Ce n'est guère assuré. Mais cela révèle au moins que la logique de progression persiste, alors même que le seuil atteint est déjà honorable. On la perçoit aussi en constatant les progrès continus du maillage du territoire par les sessions. De même, l'initiative de la JAC aveyronnaise en direction des bourgs en 1950 (absente dans le Cantal) apparaît elle comme un moyen supplémentaire d'étendre les activités de l'Action catholique à des localités que la JAC était censée avoir un peu trop délaissées[1657].

La JACF, en se concentrant sur ses zones de prédilection, adopte en fait une autre stratégie : l'intensification plutôt que l'extensification. Par exemple, la multiplication des

---

[1652] Cantal : SM 09/1948 ; Aveyron : JR 09/1950. *Cf.* Yamane, H., thèse citée, p. 76-86.
[1653] JR 11/1950, 01/1951, 02/1951, 03/1951, 04/1951, 05/1951, 06/1951, 09/1951, 10/1951, 11/1951, 12/1951, 05/1952, 06/1952, 09/1952, 10/1952, 12/1952, 01/1953, 02/1953, 03/1953, 05/1953, 06/07/1953, 08-09/1953, 12/1953, 05-06/1954 ; SM 10/1949, 12/1949, 01/1950, SC 07/12/1950, 04/12/1952, 19/11/1953.
[1654] JR 04/1951, 06/1951.
[1655] JR 09/1952.
[1656] JR 12/1952.
[1657] AMO. Dossier « journée des bourgs », 1950, lettre de convocation à la journée du 26/03/1950. On n'est plus, alors, dans la logique de collaboration bourg-campagne, inspirée du sommet, qui avait guidé les premières expérimentations, féminines, dans la haute vallée du Tarn, mais dans une logique de dissociation, s'appuyant sur les caractéristiques sociales propres aux bourgs (AMO. Dossier « journée des bourgs », 1950, lettre de Marcel Cazals à l'abbé Bion, 11/01/1950).

camps pour adolescentes[1658] est justifiée par le fait qu'elle permet d'opérer à l'échelon du secteur, donc de mieux recruter, en jouant sur les réseaux d'interconnaissances, puis d'assurer un suivi en aval[1659]. De la même façon, et cette fois pour les deux branches, les activités nécessitant des ressources importantes en termes d'effectifs et de réseaux, telles les quelques fêtes de la terre[1660] ou les coupes de la joie (doc. A 2-4-1-1 p. 616), sont concentrées dans des espaces déjà parmi les plus dynamiques du point de vue de l'activité jaciste[1661]. Elles ne sont donc pas un instrument de conquête de nouveaux territoires, mais davantage un indice de bonne santé de certains groupes locaux. Elles ne semblent guère, par conséquent, constituer un moyen d'aller quérir de nouveaux militants dans des zones « faibles ». Dans le Cantal, de façon plus radicale encore, l'ensemble de la zone de faible pénétration de la JAC/F, c'est à dire le nord du département, ne fait pas l'objet de tournées de « propagande »[1662], alors même que l'évêque Mgr Pinson aurait souhaité des initiatives en ce sens[1663]. Là encore, la stratégie de l'intensification l'emporte, et l'on verra que cela s'est traduit par une stabilité relative de l'implantation.

Les vrais « moments forts », ceux qui ont permis de rassembler jusqu'à la masse atteinte de façon marginale, et qui ont manifesté symboliquement aux yeux des observateurs la force désormais accumulée par le mouvement, ce sont les grands congrès, nationaux, régionaux et plus encore locaux.

Les historiens de la JAC retiennent en général seulement le congrès de Paris en 1950 au Parc des Princes, au point d'en faire parfois une date-charnière[1664]. Il rassemble en effet 60 à 70 000 jeunes gens ou jeunes filles, inaugurant la pratique de la mixité – par juxtaposition !. Mais si la délégation aveyronnaise est d'importance, comparable même à des départements de

---

[1658] Assurément, un tel dynamisme est permis par des effectifs constituant déjà un socle appréciable, avec un minimum de 350 abonnées à *Semeuses de France* en 1949, qui monte jusqu'à plus de 600 en 1951, quand dans le Cantal des effectifs deux fois moindres, s'ils correspondent à peu près à la même pénétration relative, offrent une capacité d'action plus limitée.

[1659] JR 06/1951.

[1660] Trois pôles se distinguent clairement : l'un à l'Ouest en Ségala, l'autre au centre-Est, le dernier au Sud-Ouest dans l'arrondissement de St-Affrique : Sévérac (JR 11/1949), Aguessac (JR 12/1949), Rieupeyroux (11/1950), Lalo (09/1952), Les Costes-Gozons (09/1952), Ampiac (12/1952), Rebourguil (05-06/1954).

[1661] En leur sein ont dû jouer en outre des logiques de proximité et d'entraînement par imitation.

[1662] Tel est effectivement le terme employé à propos des opérations de promotion de la presse militante.

[1663] SC 09/06/1949.

[1664] Par exemple : Houée, Paul, « Les étapes du projet jaciste dans le développement rural », *JAC et modernisation de l'agriculture de l'Ouest*, Rennes, INRA, 1980, p. 16 ; *JAC-MRJC, 1929-1979, Cinquante ans d'animation rurale*, Paris, MRJC, 1979, p.56 ; Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 323-338 ; Gavignaud-Fontaine, G., *La révolution rurale dans la France contemporaine, XVIIIe-XXe s.,* Paris, L'harmattan, 1996, 224 p., p. 139… ; pour un exemple régional [Bretagne] : Fort, R., *Ils ont révolutionné le monde rural…, op. cit.*, p. 78-82.

l'Ouest (1 500, contre 1250 en moyenne[1665]), celle du Cantal est des plus modestes (240)[1666]. Par ailleurs, ici, contrairement à ce que nous avions pu constater à propos des rassemblements interrégionaux de 1947 et 1948 à Lourdes, l'élément profane a été prédominant. Certes, il y eut la grand messe, et le message du pape sur la mission apostolique de l'Action catholique rurale. Mais l'essentiel du temps fut occupé par la présentation des provinces, avec danses régionales ; par le « salut fraternel » des ouvriers, des étudiants et des marins ; par les discours sur l'avenir du monde rural (équipement, formation, économie…) ; par les démonstrations sportives ; par le jeu scénique évoquant le combat entre « les résignés » et « les constructeurs » ; par une fête de la terre sur le thème de la commune ; par la finale nationale de la coupe de la joie à Chaillot ; enfin par diverses expositions[1667]…

En 1952, le congrès-pèlerinage interrégional de Lourdes est ouvert à l'ensemble des fédérations du Midi et du Massif central méridional et rassemble 25 000 sympathisants et militants. Trois mille Aveyronnais et Aveyronnaises et 969 Cantaliens et cantaliennes s'y rendent, soit des délégations beaucoup plus significatives que celles du congrès national de Paris deux ans auparavant[1668]. Le vendredi est consacré au pèlerinage, et le dimanche matin à la grand-messe, lors de laquelle le cardinal Saliège délivre son message à la jeunesse rurale. Mais le samedi est réservé pour le congrès proprement dit. Le stade accueille, comme à Paris, une présentation des provinces participantes sous forme de danses traditionnelles, des prises de parole qui font suite aux enquêtes menées sur le rapport entre jeunes, travail, village et avenir ; enfin, deux jeux scéniques, l'un sur les saisons et la fête au village, l'autre sur le progrès[1669]. Malgré le cadre religieux du congrès, il est frappant de constater combien s'immiscent et s'imposent à partir de 1950, de nouvelles pratiques, d'inspiration nationale, ouvertes à la mixité, et mettant davantage l'accent sur le message du mouvement que sur le contenu proprement religieux. Le congrès parisien a-t-il servi de « modèle » ?

Certes, les participations au congrès-pèlerinage de 1952, et plus encore au congrès de 1950, sont bien moindres qu'en 1947-48, surtout pour l'Aveyron. Mais pour le congrès de Paris, la distance constituait un handicap certain, et pour celui de Lourdes, des contingents de congressistes ont été préalablement fixés pour chaque fédération, ce qui fait que la participation ne correspond pas à tout le potentiel mobilisable. L'essentiel ici est plutôt de repérer que le gros des effectifs d'abonnés à la presse militante, c'est à dire de la masse des sympathisants directs et des militants, a pu en 1952 bénéficier d'un « moment fort » tout à fait

[1665] Fort, R., *Ils ont révolutionné le monde rural…, op. cit*., p. 79.
[1666] JR 04-05/1950 ; SM 04/1950 ; VC 27/05/1950.
[1667] Compte-rendu dans JR 04-05/1950.
[1668] JR 05/1952 ; VC 02/02/1952, 03/05/1952.
[1669] *Ibid.* : JR 05/1952 ; VC 02/02/1952, 03/05/1952.

équivalent dans sa perception symbolique, comme dans son contenu d'ailleurs, au congrès de Paris pour la France septentrionale.

Les années 1953-1954, avec des congrès désormais diocésains, marquent enfin la dernière étape de la période, dans cette chaîne de rencontres majeures.

Le Cantal organise le sien dès mai 1953, de sa propre initiative, dans le parc de l'Institution St-Eugène d'Aurillac ; mais il s'agit du coup d'un congrès de l'ensemble de la jeunesse catholique, « urbaine » et rurale, dans le style des grands rassemblements d'avant-guerre. La mixité est adoptée ; on s'appuie sur un thème, « la maison », dont l'évocation a été précédée par la réalisation d'enquêtes ; outre la messe, ont lieu la finale départementale de la coupe de la joie, un défilé de chars sur le thème de « l'habitation », des représentations gymniques, un jeu scénique, la projection d'un film en soirée, une exposition sur le cinéma[1670]. En 1954, pour les 25 ans du mouvement, les fédérations jacistes cantaliennes organisent à Saint-Flour une journée militante. Devant seulement 500 personnes cette fois, on présente de nouveau les sous-régions. Puis se succèdent divers témoignages d'anciens sur le chemin parcouru, une séance d'étude sur les problèmes ruraux, le discours de l'abbé Maziers et celui du voisin Raymond Lacombe, vice-président national ; enfin, la messe[1671]. A Rodez en mai 1954, où le congrès (mixte, encore), s'inscrit cette fois dans la vague nationale de manifestations organisées pour l'anniversaire de la JAC, les mêmes éléments se retrouvent peu ou prou, avec néanmoins une séance d'étude plus développée, qui débouche sur l'adoption de motions[1672]. Ainsi, même à l'échelle locale, l'influence des pratiques jacistes récentes, plus ouvertes à une mixité contrôlée et à des préoccupations profanes affirmées, transparaît. Pour les deux congrès, les estimations sont impressionnantes, comme on l'a vu[1673]. En nombre de congressistes, Rodez arriverait ainsi en troisième position à l'échelle nationale, derrière Quimper et Caen (25 000) et à quasi égalité avec Nîmes[1674]. Sans doute y a-t-il là surestimation, mais ce n'est pas le plus important. L'essentiel à relever est qu'il s'agit, à n'en pas douter, d'un phénomène de masse.

La JAC/F a bel et bien réussi, dans ces départements comme ailleurs, à attirer, ne serait-ce qu'à cette occasion, une part de la jeunesse rurale clairement représentative par le

[1670] SC 19/02/1953, 23/04/1953, 07/05/1953, 21/05/1953.
[1671] SC 27/05/1954.
[1672] JR 04/1954, 05-06/1954, 07-08/1954.
[1673] SC 21/05/1953 ; VC 23/05/1953.
[1674] AN MRJC, carton 30, dossier 66. Mais la note en question, qui ne retient que sept congrès particulièrement réussis, sur quarante-huit, n'est peut-être pas exhaustive [sur les congrès de Quimper, St-Brieuc, Rennes, *cf.* Fort, R., *Ils ont révolutionné le monde rural…, op. cit.*, p. 88-89].

nombre : l'estimation globale est en effet de 450 000 participants sur l'ensemble de la France[1675]. C'est véritablement l'apogée du mouvement, qui conquiert par la même occasion – mais pour combien de temps ? – une légitimité incontestable auprès des pouvoirs publics et de la population, dès lors qu'il s'agit de s'exprimer au nom de la jeunesse rurale.

b) Des dirigeants représentatifs d'une moyenne paysannerie

Cette légitimité passe aussi par la représentativité des dirigeants jacistes, désormais jeunes parmi les jeunes, bien intégrés dans leur milieu, qui font à la JAC/F leur apprentissage de la prise de responsabilités.

La « dénotabilisation » des fonctions dirigeantes a été particulièrement tardive ici, si l'on compare la situation à celle de la Loire ou du Gers[1676] : la durée du maintien en place d'un président ou d'une présidente, par exemple, est longtemps demeurée très élevée. Mais la « normalisation » s'est faite, établissant de plus en plus la JAC/F comme une école de cadres largement ouverte. Ainsi que le soulignait Marie-Josèphe Durupt, à cette époque « la ligne du mouvement (…) a en effet été d'affirmer que chaque jeune était un homme en devenir, capable de prendre ses responsabilités si on l'y aidait » ; « multipliant échelons et postes de responsabilités, le mouvement augmente les possibilités d'initiatives à tous les niveaux. Il enlève au système de cooptation son caractère restrictif. Les structures intermédiaires comme les zones et la région, augmentant les relais, rendent plus difficile le contrôle du sommet. Le nombre de responsables représente autant de centres de décisions et d'impulsion encouragés dans leur autonomie par l'insistance des organismes supérieurs à parler d'adaptations nécessaires aux conditions et aux besoins »[1677]. Le renouvellement des détenteurs de fonctions dirigeantes est donc désormais rapide. Dans la région étudiée, il s'effectue désormais en moyenne tous les deux ans[1678] pour les présidences, et de façon légèrement plus soutenue pour les responsabilités de zone (entre 1,3 et 1,8 ans), lesquelles jouent partiellement le rôle de

---

[1675] AN MRJC, carton 30, dossier 66 : estimation globale pour les 48 congrès locaux.

[1676] En 1948, par exemple, dans la Loire, la fédération de Roanne en est à son septième président, celle de St-Etienne à son dixième (*La JAC dans le département de la Loire, op. cit.*, p. 44, 50, 51, 87-95), et la fédération du Gers à son sixième (*La JAC dans le Gers, op. cit.*, p. 172), contre le deuxième (Cantal) ou troisième (Aveyron) ici. Certes, la mise en place tardive de fédérations dans les deux départements étudiés est en cause. Mais pas seulement, car dans les trois exemples que l'on vient de citer, dès le départ, la durée des présidences avait été relativement courte. Est-ce la proximité entretenue avec les notables ruraux qui est en cause dans le Cantal, et le poids de l'Eglise en Aveyron ? Toujours est-il que jusque là, on y avait bien assisté à une certaine « notabilisation » des fonctions dirigeantes, si l'on peut désigner ainsi l'esprit qui avait présidé au maintien d'une stabilité certaine dans les fonctions dirigeantes.

[1677] Thèse citée, p. 30 et 50.

[1678] C'est là le rythme moyen qu'Et. Fauvet retrouve aussi dans l'Ain (« La stratégie éducative de la JAC et du MRJC dans l'Ain… », thèse citée, p. 163).

« sas » entre les responsabilités locales et fédérales. Seuls les responsables de services fédéraux semblent rester plus longtemps en poste (trois ans, parfois jusqu'à cinq) : la spécialisation nécessaire, mais aussi, éventuellement, le caractère ingrat et peu honorifique de la charge, suscitent peut-être moins de vocations, et peuvent expliquer un rythme plus lent de renouvellement. Seuls font exception les responsables des services non pérennes, comme celui de l'adolescence pour la JAC cantalienne, ou celui des soldats : ils sont alors nommés de façon intermittente, lors des relances régulières, mais en général, ces nominations sont avant tout formelles[1679].

Néanmoins, l'éventail des responsabilités offertes, constituant autant d'occasions de formation, est beaucoup plus large en Aveyron que dans le Cantal, ce qui reflète un développement institutionnel inégal, lui même en relation avec l'impact différencié des mouvements auprès de la masse[1680]. La JAC/F aveyronnaise présente en effet une structure hiérarchique très complète, avec les trois niveaux de responsabilités bien vivaces : fédération, zones, et secteurs. L'échelon intermédiaire, celui de la zone, paraît en revanche beaucoup moins actif dans le Cantal, surtout pour la JAC ; cela ne signifie pourtant pas une centralisation particulièrement prononcée, mais plutôt une conception plus souple de l'organisation, avec davantage de polyvalence pour de simples « membres de l'équipe fédérale ». Et ces différences se retrouvent dans l'organisation des services : ils sont systématiquement redoublés, en Aveyron, à l'échelon fédéral et à celui de la zone, alors que le Cantal se contente parfois de l'échelon fédéral.

A l'image de la « banalisation » de l'exercice de responsabilités que l'on vient d'évoquer, on rencontre de plus en plus de « cadets » parmi les dirigeants[1681], ce qui montre que les relais sont pris, désormais, par les plus jeunes, dans les familles, à l'image de ce que l'on peut constater, dans le Cantal, chez les Calmejane ou les Favain (doc. A-3-2-6 p. 628). D'ailleurs, globalement, les équipes dirigeantes rajeunissent.

[1679] Selon le témoignage de Roger Belbezet, responsable Semeurs en titre en 1950-51, « on voulait bien faire quelque chose pour les adolescents, on m'avait sollicité pour ça. Mais il m'a fallu le temps de me mettre dans le bain, alors qu'ils n'y avait pas eu grand chose jusque là, et il y a eu la concurrence du congrès national [de 1950], puis je me suis marié en 1951. Il aurait fallu persévérer, mais ce n'était pas facile. Finalement, il n'y a pas eu de très grande activité, pas tellement de groupe officiel non plus. On était surtout tournés vers le professionnel » (entretien, 18/05/2001). Deux ans plus tard, Jean Favain, le nouveau responsable, sollicitant désespérément l'aide d'un aumônier, en est encore à élaborer des projets (essentiellement de « tours de province » en vélo, et de diffusion de la presse adolescente) (AAD, Comité fédéral du 18/05/1952).

[1680] Mais il est bien difficile de repérer, ensuite, si c'est en premier lieu le meilleur quadrillage du terrain qui permet une pénétration plus intense, ou bien la masse plus importante de militants qui permet de recruter davantage de responsables, donc de garnir l'organigramme.

[1681] La position moyenne des dirigeants dans l'ordre de naissance, après s'être située jusque là en deçà de la deuxième position, se situe dès lors légèrement au-delà. La JACF cantalienne fait exception, mais s'en approche néanmoins.

Doc. II-7-4. **Âge moyen des dirigeants**

Dirigeants jacistes	Age moyen 1940-46	Age moyen 1946-54	Ages extrêmes 1940-46	Ages extrêmes 1946-54
JAC Aveyron	23,9	21,9	15/16-43	16/17-35
JAC Cantal	27,1	24,1	18-42	18/19-40
JACF Aveyron	22,9	23,2	19-27	15/16-42
JACF Cantal	28,6	23,5	16/17-47	18-33

Sources : Presse militante locale et AMO [repérage des noms] ; recensements [repérage des individus]

Si l'on compare la situation avec ce qu'elle était pendant la guerre et à la Libération, le rajeunissement est sensible dans le Cantal, où l'on avait conservé en partie pendant le conflit les premières équipes jacistes : l'âge moyen des dirigeants recule de trois ans, celui des dirigeantes de cinq, alors qu'en Aveyron, où les équipes masculines avaient déjà été profondément changées, la régression est limitée à deux ans pour la JAC, la JACF présentant pour sa part une certaine stabilité. Malgré cela, l'âge moyen demeure plus élevé dans le Cantal, la différence étant surtout marquée pour la branche masculine. La JAC/F aveyronnaise est apparemment plus prompte à assurer un renouvellement de ses cadres. La prise de responsabilités intervient plus précocement en son sein : dès 16-17 ans pour les jeunes gens, contre 18-19 ans en Haute-Auvergne, dès 15/16 ans pour les jeunes filles, contre 18 ans aussi. Cela peut révéler éventuellement une conception plus large, en Aveyron, de la prise de responsabilité, l'intégrant pleinement au projet éducatif jaciste, en conformité avec les préceptes énoncés à l'échelon national[1682]. Mais il paraît bien plus probable que ces différences révèlent tout simplement l'état des facilités (aveyronnaises) et des difficultés (cantaliennes) à recruter des cadres.

Néanmoins, le profil sociologique des responsables des deux départements s'est rapproché (voir tableaux 1-3-1, p. 619 et suivantes).

La JAC aveyronnaise avait bénéficié jusque là d'un ancrage local de ses dirigeants bien plus marqué que celui de sa sœur cantalienne. Il se manifestait d'abord par un taux relativement faible de dirigeants dont les deux parents étaient nés hors de la commune de résidence (autour de 14-15 %, soit moins de la moitié des taux cantaliens), lequel se maintient dans l'après-guerre. De même, le taux de dirigeants natifs de leur commune de résidence était allé progressant pendant la guerre, alors que le milieu des dirigeants cantaliens était marqué par un apport notable de "migrants". Entre 1946 et 1954, l'ancrage local masculin s'est confirmé en Aveyron : la proportion de dirigeants natifs de leur commune continue à

[1682] *Cf.* Durupt, M.-J., thèse citée, p. 30 et 50 (passages cités *supra*).

progresser. Mais la nouveauté, c'est que la JAC cantalienne commence à ce rapprocher du profil aveyronnais. Sans atteindre les taux du Rouergue, la proportion de dirigeants dont les deux parents sont nés à l'extérieur tombe au quart, soit une chute de près de 14 points par rapport à l'époque de la guerre, et celle de dirigeants natifs de leur commune de résidence part franchement à la hausse, gagnant 18 points, et s'approchant du taux aveyronnais. Ici joue visiblement le renouvellement des générations de dirigeants. De ce point de vue, la rupture semble ainsi beaucoup plus marquée dans le Cantal, l'Aveyron manifestant une plus grande continuité. Pour la JACF, les contrastes étaient moins marqués, pendant la guerre, entre l'Aveyron et le Cantal. Mais là aussi, l'ancrage local semble avoir progressé : pour la JACF aveyronnaise, essentiellement par réduction du taux de dirigeantes dont les parents sont nés à l'extérieur, qui s'aligne, légèrement en retrait, sur celui de la branche masculine ; pour la JACF cantalienne, le taux de dirigeantes nées dans leur commune de résidence augmente de façon notable[1683].

Corollaire du meilleur ancrage local, une insertion plus marquée dans le milieu de l'agriculture se dessine, et marque même un renversement par rapport à la tendance qui s'esquissait pendant la guerre : elle ne fut donc, en grande partie, que conjoncturelle. Jusqu'ici, la JAC aveyronnaise s'était constamment distinguée par une proportion notable de fils de non-cultivateurs, légèrement supérieure à 20 %, qui la distinguait clairement de la JAC cantalienne, où les fils de paysans constituaient plus des neuf dixièmes des cadres (mais où, pendant la guerre, les recrues de « niveau 2 » – responsables de secteurs – laissaient entrevoir une certaine diversification des origines). Les proportions cantaliennes ont désormais été rattrapées par la JAC aveyronnaise, voire, la quasi unanimité cantalienne s'est légèrement émoussée. Dans les deux cas, l'entrée en scène des nouvelles générations a été capitale : pendant la guerre, on avait en effet repéré que les cadres de deuxième catégorie (les responsables de secteurs) présentaient un profil beaucoup plus proche, pour les deux départements. Quant à la JACF, depuis le départ, elle présentait, dans les deux diocèses, un taux beaucoup plus important de filles de non-agriculteurs, compris entre 43 et 53 %, lequel s'était même renforcé, pendant la guerre, pour la JACF cantalienne. Or, autant le virage agricole de la JACF aveyronnaise est clair, dans l'après-guerre, avec 83 % de filles

[1683] Parallèlement, le taux d'orphelins de père ou de mère continue à décroître, excepté pour la JACF aveyronnaise. Traduisant, comme déjà pendant la guerre, un certain rajeunissement des cadres, ce peut être là un élément de stabilité qui accentue encore l'ancrage local des dirigeants. Toutefois, l'Aveyron conserve une certaine sur-représentation de cette catégorie par rapport au Cantal, laissant supposer parfois une moins grande disponibilité personnelle, en raison des obligations au service de l'exploitation ; mais celle-ci, pour le mouvement, peut être désormais compensée par des effectifs d'encadrement beaucoup plus denses.

d'agriculteurs, autant la JACF cantalienne reste modérée dans son élan, demeurant plus rurale qu'agricole avec plus d'un tiers de filles de non-agriculteurs.

Si la JAC/F se trouve globalement « plus agricole » qu'avant, quel type d'exploitants touche-t-elle ? En Aveyron, le renforcement progressif de la part des fils d'agriculteurs semble être allée de pair avec un glissement vers des familles légèrement plus modestes : de l'avant à l'après-guerre, le nombre de personnes déclarées dans les recensements comme travaillant sur l'exploitation est passé de 2,3 à 1,7, et la part d'exploitations ayant des domestiques, de près de 31 % à 27 %. Dans le Cantal, où la proportion des fils d'agriculteurs est quasiment stable avec une très légère diminution, le phénomène est apparemment inverse : de l'avant à l'après-guerre, on passe de 2,1 travailleurs par exploitation, à 2,3, et de près de 31 % d'exploitations avec domestiques, à près de 55 %[1684]. Dans le même temps, on passe chez les cadres de la JAC aveyronnaise, de 0,8 salariés par exploitation, à 0,3, et chez ceux du Cantal, de 0,3 à 0,8, soit rigoureusement la tendance inverse. Toutefois, la propension à atteindre des couches plus modestes de la paysannerie semble le lot spécifique de la branche *masculine* aveyronnaise. En effet, pour la JACF des deux diocèses, le profil semble plutôt être celui d'exploitations moyennes proches de celles atteintes par la JAC cantalienne : un minimum de deux personnes au moins sont déclarées comme y travaillant, et surtout, alors que le pourcentage d'exploitations ayant des domestiques était relativement faible pendant la guerre, il est multiplié par un peu plus de deux en Aveyron (47,8 %) comme dans le Cantal (38,5 %), et le nombre de domestiques par exploitation devient très proche de celui de la JAC cantalienne (0,7 pour la JACF cantalienne, 0,8 pour celle de l'Aveyron, soit plus de deux fois supérieur à celui de la JAC aveyronnaise).

Ces évolution divergentes montrent en tout cas combien il faut se méfier d'un schéma simpliste qui voudrait que l'apogée jaciste soit forcément allé de pair avec l'arrivée aux postes de responsabilités de jeunes issus de familles plus modestes, même s'il est vrai que le phénomène se rencontre là où il y a eu « extensification », comme pour la JAC aveyronnaise.

Le recrutement par cette dernière de ces cadres « plus agricoles » et « plus modestes » semble s'effectuer dans les localités plus peuplées qu'auparavant, où les réseaux de sociabilité compensent l'effet du statut social plus modeste : la part de cadres issus de localités de 10 ménages au moins augmente ainsi de plus de 10 points. Pour la JACF, comme pour la JAC

[1684] La progression de la part d'exploitations avec domestiques est sans commune mesure avec celle, beaucoup plus faible, du nombre de travailleurs par exploitation, ce qui montre que les domestiques sont parfois venus compenser des absences par départ de membres de la famille ; néanmoins, la tendance est claire. En tout cas, on ne peut évoquer un effet univoque de l'évolution générale du nombre de salariés agricoles, puisque l'évolution relevée dans les familles jacistes de l'Aveyron et du Cantal est discordante.

cantalienne, le phénomène inverse se produit : alors que les cadres issus de ces localités plus populeuses étaient constamment demeurés majoritaires jusqu'ici (ce qui, pour les jeunes filles, allait de pair avec un spectre social beaucoup plus "rural"), ils régressent. Pour la JAC cantalienne, la proportion de cadres issus de fermes isolées enregistre même un bond notable, atteignant désormais presque le tiers des effectifs. L'essor du son recrutement semble donc avoir privilégié les écarts, correspondant à des « grosses fermes » plus largement dotées en domestiques, le statut social et l'ancrage local par la naissance autochtone compensant vraisemblablement ici l'isolement géographique[1685].

Ces deux types d'expansion correspondent bien au binôme « extensification / intensification » que nous avons défini : pour la JAC aveyronnaise, il s'agit d'une extension dans l'espace, gagnant de nouveaux territoires, où le contact s'effectue d'abord via les principales localités ; pour les autres fédérations, plutôt d'une intensification de l'occupation des territoires pionniers, qui conduit à mailler plus « finement » le territoire.

3 - L'implantation jaciste : des communes pratiquantes, de polyculture traditionnelle

Les données sur l'implantation jaciste telles qu'on les avait élaborées et utilisées précédemment ne sont plus de mise. Il ne s'agit plus de mesurer le degré d'acheminement vers la pratique jaciste : car le mouvement ne souffre plus de concurrence au sein des organisations d'Eglise, et d'autre part, depuis la Libération, l'affiliation est devenue individuelle, pour les nouveaux militants, et ne constitue plus le but suprême à atteindre pour tout groupe débutant ; mieux, le cadre géographique des activités jacistes habituelles est désormais non plus tant la section paroissiale, que le secteur. Plutôt que le « degré de pratique institutionnelle », c'est la vitalité jaciste qu'il s'agit de tenter de mesurer.

Pour l'Aveyron, les données précises sur les abonnements, en 1949 et 1953, permettent de calculer pour chaque commune le taux de pénétration de la presse militante, susceptible de donner une image assez fidèle de la vitalité jaciste locale[1686]. Pour le Cantal, ne disposant pas de pareille source, nous avons eu recours, comme indicateur, au nombre

[1685] Néanmoins, on remarquera que la proportion de dirigeantes cantaliennes habitant dans des fermes isolées demeure modeste, en rapport avec un profil d'ensemble qui demeure plus "rural" qu'en Aveyron.
[1686] JR, 05-06/1949, 05/1953, 06-07/1953. Les données sont ici communales ; nous avons préféré nous en tenir là, plutôt que de tenter aléatoirement de les transcrire par secteurs, ces derniers ayant des frontières mobiles qu'il ne nous est pas toujours aisé de connaître.

d'occurrences dont bénéficiait chaque localité dans la presse militante ou catholique, pour ses activités jacistes[1687].

a) Une géographie stable dans l'ensemble

Les cartes cantaliennes, et celle de la JACF aveyronnaise, s'inscrivent dans la continuité de la géographie jaciste établie pendant la guerre, et traduisent donc les effets de la stratégie de développement par « intensification » que l'on a pu repérer plus haut (voir le dossier cartographique en annexe : doc. A-2-3-8 p. 614).

Pour la branche masculine cantalienne, c'est surtout l'arrondissement d'Aurillac (sud-ouest) qui présente un maillage dense de l'espace, lequel semble s'être renforcé ; au sud-est en revanche, l'activité jaciste est essentiellement concentrée autour des deux pôles que constituent le canton de Pierrefort (à l'ouest), ainsi que Vabres (à l'Est). La branche féminine conserve une implantation plus équilibrée que son équivalent masculin, mais la densité est néanmoins très forte, là aussi, dans la Châtaigneraie (sud-ouest) et dans des cantons de Saint-Flour, Pierrefort, et en sus, Chaudesaigues. Quant au Nord du département, le maillage jaciste y demeure très lâche, quelle que soit la branche, et la vitalité semble s'être réduite par rapport à la période du conflit, mis à part pour les deux pôles traditionnels de Pleaux (ouest) et Massiac (nord-est). Tendance qui se trouve confirmée par un rapport de mai 1952 sur la vitalité des secteurs JACF[1688], qui dessine clairement une partition nord-sud du département (doc. A-2-3-9 p. 615). Cette partition se retrouve, de la même façon, sur la carte des abonnés à la revue du Mouvement familial rural, *Foyer rural* (doc. A-2-3-10 p. 615)[1689]. C'est aussi dans ces pôles majeurs de l'implantation jaciste que l'on repère les rares tentatives de mise en place d'activités pour adolescents et adolescentes[1690], ainsi que les quelques activités « bourgs »[1691] repérées au sein de la JACF cantalienne. Il en va de même pour les éliminatoires de coupes de la joie (doc. A 2-4-1-1 p. 616), qui se distribuent essentiellement au sud d'une diagonale sud-ouest / nord-est, laissant le nord-ouest en grande partie

[1687] Cette méthode est soumise à quelques incertitudes. Certaines mentions ont pu nous échapper, d'abord. Surtout, il n'a pas toujours été possible de déterminer si l'activité jaciste décrite était organisée ou pratiquée par la branche masculine ou la branche féminine (dans le cas des coupes de la joie, par exemple), ce qui a pu conduire à enregistrer indûment telle ou telle occurrence. Enfin, sont mêlées ici des localités mentionnées comme chefs lieux de secteur jaciste, et d'autres simplement citées parce qu'y résident des jacistes, alors qu'elles n'ont pas de section paroissiale. Mais, faute de mieux, c'était là le seul moyen pour essayer d'approcher concrètement la géographie de l'activité jaciste.
[1688] AAD.
[1689] (SM 09/1950).
[1690] Adolescents : en 1949, pour l'est du département, Massiac et Faverolle (SM 04/1949). Adolescentes : pôle Châtaigneraie, commun avec la JAC, un autre dans la région de Pierrefort, un troisième au Nord-Est de Saint-Flour (VC 01/01/1949, SM 01/1949, 04/1949, 12/1949).
[1691] Châtaigneraie, régions de Laroquebrou-Pleaux, et à l'est, de Pierrefort et Massiac (AAD 05/1952).

dépourvu[1692]. Et c'est toujours dans cet espace que l'on repère l'essentiel des départs pour des balades ou voyages jacistes[1693].

La branche féminine aveyronnaise est marquée elle aussi par une stabilité certaine. Sur la carte de la pénétration de *Promesses*, le bulletin de masse, en 1953, la large diffusion originelle, dans l'espace départemental, de la jeunesse féminine et, dans son sillage, de JACF, est conservée, mais aussi les densités plus élevées dans la large bande courant le long de la limite ouest, où l'on retrouve aussi l'essentiel des implantations des Semeuses [adolescentes] (doc. A-2-3-2 p. 609). L'Est et le Sud/Sud-est continuent à apparaître moins bien desservis, sauf pour des activités plus récentes (Ames vaillantes préjacistes (enfants) et bourgs), qui ne s'appuient donc pas systématiquement sur les bastions traditionnels comme dans le Cantal (Doc. A-2-3, 4, 5 et 6, p. 611-612).

Pour la branche masculine aveyronnaise, en revanche, on a eu l'occasion de parler de « stratégie d'extensification ». Elle a engagé une « conquête de l'est », s'implantant dans une zone qui correspond essentiellement aux causses, et qui n'était marquée que par une occupation jaciste de faible densité. C'est ainsi qu'entre 1949 et 1953, les taux de pénétration de la presse jaciste masculine progressent essentiellement dans la moitié est, et dans le sud-est, la pointe ouest semblant avoir perdu sa suprématie originelle[1694].

Pourtant, si nous observons la localisation d'activités communes à la JACF et à la JAC aveyronnaises, telles les coupes de la joie (cartes p. 616), le cadre intermédiaire des finales de zone conduit à un maillage assez régulier du département, mais la densité apparaît majorée dans les zones de force cumulées des deux branches : la bande de territoire longeant la limite ouest du département est ainsi privilégiée[1695] ; à l'Est, la localisation des éliminatoires privilégie la vallée du Lot, l'Aubrac, le Lévezou et le causse de Sévérac, reprenant ainsi peu ou prou les points forts de la présence jaciste, négligeant la Viadène, le causse comtal et le

[1692] N'ont pu être reportés sur la carte que les éliminatoires mentionnés dans la presse ou les archives militantes ; ils ne représentent sans doute que la moitié de ceux qui se sont réellement déroulés. Néanmoins, leur localisation, à titre de sondage, permet déjà de dégager certaines logiques territoriales.
[1693] Relevés systématiques dans *Semailles, La Voix du Cantal*, *La Semaine catholique du diocèse de Saint-Flour*, AAD.
[1694] En 1949, les contrastes étaient moins prononcés. A défaut de concerner toutes les communes, la pénétration de *Jeunes forces rurales*, le journal de masse, tout comme celle de *Militant jaciste*, l'organe national des militants, présentaient un maillage à peu près uniforme du territoire, à l'exception de l'extrême sud, correspondant essentiellement au Larzac. Les géographes pourraient remarquer ici une illustration de la théorie de le centralité des lieux, avec des pôles de pénétration plus élevée à peu près équidistants, autour desquels les taux vont décroissant dans les communes périphériques. Sans doute, l'organisation en secteurs doit-elle jouer ici.
[1695] Au tout début, seulement, la JACF aveyronnaise a été contrainte à négliger l'échelon du secteur, par manque de concurrentes (JR 05/1949).

Larzac. De même, les régions où l'on enregistre le maximum de départs pour des balades et voyages jacistes demeurent la vallée du Lot, et surtout le Ségala. Néanmoins, le Sud, où la JAC/F est traditionnellement moins implantée, les rejoint avec le changement de décennie, même si les départs y restent assez sporadiques.

b) Campagnes mécanisées ou campagnes pratiquantes ?

Cette géographie jaciste s'explique assez peu par l'importance de la population. Dans le Cantal, la population moyenne des communes jacistes est clairement supérieure à celle du département, mais cela traduit surtout la concentration de l'activité à l'échelle des chefs lieux de secteurs, plus peuplés ; sinon, quelle que soit la tranche du nombre d'occurrences d'une « localité jaciste » dans la presse, la population moyenne est très semblable[1696]. Quant à l'Aveyron, où les données sont plus précises, les coefficients de corrélation entre population et taux de pénétration de la presse sont faibles (JAC : - 0,17 ; JACF : - 0,44)[1697]. Dans les deux cas néanmoins, la corrélation est plus manifeste pour la branche féminine.

Le contexte agricole local, pertinent pour expliquer les premières implantations jacistes, ne l'est plus vraiment. Avec la multiplication des implantations, le profil des communes jacistes s'est en effet rapproché du profil départemental moyen.

Dans le Cantal, les communes à présence jaciste masculine ou féminine apparaissent certes légèrement plus mécanisées que celles d'où la JAC est absente. Néanmoins, ce critère est loin d'être le plus déterminant. L'écart avec la moyenne départementale, ou entre communes jacistes et non jacistes, est très faible. Tout au plus peut-on relever, pour la branche masculine, une corrélation certaine entre nombre de tracteurs par exploitation et degré de vitalité jaciste, corrélation inexistante pour la branche féminine. Mais c'est là une dichotomie qui peut sembler logique, la modernisation par achat d'un tracteur ressortant davantage de l'univers masculin. Comme avant la guerre, les communes jacistes sont « plus agricoles » que les autres, consacrant une proportion plus importante de leur superficie aux cultures et prairies. Mais alors qu'aux origines, la spécialisation dans l'élevage était clairement marquée (plus encore pour la branche masculine), désormais, les localités jacistes réservent

[1696] Cantal, population moyenne communale : 660 hb. en 1954 ; JAC : 1 ou 2 occurrences = 1190 hb. ; 3 à 6 = 1132 hb. ; > 6 = 1206 hb. ; JACF : 1 ou 2 occurrences = 740 hb. ; 3 à 6 = 798 hb. ; > 6 = 919 hb. ; il est logique que la moyenne féminine soit plus basse, étant donné que la JACF cumule beaucoup plus d'implantations, y compris, donc, dans un plus grand nombre de communes plus modestes.

[1697] Celui de la JACF dénote certes une amorce de correspondance entre faiblesse de la population et importance du taux de pénétration, mais celle-ci est surtout due à la diffusion plus large de la presse jaciste féminine. Ainsi, la présence d'un minimum d'une abonnée se traduit par des taux de pénétration plus élevés dans les communes moins peuplées, par simple effet mathématique.

aux céréales et labours une part clairement supérieure à celle des communes non-jacistes ; inversement, la part des prairies est plus réduite. La commune jaciste cantalienne de l'après-guerre n'est donc plus, comme aux origines, la commune agricole prospère et spécialisée dans l'élevage sur le mode extensif. C'est une commune beaucoup plus moyenne, où se pratique la polyculture, un peu plus mécanisée que la norme, associée à un élevage d'importance moyenne, pratiqué sur un mode plus intensif, et lui aussi diversifié puisqu'il associe, plus fréquemment que la moyenne, des ovins aux bovins.

En Aveyron, de même, les coefficients de corrélation entre les taux de pénétration de la presse militante en 1949 et 1953, et les divers critères généraux du recensement agricole de 1955 sont tous très faibles, systématiquement compris entre - 0,1 et 0,1. La commune jaciste a, du point de vue agricole, un profil très proche de la moyenne, et peu différent de celui de la commune non jaciste. Tout au plus pourrait-on repérer en 1949 (branche masculine) une certaine majoration du nombre de bovins par exploitation, et du pourcentage de SAUée occupé par des prairies, comme c'était déjà le cas pour les premières communes jacistes. Mais, contrairement au Cantal, l'importance de l'équipement en tracteurs est exactement dans la norme ; elle y est même légèrement inférieure, en 1949 comme en 1953, pour les communes où la pénétration jaciste est la plus forte (> 20 %). La mécanisation n'apparaît donc à cette époque ni comme un préalable, ni comme une conséquence de la présence jaciste.

En fait, c'est sans doute en raison du caractère relativement diffus des implantations que la commune jaciste aveyronnaise ne se distingue guère de la norme sur le plan agricole. En revanche, dans le Cantal, la Châtaigneraie, pays de polyculture qui confronte l'Aveyron[1698], était une des régions les plus touchées par la JAC/F, et il n'était donc guère étonnant que le profil de la commune jaciste différât légèrement du profil moyen beaucoup plus marqué par l'élevage.

En revanche, si nous nous se référons à la limite nord des pays de chrétienté traversant le Cantal, telle qu'elle a été tracée d'après les enquêtes du chanoine Boulard, nous repérons que l'essentiel de la forte densité et/ou de la vitalité jaciste cantalienne se situe en deçà. Au Nord, singulièrement dans le quart nord-ouest du département, catalogué « pays indifférent de tradition chrétienne », la densité est moindre, de même que la vitalité. Certes, dans le détail, pour chaque canton, la corrélation entre le niveau d'activité jaciste et celui de la pratique religieuse n'est pas automatique : ainsi, dans les cantons de Chaudesaigues et de Ruynes, au sud-est, la JAC est mal implantée, alors que la pratique est parmi les plus fortes : peut-être,

[1698] *Cf.* Belbezet, A., « La Châtaigneraie », *RHA*, 1970, p. 103-113.

justement, passé un certain seuil, devient-elle un handicap pour le mouvement, confronté à une vision plus exclusive et plus conservatrice de la religion ? – L'Aveyron, classé tout entier en pays de chrétienté, apparaît comme largement conquis par la JAC, dans la quasi-totalité de son territoire. Néanmoins, les zones où la pratique est la plus unanime sont situées à l'ouest, où l'on a bien constaté des implantations jacistes plus anciennes, plus solides, plus denses. L'est est légèrement moins pratiquant. Même si les différences dans la pénétration de la presse jaciste sont en voie d'estompement, le simple retard dans la conquête jaciste de ces terres orientales peut être relié au poids légèrement atténué de la religion.

Globalement, le facteur religieux, qui constitue pour l'époque l'explication la plus pertinente de l'implantation jaciste à l'échelle nationale[1699], semble bien efficient à l'échelle locale[1700], même s'il ne suffit pas à tout expliquer : la réticence des zones les plus pratiquantes du Cantal, ou bien le « nivellement » de la pénétration jaciste en Aveyron, montrent bien que d'autres ressorts jouent, en premier lieu des ressorts humains. La JAC/F ne peut sensibiliser des jeunes à son action que si des réseaux existent, ou sont mis en place, s'ils sont entretenus, activés et réactivés lors de rencontres, et s'ils servent effectivement de relais pour faire de la JAC/F, sur le terrain, un grand mouvement d'« éducation complète ».

B – « Notre formation n'a-t-elle pas souffert de notre activisme ? »

Nous avons parlé, pour caractériser cet apogée, de période d'« effervescence ». Or, face à cela, une inquiétude s'est vite faite jour en Aveyron : « avons-nous assez découvert [la] valeur éducative [des activités], et leur sens apostolique ? Notre formation n'a-t-elle pas souffert de [notre] activisme ? », n'a-t-on pas trop réduit le temps de lecture personnel, négligé les enquêtes dans les réunions de secteurs, s'est-on assez soucié de sa vie intérieure[1701] ? Entre 1948 et 1952 surtout, pendant l'acmé jaciste, pointe une certaine inquiétude devant une trop grande négligence de la formation spirituelle[1702] : trop peu de militants et militantes fréquentent les retraites, les secteurs n'organisent pas assez de récollections, le commentaire d'Evangile n'est pas strictement pratiqué dans les réunions. A

[1699] Durupt, M.-J., thèse citée, p. 165-167.
[1700] M. Rivollier relève la même tendance, à l'échelle départementale, dans l'Ain : dans l'après-guerre, « il existe une adéquation réelle entre JAC et pratique religieuse », mais en 1960, la JAC aura « progressé dans les régions indifférentes voire hostiles » et « stagné ou régressé dans les zones de pratique » (« La JAC dans l'Ain de 1945 à 1960 : géographie et sociologie », *Cahiers du CIERA*, sept. 1987, p. 63-66 : p. 64).
[1701] JR 04/1949.
[1702] Aveyron : JR 12/1948, 09/1950, 03/1951… ; Cantal : SM 04/1950, Gaby Bompart au comité de zone JACF de Saint-Flour.

partir de 1951-52, les instance dirigeantes promeuvent donc l'usage du carnet de militant(e)s, pour noter les gestes et observations de la journée[1703]. Elles encouragent aussi la révision de vie, qui doit conduire le militant à se demander s'il a bien agi « en chrétien »[1704]. Usages avérés au sein de la JOC/F[1705], il n'est pourtant pas évident qu'ils aient été dès lors pratiqués à la JAC/F de façon systématique, même s'ils sont apparemment moins négligés ici que dans d'autres régions[1706]. Les responsables aveyronnais dénoncent dans le même temps la négligence du travail d'enquête (essentiellement entre 1949 et 1953) : les brochures sur la campagne d'année se vendent bien, mais trop souvent elles ne sont utilisées qu'à l'occasion, pour passer le temps[1707]. Dans le Cantal, c'est peut-être parce que le mouvement ne prend pas des dimensions semblables à celles de l'Aveyron, que les critiques sont moins repérables : pour le congrès diocésain de 1953, les dirigeants se félicitent même des « enquêtes minutieuses »[1708] qui ont été menées…

Doit-on prendre ces critiques au pied de la lettre, et conclure qu'à partir de la fin des années 1940, la formation religieuse[1709], et la pratique des enquêtes, sur laquelle insistent tous les travaux portant sur le mouvement, sont négligées ? Il n'est pas impossible, certes, que l'augmentation de la charge de travail, ou son changement de nature, découlant de l'ampleur prise par le mouvement, aient conduit à réduire la part relative consacrée à l'étude. Mais on ne peut pour autant parler de « dérive ». Quant à la place réservée aux aspects religieux, certes les congrès font apparaître une extension de la part consacrée aux aspects profanes, mais la

---

[1703] JR 12/1952.

[1704] JR 11/1951 ; c'est l'une des rares mentions qui pourrait faire penser à une reprise du concept de Jacques Maritain. Mais dans quelle mesure cela est-il conscient, et surtout perçu par le militant ou la militante dans l'acception exacte donnée par Maritain à l'expression ? – *Cf.* aussi JR 12/1952 (session fédérale JACF : « nous nous engageons à adopter la révision de vie : en partant du concret, nous aiderons les jeunes femmes à réagir chrétiennement »), 12b/1952

[1705] Richou, F., « Apprendre à combattre : l'engagement dans la JOC (1927-1987) », *Le mouvement social*, n° 168, juill.-sept. 1994, p. 51-82 (p. 56) : « le carnet de militant constitue en quelque sorte l'exercice de préparation à la révision de vie. Le militant y note des faits de vie, des conversations avec ses collègues et les réflexions que ceux-ci lui inspirent, parfois sous forme de prière, ainsi que les suites qu'il compte leur donner. Le contenu du carnet sera ensuite repris, cité, dans la révision de vie, soumis aux réflexions des autres militants et de l'aumônier. par ces aides mutuelles, les jocistes apprennent les enjeux de ce qu'ils vivent, expriment le sens qu'ils leur donnent, sont surtout amenés à y découvrir un sens religieux, à aiguiser leur regard, à porter par la suite leur attention sur les pratiques qui révèlent le mieux cette métaphysique. (…) La restructuration de l'*habitus* paraît supposer d'abord une sorte de conversion personnelle au militantisme, se manifestant par un effort constant d'autocontrôle ».

[1706] André Vial, originaire de la Loire, ancien président jaciste de l'ACJF, déclarait lors du débat qui a suivi sa communication au colloque sur la JAC en Rhône-Alpes en 1984 : « il y a un problème que je n'ai toujours pas admis, c'est la révision de vie, parce que si on me l'avait demandée, je ne l'aurais pas fait et énormément de ma génération non plus » (« Actes du colloque CIERA-Collège coopératif " La JAC en Rhône-Alpes, de la guerre au MRJC " », *Cahiers du CIERA*, 1987, p. 45). – Pourtant, sa pratique est *désormais* bien évoquée, régulièrement : JR 08-09/1955, 11/1955, 07-08/1956, 10/1959, 11/1959, 12/1960, 09/1961, 10/1961… Et dans le Cantal : AAD 02/04/1955 (comité fédéral JACF), 17-18/10/1956 (session JACF à Aurillac), 09/05/1957 (Comité de zone de Saint-Flour, JACF)…

[1707] JR 11/1949, 09/1950, 09/1951, 10/1952, 11/1953.

[1708] VC 23/05/1953.

[1709] *Cf.* Durupt, M.-J., thèse citée, p. 7, 8, 24, 25, 79.

réactivation de fêtes votives passe souvent par une plus grande solennité donnée à la messe[1710]. Voire, contrairement à l'Ain, où Etienne Fauvet place les coupes de la joie au rang des indices d'une « dérive profane » de la JAC/F[1711], ici la réussite de la coupe semble induire sa mise en conformité avec un cadre de normalité locale dans lequel la célébration matinale de l'office va de soi[1712].

En fait, les campagnes d'années, la méthode du voir-juger-agir, concernent avant tout une élite au sein du mouvement, celle des militants du « premier cercle ». Ce sont leurs craintes, témoignant d'un haut degré d'exigence transmis lors des sessions, que reflètent les critiques récurrentes. Ces observations doivent en tout cas inviter une fois de plus à prendre en compte le caractère multiforme du mouvement à cette époque d'apogée : il est moins homogène qu'avant dans ses pratiques ; selon l'appartenance à tel ou tel cercle, plus ou moins proche du « noyau », il n'est pas « vécu » selon les mêmes modalités, et la formation prend des aspects de plus en plus divers. L'exigence du « noyau », attisée par l'élargissement du recrutement périphérique, avive plutôt la vigilance : il faut que la JAC/F joue réellement, à tous les niveaux quoique selon des modalités différentes, un rôle de grand mouvement d'« éducation complète » ; depuis les loisirs, ouverts au plus grand nombre, jusqu'aux stages de culture générale, réservés à une élite de futurs cadres.

1 – Pour des loisirs plus éducatifs

Coupes de la joie, balades ou voyages, camps, ont un statut un peu particulier par rapport aux inquiétudes formulées. Ils sont des constituants fondamentaux de l'« activisme » jaciste qui tourmente les militants. Et le péril d'une acception avant tout récréative n'est jamais bien loin. Or en même temps, ce sont, avec la presse militante, les principaux modes de présence jaciste auprès des sympathisants des « deuxième et troisième cercles » (puisque les congrès, eux, n'ont qu'une régularité aléatoire).

[1710] JR 04-05/1948, 08/1948, 09-10/1948, 06-07/1948, 09/1950, 10/1951, 05/1952, 06/1952, 09/1952, 10/1952, 08-09/1953 ; SM 02/1948, VC 06/05/1950, AAD 18/05/1952.
[1711] *Op. cit.*, p.323.
[1712] Dans le Cantal, la première finale, et celle de 1953[1712], comprenait une messe, mais pour le reste, la documentation est muette. En Aveyron, c'est à partir de 1951 seulement qu'elle semble s'imposer, sans atteindre pour autant un caractère obligatoire : cela « facilite aux visiteurs extérieurs l'assistance à la messe, et permet de mieux vivre en chrétiens cette journée de joie », encourage l'abbé Bion (JR 05/1951).

a) « Jouer pour éduquer, et non pour plaire »

Peu a peu, les coupes de la joie se sont installées pleinement dans le paysage des activités jacistes, au point de phagocyter parfois l'ensemble de l'action menée en matière de loisirs[1713]. Nous avons vu, déjà, combien les foules qu'elles drainent sont importantes. En outre, à l'occasion, les coupes se greffent sur des réjouissances traditionnelles, pour tenter de les revigorer : les quelques coupes au village prennent place dans des veillées, des coupes de secteur dans des fêtes votives moribondes[1714]… Les séances récréatives ne disparaissent pas pour autant[1715], mais en réalité, elles perdent peu à peu leur spécificité, pour se rapprocher des coupes par leur contenu, qui évolue vers « la variété »[1716].

L'important n'est pas de distinguer par des nomenclatures les divers moyens proposés pour se produire sur scène. L'essentiel est de constater que leur perception comme lieux d'éducation s'impose et devient une priorité, même s'ils sont toujours considérés en même temps comme des vecteurs de joie propres à unir les communautés[1717].

Ainsi, en 1949, un débat anime les colonnes de *Jeune Rouergue*[1718] à propos des pièces présentées dans les séances récréatives. André Rouquié, le responsable loisirs, prétend qu'il vaut mieux proposer des comédies aux jeunes ruraux, car elles sont plus faciles à jouer et apportent davantage de joie. D'autres jacistes assurent au contraire qu'il faut aussi donner des drames, parce que l'effort qu'ils réclament de la part des jeunes acteurs comme des spectateurs « développe le sens de la réflexion et de l'observation ». Car on doit « jouer pour éduquer, non pour plaire », recommande Georgette Panafieu, permanente de la JACF aveyronnaise, en 1952[1719]. Et pour cela, il faut présenter des pièces ayant du sens, qui n'offensent pas certaines catégories de population. Participer à des coupes devait aider à perfectionner son goût artistique, à accroître sa culture générale et son vocabulaire, et à vaincre sa timidité[1720]. Les barèmes d'évaluation des prestations avaient donc valorisé les critères permettant de mesurer les progrès en la matière : la pertinence du choix des chants,

---

[1713] D'où une certaine saturation perceptible en Aveyron en 1954, quand Jean Domergue, nouveau responsable loisirs de la fédération aveyronnaise, admoneste les jacistes, qui ne devraient pas être autant accaparés par la coupe, et invite à démolir « le mur » qui la sépare des autres loisirs (JR 02/1954).
[1714] JR 01/1949, 06/1951, 05/1952, 01/1953.
[1715] JR 10/1949, 04-05/1950, 11/1950, 01/1952, 03/1952, 05/1952, 12/1953 ; SM 01/1949, 02/1949, 04/1949, 12/1949, 01/1950, 04/1951 ; VC 08/01/1949, 05/02/1949, 26/01/1951, 07/03/1953, 21/03/1953, 11/04/1953, 06/02/1954, 01/05/1954 ; AAD Rapport du 18/05/1952.
[1716] JR 12b/1952. Entendons par là, dans l'acception jaciste du terme à l'époque, un contenu « varié », qui ne soit plus autant centré qu'auparavant sur le théâtre.
[1717] JR 02/1949, 05/1949, 09/1950, 06/1951, 11/1951, 12/1951, 01/1953, 02/1953, 02/1954. SM 02/1949.
[1718] JR 06-07/1949, 08-09/1949.
[1719] JR 12/1952.
[1720] JR 01/1948, 02/1949, 03/1949, 04/1949, 05/1949, 01/1951, 04/1951, 03/1952, 10/1952.

contes ou danses, et la qualité de l'expression étaient ainsi mis en avant[1721]. Il s'agissait en même temps de former le jugement du public[1722]. A cette fin, une idée avait été exposée en 1949, dont on ne sait si elle reçut une application : distribuer aux spectateurs des fiches de notation, et récompenser ceux qui se seraient rapprochés le plus de la notation du jury[1723]. Dès 1950-51, le public d'habitués commence à devenir connaisseur : il est « plus exigeant qu'il convient » et ne tolère plus les prestations non abouties[1724], de même qu'il ne supporte plus la répétition des mêmes morceaux d'une année à l'autre[1725]. A ceux qui se disent choqués par cette attitude, les responsables jacistes aveyronnais objectent qu'elle doit au contraire être appréciée positivement, car elle prouve la réussite de l'objectif qu'ils s'étaient fixé. L'interdiction de reprendre des morceaux déjà donnés[1726], de *même* que l'augmentation de la qualité des prestations, calment vite les ardeurs revendicatives.

Pourtant, à partir de 1951, en Aveyron, d'autres critiques fusent à l'égard des coupes : la présentation sous la forme de concours, qui exacerbe l'esprit de compétition, et les jalousies, est anti-éducative, protestent certains[1727]. Ainsi, à compter de 1953, « on ne parlera plus d'éliminatoires, mais de coupes (…), de fêtes de la jeunesse ». Une proposition est faite : le jury ne donnerait plus de notes et n'établirait plus de classement, se contentant de formuler des appréciations motivées, et de retenir une liste préférentielle de numéros susceptibles de concourir à l'échelon supérieur[1728]. L'enjeu, ainsi, serait réellement la progression de la qualité des prestations, le jury devenant véritablement et uniquement éducateur. Peu à peu, l'expérience s'étend[1729]… mais sans toucher le Cantal, où l'on continue classiquement à noter[1730]… *A priori*, la démarche aveyronnaise semblerait contredire les directives nationales, spécifiant que « la coupe pour être éducative ne doit pas être un simulacre de concours dans lequel tous les candidats ont le premier prix »[1731]. En Rouergue, elle n'est plus un « vrai concours », mais l'exigence éducative ne s'est pas estompée pour autant. L'importance du développement de la formule, et l'existence d'un fort noyau de responsables bien formés dans

[1721] JR 04-05/1948, 03/1949, 03/1951, 05/1951, 06-07/1953.
[1722] JR 04-05/1947.
[1723] JR 03/1949.
[1724] JR 03/1951.
[1725] JR 11/1950.
[1726] JR 11/1950, 03/1951, 03/1952, 01/1953
[1727] JR 02/1951, 06/1952, 09/1952, 03/1953, 06-07/1953. Dès la première coupe avec participation des jeunes filles, en 1949, certaines l'avaient jugée dangereuse : « celles qui n'ont pas participé n'ont vu que le côté concours » (JR 05/1959). L'importance des effectifs féminins locaux peut expliquer, par la suite, le cheminement à succès de l'argument.
[1728] JR 06/1952, 12/1952, 02/1953, 03/1953.
[1729] JR 12/1952, 05/1953 : le premier exemple, précurseur, semble avoir été celui de Galgan, dès 1951.
[1730] AAD, dossier « coupes de la joie ».
[1731] Note interne de 1953 (archives nationales du MRJC) citée par Bertrand Gasiglia, *op. cit.*, p. 35.

l'esprit jaciste, ont conduit apparemment à dépasser le modèle proposé pour aller vers plus de conformité avec l'idéal (d'éducation) qui le sous-tendait[1732].

Dans ce domaine, une autre nuance est à apporter à propos de la mise en œuvre des directives nationales. Au début des années 1950, la proposition d'organiser aussi des coupes sportives[1733], avait pour objectif d'étendre l'éducation au physique, conformément à l'idéal de formation complète. Pourtant, la mise en œuvre locale fut sporadique et sans lendemains[1734]. En fait, ce n'est pas tant l'idée de la nécessité d'une éducation physique qui est en cause, même si les jeunes ruraux sont assez rétifs en ce domaine, comme on l'a vu pendant la guerre. Depuis, plusieurs groupes, tant cantaliens qu'aveyronnais, s'étaient d'ailleurs mis à pratiquer occasionnellement des jeux collectifs : foot, baskett, ping-pong, voire course cycliste ou volley[1735]. Le modèle de la coupe sportive, imposé par le haut, remettait en cause ces sports collectifs grand public, jugés insuffisamment empreints de particularité rurale, et imaginait de les remplacer par des disciplines artificielles et individuelles censées correspondre à des exercices physiques plus directement en rapport avec les activités agricoles quotidiennes : course de 1000 m, saut de charrette, course de 50 m avec une brouette, port de sacs de sable sur 30 m, reptation sous une bâche posée au sol, franchissement de barrière avec vélo à la main[1736]… Si la coupe sportive ne semble guère prendre, c'est sans doute parce que les épreuves proposées, prétendant s'inscrire dans une réalité de terroir, sont perçues en fait comme des innovations artificielles. Les jeux collectifs tels que le foot[1737] ou le basket étaient déjà trop ancrés dans la pratique des loisirs ruraux pour paraître incompatibles avec le monde de la campagne[1738].

[1732] Quoique ce phénomène ne soit que très rarement signalé par les diverses monographies locales consacrées à la JAC, et n'apparaisse pas dans les sources cantaliennes, on ne peut se permettre de conclure trop vite à une particularité Rouergate.

[1733] Le premier contact avait été établi lors du congrès national de 1950 (JR 04-05/1950), renouvelé au congrès inter-régional de Lourdes en 1952 (JR 05/1952).

[1734] En 1952 eurent lieu les premières expérimentations aveyronnaises, dans trois éliminatoires au moins, mais sans grand succès (JR 09/1952, 12/1952). L'année suivante, seule la zone d'Espalion donne quelque réalité, dès l'échelon des éliminatoires de secteurs, à cette coupe sportive (JR 06-07/1953). Au-delà, on n'en parlera plus guère. Rien n'est à noter dans le Cantal.

[1735] JR 06-07/1948 (St-Martin-de-Limouze, foot et basket), 01/1949 (zone de Villefranche, foot), 11/1950 (Goutrenss, foot et course cycliste), 11/1952 (Réquista, ping-pong), 02/1953 (Le-Viala-du-Tarn, foot), 03/1953 (Entraygues JACF, non précisé), 12/1953 (session de la zone de Millau : volley et basket lors de la pause de midi), 12/1953 (Ampiac, ping-pong), 03/1954 (La Primaube, foot et ping-pong), 05-06/1954 (zone de Villefranche, foot). Cantal : VC 22/03/1947 (Mandailles : foot), SM 11/1948 (basket), SM 02/1949 (foot).

[1736] JR 03/1953.

[1737] Sur la carte de la répartition des clubs en France en 1992 (*Atlas de France. Société et culture, op. cit.*, p. 65), l'Aveyron, le Cantal et la Haute-Loire apparaissent d'ailleurs comme des sentinelles avancées de la France du football, dans un Midi qui reste relativement à l'écart. Or on sait combien les créations de clubs ont souvent été dues à des ecclésiastiques.

[1738] Dans l'Ain étudié par Etienne Fauvet (*op. cit.*, p.318-321), les coupes sportives ont bien mieux réussi à s'implanter. Mais c'était au prix, apparemment, d'une non conformité au modèle national, puisque des jeux

b) Voyager pour s'instruire

Avec les coupes de la joie, les voyages (et autres simples « balades ») constituent l'une des deux « activités » de masse essentielles de la JAC/F en ces temps d'apogée. Malheureusement, ils sont en général abordés de façon simplement anecdotique, ou négligés, par les travaux sur la JAC/F. On avait vu leur émergence dans les premières années d'après-guerre. Dès l'origine, l'accent avait été mis sur l'aspect éducatif qu'ils pourraient avoir. Néanmoins, leur recrudescence autour de 1951 est l'occasion d'une mise au point. Jusque là, se reprochent les Aveyronnais, on s'est trop contenté, en réalité, d'accumuler les kilomètres pour aller voir tel ou tel site vanté par le guide Michelin, trop exclusivement tourné vers « le passé et l'extraordinaire ». On a traversé pour ce faire des départements sans les connaître ni les découvrir. Il faut réorienter vraiment les balades et les voyages vers une découverte sociale et professionnelle. Ils doivent être plus éducatifs[1739]. Voilà qui montre les ambiguïtés du rapport entretenu au sein de la JAC/F avec ce tourisme qui ne dit pas toujours son nom. A l'échelle de la base militante ou sympathisante, le modèle est d'abord celui des touristes que l'on a côtoyés, guide Michelin en main. La JAC/F n'est pas l'agent de la découverte de la pratique touristique, elle est celui qui permet enfin de s'y adonner. Et à partir de 1951, elle tente donc d'infléchir la pratique touristique, pour faire en sorte que les militants et sympathisants ne se contentent pas de « copier » les touristes, mais se comportent en jacistes avides de formation.

Cela passe d'abord par le désir d'une éducation du regard. En voyageant, il faut observer le paysage, et pour cela se renseigner à l'avance à propos de ses éléments constitutifs. L'écriture du voyage, à laquelle Catherine Bertho-Lavenir accorde tant d'importance dans sa quête de la genèse du tourisme moderne[1740], est ainsi mise à profit. A compter d'octobre 1951, étalé sur plusieurs numéros du bulletin *Jeune Rouergue*, un compte-rendu du voyage des Ségalis jusqu'en Provence est donné en exemple. Le nombre de

---

collectifs y étaient introduits. D'autre part, on les avait séparées des coupes de la joie, organisées en hiver. Les coupes sportives étaient donc plutôt associées à des fêtes d'été, ce qui pouvait en faire l'attraction principale, alors que dans le système de cohabitation des coupes comme en Aveyron, la partie artistique offrait une concurrence plus affirmée. – En Bretagne, elles sont présentes, sous la forme « canonique » proposée par le national, mais c'est là leur berceau, puisque le Breton Alfred Gravouille semble être à l'origine de ces coupes sportives (Boulanger, J.-Cl., thèse citée, p. 327). Un différend avec les Aveyronnais, lors de la finale nationale de 1950, laisse entendre que les Rouergats s' étaient contentés de désigner des concurrents spécialement pour cette occasion, sans bien maîtriser le règlement (ils avaient « engagé des costauds, non concurrents dans les épreuves de vitesse », ce qui était interdit) [Fort, R., *op. cit.,* p. 131-134].

[1739] JR 01/1951, 05/1951, 06/1951, 09/1951.

[1740] *La roue et le stylo. Comment nous sommes devenus touristes, op. cit*., passim.

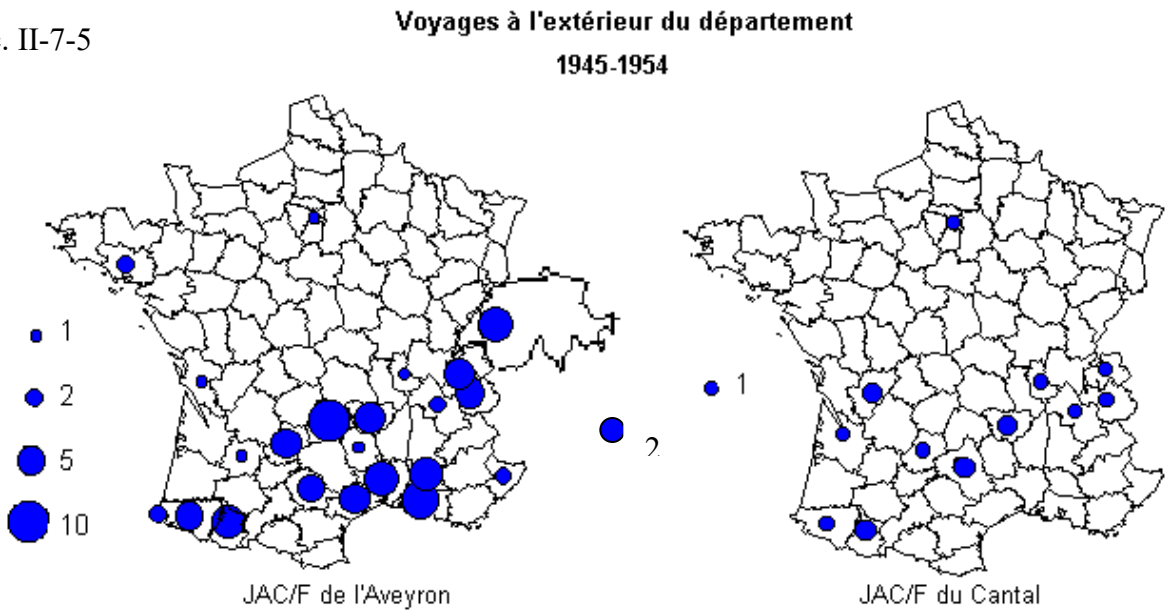
kilomètres demeure important, et ils ne se sont pas forcément arrêtés dans tous les lieux dignes d'intérêt. Mais l'auteur, Jean Briane, futur député de Rodez[1741], alors jeune chef de secteur, avait soigneusement préparé le voyage, et pouvait décrire et expliquer le paysage à ses compagnons, et par la suite aux lecteurs, leur offrant le modèle d'une attitude responsable car éducative. Mais cette démarche rejoignait aussi la tendance relevée par Catherine Bertho-Lavenir pour les années 1950, avec l'édition de nouveaux guides destinés à des touristes moins cultivés que leurs prédécesseurs, guides où triomphait la démarche pédagogique[1742]. La JAC/F, même si son corps de doctrine la pousse à mettre en avant l'idéal éducatif du voyage, épouse en fait les tendances générales du moment.

Sillonner ainsi le territoire, départemental ou national, devait donc revenir à prolonger l'étude de la géographie du pays menée à l'école primaire, et à mieux s'approprier de la sorte l'espace du pays. Les déplacements les plus proches doivent permettre l'observation approfondie. Ils s'effectuent parfois à pied, à l'instar des adolescentes lors des camps[1743], ou des participants de stages de culture générale, partant à la découverte de leur environnement immédiat. Ils s'accomplissent parfois à vélo, essentiellement pour les jeunes gens, a fortiori pour les adolescents lors de leurs « tours de province ». L'usage en est en revanche très restreint pour les déplacements à l'extérieur : l'exemple de jeunes de St-Rome-du-Tarn, revenant à vélo de la Côte d'Azur en 1952, est une exception[1744]. Et si Gilbert Bosc, en mars de la même année[1745], regrette que l'on ne se rende pas au congrès de Lourdes en vélo, c'est surtout un artifice rhétorique, pour bien faire comprendre l'intérêt de l'observation des paysages. Ce qui a permis l'essor de ces voyages jacistes, notamment à l'extérieur du département d'origine, c'est essentiellement l'usage du car, parfois en véritables convois comme lors de la balade de la zone d'Espalion dans le Cantal en juin 1948, qui aligne pas

[1741] Entre 1971 et 2002.
[1742] Bertho-Lavenir, C., *op. cit.*, p.374-375.
[1743] Il ne faut pas imaginer ces camps à la manière scoute, se déroulant en plein air sous la tente, mais plutôt sur le mode des colonies, avec hébergement dans un lieu d'accueil, en dur, pour une période soit limitée à quelques jours à peine, soit plus longue. Etienne Fauvet (thèse citée, p.343-353 ; il distingue en fait les « camps », durant une ou deux semaines, des « mini-camps », limités à quelques jours comme ici ; mais la terminologie que nous rencontrons dans le Massif central pour ce type de formule est bien celle du « camp ») a déjà longuement analysé la pédagogie de ces « camps », où l'on tient « à faire prendre en charge tous les aspects de la vie du groupe par les membres du groupe, dans une perspective d'entraide, d'initiative et de liberté », pour en faire une initiation à la vie de groupe, où l'on apprend à découvrir l'environnement local lors de promenades, qui forment aussi à l'effort physique ; bref, un moment privilégié d'« auto-formation », à laquelle on pourrait ajouter la formation spirituelle dispensée par les aumôniers. La traduction aveyronnaise et cantalienne du modèle ne semble guère s'en écarter. De la même façon, l'« auto-éducation », et l'apprentissage de la vie de groupe inspirent les tours de province destinés aux adolescents : les équipes sont responsables de l'organisation de la logistique de leur « tour », en général sous la surveillance d'un aîné et d'un aumônier.
[1744] JR 09/1952.
[1745] JR 03/1952.

moins de dix véhicules[1746] ! Le train, en revanche, qui était le moyen de transport à longue distance privilégié par les militants d'avant-guerre, semble bien peu prisé : son utilisation par les Cantaliens et Cantaliennes pour se rendre au congrès de Lourdes en 1952, via Biarritz, est l'un des rares exemples repérables[1747]. Le recours au chemin de fer est conjoncturel : le congrès réunit la JAC et la JACF, or l'évêque interdit formellement la mixité dans les cars[1748]. En temps ordinaire, le problème ne se pose pas, et le car offre une maniabilité qui semble faire défaut au train, lequel ne permet pas d'accéder systématiquement au site touristique que l'on veut visiter, ou au lieu d'hébergement, essentiellement des institutions catholiques, offrant un réseau de correspondants dans l'ensemble du territoire, puisque le camping est en revanche très peu prisé[1749]. Le « tourisme » en car, c'est, pour ces jeunes ruraux, ni plus ni moins que l'équivalent du tourisme en voiture, désormais en voie de démocratisation, qui s'impose peu à peu au sein des classes moyennes à partir de la fin des années 1940 et dans les années 1950[1750]. Il permet d'accéder à la France des interstices.

Doc. II-7-5



[1746] JR 02/1948 (il s'agit de la prévision du nombre de cars à utiliser).
[1747] VC 02/02/1952.
[1748] SC 31/01/1952.
[1749] Sauf, occasionnellement, pour des groupes de quelques jeunes gens partant plusieurs jours à vélo (JR 02/1952) : c'est le cas des jeunes de St-Rome-du-Tarn partis à la découverte de la Côte d'Azur. Lors d'un voyage en Savoie en 1951, les jeunes gens de la zone d'Espalion disent avoir « campé » ; mais ce terme, dans l'usage jaciste, ne supposait pas forcément le recours à des tentes (JR 09/1951).
[1750] « Pour toute une génération, les vacances commencent désormais sur un ruban d'asphalte », « les formes de voyage élaborées au tournant du siècle s'adressent désormais réellement au grand public » écrit Catherine Bertho-Lavenir (*op. cit.*, p.363-371).

Les déplacements à l'extérieur du département d'origine dominent désormais dans les fédérations, à l'exception de la JACF cantalienne, plus casanière. Mais la France ainsi visitée et observée est essentiellement une France du Sud, en deçà d'une ligne La Rochelle-Genève. Le congrès de 1950 offre la seule occasion commune, pour la JAC et la JACF des deux diocèses, de découvrir le territoire septentrional. On peut juste y rajouter, pour l'Aveyron, deux déplacements en Bretagne[1751] ; il est vrai qu'existaient avant-guerre des liens entre fédérations de jeunes filles de Bretagne et de l'Aveyron, peut-être n'avaient-ils pas totalement disparu ? La France méridionale prisée par les voyageurs jacistes cantaliens et aveyronnais, n'est pourtant pas exactement la même pour les deux départements. La JAC/F cantalienne concentre ses voyages essentiellement le long d'une ligne est-ouest, Genève-Rodez-La Rochelle, à laquelle, tel un îlot, nous devons adjoindre les Hautes et Basses-Pyrénées. En outre, tous les départements périphériques ne sont pas couverts, ceux situés le long de la limite nord du Cantal étant délaissés. Pour la JAC/F aveyronnaise, non seulement tous les départements de la couronne périphérique sont visités, avec une prédilection toute particulière pour le Cantal, mais encore, la carte fait apparaître une aire plus densément couverte par les déplacements, au sud d'une diagonale Genève-Biarritz : à la différence du Cantal, Gironde et Charentes ne sont qu'effleurées, et en revanche, le Bas-Languedoc et la Provence apparaissent comme des destinations privilégiées. On peut trouver, avec quelques nuances, une certaine adéquation entre ces cartes et celles de l'émigration depuis les deux départements considérés : outre Paris, destination phare commune, les Cantaliens se dirigent plutôt vers l'Est ou l'Ouest, les Aveyronnais vers les départements périphériques et principalement vers ceux du sud méditerranéen[1752]. L'habitude, l'existence de réseaux familiaux, amicaux et/ou économiques, ont donc pu jouer pour orienter la découverte du territoire par les jeunes, vers des espaces bénéficiant au moins d'une relative familiarité dans leur imaginaire, et pouvant en outre offrir des relais. Cependant, la région alpine et l'ouest des Pyrénées ne s'inscrivent pas dans les aires d'émigration traditionnelle des deux départements considérés. Mais l'attraction pyrénéenne s'explique facilement par la présence de Lourdes, les incursions vers l'Atlantique n'étant alors qu'une « rentabilisation » du voyage ; tout comme les étapes en Isère se justifient par la présence du sanctuaire de ND-de-la-Salette, l'explication pour la Savoie demeurant plus malaisée. On pourrait remarquer que, finalement, les jacistes privilégient, à la marge des régions d'émigration habituelle, des espaces qui ressemblent à leur milieu d'origine : des

[1751] JR 06-07/1948 (JAC/F du Ségala) ; JR 08-09/1953 : secteurs de La Primaube, Cassagnes-Bégonhès, Rignac, Laissac, Rodez, Broquiès, Espalion, Entraygues.

[1752] Pour le Cantal, voir Wirth, L., *Un « équilibre perdu. Evolution démographique, économique et sociale du monde paysan dans le Cantal au XIXe s.*, Clermont-Fd, Institut d'études du Massif central, 1996, carte p.217 ; pour l'Aveyron, Béteille, R. *Les Aveyronnais…, op. cit.*, cartes p.114 et 259.

terres catholiques et de montagne. Ici peuvent se mêler, alors, à la fois l'imprégnation par des images de destinations touristiques constituées depuis le XIXe s., valorisant les espaces montagnards, et le rôle que peut jouer, pour l'accueil et l'hébergement, la présence de réseaux catholiques. En outre, ce sont là des espaces frontaliers, répondant à l'attrait suscité par l'étranger, sans doute fort vivace chez ces jeunes qui souffrent d'une autarcie certaine. Il suffit d'une simple incursion de quelques heures à Genève pour titrer « Voyage en Suisse »[1753]. Ou bien, traversant les Basses-Pyrénées en revenant du congrès de Lourdes en 1952, des Aveyronnais poussent jusqu'au poste frontière d'Handaye, pour s'enorgueillir d'avoir vu l'Espagne[1754]. On est alors avant tout dans l'ordre du symbole.

La réorientation explicitement « éducative » des balades et voyages passe avant tout par une modification du contenu des visites, incluant davantage de lieux propres à « apprendre quelque chose d'utile ». Cette modification, sensible, fut pourtant bien loin d'être radicale.

A l'extérieur, les destinations religieuses, dont on avait dit combien elles avaient pu servir à justifier les premiers départs en voyage, ne dominent plus aussi largement qu'au départ. Elles demeurent néanmoins les plus fréquemment citées en Aveyron (23,7 %[1755]), dans des proportions proches de celles relevées dans le Cantal (21,2 %, ce qui les place en troisième position). Lourdes, en premier lieu, attire les voyageurs, même hors congrès et pèlerinages diocésains, mais aussi ND-de-la-Salette et la Grande Chartreuse, en Isère, l'abbaye de Hautecombe, en Savoie, Nevers et Chartres sur le chemin du congrès de 1950 ; et dans les départements environnants, Le Puy et Rocamadour, essentiellement, voire, à l'occasion, l'abbaye d'En Calcat, dans le Tarn[1756].

L'attrait pour les grands sites naturels, majeur les premières années, s'est lui aussi quelque peu émoussé par la suite[1757]. On relève ainsi des visites des grottes karstiques du nord du Lot (Padirac, Presque, Lacave), et de grands sites naturels de montagne (Pyrénées, Montagne noire, Savoie / Alpes, lac du Bourget, Monts du Cantal pour les Aveyronnais) ; soit, des sites de l'intérieur des terres, qui s'inscrivent dans la lignée d'un tourisme traditionnel des élites. De même, les balades intra-départementales ne se dirigent plus aussi

[1753] JR 10/1951
[1754] JR 05/1952
[1755] Lors des déplacements intra-départementaux, les églises constituent 15 % des destinations, mais la motivation, ou le prétexte religieux, priment alors sur l'attrait touristique, et il devient difficile de qualifier la nature réelle du déplacement : balade touristique, ou pèlerinage ?
[1756] JR 09/1951, 10/1951, 10/1952, 12/1952, 08-09/1953, 11/1953 ; SC 03/03/1949, 10/03/1949 ; SM 04/1949, 06/1949 ; VC 16/04/1949, 12/06/1954…
[1757] Ils représentent désormais, dans les deux départements, autour de 17 % des destinations/étapes des jacistes

souvent que les premières années, vers les grands sites naturels locaux consacrés. En Aveyron, où les données sont plus abondantes, ce type de destination, présent sept fois sur dix au départ (avant 1949), n'est plus signalé que dans quatre cas sur dix.

L'attrait pour les monuments et musées est aussi caractéristique de ce tourisme traditionnel. En Aveyron, largement négligé dans les ballades intra-départementales, ce type de destination figure en bonne place parmi les étapes des voyages extérieurs[1758], mais sans constituer pourtant un but en soi, autant qu'il en puisse paraître. Les organisateurs profitent plutôt du fait de passer à proximité d'un monument réputé pour le faire visiter, sans que le succès auprès des jacistes-apprentis touristes soit assuré d'avance. Le voyage à Paris pour le congrès de 1950 est ainsi l'occasion, pour les cars aveyronnais, de faire une halte pour découvrir les châteaux de la Loire, puis ceux de Versailles et Fontainebleau[1759], les cars cantaliens préférant se diriger directement vers Rambouillet et Versailles[1760]. Mais, à en croire un compte-rendu aveyronnais[1761], les jacistes ne sont pas assez cultivés pour apprécier, les châteaux leur paraissent trop morts, les jeunes filles s'intéressent aux tapisseries quand on leur parle des divers points utilisés, non aux tableaux... Vision ségrégative, ou banal refet d'un univers quotidien où la clture technique l'emporte ? La fréquente inclusion du Bas-Languedoc et de la Provence rhodanienne dans les itinéraires de jacistes aveyronnais donne aussi l'occasion de découvrir la richesse de la région en monuments romains et médiévaux : Nîmes, Arles, Avignon, le Pont du Gard[1762], deviennent des étapes classiques des voyages rouergats. Pourtant, sont-ce les monuments que les jacistes viennent admirer, ou la mer qu'ils veulent approcher ?

Car, passée la période d'acclimatation à la pratique touristique, l'attrait du bord de mer, sans s'imposer comme la motivation principale, prend une place notable à partir du début des années 1950, au point de constituer près de 23 % des destinations/étapes des Cantaliens sur l'ensemble de la période (1949-54), 15,6 % pour les Aveyronnais. La part de l'imaginaire est forte, ici, un peu comme pour le désir de voir l'étranger. Point n'est besoin, ainsi, de prévoir un séjour prolongé : une simple baignade à Handaye, Biarritz, ou aux Saintes-Maries-de-la-Mer suffit[1763]. Organisant le voyage devant conduire à Lourdes pour le congrès de 1952, les fédérations cantaliennes prévoient un large détour, en train, par Biarritz,

[1758] 15,2 % ; mais pour les Cantaliens : 6 %.
[1759] JR 02-03/1950.
[1760] SM 04/1950.
[1761] JR 02-03/1950.
[1762] JR 10/1949, 09/1951, 11/1951, 03/1952, 06-07/1953, 08-09/1953.
[1763] L'absence de baignades signalées sur la côte languedociennes ne doit guerre étonner, puisque ce n'est que dans les années 1960-1970 qu'elle est massivement aménagée pour accueillir les touristes.

pour donner l'occasion aux jeunes ruraux de voir la mer pour la première fois[1764]. A l'occasion, nous l'avons vu, c'est la Côte d'Azur qui anime les rêves d'un groupe de jacistes de St-Rome-du-Tarn, en Aveyron : en 1952, ils partent en car jusqu'à Nice, puis reviennent en vélo, longeant toute la Côte, avec des étapes obligées à Monaco, Cannes, et plus loin à Marseille[1765].

Plus que par l'attrait de la mer, la première moitié des années 1950 est pourtant bien marquée par l'essor des destinations à caractère professionnel, donc agricole (Aveyron : 18,9 % ; Cantal : 32,9 %), ces dernières caractérisant néanmoins davantage la branche masculine. Avec la reproduction d'itinéraires identiques, des circuits se constituent, de fait, le long desquels, notamment, dans le Midi fréquenté par les Aveyronnais, on trouve la cave coopérative viticole de Celleneuve, près de Montpellier, la coopérative laitière et le centre d'insémination artificielle de Labruguière, dans le Tarn, deux fermes modèles, le Mas Vincent, aux environs de Nîmes, et le Mas d'Auge en Camargue ; ou, plus occasionnellement, les arbres à résine des Landes, ou des écoles d'agriculture ou ménagères en Savoie ou dans le Cantal. Les Cantaliens, lors d'un voyage dans la vallée du Rhône en 1949, visitent des centres d'arboriculture, des installations de gaz de fumier, une école d'agriculture ; « montant à Paris » pour le congrès de 1950, ils prévoient des visites de fermes, et les organisateurs conseillent d'observer ces « régions rurales que ne connaissons pas », leurs cultures et leurs maisons typiques ; « regardez, photographiez, (…) sentez la vie des millions de frères fertilisant le pays »[1766]. Lors des déplacements intra-départementaux aussi, la part des destinations professionnelles à caractère agricole a plus que doublé en Aveyron (34 %, contre près de 15 % auparavant), et elles se sont en même temps diversifiées. Elles comprennent, à peu près à égalité, un versant traditionnel, avec les visites de burons de l'Aubrac, et un versant moderniste, avec la découverte de fermes modèles, en premier lieu celle dessinée par les ingénieurs de l'EDF à proximité des barrages du Lévezou ; on doit y rajouter quelque visites des caves de Roquefort[1767]. A l'occasion, une étape est prévue pour visiter telle installation technique non agricole – des usines surtout, la mine de Decazeville à l'occasion – , mais elle ne constitue pas alors le but principal du voyage, ce type de destination restant donc

[1764] VC 19/01/1952.
[1765] JR 09/1952.
[1766] SM 04/1950.
[1767] Dans le Cantal, on sait que les sorties se multiplient dans les années 1950, sans connaître pour autant les destinations : il peut très bien se faire que les jacistes se rendent alors dans des exploitations. D'autant plus que l'on sait que des jacistes aveyronnais, venus dans le Cantal (JR 1953) sont conviés à visiter des exploitations, ou encore l'école nationale d'industrie laitière. Il est donc très facilement imaginable que ces destinations aient été préalablement testées par des jacistes cantaliens.

relativement stable (7,7 %). La proportion est similaire lors des déplacements à l'extérieur (6 %). Ce sont, là aussi, essentiellement des visites d'usines[1768]…

Ainsi, globalement, l'inflexion exigée dans les discours en faveur d'un tourisme plus éducatif, plus tourné sur les objets sociaux et professionnels, si elle doit être nuancée par l'attrait de l'étranger et de la mer, qui imprègne les mentalités, a bien été suivie d'effets. Le tourisme jaciste des années 1950 associe de plus en plus la découverte technique à la découverte de lieux consacrés par les guides.

*

Cependant, nous devons remarquer qu'une sélection s'était déjà opérée, parmi les destinations du tourisme traditionnel. La concordance globale entre les choix opérés dans les fédérations des deux départements étudiés est frappante. Point trop de châteaux et de monuments, alors qu'ils constituent des éléments essentiels du premier tourisme[1769]. Les jacistes imitent les touristes, mais les centres d'intérêt ne concordent pas tout à fait. La culture de base n'est pas la même, en effet ; si bien que les jeunes ruraux semblent globalement plus en symbiose avec les sites naturels, qui correspondent à leur cadre de vie habituel, avec les sites religieux, qui renvoient à leur culture catholique, ou avec les éléments techniques (de l'usine à la tapisserie…), qui prolongent leur pratique ou leur apprentissage d'un métier manuel, et qui ne constituent pas un élément seulement imposé : s'il est si bien adopté, c'est qu'il répond à des centres d'intérêt réels. Toutefois, alors même qu'ils multipliaient les destinations à caractère professionnel, les organisateurs n'ont pas réduit la variété des types d'étapes. Car « l'homme qui se spécialise dans le professionnel et ne pousse pas la culture devient un technicien, pas un homme complet »[1770]. Le précepte vaut aussi pour l'élite militante, vouée à former les futurs cadres du monde rural. Ils constituent la « clientèle » principale des stages jacistes de culture générale.

2 – La culture générale. « L'homme qui ne pousse pas la culture devient un technicien, pas un homme complet »

a) « Nous avons besoin d'un génie rural et de cadres vraiment ruraux »

[1768] Une filature près de Castres, une fabrique de ciment et un atelier de laminage et sciage d'acier à Albi, l'usine d'azote de Toulouse, l'usine Blondel à Avignon, une fabrique de chaussures à Aurillac, une unité de broyage de minerai en Lozère, des aérodromes (JR 10/1952, 08-09/1953, 05-06/1954). La JACF, en voyage en Bretagne, est conviée à voir fonctionner une conserverie à Douarnenez (JR 08-09/1953).
[1769] Néanmoins, le simple fait d'être amené à en découvrir contribue à former la culture générale des jacistes, à éduquer leur regard, à les sensibiliser à l'intérêt des richesses patrimoniales.
[1770] JR 09-10/1948.

C'est la campagne d'année 1948-1949, « Sois un homme », qui pose vraiment les stages de culture générale comme éléments majeurs du projet de formation humaine et chrétienne d'« hommes complets »[1771]. C'est d'ailleurs à cette époque seulement que cette dernière notion s'impose vraiment dans le vocabulaire jaciste. Elle accompagne le « vaste plan de formation éducative » lancé en 1949 par l'ACJF, « ayant pour but d'étendre le champ culturel des jeunes au-delà de leur milieu sociologique » [1772]. Bernard Bruneteau avance aussi que cela « correspond à un moment précis de l'histoire de la JAC », où celle-ci est « portée par des perceptions positives à l'extérieur », pendant que s'exprime le « besoin d'opérer une prise de conscience collective au sein d'une fraction de la paysannerie »[1773]. Le paysan ou la paysanne nouveau type doivent « travailler autant avec [leur] intelligence qu'avec [leurs] mains », et s'adapter aux mutations de leur milieu ; à terme, ils pourront répondre au besoin du monde rural en cadres issus du milieu[1774]. Il n'est pas seulement question de savoir, mais aussi de savoir-faire : on doit apprendre à mieux organiser son travail, à affûter son esprit d'observation.

L'école, ici, pourrait jouer un rôle. En 1950, la presse diocésaine répercute les motions du congrès national, dont l'une appelle à une réforme de l'enseignement : « l'école primaire est très élémentaire, et il faut aller vers le secondaire. L'enseignement est trop souvent réservé aux riches, l'accession aux études doit être possible à tous. Nous avons besoin d'un génie rural et de cadres vraiment ruraux et non de techniciens qui jugent d'après des calculs et n'ont jamais souffert des problèmes ruraux » [1775]. Pour la première fois, la JAC/F souhaite donc une prolongation de la scolarité (au moins pour une élite de futurs cadres), alors que jusqu'ici, soit elle avait dénoncé l'inadaptation de l'école aux réalités du monde rural, soit elle s'était simplement souciée de l'apprentissage des enfants d'agriculteurs à la sortie du certificat d'études.

En fait, désormais, l'enjeu de l'instruction, c'est la prise en mains par les ruraux eux-mêmes de leur propre destin.

b) Une « culture générale » sexuée, et centrée sur le monde rural

[1771] JR 09-10/1948, 01/1953, 12/1953 (JACF) ; SM 11/1948, SC 04/11/1948.
[1772] Bruneteau, B., art. cit., p. 50-55.
[1773] Ibid.
[1774] JR 06/1946, 04-05/1950, 03/1952, 02/1953, 01/1954 (JACF), 06-07/1954 ; SM 04/1946.
[1775] JR 04-05/1950 ; voir aussi JR 03/1948, 09/1951, 07-08/1954.

Seuls les programmes des stages régionaux nous sont parvenus[1776], à une exception près[1777]. Mais on peut considérer qu'ils reflètent bien la substance de la formation reçue, puisqu'ils constituent rapidement l'essentiel des stages. Les grandes lignes ont été fixées au niveau national depuis 1947[1778]. Toutefois, on peut se demander si leur traduction sur le terrain est en tous lieux fidèle au cadre proposé. Ce serait le cas, d'après Robert Fort, en Bretagne, où selon lui, sur trois semaines de stage, la première est consacrée à la famille, la seconde à la profession et la troisième aux questions civiques[1779]. Les préoccupations « culturelles » au sens strict et « savant », mises en avant lors du lancement des stages, seraient ainsi absentes. D'autre part, Robert Fort ne suggère pas l'existence de différences marquées entre la formation dispensée aux jeunes gens, et celle proposée aux jeunes filles.

En fait, l'étude détaillée des programmes auvergnats conduit à nuancer cette vision.

Seuls deux champs sont investis à peu près à égalité par les deux branches (autour de 8 à 9 % des sujets abordés). D'abord, celui du religieux, cadre commun pour ces mouvements d'Eglise. Régulièrement, les exposés doctrinaux replacent les données humaines étudiées dans leur dimension spirituelle, puisque l'homme, créé à l'image de Dieu, est « en responsabilité au milieu du monde »[1780]. Ensuite, l'apprentissage des techniques d'expression, qui caractérise plus particulièrement les stages de premier degré : rédaction d'un compte-rendu des activités sous forme de lettre à un ami, ou d'article ; études de presse, cours de diction, improvisation de « toasts », exercices de lecture publique, de traduction de langue d'oc en français… ; apprendre à téléphoner, à utiliser un indicateur des chemins de fer, à expédier un mandat ou un télégramme[1781]… Autant de mises à l'épreuve, redoutées par les jacistes qui ont perdu l'habitude de manier la langue depuis leur sortie de l'école, et qui constituent un apprentissage indispensable pour de futurs dirigeants du monde rural, lesquels doivent apprendre à formuler leur pensée de façon efficace.

Cinq champs apparaissent davantage prisés au sein des formations masculines.

Le champ socio-économique, en premier lieu, qui constitue le principal domaine abordé par la JAC (près de 27 % des thèmes, contre un peu moins de 9 % pour la JACF). Nous entendons par là l'ensemble des activités tendant à la découverte de la société

[1776] SM 01/1946 ; JR 03-04/1949, 03/1951, 12/1951, 12/1953.
[1777] L'un des stages diocésains féminins du Cantal
[1778] FORT Robert, *op. cit.*, p.39.
[1779] FORT Robert, *op. cit.*, p.36-37.
[1780] Nous empruntons la citation à Robert Fort, *op. cit.*, p. 42, car elle correspond de toute façon à l'esprit des stages étudiés.
[1781] JR 01/1953, 02/1953.

environnante (hors agriculture). Les jacistes sont habituellement envoyés par équipes de quelques membres, pour observer les conditions de vie dans le village qui accueille le stage, recueillant des informations auprès des habitants ou de la mairie : sur les catégories socio-professionnelles, les maisons, le relief, le cadastre, les commerces, les marchés, les groupes informels… L'enquête est suivie d'une mise en commun, de discussions, puis d'une conclusion doctrinale replaçant les éléments observés dans le contexte du moment et dans la perspective chrétienne.

Le champ strictement professionnel occupe la deuxième position (17 % des thèmes abordés par la JAC, contre 13 % pour la JACF). Les activités comprennent essentiellement, pour les garçons, des visites d'exploitations, commentées par le maître des lieux sur le mode magistral, sans guère d'enquête. Rien ne les distingue ici des autres visites d'exploitations accomplies sous l'égide du mouvement lors des voyages ou tours de province. De retour au centre d'hébergement, les stagiaires sont soit conviés à des cours doctrinaux (en 1949, ils portent sur « la famille et l'exploitation » et sur « la différence entre les paysans d'hier et d'aujourd'hui »), soit « mis en activité » en étant invités à rédiger un texte comparant leurs propres exploitations à celles qui ont été visitées, ou une lettre-type de président de syndicat (1951). Chez les jeunes filles, il n'y a pas apparemment de visites de terrain, mais seulement des discussions à propos de l'exploitation, ou des problèmes de l'enseignement ménager.

Le champ civique et politique correspond à 7,7 % des thèmes abordés par la JAC, contre 4,3 % pour la JACF. Il s'agit d'abord, au sein des deux branches, d'une formation magistrale sur les principales doctrines et les grands partis. Pour les jeunes gens s'y ajoute, sous forme de travaux d'enquête auprès des élus et dans les archives de la mairie, une familiarisation avec la vie municipale : les habitudes électorales, le cadastre, le budget communal…

Enfin, le sport et les sciences ne sont abordés que de façon anecdotique, mais apparaissent caractéristiques, là encore, de la formation dispensée auprès des jeunes gens (2 % chaque fois ; ces thèmes sont absents au sein de la JACF). La pratique sportive consiste en une gymnastique matinale. Et la formation scientifique dispensée sur le mode magistral par l'abbé Bion, aborde essentiellement la question des origines de l'homme et de la terre, s'employant à distinguer récit biblique et vérité scientifique.

C'est aux thématiques de la famille, du foyer, de la maison, que la JACF accorde en revanche la place la plus notable (35 %, contre 11,5 % pour la JAC) : la préparation au foyer, la psychologie féminine, les améliorations les plus urgentes pour la maison, les rapports entre

famille et exploitation. Ces stages sont ainsi un des lieux privilégiés (mais non le seul, loin de là), où s'effectue entre 1948 et 1951 le basculement des représentations traditionnelles à l'égard du rapport hommes / femmes. Alors qu'en 1947 certains articles de la presse militante locale dénonçaient encore les « doctrines anti-religieuses » qui faisaient de la femme l'égale de l'homme[1782], fin 1951, pour Mme Cazals, ancienne jaciste intervenant auprès de jeunes Aveyronnaises, la femme, collaboratrice de l'homme, ne doit pas lui être inférieure[1783] ; idée qui ne semble plus remise en cause par la suite[1784]. La campagne d'année 1953-54 de la JACF, « Préparons demain », marque l'entérinement par le national de ces nouvelles perspectives. Elle met certes encore l'accent sur l'importance d'une bonne formation ménagère pour la femme[1785]. Mais l'horizon féminin doit à tout prix s'élargir : face à l'évolution du monde, les femmes doivent être de plus en plus conscientes des problèmes généraux du monde rural, s'intéresser aux questions économiques et sociales, aux organisations agricoles, à la mécanisation…, pour pouvoir discuter à égalité avec leurs maris, et donner leur avis[1786]. Dans d'autres fédérations, nous repérons au même moment cette inflexion vers de nouvelles conceptions, plus égalitaires, des relations entre sexes ; mais celles-ci ne paraissent vraiment assimilées que vers la fin des années 1950[1787]. Et, comme le remarquait Martyne Perrot, « la JACF n'a pas résolu la question de l'autonomie de la femme, qui reste uniquement l'épouse »[1788]. Gérard Cholvy rappelait aussi, quoique dans un cadre

[1782] JR 08-09/1947.
[1783] JR 01/1952.
[1784] JR 04/1954 : lors d'un stage de culture générale : « Dieu met la femme sur le même plan que l'homme ». On est loin du recours à la Genèse pendant la guerre, pour prouver que Dieu a créé la femme inférieure à l'homme…
[1785] JR 01/1953, 11/1953. L'action jaciste visant à obtenir avant le mariage une meilleure connaissance entre jeunes gens et jeunes filles, a constitué un préalable. Elle se poursuit, d'ailleurs. En Aveyron, notamment, on continue à inviter des jacistes de l'autre sexe pour apprendre, selon le cas « ce que les jeunes gens attendent des jeunes filles », ou l'inverse, et pour s'informer sur les différences psychologiques. A l'issue de la nouvelle campagne sur le couple (1951), une nouvelle édition, mise à jour, de *Garçons et filles, témoignages indiscrets sur ce que les uns pensent des autres*, est publiée. [JR 12/1949, 11/1950, 01/1951, 02/1951, 03/1951, 05/1951, 06/1951, 03/1952, 12/1952, 03/1954 ; SM 06/1949].
[1786] JR 06-07/1953, 08-09/1953, 12/1953, 01/1954, 03/1954, 04/1954, 07-08/1954. Nous n'avons pas de sources pour le Cantal, mais celles de l'Aveyron s'inscrivant clairement dans le sillage de la campagne d'année, on peut extrapoler une sensibilisation identique au même moment.
[1787] Cuvelier, G., *Etude de la JAC-JACF dans le diocèse de Lille de 1940 à 1960*, mém. cit., p.30-31. Durupt, M.-J., thèse citée, p.205. Gérard Cholvy met en avant la date de 1959 (« Des femmes et de la religion », *La religion et les femmes, Actes de la Xe université d'été d'histoire religieuse, Bordeaux 2001*, Montpellier, CRHM-Université Paul-Valéry, 2002, p.1-9 [p.8]).
[1788] Perrot, Martyne, « L'agricultrice selon la JACF : ruptures et permanences », *Pour - Femmes, les chemins de l'autonomie*, n° 108, 1986, p.52-56. Ce n'est d'ailleurs que dans les années 1980 que les agricultrices vont commencer à réclamer un statut professionnel à part entière : « l'idée qui s'impose est que l'agriculture est un métier de couple où la complémentarité des compétences et le partage des difficultés semble nécessaires » (Bard, C., *Les femmes dans la société française au 20e siècle*, Paris, Colin, 2001, p.217). Sur le plan local, *cf.* aussi JR 02/1949, 03/1949, 10/1949, 01/1950, 02-03/1950, 01/1951, 04/1951, 09/1951, 10/1951, 12/1951, 01/1952, 03/1952, 05/1952, 09/1952, 12/1952, 12b/1952, 01/1953, 02/1953, 03/1953, 11/1953, 12/1953. Pour le Cantal, à partir de 1950, les sources internes font donc en partie défaut. Mais, sur le fondement de ce que l'on constate en Aveyron, où, en interne, le message des campagnes d'année est systématiquement retranscrit, on peut conjecturer qu'il en fut de même en Haute-Auvergne. Les concours organisés pour les jeunes filles par

plus large, qu'il ne faudrait pas faire d'assimilation hâtive avec le féminisme porté par Simone de Beauvoir, justement, en 1949, lequel ne s'est réellement propagé que dans les années 1960 : il s'agit ici de promotion féminine, telle que la portent les autres mouvements catholiques à la même époque, dans le respect d'une *altérité*[1789] des sexes conforme à la tradition chrétienne, l'égalité ne supposant pas le caractère identique, à la différence des conceptions défendues par les féministes[1790].

Les stages de culture générale dispensaient donc bien une formation « socio-professionnelle » générale, beaucoup plus qu'une formation « culturelle » au sens strict et « intellectuel », évoquée pourtant lors des premières années dans le discours local justifiant le lancement de ces stages. Certes, de tels éléments d'une culture plus « intellectuelle » (littérature, musique, arts en général…) ne sont pas totalement absents des stages masculins. En 1949, lors du premier stage aveyronnais, l'observation sur le terrain des maisons, de l'église, du monument aux morts, permet au retour d'apprendre à se forger un jugement en distinguant le simple travail de maçon de l'œuvre artistique[1791]. Mais, de même que l'attrait pour les monuments ne semblait guère prononcé dans les voyages, il ne s'agit ici que d'une mention isolée. Les jeunes filles consacrent en revanche 22 % des thèmes abordés aux loisirs et à l'art. Elles apprennent à conter, à mimer, à faire chanter, ou acquièrent des rudiments de critique d'art, et de cinéma en particulier. Déjà dans les années de l'entre-deux guerres, le cinéma avait constitué l'un des champs d'intervention de l'Eglise, notamment par le biais des patronages[1792]. Dès l'immédiat après-guerre, certains groupes jacistes avaient pris le relais, et organisaient des séances ouvertes à la population[1793]. Mais un discours moral, mettant en garde contre les dangers pour l'âme de certains films, persistait à l'égard du cinéma[1794]. Les formateurs des stages de culture générale mettent désormais l'accent sur la capacité du

---

Promesses, le bulletin de masse, contribuent eux aussi à ancrer plus encore la femme dans ces fonctions ménagères : concours de layettes en 1949, concours sur l'éducation des enfants et la préparation au foyer en 1950, ou encore sur l'aménagement de la cuisine en 1951 [JR 02/1949, 10/1951] … Or, en 1951, en Aveyron, 475 jeunes filles y participent, soit à peu près l'effectif des abonnées à *Militante jaciste*, donc visiblement l'essentiel du noyau le plus militant. Enfin, en regard de l'exaltation de la fonction ménagère de la femme, le rejet de son emploi aux travaux difficiles de la ferme continue à être périodiquement réaffirmé, tout en ne constituant pas le noyau du discours [NJ 03/1953, 12/195307-08/1954 ; SM 04/1950 ; SC 27/05/1950].

[1789] Pour reprendre l'expression de M.-Th. Chéroutre, au colloque de Montpellier sur le scoutisme (septembre 2001).

[1790] Nous reprenons ici les conclusions de Gérard Cholvy, « Des femmes et de la religion », *La religion et les femmes,* art. cité, p.8.

[1791] JR 02/1949.

[1792] Pour le Cantal : cf. Pulles, S., « Le développement du cinéma dans le Cantal de ses débuts à la fin des années 30 », mémoire de maîtrise, Clermont-2, 2000, p.69.

[1793] JR 10/1945 (conseillé comme activité pour les Juniors), NJ 01-02/1946 (conseillé pour la JACF) ; JR 11/1946 (pratiqué par la JAC de Rieupeyroux), 02/1951 (id.), 03/1951… Pour le Cantal : SM 12/1946 (pratiqué par la JAC de Soulages), 02/1948 (par celle de Cézens, organisant des tournées dans les villages environnants).

[1794] JR 07-08/1945 ; SC 21/08/1947.

septième art à constituer un outil d'acquisition d'une culture générale, à condition d'assister aux projections dans une perspective de compréhension critique. Ils tentent donc d'inculquer à l'élite des jacistes un minimum de connaissances cinématographiques. A l'occasion des stages de culture générale, mais aussi dans des sessions, un film est parfois projeté, quand les participants ne se rendent pas directement au cinéma[1795]… Les deux exemples de titres dont on dispose (pour l'Aveyron) montrent que les films projetés sont des grands films à succès et de bonne tenue, sans références religieuses marquées[1796]. On est loin du cinéma édifiant de patronage. Puis l'assistance discute de la valeur du film et des problèmes qu'il pose[1797]. Les formateurs promeuvent l'hebdomadaire catholique *Radio-Cinéma*, qui propose des critiques des films nouvellement sortis. La fédération cantalienne organise une exposition sur le cinéma dans le cadre de son congrès diocésain de 1953[1798]. La session loisirs féminine régionale d'Aurillac, en mars 1954, dispense une formation détaillée sur le rôle social du cinéma, le langage cinématographique, la réalisation technique d'un film, ou encore l'utilisation du cinéma à des fins éducatives[1799]. Une démarche qui, loin d'être originale, s'inscrit en fait dans un contexte d'émergence de la cinéphilie[1800].

*

Contrairement à ce que suggérait Robert Fort à partir du cas breton, les centres d'intérêt respectifs des jeunes gens et des jeunes filles tranchent donc clairement ici. D'autre part, on relève une attention moins notable qu'il ne le laissait entendre, à l'égard des aspects civiques, et chez les jeunes gens, à l'égard de la famille. Enfin, la formation « culturelle » au sens strict, quoique marginale, est bien présente.

[1795] JR 01/1951, 01/1954 ; SM 12/1949.

[1796] Il en va ainsi pour *Justice est faite (1950)*, projeté en 1951, ou pour *La cage aux rossignols (1944)*, projeté en 1954 (notices correspondantes dans Tulard, J., *Guide des films*, Paris, R. Laffont, 1990, p.304 et 1186-1187). Dans le premier cas, l'écart est réduit entre la sortie du film et la projection jaciste, car les militants se rendent au cinéma ; dans le second cas, où le film est projeté par les jacistes eux mêmes, une fois sorti des circuits d'exploitation, l'écart est bien plus long.

[1797] JR 01/1951, 03/1951, 12/1951 ; SM 12/1949.

[1798] SC 23/04/1953.

[1799] JR 03/1954 et AAD, s.d. (1954).

[1800] *Cf.* Crubelier, M., *Histoire culturelle de la France, op. cit.*, p.263-266 ; Baecque, A. de & Frémaux, Th., « La cinéphilie ou l'invention d'une culture », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 46, avril-juin 1995, p. 133-142, et Baecque, A. de, *Cinéphilie, invention d'un regard. Histoire d'une culture*, Paris, Fayard, 2003. Sous l'occupation, le cinéma a peu à peu élargi son assise culturelle. Au public traditionnel, venant rechercher avant tout le spectacle, quel que soit le film, s'est ajouté progressivement un public d'esthètes, considérant le cinéma en premier lieu comme un art, formé d'intellectuels *et de jeunes (les 15-20 ans représenteront 43 % du public en 1954*). Après la Libération, la Cinémathèque de Paris est relancée dès la fin 1944 par Henri Langlois, des ciné-clubs sont créés, de même que des cinémas d'art et d'essai ; la critique de cinéma dans la presse se développe ; le festival de Cannes est fondé. Tout cela contribue à faire émerger la notion d'auteur dans le cinéma, les cinéphiles appliquant aux cinéastes un regard auparavant réservé aux artistes de renom. La notoriété de quelques cinéastes rejoint alors, auprès d'un public « choisi », il est vrai, celle des stars.

c) Une formation élitiste

Ces thèmes n'étaient cependant pas exclusivement traités dans le cadre des stages de culture générale. Ces stages réunissent un nombre très limité d'individus (18 au stage régional JAC de 1949, 26 en 1951, 8 au stage régional JACF de 1953, 16 en 1954…). Ces derniers offrent donc plutôt à une élite l'occasion d'approfondir certains des thèmes phares de l'enseignement jaciste. Toutefois, il convient de repérer le caractère très sporadique de la formation dispensée : les stages sont espacés, sans grande régularité.

Comme l'avait déjà bien souligné Marie-Josèphe Durupt, les stages s'adressent donc à des « jeunes déjà formés »[1801]. Même si les garçons sont fréquemment envoyés sur le terrain pour enquêter, on relève donc beaucoup d'enseignements magistraux. C'est la marque d'une formation pour laquelle sont réclamés un certain niveau minimal, une habitude de la réflexion, de l'écriture… La part d'enseignement vraiment général, ouvrant sur des champs non habituels pour des ruraux, est somme toute assez limitée pour l'instant : la formation civique, scientifique et artistique, les exercices d'expression, essentiellement. Les thèmes du quotidien sont particulièrement mis en valeur – aspects socio-économiques et professionnels pour les hommes, famille pour les femmes – , en demeurant dans un cadre rural. D'autre part, on y trouve une part non négligeable de formation pratique, très affirmée pour les adolescents, qui relève plus de la technique que de la « culture » au sens restreint du terme. L'appellation « culture générale » ne doit donc pas duper : il s'agit d'acquérir une culture pratique, et des connaissances minimales pour s'engager et agir au service du monde rural.

C – Au service du monde agricole : le passage à l'action

1 – Une formation professionnelle toujours centrée sur l'agriculture

Les résultats aveyronnais d'une enquête jaciste nationale conduite en 1951 laissaient bien apparaître que la moitié des jeunes ruraux de plus de 14 ans envisageaient de quitter la terre[1802]. Néanmoins, quand Raymond Lacombe propose à la JAC dès 1952[1803] de jouer auprès des jeunes un rôle de conseiller en orientation professionnelle, en tenant compte des

[1801] Thèse citée, p. 100.
[1802] JR 04/1951 : le quart s'étaient déjà dirigés, à cette époque, vers des professions autres que l'agriculture, et qu'un sixième à un quart de ceux qui restaient encore chez leurs parents n'étaient qu'en situation transitoire, attendant de s'orienter, souvent après le service militaire, vers de nouvelles professions
[1803] JR 01/1952.

goûts individuels (ce qui remet en cause l'idée d'une transmission automatique du métier de cultivateur de père en fils !), il apparaît comme un pionnier très isolé[1804].

Pour l'heure, l'action jaciste en matière de formation professionnelle reste centrée sur le monde rural, et en particulier sur l'agriculture. Or l'enjeu, dans ce domaine, c'est la conversion de la masse aux nouveaux procédés : trop de jeunes agriculteurs demeuraient insuffisamment formés.

a) Dénoncer l'insuffisance de la formation professionnelle

Les jacistes déplorent que la plupart des jeunes regagnant l'exploitation familiale à partir de 14 ans, une fois leur scolarité achevée, croient qu'ils n'ont plus besoin de s'instruire. Pire : la famille elle-même pousse fréquemment à la passivité[1805] ! Rares sont ceux qui reçoivent alors une formation professionnelle, *a fortiori* lorsqu'ils se destinent à rester à la ferme. Quelques enquêtes de secteurs aveyronnais réalisées en 1951 confirment que seuls les jeunes qui se dirigent dès la sortie de l'école vers d'autres métiers reçoivent une formation appropriée[1806]. Les proportions de jeunes ruraux et de jeunes rurales fréquentant les écoles d'agriculture[1807] ou les cours ménagers, bien plus nombreux, demeurent particulièrement faibles : 3 à 4 % des jeunes gens, et 7 % des jeunes filles[1808]. Même les EAC et les EMAC (Etudes ménagères et agricoles par correspondance), qui pourraient être plus démocratiques dans leur diffusion puisqu'elles ne supposent aucun départ du domicile, ne touchent que quelques centaines de jeunes : 4 à 5 % en Aveyron[1809], et sensiblement autant dans le Cantal. Une grande majorité de jeunes restent donc dépourvus de formation[1810]. La conséquence de tout cela, c'est la faiblesse des connaissances professionnelles, tant techniques qu'institutionnelles, telle que la constatent par exemple Roger Bertin et Joseph Jeanjean lors de leur tournée dans le zone de St-Affrique en 1951[1811]. Comment prétendre ainsi bien connaître son métier[1812] ? La routine, objectent-ils, ne peut alors que perdurer, et conduire à la

---

[1804] Sa situation personnelle n'est sans doute pas étrangère à cette prise de conscience et de position : aîné de sept enfants et appelé à reprendre l'exploitation familiale, il a été confronté à l'avenir professionnel extra-agricole de ses cadets Par exemple, le deuxième, Georges, s'est orienté vers l'enseignement (Crozes, D., *Raymond Lacombe, un combat pour la terre*, Rodez, Ed. du Rouergue, 1992, p.40).
[1805] JR 05/1945, 10/1945, 07-08/1954.
[1806] JR 04/1951.
[1807] Pour l'Aveyron : Laroque, avec une cinquantaine de places, et Villefranche.
[1808] JR 01-02/1947, 08-09/1949, 07-08/1954. L'estimation est donnée par le journal sans préciser les limites d'âge retenues
[1809] JR 07-08/1954. L'estimation est donnée par le journal sans préciser les limites d'âge retenues
[1810] Le constat n'a rien d'original : les autres fédérations font peu ou prou le même (pour l'exemple breton : Fort, R., *op. cit.*, p. 84-94).
[1811] JR 04/1951 ; et voir aussi 01/1951, 03/1951.
[1812] JR 04/1951.

disparition des exploitations familiales[1813]. Cette inquiétude est plus sensible encore lorsqu'il s'agit des ouvriers agricoles et des servantes, « habitués à être commandés ». Pour eux, se former est impératif, s'ils veulent pouvoir envisager une pérennisation de leur emploi, face aux mutations attendues du monde rural qui doivent conduire à une réduction du salariat agricole[1814]. Dans tous les cas, on assiste aux effets d'une mutation culturelle préparée certes par la JAC/F depuis les années 1930, mais portée aussi par les DSA, ou plus globalement par les attentes de la planification. L'agriculture n'est plus considérée comme simplement transmissible de père en fils. De plus en plus, elle est appelée à devenir « métier », au lieu d'être une simple « condition ». Dans sont ouvrage sur les baby-boomers, Jean-François Sirinelli évoque la distinction opérée par l'anthropologue Margaret Mead entre trois grands types de transmission du savoir[1815] : la « culture postfigurative » (« les enfants sont instruits avant tout par leurs parents ») caractéristique des « sociétés primitives » ; la « culture cofigurative » (« enfants et adultes apprennent de leurs pairs ») qui apparaît dans les « grandes civilisations fondées sur l'innovation technologique ») ; enfin, la « culture préfigurative » (les « adultes tirent aussi les leçons de leurs enfants »), apparue seulement dans les années 1960 et caractéristique des sociétés post-industrielles. On pourrait donc dire que la JAC/F a pris corps dans un monde rural resté particulièrement longtemps enraciné dans une « culture postfigurative ». Son action a consisté en grande partie à y instaurer une culture cofigurative. Et en dernier lieu, elle a souvent conduit à l'adoption particulièrement précoce d'une culture préfigurative, en amenant des jeunes, dès les années 1950, voire dès la fin des années 1940, à « entraîner » leurs parents sur la voie de la « modernisation » technique ou de l'« amélioration » des conditions d'habitat, par exemple.

b) L'impact en demi-teinte des formations jacistes

Mais bien des parents sont encore rétifs, et ils sont appelés à le demeurer tant que la part de jeunes accédant à une formation professionnelle demeure fort restreinte. Les jacistes tentent donc de renouveler les formules de formation professionnelle qu'ils proposent, mais se heurtent inéluctablement à la faible réactivité du public, voire des responsables des échelons inférieurs.

[1813] VC 05/02/1949.
[1814] JR 01/1953.
[1815] Sirinelli, J.-F., *Les baby-boomers. Une génération 1945-1969,* Paris, Fayard, 2003, 325 p., p. 305-307, et Mead, M., *Le fossé des générations,* Paris, Denoël-Gontier, 1971, p. 24.

La vraie spécificité auvergnate[1816] est le retour de l'insistance sur les EAC, impulsé depuis l'Aveyron ; spécificité entièrement due à l'action en la matière de Raymond Lacombe. Ancien élève des EAC entre 1944 et 1947, c'est par ce biais qu'il a découvert la JAC[1817]. Révolté jusque là par sa situation de rural, il reprend alors espoir : « j'ai compris que pour transformer l'ensemble du monde rural et en particulier les régions défavorisées comme les nôtres, des hommes et des femmes devaient accepter d'y rester et d'y travailler »[1818]. D'où son intérêt marqué pour la formation professionnelle des jeunes paysans, petits et moyens, avivé plus encore par son passage comme ouvrier agricole à l'école d'agriculture de Laroque, où « il constate avec amertume que les élèves appartiennent tous à la bourgeoisie des campagnes »[1819]. Sous l'autorité de Lacombe, un accord est donc passé en 1951 entre la JAC et le Plateau central[1820], à charge pour la JAC de recruter des moniteurs d'EAC, ayant pour mission de réunir les jeunes de leur localité et des environs, pour les guider dans le travail demandé[1821]. A l'occasion, les moniteurs pourraient être conduits à organiser des visites d'installations agricoles, pour illustrer concrètement le travail en cours[1822]. Pour cette première année de fonctionnement, vingt moniteurs sont finalement prêts, et l'expérience aveyronnaise semble s'étendre à la Lozère, par le biais, vraisemblablement, des jacistes lozériens inscrits aux EAC du Plateau central[1823]. Lors de la session régionale jaciste de septembre 1951[1824], Raymond Lacombe intervient pour solliciter la création d'une équipe régionale « adolescents », qui organiserait dans les départements auvergnats des activités centrées sur les EAC (« à travers elles passeront les autres activités »). Dans les années qui suivent, la formule désormais lancée est pérennisée[1825]. De ce fait, sans doute, la JACF se trouve sensibilisée à l'importance d'une action en la matière. « Les EMAC[1826], auxquelles

[1816] Proposer de mettre l'accent sur ce type d'activité auprès des adolescents tranche en effet avec les préoccupations des instances nationales à l'égard de cette classe d'âge : lors du comité régional tenu à la rentrée 1952 (JR 09/1952), les responsables nationaux présent mettent plutôt l'accent sur la psychologie adolescente, incluant la question de la sexualité, ou encore sur les concours nationaux pour adolescents.
[1817] Crozes, D., *Raymond Lacombe…, op. cit.,* p.36.
[1818] Crozes, D., *Raymond Lacombe…, op. cit.,* p.39.
[1819] Ibid.
[1820] A la Libération, de la grande organisation agricole basée en Aveyron, qu'était le Plateau central, subsiste la coopérative RAGT (Rouergue, Auvergne, Gévaudan, Tarnais), qui se transforme en Société Anonyme : les familles fondatrices (Fabre, Singla…) rachètent une partie des parts aux ex-coopérateurs et investissent dans le développement de la SA en devenant de facto les actionnaires majoritaires. « Le Plateau central » devient la dénomination de la filière de la RAGT agissant sur le marché régional (Tarn et Aveyron) pour l'approvisionnement des éleveurs et agriculteurs en aliments pour le bétail, mais également en distribution de produits pour le jardin. Elle conserve des services tels que l'organisation d'études agricoles par correspondance.
[1821] JR 01/1951.
[1822] JR 06/1951.
[1823] JR 02/1951, 03/1951, 04/1951.
[1824] J Au 09/1951.
[1825] JR 02/1953, 05/1953.
[1826] Etudes ménagères et agricoles par correspondance.

nous n'avions pas pensé jusqu'ici, seraient un très bon moyen de contact avec les adolescentes », avance-t-on fin 1951 en Aveyron[1827]. Dès lors, sans pour autant qu'un accord de coopération semblable à celui de la JAC soit signé, la JACF veille régulièrement à souligner auprès des adolescentes l'importance des EMAC[1828]. Pourtant, le bilan est en demi-teinte. En 1954, EAC et EMAC demeurent trop insuffisamment pratiquées au goût des responsables jacistes[1829].

Auprès des jeunes légèrement plus âgés, les traditionnelles journées et semaines rurales, sans disparaître tout à fait[1830], sont remises en cause[1831]. En Aveyron, en 1949, la JAC parie plutôt sur les visites d'exploitations, de coopératives ou d'usine, et des démonstrations pratiques[1832] : soit, sur la sensibilisation (de la masse) plus que sur l'approfondissement, ce qui s'accorde finalement avec sa stratégie d'« extensification »[1833]. Le public touché est d'ailleurs relativement nombreux : 964 jeunes en 1950 et 2630 en 1951[1834]. Aveyronnais et Cantaliens visitent aussi, à compter de 1948-49, les foires-expositions locales, les salons agricoles de Paris ou de Lyon[1835] : véritables ''éveilleurs'', en tant que ''concentrés de modernité'', ils s'offrent avec abondance aux yeux des militants, et des sympathisants ralliés pour l'occasion.

Dans le même temps, la JAC cantalienne lance des « stages de formation professionnelle », parallèlement aux journées et semaines[1836]. A l'automne 1952, finalement, les Aveyronnais mettent à leur tour sur pieds des « journées de perfectionnement » organisées au rythme d'une par mois dans une dizaine de localités ; une inscription, d'un montant relativement modeste est exigée[1837] ; la nouvelle formule doit en effet offrir davantage de garanties de régularité dans le travail de formation. Les jacistes conservent toutefois un

---

[1827] JR 11/1951.
[1828] JR 01/1952, 12/1952, 08-09/1953, 03/1954, 07-08/1954.
[1829] JR 07-08/1954.
[1830] JR 02/1949 (JAC, La Salvetat). Les adolescents bénéficient de semaines rurales, plus occasionnelles, adaptées à leur niveau de formation (JR 01/1953). La JAC cantalienne continue aussi à avoir des semaines ou journées rurales, de façon plus sporadique cependant à compter de 1950. – Quant à la JACF, Des journées rurales sont signalées en Aveyron jusqu'en 1949, dans le Cantal jusqu'en 1951 au moins (SM 01/1950, SC 07/12/1951). Au-delà, plus rien, si ce n'est, en Aveyron milieu 1954, la proposition formulée de réorganiser des journées rurales, au vu de l'insuffisance de la formation professionnelle des jeunes rurales (JR 05-06/1954).
[1831] En Aveyron, fin 1948, on constate que la formule « ne marchait plus depuis deux ans sauf dans quelques secteurs comme St Beauzély » (JR 12/1948).
[1832] JR 12/1948.
[1833] Lors des voyages, les jacistes sont alors invités à observer le paysage agricole et à le comparer à leur région. Ceci est avéré au moins pour l'Aveyron : 04-05/1948 (congrès-pèlerinages à Lourdes, masculin puis féminin), 04-05/1950 (congrès de Paris), 05/1951 et 11/1953 (description des Pays-Bas par un jaciste).
[1834] AMO, rapports d'activités.
[1835] JR 06-07/1948, 10/1949, 06-07/1953 ; SM 09/1948, 02/1949.
[1836] SM 12/1948, VC 30/12/1950, SC 07/12/1950, VC 19/01/1952.
[1837] 700 F. Equivalent : 79 F ou 12 Euros en 2002. JR 10/1952.

moyen de sensibilisation de la masse : la réalisation, par des groupes de militants, d'essais de cultures sur des champs de dimensions restreintes[1838]. Chez les jeunes filles, la remise en cause est un peu plus tardive à venir, mais on voit apparaître en Aveyron au début des années 1950 des « stages de culture sociale » ou « sessions sociales », qui semblent prendre la place des journées ou semaines rurales.

Pourtant, le succès des « nouvelles formules » semble avoir été particulièrement modeste. En Aveyron, parfois à peine trois jeunes étaient au rendez-vous[1839]. Les Cantaliens n'organisent que trois stages de formation professionnelle par an, ne touchant sans doute qu'une centaine de jeunes (soit, en fait, une bonne partie du noyau de militants). Les « sessions sociales » des Aveyronnaises sont réservées elles aussi à un public limité, bénéficiant déjà d'un minimum de formation, à l'image des Cantaliennes, dont les formations reçoivent dans les 500 jeunes filles par an. La formation professionnelle ne semble peut-être pas perçue par la masse comme un enjeu majeur,. S'il n'y avait la sensibilisation opérée lors des voyages, dans les foires-expostions et salons, ou autour des champs d'essais, on pourrait donc se poser vraiment la question de l'efficacité de la JAC/F dans la transformation concrète et directe des conditions de vie et de production agricole dans les campagnes au début des années 1950 : quelle peut bien être la portée de l'exemple donné par quelques uns ?

De plus, les initiatives jacistes sont concurrencées à compter de 1948 par l'essor d'une offre venant de la DSA[1840], sans doute plus ouverte dans son recrutement, du simple fait qu'elle ne cherche pas à produire des cadres compétents, mais à diffuser des informations ; et aussi, du fait que le spectre des âges n'est pas fermé, ici. Il convient de ne pas négliger le poids de cette « action parallèle » à celle de la JAC/F, quand on s'intéresse aux acteurs majeurs de la mutation des campagnes de l'après-guerre. François Colson invitait d'ailleurs à en réévaluer l'impact, à côté de celui de la JAC[1841]. Dans le Cantal, en 1948, la DSA a ouvert trois champs d'expérience, deux en Châtaigneraie et un dans la région de Saint-Flour, et elle a entrepris d'effectuer des essais démonstratifs sur le rôle des amendements calcaires, sur la fertilisation des sols, sur l'amélioration de la flore des prairies, ou encore de tester des variétés

[1838] JR 12/1953, et MO, rapports d'activité de l'Association culturelle… de la jeunesse rurale aveyronnaise, 1952 et 1953.
[1839] JR 01/1954, 04/1954. « Les journées de perfectionnement ne semblent pas assez prises en charge par les responsables, en dehors de quelques coins » ; pourtant, on convient de les maintenir, mais en les doublant peut-être par des journées rurales, outre la poursuite des voyages d'étude et visites de ferme (JR 03/1954).
[1840] Direction départementale des services agricoles. Pour une perspective auvergnate, *cf.* Fourneyron Cl. Et Monpied, E., *Paysans d'Auvergne*, Lyon, Horvath, 160 p. : p. 85-86. Les auteurs relativisent l'impact à terme des actions menées par les DSA : il « reste limité et porte souvent sur des équipements collectifs ».
[1841] « La JAC et la modernisation de l'agriculture », in *JAC et modernisation de l'agriculture de l'Ouest, op. cit*. Cf. aussi Houée, P., Les politiques de développement rural…, op . cit., p. 92-95.

nouvelles…[1842]. Début 1950, c'est le démarrage d'un centre de mécanique et d'expérimentation agricole, à Prunet, où débutent des essais de culture de pommes de terre : « nous aimerions intéresser les jeunes agriculteurs des environs et nous leur signalerons les travaux effectués »[1843]. Dès 1948 encore, puis tout au long de la première moitié des années 1950, par ses multiples causeries-conférences sur les nouvelles techniques agricoles, la DSA quadrille peu à peu le département[1844]. En 1952 et 1953, trois zones-témoin sont mises en place[1845], au sein desquelles des subventions sont allouées aux agriculteurs qui conduisent des expérimentations d'engrais, de semences sélectionnées, ou de cultures mécaniques ; elles seront à l'origine des premières CUMA cantaliennes. Enfin, en 1953 voient le jour deux secteurs encouragés, représentant 32 communes, et bénéficiant de subventions pour des « objectifs limités » de modernisation[1846]. L'Aveyron, de son côté[1847], connaît aussi les campagnes de conférences de la DSA, deux secteurs encouragés y voient le jour[1848], couvrant une proportion de communes à peu près équivalente à celle rencontrée dans le Cantal, et deux zones-témoins, de même, y sont créées[1849]. L'action de la DSA semble ainsi assez équivalente dans les deux départements. Or, elle s'exerce essentiellement sur des terres jacistes, et non sur les zones périphériques et non concurrentielles : Châtaigneraie, Pleaux-Mauriac, Planèze, Aubrac, Ségala. Paul Houée, avec son regard national, signale d'ailleurs des tensions : « les services officiels sont suspectés [par des jacistes] de paternalisme ou de collusion avec les notables »[1850]. Pourtant, un leader jaciste de premier plan comme Raymond Lacombe a été lui-même sensibilisé à la modernisation agricole par le biais des actions de la DSA : « J'avais alors vingt ans [1949]. L'ingénieur Gaubert, des services agricoles de l'Aveyron, sillonnait le pays pour inciter à la mécanisation. Comment ne pas être séduit par ce discours qui voulait rompre avec les habitudes sclérosées ? Contre l'avis de mon père, nous avons acheté avec un de mes oncles un semoir et un extirpateur »[1851].

[1842] VC 07/01/1950, 25/02/1950, 18/03/1950, 01/04/1950, 02/09/1950, 09/09/1950, 04/11/1950, 02/12/1950, 03/02/1951, 10/02/1951, 24/02/1951, 17/03/1951, 09/05/1951… et *Monographie agricole du Cantal, op. cit.*, p.60.
[1843] VC 17/12/1950.
[1844] La CGA vient en renfort, à compter de 1951. Pour s'en tenir aux années 1950 et 1951 : VC 25/02/1950, 18/03/1950, 01/04/1950, 27/05/1950, 02/09/1950, 04/11/1950, 16/12/1950, 20/01/1951, 03/02/1951, 24/02/1951, 17/03/1951, 19/05/1951…
[1845] Zones-témoins de la Planèze, dans la partie Est du département, de Sansac-de-Marmiesse dans le Sud-Ouest, et enfin de l'Aubrac, au Sud-Est, partagée avec l'Aveyron. VC 01/11/1952, 15/11/1952, 22/11/1952…
[1846] VC 10/07/1953. Secteurs de Pleaux-Mauriac-Salers, et de l'Aubrac.
[1847] *Monographie agricole du département de l'Aveyron, op. cit*., p.95-96.
[1848] L'un dans la pointe nord du département, l'autre dans le Ségala, entre Calmont et Camboulazet.
[1849] Manhac, en Ségala, et l'Aubrac, partagée avec le Cantal.
[1850] *Op. cit.*, p. 95.
[1851] Cité par Crozes, D., *Raymond Lacombe…, op. cit.,* p. 40-41.

Néanmoins, la JAC/F a pu aussi s'employer elle-même à promouvoir des voies de formation non spécifiquement jacistes, tout en restant suffisamment proches de son esprit et de l'Eglise. La presse militante aveyronnaise encourage à l'occasion l'inscription dans des écoles d'agriculture ou centres ménagers privés[1852]. Régulièrement, des jacistes font part de leur expérience individuelle, y compris dans des organismes non catholiques[1853]. Mais il s'agit avant tout de sensibilisation, sans implication formelle de la JAC/F auprès d'autres « lieux » de formation. Il en va différemment dans le Cantal : même si la JAC et la JACF ne sont pas initiatrices, elles répondent à diverses sollicitations pour appuyer, en tant que mouvement, certaines institutions de formation naissantes. En 1949, de concert avec le MFR[1854], l'équipe de la zone JACF de Saint-Flour s'implique activement dans la promotion du foyer rural de Saint-Flour[1855]. La branche masculine n'est pas en reste, même si son action est un peu plus modeste. En 1951, c'est le MFR, surtout, qui suscite la création de la Maison familiale rurale de Saint-Flour[1856], plus tard déplacée à Vabres. Mais le fait que son moniteur soit mis à la disposition de la JAC pour des interventions ponctuelles montre assez que les liens sont étroits. Plus éloquente encore est l'ouverture en 1953, à l'Institution St-Eugène d'Aurillac, d'une section agricole : le texte de présentation précise qu'elle doit demeurer en lien étroit avec la JAC, par l'intermédiaire de l'aumônier diocésain, qui devient parallèlement aumônier de la section. La situation de l'enseignement agricole "pérenne" dans les deux départements (qui se différencie ainsi de l'enseignement "ponctuel" assuré par la JAC/F)[1857], peut contribuer à expliquer une mise en œuvre différenciée de l'action jaciste en la matière. Quoique modeste, la part de la jeunesse rurale fréquentant divers cadres de formation est légèrement majorée en

---

[1852] Ecole d'agriculture de Laroque ; centres ménagers de St-Rome-de-Dolan, en Lozère, et de Ceignac en Aveyron (JR 11/1948, 02/1949, 08-09/1949, 11/1950, 04/1951, 09/1951).

[1853] En 1951 le président René Thémines fait partie, comme Gilbert Sérieys quelques années plus tôt, des quelques jeunes agriculteurs sélectionnés par la CGA pour les envoyer six mois en stage aux Etats-Unis ; il communique ses observations sur les « 4 H clubs », qui dispensent une formation essentiellement pratique aux jeunes ruraux américains (JR 11/1951). En 1951 encore, un article promeut le centre d'apprentissage ovin de Roquefort (JR 10/1951). Deux ans plus tard, quatre jacistes évoquent leur scolarité à l'Ecole nationale d'industrie laitière d'Aurillac (JR 01/1953), et le responsable du service « ouvriers agricoles » décrit son stage au centre de motoculture d'Ondes, en Haute-Garonne (JR 02/1953). Enfin, début 1954, trois jacistes suivant une formation de moniteurs de Maison familiale rurale disent leur espoir de créer une telle maison en Aveyron, qui en est dépourvu (JR 01/1954). Côté féminin, c'est par exemple une aide familiale qui vient parler de son métier, orientation possible pour les jeunes filles, lors d'une réunion de secteur (JR 02/1953).

[1854] Le Mouvement familial rural, qui constituait un prolongement adulte de la Jeunesse agricole catholique (*cf.* Ducasse J.-L ., Lafon G., Latour Ph., & Morlet J., *Chrétiens dans le monde rural. LAC, MFR, CMR, 50 ans d'histoire*, Paris, Ed. ouvrières, 1989, 263 p. ; et Durupt M.-J., thèse citée, p.124-125). Le MFR est alors à peine naissant dans le Cantal. Ce n'est qu'après la tournée du chanoine Féron, aumônier national, en novembre 1946 (SC 28/11/1946) que les premières structures commencent à poindre (premier comité fédéral le 26/01/1947 : SM 02/1947). Puis le mouvement naissant se dote d'un permanent, Antonin Quiers, en juin (SC 19/06/1947).

[1855] SC 24/02/1949, SM 02/1949.

[1856] VC 29/09/1951 ; SC 03/04/1952 ; SC 03/06/1954.

[1857] Telle que l'établissent les monographies départementales rédigées en 1953-54.

Aveyron (6,7 %) par rapport au Cantal (4,8 %)[1858]. En outre, en Aveyron, la part du secteur privé, donc en premier lieu de l'Eglise, est largement plus importante que dans le Cantal : 76 % des « élèves » en dépendent, contre 8 % en Haute-Auvergne[1859] (44 % contre 20 %, si on exclut les élèves des cours par correspondance). C'est dire combien les enjeux différaient : en Aveyron, l'Eglise avait déjà la mainmise sur une grande partie des structures de formation, donc la JAC/F n'était guère susceptible d'être sollicitée pour intervenir en la matière ; en revanche, dans le Cantal où ce contrôle était réduit à la portion congrue, la JAC/F pouvait être un appui de choix pour l'Eglise, pour tenter d'étendre son champ d'influence dans ce secteur. D'où la collaboration relevée à plusieurs reprises.

*

Dans son enquête sur « les paysans et la modernisation de l'agriculture » menée à la même époque en Alsace, Henri Mendras, s'interrogeant sur « l'efficacité des divers moyens de vulgarisation », concluait que les contacts interpersonnels (visites, discussions informelles) constituaient le canal de diffusion le plus souvent utilisé, alors que l'imprimé ou le conseil direct de l'ingénieur ne représentaient que des exceptions[1860]. Appliquée à l'espace étudié, cette grille conduit à relativiser l'impact direct, « institutionnel », qu'ont pu avoir aussi bien la JAC/F que la DSA ou les écoles d'agriculture. L'essentiel est passé par des liens informels et indirects, bien difficiles à mesurer. Dans les faits, l'impact fut sans doute bien plus large que ce qu'aurait pu laisser supposer le simple relevé des (modestes) effectifs présents aux diverses sessions jacistes. Si les visites d'exploitation ou les champs d'essai s'inscrivaient bien, directement, dans le mode de transmission le plus efficace, la formation d'une élite propre à essaimer en donnant l'exemple pouvait être tout aussi judicieuse.

2 – Pour une « modernisation » technique adaptée à l'agriculture locale

Alors que dans l'immédiat après-guerre, nous relevions encore des attitudes tranchées entre les deux départements étudiés, la JAC aveyronnaise s'intéressant surtout aux conséquences familiales des problèmes économiques, et la JAC cantalienne à leurs incidences professionnelles, une certaine convergence se dessine désormais autour de la nécessité d'améliorer et de « moderniser » les conditions de production et la gestion financière de

[1858] Cette majoration concerne avant tout les jeunes gens (10,2 % en Rouergue contre 6 % en Haute-Auvergne), l'encadrement des jeunes filles étant à peu près similaire dans les deux départements (4,8 et 4,2 %).
[1859] En incluant les élèves inscrits aux cours par correspondance, à l'exception de ceux de Purpan pour lesquels on ne dispose pas de données.
[1860] Mendras, H., *Les paysans et la modernisation de l'agriculture*, Paris, CNRS, 1958, 149 p. : p. 95.

l'exploitation[1861]. En Aveyron, le recours, désormais, à des intervenants extérieurs au mouvement, à l'image de ce qui se pratiquait déjà dans le Cantal, est d'ailleurs symptomatique d'une volonté d'offrir, à l'avenir, un contenu professionnel solide[1862].

Ce mouvement de convergence apparaît clairement quand nous comparons le contenu des formations dispensées jusque là dans les semaines et journées rurales, à celui qui est désormais proposé dans le cadre des nouvelles formules, « journées de perfectionnement », « stages de formation professionnelle » ou « sessions sociales ». Si dans le Cantal, la tonalité demeure dans l'ensemble la même, en Aveyron, auprès des jeunes gens, les aspects familiaux (foyer, habitat), jusque là en seconde position dans l'inventaire des thèmes traités, disparaissent, alors qu'apparaissent la comptabilité (12,5 % des interventions), et la formation dite « sociale », c'est à dire concernant la législation et les organismes agricoles (25 %). Pour ce dernier sujet, il s'agit même, apparemment, de la réponse à une demande exprimée par les participants[1863]. Pareillement, pour la JACF, le programme d'une « session sociale » de février 1954 montre que l'emprise de la formation ménagère se fait moins pesante, alors que se développe une réflexion sur la place de la femme dans l'exploitation, et que sont dispensés les rudiments de connaissances jugés nécessaires à propos des institutions agricoles (crédit, mutualité, allocations familiales) et de la comptabilité agricole[1864].

Si nous venons de mettre l'accent sur les sujets secondaires afin de déceler les mutations du fond culturel propre à chaque diocèse, de plus en plus phagocyté par les approches nationales du mouvement, il ne faut pas pour autant oublier l'essentiel : la part des interventions consacrées aux aspects techniques agricoles, qui était déjà majoritaire (ce qui a

[1861] SC 15/05/1952 ; JR 09/1949, 12/1951, 01/1952, 02/1954, 03/1954 ; VC 30/12/1950 (mieux gérer le budget de l'exploitation et de la famille, en distinguant les deux, en effectuant des calculs de rentabilité, bref en apprenant à tenir une comptabilité). Sachant bien entendu que le « progrès » n'est prôné qu'à condition d'être au service de l'homme et de son épanouissement : SM 09/1948 (MFR), VC 16/04/1949 (voyage au Puy), VC 29/04/1950 (card. Gerlier, pour le congrès), SC 15/05/1952 (Paul Besse, au congrès départemental du MFR), SC 25/02/1954 (lettre pastorale) ; JR 02/1948 (JACF, session de Millau), 03/1948 (reprise de l'intervention de René Rémond au conseil fédéral de l'ACJF), 04-05/1950 (compte-rendu du congrès national), 05/1952 (jeu scénique du congrès de Lourdes), 03/1954 (session sociale JACF).

[1862] Les journées aveyronnaises de perfectionnement agricole font exclusivement appel à des intervenants extérieurs : moniteurs ou professeurs de Purpan ou des écoles d'agriculture aveyronnaises (Laroque et St-Joseph de Villefranche), ou ingénieurs de la DSA. Dans le Cantal en revanche, le passage des journées et semaines rurales aux stages de formation ne s'accompagne pas d'un changement dans la composition des équipes d'intervenants. Dès le départ, contrairement à l'Aveyron, mais dans la continuité de ce qui se pratiquait avant ou pendant la guerre, quand la JAC cantalienne se trouvait déjà très proche des organismes dirigeants de l'agriculture départementale, on relève des proportions importantes d'intervenants extérieurs. Près de 23 % avant 1949, et 15 % ensuite, sont issus de la CGA ou de la DSA, soit autant, voire légèrement plus, que les intervenants jacistes (18 puis 15 %). Et l'on doit y ajouter près de 10 % de professeurs d'agriculture ou moniteurs de maisons rurales, un pôle très important de représentants des professions médicales (médecins et vétérinaires : 27 puis 35 %), et à l'occasion, un avoué, un responsable d'école de laiterie, un délégué de la Famille rurale, un moniteur d'éducation physique…

[1863] JR 12/1953.

[1864] JR 02/1954.

sans doute facilité le « glissement » repéré à la marge), le demeure. Néanmoins, alors que jusqu'en 1948, les jacistes s'étaient passablement attardés sur la question de l'attitude à avoir face au progrès technique, désormais la vision d'une double nature de ce progrès est clairement intégrée. Lors du congrès de Lourdes, en 1952, le jeu scénique met en scène le progrès sous ses deux aspects : d'abord le côté négatif, sous la forme d'un rouleau compresseur denté qui s'avance inexorablement et broie les maisons des villages, comme l'eau des barrages qui s'édifient alors ; puis, la face positive, avec la mécanisation, les tracteurs, les champs mieux cultivés. Ce dernier aspect l'emporte : les jacistes sont plutôt entrés dans le temps des solutions et des propositions techniques, dans le temps de l'action. Il est vrai que la planification étatique entre alors en œuvre et que la mécanisation de l'agriculture française se met à progresser de façon notable précisément[1865] : les jacistes accompagnent le mouvement, mais ils ne le précèdent pas. Leur action, on l'a vu, concerne essentiellement une élite ; mais sans exclure, comme on l'a dit, une certaine sensibilisation de la masse sympathisante, répondant aux sollicitations du mouvement, ou lisant tout simplement la presse de masse, qui diffuse un discours touchant au progrès technique en agriculture[1866].

Dans la presse militante et dans les diverses sessions, les remèdes proposés pour moderniser l'appareil de production mettent essentiellement en avant la mécanisation, et la meilleure organisation de l'espace de production. Néanmoins, la mécanisation ne retient l'attention que dans un peu plus de 25 % des cas dans le Cantal, contre 55 % en Aveyron. D'ailleurs, même si elle progresse fortement, elle est encore loin de constituer une réalité quotidienne : des jacistes aveyronnais n'ont plus à se plaindre, comme en 1948, du contingentement de l'essence, qui poussait parfois à reprendre les bœufs en fin de mois[1867]… ; mais ils dénoncent, plus largement, le manque de confiance dans les techniciens, la vulgarisation insuffisante[1868]…

Les champs d'application de la mécanisation proposés par la JAC aveyronnaise proposent bien plus nettement le recours aux tracteurs que ne le fait la JAC cantalienne : ils sont mentionnés dans 30,5 % des articles sur le sujet, contre à peine plus de 18 % dans la

[1865] Cf. Wright, G., *La révolution rurale en France, op. cit*., p. 214 sqq.
[1866] Yamane, H., thèse citée, p. 127, parle du « surgissement », dans la presse nationale jaciste du milieu des années 1950, d'une publicité exclusivement professionnelle, surtout consacrée aux machines agricoles (43 %), puis aux automobiles (7,6 %), aux appareils ménagers (7,6 %), aux modalités de crédit (6,5 %), aux aliments composés pour le bétail (5,2 %).
[1867] JR 06-07/1948.
[1868] JR 04-05/1950, 03/1951, 12/1951, 01/1952, 02/1954, 03/1954, 07-08/1950…

presse militante de Haute-Auvergne[1869]. La JAC aveyronnaise embrasse aussi, dans ses propositions, un spectre relativement large de l'activité agricole, allant des machines au service de l'élevage de bovins (19,5 %[1870]), aux porcheries (17,5 %[1871]), en passant par l'aviculture (15 %[1872]), le petit outillage commun (4,5 %[1873]), les moissons (4,5 %) ou les pommes de terre (2 %), voire, la découverte des installations de caves viticoles lors d'un voyage dans le Midi. La JAC cantalienne présente une offre beaucoup plus restreinte, et concentrée autour de l'élevage bovin et de ses à-côtés : les évocations du tracteur sont plus limitées, on l'a vu, alors que les trayeuses ou les équipements pour les fourrages (27,3 %) sont mis en avant, et que l'attention portée aux porcheries (27,3 %[1874]) ou aux installations de gaz de fumier est bien plus manifeste qu'en Rouerge (18,2 % contre 2,2 %). A la mise en avant plus modérée des machines, répond une attention plus marquée à la sélection des animaux (19 contre 6 %), au contrôle laitier et à l'amélioration des performances laitières (21,5 contre 0 %). Rien en revanche sur la mécanisation des moissons, ou sur les caves à vin…

Ces profils différenciés de la modernisation prônée sont à mettre en relation avec la configuration respective de l'agriculture dans les deux départements. L'insistance cantalienne sur le bétail renvoie à une agriculture privilégiant l'élevage (bovin extensif[1875]) et la production laitière : c'est donc dans ce domaine que se situent les enjeux, et l'amélioration des conditions de production ne suppose pas forcément l'acquisition de machines. Inversement, la part plus importante de terres labourables a conduit, en Aveyron, à s'intéresser davantage à la mécanisation ou à l'augmentation des rendements. Pour illustrer la « révolution rurale » en cours à l'époque, certains manuels ou films abordant le sujet insistent essentiellement sur le rôle de la mécanisation, ou mettent en avant le tracteur[1876]. Le souci d'efficacité pédagogique ou évocatrice l'emporte alors. En fait, on voit bien que les composantes de la modernisation agricole prônée sont beaucoup plus diverses. Si la JAC,

---

[1869] Ces taux, et les suivants pour ce paragraphe, ne prennent en compte que les mentions explicites ; on a éliminé du calcul les mentions vagues et non explicites de « machines », qui représentaient 27 % des occurrences aveyronnaises, et un peu plus de 31 % des cantaliennes, soit des proportions très comparables.

[1870] Trayeuses ou clôtures électriques, séchoirs ou silos à fourrage, décharge-foin…

[1871] Tubes à claire voie, abreuvoir automatique, « nourrisseur »…

[1872] Couveuses artificielles…

[1873] Moteur électrique, scie circulaire, broyeur, moto-pompe…

[1874] Or on sait combien le petit lait peut être reconverti dans l'alimentation des porcs, ce qui en fait, avec les bovins, deux élevages très voisins.

[1875] En Aveyron, on parle plutôt d'alimentation rationnelle (9,5 contre 2,7 %), voire d'élevage intensif (2,4 contre 0 %).

[1876] *Cf.* par exemple Moulin, A., *Les paysans dans la société française…, op. cit.*, p. 215-218 ; Houssel, J.-P. (dir.), *Histoire des paysans français du XVIIIe s. à nos jours*, Roanne, Horwath, 1976, 549 p. : p. 457-641 ; ou encore le téléfilm d'Hervé Baslé, *Le champ dolent*, 2002, ou la « docufiction » (sic) d'*Arte*, *Les Martin*, 2003 ; l'*Histoire de la France rurale…, op. cit.*, t. 4, p. 145-148 & 157-166, est plus nuancée, de même que Geneviève Gavignaud, *Les campagnes en France au XXe s., op. cit.,* p. 60-61.

entre autres acteurs, a pu avoir quelque efficacité dans son action, c'est aussi parce qu'il y a eu adaptation entre l'idéal de modernisation agricole transmis, et la réalité locale.

Doc. II-7-6. Structures foncières, 1952
(d'après les *Monographies départementales*…, Paris, Documentation française)

%	Cantal	Aveyron
Terres labourables	***16***	***38***
Prés naturels, herbages, pâturages, pacages	***54***	***34***
Châtaigneraies produisant des fruits	0,9	2,3
Cultures fruitières	0	0,3
Vignes	0	1,4
Bois et forêts	14,4	7,4
Cultures maraîchères et potagères	0,5	0,1
Landes et terres incultes	14,2	16,5

Sinon, les discours tenus dans les deux fédérations se rejoignent sur l'invitation à recourir aux engrais (7 à 8 % des occurrences), sur la sélection des semences (entre 2 et 3 %), sur la spécialisation des cultures (du même ordre). Mais l'augmentation des rendements par ces divers moyens retient davantage l'attention en Aveyron (8,4 % contre 5,4 %).

Par ailleurs, dans les motions du congrès aveyronnais de 1954, le souhait d'une réorganisation des marchés est certes exprimé, mais le texte insiste surtout sur le retard des régions de montagne en matière d'équipement, et en appelle à l'Etat pour y remédier par l'envoi d'ingénieurs et de techniciens, et par un plan d'équipement et d'expansion agricole. Contrairement à ce que l'on constatait dans l'immédiat après-guerre, l'attitude jaciste se différencie cette fois de celle des syndicats, qui continuent essentiellement à réclamer une politique des prix[1877]. Dans le Cantal, un échange, en 1952-53, dans la *Voix du Cantal*, est significatif : à un lecteur prônant, sur le mode jaciste, la modernisation des exploitations, un autre répond par l'impossibilité d'investir à cette fin, et l'argumentation sur les prix reprend son ascendant[1878]. Pourtant, insister sur la nécessité de garantir aussi le développement économique de régions dépréciées, marginalisées par la planification qui avait privilégié les régions les plus productives, c'est aussi s'écarter de la politique étatique, qui avait cherché avant tout à conquérir pour la France une place importante sur le marché mondial des produits

[1877] *Cf. Cahiers de formation* (revue jaciste nationale), février 1952 : « est-il conforme à l'esprit de service de se contenter de revendiquer des prix de vente plus élevés sans jamais se demander s'il n'y a pas de gros efforts à faire pour améliorer ses conditions de production et ses rendements en vue d'un prix de revient plus bas ? ». – « Or, dès 1947 et plus nettement encore à partir des années 50, les représentants de la grande agriculture contrôlent la représentation professionnelle du monde paysan. (…) Alors la politique agricole se réduit à une incessante négociation dont les prix à la production sont l'enjeu essentiel » (*Histoire de la France rurale,* t.4, *op. cit.*, p. 620).
[1878] VC 20/12/1952, 03/01/1953, 12/09/1953, 03/10/1953…

agricoles[1879]. On trouvait là, de même, l'écho de l'agitation agricole entretenue d'octobre à décembre 1953, dans le Midi, le Massif central, et leurs marges, qu'on a pu qualifier de « réaction brutale des laissés-pour-compte de l'expansion », à la fois contre la direction de la FNSEA, tenue par les « gros agriculteurs », et contre l'Etat[1880].

S'il y a eu, du fait de la promotion d'une « modernisation agricole », un certain « productivisme » jaciste[1881], il fut en fait, comme l'ont souligné certains auteurs, « de nature morale »[1882]. L'objectif restait bien la défense de l'exploitation familiale. Mais alors que cet aspect des choses avait été mis en avant jusqu'ici essentiellement en Aveyron, où étaient davantage envisagées des pistes à explorer en matière de mise à disposition de terres ou d'outillage, que des actions concrètes, cette fois, non seulement la convergence s'opère entre fédérations pour placer ce souci au cœur des préoccupations, mais aussi, comme dans le domaine de la modernisation agricole, les solutions concrètes réalisables commencent à être mises en avant, même si elles ne sont pas pour autant mises en œuvre.

Les deux vont d'ailleurs de pair, quand les jacistes se mettent enfin, surtout à partir de 1951-52, à suggérer assez régulièrement de créer des CUMA[1883], même si, sur le terrain, elles demeurent encore rares[1884], et même s'il est par ailleurs difficile de dire si elles doivent l'essentiel à la promotion jaciste En Aveyron, la carte des CUMA de 1964 semble bien correspondre à peut près à celle de la JAC, mais dans le Cantal, bien des CUMA pionnières sont nées en relation avec les zones témoins de la DSA[1885]. C'est à la même époque que les CETA, les centres d'études techniques agricoles[1886], commencent à être évoqués dans la

[1879] Cf. *Histoire de la France rurale, op. cit.*, t.4, p. 615-616, 620-621.
[1880] Cf. *Histoire de la France rurale, op. cit*., t.4, p. 494-495.
[1881] Voir à ce propos le discours tenu sur la JAC par José Bové et François Dufour, *Le monde n'est pas une marchandise. Des paysans contre la malbouffe*, Paris, La Découverte, 2000, p. 96-97.
[1882] Colson F., Barrès D., Bourquelot, F., Nallet H., « La JAC et la modernisation de l'agriculture », *JAC et modernisation de l'agriculture de l'Ouest, op. cit.*, p. 117 (à propos des conclusions du congrès national de 1950).
[1883] JR 03/1951 (stage régional à Ceignac), 12/1951 (Gaston Rech, reponsable du service socio-professionnel), 03/1952 (congrès de Lourdes), 05/1952 (témoignage personnel d'A. Viguier), 03/1954, 07-08/1954 (séance d'étude du congrès diocésain) ; SC 15/05/1952 (P. Besse), 25/02/1954 (lettre pastorale de Mgr Marty), VC 08/05/1954 (Rassemblement des 25 ans de la JAC). *Cf. Histoire de la France rurale…, op. cit.*, t. 4, p. 145-148
[1884] *Agriculture de groupe. Inventaire des groupes au niveau de la production dans l'Aveyron*, Rodez, Chambre d'agriculture, s.d., ron., 47 p. ; Marie-Josèphe Durupt (thèse citée, p. 263-264) évoque l'obligation faite jusqu'en 1955 de disposer de sept associés pour constituer une CUMA, ce qui n'a pas dû faciliter l'investissement de jeunes gens dans ce type de structure : ils ont alors fréquemment constitué de simples CUMA de fait, qui n'apparaissent pas dans les inventaires officiels.
[1885] VC 05/09/1953, 03/10/1953. Néanmoins, lors du rassemblement des 25 ans de la JAC, l'intervenant sur les CUMA est originaire de Roannes-St-Mary (VC 08/05/1954), où l'on a relevé la première mention de CUMA, en 1951 : donc, peut-être était-elle née dans le giron jaciste ?
[1886] « Intermédiaire entre la recherche et la vulgarisation. Permet aux agriculteurs d'assimiler les nouvelles techniques. Ne fait pas de la recherche comme on le dit souvent à tort. Permet de redécouvrir, d'assimiler, fait de

presse et les réunions locales de la JAC/F. La JAC n'a pas à s'y impliquer en soi, pour les susciter ou les animer, car ils concernent des agriculteurs installés ; mais elle peut préparer le terrain, en éveillant à leur intérêt[1887], d'autant plus, selon Paul Houée, qu'ils correspondent bien plus aux aspirations des jacistes que le cadre de réflexion trop « paternaliste » offert par les organisations agricoles, et qu'ils permettent aux réseaux d'anciens militants de s'investir, en l'absence de concurrence des notables[1888]. En Aveyron, l'exemple est donné par les anciens : Gaston Roualdès, l'ancien secrétaire puis trésorier fédéral, en crée un au Port d'Agrès (1951-52 : le tout premier, apparemment), et fait connaître son expérience aux jeunes jacistes[1889]. Des professeurs de Purpan intervenant en Rouergue promeuvent de même ce type de structure, qui permet d'acquérir « des compétences » en matière de « techniques culturales nouvelles »[1890]. Sessions de zone et visites de terrain prennent ensuite le relais pour vanter ces CETA[1891]. Dans le Cantal, d'après nos sources du moins, c'est avant tout le MFR qui en fait la promotion[1892], conformément aux âges concernés par cet organisme. Mais ce n'est, là aussi, que l'amorce : si l'Aveyron est bien, dès 1952, l'un des cinq départements pionniers de la moitié sud de la France[1893], aucun n'apparaît pour l'instant dans le Cantal, malgré quelques projets[1894]. De même, l'option de l'exploitation en commun est bien évoquée par Mgr Saliège dans son discours au congrès de Lourdes en 1952, mais les jacistes aveyronnais n'y croient pas encore : « il exagère quand il dit que l'exploitation en commun (…) ne saurait tarder »[1895]. En effet, même si la première association d'exploitations date, en Aveyron, de 1946, le véritable démarrage n'a eu lieu qu'en 1959[1896]. L'option du remembrement est à peine

---

l'autoformation, adapte aux conditions locales, joue un peu le rôle des bureaux d'étude de l'industrie. En général autour de 15 membres, 8 à 12 réunions par an ; ils mettent en commun des idées, des résultats, des expériences faites par chacun et le plus souvent grâce aux services d'un technicien commun à plusieurs CETA. Le programme comporte en général quelques problèmes majeurs retenus par les adhérents en début d'année. Ensuite, on travaille par groupes restreints sur chacun des problèmes retenus » (*Agriculture de groupe. Inventaire des groupes au niveau de la production dans l'Aveyron*, Rodez, Chambre d'agriculture, s.d. [1964], 47 p). Le premier avait été créé en Seine-et-Oise en 1944.

[1887] A l'origine, les CETA ont été constitués totalement hors des mouvements d'Action catholique rurale, l'initiative venant de gros exploitants du bassin parisien. Le lien s'est fait, quand, en 1949, un rédacteur de *Foyer rural* (le journal de masse du MFR), après en avoir visité un, popularisa l'expérience, et en lança lui-même un dans la Loire. *Foyer rural* devait dès lors publier de nombreux articles sur les expériences lancées, appuyant l'essor des CETA à tel point qu'en 1960, les deux tiers étaient « d'esprit MFR » (Durupt, M.-J., thèse citée, p. 290-262)

[1888] Houée, P., *Les politiques de développement rural…, op. cit.,* p. 95.

[1889] JR 03/1951, 01/1952.

[1890] JR 01/1952.

[1891] JR 01/1954 (visite de celui de Baraqueville) ; 02/1954 (session de zone de Villefranche).

[1892] SM 10/1950, 01/1951.

[1893] Avec la Loire, les Bouches-du-Rhône, les Alpes maritimes et la Gironde. Mais en 1954, on en est encore à cinq groupements, plus un sixième en cours de création

[1894] Pour Aurillac, Saint-Flour et Montsalvy.

[1895] JR 05/1952.

[1896] *Agriculture de groupe. Inventaire des groupes au niveau de la production dans l'Aveyron, op. cit*.

évoquée, lors du congrès diocésain aveyronnais de 1954[1897]. Dans le Cantal, les sources sont tout aussi muettes, mais lorsqu'est fondé le comité départemental de remembrement, en mai 1954, on constate qu'au moins quatre membres sur les douze qu'il comprend sont des proches de la JAC[1898], et parmi eux figure Paul Besse, l'ancien secrétaire de la JAC. Cela prouve au moins combien la JAC était proche de l'esprit qui présidait ou allait présider à sa mise en œuvre. Au congrès de 1954, il est proposé aussi aux paysans de s'adresser au Crédit agricole, la banque « au service des ruraux »[1899], engagée dans le financement de la modernisation de l'agriculture[1900]. Mais les vieilles habitudes paysannes de thésaurisation à domicile et de méfiance à l'égard de l'endettement constituent encore un barrage puissant[1901]. Pourtant, le fait que le sujet soit désormais abordé, révèle peut-être qu'on entre dans une autre phase, où les questions d'argent seront moins taboues. Les appels à tenir une comptabilité deviennent d'ailleurs fréquents dans les multiples formations jacistes...

Ces diverses solutions ne sont pas encore mises en œuvre, certes. Mais elles sont posées, énoncées. Les esprits vont les intégrer, peu à peu, comme possibles. Pour la plupart, elles ne peuvent, au départ, que toucher une élite : à elle de donner l'exemple ; à elle de se moderniser pour en montrer les avantages, et de s'engager dans la lutte syndicale.

3 – A l'assaut du syndicalisme

a) La conquête de la FDSEA

Etienne Fouilloux appelle à « ne pas antidater la conquête aujourd'hui la plus connue des militants d'Eglise : celle de quelques uns des rouages principaux du milieu agricole. (…) La trouée des militants jacistes se fera (…) au cours des années 1950 seulement »[1902]. Il conviendrait d'abord de préciser de quels militants jacistes on parle. Certains, qui avaient partie liée avec les notables traditionnels du monde agricole sont entrés bien plus tôt, et en douceur, dans les instances dirigeantes. Quant à l'assaut placé par Etienne Fouilloux dans

[1897] Comme solution contre le temps perdu pour aller d'une parcelle à l'autre ; en revanche, la rationalisation de l'exploitation pour permettre l'utilisation des machines n'est pas évoquée (JR 07-08/1954).
[1898] Pères de dirigeants passés ou du moment, essentiellement.
[1899] JR 07-08/1954.
[1900] Plus particulièrement, à cette époque, dans le cadre des avances qui lui sont accordées sur les ressources du Fonds de modernisation et d'équipement (Henry, J.-P. et Régulier, M., *Le Crédit agricole*, Paris, PUF, 1986, 128 p. : p. 74-80).
[1901] *Cf.* Mendras, H., *La fin des paysans…*, p. 103-109. Néanmoins, en prenant une base 100 en 1950, l'encours des prêts accordés sur le plan national passe à 293 en 1955 et 579 en 1959, et le solde des dépôts à 246 en 1955 et 474 en 1959 (Henry, J.-P. et Régulier, M., *Le Crédit agricole*, *op. cit.*, p. 79-80. *Cf.* aussi *Histoire de la France rurale…*, t. 4, *op. cit.,* p.164-165).
[1902] *Les chrétiens français entre crise et libération, 1937-1947, op. cit.,* p. 262-263.

« les années 1950 », bien plus douloureux pour les dirigeants traditionnels, et qui correspond davantage à une génération plus récente et plus contestataire de jacistes, il a parfois eu lieu, en fait, dès la fin des années 1940.

En Aveyron, on pourrait dater de 1948 l'arrivée au pouvoir des jacistes, avec la nomination comme secrétaire général de la FDSEA de Robert Laurens[1903], le fondateur de la première section avant-guerre. Mais, quoiqu'agriculteur, c'est un grand propriétaire qui appartient au monde des notables. Avec la candidature et la victoire d'André Laur aux élections de la Mutualité sociale agricole (MSA) en 1949, on peut davantage parler de « conquête » : il y a eu affrontement entre les « jeunes turcs » issus de la JAC et les anciens de la tendance conservatrice traditionnelle, qui ne conservent plus que deux sièges[1904]. D'autre part, André Laur n'a rien d'un notable : président fédéral de la JAC au sortir de la guerre, ce n'est qu'un modeste paysan de Luc, aux environs de Rodez[1905]. L'écrasante victoire est incontestablement à mettre sur le compte de l'ascendant considérable pris par la JAC (et, dans son sillage, par le MFR) dans le département. Pourtant, de même qu'en tant qu'institution, le mouvement jaciste s'était peu préoccupé des affaires du syndicalisme local, l'opération est demeurée externe : ce sont des aînés qui se portent candidats, et la presse militante n'a pas évoqué le scrutin mutualiste. Ce n'est qu'une fois la victoire acquise, que la JAC se met vraiment à promouvoir le syndicalisme et la mutualité[1906]. Ainsi, le scrutin suivant, en 1953, est abordé de manière bien différente : l'enjeu étant de conserver un bastion, la JAC est clairement associée, aux côtés du MFR, à l'organisation de réunions préparatoires[1907].

Quant à la FDSEA, représente-t-elle encore un enjeu de taille ? Elle a été en effet progressivement délaissée par la plupart des ruraux : il n'y a plus que 2 800 adhérents en 1952-53 en Aveyron, contre 20 000 votants aux élections de 1946[1908]. Elle continue pourtant à être investie progressivement par d'anciens jacistes, mais il faut surtout voir qu'il s'agit d'investissement individuels, suscités certes, au cas par cas, par leur formation jaciste, mais

[1903] Delpuech, I., « L'émergence d'un syndicalisme agricole novateur en Aveyron (1950-1960) », mém. cit., p. 34.
[1904] Delpuech, I., « L'émergence d'un syndicalisme agricole novateur en Aveyron (1950-1960) », mém. cit., p. 32.
[1905] Bony, Maurice, *Ce Rouergue que nous aimons*, s.l., 1986, 306 p., p. 205.
[1906] JR 03/1949, 01/1950 (Marcel Bruel, à la session de zone de Villeranche en décembre 1949), 02/1950, 03/1951 (lors d'un stage régional de culture générale, Michel Dabatisse, intervenant comme formateur, fait rédiger par ses stagiaires une lettre de président de syndicat), 04/1951, 01/1953. A quelques reprises, la JACF souligne l'intérêt, pour une épouse, de pouvoir s'entretenir avec son époux de questions relatives aux organismes agricoles : JR 03/1949, 01/1950, 07-08/1954.
[1907] JR 01/1953.
[1908] Cleary, M.C., « The changing character of agricultural syndicates in Aveyron, 1944-1960 », art. cit., p. 117-130

qui ne correspondent pas encore à une action de fond de l'organisation ; ils sont trop peu nombreux pour que l'on puisse parler de logique informelle de groupe, hors de l'organisation. En outre, deux tendances cohabitent parmi eux. La première est apparemment liée de près aux notables traditionnels, ou cherche à composer avec eux. Robert Laurens est ainsi désigné par la FDSEA en 1951 comme candidat à la députation en réponse à la sollicitation de la fédération nationale menée par les conservateurs du Bassin parisien, René Blondelle en tête[1909]. Il est élu[1910], alors que son frère Camille devient ministre de l'agriculture, et c'est René Thémines, le président fédéral sortant de la JAC, qui le remplace comme secrétaire général de la FDSEA. En revanche, Marcel Bruel démissionne à ce moment là des instances départementales, refusant que le monde agricole serve « de courroie de transmission à des éléments politiques »[1911]. Marcel Bruel revient pourtant assez vite sur le devant de la scène. En 1953, il est l'un des principaux instigateurs des barrages d'agriculteurs en Aveyron[1912]. Or, début 1954, en vue des élections des nouveaux délégués locaux et cantonaux de la FDSEA, le président sortant, Jean Marcorelles, « un grand monsieur**,** un chic type, très loyal »[1913], désirant se retirer, propose comme successeur le comte du Bourg. Une équipe issue en grande partie de la JAC entreprend alors de s'opposer à cette poursuite d'une mainmise des notables sur les affaires des agriculteurs. Elle est menée par Marcel Bruel, « le réalisateur bouillant », qui vient d'être élu président de la Fédération départementale des producteurs de lait de vache, associé à André Laur, « le doctrinaire » mutualiste, et à Gilbert Sérieys, l'homme de la coopération[1914]. Attaqués violemment par le comte de Butler, qui les qualifie dans *La Volonté paysanne* de « marxistes noirs »[1915], ils n'en prennent pas moins le contrôle de la fédération départementale[1916]. Dans la foulée, l'ensemble des conseils locaux sont rajeunis. Et cette conquête du syndicat par les anciens jacistes « non conservateurs » marque son

[1909] Delpuech, I., « L'émergence d'un syndicalisme agricole novateur en Aveyron (1950-1960) », mém. cit., p. 34 ; Lajoie-Mazenc, R., *Les péchés de l'Aveyron*, s.l., 1985, p. 178-179. *Histoire de la France rurale…, op. cit.,* t. 4, p. 492-493.
[1910] Lajoie-Mazenc, R., *L'Aveyron en République*, Firmi, Chez l'auteur, 2000, p. 36-37.
[1911] Lajoie-Mazenc, R., *Les péchés de l'Aveyron*, *op. cit.*, p. 178-179 ; Lajoie-Mazenc, R., *Marcel Bruel et le défi agricole*, *op. cit.*, p. 29.
[1912] Delpuech, I., « L'émergence d'un syndicalisme agricole novateur en Aveyron (1950-1960) », mém. cit., p. 35-36. *Cf. Histoire de la France rurale, op. cit.*, t.4, p. 494-495.
[1913] Citation de Bruel in Lajoie-Mazenc, R., *Marcel Bruel et le défi agricole*, *op. cit.*, p. 35.
[1914] Ancien militant de Vaurs, élu président du syndicat agricole de Moyrazès à son retour de Tchécoslovaquie en 1945 ou 1946, parti juste après en stage aux Etats-Unis (JR 06/1946).
[1915] Lajoie-Mazenc, Roger, *Marcel Bruel et le défi agricole*, *op. cit.*, p. 21-23.
[1916] Bruel, membre du bureau ; Laur, responsable de la section spécialisée Mutualité sociale ; Gilbert Sérieys responsable de la section spécialisée coopération. J. Marcorelles assura la transition en restant encore un peu plus d'un an aux commandes, cédant sa place en 1956 à Marcel Bruel. [Delpuech, I., « L'émergence d'un syndicalisme agricole novateur en Aveyron (1950-1960) », mém. cit., p. 38 ; Bony, Maurice, *Ce Rouergue que nous aimons*, *op. cit.*, p. 144 ; Lajoie-Mazenc, R., *Marcel Bruel et le défi agricole*, *op. cit.*, p. 35-39].

redémarrage[1917] : alors qu'il était tombé à 2 800 adhérents en 1952-53, il y a 9 500 votants en 1954. Mais la conquête jaciste n'est pas seule en cause : au niveau national, l'année 1954 marque aussi le remplacement de R Blondelle par J. Lepicard, développant une approche moins politique et moins conservatrice. Et la même année, la CGA perd son rôle de représentation du monde agricole au profit de la FNSEA[1918]. Il faut bien veiller, aussi, à distinguer l'engagement d'une élite jaciste dans le syndicalisme, et l'intérêt que peut manifester la masse des sympathisants du mouvement, encore peu convaincue de l'utilité du syndicat, tant il avait été déserté dans les années précédentes : quand une journée rurale spéciale sur le syndicalisme est organisée dans les premiers mois de 1954, trois jeunes seulement répondent à l'appel[1919].

Dans le Cantal, l'implication d'anciens jacistes, et *a fortiori* de la JAC en tant qu'institution, au sein des divers organismes agricoles, demeure en revanche particulièrement modeste. Le contrôle de ceux-ci est toujours assuré par des notables. La différence avec l'Aveyron est que l'on trouve parmi ces notables des pères d'anciens jacistes, ou de responsables du MFR, ou de dirigeants jacistes du moment. Il en va ainsi pour la MSA en 1949, au sein du collège des employeurs (deux personnes)[1920], à la chambre d'agriculture en 1952 (quatre à cinq personnes sur 16)[1921], ou au sein du nouveau bureau de la FDSEA la même année (trois à cinq)[1922]. Il n'y a pas, autant qu'en Aveyron, un enjeu de prise de pouvoir par une nouvelle génération qui marquerait en même temps le passage des notables aux petits et moyens paysans. Les recrutements antérieurs des dirigeants jacistes, ou à défaut, la présence parmi les dirigeants de fils de notables déjà en poste, font qu'à la limite, ils peuvent se contenter d'attendre une relève douce, par successions de fait dans les postes de responsabilité. Il n'y a donc pas de logique de groupe visant à conquérir le pouvoir et à bouleverser les organismes agricoles. Il est une autre différence significative avec l'Aveyron : le président de la FDSEA, Clément Bardet, est devenu dès 1947 l'un des 32 membres du conseil d'administration de la FNSEA, et son successeur local, Emmanuel Paran, l'y remplacera de 1954 à 1956. La FDSEA cantalienne apparaît donc très bien reliée au national, de façon constante, alors que la fédération aveyronnaise attendra 1958 et Marcel Bruel pour être représentée au conseil d'administration national[1923]. Il y a là, en fait, deux époques, deux

[1917] Cleary, M.C., « The changing character of agricultural syndicates in Aveyron, 1944-1960 », art. cit., p. 117-130
[1918] Tavernier, Y., *Le syndicalisme paysan, FNSEA, CNJA, op. cit.,* p.17-18.
[1919] JR 06/1954.
[1920] VC 01/04/1950.
[1921] VC 26/01/1952.
[1922] VC 21/05/1952. L'incertitude vient de la méconnaissance de liens de parenté possibles.
[1923] Tavernier, Y., *Le syndicalisme paysan, FNSEA, CNJA, op. cit*., p. 83-87.

styles, deux cultures, qui s'entrechoquent : les représentants cantaliens incarnent la notabilité traditionnelle, dont la JAC est demeurée proche ; Marcel Bruel en revanche incarne une relève plus spécifiquement liée à l'action des anciens jacistes, qui ont entrepris de faire tomber un à un dans leur escarcelle les bastions des organisations rurales. En outre, la résistance du syndicat cantalien avait été bien meilleure : 58 % d'adhérents en moins[1924], contre 86 % de perdus pour la FDSEA aveyronnaise, entre la Libération et 1953.

Dans le Cantal, l'ascendant qu'a pu prendre éventuellement l'esprit jaciste sur la conduite des affaires agricoles, a reposé essentiellement, voire exclusivement, sur l'action de Paul Besse, l'ancien secrétaire de la JAC, chargé du service juridique, social et fiscal de la CGA[1925], puis directeur-délégué en 1951 apparemment[1926]. Lié déjà aux notables de l'Union nationale des syndicat agricoles (UNSA) et de la Chambre d'agriculture avant-guerre, à la Corporation pendant le conflit, il fait en réalité figure d'homme du sérail, non de « jeune turc » à l'image des Bruel ou Laur. Or, son influence s'accroît, dans les années 1950. Il donne notamment de nombreuses conférences aux agriculteurs cantaliens[1927]. Il est ainsi un agent important de la diffusion d'un esprit de modernisation, d'autant plus respecté qu'il apparaît légitime. Il est un pôle fort des instances dirigeantes de l'agriculture cantalienne, incarnant la continuité au moment où Clément Bardet, président depuis la sortie de la guerre de la FDSEA et de la CGA cantalienne, quitte ses fonctions, en 1953, face à la déroute des adhésions syndicales, avant d'être remplacé par Emmanuel Paran[1928]. Si implication d'anciens jacistes il y a, elle doit davantage passer pour l'instant par les échelon inférieurs: ceux des syndicats locaux[1929]…

b) La défense syndicale des ouvriers agricoles

L'implication concomitante dans la défense syndicale des ouvriers et ouvrières agricoles fut moins spectaculaire, et elle est par conséquent beaucoup moins bien connue.

Par le biais du MFR essentiellement, et de la CFTC[1930], se met en place, peu à peu, une action concrète en direction des ouvrières et ouvriers ruraux, qui débouche, en Aveyron au moins, sur une action syndicale conduite par les jacistes. Dater exactement l'émergence de

[1924] VC 26/05/1953.
[1925] Le paysan du Cantal, 1965 [nécrologie].
[1926] VC 20/01/1951 : première mention dans ses nouvelles fonctions rencontrée dans ce journal.
[1927] *Cf.* par exemple VC 13/06/1953.
[1928] VC 10/01/1953, 06-03/1953.
[1929] VC 22/05/1954.
[1930] Cette dernière possédait en 1945 un syndicat des ouvriers agricoles reconnu comme branche salariée de la CGA a égalité avec celui de la CGT[1930], et avait donc tout intérêt à user de son influence pour attirer l'attention sur cette catégorie (*Histoire de la France rurale*, *op. cit.,* t.4, p. 484).

cette action à l'échelle nationale, pour mesurer le temps de réaction à l'échelon local, est malaisé, ce thème n'ayant pas retenu l'attention des historiens du MFR[1931]. Toujours est-il qu'en février 1949, le MFR organise à Bordeaux une session ouvrière rurale qui marque, selon nos sources locales[1932], le démarrage de l'activité du mouvement en la matière, au sein d'une branche intitulée MFOR, Mouvement familial ouvrier rural. La JAC, comme la CFTC, sont invitées à intervenir.

Le Cantal envoie deux délégués. Le MFR départemental y est encore jeune, puisque l'amorce véritable de son essor date d'une tournée du chanoine Féron, aumônier national, fin 1946[1933] ; mais son implantation est désormais bien entamée, notamment grâce à l'action du chanoine Maziers, et il dispose d'un permanent depuis juin 1947, en la personne d'Antonin Quiers, ancien responsable jaciste[1934]. Dès l'automne 1948[1935], anticipant la session de Bordeaux dont il devait être informé, le comité fédéral MFR du Cantal a entrepris de constituer une équipe mixte, associant ouvriers et patrons, pour étudier les problèmes des ouvriers agricoles. Elle prévoyait des collaborations : dans la région d'Aurillac, zone de « grande culture », avec les associations familiales ouvrières en train d'émerger ; et en régions de culture familiale, où les ouvriers étaient surtout des jeunes, avec la JAC/F. Puis, la session de Bordeaux passée, en avril, les Cantaliens reçoivent l'appui de Jean Villot, le permanent national du MFOR, venu passer trois jours en Haute-Auvergne pour aider au développement du mouvement. Cette action menée dans le Cantal de façon relativement précoce doit être lue, aussi, comme une réaction du catholicisme face à la progression concomitante de l'emprise communiste et CGT sur les ouvriers agricoles, sous l'impulsion de Jean Jaulhac. Il bâtit l'une des plus importantes fédérations de France d'ouvriers agricoles CGT, essentiellement entre 1947 et 1951[1936]. On peut d'ailleurs aussi se demander si le retrait de Jaulhac en 1951, n'est pas en partie le signe de la reprise en main opérée par les catholiques. Au-delà, privée de son leader, la fédération CGT ne semble plus avoir le même allant[1937].

A Aurillac, en janvier 1950[1938], a été organisée une première session régionale. J. Villot et le MFOR en sont toujours les instigateurs, mais des responsables ruraux-ouvriers nationaux de la JAC et de la JACF sont aussi représentées, ainsi que la CFTC.

[1931] Ducasse, J-L, e.a., *Chrétiens dans le monde rural. LAC, MFR, CMR, 50 ans d'histoire*, Paris, Ed. ouvrières, 1989.
[1932] SM 02/1949.
[1933] SC 28/11/1946.
[1934] SC 19/06/1947.
[1935] SM 09/1948.
[1936] Voir notre notice biographique de Jean Jaulhac dans le *Dictionnaire du mouvement social [Maitron]* (à paraître).
[1937] Consultation du *Cantal ouvrier et paysan*, hebdomadaire du PC cantalien.
[1938] SM 12/1949 ; JR 01/1950.

En Aveyron, dans le prolongement de cette sensibilisation aurillacoise et parisienne, c'est à travers la JAC/F, et non le MFR, que s'effectue dès lors la prise en charge du problème des ouvriers et ouvrières agricoles[1939]. Des questions de structures peuvent jouer. Mais entre surtout en ligne de compte l'émergence rapide d'animateurs eux-mêmes jacistes et ouvriers ou ouvrières agricoles[1940], qui voient là sans doute un moyen d'engager une action revendicative pour l'amélioration du sort de ceux qui exercent leur profession. Alors que dans le Cantal l'initiative était partie apparemment d'employeurs ou d'enfants d'employeurs, la demande est issue cette fois de la catégorie même, ce qui peut être mis en relation avec une plus large diffusion préalable de la JAC aveyronnaise en direction de la masse. Ils tentent donc d'animer des équipes embryonnaires, organisent des sessions ou journées[1941], lancent des enquêtes sur la situation des ouvriers et ouvrières[1942], orientées dans un sens beaucoup plus socio-économique et juridique, que moral. Et surtout, les jeunes gens créent en 1952 un syndicat des ouvriers agricoles, affilié à la CFTC[1943], bénéficiant de l'appui du secrétaire national, venu en Aveyron en 1951 et 1952[1944]. En 1953, les jeunes filles étendent le problème aux rurales ouvrières, en se préoccupant du sort des gantières rurales de la zone de Millau[1945]. Dans le Cantal, point d'équivalent au sein de la JAC ; seule la JACF semble agir[1946], et l'essentiel de l'action auprès des ouvriers agricoles continue apparemment à être monopolisée par le MFR[1947].

Cette phase est alors clairement revendicative[1948]. Sous l'influence directe d'un discours national[1949], notamment de la CFTC, les mentions les plus fréquentes se réfèrent au droit, dénonçant des situations injustes ou appelant à une meilleure protection des travailleurs.

[1939] Ce cas de figure, quoique rare, n'est pas totalement exceptionnel : on le retrouve apparemment dans le Finistère (Fort, R., *Ils ont révolutionné le monde rural…, op. cit.*, p. 256-258).
[1940] Les deux chefs de file sont, pour la JAC, Sylvain Veyrac, ouvrier à Séverac-l'Eglise (JR 09/1950, 03/1951), et pour la JACF, Georgette Boby, bonne de ferme à Bozouls (JR 01/1951, 03/1951, 01/1952, 12/1952, 01/1953).
[1941] JR 03/1951, 05/1951, 09/1951, 12/1951, 01/1952, 03/1952, 09/1952, 10/1952, 01/1953, 12/1953, 07-08/1954.
[1942] JR 05/1951, 10/1951, 01/1952, 03/1953.
[1943] JR 12/1952, 01/1953.
[1944] Quelques membres de la première équipe, partant s'installer dans des départements de la périphérie plus ou moins proche en 1953 (Tarn, Tarn-et-Garonne, Gironde, Loire), y attireront alors l'attention sur les problèmes des ouvriers agricoles (JR 01/1953).
[1945] JR, 01/1953, 02/1953.
[1946] La responsable Ouvrières agricoles est Berthe Bourrier, fille de fermier, non de propriétaire agricole. Marie Lacassagne, qui s'en occupe à la JACF puis au MFR, est infirmière.
[1947] SC 18/01/1951, VC 21/03/1953, SC 03/06/1954.
[1948] Nous résumons dans ce qui suit les positions exprimées dans : JR 09/1950, 01/1951, 03/1951, 05/1951, 10/1951, 12/1951, 01/1952, 01/1952, 04/1952, 09/1952, 10/1952, 12/1952, 01/1953, 03/1953, 11/1953, 09/1954, 07-08/1954, SM 12/1949, SC 18/01/1951, VC 21/03/1953. – L'exode rural, la famille, la religion, sont des thèmes qui rencontrent ici un assez faible nombre d'occurrences.
[1949] Robert Fort rencontre en effet des revendications proches, dans son étude du cas breton : *Ils ont révolutionné le monde rural…, op. cit.*, p. 94 & 256-258.

Et de réclamer des contrats de travail systématiques, garantissant un minimum de sécurité et de stabilité, des congés payés, des temps de loisirs, des salaires plus élevés permettant de mener une vie familiale, le respect de la législation de 1945 sur le logement des ouvriers agricoles, une convention collective…

Néanmoins, si ces positions tranchent avec la simple indignation morale des années 1944-47, elles ne constituent pas une dérive matérialiste, car elles sont portées par un esprit d'humanisme chrétien. Ces revendications visent en effet en premier lieu à restaurer la dignité humaine des ouvriers et ouvrières, dénonçant toute attitude consistant à les traiter « comme des esclaves »[1950]. Et d'en appeler à l'esprit d'initiative et de responsabilité, notion redondante, qui débouche sur la revendication d'une participation à la gestion de l'exploitation, en accord avec les employeurs, donc sans lutte des classes. Voire, dans quelques rares discours est exigée une participation aux bénéfices. D'autre part, les revendications de temps libre sous-entendent aussi que cette disponibilité devrait permettre de se former, sur le plan professionnel et humain (et ménager pour les femmes), pour mieux s'épanouir dans son travail présent et à venir.

Pourtant, la stratégie adoptée est critiquée en interne en 1953. Pour Gilbert Daures, de la zone de Millau, l'action syndicale devrait être réservée aux adultes, la JAC se contentant de former les jeunes ouvriers et ouvrières agricoles, pour les amener à découvrir que leur avenir dépend d'eux ; elle devrait aussi mieux les intégrer à ses activités habituelles, de loisirs notamment, pour leur montrer qu'ils peuvent eux aussi tenir leur place dans la société ; forts de cela, ils pourraient se diriger ensuite vers le syndicalisme[1951]. A défaut d'introduire dans les faits une vraie rupture dans le type d'action menée, cette intervention a le mérite de mettre en évidence l'originalité de la réaction de la JAC aveyronnaise. En fait, l'adhésion rapide de jacistes, et non de militants du MFR, aux principes défendus par le MFR et la CFTC, avait entraîné la prise en charge par la JAC d'un volet d'action conduit ailleurs, de façon plus logique vu les âges concernés, par les autres mouvements. L'impulsion régionale avait bien pu être cantalienne, la force de la JAC aveyronnaise, qui induisait une importante capacité de réaction, additionnée à la présence de quelques meneurs vite dévoués à cette cause[1952], avait fait de l'Aveyron un pôle d'expérimentation d'une revendication jaciste en faveur des

[1950] JR 01/1953.
[1951] JR 07-08/1953.
[1952] On notera ainsi le faible rôle des structures sociales préexistantes : ce n'est pas, apparemment, l'importance de la population d'ouvriers et ouvrières agricoles qui détermine la mise en route d'une action, mais la sensibilisation par des instances supérieures, rencontrant une aspiration locale de quelques uns.

ouvriers et ouvrières agricoles. Et ce, alors que la logique serait davantage allée dans le sens d'une action préparatoire menée par la JAC, en termes de formation.

Pour autant, cette activité institutionnelle, emmenée par quelques militants particulièrement actifs, ne réussit pas à mobiliser au-delà d'un cercle restreint. La JAC ne dispose pas d'une forte influence auprès de ceux-là mêmes qu'elle entend ici défendre. La situation n'est guère originale : ce fut le cas, pareillement, dans d'autres fédérations qui ont tenté de s'impliquer auprès des ouvriers agricoles, même sans aller jusqu'à la création d'un syndicat[1953]. Les enquêtes proposées ne reçoivent qu'un nombre limité de réponses. Le syndicat aveyronnais semble avoir du mal à se développer. L'apogée jaciste conserve sa part d'échecs.

Conclusion

En son moment d'apogée, la JAC/F a-t-elle essaimé au point d'encadrer, plus ou moins finement, une masse hétéroclite ? Ce n'est pas l'impression qui se dégage. Même si ponctuellement une fédération particulièrement riche en ressources humaines et en appuis, à l'instar de la JAC aveyronnaise, a pu avoir les moyens d'étendre encore son influence dans l'espace, cette extension elle-même se produit sur des terres encore très pratiquantes au regard de la norme nationale. Comme les cartes nationales déjà connues le laissaient suspecter, comme le confirment les études locales, l'acmé jaciste correspond essentiellement à une intensification de la présence du mouvement dans les zones plus pratiquantes et, à l'échelle locale, légèrement « plus agricoles » (sans être plus mécanisées) que la moyenne. Et l'on serait donc tenté de rejoindre ici les analyses et hypothèses de Jean-Pierre Houssel[1954], quand il oppose schématiquement nombre de régions catholiques conservatrices, aux conditions de vie et à l'agriculture jusque là médiocres, et où pourtant « le progrès agricole [est apparu] comme le recours (…), promu et organisé par la JAC »[1955], à une France « laïque », ouverte sur l'extérieur et économiquement prospère jusque là, où « la population vieillie ne ressent pas impérieusement le besoin de progrès agricole. La réaction dominante [y] est l'indifférence

[1953] Pour la Bretagne, c'est essentiellement l'Ille-et-Vilaine qui s'implique, à compter de 1950 ; mais l'activité demeure marginale (Fort, R., *Ils ont révolutionné le monde rural…, op. cit.*, p. 63-63).

[1954] « Pour une étude de l'héritage actuel de la JAC dans la modernisation des campagnes de la région Rhône-Alpes », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 61, n° 4, 1986, p. 461-475, et « Max Weber revisité : quand les pays de chrétienté réussissent le passage de la société paysanne à la modernité », *Actes du Festival International de Géographie de Saint-Dié-des-Vosges, 2002 « Religion et Géographie »*, http://xxi.ac-reims.fr/fig-st-die/actes/actes_2002/houssel/article.htm

[1955] « Qui l'intègre à une philosophie et une théologie qui ne séparent pas la conception nouvelle du Dieu proche et bon de l'épanouissement de la personne » (p. 463).

ou l'imitation très lente ». Et de conclure qu'une relation du même type que celle établie par Max Weber entre l'éthique du protestantisme et l'esprit du capitalisme « existe entre la promotion collective qui transforme les comportements dans les pays de chrétienté, et le développement endogène et sans rupture des campagnes. (…) Le référent religieux a été le point d'appui de la promotion collective, qui est le moyen de passage de la routine au progrès. Elle conduit à une mutation globale des comportements qui englobe la vie professionnelle, personnelle et sociale »[1956].

Certes, ce n'est pas encore le temps de l'application généralisée des solutions prônées (pensons notamment aux solutions communautaires). C'est un moment-creuset, où un maximum de jeunes est mis en contact, directement ou indirectement, avec la JAC/F, se nourrissant de ses valeurs, de son éthique. Or, si le processus n'est pas nouveau, ce qui est capital pour la suite, c'est la conjonction entre cette aura maximale et une approche qui met désormais moins l'accent sur les aspirations morales que sur les objectifs éducatifs de ses activités ainsi que sur les visées et les modalités de « modernisation » du milieu rural (une approche moins « axiologique », et plus « téléologique », pour reprendre les catégories de Weber ?). Les jacistes formés ou sensibilisés à cette époque sont en outre les premiers à assister – dès avant, donc, l'épopée du CNJA – à des prises de pouvoir, pacifiques ou, plus encore, conflictuelles, opérées par des aînés issus de leurs rang, au sein du syndicalisme agricole. Peut-être avec une « éthique » différente de ce que sera la leur plus tard[1957]. Mais le modèle a été posé. Les jeunes ruraux sont appelés à prendre en mains leur propre destin.

Un destin que les dirigeants jacistes imaginent encore essentiellement circonscrit à un univers rural, alors que des enquêtes commencent à montrer que bon nombre de jeunes ruraux n'ont pas l'intention de demeurer dans l'agriculture. Faire face à cette « fin des paysans », ce sera pourtant l'un des enjeux majeurs que le mouvement aura à affronter dans sa dernière décennie.

[1956] « Max Weber revisité… », art. cit.
[1957] Les premiers ont été formés du temps de ce que Paul Houée a nommé « l'étape humaniste », les seconds du temps de ce qu'il a qualifié d'« étape économique »…

Troisième partie

1954-1962/63
La JAC/F face à la « fin des paysans »

Chapitre 8
Une aura qui s'amenuise

En 1960, les jacistes déchantent. L'un des principaux événements mobilisateurs est alors l'organisation de congrès diocésains. Face aux 12 000 participants du congrès aveyronnais de 1954, les 6 000 comptabilisés six an plus tard parurent particulièrement décevants. Le cas aveyronnais n'était pas isolé. De 400 000 participants à l'ensemble des congrès diocésains en France en 1954, on serait passé à 40 000 pour ceux de 1960[1958]. Six mille participants en Aveyron, voilà donc qui n'était pas négligeable : 15 % de la participation nationale ! Ici, les militants avaient l'habitude des records de participation, qui distinguaient le diocèse, depuis le début du siècle, à l'échelle de la France. D'ailleurs, une déléguée cantalienne[1959], invitée, ne s'y était pas trompée, « impressionnée »[1960]. Il n'empêche. L'orgueil des Aveyronnais était blessé. Dans le Cantal, les 6 500 participants de 1953 cumulaient l'ensemble des mouvements de jeunesse, et l'évaluation de la part représentée par la JAC/F avait été peu aisée. Malgré tout, par comparaison, la participation au congrès de 1960, limitée à un millier de personnes, paraissait bien maigre[1961]. « Faut-il conclure que la JAC a perdu son élan ? Qu'elle est moins populaire qu'autrefois ? », s'inquiétaient les responsables aveyronnais[1962]. Ils tentaient bien de se rassurer en évoquant l'impact à attendre du travail de fond effectué lors de la phase de préparation, dans les veillées ou lors des enquêtes, se persuadant que beaucoup de ceux qui n'étaient pas venus, préférant les bals, regrettaient leur choix après coup[1963]… Il n'empêche que la JAC/F ne semblait plus être ce mouvement qui, au milieu des années 1950, avait été capable de rassembler des masses impressionnantes de jeunes.

[1958] JR 06/1960.
[1959] En septembre 1960, à la session des aumôniers de l'Action catholique rurale, la JAC cantalienne est qualifiée de mouvement peu puissant. « Environ 500 jeunes participent aux activités. Les zones de la Châtaigneraie et de Saint-Flour-Murat sont les plus riches en militants. Les autres zones ont des difficultés » (SC 06/10/1960).
[1960] Témoignage de « M.L. », JR 06/1960.
[1961] SC 06/10/1960.
[1962] JR 05/1960.
[1963] *Ibid.,* JR 05/1960.

Gérard Cholvy fixe pourtant 1965 comme la date à partir de laquelle « les mouvements de jeunesse [catholiques] (…) se délitent »[1964]. Antoine Prost avance plutôt la date de 1957, en relation avec la crise de l'ACJF et la guerre d'Algérie[1965]. De quand date vraiment le « décrochage » ? Fut-il subit, lié à un événement particulier ? ou progressif et irrégulier, lié en bonne partie aux conditions locales de développement du mouvement, et à des mutations structurelles que commençait à subir la société rurale ? Fut-il « général », ou géographiquement et socialement sélectif ? Les signes annonciateurs furent-ils bien compris et interprétés pour ce qu'ils étaient ? Quant à ce qui subsistait malgré tout de la « sympathie » envers la JAC/F, quelle signification lui donner ? N'était-elle pas devenue aux yeux d'une partie du public un simple « prestataire de services » en termes d'animation rurale ?

A - « Faut-il conclure que la JAC a perdu son élan ? » [1966]

1 – Un reflux entamé précocement

L'érosion des abonnements à la presse de masse, qui va de pair avec celle des effectifs de participants aux grands rassemblements, permet de dater et de tenter de mesurer l'ampleur du mouvement de fond qui affecte la JAC/F.

A l'échelle nationale, si l'on met à part les sommets atteints dans l'euphorie de la Libération, qui ne sont pas forcément très significatifs, le maximum d'abonnés à *Jeunes forces rurales* a été atteint en 1954, et c'est bien à partir de là que s'est engagée une baisse inexorable des effectifs ; il en va de même pour *Militant à l'action*[1967].

Pourtant, dans les fédérations étudiées, le reflux, avait déjà commencé, même si une certaine euphorie, et des réussites ponctuelles indéniables dans l'organisation de rassemblements, ont pu l'occulter temporairement. Pour le Cantal, toute presse confondue (masculine et féminine, "jeune" et adolescente), après une progression continue qui semble avoir marqué les années 1940, le sommet, on l'a vu, se situe vers 1949-50, mais dès lors est entamé un lent effritement. En Aveyron, la progression a continué plus longtemps, le sommet se situant plutôt vers 1951-53.

Il est possible de trouver des explications très locales à ces retournements de tendance.

[1964] *Histoire des organisations et mouvements chrétiens…, op. cit*., p. 328.
[1965] *In* Parias, L.-H. (dir.), *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France*, t. 4, *L'école et la famille dans une société en mutation*, Paris, Nouvelle librairie de France, 1981, p. 503-504.
[1966] JR 05/1960.
[1967] Yamane, H., thèse citée, p. 57-63. Voir les données et graphiques en annexe.

Dans le Cantal, tant que Mgr Pinson est demeuré en place, la pression en faveur du développement de l'Action catholique a continué à s'exercer de façon sensible. Il y consacrait encore une large part de ses lettres pastorales de 1948 et 1949[1968]. Mais il décède en avril 1951[1969], et le début de la décrue jaciste correspond donc à sa disparition. Son successeur, l'Aveyronnais Mgr Marty, le futur cardinal, allait être certes très proche de la JAC/F. Il relança les sessions sacerdotales d'Action catholique, avec l'aide de l'abbé Bion[1970]. Il initia le congrès de 1953, en avance d'un an sur l'initiative nationale. Il participa régulièrement aux réunions, en toute simplicité : au comité fédéral, en mai 1952, « ce qu'il nous dit nous comble de joie, parce que nous voyons en lui un chef simple et profond, comprenant et aimant le monde rural. Il nous dit sa joie de se trouver au milieu de nous, sans être obligé de porter des manchettes ou de chercher des formules. Nous sommes dans sa pensée une œuvre essentielle »[1971]. Mais il fut aussi confronté à l'en croire à une certaine résistance au sein du clergé : « On se disait : '' Il en vient un autre, il sera moins orienté vers l'Action catholique, il n'y a qu'à attendre''. (…) Il m'a fallu insister souvent, montrer que j'y tenais beaucoup »[1972]. D'autre part, autant l'épiscopat de Mgr Pinson avait été axé sur l'Action catholique et la liturgie, autant celui de Mgr Marty a surtout été marqué par la mise en place du travail d'équipe des prêtres au sein de zones pastorales[1973], qui monopolisa sans doute davantage l'attention du clergé que l'Action catholique. Enfin, les aumôniers nommés lors de la vague 1943 n'ayant pas été remplacés systématiquement, en 1952 certains dirigeants se plaignent d'en manquer. Mgr Marty désigne finalement des aumôniers de zones[1974], s'inspirant visiblement de l'organisation aveyronnaise pour essayer de redynamiser la fédération cantalienne. Mais n'était-il pas déjà trop tard ?

En Aveyron, l'apogée du mouvement s'incarnait dans le prestige de l'abbé Bion. Sa notoriété avait alors gagné l'échelon national[1975], à tel point qu'il fut sollicité, quelques années plus tard, fin 1956, pour devenir l'aumônier national de la JAC : proposition qu'il

---

[1968] 1948, Lettre pastorale sur la place du laïcat dans l'Eglise, SC 12 & 19/02/1948 ; 1949, *Notre pastorat diocésain*, SC 03 & 10/03/1949.
[1969] SC 26/04/1951.
[1970] SC 21/08/1952.
[1971] AAD, Comité fédéral JAC 18/05/52. *Cf.* aussi, Richard, G., « Parti paysan et société rurale dans la France d'après guerre. L'exemple du Cantal (1945-1962) », *Histoire et sociétés rurales,* n°16, 2e semestre 2001, p. 141-176 : p. 172.
[1972] Marty, card. F., *Chronique vécue de l'Eglise de France, op. cit,* p. 76. Voir aussi Escoulen, Daniel, *François Marty évêque en France,* Rodez, Editions du Rouergue, 1991, p. 106-107.
[1973] Marty, card. F., *Chronique vécue de l'Eglise de France, op. cit*, p. 81.
[1974] SC 18/09/1952 : abbé Cornut à Saint-Flour (29 ans), abbé Chevrier à Mauriac ; l'abbé Bordes, aumônier fédéral, est *de facto* considéré comme aumônier de la zone d'Aurillac.
[1975] Alary, G, et alii, *A. Bion, prêtre du Rouergue, op. cit*., p.7-9.

déclina pour raisons de santé[1976]. En outre, avec l'abbé André, aumônier de la JACF, ils disposaient de relais solides, avec les aumôniers de zone, communs aux deux branches depuis 1945[1977]. Mais, à l'automne 1953[1978], l'abbé Bion, tout comme son *alter ego* de la JACF, le chanoine André, avait été appelé à d'autres fonctions, soit précisément au moment à partir duquel la dynamique ascendante semble enrayée, ce qui conduit à s'interroger sur l'existence d'une relation de cause à effet.

2 – Une décrue généralisée

Pourtant, l'étude de l'évolution des abonnements à l'échelle régionale suggère que ces retournements de tendance s'insèrent dans un mouvement beaucoup plus large.

Doc. III-8-1. Région « Auvergne »
Evolution du nombre d'abonnés à *Jeunes forces rurales* (1952-1959)
(Source : AN MRJC)

%	Baisse 1952-1956	Baisse 1956-1959	Baisse 1952-1959
Puy-de-Dôme	-49,9	-42,7	-71,3
Cantal	-36,8	-39,5	-61,8
Corrèze	-37,5	-30,3	-56,4
Lozère	-14,1	-48,7	-55,9
Aveyron	-28,3	-26,3	-47,1
Lot	21,7	-49,4	-38,4
Haute-Loire		-48,7	

Doc. III-8-2. Evolution du nombre d'abonnés à *Jeunes forces rurales* (1952-1959)
(Source : AN MRJC)
(Base 100 = 1956 ; Source : AN MRJC)

	Sept-56	Sept-57	août-58	mai-59
Aveyron	100	100,9	99,2	73,7
Corrèze	100	86,5	87,0	69,7
Haute-Loire	100	100,4	76,2	60,8
Cantal	100	99,6	94,2	60,5
Puy-de-Dôme	100	83,9	85,2	57,3
Lozère	100	90,6	80,5	51,3
Lot	100	97,1	83,1	50,6

Observons l'évolution des abonnements à *Jeunes forces rurales* entre trois dates : 1952, 1956, 1959. Le Puy-de-Dôme, surtout, ainsi que le Cantal et la Corrèze, sont les trois départements où la perte des effectifs est la plus importante entre 1952 et 1959 (plus de

[1976] Archives diocésaines de Rodez, dossier Action catholique –Episcopat de Mgr Menard ; lettre de l'archevêque de Bourges, Mgr Lefebvre, à l'évêque de Rodez, 25/11/1956 ; réponse de l'abbé Bion, 06/12/1956.
[1977] Il s'agissait là d'une demande formulée par Jean Maisonabe, au nom de l'ACJF, à Mgr Challiol, en mai 1945 (Archives diocésaines de Rodez, dossier Action catholique). D'après les mentions de participation aux réunions, la mise en place d'aumônier communs semble effective peu après.
[1978] JR 11/1953.

56 %). L'amorce de la chute a été précoce, puisque dès la période 1952-1956, elle y a été supérieure à 36 %, et le rythme s'est relativement maintenu par la suite, s'accélérant même dans le Cantal, qui au total perd près de 62 % de ses abonnés, la deuxième plus forte chute de la région. En Lozère, dans le Lot et l'Aveyron, la régression fut moins marquée dans un premier temps, comprise entre 14 et 28,3 % dans la période 1952-1956. De 1956 à 1959, Lozère et Lot sont entrés à leur tour dans le cycle régressif, perdant presque la moitié de leurs abonnés. Seul l'Aveyron parvient à résister relativement : le recul des abonnements, déjà compris dans une tranche basse entre 1952 et 1956, reste à peu près stable, et il est cette fois le plus faible de la région (- 26,3 %). Mis à part en Corrèze et dans le Puy-de-Dôme, nous constatons par ailleurs en observant le tableau qui détaillant les années 1956 à 1959, qu'un « décrochage » marqué se produit autour de 1958-59, même en Aveyron : la crise de l'ACJF en 1956, souvent évoquée par l'historiographie, n'est donc pas en cause, alors que, comme on le verra dans l'un des chapitres suivants, le rapprochement avec l'essor des tensions avec le CDJA et le ressourcement religieux qui va de pair, paraît plus probant. Mais à moyen terme, l'ampleur de la chute dépend en grande partie de l'importance préalable de la pénétration de la presse jaciste. Le meilleur maintien relatif s'explique, en Aveyron, par une pénétration de départ largement plus élevée que la moyenne, correspondant à des effectifs eux aussi beaucoup plus pourvus que dans les autres départements, et offrant donc un socle de résistance. A l'opposé, la chute précoce et marquée dans Puy-de-Dôme, le Cantal et la Corrèze correspond à des taux de pénétration peu élevés : la faiblesse relative de l'implantation a constitué un facteur de fragilité pour le mouvement. Les chutes plus tardives, dans le Lot et en Lozère, correspondent à des effectifs moyens (en valeur absolue) mais représentant une part plus notable qu'ailleurs de la jeunesse ; ils ont offert, dans un premier temps au moins, une résistance relative plus marquée, mais ils ont été exposés à un recul important dès lors qu'ont frappé les premiers coups de boutoir.

Pour la JAC aveyronnaise[1979], en fait, la chute devient surtout sensible à l'approche des années 1960, les effectifs d'abonnés à la presse masculine diminuant de 60 % rien qu'entre août 1960 et mai 1962 (il ne reste environ que 400 abonnés lors de la transformation en MRJC, contre 1 300 environ quelques années auparavant) [1980]. Cette chute touche alors l'ensemble des zones dans des proportions relativement équivalentes, à l'exception de celle de

[1979] Le nombre d'abonnés à la presse de masse oscillait autour de 1300 dans la première moitié des années 1950. Il tombe légèrement au-dessus de 1000 en 1955, juste après le congrès qui a marqué l'apogée du mouvement, et cela dénote déjà un certain affaiblissement.
[1980] JR 10/1959, 07-08/1962.

Villefranche, qui parvient à mieux résister (indice 64,6 en 1962 pour un indice 100 en octobre 1958), et de celles d'Espalion et du Vallon, qui s'effondrent[1981].

Ainsi, si l'on se concentre sur les périodes de repli, on enregistre une perte de l'ordre de 60 % pour le Cantal entre 1952 et 1959, et de 70 % entre 1955 et 1962 pour l'Aveyron. En fin de compte, le recul des abonnements – sans doute plus marqué que celui des militants et sympathisants, dont nous ne connaissons malheureusement pas les effectifs précis – s'effectue dans des proportions relativement similaires. Il y a simplement un décalage dans l'amorce de la chute.

Cependant, le fait de s'abonner à la presse de masse allait apparemment de moins en moins de pair avec le fait de fréquenter la JAC, notamment en raison d'un déphasage croissant entre le contenu de cette presse et les attentes de la jeunesse. Sur la foi de maigres indices cantaliens[1982], on peut conjecturer que la chute des effectifs se soit située autour de 40 %.

Les abonnements de la JACF résistent mieux. En Aveyron, le recul entre le milieu des années 1950 et 1959 se limite au quart[1983], contre le tiers pour la presse masculine dans la même période. Dans le Cantal, la presse de masse féminine perd peut-être la moitié de ses abonnées dans le même temps[1984]. L'érosion est là encore plus précoce qu'en Aveyron, mais cette fois nettement plus marquée, quoiqu'elle demeure inférieure à celle que connaît la branche masculine cantalienne. Pour les jeunes filles, bien plus que pour les jeunes gens, le catholicisme demeure un cadre efficient et efficace, et l'érosion périphérique du mouvement se trouve partiellement enrayée, ou simplement retardée. En Aveyron, en 1962, les jeunes filles sont à peine 207 à se rendre à Lourdes, soit moins que les garçons, ce qui constitue une configuration très inhabituelle, et d'ailleurs quasi-unique dans les départements de la région[1985] : sont-elles à leur tour gagnées par la déroute ? De toute façon, la participation aux pèlerinages, qui révélait la capacité des mouvements à attirer ponctuellement grâce à la référence catholique, des jeunes qui demeuraient le reste du temps très aux marges de leurs

[1981] Respectivement : 34,6 et 27,3 en 1962, pour un indice 100 en 1958. Calculs effectués à partir des données publiées dans JR 11/1958 et 07-08/1962.
[1982] JR 06-07/1955.
[1983] de 2 000 ou un peu plus dans la première moitié des années 1950, le nombre des abonnées à la presse de masse est ramené autour de 1 500 en 1959
[1984] Si les niveaux de la fin des années 1940 et du début des années 1950 ont été maintenus, on passe de peut-être 700 à 800 abonnées à la presse de masse, à 600 environ en 1956-57, puis autour de 400 à partir de 1958-59.
[1985] AMO, dossier pèlerinage de 1962, récapitulatif du nombre d'inscrits pour les départements de la région Auvergne. Seule la Lozère enregistre aussi une sur-représentation masculine, mais infime : 98 contre 94.

activités, s'effondre plus encore que tous les autres critères[1986]. C'en est fini de l'époque des manifestations de masse.

Enfin, non seulement la presse militante nationale, mais aussi la presse locale, enregistrent la désaffection du lectorat. Déjà, depuis 1950, les mouvements cantaliens avaient renoncé à l'imprimerie et au dépôt légal, et adopté la ronéo, pour leur bulletin *Semailles*. En Aveyron, dès 1954, la situation financière de *Jeune Rouergue* était devenue alarmante : un tiers des abonnements seulement étaient payés[1987]. La relance de l'ACJF s'était accompagnée d'une refonte radicale du journal, devenu de fait un bulletin quasi-exclusivement jaciste, et qui redevint alors pour un temps le trait d'union de l'ensemble des mouvement spécialisés. Une enquête réalisée en 1956 montrait d'ailleurs la satisfaction du lectorat, dont la majorité ne voulait surtout pas qu'il renouât avec l'exclusivisme jaciste[1988]. Or, les difficultés financières (par manque d'abonnés) reviennent vite au premier plan, et début 1959, au moment où la déroute s'accélère pour la presse nationale, le journal doit changer de forme, ronéoté à son tour, en même temps qu'il redevient un bulletin spécifiquement jaciste.

3 – Multiplication des postes de responsabilité et accélération du renouvellement des cadres : des facteurs de dilution de l'organisation ?

Quant au noyau de militants faisant fonctionner quotidiennement le mouvement, fut-il affecté dans les mêmes proportions que la masse des sympathisants ? En Aveyron, le nombre d'abonnés à *Militant jaciste*, demeure assez stable, passant de 180 militants environ jusqu'en 1958, à 130-140 ensuite, soit une perte de 20 à 30 % seulement. Dans le Cantal en revanche, l'érosion est semblable voire supérieure à celle des cercles périphériques : le nombre d'abonnés régresse de moitié, tout comme le nombre de jeunes filles recevant *Militante jaciste* dans les deux diocèses étudiés. La lourdeur institutionnelle, avec ses divers postes de responsabilités, n'a donc pas protégé ce noyau de l'érosion[1989].

[1986] En 1947, Lourdes avait attiré 2000 jeunes Rouergats, soit beaucoup plus que le total des abonnés à la presse de masse. En 1958, ils ne sont plus que 690, soit un total légèrement en deçà du total des abonnés (les trois quarts). Et en 1962, 248 (moins des deux tiers des abonnés) [JR 01-02/1947, 03-1947, 04/1947, 05/1947, AMO, fichier des inscrits au pèlerinage de 1958]. Contre 3000 au pèlerinage de 1948, les jacistes de la JACF aveyronnaise sont un peu plus de 1000 en 1958, soit, exactement comme pour les jeunes gens, les trois quarts des effectifs d'abonnées à la presse nationale. En 1962, elles sont à peine 207 à se rendre à Lourdes. contre 800 pèlerines cantaliennes rejoignant Lourdes en 1948, et 550 en 1952, elles sont 202 en 1962 [AMO, dossier pèlerinage de 1962, récapitulatif du nombre d'inscrits pour les départements de la région Auvergne].

[1987] JR 09/1954.

[1988] JR 06/1956, 09-10/1956.

[1989] Certes, le recul réel fut sans doute moins prononcé, car on sait qu'une partie des désabonnements concernait de simples sympathisants ou sympathisantes. Au final, il est donc fort probable que le recul du « noyau » ait été semblable à celui de la « périphérie », sauf pour la JAC aveyronnaise.

Pourtant, le nombre de postes de responsabilité subit à l'époque une inflation, que permettent la mise en place des branches en 1954, et la création de nouvelles zones[1990]. Si nous ne retenons que les responsabilités au niveau des zones ou des fédérations, nous passons théoriquement, en Aveyron, d'une soixantaine de postes à la JAC, à près de 90 après 1956, et à la JACF, de près de 70 à plus d'une centaine, 110 peut-être. Dans le Cantal, les données plus lacunaires rendent difficile toute précision similaire, mais il est probable que l'on atteigne entre 60 et 80 postes de responsabilité. Ainsi, l'éventail des opportunités d'apprentissage de la prise de responsabilités s'étoffe.

Doc. III-8-3. Age moyen des responsables aveyronnais en 1962 :
Sondage effectué lors de la dernière session fédérale avant la transformation de la JAC en MRJC, le 2 juillet 1962 à l'école d'agriculture de Laroque (AMO)

Fonction	***Age moyen***
Responsable services d'un secteur	18
Responsable secteur	18
Responsable zone d'un service	21
Responsable zone d'une branche	20
Responsable zone	21
Responsable fédéral d'un service	22
Responsable fédéral d'une branche	23
Responsable fédéral	24
Responsable régional	26
Moyenne d'âge	20 ans, 8 mois

Un parcours, une sorte de *cursus honorum* s'est mis en place : au fur et à mesure que le militant avance en âge, il accède à des responsabilités plus importantes (*cf.* tableau ci-dessus), mais sans demeurer trop longtemps dans ses fonctions. Pour s'en tenir aux présidences, la durée moyenne des mandats continue à se réduire (par rapport à la période Libération-1954) : pour la JAC, 1,8 ans contre 2,5 ans en Aveyron, et deux ans dans le Cantal, sans changement ; pour la JACF, 0,7 ans contre 2,7 en Aveyron, et sans doute un peu moins de deux ans, contre deux à trois, dans le Cantal. Seuls font légèrement exception, comme nous l'avions déjà constaté auparavant, les responsables de services, en raison des compétences techniques pointues parfois nécessaires : la moyenne d'âge, à l'échelle des zones, est légèrement supérieure à celle des responsables de zones eux-mêmes. D'une manière générale, il devient de plus en plus malaisé de suivre les nominations dans la presse militante et catholique, signe d'une banalisation de l'exercice de fonctions dirigeantes dans la JAC/F. Elle

[1990] 1956 [trois] en Aveyron (JR 07-08/1956, 11/1956), 1957 [une] dans le Cantal (AAD comité fédéral JACF 11/12/1957).

est devenue une école de la responsabilité au sens large. Elle est donc moins un creuset de la notabilité.

Mais en même temps, la multiplication des fonctions, de même que le renouvellement rapide des responsables, ne conduisent-ils pas à une dilution de l'organisation, de ses capacités à maintenir à la fois une cohésion minimale et un cap bien assuré ? Les difficultés constatées dans le fonctionnement en sont peut-être des indices. A partir de la fin des années 1950, dans la région « Auvergne », et plus particulièrement en Aveyron, s'exprime le désir d'un esprit d'équipe plus marqué, d'une meilleure connaissance entre dirigeants[1991], ce qui reflète peut-être l'accentuation du brassage de militants : ce n'est plus l'époque du recrutement par cooptation au sein de petits groupes affinitaires préexistants à l'engagement jaciste ; c'est le mouvement lui-même qui suscite l'adhésion, mouvement au sein duquel doit s'établir une cohésion entre militants.

Quoiqu'elle soit peut être difficile à établir et à maintenir aux échelons intermédiaires, au niveau des responsables supérieurs, cette cohésion semble manifeste. Comment expliquer en effet, sinon par un efficace jeu de réseaux, peut-être calqué sur ceux de l'émigration parisienne, que tant de responsables de la JAC/F aveyronnaise se retrouvent, à cette époque, à des postes nationaux de premier plan ? Tenons-nous en aux cas les plus marquants. Raymond Lacombe, déjà rédacteur à *Jeunes forces rurales* et responsable national Juniors en même temps qu'il présidait la fédération aveyronnaise, devient vice-président national en février 1954. A l'automne, l'abbé Marty, aumônier de la zone de Millau, rejoint l'aumônerie nationale, en charge des Juniors (doit-on soupçonner ici l'intervention de Raymond Lacombe ?). Raymond Lacombe accède lui-même à la présidence nationale fin 1955[1992], pour deux ans. Fin 1958, André Bouat, permanent de la JAC aveyronnaise, secrétaire de la JAC d'Auvergne, prend en charge « la propagande » (la presse) à l'échelon national[1993]. Gilbert Bosc, président de la JAC aveyronnaise, rédacteur à *JFR*, est promu secrétaire général en

[1991] JR 02/1961 (comité fédéral JAC, 28-29/01/1961 : dans les réunions, « on n'ose pas rapporter des faits personnels » ; « nous ferons vraiment équipe quand nous connaîtrons bien la vie de chaque membre ») ; 03/1961 (importance des contacts entre gars, discussions privées…) ; 04/1961 (conseil national JACF, 25-27/03/1961 : importance du travail d'équipe pour la mise en route du plus grand nombre de jeunes) ; 10/1962 (peur trop fréquente de parler devant les autres lors des sessions JAC) ; 02/1962 (conseil fédéral JACF 08-09/02/1962 : pour mieux se connaître, proposition d'un voyage-camp pour l'équipe fédérale) ; 08-09/1962 (révision du rassemblement de militants du 28/05/1961 : les responsables de l'organisation n'ont pas été suffisamment épaulés par les équipes) ; 12/1962 (JACF : permettre à tous de s'exprimer en confiance, ne pas être une entrave à l'équipe). VC 14/10/1961 (le travail d'équipe, comme moyen d'apprentissage de la vie en société) .– Le comité régional JACF du 14/06/1959 évoque un « travail d'équipe insuffisant » (NS 07/1959).
[1992] JR 01/1956 ; AMO, dossier présidence de Raymond Lacombe.
[1993] J Au 01/1959

1959[1994]. Pour ce qui est de la JACF, Odile Tardieu, de Grand-Vabre, ancienne présidente de la fédération, devient responsable professionnelle nationale, puis présidente nationale en 1961, jusqu'en 1963, date à laquelle elle se marie, et va s'installer dans le Calvados[1995]. Marie-Reine Metge, de Valady, qui l'avait précédée à la présidence fédérale, est secrétaire générale nationale, quand elle épouse, en 1962, le président national sortant, Louis Sesmat, successeur direct de Raymond Lacombe[1996].

Ainsi, au moment capital où JAC et JACF se transforment en MRJC et MRJCF, ce sont des Aveyronnais que l'on trouve aux commandes nationales des deux mouvements, qui au secrétariat général de la JAC, qui à la présidence de la JACF. Or, au même moment, le tout nouveau secrétaire général de la FNSEA n'est autre que Marcel Bruel[1997], autre ancien responsable jaciste aveyronnais.

Mais nous ne mesurons là que le renforcement d'une aura propre à la JAC/F aveyronnaise, relativement aux fédérations d'autres diocèses. La force de son implantation passée et de ses réseaux lui permet d'accroître son ascendant, dans un contexte général de fragilisation de l'organisation.

4 – Deux domaines préservés : l'adolescence, les coupes de la joie

Il est, sur le terrain, deux exceptions au constat généralisé d'affaiblissement de l'aura jaciste.

La première concerne les adolescents et adolescentes. Certes, dans un premier temps, les données sur les abonnements montrent qu'après les sommets du début des années 1950, on était déjà revenu en 1956 à des niveaux bien plus modestes, proches de ceux de la deuxième moitié des années 1940[1998]. En outre, pour ce qui est des jeunes garçons, l'Aveyron était le seul département de l'Auvergne jaciste à disposer d'effectifs permettant une action conséquente. Or, nous relevons un subit redressement des abonnements en 1958. Même si l'Aveyron n'est pas, cette fois, le département de la région où le relèvement est le plus marqué (sans doute parce que l'effondrement avait été plus limité), et si le Cantal est bon avant-dernier, cela va pour une fois à l'encontre de toutes les tendances baissières relevées

[1994] J Au 04/1959 ; Conq, J. art. cit., p. 185.
[1995] JR 04/1963.
[1996] JR 02/1962.
[1997] Lajoie-Mazenc, Roger, *Marcel Bruel et le défi agricole*, *op. cit.*, p.48.
[1998] *Semeuses* Aveyron : 349 abonnées en 11/1949, 450 en 11/1950, 607 en 05/1951, 483 en 05/1953 ; *Semeuses* Cantal : 143 abonnées en 11/1948, 190 en 05/1949, 300 en 12/1950, 200 en 01/1951, 164 en 01/1956 ; *Jeunes forces rurales – Juniors* Aveyron : 190 abonnés en 1955 , 216 en 09/1956 ; *Jeunes forces rurales – Juniors* Cantal : 31 abonnés en 09/1956.

ailleurs. D'autre part, nous n'enregistrons pas d'effondrement de la fréquentation des camps d'adolescent(e)s dans les années 1960[1999].

Doc. III-8-4. Abonnements à la presse jaciste masculine pour adolescents.
Coefficient multiplicateur entre septembre 1956 et août 1958
(d'après AN MRJC)

Aveyron	1,9	Lot	0,8
Cantal	1,5	Lozère	5,4
Corrèze	2,1	Puy-de-Dôme	1,9
Haute Loire	2,6	Région jaciste Auvergne	1,9

Deuxième exception : le succès populaire des coupes de la joie. Jusqu'en 1957, elles ne faisaient pas encore l'unanimité, et suscitaient des critiques régulières, notamment à propos d'une affluence jugée trop limitée[2000]. Les tentatives d'y greffer un « championnat de ménagères », ou une « course des serveuses de café » (1954) [2001], avaient tourné court, tout comme les énièmes expériences d'épreuves sportives[2002]. A l'échelle de l'« Auvergne » jaciste, à partir de 1958 commencent en revanche à se manifester des satisfecit, alors que les données sur les abonnements suggèrent une accélération des pertes jacistes à ce moment là : la préparation est plus sérieuse, le nombre de participants augmente, y compris chez les très jeunes. Elles attirent dans le Cantal, annuellement, vraisemblablement de 4 à 6 000

[1999] *Avant 1958 :* Camp régional de 1955 au Lioran (Cantal) : AAD 02/04/1955, JR 05/1955, 08-09/1955. Pour l'Aveyron : 09/1954 (secteurs de Rignac, Baraqueville, Saint-Christophe, Villefranche-de-Panat, Villecomtal, Millau-Larzac ; zone de Saint-Affrique), 10/1954 (secteur de Saint-Beauzély), 12/1954 (zones de Rodez, d'Espalion), 04/1955 (zone de Saint-Affrique, trois camps inter-secteurs dans la zone d'Espalion), 05/1955 (zones de Millau et Saint-Affrique), 06-07/1955 (zones de Saint-Affrique et Rodez, secteur de Rignac), 09/1955, 04-05/1956 (zones de Villefranche, Espalion, Millau), 07-08/1956 (JAC, à Aguessac), 09-10/1956 (Vabres), 11/1957 (dans l'Aude) - Pour le Cantal : AAD 19/12/1956 (JACF zone Saint-Flour), AAD 01/07/1957 (zones JACF de Saint-Flour/Murat, de Mauriac-Riom, et de la Châtaigneraie, mais non la zone d'Aurillac), AAD 09/05/1957 (annulation pour la zone de Saint-Flour). – *Après 1957 :* Pour l'Aveyron : JR 05/1959 (zone de Saint-Affrique), 06/1959 (zone de Villefranche), 07-08/1959, 10/1959 (zone Ségala), 11/1959 (scolaires), 02/1960 (secteur de Broquiès), 06/1960 (zone de Villefranche), 07-08/1960(toutes zones), 10/1960 (zone d'Eszpalion), 11/1960, 01/1961, 04/1961 (retrouvailles après un camp dans la zone de Millau), 06/1961 (toutes zones), 07-08/1961, 10/1961, 04/1962, 09/1962 (dont JAC) ; Pour le Cantal : SC 27/07/1961 (pour la zone JACF de Saint-Flour/Murat). MRJC et MRJCF poursuivent ensuite les camps pour adolescents (SC 29/07/1963 ; AAD 06/10/1963). Des camps spécifiques pour les 12-14 ans ont été envisagés pour la première fois en Aveyron, apparemment en 1954 dans la zone de Saint-Affrique (JR 10/1954). En 1956, le débat se prolonge à propos de l'âge limite : « *on a vu l'ambiance de camps ou ballades cassée par la présence de trois jeunes de 19 ans » (*AMO, tract pour le camp d'Aguessac, 1956 ; voir aussi JR 04-05/1956 : ne pas dépasser 17 ans, car après les jeunes n'ont plus les mêmes goûts). Dans le Cantal en 1961, la zone JACF de Saint-Flour organise des camps distincts pour les adolescentes de 13-14 ans, qui restent dans le département, et pour celles de 15-16 ans, admises à partir en Aveyron, Tendance à la segmentation que l'on retrouve aussi à la même époque dans d'autres fédérations, comme celles de l'Hérault : SC 27/07/1961 (15-16 ans, 04-09/09/1961, à St-Laurent d'Olt [Aveyron] ; 13-14 ans, 10-13/09/61, à Roffiac [Cantal]) et Prat G., *op. cit*., p. 256.

[2000] JR 02/1955, 01/1956, 04-05/1956, 01/1957, 05/1959.

[2001] JR 09/1954.

[2002] JR 11/1954, 02/1955, 04/1955, 06-07/1955. « Le sport intéresse beaucoup, via la TSF, les journaux…, ou comme membre d'une équipe de foot ». Pourtant, ce sont toujours des épreuves renvoyant au tour de force villageois remis à l'honneur (tir à la corde), ou inventées de toute pièce, que l'on propose, tenant toujours à l'écart le foot qui, lui, retient l'attention « à la TSF » ! - J Au 01/1961, JR 06/1961. …Jusqu'à l'introduction, en 1962, de sports portés par les médias en plein essor, tel le foot en premier lieu (JR 02/1962, 04/1962).

spectateurs, soit un doublement voire un triplement par rapport à la période antérieure à 1954, et en Aveyron, de 10 à 15 000, soit, dans le meilleur des cas, une progression de moitié[2003]. Il s'agit certes d'un public très mêlé, mais cela montre au moins qu'à défaut de conserver ses effectifs de militants et sympathisants, la JAC peut encore, dans certains cas, constituer une force sociale d'entraînement non négligeable.

Néanmoins, dans les deux cas, cette préservation d'une aura était ambiguë : quelle y était la part d'adhésion aux valeurs du mouvement ? N'était-elle pas, fréquemment, éclipsée par la simple « consommation » d'un « produit » de divertissement (coupe, ou magazine pour jeunes) proposé par la JAC/F, comme il aurait pu l'être par un autre « prestataire » ?

B - « Il n'est pas normal de n'avoir que [si peu d']abonnés, avec nos milliers de jeunes ruraux »

1 – Négligence ou désintérêt ?

Fondé peut-être sur le succès des coupes, l'espoir de réunir encore une fois un congrès pléthorique en 1960 ne fut que l'entretien d'une illusion : celle qu'un grand moment de la vie du mouvement échappât forcément aux tracas du quotidien. Toutes branches confondues, l'étiolement continuel des masses d'abonnés est une préoccupation permanente de cette dernière période, l'évocation du problème ponctuant la plupart des rencontres institutionnelles. L'inquiétude fut particulièrement lancinante au sein de la JAC aveyronnaise, pourtant plus résistante. JAC[2004] et JACF[2005] cantaliennes, JACF[2006] aveyronnaise, s'interrogent aussi sur cette déprise, mais avec apparemment moins de constance et d'obsession. L'insistance si marquée de la JAC aveyronnaise pose donc problème, puisque cette fédération n'est pas, en proportion, la plus touchée, lors de la phase critique de la fin des

[2003] Mais, même en valeur relative, l'avantage rouergat se maintient (3,4 à un peu plus de 5 % de la population, contre 2,2 à 3,4 % pour le Cantal). De même, le stade atteint dans la complexité de l'organisation est à l'avantage de l'Aveyron : une structure bien hiérarchisée et formalisée, avec des coupes de villages, puis une vingtaine à l'échelle du secteur, un éliminatoire pour chacune des six zones, et enfin la finale départementale ; dans le Cantal, la structure de l'organisation est beaucoup plus fluide et aléatoire, sans que le cadre des zones n'intervienne de façon absolue. Mais la progression cantalienne est beaucoup plus sensible : dans ce département où les coupes n'étaient encore qu'un phénomène secondaire, il entre vraiment dans le quotidien des loisirs campagnards.

[2004] SC 30/12/1954 : lors de la journée fédérale au Lioran, Marcel Petit-Bernard évoque la situation de la presse dans la fédération : on suppose, ses aspects inquiétants ; SM 11/1958 : « depuis quelques années, les abonnements sont stationnaires » (la présence de cette préoccupation dans l'un des rares exemplaires du bulletin fédéral de cette époque qui nous soit parvenu, peut légitimement laisser supposer, dans les autres, l'expression de pareil souci).

[2005] AAD 02/04/1955 (baisse des abonnements de *Militante* ; SM 11/1958 (la remarque de la note précédente reste valable là aussi).

[2006] JR 06-07/1955, 07-08/1956. A l'échelle régionale, NS 11/1958 parle d'une baisse généralisée des abonnements à la presse militante féminine dans la région.

années 1950 (*cf.* tableaux *supra* III-8, 1 et 2). Mais elle est, des quatre organisations étudiées, la plus développée, ce qui peut avoir deux effets : l'écho de chaque débat devient automatiquement plus sensible et plus visible, de même que l'attention portée à tout accroc dans le fonctionnement de l'organisation (« il n'est pas normal de n'avoir que 400 abonnés, avec nos milliers de jeunes ruraux » [1961][2007]).

Le phénomène de baisse a deux raisons d'étonner. Il est plutôt nouveau, dans son ampleur du moins, puisque le retournement originel est légèrement antérieur, notamment dans le Cantal. Deuxième raison : il persiste. Le comité fédéral de la JAC aveyronnaise remarque, dès novembre 1955, que jusque là, les autres congrès avaient aussi été suivis d'une baisse du nombre d'abonnés, mais à laquelle avait peu après succédé une reprise, qui n'est pas venue cette fois-ci[2008]. Pourtant, « le militant ne peut par lui-même tout apporter aux jeunes » : il « faut aussi l'appui de la presse »[2009], « lien entre les jeunes, outil de travail des militants »[2010].

Les responsables peinent ainsi à déterminer les causes de l'affaiblissement.

Les Aveyronnais, prisonniers de la vision d'une organisation où tout allait jusque là constamment en phase ascendante, ont tendance à incriminer un manque de conscience des militants : ils se désintéressent sans doute de la diffusion des journaux, ils ne croient pas assez à l'influence de la presse[2011], il doit y avoir trop d'approximation dans le suivi, et pas assez de propagande lors des activités d'été[2012]… Ou bien, ce doit être « par négligence » que les jeunes oublient de renouveler leur abonnement[2013]… La difficulté à comprendre ce qui se passe vient aussi du fait que ce décrochage à l'égard de la presse ne s'accompagne pas forcément, comme on l'a dit, d'un recul aussi marqué des effectifs de sympathisants : « et pourtant, le mouvement ne coule pas ! »[2014].

Les remèdes classiques restaient sans effet notable pour redresser les abonnements : les sempiternelles journées annuelles de propagande[2015], les quelques stands rituels dans les foires

---

[2007] JR 07-08/1961.
[2008] JR 11/1955.
[2009] JR 02/1956 ; dans le même sens : JR 04/1960 (grâce à la presse, tous les jeunes doivent prendre « conscience de la situation de leur milieu et particip[er] librement à la construction d'un monde rural plus humain et plus chrétien »), ou 07-08/1961.
[2010] JR 10/1959.
[2011] JR 06-07/1955, 10/1961…
[2012] JR 09/1959.
[2013] JR 07-08/1961.
[2014] JR 11/1960.
[2015] SC 13/10/1955, JR 11/1955, 12/1955, 07-08/1956, SC 17/04/1958, JR 11/1958, 04/1960, 06/1960, 07-08/1961, 02/1963… ; et aussi à titre d'exemple pour les campagnes « enfants » : JR 11/1954.

et les fêtes[2016], les concours ou campagnes nationales, aux effets positifs maigres et de courte durée[2017]. La JAC aveyronnaise s'est efforcée en vain d'établir et de renouveler périodiquement son réseau de correspondants chargés, à l'échelon local, du suivi de la diffusion de la presse militante, et de la relance des non réabonnés[2018]. La JACF des deux départements[2019], inspirée pour cela par les instances nationales, a organisé en outre des tournées, confiées à des « diffuseuses » locales ou nationales[2020], à compter de 1959, soit à partir du moment où les effectifs d'abonné(e)s se mettent à fléchir le plus sensiblement. Puis dans leur sillage, quelques jeunes gens de la zone de Villefranche ont mis sur pieds des tournées en 1961, visitant un secteur par dimanche, par groupes de deux[2021], stratégie qui explique peut-être la moindre baisse des abonnements dans cette zone. Mais tous ces efforts sont bien peu efficaces.

Les dirigeants mettent aussi en cause un manque de cohésion entre les équipes, ou au sein même des équipes, trahissant l'existence de difficultés bien plus larges que le simple problème du maintien des abonnements : dès 1955, dans la zone JAC d'Espalion (Aveyron), les rapports entre les secteurs de la montagne, et l'équipe de zone sont trop distendus[2022] ; la

---

[2016] JR 04/1955.

[2017] JAC : JR 03/1956 (« Grand prix des as »), 09-10/1956, 11/1956 (« Opération Dauphine » : pour un numéro acheté, un numéro gratuit comportant le bulletin pour un concours), 10/1959, 11/1959 (deuxième prix : un scooter), 04/1960 (« Opération carte T » : cartes à distribuer, donnant droit à deux mois d'abonnement gratuit) ; JACF : JR 11/1954, 01/1955 (« concours *Promesses* » [le 5e]), SC 27/10/1955, JR 11/1955, AAD 01/1956 (« Campagne Boule de neige »), JR 11/1956 (« Opération kermesse du trésor »), SM 11/1958, JR 11/1959, 01/1961, 12/1961 (« concours *Promesses* »), JR 03/1962 (campagne « La joyeuse aventure ») ; Enfants et adolescents : JR 02/1955, 05/1955, SC 27/10/1955 (« Opération parachute » : trois envois gratuits à ceux dont l'adresse est relevée), 06-07/1955, 07/1957 (« Opération certif »)… Ces derniers sont d'ailleurs parfois négligés : dans l'hiver 1954-55, la JACF aveyronnaise est à la traîne, commandant cinq fois moins de « services gratuits » que son homologue cantalienne (JR 02/1955) ; l'hiver suivant, c'est au tour de celle-ci de rechigner, bien peu de secteurs s'adonnant à la campagne *Boules de neige* de l'hiver 1955-56 (AAD 01/1956).

[2018] JR 02/1955, 04/1955, 02/1956 (« Il faudrait des responsables propagande dans toutes les paroisses »), 01/1957, 05/1960, 02/1961, 03/1961 (Il faudrait « former de vraies équipes de zone » pour la propagande-presse), 07-08/1961 (Il « faut un effort dans la mise en place de correspondants locaux » : ne pas se contenter d'un simple « nom sur un papier »), 10/1961, 11/1961, 11/1962. Et à l'échelon régional, on peut signaler des sessions réunissant les responsables presse, par exemple les 19-20/11/1954 (SC 13/10/1954), ou en novembre 1955 (JR 11/1955).

[2019] Qui avait elle aussi mis en place son réseau de correspondantes locales : pour l'Aveyron, *cf.* JR 02/1955 (journée diocésaine des responsables presse) ; pour la région dans son ensemble, JR 03/1955 (journée régionale animée par la responsable nationale) ; pour le Cantal, AAD 01/1956 (journées de responsables propagande / presse à Aurillac et Saint-Flour), SM 11/1958 (discussions sur la propagande en faveur de la presse, lors de la dernière réunion du secteur de Calvinet, ou de celle du comité de zone de Maurs).

[2020] Pour l'Aveyron : JR 05/1959 ; 09/1959 (tournée de diffuseuses nationales dans les départements ; le niveau des abonnements à *Promesse* remonte, de ce fait) ; 03/1960 (une diffuseuse nationale sillonne le département pour expliquer comment mieux s'y prendre pour diffuser la presse militante : zones d'Espalion, Ségala, Villefranche) ; 04/1960 ; 05/1960 (Lévezou) ; 07-08/1960 (zone de Millau)… Pour le Cantal : SC 02/01/1961 (tournée pour la diffusion de *Promesse*, dans le secteur de Pleaux) ; les sources étant ici peu abondantes, on peut penser, par extension, que d'autres tournées ont vraisemblablement eu lieu, qui n'ont pas laissé de traces.

[2021] JR 06/1961.

[2022] JR 08-09/1955.

zone JACF de Villefranche n'a d'équipe que « sur le papier », « chacune travaille dans son coin »[2023] ; dans le Cantal, à la même époque, « les fédéraux [de la JAC] n'ont pas assez de contacts entre eux », estiment-ils eux-mêmes[2024], et ils regrettent d'avoir de la peine à réunir tous les responsables de secteurs lors de comités départementaux[2025]. En outre, dans le Cantal spécifiquement, les liens entre militants et clergé sont jugés trop distendus [2026] : « [nous avons] trop tendance à ne pas mettre nos curés au courant de nos activités ». Une partie de ces difficultés est causée par le début de l'appel au contingent pour intervenir en Algérie[2027] : le service militaire est plus particulièrement accusé de « démolir » plusieurs secteurs, retenant en 1956 « un tiers des militants, les plus dynamiques », et empêchant la continuité souhaitable au sein des équipes[2028]. Les Cantaliens, en 1958, renouvellent les récriminations à l'égard des départs pour l'Algérie[2029].

Mais ils évoquent aussi le fait que les âges sollicités par la JAC/F correspondent à des classes creuses[2030]. Le « creux » est en effet très marqué pour le Cantal, pour les deux sexes, où les naissances ont diminué sensiblement à partir de 1930, le recul maximum étant atteint en 1940, avant la reprise du baby-boom, tangible essentiellement à partir de 1945[2031]. La décrue correspond donc aux individus qui ont eu 20 ans entre 1950 et 1960, son maximum coïncidant bien avec le moment où la crise des abonnements apparaît la plus sensible. Le « creux » est en revanche bien moins marqué en Aveyron : la réduction des naissances a été essentiellement sensible entre le milieu des années 1920 et celui des années 1930, ce qui correspond paradoxalement aux classes d'âges qui ont porté le développement maximal de la JAC/F dans les années 1945-1955[2032]. Cela rend donc ce type d'explication non applicable à ce département, tout en pouvant contribuer à expliquer une certaine résistance plus prolongée et plus manifeste qu'ailleurs. Inversement, pour expliquer le subit redressement des abonnements d'adolescents, on peut aussi évoquer un simple facteur démographique : en 1957-58, les premiers enfants du baby-boom, nés en 1943-44, atteignent 14 ans, l'âge d'entrée

[2023] JR 07-08/1956.
[2024] AAD Comité fédéral 18/03/1955.
[2025] Ce qui pousse, en 1956, à décider de ne plus les convoquer qu'à un seul comité par an (AAD Comité fédéral 29/04/1956).
[2026] Tant pour la JAC (AAD comité fédéral 18/03/1955 : « trop tendance à ne pas mettre nos curés au courant de nos activités ») que pour la JACF (AAD comité fédéral 19/12/1956 : difficultés de nombreuses filles à parler avec leur aumônier ; or il ne faut pas avoir de complexe d'infériorité, mais instaurer un climat d'échange).
[2027] Ageron, Ch.-R., *Histoire de l'Algérie contemporaine*, Paris, PUF, coll. Que sais-je, p. 98 : dès février 1955, les effectifs présents en Algérie sont portés de 56 000 hommes à 83 400, « grâce à des renforts pris sur le contingent ».
[2028] JR 08-09/1955, 04-05/1956.
[2029] SM 11/1958.
[2030] SM 11/1958.
[2031] *Atlas démographique du Cantal*, Clermont-Fd, INSEE, 1992.
[2032] En revanche, au-delà, les classes d'âges retrouvent leurs niveaux moyens antérieurs. – *Aveyron aujourd'hui*, Rodez, Evêché de Rodez & Maison du livre, 1964, p.28-29.

dans les structures pour « adolescents » de la JAC/F, et viennent logiquement grossir les effectifs.

Un encadrement ecclésiastique moins bien formé pour les tâches d'aumônerie de mouvements de jeunesse peut aussi avoir contribué au recul enregistré. En effet, en 1956 l'abbé Bion, nouvellement nommé secrétaire général des œuvres, se plaignait auprès de son évêque. « Où donc trouver les deux aumôniers nécessaires ? (…) Nous resterons nombre pour nombre. Mais la qualité ? Plus elle est modeste, plus les aumôniers se limitent à leur spécialité, n'embrassent aucun ensemble pastoral, réduisent leur influence par manque de culture générale, et auprès du clergé, et auprès des laïcs, risquent même de n'être que des exécutants des consignes diocésaines ou nationales. (…) J'étais en 1942 un nouveau professeur de première. Tout le monde est d'avis actuellement qu'il ne faut même pas songer à quelque possibilité de chercher un aumônier diocésain dans ces directions. Passe encore que les licenciés du diocèse soient tabous, par suite de la loi Marie[2033]. Les anciens élèves du séminaire Pie XI (…) ont fourni des aumôniers (…). Ces sources sont presque taries. On se tourne alors vers les deux douzaines de vicaires-instituteurs qui, par leur valeur personnelle plus que par leur spécialisation extrême, présentent quelques noms susceptibles d'être lancés sur un plus vaste champ pastoral. Si cette catégorie est également taboue, la qualité exigée pour un aumônier d'AC sera strictement au niveau de tous les postes secondaires du diocèse. Nous souffrons certes d'une médiocre qualité générale du clergé (…). Mais que serait un aumônier diocésain ou de zone qui manquerait de personnalité, répétant quelques lectures ou slogans devant les laïcs, bien falot devant ses confrères ? Cette exigence de qualité doit permettre d'aller jusqu'à demander à l'enseignement primaire de perdre un instituteur prêtre. – Je serais au désespoir d'être le lieutenant d'une troupe en débandade »[2034].

Dès 1956, la JACF aveyronnaise a lancé une enquête auprès des lectrices du bulletin *Militante jaciste* non réabonnées, pour déterminer pour quelles raisons elles s'en étaient détournées. Le résultat des notes moyennes attribuées aux rubriques du bulletin, distinguant l'avis des sympathisantes de celui des militantes, laisse apparaître pour ces dernières une approche plutôt globale et consensuelle, toutes les notes, quasiment, étant comprises entre 6 et 7. Mis à part chez quelques marginales, il n'y a donc pas de rejet du contenu. La moitié

[2033] 1951 : la loi Marie – Barangé étend le bénéfice des bourses d'Etat aux élèves de l'enseignement privé.
[2034] AMO, lettre de l'abbé Bion à Mgr Ménard, 07/07/1956. Ce défaut de formation dont souffre l'Aveyron d'après l'abbé Bion, ne semble pas se retrouver de façon aussi sensible dans le Cantal, où ont lieu depuis Mgr Pinson des sessions d'aumôniers d'ACR régulières. En Aveyron en revanche : « les projets amorcés au conseil des œuvres sont restés endormis dans les compte-rendus (sic), par exemple ceux concernant les sessions sacerdotales de culture général ou pastorale » (*Ibid.,* AMO, lettre de l'abbé Bion à Mgr Ménard, 07/07/1956).

avouent plutôt se désabonner pour faire des économies : il est vrai que le mouvement offre d'autres moyens de formation. Les sympathisantes en revanche élaborent un tri plus net entre les rubriques : les moins marquées par l'engagement militant (Evangile du mois, actualité, livres et cinéma, profession) se distinguent par des notes moyennes nettement supérieures à 7, la primauté revenant à la rubrique « Evangile », plébiscitée avec une note de 9,2/10 ; au contraire, plus les rubriques relèvent étroitement de la vie et des activités militantes, plus la note est basse[2035], presque la moitié des rubriques n'obtenant pas la moyenne. Confirmant ces notes, plus de 60 % indiquent avoir trouvé ce bulletin trop sérieux et trop difficile à lire, et bien d'autres ont mis en avant l'inutilité d'un tel abonnement, puisqu'elles ne fréquentaient pas les réunions. L'inconvénient de cette enquête est de porter sur un bulletin spécifiquement militant, et non sur la presse de masse. Mais elle montre à la fois que désabonnement et rupture de l'activité au sein du mouvement ne vont pas forcément de pair, que les sympathisantes sont strictement recrutées dans le giron catholique, puisqu'elles apprécient en premier lieu la rubrique religieuse (et donc que la « sortie de la religion » ne peut être une cause majeure des désaffections), enfin et surtout, que plus le degré d'engagement auprès du mouvement est faible, plus le contenu paraît désormais manquer d'intérêt.

Le problème semble être qu'il faille déjà militer pour être sensible à l'intérêt de la presse militante, et cela peut révéler une adaptation insuffisante de cette dernière aux aspirations de la masse, prête à se reporter alors de plus en plus vers une autre presse, « pour jeunes », en émergence[2036].

Or, dans les séances de formation sur la presse qui agrémentent diverses rencontres ou sessions locales, quelle que soit l'époque, les formateurs en restent encore à une conception dichotomique classique opposant bonne presse, catholique et morale, et mauvaise presse, à la morale et au positionnement politique contestables ; et de faire étudier la différence entre,

[2035] JR 07-08/56 :

Notes inférieures à 7 attribuées par les non jacistes aux diverses rubriques			
Engagement de la militante	6,8	Travail du mois	4,6
Loisirs	6,4	Branche adolescentes	4,4
Commune	6,2	Enfants	4,2
Commission professionnelle	5,8	Nouvelles du mouvement	3,8
Liturgie	5	Ouvrières agricoles	3,6
Campagne d'année	5	Propagande (presse)	2,8
Branche malades	4,8	Informations et communiqués	2,2

[2036] *Cf.* AM Sohn, *op. cit.*, p.82-84, et Sirinelli, J.-F., *Les baby-boomers…, op. cit.*, p. 118-128..

d'un côté, *L'Humanité, France Soir*, ou tel magazine de la « presse du cœur », et de l'autre, *La Croix de Paris*, ou telle publication jaciste. Et au début des années 1960, face à l'essor des « nouveaux » médias, radio et surtout télévision, des formateurs adoptent une attitude défensive, en défendant les vertus de la presse écrite[2037]. La réflexion sur la forme de la presse même, sur son adéquation avec les aspirations de la jeunesse, avec la modification des habitudes de lecture, liée elle-même à la mutation des modes d'information, ne semble guère émerger à l'échelle locale, tant les anciens schémas semblent perdurer[2038]. Fin 1958, le comité régional de la JAC d'Auvergne avait même jugé « souhaitable de voir *Jeunes forces rurales* s'orienter plus encore vers un outil de travail pour les réunions de masse »[2039] : repli sur soi qui ne pouvait guère qu'accentuer la chute des abonnements. Faut-il mettre en cause la faible ouverture de l'Auvergne sur les espaces urbains, où la mutation de la « culture jeune » est plus sensible ? Nous verrons, dans le dernier chapitre, que cela n'est pas vraiment le cas. Ou bien, plus largement, faut-il évoquer un isolement rampant de « l'élite » jaciste, qui peine à percevoir les attentes d'une masse de plus en plus sensible aux influences extérieures ?

2 – Préparer une relève : le vain espoir

La préparation d'une relève – c'est à dire, de fait, la promotion précoce du mouvement auprès des plus jeunes – a pu, entre autres, faire office de remède : non seulement pour tenter d'enrayer la chute des abonnements, mais plus largement, pour abreuver en futurs militants et sympathisants une organisation qui voyait fondre ses effectifs. D'ailleurs, l'une des réformes majeures dans l'organisation du mouvement, en 1954, fut sa réorganisation en branches, désormais indépendantes, chacune s'occupant en interne de ses propres services : une branche enfance et une branche adolescents, à côté de la branche jeunes (la branche « historique »), et de la branche « aînés », la seule à ne pas avoir bénéficié d'expérimentation préalable.

Nous avons constaté, dans la période précédente, que l'intérêt de la JACF pour les enfants était devenu ou redevenu manifeste essentiellement à partir de 1953. L'implication cantalienne semblait alors prévaloir sur l'aveyronnaise, puisque la responsable régionale

---

[2037] Aveyron : JR 05/1955 (comparaison avec la presse du cœur [JACF], 12/1955 (comparaison avec *L'Humanité dimanche* [JAC]), 07/1958, 06/1961, 10/1961, 04/1962, 10/1962 (première session MRJC : problème de l'extension de l'influence de la radio et de la télévision), 11/1962 ; Cantal : SC 27/01/1955 [JACF], AAD Sessions à Saint-Flour et Roffiac des 23-24/01/1958 (réflexion sur les journalistes, et le choix de la presse catholique à privilégier), AAD session-retraite du 16/11/1958 (comparaison entre *France soir* et *La Croix de Paris*), SC 27/11/1958 (« la place de la presse dans le monde d'aujourd'hui »), SC 02/01/1961 (JACF : presse féminine), VC 09/12/1961 (Session JACF à Quézac : presse magazine) ; région : J Au 11/1962 (utilité de la presse, plutôt que de la radio et de la télévision, pour se forger une opinion)…

[2038] Une seule intuition relevée, fin 1959, en Aveyron, en réaction à la chute des abonnements à *Jeunes forces rurales* : peut-être « n'apporte[-t-il] pas ce que les jeunes cherchent ? » (JR 09/1959).

[2039] J Au 01/1959 (comité régional du 02/11/1958).

venait de Haute-Auvergne. Or, cela concordait assez bien avec l'époque où la récession des effectifs cantaliens s'est engagée avec vigueur. En Aveyron en revanche, la branche enfance n'a fait que vivoter jusqu'en 1957-58[2040]. Ce n'est qu'à partir de là que le fonctionnement de la « branche enfance » semble vraiment devenir efficient[2041]. C'est à dire, justement au moment où l'effondrement des abonnements devenait patent, en même temps que s'affirmait la concurrence du CDJA, et que s'amorçait la baisse de la pratique chez les jeunes[2042] ; il devenait alors urgent de diriger les enfants vers la JAC/F… Or, curieusement, c'est aussi l'époque où, au niveau national, le mouvement Cœurs vaillants-Ames vaillantes et les trois mouvements d'Action catholique rurale (MFR, JAC, JACF), ont reconnu qu'une co-direction de la branche rurale ne pouvait être maintenue, et décidé qu'ils se contenteraient d'une « influence » partagée[2043]. Il ne fallait surtout pas en faire une « petite JAC » ! La possibilité d'action, tout en bénéficiant d'une plus grande souplesse, se trouvait donc limitée. En 1958, le quart des enfants du département étaient encadrés l'été par des structures d'Eglise[2044], dans le cadre de camps ou de colonies. Mais la JAC/F n'était qu'un acteur parmi d'autres, à côté des

[2040] Fin juin 1954 a eu lieu la « première rencontre de l'équipe du Service enfants », rassemblant une représentante de chaque zone. « Le Service-Enfants est intégré définitivement dans la JACF », et doté d'une responsable fédérale en titre, Janine Héran (AMO, dossier JACF – AVP/CVP, compte-rendu de la journée enfants du 29/06/1954.). Parallèlement, la responsable du secrétariat à l'enfance (tous milieux confondus) est elle aussi issue de la JACF (Raymonde Terral, de la zone de St-Affrique). La JACF organise de grandes journées de zones en 1955, pour tenter de « mieux connaître les besoins des enfants » (JR 02/1955). Des rencontres entre la JACF et le secrétariat à l'enfance sont organisées (JR 03/1956, 06/1956). Pourtant, en 1957, on attend toujours en vain un véritable « démarrage » de la branche rurale de l'enfance, et des rencontres tentent toujours de préciser le rôle particulier de la JACF auprès des enfants[2040]. Non seulement le fonctionnement demeure très irrégulier selon les espaces du département, mais surtout, le lien JACF-Enfance reste difficile à affirmer dans les faits (JR 12/1955, 03/1956, 05/1958).

[2041] La place consacrée aux activités enfance dans *Jeune rouergue* enfle subitement, de concert avec celle réservée à l'adolescence, oscillant désormais entre 5 et 10 % de l'espace du bulletin, alors qu'elle était quasiment inexistante en début de décennie. Des équipes locales d'AVP, comprenant un aumônier, une religieuse, et la responsable enfance, sont constituées dans toutes les zones en 1959, et visitent les secteurs pour repérer les problèmes (JR 10/1959). Même des jeunes gens, restés jusque là en grande partie à l'écart, commencent à s'impliquer ponctuellement (JR 10/1959 ; 02/1961), surtout dans la zone de Villefranche, et un premier comité mixte JAC/JACF, consacré à l'implication des mouvements auprès des CVP-AVP, peut avoir lieu à la rentrée 1960, comprenant des « carrefours » d'échanges entre « parrains », « marraines » et aumôniers (JR 09/1960). Les stages de responsables, ou plus précisément de « marraines » (mais jamais, explicitement, de « parrains ») adoptent un rythme peu ou prou annuel[2041], alors qu'ils avaient été particulièrement sporadiques jusque là (JR 02/1958, 11/1958 [stage régional dans le Lot, dirigé par A.-Marie Mercier, responsable nationale AVP] ; 10/1959 ; 11/1959 [pour janvier 1960] ; 01/1960 [trois jours, 30 présentes], 01/1961 [pour le Ségala] ; 09/1961 ; 10/1962 ; 11/1962 ; 01/1963). Cela révèle à la fois une normalisation des relations JACF/enfance, et la présence d'un recrutement réel. Même les religieux et religieuses sont sensibilisés (1958-59) à la question de la prise en charge des enfants par des mouvements d'Action catholique, en Aveyron aussi bien que dans le Cantal[2041] (AMO, dossier JACF-CVP/AVP, juillet 1959 ; JR 11/1959 ; SC 21/08/1958).

[2042] L'inquiétude sourd, dès 1955 : à 12-13 ans, 70 à 80 % des garçons, et 50 % des filles, abandonnent la pratique religieuse ; il faut stopper l'hémorragie (JR 11/1955). Les « clubs » d'enfants doivent donc apporter un apprentissage chrétien ; toutes les présentations le martèlent : on entend « faire éclore des vocations de chrétiens engagés », « aider à s'épanouir chrétiennement » en construisant sa route avec le Christ, pour aller à Dieu (JR 02/1958, 10/1959, 01/1961, 02/1961, 01/1962).

[2043] Feroldi, V., *op. cit.*, p.223. A moins que cela n'ait suscité un investissement plus marqué de la part de la JAC/F, pour, à travers l'« influence » et la « co-responsabilité » qui restaient possibles, conserver un certain ascendant sur les mouvements d'enfants, qui constituaient des viviers pour les mouvements de jeunes…

[2044] JR 07/1958. Dans le Cantal, on semble se limiter apparemment aux colonies (SC 19/06/1958).

Cœurs et Ames vaillantes, des scouts, des colonies de vacances catholiques, et des autres mouvements.

A la même époque, les instances nationales jacistes ont pris rapidement conscience des changements de mentalité des « nouveaux adolescents », et se sont tenues au courant des travaux en cours de psycho-sociologues qui insistaient notamment sur le rôle de plus en plus marqué des « bandes » de jeunes comme lieu d'affinités et de construction de l'identité[2045]. A partir de 1959-60, pour tenter de capter une partie plus significative des adolescents, le national suggère de mettre en place des « clubs » : clubs juniors pour les garçons, et clubs jeunesse pour les filles[2046]. Structures souples et ouvertes, comprenant trois adolescents au moins, et ne devant « refuser personne », ils sont conçus pour se développer en formalisant les relations établies au sein de « bandes naturelles »[2047]. En leur sein, garçons ou filles pourraient décider de leur programme, discuter, faire du sport, des jeux, du bricolage, de la décoration, tenir une bibliothèque[2048]… Mais, plus que ce changement pédagogique, le plus important fut sans doute l'adaptation de la presse de masse nationale aux nouvelles aspirations des jeunes, solution qui n'était pas apparue comme une voie possible, dans les réflexions locales. A *Jeunes forces rurales-Juniors* et *Semeuses*, les deux bulletins édités par la JAC/F pour les adolescents de chaque sexe, succéda en décembre 1957[2049] *Rallye jeunesse*, magazine bientôt mixte et édité conjointement par la JAC/F et la JEC/F. Pour les spécialistes du monde de la jeunesse à cette époque, il ouvrit la voie à *Salut les copains*[2050]. En effet, la maquette passait de l'austère journal en noir et blanc abreuvé de textes, au magazine en couleur, aéré et laissant un grande place aux illustrations. Alors que dans *Semeuses* dominaient la religion et l'évocation des problèmes de la vie quotidienne (psychologie adolescente), pendant que les questions culturelles (musique surtout, littérature, cinéma) n'occupaient qu'une place secondaire, dans *Rallye*, ces dernières sont largement en tête, occupant en moyenne 35 % de l'espace du magazine, et s'appuyant notamment sur l'émergence d'une « culture yéyé ». La religion, elle, régresse jusqu'à n'occuper plus que 5 % de l'espace du magazine. Ce sont les

[2045] *Ibid.* : AMO, Circulaire nationale de 1960 : Dr Fau*, Les groupes d'enfants et d'adolescents* ; Dr Parrot, *Les gangs d'adolescents,* PUF…
[2046] Sur leur mise en place sur le terrain en Aveyron : JR 10/1959, 02/1960, 10/1960, 12/1960, 03/1961, 05/1961, 01/1962. Dans l'Hérault voisin, en 1961, on comptait 30 clubs juniors et 45 clubs jeunesse (Prat G., *op. cit.*, p. 288).
[2047] AMO, circulaire nationale, 1960. Ces bandes de trois ou quatre, fondées sur le regroupement autour d'un meneur ou par catégories socio-professionnelles, répondent, avance la circulaire, « au besoin actuel de l'adolescent d'acquérir son autonomie » : il « cherche la sécurité d'une équipe car il se sent en lutte contre le milieu familial ».
[2048] JR 03/1961, 12/1961, 05/1962.
[2049] JR 11/1957, 02/1958.
[2050] Sohn, A.-M., *op. cit.*, p. 82.

dossiers d'actualité, à quasi égalité avec les jeux ou dessins d'humour, qui arrivent en seconde position. On est passé d'une presse très orientée vers les questions morales et religieuses, à une presse au confessionnalisme très discret, qui cherche à s'ouvrir aux aspirations et aux enjeux de son temps, plus particulièrement à ceux qui touchent les adolescents.

L'effet est immédiat dans la reprise des abonnements d'adolescents. Mais le public visé dépasse alors largement celui des adolescents ruraux. L'initiative est partagée avec la JEC/F, et l'impulsion est extérieure au terrain étudié, dont on a eu l'occasion de voir qu'il avait eu du mal à saisir la réalité et la pertinence des nouvelles attentes de la jeunesse[2051]. La déconfessionnalisation relative enregistrée dans le magazine, si elle permet sans doute le brassage d'un public large, entre aussi en contradiction avec la réaffirmation de l'emprise ecclésiale repérée elle aussi à cette époque dans le Massif central méridional, comme on le verra dans les chapitres suivants.

Il est donc malaisé de bien saisir le cheminement et les effets réels de l'action jaciste locale en direction des adolescents. D'ailleurs, l'action institutionnelle ne fut sans doute pas à la hauteur de ce qu'auraient espéré les responsables nationaux. En effet, les « clubs » constitués dans les départements étudiés se limitent à peine à quelques dizaines. La sensibilisation indirecte par la presse de masse a pu jouer malgré tout pour maintenir un lien, parfois très indirect. Mais il était sûrement très différent de celui qui unissait les militants du premier cercle. Au congrès de Rodez en 1960, les observateurs estimèrent que le tiers des 6 000 participants étaient des adolescent(e)s[2052]. Ils opéraient bien une certaine compensation face à la déprise jaciste. Mais cette compensation n'était que ponctuelle, mêlant jécistes et jacistes, voire simples curieux. Il ne fallait pas escompter qu'elle relançât le mouvement, tant ces adolescent(e)s étaient désormais tiraillé(e)s entre plusieurs cultures, plusieurs milieux, plusieurs mondes. Le succès populaire des coupes de la joie était d'ailleurs tout aussi ambigu. Les répétitions entretiennent ou réveillent une sociabilité juvénile à l'échelle du village,

---

[2051] De même, la fusion de la presse de masse masculine (MRJC désormais) et féminine a lieu en 1962, pour donner vie à *Hello*[2051], là aussi avec une remise à jour du contenu et de la maquette. Les intervenants extérieurs, lors de la session régionale organisée pour la promotion de *Hello* à la rentrée 1962[2051] mettent bien en avant la nécessité, pour la presse du mouvement, d'être « attrayante » (J Au 11/1962). Mais, plus que la forme nouvelle, qui semble décevoir plutôt que convaincre des militants auvergnats trop habitués jusque là à une presse d'allure sérieuse et très centrée sur le mouvement (NS 02/1963), c'est l'adoption de la mixité qui semble surtout retenir l'attention de la base (JR 07-08/1962) : « La mixité, aujourd'hui, existe tous les jours », elle « est une chance si on sait en faire l'éducation » ; ce journal doit « permettre un dialogue sur les problèmes de la vie, or il n'y a pas de problèmes exclusifs aux hommes ou aux femmes », tente de persuader Brigitte Couderc. - *Cf.* Sohn, A.-M., *op. cit.*, p.82-84 : *Hello* repris par le groupe Amaury et Radio-Luxembourg devient en octobre 1965 *Formidable, le magazine de tous les jeunes*. A son tour, celui-ci deviendra *Cheb* en 1968 (catalogue BNF). Cette succession et cette instabilité révèlent à elles seules les tâtonnements empiriques multiples de l'époque, pour tenter de (re)trouver un lectorat conséquent ; en même temps, la tonalité spécifiquement rurale, et le contrôle du mouvement, s'effacent au profit d'une entrée dans la logique commerciale des grands groupes d'édition.

[2052] JR 10/1960.

l'attachement des populations à la coupe est manifeste[2053]. Mais, pour beaucoup, vient-on consciemment assister à une activité jaciste, ou simplement profiter d'un divertissement ?

Enfin, comme nous aurons l'occasion de le voir de façon plus approfondie, la création d'une branche aînés a pu rencontrer un certain succès, notamment après 1958, en se développant pour faire face à l'hémorragie subie par la JAC/F au profit des CDJA. Néanmoins, il faut bien voir que cette branche a peiné à s'intégrer véritablement à la JAC : en Aveyron en 1958, comme à l'échelon régional auvergnat en 1959, les responsables se plaignent de la voir vivre trop séparément du reste du mouvement[2054].

C – Un repli sur les bastions originels

L'hémorragie des effectifs fut-elle uniformément répartie sur le territoire régional étudié, ou entraîna-t-elle des recompositions dans la localisation de la présence jaciste ?

En Aveyron, pour les jeunes gens, les cartes de pénétration de *Jeunes forces rurales* en 1953 avaient laissé apparaître un glissement vers l'est de la pénétration jaciste, même si les positions « historique » demeuraient en place à l'ouest[2055]. Les jeunes filles, elles, avaient conservé des implantations plutôt centrées sur l'ouest et le centre-nord du département[2056]. Mais au-delà de ces points forts, nous avions pu relever l'étalement généralisé des implantations jacistes, avec un maillage territorial de plus en plus fin, aboutissant à une quasi-ubiquité du mouvement, même les causses du sud-ouest, longtemps restés en marge, étant touchés.

La carte de la pénétration de la presse masculine par secteurs en 1955 (annexe, doc. A-2-3-3 p. 610), comparée à celle de 1953, laisse toujours apparaître les effets du glissement de la JAC vers l'est. S'y superpose un gradient nord-sud, les abonnements progressant dans la partie méridionale du département (parfois de plus de 25 %) tandis qu'ils régressent au nord (parfois de plus de 25 %). Cela peut être mis en relation avec les tournées effectuées dans les régions du sud dans ces années là. La JAC est encore, au moins ponctuellement, dans une

[2053] A St-Rome en 1959, par exemple, « tout le village est dans le coup », fournissant les pâtisseries, ou encore, mettant à disposition gratuitement le hangar où doit se dérouler la manifestation (JR 05/1959). *Cf.* aussi JR 07/1957, 05/1959 ; NS 07/1959 (comité *régional* loisirs *mixte*).
[2054] JR 05/1958, 11/1958 ; J Au 01/1959 (session régionale aînés à Quézac (Cantal), 04/1959 (comité régional aînés).
[2055] Couvrant la bordure est de l'arrondissement de Villefranche, puis courant, au Sud, le long de la limite ouest du département, avec un appendice marqué dans les régions de St-Sernin-Belmont (vallée de la Rance).
[2056] La vallée du Lot et les contreforts de l'Aubrac, les régions de Rignac, Rieupeyroux, Moyrazès (Ségala), le Lévezou, les Monts de Lacaune / vallée de la Rance.

logique d'expansion, qui touche à tour de rôle les régions périphériques qui avaient été peu cernées auparavant.

C'est quand la décrue devient sensible que les mutations sont vraiment perceptibles. La déconnexion probable entre effectifs de sympathisants et effectifs de lecteurs pousse à se reporter sur une autre source que la presse, plus proche de la réalité militante. Les fichiers d'inscrits et d'inscrites au pèlerinage à Lourdes de 1958 offrent ce recours (*cf.* les cartes en annexe : doc. A-2-3-7 p. 613). L'ubiquité apparaît alors moins marquée, les communes sans implantation notable étant bien plus nombreuses, ce qui dénote un resserrement sur les bastions originels. L'implantation de la JACF paraît globalement peu changée, alors que JAC bascule de nouveau vers l'ouest[2057]. La peau de chagrin se rétracte, laissant apparaître plusieurs petits ensembles sous-régionaux, des sortes d'« unités de vie », correspondant la plupart du temps à des espaces qui, quoique n'étant pas forcément les plus densément peuplés du département, bénéficient d'une cohésion dans la vie de relations, souvent le long d'une vallée. Ce sont aussi pour certains des espaces d'implantation ancienne (vallées du Lot, du Viaur, de la Rance, Ségala), offrant une capacité supérieure à la résistance des mouvements. La carte correspond d'assez près à celle des cantons où la pratique religieuse est la plus forte en 1960 (> 60 %, voire > 75 %), sans toutefois que cela soit systématique : le bastion JACF du bassin houiller va de pair avec une pratique dominicale inférieure à 15 %, le causse noir est un désert jaciste malgré des taux supérieurs à 75 %, et la région de Sévérac se contente de 45 à 60 % de pratique tout en accueillant des effectifs jacistes appréciables. D'autres critères jouent, donc, mais globalement, le critère religieux demeure pertinent pour la majorité des cas[2058].

[2057] A l'extrême nord, la « pointe » constituée du Carladès aveyronnais, de la Viadène et d'une partie de l'Aubrac, est quasiment désertée, alors qu'il s'agissait d'un des premiers bastions jacistes, celui qui avait vu naître le mouvement. Légèrement au sud, la vallée du Lot et ses abords, y compris le sud-ouest de l'Aubrac, demeurent une des principales zones d'implantation. Plus à l'ouest en revanche, si la JACF s'est bien maintenue dans le bassin houiller, celui-ci a été quasiment déserté par la JAC, alors qu'elle y conservait encore quelques solides positions au début de la décennie. La partie ouest de l'arrondissement de Villefranche, autour de ce chef-lieu, demeure une zone faible pour les deux mouvements, à l'exception de quelques rares communes frontalières du département du Lot. Le Ségala en revanche constitue toujours un bastion commun. Mais en son sein, la densité d'implantation des deux mouvements ne concorde pas tout à fait dans les régions de Naucelle, Moyrazès, Flavin. La vallée du Viaur et celles de ses affluents composent un pôle de forte densité au centre-ouest, puis celle de la Rance et quelque peu la basse vallée du Tarn, au sud-ouest. Au centre et à l'est, le causse comtal, les Palanges, le causse noir et une grande partie du causse du Larzac (à l'exception de l'extrême sud-est) sont des zones de faible densité. Elles l'avaient longtemps été, et si la période faste avait quelque peu atténué les contrastes, ceux-ci reviennent en force et ces régions périphériques sont les premières à subir les assauts de l'hémorragie jaciste. Seul fait exception le causse de Sévérac, dans le prolongement du Lévezou, où pour les deux mouvements la densité d'implantation semble s'être notablement renforcée par rapport au début de la décennie.

[2058] D'ailleurs, l'enquête de 1956 réalisée en Aveyron auprès des lectrices du bulletin *Militante jaciste* non réabonnées montrait bien que les sympathisantes, et non uniquement les militantes, étaient tout particulièrement recrutées dans le giron catholique, puisqu'elles déclaraient avoir apprécié en premier lieu la rubrique religieuse (JR 07-08/56).

Le fait que la JAC se soit en grande partie repliée sur ses bastions originels doit par ailleurs conduire à un rehaussement de l'aisance moyenne des communes jacistes : en effet, ce sont plutôt les régions les plus en retard sur le plan du développement agricole qui ont été délaissées.

Dans le Cantal, la « carte de notoriété » (annexe, doc. A-2-3-8 p. 614), curieusement, ne semble pas montrer de repli sur des bastions traditionnels, mais au contraire une conquête de régions peu touchées jusqu'ici, notamment dans le quart nord-ouest, , y compris dans les espaces relativement détachés à l'égard de la religion, comme dans les cantons de Saignes ou Champs[2059]. Toutefois, les cartes de notoriété intègrent les délégués au congrès de Lourdes en 1960, où les dirigeants locaux ont veillé à ce que la plupart des sous-régions du département soient représentées, pour obtenir une certaine homogénéité géographique, ce qui accroît et systématise artificiellement le nombre de mentions du nord-ouest. La répartition des secteurs du MRJC et du MRJCF au début de leur phase d'activité, correspondant au bilan de l'activité des branches jacistes, suggère plutôt un repli final. En effet, deux aires se distinguent clairement. D'abord, au sud d'une diagonale sud-ouest / nord-est partageant le département, un espace communément occupé par la JAC et la JACF (zones de Saint-Flour-Murat et d'Aurillac-Châtaigneraie), avec une densité notable essentiellement perceptible le long de la frontière avec l'Aveyron, et une implantation de la JAC légèrement plus soutenue que celle de la JACF[2060]. Puis, au nord de cette ligne, un espace nord / nord-ouest où seule la JACF est suffisamment implantée pour avoir maintenu des secteurs ; la JAC est présente, mais sous forme de petites équipes paroissiales très dispersées, dépourvues d'une équipe de zone[2061]. On en vient donc à conclure que dans le Cantal, même si le mouvement d'extension de la

[2059] Déjà, la liste des secteurs en 1955 (AAD comités de zones JACF 11-13/10/1955) montrait que désormais l'ensemble du département était couvert, avec un maillage relativement régulier, seul le centre - centre Est se présentant comme une zone de faiblesse, mais correspondant essentiellement au volcan central, moins peuplé. La zone jaciste de Riom avait même redémarré en 1957 (AAD comité fédéral JACF 11/12/1957). Sur la carte « de notoriété », pour la JAC, dont les implantations étaient nettement moins denses que celles de la JACF, la présence s'étoffe dans des bastions traditionnels comme la région élargie de Saint-Flour, le Carladez, ou le sud de la Châtaigneraie, qui détrône désormais le nord de cette région naturelle, s'alignant sur la JACF ; la présence est stable dans le Pierrefortais ou le bassin d'Aurillac ; mais surtout, elle s'accroît notablement dans le quart nord-ouest du département. Pareille « conquête » du nord-ouest est partagée par la JACF, dont la carte des implantations change peu par ailleurs, continuant à privilégier l'est et la Châtaigneraie du sud. Le cœur du volcan et les abords de l'Aubrac, pourtant bastion catholique, font figure en revanche de parents pauvres.

[2060] Secteurs JAC de Saint-Flour, Ruines, Pierrefort, Massiac, Chaudes-Aigues (en démarrage), Ste-Anastasie, Raulhac, Labrousse, Quézac, Cassaniouze ; secteurs JACF de Pierrefort, Chaudesaigues, Ruynes, Murat, Massiac, Labrousse, Cassaniouze.

[2061] Secteurs JACF de Saignes, Riom, Allanche, St-Cernin. Par rapport à 1955, il est aussi à noter que l'implantation des secteurs JACF dans l'Ouest du département, et notamment dans le sud-ouest, s'est singulièrement affaiblie : *Cf.* AAD comités de zones JACF 11-13/10/1955.

pénétration jaciste est encore bien réel, comme en Aveyron, au milieu des années 1950, et doit être souligné d'autant plus qu'il s'agit d'un phénomène en discordance avec l'évolution des effectifs, en fait, ces « colonies » sont sans doute souvent de courte durée, et en tout cas ne témoignent pas d'une vitalité et d'une résistance à moyen terme comparables à celle des bastions traditionnels. A terme, c'est bien au sud d'une ligne Laroquebrou-Massiac que la JAC et la JACF, et les mouvements qui leur succèdent, conservent l'essentiel de leurs forces vives.

Dans les deux départements, la localisation des principales activités ou initiatives confirme par ailleurs cette impression de renforcement des bastions[2062].

Toutefois, dès lors que l'on dépasse le cadre jaciste au sens strict, d'autres logiques ont pu entrer en jeu.

Les coupes de la joie, devenues de plus en plus des « institutions para-publiques » soutenues par les municipalités, pénètrent désormais profondément le territoire, assez régulièrement et finement maillé par les diverses coupes, dans les deux départements, y compris dans le Cantal. Et ce, même si les points forts[2063] et les points faibles[2064] traditionnels continuent à transparaître (carte en annexe : doc. A-2-4-1-2 p. 616).

Quant aux équipes de commerçants-artisans jacistes, en Aveyron c'est essentiellement dans le nord-est et le sud-ouest du département qu'on en rencontre, alors que le Ségala, la région de Villefranche, le Bassin houiller, ne sont pas mentionnés (doc. A-2-3-6 p. 612). Il n'y a pas de concordance avec la carte du pourcentage d'artisans autour de 1960 (les zones

---

[2062] Dans les deux départements, les clubs d'enfants se concentrent dans les zones de forte activité de la JAC/F : dans le Cantal, en Châtaigneraie ; et en Aveyron, dans le Ségala, la région de Villefranche, et celle de St-Affrique, alors qu'en 1953 les clubs avaient semblé gagner l'est.
Si l'on observe les départs pour les voyages organisés par le mouvement, ce sont encore les espaces marqués par l'activité jaciste la plus vive, et les groupes les plus fournis, qui présentent les densités les plus élevées. Dans le Cantal, il s'agit du sud d'une diagonale sud-ouest / nord-est, avec des départs collectifs à l'échelle de la zone dans la moitié est, moins fournie en groupes, et des départs de secteurs plus fréquemment représentés à l'ouest, notamment dans la région d'Aurillac. En Aveyron, c'est toujours et encore le nord-ouest, avec le Ségala pour pivot, qui cumule le plus grand nombre de départs, les voyages pouvant être organisés à l'échelle du secteur, alors que dans le reste du département, les effectifs jacistes plus réduits conduisent plus fréquemment à organiser des départs collectifs, à l'échelle de la zone ; le sud-ouest, néanmoins, est marqué par une densité notable de départs de secteurs JACF, qui renvoie à une implantation féminine traditionnellement plus marquée dans cette région. De même, quand en 1960 plusieurs fédérations jacistes du sud-ouest dressent, à l'intention de autres, la liste des fermes « exemplaires » pouvant être visitées, en Aveyron, c'est essentiellement cet espace situé autour du Ségala qui fournit des propositions : 34, sur 55, le sud du département n'en proposant que sept (JR 07-08/1960).

[2063] En Aveyron, toujours le cœur du Ségala [région de Naucelle], et dans le Cantal, le sud de la Châtaigneraie : comme toujours, les deux espaces phares de l'activité jaciste.

[2064] En Aveyron, l'extrême sud du département, ainsi qu'une partie du causse Comtal ; dans le Cantal la région de Chaudesaignes [sud-est] et d'Allanche-Condat [nord]; bref, des zones de grands espaces pastoraux, moins peuplées

majeures sont vierges de mention d'activités du mouvement), mais le rapprochement avec la carte d'implantation des commerçants est plus probant[2065].

Conclusion

Les racines du délitement de la JAC/F plongent bien plus haut dans le temps que ne le suggéraient Gérard Cholvy ou Antoine Prost à propos des mouvements de jeunesse catholique pris de façon globale. Le processus est progressif, et s'engage dès la première moitié des années 1950. Si l'on fait abstraction de l'attractivité ambiguë maintenue lors des coupes de la joie et auprès des adolescents, on peut situer, globalement, le recul de la JAC et de la JACF entre le milieu des années 1950 et le début des années 1960, entre 40 et 60 % des effectifs, la chute étant plus précoce dans le Cantal et dans d'autres départements aux effectifs « moyens », qu'elle ne le fut en Aveyron, département aux forts effectifs capable d'opposer une certaine résistance. Au-delà de la chute généralisée des effectifs, celle des abonnements, plus forte encore, est aussi le signe de l'affaiblissement marqué de l'influence de la JAC sur la société rurale locale, même si le détachement fut moins prononcé chez les jeunes filles.

Ce mouvement de moyen terme se combine certes avec une phase conjoncturelle d'accélération, mais autour de 1958, ce qui réduit le rôle, immédiat du moins, de la crise de l'ACJF et de l'appel du contingent pour la guerre d'Algérie. Les facteurs les plus déterminants, que les responsables jacistes, sur le moment, ont eu du mal à percevoir, ont sans doute été plus généraux et plus particuliers à la fois. Plus généraux, tenant aux grandes mutations de fond qui ont affecté à l'époque les sociétés rurales, et qui expliquent le recul de moyen terme : la réduction de la part de l'agriculture et des agriculteurs ; le prolongement de la scolarisation ; la fin d'un relatif isolement culturel… Des facteurs plus particuliers aussi, tel le contexte démographique qui fait se succéder, aux âges de militance, les classes creuses nées avant la guerre, et les premiers enfants du baby-boom, portés par un environnement culturel différent ; les rapports entretenus par la JAC/F avec le clergé local ont pu se révéler plus déterminants que l'état des relations institutionnelles des instances nationales avec l'Eglise ; enfin, les relations avec les organisations agricoles, et plus particulièrement avec le CNJA[2066] en train d'émerger, ne sont sans doute pas étrangères à l'accélération de la déprise relevée autour de 1958.

[2065] *Aveyron aujourd'hui*, *op. cit.*, p.53. Pour le Cantal, nous n'avons aucune donnée d'implantation, si ce n'est que le responsable artisans-commerçants, en 1956, soit originaire de Pierrefort, au centre-sud du département.
[2066] Cercle national des jeunes agriculteurs.

Chapitre 9

La « fin des paysans » ?

A l'échelle nationale, la baisse de la part d'agriculteurs parmi les actifs s'accélère à partir du milieu des années 1950 : cantonnée en dessous de 2 % par an jusque là, elle double presque, passant à 3,6 % annuels entre 1955 et 1962, puis à 4,1 % entre 1962 et 1968. Près d'un million de jeunes travaillent dans l'agriculture en 1954 ; ils ne sont plus que 367 000 en 1968[2067]. Les départements étudiés constituent des pôles de résistance : en 1954, la part des actifs du primaire y est encore majoritaire, et elle le demeure encore en 1960 dans le Cantal, alors qu'à l'échelle nationale, elle passe du quart au cinquième seulement de la population active[2068]. Si la réduction de la place occupée par les « paysans » parmi les actifs est moins vive dans le Cantal qu'ailleurs (elle reste inférieure à 2 % par an), en Aveyron, elle est clairement plus marquée (- 4,3 % par an entre 1954 et 1960, contre - 3,6 % au niveau national). 28 % des exploitations aveyronnaises disparaissent entre 1953 et 1963. Il s'agit essentiellement des plus petites, en-dessous de 5 ha, et aussi, contrairement à ce qu'attendaient les jacistes[2069], des plus grandes, au-dessus de 50 ha. Les exploitations moyennes, d'où semblent venir majoritairement les jacistes, résistent mieux[2070]. Mais les disparitions d'autres exploitations n'échappent pas pour autant à leur observation, car les sociétés rurales sont des sociétés d'interconnaissance étroite.

Il n'y a donc pas pour l'instant de « fin des paysans » au sens où l'on entendrait par là la quasi disparition numérique du corps : ils restent des piliers essentiels de la société, *a fortiori* dans ce Massif central méridional que nous étudions. Néanmoins, même ici, c'est l'amorce d'une tendance forte, plus ou moins marquée selon les sous-régions : tendance irrémédiable à la décrue des effectifs de « paysans », à l'atténuation de leur poids social, et au renforcement de la part des actifs du tertiaire, essentiellement, dans les campagnes.

[2067] Nicole-Drancourt Ch. et Roulleau-Berger L., *Les jeunes et le travail, 1950-2000*, Paris, PUF, 2001, 266 p. : p. 54, 69, 70. Les auteurs n'indiquent malheureusement pas dans leur tableau de la p. 69 quelles sont les tranches d'âge retenues.

[2068] *Monographies agricoles départementales, op. cit. ; Annuaire statistique de la France, op. cit*.

[2069] Nous avions pu voir dans le chapitre 6 se manifester l'inquiétude des jacistes face à un « grignotage » des exploitations modestes par les grandes.

[2070] Béteille, R., *Les Aveyronnais, op. cit.*, tableau p. 156.

Cependant, la rupture avec le milieu d'origine est peut-être, paradoxalement, moins marquée qu'elle ne l'avait été, pour beaucoup, entre la Libération et le milieu des années 1950, période où l'exode hors des départements étudiés avait battu des records, retrouvant ou dépassant des niveaux de la fin du XIX[e] s.[2071]. Il revient alors à des niveaux beaucoup plus habituels[2072] : la perspective de conserver son cadre de vie, ses réseaux familiaux et affinitaires, ou du moins de ne guère s'en éloigner, devient sans doute moins exceptionnelle.

Mais le concept de « fin des paysans » forgé par Henri Mendras suppose aussi le passage du polyculteur à l'entrepreneur agricole. Symboliquement, la Politique agricole commune européenne (la PAC) entre en vigueur en 1962, à l'époque la JAC/F se transforme en MRJC/F, le « R » de « rural » remplaçant le « A » d'« agricole ». Les notions de choix et d'orientation professionnelle s'imposent, pendant que l'agriculteur-entrepreneur, secondé par la technique et recourant au crédit, devient de plus en plus l'un des rouages d'une économie « globalisée », et doit s'attacher davantage à sa clientèle, à ses débouchés, qu'à sa terre ancestrale[2073]. L'agriculture, d'activité perçue comme « naturelle » et portée par une mystique, devient peu à peu un métier parmi d'autres.

« Pour la première fois, des dirigeants agricoles, par la bouche de Michel Debatisse, [ancien vice-président de la JAC,] proclamèrent que l'exode agricole était la condition nécessaire de la modernisation de l'agriculture et de l'avenir des agriculteurs », écrit Henri Mendras[2074]. Faudrait-il en déduire que la JAC/F, après avoir été à ses débuts le fer de lance de la défense d'une fierté paysanne et du maintien à la terre, est finalement devenue, dans les années 1950-60, du fait du tour « moderniste » qu'elle avait pris, l'une des responsables, directes, de la « fin des paysans » [2075] ?

[2071] Quiers, F., *La modernisation de la vie agricole du Cantal, op. cit.,* p. 12 (-12,2 % par an) ; *Aveyron d'aujourd'hui, op. cit.,* p. 37 (près de 3000 départs par an).

[2072] En Aveyron, on tombe autour de 1700 départs annuels (*ibid.*).

[2073] Mendras, H., *La fin des paysans,* Paris, Colin, 1970, 307 p. : p. 269 *sqq.*, et *La seconde révolution française, 1965-1984*, Paris, Gallimard, 1988, éd. de poche 1994, p. 30-40. A. Moulin discute la formule de Mendras dans *Les paysans dans la société française, op. cit.,* p. 211-254. *Cf.* aussi Gavignaud-Fontaine, G., *La révolution rurale…, op. cit.*, p. 144-146.

[2074] *La seconde révolution française, 1965-1984*, Paris, Gallimard, 1988, éd. de poche 1994, p. 32. Dans *La fin des paysans…*, p. 255-256, il met en cause plus directement encore les jacistes : « Même s'ils affirment parfois le contraire, ils sont convaincus qu'il faut jouer le jeu capitaliste et réussir économiquement, autrement dit, que l'agriculture doit être rentable, c'est ce que leur ont appris les économistes, disciples de saint Dominique ou professeurs des Facultés de droit. D'un autre côté, ils tiennent naturellement de leur origine sociale un grand respect pour la forme familiale d'exploitation agricole. Ces deux prémisses étant données, toute la doctrine s'en déduit logiquement : la rentabilité exige l'augmentation de la surface des exploitations, d'où l'acceptation de l'exode rural ».

[2075] On a « beaucoup accusé la JAC d'avoir encouragé cette diminution du nombre d'exploitations » à partir des années 1950, et « d'avoir laissé mettre en place une modernisation aveugle », rappelle Bertrand Gasiglia (mém. cit., p. 97 et 102. *Cf.* aussi *50 ans d'animation rurale. JAC-MRJC 1929-1979, op. cit.*, p. 76-77).

A – *1954-1957 :* une prise de conscience

1 - « Tout le monde ne pourra rester à la terre »

C'est essentiellement dans les années 1954-1957 que les jacistes commencent à prendre conscience de l'irrésistible augmentation du nombre de jeunes se dirigeant vers une profession non agricole. Déjà, comme nous l'avons vu, une enquête nationale de 1951 avait montré, en Aveyron, que la moitié des jeunes ruraux ne se destinaient plus à l'agriculture[2076]. La proportion est confirmée par une enquête de 1954, concluant que 47 % des jeunes pensent « chercher ailleurs un avenir professionnel »[2077]. Dans le Cantal, les constats établis au même moment pour justifier le lancement du référendum sont similaires[2078].

Les exploitations trop petites, aux rendements faibles, nourrissent mal des familles souvent nombreuses, et offrent des conditions de vie difficiles. Elles encouragent l'exode des paysans, de même que la concurrence des villes encourage le départ des artisans et commerçants[2079]. On pourrait ajouter – mais cela, le discours jaciste ne le mentionne pas – que la pénurie de main d'œuvre dont souffre notamment l'industrie, confrontée aux classes creuses de la guerre et bientôt aux ponctions pour l'Algérie[2080], offre des débouchés aux jeunes ruraux. Les enquêtes montrent que les partants sont essentiellement des cadets. Car ils voient disparaître des opportunités de reclassement en tant que domestiques agricoles, du fait de la diminution du nombre d'exploitations et de la mécanisation de celles qui subsistent. Or, les frais d'installation sur une exploitation nouvelle apparaissent trop élevés, et les jeunes ne peuvent compter sur l'aide financière du « milieu », qui « les considère toujours comme des enfants »[2081].

La pente, en outre, semble inéluctable : un tiers des exploitations ont disparu depuis vingt ans, remarquent les orateurs de la séance d'étude du congrès aveyronnais de 1954 ; la moitié des exploitations, inférieures à 10 ha, seront prochainement exposées[2082]. « Tout le monde ne pourra rester à la terre »[2083].

[2076] JR 04/1951.
[2077] JR 07-08/1954.
[2078] AAD 17-18/10/1956 (Session JACF à Aurillac : présentation de la campagne d'année sur l'avenir des jeunes) ; AAD 19/12/1956 (comité fédéral JACF : journées d'orientation professionnelle prévues pour celles qui doivent partir) ; VC 22/12/1956 (témoignages de jeunes ruraux devant quitter la ferme familiale où ils sont en surnombre), 15/12/1956 (jeunes femmes n'ayant plus leur place dans les fermes reprises par les frères). Les équipes sacerdotales sont invitées elles aussi à se pencher sur la question : SC 30/08/1956, 13/12/1956.
[2079] JR 11/1954, 02/1955, 05/1955.
[2080] Nicole-Drancourt Ch. et Roulleau-Berger L., *Les jeunes et le travail, 1950-2000*, *op. cit.*, p. 54.
[2081] JR 07-08/1954.
[2082] JR 07-08/1954.
[2083] JR 02/1954 (enquête préliminaire).

Faut-il en conclure que la JAC/F a fini par se rallier à la nécessité d'un exode rural pour permettre la modernisation des campagnes ? Les publications nationales jacistes, dès le début des années 1950, ont entrepris en effet d'envisager la question sous un nouvel angle[2084] : « l'exode rural est un fait normal, signe d'une agriculture qui progresse, qu'une littérature a trop systématiquement considéré et dénoncé comme un mal en soi »[2085] ; « les exploitations diminuent sans cesse en nombre. Tout le monde s'accorde à estimer nécessaire la disparition d'un certain nombre de celles qui restent »[2086]. Mais en 1961, quand Michel Bertin invite, dans le rapport moral national de la JAC, à « aider les jeunes qui quittent l'agriculture à préparer leur futur métier », il recommande d'ouvrir d'abord « leur attention à toutes les professions para-agricoles »[2087].

L'observation menée à l'échelle locale confirme cette nuance : la meilleure solution, aux yeux des jacistes, serait toujours (pour l'instant du moins), que des jeunes, à défaut de devenir agriculteurs, puissent rester au service du monde rural[2088]. Pourquoi se dirigent-ils vers les métiers de commerçants ou fonctionnaires, qui sont des professions surchargées ? Pourquoi laissent-ils des urbains se présenter aux concours de technicien ou d'ingénieur agricole[2089] ? Trop souvent, les jeunes femmes qui veulent rester à la campagne et sont dépourvues de formation, n'ont que la possibilité de devenir aides familiales[2090]. « Il faudrait que des carrières s'ouvrent au service du monde rural » ; « nous y avons un rôle irremplaçable, or nous attendons que les gens des autres milieux fassent le travail que nous ne faisons pas (…). Pourquoi les femmes sont-elles absentes des services agricoles ? » se demande une certaine « Fernande » en 1956[2091]. Elle garde néanmoins espoir que le projet de création d'un foyer de progrès agricole en Aveyron (1956) provoque une demande en monitrices[2092]…

Deuxième nuance : plutôt que d'avoir été un nouvel agent majeur – direct, du moins – de l'exode rural, la JAC/F nous semble avant tout s'y être résignée. Et cette résignation a sans doute été facilitée par la valorisation de la notion d'épanouissement. Rester dans l'agriculture, mais sans goût pour celle-ci, était presque aussi déplorable que partir à la ville sans formation,

---

[2084] *Cahiers de formation*, 12/1951, 12/1952 (n°11), 12/1956 (n°6) (cité par Bertrand Gasiglia, mém. cit., p. 100-102).
[2085] *Cahiers de formation*, 12/1952.
[2086] *Cahiers de formation*, 12/1956.
[2087] Cité par J. Conq, *in* JAC/MRJC. *Origines et mutations…, op. cit.*, p. 187.
[2088] JR 07-08/1954, 05/1955, 04/1957.
[2089] JR 04/1957.
[2090] *Cf.* notre article, « Les aides familiales rurales dans le Cantal, 1947 à 1976 », *Revue d'histoire de la sécurité sociale* (à paraître).
[2091] JR 09-10/1956.
[2092] JR 09-10/1956.

donc sans possibilité de vivre dans de bonnes conditions et de progresser. L'inverse, dans les deux cas, pouvait en revanche se révéler valorisant. C'est sous cet angle qu'il faut interpréter le fait que des jacistes cantaliens aient pu en venir à qualifier l'exploitation familiale d'« obstacle » pour les jeunes[2093]. Ne pas voir combien la pensée jaciste s'organise désormais autour de cette notion d'épanouissement, c'est aborder la question de façon biaisée, et conclure indûment à la trahison. Il est possible d'accepter des choix différents de l'agriculture, s'ils tiennent compte des aptitudes, des aspirations personnelles, des capacités de chacun, et des débouchés[2094]. Peu importe que plus tard les espoirs aient pu être déçus, en ville, face à un travail parcellisé et monotone. L'essentiel est de comprendre le mécanisme interne qui conduit à ne plus faire d'une destinée agricole la seule voie dignement acceptable.

Pour ceux qui malgré tout partiront, mieux vaut donc s'y préparer suffisamment tôt, pour ne pas mener une vie précaire en ville : « quand un jeune doit partir, [qu'il] ne bricole pas jusqu'à dix-huit ans », conseille l'abbé Bion en 1956[2095]. Le problème est que souvent les jeunes ne disposent pas de la formation qui leur serait nécessaire. A partir du milieu des années 1950, une multiplicité d'enquêtes menées par la JAC et la JACF dans divers départements, révélatrices des inquiétudes du mouvement, montrent aux jacistes les déficiences de la formation des adolescents. Une enquête menée en 1954 en Aveyron établit que le tiers des jeunes filles, et 40 % des garçons, n'ont pas même le certificat d'études[2096]. Et beaucoup (30 à 40 % en moyenne) ne reçoivent pas, au-delà, de complément d'instruction propre à les préparer à l'exercice d'une profession[2097].

Il faut donc aider les jeunes non seulement à se former, mais aussi à s'orienter[2098] sur le plan professionnel, dès 11-12 ans, en palliant les déficiences d'encadrement de l'Etat dans ce domaine[2099]. La reprise par les jacistes de la notion d'« aptitudes » révèle d'ailleurs une imprégnation par le discours construit depuis des décennies dans les milieux de l'orientation

---

[2093] SM 11/1957.
[2094] JR 07-08/1954 (orienter vers des métiers divers en tenant compte des capacités des jeunes), 04/1957 (on fait trop peu pour orienter selon les aptitudes).
[2095] JR 11/1956.
[2096] JR 07-08/1954.
[2097] Prat, G, *op . cit.* (40 % des jeunes dans l'Hérault en 1957), et Crubellier, mém. cit, qui cite une moyenne nationale de 32 % de garçons sans formation après la sortie de l'école.
[2098] Pour une approche nationale : Conq, J., « De la JAC au MRJC, 1959-1965 », mémoire de maîtrise, université de Paris I, 1991, 148 p. + annexes, repris en grande partie dans *JAC/MRJC. Origines et mutations…, op. cit.,* p. 179-259 : p. 187.
[2099] JR 07-08/1954, 11/1956 (abbé Bion), 12/1956 (JACF : choisir en s'aidant de ce que l'on découvre dans les cours, les voyages, les stages), 04/1957, 06/1957 ; AAD 17-18/10/1956 (session JACF à Aurillac), 19/12/1956 (comité fédéral de la JACF cantalienne). L'article pionnier de J. Martin, « L'orientation professionnelle, un instrument de rationalisation ? », *Histoire et Sociétés,* n°2, 2e trimestre 2002, p. 94-106, montre l'émergence de l'orientation professionnelle en Europe dès la fin du XIXe et le début du XXe s., mais dans le milieu industriel. Il est pourtant intéressant de noter qu'elle est déjà définie (1922) comme ayant « pour but de diriger un individu (…) vers la profession dans laquelle il a le plus de chances de réussir, parce qu'elle répond le mieux à ses aptitudes psychiques ou physiques » (art. cit., p. 94), notamment en France, où l'approche est éducative.

professionnelle, tout en ayant l'avantage d'entrer dans le champ conceptuel de l'« épanouissement ». Localement, en Aveyron, ce type de discours était même apparu nous l'avons vu, dès 1952-54, porté de façon marginale par Raymond Lacombe. Ce dernier étant ensuite passé de la présidence diocésaine de la JAC à la responsabilité nationale des Juniors, avant d'accéder à la présidence nationale, nous pouvons supputer que son influence n'ait pas été négligeable sur l'inflexion nationale du discours[2100]. Pour l'instant, cependant, seule la JACF cantalienne organise des journées d'orientation professionnelle, en 1957, pendant que le clergé cantalien est invité à aider les jeunes à poser chrétiennement le problème de leur avenir, et à leur faire découvrir ce qu'il y a de légitime dans l'aspiration à une vie meilleure[2101].

2 - « La JAC ne peut plus répondre seule aux problèmes de vie de tous les jeunes ruraux »

« L'évolution des divers milieux ne permet plus de s'ignorer : le brassage des professions dans le monde rural comme urbain complique la tâche des divers mouvements », expose Raymond Lacombe en octobre 1954. Dans le monde rural, avance-t-il, « la JAC ne peut plus répondre seule aux problèmes de vie de tous les jeunes ruraux » ; elle « doit se centrer plus spécialement sur les besoins des jeunes agriculteurs, qui sont les plus délaissés de la société »[2102]. Raymond Lacombe est à l'époque vice-président national de la JAC. Il transporte en Aveyron un débat qui a déjà cours depuis quelques temps au sein des instances nationales.

Dès 1947, le rapport présenté par René Rémond au conseil fédéral de l'ACJF appelait à « éviter de durcir le compartimentage de nos mouvements. En rester au schéma rigide de cinq milieux juxtaposés, ce serait faire sienne la conception fixiste que nous avons rejetée » ; « nous constatons que les problèmes requièrent chaque jour davantage le concours de tous les milieux. Nous voyons que ces milieux sont mouvants et en perpétuelle évolution »[2103]. En 1949, le conseil fédéral avait chargé une commission exécutive d'élaborer de nouveaux statuts et d'expérimenter une collaboration permanente et une réflexion commune entre responsables

[2100] Suivant son exemple, Michel Debatisse dénonce, au conseil national, fin 1953, l'absence d'orientation professionnelle, qui conduit beaucoup de jeunes à choisir un métier qui ne leur plaît pas, et dans l'exercice duquel ils manquent par conséquent de conscience professionnelle (JR 02/1954).
[2101] SC 13/12/1956.
[2102] JR 10/1954.
[2103] Cité dans Rémond, R., *Le catholicisme français et la société politique*, Paris, Ed. de l'Atelier, 1995, 284 p., p.33.

des mouvements spécialisés. Les nouveaux statuts avaient été adoptés à la Noël 1953[2104]. Les instances de l'ACJF affirmaient alors ne pas vouloir se contenter d'être une simple association de mouvements travaillant dans des milieux qui s'ignoraient : les jeunes ruraux en usine ou dans les collèges techniques intéressaient communément la JAC et la JOC, les élèves des cours complémentaires, la JAC et la JEC, les jeunes des bourgs, la JAC et la JIC. Si la JOC craint une évolution qui pourrait remettre en cause son indépendance, la JAC en revanche se situe dans une « perspective intégraliste[2105] d'éducation totale des jeunes ruraux [et…] « colle » à l'ACJF – le mouvement aurait même souhaité la formation d'équipes d'ACJF au niveau du canton, ce qui témoigne bien qu'une lacune est perçue, celle de la prise en charge des « non-paysans » dont le nombre croît »[2106].

L'abbé Barbe, nouvel aumônier diocésain, avait souhaité, dès son retour du conseil national de 1953, la multiplication, en Aveyron, des contacts entre les mouvements[2107]. Une première rencontre, début octobre 1954, rassemble des responsables des mouvements aveyronnais, qui « souvent ne se connaissaient pas »[2108], et l'ACJF, qui avait disparu, de fait, à l'échelon fédéral, renaît. Il y a là les mouvements masculins, mais aussi les mouvements féminins, ce qui constitue une nouveauté, puisque l'ACJF avait été jusque là exclusivement masculine, sans équivalent pour rassembler les mouvements féminins[2109]. Dans certains diocèses, de même, des « comités départementaux » ont été apparemment activés vers la même époque. Mais ces derniers sursauts diocésains de l'ACJF restent de toute façon très peu connus[2110]. Dans le Cantal, d'ailleurs, aucune mesure ne semble avoir été prise en ce sens : les mouvements sont-ils moins reliés aux débats nationaux ? la réflexion sur la diversification sociologique des milieux est-elle moins engagée ? La « nouvelle ACJF » aveyronnaise forme

---

[2104] « L'ACJF et la jeunesse ouvrière », dans Rémond, R., *Le catholicisme français et la société politique*, *op. cit.*, p.38.

[2105] Le conseil national de la JAC en décembre 1955 juge que ce « serait donner une formation tronquée que de n'apporter une ouverture que sur le milieu où nous vivions, et non sur la société » ; il faut « mieux connaître les autres milieux » pour « bâtir la société ».

[2106] Cholvy, G., *Histoire des organisations et mouvements de jeunesse chrétiens…, op. cit*., p.300-305.

[2107] JR 02/1954.

[2108] JR 10/1954.

[2109] A l'exception de l'expérience de Secrétariat dans les années 1930. Cet élargissement est sans doute explicable par les synergies développées préalablement entre branche masculine et féminine de chaque mouvement, de même que par l'évolution de la vision des rapports hommes-femmes, dont on a vu qu'ils se dirigeaient vers une conception plus égalitaire au tournant de l'entrée dans les années 1950. Néanmoins, si jeunes gens et jeunes filles sont représentés équitablement au sein des instances diocésaines, il est bien précisé que leurs équipes respectives travailleraient séparément, sous la direction du président et de la vice-présidente.

[2110] Hilaire, Y.-M., « L'ACJF, les étapes d'une histoire (1886-1956) », *Revue du Nord*, Hors série, coll. Histoire, n°14, 1998, p.235. Début 1956, alors que la crise de l'ACJF est déjà engagée, les relances locales ont pu apparaître à certains dignitaires de l'Eglise comme le moyen d'imposer par le bas une réconciliation nationale entre mouvements : *Jeune Rouergue* cite en janvier 1956 les propos tenus par le cardinal Feltin à une réunion de responsables fédéraux de la JAC et de la JEC, où il affirme que « quand sera effective [l'union entre les branches] dans les diocèses, elle ne tardera pas à se réaliser à l'échelon national ». Là est l'enjeu.

donc un bureau, où la JOC et la JOCF héritent dans un premier temps de la présidence et de la vice-présidence, peut-être pour faire taire toute suspicion de mainmise sur les mouvements de la part de la JAC/F (d'autant plus que, sur le plan national, la JOC est de tous les mouvements la plus réticente), et pour faciliter de ce fait la renaissance du cadre ACJF. La JAC/F se contente ainsi du secrétariat. Pourtant, de l'avis des dirigeant locaux, début 1956, « le succès n'est pas éclatant »[2111]. Et cette ACJF fédérale subit en outre les effets de la crise nationale de l'organisation[2112]. Comme elle, elle ne survit pas à la rentrée 1956.

Pour autant, elle a permis, en Aveyron, de nouer des liens entre mouvements, lesquels liens ne disparaissent pas forcément par la suite. Elle n'a pas été non plus la seule à agir en ce sens : les instances régionales de la JAC/F ont encouragé la tendance, de même que les instances nationales, qui ont prévu, lors de la réforme des structures opérée en 1954, de constituer des « équipes chargées de la collaboration avec les autres mouvements » : artisans-commerçants, ruraux ouvriers[2113], soldats[2114]. L'ACJF aveyronnaise avait proposé une variante, en prévoyant aussi une commission « pour les élèves des cours complémentaires et techniques »[2115].

[2111] JR 01/1956.

[2112] La crise de l'ACJF est née de « l'appréhension aisément compréhensible de la JOC surtout à la pensée de perdre une autonomie, qui équivalait jusqu'alors à une indépendance de fait ». Le premier conflit éclate à propos des jeunes de l'enseignement technique, que la JOC veut récupérer dans son giron, alors que l'enseignement relevait de la compétence de la JEC. « La JOC visait (…) à prévenir l'exode (de l'élite ouvrière) vers d'autres milieux sociaux », la JEC défendait un enseignement permettant d' « abattre les barrières sociales, (de) rétablir la souplesse des communications entre milieux ». Le second problème tenait aux conditions dans lesquelles arrêter des positions communes aux mouvements. La JOC répugnait à perdre la garantie de son indépendance, et tenait au système de l'unanimité pour la prise de décisions. Les autres mouvements, la JAC en tête, tenaient pour la règle de la majorité (Rémond, R., *Le catholicisme français et la société politique*, *op. cit.*, p.38-39.). Gérard Cholvy avance que la cause essentielle de la crise tient dans le désaccord sur l'étendue du domaine « libre » dans l'action temporelle, différente dans l'ACJF non mandatée, et dans l'Action catholique spécialisée mandatée. Il évoque le communiqué de l'ACA en octobre 1956, rappelant à l'Action catholique l'objectif premier d'évangélisation (se méfier de l'action temporelle), juste après la démission du président nationale André Vial le 15 septembre, face à la paralysie de l'ACJF, créée par le conflit avec la JOC, soutenue par Mgr Guerry, président de la commission épiscopale du monde ouvrier (Cholvy, G., *Histoire des organisations et mouvements de jeunesse chrétiens…, op. cit.*, p.322-324) : « l'épiscopat, qui se réorganise et se structure au niveau national pendant les années cinquante, tend à contrôler les mouvements d'action catholique par l'intermédiaire de ses commissions. Si les mouvements spécialisés de jeunes et d'adultes ont plus que jamais ses faveurs, l'ACJF, qui prétend exercer une réflexion à la fois religieuse et sociale d'ensemble et mener une action de transformation des institutions, le gêne parce qu'elle semble le compromettre [son contrôle ?] », explique Y.-M. Hilaire (« L'ACJF, les étapes d'une histoire (1886-1956) », art. cit., p.235).

[2113] De la prise en charge des « bourgs », initiée peu après la Libération, on passe peu à peu à compter de 1954 à la prise en charge des « non agricoles » [à la rentrée 1954, la JACF d'Auvergne décide de supprimer la session régionale « bourgs », pour la remplacer par un « carrefour des non-agricoles », à Quézac (Cantal) - JR 10/1954], différenciant progressivement en leur sein les commerçants et artisans, des ruraux ouvriers, et des employées de maison. Les deux premières catégories donneront chacune une branche du MRJC et du MRJCF, la troisième étant incorporée dans la branche « Jeunes des services sociaux et familiaux » du MRJCF.

[2114] JR 09/ 1954, 10/1954 ; AAD comité fédéral du 19/09/1954.

[2115] JR 10/1954, 04/1955. Commission « bourgs et petites villes » : responsable JAC Jean Cabrolier, responsables JACF Jackie Oziès ; commission « ruraux en ville » : responsable JAC Pierre Vidal, responsable JACF Simone Cavalier

La multiplication des jeunes scolarisés est en effet déjà ressentie, ce qui montre que le mouvement s'enclenche bien avant la loi Berthoin de 1959. Elle est perçue comme le symptôme de la préparation à l'exil, car « on y cherche de plus en plus, non l'instruction qu'on emploierait chez soi, mais les examens et les diplômes qui permettront de faire autre chose », diagnostique l'abbé Bion en 1956[2116]. En novembre 1957, en Aveyron, une enquête de la JAC et de la JACF montre que 51 % des adolescents et 56,5 % des adolescentes sont scolarisés. 35 % des garçons et 28 % des filles sont restés dans l'agriculture ; les quelques autres se sont dirigés essentiellement vers le commerce et l'artisanat.[2117]. Pourtant, la collaboration entre la JAC/F et la JEC/F s'engage à peine[2118].

Les équipes « artisans et commerçants »[2119] prennent de fait la suite des « équipes bourgs » formées avec un succès inégal depuis quelques années. Se fixant la plupart du temps dans des localités fortement insérées dans un environnement rural et dépourvues d'équipes jocistes ou jicistes, elles continuent, de fait, à être essentiellement encadrées par la JAC/F. Mais par rapport aux premières équipes « bourgs », conçues à partir d'un référent agricole, en ayant pour fin de mieux intégrer les jeunes des bourgs au monde rural, l'essor des équipes « artisans-commerçants » marque la prise en compte des particularités du métier, quel que soit son cadre d'exercice[2120]. L'approche en est cependant autant morale que technique : c'est un

[2116] JR 11/1956.
[2117] JR 05/1958

%	En école	Ecole primaire	Ecole secondaire	Cours complémentaire	Ecole technique	Ecole d'agriculture / ménagère
Garçons	50,8	18,6	14,5	6,6	5,5	3
Filles	56,6	22,3	15,8	8,6	1,2	6,9
%	Centre d'apprentissage	Agriculture	Artisanat / Commerce	Chez un patron	Ouvr. Agricole	Indéterminé
Garçons	2,6	29,5	7,4	4,4	4,5	3,4
Filles	1,9	28,1	4,6	3,4		7,3

[2118] C'est à partir de 1956 que se dessine la prise en charge commune par la JAC et la JEC des élèves de cours complémentaires (JR 01/1956) ; JACF et JECF, de leur côté, lancent des groupes dans plusieurs cours ménagers, créent une brochure commune, et organisent fin 1956 des réunions-bilans pour les jeunes élèves de ces cours ménagers (JR 12/1956). Dans le Cantal, ce sont d'abord les commissions des zones pastorales mises en place par Mgr Marty qui se penchent sur la question des scolaires, appelant les curés à signaler par fiches ceux qui quittent leur paroisse, pour les suivre dans leurs établissements. – C'est aussi le moment où adolescents et aînés semblent pouvoir être le plus en phase (tous sont nés dans l'entre-deux-guerres et ayant vécu l'expérience de la 2e guerre mondiale). L'aîné(e), selon les recommandations de la presse jaciste, doit se comporter comme le frère ou la sœur aimant(e), à l'unisson avec l'adolescent, être son confident, répondant à ses attentes, n'étouffant pas sa personnalité, partant de *ses* difficultés sans imposer de théories (JR 01/1954, 09/1954, 01/1955, 02/1955, 03/1955, 05/1955, 03/1955, 01/1956, 11/1956, 05/1958).
[2119] Majoritairement féminines. Le véritable essai de démarrage d'équipes masculines d'artisans-commerçants date de 1956. Une première rencontre régionale est prévue à Aurillac en juin, en vue de laquelle les jacistes cantaliens tentent de repérer des jeunes susceptibles de militer dans cette branche, et désignent un responsable (AAD 29/04/1956, compte-rendu du comité fédéral JAC. Le responsable désigné est Roger Gabasse, de Pierrefort.). En mars, les Aveyronnais de la zone d'Espalion ont pour leur part pris l'initiative d'organiser une journée bourgs destinée aux jeunes gens (JR 03/1956). Mais le démarrage est balbutiant.
[2120] Cette prise en compte passe essentiellement par le biais de sessions régionales, de sessions fédérales dans chacun des deux départements, et au moins en Aveyron, de diverses sessions ou rencontres de zone. Le reste du

comportement « plus humain et plus chrétien » qui est constamment attendu[2121]. Le client n'est pas « un inférieur » à exploiter, mais un frère à dépanner en recherchant ce qui lui convient le mieux ; d'où l'importance de l'accueil : sourire, délicatesse, propreté[2122]… Certes, il faut faire fructifier l'argent, qui est un bien de Dieu, et tenir pour cela une comptabilité saine, mais il doit être utilisé, en fin de compte, pour le bien commun[2123]… Plus concrètement, néanmoins, face aux risques que font peser la concurrence des grosses entreprises et la standardisation sur le petit commerce et l'artisanat, deux types de solutions sont proposées : s'adapter à la demande, en offrant des produits nouveaux et en adoptant des techniques nouvelles ; se grouper, pour acheter moins cher[2124]. Deux remèdes qui sont l'écho des solutions proposées pour des maux similaires touchant les exploitations familiales[2125], ce qui montre bien qu'un corps d'attitudes l'emporte désormais sur l'exaltation première de l'attachement au milieu rural. Ainsi, l'essentiel, là comme ailleurs, est d'atteindre son épanouissement personnel : la jeune fille qui considère son travail de commerçante comme une simple transition en attendant le mariage, ou celle qui veut en faire son métier, mais dont les parents s'opposent à ce qu'elle reçoive une formation, sont toutes deux condamnées à ne pas trouver l'épanouissement souhaitable dans leur activité professionnelle, sermonne L'*Inter-Bourgs*, le bulletin aveyronnais des jeunes artisanes et commerçantes catholiques, en 1955[2126].

---

temps, en revanche, les campagnes d'année sont encore insuffisamment « adaptées », au goût des militantes (JR 10/1954, 04/05/1956). Mais le simple fait de demander une meilleure adaptation aux métiers du commerce ou de l'artisanat est en soi révélateur d'attentes déconnectées du monde rural. Les équipes se préoccupent du coup beaucoup de loisirs, si l'on suit les comptes-rendus d'activité dans la zone d'Espalion, au nord de l'Aveyron, frontalière avec le Cantal (JR 07-08/1954 ; IB 04/1954, 04/1955, 10/1955, 02/1956, 01/1957, 05/1957. Elles organisent des camps, avec balades, jeux de piste ; des rencontres / journées d'amitié ; elles préparent des séances récréatives, ou la participation à la coupe de la joie ; dans le sud Aveyron, à Camarès, est créé début 1957 un foyer de jeunes filles, avec salles de jeu et salles de réunion, ouvertes aux 15-25 ans).

[2121] JR 10/1954 (« la jeune fille du bourg doit épanouir son christianisme »), 11/1954 (comparaison entre le comportement du pharisien dans l'Evangile, et celui de certaines filles des bourgs), 03/1955 (intervention sur le thème « christianisme et valeur humaine », ou sur « morale individuelle et morale du bien commun » ; rappel que les évêques « demandent à tous les chrétiens d'être présents au monde pour le comprendre, l'aimer, le servir, lui donner une âme »), 03/1956 (« notre vie de chaque jour : cas de conscience à la lumière de l'Evangile ») ; AAD Session régionale artisanes-commerçantes des 21-22/10/1957 (« le travail, (…) marche vers Dieu »).

[2122] JR 10/1954, 11/1954, 03/1955, 02/1956 ; IB 10/1955, 02/1956 ; SC 06/01/1955 ; AAD Session régionale artisanes-commerçantes des 21-22/10/1957.

[2123] JR 03/1955, 12/1955, 05/1958 ; IB 04/1955, 10/1955, 02/1956 ; AAD Session régionale artisanes-commerçantes des 21-22/10/1957.

[2124] JR 07-08/1954, 10/1954, 03/1955, 12/1955, 07/1958 ; SC 06/01/1955 ; AAD Session régionale artisanes-commerçantes des 21-22/10/1957.

[2125] Face à la concurrence de la grande propriété, se moderniser, et se grouper dans des CUMA et autres coopératives.

[2126] IB 04/1955 ; *cf.* aussi JR 10/1954 (dans le cadre de la campagne d'année), 11/1954, 12/1955 ; IB 05/1957 ; AAD Session régionale artisanes-commerçantes des 21-22/10/1957 ; J Au 01/1958, 02/1959.

De même, pour ceux qui partent en ville, le risque mis en exergue est d'avoir à exercer un métier difficile et peu gratifiant sur le plan humain et financier, qui ne permette guère d'assurer une vie de famille convenable, y compris en allant travailler aux PTT, à la SNCF ou dans l'enseignement[2127]. Il faut bien voir qu'il n'y a plus de rejet catégorique du monde urbain, mais seulement l'exigence que chacun ait une vie, notamment familiale, décente et épanouissante. D'autant plus que le problème du chômage ne se pose pas encore : même si la concurrence de nombreux bras déjà embauchés en ville peut être redoutée, les jeunes en question appartiennent encore aux classes peu nombreuses, nées entre 1931 et 1941 ; l'abbé Bion, données en main, entreprend même, en 1956, de rassurer les jeunes militants, ce qui peut apparaître, là encore, comme symptomatique d'un certain accommodement avec le monde de la ville : « le nombre de jeunes sur le marché du travail ne sera inquiétant que dans cinq à dix ans »[2128].

Parmi les « ruraux en ville » (ouvriers, vendeuses, employées de maison), ceux qui conservent un lien avec la campagne par leurs migrations pendulaires continuent à être pris en charge essentiellement par la JAC/F (de fait, surtout par la JACF). En revanche, pour ceux s'installent définitivement en milieu urbain, la JAC/F (associée, largement, au clergé rural[2129]) doit veiller désormais à mieux préparer leur départ et à le coordonner avec une prise en charge par la JOC à l'arrivée[2130]. La JAC/F est chargée, idéalement, de mener en amont une action de repérage, d'apporter les connaissances minimales à maîtriser au sujet du syndicalisme ouvrier ou des questions sociales, puis en aval, la JOC/F doit apporter une aide à l'embauche ou au logement, et préserver des risques de l'isolement, dont l'éloignement vis à vis de la foi et de la morale, en offrant l'accueil d'une sociabilité catholique.

En fait, pour les jeunes gens, l'action menée fut particulièrement limitée[2131].

En revanche, chez les jeunes filles, une action pérenne semble s'être développée à Rodez, auprès des vendeuses et employées de maison[2132], et dans la région de Millau et de Roquefort, en direction des ouvrières[2133]. A Millau et aux alentours, tout particulièrement, les

---

[2127] JR 07-08/1954, 09-10/1956, 11/1956, 04/1957.
[2128] JR 11/1956.
[2129] Notamment dans le Cantal, où la commission pastorale des ouvriers s'inquiète à compter de 1956 du sort des jeunes gagnant les centres urbains.
[2130] JR 11/1954, 04/1955, 05/1955, 07-08/1955, 04-05/1956, 06/1956 ; AAD 19/12/1956, compte-rendu du comité fédéral JACF : organisation de journées d'orientation professionnelle pour jeunes filles partant pour la ville.
[2131] Cette dichotomie, et cet investissement surtout marqué chez les jeunes filles, se retrouve à l'échelle nationale : *cf*. Conq, J., art. cit., p. 203.
[2132] JR 04/1955.
[2133] JR 03/1956 (St-Rome), 07-08/1960 (Roquefort, Millau), 02/1962, 04/1963 (mariage de la fondatrice du groupe de rurales-ouvrières de Millau). – Par ailleurs, des sessions ou stages régionaux pour rurales-ouvrières sont organisés (AAD 25/02/1956, compte-rendu du comité régional JACF).

ouvrières en question sont fréquemment des gantières, travaillant soit en usine, soit à domicile. Leur situation préoccupe la JACF et la JOCF, notamment lors de la crise conjoncturelle qui frappe la ganterie en 1956 : face au patronat, qui tente de susciter la création d'un syndicat autonome qui demanderait la non application du décret fixant les rémunérations des gantières au niveau du SMIG, les mouvements d'Action catholique encouragent un syndicalisme proprement ouvrier et la revendication d'une augmentation des salaires. Ils dénoncent un travail « absorbant, abrutissant, (…) inhumain », la zone de Millau organisant à cette occasion des « journées gantières »[2134].

Mis à part dans quelques « régions » ouvrières et/ou urbaines délimitées, la mise en œuvre concrète, sur le terrain, d'une collaboration entre la JAC/F et les autres mouvements spécialisés d'Action catholique a donc été particulièrement limitée, et circonscrite à la JOC/F. Elle n'était peut être pas forcément la réponse la plus opératoire. Elle a pu, dans les faits faciliter, encourager à l'occasion, l'exode agricole ou rural. Mais la JAC/F s'est plutôt employée à conserver l'essentiel de son contrôle sur les ruraux, là où elle était déjà bien implantée. L'assouplissement est ailleurs : dans la plus grande malléabilité intellectuelle que permet la notion d'épanouissement, sur laquelle l'accent est mis, et qui fait fi de la nature du milieu.

3 – Un pôle de résistance face à l'hémorragie du monde agricole ?

Lors de l'hiver 1956-1957, la JAC/F lance un vaste « référendum » national sur l'avenir des jeunes, diffusé à deux millions d'exemplaires et qui recueille 215 000 réponses[2135].

[2134] JR 02/1956, 04-05/1956, 12/1956 ; IB 02/1956, 07-08/1956.

[2135] JR 04/1957 ; SC 16/04/1957 ; SM 11/1957. Conq, J., art. cit., p. 186 ; Cuvelier G., mém. cit., p. 23, 36 ; Fort, R., *op. cit.*, p. 96 ; Prat G., *op. cit.*, p.266-267… Il est lancé par la diffusion dans les villages du film *Routes barrées.* Ce film présente l'histoire du jeune Albert, revenant du régiment et voulant se marier, mais s'apercevant que l'exploitation de son père ne pourra pas faire vivre deux ménages. Sur un coup de tête il abandonne tout, mais sans formation professionnelle, il ne peut trouver un travail convenable (Prat G., *op. cit.*, p. 264 ; Aveyron : JR 12/1956 [film présenté pendant quinze jours dans les villages] ; Cantal : AAD comité de zone à Maurs, 05/02/1957 [projeté à Mourjou]). – Dans l'Hérault, la répartition par âges des réponses a été la suivante (Prat G., *op. cit.*, p.266-267) :

%	Garçons	Filles
14-17 ans	33	37
17-22 ans	37	44
22-30 ans	29	19

Une première série de questions[2136] vise à repérer quelle part de jeunes ruraux reçoivent une formation, et de quel type.

Dans la plupart des départements de la région, la part de jeunes sans formation s'établit autour de 25 % chez les jeunes filles, mais de 40 % chez les jeunes gens (oscillant entre un peu moins de 35 % et un peu plus de 40 %, contre 16 % seulement dans le Nord, et une moyenne nationale de 32 %[2137]). Les départements les mieux placés sont la Haute-Loire (74 % des jeunes gens et 81 % des jeunes filles ont reçu une formation) et surtout le Puy-de-Dôme (respectivement, 80 % et 88 % de jeunes formés), où doit jouer l'influence urbaine et industrielle. Aveyron et Cantal sont en revanche les plus mal lotis : l'Aveyron a le plus fort taux de jeunes filles sans formation (36 %), même si le taux masculin n'est que légèrement inférieur à la norme régionale (33 %) ; et dans le Cantal, la part de jeunes filles non formées se situe dans les valeurs plutôt hautes (28 %), et surtout, la part de jeunes garçons est la plus forte de la région (47 %). Dans les deux départements étudiés, l'action de la JAC et de la JACF aurait donc eu jusqu'ici un impact plus limité que ce que l'on pouvait attendre. Le discours sur la nécessité d'améliorer la formation s'est trouvé confronté à un terrain où cet enjeu était peut-être plus difficile à faire percevoir, l'idée de la transmission familiale du métier et de ses gestes l'emportant, dans des sociétés encore très marquées par l'empreinte rurale traditionnelle.

L'évaluation des formations reçues montre que les écoles techniques (non agricoles) rassemblent une proportion de jeunes très irrégulière selon les départements. La Corrèze, le Lot et la Haute-Loire sont ceux où leur part est la plus élevée, pouvant révéler des stratégies d'orientation qui prévoient de sortir de la stricte voie d'une reprise d'exploitation. A l'inverse, en Aveyron et dans le Cantal, ce mode de formation apparaît totalement marginal, cité seulement par 5 % des jeunes garçons aveyronnais : la faible part de jeunes formés va de pair avec une absence de diversification des modes de formation, susceptible d'ouvrir à d'autres professions.

En revanche, le Cantal, surtout, et l'Aveyron de façon moins marquée, se distinguent par la part de jeunes fréquentant les écoles d'agriculture (proche de la moyenne pour l'Aveyron : 8 % ; mais la plus importante de la région pour le Cantal : 16 %) ou les centres ménagers (50 % dans le Cantal, ce qui doit inclure les formations "ambulantes", mais constitue le record régional ; 35 % en Aveyron). Le taux est, aussi, élevé, pour les

[2136] Les données utilisées ci-dessous sont tirées du recueil régional ronéoté, conservé aux AMO. Pour certaines séries de questions, on peut atteindre des totaux supérieurs à 100 % car toutes les réponses (multiples) émises par chaque sondé ont été comptées, et rapportées au total des sondés.
[2137] Cuvelier G., mém. cit., p. 23, 36.

Lozériennes, qui bénéficient comme les cantaliennes des fruits de l'action menée par Sœur Joseph depuis Bouldoire. En revanche, la Corrèze affiche les plus faibles taux masculins et féminins, situation à rapprocher de son record parallèle de présence dans les établissements techniques : en Limousin, l'orientation semble davantage se faire en direction de formations qui permettent de faire face à une réorientation vers un domaine non agricole.

Les résultats concernant l'inscription à des cours agricoles par correspondance ou post-scolaires confirment la tendance des deux départements étudiés à privilégier une filière agricole. Chez les jeunes gens en effet, le taux d'inscrits est très largement supérieur à la norme régionale, qui tourne autour de 25 % pour tous les autres départements : 37 % pour le Cantal, et 45 % pour l'Aveyron. Et chez les jeunes filles, si l'écart est moins marqué, l'Aveyron affiche le plus fort taux (29 %), et le Cantal, avec 22 % d'inscrites, dépasse nettement la moyenne, située autour de 15 %, seul le Puy-de-Dôme se rapprochant ici des deux départements étudiés. Or l'inscription à des cours agricoles par correspondance ou post-scolaires suppose de suivre un apprentissage, chez ses parents ou chez un patron extérieur. Ici, les réponses ne semblent pas avoir été données systématiquement, notamment dans le Cantal où aucun jeune sondé n'a coché cette question, ce qui a peut-être joué pour gonfler artificiellement la part de "sans formation", par rapport à d'autres départements ; il ne faudrait donc pas tenir compte de façon trop absolue de cette "faible formation" cantalienne et aveyronnaise, mais plutôt conclure que dans ces départements, la formation reçue privilégie la filière agricole, que ce soit par des formes récentes, ou traditionnelles. En Aveyron toutefois, les jeunes ont répondu à ces interrogations : chez les jeunes gens et les jeunes filles, la part à se présenter comme étant en apprentissage tant chez leurs parents que chez un patron, sans être la plus importante de la région, se situe dans les "ordres" élevés (chez les jeunes gens : 52 % chez les parents, 11 % chez un patron, soit presque les deux tiers ; chez les jeunes filles : 30 % chez les parents et 8 % chez un patron).

En moyenne en Auvergne 44 % des garçons, et 60 % des filles[2138], pensent quitter le milieu de l'agriculture. C'est très supérieur à la moyenne de la France : 27 % des fils d'agriculteurs, 32 % des filles, 31 % des salarié(e)s agricoles et employé(e) de maison. Autour de 40 % des jeunes garçons aveyronnais ou cantaliens pensent quitter leur profession, entendons : ne plus demeurer dans l'agriculture. Mais, s'ils se situent dans la moyenne haute, ils y voisinent la plupart des autres départements de la région, à l'exception seulement de la

[2138] Une enquête de secteur menée en Aveyron l'année suivante donne cependant une vision plus modérée du rêve d'exode féminin, puisqu'elle le ramène à 43 % des jeunes filles (JR 02/1958 : enquête menée auprès des 14-17 ans du secteur de Lanuéjouls).

Haute-Loire et de la Lozère. Il est surtout à relever que ces taux de départs attendus sont largement supérieurs à ceux qu'on rencontre dans un département à dominante industrielle comme le Nord, où 20 % seulement des fils d'agriculteurs pensent quitter le métier[2139]. Plus la région est restée agricole, plus la proportion de jeunes s'apprêtant à quitter l'agriculture semble forte. Pour les jeunes filles, on retrouve la propension classique à l'exode, toujours plus forte que chez les garçons. Or cette fois, Aveyron et Cantal se distinguent nettement par une part plus forte de jeunes filles pensant rester à la terre : 49 % pour le Cantal, et 54 % pour l'Aveyron : le record ! C'est la preuve, une fois de plus, d'un attachement plus marqué à la terre dans ces deux départements. A l'opposé, dans la vieille terre d'émigration et de dépression économique qu'est la Lozère, les jeunes filles ne sont que 22 % à penser rester...

Quelles raisons motivent les jeunes qui désirent malgré tout quitter l'activité agricole, voire le monde rural ?

Par rapport aux autres jeunes ruraux et rurales de l'« Auvergne » jaciste, Aveyronnais et Cantaliens privilégient davantage le « goût pour un autre métier »[2140]. Inversement, ils mettent légèrement moins en avant la dureté de la vie et/ou du métier, qui ailleurs constituent dans la plupart des cas le principal motif avancé. Une telle inversion des priorités n'est pas sans suggérer une certaine difficulté, en Aveyron et dans le Cantal, à remettre en cause le milieu d'où on est issu, la « sortie » se justifiant positivement, par le penchant personnel, plus que par le rejet. Il y a en revanche convergence pour placer au troisième rang le besoin d'argent[2141]. Viennent ensuite l'impossibilité de s'installer sur une exploitation, motif plutôt masculin[2142], le désir d'aller en ville, légèrement plus manifeste chez les jeunes filles[2143] ; enfin, le chômage, évoqué de façon seulement résiduelle[2144].

En fait, quel que soit le motif retenu, ce qui frappe, c'est que la part d'Aveyronnais et de Cantaliens à le juger valable est nettement supérieure à celle des autres jeunes du Massif

---

[2139] Cuvelier G., mém. cit., p. 23, 36.

[2140] A l'échelle régionale, il arrive en deuxième position chez les jeunes filles (entre le quart et le cinquième). Or il recueille la majorité des suffrages des Cantaliennes (57 %) et des Aveyronnaises (48 %). Les suffrages masculins, s'ils placent ce motif, en moyenne, en troisième position parmi les choix, sont beaucoup plus irréguliers d'un département à l'autre : autour du cinquième, ou un peu moins, dans trois départements (Puy-de-Dôme, Corrèze, Lozère, où ce motif arrive de la deuxième à la quatrième position), une part insignifiante en Haute-Loire (2 %). En revanche, les valeurs sont élevées, comme pour les jeunes filles, dans le Cantal, détenteur du record (55 %), en Aveyron (46 %) et dans le Lot (44 %).

[2141] Autour du cinquième des jeunes, à l'exception, une fois de plus, du Cantal, de l'Aveyron et du Lot, où ce motif est plus fréquemment cité : pour les jeunes gens et les jeunes filles respectivement : 48 et 34 % dans le Cantal, 35 et 38 % en Aveyron, 52 et 37 % dans le Lot.

[2142] 15 à 25 % pour la plupart des départements, contre 10 % en général chez les jeunes filles, seul le Cantal faisant exception avec un taux de citation du motif par les jeunes filles semblable aux taux masculins.

[2143] Autour de 15 %, contre 10 %, et très important dans le Cantal (autour de 45 %)

[2144] Autour de 3 %, l'Aveyron se distinguant par des taux largement supérieurs.

central méridional. Les réponses multiples étant ici acceptées, cela signifie au moins qu'Aveyronnais et Cantaliens candidats au départ ont coché plus de propositions que les autres jeunes de la région ; comme si l'attachement à la terre était tel, qu'il faille se convaincre de l'impossibilité de rester, à force d'arguments accumulés, le nombre étant censé dissiper le doute.

Les jeunes gens qui comptent quitter le milieu agricole placent en général l'artisanat en premier choix (l'Aveyron fait cependant exception), et les jeunes filles, soit le commerce (en Aveyron et dans le Cantal), soit l'artisanat (ailleurs dans la région) ; la frontière n'est d'ailleurs pas toujours étanche entre les deux professions. Ce choix est assez compréhensible. C'est encore un temps d'apogée de la boutique, la concurrence des grandes surfaces ne s'amorçant vraiment qu'avec les années 1960[2145]. En outre, cette option permet dans bien des cas de ne pas quitter le milieu rural, tout en abandonnant l'agriculture, et en mobilisant le savoir-faire manuel acquis. Pour les jeunes filles, c'est aussi un espoir de « sortie de la condition antérieure » par le mariage. Pour elles se présentent les carrières sociales, souvent placées en deuxième position parmi les choix formulés, et plus particulièrement plébiscitées en Aveyron (27 %) et dans le Cantal (32 %). Chez les jeunes gens, c'est en revanche l'usine qui occupe en général cette deuxième position (autour de 20 %) ; elle est toutefois un peu plus particulièrement prisée en Lozère, peut-être en raison d'une forte émigration déjà ancienne vers des régions industrielles, et dans le Puy-de-Dôme, département industriel où l'usine s'offre de façon plus évidente comme débouché pour les jeunes ruraux. La démarche globale semble logique : les jeunes préfèrent d'abord passer à un métier de faible qualification, en rapport avec le monde rural, et permettant de conserver un minimum d'indépendance ; à défaut, il faut se résoudre à gagner la ville, et là peu d'emplois s'offrent à des ruraux peu qualifiés, hors ceux de l'industrie. C'est ainsi que, chez les jeunes gens, l'espoir de devenir employé ou fonctionnaire n'est évoqué en moyenne qu'en troisième position, de même que moins de 10 % pensent devenir cadres ou techniciens : car ces professions supposent une formation préalable que beaucoup n'ont pas. Il faut cependant remarquer l'assez bon classement (autour de 25 %) de l'option « employé ou fonctionnaire » en Aveyron, en Lozère et dans le Lot (deuxième) : trois départements bien quadrillés par la JAC ; peut-être pourrait-on alors voir ici un effet de l'activité éducative, de l'ouverture sur la formation individuelle,

[2145] Borne, D., « Le boutiquier », dans Rioux, J.-P. et Sirinelli, J.-F., *La France d'un siècle à l'autre…, op. cit.*, p.480-487 (p. 482-483).

produites par la JAC (?). Le choix du commerce oscille entre la quatrième et la cinquième position, entre 10 et 15 %, sans distinction aveyronnaise ou cantalienne particulière. Dans le

binôme qu'il constitue avec l'artisanat, le commerce est la face plus féminine, moins manuelle, et les jeunes gens penchent davantage vers l'artisanat. Peu de jeunes, enfin, comptent devenir ouvriers agricoles, ne voulant pas, sans doute, se maintenir à tout prix dans le métier avec un statut subalterne, qui plus est, sans garantie d'emploi pérenne, à une époque où les exploitants se passent de plus en plus de salariés agricoles. Chez les jeunes filles, les carrières d'employées (un peu plus de 10 %) n'attirent vraiment que dans le Puy-de-Dôme, sans doute du fait de la proximité avec le milieu urbain et industriel, et dans le Lot (23 %). Les tâches d'ouvrières en usine sont encore moins prisées (entre 3 et 8 %), et celles de cadres agricoles arrivent fréquemment en dernier choix départemental.

*

En 1957, Cantal et Aveyron se distinguent donc par un attachement à la terre plus marqué que dans les départements périphériques. Mais quand il faut se résoudre à la quitter, les stratégies envisagées ressemblent à celles des jeunes des autres départements, privilégiant les métiers qui conservent un minimum d'indépendance, qui sont en rapport avec une formation manuelle, et qui reproduisent la répartition sexuelle traditionnelle du travail[2146]. Quitte à devoir en faire leur deuil par la suite… : nous savons qu'entre 1959 et 1970, 70 % des agriculteurs ayant changé de profession sont devenus ouvriers spécialisés ou manœuvres[2147].

B – *1958-début des années 1960.* Préserver malgré tout une identité « campagnarde »

1 – Faire un choix

A partir de 1958, le discours jaciste sur l'avenir des jeunes ne s'attarde plus guère à constater l'impossibilité, dans certains cas, de poursuivre son activité professionnelle dans la ferme familiale. Rester à la terre est plutôt considéré désormais comme un choix, que l'on a à opérer librement, parmi une gamme de possibilités[2148]. « Pour être paysan aujourd'hui, il faut

[2146] De ce point de vue, ce sont plutôt la Lozère et le Puy-de-Dôme qui se distinguent, avec un exode rural davantage tourné vers la ville, du fait d'une forte émigration ancienne, ou de la présence à proximité de pôles industriels et urbains.
[2147] Gavignaud, G., *Les campagnes en France au XXe s.*, Gap, Ophrys, 1990, 172 p. : p. 67.
[2148] C'est ce qu'explique en substance une jeune fille au rassemblement militant aveyronnais du 28 mai 1961 (JR 04/1961). Ce jour là, une jeune rurale ouvrière parle des problèmes de l'exode vers la ville, une jeune fille sortie du cours ménager dit avoir eu du mal à faire accepter chez elle ce qu'elle a appris, une autre jeune rurale dit

faire le choix de l'être », affirme un jaciste en 1962[2149] ; un choix, ajoute-t-il, qui implique compétence et ouverture sur le monde. En effet, ce choix professionnel ne suppose même plus d'assurer la continuité du lignage sur l'exploitation des ancêtres : la mobilité géographique est une pratique qui commence à se répandre, grâce à l'action de l'Association nationale des migrations et de l'établissement rural, promue à partir de 1962 dans la presse militante[2150].

La mise en avant de la notion de « choix » est portée par l'importance de plus en plus marquée accordée à l'orientation professionnelle, surtout à partir de 1961. Notons qu'un département à environnement urbain plus marqué, comme l'Hérault, s'y était impliqué plus précocement, lançant une brochure et des fêtes de secteur centrées sur la question dès 1957-58[2151]. La JACF, notamment, organise des rencontres sur le sujet (y compris lors des camps), invitant des « témoins » à présenter leur métier, ou une représentante du centre d'orientation professionnelle à prodiguer ses conseils[2152]. La brochure *De ton métier dépend ton avenir*, éditée par les instances nationales, est promue[2153]. Il faut « éveiller ceux qui se laissent vivre au problème du choix d'une profession, plutôt que vouloir leur apporter une formation technique en vue d'une profession déterminée », analyse le comité fédéral aveyronnais de la JAC en juillet 1961[2154]. Les jeunes sont invités à parler en famille de leur choix[2155]. Mais il ne faudrait pas que les parents comptent résoudre eux-mêmes, et « de manière sentimentale », l'orientation de leurs enfants ! Ce sont les aptitudes, les goûts, les talents personnels, la « vocation », qui doivent primer[2156], y compris face aux parents qui refuseraient que leur enfant reste à la terre[2157], par souci d'ascension sociale, ou de préservation, devant les

---

pourquoi elle a choisi de rester à la campagne, un jeune rural sorti d'une école d'agriculture témoigne, et un aîné expose ce qu'il perçoit des ruraux ouvriers.

[2149] JR 02/1962.

[2150] JR 03/1962 (stage dans le Tarn pour envisager une migration), 03/1963 (divers stages). Mais ce n'est qu'en 1968 qu'un ancien jaciste parmi les plus reconnus donnera l'exemple : André Viguié, le président de la JAC aveyronnaise pendant la guerre, partira alors s'installer sur une exploitation de 60 ha de la région toulousaine (entretien, 1999).

[2151] Prat G., *op. cit.*, p. 267. Le démarrage de 1961 correspond pour sa part à une impulsion nationale, via une campagne d'année commune aux deux branches (JR 10/1961, 11/1961, 12/1961).

[2152] SM 11/1958 ; SC 27/11/1958, 14/04/1960, 24/11/1960 ; JR 07-08/1961, 10/1961, 04/1962, 07-08/1962.

[2153] JR 11/1961, 07-08/1962.

[2154] JR 09/1961.

[2155] Selon A.-M. Sohn (*Âge tendre et tête de bois. Histoire des jeunes des années 1960*, Paris, Hachette, 2001, 431 p. : p. 34-36), dans l'enquête lancée en 1966 par le ministère de la Jeunesse et des sports, les jeunes, tous milieux confondus, « ne décident pas seuls de leur avenir scolaire. 33 % d'entre eux déclarent avoir été conseillés par leurs parents et 30 % par leurs professeurs, les amis venant loin derrière ». En revanche, « le conseil de classe [n']est mentionné [qu']une fois, et une fois les commissions d'orientation. Les « orienteurs » sont signalés au détour d'une phrase sans que leurs fonctions ni leurs décisions soient connues ».

[2156] Au contraire, dans l'enquête générale de 1966, de nombreux jeunes se plaignaient d'avoir été orientés vers une voie qui ne leur convenait pas du tout, car souvent on cherchait à « caser le jeune sans se soucier de ses goûts et de ses aptitudes » (A.-M. Sohn, *Âge tendre et tête de bois…, op. cit.*, p. 35).

[2157] JR 07-08/1961, 09/1961, 10/1961, 11/1961, 12/1961 ; SC 01/03/1962, 19/04/1962.

difficultés à attendre d'une vie à la terre. En fait, les enquêtes menées à l'époque sous la direction d'Henri Mendras dans diverses régions françaises montrent que les parents agriculteurs souhaitent majoritairement un avenir à la terre pour leurs garçons, et hors de la terre pour leurs filles. « Tous ou presque sont d'accord qu'il vaut mieux avoir un métier que d'être à la terre, mais beaucoup cependant espèrent qu'un fils au moins reprendra l'exploitation. Il est très rare qu'un paysan envisage délibérément la disparition de son exploitation »[2158]. Mais la remarque des jacistes prouve que, s'ils sont sortis d'une logique « exclusiviste » qui ne voyait de fierté professionnelle possible qu'en continuant à être paysan, ce n'est pas pour privilégier les autres professions au détriment de celle-ci. Le congrès jaciste cantalien de 1960 illustre bien, d'ailleurs, la perception des enjeux par le mouvement. C'est le « départ des jeunes » qui est choisi comme thème, mettant en exergue une étude du comité d'expansion économique montrant que 3 000 jeunes quittent le Cantal chaque année[2159]. Plus que la diversification sociologique, ce qui inquiète vraiment, c'est ce qui fragilise globalement le milieu : le départ des jeunes, l'exode « départemental » et non uniquement rural[2160].

Si la JAC/F insiste sur la nécessité du choix professionnels, en fonction des goût et aptitudes, c'est aussi pour mieux condamner l'attitude de ceux qui ne font qu'accepter un métier pour l'argent[2161]. Car travailler, c'est trouver son épanouissement, tout en se mettant au service des autres, c'est participer à l'action au sein de la Cité, c'est mettre en œuvre les talents confiés par Dieu, c'est s'employer à « faire monter le monde humainement et chrétiennement »[2162].

2 - « Une marche parallèle des scolaires peut être dangereuse »

Le mise en avant de la question de l'orientation professionnelle est aussi directement liée au prodigieux essor du nombre de jeunes scolarisés après 14 ans. Cela pose par ailleurs avec une acuité plus sensible qu'auparavant la question des rapports entre JAC/F et JEC/F.

[2158] (Mendras, H., La fin des paysans…, op. cit., p. 210-211).
[2159] VC 05/03/1960.
[2160] SC 15/10/1959, 29/10/1959, VC 05/03/1960, SC 14/04/1960, VC 30/04/1960, 03/05/1960, SC 05/05/1960, 12/05/1960 ; AAD dossier congrès de 1960. Pour l'Aveyron, allant dans le même sens : JR 06/1959, 07-08/1959, 09/1959, 10/1959, 12/1959, 03/1960, 04/1960, 05/1960, AMO dossier « congrès de 1960 ». Les conclusions de l'enquête cantalienne formulées au congrès d'Aurillac sont élogieuses en la matière, même si elles ne sont guère nouvelles dans le discours jaciste : il faut revaloriser le métier de paysan, moderniser l'agriculture pour faire atteindre à ceux qui la pratiquent un niveau de vie comparable à celui des autres catégories sociales (SC 12/05/1960).
[2161] JR 07/1958, 11/1961.
[2162] JR 04/1961, 07-08/1961, 10/1961, 12/1961 ; SC 12/11/1961 ; VC 09/12/1961, 02/06/1962 ; J Au 11/1962.

Au départ, tant que le phénomène fut encore limité, les responsables ont pu envisager sans problème, selon les cas, une redistribution stricte entre mouvements, ou une collaboration, chaque organisation prenant alors en charge les mêmes jeunes successivement, quand ils passaient d'un « milieu » à un autre : de leur établissement à leur village. A l'échelle nationale, cette collaboration renforcée entre JAC/F et JEC/F s'est marquée notamment par leur association, en 1957, pour lancer le magazine *Rallye jeunesse*.

En 1959, le vote de la loi Berthoin, qui prolonge jusqu'à 16 ans la scolarité obligatoire, ne fait qu'accentuer le poids des jeunes scolarisés au sein de la branche adolescents[2163]. Or c'est en même temps le moment où les effectifs d'adolescents se voient fortement accrus par l'arrivée dans ces classes d'âge des « enfants du baby-boom ».

Une triple inquiétude surgit alors.

La première vient du fait qu'un fossé se creuse, qu'une certaine incapacité à se comprendre apparaît, entre les adolescents et les militants à peine plus âgés chargés de les encadrer. « Nous nous sentons dépassées par leurs mentalités, leurs allures nous déconcertent, nous ne savons comment nous y prendre »[2164]. Jean-François Sirinelli parle en effet, pour ce début des années 1960, de véritable « cloison » entre « deux générations ‘‘ courtes ’’ successives », celle des jeunes nés entre le milieu des années 1930 et la Libération, qui ont grandi dans des temps de reconstruction et de conflits de décolonisation, et celle des « baby-boomers », des « teenagers », qui mûrissent imprégnés par la culture de masse sous influence anglo-saxonne[2165]. « Ca ne colle pas », se désolent les responsables jacistes, « les 14-17 ans faisant le mouvement de demain, il est de plus en plus difficile de les atteindre »[2166], et du coup, il semble devenir plus ardu de trouver des responsables pour s'occuper des adolescents[2167]. Néanmoins, pour tenter de faire face, les responsables jacistes sont désormais

---

[2163] JR 07-08/1960 : entre « 14 et 17 ans, la plupart sont à l'école ! ». *Cf.* Nicole-Drancourt Ch. et Roulleau-Berger L., *Les jeunes et le travail, 1950-2000*, p. 56 et 67. Néanmoins, Ch. Nicole-Drancourt et L. Roulleau-Berger rappellent aussi (p. 68) que les équipements scolaires ont tardé à s'implanter dans les zones rurales. « Les fils et filles d'agriculteurs, (…) de petits commerçants ou artisans (…) ne sont pas [ceux] qui feront les premières marées scolaires ». Elles rejettent de même « l'idée reçue que, après les réformes, les jeunes travaillent moins et vont plus à l'école. Le mouvement est plus complexe : des jeunes qui auparavant auraient été sur le marché du travail font à présent des études pendant que d'autres qui auparavant étaient inactifs entrent sur le marché du travail ». On est donc en droit de se demander si, au moins dans un premier temps, la JAC/F n'entendait pas, en mettant l'accent peut-être plus que nécessaire sur la question des « scolaires », éviter d'abord une hémorragie des élites rurales, qui tendraient à prolonger leurs études sans revenir forcément dans leur milieu d'origine.

[2164] JR 12/1961, SC 27/09/1962. Les remarques sur l'instabilité du comportement reviennent (JR 05/1959, 10/1960). On relève des constats d'échec dans la conduite des activités (JR 10/1959). A l'échelle nationale, « depuis 1959 (…) il ne se passe pas de conseil national où il n'y ait une intervention sur l'adolescence. Et l'on insiste surtout sur l'aspect psychologique » (Conq, J., art. cit., p. 199).

[2165] Sirinelli, J.-F., *Les baby-boomers…, op. cit.*, p. 94-103.

[2166] NS 11/1962.

[2167] JR 07-08/1961.

demandeurs d'une meilleure formation sur la psychologie des adolescents. Les progrès qu'ils accomplissent alors dans ce domaine[2168] ont donc malgré tout contribué à dédramatiser les aspects de cet âge de la vie jusque là perçus sous l'angle moral. Désormais, il ne s'agissait plus de troubles insaisissables, mais d'attitudes cataloguées et normales, inscrites dans un cycle. Ainsi, autour de 1960, l'impression de décalage de plus en plus grand entre les mentalités des adolescents et de ceux qui les encadrent n'entraîne pas chez ces derniers de rejet.

Deuxième source d'inquiétude : dans ces temps nouveaux et techniciens, quelle place sera réservée à la foi ? et face à l'essor de la scolarisation « tardive », « comment une éducation qui se veut neutre peut-elle faire découvrir aux adolescents le vrai sens de la vie [c'est à dire, dans l'esprit de la JAC/F, son sens chrétien] ? »[2169]. Or cette inquiétude est avivée par l'alarmante déculturation religieuse constatée dès 1959 dans les camps organisés par la JACF aveyronnaise[2170].

Le troisième type d'inquiétude est plus directement lié à la survie de l'organisation elle-même, au maintien de l'encadrement des jeunes ruraux et rurales dans son champ d'influence. Mais il véhicule en même temps une certaine angoisse quant à la survie d'une civilisation rurale. Face à la peur d'une hémorragie, la JAC/F commence, localement, à envisager d'élargir davantage son champ d'intervention au détriment de la JEC/F. Ainsi, une rencontre entre JAC et JEC aveyronnaises fin 1959 conclut que la majorité des scolaires des cours complémentaires rentrant chez eux tous les quinze jours, sont plus des ruraux que des étudiants, que leur centre de vie le plus influent est le village. Et même s'il « peut être indispensable d'étudier à un moment ses problèmes propres », il faut veiller, au village, à se connaître et à travailler sur des thèmes ou projet communs, ou à se divertir ensemble, toutes catégories confondues : « une marche parallèle de ces catégories peut être dangereuse s'il n'y a pas confrontation »[2171]. En 1960, l'organisation du secteur JACF de Broquiès en trois branches (scolaires, jeunes filles en cours ménagers, et agricoles)[2172] va apparemment dans le même sens. Il y a peut-être là, sous-jacente, la volonté de maintenir, de reconstituer, une identité « campagnarde », désormais rurale plus qu'agricole certes, mais qui parviendrait à

[2168] Ils sont confrontés à la description, à la catégorisation scientifique de la psychologie des adolescents, ils acquièrent des clés de lecture… Les références citées autour de 1960 par les formateurs renvoient en effet à des ouvrages de membres du corps médical (AMO, Circulaire nationale de 1960 : Dr Fau*, Les groupes d'enfants et d'adolescents* ; Dr Parrot, *Les gangs d'adolescents,* PUF ; Hubert*, La croissance mentale*), ou aux publications du Père Babin, religieux, mais aussi chercheur au Centre de recherche de psycho-pédagogie religieuse de l'adolescence à Lyon, et au CNRS.
[2169] JR 05/1958.
[2170] AMO, JACF, comité fédéral adolescentes du 21/05/1959.
[2171] JR 12/1959.
[2172] JR 03/1960.

conserver un esprit communautaire, et peut-être à retarder un peu la décomposition des campagnes par exode des jeunes ; un essai de réappropriation par la JAC des ruraux non agricoles, en quelque sorte, préférée à la redistribution des jeunes entre mouvements – même si celle-ci se poursuit. Un essai de réappropriation dont la transformation en MRJC, avec plusieurs branches professionnelles, sera le point d'orgue.

3 - « Il peut être indispensable à un moment d'étudier ses problèmes propres »

A partir de 1958, le comité régional de la JACF insiste par ailleurs de plus en plus sur la nécessité de prendre en compte les filles en fonction des problèmes particuliers de leurs nouveaux milieux[2173]. En Aveyron, la JACF encourage parallèlement la poursuite de la mise en place des « équipes spécialisées » (rurales ouvrières, employées de maison, malades, artisanes-commerçantes)[2174], quitte à poser peu après des limites à cette segmentation : « il peut être indispensable à un moment d'étudier ses problèmes propres [mais cela ne doit pas empêcher de] discuter ensemble sur ses soucis et ses difficultés »[2175] ; « la solution juste ne peut être trouvée qu'après un brassage de suggestions inter-professionnelles »[2176].

Les équipes féminines « Inter-bourgs », qui prennent place dans des chefs-lieux de cantons et comprennent des représentantes JICF, JOCF et JACF, ont officiellement pour but d'aider les jeunes filles à s'ouvrir aux autres et de les préparer à entrer dans le mouvement « qui leur convient le mieux » : l'idée d'adaptation, mais aussi celle de « choix personnel », sont donc sous-jacentes[2177]. Mais si chaque mouvement intervient effectivement, les équipes Inter-bourgs collaborent essentiellement avec la JACF pour toutes les activités locales, notamment pour les loisirs[2178]. Encore une fois, au sein de cette association de branches, la JACF domine clairement.

En outre, ces activités « bourgs » concernent essentiellement les artisan(e)s et commerçant(e)s, soit les professions vers lesquelles désiraient se diriger en priorité ceux qui pensaient quitter l'agriculture, et qui permettaient de ne pas rompre avec le milieu campagnard. Alors que jusqu'ici l'action avait été menée essentiellement auprès des jeunes

[2173] NS 11/1958, 10/1959, 01/1961 (compte-rendu du comité régional JACF du 27/11/1960).
[2174] NS, 11/1958, 10/1959 (organiser des journées *pour chaque profession*).
[2175] JR 12/1959.
[2176] JR 01/1960.
[2177] IB 05/1957. Des rencontres sont encore signalées à l'automne suivant, entre JACF et JICF, sur la question de « l'évangélisation des jeunes filles des bourgs » (JR 11/1957).
[2178] Ce n'est que pour les travailleuses à domicile que l'association se fait avec la JOCF.

filles, des équipes masculines d'artisans et commerçants deviennent opérationnelles, à l'échelle régionale, à partir de 1959[2179]. La vitalité ou simplement la présence de ces équipes de commerçant(e)s et artisan(e)s dans des bourgs fut d'autre part conditionnée par l'importance de l'implantation jaciste : à l'échelle locale comme régionale, il n'y a pas de correspondance marquée avec les cartes de localisation des commerçants et artisans[2180], et en Auvergne[2181], l'Aveyron se trouve donc être, logiquement, le département où les équipes sont les plus actives, suivi du Puy-de-Dôme, puis du Cantal et de la Haute-Loire (le premier, surtout pour la branche féminine, la seconde surtout pour la masculine) ; enfin, de la Lozère, du Lot, et la Corrèze.

Jeunes gens et jeunes filles bénéficient d'un même cadre de formation : des sessions, puis à compter de 1961, des stages économiques régionaux, parfois mixtes, qui réunissent en moyenne 70 participants[2182]. Ce changement de dénomination s'accompagne d'un accroissement de l'influence extérieure dans la formation[2183] : celle de la JAC/F nationale et celle d'Economie et humanisme, à travers les interventions répétées du Père Viau[2184]. Notamment sous cette double influence, l'approche se fait beaucoup plus large et plus théorique[2185] : la campagne d'année 1958-59 porte sur « l'entreprise artisanale, son rôle, son

---

[2179] J Au 01/1959 : la campagne d'année 1958-1959 porte sur « l'entreprise artisanale, son rôle, son organisation ». les comités régionaux, avec une riche partie formation, font office de sessions annuelles pour les Auvergnats (J Au 01/1959, notamment. JR 01/1960).

[2180] En Aveyron, ce sont essentiellement le nord-est du département, et le sud-ouest, qui dominent. Il n'y a pas concordance avec la carte du pourcentage d'artisans autour de 1960 (les zones majeures sont vierges de mention d'activités du mouvement) ; le rapprochement avec la carte d'implantation proportionnelle de commerçants est un peu plus probant : le nord-est et le sud dominent pareillement (*Aveyron aujourd'hui*, Rodez, Maison du livre-Evêché de Rodez, 1964, p.53). Dans la continuité, pour le Cantal, où l'on n'a aucune donnée d'implantation, le fait que le responsable artisans-commerçants, en 1956, soit originaire de Pierrefort, au centre-sud du département, suggère une continuité avec le foyer du nord-est aveyronnais.

[2181] En 1958, il faut une fois de plus tenter de relancer l'équipe masculine, en Aveyron (JR 05/1958, 08/1958). Mais à partir de là, le comité régional devient apparemment annuel, signalant un minimum de pérennisation.

[2182] JR 01/1961 : stage à Rodez (jeunes filles) ; J Au 01/1961 : stage dans le Lot ; J Au 06/1961 : à Saint-Flour ; J Au 01/1962 (compte-rendu : stage de novembre 1961) ; NS 01/1962: à Saint-Flour (jeunes filles) ; JR 01/1962 (veillée artisanes-commerçantes) ; NS 02/1963 : compte-rendu du stage de Saint-Flour en novembre 1962, réservé aux jeunes filles.

[2183] Il n'y a pas, sinon, de bouleversement majeur dans le profil des formateurs. Une bonne moitié d'entre eux sont des "professionnels". Mais ils se diversifient : essentiellement commerçants dans les premières années, ils sont rejoints par des artisans (chefs d'atelier ou techniciens, désormais majoritaires dans ce groupe) après 1959. La présence d'un aumônier jaciste, replaçant les informations et réflexions sur le métier de commerçant ou artisan dans un contexte et un sens religieux, est systématique et stable (autour du cinquième des intervenants). C'est en-dehors de ces deux groupes centraux que se fait la mutation : la présence de représentants du national double quasiment (13 contre 7 %) [chaque présence à une session ou un stage, y compris de la même personne, est décomptée : car c'est le statut général, plus que l'identification de chaque individu, qui nous intéresse ici. On a cumulé les présences mentionnées dans l'ensemble de rencontres, fédérales et régionales. C'est ainsi plutôt un profil global, pour la région jaciste de l'Auvergne, qui est offert (même si, à l'échelon fédéral, il s'appuie essentiellement sur des rencontres aveyronnaises].

[2184] Le P. Viau est né en 1912 dans le Maine-et-Loire. Dominicain, licencié en philosophie et en théologie en 1941, il a rejoint les équipes de recherche d'Economie et humanisme en 1946 (Pelletier, D., *Economie et humanisme…, op. cit.*, p. 87).

[2185] J Au 01/1959, 01/1961, 06/1961, 01/1962, 11/1962 ; JR 07-08/1959, 02/1960.

organisation », les formateurs évoquent en outre le « rôle de l'artisanat et du petit commerce », le problème du salaire des enfants de patrons, « la distribution, ses fonctions, ses coûts, la situation aujourd'hui », les perspectives d'augmentation des volumes de production et d'échange. Ils présentent les chambres de commerce. Ils mettent en cause la position des « syndicats qui se bornent trop à des revendications fiscales » : l'allusion vise-t-elle le « mouvement Poujade », pourtant sur son déclin depuis 1956, et qui avait été fermement combattu par les anciens jacistes aveyronnais[2186] ? Ils plaident pour une meilleure vulgarisation et un enseignement adapté aux commerçants et artisans[2187]. A partir de 1959, l'orientation des voyages de commerçantes et artisanes aveyronnaises est aussi clairement professionnelle. Le déplacement à Bordeaux à l'automne 1959 comprend la visite commentée de la chambre de commerce, du port, du centre d'expansion économique, d'ateliers de confection, et des rencontres avec des artisanes, des ouvriers, des patrons. Celui de 1960, jusqu'en Loire-Atlantique, comprend de même des visites d'usines, d'ateliers, une journée d'étude avec des « personnes compétentes ». Pourtant, s'investir de façon marquée auprès des commerçant(e)s et artisan(e) des bourgs, parier sur les effets bénéfiques d'une meilleure formation, à l'instar des agriculteurs, c'est encore une fois défendre une identité rurale, tout en reconnaissant son caractère de plus en plus multiple. En effet, comme le rappelle fort justement Dominique Borne, « au temps de son triomphe [1920-1960], le boutiquier répond davantage à une logique du territoire qu'il ne représente une catégorie sociale. Autrement dit, il est plus proche du monde rural dans les bourgs (…). Il s'insère dans un réseau [rural] d'échange et de sociabilité»[2188].

A l'inverse, les ruraux ou rurales employé(e)s (de maison, de commerce, de bureau) et plus encore les ouvriers, qui incarnent une destinée aux connotations ou à la réalité beaucoup plus urbaines, ne font guère l'objet, ici au moins, d'une prise en charge marquée de la part de la JAC/F, en liaison ou non avec la JOC/F ou la JIC/F. Pour les employées de maison, le sursaut régional de 1958-59 fut sans lendemains[2189]. De même, les employées de commerce et de

---

[2186] Cf. Lajoie-Mazenc, R., *Marcel Bruel et le défi agricole, op. cit*.

[2187] J Au 06/1961 : rencontre régionale des artisans-commerçants à Aurillac, 04/06/1961.

[2188] Borne, D., « Le boutiquier », dans Rioux, J.-P. et Sirinelli, J.-F., *La France d'un siècle à l'autre…, op. cit.*, p.480-487 (p. 482-483).

[2189] Cette accélération se produit à la suite de la participation d'une déléguée du Lot à la session nationale des employées de maison (NS 08/1958) : « pourquoi les employées de maison ne font[-elles] pas partie des équipes [?] », questionne-t-elle. Et d'inviter les jacistes à convier les employées de maison aux activités du mouvement, où elles pourraient s'exprimer (d'autant plus que des témoignages montrent qu'un certain nombre rentrent chez leurs parents le dimanche – JR 06/1962). Pourtant, l'action ne semble guère suivre : en 1960 (NS 01/1960), les projets de journées, ou d'insertion dans les activités du mouvement, n'ont trouvé une application que dans le Lot, du fait de l'influence locale de cette militante, les autres fédérations de la région Auvergne se contentant du service minimum : le repérage, au service de la JOCF. La participation d'une

bureau n'apparaissent que de façon très marginale dans les préoccupations de la JACF[2190], et les employés sont absents de celles de la JAC. Mais il s'agit de toute façon de catégories très minoritaires dans la population active[2191]. Alors qu'ils sont bien plus nombreux (sans atteindre cependant les effectifs d'artisans et commerçants)[2192], très peu d'initiatives sont mises en place, non plus, en direction des « R.O. », les ruraux ouvriers, migrants pendulaires, ou travaillant dans des usines rurales. Le lancement national des équipes a eu lieu en 1959[2193]. Mais en Auvergne, nous constatons que seul le Puy-de-Dôme démarre alors, entreprenant des tournées dans les zones et une enquête sur l'exode paysan vers l'industrie urbaine. En fait, c'est la France industrielle, à l'est d'un axe Saint-Malo / Marseille, qui a été privilégiée par les tournées et contacts de lancement[2194]. D'ailleurs, la responsable régionale est de Haute-Loire[2195], autre département aux implantations industrielles non négligeables, dans le prolongement du bassin de St-Etienne. A l'échelle très locale, logiquement, ce sont le Bassin houiller, et la région de Millau, qui recueillent les fruits des quelques expérimentations, autour de 1959-60[2196], alors que rien n'est signalé dans le Cantal[2197]. Aveyron et Cantal, où les jeunes, nous l'avons vu, restaient beaucoup plus attachés qu'ailleurs à leur univers campagnard originel, relèvent ici d'une France rurale de l'ouest, sans guère d'implantations industrielles notables, et donc sans équipes importantes ni pérennes de Ruraux-ouvriers.

Aveyronnaise, Georgette Ferrière, à une rencontre européenne d'employées de maison catholiques (l'une des six françaises), en 1961 (JR 06/1961), semble là encore le fruit d'une implication militante individuelle très marquée, plus que d'un engagement collectif désormais manifeste de la part de la JACF aveyronnaise. – *Cf.* JR 09/1959, 11/1960 ; NS 01/1961 ; SC 03/01/1963 : session JACF à Quézac pour faire découvrir le mouvement, entre autres, aux employées de maison.

[2190] JR 12/1955, 11/1960.

[2191] Pour les gens de maison : 0,1 % de la population active aveyronnaise en 1960 ; pour les employés : 3,3 % (enquête diocésaine de sociologie religieuse, 1960, in *Aveyron d'aujourd'hui, op. cit.*, p. 50).

[2192] En appliquant le taux régional de salariés de l'industrie travaillant dans les communes rurales (par rapport à la totalité des salariés de l'industrie), on obtiendrait un total d'un peu plus de 3300 en Aveyron en 1960, contre un peu moins de 3000 employés toutes communes confondues. En revanche, les artisans et commerçants, qui sont environ 10 000 sur le département, sont encore probablement plus nombreux que les ruraux ouvriers dans les campagnes (données : enquête diocésaine de sociologie religieuse, 1960, in *Aveyron d'aujourd'hui, op. cit.*, p.50 ; et tableau de répartition par région des salariés de l'industrie en 1966, *in* Eizner, N. et Hervieu, B., *Anciens paysans. Nouveaux ouvriers*, Paris, L'Harmattan, 1979, 246 p. : p. 69)

[2193] Dans ces équipes, il était prévu d'aborder la question du syndicalisme, d'effectuer des visites d'usines (une bien gérée, et une mal gérée, si possible, pour comparer), de projeter des films, de rencontrer des militants ouvriers, des délégués du personnel ; organiser des journées d'éveil à l'avenir professionnel ; un concours de la meilleure réalisation par un apprenti était envisagé ; et le Thème d'étude annuel, adapté à l'univers de l'usine, était aussi à travailler, en solidarité avec les autres jacistes.

[2194] AMO, Comité national ruraux-ouvriers, 21-22/03/1959.

[2195] NS 11/1958, 01/1960.

[2196] JR 01/1960. *Aveyron aujourd'hui*, Rodez, Maison du livre - Evêché de Rodez, 1964, p.48-49 : les quatre doyennés où la proportion est la plus forte sont ceux de Millau, St-Affrique (80 à 90 %), Decazeville et Aubin (> 90 %).

[2197] Une seule mention explicite retrouvée : la reprise tardive, par la *Semaine catholique*, d'un article de la branche RO du MFR, et même pas de la JAC/F (24/08/1961)

C – « Que chaque catégorie se prenne en charge et puisse traiter plus efficacement ses problèmes »

1 – 1961-1963 : la transformation en MRJC/F

Pourtant, le conseil national des 26-28 décembre 1961 décide la transformation de la JAC en MRJC (Mouvement rural de la jeunesse chrétienne), décliné en trois branches, « pour que chaque catégorie se prenne en charge » et puisse traiter plus efficacement ses problèmes[2198] : « agricoles » (JAC), ruraux-ouvriers (JROC) et commerçants / artisans (JCAC). Au niveau national, chez les jeunes de 14 à 24 ans des communes de moins de 2 000 habitants, les « agricoles », tels que les désigne la terminologie jaciste, sont en effet devenus minoritaires de peu (49 %), la deuxième catégorie étant celle des ruraux ouvriers (24,5 %), suivis, d'assez loin, par les scolaires et étudiants (8 %), et enfin les artisans et commerçants (3,5 %)[2199]. La mise en place des nouvelles structures est formalisée lors de la session nationale du 31 mai 1962[2200]. Pour la JACF, en février 1963, la démarche est très similaire. Prenant la mesure de la diversification socio-professionnelle du monde rural et de la baisse de la population agricole, le conseil national des 15-17 février 1963 crée le MRJCF, constitué de quatre branches : aux « agricoles » (JACF), aux rurales ouvrières (JROCF) et aux commerçantes et artisanes (JCAF), catégories déjà distinguées par la JAC, s'ajoutent les jeunes des services sociaux et familiaux (JCSSF), ainsi qu'une équipe « enseignement » et une autre pour la fonction publique, la banque et les postes et télécommunications[2201]. A l'échelon local, ces transformations mettent un certain temps à être entérinées. La première session régionale MRJC se déroule dans le Cantal en août 1962[2202], et la première session aveyronnaise en octobre 1962[2203], donnant lieu à une explication-justification de la nouvelle organisation. Chez les jeunes filles, de même, ce n'est qu'à la rentrée suivante, à l'automne 1963, que le MRJCF prend réellement consistance à l'échelle locale : dans le Cantal, le premier comité fédéral se déroule le 6 octobre 1963[2204].

Pour les scolaires, qui ne bénéficient pas d'une branche spécifique tout en constituant un part de plus en plus importante des effectifs, la collaboration avec la JEC/F semble appelée à

[2198] JR 01/1962. *Cf.* Conq, J., art. cit., p. 179-259.
[2199] J Au 01/1962.
[2200] JR 06/1962.
[2201] JR 03/1963.
[2202] J Au 11/1962
[2203] JR 10/1962.
[2204] AAD, comité fédéral MRJCF 06/10/1963.

se poursuivre. Des rencontres régionales féminines ont lieu en août et en décembre 1962, avec le concours de responsables toulousaines[2205] ; « dans les fédérations, la collaboration a plus ou moins commencé ; souvent on a fait appel à une fille de la JECF pour un camp ou une autre activité, car la JACF ne peut pas toujours répondre aux besoins des adolescentes scolaires » ; la nécessité d'une collaboration à l'échelle de la zone, voire du secteur, est formulée[2206].

En revanche, la viabilité des nouvelles branches laisse sceptique. Déjà, lors d'une session millavoise en 1960, apparaissait la large domination des « agricoles », à côté d'effectifs juste symboliques d'ouvrières (et encore, il s'agissait là du bastion de la ganterie), d'artisanes, de commerçantes et d'employées de maison[2207]. A Quézac (Cantal), lors de la première session régionale du MRJC, en août 1962, seuls quelques jacistes du Puy-de-Dôme représentent la branche des ruraux ouvriers[2208]. Et à l'occasion de la session aveyronnaise d'octobre 1962, l'intervenant principal est contraint de lancer aux ruraux ouvriers un appel à se manifester[2209]. A la mi-1963, le MRJC cantalien avoue qu'il atteint encore très peu les milieux « non-agricoles »[2210].

L'organisation des nouvelles branches ne s'accorde donc pas forcément à la réalité du terrain. Voulant « s'adapter à l'évolution du monde rural pour mieux répondre aux besoins des diverses catégories socio-professionnelles », la JAC/F, devenue MRJC/F, crée en partie des coquilles vides. Trois ans plus tard, le président national Michel Bertin devait d'ailleurs reconnaître que « les critères de définition n'ont pas été assez bien pensés »[2211]. Elles correspondent peut-être aux besoins de certaines régions – les ruraux ouvriers constituent en effet la deuxième catégorie sur le plan national[2212] –, mais non à la réalité de l'évolution sociologique de toutes. A une session de la zone Ségala, fin 1962, ceux qui sont désormais d'anciens jacistes jugent d'ailleurs que, plutôt que de former des branches par professions, c'est du problème de la conciliation entre les plus jeunes et les aînés qu'il aurait fallu s'occuper[2213]. Nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer ce « cloisonnement » entre « deux générations '' courtes '' successives », mis en avant par Jean-François Sirinelli pour cette époque[2214]. Les vrais cloisonnements n'étaient-ils pas devenus horizontaux, générationnels

[2205] NS 11/1962.
[2206] NS 02/1963.
[2207] Pour 211 filles d'agriculteurs, on ne compte que trois artisanes-commerçantes, trois employées de maison, et 16 travailleuses en usine JR 02/1960.
[2208] J Au 11/1962.
[2209] JR 10/1962.
[2210] SC 29/07/1963.
[2211] Conq, J., art. cit., p. 249.
[2212] *Cf.* Eizner, N. et Hervieu, B., *Anciens paysans. Nouveaux ouvriers*, *op. cit.* (pour les données spatiales : plus particulièrement, p. 68-71).
[2213] JR 11/1962.
[2214] Sirinelli, J.-F., *Les baby-boomers…, op. cit.*, p. 94-103.

donc culturels, plutôt que professionnels donc verticaux ? Car la diversification sociologique des campagnes signifiait aussi leur ouverture et leur alignement sur les cultures ambiantes. Néanmoins, quel que soit le bien fondé des éléments mis en avant à l'échelle fédérale pour exprimer des réticences, ils masquaient peut-être aussi des récriminations plus profondes : « Il

nous faut dire ici les choses comme elles sont. Bien des évêques, des directions des œuvres, des aumôniers diocésains, ont été contre cette transformation. Ils l'ont interprétée comme étant un choix du national voulu pour fuir l'Eglise. A partir de là, ils ont suspecté et fait suspecter les dirigeants nationaux », expliquait avec amertume l'équipe nationale du MRJC, poussée à la démission, en 1965[2215].

2 – Une tonalité de plus en plus agricole pour les familles de dirigeants

L'étude des origines des dirigeants jacistes de cette période confirme le maintien d'une tonalité agricole dominante : huit à neuf sur dix sont des enfants d'agriculteurs. Même la JACF cantalienne, où la part de filles de non agriculteurs dépassait le tiers avant 1954, rallie la tendance (un peu plus de 79 % de filles d'agriculteurs, contre 64,5 %). Seule continue à la distinguer plus particulièrement une proportion plus importante de mères exerçant une profession (un peu plus de 10 % : bouchères, hôtelière, négociante, aide familiale...). Les dirigeants et dirigeantes jacistes sont aussi de plus en plus solidement ancrés dans le milieu où ils vivent : désormais, plus de neuf sur dix sont nés dans la commune où ils habitent, à l'image de leurs deux parents, seule la JAC cantalienne présentant un profil un peu plus diversifié[2216]. Les études locales précises sur la sociologie des dirigeants jacistes manquent pour situer ces tendances dans un cadre général, mais les travaux de Michel Rivollier sur l'Ain suggèrent que la surreprésentation marquée des agriculteurs parmi les responsables jacistes, autour des années 1960 encore, est loin d'être originale[2217].

[2215] Conq, J., art. cit., p. 249.

[2216] La JAC cantalienne, qui n'affiche qu'un taux de responsables nés dans leur commune de résidence légèrement inférieur aux trois quarts, se retrouve ainsi en situation inverse par rapport aux débuts de la JAC, où ses dirigeants apparaissaient beaucoup mieux implantés dans leur milieu que leurs camarades aveyronnais. Pour le pourcentage de dirigeants dont les deux parents sont nés hors de la commune diminue, la diminution est particulièrement forte pour la JACF cantalienne (passant de 28 à 9,5 %). En revanche, la JAC cantalienne se distingue pour ce critère également, en passant du quart à plus du tiers des dirigeants dont les parents sont venus de l'extérieur ; la majorité reste certes originaire du lieu de résidence, mais la tonalité est moins unanimiste que dans les autres cas.

[2217] M. Rivollier « La JAC dans l'Ain de 1945 à 1960 : géographie et sociologie », *Cahiers du CIERA*, sept. 1987, p. 63-66 : p. 66 : l'enquête de 1958 portant sur 616 militants Ain montre que 67 % ont des parents agriculteurs, 18 % des parents artisans ou commerçants. Ils viennent d'exploitations moyennes (10-25 ha), en général en pleine propriété, de régions pratiquantes, de familles pratiquantes et nombreuses. En revanche, l'étude pourtant fouillée de Roger Le Guen, « La place de la JAC dans l'évolution des exploitations agricoles du Maine-

Demeuré largement agricole, dans quel milieu socio-économique le recrutement des jacistes puise-t-il ? Alors que la période d'apogée jaciste avait plutôt entraîné un alignement des caractéristiques des communes jacistes sur les moyennes départementales (effet, avant tout, du brassage opéré du fait de l'extension du mouvement), désormais l'intensité de l'activité jaciste semble aller de pair avec une certaine prospérité agricole, comme cela avait été le cas au départ ; à la différence près que cette fois, cette prospérité est en partie issue de l'action de modernisation agricole à laquelle a participé la JAC/F.

Dans le Cantal, les communes à l'implantation jaciste « moyenne » sont caractérisées certes par un profil agricole relativement médiocre, avec des exploitations plus modestes que la moyenne, et un relatif maintien de la polyculture, mais le nombre d'ovins ou de bovins par exploitation est clairement supérieur à la moyenne, et plus encore, à celui que l'on relève dans les communes non jacistes, ce qui suppose une certaine intensification, compensant le manque d'espace ; or, l'importance de la formation professionnelle jaciste consacrée à l'élevage n'a peut-être pas été totalement étrangère à cette intensification. Les communes où la JAC/F est la plus active[2218] sont, quant à elles, pour la JAC, légèrement plus mécanisées que la moyenne, et pour la JACF, plus spécialisées dans l'élevage, cette fois y compris extensif. En Aveyron, en 1958, pour la JAC, plus l'implantation du mouvement est importante, plus la part des prairies s'accroît, ce qui doit être l'indice d'une certaine spécialisation dans l'élevage, que confirme une progression parallèle du nombre de bêtes[2219] et plus particulièrement de vaches laitières par exploitation. Chez les jeunes filles, l'intensité jaciste s'accompagne en revanche d'une part majorée de terres labourables, comme aux premiers temps du mouvement dans le Cantal. Mais globalement, l'intensité de la présence jaciste, tant masculine que féminine, croît à peu près avec la taille moyenne des exploitations[2220]. D'autre part, et c'est nouveau[2221], désormais, intensité de la présence jaciste et intensité de la mécanisation vont de pair[2222].

---

et-Loire », in *JAC et modernisation de l'agriculture de l'Ouest, op. cit.*, p. 59-106, n'opère pas de distinctions dans le temps et se concentre sur le cas des agriculteurs.

[2218] Plus de six occurrences au cours de la période dans la presse catholique diocésaine.

[2219] Egal à 1,4 fois la moyenne départementale, pour les communes avec plus de 20 % de pèlerins au pèlerinage jaciste de 1958.

[2220] Le rapport étant surtout marqué pour la JACF. Sous réserve du fait que, pour la JAC, les communes avec 10 à 20 % de jacistes pèlerins au pèlerinage jaciste de 1958 retombent juste dans la moyenne départementale (pour la taille des exploitations), et que pour la JACF, le passage au-delà du seuil de 20 % entraîne une diminution de la taille moyenne.

[2221] Auparavant, le nombre de tracteurs par exploitation était supérieur à la moyenne pour les communes où la pénétration jaciste était inférieure à 10 %, et inférieur à la moyenne pour celles où il dépassait 10 %.

[2222] En-dessous de 5 % de jeunes pèlerins et de 10 % de pèlerines au pèlerinage jaciste de 1958, le nombre de tracteurs par exploitation est juste dans la moyenne ou légèrement inférieur ; au-dessus, il est supérieur, respectivement de 8,3 % et de 20 %, pour la JACF et la JAC, dans la tranche des plus de 20 % de pèlerins ou pèlerines.

Plusieurs voies vers une aisance dans l'agriculture plus marquée que la moyenne se dessinent donc, mais qui ne relèvent pas toutes de la mise en œuvre d'une « modernisation » technique, et qui intègrent des héritages sociaux[2223]. Toujours est-il que, notamment en Aveyron, la situation contraste avec celle de la période précédente, où l'on relevait au contraire la banalité du profil agricole des communes jacistes. La mutation était capitale à souligner.

Conclusion

La JAC/F a-t-elle apporté sa pierre à la « fin des paysans » ? La réponse n'est pas univoque.

Elle a sans doute facilité l'exode rural et la diversification sociologique des campagnes. De ce point de vue, Henri Mendras avait envisagé avant tout le rôle du discours économique et modernisateur de la JAC/F. Il est vrai que le mouvement a dédramatisé les disparitions d'exploitations en les considérant comme le « signe d'une agriculture qui progresse ». Mais le plus important, c'est sans doute qu'un corps d'attitudes puisse l'emporter désormais sur l'exaltation première de l'attachement au milieu rural : la modernisation ou la coopération ne sont pas prônées que pour l'agriculture, mais aussi pour le commerce, l'artisanat ; l'important, encore une fois, c'est l'*épanouissement* personnel de chacun[2224], et cela conduit désormais à valoriser la notion de *choix* professionnel. Or, penser désormais l'avenir de chaque jeune en termes d'orientation professionnelle, l'agriculture n'étant plus qu'une option, qu'un métier parmi d'autres, c'est bien une marque de la « fin des paysans ». Car, rappelle Henri Mendras, dans les sociétés traditionnelles, « on naît paysan et on le demeure, on ne le devient pas : si on est paysan on n'a pas de métier »[2225]. Mais cette mutation avait déjà été préparée depuis les années 1930 par le travail de formation professionnelle agricole sur lequel avait insisté la JAC : elle montrait que rien n'était inné, que la profession paysanne s'apprenait « de façon organisée et rationnelle »[2226], comme tout autre métier.

[2223] Le nombre moyen de domestiques ou de personnes travaillant sur chaque exploitation, demeure plus élevé dans le Cantal (respectivement 0,7 / 0,8 et > 2) que dans l'Aveyron (respectivement, 0,3/0,5, et < 2).
[2224] La période 1955-1959 est celle où le terme est proportionnellement le plus employé, dans la presse militante aveyronnaise (*cf.* graphique en annexe : doc. A-1-4-3-4 p. 640).
[2225] Mendras, H., *La fin des paysans, op. cit*., p. 199.
[2226] Mendras, H., *ibid.*, p. 200.

Mais en même temps, si des jacistes se sont résolus progressivement à une « fin des paysans », ils n'ont pas voulu la fin des ruraux[2227], même s'ils ont dédramatisé le départ pour la ville. Ils refusent d'exclure l'agriculture des possibilités de « choix » professionnel. Finalement, on pourrait tout aussi bien insister sur leur convergence avec les tendances générales présentes selon Henri Mendras dans la société rurale à cette époque, où se trouvaient mêlés le désir d'une vie meilleure pour les enfants, et la difficulté à accepter un « suicide de l'agriculture »[2228]. A l'unisson avec les vœux d'orientation des jeunes ruraux révélés par le référendum de 1957, les jacistes s'intéressent au parcours des artisan(e)s et commerçant(e)s, qui apparaissent eux aussi, désormais, comme garantissant le maintien d'une identité « campagnarde ». A la redistribution des jeunes entre mouvements spécialisés, envisagée un temps, ils opposent, et entérinent finalement, une division interne au mouvement, scindé en branches en fonction des activités professionnelles. Néanmoins, cette mesure même est ambiguë : elle entend conserver une certaine cohésion du monde rural, tout en forçant bien plus que nécessaire le trait de la diversification sociologique. Du moins, elle ne correspond pas encore à la réalité des départements étudiés, où la prégnance de l'agriculture reste particulièrement forte. Cette division interne forcée aurait-elle été à son tour, alors, un des éléments préparant les mentalités à aller plus avant dans le sens de la diversité socio-professionnelle ?

[2227] Michel Debatisse le confirmait *a posteriori* en 1976 : « Il y a vingt ans, alors que l'agriculture occupait près de 30 % de la population active, l'amélioration du revenu agricole exigeait que dans certaines régions, des jeunes trouvent un emploi dans d'autres secteurs d'activité. En effet, à cette époque, l'agriculture dans plusieurs départements apparaissait comme une réserve de chômeurs à temps partiel, même si les statistiques et la société feignaient de l'ignorer. Aujourd'hui au contraire, avec moins de 10 % de la population active employée à temps partiel (dont un nombre considérable de travailleurs âgés), l'agriculture est menacée par le manque d'hommes et de femmes. Dans plusieurs régions de montagne, cette menace est devenue la triste réalité de villages entiers, que la vie a désertés. Il ne s'agit certes pas pour nous de renier ce pourquoi (sic) hier nous avons lutté, en demandant aujourd'hui une politique de retour à la terre. Il s'agit simplement de prendre conscience des évolution récentes des structures agricoles dans notre pays (…) » (*in* Houssel, J.-P. (dir.), *Histoire des paysans de France du XVIIIe siècle à nos jours*, Roanne, Horvath, 1976, 549 p. : p. 522).

[2228] Mendras, H., *La fin des paysans…, op. cit*., p. 210-213.

Chapitre 10
Le CNJA : relais ou rival ?

Au milieu des années 1950, « un point de non-retour a été atteint », écrit Paul Houée[2229]. « Une nouvelle génération, (…) [s'est forgée] dans la fascination technique une foi nouvelle (…). Entre l'héritage du passé et la création de l'avenir, le monde rural a commencé à basculer ». Cette « nouvelle génération », d'abord issue de la JAC/F, prend alors assise, essentiellement, au sein du CNJA, le Cercle puis Centre national des jeunes agriculteurs, porté par les jacistes à compter de 1954. Pour Gordon Wright, cette époque marque le moment décisif du « passage du stade de la préparation à celui de l'action », pour les militants de la JAC/F. A l'aune des conquêtes précoces d'organisations agricoles que nous avons rencontrées en Aveyron, l'affirmation réclame à être nuancée, mais elle révèle combien, dans l'historiographie, le CNJA est fréquemment présenté comme un prolongement de la JAC/F, qui marque sa réussite en lui permettant d'imposer ses vues au sein du monde agricole[2230]. « La révolution silencieuse dispose maintenant des structures qui vont permettre aux jeunes de défendre leurs idées », écrit par exemple Louis Malassis dans son livre récent, *La longue marche des paysans français*[2231]. « Les discussions au sein de la JAC, puis des centres de jeunes, ont abouti, poursuit-il, à l'élaboration d'un modèle d'action (…). Le syndicalisme ne doit plus avoir seulement pour objectif de défendre les prix ; il doit répondre aux aspirations des jeunes paysans en promouvant l'exploitation familiale économiquement et socialement viable »[2232], quitte à « pratiquer une sélection parmi les agriculteurs »[2233]. La victoire du CNJA, et à travers elle celle de la JAC/F, sont en général symbolisées d'une part par les prises de contrôle progressives des FDSEA puis de la FNSEA par des responsables issus des CDJA[2234] ; d'autre part par le vote des lois d'orientation agricole de 1960-62, que le CNJA a

[2229] *Les étapes du développement rural…, op. cit*., p. 92.
[2230] Wright, G., *op. cit.*, p. 266 sq. ; Moulin, A., *Les paysans dans la société française…, op. cit*., p. 213 ; *Histoire de la France rurale*, t. 4, *op. cit.,* p. 499-506…
[2231] Paris, Fayard, 2001, 400 p. : p. 268-269.
[2232] Ibid.
[2233] Moulin, A., *Les paysans dans la société française…, op. cit*., p. 224
[2234] L'accession de l'Aveyronnais Marcel Bruel au secrétariat général de la FNSEA en 1961 marque l'arrivée aux commandes d'un leader formé par la JAC des années 1940. A compter de 1964, il est assisté de Michel Debatisse, ancien vice-président de la JAC et ancien président du CNJA, comme secrétaire général adjoint de la

inspirées[2235]. « La nouvelle génération paysanne commence à exercer une influence sur la vie politique »[2236].

Or, le CNJA ne se substitue pas à la JAC/F. Comme le suggérait déjà l'étude pionnière de Marie-Josèphe Durupt, la cohabitation entre les deux mouvements n'alla pas longtemps de soi. « La JAC ne veut pas se dessaisir de son rôle de formation dans le domaine agricole », protestent en substance les responsables nationaux dès 1959[2237]. « Le CDJA et la JAC ont des méthodes et des buts différents »[2238], avance André Delpérie, responsable professionnel de la fédération jaciste de l'Aveyron, durant l'été 1960. Deux légitimités coexistent désormais, s'adressant toutes deux, de fait, à des jeunes ruraux catholiques – *a fortiori*, du moment que la « tonalité agricole » de la JAC/F reste forte. Elles peuvent agir comme un révélateur de sensibilités différentes jusque là confondues dans un même mouvement. Alors que l'essor du CNJA paraît marquer la réussite de l'œuvre d'éducation populaire conduite par les jacistes, l'enjeu pour la JAC/F fut aussi la préservation de son rôle social, parallèlement à celui qu'exerçait désormais le syndicat qu'elle avait inspirée.

A – 1954-1957 : JAC-CNJA, « l'harmonie fut presque parfaite »[2239]

1 – Le CNJA, nouveau partenaire pour une reconnaissance officielle

Dans la deuxième moitié des années 1950, alors que les jacistes commencent juste à se rendre compte que l'avenir d'un nombre de plus en plus important de jeunes ruraux et de jeunes rurales se situe hors de l'agriculture, la question de la formation et plus largement de la profession agricole occupe une place jamais atteinte dans leur presse militante : dans le bulletin *Jeune Rouergue*, alors qu'elle stagnait autour de 5 % depuis 1949 elle passe à plus de

---

FNSEA. Celui-ci lui succède au secrétariat général en 1966 (Tavernier, Y., *Le syndicalisme paysan…, op. cit.*, p. 79).

[2235] Elles prévoient de généraliser la politique des prix garantis, conformément aux vœux de la FNSEA. Mais afin agir sur les structures agraires, comme le souhaitait le CNJA, sont créées les SAFER (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) chargées d'acheter des terres sur le marché foncier pour les rétrocéder à des exploitants souhaitant s'agrandir ou s'installer, pendant que la mise en place de l'IVD (indemnité viagère de départ) permet de favoriser le retrait des agriculteurs âgés. Elles reconnaissent par ailleurs pour la première fois l'existence et l'intérêt des groupements d'exploitants. L'assurance maladie-chirurgie est étendue, par ailleurs, aux agriculteurs. « Le modèle socio-économique qui s'impose [à travers ces lois] est celui d'une exploitation familiale mise en valeur par deux unités de travail humain (UTH), c'est à dire, le couple. L'agrandissement de l'exploitation et sa modernisation permettront d'accorder aux paysans la parité de revenus avec le reste de la société. Il faut donc pratiquer une sélection parmi les agriculteurs. Mais tous ceux qui le voudront auront les moyens de s'adapter » (Moulin, A., *Les paysans dans la société française…, op. cit.,* p. 222-224).

[2236] Malassis, L., *La longue marche des paysans français, op. cit*., p. 274.

[2237] Cité par Conq, J., art.cit., p. 185.

[2238] JR 07-08/1960

[2239] Wright, G., *La révolution rurale…, op. cit*., p. 227.

12 % en 1954, et atteint son sommet en 1957, en occupant plus du quart de l'espace disponible[2240].

En fait, c'est surtout le résultat de la reconnaissance officielle dont la JAC/F fait l'objet, en partenariat avec le CNJA. Car le parcours commun de ces deux organisations commence non pas en 1957, comme on pourrait le croire à la lecture de certains auteurs[2241], mais dès 1954, quand le Cercle national des jeunes agriculteurs, structure qui accueillait les jeunes de la CGA, prend le statut d'association-loi de 1901[2242], non sans provoquer quelques craintes de confusion chez les jacistes, au moins au niveau national[2243]. L'année 1957 correspond à sa transformation en syndicat à part entière : les jacistes, qui l'avaient investi, avaient souhaité en faire le lieu où les jeunes agriculteur, jusque là « noyés dans des structures et une doctrine adultes » sans pouvoir « exprimer nettement leur manière de voir », pourraient exercer de façon autonome des responsabilités syndicales. Or la FNSEA, de son côté, « cherchait aussi à attirer les jeunes en espérant diriger l'évolution s'ils étaient en son sein » ; elle avait donc reconnu en 1956 que les femmes, fils, filles d'exploitants, âgés de 21 à 35 ans, pouvaient « se constituer en groupements à l'intérieur de l'organisation, en prenant le statut syndical de la loi de 1884. Le statut juridique du CNJA fut donc transformé, en mars 1957[2244].

En fait, à l'échelle locale, ce « nouveau CDJA » ne s'est guère installé immédiatement dans le paysage institutionnel, comme dans le Cantal, où il n'a été déclaré que début 1958[2245].

[2240] Puis, de 1958 à 1962, après une forte décrue elle ira se stabiliser autour d'un palier compris entre 10 et 15 % de l'espace.

[2241] Henri Mendras (*La fin des paysans, op. cit*., p. 257-258), Gordon Wright (*La révolution rurale…, op. cit.,* p. 226-227), J. Vercherand (*Un siècle de syndicalisme agricole. La vie locale et nationale à travers le cas du département de la Loire*, St-Etienne, Centre d'Etudes foréziennes, 1994, 443 p. : p. 209), voire J. Conq (in *JAC/MRJC. Origines et mutations*…, op. cit., p. 184)… – En revanche, Paul Houée (*Les étapes du développement rural…,* op. cit., p. 77) parle de la période « entre 1954 et 1956 ». A. Moulin (*op. cit*., p. 213) indique bien 1954, mais gomme les réticences qui ont pu exister alors de la part des jacistes.

[2242] Marie-Josèphe Durupt (thèse citée, p. 328) explique cette transformation par la disparition progressive de la CGA, et le rôle de plus en plus important de la FNSEA : la majorité des membres du cercle redoutaient alors de se faire prendre dans l'engrenage politique des organisations professionnelles en place. *Cf.* aussi Tavernier, Y., *op. cit.*, p. 139.

[2243] Durupt, M.-J., *ibid.*

[2244] Durupt, M.-J., thèse citée, p. 329-331). *Cf.* aussi Tavernier, Y., *Le syndicalisme paysan…, op. cit.*, p. 141. Certes, la modification des statuts avait été adoptée par le congrès de la FNSEA des 13-14 mars 1956, mais les nouveaux statuts furent adoptés par l'assemblée générale du CNJA du 8 mars 1957. Pourquoi une telle attente ? « Dans de nombreux départements la création de cercles de jeunes affiliés à la fédération des exploitants rencontra de vives résistances. Les dirigeants n'admettaient pas que les jeunes agriculteurs disposent d'une pleine autonomie et n'acceptaient la création de cercles qu'à la condition qu'ils soient section des fédérations. Quelques uns accusaient le CNJA de collusion avec certaines tendances au sein des organisations agricoles ou de dépendance à l'égard de mouvements confessionnels » (Tavernier, Y., *ibid.*).

[2245] « 40 ans de syndicalisme jeune dans le Cantal », *in* CDJA du Cantal, *Rapport d'orientation. « Quel syndicalisme jeune demain ? »*, 1998, p. 12-18 (aimablement communiqué par P. Olivieri). – Alors qu'en 1947, lors du premier congrès national, le Cantal était l'un des 45 départements ayant un cercle des jeunes de la CGA, celui-ci n'existait plus lors du troisième congrès, en 1952 (cartes in Tavernier, Y., *Le syndicalisme paysan…, op. cit.*, p. 138).

D'autre part, l'investissement initial du CDJA par les jacistes ne paraît pas vraiment destiné à en faire un instrument de défense de leurs options puis de conquête progressive du pouvoir, face aux notables des FDSEA notamment. Le schéma ne vaut même pas tout à fait à l'échelle nationale, quand on examine les rapports entre le CNJA naissant et la FNSEA[2246]. Que constatons-nous sur notre terrain ? En Aveyron, la FNSEA est déjà aux mains des anciens jacistes, et le CDJA dès cette époque fondatrice doit surtout être conçu comme un lieu d'apprentissage de l'exercice syndical. Dans le Cantal, c'est Paul Besse lui-même, l'ancien secrétaire de la JAC devenu directeur de la FDSEA, qui suscite la création du CDJA ; « il y aurait même eu un petit coup de pouce financier des aînés pour ‘‘ lancer les gamins ’’ »[2247]. D'autre part, il ne faudrait pas imaginer que ces liens entretenus dans le Cantal entre les jeunes et les « notables » du monde agricole supposent une méfiance partagée envers la modernisation de leur milieu : les notables cantaliens sont en effet engagés en grand nombre dans le Centre national des Indépendants et Paysans (CNIP), « qui a choisi en 1955 la voie de l'industrialisation accélérée de l'économie et de l'intégration dans l'Europe », au risque de subir l'acrimonie d'exploitants qui redoutent une inéluctable marginalisation[2248].

La formalisation des CDJA et leur investissement par les jacistes sont surtout liés à la nécessité de répondre au cadre réglementaire fixé pour pouvoir bénéficier des nouvelles aides à la formation[2249]. En 1954 en effet, le commissariat général à la productivité reconnaît la JAC/F comme mouvement représentatif des jeunes ruraux, et lui confie pour l'année 1954-55, de concert avec le CNJA, l'organisation de stages techniques. L'avantage est de disposer d'un financement. Cela vaut bien, jugent alors les jacistes, d'accepter un devoir de neutralité, c'est à dire d'organiser des stages sans les éléments de formation spirituelle communs dans les

---

[2246] Dès 1964, Gordon Wright montrait bien la complexité du processus (*La révolution rurale…, op. cit.,* p. 226-227) : Le « premier souci [des jacistes] était de faire entendre leurs opinions, bien plus que de disputer à leurs aînés le contrôle du mouvement syndical lui-même. Entre les jeunes jacistes et la tendance dominante à la FNSEA, il y avait une différence d'âge de quelque 30 années. (…) Les jacistes se trouvèrent attirés par ce vide presque malgré eux. Le premier pas accompli fut une proposition (faite en 1956) pour que la FNSEA transforme les insignifiants jeunes de la CGA en un nouveau Cercle national des jeunes agriculteurs [Wright oublie la transformation de 1954] (…). Les dirigeants de la FNSEA ne purent trouver cette proposition que bénéfique. Ils n'avaient jamais tout à fait compris leur incapacité à attirer les jeunes paysans dans le syndicat ; et voilà qu'enfin les jeunes commençaient à y venir. Les détails de l'accord furent rapidement établis et il prit effet en mars 1957. Comme une armée bien disciplinée, les jacistes s'installèrent dans le nouveau CNJA et prirent en main pratiquement tous les postes clés. Pendant un an, l'harmonie fut presque parfaite (…) Mais des tensions commencèrent rapidement à se faire jour au sein du CNJA. (…) La lutte se dénoua en 1959 par la victoire des « durs » qui s'assurèrent une précaire majorité [Buchou, Debatisse] (…). [Ils allaient] très vite devenir des rivaux sérieux pour la direction même du syndicalisme agricole »

[2247] « 40 ans de syndicalisme jeune dans le Cantal », *in* CDJA du Cantal, *Rapport d'orientation. « Quel syndicalisme jeune demain ? »*, 1998, p. 12

[2248] Richard, G., « Parti paysan et société rurale dans la France d'après guerre. L'exemple du Cantal (1945-1962) », *Histoire et sociétés rurales,* n°16, 2e semestre 2001, p.141-176 : p. 165.

[2249] Même si les jeux de pouvoir ont pu avoir un certain rôle, comme cela est suggéré en général par l'historiographie.

sessions jacistes[2250]. Au départ, d'une certaine façon, la JAC/F se berce d'illusions[2251]. L'appel qui lui est fait est vécu, en Aveyron notamment, comme une reconnaissance de l'action menée depuis des années, en même temps qu'un investissement nécessaire pour ne pas se trouver marginalisée par une non participation aux nouvelles structures mises en place. Ainsi, pour le championnat de labours créé en 1955, la JAC « ne doit pas rester à l'écart de ce qui se fera de toute façon sans elle si elle refuse. Or elle sera souvent seule organisatrice » ; même si cette collaboration doit se solder par un échec, il ne faut pas la refuser, car « pour la première fois la JAC est appelée à participer à un concours avec des organismes professionnels »[2252].

Or, les premières années, tant pour les jeunes filles que pour les jeunes gens, les stages se réduisent à quelques unités à peine, ne touchant que quelques dizaines de jeunes issus de l'élite bien informée, alors qu'un public représentatif de la « masse » était espéré[2253]. Au niveau national, ce constat conduit à engager en 1957 une « décentralisation » des stages[2254], confiés à des comités départementaux de vulgarisation, au sein desquels siègent, côte à côte, la JAC et le CDJA, désormais transformé en syndicat. Des animateurs locaux, ni ingénieurs ni moniteurs, sont embauchés. Ils sont, pour la plupart, des responsables jacistes, ou des proches de responsables jacistes[2255]. Là aussi, la JAC/F ne perd pas son ascendant ; mieux, elle

---

[2250] JR 09/1954.

[2251] JR 09/1954, 05/1955 : agir dans le domaine professionnel, c'est conduire à des vies moins pénibles, grâce au progrès, c'est être éducatrice de la masse.

[2252] JR 05/1955.

[2253] JR 11/1955, 01/1956, 11/1956.Pour les filles, les deux premières années (1955-1956), deux à trois stages ont lieu dans chaque département, réunissant 25 à 40 participantes. Pour les garçons, en Aveyron, le premier se déroule fin 1954, puis il y en a deux en 1955 et trois en 1956. Dans le Cantal on en compte deux en 1955 puis quatre en 1956, avec une vingtaine à une trentaine de participants chaque fois.

[2254] Mise en place dans 25 départements dont ceux qui nous occupent. A l'échelle du canton ou de la région naturelle, ces journées décentralisées devraient non seulement accroître le cercle du recrutement, mais encore, permettre aux participants de se revoir, de pratiquer à l'année des essais de matériel ou de semences, bref d'amorcer une véritable émulation (JR 11/1956.).

[2255] Ils sont chargés par le comité départemental d'établir le programme, de formation et de coordonner l'action des animateurs locaux (JR 11/1956). Dans le Cantal, les deux animateurs départementaux sont Roger Ceyrolles, de Loupiac, pour les garçons (membre de l'équipe professionnelle fédérale de la JAC en 1959 [AAD]), et Anne-Marie Thoumieux, de St-Etienne-de-Maurs, pour les filles (membre du comité fédéral de la JACF en 1956 [AAD 19/12/1956], épouse de Jean-Baptiste Loudières (membre du comité fédéral de la JAC) en 1958, membre de l'équipe professionnelle fédérale en 1959 [AAD 10/02/1959]). Autour d'eaux, une équipe mixte de six puis de 18 personnes (AAD 10/02/1957, réunion de la commission professionnelle mixte). En Aveyron, il s'agit dans un premier temps de Gabriel Romiguière et de Bernadette Bélières (un Jean Bélières a été responsable de la zone d'Espalion : même adresse, Nadaillac à Estaing). A ceux-ci s'ajoutent les animateurs locaux, ventilés par zones, chargés de l'organisation concrète des stages sur le terrain : en 1957, pour les filles, Yvonne Mandagot (un Mandagot est membre de l'équipe fédérale en 1952) ; Lydie Bernat (René est responsable de la zone de St-Affrique en 1952) ; Odile Curvillé (aucun autre Curvillé trouvé) ; Marie-Thérèse Izard (aucun autre Izard trouvé) ; pour les garçons : Georges Lacombe (responsable presse de la zone de Millau), Rémi Serres (responsable de la commission soldats), Raymond Cousy (co-responsable de la commission professionnelle de la zone de Villefranche), Albert Lacroix (non repéré ailleurs).

positionne les siens aux postes-clés. Néanmoins[2256], les effectifs formés demeurent, encore une fois, relativement réduits, surtout par rapport à ceux que la JAC/F seule parvenait à drainer[2257].

2- La JAC/F face aux jeunes agriculteurs : des activités spécifiques en retrait

La JAC/F joue pour l'instant le jeu du partenariat étatique via l'investissement dans le CNJA, même si le premier bilan en terme de jeunes formés se révèle plutôt décevant.

Dans le Cantal, elle cesse toute activité de formation qui lui soit propre, afin de mieux profiter des aides[2258]. En Aveyron, elle en maintient malgré tout quelques unes[2259], mais dans des proportions qui ne permettent guère d'accroître les effectifs atteints. En 1954, sur la suggestion des instances nationales de la JAC a été mis en place un concours national d'élevage bovin[2260]. Mais une fois de plus, le nombre d'inscrits annuels est particulièrement

---

[2256] Dès 1957, le maillage de l'Aveyron par les stages masculins est très serré, alors que dans le Cantal, pour les deux branches, la densité demeure assez lâche et la « décentralisation » incomplète. Pour les filles sept journées sont organisées dans le Cantal, et 49 dans 25 centres en Aveyron (il peut y avoir deux ou trois jours d'affilée dans un centre). Pour les garçons : 68 journées dans 28 centres en Aveyron, et huit journées dans le Cantal. Toutes les régions sont pourvues, à l'exception de la partie ouest de Lévezou, et de l'essentiel de l'Aubrac, régions où les densités humaines sont faibles ; d'autre part, on relève une concentration certaine de centres de stage dans le Ségala et ses marges, où la JAC est la plus active. Les stages de productivité féminins « décentralisés » sont beaucoup plus localisés que leurs équivalents masculins, en Aveyron : le long de la vallée du Lot, dans l'ouest du Villefranchois, et tout au Sud, en bordure des Monts de Lacaune et du causse du Larzac ; en revanche, les régions agricoles du centre du département sont dépourvues. C'est le cas du Lévezou, de la basse vallée du Tarn, du Ségala (alors qu'il rassemblait l'une des plus fortes concentrations de stages masculins), et au nord, Viadène et Aubrac sont laissés pour compte (gagnés il est vrai surtout en 1958 par les stages masculins).

[2257] En 1957, dans le Cantal, autour de 260 garçons et 150 filles sont formés dans ces stages, et en Aveyron 488 garçons et 438 filles très exactement, soit beaucoup moins que les 2630 jeunes passant par les formations jacistes à caractère professionnel en 1951[2257]. Il s'agit bien là, malgré les discours, d'une élite.

[2258] Après tout, l'habitude d'externaliser les tâches de formation professionnelle est ancienne dans ce département : on l'avait notamment vue à l'œuvre à l'époque de la Corporation.

[2259] En moyenne, entre une douzaine et une vingtaine de rendez-vous « professionnels » par an, les deux branches confondues. Quelques champs d'essais dans un nombre limité de localités de la zone de Villefranche. Essais sur les cultures de blé, de maïs, de betteraves, de pommes de terre ; de prairies artificielles et naturelles. Tel père prête un champ…, les jacistes analysent la terre, pour savoir quels engrais apporter, dans quelle proportion, ils y expérimentent l'utilisation de machines. Néanmoins, cette pratique n'a jamais pris une grande extension, et elle est demeurée circonscrite à quelques localités, éventuellement sous l'influence d'un ecclésiastique féru d'agronomie, tel l'abbé Gros dans la zone de Villefranche. JR 11/1955, 12/1955, 03/1956, 04-05/1956, 07-08/1956, 11/1956 ; AMO, rapports sur les activités de l'Association sociale et culturelle de la jeunesse aveyronnaise en 1957, et en 1958. Ols, secteurs de Montbazens, Lunac, Lanuéjouls, Bez ; hors de la zone de Villefranche, seul le secteur d'Espalion est signalé comme actif ; bref, c'est une fois de plus dans le nord et plus particulièrement dans la pointe nord-ouest que l'activité est la plus intense ; mais sans englober le Ségala cette fois : on est plus dans les régions de sa marge.

[2260] Il est ouvert aux 13-21 ans puis aux 14-30 ans. Il s'agit de choisir un animal, et de l'élever en tenant un carnet de suivi ; le « meilleur » animal est récompensé, comme dans un comice, d'abord localement, et pour les meilleurs, lors d'une finale nationale. Le concours, annuel, est par la suite adapté aux caractéristiques de chaque région : élevage ovin en Aveyron ou dans le Tarn, porcin en Bretagne (Fort R., *Ils ont révolutionné…, op. cit.*, p. 66-68 : pour les garçons en 1959, pour les filles en 1962). Il doit « permettre à tous les jeunes ruraux *d'étendre leurs connaissances* sur la manière de nourrir et d'élever […les animaux] en s'y adonnant *eux-mêmes*, chez eux ; [il] donne un *champ d'action au jeune, où il est totalement responsable »* (JR 10/1954). En outre, le concours est

limité : 15 en 1955[2261] ! Quant aux « clubs d'échanges professionnels » proposés aux jeunes filles par la JACF à compter de 1955[2262], seuls quelques uns naissent en Rouergue, en 1956 et 1957[2263].

Il pourrait paraître curieux que parallèlement, à partir du milieu des années 1950, les activités au service des ouvriers et ouvrières agricoles se soient quasiment interrompues[2264], au profit de leur prise en charge par un syndicalisme adulte là où, comme en Aveyron, avait été mis sur pieds, à leur intention, un syndicalisme-jeune[2265] : situation paradoxale au moment où un nouveau syndicalisme jeune est en train d'émerger grâce à la JAC, avec le CNJA. En fait, le problème est ailleurs : moins d'ouvriers sont nécessaires dans les exploitations, du fait de leur mécanisation et de leur concentration[2266].

---

un moyen de formation permettant de ne pas quitter la famille, donc de le faire accepter par les parents récalcitrants (JR 11/1955).

[2261] JR 10/1954, 02/1955, 05/1955, 06-07/1955, 11/1955.

[2262] Fin 1954 ou début 1955, une jaciste du Loiret vient témoigner en Aveyron (JR 02/1955) : les treize jeunes filles de son village se réunissent depuis un certain temps, discutant de leur travail, et prenant des initiatives pour l'améliorer (gestion des cagettes de légumes, dans le maraîchage, taille des arbres…).

[2263] Dans les zones de St-Affrique et d'Espalion (JR 01/1956, JR 03/1956, 04-05/1956). Il est prévu d'y échanger sur des sujets tenant aux tâches ménagères, ou aux tâches agricoles que les femmes assument sur l'exploitation. Les Cantaliennes sont informées, mais apparemment sans mettre la formule en pratique (AAD, réunion du 02/04/1955).

[2264] Dans le Cantal, la branche jaciste féminine continue, au moins jusqu'en 1956, année du dernier stage spécifique connu, à s'occuper du milieu ouvrier agricole (SC 22/12/1955 ; AAD 03/1956, compte-rendu du comité fédéral JACF). Bourquelot, F. (« La JAC et les ouvriers agricoles », chap. 3 d'*Analyse d'un mouvement social et rural, la Jeunesse agricole catholique (1929-1978)*, Angers, Ecole supérieure d'agriculture, 1978, p. 29-40) prétendait que ce n'était qu'à partir de cette époque que la JAC/F s'impliquait auprès d'eux. Rappelons aussi que Marie-Josèphe Durupt (thèse citée, p. 58), qui n'aborde la question que subrepticement, laisse entendre, de même, que ce n'est qu'à partir de 1953 que la JAC se serait préoccupée des ouvriers agricoles.

[2265] JR 04/1955. Dans le Cantal, le MFR, mouvement adulte, dispose toujours de sa commission de travail « ouvriers agricoles », tout comme les commissions de zones pastorales mises en place en 1955 après l'enquête Boulard. A compter de 1955-56, trois d'entre elles, celles des zones d'Aurillac, Murat et Pierrefort, se penchent sur le problème des ouvriers ruraux (la zone pastorale de la Châtaigneraie préfère travailler sur les conséquences de la mécanisation, celle de Mauriac sur la pauvreté des habitations et le métayage)[2265]. Elles reçoivent des témoins décrivant les conditions de vie difficiles dans des termes similaires à ceux employés déjà après la Libération (tonalité morale : vie de famille difficile à mener, peu d'esprit chrétien chez les autres ouvriers…). Une action « ciblée est menée, dans un premier temps, auprès des buronniers : il faut redonner un sens chrétien à la bénédiction des vacheries lors du départ, diffuser *Le Mazut*, bulletin chrétien des buronniers, apporter un « soutien humain et spirituel » [2265]. Malgré tout, c'est une économie en débâcle qui retient ici l'attention, dans ses derniers soubresauts.

[2266] En Aveyron, la baisse se situe en fait essentiellement entre 1946 et 1955, le nombre d'ouvriers agricoles diminuant de la moitié, passant de 12 000 à environ 6 000, puis le rythme de la baisse s'atténue un peu (*Aveyron d'aujourd'hui, op. cit.*, p. 84). Pour les « montagnes » du Cantal et de l'Aubrac aveyronnais, les années 1950 marquent ainsi le « déclin et la reconversion du système pastoral traditionnel », qui s'appuyait sur l'envoi des troupeaux à l'« estive », en vue d'une production fromagère assurée par un personnel fourni qui s'installait dans les burons. Désormais, l'évolution se fait vers un système d'exploitation pastorale centré sur l'élevage et réclamant moins de bras (Bordessoule Eric, *Les « montagnes » du Massif central. Espaces pastoraux net transformation du milieu rural dans les monts d'Auvergne*, Clermont-Fd, Presses universitaires Blaise Pascal, 2001, p. 84-92).

Certes, le démarrage progressif d'une branche aînée[2267], destinée à éviter une « inactivité militante entre la JAC et la prise de responsabilités adultes »[2268], et à faire réfléchir les jeunes adultes sur leur métier, sur leur engagement, en les préparant à jouer un rôle dans les institutions[2269], pourrait apparaître comme la constitution d'un « doublon » (défensif ?) face au CNJA. En fait, l'impulsion avait été antérieure à l'investissement du CNJA par les jacistes : suggérée à l'échelon national par Michel Debatisse lors du conseil national du 25e anniversaire, fin 1953[2270], la création de la branche aînée avait été formalisée à l'automne 1954[2271]. D'autre part, l'ambition était plus large que celle d'une action syndicale : offrir à ceux qui militaient depuis plusieurs années dans la JAC/F un lieu où prolonger leur engagement jaciste, en accord avec les préoccupations de leur âge : « observer, réfléchir, se faire un jugement et entreprendre une certaine action »[2272].

[2267] Sur le plan local, chez les jeunes gens, la mise en place a lieu dès 1954-55. En Aveyron, la première session, de lancement, se déroule en décembre 1954 (JR 11/1954), et le premier responsable diocésain, Albert Gaben (jusque là responsable diocésain de la presse, et secrétaire de l'ACJF), est désigné en mars 1955 (AMO, réunion du comité fédéral, 03/1955) ; la mise en place de responsables de zones et de secteurs est amorcée à compter de la rentrée suivante (JR 11/1955). Dans le Cantal, de même, le premier comité de la branche aînée repéré se réunit dès janvier 1955 (SC 06/01/1955). Mais longtemps, la branche ne couvre peu ou prou que l'ouest, voire le sud-ouest, du département. En revanche, pour la JACF, le démarrage semble plus difficile à amorcer, et le véritable départ semble plutôt se situer en 1956-57, voire 1958. Aussi bien en Aveyron que dans le Cantal, l'année 1954-55 amène quelques premiers essais, mais la première réunion régionale est repérée en 1957. Voire, dans le Cantal, ce n'est qu'en 1958 que l'activité « aînées devient vraiment manifeste. Aveyron : JR 06/1954, 11/1954, 02/1955, 09-10/1956 ; Cantal : SC 06/01/1955, AAD 01/05/1957 (comité fédéral JACF), 11/12/1957 (comité fédéral JACF), SM 11/1958 (1ère rencontre aînées, à Aurillac, 12/02/1958) ; Auvergne : SM 11/1957 : session régionale aînées à Clermont-Fd.

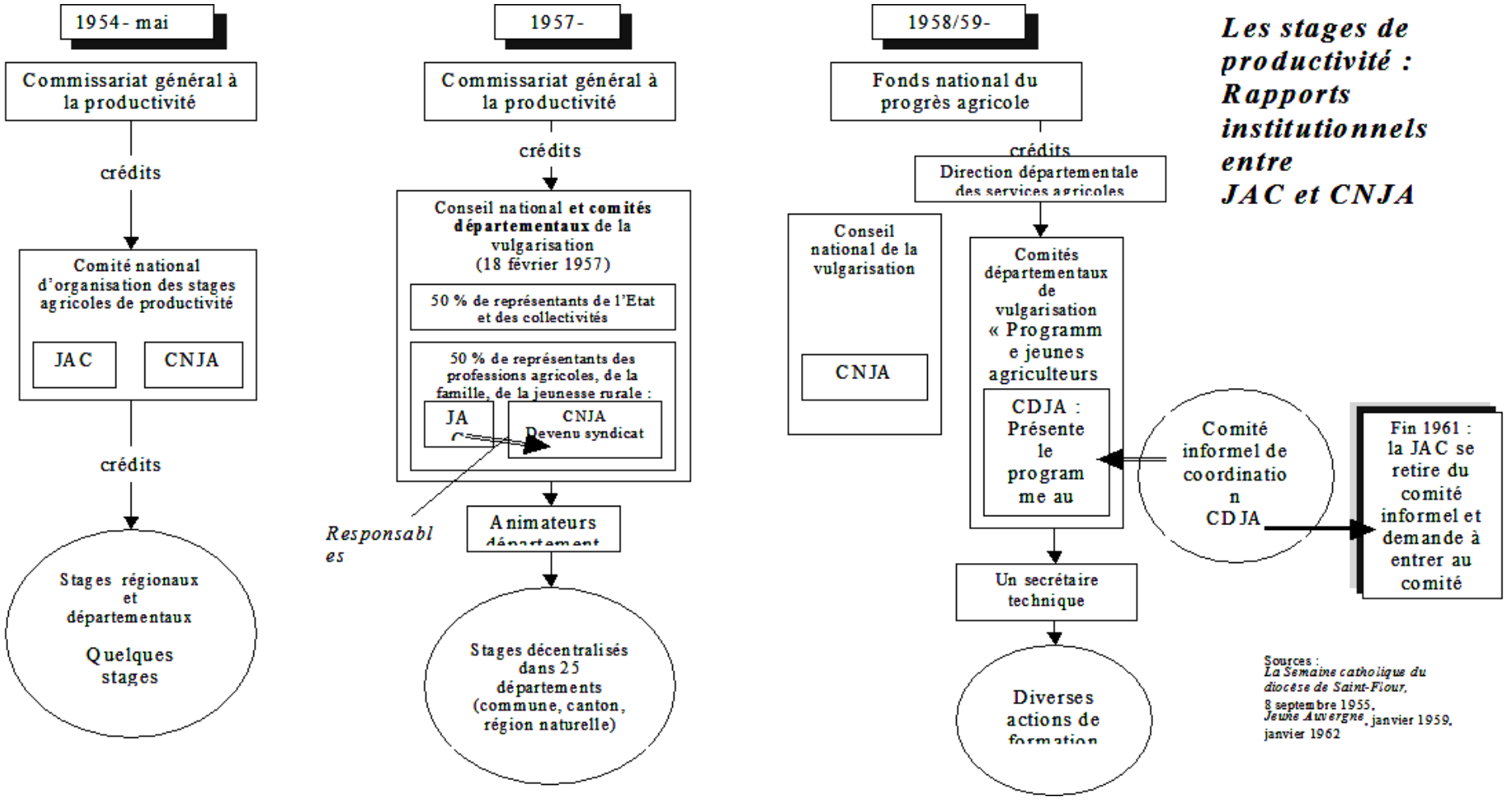
[2268] JR 01/1956 : compte-rendu du conseil national de la JAC.

[2269] JR 10/1954, 11/1955 (compte-rendu du comité fédéral aveyronnais d'octobre 1955), 01/1956 (compte-rendu du conseil national de la JAC). AMO, circulaire sd [1955 ?]. Dès 1954-55, des « thèmes d'étude » annuels sont proposés pour les aînés (1954-55 : « agriculture et industrie » ; 1955-56 : « politique » ; 1956-57 : « organisations professionnelles ; (…) 1959-60 : « l'entreprise agricole »…).

[2270] JR 02/1954.

[2271] JR 09/1954, 10/1954 ; AAD comité fédéral du 19/09/1954.

[2272] R 10/1954, 11/1955 (compte-rendu du comité fédéral aveyronnais d'octobre 1955), 01/1956 (compte-rendu du conseil national de la JAC).


1954- mai
Commissariat général à la productivité
crédits
Comité national d'organisation des stages agricoles de productivité
JAC
CNJA
crédits
Stages régionaux et départementaux
Quelques stages
1957-
Commissariat général à la productivité
crédits
Conseil national et comités départementaux de la vulgarisation (18 février 1957)
50 % de représentants de l'Etat et des collectivités
50 % de représentants des professions agricoles, de la famille, de la jeunesse rurale :
JA
CNJA Devenu syndicat
Responsables
Animateurs
Stages décentralisés dans 25 départements (commune, canton, région naturelle)
1958/59-
Fonds national du progrès agricole
crédits
Direction départementale des services agricoles
Conseil national de la vulgarisation
CNJA
Comités départementaux de vulgarisation « Programme jeunes agriculteurs
CDJA : Présente le programme au
Comité informel de coordination CDJA
Fin 1961 : la JAC se retire du comité informel et demande à entrer au comité
Un secrétaire technique
Diverses actions de formation
Les stages de productivité : Rapports institutionnels entre JAC et CNJA
Sources :
La Semaine catholique du diocèse de Saint-Flour, 8 septembre 1955,
Jeune Auvergne, janvier 1959, janvier 1962

B – 1958-1963 : « le CDJA et la JAC ont des méthodes et des buts différents »

1 - La montée des tensions

A compter de 1958-59 (*cf.* le schéma de la page précédente), une réforme des modalités d'aide, et de l'organisation des comités départementaux de vulgarisation, exclut la JAC/F de ces derniers, seul le CDJA y demeurant[2273]. La JAC/F est réduite à un rôle consultatif au sein de comités informels. Cependant, il n'y a pas rupture des liens entre les deux mouvements, puisque les CDJA continuent à être tenus en grande partie par des jacistes[2274]. Toutefois, dès 1959, le secrétaire général de la JAC (nationale), Lucien Duroux, jugé trop proche de l'équipe nationale du CNJA menée par Michel Debatisse, est remplacé par l'Aveyronnais Gilbert Bosc, plus « modéré »[2275]. Début 1962, lors de la transformation en MRJC, la JAC/F se retire des comités informels de coordination. Elle estime alors qu'il faut mettre fin à cette situation confuse, où les activités servent souvent davantage à justifier les financements plutôt qu'à répondre aux besoins réels, et surtout, où « l'originalité propre des activités JAC ne [peut] plus être respectée ». Et la JAC/F de demander à être réintégrée dans les comités départementaux, comme membre de plein droit, afin de pouvoir de nouveau peser réellement sur les choix[2276]. Ces décisions nationales semblent témoigner d'un divorce de plus en plus profond entre CNJA et JAC/F, la seconde contrôlant de moins en moins le premier[2277]. « Quelques années plus tard, les dirigeants du mouvement reprocheront au Père Dujardin (ancien aumônier général et artisan avec Debatisse et d'autres de l'opération sur le

---

[2273] Les « animateurs » locaux chargés d'organiser les stages de productivité sont aussi remplacés par des secrétaires techniques, rémunérés par les comités départementaux de vulgarisation.

[2274] L'implication au CDJA de nombreux membres passés par la JAC est évidente en Aveyron. Le comité informel de coordination entre le CDJA et la JAC (AMO, dossier CDJA) est composé de deux membres de chaque organisation, un pour les jeunes gens et une pour les jeunes filles, plus les deux animateurs. De 1958 à 1960, sur les six membres ne représentant pas la JAC qui ont siégé à ce comité, deux seulement (l'animateur, et la représentante du CDJA) n'ont pas pu avec certitude être identifiés comme jacistes. Quant aux représentants du CDJA, il s'agit d'abord d'Albert Gaben, ancien responsable du secteur de Naucelle en 1949, responsable fédéral de la presse en 1951, secrétaire de l'ACJF aveyronnaise, responsable fédéral de la branche aînés en 1954 ; puis il est remplacé par Marcel Rigal, responsable de la zone de Villefranche en 1954, trésorier fédéral en 1954, président fédéral de la JAC de 1956 à 1958. Il ne s'agit donc même pas de jacistes « de la marge », mais de responsables issus du noyau restreint des principaux dirigeants locaux. Dans le Cantal, le premier président du CDJA, René Castanier, avait participé au premier stage de culture générale à Ceignac en 1949. Son successeur immédiat, Jean-Baptiste Loudières, avait été membre du comité fédéral de la JAC au moins de 1954 à 1956, et membre de l'équipe professionnelle jaciste en 1959. Il est remplacé en 1963 par Elie Bouyssou, jusque là responsable fédéral de la JAC. En 1967, ce dernier est remplacé par Jean-Claude Berthuy, qui avait été le premier président du MRJC cantalien. Sur 56 responsables locaux (et non plus fédéraux, ce qui accroît les chances de rencontrer des non jacistes) identifiés entre 1958 et 1960 (cités dans la *Voix du Cantal*), 16 % ont pu être identifiés à coup sûr comme ayant occupé des responsabilités jacistes de premier plan dans le département.

[2275] Conq, J. art. cit., p. 185.

[2276] J Au 01/1962.

[2277] Durupt, M.-J., thèse citée, p. 341-342.

CNJA), d'avoir voulu à l'époque ‘‘ saborder ’’ la JAC, qui à ses yeux n'avait plus de raison d'être puisque le mouvement était relayé par un syndicat »[2278].

Deux tendances principales s'étaient dessinées, en fait, parmi les anciens jacistes qui avaient pris en main le CNJA[2279]. Gordon Wright distingue une « tendance modérée, surtout enracinée dans certaines régions conservatrices de petite exploitation, mais dirigée par des fils de gros exploitants du nord-est », tendance qui entend rester prudente en matière de réformes agraires, et respecter le pouvoir des aînés. Puis, « une tendance plus ferme et plus résolue provenant principalement des régions sous-développées du Centre et du Midi voulait que le CNJA adoptât une ligne plus dure et qu'il posât le problème d'une réforme radicale des structures de l'agriculture. La lutte se dénoua en 1959 par la victoire des « durs » qui s'assurèrent une précaire majorité des voix au conseil d'administration [Hubert Buchou, nouveau président, Michel Debatisse, nouveau secrétaire général] »[2280]. Même s'il y eut des tonalités régionales dominantes, la ligne de partage, en fait, traversa chaque fédération locale.

En Aveyron, les doutes à l'égard d'une trop grande attention consacrée aux aspects professionnels avaient commencé à poindre, au sein de la JAC, en 1956, dès le premier bilan, décevant, des stages de productivité et des concours ovins : peut-être « n'avons [nous] pas assez vu le but humain et spirituel de nos activités (…). Avons-nous mis en face de leurs responsabilités les jeunes qui ne s'engagent pas et indiqué le but profond qui nous pousse à agir ? Ne nous arrêtons-nous pas trop au but matériel ? »[2281]. Dans le Cantal en 1957, la commission professionnelle de la JAC insiste pareillement sur la nécessité des « réfléchir sur les problèmes du milieu en fonction du Christ et de l'Evangile »[2282].

A partir de 1958, le discours jaciste local et régional est centré essentiellement, en matière de formation professionnelle, sur la nécessité de dispenser une formation « totale », ou « complète ». Il faut poursuivre la collaboration avec les autres organismes, dont le CDJA, mais en étant vigilant, recommande le comité régional début 1959 : le mouvement doit d'abord « mettre en route le jeune vers la réussite de sa vie et de chrétien »[2283]. « La

[2278] Conq, J., art. cit., p. 185-186.
[2279] En 1959, au bureau national, sur 10 membres, 8 sont issus de la JAC. Sur 85 présidences départementales, 45 (soit 53 %) sont revenues à des jacistes. Les trois jeunes femmes membres du bureau national viennent toutes de la JACF, et dans 46 départements sur 85, des jeunes filles jacistes (ou anciennes de la JACF) figurent parmi les responsables départementales du CDJA. La plupart du temps, à l'échelle nationale, le pourcentage de présence jacistes est plus important au niveau des instances départementales, qu'au niveau des instances locales ; mais au niveau local, les jacistes sont souvent les principaux animateurs). (Marie-Josèphe Durupt, thèse citée, p. 332-334).
[2280] La révolution rurale…, op ; cit., p. 227-228.
[2281] JR 01/1956.
[2282] AAD 10/02/1957, réunion de la commission professionnelle mixte.
[2283] J Au 01/1959 : comité professionnel régional, fin 1958. *Cf. aussi* JR 12/1959

vulgarisation est un moyen d'élever le niveau de vie des personnes, mais encore faut-il que cette élévation soit totale, et que les moyens mis à disposition ne rendent pas esclaves »[2284]. Quand, le 31 mai 1959[2285], les mouvements aveyronnais consacrent une journée d'aînés mixte spécifiquement au CDJA, ce n'est plus tant la collaboration avec le syndicat pour organiser des formations professionnelles, qui est abordée, que la question même de l'engagement en son sein. Il est prôné pour les jeunes adultes, qui doivent utiliser à plein le temps que leur laisse l'absence de charge de famille. Mais la spécificité de la JAC est réaffirmée en même temps. Elle se différencie du CDJA parce que, en tant que mouvement d'Action catholique, elle prend en charge l'ensemble de la personnalité du jeune, pour une formation qui englobe tous les secteurs de la vie et fait découvrir par l'action le plan de Dieu sur le monde ; elle s'adresse à tout le milieu, et non uniquement au milieu agricole, de 15 ans au mariage. Le CDJA au contraire ne s'adresse qu'aux jeunes agriculteurs de plus de 21 ans, pour les aider à penser ensemble les problèmes de leur profession, et les conduire à prendre des responsabilités à leur taille en agissant pour permettre une adaptation et une transformation des structures suivant les besoins du moment. « Pour toute action dans un organisme, il faut une doctrine, une orientation, permettant de collaborer avec des gens n'ayant pas les mêmes idées : la formation doctrinale chrétienne est indispensable, pour que nos engagements soient efficaces et durables, mais n'exclut pas la compétence technique, qui permettra de mieux gérer l'organisme. Pour la collaboration avec des gens n'ayant pas les mêmes idées, ne soyons pas sectaires »[2286]. Les aînés sont ainsi invités par la JAC/F à se rendre aux réunions de formation du CDJA qui aborderaient des sujets proches des siens[2287]. Mais alors, parallèlement aux journées sur la coopération organisées par le CDJA en 1960, par exemple, il convient que ces aîné(e)s organisent entre jacistes des veillées ou journées communautaires, « pour revoir ce problème (…) en chrétiens : c'est à dire avec le souci de l'évolution technique, mais surtout humaine et chrétienne »[2288]. Dans l'été 1960, André Delpérie, responsable professionnel de la fédération de l'Aveyron, fait une longue mise au point : il faut, chaque fois que cela est possible, collaborer avec les organismes professionnels de jeunes, surtout le CDJA, afin d'augmenter la possibilité d'action, et de mieux connaître les organismes dans lesquels on aura plus tard à travailler ; « mais le CDJA et la JAC ont des méthodes et des buts différents ; donc, pour que l'activité garde la valeur et le sens que nous lui donnons, il faut que notre idée avance à travers cette collaboration » ; la JAC ne doit pas y

[2284] JR 12/1959.
[2285] JR 06/1959.
[2286] *Ibid* (réunion d'aînés du 31/05/1959) : JR 06/1959.
[2287] JR 10/1959.
[2288] JR 03/1960.

perdre sa personnalité, et il convient donc de bien préciser les objectifs avant de lancer une activité. « Les activités professionnelles ont donc leur place dans le mouvement », poursuit André Delpérie. Elles répondent « à l'objectif de faire de l'homme technique de demain un homme conscient et éclairé. La JAC doit en avoir, parce que tout ce qui fait la vie d'un jeune nous intéresse ; nous voulons faire évoluer ce jeune et lui permettre de se former sur tous les points, humainement, puis chrétiennement (…) En Aveyron, sous l'impulsion des CETA, des foyers de progrès, des zones témoins, les techniques se révolutionnent, le rythme du progrès s'accélère, de plus en plus on ne parle plus que de technique et de rentabilité. Que fait l'homme pris dans ce courant ? Il n'a plus le temps de réfléchir. Allons-nous sacrifier au progrès toutes nos valeurs humaines, sociales, chrétiennes ? (…) Il est nécessaire d'avoir plus que jamais des hommes et des élites formés, ouverts à tous les problèmes, armés pour y faire face (…). La JAC, en aidant le jeune à se former sur le plan technique, doit surtout forger en lui les valeurs humaines et chrétiennes de l'agriculteur de demain, en l'engageant aujourd'hui dans des activités professionnelles éducatives »[2289]. Le fond doctrinal n'est pas nouveau, et il puise dans cette ancienneté même sa propre « efficacité » : l'idéal d'un « homme complet » à l'« éducation totale » court au sein de la JAC depuis les années 1930, et a été particulièrement mis en avant à la fin des années 1940, porté par le courant humaniste, certes, mais offrant aussi un cadre de référence dans l'attitude à adopter face aux évolutions techniques affectant le monde rural. Dans un contexte différent, intégrant le corps d'attitude face au « progrès technique » qu'il avait permis de définir, il redevient pleinement opératoire pour légitimer le rôle d'une JAC/F mise en concurrence avec le CDJA, son propre instrument qui lui a échappé.

En revanche, chez les jeunes filles, pour lesquelles l'enjeu technique fut sans doute moins prégnant, la transition fut apparemment beaucoup plus sereine. Une ancienne responsable de secteur cantalienne, Mme Salat, livre son impression : « A la JACF, les femmes sont bien parties vers le CDJA, mais sans heurt, puis à partir de là elles sont entrées à la MSA, à la Chambre d'agriculture, dans les municipalités. Jeannette Lours a fait le lien, ainsi que Marie-Jeanne Bonhomme »[2290].

Il faut donc bien voir qu'il n'y a pas de rejet du CDJA, même dans cette deuxième période. Il est toujours perçu comme nécessaire et très utile, sur le fond, par la formation qu'il

[2289] JR 07-08/1960. Même tonalité l'année suivante en septembre dans le compte-rendu du dernier comité fédéral par Roger Rossignol (JR 09/1961) : « notre action doit être orientée dans un sens apostolique : ne pas " coller " du chrétien sur l'action, mais penser et agir en chrétiens pour amener les autres à découvrir les vraies valeurs chrétiennes ».
[2290] Entretien, 1999.

apporte ; mais aussi parce que le fait de travailler avec le CDJA apprend à œuvrer avec d'autres, tâche qui sera celle d'une vie d'engagement militant au service de l'agriculture et/ou de la société rurale[2291]. Il ne faut pourtant pas être totalement dupe. Derrière ce discours de façade se profile la crainte que le CDJA ne provoque une hémorragie à la JAC/F. Le fait de bien préciser que le CDJA est une affaire d'aînés, et que les moins de 20 ans n'y ont pas leur place[2292], est un moyen pour la JAC de légitimer son rôle.

2 – « Durs » et « modérés » (Gordon Wright)

Il y a aussi un affrontement entre deux visions du monde, du rôle de l'homme par rapport à son milieu, comme le suggérait Gordon Wright : pour reprendre sa terminologie, celle des « modérés », ici majoritaires au sein de la JAC/F, et celle des « durs », qui se sont essentiellement investis dans les CDJA. Etienne Salat, président fédéral de la JAC cantalienne de 1952 à 1954, que l'on pourrait ranger parmi les « modérés », nous apportait son témoignage et sa vision des choses quelque temps avant sa mort[2293] : « La JAC a tenu jusqu'en 58. Après, le CDJA est arrivé en force, un peu contre la JAC. Car ils étaient matérialistes. Ils ont eu des gens qui avaient déjà des responsabilités. Ils ont pris des gens de la JAC un peu dissidents. Ils n'avaient pas tout à fait le même idéal : plus le matériel que l'homme. Le religieux était fort dans la JAC, avant[2294]. C'est vrai qu'elle a dû se mettre dans le matériel, parce qu'il fallait faire face à l'évolution, surtout là où les exploitations étaient petites, comme ici où on n'avait que 15 ha. C'est René Castanier qui est parti s'occuper du CDJA. C'était un cousin de l'abbé Castanier, qui avait été longtemps curé dans la vallée de la Jordanne. Il était rédacteur à *Jeunes forces rurales.* Il avait très bon esprit, mais il était déçu par sa famille, et il voulait essayer de changer le système d'exploitation de ses parents, qui travaillaient toujours avec des bœufs, à Montsalvy. Il y a eu aussi Jean-Baptiste Loudières, et Louis Delort : pour eux aussi on était un peu trop idéalistes. Ils ont lancé la coopérative de producteurs de porcs. Jean Favain aussi, qui est parti au CDJA et qui est devenu président du Crédit agricole, était un peu dissident à la JAC. Le moment a été difficile, et il a fallu parfois se heurter. Moi, en 58, je me suis orienté vers l'expertise agricole, pour rester au

[2291] J Au 01/1959. Comme l'indiquent, en Aveyron en 1961, à la fois une session JACF et un comité fédéral JAC, il est souhaitable que les jacistes s'engagent dans le CDJA et les autres organismes, car « nous avons à tenir notre place dans les institutions », mais il faut s'y engager comme personne, non comme responsable de la JAC/F, et faire ensuite, comme jaciste, la révision de son engagement dans ces organismes hors JAC (JR 09/1961, 10/1961)
[2292] JR 06/1959.
[2293] Entretien, 1999.
[2294] « Avant » peut renvoyer aux années d'apprentissage jaciste d'Etienne Salat, notamment l'immédiat après-guerre, où l'affirmation morale et religieuse était forte dans le mouvement.

service du milieu où j'avais vécu, dans l'esprit de la JAC ». Pierre Calmejane, membre de l'équipe professionnelle en 1959[2295], va dans le même sens : ceux du CDJA « ont été plus révolutionnaires que nous à la JAC. Ils ont cassé le mouvement, notamment Castanier, qui a dit un jour ''on n'a pas besoin des curés, nous'' »[2296]. Fin 1963, le comité fédéral du MRJC confirmait des difficultés d'entente avec le CDJA, dans la zone de Maurs notamment, où la JAC avait été si active[2297].

Pour Gordon Wright, les « modérés », relativement conservateurs étaient liés aux notables, et les « durs », réformateurs, s'opposaient à ces derniers. En fait, le débat n'est pas tant entre la « réforme » ou la « conservation » de l'économie rurale.

Tous sont ralliés au progrès, mais les façons de l'aborder diffèrent. Les premiers paraissent davantage marqués par un héritage religieux, et par le discours jaciste sur l'éducation totale[2298], sur la notion de « service », et conçoivent le progrès technique à travers ce qu'il apporte à l'épanouissement de l'homme… Les seconds, quoique passés par la JAC, quoique pouvant avoir une famille liée au monde religieux, ont une approche plus « laïque » et économique, et semblent avoir davantage retenu de leur expérience jaciste la promotion d'une modernisation des campagnes. Eveillés par la JAC, ils ne se situent pas dans la complète ligne de son discours. Ces derniers, essentiellement, ont pris les rênes du CDJA, alors qu'une prise de conscience a lieu chez les premiers, qui tiennent en grande partie la JAC. La réaffirmation de la dimension religieuse dans la mission de leur mouvement invite donc à nuancer fortement la vision développée par J. Vercherand, qui prétendait qu'après 1957, « ce qui reste des pratiques dévotes du passé disparaît » à la JAC/F[2299]. Elle peut être considérée aussi comme une réaction à l'amorce d'une « sortie de la religion » à laquelle la JAC/F n'a pas toujours été étrangère : l'interjection du Cantalien Castanier, lui-même jaciste neveu de prêtre, mais qui rejetait « les curés » pour donner la priorité au technique et à l'économique, en était l'illustration. La « logique de l'exculturation » du catholicisme peut alors s'analyser, selon Danièle Hervieu-Léger, « comme le processus par lequel [les] significations religieuses collectivement données à l'action dans le monde perdent progressivement toute consistance pour les acteurs eux-mêmes, qui se trouvent aspirés (…) par la logique économique et inexorablement singulière de l'action ». Ce qui ne signifie pas la

[2295] Il est aussi le frère de Blaise, le président fédéral de 1949 à 1952, et époux de Denise Favain, présidente fédérale de 1954 à 1958.
[2296] Entretien, août 2001.
[2297] AAD Comité fédéral du MRJC, 22/09/1963.
[2298] JR 04/1961: l'éducation totale caractérise la « personne totalement réalisée, qui a découvert le sens de sa vie, et dont les actes trouvent en Dieu leur aboutissement ».
[2299] Dans une présentation très générale du mouvement : dans *Un siècle de syndicalisme agricole, op. cit.*, p. 207.

perte de tout intérêt *individuel* pour la religion. Mais « les dispositifs de mise en sens religieux de [l']expérience dans le monde [des acteurs en question] – et au premier chef de leur expérience professionnelle – ont perdu leur capacité de porter une *signification collective*, perçue comme telle par eux-mêmes et par l'ensemble de la société » [2300]. Le « retour du religieux » serait-il aussi, au moins en partie, le fruit de la reprise en main du mouvement par la hiérarchie ecclésiale, après qu'elle eut réaffirmé à l'égard de la JAC/F l'importance de la notion de mandat, dans la « Charte de Coutances », au lendemain de la crise de l'ACJF[2301] ? C'est fort possible : les convergences avec le discours critique national employé envers le CDJA le suggèrent[2302], et la réorganisation du diocèse de Saint-Flour en zones pastorales en 1957[2303], de même que la série de nominations de nouveaux aumôniers en 1961[2304], y conduisent. Le déménagement en 1961 du siège de la fédération cantalienne, désormais rapatrié à la Maison St-Raphaël, maison de retraite des prêtres à Aurillac[2305], marque aussi, symboliquement, un renoncement, « en interne », à une certaine indépendance des mouvements.

Le rapport aux notables est plus complexe en revanche. En Aveyron, nous l'avons vu, les postes de responsabilité dans les organisations agricoles avaient été conquis dès les années 1950 par d'anciens jacistes formés pendant la guerre. La ligne « modérée » présente chez les jacistes ne pouvait être un appendice de la doctrine de certains notables. Dans le Cantal, le schéma fonctionne de façon plus classique. Etienne Salat, et la ligne qu'il incarne, apparaissent liés de près à une partie du monde des notables – des hommes de pouvoir, mais non forcément des grands propriétaires – , tout comme Paul Besse, toujours actif auprès des

---

[2300] Hervieu-Léger, D., *Catholicisme, la fin d'un monde, op. cit.*, p. 130. Si « cette mutation cultuelle peut (…) être analysée pour partie au moins, comme un effet non recherché de la mystique de la réussite professionnelle agricole cultivée par la JAC, (…) celle-ci n'a pu développer ce type d'effet que parce qu'elle-même avait déjà, été instrumentalisée et redéfinie à l'intérieur d'une nouvelle culture agricole, progressivement aspirée par la culture économique internationalisée de la modernité », ajoute-t-elle p. 119-120.

[2301] Conq, J., art. cit., p. 255. *Cf.* aussi Durupt, M.-J., thèse citée, p. 53, 342 : en 1957 les jésuites sont remplacés par des séculiers comme aumôniers nationaux ; dès lors, de plus en plus de prêtres séculiers se retrouvent au secrétariat national : ils « peuvent permettre un contrôle plus étroit sur l'organisation de la pensée, car ils sont plus liés à la hiérarchie que les religieux ». En 1959, « la hiérarchie semble avoir plus ou moins fait savoir qu'elle n'était pas favorable à la désignation de Douroux comme secrétaire général ».

[2302] *Cf.* Durupt, M.-J., thèse citée, p. 341-342.

[2303] Elle amène chez les prêtres la constitution d'équipes de zones pour les trois mouvements (MFR, JAC, JACF), chargées d'adapter l'action à chaque région, de démarrer de nouveaux secteurs, d'organiser des retraites, des récollections, des pèlerinages de jeunes filles (Quézac, Lescure, Moussages). Mais il s'agit d'envoyer dans chaque milieu des militants nourris d'esprit chrétien, non de faire bien marcher sa paroisse grâce à des mouvements bien montés[2303] (SC 03/10/1957, 03/09/1959, 29/10/1959). En 1960 et 1961, Mgr Pourchet insiste sur le devoir pour l'Action catholique d'atteindre un plus grand développement missionnaire (SC 01/09/1960, 19/01/1961).

[2304] SDC 30/11/1961. Quatre secteurs bénéficient même de deux aumôniers : un pour chaque branche à Massiac et Laroquebrou, un pour les mouvements fédéraux et un pour la région à Raulhac et St Cernin.

[2305] SC 26/10/1961. Départ de l'ancien siège situé au 6, rue Emile-Duclaux.

jacistes[2306]. De la part des « modernes », une stratégie de conquête du pouvoir a bien été entreprise, comme nous l'avions rencontrée dès les années 1940-50 en Aveyron : conquête générationnelle, et non forcément idéologique, puisque nous avons vu[2307] que les notables cantaliens eux aussi étaient en train de se convertir à une ligne « moderniste ». Mais ici, les jacistes des années 1950 étaient encore liés aux détenteurs du pouvoir agricole. La mise en application des stratégies de renouvellement de l'élite a donc été repoussée à la fin des années 1960 et au début des années 1970, et elle a correspondu en outre en partie à une « génération post-jaciste » : « En 72-74, témoigne Etienne Salat, ceux du CDJA qui étaient montés à la FDSEA[2308] sont partis à l'assaut de la Chambre d'agriculture, qui était présidée par mon père jusqu'en 74. C'était avec Felgines, qui venait du CDJA, mais sans être passé par la JAC »[2309]. C'est aussi en 1975 que Jean Favain conquiert la présidence de la caisse de Crédit agricole du Cantal, entendant lutter contre un « paternalisme déclinant »[2310]. La dynamique d'une action de la jeunesse est récupérée, non forcément tout « l'esprit » de la JAC. Toujours dans le Massif central, la Loire et le Puy-de-Dôme offriraient encore d'autres variantes, en fonction de rapports de force différents. Dans la Loire, le président de la FDSEA, par ailleurs trésorier de la FNSEA, ouvre le tiers des sièges de son conseil d'administration aux « jeunes » en 1962, peut-être en fait par « paternalisme », espérant se concilier leur faveur, pour qu'ils l'appuient à l'échelon national. Dans le Puy-de-Dôme, en revanche, les radicaux, qui tiennent la FDSEA avec Roland Viel, s'opposent vigoureusement au CDJA tenu par Michel Debatisse, ce qui aboutit à une scission de la FDSEA en 1965[2311].

3 – Les actions jacistes de formation : une résistance difficile à mener

La JAC/F, qui n'est plus associée que de façon informelle et consultative aux formations diligentées désormais essentiellement par les CDJA[2312], peine quelque peu à

[2306] On pourrait rapprocher de ce groupe Emmanuel Parran, président de la FDSEA (en 1958), secrétaire de la chambre d'agriculture (en 1959 au moins), président du Centre de gestion et d'aconomie rurale du Cantal (créé en 1956, *et dont Paul Besse était le trésorier*) : sa fille Denise fréquentait les sessions jacistes.

[2307] Richard, G., art. cit.

[2308] Lors du renouvellement du conseil d'administration de la FDSEA en 1960, René Castanier en fait statutairement partie, aux côtés de Louis Delort (VC 29/10/1960). Mais en Aveyron, Bruel était le président de la FDSEA depuis 1956 !

[2309] Entretien, 1999.

[2310] *La Montagne,* 28/03/2003 : dès le milieu des années 1960, sous l'impulsion de Raymond Bénet, le conseil d'administration avait commencé à inclure des « jeunes », qui allaient progressivement prendre le pouvoir.

[2311] J. Vercherand, *Un siècle de syndicalisme…, op. cit.*, p. 216 et Prévost, J., *Le paysan déchaîné. Deux siècles de lutte pour la dignité* [s'appuie essentiellement sur le cas du Puy-de-Dôme], Nonette, Créer, 1997, 78 p. : chap. 5, « La rupture ».

[2312] Les stages de productivité organisés en commun avec le CDJA cessent chez les filles dès 1958, cédant la place à des journées de vulgarisation ménagère (dans la foulée en Aveyron [une vingtaine de journées sont désormais organisées chaque année] et à partir de 1959 dans le Cantal [deux par an], alors que les débuts nationaux semblent dater de 1957). Chez les garçons, les propositions venant du CDJA deviennent multiples. Il y

mettre en œuvre parallèlement des propositions qui lui soient propres dans le domaine de la formation professionnelle.

Tout particulièrement en Auvergne, les concours professionnels qu'elle a lancé depuis quelques années suscitent peu d'enthousiasme[2313]. Les champs d'essais jacistes ne sont plus guère signalés[2314]. A la JACF, les « Clubs d'échange professionnel »[2315] et les « Inventions clubs » ne prennent guère[2316]. La JAC tente un peu trop tardivement de concevoir des stages professionnels dans des exploitations[2317]. En Aveyron, où les formules traditionnelles des

---

a d'abord les journées de mécanique destinées à faire découvrir les machines agricoles, apparues ici dès l'automne 1957 (deux par an dans le Cantal à sept par an en Aveyron), pour lesquelles les organisateurs font fréquemment appel à des techniciens de la firme Massey Fergusson (AMO, bilan des actions pour la productivité 1957-1958). Puis des « journées de vulgarisation agricole », qui font écho aux journées de vulgarisation ménagère pour jeunes filles, et prolongent de fait l'expérience des stages de productivité, réunissant chaque fois une douzaine de jeunes. Elles ont un contenu moins strictement délimité que les journées techniques, abordant l'ensemble des aspects de la production ; on en compte en Aveyron treize en 1958 (AMO, bilan des actions pour la productivité 1957-1958), et une cinquantaine en 1959. Dans le Cantal la même année, des « journées pour jeunes ruraux » semblent bien aller dans le même sens (VC 11/04/1959). A compter de 1960, chaque année le CDJA organise aussi un concours de labours, financé par la firme Shell, qui se décompose en une épreuve de labour et de conduite de tracteur, et une épreuve théorique (questions sur l'agriculture générale, la motoculture, le droit rural, les problèmes économiques, une production). L'implication semble ici assez tardive : le concours existe à partir de 1955, lancé à l'instigation des DSA, et dans la Loire, la participation du CDJA commence dès 1958 (Vercherand, J., *Un siècle de syndicalisme agricole…, op. cit.*, p. 210). Il y a trois éliminatoires dans le Cantal en 1960 [Massiac, Narnhac, Labesserette] (VC 10/09/1960). En Aveyron, les concours de labours débutent aussi en 1960 (AMO, JR 09/1962, 01/1963 [pour l'éliminatoire d'Huperlac]). Dans le Cantal, d'abord à Leynhac, puis à Laroquebrou, est organisé par ailleurs un concours de jugement de bétail au printemps 1961, sous la responsabilité de Jean-Baptiste Loudières, ancien responsable professionnel fédéral de la JAC devenu responsable du CDJA : il s'agit de juger les animaux avec des tables de pointage semblables à celles en usage dans les concours départementaux professionnels ; le concours est agrémenté de la projection d'un film agricole et d'une conférence d'Auguste Belbezet (VC 11/02/1961, 13/05/1961). Mais dans le Cantal au moins, on constate que la JAC, associée de façon visible à son déroulement la première année, l'est de moins en moins par la suite (VC 06/10/1961).

[2313] Lorsqu'il quitte son poste de responsable régional professionnel fin 1961, Raymond Cousy fait part d'un regret : « Il est un fait marquant pour notre région Auvergne : le manque d'éléments de base pour mettre en place des concours professionnels » proposés par le national ; les sympathisants se sont même montrés plus enthousiastes que les responsables militants (J Au 01/1962).

[2314] sauf, toujours, dans la zone de Villefranche

[2315] Un exemple est donné dans le bulletin *Nous Sept*, avec travail en trois équipes, respectivement sur la basse cour, la cuisine, le jardin (NS 11/1958). Mais les appels, répétés, ne semblent guère suivis d'effet (JR 03/1960, 12/1961, 07-08/1962).

[2316] Aux champs d'activités beaucoup plus larges : le professionnel, certes, mais aussi les loisirs, du sport, voire des visites aux malades. Mais en Auvergne, la greffe ne prend qu'en Aveyron, et encore, de façon très réduite. En 1959, il n'en existe qu'une quinzaine en Aveyron ; JR 02/1959, 05/1959, 06/4959, 07-08/1959, 09/1959.

[2317] En 1960. Ces stages de un à trois mois pour les jeunes de 16 à 25 ans ayant eu ou non une formation agricole, devraient permettre aux stagiaires de s'initier à des méthodes de travail différentes de celles qu'ils ont connues, et de ne pas sombrer dans la routine. Les stages seraient rémunérés, ponctués de visites des responsables, et se solderaient par la rédaction d'un compte-rendu, à partir d'un questionnaire d'observation. La JAC aveyronnaise part alors en quête d'exploitations d'accueil. Mais ce n'est que sur la fin de l'existence de la JAC que ces stages commencent à se mettre en place, voire après la transformation officielle en MRJC (AMO, dossier « stages »). En avril 1962, dans le sud de la France, les propositions d'accueil émanent de l'Aveyron, ainsi que du Tarn, du Tarn-et-Garonne, des Hautes-Pyrénées et de la Drôme : départements qui relèvent en effet des zones privilégiées de l'exploitation familiale (à l'exception de la Drôme : *cf.* la carte p. 45 dans Roudié, Ph., *La France. Agriculture, forêt, pêche depuis 1945*, *op. cit.*) et en même temps, pour trois d'entre eux (Tarn, Tarn-et-Garonne, Drôme), des départements proportionnellement les mieux pourvus en tracteurs en 1960 (*cf.* la carte p. 65 dans l'*Atlas historique de la France contemporaine 1800-1965,* Paris, Colin, 1966) ; l'année suivante, les demandes de stages parvenues en Aveyron proviennent essentiellement du Tarn et de l'Allier.

journées et semaines rurales jacistes avaient été conservées, quelques unes continuent à se dérouler[2318].

L'investissement préalable dans le CNJA, l'essor de ce dernier et le développement d'une offre alternative, semblent avoir ôté à la JAC/F une bonne part de sa légitimé à dispenser une formation spécifiquement professionnelle et agricole.

Les deux derniers « lieux » de formation jaciste rencontrant un certain succès pendant cette période, proposent significativement une approche non strictement agricole.

La branche aînée atteint une certaine maturité à partir de 1959. Dans le Cantal, la zone de Saint-Flour ne se dote d'une équipe qu'en mars 1961, mais il est intéressant de repérer que cette création est alors présentée explicitement comme une réponse à la concurrence du CDJA : « on a vu ces dernières années un certain nombre de gars de plus de 25 ans aller au CDJA et délaisser la JAC (…). L'engagement au CDJA offrait quelque chose de plus concret, de plus facile (…). Le rôle [de la JAC] comme mouvement d'Action catholique est de former de vrais chrétiens, militants, imitateurs du Christ, respectueux de l'Eglise et de la hiérarchie ; si les gars étaient imprégnés de ces principes, ils devraient garder le souci de ce ressourcement spirituel auprès d'un mouvement d'Action catholique ». La création d'une équipe aînée est censée redresser le cap[2319]. Ailleurs, la fréquence des rencontres s'accélère clairement à compter de 1958-59[2320], surtout en Aveyron.

C'est aussi en Rouergue que l'offre en matière de stages de culture générale est la plus dense[2321], le Cantal profitant pour sa part de sa position centrale qui lui fait accueillir les stages régionaux. Dans les années 1958-1962/63, le stage de culture générale fait vraiment partie de l'offre jaciste régulière, institutionnalisée, tout en demeurant l'apanage d'une

---

[2318] JR 05/1958, 11/1958, 05/1959, 09/1959, 11/1959, 12/1959, 04/1960, 10/1960, 09/1961, 10/1961, 04/1962, 07-08/1962…

[2319] J Au 04/1961.

[2320] La branche aînés organise deux à cinq grandes rencontres par an dans chaque département (sessions ou stages au statut parfois régional). Au fil des mois, des rencontres ou veillées organisées à l'échelle de la zone le plus souvent permettent de travailler les « thèmes d'étude » annuels. A l'échelle régionale, si l'on croise le nombre de délégués de chaque département à la session de novembre 1959, en le supposant révélateur de la vitalité respective des fédérations, et le compte-rendu d'activités dans chaque diocèse, établi lors d'un comité régional en début d'année (J Au 04/1959 ; AMO, session régionale aînés, Saint-Flour, novembre 1959), l'Aveyron apparaît une fois de plus comme la zone la plus active, suivi par les fédérations du Puy-de-Dôme et du Lot. Le Cantal, la Corrèze, la Lozère, et plus encore la Haute-Loire, font en revanche figure de fédérations où les aînés n'ont qu'une vitalité très moyenne. Mais il semble que la présence masculine soit plus marquée au sud-ouest (Aveyron, Lot, Corrèze, Lozère), alors que la part féminine est plus notable au nord-est (Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme) : à l'exception du cas cantalien, la vitalité masculine irait donc de pair avec un environnement économique essentiellement rural (concurrençant alors directement le CDJA) alors que la vitalité féminine serait plus marquée là où la proximité de zones industrielles et urbaines offrirait des perspectives directes à l'exode.

[2321] Avec un ou plusieurs stages diocésains proposés chaque année aux zones, aussi bien à la JACF, qu'à la JAC.

élite[2322]. Or, il est intéressant de repérer qu'il s'agit là d'une élite majoritairement marquée par une insertion dans des réseaux de relations caractérisés par leur ouverture sur l'extérieur ou sur l'innovation, si l'on en croit un sondage effectué auprès de stagiaires aveyronnaises en 1961[2323]. Comme nous l'avons déjà dit, le CDJA n'a pas capté à son seul profit l'adhésion aux vertus du « progrès ».

La réaction jaciste face au risque d'hégémonie du CDJA qui ne dispenserait qu'une formation trop strictement technique, ainsi que le cheminement de plus en plus distinct des deux organisations, peuvent aussi se lire dans l'évolution des catégories de formateurs auxquels les deux organisations ont recours.

Du côté des filles, l'exemple cantalien montre, dans les formations coordonnées par le CDJA, un renforcement du caractère « technicien » des interventions, et en même temps, leur laïcisation : les monitrices d'enseignement ménager représentent désormais la quasi totalité des formatrices (80 %, contre 60 % entre 1954 et 1957) ; elles éclipsent les « témoins sociaux » (mamans, assistantes sociales…) ; enfin, alors que longtemps les Sœurs de la Charité et les monitrices attachées à leurs Foyers ruraux et autres établissements avaient assuré une partie essentielle de la formation ménagère et agricole des jeunes cantaliennes proposée par la JACF, désormais interviennent des monitrices rattachées à la Chambre d'agriculture, ou au centre ménager laïque de Comblat, fondé par le conseil général du Cantal peu après la Libération[2324].

L'étude des formations masculines permet d'enregistrer symétriquement le renforcement du caractère social et religieux des interventions diligentées spécifiquement par

---

[2322] En Aveyron, en hypothèse haute, on peut conjecturer que 120 jeunes environ sont concernés chaque année ; mais deux ou trois dizaines seulement dans le Cantal En moyenne, une vingtaine d'individus à chaque stage ; mais plutôt 7 à 15 pour les stages de zone, et jusqu'à une trentaine pour les stages régionaux, dont huit à neuf aveyronnais (dominant toujours les autres délégations) et trois cantaliens en moyenne.

[2323] AMO, notes manuscrites : synthèse du questionnaire de présentation soumis aux participantes. Un peu plus de la moitié des participantes (54 %) vivent dans des familles élargies aux grands parents, et comprenant cinq enfants, largement au-dessus de la moyenne des dirigeants (trois) : cela signifie-t-il que les jeunes filles fréquentant les stages, issues de familles relativement nombreuses, étaient plus particulièrement conduites à chercher un avenir hors du monde agricole, et avaient donc pour cela intérêt à acquérir une formations culturelle large ? La moitié d'entre elles ont au moins un frère ou une sœur déjà installé en ville, avec une profession non agricole (donc davantage encore, en étendant aux collatéraux) ; 40 % disent subir l'influence de ces parents installés en ville. Près du tiers mettent en avant le rôle d'un frère ou d'un autre parent œuvrant dans le sens de la modernisation des techniques agricoles. Enfin, 15 % évoquent de façon large, leur attachement à la mise en place d'une agriculture communautaire.

[2324] Données établies à partir du dépouillement complet de *La Voix du Cantal* et *La Semaine catholique de Saint-Flour.* En Aveyron, les données sont moins complètes. Si l'on se réfère aux journées de vulgarisation agricole et ménagère organisées en 1958 par le comité de coordination avec le CDJA[2324], on peut relever que 40 % sont conduites par les deux mêmes « animatrices », formées par le CDJA, mais issues de la JACF, Mme Lacombe et M^{elle} Bélières, et dans 60 % des cas, par un conférencier ou une conférencière mal identifiés. – Sur l'école de Comblat : ADC, XII M 5 605 (1948-1964).

la JAC[2325]. Avant 1958, la part de formateurs agricoles (techniciens de la DSA ou de zones témoins, ingénieurs agronomes, professeurs d'agriculture...), était forte, et assez similaire, que la JAC soit associée (75 %) ou non (68 %) au CDJA. La proportion reste similaire quand le CDJA coordonne une formation. Dans le Cantal, Raymond Bénet, ingénieur de zone témoin, puis directeur des services techniques de la chambre d'agriculture, et plus tard directeur de la coopérative Centre-lait, est un personnage central que l'on rencontre régulièrement, intervenant aussi bien auprès des jeunes gens que des jeunes filles[2326] : or il a été plus tard l'un des agents de la promotion de jeunes issus du CDJA au sein du Crédit agricole, par exemple[2327]. En revanche, la part de ces divers « techniciens » se réduit fortement quand la JAC est seule organisatrice (38 %). Inversement, la part des « témoins sociaux » (représentants de syndicats, de la mutualité, de coopératives, du crédit agricole), qui tournait dans les deux cas de figure autour de 17-18 % avant 1958, diminue du côté du CDJA, alors qu'elle passe à la moitié des intervenants recrutés par la JAC ; or, ces témoins-là peuvent apporter ou susciter une réflexion sur le métier d'agriculteur, sur la société rurale, sur l'engagement, qui dépasse la simple transmission d'un savoir technique. De même, les mentions d'aumôniers-formateurs passent de 5 % à 13 % parmi les intervenants des rencontres strictement jacistes.

Cette évolution de la composition du « corps » des intervenants, tout comme les efforts déployés par la JAC/F, surtout à partir de 1958, pour offrir un cadre de formation parallèle à celui des CDJA, supposaient une distinction de plus en plus nette du message transmis par les deux organisations, l'agriculture constituant de moins en moins pour les jacistes l'élément central du message, ou bien étant abordée par ces derniers de plus en plus sous un angle large, social.

[2325] Session, stages aînés et stages de culture générale ; semaines et journées rurales en Aveyron.
[2326] VC 04/02/1956 (stage de productivité JAC-CDJA), 10/05/1956 (dixième anniversaire du MFR), 19/05/1956 (stages de productivité JAC-CDJA), 08/02/1958 (journée de mécanique JAC-CDJA), 01/11/1958 (voyage d'étude du CDJA de la région de Maurs), 25/06/1959 (Session Economie et Humanisme au grand séminaire de Saint-Flour), 24/09/1960 (coupe de France des jeunes agriculteurs : représentations CDJA et JAC), VC 26/11/1960 (réunion CDJA), VC 21/01/1961 (Veillée de vulgarisation à Lacapelle-del-Fraysse), VC 20/05/1961 (journée de traite mécanique CDJA). Raymond Bénet devint directeur de Centre-lait en mars 1962. En 1977, il fut élu contre notre père maire d'Ytrac, commune de la périphérie aurillacoise.
[2327] *La Montagne,* 28/03/2003.

C – « Allons-nous sacrifier au progrès toutes nos valeurs humaines, sociales, chrétiennes ? »[2328]

1 – L'agriculture : de la « nécessité urgente du changement » (1954-58)…

Jusqu'en 1958, l'inclusion du CDJA comme nouvel acteur dans l'ordonnancement des formations agricoles ponctuelles destinées aux jeunes ruraux, n'avait pas introduit de modification majeure dans leur contenu.

La présentation du contexte agricole constituait un exercice commun, aussi bien dans les réunions jacistes que, *a fortiori*, dans celles organisées par le CDJA. Dans les premiers temps la situation économique de l'agriculture préoccupait tout particulièrement. La forte expansion des productions (notamment animales) avait provoqué en effet un effondrement des marchés à partir de 1953[2329], et une certaine hésitation doctrinale se fit jour un moment, peinant à trancher en faveur d'une politique des structures ou d'une politique des prix : lors du congrès diocésain de 1954, les jacistes Aveyronnais se plaignaient de l'anarchie des marchés et des prix agricoles ; ils revendiquaient sur le plan national un plan d'expansion agricole, l'organisation des principaux marchés, la modernisation des régions pauvres[2330], et sur le plan local, un plan de modernisation et d'expansion de l'Aveyron[2331]. L'implication de l'Etat, finalement obtenue[2332], et sans doute la préoccupation concurrence des " événements " d'Algérie, firent s'émousser peu à peu les revendications.

La principale inflexion caractéristique de cette période avait été la prise de conscience de plus en plus claire de la disparition inéluctable des petites exploitations[2333]. Le problème,

---

[2328] JR 07-08/1960.

[2329] *Histoire de la France rurale…, op. cit*., t. 4, p. 120-121 et 622-623.

[2330] Il est à remarquer que ces propositions ne sont pas si éloignées de celles de la charte paysanne élaborée par le gouvernement Guy Mollet en 1956, qui prévoyait (assez vaguement) une planification de la production, une organisation du marché, la fixation des prix, la vulgarisation, l'équipement rural. Or, elle s'était heurtée aux intérêts de la grande agriculture céréalière, " qui brandit le spectre de l'étatisme " pour mobiliser. Ici, il s'agissait bien de revendications de région pauvre.

[2331] JR 07-08/1954. L'année suivante, toujours en Aveyron, on se plaint toujours des prix agricoles trop peu élevés, notamment quand on les compare au prix des denrées une fois proposées aux consommateurs, ou aux prix des produits manufacturés, dont ceux des machines nécessaires à la modernisation des exploitations (JR 06-07/1955, 12/1955).

[2332] Création en décembre 1954 de la Société interprofessionnelle du bétail et des viandes, et de la Société Interlait, chargées de régulariser le marché par des achats conjoncturels et du stockage ; loi du 18 mai 1957 sur l'indexation des prix agricoles sur ceux des produits nécessaires à l'activité des exploitations… (*Histoire de la France rurale, op. cit.*, t. 4, p. 622-625).

[2333] L'enquête menée en Aveyron pour le congrès de 1954 a rappelé que depuis vingt ans, le tiers des exploitations ont disparu. Avec 50 % d'exploitations de moins de 10 ha, la tendance ne peut que se poursuivre. Mais il arrive parfois, aussi, que de riches propriétés cantaliennes, dans la zone volcanique qui faisait office jadis de " modèle " agro-pastoral, ne trouvent même plus preneur (*cf.* Bordessoule, B., *op. cit.*).

c'était l'absence de rentabilité, le sous équipement, l'hostilité au changement de certains parents[2334].

Du coup, pour faire face efficacement au péril économique, il n'était guère étonnant que l'accent continuât à être mis sur la nécessité impérieuse de moderniser l'appareil de production. Le congrès aveyronnais de 1954 réclamait l'établissement de techniciens dans chaque canton, au service de tous les agriculteurs[2335]. Il fallait produire plus, et le moins cher possible, conseillaient les intervenants d'un journée sociale de Saint-Affrique consacrée à « la famille et l'exploitation » en 1955[2336], de même que le président de la JAC aveyronnaise Marcel Rigal en 1956, dans un article intitulé avec optimisme « Notre région changera »[2337]. Là où le tracteur est rentable et n'apparaît pas comme un suréquipement, « tout évolue », s'enthousiasmaient les jacistes Aveyronnais en 1956 : on pouvait alors défricher de nouvelles terres, la femme disposait bien vite d'une machine à laver, on refaisait l'intérieur de la maison[2338]… « Dépassant la routine, il faut accepter la nécessité urgente du changement ; les jeunes ont leur rôle à jouer », affirmaient les Cantaliens Marcel Petit-Bernard et Marinette Orlhac au même moment[2339].

L'accent était mis, bien plus qu'avant, sur l'amélioration des techniques d'élevage[2340]. De façon connexe, les fromageries et laiteries étaient aussi des destinations relativement

---

[2334] JR 07-08/1954 (compte-rendu du congrès), 09/1954 (un jeune réfléchit sur sa commune du Bas-Ségala), 06-07/1955 (journée sociale à St-Affrique), 12/1956 (Marcel Rigal, " Notre région changera ") ; VC 01/12/1956 (Marcel Petit-Bernard et Marinette Orlhac, " Les jeunes face à leur avenir "), 19/01/1957 (chanoine Maziers, ancien aumônier jaciste : " Les ruraux, damnés de la terre ? ") ; JR 07/1957 (voir aussi un texte non jaciste dans le Cantal, qui montre que d'autres familiers du monde agricole perçoivent la même chose : VC 02/07/1955).
[2335] JR 07-08/1954.
[2336] JR 06-07/1955.
[2337] JR 12/1956.
[2338] JR 11/1956.
[2339] VC 01/12/1956.
[2340] Cultures et arboriculture ne sont guère abordées, en revanche, notamment en Aveyron. Pour l'arboriculture, il s'agit plutôt d'apporter quelques savoirs techniques supplémentaires dans le cadre d'une économie encore marquée par des éléments de polyculture dont l'arboriculture fait ici partie le plus souvent ; ou alors, c'est la marque de l'adaptation à la réalité locale des quelques régions un peu spécialisées : vallée du Lot, bassin de Massiac, notamment. - Certains comptes rendus plus précis permettent d'apercevoir une partie du contenu de l'enseignement dispensé en matière d'élevage : dans de très nombreux cas (quatre à cinq fois sur dix), c'est sur l'alimentation "rationnelle et équilibrée" des animaux que l'accent est mis (*cf.* Viau, P., *L'agriculture dans l'économie*, Paris, Ed. ouvrières, 1967, p.69, et Houée, P., *Les étapes du développement rural…, op. cit.*, p. 36-37 : le temps et le poids d'aliment nécessaires pour obtenir un poulet d'1,5 kg est quasiment divisé par deux entre les années 1930 et les années 1960). Plus rarement, mais de façon notable, on aborde les questions de la stabulation libre, de la sélection et de l'insémination artificielle des animaux (dans un septième des réunions environ, chaque fois). Et lors de visites, on cherche avant tout à voir des installations modèles: en matière de porcherie pout les Cantaliens, comme chez M. Garcelon, aux Quatre-Chemins près d'Aurillac en 1956 (AAD 16/03/1956, balade de la zone JAC de Saint-Flour), ou en matière de bergerie pour les Aveyronnais, comme chez M. Calmels dans les Monts de Lacaune la même année (JR 06/1956 : voyage de la JAC Rignac dans le Tarn). L'ensilage est évoqué à l'occasion en Aveyron (mais assez peu), et dans un quart des rencontres masculines cantaliennes (cheptel bovin très majoritaire), essentiellement avec le CDJA. Mais la présentation de la traite mécanique n'est relevée pour l'instant qu'une seule fois, en Aveyron en 1956, ce qui est encore loin d'être significatif. - L'aviculture, élevage plus spécifiquement féminin, est évoquée seulement dans les rencontres féminines (un peu moins du tiers des réunions, plus de 80 % de celles avec le CDJA).

fréquentes dans les rencontres et balades d'étude[2341]. Mais il ne faudrait pas déduire trop vite une déconnexion de la formation dispensée, avec l'environnement agricole local : c'était l'élevage ovin, qui se trouvait valorisé en Aveyron, et l'élevage bovin et porcin dans le Cantal.

Si l'engagement dans le syndicalisme restait l'une des voies encouragées, surtout auprès des jeunes gens[2342], la mutualité n'était encore guère mise en lumière, et les divers cadres d'une agriculture communautaire n'étaient toujours abordés qu'avec une parcimonie certaine : les CUMA, notamment, toujours balbutiantes dans la région[2343]. Pour l'instant, les formateurs évoquaient plutôt vaguement et largement la « coopération », surtout chez les filles[2344] : il s'agissait alors de coopération entre voisins, ou d'achat d'appareils ménagers en commun, pouvant décharger une partie du travail des femmes. Et chez les garçons aveyronnais, on parle plutôt de coopératives[2345], formes déjà anciennes de coopération... Les CETA auraient pu constituer des organismes propres à attirer l'attention, car ils permettaient de mettre en œuvre une amélioration des conditions techniques de production[2346]. Mais pour l'instant, ce n'est qu'en Aveyron, l'un des départements pionniers à l'échelle nationale[2347], qu'on les évoque à l'occasion[2348]. Globalement, il semble donc que la poursuite de la sensibilisation à l'intérêt de la modernisation et notamment de la mécanisation agricole, n'aille pas encore vraiment de pair avec la mise en œuvre d'un environnement cohérent propre à assurer les bases de celles-ci.

On ne relevait guère, pour l'instant, de tonalités très différenciées dans les discours émanant du CDJA associé à la JAC/F, ou de la JAC/F seule.

C'est de concert que les deux organisations insistaient sur l'importance de l'engagement syndical, même s'il s'agissait pour le CDJA, avant tout, de s'auto-légitimer,

---

[2341] Dans le Cantal, une fois sur quatre pour les garçons, trois fois sur quatre chez les filles ; en Aveyron joue la proximité et la notoriété des caves de Roquefort. L'incursion féminine se comprend, ici, puisque la traite parfois, et la fabrication de certains fromage (à l'exception des fourmes produites dans les burons de plus en plus désertés) peuvent être des tâches féminines.

[2342] Globalement, dans le cinquième des réunions, un peu plus dans le Cantal.

[2343] Le véritable démarrage se situe entre 1956 et 1958.

[2344] Une fois sur quatre ou cinq dans les deux départements.

[2345] 13 %.

[2346] Voir Houée, P., *Les politiques de développement rural. Des années de croissance au temps d'incertitude*, Paris, INRA / Economica, p, 95-96.

[2347] Le premier CETA aveyronnais date de 1950 ; en 1954, six fonctionnaient (cinq dans la moitié nord, et un dans la moitié sud), et 17 en 1956 ; aucun en revanche n'avait vu le jour dans le Cantal avant 1956, sous l'impulsion d'anciens jacistes, dans la région de Mourjou-Cassaniouze-Calvinet, où le mouvement était si actif [VC 03/03/1956 : CETA intercommunal ; Jean Favain en est membre. Le second signalé apparaît en 1959, à Trémouille (VC 07/03/1959), suivi de ceux de Narnhac (VC 27/02/1960), et de Pleaux (VC 18/02/1961)].

[2348] Surtout dans les rencontres féminines (une fois sur cinq, contre une fois sur dix dans les rencontres masculines).

alors que le discours porté par la JAC/F s'inscrivait plutôt dans une logique large d'engagement chrétien. C'étaient certes les formations dispensées en commun avec le CDJA qui offraient plus particulièrement l'occasion de promouvoir les nouvelles techniques d'élevage, ou de conseiller une meilleure organisation du travail[2349]. Mais la JAC/F était encore un agent majeur de promotion auprès des jeunes des nouvelles techniques agricoles, via les visites effectuées à l'occasion des voyages et balades qu'elle organisait, lesquelles enregistrent justement à cette époque une certaine inflation des étapes agricoles, incluant notamment le salon de l'agriculture[2350]. En même temps, pourtant, la JAC/F, dans ses réunions propres, mettait en garde contre les abus de la modernisation. Rien de bien nouveau dans le discours de l'organisation, si ce n'est que cette prise de distance n'apparaissait pas dans les formations menées avec le CDJA : en 1954, lors du congrès diocésain en Aveyron, les jacistes se demandaient si le doublement du nombre de voitures et de camions, et la multiplication par cinq du nombre de tracteurs, auxquels ils avaient assisté depuis sept ans, avaient bien été rentables ; le tracteur était souvent passé avant des améliorations plus vite payantes, tels les engrais, les semences, la sélection du bétail, voire, avant la modernisation de l'équipement ménager, au détriment des femmes[2351]. En 1956 était ainsi dénoncée en Aveyron une « modernisation souvent ridicule et illogique » : elle devait au contraire devenir source de revenus et d'épanouissement, non d'esclavage[2352] ()[2353].

Néanmoins, c'est bien la convergence qui primait ; la forte imbrication entre les deux organisations, du point de vue du personnel dirigeant, comme des actions menées, en était l'explication la plus simple.

[2349] Lors des rencontres féminines, qui offrent aussi l'opportunité d'éveiller les jeunes filles à la nécessité d'une « gestion moderne », aux rendements élevés. Par la rationalisation des gestes, des parcours, de l'emploi du temps en général, de la disposition matérielle de l'espace. Ce thème féminin majeur est abordé au moins dans la moitié des rencontres JACF, tant en Aveyron que dans le Cantal (contre moins de 4 % des rencontres JAC), et dans toutes les réunions féminines co-organisées par le CDJA : la "récupération" est somme toute logique, le CDJA devant mettre l'accent sur les aspects professionnels, techniques

[2350] 23,4 % en Aveyron entre 1954 et 1963, contre 18,2 % entre 1946 et 1954, et dans le Cantal, 31,5 %, contre 29 %. Les visites au salon de l'agriculture, prisées notamment dans le Cantal, montrent que, passée la première étape, de sensibilisation à une nécessaire modernisation, on semble être entré dans une phase où l'on va à la source s'informer des plus récentes innovations.

[2351] JR 07-08/1954.

[2352] JR 11/1956. La tonalité est identique, à la même époque, dans les autres fédérations de la région, ainsi qu'au conseil national. La JAC corrézienne se demande en 1955 si ce monde rural qui s'ouvre aux techniques et au progrès y trouvera la servitude ou la libération ; tout dépendra de l'usage du progrès : si l'usage des machines permet d'accomplir son travail plus vite et avec moins de peine, il oblige dans le même temps à travailler davantage pour amortir ces machines (VC 06/08/1955). En 1957, le conseil national de la JAC regrette que l'évolution se fasse " dans une optique de profit qui favorise le déséquilibre entre les régions ", et que " le progrès de l'agriculture n'augmente pas le niveau de culture des gens " (JR 11/1956). Pour le Cantal : VC 19/01/1957 (Mgr Maziers).

[2353]

2 – …à l'exercice solidaire d'un métier au service des autres (1958-63)

A partir de 1958, la prise de distance relative entre les deux entités produit une disjonction des approches. Une nouvelle phase commence, aussi, celle où le paysan est devient entrepreneur agricole.

Les formations diligentées par le CDJA seul proposent alors un accompagnement essentiellement technique à cette mutation. L'évocation de l'exploitation met l'accent sur son fonctionnement pratique, plus que sur son rôle social. Les formateurs traitent moins, désormais, des productions pour elles-mêmes, que des moyens d'augmenter les rendements et la productivité : plutôt que l'élevage[2354], les fromageries[2355] ou les cultures[2356], c'est le thème de la motorisation qui retient essentiellement l'attention auprès des jeunes gens[2357]. En outre, le CDJA a pris désormais le relais, pour l'organisation de voyages à vocation et destinations techniques. A cette échelle-là au moins, on ne peut donc pas tout à fait suivre Paul Houée, quand il affirme qu'à partir de 1958, « le monde rural évolue de l'attrait de la modernisation des campagnes aux essais d'organisation socio-économique de ses activités »[2358]. L'attrait de la modernisation demeure fort, même si les CUMA suscitent enfin l'attention[2359] : elles ont fini par devenir une réalité représentative, dans le paysage des structures agricoles locales[2360], et elles constituent aussi le moyen pratique de mettre en œuvre la motorisation sur laquelle l'accent majeur est mis. En revanche, les structures plus largement collectives tels les CETA, les syndicats, ne sont plus guère abordés : un recentrage s'est apparemment opéré sur les aspects directement pratiques. La comptabilité, garante d'une bonne gestion économique de l'exploitation, déjà assez fréquemment abordée dans les réunions d'avant 1958, devient désormais un passage quasi-obligé dans toute formation, tant masculine que féminine[2361]. A l'aval, les questions de distribution, de commercialisation, la connaissance des marchés,

---

[2354] Entre 1954 et 1957, dans les rencontres de formation communes avec le CDJA, l'élevage ovin ou bovin, et l'alimentation du bétail, sont évoqués dans plus du tiers, voire pour le dernier thème dans plus de la moitié des cas. Seul l'élevage bovin reste évoqué après 1958 dans les rencontres spécifiques au CDJA, dans un peu moins de 10 % des cas seulement.

[2355] Elles ne sont plus évoquées que dans moins de 3 % des rencontres.

[2356] En outre, alors que le recours aux engrais était proposé au moins dans un cinquième des rencontres, celui-ci n'est presque plus abordé dans les réunions spécifiquement jacistes, et il l'est alors uniquement par le CDJA, relevant alors clairement des techniques d'amélioration de l'agriculture, pour gagner en efficacité.

[2357] Dans plus de 80 % des réunions au moins, contre un peu plus de 27 % auparavant : adaptation des exploitations à la motorisation ; types de moteurs des tracteurs ; traite mécanique....

[2358] *Les étapes du développement rural…, op. cit*., p. 93.

[2359] Dans près des deux tiers des rencontres, contre moins de 12 % quand la JAC est seule.

[2360] Leur développement est amorcé réellement entre 1956 et 1958 en Aveyron (*Agriculture de groupe. Inventaire des groupes au niveau de la production dans l'Aveyron*, Rodez, Chambre d'agriculture, s.d., ron., 47 p.), et en 1958-1959 dans le Cantal (VC 25/01/1958 [Celles], 14/02/1959, 07/03/1959, 11/04/1959, 09/05/1959, 19/12/1959 ; même si la première rencontrée date de 1951).

[2361] Abordée dans 85,7 % des rencontres co-organisées par le CDJA, contre un cinquième précédemment.

réservées jusque là aux sessions jacistes pour artisanes et commerçantes, gagnent la formation des jeunes agriculteurs.

Bref, le passage s'est fait d'une approche encore focalisée sur le contenu, sur l'essence de la production (l'animal), à une approche qui est davantage celle de l'agriculteur que du paysan, puisqu'elle est centrée sur les modes de production et sur la gestion. Elle prône une agriculture communautaire économiquement viable.

Le CDJA mettant donc essentiellement l'accent sur les modalités techniques, le commentaire de l'actualité agricole, qui se rattache à une formation générale, sociale et économique, voire morale, relève plutôt des rencontres proprement jacistes[2362] et des interventions de représentants d'Economie et humanisme lors de sessions ou stages pour aînés. La phase " traumatique " du constat de la disparition de nombreuses petites exploitations semble achevée[2363]. Les formateurs se penchent plutôt sur les nouveaux cadres institutionnels et légaux. Ils abordent les retombées de la politique d'aménagement du territoire[2364]. Les manifestations d'agriculteurs en Bretagne en 1961 et leurs prolongements en Aveyron[2365], légitimés par Mgr Fauvel dans une lettre aux militants d'Action catholique[2366] qui provoque des débats entre aînés sur les « vraies causes » du « malaise paysan »[2367], font souhaiter à l'avenir un syndicalisme « moins revendicatif que constructif », pour « modifier les structures actuelles » ; il est vrai que ces manifestations étaient conduites par de jeunes leaders issus de la JAC puis du CNJA, et qu'elles ont pu apparaître, aux yeux du journaliste

[2362] Dans 36 % de ces sessions régionales, contre la moitié, soit un peu plus de 17 % des réunions aveyronnaises : plus on se situe à une échelle proche du terrain, plus il convient d'être concret.
[2363] Même si cette réalité est rappelée à l'occasion : lors d'une session organisée par Economie et humanisme à Saint-Flour, par exemple (SC 25/06/1959) ; dans un compte-rendu du conseil national de la JAC de 1960 (VC 23/01/1960) ; lors d'un comité régional mixte (NS 01/1960) ; ou encore dans un commentaire de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole (JR 07-08/1962).
[2364] VC 23/01/1960. L'idée d'aménagement du territoire a été officialisée en 1949 par la création d'une Direction de l'aménagement du territoire par Eugène Claudius-Petit. Un fonds national devait apporter l'aide de l'Etat pour l'implantation de nouvelles industries selon un schéma décentralisé ; mais les moyens financiers et législatifs font défaut. Mendès-France et Edgar Faure (1954-1955) donnent un nouveau souffle à cette politique, en freinant les implantations industrielles en région parisienne, et en prenant diverses mesures (fonds de développement, allégements fiscaux, création de sociétés de développement régional, élaboration de programmes d'action régionale…) pour favoriser la mise en valeur des régions économiquement dépréciées. Pourtant, « jusqu'en 1959, le développement régional n'a pas trouvé sa place dans les habitudes et les structures administratives ni dans la réalité socio-économique française. Les avantages consentis par les pouvoirs publics n'ont pas suffi à vaincre les coutumes et les attraits du système décentralisé » (Houée, P., *Les étapes du développement rural…, op. cit.*, p. 89-92).
[2365] JR 07-08/1961, 12/1961. *Cf.* Duclos, N., *Les violences paysannes sous la Ve République*, Paris, Economica, 1998, Coll. Politique comparée, 281 p. ; pour la Bretagne, voir Berger, S., *Les paysans contre la politique, op. cit.,* p. 257-259 ; pour l'Aveyron : voir Delpuech, I., « L'émergence d'un syndicalisme agricole novateur en Aveyron (1950-1960) », mémoire cité.
[2366] Si l'autorité publique se dérobe alors qu'elle devrait aider les agriculteurs à surmonter leurs difficultés, alors, elle est " responsable d'une situation injuste. On ne peut alors reprocher à la profession d'agir sur l'autorité pour obtenir justice ".
[2367] Qu'ils définissent comme le retard « social, économique et culturel » de la profession.

britannique John Ardagh, par exemple, comme les premières où « les paysans français manifestaient pour le progrès et non contre lui », car elles étaient en partie suscitées par l'exaspération devant le retard du gouvernement à promulguer les décrets d'application de la première loi d'orientation agricole[2368].

Car les lois d'orientation agricole de 1960 et 1962, dont l'historiographie dit habituellement, et à juste titre, qu'elles ont été en large partie inspirées par le CNJA[2369], ont suscité bien des espoirs, aussi, chez les jacistes. Elles prévoient de généraliser la politique des prix garantis, conformément aux vœux de la FNSEA. Mais afin agir sur les structures agraires, comme le souhaitait le CNJA, sont créées les SAFER (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) chargées d'acheter des terres sur le marché foncier pour les rétrocéder à des exploitants souhaitant s'agrandir ou s'installer, pendant que la mise en place de l'IVD (indemnité viagère de départ) permet de favoriser le retrait des agriculteurs âgés. Elles reconnaissent par ailleurs pour la première fois l'existence et l'intérêt des groupements d'exploitants. L'assurance maladie-chirurgie est étendue, d'autre part, aux agriculteurs. « Le modèle socio-économique qui s'impose [à travers ces lois] est celui d'une exploitation familiale mise en valeur par deux unités de travail humain (UTH), c'est à dire, le couple. L'agrandissement de l'exploitation et sa modernisation permettront d'accorder aux paysans la parité de revenus avec le reste de la société. Il faut donc pratiquer une sélection parmi les agriculteurs. Mais tous ceux qui le voudront auront les moyens de s'adapter »[2370]. Or, dans un premier temps, ce qu'oublie de présenter l'historiographie habituelle (mais que soulignait Michel Debatisse dans *La révolution silencieuse*[2371]), c'est la déception qui prévaut chez les

---

[2368] Ardagh, J., *op. cit.*, p. 97.

[2369] Debatisse, M., *La révolution silencieuse*, *op. cit.*, p. 181-208. Houée, P., *Les étapes du développement rural, op. cit.,* p. 147-153. Le CNJA, dans la lignée des valeurs jacistes, était partisan d'une « évolution humanisée », qui évite la prolétarisation des agriculteurs, le progrès devant « permettre à tous les hommes de vivre en êtes libres et responsables (Debatisse, 1962). Il réclamait donc des mesures permettant aux petites et moyennes exploitations de rejoindre le progrès et, pour les agriculteurs qui ne pourraient pas s'adapter, diverses mesures sociales : retraite-vieillesse, Indemnité viagère de départ (IVD), allocation de sous-rémunération, aide aux reconversions professionnelles, aux migrations rurales. Le CNJA accepte l'intégration de l'activité agricole dans une économie moderne industrialisée, dénonçant le maintien artificiel d'exploitations condamnées en même temps que la concentration capitaliste. D'où la préférence pour le modèle coopératif, qui concilie l'efficacité économique avec les exigences de responsabilité individuelle. Et les coopératives de base doivent être à leur tour regroupées en unions, pour donner aux agriculteurs le pouvoir économique, au service du bien commun. « Au mythe de l'exploitation familiale défendu par la FNSEA se substitue celui de l'agriculture de groupe industrielle et commerciale ».

[2370] Moulin, A., *Les paysans dans la société française…, op. cit*., p. 222-224.

[2371] *Op. cit.*, p. 205-206 : « Le moment le plus révélateur est sans nul doute le vote, en première lecture, du texte sur le droit de préemption. Ce texte après son passage à la Commission spéciale de l'Assemblée, est nettement en retrait sur le projet gouvernemental. Les parlementaires du MRP font valoir que ce droit de préemption risque d'être inefficace. Malgré les tentatives de conciliation du ministre de l'Agriculture, les modérés se montrent intransigeant, tandis que le MRP et les communistes se prononcent contre ce texte. Et, à la fin du débat, on aboutit à cette situation paradoxale que MRP et socialistes – pour des raisons différentes – votent en majorité contre la loi complémentaire qui, par certains de ses aspects, correspond cependant à leurs positions, tandis que

jacistes, pour qui elle ne va pas assez loin : « les passages les plus importants, notamment sur le droit de préemption pour les SAFER et les cumuls d'exploitation ont été vidés de tout ce qui pouvait apporter un changement important dans la liberté d'acquisition des terres et d'exercice de la profession »[2372].

Quant à la perspective du Marché commun, abordée dans ses aspects techniques avec le CDJA[2373], elle est envisagée par la JAC/F avec quelque inquiétude du point de vue de ses conséquences sociales : « Dans cinq ans, le marché commun entrera dans sa phase d'application totale, il faudra que de nombreuses exploitations disparaissent, mais où iront ces familles ? », s'interroge l'Aveyronnais Jean Rémès fin 1962[2374].

Surtout, il faut repérer combien la JAC/F, dans les formations qui lui sont spécifiques, insiste sur le terme clé de « désintéressement », sur la notion de service liée à l'engagement, sur la dimension charitable, solidaire, chrétienne, de l'action à mener.

Dans les sessions et stages destinés aux aînés, les formateurs continuent à l'occasion à promouvoir l'engagement syndical[2375] : la phase de reconstitution du syndicalisme, après l'étiage du début des années 1950, et la conquête de la FDSEA aveyronnaise par les jacistes en 1954[2376], n'est pas encore achevée. Mais cette fois sont aussi promus avec vigueur la mutualité et les CETA[2377]. Or, présentant la MSA (mutualité sociale agricole) lors d'une session d'aînés fin 1961, André Laur insiste sur la notion de « solidarité », sur le remplacement d'une « économie individuelle » par une « économie collective »[2378]. Pour leur part, les banques de travail, les centres de gestion, doivent permettre de faire face au manque de capitaux, de mieux orienter les productions, et de maintenir entre agriculteurs un « désintéressement salutaire »[2379]. Plutôt que de se contenter des CUMA, la JAC, surtout en Aveyron, aborde de façon large la coopération, « moyen de nous libérer, du souci d'argent, de nous mêmes, et qui permet le désintéressement de soi »[2380]…, alors que l'évocation des

---

les indépendants et l'UNR votent le texte. Dans un certain nombre de départements, les jeunes ont pris l'initiative de manifestations (…) C'est en raison des modifications apportées par la Commission mixte paritaire rapprochant le texte final du texte initial du gouvernement que les agriculteurs décident de stopper leur action ».

[2372] Georges Campagnac dans JR 07-08/1962.

[2373] Il faut améliorer le fonctionnement des exploitations, pour qu'elles s'intègrent au marché commun, et que la France, dont la production agricole est excédentaire, devienne exportatrice de façon permanente, explique notamment Paul Besse aux Cantaliens (VC 29/10/1960, 26/11/1960).

[2374] J Au 01/1959 et 04/1959 : lors du comité professionnel régional et du comité aînés régional. JR 11/1962...

[2375] De façon moins marquée qu'auparavant, cependant : désormais, chez les garçons, sauf dans le Cantal, le syndicalisme n'est plus évoqué que dans moins d'une réunion sur dix (réunions CDJA et JAC confondues). – AMO compte-rendu de session régionale 1958 ou 59 ; J Au 04/1959, 01/1962 ; NS 02/1963 ; JR 11/1958, 10/1959, 03/1960, 12/1960, 12/1961, 01/1962.

[2376] Cleary, M. C., « The changing caracter of agricultural syndicats in Aveyron, 1944-1960 », art. cité.

[2377] A l'instar de l'équipe aînée de Montbazens, en Aveyron, qui en crée un (JR 02/1960).

[2378] JR 01/1962.

[2379] J Au 01/1959, 01/1962 ; NS 01/1960 ; JR 07-08/1956, 07-08/1959, 03/1960, 12/1960, 01/1962.

[2380] JR 07-08/1959 : réunion sur la coopération à la permanence de la zone d'Espalion.

CUMA par le CDJA, s'inscrit dans une approche plus strictement technique. Une meilleure organisation du travail doit permettre de préserver la santé, et de réserver du temps pour la vie spirituelle et la participation au bien[2381]. A propos de l'exploitation[2382], les aînés jacistes abordent certes les problèmes de gestion, mais aussi les difficultés relationnelles entre d'un côté les parents, et de l'autre les enfants arrivés à l'âge adulte, trop souvent exploités, qui effectuent un travail non rémunéré et ne peuvent trouver aucun épanouissement dans le travail à la ferme : la notion récurrente de « désintéressement » ne suppose pas, béatement, de ne plus s'intéresser à l'argent, mais de ne plus avoir de soucis d'argent, pour se concentrer sur l'essentiel[2383]. Oui à la conversion au marché, si elle n'éloigne pas de la foi et des valeurs humaines et sociales qu'elle porte, si elle permet d'allier désintéressement, sens du travail d'équipe et compétence, au service de son métier, et par là, des autres. Les mises en garde à l'égard du progrès technique ne s'intéressent plus guère à la faible rentabilité de certaines stratégies malhabiles conduisant à un suréquipement mal ciblé : oui au progrès, s'il est source de charité, s'il permet de servir le plus grand nombre.[2384].

« La JAC n'a pas besoin d'enfants de chœur se satisfaisant d'être dans la vérité. Il faut des *responsables*, conscients de leur mission, prêts à en accepter les exigences », martèle le comité régional début 1959[2385]. La JAC/F – c'est là l'une de ses grandes réussites – s'est progressivement et incontestablement imposée, dans le paysage rural, comme une école de la responsabilité. Au sens large : elle promeut cette valeur comme règle de vie[2386] pour l'« homme complet », libre, et au service de la société. Et au sens strict : elle « produit » une élite capable de diriger ; au risque, comme on l'a vu, de se voir dépassée par son propre

[2381] Stage de culture générale JACF, Ceignac, 16/12/1959.
[2382] Abordée dans 30 % des sessions aînés diocésaines, surtout entre 1959 et 1962. La nouveauté est que ce thème jadis peu traité dans les réunions masculines jacistes, y est désormais abordé une fois sur trois : encore une fois, à la formation très strictement technique et professionnelle que dispense le CDJA, JAC et JACF répondent en offrant de prendre du recul, de s'interroger sur les ressorts humains du fonctionnement de la profession.
[2383] AAD 09/12/1956 ; J Au 01/1959, 01/1962 ; NS 01/1960 ; JR 06/1960, 12/1961, 01/1962.
[2384] JR 05/1959 (" Action ou agitation ? "), 02/1960 (session régionale JAC à Saint-Flour), 03/1960, 12/1960 (rencontre aînés mixte à Ceignac) ; SC 25/06/1959 (session d'Economie et humanisme au grand séminaire de Saint-Flour), 29/10/1959 (session diocésaine de la JACF cantalienne) ; NS 01/1960 (comité régional mixte s.l.n.d.).
[2385] J Au 04/1959 : compte-rendu du comité régional JAC du 21/02/1959.
[2386] JR 02/1956 (JAC [responsabilités à confier rapidement aux nouveaux militants] et JACF [stages]), 07-08/1956 (JACF : stages), 11/1959 (JAC : stages), 01/1957 (JAC : stages), 07-08/1959 (JAC et JACF : articulation entre les responsabilités personnelles et le travail d'équipe), 09/1959 (JACF région), 10/1959 (JAC région), 03/1960 (JAC : « chacun doit se sentir responsable »), 06/1960 (JACF : agir, pour prendre des responsabilités), 03/1961 (trop souvent, on se contente de confier des responsabilités, sans écouter les problèmes personnels) .– AAD, comité fédéral JAC, 18/03/1955, comités de zones JACF 11-13/10/1955, comité de zone mixte de Saint-Flour, 11/10/1959, VC 14/10/1961 (présentation générale de la JAC et de la JACF). – NS 10/1957 (JACF région), J Au 01/1959 (session aînés), J Au 04/1959 (JAC région), NS 07/1959 (JAC région : difficultés pour donner des responsabilités appropriées à chacune).

succès, puisque une partie de cette élite, ayant investi les CDJA, s'est mise à concurrencer le mouvement qui l'avait faite émerger.

Il convient de « faire de chacun un esprit libre, responsable, ouvert »[2387]. « La responsabilité est un facteur épanouissant de la personne sur le plan humain et chrétien », « on est responsable devant Dieu ». Les stages multiples, entre autres fonctions, sont pensés comme des écoles pour la prise de responsabilité[2388]. Les organisateurs des camps jacistes d'adolescents insistent sur leur caractère éducatif : ils doivent apprendre l'esprit d'initiative, la « bonne humeur, la débrouillardise[2389], la charité, le savoir vivre, la responsabilité, le sens communautaire » ; « chacun a une part active à la marche du camp », pour « s'épanouir davantage, s'ouvrir aux autres » [2390]. Les coupes de la joie, elles aussi, apprennent à agir, à ne plus se contenter de subir, à découvrir le travail en équipe, la générosité qu'il exige. Les listes de responsabilités établies lors de l'organisation de coupes montrent ainsi le large spectre de compétences auxquelles il est fait appel, du gestionnaire des droits d'auteur à l'« accélérateur coulisses »[2391] : compétences qui s'acquièrent sur le tas, quitte, de la part des organisateurs, à tolérer un travail moins bien fait que souhaité, car l'important est que chacun s'exerce à prendre des responsabilités[2392]. Jusqu'en 1958, l'attitude des jacistes à l'égard des malades était demeurée dans une position d'assistanat sans intégration. En 1958, le responsable national du service « malades » de la JAC vient participer au comité régional de la JAC auvergnate, et demande aux délégués présents des fédérations d'« intégrer le plus possible les malades dans l'action du mouvement », pour les aider à devenir aussi des être humains « complets »[2393]. Dans les réunions régulières, qui doivent servir à s'intégrer à la vie du mouvement, et donc à avoir « l'impression de devenir quelqu'un de normal », les malades

---

[2387] J Au 01/1959 : session régionale aînés à Quézac (compte-rendu).
[2388] JR 02/1956 (JACF), 11/1956 (JAC), 01/1957 (JAC)…
[2389] « Concours de débrouillardise » en 1959 au camp JAC d'Aguessac (AMO, tract de présentation du camp, 1959).
[2390] JR 09-10/1956 ; AMO, tract de présentation d'un camp, 1956 ; AMO, Comité adolescentes, 21/05/1959. En revanche, bien plus tard, au tournant des années 1970, dans l'Ain, le MRJC insistera surtout sur le côté détente, promenades… (Fauvet E., thèse citée., p.345).
[2391] Par exemple, pour la simple coupe de secteur de Moyrazès le 25 avril 1958 (AMO) : organisation de la messe (lectures, chants), du jeu radiophonique (« speaker » et « speakrine », responsable du rideau, du matériel), de la coupe en soi (permanence, aménagement du terrain, construction du podium, sonorisation, gestion des droits d'auteurs, décoration, service d'ordre, propagande-presse, « speaker » et « speakrine », constitution et accompagnement d'un jury, « accélérateurs coulisses », caisse, vente de programmes, vente de bonbons et pâtisseries, buvette). – Fonctions très similaires, et en grande partie identiques, dans le Cantal (AAD).
[2392] JR 04/1957, 05/1959.
[2393] J Au 07/1958. Cette offensive est à mettre en parallèle avec celles dont font l'objet en même temps, au sein de la JACF, les rurales ouvrières, les artisanes et commerçantes, ou les employées de maison. Point d'effet notable dans la branche masculine, où les malades semblent négligés en tant qu'équipe particulière. Mais, immédiatement, en Aveyron, les malades passent de la périphérie au centre de la JACF : l'essentiel devient de les intégrer à la vie de la JACF ; une équipe de responsables se met en place, et se réunit régulièrement (AMO, dossier « malades », 1958-1962). Elles mettent en place une lettre roulante, groupant une vingtaine de jeunes filles, ce qui montre l'ampleur malgré tout très limitée du groupe.

mènent, comme n'importe quels jacistes, les campagnes d'année, les enquêtes, préparent le congrès diocésain de 1960…, tentent de se rendre disponibles à l'égard des autres, de se joindre à eux pour éviter l'isolement[2394]… Car c'est en se mettant au service des autres qu'on apprend qu'on peut apporter la joie au monde.

3 – La vie familiale dans l'exploitation : combattre le « fléau social » de la cohabitation

La première cellule au sein de laquelle doivent s'exercer le désintéressement et la solidarité attendus du ou de la jaciste, est la cellule familiale. Or, de façon révélatrice, la famille n'avait plus guère constitué un thème prisé par la JAC/F et le CDJA, lors de la période d'euphorie technicienne, jusqu'en 1958[2395].

C'est autour des problèmes de la cohabitation inter-générations et de la coexploitation que la famille est réinvestie comme sujet d'étude majeur pour la JAC/F, à compter de 1959[2396]. Le CNJA n'est pas en reste. Or, ce sujet porté par les instances nationales trouve ici

---

[2394] Par exemple, en 1962, l'équipe malades réfléchit à l'avenir professionnel : des moyens de formation spécifique existent, comme des cours par correspondance gratuits, ou des centres de reclassement et rééducation professionnelle. Une malade témoigne : elle a réussi le CAP d'employée de bureau. Accéder à une profession « normale » est donc possible ! (JR 06/1962).

[2395] JR 09/1954, 10/1954, 11/1954, 01/1955. Alors que la mise en œuvre de la campagne d'année 1954-55 aurait dû s'appuyer sur l'organisation de « fêtes de la famille », on n'en décompte localement qu'un très faible nombre [Une douzaine de ces fêtes, fidèles au modèle proposé, sont signalées en Aveyron (JR 01/1955, 04/1955), aucune dans le Cantal, où l'on semble se contenter de carrefours en équipe sur le sujet (AAD 19/09/1954, comité fédéral)]. En outre, le discours ne change guère : au sein de la JAC/F, l'accent continue à être mis sur l'importance d'une bonne préparation, chrétienne, au mariage [Voir notamment JR 11/1954, 11/1955, 12/1955, stage de la zone de Saint-Affrique (23-29/11/1955), 07-08/1956]. Et la vision de la famille portée par la campagne d'année de 1954-55 est toujours et d'abord celle d'une « communauté où l'on se retrouve », et qui doit se conformer à ses devoirs. – Si, malgré tout, la question de la « condition de la femme » dans l'exploitation demeura quasiment obligatoire dans toute rencontre (dans plus de neuf réunions sur dix, entre 1954 et 1958), la reconnaissance de l'égalité de droit[2395] n'empêchait pas de toujours considérer comme « naturelle » la répartition stricte des rôles entre sexes, sur l'exploitation. Notamment pour les formateurs missionnés par le CDJA, la femme est appelée à participer à la gestion de l'exploitation comme collaboratrice de son mari, s'occupant de la comptabilité. Aux yeux de la JACF, il convient aussi de s'inquiéter des abus que provoque parfois la mécanisation : le travail de certaines femmes, à l'occasion, peut paradoxalement s'alourdir, puisque les charges d'amortissement imposent de travailler plus pour produire davantage [VC 06/08/1955 (Corrèze-Cantal, 1955)]. Or la femme devrait enfin être dispensée de travailler dans les champs, et pouvoir se consacrer à ses tâches « naturelles » : la maison, la cuisine, la santé de la famille. Par exemple : JR 07-08/1954, 09/1954 (char « la ménagère » à Belmont), 10/1954 (dont visite du salon des arts ménagers à Paris), 01/1955 (compétitions ménagères), 05/1955 (stage de culture générale), 01/1956 (clubs d'échanges professionnels), 04-05/1956, 09-10/1956…

[2396] Dans les stages de culture générale : la « famille » constitue entre 1958 et 1963 11 % des sujets cités, contre 2 % entre 1954 et 1957 ; évoquée dans 60 % des stages au moins, contre 17 %). Chez les aînés, il s'agit aussi, désormais, d'un thème majeur à l'échelon local : en Aveyron, il est abordé dans 22 % des articles qui leur sont consacrés, et dans 30 % de leurs réunions. On le retrouve aussi en première ligne dans les rares mentions cantaliennes (SM 11/1958, SC 13/10/1960). Le rôle de la campagne 1961-62 sur « l'amour » (JACF : « Vivre et aimer » ; JAC : « Vivons l'amour » ; adolescents et enfants : « L'amitié ») semble avoir été assez limité. Sur les problèmes de la cohabitation, en Aveyron : *cf*. JR 06/1960, 01/1961, 12/1961, 01/1962, 10/1962 ; AMO, Journée "cohabitation et co-exploitation", Rodez, 17/07/60 ; AMO, Journée fiancés, Rodez, 08/05/61. – L'accent est mis, notamment par le CDJA, sur la modernisation de l'habitat, et plus particulièrement de l'équipement ménager. C'est ici, surtout, la marque d'une convergence autour de la promotion des conditions techniques permettant d'améliorer le cadre de vie, puisque cela rejoint la mise en avant de la motorisation agricole à la même époque.

un terreau particulièrement favorable, puisqu'il s'agit, notamment en Aveyron, d'une région où la famille souche constitue le principal modèle traditionnel en matière de structures familiales[2397]. Et plusieurs facteurs se combinent pour pousser à la contestation du modèle originel : la modernisation de l'agriculture, une certaine montée de l'individualisme, ainsi que l'idéal d'épanouissement porté par la JAC/F.

L'approche menée par le CNJA est essentiellement « technicienne », comme le montre le principal témoignage-analyse retenu par Michel Debatisse dans son ouvrage *La révolution silencieuse* (1963) pour illustrer ce problème. L'auteur en est un jeune agriculteur cantalien, Jean C.[2398], qui se plaint des conflits entre père et fils à propos de l'introduction de nouveautés dans les techniques agricoles[2399]. « Jusqu'ici, le fils qui succédait à son père n'apportait guère de transformations dans l'exploitation. (…) Les jeunes restaient normalement sur la ferme avec les parents et mettaient de l'argent de côté. Cet argent servait à désintéresser les frères (…). Aujourd'hui, les jeunes sont placés devant la double difficulté de trouver de l'argent pour acheter du matériel et pour ''sortir'' les frères » ; or, un jeune ménage ne peut plus attendre plusieurs dizaines d'années : « le démarrage doit être immédiat. Cela suppose de larges emprunts. Deux théories s'affrontent (…) : l'emprunt préconisé par les jeunes, l'économie prônée par les anciens » ; car « l'essentiel pour le cultivateur de 1963, n'est pas de posséder le bien de famille (…), mais d'accroître ses moyens de production ».

L'approche de la JAC/F[2400], sans négliger ces aspects, semble toutefois s'attacher davantage aux conséquences sociales de la cohabitation, notamment aux obstacles qu'elle dresse face à l'épanouissement des jeunes couples. Nous pouvons la cerner notamment à

Quant à la JACF plus particulièrement, elle assure désormais que la femme doit tenir davantage de place dans la vie du village, dans la société en général, et en particulier dans la vie syndicale. Elle doit assumer son « rôle dans le monde moderne », en prenant en mains sa vie et ses responsabilités. Il lui faut refuser de jouer le rôle « de bouche trou », bref, « devenir une personne », « ni en-dessous, ni au-dessus, mais aux côtés de l'homme » (AMO, dossier "stages de culture générale" : stage de la JACF aveyronnaise à Ceignac, 16/12/1959).

[2397] Todd, E., *L'invention de l'Europe*, Paris, Seuil, 1990, p. 49, 62, 82. Dans les Basses-Pyrénées, autre terre de famille souche, Michel Debatisse indique que la cohabitation concerne 42,5 % des exploitations (*La révolution silencieuse…, op. cit.*, p. 48).

[2398] *La révolution silencieuse…, op. cit.,* p. 51-54.

[2399] Autre exemple cantalien, lors de l'entretien que nous avons mené (août 2001) avec Pierre Calmejane (responsable fédéral au moins de 1954 à 1956, membre de l'équipe professionnelle en 1959, frère de Blaise, président fédéral de 1949 à 1952) et son épouse Denise Favain (présidente fédérale de 1954 à 1958) : « On n'a pas tout appliqué des techniques. On a toujours écouté. Mais en regardant en arrière, j'aurais pu aller plus vite : comme pour passer des Salers à une race laitière », explique P. Calmejane. Et son épouse de rétorquer : « Oui, mais il y avait aussi le problème des parents qui freinaient ».

[2400] En Aveyron, la question de la cohabitation inter-générations est abordée à partir de 1960 [JR 06/1960 (réunion mixte sur ce thème ; le MFR est invité), 09/1960 (session nationale), 07-08/1960 (journées aînés sur ce thème), 02/1961 (fiches sur le sujet disponibles). AMO : Journée mixte de réflexion : jeunes ménages, cohabitation..., Rodez 17/07/1960], parfois sous la conduite d'intervenants d'Economie et humanisme [JR 06/1961 : venue de M. Robert Caillot, secrétaire de rédaction de la revue *Economie et humanisme*, responsable de l'enquête « aménagement du territoire de la région lyonnaise » de 1952 à 1954 (Pelletier, D., *Economie et humanisme…, op. cit.*, p. 89 et 333)].

travers le fruit du travail d'enquête mené par les jacistes et les militants du MFR aveyronnais, édité en 1963 par le Père Serres, sous le titre *La cohabitation en milieu rural*[2401]. De ce recueil de témoignages, il ressort que le problème de la cohabitation est très délicat à traiter, d'abord parce que celle-ci est intimement intégrée aux normes de vie des communautés familiales. Les témoins montrent à la fois la force de ces normes et la difficulté à les ébranler : tel beau-père ne comprend pas que le jeune couple exprime le désir de partir de l'exploitation, pour s'installer sur une autre, ou simplement de quitter le domicile, puisque « la maison est assez grande » ; et quand les « anciens » font mine de comprendre et d'accepter une séparation, c'est parfois pour mieux en repousser le terme, qui ne vient jamais … En effet, notamment dans les plus petites exploitations qui ont du mal à se mécaniser, l'enjeu, souvent, n'est autre que la survie économique : le départ d'un jeune couple, pour une autre exploitation, indépendante, tout comme pour la ville, c'est une perte de bras. Or, le maintien de la cohabitation signifie aussi la perpétuation des solidarités familiales quotidiennes, dans des familles larges où les plus jeunes tantes et la grand-mère peuvent garder les enfants, pendant que la mère, femme adulte, peut participer plus aisément aux travaux de la ferme. D'où une dépendance à l'égard de la communauté, qui constitue un autre grief aux yeux des témoins cités par la brochure du Père Serres : toute initiative est muselée, l'influence des parents, et surtout du père ou beau-père, est déterminante ; la belle-mère, pour sa part, s'oppose à tout réaménagement dans la maison. La dépossession, assurent-ils, est aussi financière, en l'absence de salaire, obligeant à économiser sur la monnaie des courses et à se contenter à l'occasion de recevoir quelques cadeaux « comme les enfants ». Même la paternité ou la maternité ne peuvent être totalement assumées, tant les enfants sont « partagés », déplorent les témoins, entre les membres de la communauté familiale : relevons que cette pratique est en décalage complet avec la montée de l'investissement sentimental du couple en direction de ses enfants « rois », qui court depuis le XIXe s., et qui semble bien animer les « jeunes parents » d'après leurs récriminations. D'ailleurs, l'intimité au sein du couple est elle aussi mise en difficulté. Certes, les folkloristes du XIXe s. avaient fréquemment relevé une promiscuité qui ne semblait pas poser de problèmes, dans les fermes françaises. Autour de 1960, l'affirmation de relations sensibles entre les époux qui semble avoir caractérisé le XXe s. d'après les historiens de la famille, et du couple en particulier[2402], a gagné les campagnes, et les témoins ne tolèrent même plus de devoir se contenter d'une chambre certes individuelle, mais ouverte au passage des autres membres de la famille, et de devoir « mesurer [l]es élans

[2401] *La cohabitation en milieu rural*, recueil de témoignages, édité par le Père André Serre, Rodez, 1963.
[2402] Perrot, M., « Le couple », dans *La France d'un siècle à l'autre. Dictionnaire critique*, (Rioux, J.-P. et Sirinelli J.-F., dir.), Paris, Hachette, 1999, p.806-813.

d'affection » de peur d'être tournés en ridicule. Il devient même parfois difficile, simplement, « d'échanger pour harmoniser nos points de vue ». La conclusion est fréquemment pessimiste : maintenu dans cette situation, le couple est en danger. Plusieurs témoins, des femmes surtout, parlent de « souffrance », d'« enfermement sur elles-mêmes », « écrasées par le carcan de la cohabitation au lieu d'être épanouies, actives, heureuses de vivre »[2403]. Comment envisager, dans les conditions de vie auxquelles sont confrontés les couples cohabitant avec la génération précédente, que l'esprit d'initiative et l'épanouissement prônés par les jacistes puissent vraiment prendre corps ? Seul « le qu'en-dira-t-on » constitue un dernier barrage contre le divorce, assure une jeune mère de famille interrogée[2404]. Le départ en ville, alors, est parfois envisagé comme échappatoire[2405].

4 – « Sans formation intellectuelle poussée, pris par un travail manuel fatiguant (…), nous nous refermons petit à petit »*[2406]*

Or, les stages jacistes de culture générale, de plus en plus institutionnalisés, ont pu servir de « sas » de préparation à l'exode, notamment auprès d'un public féminin. Certes, les aspects professionnels voient leur représentativité rehaussée[2407], mais cette majoration doit aussi beaucoup aux interrogations sur l'orientation professionnelle et sur les professions non agricoles. Sinon, un certain recentrage du contenu se produit : il correspond désormais plus étroitement à l'intitulé général, et tranchant du coup de façon évidente avec le type de formations dispensées par le CNJA.

L'apprentissage des techniques d'expression[2408] est sans doute ce qui distingue le plus les stages de culture générale des autres formations proposées.

L'initiation à l'art, et à la culture au sens strict, après avoir été surtout centrée sur la lecture, dans une perspective plutôt « technique »[2409], à l'époque de la coopération « fusionnelle » avec le CNJA (1954-57), se diversifie à compter de 1958, ce qui semble bien marquer là encore de la part de la JAC/F la volonté de se situer dans une perspective

---

[2403] *In* Serre, Père A. (éd.), *La cohabitation en milieu rural*, Rodez, 1963.
[2404] *Ibid.*
[2405] *Ibid.*
[2406] JR 02/1958.
[2407] 13 % des sujets contre 6 % précédemment.
[2408] 19 % de l'ensemble des sujets cités. Prise de notes, rédaction, prise de parole, gestion corporelle, téléphoner..., comprenant des exercices pratiques devant micro et magnétophone... Cela constitue de façon constante le cinquième des activités ou sujets recensés dans les programmes de stages de culture générale (contre moins du dixième auparavant).
[2409] Comment lire efficacement, du choix du livre à la lecture crayon en main, afin d'alimenter ses connaissances et d'enrichir son expression tant écrite qu'orale.

éducative large : « sans formation intellectuelle poussée, pris par un travail manuel fatiguant et une vie familiale traditionaliste, nous nous refermons petit à petit »[2410]. La lecture n'est plus considérée sous l'angle essentiellement utilitariste. Il est question de littérature. Lire aide à penser, ou à se libérer l'esprit… La musique est de nouveau abordée, mais surtout le cinéma, voire la télévision : il faut apprendre à réfléchir, à avoir une attitude critique constructive, face à une œuvre[2411]... Quant à la télévision, alors que l'Aveyron était, avec d'autres départements du Massif central méridional, l'un des moins équipés de France en 1958 avec moins de 500 postes[2412], un certain nombre d'émissions sont conseillées : « *Cinq colonnes à la Une* (au premier plan, valeur humaine, mais pas toujours chrétienne), *Faire face, La caméra explore le temps* (important), *Lectures pour tous* (difficile), *Les cinq dernières minutes* (amène à juger), *En direct médico* (dure), *Le jour du Seigneur, La piste aux étoiles, En votre âme et conscience* (retrace des procès) »[2413]. Bref, un choix qui reflète d'assez près le contenu voulu pour les stages de culture générale, puisqu'il allie l'acquisition de connaissances, l'ouverture sur les arts et la culture au sens strict, et surtout la capacité à juger en référence aux principes du christianisme ; seule la *Piste aux étoiles* vient apporter une touche de divertissement, à l'instar des veillées ou parties de foot qui égaillaient les stages.

L'initiation civique et politique conserve pour sa part l'importance qu'elle avait déjà acquise[2414]. Mais, au lieu de se limiter peu ou prou à l'apprentissage technique de la gestion d'une mairie, les militants-stagiaires bénéficient de plus en plus fréquemment, après 1958, de

---

[2410] JR 02/1958.

[2411] AMO, dossier « stages de culture générale » : stage JACF de Ceignac (Aveyron), 16/12/1959

[2412] *Atlas historique de la France contemporaine, op. cit*., p. 186.

[2413] AMO, dossier « stages de culture générale » : stage JACF de Ceignac (Aveyron), 16/12/1959. *Cinq colonnes à la une*, grand magazine de reportages qui donne « une place primordiale (…) à l'image, à l'événement, à l'interview, donc au terrain », vient juste de naître, en janvier 1959. *Faire face*, magazine d'information d'Etienne Lalou et Igor Barrère, est annoncée pour 1960, et ne durera que deux ans. *La caméra explore le temps,* de Stellio Lorenzi, propose depuis 1956 des « reconstitutions dramatisées, en direct, racont[a]nt les grands et les petits moments de l'histoire » (voir Crivello, M., « L'écriture de l'histoire à la télévision. La mobilisation des consciences : La caméra explore le temps (1956-1966) », dans *La télévision dans la République. Les années 50* (M.-F. Lévy dir.), Bruxelles, Complexe, 1999, p, 89-105). Les émissions médicales ont été lancées en 1954, avec « une fonction scientifique et sociale de vulgarisation ». Depuis 1953, et jusqu'en 1968, *Lectures pour tous* (Pierre Dumayet, Pierrre Desgraupe…), est « conçu comme l'instruction d'un dossier, l'entretien tente de reconstituer l'intention de l'auteur ». *Les cinq dernières minutes* viennent tout juste d'apparaître (1958) : « représentative d'une télévision populaire mais ambitieuse, [la série] instaure enfin la tradition du policier sociologique en liant à l'enquête proprement dite l'étude quasi documentaire d'un milieu socioprofessionnel ». « Dès 1948, à la suite d'une conférence du jeune secrétaire d'État à l'information François Mitterrand, le père Raymond Pichard, dominicain, perçoit les enjeux de la télévision. Le 25 décembre 1948, en accord avec les responsables de la télévision, la première messe télévisée au monde est retransmise » (http://www.lejourduseigneur.com/service_/nous.htm). La *Piste aux étoiles*, émission de cirque créée en 1954, « fait partie de ces spectacles vivants qui parquent les débuts de la télévision ». C'est aussi depuis de 1954 qu'existe l'émission *En votre âme et conscience* (Cl. Barma, P. Desgraupe, P. Dumayet…), reconstituant des procès d'assises, et se situant « à la frontière de la dramatique et de la série » (Jeanneney, J.-N., *L'écho du siècle. Dictionnaire de la radio et de la télévision en France*, Paris, Hachette, 1999, 606 p. : p. 212, 300, 313, 418, 425, 427-428, 431, 461, 572-573).

[2414] 8 % des sujets abordés entre 1954 et 1963 (de façon régulière), contre 7 % entre 1946 et 1954.

cours sur les institutions, les partis, les doctrines politiques[2415], et de mises au point sur les positions de l'Eglise à l'égard de l'engagement politique. S'y ajoutent occasionnellement quelques débats sur les orientations et réformes souhaitables : disposer d'institutions consultatives de dialogue avec les pouvoirs publics, établir au plan local des unités de base plus « consistantes » que les communes, soutenir la politique d'aménagement du territoire[2416]…

Enfin, les stages de culture générale constituent un champ privilégié pour observer un retour en force de « l'affichage » chrétien de la JAC/F, présent en fait dès le milieu des années 1950, mais qui prend un caractère plus systématique à l'approche des années 1960[2417].

Dès 1954, dans les programmes ou comptes-rendus de ces stages, la part des sujets relevant du spirituel a peu ou prou doublé (15 % contre 8 %). Cela ne signifie sans doute pas que les formateurs se sont subitement mis à aborder beaucoup plus fréquemment la question ; la nouveauté, vient plutôt du fait que les organisateurs éprouvent désormais la nécessité de bien le préciser, comme si cela allait moins forcément de soi. Ce peut être l'indice d'un sentiment de déprise de la religion, déprise face à laquelle il convient de réagir. Peut-être s'agit-il aussi de compenser l'interdiction d'aborder les questions religieuses dans les rencontres coorganisées avec le CDJA, sur financements publics[2418]. Le contenu, quant à lui, n'a rien de très nouveau : il convient de mener une vie quotidienne tous les jours plus chrétienne, de prendre conscience que le désir de Dieu est qu'on se cultive, d'adopter la méditation du matin, d'utiliser les talents confiés par Dieu à chacun[2419]... Autant dire qu'il s'agit davantage de conseils généraux à connotation morale, plutôt que d'une réflexion invitant précisément à une lecture chrétienne du fonctionnement de la société.

[2415] Le marxisme est évoqué, marquant un retour aux contenus des premiers stages ; mais ce serait un contresens que d'y voir les prémices de l'utilisation des outils marxistes par le MRJC pour mieux comprendre le monde, comme ce sera le cas dix ans plus tard (*Cf.* Leprieur, F., « Un cas de dépérissement de la doctrine sociale de l'Eglise. L'évolution du mouvement JAC-MRJC », *Lumière et vie - Lyon*, vol. 33, n° 170, 1984, p. 13-24, et Pelletier, D., *La crise catholique. Religion, société, politique*, Paris, Payot, 2002, 321 p. : p. 83-87). Ici, l'approche demeure traditionnelle condamnant cette doctrine pour son matérialisme intrinsèque (AMO, dossier « stages de culture générale » : stage régional JAC de Ceignac, 03-25/01/1958 ; stage aveyronnais JACF à Ceignac, 16/12/1959 ; stage régional JAC à Mende, 07-28/01/1962).

[2416] AMO, compte rendu de session 1958 ou 59 ; J Au 11/1962 ; NS 01/1960, 02/1962.

[2417] La JAC doit former les jeunes ruraux en leur apportant « le christianisme vrai », en permettant « à chacun d'avoir un minimum moral et spirituel », et en produisant leur « montée humaine et chrétienne » (par exemple : JR 05/1955, 08-09/1955, 02/1956, 09/1961. – AAD comité fédéral 18/03/1955, SC 29/10/1959 – NS 10/1959, J Au 04/1961).

[2418] Ainsi, la réflexion spirituelle proprement dite n'est explicitement citée que dans un nombre fort restreint de programmes ou comptes-rendus de rencontres agricoles et/ou ménagères : près de 8 % chez les filles, 5 % chez les garçons.

[2419] JR 05/1955, 08-09/1955, 01/1956, 02/1956, 07-08/1956... – AAD comité fédéral 18/03/1955…

Le début de prise de distance à l'égard du CDJA à partir de 1958 se traduit en revanche par la systématisation des lectures chrétiennes proposées pour chaque thème abordé. Quelques exemples : « le sens chrétien du travail » ; « doit-on rentrer dans les organisations agricoles en tant que chrétien ? » ; « le rôle du chrétien dans le syndicat » ; « Eglise et distribution » ; « doctrine chrétienne de la propriété et du régime foncier » ; « l'engagement de chrétien pour porter des solutions à un problème humain et social du milieu » ; « l'entreprise au service des valeurs humaines et chrétiennes »... Car, rappelle l'encadrement jaciste, agir, c'est témoigner : mieux vivre suivant le plan de Dieu, et en essayant de ressembler le plus possible au Christ. L'activisme (l'action non consciente de la raison de l'engagement) n'est qu'un témoignage à rebours, car il ne donne aucune envie de ressembler à celui qui s'y adonne[2420]. 1958 et 1962 sont aussi deux années marquées par des pèlerinages de la région Auvergne à Lourdes[2421]. Mais, à la différence de la manifestation de 1952, qui comprenait une part importante d'activités profanes, tenant d'un congrès organisationnel, les organisateurs reviennent plutôt à l'esprit de 1947 et 1948, avec un programme essentiellement composé des « cérémonies fixes traditionnelles ». Dans le même temps, au sein des stages de culture générale, à côté des recommandations générales sur la nécessité d'imprégner toute sa vie de christianisme, qui émaillent toujours le discours, nous relevons une initiation à la liturgie, ce qui n'apparaissait pas avant 1958[2422]. Outre la nécessité de réaffirmer le caractère d'abord religieux de la JAC/F, pour répondre aux inquiétudes de la hiérarchie et au souci de bien se différencier du CDJA, il n'est pas impossible qu'il ait fallu tenir compte d'une certaine amorce de « déculturation » religieuse, que les dirigeantes aveyronnaises, notamment, avaient constatée dans leurs camps pour adolescentes en 1959[2423], et qui inquiétait le nouvel évêque cantalien, Mgr Pourchet, en 1962[2424]. De même, une circulaire aveyronnaise de 1959 s'était inquiétée de « la tendance qui va vers un abandon de la communion lors des coupes de la joie »[2425]. La pédagogie s'était alors adaptée : alors que dans les années 1950, confrontés à des adolescents aux mentalités encore très fortement imprégnées de religion, les formateurs insistaient auprès d'eux sur la façon de se comporter en chrétiens, au début des années 1960

[2420] JR 01/1960, 02/1960 (JAC + JACF), 10/1960, 03/1961, 04/1961 (JACF : l'éducation totale caractérise la « personne totalement réalisée, qui a découvert le sens de sa vie, et dont les actes trouvent en Dieu leur aboutissement »), 06/1961 (session nationale JAC à Blois). – SC 30/12/1954 (soldats jacistes), AAD réunion de la commission professionnelle 05/02/1957, VC 03/05/1960. – NS 10/1959, J Au 04/1961.
[2421] Pèlerinage de 1958 : JR 02/1958, 05/1958, 07/1958, AMO dossier « pèlerinage Lourdes 1958 ». Pèlerinage de 1962 : JR 03/1962 ; SC 01/03/1962, VC 05/05/1962, 12/05/1962, SC 17/05/1962. Il rassemble des militants et militantes JAC/F de Haute-Loire, du Puy-de-Dôme, de la Corrèze, du Lot, de l'Aveyron, de Lozère, et du Cantal.
[2422] Par exemple : Stage JACF à Ceignac, 16/12/1959 (AMO).
[2423] AMO, JACF, Comité fédéral adolescentes du 21/05/1959.
[2424] SC 06/09/1962.
[2425] AMO, circulaire du 27/04/1959.

fut proposé une sorte de retour introspectif vers l'évocation des fondements de la foi, vers les éléments de base, préalablement considérés comme acquis.

Conclusion

Deux éléments apparaissent donc essentiels pour comprendre l'évolution du rapport entretenu par la JAC/F avec le monde agricole : la nature de ses relations avec les CDJA, et les rapports de force entre les deux principales sensibilités repérables chez leurs militants, les « humanistes modérés » et les « techniciens ».

De 1954 à 1957, si les questions agricoles ont occupé, dans la presse militante locale, une place jamais atteinte de toute l'histoire du mouvement, c'est d'abord parce que ce fut un moment d'euphorie, une euphorie entretenue par un sentiment de reconnaissance officielle de la JAC/F, désormais impliquée par les pouvoirs publics dans la formation professionnelle des jeunes ruraux. La résolution à une certaine discrétion extérieure sur la dimension religieuse de l'action, pour prix de cette reconnaissance, et l'enthousiasme qui présidait à la mise en place du CNJA, considéré d'abord comme un « instrument » de la JAC, et des premiers stages de productivité, aplanirent sans doute un temps les différences de sensibilité, tout en « libérant » celle des militants les moins tournés vers le religieux. Qui plus est, la prise de conscience de la diversification sociologique du monde rural n'en était qu'à ses balbutiements, et les difficultés économiques de l'agriculture n'étaient pas vécues comme insurmontables. Nous avions eu aussi l'occasion de constater que cette période avait été marquée par des essais de redistribution stricte des jeunes entre les mouvements de jeunesse catholique, en fonction des professions plus que des milieux. Il était donc logique que la JAC/F, dévolue à l'agriculture, en fît son principal centre d'intérêt.

L'évolution engagée autour de 1958 ne marque qu'un désinvestissement partiel de la JAC/F en matière d'agriculture. Le retour du « milieu » – dans sa diversité – comme champ d'action, l'idéal de l'« homme complet » mis au premier rang, n'éclipsent pourtant pas le modèle du bon agriculteur. Quoique les rapports entre le CNJA et une JAC/F désormais tenue statutairement à l'écart des cercles décisionnels fussent parfois tendus, l'intérêt « technique », « utilitaire », du premier, continue à être reconnu par les jacistes : concurrent, le CNJA restait partenaire. A la JAC/F, l'élargissement de la perspective d'approche et l'enrichissement des centres d'intérêt abordés lors des rencontres, de même que l'insistance concomitante sur les valeurs (chrétiennes, humanistes, morales, sociales, non « matérialistes »…) qui doivent sous-tendre l'acquisition de compétences, ne sont pas à envisager seulement comme les effets d'une reprise en main hiérarchique, ou d'une affirmation de la ligne « religieuse modérée »

chez les dirigeants. C'est aussi une stratégie de (re)légitimation face au CNJA, puisant dans la culture interne du mouvement. Elle suppose en même temps un élargissement des priorités, qui reconnaît de fait la diversification des parcours socio-professionnels à venir.

Etait-ce néanmoins suffisant pour retenir les jeunes ruraux et jeunes rurales dans le champ d'influence de la JAC/F ? Les effectifs concernés par les formations jacistes touchant à l'agriculture ou à la culture générale ont toujours été très restreints. Le capital symbolique, et la capacité d'influence indirecte qu'en retirait la JAC/F, étaient sans doute bien plus significatifs. Mais de toute façon, un glissement des jeunes élites les plus susceptibles de conduire une action réformatrice dans le domaine professionnel s'opérait de plus en plus en direction d'autres organismes, et notamment du CDJA.

Les apports de la pédagogie jaciste et la force d'attraction et/ou d'organisation de la JAC/F l'avaient longtemps placée, de fait, dans une situation privilégiée pour dispenser une formation agricole auprès des jeunes et faire émerger de nouvelles élites professionnelles : du milieu de la guerre (comme partenaire majeur de la Corporation), aux années 1950 (comme partenaire des DSA). Le CNJA est aussi sa réussite, puisqu'il est son prolongement indirect. Mais il capte la réalité de l'action. Le retour à la mise en avant de « l'homme complet », de la religion, des préoccupations sociales, paraît inscrire une continuité doctrinale, et atténue ainsi, sans doute, le sentiment de remise en cause du rôle social de la JAC. Mais de fait, celui-ci est atteint. Significativement, et ce dès 1954, les nouvelles formules de formation proprement jacistes ont peiné à s'imposer, à l'exception il est vrai de la mise en place d'une branche aîné(e)s. La capacité créatrice de la JAC/F ne s'épuise pas, mais sa capacité d'entraînement s'est émoussée.

Chapitre 11

L'écho du monde

La perte partielle par la JAC/F de « son assurance (…) et [de] sa visée globale » sont reliées par Paul Houée à l'ouverture du monde rural « à des influences externes de plus en plus décisives »[2426]. L'exposition des campagnes aux influences du monde extérieur n'est pourtant pas une nouveauté. C'est ainsi que pour des ethnologues tels Alfred Kroeber, « la société paysanne constitue une ''société partielle'', une ''demi-société'', car (…) elle maintient une communication constante avec les noyaux citadins »[2427]. L'historiographie est d'ailleurs relativement hésitante, dès lors qu'il s'agit d'essayer de fixer une époque d'accélération de la participation des sociétés rurales à une culture globale[2428]. Ne pourrait-on pas dire plutôt qu'il y eut plusieurs moments d'accélération, notamment lors des guerres, lesquels n'annihilaient pas l'empreinte des traditions ? Ainsi, pour les années 1950 et le début des années 1960, Jean-François Sirinelli estime que l'on peut encore parler de « conservatoire des campagnes »[2429] : « La mémoire longue d'une France paysanne subsiste plus longuement à la campagne que dans les milieux urbains parcourus d'intenses forces de changement ». Les

[2426] *Les étapes du développement rural…, op. cit*., p. 13.
[2427] Cité in Barral, P., *Les sociétés rurales du XXe s., op. cit*., p. 33.
[2428] On peut renvoyer ici aux débats qui ont mobilisé les historiens (*cf.* Barral, P., « Depuis quand les paysans se sentent-ils Français ? », *Ruralia*, 1998-03) à propos des thèses d'E. Weber, retardant à la fin du XIXe s. et aux premières années du XXe s. la « fin des terroirs » et l'entrée dans une conscience nationale (*Peasants into Frenchmen. The Modernization of Rural France, 1870-1914*, Stanford California, Stanford University Press, 1976, 615 p., traduction en français, *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale. 1870-1914*, Paris, Librairie Arthème Fayard/Éditions Recherches, 1983, 844 p. : « comment la France sous-développée fut intégrée au monde moderne et à la culture officielle - celle de Paris et des grandes villes » [préface]). Les auteurs de l'*Histoire de la France rurale* (o*p. cit.*, t. 4, p. 373-382) parlaient de la « fin d'un irrédentisme » culturel pour les campagnes de l'entre-deux-guerres. « Le service militaire, l'école, le développement des moyens de communication et d'information, l'exode rural », entraînent la disparition progressive de coutumes, l'accentuation de la pénétration d'images, de modèles, d'idées, de modes de divertissement urbains. « La vie sociale rurale tend progressivement à n'être plus qu'un reflet de celle du prolétariat urbain ». – Dans son livre récent, *Terres mouvantes. Les campagnes françaises du féodalisme à la mondialisation*, Paris, Fayard, 2002, 445 p., J.-M. Moriceau, même s'il insiste sur la production agricole plutôt que sur les aspects culturels, entreprend de remettre en cause l'idée d'un immobilisme des campagnes entre le XIVe et le XVIIIe s.. Henri Mendras (*La Seconde Révolution française, 1965-1984, op. cit.*), évoquant « l'art et le folklore » de la campagne, s'emploie à rappeler (p. 346-347) que « dans le village paysan toute innovation venait de l'extérieur, (…) de la culture dominante ».
[2429] *Les baby-boomers…, op. cit*., p. 219 et sq.

valeurs et images de référence se transmettent au fil du temps, sans grande altération. Les comportements collectifs traditionnels, notamment juvéniles, se prolongent jusque dans les années 1960[2430]. Dans la deuxième moitié des années 1950, néanmoins, les sociétés rurales entrent assurément dans une nouvelle phase d'ouverture à la réalité du monde extérieur. La mutation sociologique en cours – l'amorce de la « fin des paysans », dont nous avons parlé – y est pour beaucoup. A cela, il faut ajouter l'essor des nouveaux médias de masse[2431], l'écho des tensions internationales, les sollicitations et les interrogations autour du conflit algérien, autour des débats sur la décolonisation ou sur le « sous-développement ».

Or, cette fois, la jeunesse est sans doute beaucoup plus immergée au cœur des « enjeux » qu'elle ne l'aurait été quelques décennies auparavant. Par le rappel du contingent, c'est elle qui est au cœur du conflit algérien, contrairement aux autres guerres, qui avaient pesé sur toutes les catégories d'âge. De plus en plus longuement scolarisée, la jeunesse rurale est aussi plus à même de voir sa sensibilité éveillée aux choses du monde. A l'image de la jeunesse urbaine, disposant de plus en plus fréquemment de transistors[2432], et de magazines qui lui sont propres (*Rallye jeunesse* fut, nous l'avons vu, l'un des premiers), elle individualise son rapport au monde[2433]. Car cette période n'est pas seulement celle de « l'enracinement d'une culture de masse »[2434] et de « l'insertion [progressive] de la France dans une dilatation culturelle à l'échelle de la planète »[2435]. Elle est aussi celle de l'émergence d'une culture de masse désormais *spécifiquement juvénile*[2436]. Notamment dans les campagnes, « jamais (…), écrit Jean-François Sirinelli, une génération parvenue à l'adolescence puis à l'âge adulte n'a été plus différente de celle de ses pères et grands-pères. (…) Cette génération, au lieu de recevoir en l'état les représentations collectives de ses aînés, forge les siennes propres »[2437], même s'il faut bien être conscient que l'adhésion à la « culture jeune » véhiculée par les

---

[2430] Sirinelli, J.-F., *ibid.*, p. 221.
[2431] D. Kalifa, dans *La culture de masse en France*, 2 t., Paris, La découverte, 2001, laisse à l'écart la question des campagnes, mais pose les jalons chronologiques concernant le développement des nouveaux médias et ses effets.
[2432] Sohn, A.-M., *op. cit.*, p. 92 donne des taux d'écoute de *Salut les copains* en 1963, qui malheureusement ne nous informent pas sur les jeunes ruraux – à moins de les inclure pour partie dans les scolaires ? - : 52 % des scolaires, 48 % des jeunes de milieu ouvrier, 49 % des enfants d'artisans et commerçants, mais 31 % seulement des enfants de cadres et de membres des professions libérales.
[2433] *Cf.* les analyses de Jean-François Sirinelli sur l'impact du transistor, dans *Histoire culturelle de la France*, t. 4, *Le temps des masses,* Paris, Seuil, 1998, p. 236, *La culture de masse en France…, op. cit.*, p. 125-128, *Les baby-boomers…, op. cit.,* p. 142-145.
[2434] Sirinelli, J.-F., *Histoire culturelle de la France*, t. 4, *op. cit*., p. 233.
[2435] Sirinelli, J.-F., *Les baby-boomers…*, *op. cit.*, p. 291.
[2436] *Cf.* E.-J. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes. Le court vingtième siècle, 1914-1991*, Bruxelles-Paris, Complexe-Le Monde diplomatique, 1999, p. 428 et 431. L'auteur conçoit cette « culture mondiale de la jeunesse » en train d'émerger, dans le « sens plus large de révolution des us et coutumes, des manières d'occuper ses loisirs et des arts commerciaux ». *Cf.* aussi Sohn, A.-M., *op. cit.*, p. 78-121.
[2437] Sirinelli, J.-F., *ibid.*, p. 220 et 294.

médias de masse n'a pas été unanime au sein de la jeunesse[2438]. Or, le rajeunissement global des cadres jaciste s'est poursuivi[2439]. L'exercice de responsabilités commence très tôt, dès la sortie de l'adolescence : la moyenne d'âge des chefs de secteurs est de 18 ans, soit un an de plus seulement, que l'âge posé par les jacistes comme césure entre adolescence et jeunesse ; et même, dans certains secteurs plus dépourvus en ressources humaines, il est possible de devenir chef de secteur dès 16 ans. Le milieu dirigeant de la JAC et de la JACF est ainsi, désormais, un milieu de « jeunes » qu'il est possible de rejoindre dès 16-17 ans, et que l'on quitte en atteignant la trentaine (pour rejoindre le MFR ou le CDJA). Les adultes trentenaires ou quadragénaires, présents jusque là, à l'occasion, dans l'encadrement, ont disparu. A l'époque où « pour la première fois la jeunesse s'est pensée comme un groupe à part (…), s'est forgée une identité sociale, avec ses valeurs et ses règles de vie »[2440], la JAC/F s'est recentrée sur un public et des équipes dirigeantes qui peuvent se reconnaître dans ce groupe.

Pourtant, le positionnement de la JAC/F n'est pas spontanément déterminé. Face au trouble des esprits provoqué par la guerre d'Algérie, il y a la tradition de non intervention de l'Action catholique dans le champ du politique. D'autre part, toute acceptation du changement par le mouvement, (sous toutes ses formes : des nouvelles musiques à la décolonisation) peut apparaître légitimante. Or, l'ouverture sur les cultures urbaines et sur le monde et ses problèmes est à concilier avec la défense d'une civilisation *rurale* que le mouvement entend mener.

[2438] *Cf.* Sohn, A.-M., *op. cit.*, p. 92 : l'auteur insiste sur le rôle de la stratification sociale, ou du caractère religieux ou non de l'environnement du jeune, pour déterminer une adhésion ou un rejet plus ou moins nuancés.
[2439] Notamment dans le Cantal qui souffrait d'un certain retard en la matière. L'écart est désormais assez faible entre les deux diocèses : une certaine convergence l'a finalement emporté.

Dirigeants jacistes	Age moyen 1940-46	Age moyen 1946-54	Age moyen 1954-1962	Ages extrêmes 1940-46	Ages extrêmes 1946-54	Ages extrêmes 1954-1962
JAC 12	23,9	21,9	22,8	15/16-43	16/17-35	17-30
JAC 15	27,1	24,1	21,9	18-42	18/19-40	16-28
JACF 12	22,9	23,2	22,9	19-27	15/16-42	17-31
JACF 15	28,6	23,5	21,5	16/17-47	18-33	14-30

Sources : dépouillement de *Jeunes Arvernes, Semailles, La Semaine catholique du diocèse de Saint-Flour, Le trait d'union des rurales, La Voix du Cantal, Jeune Rouergue, Notre jeunesse, Nous Sept, Jeune Auvergne,* AMO, AAD ; recensements.

[2440] Sohn, Anne-Marie, *op. cit.*, 4e de couverture.

A – Le conflit algérien

En termes événementiels, l'« écho du monde », pendant cette période, ce fut d'abord, et essentiellement, celui du conflit algérien : le 1er novembre 1954 marqua en effet le début de l'insurrection, quelques mois à peine après les grands congrès diocésains qui avaient symbolisé l'apogée jaciste ; 1956 fut l'année de l'engagement massif du contingent ; et en 1962, la fin (institutionnelle) de la JAC concorda peu ou prou avec celle de la guerre.

Face à ce conflit, quelles ont été l'attitude et la « fonction » de la JAC/F ? Parmi les mouvements de jeunesse catholique, l'historiographie insiste en général surtout sur le rôle de la JEC, « en première ligne d'une opposition à la guerre », luttant pour « l'avènement rapide d'une solution négociée », et fournissant d'ailleurs une grande partie des cadres de l'UNEF, autre fer de lance de la lutte[2441]. La discrétion des historiens à l'égard de la JAC/F signifie-t-elle que cette dernière s'est contentée d'apporter un réconfort moral, et parfois matériel, aux jeunes soldats ruraux, visant essentiellement un objectif de préservation face aux tentations de l'univers militaire, comme elle le faisait déjà jusque là ? S'est-elle simplement maintenue près de la ligne d'opinion « médiane » qui semble avoir été celle de la majorité des catholiques[2442] ? Au minimum, en tant que mouvement de jeunesse, elle a pu constituer un cadre privilégié de prise de conscience de certains abus : non pas forcément un cadre de condamnation, mais peut-être un « lieu » où les soldats pouvaient se confier, et qui leur offrait les outils pour penser, pour « conscientiser » certaines situations vécues.

1 - S'investir auprès des (r)appelés : la césure de 1956

L'Algérie n'était pas une « terre inconnue ». Certains jacistes y avaient déjà effectué leur service militaire dans les années antérieures[2443]. Les premiers rappels de classes dataient de 1955[2444]. Mais c'est le rappel massif du printemps 1956, doublant les effectifs de l'armée de

---

[2441] Fouilloux, E., « Intellectuels catholiques et guerre d'Algérie (1954-1962) », *in* Rioux J.-P. et Sirinelli J.-F. (dir.), *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*, Bruxelles, Complexe, 1991, p.79-114 : p. 99. Voir aussi La Fournière, M. de, « Les étudiants face à la guerre (1954-1957) », in Rioux, J.-P., *La guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990, 700 p. : p. 99-108.

[2442] Etudiant l'attitude des catholiques français face à la guerre d'Algérie, Etienne Fouilloux entendait relativiser une « mémoire dominante » selon laquelle « les communautés religieuses, la catholique en particulier, ont pesé de façon efficace et *homogène* en faveur de la solution pacifique finalement dégagée ». Et de conclure, de façon plus nuancée, à une « lente mais irréversible évolution du sentiment des fidèles et de leurs chefs vers une issue négociée (…). L'opinion judéo-chrétienne se distinguerait donc assez peu de l'opinion commune » (« Chrétiens et juifs : comme les autres ? », in Rioux, J.-P., *La guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990, 700 p. : p. 109-115).

[2443] JR 02/1952.

[2444] Ageron, Ch.-R., *Histoire de l'Algérie contemporaine*, *op. cit.*, p. 98-100 : dès février 1955, les effectifs présents en Algérie sont portés de 56 000 hommes à 83 400, « grâce à des renforts pris sur le contingent ». *Cf.*

terre, qui a placé subitement les soldats au centre des préoccupations de la JAC. Comme une quinzaine d'années auparavant lors du second conflit mondial, le fonctionnement du mouvement est en effet lourdement perturbé : en mai 1956, les Aveyronnais affirment que le tiers de leurs militants ont dû partir pour la caserne[2445]. De façon significative, la place réservée aux questions militaires dans le bulletin diocésain *Jeune Rouergue* quadruple cette année-là[2446]. Alors que jusqu'ici, tant en Aveyron que dans le Cantal, le fonctionnement d'un service soldats était apparu particulièrement aléatoire, les périodes de longue léthargie succédant systématiquement aux accès sporadiques de fébrilité[2447], l'urgence de la situation commande de réactiver les services ou « comités » soldats, voire de créer des structures-relais à l'échelle des « zones » jacistes[2448]. Par la suite, même si le recrutement de nouveaux responsables à intervalles réguliers demeura fréquemment hasardeux (les réunions jacistes régionales s'en font l'écho[2449]), on devait parvenir néanmoins à maintenir jusqu'à la fin de la guerre une action en direction des soldats mobilisés[2450]. Les « services soldats » se sont alors employés à formaliser l'accompagnement des départs. Les « retraites de conscrits » et les « journées de départ », que certaines fédérations avaient expérimentées ponctuellement dans les années antérieures[2451], furent systématisées[2452], ces « journées » se ritualisant en quatre temps forts qui montraient bien la prégnance de l'idéal de préservation : la messe et éventuellement l'intervention d'un ancien aumônier militaire, le témoignage d'un ancien, les recommandations médicales, et une mise au point sur l'amour et la préparation au foyer.

---

aussi Jauffret, Jean-Charles, *Soldats en Algérie, 1954-1962. Expériences contrastées des hommes du contingent*, Paris, Autrement, 2001, 365 p. : p. 15-46.

[2445] JR 04-05/1956.

[2446] Près de 12 % de l'espace est consacré aux jeunes ruraux, contre, elle oscille 3 % environ le reste du temps.

[2447] Faudrait-il mettre en cause le caractère ingrat de la fonction de responsable-soldats, qui consistait à s'occuper de militants hors fédération, en se coupant quelque peu des activités de terrain ? L'âge moyen des dirigeants montre que la plupart avaient déjà accompli leur service militaire. Le problème ne venait pas apparemment pas d'une pénurie de militants, puisque tous ne quittaient pas la JAC au retour du service. - En 1952, en Aveyron, une équipe d'anciens appelés particulièrement actifs, crée, sous la conduite de L. Gayraud, la première équipe soldats vraiment pérenne. Mais quand Léonce Gayraud, se marie, on peine à lui trouver un remplaçant. « Le service soldats n'existe plus (…) depuis un an », se lamentent les dirigeants jacistes début 1956 (JR 04-05/1956 [rétrospective]).

[2448] Pour l'Aveyron : JR 06/1956, 07-08/1956.

[2449] FR : Archives de la Maison des œuvres, Rodez (désormais AMO) : comité régional soldats 01/04/1962.

[2450] JR 05/1958, 02/1959, 02/1960, 07-08/1961.

[2451] C'est le cas en Aveyron (JR 04/1946, 04-05/1948, 11/1949 ; sept « journées de départ » ont lieu en 1953 ; pour les retraites de conscrits : JR 08-09/1949, 10/1951, 09/1952, 02/1953, 03/1954, 11/1954, 04/1955, 11/1955). Même chose dans le Gers (*La Jeunesse agricole catholique dans le Gers, 1930-1960*, Auch, Edi-Service, 1998, 176 p. : p.94). En revanche, les Cantaliens, jusque là, ne prisaient pas ces formules de préparation, ou du moins, ne leur donnaient aucune publicité, préférant aborder la question lors de rencontres jacistes générales (par exemple : SC 30/12/1954).

[2452] JR 06/1956, 07-08/1956, 11/1956, 12/1956, AMO circulaire aux curés s.d. [1956]. – Dans le Cantal les journées de départ, longtemps ignorées ici, se mettent en place : par exemple, en 1958-59 : SC 13/03/1958 ; AAD : comité de zone Saint-Flour du 30/03/1958 ; SM 11/1958 ; SC 29/10/1959.

L'important était aussi de garder des liens, et d'essayer d'en créer de nouveaux. Colis, offres d'abonnements, quêtes et collectes pour les soldats, journées de prière, aide en main d'œuvre aux familles de mobilisés[2453] : les jacistes renouent très vite avec les modes de soutien auxquels ils avaient eu recours pendant le second conflit mondial. A vrai dire, colis et correspondances n'avaient pas tout a fait disparu des pratiques, mais les expéditions avaient acquis un caractère très aléatoire. Leur prise en charge pendant la guerre d'Algérie n'est pas non plus une spécificité des mouvements de jeunesse catholiques : la Croix rouge, les associations d'anciens combattants, ont pris des initiatives similaires, qui tranchaient avec l'indifférence manifestée par une grande partie de la population[2454]. Mais dans le cas de la solidarité exercée par les mouvements de jeunesse, ce sont des jeunes qui en aident d'autres, des jeunes ayant parfois milité ensemble, ou du moins qui se connaissent. Solidarité exercée, dans le cas qui nous occupe, par un milieu catholique, elle a aussi un objectif sous-jacent qui va plus loin que la simple amélioration de l'ordinaire ou le réconfort moral : éviter ce qu'elle considère comme des « dérives » du comportement, et au contraire, conserver ou faire adopter une attitude conforme au préceptes chrétiens.

Surtout, l'ensemble du mouvement, branches masculine et féminine associées, se lance dans la réalisation de « bulletins des mobilisés ». Les années précédentes avaient enregistré, dans ce domaine aussi, des tentatives vite avortées ou au succès limité. Cela redevient une priorité. Dès le printemps 1956, un bulletin fédéral est relancé en Aveyron, et dans le Cantal, *Lou Cantalou*, créé en 1954, est réorganisé à partir de l'été sous l'autorité de deux abbés de 30 ans, bénéficiant donc d'une certaine proximité d'âge avec les soldats. Les autres mouvements spécialisés de jeunesse catholique de ces départements, JOC et JEC en particulier, sont alors associés à la réalisation de ces bulletins, la JAC fournissant l'essentiel des moyens. Plus que l'état d'esprit exclusif de jeunes agriculteurs, ils reflètent donc celui d'une jeunesse de départements à dominante rurale. Et entre la JAC, « force polarisante », et les autres mouvements, il y a forcément échanges et influences mutuelles. Or, quand l'historiographie évoque notamment le positionnement de la JEC dans la guerre d'Algérie, elle oublie peut-être un peu trop d'envisager cette JEC des marges, collégienne et lycéenne, et plongée dans un univers rural.

[2453] JA 01/1959 ; JR 02/1959, 07-08/1961, 10/1961, 12/1961, 10/1962 ; AMO comité fédéral soldats 09/04/1961. Quêtes en faveur des soldats : VC 25/04/1959, 31/03/1962 : coupes de la joie en Châtaigneraie. *Lou Cantalou* 12/1961 : « opération colis-lecture » lancée par *Lou Cantalou.*

[2454] Jauffret, J.-Ch., *op. cit.*, p. 285-287, 293.

Paradoxalement, ce n'est pas toujours là où le mouvement est le mieux implanté que l'action en direction des soldats apparaît la plus intense. Ainsi, dans certains secteurs du Cantal, département à l'implantation jaciste très moyenne, la préparation du bulletin des soldats en vient à monopoliser, pendant la durée de la guerre, une bonne partie de l'activité[2455]. La diffusion atteint dès 1957 40 % des mobilisés[2456], taux que nous retrouvons à peu près dans le Lot ou en Haute-Loire en 1962[2457]. En 1961, la diffusion a doublé, mais le bulletin est désormais reçu aussi par des civils, ce qui n'est donc guère significatif pour mesurer l'impact auprès des appelés, tout en témoignant de la réussite à moyen terme de la formule[2458]. En revanche, en Aveyron, où la JAC/F est pourtant si puissante, dès le départ la diffusion moyenne stagne autour de 10 % des mobilisés, c'est à dire la même proportion que lors des premières expériences avortées menées autour de 1950[2459] : ce n'est surtout pas une publication de masse et, s'il n'y avait en parallèle la création d'un « bulletin de zone » pour la région de Millau, on pourrait conclure que le contexte de la guerre d'Algérie ne dope en rien l'impact de la JAC aveyronnaise auprès des appelés issus du département. Plus largement, passé le moment d'inquiétude de 1956, la JAC aveyronnaise semble être retournée à des tâches qui lui paraissaient plus urgentes. A l'échelle intra-départementale, c'est en fait la zone de Millau, où le mouvement était le moins bien implanté, qui est demeurée la plus active : c'est la seule où les journées de départ conservent une régularité certaine pendant toute la guerre ; en 1959, elles encadrent la moitié des appelés, et en 1962, les trois quarts ; c'est aussi, on l'a vu, la seule zone qui prend l'initiative de publier un bulletin de masse qui lui soit propre[2460].

Il semble ainsi que, là où la JAC était déjà très dynamique, la prise en charge des soldats lors de la guerre d'Algérie se soit seulement située à la périphérie des activités, puisque sans cela, le mouvement « accrochait » déjà une bonne part des jeunes ruraux. En revanche, dans

---

[2455] SM 11/1958.

[2456] Un « fonds commun » de six pages, est proposé ensuite aux secteurs, qui y adjoignent une douzaine de pages de nouvelles locales. SC 30/08/1956, 04/04/1957, 19/09/1957, 03/10/1957 ; SM 11/1958 ; *Lou Cantalou* n°14, 10/1957.

[2457] AMO comité régional soldats 01/04/1962.

[2458] *Lou Cantalou*, n°52, 05-06/1961. Comme le note, presque nostalgique, un article de la *Semaine catholique* à l'issue du conflit, *Lou Cantalou* « apportait les éléments de réflexion sur l'éducation, la profession, le milieu de vie, les loisirs, les grands problèmes d'actualité, l'amour ; très vite, il a débordé sa zone d'influence première : les équipes de garçons et de filles qui se réunissaient pour rédiger les nouvelles locales, ou l'expédier, subissaient aussi son influence ; grâce au *Cantalou*, des équipes JAC sont nées ou ont survécu. (…)[Le conflit algérien achevé,] il ne faudrait pas l'arrêter pour autant : car il s'est imposé comme un moyen parfois indispensable d'apostolat auprès des jeunes ; il s'adresse à la grande masse, (…) que n'atteindra jamais la presse spécialisée des mouvements d'Action catholique, et s'efforce de préparer terrain en vue d'une action plus profonde (…) » (SC 04/04/1963).

[2459] JR 06/1956, 02/1959, 02/1960, 03/1960, 11/1960, 07-08/1961, 04/1962 ; AMO circulaire s.d. [1961], comité régional soldats 01/04/1962.

[2460] AMO comité fédéral soldats 09/04/1961.

une fédération ou une zone aux forces jacistes plus restreintes, la réaction au conflit algérien a pu constituer un élément de cristallisation des bonnes volontés, qui a amplifié les liens de solidarité entre jeunes, et revivifié en partie le mouvement, l'activité « soldats » donnant à son tour une impulsion à l'ensemble des autres activités. Ici en particulier, nous voyons bien que l'impact de l'action jaciste liée à la guerre d'Algérie n'est pas à mesurer seulement chez les appelés envoyés outre-Méditerranée, mais aussi « à l'arrière », chez les militants *et militantes* présents dans les départements d'origine. Face à la guerre, ils peuvent être en situation d'attente, pour eux-mêmes, pour un frère, pour un proche quel qu'il soit. Les plus jeunes des garçons échapperont au départ pour l'Algérie. Mais ils vivent le conflit par procuration, non seulement comme tout Français de métropole à travers la presse générale et la radio, mais aussi à travers la presse de la JAC, à travers les cadres d'analyse qu'elle propose dans ses articles ou lors de sessions. Ils vivent aussi le conflit à travers les échanges et les manifestations de solidarité avec leurs semblables, sur place ou en Algérie.

2 - Trois préoccupations « publiques » majeures : les nouvelles du « pays », la fiancée, la vie militaire

Par les correspondances, les colis, par le bulletin surtout, un type de solidarité particulièrement fort entre en jeu : celle du « pays » (au sens de « territoire de vie, d'action et de relation »[2461]). En Algérie, les solidarités qui peuvent jouer entre soldats, d'origines très diverses, sont avant tout celles de l'expérience commune vécue dans l'immédiat ; pour certains aussi, celle de l'appartenance confessionnelle partagée. Les secteurs, zones et fédérations départementales de la JAC, en conservant ou en renouant le contact avec leurs compatriotes, qu'ils soient jacistes ou non, entretiennent, cette fois de manière éclatée sur le territoire algérien, un lien avec le lieu d'origine, d'autant plus fort sur le plan psychologique, d'autant plus connoté d'un sentiment de confiance, qu'il joue sur l'interconnaissance, sur la proximité culturelle, sur les références communes. Au-delà de l'action spécifique de la JAC, Jean-Charles Jauffret a d'ailleurs bien mis en avant l'importance psychologique, pour les soldats, du courrier reçu, apportant des nouvelles des proches et du « pays » [2462]. Les bulletins étaient donc destinés à préserver un lien réciproque entre les appelés et leur département, *et entre les appelés eux-mêmes*. Ainsi devait être atténué le traumatisme de la séparation et de l'éloignement, propice à ce que l'enseignement chrétien dénonçait comme des « dérives ».

[2461] Brunet, R. (dir.), *Les mots de la géographie*, Montpellier-Paris, RECLUS-La documentation française, 1992, p. 336.
[2462] Jauffret, J.-Ch., *op. cit.*, p. 291.

Les bulletins étaient d'ailleurs destinés à toucher un public large, pour jouer en douceur un rôle de préservation et de direction morale.

Le contenu n'était donc pas essentiellement centré sur les aspects militaires, ni même sur des questions religieuses (5,1 % de l'espace du bulletin cantalien[2463], essentiellement au début), mais essayait de répondre aux préoccupations des jeunes appelés, ancrées dans leur lieu d'origine. Les nouvelles locales, informant avant tout sur l'actualité des communes du canton, et accessoirement sur les activités du mouvement, occupaient donc une place essentielle : les deux tiers de l'espace dans le bulletin cantalien, le cinquième en Aveyron. Propres à attirer l'attention de soldats non militants et non sympathisants de la JAC, elles servaient d'« accroche générale ». Les pages d'humour et de divertissement allaient dans le même sens, proposant des histoires drôles, des dessins humoristiques, des chansons, des conseils de lecture (6 % de l'espace restant, dans le bulletin cantalien).

Hors nouvelles locales, deux thèmes principaux se dégagent.

Il s'agit d'abord des relations entre jeunes gens et jeunes filles, et de la préparation du futur foyer[2464]. Ainsi se prolongeait l'engagement jaciste en faveur d'un « amour vrai », de la moralisation des noces, du respect mutuel des époux[2465]… Il se doublait de la crainte traditionnelle, dans les milieux catholiques, à l'égard de l'armée, vue comme un lieu d'apprentissage des dérives sexuelles et sentimentales[2466]. En outre, si bon nombre de rappelés étaient mariés, l'allongement de la période passée sous les drapeaux eut pour effet, chez les appelés, de retarder bien des unions, prolongeant les fiançailles[2467]. D'autant plus que le simple contexte d'une guerre de fait, et de l'incertitude quant à l'avenir qui allait de pair, avait pu pousser à formaliser bien des relations. Ce n'est donc sans doute pas un hasard si, à compter de 1957 essentiellement, la presse militante et catholique générale (et non uniquement les bulletins pour mobilisés) insiste bien plus qu'avant sur la question de la *préparation* au mariage. D'autre part, les journées ou retraites de fiancés paraissent elles aussi reprendre quelque vigueur[2468]. Or, après s'être concentré jusque là essentiellement sur cette

[2463] Hors pages locales.
[2464] Près de 32 % de l'espace du bulletin [hors nouvelles locales] dans le Cantal ; plus du tiers si l'on y adjoint les questions familiales plus larges ; mais en 1961, l'importance accordée aux questions militaires provoque une chute à 19 % dans le Cantal, 14,5 % en Aveyron. Dans d'autres bulletins pour mobilisés de la région jaciste « Auvergne » est signalée la présence d'un « mot des filles » (AMO comité régional soldats 01/04/1962).
[2465] JR 06/1958, 04/1960, 09/1960, 01/1961, 02/1961, 05/1961, 07-08/1961, 10/1961, 02/1962 ; SC 28/08/1960, 06/10/1960, 13/10/1960, 17/11/1960, 24/11/1960, 15/12/1960, 02/01/1962, 16/11/1962 ; *Lou Cantalou* 10/1960.
[2466] *Cf.* Jauffret, J.-Ch., *op. cit.*, p. 296-300.
[2467] *Cf.* Jauffret, J.-Ch., *op. cit.*, p.295.
[2468] JR 01/1957 (mariage jaciste), 06/1957 (retraite et étude d'articles de *Promesse*), 07-08/1957 (mariage jaciste), 02/1959 (retraite et journées de fiancés), 11/1959 (retraite et journées de fiancés), 06/1960 (réunion mixte JAC-JACF et MFR sur la vie de couple), 11/1960 (mariages jacistes), 01/1961 (réunion d'aînées de la

question des relations entre *fiancés*, ou sur l'amour en général, le bulletin pour mobilisés *Lou Cantalou* commence à publier, en 1962, une série d'articles pratiques sur le mariage (cadre légal, certificat prénuptial, démarches à la mairie ou à l'église…)[2469]. La guerre terminée, les hypothèques sur l'avenir enfin levées, la vie reprenait ses droits et la perspective du mariage proche revenait donc au cœur des préoccupations[2470]… Mais il est bien difficile de dire dans quelle mesure certains aspects du discours porté par les mouvements d'Action catholique[2471] ont pu contribuer, même très indirectement, à la mutation culturelle enregistrée ensuite au milieu de la décennie, en matière de relations au sein des couples[2472].

Le deuxième thème majeur abordé par les bulletins des mobilisés est celui de la vie militaire, dont la place ne cesse de s'amplifier au fur et à mesure que la guerre dure[2473]. Longtemps, comme nous avons eu l'occasion de le voir, la JAC, et même la branche féminine, la JACF, avaient diffusé un discours de méfiance à l'égard de l'armée[2474]. C'était un lieu de « déformation » morale, où la religion était moquée, l'« amour vrai » bafoué, où triomphaient le matérialisme et la débauche. Passé 1956, un retournement de l'approche s'est opéré dans la presse militante, d'autant plus étonnant qu'il apparaît en contradiction avec le sentiment des jeunes du contingent, tel qu'il apparaît dans une enquête générale de l'époque[2475]. Que ce soit, donc, vraisemblablement par autocensure, ou par volonté de maintenir le moral des appelés afin d'atténuer le traumatisme de l'incorporation en temps de guerre, la vision du passage à l'armée est devenue dans l'ensemble plutôt positive, reprenant à

---

zone de Villefranche, sur le mariage), 03/1961 (mariages jacistes ; comité fédéral JACF : cours sur la préparation au mariage), 04/1961 (journées de fiancés), 05/1961 (retraite de fiancés), 09/1961 (mariages jacistes ; publicité pour un livre sur la préparation au foyer), 12/1961 (mariages jacistes), 06/1962 (journée de préparation au mariage, en Ségala), 10/1962 (première session MRJC : la question de la préparation au mariage est abordée), 11/1962 (journées de fiancés de la zone de Villefranche : elle « ont lieu depuis quelque temps) ; SC 03/10/1957 (journée jeunes foyers à Quézac), 02/01/1958 (session JACF sur la fondation d'un foyer), 06/10/1960 (journée de fiancés en Châtaigneraie), 27/10/1960 (journée de fiancés dans la zone de Saint-Flour/Murat) ; Archives personnelles de l'abbé Delpeuch : session sur la préparation au foyer à Roffiac, 06/12/1958) ; SM 11/1958 (mariages jacistes) ; *Nous Sept* 10/1959 ; JA 11/1961 (comité régional aînés : regret d'une préparation au mariage insuffisante, chez les non militants). JR 09/1959 : rappel pour 1959, et projets pour 1960. SC 27/10/1960.

[2469] *Lou Cantalou* 07-08/1962, 09/1962, 10/1962.

[2470] Selon l'enquête menée *a posteriori* par Jauffret, J.-Ch., *op. cit.*, p. 295-296, 10 % des hommes du contingent « avouent un désir de convoler en justes noces dès que possible (…) dernier exemple classique de la cellule familiale (…). Ressort l'image d'une promise idéalisée (6 % des réponses), elle-même précédée par celle d'une épouse ou d'une fiancée fidèle (21 % des réponses) ».

[2471] Pensons par exemple à la réhabilitation de la dimension sexuelle de la relation entre époux : *cf.* Fort, Robert, *Ils ont révolutionné le monde rural..., op. cit.,* p. 152-154.

[2472] Cf. Perrot, M., « Le couple », dans *La France d'un siècle à l'autre…, op. cit*., p. 806-813, et Mendras, Henri, *La seconde révolution française, 1965-1984, op. cit*.

[2473] En 1961, hors pages de nouvelles locales, il occupe 38,5 % de l'espace du bulletin cantalien, 37 % de son équivalent aveyronnais.

[2474] JR 06/1945, 07-08/1946, 09/1946, 10/1946, 04/1951, 09/1951, 12b/1952, 05-06/1954, 09/1954, 02/1956, 03/1956 ; SM 12/1945, 06/1947, 07/1947 ; SC 30/12/1954 ; *La jeunesse agricole catholique dans le Gers, op. cit.*, p. 94.

[2475] Equipe IRESCO-Guerre d'Algérie, « De jeunes militants dans le contingent : l'enquête des organisations de jeunesse de 1959-1960 », in Rioux, J.-P., *La guerre d'Algérie et les Français, op. cit.,* p. 86-98 : p. 95.

son compte le discours habituel des militaires[2476] sur le rôle du service dans la formation « virile » des jeunes gens. L'armée est présentée désormais comme une « école de l'amitié », où les anciens veillent à aider les nouveaux, où « tu peux former ta personnalité », malgré les moments « quelquefois déprimants »[2477]. Peu de voix discordantes, du moins dans le discours public ; la critique porte alors sur les conditions de vie, non sur l'institution[2478]. Ponctuellement, et en interne, l'opposition de certains officiers à la poursuite d'une pratique religieuse est néanmoins mise en cause[2479].

En Algérie, l'action des jeunes militants d'Action catholique passait essentiellement par des « groupes d'amitié ». Ces derniers reproduisaient peu ou prou le fonctionnement des mouvements de jeunesse catholique, à ceci prés que les catégories professionnelles étaient ici mélangées. Des réunions régulières étaient dirigées par des « animateurs » hors de la présence des aumôniers : comme dans l'Action catholique spécialisée, l'accent était mis sur la prise de responsabilité et l'esprit d'initiative des jeunes. Ces réunions permettaient de réfléchir ensemble, selon la méthode du « voir-juger-agir », non seulement sur sa situation du moment, mais aussi sur sa propre profession. Parfois, la proximité des origines a pu permettre à quelques soldats de constituer une section de fait de leur mouvement, comme cela avait déjà été le cas, en 1951-52, de plusieurs jacistes aveyronnais dans la région d'Oran[2480]. En 1961, leur compatriote Marcel Foulquier, affecté à l'état-major de Tiaret, se plaint en revanche de n'être pas « en milieu à prédominance rurale (…) ; les problèmes abordés permettent de s'ouvrir aux autres professions, mais presque pas à la sienne ; ce n'est pas du tout les problèmes des postes éloignés dans le djebel »[2481]. Plusieurs types d'actions sont aussi menées en direction de la « masse », pour tenter de l'« accrocher ». « Ce qui marche le mieux » à Tiaret, qui accueille « l'un des groupes d'amitié les plus vivants de l'Oranie », c'est la

---

[2476] *Cf.* Auvray Michel, *L'âge des casernes. Histoire et mythes du service militaire*, La Tour d'Aigues, Ed. de l'Aube, 1998, et Bessin, Marc (dir.), *Autopsie du service militaire*, Paris, Autrement, coll. Mémoires, 2002.
[2477] JR 03/1956, 11/1958, 10/1959 ; *Bulletin de liaison des mobilisés [aveyronnais],* juillet-août 1961 ; *Lou Cantalou* 11/1956, 05/1957, 06/1957, 07-08/1957, 09/10/1957, 01/1958, 10/1958, 12/1958, 09/1959, 09/1960, 09/1962. Une enquête est menée en 1958 auprès des appelés par *Lou Cantalou* : bien encadrés peut-être par la propagande militaire, ils sont presque unanimes à reconnaître en fin de compte que les apports du service dans l'armée dépassent les inconvénients de la vie militaire (*Lou Cantalou* 10/1958, 12/1958).
[2478] Un éditorial de 1958, par exemple, se demande si « le manque de responsabilités, l'oisiveté, peut-être aussi l'influence de certains camarades (…) sont autant d'éléments (…) qui auront peut-être éteint en nous le dynamisme de nos vingt ans, et aussi toute la générosité propre à notre jeunesse » (*Lou Cantalou* 07-08/1958). En 1961, un soldat aveyronnais qui vient de passer cinq mois en Algérie parle de « vie vraiment abrutissante », mais conclut : « je ne regrette pas ce séjour (…) la vie de camaraderie » (*Bulletin de liaison des mobilisés [aveyronnais],* juillet-août 1961).
[2479] AMO, « Réponse au questionnaire en vue de la rencontre du 21 janvier |1959] à Toulouse ».
[2480] JR 01/1951, 02/1951, 12/1951, 03/1952.
[2481] Bulletin de liaison des mobilisés [aveyronnais], juillet-août 1961, p. 11.

bibliothèque, ou il est possible de se procurer des livres, mais aussi, gratuitement, les hebdomadaires et mensuels catholiques (*Le Pèlerin, La Vie, Panorama*), ainsi que la presse des mouvements spécialisés, dont *Jeunes forces rurales* pour la JAC[2482]. De temps à autres, une « soirée d'amitié », ou, plus risquée du point de vue de sa fréquentation, une veillée de prière. Mais « ce qui compte le plus, c'est surtout le témoignage offert en permanence aux yeux de tous les gars » [2483]. Le « témoin », idéalement, est entre autres celui qui devrait, par son comportement, montrer comment réagir chrétiennement face aux aspects du « drame algérien » les plus troublants pour la conscience.

3 - Réagir face au « drame algérien » : la torture « pose aux militants de terribles cas de conscience »

La direction de conscience, ou les réactions, face au contexte immédiat de la guerre d'Algérie, sont traitées pour leur part avec prudence, mais sans exclure, ponctuellement, des mises au point publiques et vigoureuses.

Le discours des soldats-mêmes n'est guère explicite : les témoignages sur la vie en Algérie sont plutôt édulcorés – d'autant plus qu'ils sont en général destinés à être publiés –, se plaignant de la longueur des marches, de la chaleur, de la solitude, de l'isolement, ou s'extasiant devant la beauté des paysages algériens[2484]… Dans les bulletins pour mobilisés, les articles explicitement centrés sur les relations avec les « Arabes » et sur la condamnation de l'emploi de la torture sont marginaux : ils n'occupent que 3,2 % de l'espace du bulletin cantalien (hors « pages locales »). Mais leur seule présence constitue déjà un élément important à souligner. Plus subrepticement, la direction de conscience qu'opère le mouvement (donc souvent, des aumôniers), passe par les éditoriaux[2485], se faisant l'écho de témoignages recueillis, parfois dans de simples discussions échappant à l'autocensure. Car la parole se fait beaucoup plus libre sur le sujet, pour l'ensemble des parties, lors de rencontres ou d'enquêtes internes sur le sujet. Ainsi, la V^{e} région militaire était apparue comme pionnière, à l'échelon national, en organisant à Toulouse dès décembre 1956, autour du chanoine Roger Etchegaray[2486], le futur cardinal, des réunions d'aumôniers militaires et d'aumôniers d'Action catholique des diocèses de son ressort, pour envisager l'action d'accompagnement à

[2482] Ibid.
[2483] *Ibid.,* p. 8-9.
[2484] Quelques exemples : LC 09/1956, 11/1956, 03/1957, 07-08/1958. Sur ce rapport au paysage algérien : *cf.* Jauffret, J.-Ch., *op. cit.*, p. 60-61.
[2485] Ils occupent un peu plus du cinquième de l'espace du bulletin cantalien, *Lou Cantalou.*
[2486] Il était alors secrétaire général de l'Action catholique du diocèse de Bayonne.

entreprendre auprès des soldats[2487]. Et en vue des réunions, étaient demandées des enquêtes sur l'opinion des jeunes soldats dans le giron de l'Action catholique. La JAC participait aux enquêtes, apparaissant ainsi pour les jeunes soldats qui en étaient proches comme un interlocuteur à qui confier ses angoisses, et elle se nourrissait elle-même des discussions entre représentants des diverses organisations d'Action catholique.

Dans les témoignages des jeunes soldats-militants, une franche hostilité aux populations européennes d'Algérie se manifestait fréquemment : « des gars se rendent parfaitement compte qu'on les utilise pour défendre des causes inavouables. Je cite : '' L'intégration, j'y croirais s'il n'y avait pas ces foutus Européens, car 90 % sont les pires s…..s (…) Si l'on fait des corvées de bois[2488] à tort et à travers sur les indigènes, combien d'Européens l'auraient mérité plus qu'eux ! Dire qu'on vient offrir notre peau pour ces types-là, ces semeurs d'esclavage et de pagaïe ! ça assomme les gars''. » (enquête interne de 1959[2489]). Et dans le bulletin cantalien, de façon récurrente, des témoignages de soldats s'en prennent aussi à ces Européens « considérant systématiquement les Arabes comme des domestiques »[2490]. Ces accusations sont il est vrai essentiellement concentrées après 1958 : c'est l'époque où se creuse vraiment, selon Jean-Charles Jauffret[2491], le « fossé d'incompréhension » entre l'armée et les Français d'Algérie. Pourtant, l'attitude manifestée à l'égard des populations autochtones par les soldats liés à la JAC n'est pas univoque : ils évoquent aussi bien des relations de fraternité, à l'instar d'autres militants d'organisations de jeunesse sondés à la même époque[2492], que de l'hostilité, cette dernière étant logiquement dirigée vers les Fellagahs, distingués, dans le discours, du reste de la population[2493]. La perception des fondements du nationalisme algérien est en fait très floue. Quand, en 1956, des jacistes aveyronnais s'insurgent devant le « comportement égoïste » de nombre de leurs concitoyens, qui ne s'intéressent pas au conflit[2494], l'indignation porte sur le fait que ceux-ci

---

[2487] AMO, copie de l'intervention du chanoine Etchegaray, 04/12/1956.

[2488] Sur les « corvées de bois », *cf.* Branche Raphaëlle, *La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie, 1954-1962*, Gallimard, Paris, 2001, 474 p. : p. 73-74.

[2489] AMO, dossier « service soldats », enquête de 1959 en vue d'une réunion d'aumôniers militaires et d'aumôniers d'Action catholique de la V[e] région militaire.

[2490] Par exemple : *Lou Cantalou* 09/1956, 09/1958, 05-06/1961, 07-08/1962.

[2491] *Op. cit.*, p. 64-66.

[2492] Cette impression positive est en effet confirmée par l'enquête du GEROJEP effectuée en 1959-60 : 49 % des jeunes militants sont revenus avec davantage de sympathie pour les « Arabes », tandis que 61 % ont développé de l'antipathie pour les Européens d'Algérie (Equipe IRESCO-Guerre d'Algérie, in Rioux, J.-P., *La guerre d'Algérie et les Français, op. cit.,* p. 90).

[2493] *Lou Cantalou* 10/1956 (fraternité et hostilité), 01/1957 (fraternité), 09/1958 (fraternité), 04/1961 (lancement d'une enquête sur les relations avec les musulmans), 05-06/1961 et 07-08/1962 (traces d'hostilité). Sur la vision des combattants adverses : *cf.* Branche, R., *op. cit.*, p. 42, 45, 423.

[2494] JR 06/1956. En août 1955, 5 % seulement des Français interrogés s'intéressaient aux nouvelles d'Algérie (Ageron, Ch .-R., « L'opinion française à travers les sondages », in Rioux, J.-P., *La guerre d'Algérie et les*

ne se sentent pas concernés par le sort des soldats, et non sur le fait qu'ils ne cherchent pas à comprendre les raisons du conflit. En 1956, les jeunes filles de la JACF en appellent avant tout à la *paix* (sans aborder la question de ses modalités), tout comme, en 1961, ce jeune brigadier en poste à Oued Fodda, réagissant au mot d'ordre de grève lancé par le FLN : « Tout ce que l'on peut souhaiter, que le calme et la sécurité règnent »[2495].

La torture « pose aux militants de terribles cas de conscience » (Aveyron, enquête interne de 1959). Lors du congrès de la JAC du diocèse de Saint-Flour en 1960, un intervenant parle des « problèmes de conscience, (…) avant, pendant, après le service »[2496]. Trancher est souvent difficile, *a fortiori* sur le terrain : « en petits groupes on discute : a-t-on le droit de torturer pour arracher des aveux, sauver ainsi parfois la vie des copains ? *On ne sait que penser.* (…) Quand ils peuvent raisonner froidement, après le retour de l'armée, les gars reconnaissent qu'ils ont été amenés à participer à des actes injustifiables sous le coup de la colère, de la peur, de la dépression nerveuse. *Qui pourrait leur jeter la pierre ?* » (Aveyron, enquête interne de 1959). Dans le rapport individuel avec chaque soldat, l'attitude d'accompagnement, reconnaissant la complexité de la situation, l'emporte sur celle de la condamnation.

Le bulletin des mobilisés cantaliens, notamment sous la plume de l'abbé Jean Chardenoux, tente d'apporter une direction de conscience face aux interrogations des jeunes soldats. La réprobation de la torture est alors claire et nette, et mainte fois réitérée, mais cette fois en public, alors qu'en Aveyron la documentation ne nous révèle que des échanges internes. Dès septembre 1956, l'éditorialiste invite à « ne pas se venger par la violence contre les Arabes quand des copains ont été assassinés »[2497]. L'arrivée massive de soldats en Algérie depuis l'été a eu en effet pour conséquence d'accroître le nombre de témoignages sur le sujet[2498]. La conscience chrétienne est en train de s'éveiller sur la question, sur fond de bataille d'Alger. Quelques mois plus tard, en 1957, sont publiés le *Dossier Jean Muller*, par *Témoignage chrétien*, ou encore la brochure *Des appelés témoignent*[2499], « révélation d'une

---

Français, Paris, Fayard, 1990, p. 27). Mais même après la mobilisation massive du contingent, le sentiment selon lequel la population française est indifférente, persiste effectivement chez les appelés (Jauffret, J.-Ch., *op. cit.*, p. 282).

[2495] *Bulletin de liaison des mobilisés [aveyronnais],* juillet-août 1961, p. 11. Dans l'enquête du GEROJEP auprès de militants du contingent, le mot « paix » était l'un de ceux qui recueillaient le plus de réponses positives, dans le questionnaire sur les valeurs qui avaient le plus progressé chez les soldats entre leur arrivée et leur départ d'Algérie (Equipe IRESCO-Guerre d'Algérie, art. cit. in Rioux, J.-P., *La guerre d'Algérie et les Français, op. cit.,* p. 89).

[2496] SC 14/05/1960.

[2497] Lou Cantalou 09/1956.

[2498] Branche R., *op. cit.*, p. 68-69.

[2499] Fouilloux E., « Intellectuels catholiques et guerre d'Algérie (1954-1962) », art. cit., p. 99 ; Hamon H. et Rotman P., *Les porteurs de valises. La résistance française à la guerre d'Algérie*, Paris, Seuil, coll. Points, 1982, p.70-72.

tension entre les exigences de la ‘‘présence chrétienne’’ et celles de la ‘‘conscience chrétienne’’ » pour Gérard Cholvy[2500]. En mars, l'Assemblée des cardinaux et archevêques (ACA) condamne le recours à « des moyens intrinsèquement mauvais », même au service d'une bonne cause[2501]. En avril 1957, deux mois après la publication du *Dossier Jean Muller*, et en réaction explicite à ce document, le bulletin cantalien lance un vibrant plaidoyer contre la torture (« les crimes [des Fellagahs] n'excusent et ne justifient en aucune façon ceux que nous commettons nous-mêmes »), citant le livre de l'intellectuel catholique Pierre-Henri Simon, *Contre la torture*[2502]. En mai, le mensuel jaciste national *Militant à l'action* publie un article, intitulé « Buveur de sang », qui s'en prend aux utilisations abusives de la référence chrétienne par les parachutistes pour cautionner l'usage de la violence ; « maximum faisable » selon les dirigeants de l'époque, l'article est tout de même l'objet de poursuites judiciaires[2503], et l'Aveyronnais Raymond Lacombe est conduit à céder la présidence nationale à Louis Sesmat[2504]. Mais dans la foulée, la déclaration du cardinal Feltin, aumônier général des armées, qui dénonce des « accusations mensongères » contre l'armée (il ne faut « ni généraliser, ni exagérer », lance-t-il[2505]) vient apporter un bémol à la virulence des propos qui avaient précédé.

Au-delà, en 1958 le silence se fait sur le sujet dans le bulletin cantalien. La prise de position avait donc été conjoncturelle, en réaction à la publication de témoignages et à la prise de position de l'ACA ayant marqué l'année 1957. Le silence se poursuit en 1959, alors que c'est justement l'année où l'aumônerie militaire « commence à assumer publiquement une position sans ambiguïtés » et « adopte une liberté de ton nouvelle [en publiant] (…) une mise au point sur le ‘‘ comportement moral ’’ des soldats », condamnant clairement toute forme de torture[2506]. Mais il est vrai que celle-ci ne connut pas une diffusion très importante, l'aumônerie rechignant à donner à ce texte un caractère vraiment officiel[2507]. Pourtant, la question continuait bien à tarauder les soldats, comme nous l'avons vu avec l'enquête aveyronnaise réalisée cette année là.

[2500] *Histoire des organisations et mouvements chrétiens…, op. cit.,* p. 319.
[2501] Branche R., *op. cit.*, p. 148.
[2502] *Lou Cantalou* 04/1957. *Cf.* Branche, R., *op. cit.*, p. 148.
[2503] Collectif, *JAC-MRJC 1929-1979. 50 ans d'animation rurale,* Paris, MRJC, 1979*,* 128 p. : p. 84. Témoignage du président Louis Sesmat dans « JAC - MRJC, 50 ans d'histoire », *Eglise aujourd'hui en monde rural*, n° 406 [n° spécial], mars 1979, p. 168-175.
[2504] Cahier du bureau de la JAC, cité par J. Conq, art. cit., p. 198 : « M^gr^ Villot, du secrétariat de l'épiscopat, a reçu une lettre du [ministre de la Défense nationale ?] demandant que l'épiscopat désapprouve l'article « Buveurs de sang », sinon la JAC sera inquiétée. Louis Sesmat prend la suite de Raymond Lacombe pour cela ».
[2505] Reproduite dans *Lou Cantalou*, 06/1957. *Cf.* Branche R., *op. cit.*, p. 249.
[2506] Il s'agit de l'Etude d'un comportement moral en face d'une guerre subversive, ron., 32 p. : Branche R., *op. cit.*, p. 249-251.
[2507] Branche R., *op. cit.*, p. 254.

En 1960, le sujet revient au premier plan. Depuis le début de l'année, l'Aumônerie militaire, ainsi que le pouvoir politique, avaient pris il est vrai des positions beaucoup plus fermes sur la conduite de la guerre[2508]. Dans son éditorial du mois d'octobre, l'abbé Chardenoux réagit à un « afflux » de lettres de soldats cantaliens « témoins de massacres ou de tortures » commis par les deux camps, et faisant part de leur « effroi ». Il pose alors la question de l'obéissance, concluant que « la désobéissance devient un devoir » quand « des soldats (…) se trouve[nt] en face d'ordres inhumains, contraires aux lois les plus élémentaires de la conscience »[2509].

En 1961-1962, le « non à la torture » s'élargit en « non à la violence », répercutant les prises de position de l'Action catholique ouvrière et condamnant les attentats de l'OAS, du FLN, du MNA, ou encore le sort fait à « nos frères travailleurs algériens »[2510] lors des manifestations parisiennes de la nuit du 17 au 18 octobre 1961[2511]. Violences en général et torture en particulier sont dénoncées, dès le départ, du point de vue des principes, pour leur antagonisme avec les valeurs chrétiennes ; mais à compter de mai 1961 essentiellement, soit juste après le putsch, alors que s'engagent les pourparlers d'Evian-Lugrin, elles le sont aussi sur un plan plus pratique, parce qu'elles réduisent les chances d'établissement de la paix. Une paix qui suppose, aux yeux de l'abbé Chardenoux, justice, égalité des droits et des devoirs, liberté de conscience et de religion[2512]. Le cessez-le-feu obtenu, c'est l'idéal de réconciliation qui est avant tout formulé : il suppose de ne pas caricaturer l'attitude passée des uns et des autres, de reconnaître les attitudes dignes conservées dans les deux camps, avec l'espoir d'une nation algérienne « ouverte à tous », sans pour autant excuser aucun des crimes commis[2513]. Ni défense de l'indépendance algérienne, ni nostalgie de l'Algérie française, ni accusation englobante des uns ou des autres, mais recherche d'une réconciliation, commandée par un esprit chrétien d'universalisme humaniste. Se reflète ici l'opinion générale, au-delà d'une approche jaciste ou catholique particulière : nous savons qu'à partir du printemps 1956, les sondages ont montré que la proportion des partisans d'une indépendance négociée, jusque là très minoritaires, n'a cessé de croître[2514]. De même qu'à l'échelle de la France l'évolution de

---

[2508] *Ibid.*, p. 254, 345-347 *et sq*.
[2509] A peine nuancée, quand elle dit « non à l'insoumission militaire et aux actions subversives », la déclaration de l'ACA publiée en novembre 1960, légitime elle aussi le refus d'« accomplir un acte immoral ».
[2510] Reprise du communiqué de l'ACO du 30/10/1961.
[2511] *Lou Cantalou* 05-06/1961, 11/1961, 01/1962 (« Contre le racisme »), 02/1962, 07-08/1962 (bilan rétrospectif). Sur octobre 1961 : Kagan, E. e.a., *17 octobre 1961,* Arles, Actes Sud, 2002 ; Einaudi J.-L., *Octobre 1961*, Paris, Fayard, 2001.
[2512] *Lou Cantalou* 05-06/1961.
[2513] *Lou Cantalou* 04/1962 (reprise d'un article de R. Masson dans *Mon village* : « Paix difficile ») ; 07-08/1962 (éditorial de l'abbé Chardenoux : « Après l'indépendance »).
[2514] Almeida-Topor H. d', *L'Afrique au XXe s.*, Paris, Colin, 1993, p.206-208 ; Ageron Ch.-R., *La décolonisation française*, Paris, Colin, coll. Cursus, 1991, p. 157-158.

l'opinion a été dictée par la volonté de faire cesser une guerre coûteuse en hommes et en dépenses militaires, plus que par la reconnaissance du bien fondé des revendications algériennes, le rejet formulé par les soldats est en grande partie dicté par le sentiment de ne pas être concernés par le combat engagé (« Dire qu'on vient offrir notre peau pour ces types-là, ces semeurs d'esclavage »[2515]). La mention du mot « esclavage », dénonçant l'attitude des Européens à l'égard des Algériens, révèle cependant que le prisme chrétien joue aussi dans la perception de la situation : les soldats sont confrontés à des scènes qu'ils considèrent comme étant en contradiction avec la conscience humaniste à laquelle ils ont été formés par l'Action catholique.

Mais dès lors qu'il s'agirait d'entamer une action publique d'ordre politique, et non plus seulement d'accompagner des soldats sur le plan personnel et spirituel, la JAC est demeurée en retrait, conformément à la tradition de l'Action catholique, à la différence de la JEC « nationale ». Dans la presse militante aveyronnaise, la mise en garde est claire, dès 1956[2516] : ne pas parler de politique. En 1961, relayant les injonctions nationales, les instances jacistes de la région Auvergne rappellent encore que si « dans certains départements la JAC peut être sollicitée pour participer à des manifestations ou colloques [en rapport avec l'Algérie], en aucun cas [elle ne doit] prendre position », et le bureau national doit être immédiatement prévenu[2517].

*

Si l'on prend en compte la mise en œuvre, par la JAC/F et par les autres mouvements de jeunesse catholiques, de divers moyens propres à « entretenir le lien » et le moral, on doit nuancer quelque peu l'impression, véhiculée par certains auteurs, selon laquelle les jeunes chrétiens auraient été souvent livrés à eux-mêmes en Algérie[2518]. Néanmoins, il apparaît que l'accompagnement alors proposé n'a pas forcément porté en priorité sur ce qui pouvait être le plus traumatisant pour le jeune soldat. Les colis, les correspondances, les nouvelles locales, exprimaient une solidarité réconfortante. L'idéal de préservation présidait aux mises au point sur la religion ou sur les relations entre jeunes gens et jeunes filles. Une certaine autocensure régnait à propos de l'évocation publique de la vie militaire. L'évocation plus spécifique du

[2515] AMO, enquête interne de 1959.
[2516] JR 06/1956. Le ton des éditoriaux cantaliens est similaire.
[2517] JA 01/1961.
[2518] C'est pourtant là l'idée que développent Etienne Fouilloux, *ibid.* ou encore Raphaëlle Branche, *op. cit.*, p. 254. Jean-Charles Jauffret (*op. cit.*, p. 285-287), s'appuyant justement sur l'exemple de l'Auvergne qui était en partie le nôtre, est plus nuancé, évoquant la « discrète solidarité des religieux » de métropole, tranchant avec l'indifférence envers les soldats d'une grande partie de la population.

« drame algérien » a été, elle, relativement discrète, même si les prises de position éthiques ont été très claires.

Etienne Fouilloux, étudiant l'implication des intellectuels catholiques sur la question algérienne, proposait « quatre tests » sur « la nature de [leur]engagement »[2519] : « cet engagement est-il plutôt d'ordre religieux ou plutôt d'ordre politique ? » ; quel a été « le point d'application principal de la protestation, l'Algérie ou la France que cette guerre corromprait » ? ; quelles furent « l'attitude vis à vis du nationalisme et du soulèvement » et « l'attitude face aux ‘‘ combattants d'en face ’’ » ? Sur ces quatre points, l'attitude de la JAC semble avoir été très proche de celle des intellectuels catholiques. C'est sur un fondement religieux que c'est appuyée essentiellement la prise de position face à ce que la guerre avait de plus révoltant, et tout engagement politique a été fermement rejeté. Les critiques ont porté davantage sur l'attitude de la France que sur celle de l'Algérie : tant à propos des tortures que de la condescendance ou du racisme des Français d'Algérie, c'est d'abord l'action des Européens qui est condamnée ; mais la protestation porte sur des questions de méthodes, de pratiques, d'éthique, l'approche n'étant pas en premier lieu nationale. Il n'y a pas de défense en soi d'un honneur d'ordre patriotique. Car, si les jacistes reconnaissent implicitement, comme les intellectuels catholiques, que la colonisation a fait son temps, c'est dans une perspective universaliste, qui perçoit mal les aspects politiques et le nationalisme algérien. Enfin, vis à vis des « combattants d'en face », la « haine » est condamnée, d'où qu'elle vienne, mais si la torture est clairement dénoncée par l'encadrement jaciste, le fait d'avoir à gérer des relations réelles avec des jeunes appelés, et non de se contenter de poser des principes, conduit à ne pas exclure ni condamner sans appel ceux qui ont été amenés à la pratiquer, mais à chercher à les écouter, et à les accompagner chrétiennement.

B – Du Tiers-monde au Massif central : lutter contre l'inégal développement

Ces prises de position renvoient à l'affirmation, à la même époque, au sein de la JAC/F, d'un discours chrétien rappelant l'égalité des hommes, tous créatures aimées de Dieu, quelle que soit leur race[2520]. Mais ce discours n'est pas seulement en lien avec la guerre d'Algérie, même si elle le renforce. Il est porté par la mise en place à cette époque,

[2519] Art. cité, p. 101-105.
[2520] JR 09/1959 ; AMO, dossier « congrès MIJARC » : compte-rendu de la session nationale de responsables des stages d'accueil, à Champrosay, 30/11-01/12/1959 ; SC 12/05/1960.

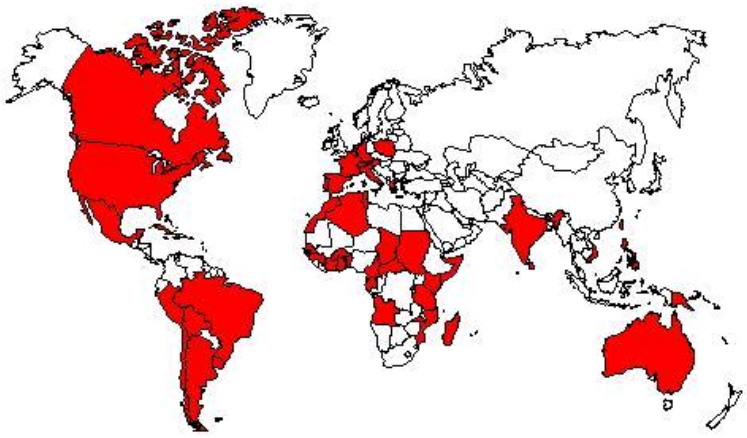
notamment en Afrique[2521] et en Amérique latine, du MIJARC, le Mouvement international de la jeunesse rurale chrétienne[2522]. Elle s'accompagne d'une sensibilisation aux cultures non occidentales, à la faim dans le monde, et plus largement au sous-développement. Or, en retour, ce dernier concept aide aussi à penser les inégalités territoriales françaises en termes de politique volontariste d'aménagement du territoire.

1 – Tiers-monde : les voies de la sensibilisation

En mai 1960, le grand événement jaciste, parallèlement à l'organisation des congrès diocésains, est le congrès international du Mouvement international de la jeunesse agricole et rurale chrétienne (MIJARC) à Lourdes. Le MIJARC avait été esquissé dès 1951, lors d'une rencontre entre mouvements de jeunesse catholique rurale belges, allemands, néerlandais, suisses, italiens et français (JAC/F). Créé en 1955, il avait déjà connu deux premiers rassemblements internationaux, aux Pays-bas en 1956, et en Autriche en 1958, année où il fut reconnu par le Saint-Siège comme mouvement de jeunesse et d'action catholique pour la prise en charge du milieu rural au plan mondial. Il s'était fixé trois buts principaux : favoriser les contacts et échanges entre pays membres ; aider à la mise en place de mouvements de jeunesse agricole et rurale catholique dans les autres pays ; représenter la jeunesse agricole et rurale auprès des organisations internationales[2523].

Doc. III-11-1 **Pays représentés au congrès du MIJARC à Lourdes en 1962**

Source : Archives de la Maison des oeuvres, Rodez



[2521] Un exemple monographique : Trichet, P., « [La] J.A.C. de Côte d'Ivoire, Etude sociographique », Paris, Bureau d'études coopératives et communautaires, 1972, 231 p.
[2522] AMO, dossier « congrès MIJARC, 1960 ».
[2523] AMO, dossier « congrès MIJARC », brève présentation historique du MIJARC, 1960.

Le rassemblement français de 1960 devait le faire connaître, affirmer son rôle de mouvement international, et par là même proclamer l'universalité du christianisme[2524]. Il réunit environ 26 000 jeunes, dont 16 000 venus de l'étranger, représentant une soixantaine de pays ou colonies : essentiellement d'Afrique (aussi bien des zones d'influence française, dont l'Algérie non encore indépendante, que britannique ou portugaise), d'Amérique latine et accessoirement d'Amérique du Nord et du Pacifique, voire d'Asie du Sud (Inde, et surtout Viêt-nam du Sud) ; des départements et territoires français d'Outre mer ; mais quasiment pas de pays du bloc communiste, à l'exception de la très catholique Pologne, ni du Proche et Moyen-Orient à dominante musulmane, à l'exception du Liban aux communautés chrétiennes conséquentes. Les 10 000 autres congressistes étaient délégués par la JAC française métropolitaine. C'était à la fois beaucoup, dans l'absolu, mais assez peu, finalement, pour chaque fédération, où le congrès diocésain concurrent s'apprêtait à rassembler les jeunes du département par centaines ou milliers, quand à peine quelques dizaines ou centaines étaient invités à se rendre à Lourdes : pour la « région Auvergne », 200 en Aveyron, 160 dans le Puy-de-Dôme, 70 dans le Lot, 75 dans le Cantal[2525].

Doc. III-11-2. Délégation jaciste du Cantal au congrès du MIJARC à Lourdes en 1960.

Le séjour de stagiaires étrangers a pu ponctuellement se révéler plus marquant. En effet, un peu plus de 400 de ces délégués étrangers ont profité de leur venue pour effectuer, en France ou aussi en partie dans l'un des pays voisins, un stage de trois ou six mois selon les cas, accueillis par les fédérations régionales jacistes qui les confiaient à des fédérations

[2524] SC 29/10/1959, 14/04/1960.
[2525] AMO, dossier « congrès MIJARC » ; SC 15/10/1959, 14/04/1960 ; NS 10/1959.

diocésaines et à des familles d'accueil. Ces stagiaires venaient essentiellement d'Afrique, et secondairement d'Amérique latine. L'Auvergne, avec un effectif de 22 stagiaires[2526], se situait dans la moyenne « basse » des régions, sachant que la Bourgogne arrivait en tête avec 36 stagiaires, et la Provence bonne dernière avec 16[2527]. La domination africaine y fut plus marquée encore qu'à l'échelle nationale, puisque 91 % des stagiaires en relevaient.

Doc. III-11-3. Origine des stagiaires accueillis par les fédérations régionales jacistes
(Source : AMO, dossier « congrès MIJARC »)

	France	Auvergne
Amérique du Nord	1,2%	
Amérique latine	23,5%	
Afrique	60,5%	90,9%
Europe	2,9%	
Asie	3,3%	
Caraïbes	7,0%	
Pacifique	1,6%	9,1%

Les organisateurs avaient recommandé aux fédérations régionales de ne pas trop disperser les délégations, et donc de ne pas chercher à en attribuer systématiquement à toutes les fédérations. L'Aveyron, fédération puissante, accueillit donc, en les concentrant dans la zone Vallon pour leur permettre de rester en contact, le plus gros des effectifs destinés à l'Auvergne : neuf stagiaires sur les vingt-deux, soit deux de l'ex Congo belge, et sept du Rwanda-Burundi, dont trois jeunes filles. Le Cantal en revanche resta hors du champ d'attribution. Les stages avaient pour but de faire découvrir aux apprentis jacistes étrangers la vie du mouvement, en les associant aux activités de loisirs, ou professionnelles, mais aussi aux diverses instances de décision, du comité de zone au comité régional : car le but était clairement de faire d'eux des militants de pointe qui pourraient organiser ou développer la JAC dans leurs pays. A l'occasion, les fédérations d'accueil en profitaient pour les initier à certaines méthodes agricoles, ou pour leur montrer le fonctionnement municipal. Les stagiaires se confrontaient aussi, tout simplement, à des modes de vie professionnels et familiaux différents des leurs[2528]. Lors d'un stage de regroupement régional, organisé à Figeac en septembre[2529], un jeune Congolais déclarait combien il avait été frappé d'avoir à

[2526] Le responsable des stages pour la région jaciste Auvergne était Gérard Delpech, de la fédération du Lot. En Aveyron, les relais étaient Georgette Bonnefils, représentante fédérale du MIJARC (et l'une des responsables régionales de l'organisation des coupes de la joie), et Raymond Salles, responsable de zone (était-ce un parent de Roland Salles, permanent fédéral de la JAC en 1959-1960 ?). *Cf.* AMO, dossier « congrès MIJARC », compte-rendu de la session nationale de responsables des stages d'accueil, à Champrosay, 30/11-01/12/1959.
[2527] AMO, dossier « congrès MIJARC ».
[2528] AMO, dossier « congrès MIJARC » : compte-rendu de la session nationale de responsables des stages d'accueil, à Champrosay, 30/11-01/12/1959 ; Bilan général des stages, 29/09/1960.
[2529] AMO, dossier « congrès MIJARC » : stage de regroupement de Figeac, 02-04/09/1960.

« apprendre la JAC » par la participation et l'action, alors qu'il imaginait suivre des cours dans une école ; il avait aussi été marqué par le travail des paysans, « plus long » et mieux organisé qu'en Afrique ; enfin, par des rapports entre les sexes, beaucoup plus égalitaires et beaucoup plus libres que ceux auxquels il était accoutumé. D'autres se montraient surpris par une pratique religieuse bien plus faible et bien moins démonstrative que celle à laquelle ils étaient habitués, et par l'importance des divorces, ou de la cohabitation avec les parents[2530].

Mais, par définition, le nombre de jacistes locaux en contact avec les stagiaires étrangers, et donc conduits à avoir des échanges avec eux et à réfléchir à leurs propres pratiques et visions du monde en fonction de ce regard extérieur, fut particulièrement limité, circonscrit en outre à une seule zone, pour les deux départements étudiés. L'apport aveyronnais aux jacistes des pays de la zone du fleuve Congo et des Grands lacs aura ainsi sans doute été bien plus important que l'apport inverse. Y compris lorsqu'il s'agissait de penser le développement, ou la solidarité internationale. L'ouverture jaciste sur le monde, et plus particulièrement encore sur le Tiers-monde, n'est donc guère passée par ces contacts personnels.

Pourtant, il ne faudrait pas, pour ces raisons-là, mésestimer à l'excès l'importance qu'elle a revêtu dans la formation des jacistes du tout début des années 1960. Car, outre le congrès et les stagiaires, la campagne d'année 1959-1960 (« Les hommes construisent le monde » [JAC] et « Le monde a besoin de nous » [JACF]) et les thèmes d'étude qui l'accompagnaient, base du travail jaciste « quotidien », ont rejoint cette préoccupation. Les sessions, il est vrai surtout à l'échelon régional, ont accompagné la mise en place de ces thèmes de réflexion et d'action[2531]. La presse a rendu compte du congrès de Lourdes[2532], et il en a été question, lors des congrès diocésains. En 1961, diverses initiatives nationales de sensibilisation se sont poursuivies, propres à atteindre un public plus large, voire un public qui s'éveillait juste à la connaissance du monde : une « journée internationale » nationale a été organisée en mai, permettant de rassembler des fonds pour les « pays défavorisés »[2533] ; et pour les enfants des clubs Fripounet et Marisette, l'activité 1961-1962 a consisté en la

[2530] AMO, dossier « congrès MIJARC » : stage de regroupement de Figeac, 02-04/09/1960 ; JR 11/1960, 02/1961.
[2531] JR 09/1959 (session régionale JAC à Ceignac, 31/07-02/08/1959), 02/1960 (Session régionale JAC à Saint-Flour, sur l'« économie mondiale ») ; SC 29/10/1959 (journée diocésaine JAC Cantal), 04/11/1959 (Journée diocésaine JACF Cantal) ; AAD Comité de zone mixte de Saint-Flour, 11/10/1959 ; NS 10/1959 (Session régionale JACF à Saint-Flour, 22-24/08/1959). Et même lors d'une session sacerdotale cantalienne, la question est abordée (SC 04/06/1956)
[2532] Voir notamment JR 06/1960 : compte-rendu du congrès, et reproduction de certains discours. Dès mai 1959, et à plusieurs reprises par la suite, *Jeune Rouergue* a par ailleurs adopté une couverture représentant deux enfants, un noir et un Asiatique, avec la légende « Ils ont faim de pain, d'amour et de culture ».
[2533] JR 05/1961.

« connaissance et la découverte d'autres pays », le national organisant d'ailleurs la tournée en France, auprès des diocèses les plus actifs, d'une caravane présentant « les modes de vie des enfants des différents pays du monde », pour faire découvrir les droits égaux de tous au développement et à la prospérité[2534]. Enfin, dans le Cantal spécifiquement, dans l'hiver 1960, en vue du congrès du MIJARC, plusieurs veillées avec projections et discussions sur la faim dans le monde ont été organisées[2535]. Et deux ans plus tard, la JAC et la JACF furent associées étroitement, avec les autres mouvements et œuvres catholiques du Cantal, à la campagne contre la faim dans le monde lancée à l'instigation de la FAO et à laquelle s'étaient ralliés l'épiscopat, ou encore le Secours catholique[2536]. En fait, la sensibilisation fut d'autant plus forte ici, que Mgr de Lamoureyre, évêque de Mouila au Gabon, était originaire du Cantal, et intervint pour mobiliser ses compatriotes par bande magnétique interposée, lors de réunions de doyennés. Outre la collecte de fonds, la JAC cantalienne, illustrant le passage du modèle charitable à celui de l'aide au développement[2537], fut sollicitée pour la mise en place d'un centre rural à Diswangui au Gabon[2538], afin d'« arracher [les jeunes gens] au mépris de la terre », et la JACF envoya une permanente, sans doute pour coordonner l'un des deux projets concernant les femmes : la mise sur pieds d'un centre de formation d'aides sociales pour les villages de la brousse, et l'introduction d'ânes pour réduire le portage humain dont souffraient les femmes et les enfants[2539]. Partir ainsi en Afrique pour œuvrer à son développement, cela participait en outre d'une incarnation de l'aide au Tiers-monde, non plus conçue abstraitement, mais, grâce à la présence sur place de Mgr de Lamoureyre, comme l'aide apportée à l'action d'un compatriote. La solidarité locale, ancrée dans les comportements cantaliens avec les réseaux de migrants, venait ici se porter au service de la solidarité internationale.

[2534] JR 10/1961, 12/1961, 01/1962, 02/1962.
[2535] VC 23/01/1960, 28/05/1960.
[2536] *Cf.* Coutrot, A. et Dreyfus, F.-G., *Les forces religieuses dans la société française*, Paris, Colin, 1966, p. 264 (in « Les chrétiens de France et le Tiers-monde », p. 263-266).
[2537] Ibid.
[2538] Antonin Quiers, ancien membre du comité fédéral jaciste avant la guerre, indique dans ses souvenirs (*op. cit.*, p.95) avoir plus tard laissé à ce centre le manuel d'agriculture qu'il avait reçu comme prix scolaire à l'issue de son certificat d'études en 1930.
[2539] SC 28/02/1961, 07/12/1961, 04/01/1962, 18/01/1962, 25/01/1962, 12/07/1962 ; VC 28/04/1962, 23/02/1963 ; AAD 22/09/1963 (secteur MRJC de Labrousse).

2 - Fraternité avec les hommes qui ont faim

Car c'est essentiellement le thème de la solidarité, de la dépendance entre les hommes, de la fraternité universelle, qui domine les discours[2540]. Il est porté par la réaffirmation de l'universalisme chrétien : « la parole du Christ voulait atteindre tous les hommes, à travers le temps et l'espace, même s'Il est venu dans un lieu déterminé ; Sa parole n'est pas propriété des bien-pensants »[2541] ; « Dieu veut que les hommes construisent une communauté, à l'image de la communauté éternelle »[2542] ; « le royaume de Dieu est international »[2543]. La dimension missionnaire n'est pas absente : lors d'une session nationale pour les responsables de séjour des stagiaires, les formateurs rappellent que « l'appel à l'amour universel est typique du message du Christ (…) [qui a] demand[é] à ses disciples d'aller ''à toutes les nations pour *porter l'Evangile*'' »[2544] ; Mgr Théas, dans son discours au congrès, confesse son espoir de voir ainsi, par cet apostolat jaciste international, « le catholicisme réalis[er] des progrès en extension »[2545].

Mais nous pouvons noter surtout que l'affirmation de cet universalisme va de pair, très fréquemment, dans le discours tenu par les responsables jacistes ou ecclésiastiques, avec un rejet de toute forme de racisme : « nous avons besoin de tous les hommes, peu importe la couleur de leur peau »[2546] ; « la communauté chrétienne est ouverte à tous les peuples, à toutes les races »[2547] ; « que grâce à vous des hommes de toutes les races se sentent responsables d'un monde toujours plus fraternel », souhaite le nouvel évêque de Saint-Flour, Mgr Pourchet, à l'occasion du congrès diocésain de 1960[2548]… Quant au contact avec les stagiaires, il est envisagé par les instances nationales comme une « découverte de l'Autre, et de soi-même comme personne limitée et humble, (…) tenant d'une civilisation donnée », conduisant à comprendre que « l'efficacité technique occidentale ne donne pas en tout un brevet de supériorité »[2549]. Cette condamnation du racisme ayant été totalement absente jusqu'ici du discours jaciste, on peut mettre en rapport sa soudaine émergence avec la mise en place du MIJARC. Il est possible de suspecter, aussi, une prise de précaution face à des réactions

[2540] JR 09/1959, 02/1960, 06/1960, 05/1961, 10/1961, 12/1961, 01/1962 ; SC 29/10/1959, 14/04/1960, 12/05/1960 (Mgr Pourchet, nouvel évêque de Saint-Flour, au congrès diocésain) ; VC 23/01/1960 (compte-rendu du conseil national de la JAC), 03/05/1960 (Mgr Maziers au congrès diocésain) ; NS 10/1959
[2541] JR 09/1959.
[2542] SC 29/10/1959.
[2543] JR 05/1961.
[2544] AMO, dossier « congrès MIJARC » : compte-rendu de la session nationale de responsables des stages d'accueil, à Champrosay, 30/11-01/12/1959. C'est nous qui soulignons.
[2545] Discours cité dans JR 06/1960.
[2546] JR 09/1959.
[2547] JR 09/1959.
[2548] SC 12/05/1960.
[2549] AMO, dossier « congrès MIJARC » : compte-rendu de la session nationale de responsables des stages d'accueil, à Champrosay, 30/11-01/12/1959.

parfois hostiles qui étaient à craindre craindre, lors de la venue des stagiaires africains, dans des campagnes peu habituées au contact avec des étrangers de couleur différente. Mais la concomitance avec le conflit algérien et les condamnations de l'Eglise à l'égard des traitements inhumains infligés aux Arabes est aussi frappante. Les rappels de l'égalité intrinsèque entre les hommes, et de la nécessaire fraternité entre eux[2550], ne peuvent que trouver un écho dans la conscience ébranlée de bien des jeunes appelés restés ou entrés en contact avec la JAC.

La « fraternité » était donc traitée avant tout sous l'angle du rapport entre l'Occident et les pays du Sud, alors qualifiés de « pays sous-développés »[2551]. La misère de ces pays avait fourni son thème au congrès du MIJARC : « la faim dans le monde ». « La faim », prise dans plusieurs sens[2552].

« Faim de Dieu », naturellement. Faim de pain : ce fut sans doute l'aspect le plus évoqué, dans les réunions locales de préparation comme dans le jeu scénique du congrès. Nous en avons vu le prolongement, pour le cas cantalien, avec l'implication, dans les années qui ont suivi, dans la conduite des campagnes initiées par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, la FAO. Cette question rencontre un écho d'autant plus marqué que la mission du paysan est d'être « le nourricier de l'humanité ». Cela conduit les intervenants du congrès à renouer avec un discours qui avait plutôt été celui de la JAC d'avant guerre, affirmant la nécessité de retrouver un sentiment de fierté associé à la profession d'agriculteur[2553]; s'il peut être considéré comme légitime et nécessaire, à propos de pays souffrant de sous-production agricole, il tranche avec l'approche que développe désormais la JAC française observée ici à travers le prisme diocésain, et qui entérine une « fin des paysans ». D'ailleurs, ce discours n'est guère repris hors des instances propres au MIJARC. Plus largement, il faut s'acheminer vers un meilleur partage des richesses : « les grands doivent servir les petits, les riches partager avec les pauvres : cela s'impose aux nations encore plus qu'aux individus », déclare Mgr Théas au congrès[2554] ; « ne soyons pas ceux qui regardent en supérieurs nos voisins et aimons faire l'aumône »[2555]. Début 1960 à Saint-Flour, la session régionale JAC sur l'économie mondiale donne l'occasion d'aborder la question de l'inégalité des peuples dans la répartition des richesses mondiales. Or la préoccupation sous-jacente est politique : la misère est considérée comme l'un des facteurs de l'indépendantisme, mais si la décolonisation n'est

[2550] *Cf.* JR 09/1959.
[2551] *Cf.* Lacoste, Y., *Géographie du sous-développement*, Paris, PUF, 1965, 285 p.
[2552] AMO, dossier « congrès MIJARC » : fascicule de présentation du congrès.
[2553] JR 06/1960.
[2554] Cité dans JR 06/1960. Voir aussi la journée internationale de 1961 : JR 05/1961, 12/1961.
[2555] JR 06/1960.

pas dénoncée comme principe, l'inquiétude vient en revanche du « ressentiment contre l'Occident » qui conduit certaines anciennes colonies à « se tourne[r] vers l'URSS et la Chine »[2556]. Se rapprocher des peuples du Sud via le MIJARC, ce n'est donc pas seulement manifester l'universalisme chrétien, ou rejeter le racisme, c'est aussi prendre part à la compétition entre monde libre et monde communiste, et garantir les acquis de la religion catholique dans des pays où son exercice pourrait être rendu plus aléatoire en cas de ralliement aux principes du bloc de l'Est. Or, pour le moment, le contexte africain se montre plutôt favorable aux « modérés », desquels le MIJARC est le plus proche, alors que les pays « révolutionnaires » du « groupe de Casablanca » se trouvent au contraire isolés[2557]. Il convient de profiter de cet avantage. C'est l'époque de l'émergence du concept de coopération, les puissances occidentales s'employant à renforcer les liens bilatéraux et multilatéraux entre l'Europe et l'Afrique[2558]. La conjoncture économique favorable, l'espérance de vaincre le sous-développement, encouragent à aller dans ce sens. Le MIJARC et la JAC/F s'insèrent parfaitement dans ce courant. Néanmoins, l'émergence de la question de la faim dans le monde dans le discours local paraît tardive, par rapport à son apparition parmi les préoccupations formulées à l'échelle nationale, antérieure de quatre à cinq ans selon François Colson. Or, il en faisait l'un des éléments porteurs justifiant, outre l'appui donné à la mécanisation, la revendication par la JAC et le CNJA d'une politique des structures, plutôt que d'une politique des prix : « les problèmes de la faim dans le monde (…) nécessitent une production agricole de plus en plus importante à des prix très bas »[2559]. L'hésitation à renoncer totalement à une politique des prix, que nous avions repérée chez certains jacistes aveyronnais, serait-elle à mettre en rapport, entre autres, avec cette émergence tardive de l'un des élément de justification ?

Troisièmement, la « faim de culture » est prise au sens large, incluant les problèmes de l'analphabétisme (qui « renforce le sentiment d'infériorité »), comme ceux de l'accès aux soins, de l'espérance de vie, de la liberté, du logement. Recourant à cette notion de « faim de culture », la JAC/F et le MIJARC s'inscrivent donc logiquement, non pas dans le courant libéral classique[2560], mais dans le courant dit « radical », porté par ailleurs par Economie et humanisme, qui refuse de réduire le sous-développement à un simple phénomène de retard économique, et l'aborde comme un phénomène social global qui se nourrit des « méfaits de

---

[2556] JR 02/1960.
[2557] Michel, M., *Décolonisations et émergence du Tiers-monde*, Paris, Hachette, 1994, p. 208-216, 220.
[2558] Michel, M., *ibid.*
[2559] COLSON, François, « La JAC et la modernisation de l'agriculture », *JAC et modernisation de l'agriculture de l'Ouest*, Rennes, INRA, 1980, p. 120-121.
[2560] *Cf.* Almeida-Topor, H. d', *L'Afrique au XXe s.*, *op. cit.*, p.237-238

l'exode rural et de l'explosion urbaine, de la dislocation des systèmes de production familiale, et de la désagrégation des anciennes communautés sous l'effet de la confrontation brutale avec le marché »[2561]. Néanmoins, plus complexes, moins directement « évocateurs », ces aspects, abordés aux échelons régionaux, ne trouvent guère d'écho à l'échelon local, dans les réunions diocésaines[2562].

Il n'empêche que les outils conceptuels pour percevoir et dénoncer les contrastes territoriaux de développement ont été posés. En 1961-62, la grève des mineurs de Decazeville, en Aveyron, transporte subitement dans le département même la réflexion sur le sous-développement.

3 – La grève de Decazeville, 1961-62 : « La crise du Bassin houiller est celle de (…) toutes les régions sous-développées »

« Vers 1960, Decazeville semble (…) à l'écart de la vague d'expansion qui s'amorce déjà clairement dans les grandes régions industrielles françaises. L'intervention de l'Etat a occulté bien des handicaps de fond, mais la relance (…) s'est vite essoufflée. Or, le Plan charbonnier de 1960 frappe le bassin houiller aveyronnais de plein fouet, puisqu'il le désigne comme l'un des premiers sites à devoir cesser l'extraction, la fermeture du ''fond'' étant annoncée pour 1965. Ces choix nationaux ne sont pas compris par les mineurs aveyronnais, à qui, peu d'années auparavant, on faisait miroiter les promesses du ''tout charbon''. De plus, les travailleurs ont le sentiment d'avoir réalisé un effort certain de modernisation puisque les rendements se sont accrus fortement par rapport à l'avant-guerre. Ils pensent aussi disposer de réserves importantes (…). Un véritable mouvement d'exaspération soulève la main d'œuvre des HBA[2563] et la population tout entière. Le 26 janvier 1962, plus de 50 000 manifestants se rassemblent. La grève qui avait commencé le 19 décembre 1961, durera jusqu'au 23 février 1962, donnant lieu à une intense mobilisation et gagnant le soutien de larges couches de la population aveyronnaise »[2564]. Les grévistes demandent le maintien des mines jusqu'en 1975, et non 1965 ; ils mettent en avant la difficulté à se reconvertir : 54 % ont un début

[2561] Pelletier, D., *Economie et humanisme, De l'utopie communautaire au combat pour les Tiers-monde, 1941-1966*, Paris, Cerf, 1996, 529 p., p. 346-350. *Cf.* aussi Coquery-Vidrovith C. e.a., *Pour une histoire du développement. Etats, sociétés, développement*, Paris, L'Harmattan, 1988, 286 p.
[2562] Une exception relevée : lors des « journées de marraines » des clubs Fripounet et Marisette, dans le Ségala, en décembre 1961 (JR 01/1962.
[2563] Houillères du bassin aveyronnais.
[2564] Béteille, R., *L'Aveyron au XXe s., op. cit*., p.116.

d'invalidité, et deux usines seulement ont été récemment installées dans la région, dont une à Marcillac sans autocar de liaison. Le 6 janvier, des grèves de solidarité ont lieu dans les bassins miniers du Tarn, de l'Hérault, de la Loire ; une délégation du Pas-de-Calais se rend sur place.

Les militants des mouvements d'Action catholique rurale (JAC, JACF, MFR) des environs semblent dès le départ approuver la grève : que deviendraient les paysans si la mine fermait ? Ils n'auraient plus que deux choix : accepter l'élevage extensif dans le Sud-Massif central prévu par le IVe plan, ou partir[2565]. Dans le but d'être mieux informés, ils organisent, fin décembre, une « veillée d'information et de réflexion chrétienne », qui rassemble une vingtaine de militants autour de trois responsables de la CFTC membres du comité intersyndical. Ils participent dès le lendemain à une manifestation, munis d'un panneau : « Dans une action commune, les jeunes ruraux sont là » ; ils ne sont qu'une vingtaine, mais sont « remarqués »… Nouvelle rencontre JAC/F-MFR-CFTC, peu après, à Rodez cette fois. Elle rassemble une centaine de participants, qui rédigent une motion diffusée auprès de la presse (le 6 janvier 1962). Cette motion montre un élargissement de la perception des enjeux, qui peut trouver sa source à la fois dans le discours des délégués syndicaux ou des grévistes désormais fréquentés lors les réunions ou sur le terrain des manifestations, et dans l'accompagnement doctrinal « engagé » que propose l'abbé Bion dans *Le Rouergat* et dans *La Croix*[2566]. Les militants d'Action catholique rurale expriment en effet leur solidarité à l'égard des mineurs, qui défendent à leurs yeux les valeurs chrétiennes de justice, de dignité de la personne humaine, et de vérité. Ils engagent tous les chrétiens à se faire une « idée juste de la dimension humaine et sociale de cette grève » en lisant l'hebdomadaire catholique *Le Rouergat*, « à prendre conscience que la crise du Bassin houiller est celle de tout notre département et de toutes les régions sous-développées ». Face à cela, il faut « une action concertée et communautaire », un travail d'équipe. Il convient de répondre aux appels à l'entraide, et de s'engager dans les organismes de son choix pour la construction d'un monde plus juste.

[2565] JR 01/1962, 02/1962, 03/1962.

[2566] « C'est un des sommets de sa vie de journaliste par son regard sur l'ensemble de la grève, sur les mineurs, sur les responsables qui ont capacité pour étudier les problèmes posés. Courageux, précis, parfois caustique, il analyse les causes, il en photographie les diverses phases, le déroulement, il en présente les aboutissements et les prolongements. Il ne peut ne pas parler, écrire. Chroniques, éditos et analyses su succèdent alors, écrits d'une encre qui dix ans après n'a rien perdu de sa couleur. Journaliste, il est prêtre : sans cesse, il fait le lien entre l'enseignement du Christ, la vie des hommes, leurs besoins, leur soif de justice » (in *A. Bion, prêtre du Rouergue, op. cit.,* p. 142 *sq*. ; *cf*. aussi p. 11).

Le bulletin de la jeunesse catholique, *Jeune Rouergue*, renchérit le même mois, dans la lignée de la doctrine sociale de l'Eglise[2567] : « Un chrétien n'a pas le droit de se désintéresser de cette crise. (…) La valeur d'une personne peut-elle se comparer à la rentabilité des capitaux ? La centralisation actuelle vise-t-elle un meilleur *épanouissement*[2568] de l'homme, ou une meilleure utilisation de l'homme ? (…) La justice exige de ne pas reconvertir à n'importe quel prix ; la dignité et la sécurité des travailleurs doivent être respectées, les travailleurs ne sont pas des exécutants silencieux (…). Nous sommes tous engagés dans cette crise économique que subit notre département »[2569].

Les jacistes de Livinhac, commune rurale qui jouxte Decazeville, montent un comité d'action, avec bureau et réunions régulières ; il rassemble, bien au-delà des militants, l'ensemble des jeunes de la commune. Les militants de l'ensemble du Bassin houiller et de la zone Vallon, se penchent eux aussi sur le problème. Ceux de la région de Rodez agissent au sein d'un « comité des jeunes », qui comprend des jocistes et des jeunes communistes, avec lesquels c'est le tout premier contact. Ils vont de conserve participer aux manifestations, groupés, pour donner plus de force à leur action, autour de banderoles : « Jeunes, tous unis, notre avenir est menacé ». Ils se couchent sur la voie ferrée à Capdenac pour arrêter un train de grande ligne. Ailleurs, les militants aînés, forts de l'expérience des agriculteurs en la matière (depuis 1953 notamment), établissent des barrages routiers. Les syndicats agricoles font des collectes pour les grévistes[2570].

A la fin de la grève, les militants chrétiens, dont les jacistes, ont le sentiment d'avoir été « à la pointe du combat pour sauvegarder les valeurs chrétiennes et humaines », pour une « grève unique dans l'histoire, l'unité ouvrière dépassant les divisions syndicales ». « Le succès escompté » n'a pas été tout à fait obtenu, mais « le gouvernement a accepté de discuter enfin avec les ouvriers, il s'est engagé à apporter des améliorations aux ouvriers et à prendre des mesures pour remédier à la situation dans le Bassin houiller » ; la grève « a posé le grave problème de l'unité économique entre les régions de France : désormais, le gouvernement ne peut plus se borner à aider les régions riches et rentables ». Lors d'une session aînés mixte JAC/F, juste à la fin de la grève, Raymond Lacombe jette ainsi un regard rétrospectif : « combien se sont rendus compte de la menace pour le Bassin houiller, les familles, la région ? Que seront, demain, les petites exploitations ? (…) N'attendons pas que ça craque pour penser à former un milieu qui se sente responsable de sa destinée »[2571].

[2567] Chabot, J.-L., *La doctrine sociale de l'Eglise*, Paris, PUF, 1992, 128 p. : p. 62-74.
[2568] Souligné par nous.
[2569] JR 01/1962.
[2570] JR 01/1962.
[2571] JR 02/1962.

La perception des enjeux a donc très vite dépassé les strictes préoccupations des mineurs. Au sein de la JAC/F, les grilles d'analyse construites au fil des années dans la lignée de la doctrine sociale de l'Eglise ou de l'enseignement des mouvements d'Action catholique ont été à l'œuvre, dans l'élargissement du débat : les références à la justice dans les rapports entre employeurs et salariés, à la recherche de l'épanouissement humain, à la préservation du cadre familial…, ont jalonné les prises de positions. Mais, plus largement, la crise a aussi mis en lumière l'interdépendance croissante des économies, opérant une sélection de plus en plus vive entre les régions « centrales », économiquement actives, et les « périphéries » ; la crise est devenue au fil des jours le réceptacle de tous les sentiments d'abandon de la part de la nation. « Il y a bien ici un fait nouveau, analyse Pascal Plas[2572], dans l'existence de ces comités de défense qui comprennent aussi bien les organisations cléricales que les réseaux laïques, les ouvriers que les paysans, etc. et qui constituent un mouvement large à direction régionale voire interrégionale contestant le sous-développement et le manque d'équipements et d'infrastructures pour les départements notoirement déshérités. Il s'agirait bien en fait de la première grande remise en cause d'un pouvoir tout puissant quant à l'aménagement du territoire[2573], lequel est le fait de la technocratie. La nature et la forme du conflit indiquent que de nouveaux acteurs sont prêts à porter de nouveaux thèmes : les déséquilibres régionaux, la décentralisation, la nécessité de structures inter-départementales ». Il est par ailleurs instructif de remarquer que cela conduit à propulser l'Eglise aveyronnaise au cœur du mouvement social, comme ce sera le cas de nouveau, une dizaine d'années plus tard, avec la crise du Larzac[2574]. Dès cette époque, les réseaux catholiques « servent de support à la mobilisation », jouent le rôle « d'instance légitimante », et « contribuent à élargir la mobilisation au-delà de son contenu initial »[2575]. Même si la présence jaciste masculine s'est un peu essoufflée dans le Bassin houiller à la fin des années 1950, cette sous-région, malgré des taux de pratique faibles, bénéficie d'une tradition de présence des groupements d'Action catholique beaucoup

[2572] « Les nouvelles pratiques politiques », *Bulletin de l'IHTP*, n° 79, dossier « Les Français et la politique dans les années soixante (II) », octobre 2002 (http://www.ihtp.cnrs.fr/dossier_justice/index_dos_justice.html).

[2573] Des débats nationaux en cours étaient en train de conduire à la mise en œuvre d'une politique d'aménagement du territoire. La mise en œuvre du plan d'aménagement du territoire a lieu en 1962 et la création de la DATAR en 1963. *Cf.* Pitte, J.-R., *Philippe Lamour (1903-1992), Père de l'aménagement du territoire en France*, Fayard, 2002.

[2574] *Cf.* Martin, D., *Le Larzac, Utopies et réalités*, Paris, L'Harmattan, 1987.

[2575] Nous reprenons ici la description du « triple rôle » des réseaux catholiques dans la crise du Larzac, tel que l'expose Denis Pelletier, dans *La crise catholique. Religion, société, politique*, Paris, Payot, 321 p., p. 274-275.

plus ancienne et plus ancrée[2576], que le Larzac, qui a toujours fait figure, de ce point de vue, d'espace en marge, contrairement à ce que suggèrent les travaux sur la question[2577]. Le Bassin houiller est aussi l'espace où les expériences du militantisme catholique et du militantisme ouvrier sont les plus mêlées. Ce territoire est donc mieux placé pour initier une telle mobilisation des catholiques dans le mouvement social, constituant une première expérience sur laquelle pourra s'appuyer ensuite l'Eglise locale pour intervenir dans la question du Larzac. Si l'évêque de Rodez, Mgr Ménard, a osé s'impliquer dans le mouvement en 1972, se faisant accuser de « dévergondage des idées » par Michel Debré[2578], c'est peut-être aussi parce qu'il a déjà franchi le pas, dix ans plus tôt, s'engageant dans la voie préparée par l'abbé Bion[2579] en soutenant[2580] les « justes revendications des mineurs »[2581]. Le combat a donné l'occasion pour la première fois aux militants catholiques d'œuvrer aux côtés des militants communistes. Et l'on pourrait reprendre ici les conclusions de Denis Pelletier à propos du Larzac, mais en les avançant d'une décennie : une nouvelle figure de la présence au monde de l'Eglise est en train de s'inventer, où la « voix [de l'Eglise] redevient audible dans la vie publique », sans qu'il soit « nécessaire de (…) reconnaître un magistère [aux évêques] pour adhérer à leur parole »[2582].

C – Face aux nouveaux comportements socio-culturels

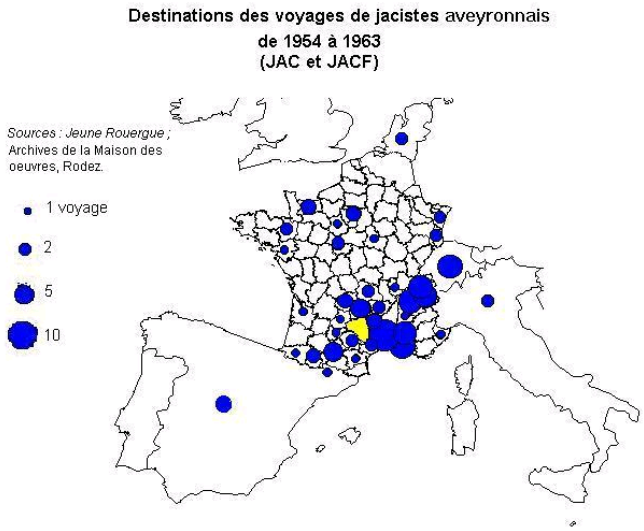
L'« écho du monde », tel qu'il parvient aux jeunes ruraux, ne répercute pourtant pas seulement l'actualité « événementielle », conflictuelle, « dramatique ». De façon plus subreptice, plus éclatée, il correspond aussi à un élargissement de plus en plus manifeste de la perception du monde, et à de nouveaux modes de vie ou référents culturels, qui s'uniformisent ainsi peu à peu. Le domaine des loisirs est un champ privilégié où s'opère cette ouverture.

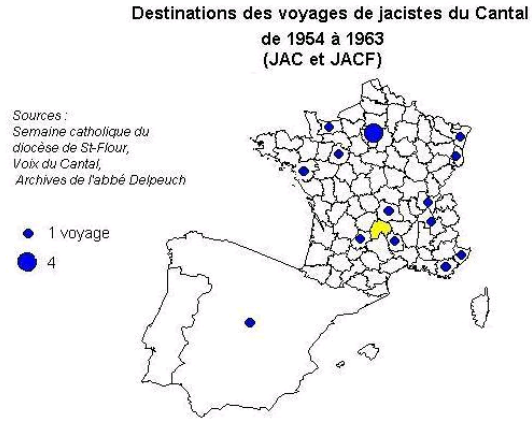
[2576] Malheureusement, cet aspect des choses, que nous avons pu saisir, notamment pour l'entre-deux-guerres, par le dépouillement exhaustif de *Jeune Rouergue*, échappe totalement à Alain Boscus, « Des générations militantes ? Le cas du bassin industriel nord-aveyronnais », *MIRHEC*, bull. n°4, 2000.
[2577] Martin, Didier, *Le Larzac. Utopies et réalités*, Paris, L'Harmattan, 1987.
[2578] Pelletier, D., *La crise catholique…, op. cit*., p. 275.
[2579] « Ne s'arrache-t-on pas alors son journal sur le carreau de la mine ? », rappellent ses biographes (*A. Bion, prêtre du Rouergue, op. cit.,* p. 11).
[2580] Comme le feront à sa suite ses collègues lorrains lors des grèves de « gueules noires » de 1963.
[2581] *Le Rouergat,* 02/02/1962.
[2582] Mais ici, « l'acceptation du fait [que l'Eglise ne] soit plus en situation de magistère privilégié » n'est pas encore à l'ordre du jour.

1 – Une pratique touristique toujours imprégnée d'une forte tonalité pédagogique

Avant le milieu des années 1950, les voyages organisés par les jacistes avaient constitué le vecteur essentiel d'ouverture concrète sur le monde extérieur. Ils se poursuivent, même si les comptes-rendus sont moins systématiques, *a fortiori* quand la destination est proche, ce qui doit correspondre à une certaine banalisation de l'acte de voyager, déjà instructive en elle-même[2583].

Doc. III-11-4





[2583] Dans la deuxième moitié des années 1950, et le début des années 1960, les balades intra-départementales ne sont plus signalées que très occasionnellement par la presse militante et catholique locale. Seuls les voyages à l'extérieur du département bénéficient encore de comptes-rendus dans la presse : même s'ils se banalisent quelque peu, ils conservent un parfum d'aventure, ou d'expérience collective forte et prolongée sur quelques jours, qui explique qu'on tienne encore à en faire part. Néanmoins, la recension n'est apparemment plus systématique : on n'en relève plus, en Aveyron, que cinq par an en moyenne à compter de 1959, contre une dizaine auparavant (et dans le Cantal, on passe de trois à un), alors qu'il n'y a pas d'autre indice d'un recul subit. Seuls les voyages à l'étranger sont apparemment signalés de façon exhaustive. – A travers la modification du rapport à l'écriture du voyage, chère à Catherine Bertho-Lavenir (*La roue et le stylo…, op. cit.)*, on touche ainsi à l'évolution de la perception de l'acte de voyager, qui se banalise.

Du milieu des années 1950 au début des années 1960, même si, dans les deux diocèses étudiés, les destinations continuent à privilégier la France du sud, cette dernière ne présente plus le même exclusivisme que lors des années d'« apprentissage touristique ». Les incursions au nord de la ligne Genève-Bayonne se font plus fréquentes. Pour les Aveyronnais comme pour les Cantaliens, il s'agit de découvrir non plus seulement Paris, destination déjà familière, mais aussi d'autres départements du Bassin parisien, la Bretagne, la Normandie, l'Alsace enfin. Nous remarquons surtout – et cela explique sans doute l'étrange concomitance géographique relevée – qu'il s'agit dans presque tous les cas de régions marquées par une forte pratique, où les jacistes disposent donc de relais d'accueil, ou de justifications religieuses pour leurs déplacements : tel voyage en Normandie peut être présenté comme un pèlerinage à Lisieux. Seul fait exception le Bassin parisien, dont l'attraction vient plutôt de son exemplarité agricole, et qui surtout n'est souvent qu'une étape avant la destination finale[2584].

Par ailleurs, alors que les visites à l'étranger se résumaient en général à de rapides incursions, désormais, outre le maintien ponctuel de cette pratique, on relève, essentiellement chez les Aveyronnais, plusieurs séjours prolongés, voire des circuits. La Suisse demeure privilégiée. Mais s'y adjoignent l'Italie, l'Espagne[2585], et même les Pays-Bas. Le déplacement néerlandais de 1955, rare exemple de voyage masculin à l'étranger, est néanmoins officiellement motivé par le désir de découvrir un « pays des plus évolués sur le plan agricole, et au standard de vie supérieur au nôtre »[2586]. C'est donc un voyage d'étude au sens strict, avec veillées de travail, et non un voyage d'agrément et de découverte. Voyage un peu autarcique aussi – les participants emportent toute leur nourriture, pour diminuer les frais –, qui ne permet guère, comme le regrettent certains, de découvrir les mœurs du pays[2587]. Mais ce déplacement néerlandais marque aussi l'externalisation de la conception et de l'organisation de déplacements : celui-ci est en effet mené à bien par le CVJR, le Centre de voyages pour les jeunes ruraux[2588], qui fournit l'itinéraire, réserve les logements, négocie les visites d'exploitations, de coopératives, de marchés…

[2584] Par exemple (VC 02/04/1955) : visite d'une usine de tracteurs Renault dans la Sarthe.

[2585] Dans la période précédente, les jacistes s'étaient arrêtés à la frontière de l'Espagne franquiste. Cette entrée en Espagne peut être reliée à la politique d'ouverture du pays aux touristes initiée dans les années 1960 sous l'impulsion de Manuel Frage Iribarne (*Le Monde*, 28/03/2003).

[2586] Fort, R., *op. cit.* (p. 200-202) montre qu'en Bretagne aussi, c'est le prétexte de l'étude de cas agricole qui a été mis en avant pour justifier les premiers voyages masculins à l'étranger (aux Pays-Bas, au Danemark).

[2587] JR 06-07/1955.

[2588] A compter de 1955, la carte d'adhérent de la JAC (150 F) n'est plus qu'une marque d'attachement au mouvement, et n'ouvre plus droit à une assurance pour les activités menées ; il convient à cette fin d'acheter la carte de membre du CVJR (500 F), qui en outre ouvre l'accès aux auberges de jeunesse, aux campings, et au service des publications de l'organisme (JR 01/1955). Service technique national initié par la JAC/F, il « est spécialisé dans l'organisation des voyages de groupes de jeunes du monde rural, que ce soit à l'occasion de

Les quelques circuits prolongés à l'étranger sont essentiellement féminins, et organisés dans un premier temps par la branche artisanes et commerçantes des bourgs : c'est le cas, pour les Aveyronnaises, d'un voyage en Italie et en Suisse, et d'un autre en Espagne, en 1956 et 1957[2589]. La voie étant ouverte, la JACF « générale » suivra, mais tardivement, en 1962. Ou bien, pour les Cantaliennes, c'est l'argument religieux, une fois de plus, qui est mis en avant pour organiser un déplacement en Espagne dès 1958 (Fatima, Compostelle)[2590]. A l'inverse des garçons, les jeunes filles s'adonnent à un tourisme plus « traditionnel » et culturel : elles visitent les villes (Milan, Bergame, Venise, Tarragone, Barcelone…), les organisateurs entreprennent de les intéresser à l'architecture, aux musées…, elles se baignent dans le lac Majeur… Elles sont émerveillées par les autoroutes italiennes, et frappées au contraire par la pauvreté et le faible nombre d'automobiles en Espagne, où elles nouent la conversation en patois avec des migrants andalous[2591].

Il semble ainsi y avoir une approche sexuée du voyage à l'étranger, et de l'ouverture sur le monde qui va de pair : chez les jeunes gens, à l'instar du prétexte religieux des débuts, il faut un prétexte « utilitaire » (le voyage d'études agricole) pour justifier un si long déplacement, quitte à décevoir une partie d'entre eux. Pour les jeunes filles, la voie est ouverte par celles des bourgs, pour lesquelles le problème de l'absence momentanée pour un long voyage se pose moins que pour les filles d'agriculteurs[2592], et permet un tourisme plus « classique », d'agrément et de découverte culturelle ; et ce n'est qu'en extrême fin de période, c'est à dire quand la part des scolaires s'est fortement accrue parmi les jacistes, que la JACF générale adopte le circuit à l'étranger, retenant la formule du tourisme d'agrément et de découverte culturelle.

La progression de la part du "tourisme monumental", y compris dans les déplacements effectués en France, est néanmoins ambiguë. Sensible dans les deux départements, mais représentant au final une part bien plus notable des étapes en Aveyron[2593], elle s'effectue selon un spectre large, tant au profit des villes pittoresques ou à riche passé historique et patrimonial (9,4 %, contre 0,8 % auparavant, en Aveyron), que des monuments romains et médiévaux (lors des multiples déplacements dans le Bas-Rhône : Arles, Nîmes, Avignon), ou

manifestations précises comme le salon de la machine agricole ou le congrès de Lourdes, que ce soit pour des voyages d'études à travers la France ou à l'étranger. De plus en plus, il reçoit des groupes de jeunes étrangers qui veulent visiter la France » (Conq, J., art. cit., p. 259).

[2589] JR 08/1956 (Italie, Suisse), 05/1957 (Espagne).

[2590] VC 13/09/1958.

[2591] JR 06/1962, 09/1962, 11/1962.

[2592] Autant que la durée, la perception symbolique de l'éloignement, dès lors que l'on parle « d'étranger », doit aussi jouer.

[2593] 19,4 % contre 13,8 % entre 1946 et 1954 ; dans le Cantal : 8,5 % seulement, contre 5,3 % précédemment.

des châteaux (ceux de la Loire, avant tout). Ces destinations rapprochent la pratique touristique des jacistes aveyronnais de celle de touristes qui se fient à leur guide Michelin pour s'attarder dans telle ville ou auprès de tel monument[2594], à cela près qu'il s'agit là d'un tourisme « classique » et plutôt élitiste ; sa place chez les jacistes est clairement majorée, par rapport à son importance chez les touristes ordinaires[2595]. Dans le Cantal, la progression (relativement maigre, en valeur absolue) se fait en revanche essentiellement au profit des musées ou « lieux de mémoire » organisés, à l'instar des plages du débarquement, ce qui correspond plutôt à accentuation de l'inspiration « pédagogique ». Si l'attrait de sites consacrés par les guides « classiques » s'accroît malgré tout pour les Cantaliens, il s'agit en revanche de grands sites naturels[2596] : sont donc privilégiées les destinations qui correspondent déjà à l'environnement rural duquel sont issus les voyageurs, témoignant d'une sensibilité culturelle différente de la part des organisateurs, laquelle reste davantage tournée vers les « choses de la terre », comme le montre par ailleurs la part plus importante des destinations « agricoles ».

Plus étonnante, mais significative de la volonté de maintenir coûte que coûte un « affichage pédagogique », est la chute (de près de moitié) de la part des destinations halieutiques, à l'heure où elles portent au contraire l'essor du tourisme de masse (7,7 % des destinations aveyronnaises, 11,5 % des cantaliennes, contre 33,9 % pour le pays en 1964[2597]). De la même façon, le relatif étalement des départs dans le temps, malgré un maximum estival, semble en contradiction avec la concentration des séjours des vacanciers français sur l'été. En fait, l'essor, quel que soit le diocèse étudié, des destinations méditerranéennes[2598] (dans le cadre des circuits couvrant le sud-est) suppose peut-être, dans la réalité, un maintien de l'attrait pour la mer, malgré le non-dit stratégique.

L'offre « touristique » aveyronnaise semble plus complète et plus proche des pratiques générales du tourisme « classique » et élitiste, par ses aspects non-agricoles, alors que les propositions cantaliennes sont beaucoup plus recentrées sur l'utile et le familier. Mais les deux offres s'éloignent des tendances les plus récentes, en privilégiant la montagne, la nature,

---

[2594] D'ailleurs, ces voyageurs privilégient de plus en plus des circuits dans le sud-est, soit dans un espace touristique anciennement constitué, valorisé par les guides, organisé pour l'accueil. Ils visitent Annecy, s'attardent au bord du lac du Bourget, à Chamonix, prisent les monuments du Bas-Rhône et les espaces naturels camarguais…

[2595] Le tourisme « urbain » représente 14,2 % des destinations pour la France en 1964, contre 50,3 % pour l'Aveyron, 30,8 % pour le Cantal (pour les données nationales : Cazes, Georges, *Le tourisme en France*, Paris, PUF, coll. Que sais-je ?, 1989, p.42-43.)

[2596] 26,2 %, contre 17 % des destinations précédemment, alors que leur part reste stable parmi les destinations aveyronnaises 16,6 contre 16,9 % auparavant.

[2597] Cazes, Georges, *op. cit.*, p.42-43.

[2598] Au détriment du Massif central.

le circuit (auquel n'adhèrent au contraire que 2,8 % des Français en 1964[2599]), voire le récit de voyage. Seule apparaît à peu près comparable la destination campagnarde : 35,2 % pour la France, contre 25-30 % de « tourisme agricole » pour les fédérations jacistes étudiées. Mais il s'agit, au niveau national, d'un type de tourisme en recul, et plus rural que spécifiquement agricole, alors qu'il est au cœur du déplacement jaciste, et qu'il se renforce même en son sein. Le tourisme jaciste, s'il n'est pas totalement étranger aux influences d'un tourisme qui tend désormais vers la masse, se singularise donc clairement, du fait de la tonalité pédagogique qu'il entend conserver.

2 – Une vigilance illusoire face à la « culture de masse » émergente

Les métamorphoses qu'enregistrent de leur côté les festivités publiques initiées par les jacistes (les coupes de la joie, les séances récréatives, les fêtes de la terre) marquent elles aussi la volonté de la part de l'organisation de continuer à imprimer sa marque, qui diverge quelque peu de la « pente naturelle » que nombre d'acteurs sociaux voudraient lui voir prendre.

En effet, peu à peu, les coupes ont fini par être perçues dans les villages comme des « manifestations officielles au même titre que les fêtes votives », cette institutionnalisation leur apportant la reconnaissance des autorités, l'aide matérielle et financière des municipalités, et la présente rituelle des élus[2600]. A tel point qu'en 1959, à Cruéjouls en Aveyron, une modification réglementaire qui semble conduire à l'éviction d'un groupe d'enfants pourtant sélectionné pour l'éliminatoire suivant, tourne au conflit « clochemerlesque », impliquant la presse, réveillant « une rancune des élections », des courriers anonymes menaçant le curé et les religieuses de placer une bombe dans le couvent si la disqualification était maintenue[2601] ! Preuve s'il en fallait qu'était bien consommée aux yeux d'une partie de la population, l'assimilation de la coupe à une compétition non plus spécifiquement jaciste, mais s'insérant dans les diverses manifestations rituelles d'affrontement plus ou moins pacifique entre communautés villageoises pour la défense de l'honneur local. Cette attitude est donc en contradiction avec la volonté jaciste d'en faire une rencontre d'amitié et de formation, montrant que le succès de cette activité conduit à un certain dévoiement. Face à ce type d'attitude, il est quelques secteurs jacistes aveyronnais qui en viennent à supprimer le jury, escomptant la disparition des rivalités[2602]. Mais ce faisant, ils posent sans le vouloir la question du maintien d'un rôle éducatif pour les coupes, ou de leur

[2599] Cazes, Georges, *op. cit.*, p.42-43.
[2600] JR 01/1957, 07/1957.
[2601] AMO, dossier « coupes de la joie », courrier de « Thérèse » à « Georgette », 19 avril 1959.
[2602] JR 05/1959, 09/1959.

transformation en simple succession de spectacles. Quelques autres, poussant l'assimilation à son terme, voudraient tout bonnement transformer la journée où se déroule la coupe en fête votive, ce que refusent les dirigeants jacistes, craignant justement de perdre l'aspect formateur de cette activité. « Il ne faut pas, par paresse, démolir l'activité la plus populaire de la JAC »[2603].

Les jacistes s'inquiètent par ailleurs d'un accès de plus en plus inégal aux loisirs, allant de pair avec leur « marchandisation » croissante. A l'occasion d'une enquête nationale proposée en 1958-59, ils repèrent que les loisirs qui attirent les jeunes – le cinéma, la balade en moto ou en auto, le bal – sont des loisirs qui, non seulement poussent à gagner le bourg ou la petite ville, rendant bien mornes et ennuyeux les dimanches villageois (phénomène dénoncé dès les années 1940), mais aussi, qui coûtent de l'argent, excluant et marginalisant ceux des jeunes qui n'en ont pas assez ou n'ont pas l'âge de conduire, donc en premier lieu les adolescents[2604]. Répondant à l'enquête en 1959, un adolescent aveyronnais rapporte ainsi que les seules rencontres régulières organisées entre les jeunes de son âge dans son village, se résument au gâteau des rois et à une balade d'été[2605]. Dans le même ordre d'idées, à propos des fêtes locales sont dénoncées la commercialisation généralisée des attractions, et la disparition de la bourrée dans les bals, qui empêche les anciens de profiter de la fête, alors qu'ils y contribuent eux aussi sur le plan financier. Il faudrait au contraire renouer avec une époque mythifiée où toute la communauté pouvait, réellement et gratuitement, participer à la fête. Et dans l'organisation même de la fête, « mettre un maximum de gens dans le coup » permettrait de contrecarrer la tendance à la centralisation des opérations par un nombre limité d'individus regroupés dans le comité des fêtes[2606].

Plus qu'à un accompagnement des nouvelles formes et des nouvelles aspirations en matière de loisirs, la JAC/F s'est donc d'abord livrée à une triple tentative de préservation, autour des coupes de la joie : préservation de leur attrait, préservation de leur rôle éducatif auprès du grand public, et préservation de l'unité des communautés villageoises frappées de

---

[2603] JR 01/1957.

[2604] VC 06/08/1955 (analyse de la JAC Corrézienne communiquée aux autres fédérations « auvergnates ») ; JR 01/1956, 09/1959, 10/1959 ; NS 11/1958 (JACF Auvergne).

[2605] JR 09/1959.

[2606] JR 05/1955, 07-08/1956, 08/1958, 07-08/1959 ; Région : NS 08/1958 (condamnation la plus explicite de la dérive commerciale des fêtes). La diffusion d'idéaux communautaires par la JAC/F ayant fait son effet, on est donc loin de la volonté de réinstaurer un contrôle social des jeunes sur leurs concitoyens, comme il a pu exister à l'occasion de fêtes, dont la responsabilité leur était traditionnellement confiée (*cf. Histoire de la France rurale, op. cit.*, t. 4, p. 374).

délitement. Plus largement, à partir de 1958 essentiellement[2607], les diverses formes d'animation festive pratiquées par la JAC/F se confondent de plus en plus. Pour tenter de mieux résister, une sorte de processus d'accumulation est engagé. Les coupes, fêtes rurales et séances récréatives se rapprochent, se mêlent, s'enrichissent de types de prestations expérimentés lors des congrès, pour donner avant tout de grands moments de réjouissances collectives, ouverts à tous et si possible éducatifs.

Ce fut d'abord l'introduction de jeux scéniques dans le programme des coupes[2608] : ils permettaient, à l'aide d'une succession de séquences, de présenter le résultat d'une campagne d'année. En 1960, « il semble urgent de (…) transformer les coupes ; on pense les ''améliorer'' par la présence de chars fleuris, de jeux divers ; bref, le style fête rurale est certainement à essayer »[2609]. Dans le même temps[2610], le contenu des fêtes rurales jacistes a été considérablement enrichi : douze types d'animations au moins (dont : farandoles, défilé d'enfants, repas-pique-nique), contre huit précédemment. Si la messe apparaît toujours comme un moment indispensable, si les divers jeux sont présents avec la même fréquence, les défilés de chars deviennent de plus en plus systématiques, cités dans près de 60 % des comptes-rendus, contre 40 % précédemment. Mais la plus grande nouveauté, c'est l'essor des représentations artistiques données par les jeunes, jusque là assez marginales (citées dans 20 % des fêtes seulement) : dans près des deux tiers des fêtes, voire, les neuf dixièmes si l'on réduit le champ chronologique à la période 1960-1962, on relève pareilles prestations. En fait, une assimilation progressive s'est opérée, et en 1961-62, les éliminatoires de zones aveyronnais ont carrément laissé la place à des fêtes rurales[2611]. Ces innovations ne sont que le reflet des expérimentations locales qui ont lieu un peu partout, et qui poussent les instances

---

[2607] Avant 1957-58, les expériences sont rares, ponctuelles et parfois rejetées par la majorité des jacistes. Après Réquista en 1953, Vézins tente la « transformation en fête » de sa coupe en 1954, le comité JAC/F se chargeant du contenu et de l'animation, pendant que le comité kermesse s'occupe de l'organisation matérielle. A la coupe proprement dite, à la messe et à l'hommage aux morts, s'ajoutent un apéritif-concert, un radio-crochet, des épreuves sportives, et un défilé avec voitures anciennes.

[2608] En 1959 en Aveyron (JR 05/1959 ; AMO, dossier « coupes de la joie »), en 1963 au plus tard dans le Cantal (SC 29/07/1963 : bilan des coupes de la joie pour 1962-63).

[2609] JR 04/1960. Dans le Cantal, n 1962, la finale départementale à Neussargues, rebaptisée « festival de la joie et du travail », donne lieu à un défilé de tracteurs sur le thème « hier et aujourd'hui », ainsi qu'à un défilé de chars fleuris présentant les principales productions du département (SC 01/03/1962, 19/05/1962, 26/05/1962, 02/06/1962).

[2610] Comparaison entre la période 1954-57, et 1958-62, en Aveyron.

[2611] JR 04/1960 : « pour renouveler les coupes, le style fêtes rurales est certainement à essayer ». JR 02/1961 : le comité fédéral a décidé de renoncer au projet de grande fête fédérale, envisagé en temps, et de proposer plutôt à chaque zone d'organiser une fête pour sa région, afin de rénover à la fois les fêtes et les coupes ; pourront s'y adjoindre des fêtes de secteur. En 1961, on relève au moins une fête pour les zones de St-Affrique (à Martrin : JR 04/1961), d'Espalion (au nayrac : JR 06/1961), du Lévezou (à St-Etienne-de-Viauresque : JR 07-08/1961). En 1962, la systématisation semble en marche, avec des fêtes pour les zones de Millau (à Boyne : JR 02/1962), du Lévezou (à Pont-de-Salars : JR 04/1962), de St-Affrique (aux Costes-Gozons : JR 04/1962), du Viaur (à Cassagnes-Bégonhès : JR 04/1962), d'Espalion (à Soulages-Bonneval : JR 04/1962), du Ségala (à Colombiès : JR 07-08/1962), du Vallon (à St-Cyprien, nommée « festival de la jeunesse » : JR 07-08/1962 et 11/1962).

nationales à transformer la coupe en « festival de la jeunesse » à compter de 1963-64, en même temps que s'installent dans les faits le MRJC et le MRJCF[2612]. Mais la réforme ne va pas aussi loin que ce que l'on a vu expérimenter sur le terrain : elle met l'accent sur l'organisation en séquences, chacune autour d'un thème, et intègre les jeux scéniques : c'est à dire qu'elle entérine les éléments propres à afficher une finalité éducative. Pourtant, alors que les expérimentations sur le terrain avaient tenu compte du besoin fondamental de se divertir, d'être étonné, et avaient donc mis l'accent sur la diversité des attractions proposées, jugée seule capable de rivaliser avec les fêtes à caractère commercial, cet aspect là des chose ne semble pas avoir été retenu par le national pour sa nouvelle formule.

Quant aux séances récréatives, elles n'étaient plus guère au centre du projet pédagogique jaciste depuis la Libération, et elles ne s'étaient maintenues[2613] peu ou prou que parce qu'elles permettaient de collecter de l'argent pour les voyages[2614]. Pourtant, on peut se demander si les critiques qui leur étaient adressées[2615] (essentiellement, jusqu'en 1958) ne relevaient pas en partie d'un discours normatif construit « d'en haut », dissimulant le désir de voir s'imposer définitivement et exclusivement le modèle des coupes ; car, dans la réalité, une certaine porosité existait, et les séances étaient bien souvent au service des coupes : elles permettaient de répéter, de roder un numéro, voire, de financer le voyage pour se rendre à la

---

[2612] NS 11/1962 : présentation des « festivals de la jeunesse » lors de la session loisirs régionale de la JACF, à Quézac, en août 1962. « Le festival (…) se compose de séquences. La séquence dure de 15 à 20 mn. Plusieurs numéros la composent. Ceux-ci doivent s'enchaîner et former un thème. La séquence est faite par une commune. A partir de l'enquête, chercher les points importants pour la commune et en dégager un thème. Chercher des numéros correspondant ou en créer. Faire un enchaînement impeccable de n^{os} où on retrouve la même idée. La préparation de ces séquences doivent (*sic*) demander du travail : préparer les costumes, les décors, ect (*sic*)… Le festival a lieu vers le mois de Mai. Tout le travail des différentes branches trouve son aboutissement dans le festival. Toute la population y est invitée. Se déroule au canton. Le spectacle : 3 parties. L'entrée : présentation des communes, présentation des titres de chaque séquence. Le concours de séquences : 20 mn par séquence pour disposer et retirer les décors. La partie finale : tenir compte du temps disponible, de la qualité du spectacle, du temps pour le jury ; peut-être jeu scénique, séquence d'un canton voisin, troupe, ect (*sic*)… Le jury se contente de désigner quelle est la séquence qui doit aller à l'échelon suivant, les critiques et les suggestions viennent dans la semaine qui suit. On peut y présenter les résultats de l'enquête, des concours » (AMO, comité régional JAC du 1er juillet 1962, centre paroissial du Sacré-Cœur à Aurillac ; notes manuscrites).

[2613] Aveyron : JR 11/1954, 01/1955, 04/1955, 12/1955, 01/1956, 04-05/1956, 04/1957, 05/1959, 06/1959, 01/1960, 01/1961, 07-08/1961 (Lanuéjouls), 10/1962 (Ségala) ; Cantal : VC 11/12/1954 (St-Paul-des-Landes), 29/01/1955 (Pierrefort), 12/03/1955 (Le Rouget), 01/12/1956 (Pierrefort), 16/02/1957 (Salins), 04/04/1959 (Dienne), 26/12/1959 (Dienne), 06/02/1960 (Pierrefort), 23/03/1961 (Dienne), 17/02/1962 (Cros-de-Ronesque), 12/05/1962 (St Illide), 29/12/1962 (Tournemire, pour le réveillon, comme l'année précédente) ; Auvergne : NS 01/1960.

[2614] JR 04-05/1956, 04/1957 ; VC 16/02/1957.

[2615] Essentiellement, c'est l'appât du gain qu'elles véhiculent, qui est dénoncé tant en Aveyron que dans le Cantal. Mais alors qu'en Haute-Auvergne, on semble croire encore aux vertus des séances pour faire acquérir un minimum de maîtrise de soi dans l'expression ou la présentation, en Aveyron on conteste la réalité d'une pratique réellement artistique et formatrice qui devrait éveiller à la prise d'initiative et de responsabilités : il n'y a « pas de valeur éducative dans un rôle qu'on récite sans l'incarner », on se contente trop de jouer des « bricoles », au lieu de puiser dans le répertoire classique, « en réalité ce sont souvent des exercices scolaires pour grands enfants sous l'autorité d'un adulte », « ça sent le cirque », « ils attendent que les idées viennent d'autrui ; le plus grave est que les éducateurs sont persuadés de faire ainsi de l'Action catholique, la conscience tranquille ! » (JR 04-05/1956, 04/1957 ; VC 16/02/1957).

coupe régionale[2616] ! A partir de 1958, en même temps que les critiques s'atténuent, ce sont des séances pourvues d'un nouveau programme qui sont promues. Lors d'une session loisirs régionale de la JACF, fin 1959, les formatrices proposent des séances organisées en trois temps : une première partie « collective », avec chants et jeux ; une deuxième « culturelle », autour de mimes et de contes ; enfin, dans un troisième temps, un « retour au calme », par des jeux de réflexion, l'écoute de disques, des projections, et la prière[2617]. A défaut de supprimer les séances, les responsables jacistes voulaient leur donner un contenu multiforme, reprenant des éléments des coupes ou des « veillées »[2618], et affirmant, encore une fois, une visée éducative.

Malgré la volonté affirmée de contrôle exprimée par l'organisation jaciste, des éléments de la nouvelle « culture de masse juvénile » parviennent-ils à s'immiscer au sein des réjouissances organisées qu'elle propose, au point d'en faire des vecteurs imprévus ? Par ses activités, la JAC/F ne joue-t-elle en fin de compte dans ce domaine le rôle de chambre d'écho, plutôt que de pôle de résistance ?

Alors que nous avions relevé, entre 1947 et 1953-54, le maintien, lors des coupes de la joie, d'une forte représentativité des numéros à connotation folklorique, ou en « patois », ceux-ci, progressivement, semblent s'effacer[2619]. Les directives nationales ont pu jouer : les jacistes de Laroquebrou doivent renoncer à participer à la finale nationale, en 1959, car elles ont été primées pour un numéro en « patois », non accepté à cette échelle-là[2620]. Mais on peut y voir pareillement le signe d'une évolution culturelle des jeunes des campagnes, de moins en moins marqués par une culture strictement locale : pensons à l'impact de la radio, du

[2616] C'est ainsi que procèdent, en 1959, les jeunes filles de Lanuéjouls (JR 06/1959).
[2617] NS 01/1960 ; des échos dans l'article de M[elle] Lavergne, JR 01/1960. On propose début 1961 de prévoir des disques pour l'ambiance, des jeux « divertissants » et des farandoles, des jeux de réflexion, la projection d'un film (JR 01/1961). On peut aussi présenter les enquêtes réalisées, les projets du mouvement, raconter des histoires (JR 01/1960).
[2618] Promues, elles, par les jacistes notamment lors de stages décentralisés pour responsables loisirs organisés dans la région Auvergne en 1959 : J Au 04/1959 ; JR 06/1959 (à Lanuéjouls), 07-08/1959 (dans la zone Ségala), 12/1959 (à intensifier pour l'hiver), 01/1960 (dans la zone de Millau : la JACF décide d'en organiser dans tous les villages, pour lancer le congrès), 01/1961.
[2619] Ils ne représentent plus que 5,4 à 6,2 % des prestations des jeunes gens ou jeunes filles de l'Aveyron dans les années 1957-59 (sondage portant sur les listes conservées pour ces années là dans les archives de la Maison des œuvres de Rodez). Dans le Cantal, les taux sont du même ordre tout en étant légèrement supérieurs : 8,3 % pour les jeunes filles et 5,9 % pour les garçons, pour les années 1955-63 (sondage portant sur les listes conservées pour ces années là dans les archives de l'abbé Delpeuch). La proportion peut être ponctuellement plus élevée dans le Cantal : lors de la finale départementale à Raulhac en 1959, ou à Lorcières à l'échelle du secteur en 1961, 13 à 15 % des numéros produits ont une connotation folklorique (VC 02/05/1959, 09/05/1959, 15/04/1961).
[2620] VC 23/05/1959.

cinéma[2621], du départ pour le collège urbain, plutôt qu'à celui de l'école primaire, qui n'était pas venue à bout de la pratique de la langue vernaculaire[2622]... Pourtant, le répertoire des coupes n'était pas entièrement ouvert à la société nouvelle, à la culture de masse. Point de place pour la chanson « yéyé » en pleine ascension[2623], alors même que *Rallye jeunesse*, au rôle « acculturateur » beaucoup plus probant, y consacre une large part. Néanmoins, pour une occasion très exceptionnelle comme le congrès de 1960, les Cantaliens font animer la soirée par Marie-Josée Neuville, « la collégienne de la chanson »[2624]. En temps habituel, dans les coupes, on cherchait encore à préserver les repères d'une époque en voie d'être révolue, quoique cela ait quelque chose d'artificiel. Les catégories proposées pour les prestations n'ont donc guère évolué. Néanmoins, un glissement significatif s'opère, au détriment du conte traditionnel, et au profit du sketch, correspondant davantage aux modèles proposés par les nouveaux artistes de café théâtre popularisés par la radio : le tiers des candidats aveyronnais, et près de la moitié des cantaliens, choisissent désormais de se produire dans cette catégorie, contournant ainsi le maintien formel des cadres du concours. Même les Cantaliennes (10 % des candidates[2625]) finissent par être admises à ce type de prestation. Les juniors bénéficient de nouvelles catégories, créées spécialement pour eux : clownerie, mime, instrument de musique en solo[2626] (guitare ou harmonica en Aveyron, accordéon dans le Cantal). Par le caractère assez informel de leur contenu, par leur « plasticité », les veillées ou séances récréatives « nouvelle formule »[2627], ont pu davantage constituer des lieux d'expression d'une « culture jeune » beaucoup plus fidèle à la réalité. Le fait d'y passer des disques, notamment, pouvait y inviter. Ainsi, à Rignac, le 31 décembre 1962, une veillée est organisée pour le réveillon[2628]. Les participants chantent, jouent, dansent : la bourrée certes, mais aussi le twist, le madisson… Là aussi, les perceptions culturelles « modernes », du « temps des copains », finissent bien par s'imposer, même dans ces sociétés rurales, et malgré le peu d'ouverture de la direction jaciste. Cela ne signifiait pas pour autant, comme on le voit, l'oubli de sa propre culture, terrienne (on danse toujours la bourrée). Mais comment était-elle désormais ressentie

---

[2621] *Cf.* Delporte, Ch., « Au miroir des médias », in Rioux, J.-P. et Sirinelli, J.-F., *La culture de masse…, op. cit.,* p. 305-351 (p. 334-339 : « Médias et culture jeune »).
[2622] Sur la relativisation du rôle de l'école dans la perte de la pratique des langues locales : *cf.* Chanet, J.-F., *L'école républicaine et les petites patries (1879-1940),* Paris, Aubier, 1996.
[2623] *Cf.* Sohn, A.-M., *op. cit.*, p. 78-92.
[2624] VC 30/04/1960. Elle a alors déjà sorti deux albums et effectué trois passages à l'Olympia.
[2625] Période sondée : 1955-63 (sondage portant sur les listes conservées pour ces années là dans les archives de l'abbé Delpeuch).
[2626] *Cf.* Sohn, A.-M., *op. cit.*, p. 90.
[2627] En Aveyron : 120 rien que d'octobre 1959 à mai 1960, et « beaucoup » en 1960-1961 : AMO, Bilan des activités d'octobre 1959 à mai 1960 de l'Association sociale et culturelle de la jeunesse du Rouergue (association réunissant la JAC et la JACF, destinée à gérer leurs rapports avec les pouvoirs publics, et notamment à négocier les subventions) ; *ibid.* pour 1960-1961.
[2628] JR 01/1963.

par les jeunes : toujours comme partie prenante de leur culture au quotidien ? ou comme une tradition, à entretenir certes, mais de façon distanciée ?

Si une certaine retenue peut être relevée face à l'introduction d'une « culture jeune », qui de toute façon s'insinue inexorablement dans les manifestations jacistes, c'est peut-être aussi parce que l'institution jaciste entendait veiller à la cohésion des communautés rurales. Prenons l'exemple de la décision, prise après une vive discussion, d'organiser un bal, à Almon (Aveyron) en août 1959[2629]. Cette acceptation elle-même révèle la coexistence de deux tendances, qu'il faut tâcher de concilier. C'est d'abord celle du retour vers un passé mythifié, reconstruit de façon artificielle : l'entrée est donc gratuite, pour renverser la tendance à la commercialisation ; les musiciens sont originaires des environs, et le programme de danses imposé par les organisateurs inclut des morceaux « locaux », afin que les anciens ne soient plus exclus des réjouissances. Mais la deuxième tendance, concomitante, est celle de la reconnaissance du progrès inéluctable chez les jeunes d'une culture musicale détachée des racines terriennes : si aucun bal n'avait été organisé, ils auraient sorti leurs tourne-disques pour en improviser un, qu'il n'aurait pas été possible de contrôler, et qui aurait exclu à la fois les musiques traditionnelles et les « anciens », voire les adultes. Ce type de réaction rappelle de près le cas de la Mayenne étudié par Patrick Champagne à peine plus tardivement (années 1960-70) : après la disparition dans les années 1940 des fêtes d'origine, où présidaient la gratuité et la participation quasi-exclusive de la communauté villageoise, était née dans les années 1960 une fête estivale, ouverte sur l'extérieur, très commerciale, avec bal payant tenant davantage de la discothèque que du bal populaire, « fête pour les autres plus que fête de la commune » ; puis, très vite, le lundi, était apparue une contre-fête, réservée aux habitants, gratuite, exaltant les valeurs rurales et non plus urbaines, réinvestissant les modes traditionnels de réjouissance, avec, lors du bal, des valses, la pleine lumière, jeunes et vieux se côtoyant, en lieu et place des danses à la mode, de la lumière tamisée, et du public de jeunes venus de l'extérieur ; « contre-fête » vite jugée désuète, et qui devait disparaître avant la fin des années 1970, mais qui entre temps avait permis à la transition de s'opérer en douceur[2630].

Quant aux défilés de chars, dans la période antérieure au milieu des années 1950, nous avions repéré qu'en Aveyron, ils accordaient une grande place à l'exaltation des composantes

[2629] JR 06/1959. « Loin de reculer durant les trente glorieuses, les bals villageois connaissent leur apogée en 1969-1973 » (Sohn, A.-M., *op. cit.*, p. 112)

[2630] « La fête au village », dans *L'héritage refusé. La crise de la reproduction sociale de la paysannerie française. 1950-2000*, Paris, Seuil, coll. Points essais, 2002, notamment p.36-39.

traditionnelles d'un monde rural quelque peu figé : les travaux agricoles, le plus souvent à l'ancienne, l'artisanat rural, la famille paysanne... En revanche, dans le Cantal s'imposait la projection vers l'avenir, exaltant les bienfaits du progrès pour le monde rural.

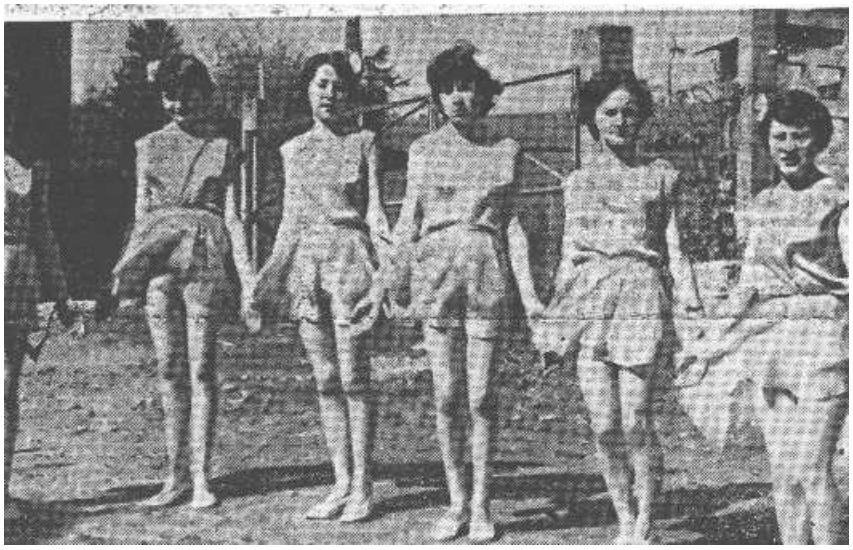
En Aveyron, à partir du début des années 1960, les défilés de chars marquent plutôt une ouverture sur la société globale. Sur les neuf programmes détaillés qui nous sont parvenus, deux s'organisent autour du binôme hier/aujourd'hui, l'un renvoyant à la chanson[2631], l'autre[2632] abordant la modernisation de la maison rurale, essentiellement de la cuisine, et insistant, plus largement, sur les espoirs que l'ensemble de la planète peut mettre dans les progrès de la science et du dialogue entre les peuples (chars sur les savants, les fusées, les races se donnant la main autour du globe). A d'autres occasions, l'évocation du travail aborde aussi bien celui de l'ouvrier ou de l'intellectuel, que celui du paysan, ou la question de l'esclavage, tandis qu'une évocation du XIXe s.[2633] met à la fois en avant le moulin à vent rural, le rôle des transports (diligence, train à vapeur), ou la Belle époque *citadine*, pour se clore dans l'actualité, avec une « voiture présidentielle » occupée par trois jacistes pourvus des masques de De Gaulle, Kennedy et Krouchtchev. Indubitablement, le monde rural *en soi* ne constitue plus *la* référence par essence. Quand l'évocation fait appel à la nostalgie, elle paraît portée par une culture urbaine romantique (le moulin à vent, la diligence...) qui a pu être véhiculée tant par l'école que par les nouveaux médias. Il en va de même pour l'ouverture sur l'actualité internationale et ses figures de proue, qui témoigne d'un alignement culturel relevant de la constitution d'une « culture de masse ». En revanche, dans le Cantal, une certaine continuité semble pouvoir être repérée avec les thématiques de la période précédente, centrées sur l'évocation du monde agricole, et sur l'exaltation des bienfaits du progrès apporté par la mécanisation[2634]. On en vient donc à constater une situation paradoxale : ce qui, dans le Cantal, paraissait un gage de modernité autour de 1950, apparaît dix ans plus tard, parce que rien n'a changé, comme un signe d'ouverture moindre (de la JAC/F) aux mutations de la société, puisque l'évolution vers une culture nationale voire internationale globale n'est pas entérinée, et on continue à ne regarder que du côté de son pré-carré agricole. En revanche, en Aveyron, l'insistance moindre sur les aspects techniques, et l'accent mis au contraire sur les aspects sociaux et culturels, ont permis un glissement qui a entériné et incorporé le passage d'une société rurale en grande partie agricole, à une société campagnarde de plus en plus liée culturellement à la société citadine. D'autres indices

[2631] JR 06-07/1955.
[2632] JR 11/1960.
[2633] JR 07-08/1961.
[2634] Par exemple : SC 02/06/1962.

confirment ces tendances divergentes : lors des coupes, le reliquat de prestations en patois est plus significatif dans le Cantal, et quand les juniors aveyronnais ont adopté la guitare, nombre de cantaliens préfèrent l'accordéon. S'il était confirmé, dans la lignée de ce que suggèrent les travaux d'Etienne Fauvet sur l'Ain[2635], que le contenu des défilés cantaliens est le plus fidèle à celui des autres défilés jacistes, alors le contenu aveyronnais ressortirait avec plus d'originalité encore, et apparaîtrait comme un trait révélateur parmi d'autres, du rôle aigu d'accompagnement joué par la JAC/F dans l'ouverture des campagnes aveyronnaises, ou, plus largement, de régions longtemps marquées par une forte emprise traditionnelle de l'Eglise (?) à la société nouvelle.

Néanmoins, l'existence de divergences dans l'intégration de nouveaux contenus culturels, pris au sens strict, n'empêche pas l'apprentissage commun de nouveaux comportements sociaux. Ils s'expriment notamment lors des divertissements collectifs organisés par la JAC/F, lesquels peuvent alors jouer comme miroirs grossissants, suscitant parfois le passage à l'acte.

Les coupes, intégrées ou non à des fêtes rurales, ont ainsi contribué à l'apprentissage de nouveaux rapports au corps, tant en termes de gestuelle que d'habillement ou d'exposition. Pour leur numéro de danse lors de la coupe d'Arpajon (Cantal) en 1960, les adolescentes de St-Cernin apparaissent ainsi jambes dénudées[2636], une tenue qui aurait été jugée indécente en d'autres temps ou d'autres lieux.



Doc. III-11-5. Les adolescentes de St-Cernin à la coupe de la joie d'Arpajon (Cantal), 1960 (AAD)

[2635] Thèse citée, p.297.
[2636] VC 30/04/1960.

Se déguiser pour un sketch en paysan ridicule, en sabots, forcer le trait dans l'habillement et dans la gestuelle, à l'image de candidats à la finale de Pleaux en 1961 (Cantal)[2637], c'est, en retour, porter un regard sur soi-même ou les siens, sur son apparence, qui peut pousser à imiter davantage, si ce n'est déjà fait, un type de comportement plus « urbain »[2638]. Pour la jeune fille, c'est l'occasion, par nécessité d'harmonie au sein du groupe, de s'habiller différemment, de manifester un intérêt pour la mode du moment, à laquelle les journaux de masse du mouvement consacrent régulièrement des rubriques[2639].

Doc. III-11-6. Coupe de la joie départementale, Pleaux (Cantal) 1961 (AAD)

Les voyages participent aussi de cet apprentissage, notamment lorsqu'ils amènent à fréquenter la plage. Certes, une phase d'acclimatation fut sans doute nécessaire. Les clichés d'un voyage effectué quelques années plus tard par des militants et militantes du MRJC cantalien naissant, les montre, « goûtant » à la mer pieds nus, mais tout habillés : la température de l'air était-elle la seule responsable de cette pudeur ? L'apprentissage peut se faire néanmoins. Patrick Champagne a conduit une belle analyse des rapports au corps différenciés, observés à la plage autour de 1970, selon qu'il s'agissait de paysans ou d'urbains[2640] : ne relevait-il pas que les *jeunes* paysans étaient ceux qui tranchaient le moins avec les urbains ?

[2637] AAD, dossier « coupes de la joie », coupures de presse : « La farce du tonnelier ».

[2638] Au sein des stages de culture générale, l'apprentissage des techniques d'expression inculque aussi aux stagiaires des règles de comportement qui peuvent faciliter l'insertion dans un milieu urbain.

[2639] 3,4 % de l'espace de *Rallye jeunesse*, sondé entre avril 1959 et mai 1962, est consacré à des rubriques « mode ». Sur les processus de constitution d'un « mode » vestimentaire pour les enfants et les jeunes dans les années 1950-1960 : *cf.* Veillon, Dominique, *Nous les enfants. 1950-1970*, Paris, Hachette, 2003, 287 p., chap. 4 (p. 123-154).

[2640] Démarche « pesante » des paysans, bronzage irrégulier, bras légèrement écartés par rapport au corps, recherche de stabilité… : « Les paysans à la plage », dans *L'héritage refusé. La crise de la reproduction sociale de la paysannerie française. 1950-2000*, Paris, Seuil, coll. Points essais, 2002, notamment p.24-26.

Doc. III-11-7. Découverte de la Méditerranée pour un groupe du MRJC du Cantal dans les années 1960 (AAD)

Les coupes ont été aussi l'un des premiers et principaux lieux d'acceptation de la mixité par l'Eglise, donc de son apprentissage par les jeunes. Le comité régional mixte JAC/F d'Auvergne, réuni en février 1959, relève la multiplication des situations de mixité, tant pour les adolescents dans les cours complémentaires, qu'au sein du mouvement lors de diverses activités communes. La mixité est de plus en plus admise par la société[2641], mais parfois avec trop d'indulgence, jugent les responsables jacistes. Elle peut être positive, éduquant au respect mutuel via la camaraderie. Mais il y a pour l'instant trop de carences dans « l'éducation à la mixité » qui serait nécessaire[2642]. En agissant de façon appropriée, il serait possible de faire de la mixité un vecteur de richesse humaine, plutôt qu'un lieu de danger comme elle l'est encore trop souvent, conclut la JACF aveyronnaise peu après[2643]. La tonalité est la même à la session nationale suivante de la JACF : que le problème de la mixité paraisse résolu entre militantes, cela prouve qu'il peut l'être aussi à l'extérieur[2644]. En vue du congrès diocésain de 1960, la mixité est l'un des thèmes d'étude proposés, pour présenter les problèmes touchant les jeunes aux organismes professionnels et officiels[2645]. Lors de ce congrès, le jeu scénique mixte « apporte à l'équipe une plus grande compréhension entre garçons et filles de différents

[2641] Cette année même est celle où le ministère de l'Education nationale décide de ne plus construire que des lycées mixtes. La mixité avait commencé à être pratiquée, avant-guerre, dans les auberges de jeunesse. Dans le domaine des mouvements de jeunesse, les Eclaireurs de France, laïques, l'avaient adoptée en 1951, pour leurs « clans routiers ». Dans les années 1960, elle prévaudra peu à peu dans les écoles primaires et dans les nouveaux CES. *Cf.* Antoine Prost dans Parias, L.-H. (dir.), *Histoire générale de l'enseignement…, op. cit.*, t. 4, p. 510.
[2642] J Au 04/1959.
[2643] JR 05/1959.
[2644] JR 09/1960.
[2645] JR 06/1959.

milieux, un contact plus naturel entre garçons et filles »[2646]. En 1962, la zone Vallon organise un voyage mixte, à Brive, et la zone Ségala en projette un (avec deux cars séparés)[2647]. A l'occasion de la fête d'été co-organisée à Colombiès (zone Ségala, août 1962), les organisateurs se félicitent des bons échanges entre garçons et filles[2648]. A Rignac, le réveillon du 31 décembre 1962, que nous avons évoqué, est mixte : entre filles et garçons, on joue, on chante, on danse[2649]… Preuve que, loin des préjugés négatifs sur le bal exprimés notamment dans les années 1940, aller danser entre filles et garçons paraissait désormais aller de soi, dans un milieu catholique militant aveyronnais, au début des années 1960. La voie qui conduira à la mixité effective du MRJC en 1965[2650] est ouverte au tournant de 1960[2651]. Le ralliement sur le terrain s'appuie sur un habillage conceptuel guère éloigné de celui des syndicats d'enseignants qui avaient soutenu la marche vers la mixité quelques années avant le ralliement catholique : ils insistaient eux aussi sur les vertus d'une camaraderie loyale. Dans les deux cas, la part d'idéalisme n'était pas négligeable. Mais la « légitimation des camaraderies » créait indubitablement les conditions d'émergences de nouveaux rapports entre jeunes[2652]. Or, Danièle Hervieu-Léger reprend en bonne partie à son compte, à propos de la France, les analyses de l'historien britannique C. G. Brown, pour lequel « la césure qui marqua véritablement la fin de l'encadrement religieux de la société (…) n'est pas (…) la révolution scientifique, technique, industrielle et urbaine (…). C'est celle de la révolution des années 1960-1970 (…) dont la clé est (…) la mutation de la famille *et la redéfinition radicale des rapports de sexe* qui lui correspond »[2653].

[2646] JR 06/1960.
[2647] JR 04/1962, 11/1962.
[2648] JR 11/1962.
[2649] JR 01/1963.
[2650] Conq, J., art. cit.
[2651] *Cf.* Sohn, A.-M.*, Âge tendre et tête de bois. Histoire des jeunes des années 1960, op. cit.*, p. 252-253 : « La mixité (…) engendre des changements structurels dont on a mal mesuré la portée. Elle limite le temps et les lieux où les garçons peuvent se retrouver entre eux et apprendre les codes de la masculinité ancienne. Elle rend les rapports plus égalitaires et entraîne d'inévitables comparaisons entre les sexes. (…) On passe de l'homme dominateur et de son pendant, la femme admirative, à la jeune fille supérieure et au jeune homme efféminé. Le renversement est considérable, même si on ignore combien de jeunes des deux sexes participent à ce bouleversement normatif ».
[2652] *Cf.* les conclusions d' Antoine Prost dans Parias, L.-H. (dir.), *Histoire générale de l'enseignement…, op. cit.*, t. 4, p. 511-512.
[2653] Hervieu-Léger, D., *Catholicisme, la fin d'un monde, op. cit.*, p. 135-136 ; l'auteur cite Brown, C. G., *The Death of Christian Britain*, Londres, Routledge, 2001.

Conclusion

La JAC/F avait pu, par le passé, jouer comme vecteur principal – sans être pour autant le vecteur unique – de l'introduction de « nouveautés » auprès des jeunes des campagnes catholiques. Et cela, tant dans le domaine strictement agricole, que, plus largement, dans une perspective socio-culturelle : il suffit d'évoquer son rôle dans l'émergence d'une nouvelle vision du couple, ou de considérer combien les coupes de la joie ou les voyages ont revivifié le tissu culturel des campagnes.

Désormais, et *a fortiori* à partir de 1958, la JAC/F n'est plus, nous l'avons vu, au centre de l'action de modernisation agricole. Affaiblie, avec des effectifs restreints, elle n'est pas, non plus, un acteur majeur de l'ouverture accélérée sur le monde qui s'opère dans les campagnes de la fin des années 1950 et du début des années 1960. Sauf peut-être dans deux domaines. D'abord, les voyages de longue distance, pour lesquels elle dispose encore d'un quasi monopole auprès des jeunes dans les campagnes où l'Eglise reste forte. Ensuite, associée au MIJARC ou à Economie et Humanisme, dans le domaine de la sensibilisation aux questions de la faim dans le monde, de l'organisation des marchés, de l'inégale répartition des richesses et du sous-développement qui vont de pair, pensés, dans ces deux derniers cas, tant à l'échelle mondiale qu'à l'échelle nationale ; mais les aspects les plus complexes de ces problèmes, prenant place notamment dans la formation « générale » ou technique dispensée aux aînés, ne touchent vraiment qu'une partie plutôt restreinte de l'effectif jaciste même. Dans tous les autres cas, ce sont des vecteurs extérieurs au mouvement qui priment : la scolarisation prolongée ; la sociabilité et les solidarités juvéniles, qui passent pour l'essentiel hors du mouvement. Les « nouveautés » se diffusent de façon privilégiée à partir des trois groupes-interfaces que sont les filles, les « non-agricoles » – tels qu'ils sont désignés par la JAC – et les scolaires. Et surtout, doit être pris en compte l'impact de l'essor des médias : ils diffusent une culture de masse, ils concourent à l'émergence de sa déclinaison juvénile, ils rendent de plus en plus immédiate et familière l'actualité internationale, portée déjà au cœur des familles par l'emballement des « événements » d'Algérie. La JAC/F joue davantage comme « filtre », désormais ; à l'occasion, comme simple « caisse de résonance ».

Comme « filtre », elle élabore des cadres de lecture et tente de définir un ensemble d'attitudes à adopter face à l'« écho du monde ». La présence jaciste est systématiquement une présence chrétienne affirmée comme telle. L'idéal de préservation morale est notamment en œuvre dans l'accompagnement des soldats d'Algérie et de leurs proches (y compris, par la condamnation de la torture ou du racisme). Mouvement d'action, la JAC/F s'emploie à

maintenir, voire à renforcer, le caractère pédagogique et éducatif de ses activités, notamment de loisirs, allant à la rencontre de la « masse ». Elle entretient, notamment dans le Cantal, la prégnance des références rurales et agricoles.

Néanmoins, tout en « cadrant » l'approche, la JAC/F se contente d'*accompagner* la confrontation aux nouveaux enjeux internationaux et aux nouveaux modes de vie. Elle agit, ce faisant, en instance légitimante, sans pouvoir en contrôler toutes les conséquences, comme cela avait été le cas face au « progrès » agricole. Concevoir, sous la responsabilité des jeunes, des « moments festifs » qui cumulent l'ensemble des modes jacistes de réjouissance, et qui intègrent le bal, c'est à la fois manifester le désir d'un meilleur contrôle et d'une attractivité affirmée, et accompagner la commercialisation des fêtes et l'atténuation de leur caractère communautaire. C'est offrir des lieux-relais « convenables » pour la culture juvénile qui émerge (la musique, la mode…) : comme « caisse de résonance », la JAC/F, quoiqu'affaiblie, peut encore jouer un rôle socio-culturel non négligeable en régions de forte empreinte catholique, grâce à ses activités de masse. Le rôle socio-politique de la JAC/F est en revanche beaucoup plus effacé. Certes, une ligne « morale » a bien été définie pour les soldats d'Algérie. Mais globalement, la prise de parole sur les aspects les plus sensibles du conflit s'est révélée parcimonieuse, donc d'efficacité très aléatoire, tant le refus de l'engagement politique de la part du mouvement était une donnée ancrée dans sa culture organisationnelle, tant la reprise en main par la hiérarchie épiscopale le poussait, aussi, à s'auto-contrôler. Néanmoins, l'épisode de la grève de Decazeville nous montre, début 1962, à la fin de notre parcours chronologique, une JAC/F qui ne craint plus de rejoindre le mouvement social, ni de côtoyer des jeunes communistes dans l'action. La caution épiscopale rend cela possible. Plus largement que la JAC/F, c'est alors l'Eglise entière qui cherche à redéfinir sa place dans le monde. Le concile de Vatican II ouvre quelques mois plus tard.

Conclusion générale

Contrairement à l'image induite par les propos tenus par les responsables de la JAC au conseil national de 1945, la stratégie de l'« enfouissement » par atténuation des références religieuses n'a pas constitué, du moins dans le Massif central méridional, un mode de développement privilégié par la JAC et la JACF. Dans cet espace où l'emprise catholique était demeurée particulièrement vivace, s'« enfouir » dans l'environnement culturel local revenait plutôt à considérer le référent religieux comme essentiel, et à continuer à le mettre en avant. Dans le Cantal, plus « partagé » du point de vue de la pratique, les forces vives se sont d'ailleurs essentiellement concentrées sur les zones pratiquantes, où l'investissement militant se révélait le plus fructueux. Il est vrai, pourtant, qu'à partir des années 1950, la « visibilité » des aumôniers se réduit dans la presse militante. Mais il serait exagéré d'interpréter cela en termes d'atténuation du poids de l'encadrement clérical : car la rotation de plus en plus rapide des dirigeants a pu conduire aussi à ce que des ecclésiastiques, dans l'ombre, demeurent les vrais garants d'une continuité. Il est exact que c'est aussi l'époque où l'approche « morale » est la moins sensible dans le discours du mouvement ; mais cette période a été relativement courte, circonscrite entre 1948 et 1958. Le référent religieux est toujours demeuré essentiel, et sa force a été de servir d'interface. Ainsi, même ce qu'il put y avoir de plus profane dans l'action de la JAC/F s'est appuyé, dans le discours tenu par le mouvement, sur l'ancrage dans un humanisme chrétien qui faisait de la notion d'épanouissement de la personne et des communautés le fondement de l'action[2654]. Nous rejoignons ici volontiers les analyses de François Colson, quand il réhabilite l'importance de la dimension culturelle catholique, pour la JAC/F de l'après-guerre[2655]. Or, la bonne résistance de la religion jusqu'aux années 1960 dans les « pays chrétiens » auxquels appartenaient en très grande partie les départements étudiés, y offrait aux mouvements catholiques une situation de quasi-monopole dans les campagnes, et même d'interlocuteur naturel pour les institutions publiques, dans l'encadrement de la jeunesse rurale. Néanmoins, si le référent cultuel représenta assurément une assise culturelle essentielle, il ne faut pas être dupe : il constitua aussi pour une partie des

[2654] La formation ou la sensibilisation agricole, ménagère ou à la « culture générale » ; l'encouragement à la modernisation technique, de l'exploitation à la maison, en passant par la boutique ; l'animation festive ; les voyages et la plupart de leurs destinations ; la lutte contre la « cohabitation » des jeunes couples avec les parents ; l'engagement syndical pour les anciens…

[2655] « La JAC et la modernisation de l'agriculture », art. cit., p. 131 : « le catholicisme de la JAC se distingue (…) de la religion catholique traditionnelle des campagnes. (…) L'attention se porte plus qu'autrefois sur l'homme, sa valeur, ses richesses, ses potentialités en tant que création divine. Tout ce qui s'oppose à l'épanouissement de l'individu s'oppose aussi à l'amour que Dieu porte à Ses créatures (…) L'homme ne fait pas son salut tout seul mais en mettant ses capacités et son travail au service des autres (…) ».

militants un habillage conceptuel permettant, au sein de ces « pays chrétiens », de se dédouaner tout en menant une action profane. Le CNJA, à l'approche de l'époque de la « décomposition des idéologies et des croyances »[2656], a agi à large échelle comme un révélateur de tendances multiples qui avaient longtemps coexisté au sein de la JAC/F. Mais dès l'avant-guerre, la création de Jeunesses paysannes du Cantal, laïques, vite investies par d'anciens membres de la Jeunesse catholique rurale, montrait que celle-ci (et la JAC, plus tard) pouvait apparaître dans un premier temps aux « moins religieux » des militants comme un compromis acceptable, en l'absence d'autre structure similaire. Dans les années 1930, le phénomène paraît encore circonscrit aux zones de transition vers les « pays indifférents » comme l'est la Haute-Auvergne. Mais à la fin de notre période, la JAC/F a pu aussi, de plus en plus, constituer malgré elle l'un des sas de la « sortie de la religion ».

C'est alors sa fonction de « mouvement agricole » qui l'emportait. Or, si nous cherchons à préciser encore le champ d'action de la JAC/F, et à mesurer l'impact à moyen terme de son action, nous constatons une similitude certaine, quoiqu'incomplète[2657], en confrontant les cartes-bilans de la présence jaciste en Aveyron et dans le Cantal (Doc. A-2-5 p. 618), à celle du taux d'actifs demeurés dans l'agriculture une vingtaine d'années après la transformation du mouvement en MRJC (doc. A-1-9-3 p. 591). Les anciennes zones jacistes sont peu ou prou celles où le taux d'actifs dans l'agriculture est demeuré le plus élevé. Ce ne sont pas là, en général, de grandes exploitations à hauts revenus[2658] : ces dernières semblent plutôt avoir résisté à la pénétration jaciste. Ce sont essentiellement des exploitations moyennes, semi-intensives, herbagères avec céréales et parfois arboriculture. Elles ont été, surtout en Aveyron, les principales bénéficiaires, entre 1955 et 1970, de la disparition des petites exploitations, en les absorbant[2659] (doc. A-1-9-1 p. 590). Elles ont tiré profit tout particulièrement de la mécanisation et de la vulgarisation agricole[2660]. Inversement, les anciennes zones de « faiblesse » du jacisme sont devenues en bonne partie, vingt ans après la disparition du mouvement, celles où l'importance des résidences secondaires, ou de la reconversion dans l'accueil touristique, signes d'une certaine « déprise » agricole, étaient les

[2656] Todd, E., *L'invention de l'Europe, op. cit*., p. 439.
[2657] L'Aubrac fait toujours exception, comme pour le critère de la pratique religieuse. De même, la présence de l'agglomération d'Aurillac entraîne aussi une perturbation localisée pour les cantons de son ressort.
[2658] Relativement à la région…
[2659] Notamment en Aveyron et sur la Planèze de Saint-Flour.
[2660] La carte de répartition des tracteurs en Aveyron en 1960 correspond de près à celle de la présence jaciste. En Châtaigneraie cantalienne, « l'accroissement des rendements a été obtenu grâce à la vulgarisation agricole et au dynamisme des agriculteurs » (*Le Cantal rural et ses possibilités d'avenir,* Aurillac, DDA du Cantal, 1971, 115 p. ; *cf.* aussi Belbezet, A., « La Châtaigneraie », *Revue de la Haute-Auvergne*, 1970, p. 103-113, ou encore Teyssedou, Michel, « Agriculture de la Châtaigneraie d'hier à aujourd'hui », *Revue de la Haute-Auvergne*, avril-septembre 2000, p.143-144).

plus manifestes. Ce ne sont là que des indices, à manier avec prudence. Mais ils peuvent aider à s'interroger sur la signification de l'action jaciste.

Ces indices ne signifient pas nécessairement que dans cette région, à moyen terme, l'agriculture a « mieux » résisté, en tant qu'activité économique pourvoyeuse d'emplois, là où la JAC/F avait été la plus présente : nous avons vu qu'elle s'était principalement implantée dans des espaces déjà « plus agricoles » que la moyenne. Mais elle a dû au moins contribuer à ce maintien, en entretenant l'idéal de l'exploitation familiale moyenne, rendue viable au prix de la modernisation technique et à la coopération. Certes, l'implication de la JAC/F dans ce domaine s'est appuyée, comme nous l'avons dit plus haut, sur un corps de doctrine humaniste qui s'est affirmé essentiellement dans l'après-guerre. Mais il serait restrictif de réduire à cela l'explication d'un pareil engagement. Nous avons vu qu'il n'y avait pas eu de linéarité dans le degré de prise en compte de l'agriculture par la Jeunesse catholique rurale. Celle-ci fut présente parfois dès avant la guerre. Dès cette époque, avant même la JAC/F, la Jeunesse catholique rurale, via la formation postscolaire, a contribué au processus par lequel le travail de la terre était appelé à devenir progressivement un métier. Au fond, il serait possible d'insister sur une certaine continuité, une expérience acquise : l'éthique de l'épanouissement, dans l'après-guerre, aurait seulement remplacé l'éthique du chef compétent, laquelle pouvait déjà conduire auparavant à condamner la « routine » agricole. Or, la JAC/F n'est pas seulement venue « relayer et donner une considérable extension » à des expériences timides[2661]. Celles-ci variaient beaucoup, d'un lieu à l'autre – nous l'avons vu, du Cantal à l'Aveyron –, en fonction du contexte local : politique, syndical, religieux… L'éthique de l'épanouissement est issue d'un travail d'appropriation progressive des expériences préalables, après, parfois, une phase de relative répulsion qui a permis, d'un diocèse à l'autre, un ajustement des valeurs et aspirations portées par la jeunesse catholique rurale. L'importance du rôle social ultérieur de la JAC/F doit beaucoup à une « configuration historique particulière »[2662] : le contexte de la guerre, qui a préparé le terrain en réhabilitant – ou en habilitant – l'intervention dans le domaine de l'agriculture ; et celui des années 1950, marqué par la croissance économique, qui facilitait les reconversions et les recompositions sociales. Mais tout en offrant une justification idéologique aux départs, la JAC/F n'a pas rompu totalement avec une mystique rurale, omniprésente les premières années, quitte à ce que celle-ci se réinvestisse sous d'autres formes par la suite : en dernier lieu dans une défense d'un rééquilibrage régional grâce à une politique d'aménagement du territoire, ou dans l'appui

[2661] Hervieu-Léger, D., *Catholicisme, la fin d'un monde, op. cit*., p. 116.
[2662] Colson, F., « La JAC et la modernisation de l'agriculture », art. cit.

donné à la lutte contre la faim dans le monde. La JAC/F n'a pas empêché l'exode rural, contrairement à ce qu'elle aurait souhaité dans ses premières années d'existence, mais elle ne l'a pas non plus particulièrement encouragé : d'un point de vue géographique, dans les départements étudiés, il n'y a pas de rapport évident entre l'intensité de la présence jaciste et celle de la baisse ultérieure de la population (doc. A-1-9-2 p. 591). Outre le maintien d'un taux plus important d'agriculteurs, le rôle de la Jeunesse catholique dans la sauvegarde d'une certaine vitalité rurale transparaît peut-être aussi dans le fait que nous relevions, encore, une similitude frappante avec la carte des troupes de théâtre cantaliennes et aveyronnaises dans les années 1980 (doc. A-1-9-4 p. 591) : ne pourrait-il pas y avoir là un effet lointain des coupes de la joie ?

Cet aspect des choses renvoie à une action sociale large de la JAC/F, ayant fait œuvre de promotion collective en s'attaquant à la disqualification économique comme à la disqualification sociale et culturelle. Or, la JAC/F a souvent été abordée comme un organisme de promotion individuelle, ou, de façon plus restrictive, comme une « pépinière de leaders ». L'étude du profil des dirigeants a pourtant montré que dès le départ, plusieurs logiques sociales coexistent chez eux : celle de la promotion, certes, mais aussi celles de la reproduction ou de la réintégration. Il semble bien qu'en avançant dans le temps, globalement, la logique de la promotion sociale l'emporte de plus en plus chez les dirigeants. Néanmoins, la variable régionale compte beaucoup : la JAC/F paraît dans l'ensemble avoir été relativement liée au monde des notables dans le Cantal aux grandes propriétés, alors que la fédération aveyronnaise nous a offert l'exemple d'une conquête précoce des organisations agricoles par les jeunes catholiques, face aux détenteurs traditionnels du pouvoir. Malheureusement, il faudrait pouvoir opérer des études prosopographiques beaucoup plus fines que nous n'avons pu le faire, pour repérer les motivations et les atouts ou handicaps sociaux préalables, et pour déterminer si la réussite très voyante de quelques jacistes reflète de façon absolue celle du mouvement, ou si d'autres logiques sont aussi à l'œuvre. La seconde solution pourrait expliquer, par exemple, que, dans les années 1960, la carte du taux d'adhésion aux syndicats agricoles locaux aveyronnais, ou celle des associations d'aides familiales rurales (p. 589)[2663], ne correspondent que partiellement à la carte d'intensité de l'activité jaciste, alors que ces organismes reflètent la capacité locale d'initiative et d'engagement, pour des responsables issus ou non de la JAC ou de la JACF. La JAC/F, en fait, est demeurée en concurrence avec des logiques sociales préexistantes, qui continuent à

[2663] Pour l'Aveyron et le Cantal. Ces associations ont été initiées par le Mouvement familial rural, prolongement adulte de la JAC/F.

fonctionner parallèlement. Sans JAC/F, les processus traditionnels de reproduction sociale d'une élite ont pu continuer à agir, notamment dans des zones de faiblesse du jacisme, qui étaient plutôt celles de la grande propriété ; sans substrat adéquat, la JAC/F a pu avoir du mal à faire émerger de nouveaux dirigeants ; là où la JAC/F rencontrait des dynamiques de promotion sociale préexistantes, comme dans le Ségala aveyronnais, elle a pu en revanche contribuer à les activer et à les étendre.

En fin de compte, nous pouvons nous demander si, de fait, JAC/F n'aurait pas davantage opéré dans le sens d'une promotion collective au service de l'action individuelle, qui a pu être portée par la notion d'épanouissement, que dans le sens d'une promotion individuelle au service d'une action collective. Nous entendons par là que les processus d'entraînement par la JAC/F ont été de nature collective, communautaire, s'appuyant sur un terreau catholique de paysans moyens. Mais que la formation reçue, technique et spirituelle, tout en mettant l'accent sur la notion de service, portait en elle des concepts susceptibles de conduire à la recherche d'une réussite de vie personnelle : la notion de « chef exemplaire » était un héritage de départ ; par la suite, celle d'« épanouissement » de la personne a pu amener à privilégier le destin individuel, la notion de choix, pendant que la mise en avant de la modernisation technique créait une mystique de la réussite, ou simplement, dédouanait de tout scrupule face à elle[2664]. Ainsi pourrait s'expliquer, aussi, l'existence d'itinéraires ultérieurs particulièrement divers chez les anciens jacistes.

[2664] Même les solutions d'agriculture communautaire ont pu être abordées comme le moyen de sauvegarder *son* exploitation individuelle…

Annexes

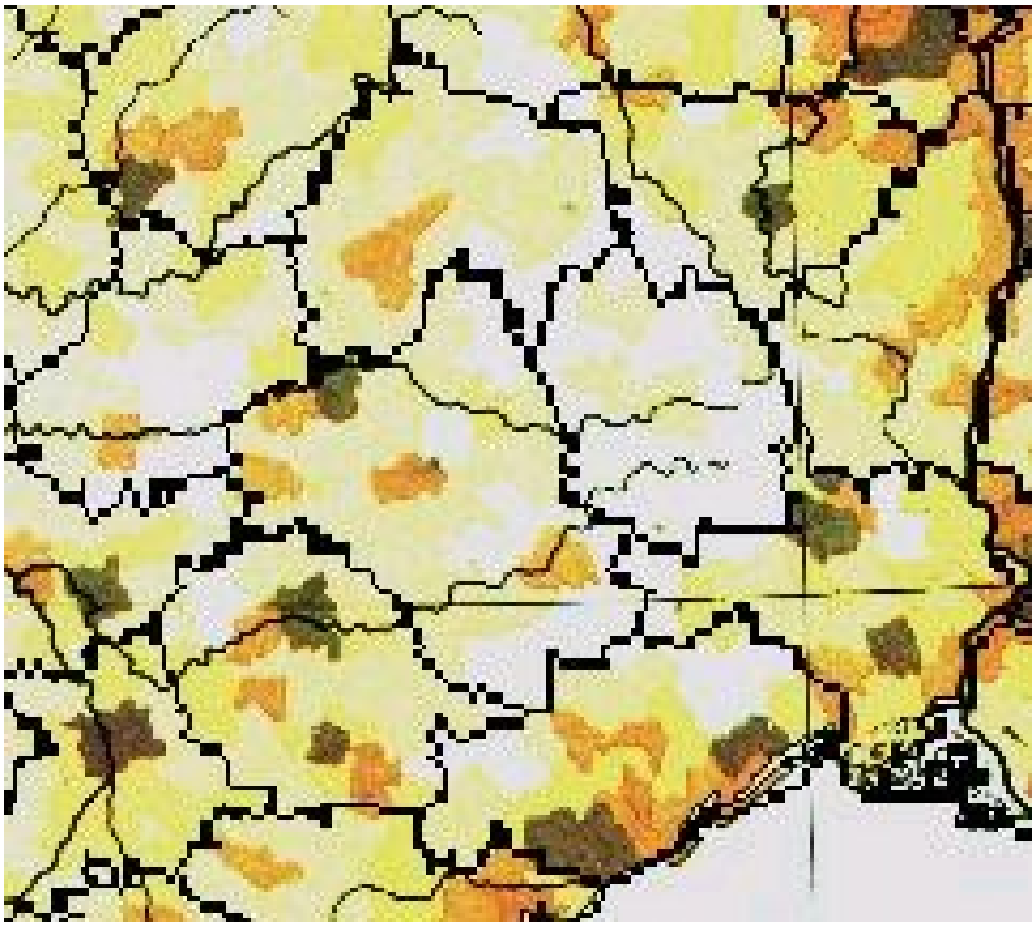
1 – Le cadre spatial

1-1. Carte physique, principaux axes de communication et principales localités du Cantal et de l'Aveyron (doc. A-1-1) :

d'après le *Nouvel Atlas général*, Paris, Bordas, s.d. [fin des années 1950], p. 42.
(principales routes en noir, et voies de chemin de fer en marron)

1-2. La population

doc. A-1-2 : Sensités (années 1950)



d'après le *Nouvel Atlas général*, Paris, Bordas, s.d. [fin des années 1950]

1-3. Le cadre administratif : les communes

1-3-1. Cantal

Doc. A-1-3-1

1 : Code INSEE
2 : Nom de la commune

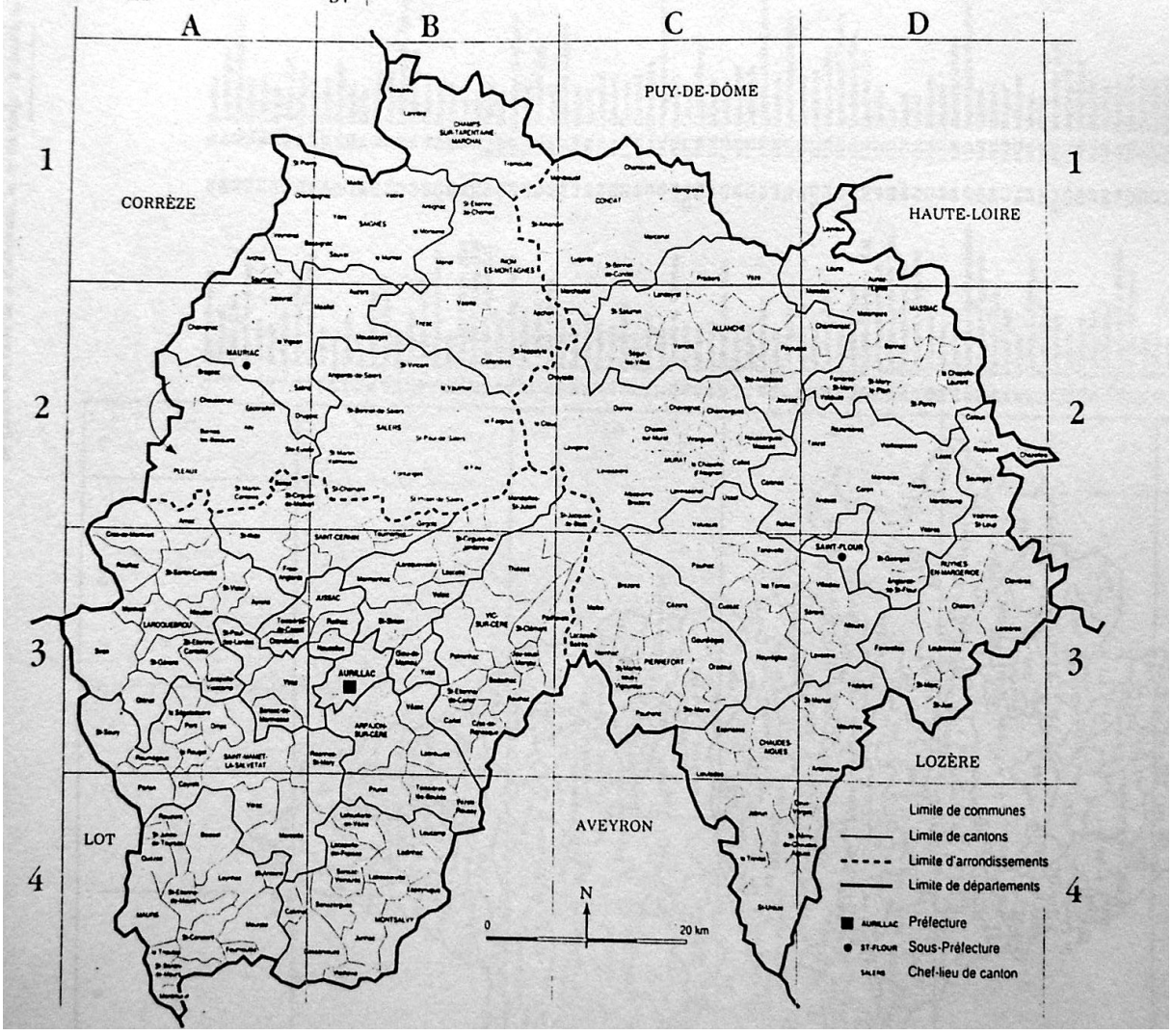
Liste des communes

3 : Population sans doubles comptes 1990
4 : Coordonnées sur la carte

1	2	4
025	Aubepeyre-Breuons	C2
001	Allanche	C2
002	Alleuze	D3
003	Ally	A2
004	Andelat	D2
005	Anglards-de-St-Flour	D3
006	Anglards-de-Salers	B2
007	Anterrieux	D3
008	Antignac	B1
009	Apchon	B2
010	Arches	A1
011	Arnac	A2
012	Arpajon-sur-Cère	B3
013	Auriac-L'Église	D1
014	Aurillac	B3
015	Auzers	B2
016	Ayrens	A3
017	Badailhac	B3
018	Barriac-les-Bosquets	A2
019	Bassignac	A1
020	Beaulieu	B1
269	Benne	A2
021	Boisset	A4
022	Bonnac	D2
024	Bragelac	A2
026	Brezons	C3
027	Calvinet	A4
028	Carlat	B3
029	Cassaniouze	B4
030	Cayrols	A4
031	Celles	C2
032	Celoux	D2
033	Cézens	C3
034	Chaliers	D3
035	Chalinargues	C2
036	Chalvignac	A2
037	Champagnac	A1
038	Champs-sur-Tarentaine-Marchal	B1
040	Chanterelle	C1
041	Chapelle-d'Alagnon (La)	C2
042	Chapelle-Laurent (La)	D2
043	Charmensac	D2
044	Chastel-sur-Murat	C2
045	Chaudes-Aigues	C3
046	Chaussenac	A2
047	Chavagnac	C2
048	Chazelles	D2
049	Cheylade	B2
050	Claux (Le)	B2
051	Clavières	D3
052	Collandres	B2
053	Coltines	C2
054	Condat	C1
055	Coren	D2
056	Crandelles	A3
057	Cros-de-Montvert	A3
058	Cros-de-Ronesque	B4
059	Cussac	C3
060	Deux-Verges	D1
061	Dienne	C2
063	Drugeac	A2
064	Escorailles	A2
065	Espinasse	C3
066	Falgoux (Le)	B2
067	Fau (Le)	B2
068	Faverolles	D3
069	Ferrières-St-Mary	D2
070	Fontanges	B2
071	Fournoulès	A4
072	Freix-Anglards	A3
073	Fridefont	D3
074	Giou-de-Mamou	B3
075	Girgols	B2
076	Glénat	A3
077	Gourdièges	C3
078	Jabrun	C4
079	Jaleyrac	A2
081	Jou-sous-Monjou	B3
080	Joursac	C2
082	Jussiac	B4
083	Jussac	B3
084	Labesserette	B4
085	Labrousse	B3
086	Lacapelle-Barrès	C3
087	Lacapelle-del-Fraisse	B4
088	Lacapelle-Viescamp	A3
089	Ladinhac	B4
090	Lafeuillade-en-Vézie	B4
091	Landeyrat	C2
092	Lanobre	B1
093	Lapeyrugue	B4
094	Laroquebrou	A3
095	Laroquevieille	B3
096	Lascelle	B3
097	Lastic	D2
098	Laurie	D1
099	Lavastrie	D3
100	Laveissenet	C2
101	Laveissière	C2
102	Lavigerie	C2
103	Leucamp	B4
104	Leynhac	A4
105	Leyvaux	D1
106	Lieutades	C3
107	Loubaresse	D3
108	Loupiac-Bessi	D3
110	Lugarde	C1
111	Madic	B1
112	Malbo	C3
113	Mandailles-St-Julien	B2
114	Marcenat	C1
116	Marchastel	C2
117	Marcolès	A4
118	Marmanhac	B3
119	Massiac	D2
120	Mauriac	A2
121	Mauriac	D3
122	Maurs	A4
123	Mealet	B2
124	Menet	B1
125	Menturies	D2
126	Molèdes	D2
127	Molompize	D2
128	Monsegur (La)	B1
129	Montboudif	B1
130	Montchamp	D2
131	Montel (Le)	B1
132	Montgreleix	C1
133	Montmurat	A4
134	Montsalvy	B1
135	Montvert	A3
136	Mourjou	A4
137	Moussages	B2
138	Murat	C2
139	Narnhac	C3
140	Naucelles	B3
141	Neussargues-Moissac	C2
142	Neuvéglise	C3
143	Niederdan	A3
144	Omps	A3
145	Oradour	C3
146	Paulhenols	B3
147	Parlan	A4
148	Paulhac	C3
149	Paulhenc	C3
150	Pers	A3
151	Peyrusse	C2
152	Pierrefort	C3
153	Pleaux	A2
154	Polminhac	B3
155	Pradiers	C1
156	Prunet	B4
157	Quezac	A4
158	Rageade	D2
159	Raulhac	B3
160	Reilhac	B3
161	Rezentières	D2
162	Riom-es-Montagnes	B1
163	Roannes-St-Mary	B3
164	Roffiac	C2
165	Roffiac	A3
268	Rouget (Le)	A3
166	Roumegoux	A3
167	Rouziers	A4
168	Ruynes-en-Margeride	D3
169	Saignes	B1
170	St-Amandin	B1
172	St-Antoine	A4
173	St-Bonnet-de-Condat	C1
174	St-Bonnet-de-Salers	B2
175	St-Cernin	B3
176	St-Chamant	B2
178	St-Cirgues-de-Jordanne	B3
179	St-Cirgues-de-Malbert	A2
180	St-Clément	B3
181	St-Constant	A4
182	St-Étienne-Cantalès	A3
183	St-Étienne-de-Carlat	B3
185	St-Étienne-de-Chomeil	B1
184	St-Étienne-de-Maurs	A4
187	St-Flour	D3
188	St-Georges	D3
189	St-Gérons	A3
190	St-Hippolyte	B2
191	St-Illide	A3
192	St-Jacques-de-Blatz	C2
194	St-Julien-de-Toursac	A4
195	St-Just	D3
196	St-Mamet-la-Salvetat	A3
197	St-Marc	D3
199	St-Martial	D3
200	St-Martin-Cantalès	A2
201	St-Martin-sous-Vigouroux	C3
202	St-Martin-Valmeroux	B2
203	St-Mary-le-Plain	D2

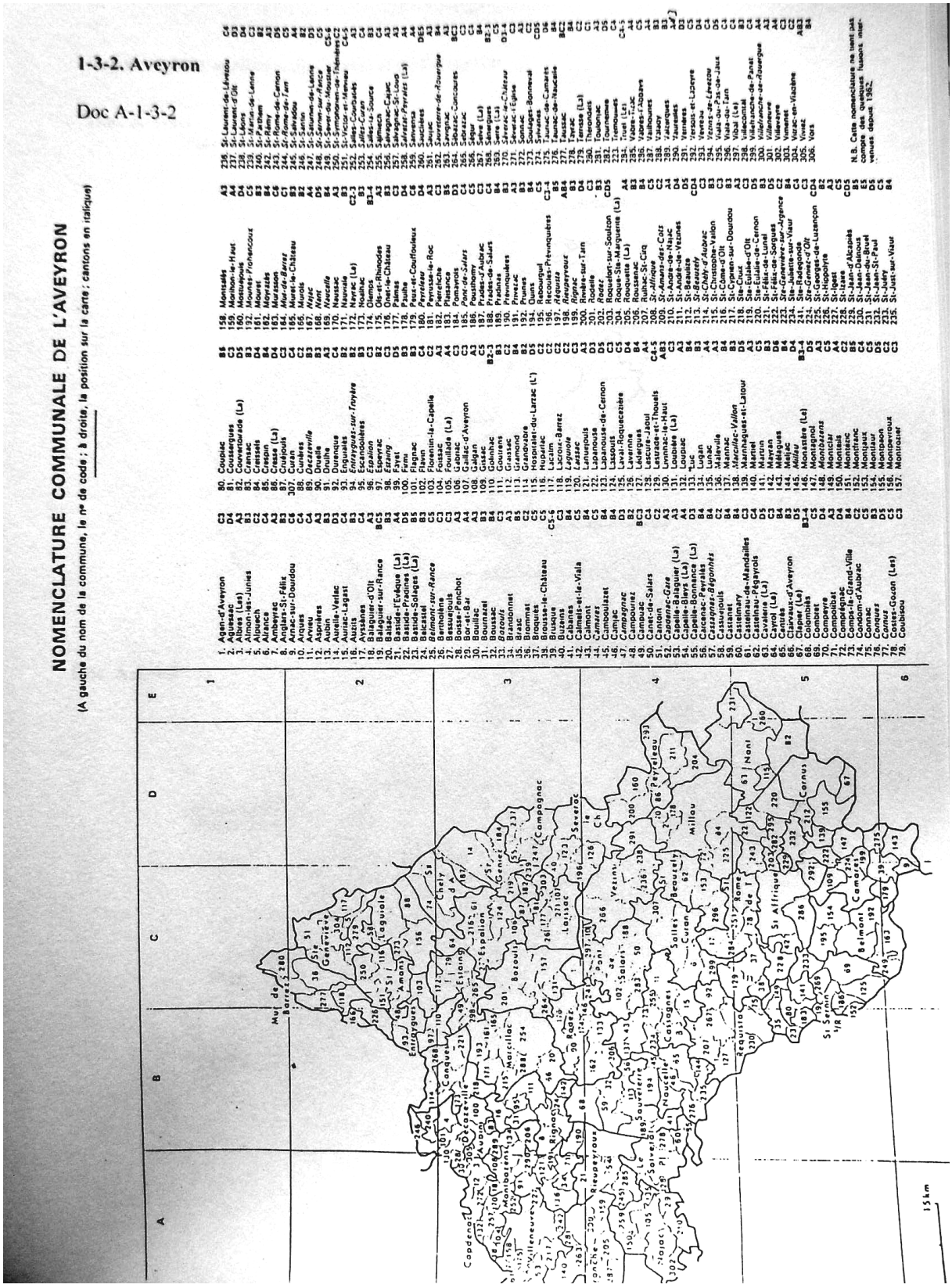
1	2	4
203	St-Paul-de-Salers	B2
204	St-Paul-des-Landes	A3
206	St-Perdoux	A1
207	St-Poncy	D2
208	St-Projet-de-Salers	B2
209	St-Rémy-de-Chaudes-Aigues	D4
211	St-Santin-Cantalès	A3
212	St-Santin-de-Maurs	A4
213	St-Saturnin	C2
214	St-Saury	A3
215	St-Simon	B3
216	St-Urcize	C4
217	St-Victor	A3
218	St-Vincent	B2
171	Ste-Anastasie	C2
186	Ste-Eulalie	A2
198	Ste-Marie	C3
219	Salers	B2
220	Salins	A2
221	Sansac-de-Marmiesse	A3
222	Sansac-Veinazès	B4
223	Sauvat	B1
224	Ségalanniers (Les)	A3
225	Ségur-les-Villas	C2
226	Senezergues	B4
227	Sérieys	D3
228	Siran	A3
229	Soulages	D2
230	Sourniac	A1
231	Talizat	D2
232	Tanavelle	C3
233	Tessières-de-Cornet	A3
234	Tessières-en-Bouyes	B1
235	Ternes (les)	C3
236	Thiézac	B3
237	Tiviers	D2
238	Tournemire	B3
240	Tremouille	B1
241	Trinitat (la)	C4
242	Trioulou (le)	A4
243	Trizac	B2
244	Ussel	C2
245	Vabres	D2
246	Valette	B2
247	Valjouze	D2
248	Valuéjols	C2
249	Valuéjols (le)	B2
250	Vebret	B1
251	Vedrines-St-Loup	D2
252	Velzic	B3
253	Versols	C2
254	Vezac	A1
255	Vézac	B3
256	Vèze	C1
257	Vezels-Roussy	B4
258	Vic-sur-Cère	B3
259	Vieillespesse	D2
260	Vieillevie	B4
261	Vigean (le)	A2
262	Villedieu	D3
263	Virargues	C2
264	Vitrac	A4
265	Ydes	B1
266	Yolet	B3
267	Ytrac	A3

Carte administrative



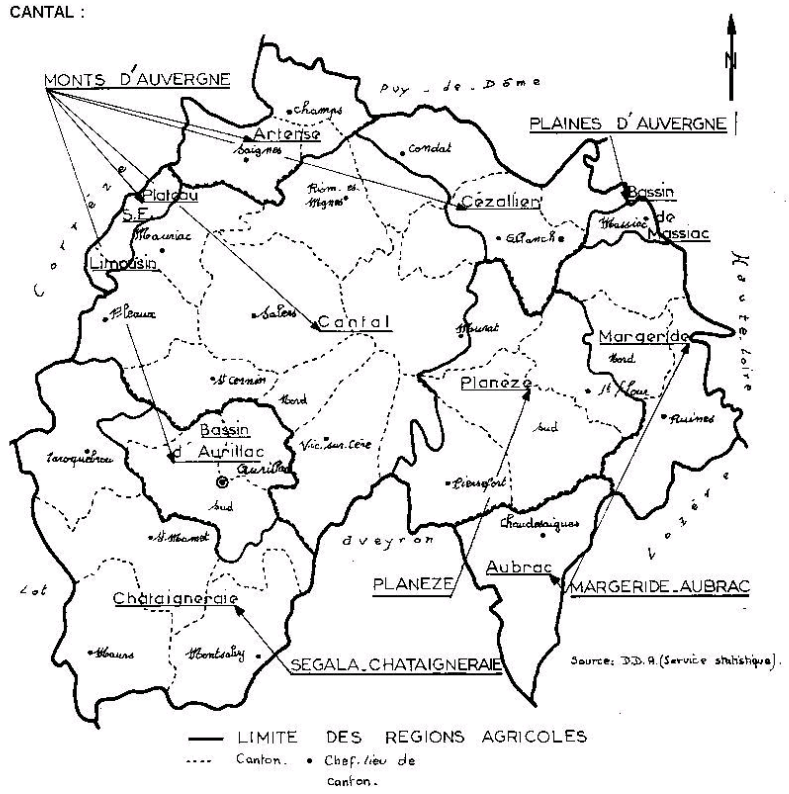
1-3-2. Aveyron

Doc A-1-3-2



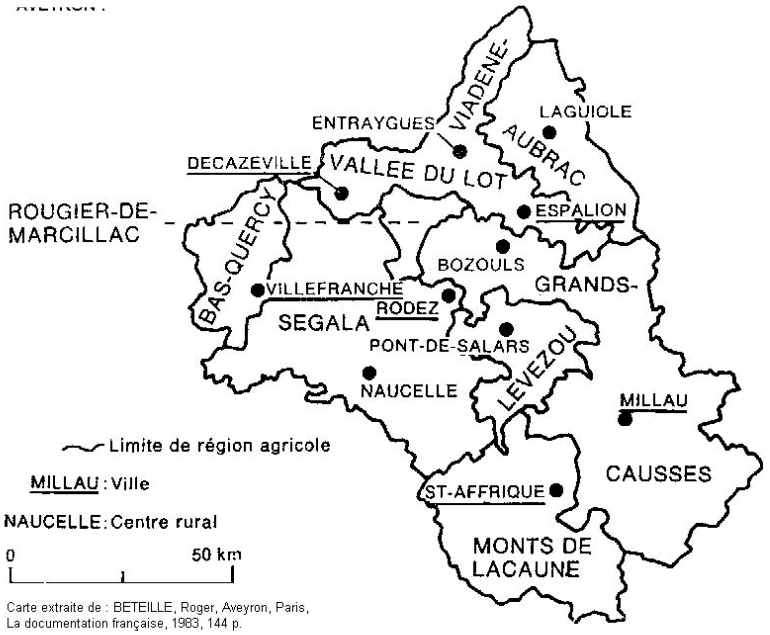
1-4. Les régions agricoles du Cantal et de l'Aveyron

Doc. A-1-4-1



Carte extraite de : Le Cantal rural et ses possibilités d'avenir, Aurillac, DDA du Cantal, 1971, 115 p.

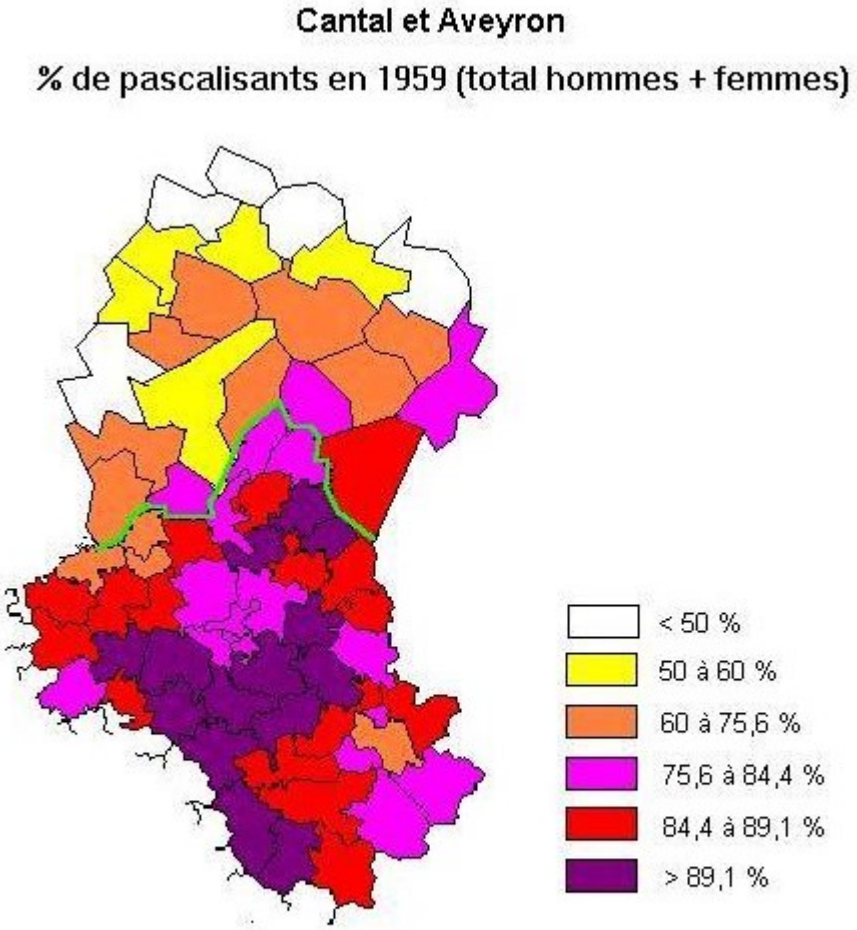
Doc. A-1-4-2



Carte extraite de : BETEILLE, Roger, Aveyron, Paris, La documentation française, 1983, 144 p.

1-5. Carte de la pratique religieuse cantonale

doc. A-1-5

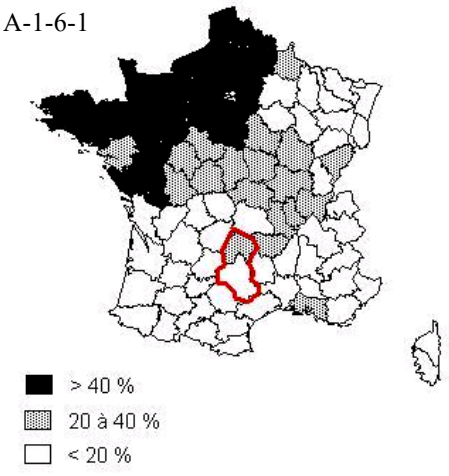


Source : BOULARD, Fernand, CHOLVY, Gérard et HILAIRE, Yves-Marie (dir.), Matériaux pour l'histoire religieuse du peuple français. Tome III : Aunis, Saintonge, Angoumois, Limousin, Auvergne, Guyenne, Gascogne, Béarn, Foix, Roussillon, Languedoc, Atlas réalisé par le laboratoire de cartographie de l'université Paul Valéry (Montpellier), Paris, 1992, 544 p.

1-6. Le Cantal et l'Aveyron dans le contexte agricole français (doc. A-1-4, a à e)

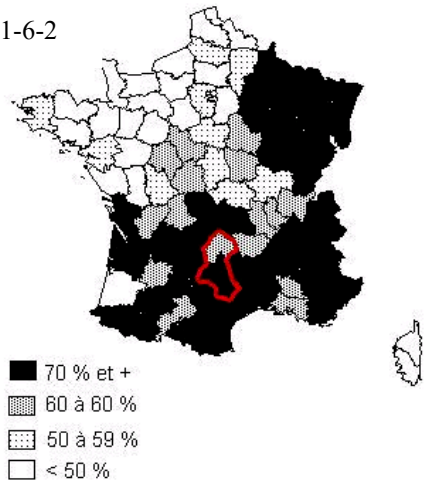
a) Fermage en 1946

Doc. A-1-6-1



b) Faire-valoir direct en 1946

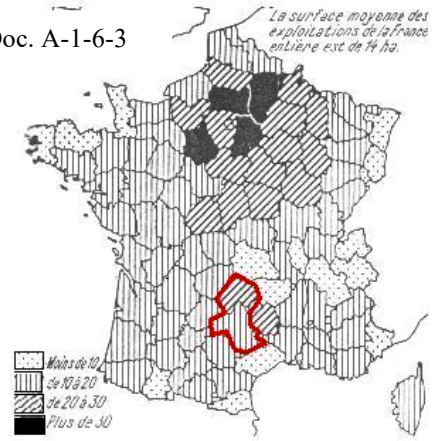
Doc. A-1-6-2



D'après l'Atlas historique de la France contemporaine 1800-1965, Paris, Colin, 1966, 234 p.

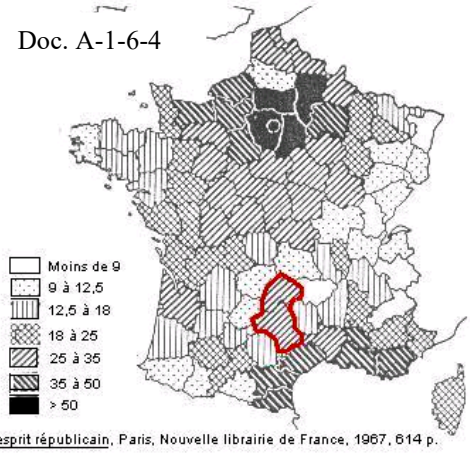
c) Dimension moyenne des exploitations par département en 1955 (en ha)

Doc. A-1-6-3



d) Pourcentage des salariés agricoles par rapport à la population active agricole en 1954

Doc. A-1-6-4

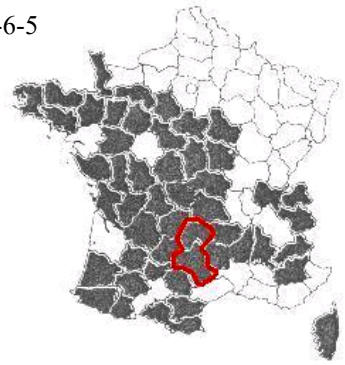


D'après PARIAS, Louis-Henri (dir.), Histoire du peuple français, t. 5, Cent ans d'esprit républicain, Paris, Nouvelle librairie de France, 1967, 614 p.

e) Pourcentage d'agriculteurs dans la population active

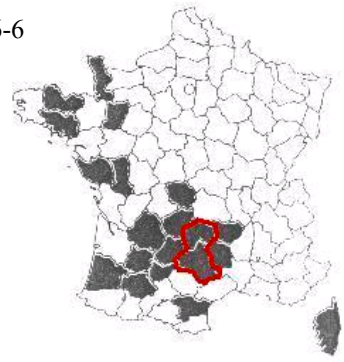
1936 :

Doc. A-1-6-5



1954 :

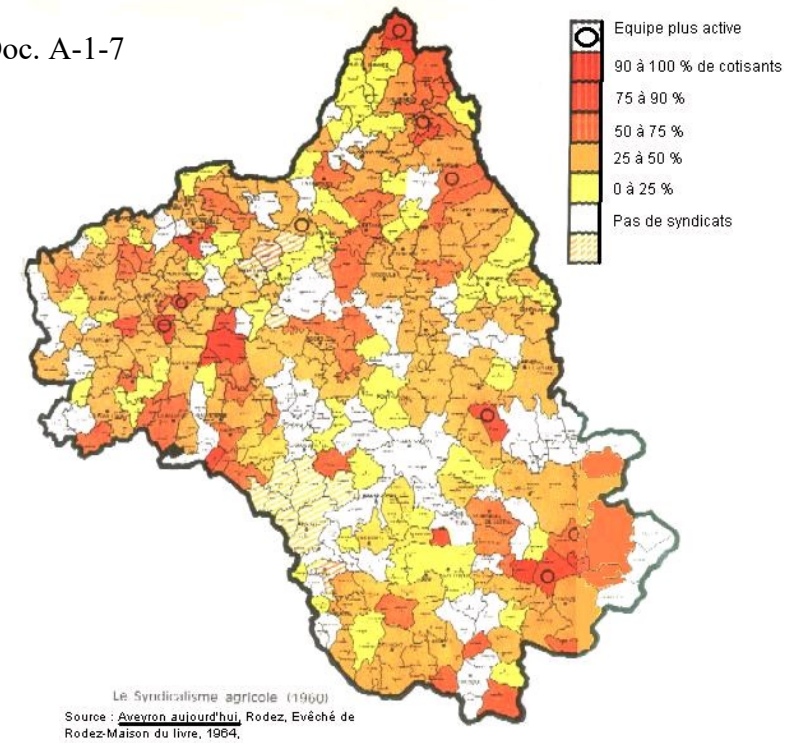
Doc. A-1-6-6



D'après LE BRAS, Hervé, Les trois France, Paris, Odile Jacob, éd. 1995, 469 p.

1-7 – Engagements (1) : Syndicalisme agricole aveyronnais en 1960

Doc. A-1-7

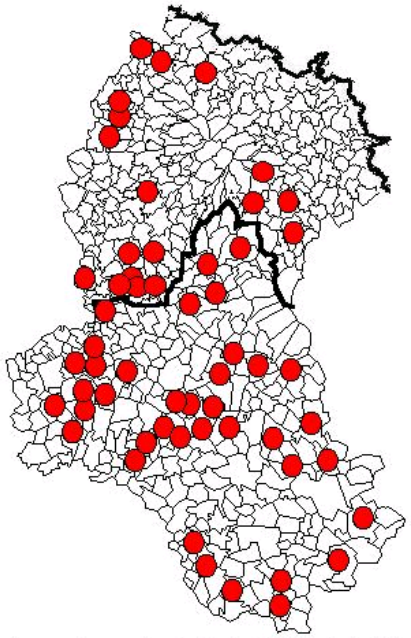


Source : Aveyron aujourd'hui, Rodez, Evêché de Rodez-Maison du livre, 1964.

1-8 – Engagements (2) : Associations d'aides familiales rurales (Aveyron et Cantal)

Doc. A-1-8

Associations d'aides familiales rurales dans les années 1960.
Cantal et Aveyron

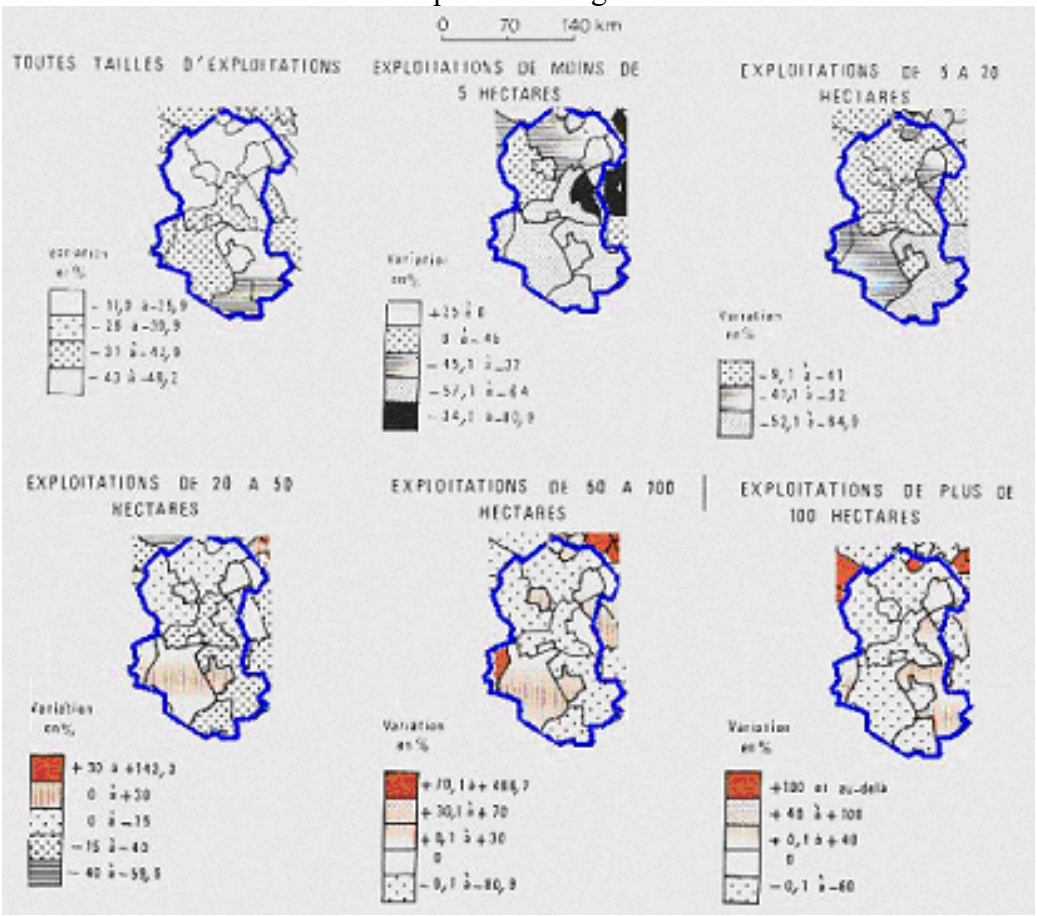


Sources : Aveyron aujourd'hui, Rodez, Evêché de Rodez-Maison du livre, 1964 ; et archives de l'ADMR du Cantal (état des associatiosn en 1967)

1-9. Prolongements

doc. A-1-9-1 :

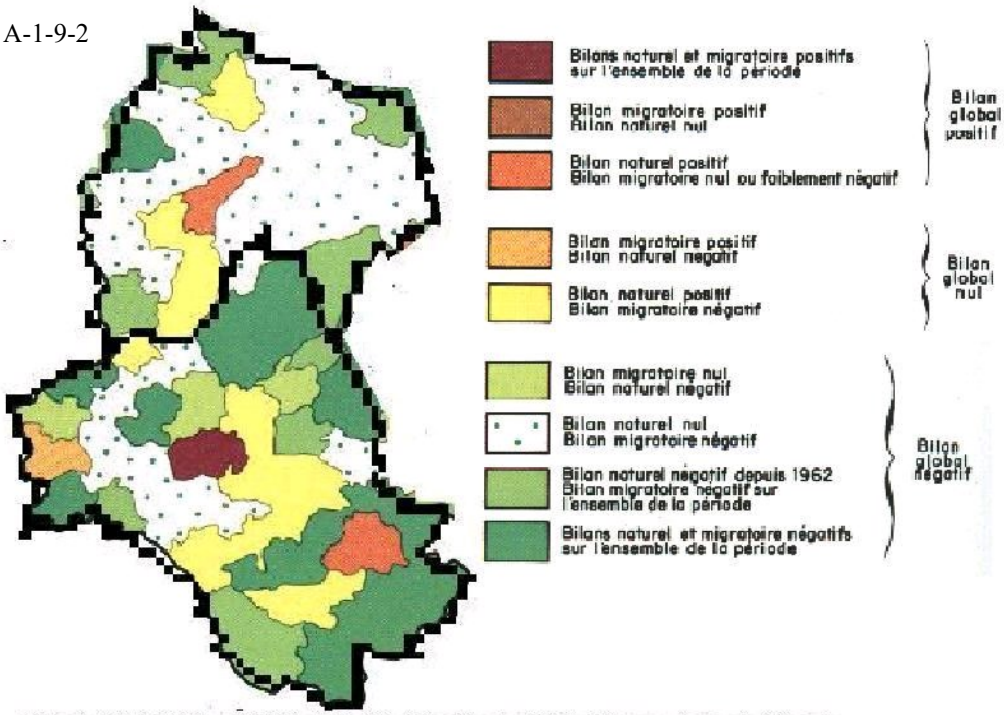
Evolution du nombre d'exploitations agricoles entre 1950 et 1970



d'après BOUET, Guy et FEL, André, *Le Massif central*, Paris, Flammarion, coll. Atlas et géographie de la France contemporaine, 1983, 348 p.

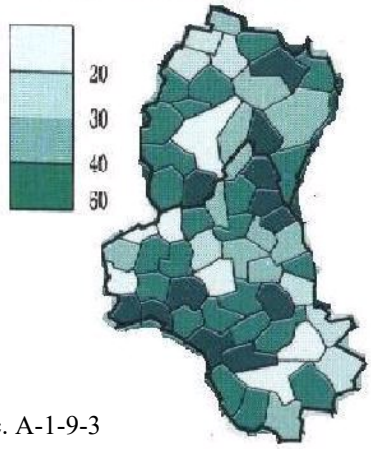
b) Evolution des bilans naturel et migratoire entre 1954 et 1975

Doc. A-1-9-2



D'après BOUET, Guy et FEL, André, Le Massif central, Paris, Flammarion, coll. Atlas et géographie de la France contemporaine, 1985, 348 p.

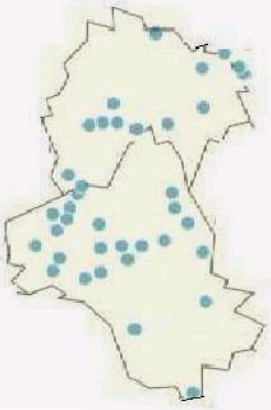
c) Actifs de l'agriculture
en % de l'ensemble
des actifs ayant un emploi
au début des années 1980



Doc. A-1-9-3

D'après RAVIGNAN, François de, et ROUX, Pierre, Atlas de la France verte, s.l., Editions Jean-Pierre de Monza, 1990, 220 p.

d) Troupes de théâtre (dont amateurs)
dans les années 1980



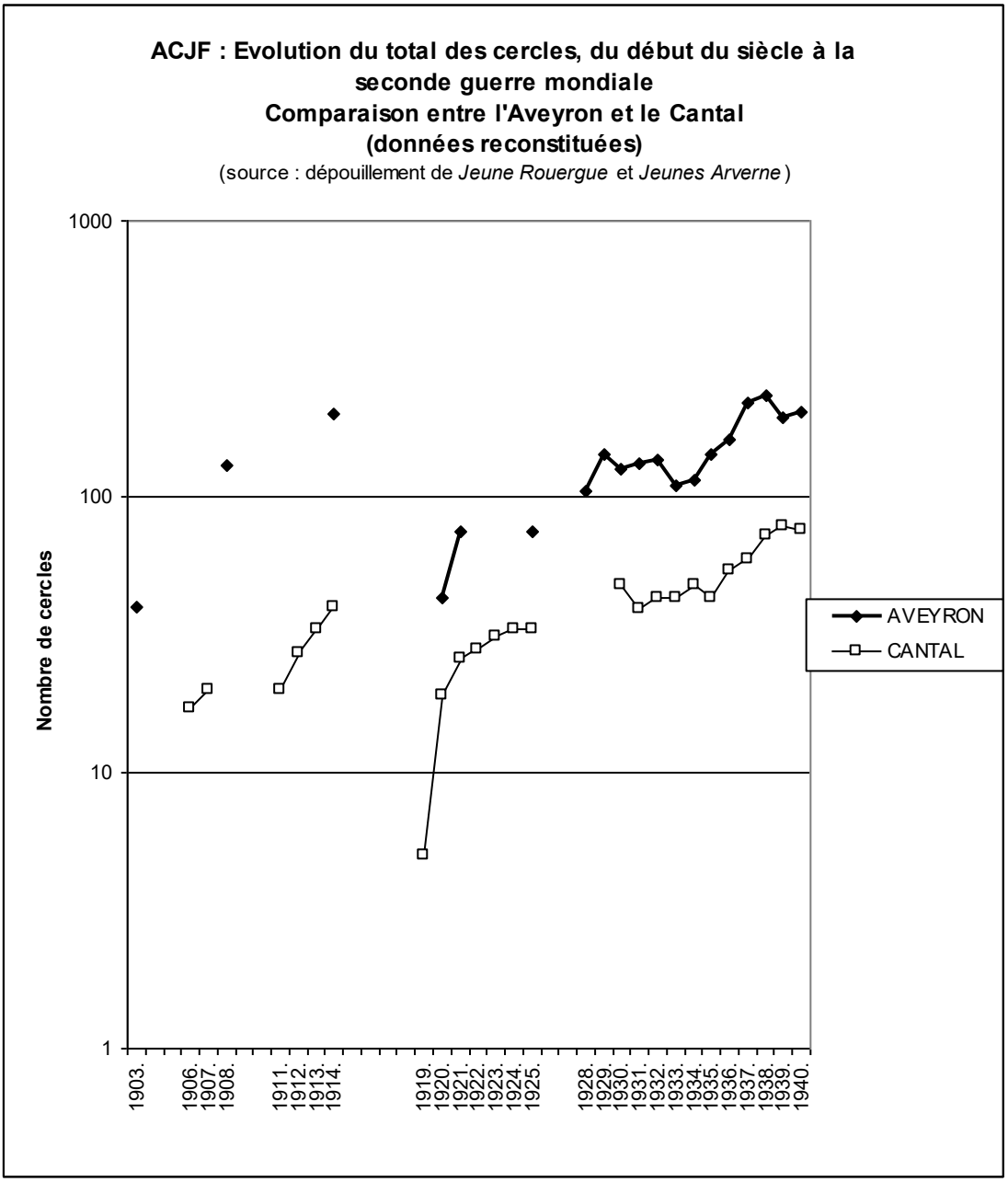
Doc. A-1-9-4

D'après SAINT-JULIEN, Th. (dir), Atlas de France, vol. 5, Société et culture, Montpellier-Paris, RECLUS-La documentation française, 1997, 144 p.

2 – Des cercles de jeunesse catholique aux sections jacistes

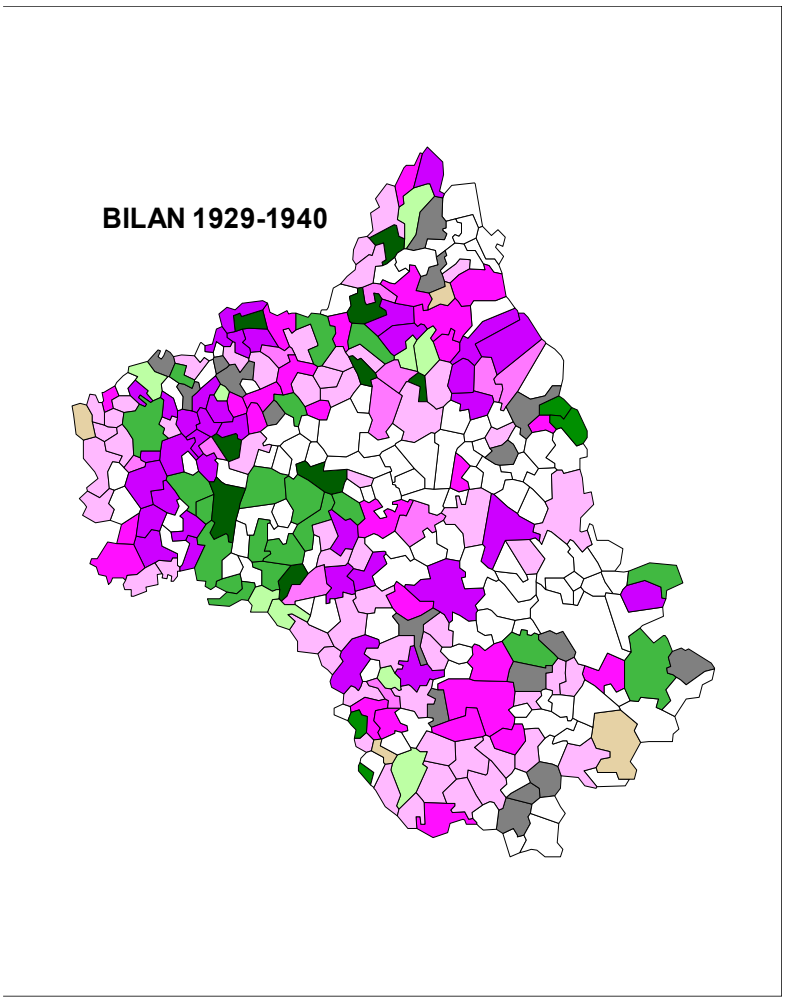
2-1.: L'entre-deux-guerres

Doc. A-2-1-1



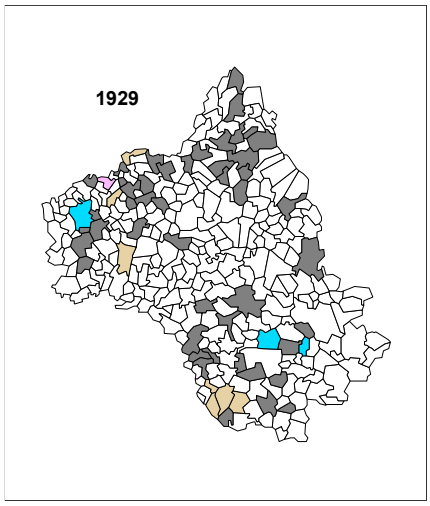
Doc. A-2-1-2

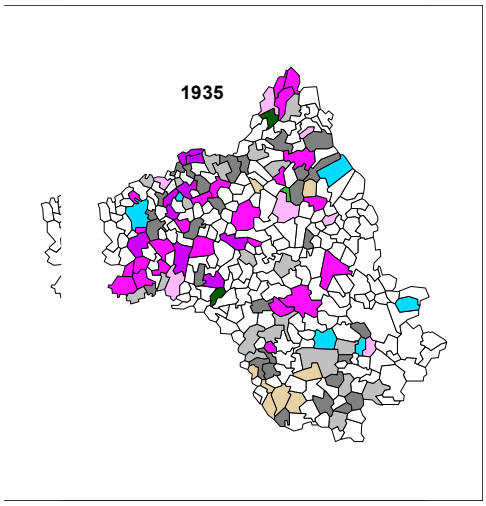
La marche vers la JAC en Aveyron

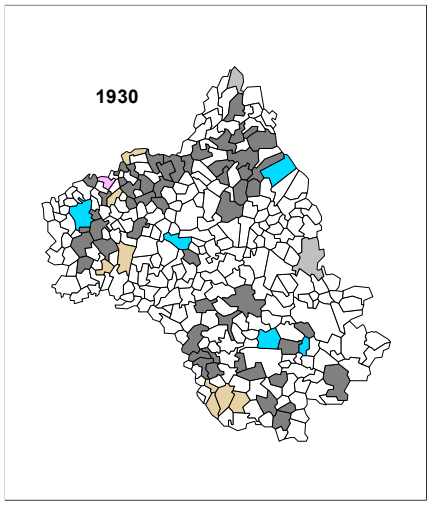


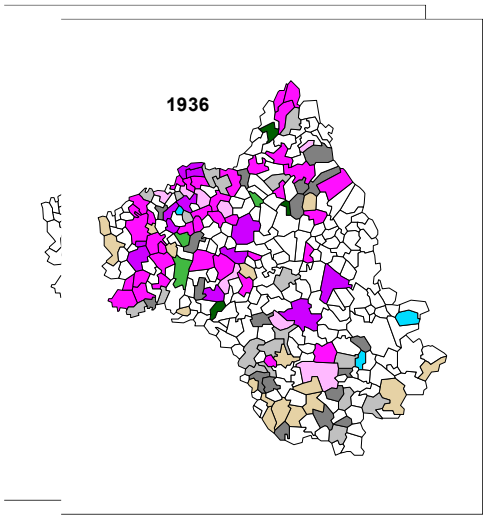
Légende

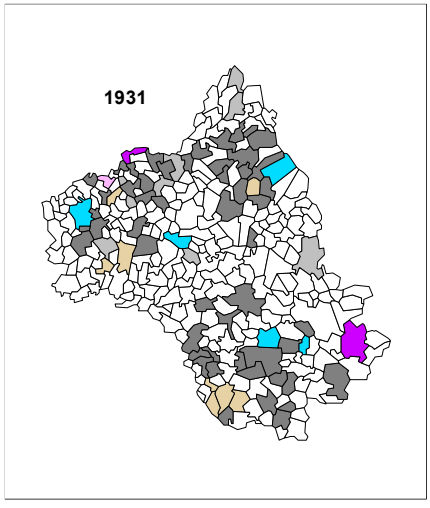
- Aucun groupe d'ACJF
- Groupe d'ACJF à l'existence très probable
- Groupe rural d'ACJF non spécialisé
- Discussions sur l'agriculture au sein du groupe
- Groupe inscrit aux EAC (études agricoles par correspondance)
- Conctact dans lendemain avec la JAC
- Contact à l'issue incertaine avec la JAC
- Contact passif régulier avec la JAC
- Contact actif avec la JAC
- Pratique occasionnelle des méthodes de la JAC
- Pratique régulière des méthodes de la JAC
- Dossier d'affiliation à la JAC déposé
- Section affiliée à la JAC

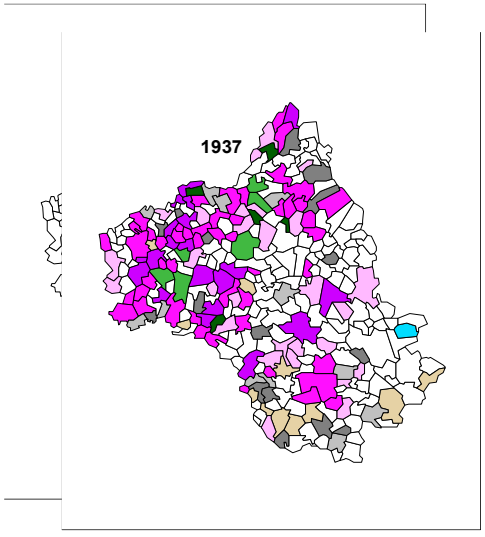

1929


1935


1930


1936

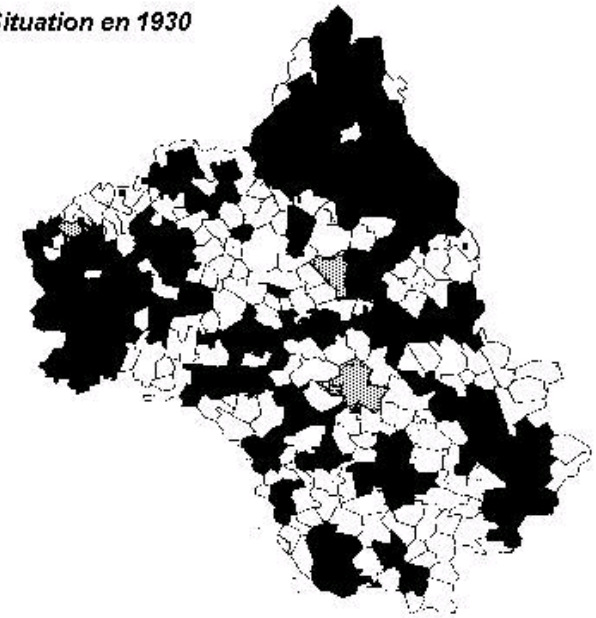

1931


1937

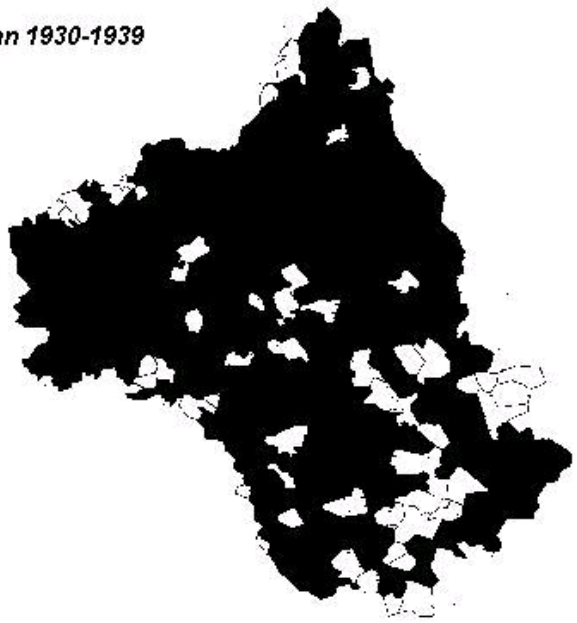
Doc. A-2-1-3

Cercles de la Jeunesse féminine catholique aveyronnaise

Situation en 1930



Bilan 1930-1939



Aucun groupe signalé

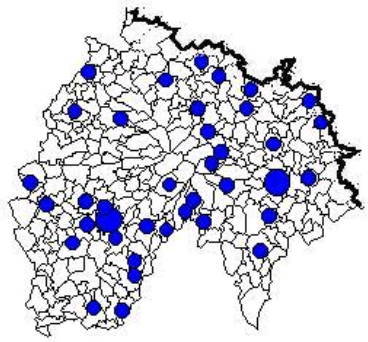
Cercle à l'existence incertaine

Cercle attesté

Source : Fleur de France

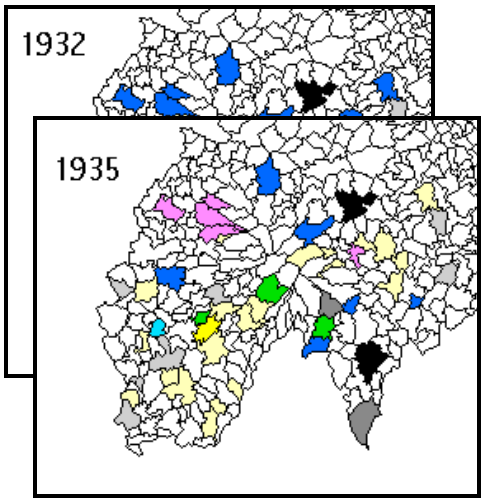
Doc. A-2-1-4

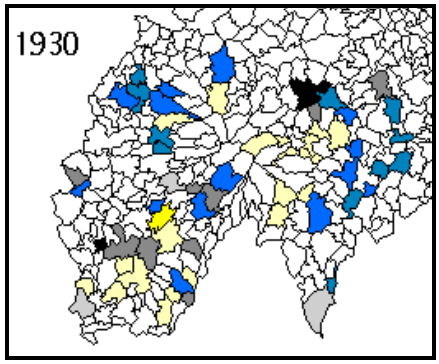
Cantal (légende identique à celle des cartes aveyronnaises, Doc. A-2-1-2) :

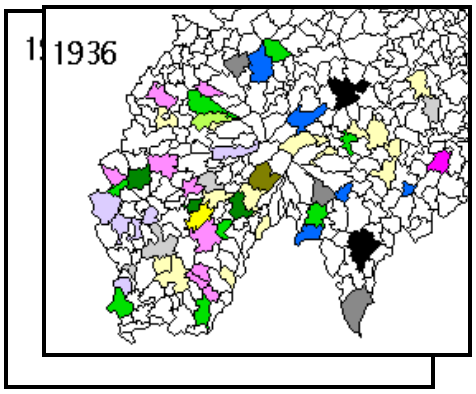


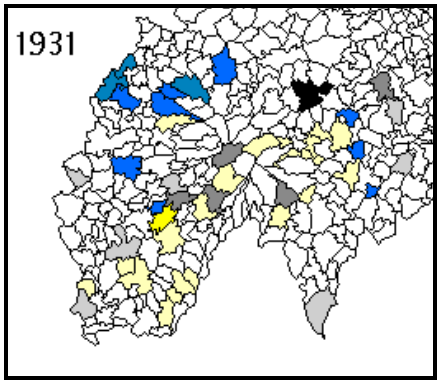
Cercles d'étude
de la jeunesse catholique masculine cantalienne
à la veille de la Première guerre mondiale

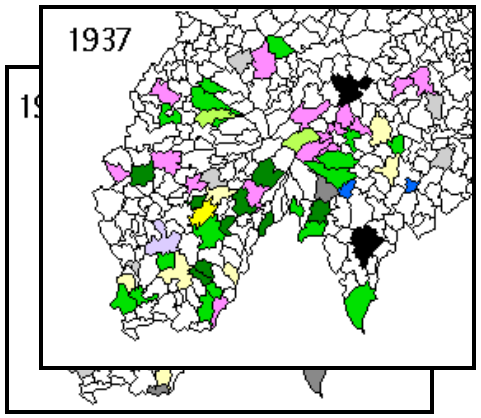
d'après *Jeunes Arvernes*



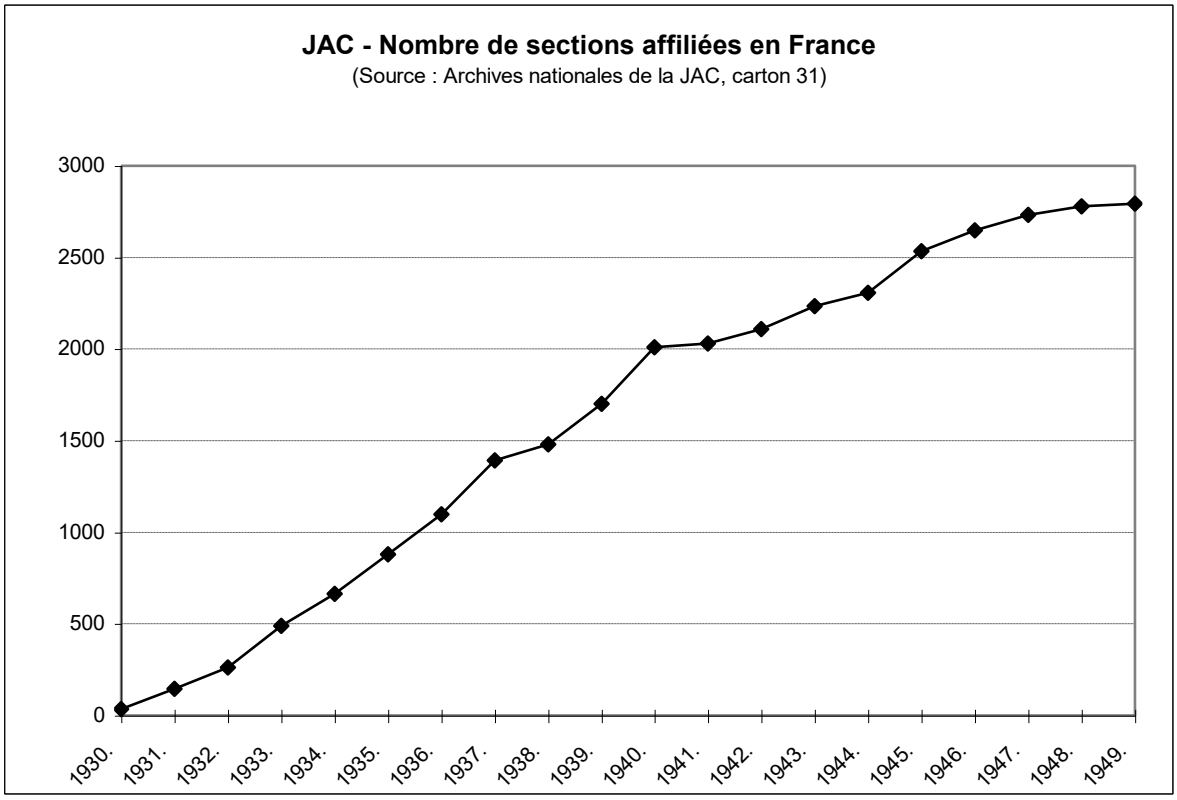








Doc. A-2-1-5



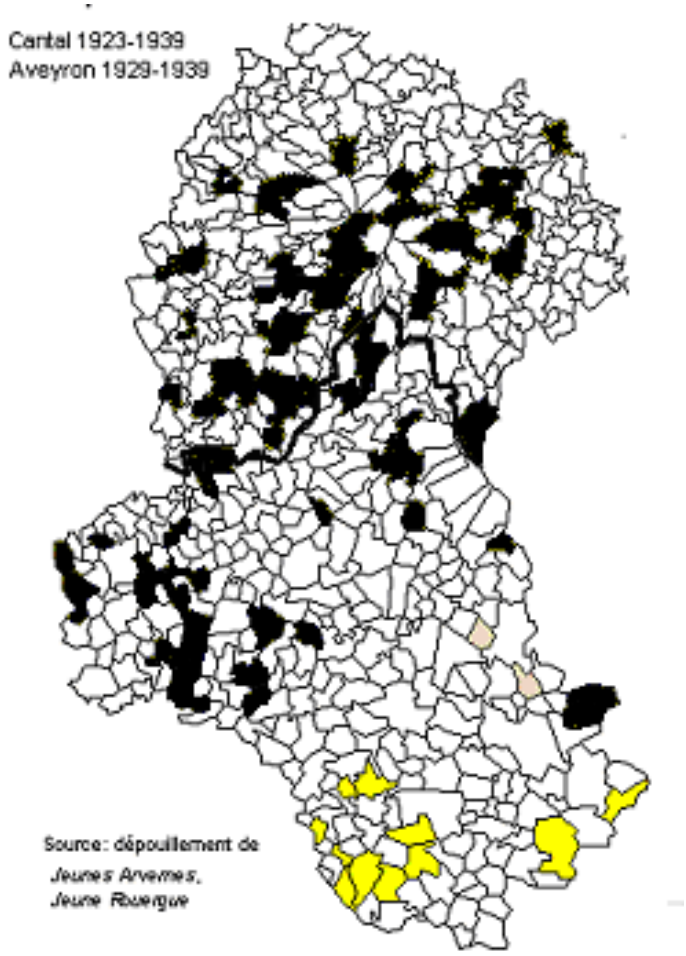
Nombre de sections affiliées :
(archives nationales JAC/MRJC et dépouillement de *Jeune Rouergue* et J*eunes Arvernes*)

	1930.	1931.	1932.	1933.	1934.	1935.	1936.	1937.	1938.	1939.
France JAC	36	145	261	488	663	880	1099	1391	1481	1700
Aveyron JAC				1	2	2	3	5	8	9
Cantal JAC (sections + équipes à partir de 1938)							3	8	12	17

	1940.	1941.	1942.	1943.	1944.	1945.	1946.	1947.	1948.	1949.
France JAC	2011	2030	2108	2234	2307	2533	2649	2732	2780	2793

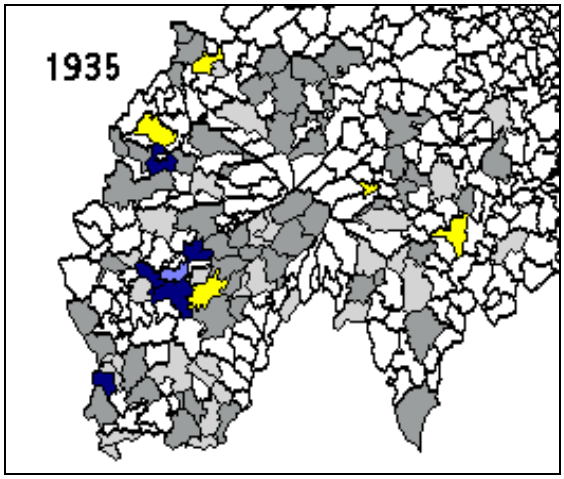
Doc. A-2-1-6

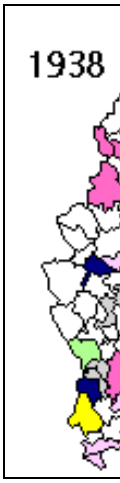
Pratique des études agricoles par correspondance (EAC)
Cercles de jeunesse catholique rurale ou sections jacistes inscrits

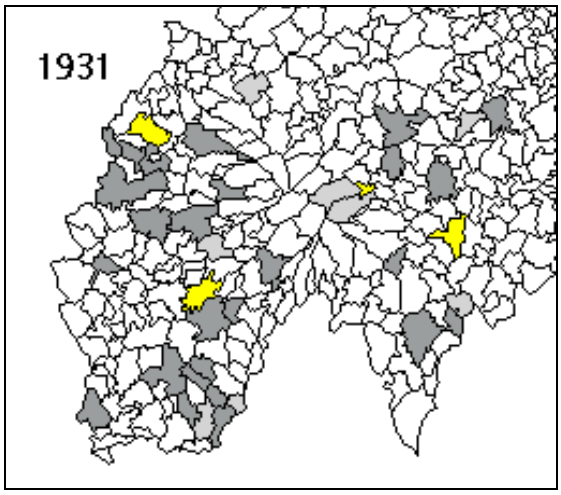


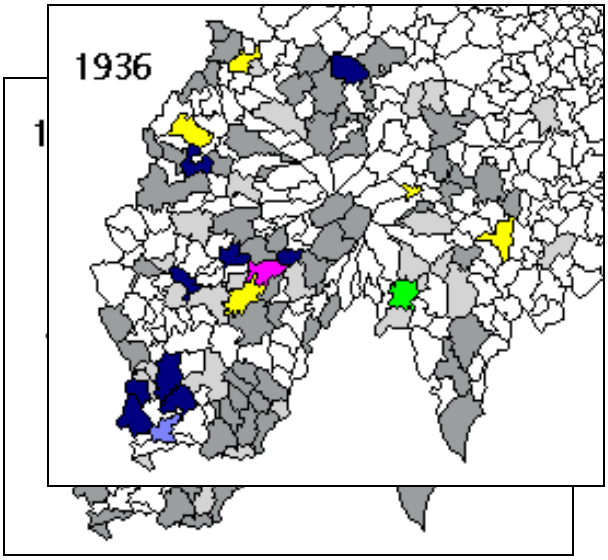
Doc. A-2-1-7

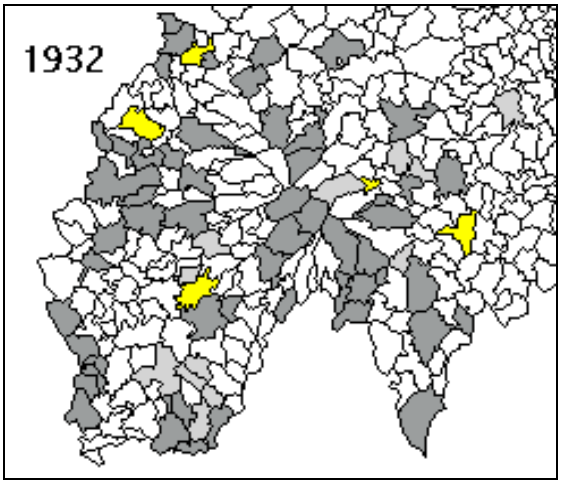
eunesse féminine catholique du Cantal (JFCC) à la JACF :

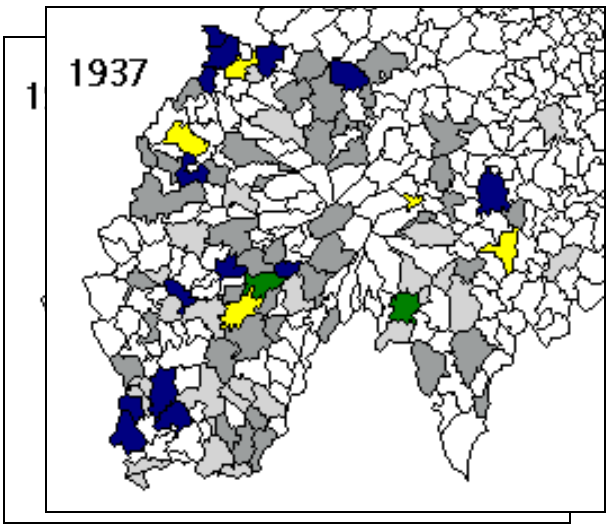


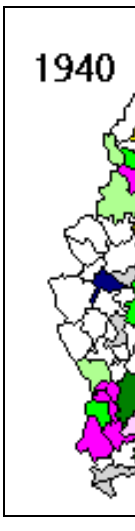








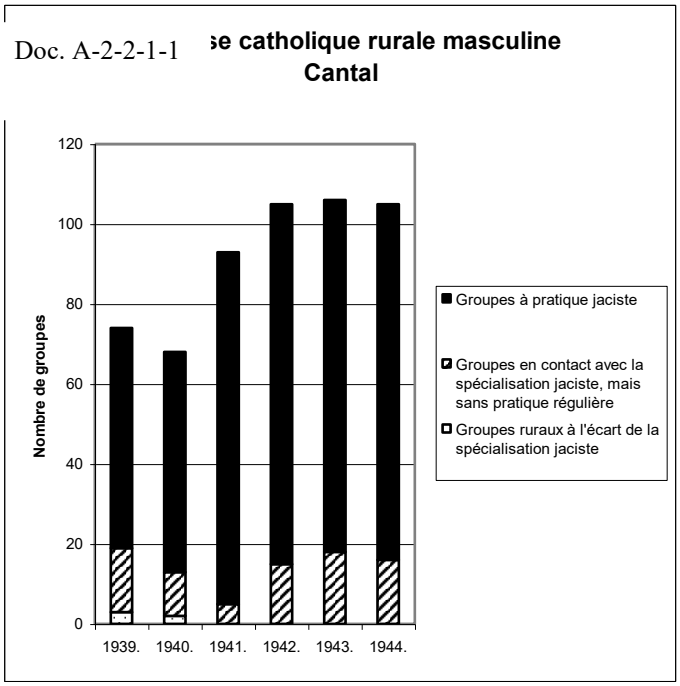




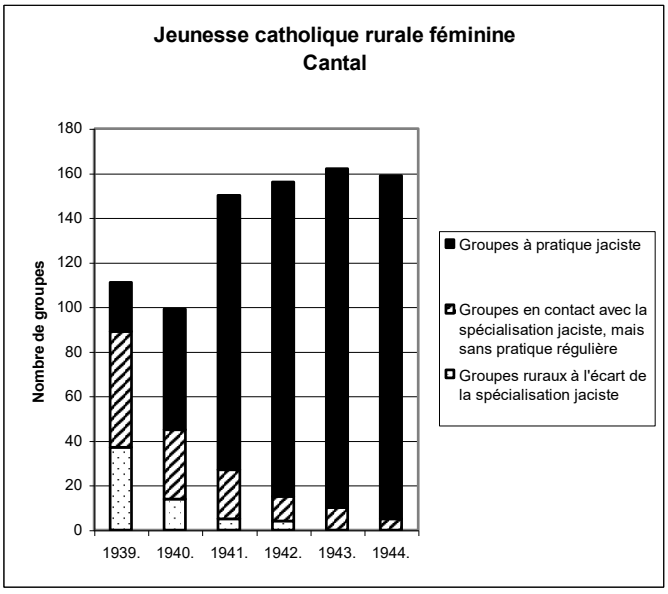
2-2. La seconde guerre mondiale

2-2-1. Graphiques d'évolution du nombre de groupes de jeunesse catholique rurale dans l'Aveyron et le Cantal, et de leur rapport à la JAC/F *(sources : dépouillement de* Jeune Rouergue, Fleurs de France, Jeunes Arvernes, Etoiles d'Auvergne, Le Trait d'Union des rurales, La Croix du Cantal*)*

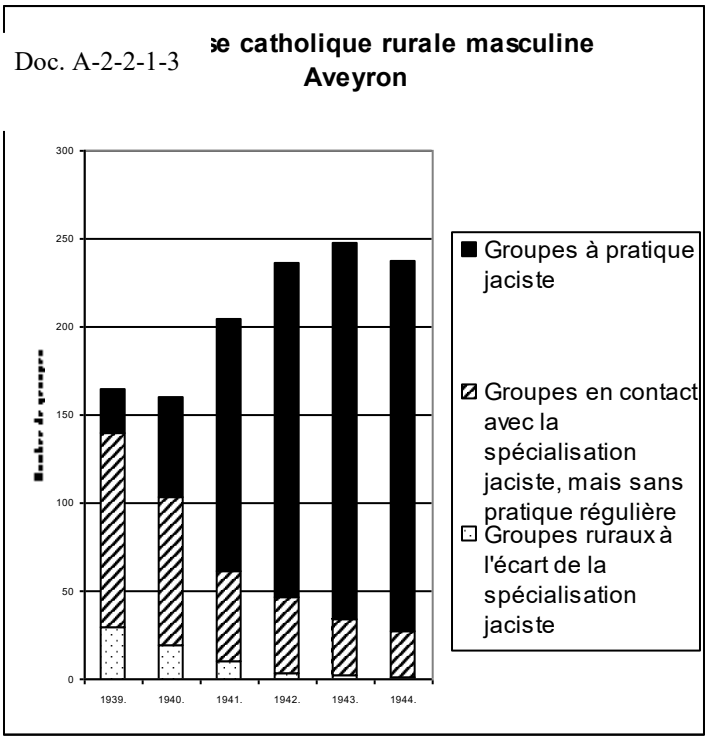
Doc. A-2-2-1-1



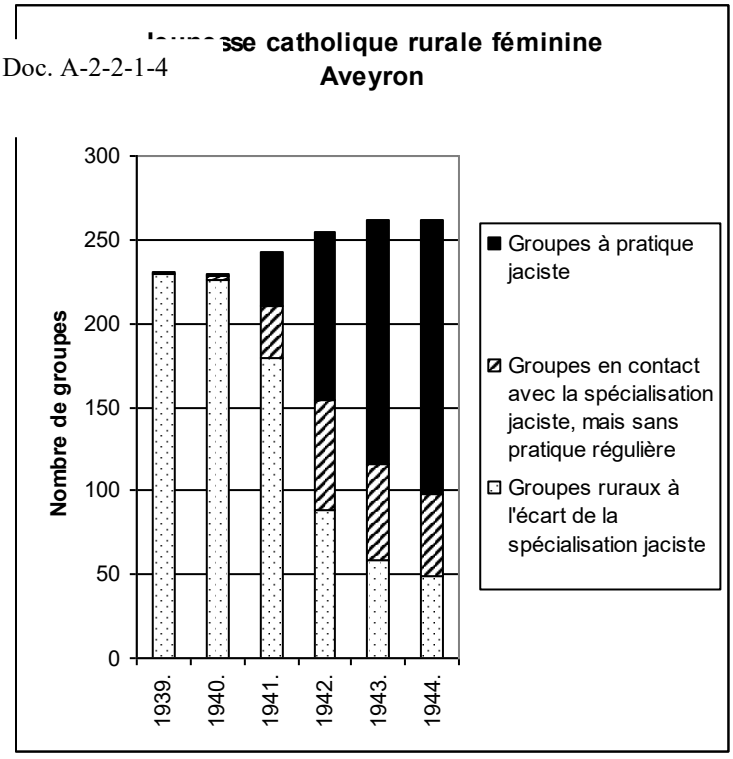
Doc. A-2-2-1-2



Doc. A-2-2-1-3



Doc. A-2-2-1-4

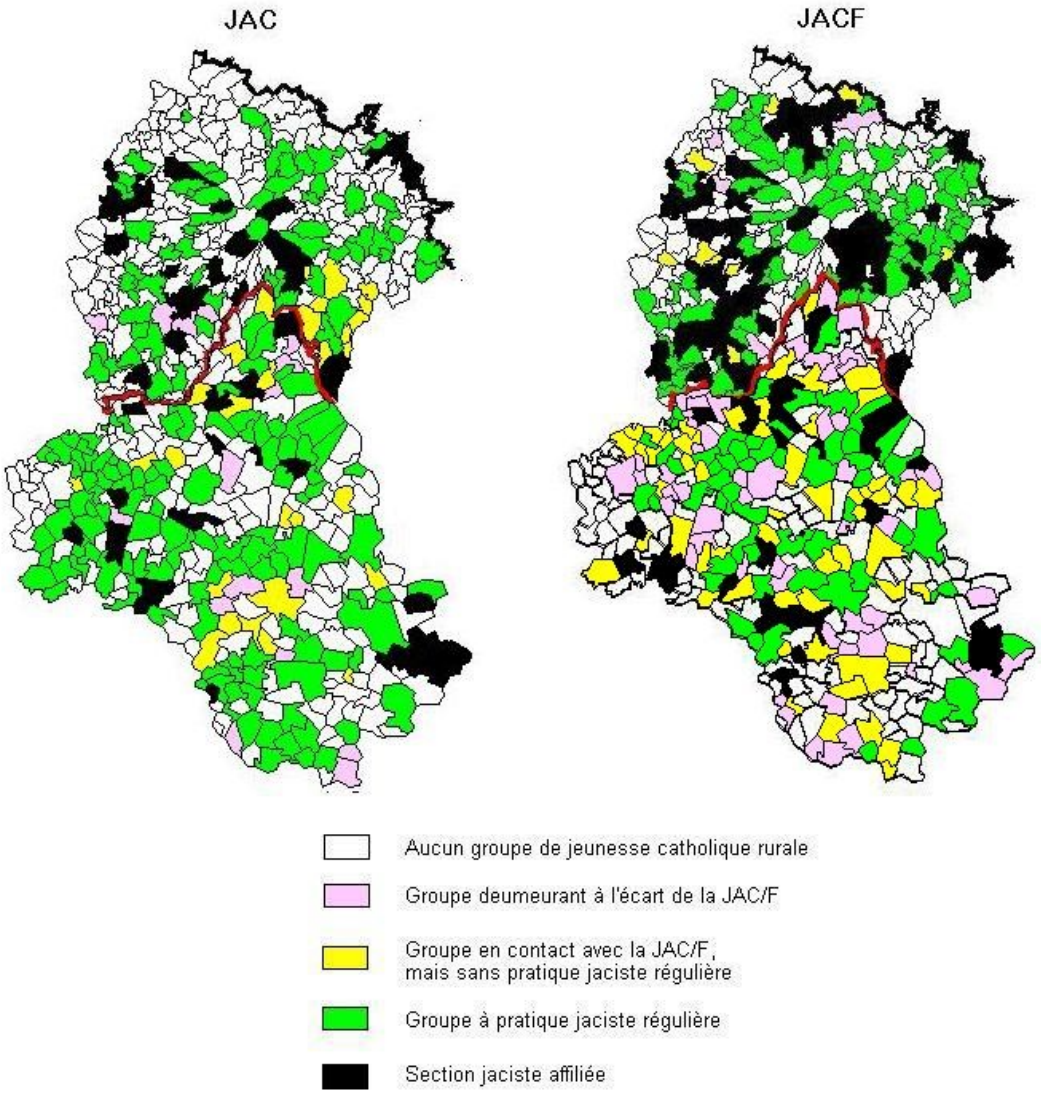


2-2-2. Dossier cartographique

Doc. A-2-2-2-1

La pratique jaciste en Aveyron et dans le Cantal en 1942

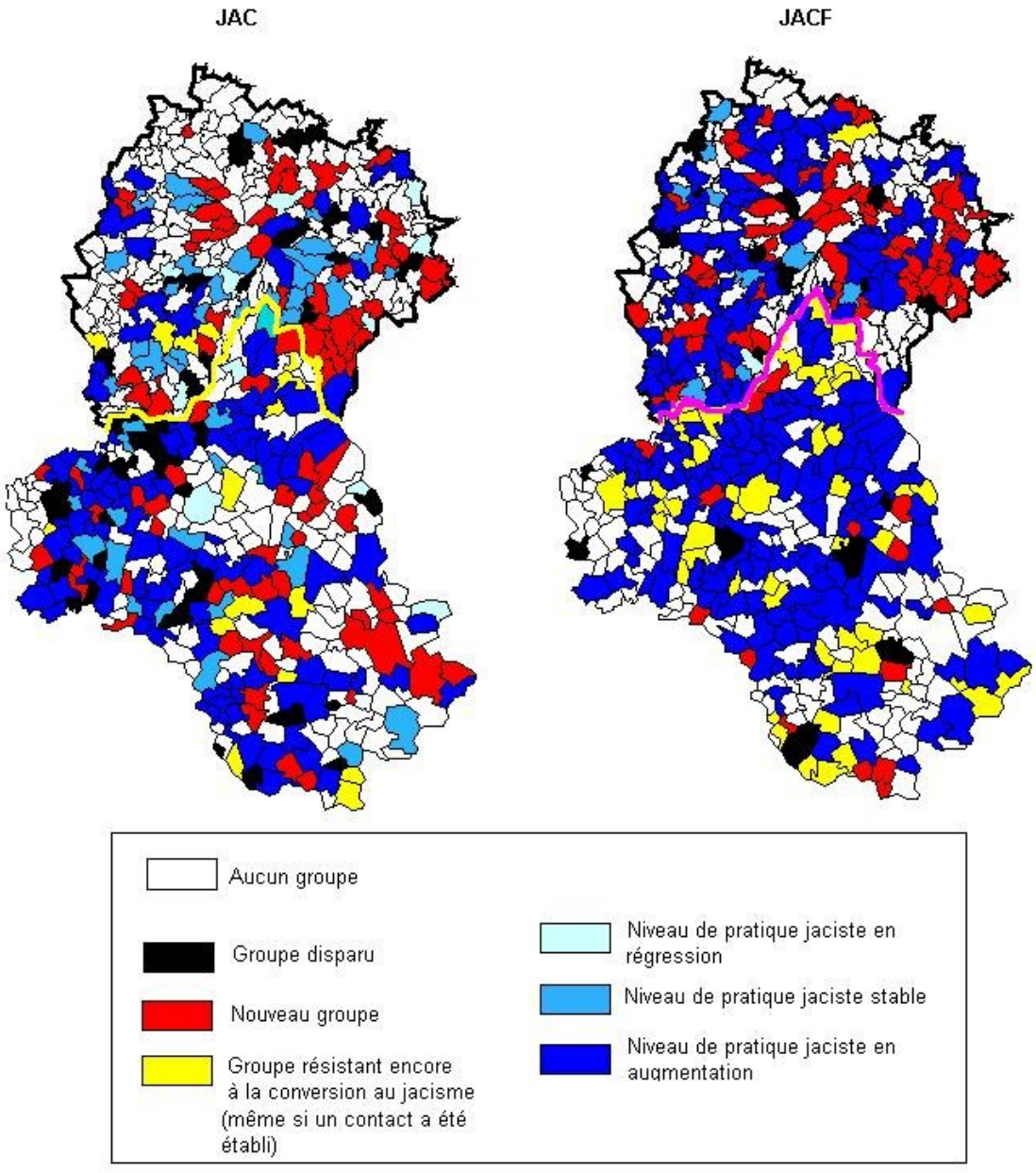
Sources : *Jeunes Arvernes, Etoiles d'Auvergne, Le Trait d'union des rurales, Jeune Rouergue, Fleurs de France*



Doc. A-2-2-2-2

La pratique jaciste en Aveyron et dans le Cantal : évolution 1939-1942

Sources : *Jeunes Arvernes, Etoiles d'Auvergne, Le Trait d'union des rurales, Jeune Rouergue, Fleurs de France*

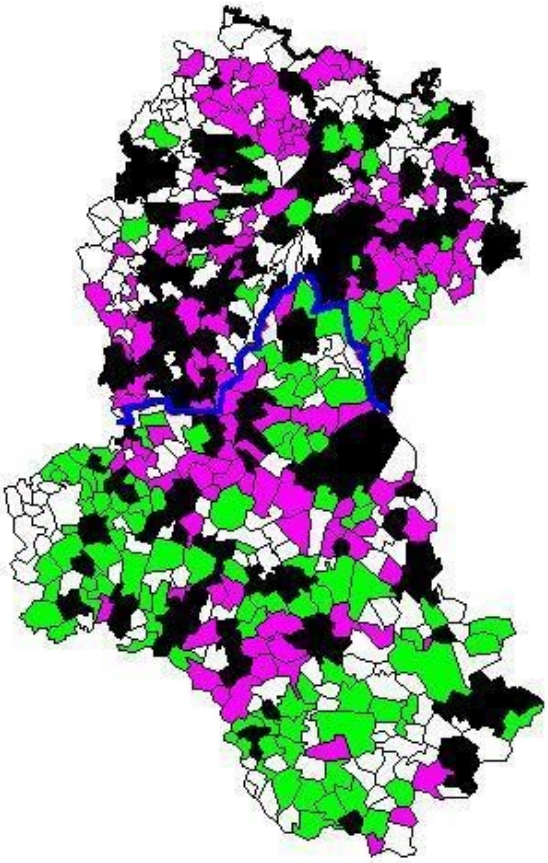


Doc. A-2-2-2-3

La pratique jaciste
en Aveyron et dans le Cantal en 1942

Comparaison jeunes gens / jeunes filles

Sources : *Jeunes Arvernes, Etoiles d'Auvergne, Le Trait d'union des rurales, Jeune Rouergue, Fleurs de France*



Aucune pratique jaciste

Pratique jaciste féminine plus intense

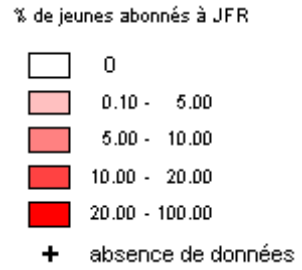
Pratique jaciste masculine plus intense

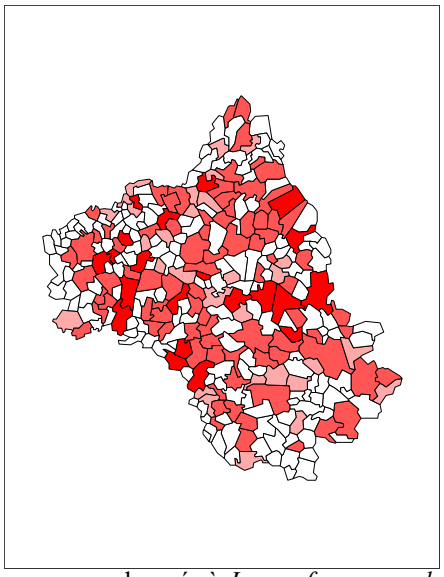
Pratique jaciste masculine et féminine d'intensité équivalente

Pour chaque commune, on a comparé, entre groupes féminins et masculins, le niveau de pratique jaciste, selon l'échelle retenue pour la carte précédente

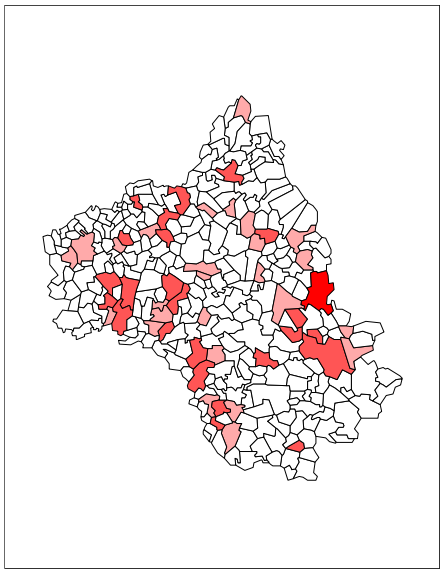
2-3. L'après-guerre

Doc. A-2-3.1 Pénétration communale de la presse de masse jaciste en Aveyron en 1950

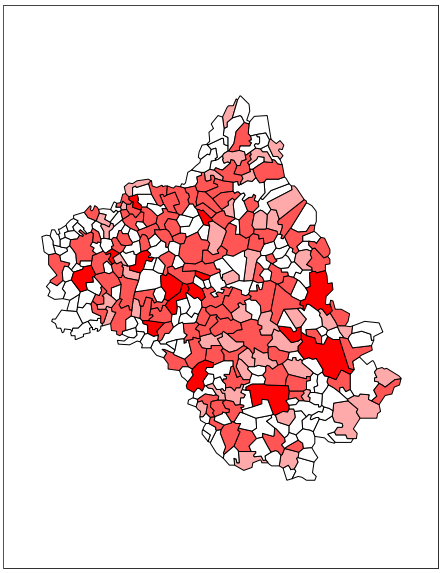




Jeunes gens abonnés à *Jeunes forces rurales*



Jeunes gens abonnés à *Militant jaciste*



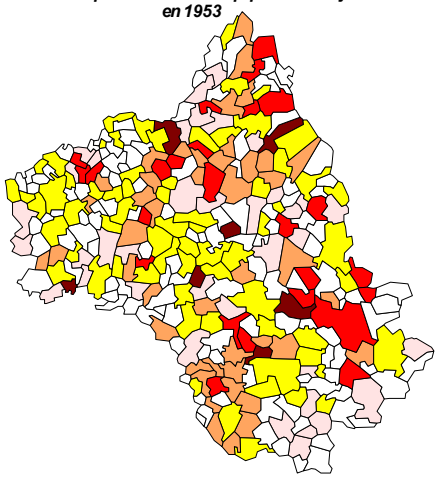
Jeunes filles abonnées à *Jeune rurale*

Doc. A-2-3-2

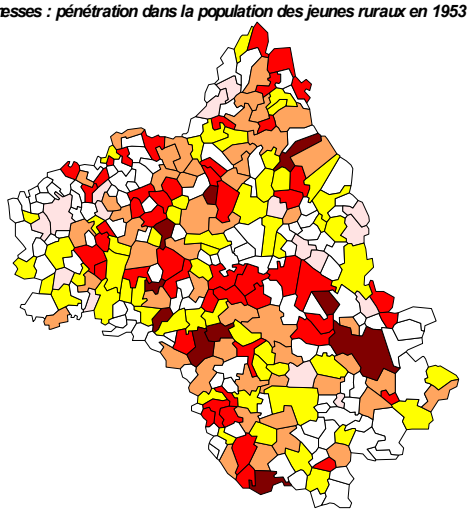
Presse nationale jaciste

Doc. A-2-3-3

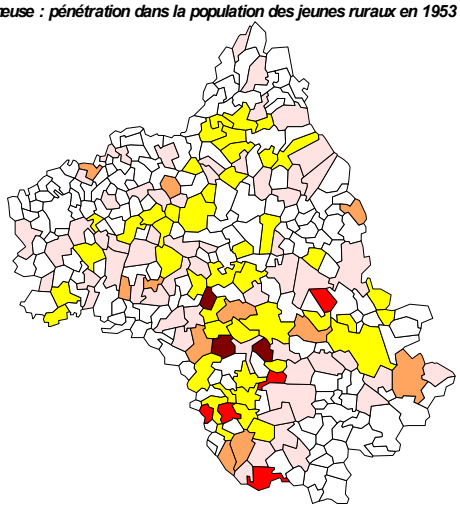
Jeunes forces rurales : pénétration dans la population des jeunes ruraux en 1953



Promesses : pénétration dans la population des jeunes ruraux en 1953



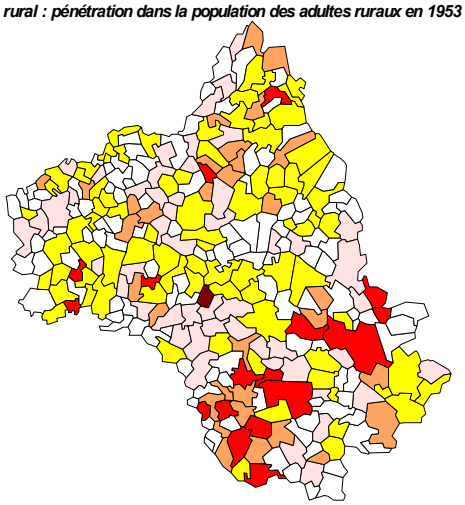
Semeuse : pénétration dans la population des jeunes ruraux en 1953



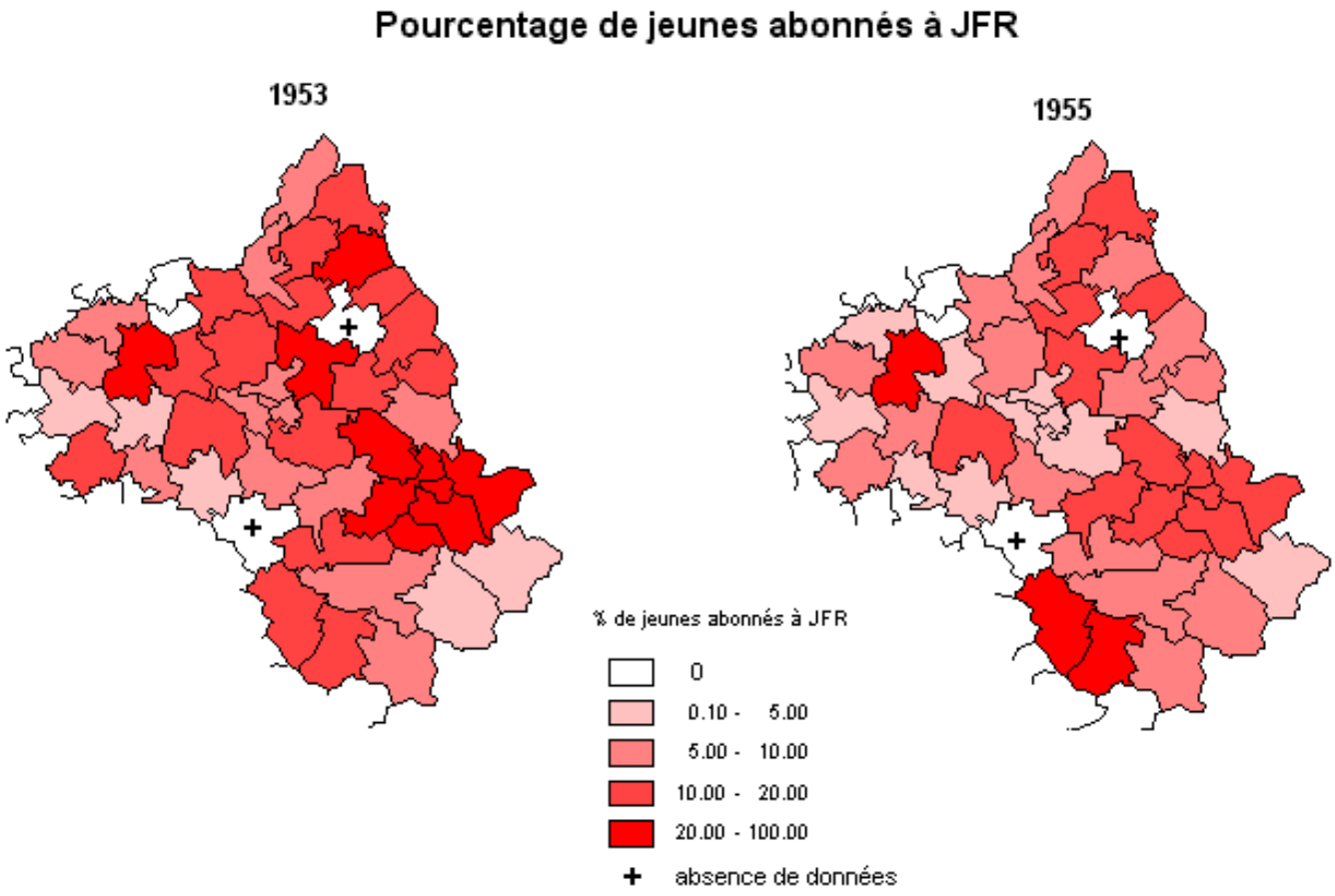
Pénétration

- 0
- < 5 %
- 5 à 15 %
- 15 à 25 %
- 25 à 50 %
- > 50 %

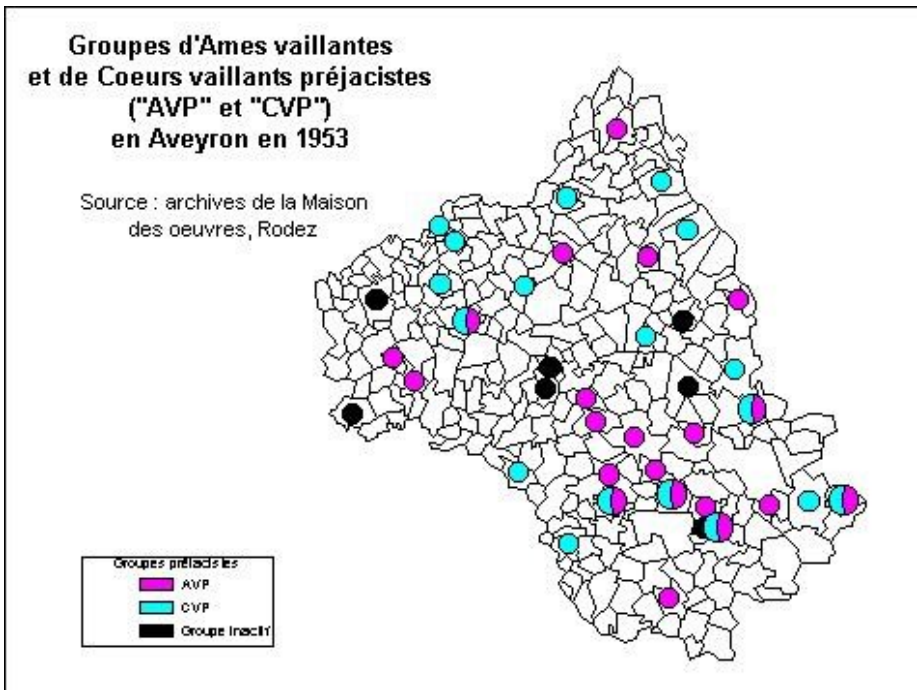
Foyer rural : pénétration dans la population des adultes ruraux en 1953



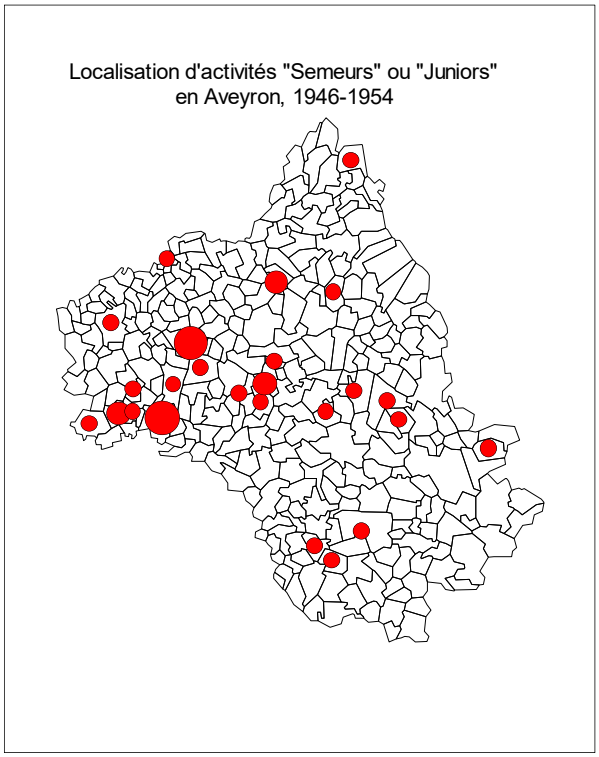
Doc. A-2-3-3


Pourcentage de jeunes abonnés à JFR
1953
1955
% de jeunes abonnés à JFR
0
0.10 - 5.00
5.00 - 10.00
10.00 - 20.00
20.00 - 100.00
absence de données

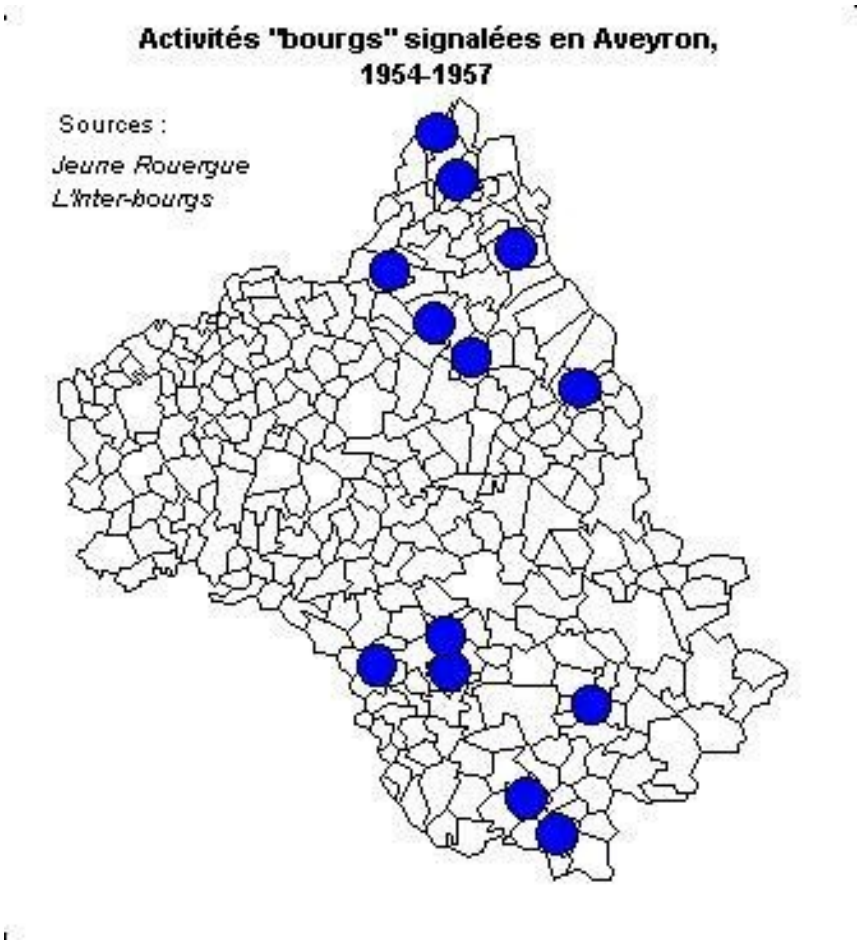
Doc. A-2-3-4



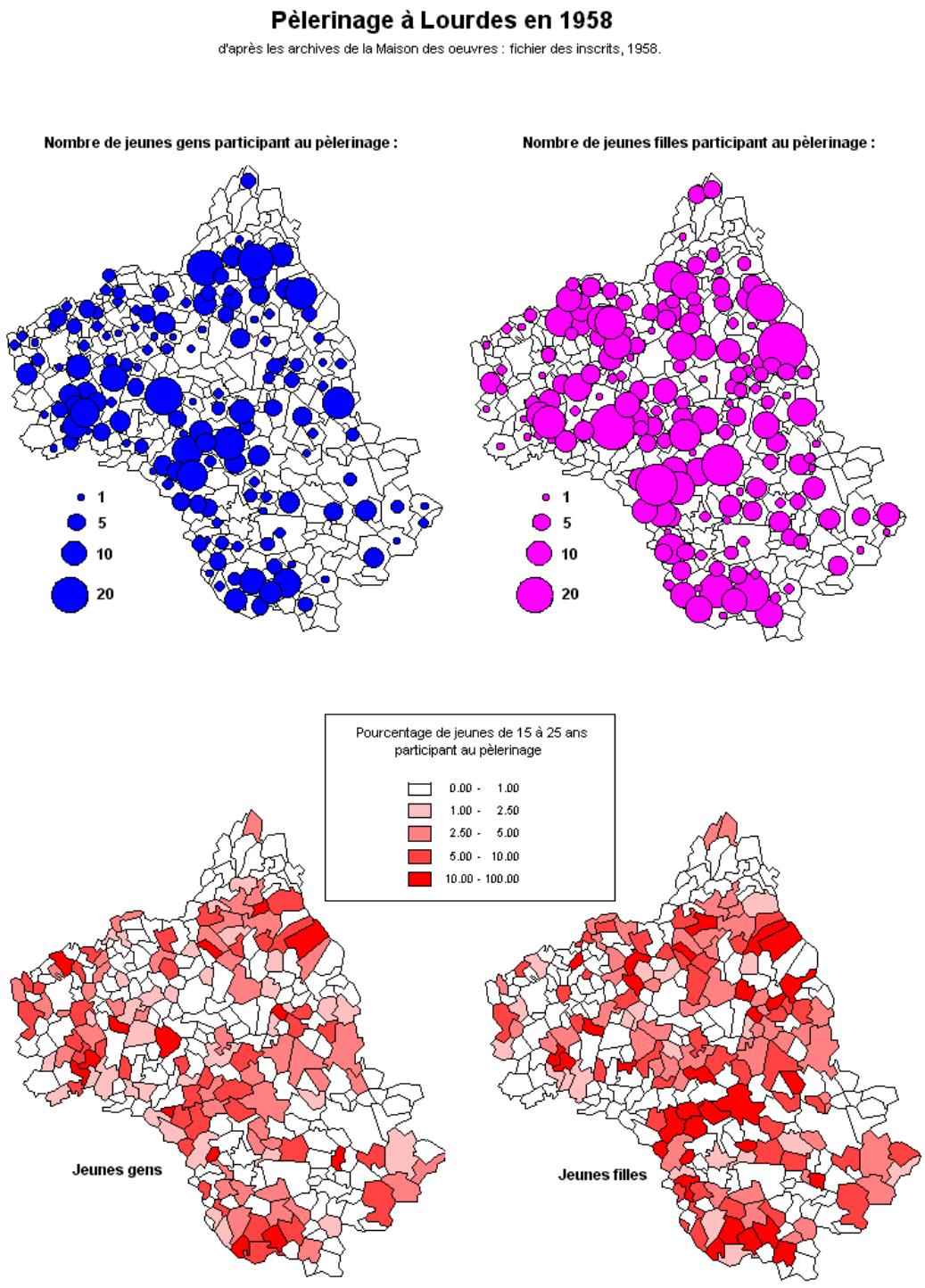
Doc. A-2-3-5



Doc. A-2-3-6

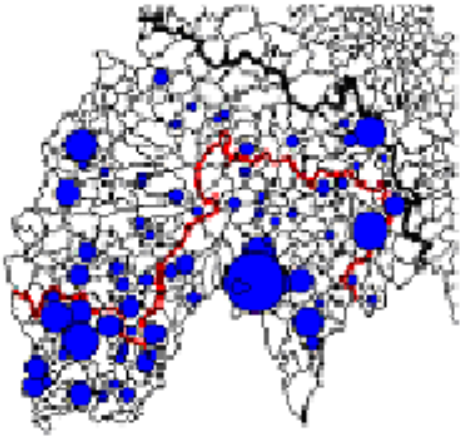

Activités "bourgs" signalées en Aveyron,
1954-1957
Sources :
Jeune Rouergue
L'Inter-bourgs

Doc. A-2-3-7

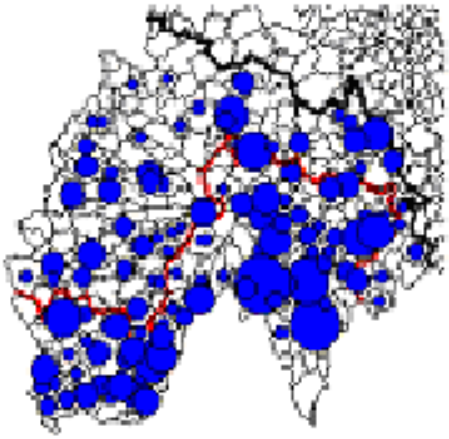

Pèlerinage à Lourdes en 1958
d'après les archives de la Maison des oeuvres : fichier des inscrits, 1958.
Nombre de jeunes gens participant au pèlerinage :
1
5
10
20
Nombre de jeunes filles participant au pèlerinage :
1
5
10
20
Pourcentage de jeunes de 15 à 25 ans participant au pèlerinage
0.00 - 1.00
1.00 - 2.50
2.50 - 5.00
5.00 - 10.00
10.00 - 100.00
Jeunes gens
Jeunes filles

Doc. A-2-3-8

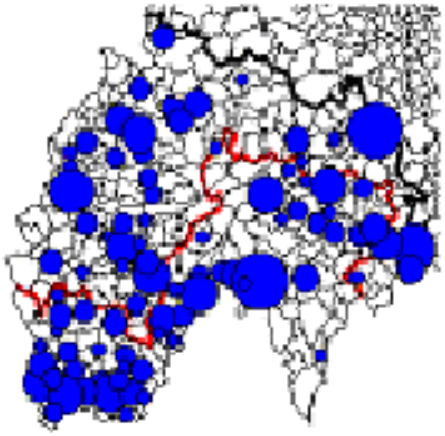
« Notoriété » des activités jacistes dans le Cantal



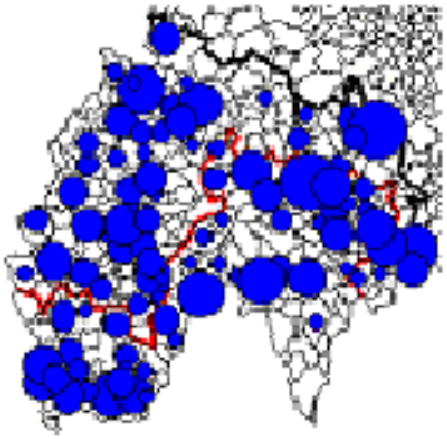
JAC 1945-1954



JACF 1945-1954



JAC 1955-1963



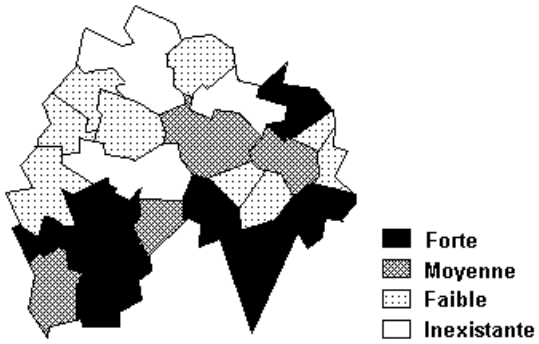
JACF 1955-1963

NB : pour les quatre cartes, les secteurs sont de diamètre proportionnel au nombre d'occurrences d'activités jacistes dans la commune, relevées dans la presse militante et catholique diocésaine

Ligne rouge : limite nord des « pays chrétiens »

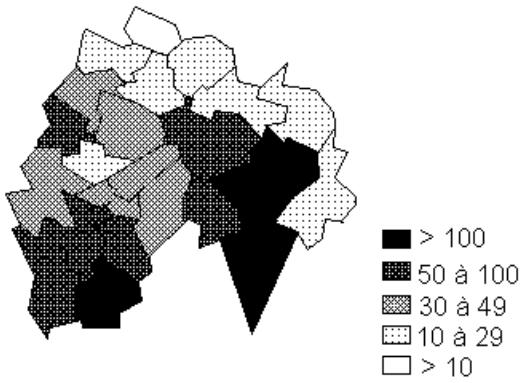
Doc. A-2-3-9

Vitalité des secteurs JACF dans le Cantal en mai 1952
(d'après un rapport conservé dans les archives de l'abbé Delpeuch)



Doc. A-2-3-10

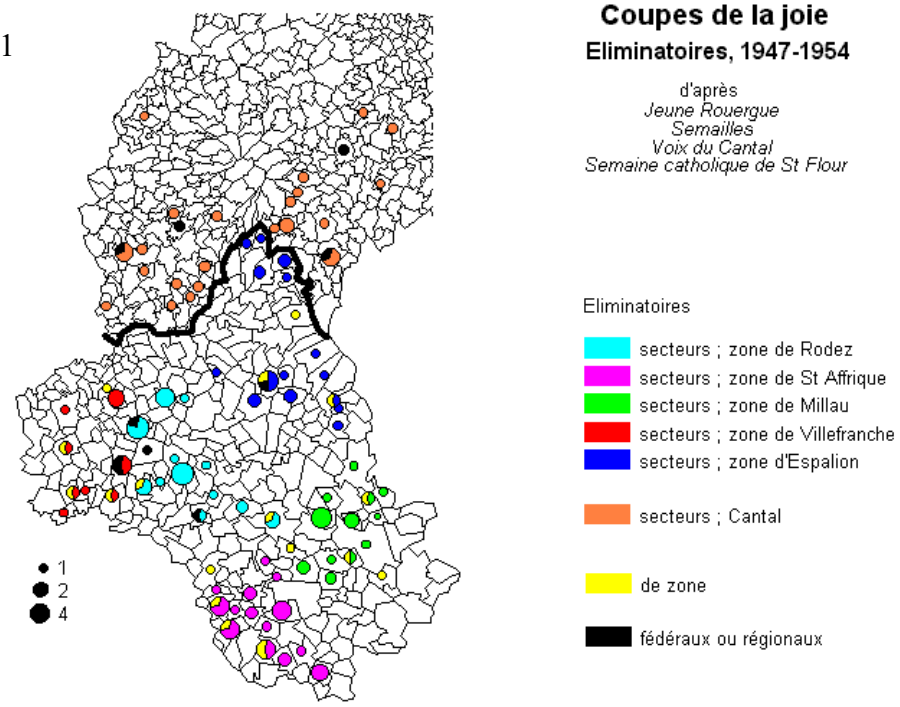
Nombre d'abonnés à Foyer rural
en septembre 1950 dans le Cantal
(d'après Semailles, 09/1950)



2-4. Activités particulières de l'après-guerre

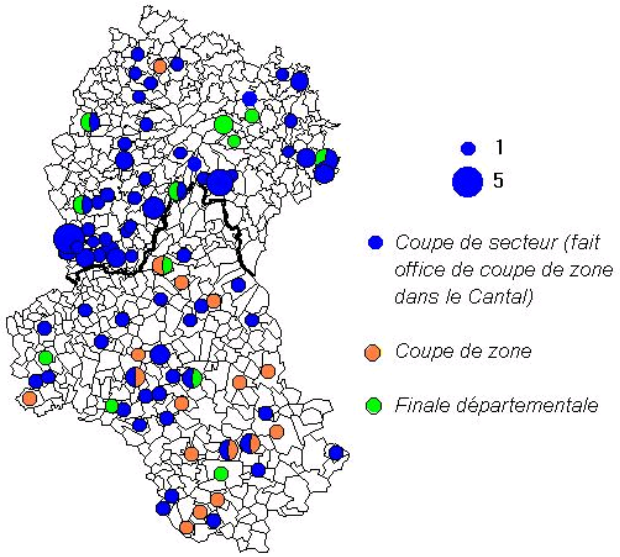
2-4-1. Coupes de la joie

Doc. A 2-4-1-1



Doc. A-2-4-1-2

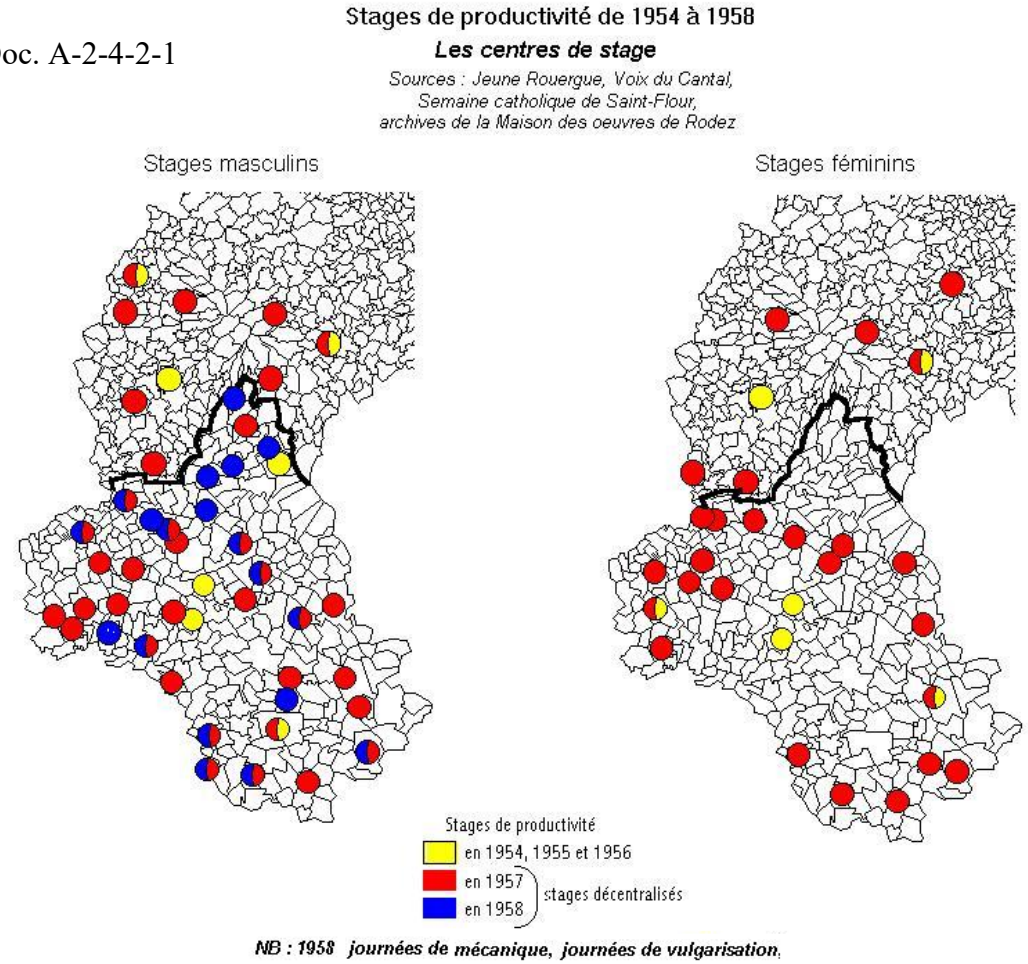
Localisation des coupes de la joie repérées entre 1954 et 1963 dans le Cantal et en Aveyron



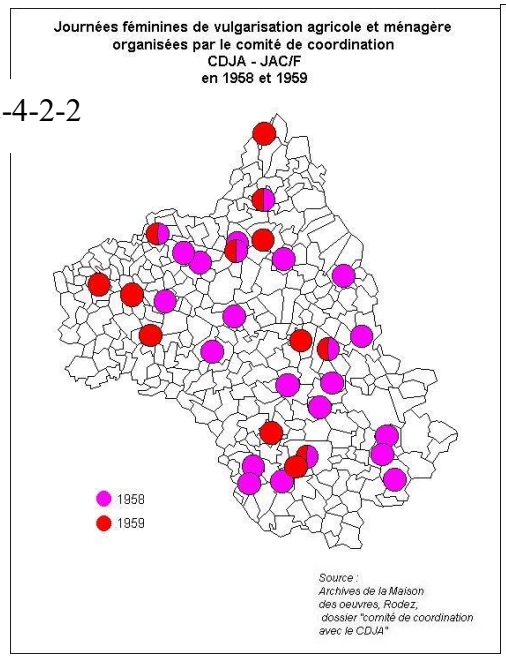
Sources : Jeune Rouergue, Voix du Cantal, Semaine catholique du diocèse de St-Flour, Archives de la Maison des oeuvres de Rodez, Archives de l'abbé Delpeuch

2-4-2. Stages de productivité…

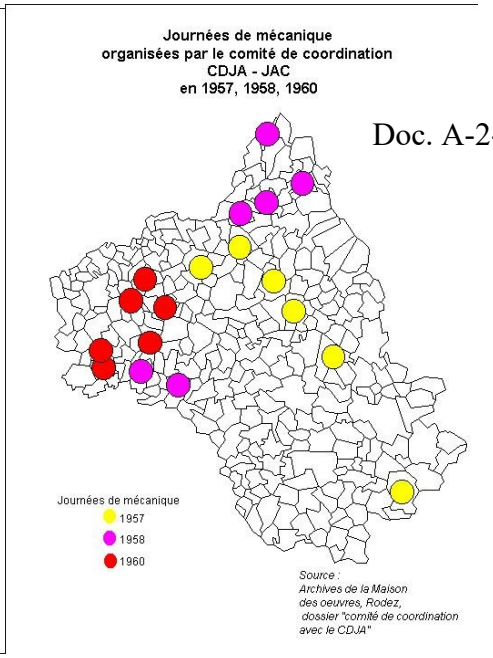
Doc. A-2-4-2-1



Doc. A-2-4-2-2

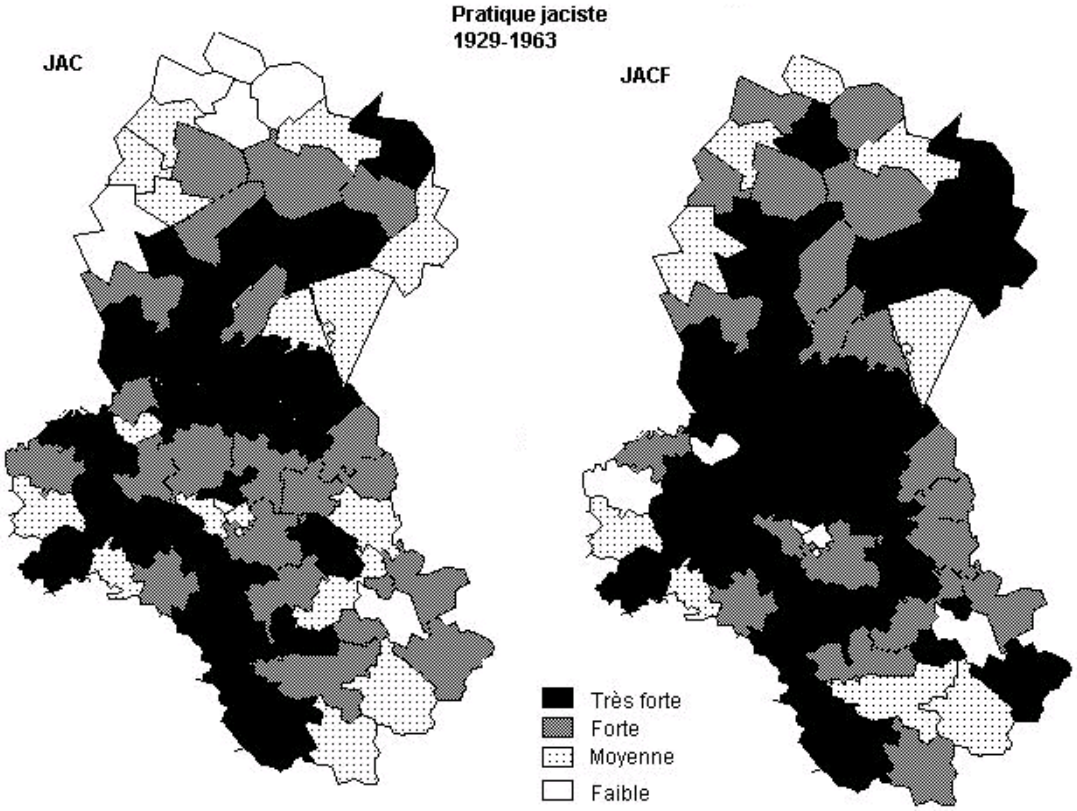


Doc. A-2-4-2-3



2-5. Synthèse générale de l'intensité de la pratique jaciste à l'échelle cantonale
(moyenne de l'ensemble des données disponibles)

Doc. A-2-5.



3 - Dirigeants

3-1. Données démographiques et sociologiques

(sources : repérage des dirigeants lors du dépouillement ; croisement avec les relevés communaux de recensement de la population)

Doc. A-3-1-1	NAISSANCE du dirigeant		PARENTS			différence d'âge	
%	Dans la commune	Hors de la commune	Les deux vivants	père seul survivant	mère seule survivante	père/mère	enfant/père
JAC Aveyron 1930-1939	78,6	21,4	76,9	7,6	15,4	6,9	32,5
JAC Aveyron 1939-1945 Niveau 1	82,3	17,7	80	10	10	5,8	37,8
JAC Aveyron 1939-1945 Niveau 2	91,7	8,3	85,7	0	14,3	8,1	38,2
JAC Aveyron 1939-1945 Niveaux 1 et 2	83,3	16,7	82,4	5,9	11,8	6,8	37,9
JAC Aveyron 1945-1954	89,2	10,8	91,4	4,3	4,3	5,5	33,7
JAC Aveyron 1954-1963	97,6	2,4	98,1	0	1,9	5,2	35,3
JAC Cantal 1935-1939	72,7	27,3	81,8	9,1	9,1	4,9	37,8
JAC Cantal 1939-1945 Niveau 1	70	30	90	0	10	5,8	36
JAC Cantal 1939-1945 Niveau 2	66,7	33,3	100	0	0	4	31
JAC Cantal 1939-1945 Niveaux 1 et 2	68,2	31,8	95,5	0	4,5	4,8	33,1
JAC Cantal 1945-54	86,2	13,8	100	0	0	5,3	34,4
JAC Cantal 1954-1963	73,3	26,7	91,5	6,4	2,1	4,6	32,3
JACF Aveyron 1945-1954	93,9	6,1	90,4	5,8	3,8	5,8	34,5
JACF Aveyron 1954-1963	92,5	7,5	91,3	2,2	6,5	5,7	34
JACF Cantal 1936-1939	85,7	14,3	85,7	0	14,3	8,8	39,2
JACF Cantal 1940-1944 Niveau 1	88,9	11,1	88,9	0	11,1	3,1	34,8
JACF Cantal 1940-1944 Niveaux 1 et 2	77,3	22,7	81,8	4,5	13,6	5,1	32,5
JACF Cantal 1945-1954	88	12	85,3	8,8	5,9	5,3	35,3
JACF Cantal 1954-1963	94,7	5,3	95,9	2	2	5,2	35,5

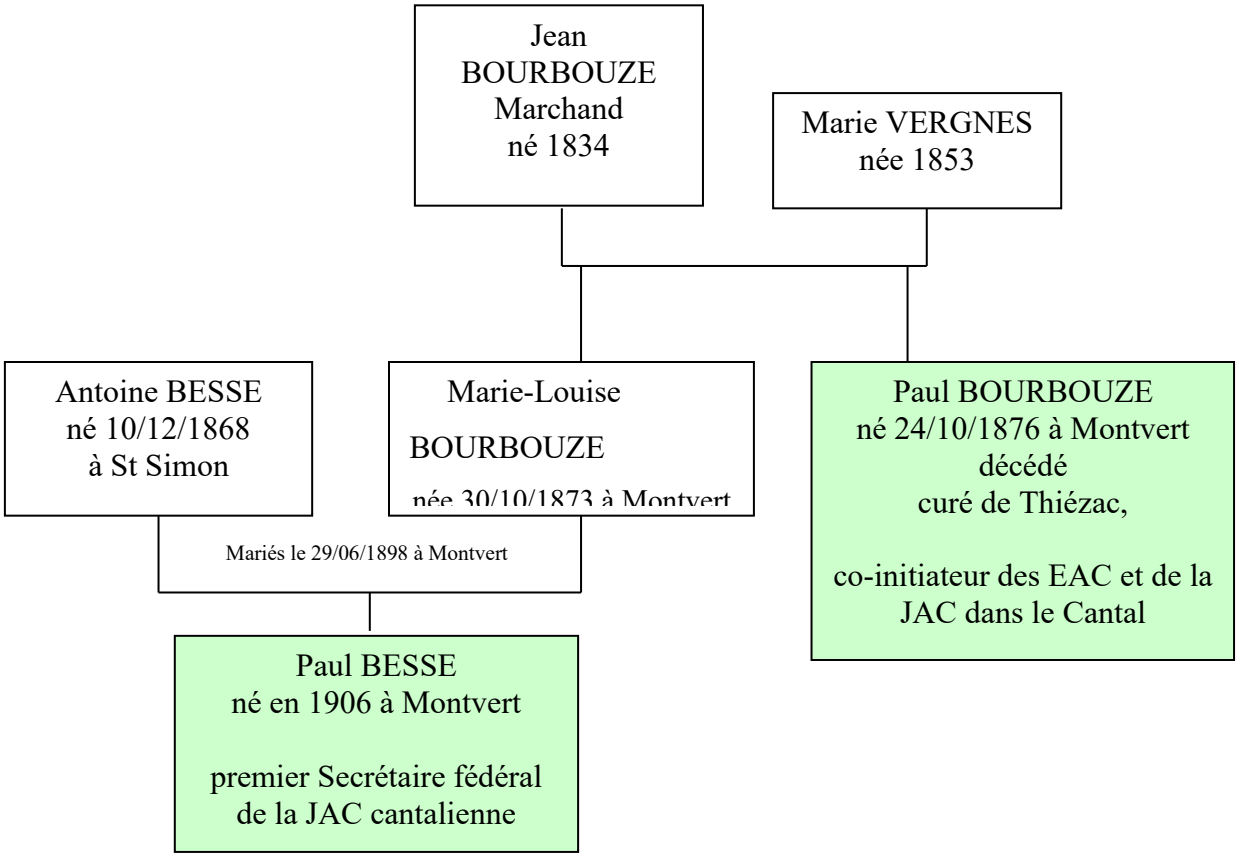
Doc. A-3-1-2.	Lieu de résidence			Lieu de naissance des parents		
%	Ferme isolée	Hameau de moins de 10 ménages	Localité de 10 ménages au moins	Les deux nés dans commune	Un seul né dans commune	Aucun né dans commune
JAC Aveyron 1930-1939	34,8	17,4	47,8	7,1	78,6	14,3
JAC Aveyron 1939-1945 Niveau 1	33,6	21,3	45,1	38,9	44,4	16,7
JAC Aveyron 1939-1945 Niveau 2	38,1	9,5	52,4	35,7	50	14,3
JAC Aveyron 1939-1945 Niveaux 1 et 2	36,5	15,7	47,8	37,5	46,9	15,6
JAC Aveyron 1945-1954	50,9	49,1	0,0	36,5	49,2	14,3
JAC Aveyron 1954-1963	22,2	31,5	46,3	46,2	43,6	10,3
JAC Cantal 1935-1939	23,5	29,4	47,0	20	40	40
JAC Cantal 1939-1945 Niveau 1	26,7	26,7	46,7	10	50	40
JAC Cantal 1939-1945 Niveau 2	16,7	38,9	44,5	41,7	33,3	25
JAC Cantal 1939-1945 Niveaux 1 et 2	21,2	33,3	45,5	27,3	40,9	31,8
JAC Cantal 1945-1954	32,4	20,6	47,1	34,4	40,6	25
JAC Cantal 1954-1963	20,8	33,3	45,8	29	35,5	35,5
JACF Aveyron 1945-1954	21,1	23,4	55,5	23,5	64,7	11,8
JACF Aveyron 1954-1963	23,9	47,8	28,3	31,7	61	7,3
JACF Cantal 1936-1939	8,3	41,7	50,0	16,7	83,3	0
JACF Cantal 1940-1944 Niveau 1	15,3	30,5	54,2	11,1	55,6	33,3
JACF Cantal 1940-1944 Niveaux 1 et 2	10,3	46,1	43,6	16,7	55,6	27,8
JACF Cantal 1945-1954	11,8	35,3	52,9	4	68	28
JACF Cantal 1945-1954	20,0	30,0	49,9	4	68	28
JACF Cantal 1954-1963	12,8	34,0	53,2	23,8	66,7	9,5

Doc. A-3-1-3.	FAMILLE				Structures familiales	
	Taille moyenne des ménages de dirigeants (nombre de personnes)	Taille moyenne des ménages dans les communes où résident des dirigeants	Nombre moyen d'enfants dans les familles de dirigeants	Rang moyen de naissance du dirigeant	% Nucléaire	% Souche
JAC Aveyron 1930-1939	5,4	4,7	2,2	1,5	40	60
JAC Aveyron 1939-1945 Niveau 1	5,9	4,1	2,7	1,7	15,8	84,2
JAC Aveyron 1939-1945 Niveau 2	7	4,1	3,5	1,7	46,2	53,8
JAC Aveyron 1939-1945 Niveaux 1 et 2	6,4	4,1	3,1	1,7	28,1	71,9
JAC Aveyron 1945-1954	6,9	4,8	3,5	2,2	32,2	67,8
JAC Aveyron 1954-1963	6,5	4,3	3,5	2,4	35,2	64,8
						0
JAC Cantal 1935-1939	6,3	3,8	3,3	2	72,7	27,3
JAC Cantal 1939-1945 Niveau 1	6,4	3,7	2,9	1,8	70	30
JAC Cantal 1939-1945 Niveau 2	6,2	3,9	2,5	1,5	50	50
JAC Cantal 1939-1945 Niveaux 1 et 2	6,3	3,8	2,7	1,6	59,1	40,9
JAC Cantal 1945-54	6,8	3,7	3,2	2,2	64,7	35
JAC Cantal 1954-1963	6,6	3,6	3	2,4	50	50
						0
JACF Aveyron 1945-1954	6,5	4,5	3,1	2,3	33,3	66,7
JACF Aveyron 1954-1963	6,9	4,96	3,7	2,547619	41,3	58,7
						0
JACF Cantal 1936-1939	5,7	3,8	2,9		57,1	42,9
JACF Cantal 1940-1944 Niveau 1	6,4	4,8	2,8	1,7	50	50
JACF Cantal 1940-1944 Niveaux 1 et 2	4,7	3,6	2,2	1,4	77,3	22,7
JACF Cantal 1945-1954	6,4	3,7	3,2	1,9	55,9	44,1
JACF Cantal 1954-1963	7	3,5	4	2,7	68,9	31,1

Doc. A-3-1-4	PROFESSION				
	Père agriculteur	père autre	mère avec profession	% d'exploitations ayant des "domestiques agricoles" [Nombre moyen sur l'exploitation]	Nombre moyen de travailleurs sur l'exploitation
JAC Aveyron 1930-1939	76,9	23,1	15,4	30,8 (0,8)	2,3
JAC Aveyron 1939-1945 Niveau 1	68,4	31,6	10	12,5	1,3
JAC Aveyron 1939-1945 Niveau 2	92,9	7,1	14,3	50	2,4
JAC Aveyron 1939-1945 Niveaux 1 et 2	78,8	21,2	11,8	25	1,9
JAC Aveyron 1945-1954	90,1	9,9	6,3	27 (0,3)	1,7
JAC Aveyron 1954-1963	90,7	9,3	5,6	[0,3]	1,8
JAC Cantal 1935-1939	100	0	0	27,3	2,2
JAC Cantal 1939-1945 Niveau 1	100	0	10	40	2,8
JAC Cantal 1939-1945 Niveau 2	91,7	8,3	16,7	45,5	2,3
JAC Cantal 1939-1945 Niveaux 1 et 2	95,2	4,8	13,6	42,9	2,5
JAC Cantal 1945-1954	88,2	11,8	7,1	[0,8]	2,3
JAC Cantal 1954-1963	88,3	11,7	6,4	[0,8]	2,2
JACF Aveyron 1945-1954	83	17	2	47,8 (0,8)	2
JACF Aveyron 1954-1963	85,1	14,9	0	[0,5]	1,95
JACF Cantal 1936-1939	57,1	42,9	0	28,6	
JACF Cantal 1940-1944 Niveau 1	55,6	44,4	12,5	20	3
JACF Cantal 1940-1944 Niveaux 1 et 2	47,4	52,6	21,1	16,7	1,6
JACF Cantal 1945-1954	64,5	35,5	12,9	38,5 (0,7)	2,1
JACF Cantal 1954-1963	79,2	20,8	10,4	[0,8]	2,4

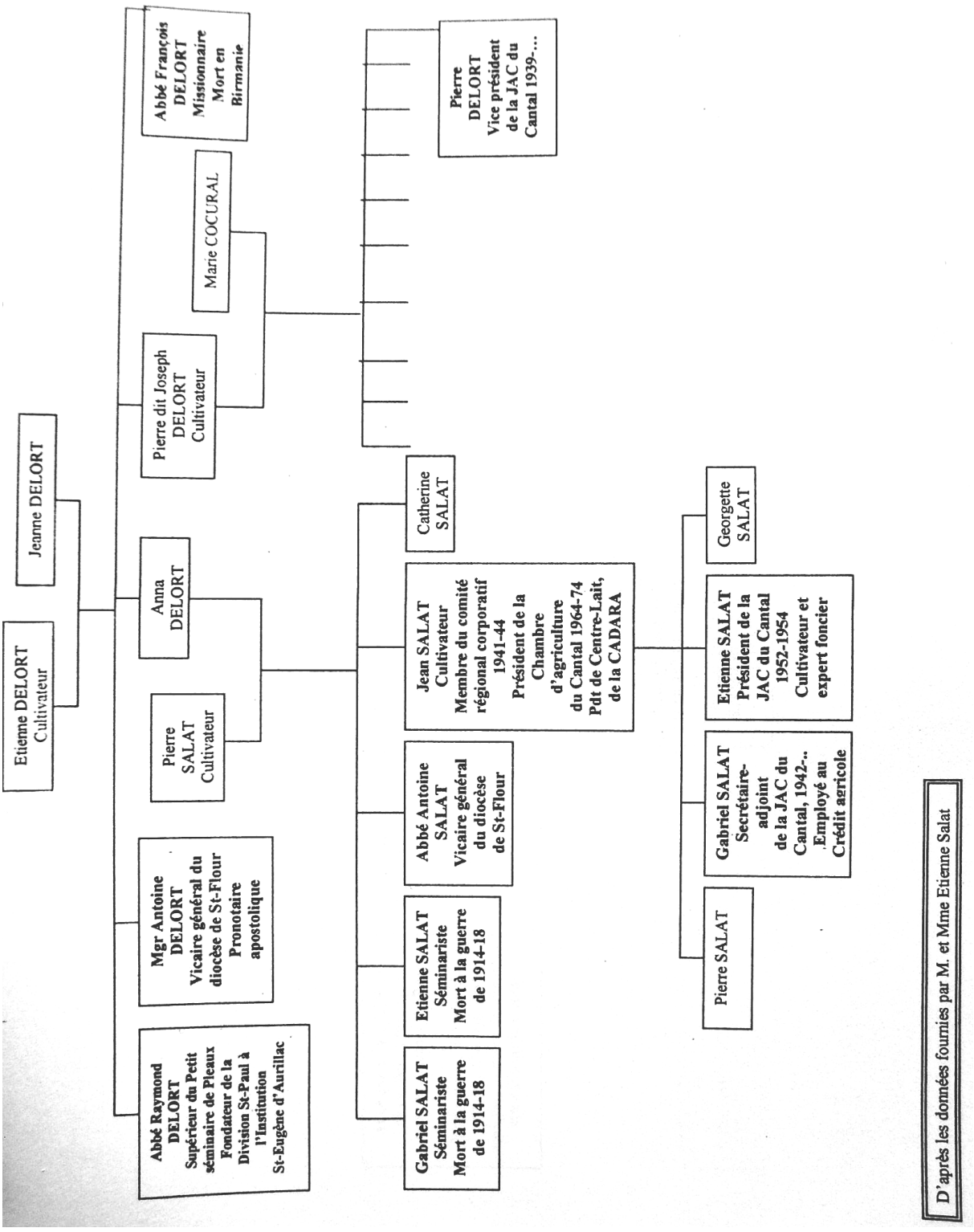
3-2. Quelques exemples de généalogies

Doc. A-3-2-1. Paul BESSE (Cantal)

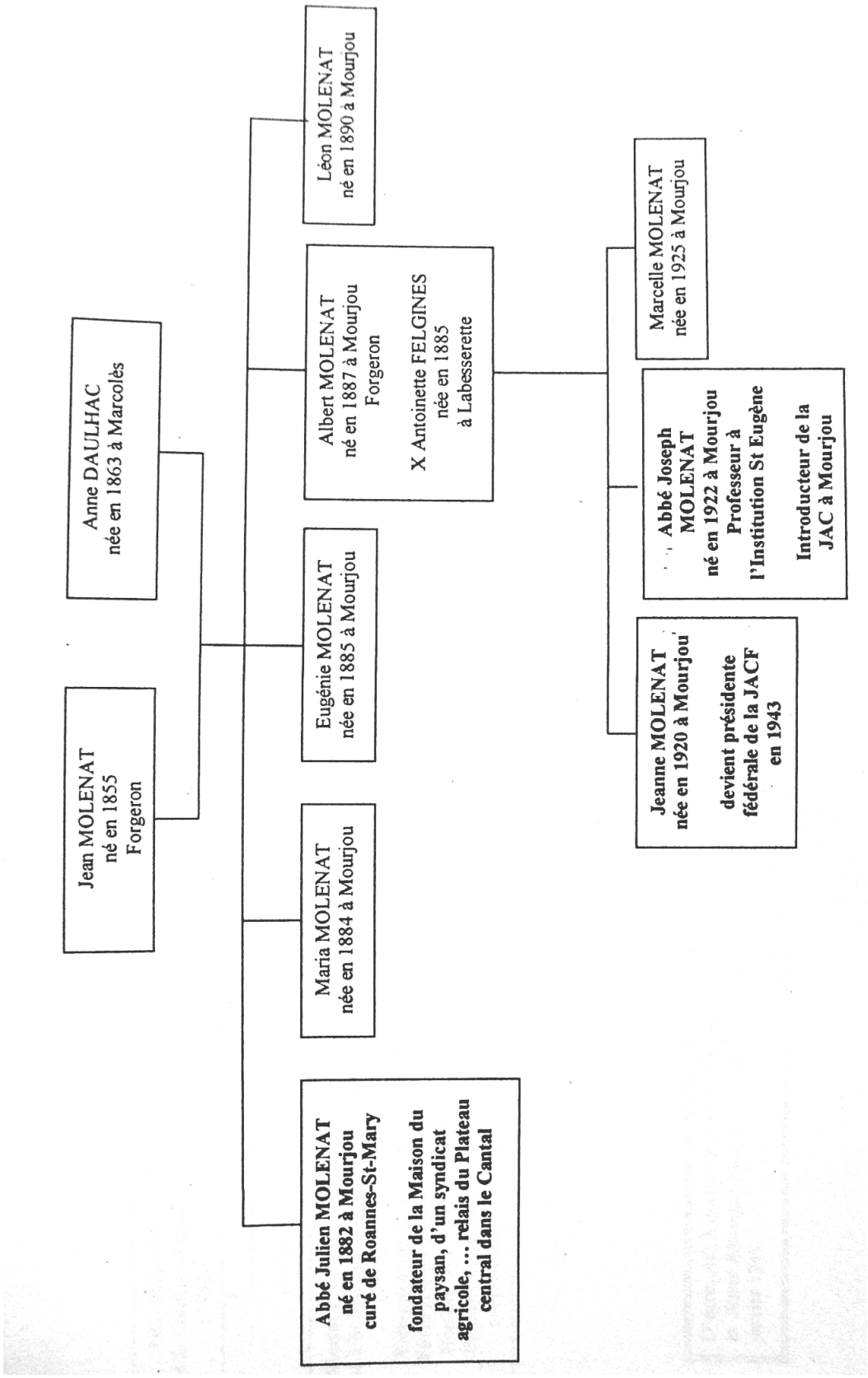


D'après : Mairie de Montvert (15),

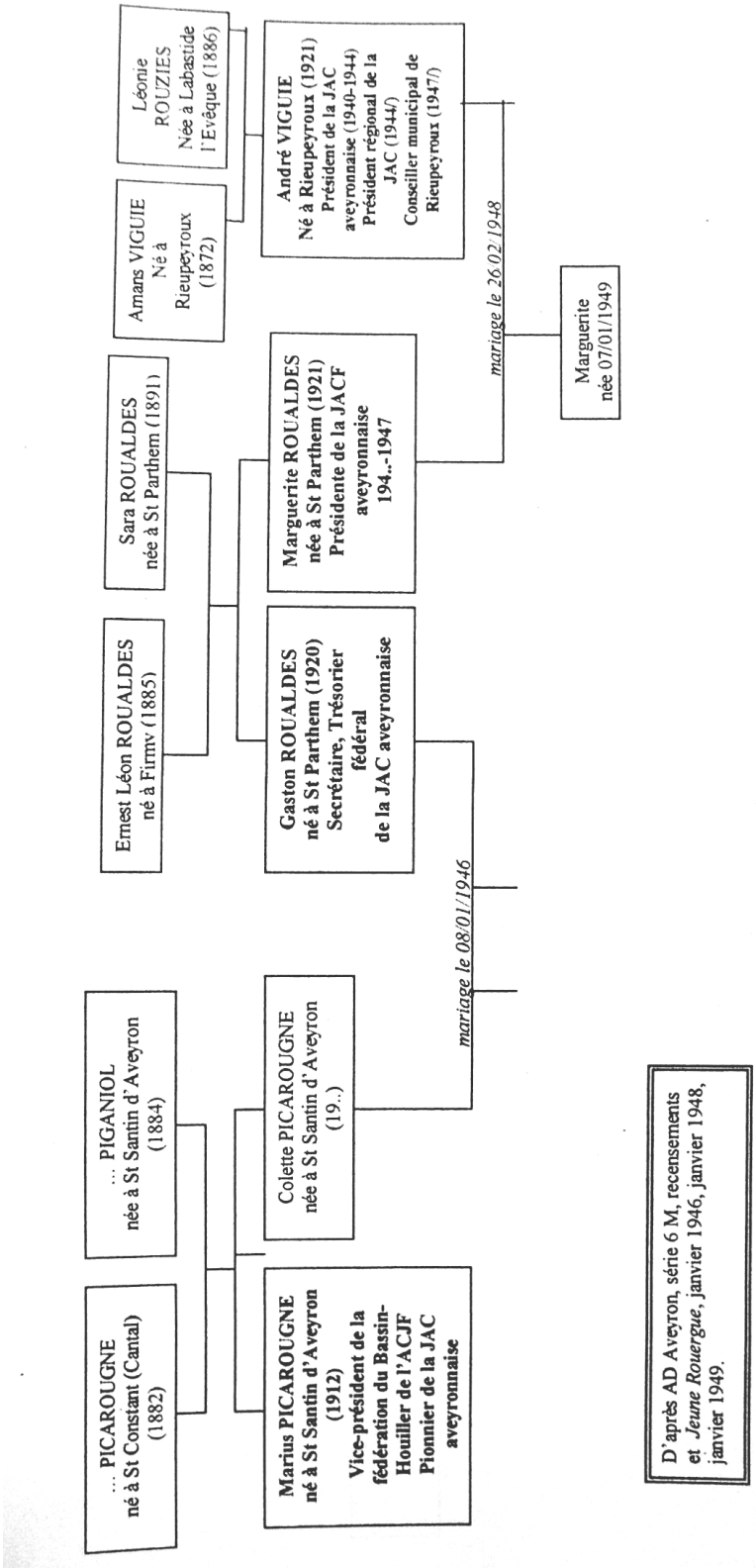
Doc. A-3-2-2. Familles Salat-Delort (Cantal)



Doc. A-3-2-3. Famille Molénat (Cantal)

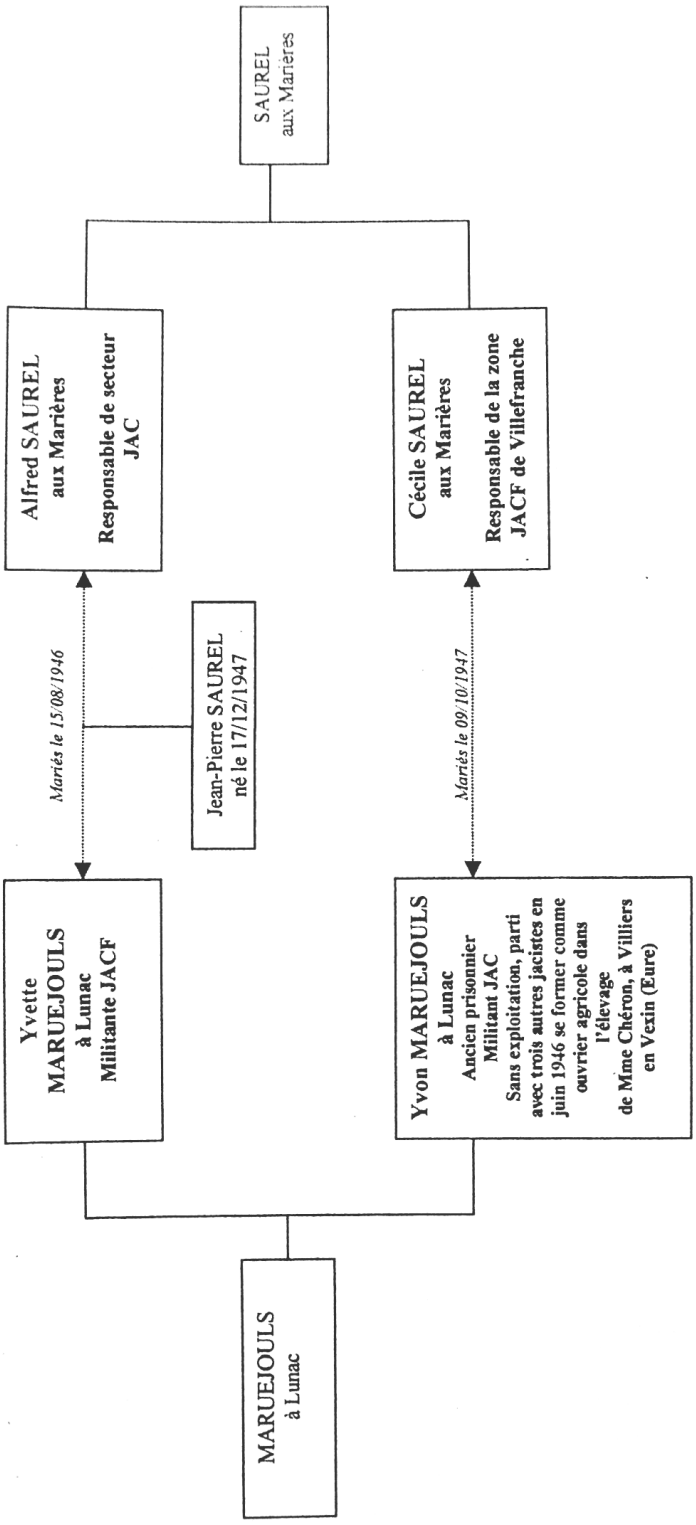


Doc. A-3-2-4. Familles Picarougne, Roualdès, Viguié (Aveyron)

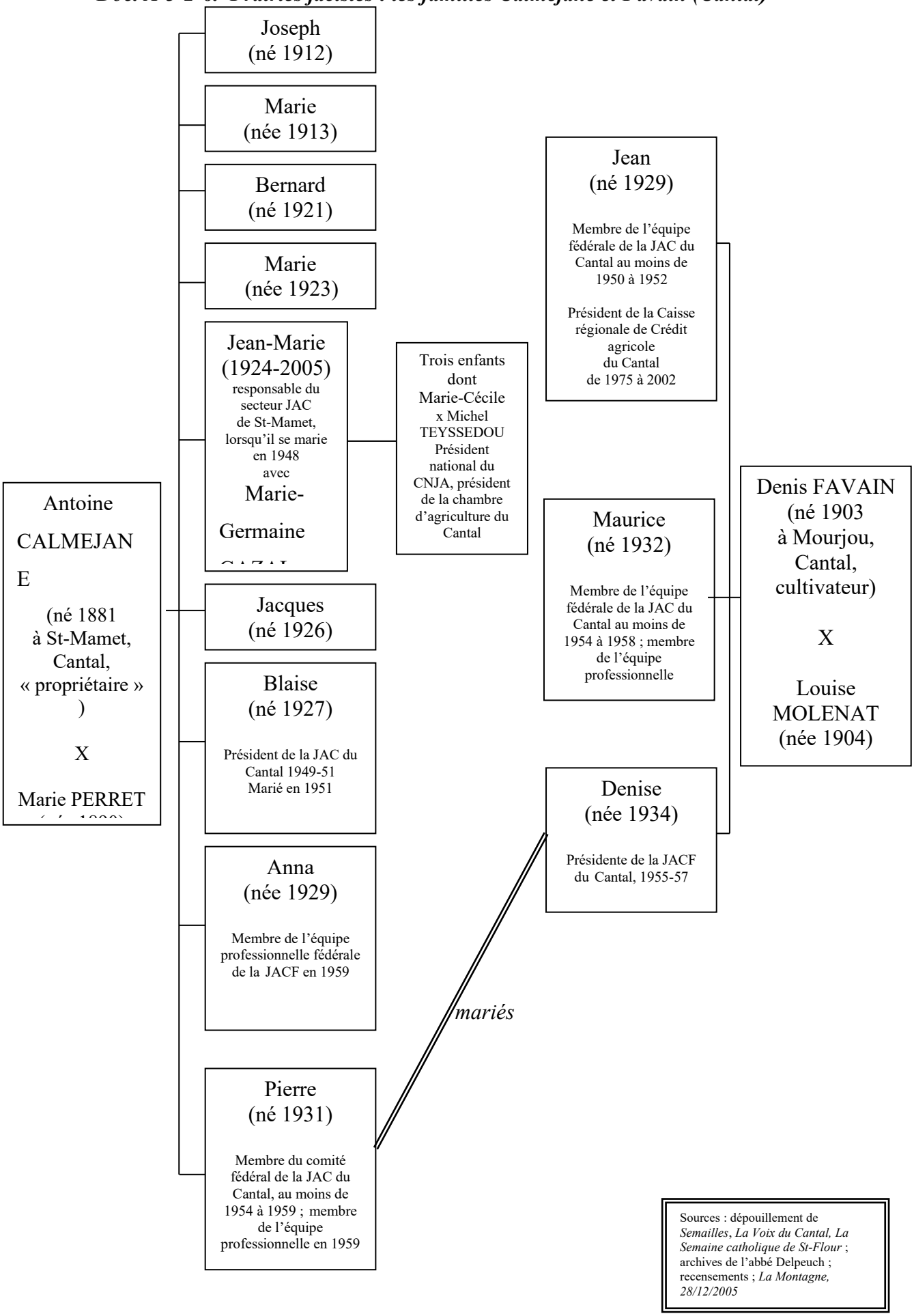


D'après AD Aveyron, série 6 M, recensements et *Jeune Rouergue*, janvier 1946, janvier 1948, janvier 1949.

Doc. A-3-2-5. Familles Saurel et Maruéjouls : mariages croisés (Aveyron)



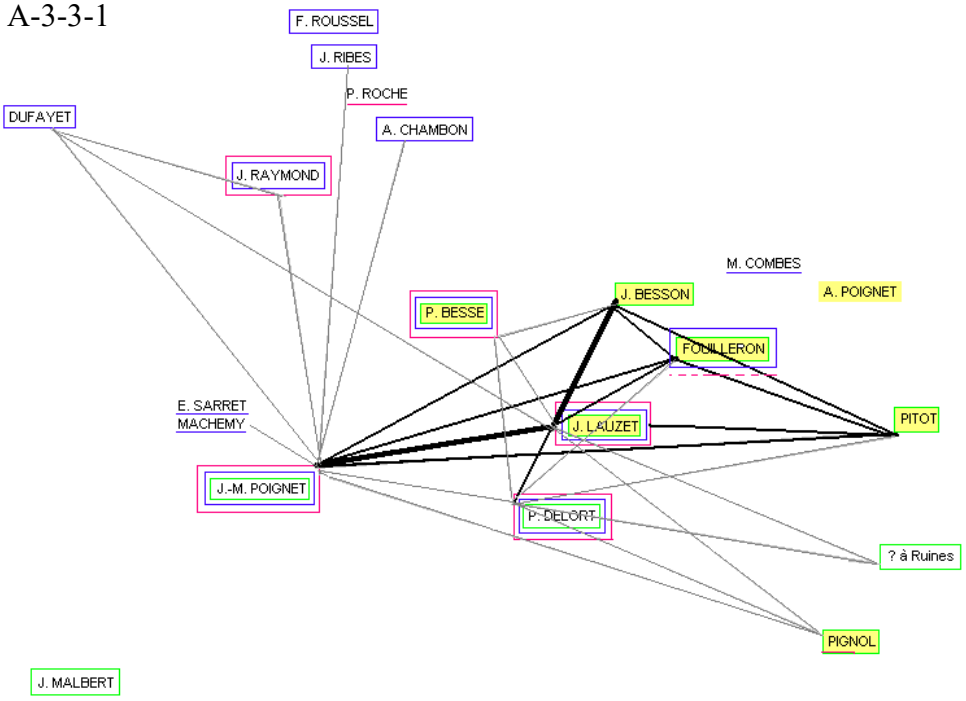
Doc. A-3-2-6. Fratries jacistes : les familles Calmejane et Favain (Cantal)



Sources : dépouillement de *Semailles*, *La Voix du Cantal, La Semaine catholique de St-Flour* ; archives de l'abbé Delpeuch ; recensements ; *La Montagne, 28/12/2005*

CANTAL - RESEAU DES ANIMATEURS
DES SYNDICATS DE JEUNES AGRICULTEURS INITIES PAR TOULOUSE-PURPAN
(1931-1934)

Doc. A-3-3-1



Appartenance à la chambre départementale des EAC (1931)

Appartenance au syndicat des jeunes producteurs de pommes de terre (1932/)

Appartenance au syndicat des jeunes éleveurs de la race Salers (1934/)

Appartenance à la JAC (1935-39)

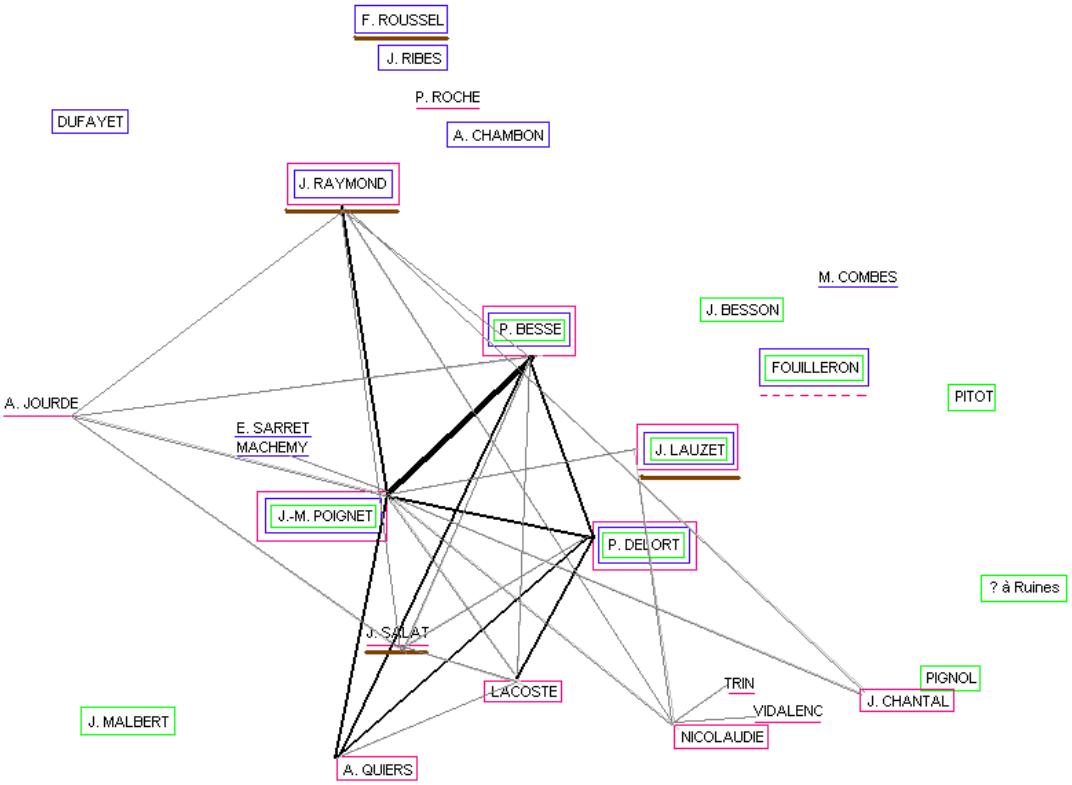
NB : encadré = responsable fédéral
souligné = responsable local ayant eu une certaine aura

Présence commune relevée dans les réunions intéressant la jeunesse catholique masculine (1930-1939) :

un seul cas enregistré
deux ou trois cas enregistrés
plus de trois cas enregistrés

NB : Les responsables ont été disposés dans le schéma en tenant compte approximativement de leur localisation géographique

CANTAL - RESEAU DES PRINCIPAUX MILITANTS IMPLIQUES DANS LA MISE EN PLACE DE LA JAC (1935-1939)



Appartenance au syndicat des jeunes producteurs de pommes de terre (1932/)

Appartenance au syndicat des jeunes éleveurs de la race Salers (1934/)

Appartenance à la JAC (1935-39)

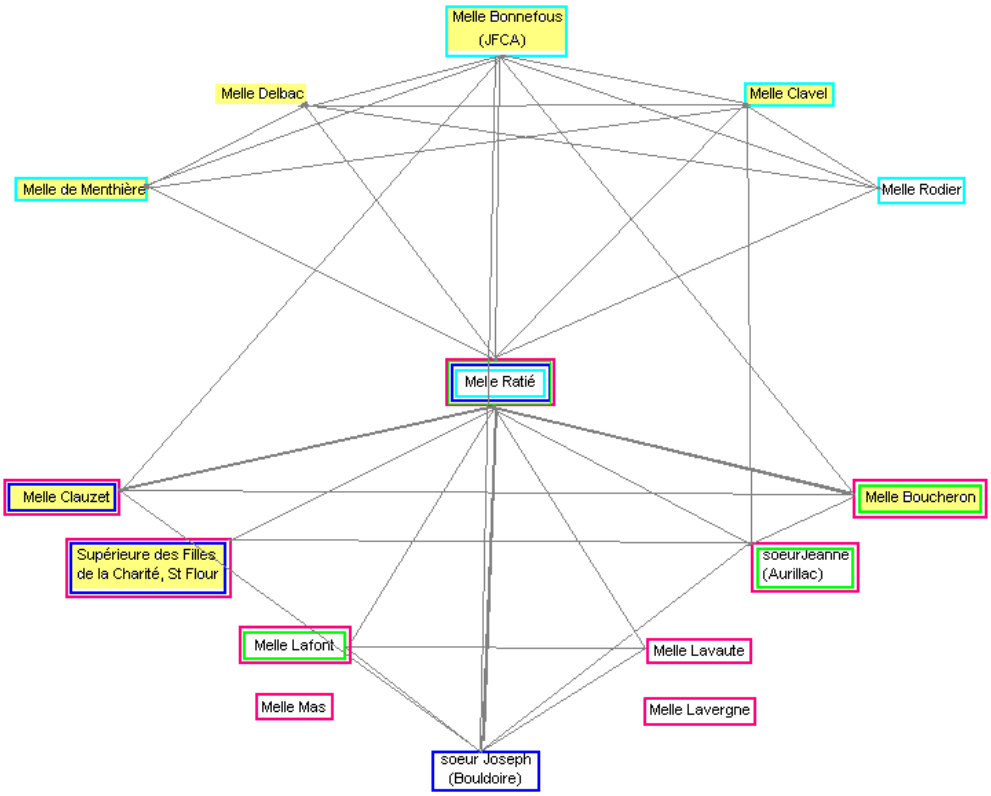
Appartenance au syndicat de défense paysanne du Massif central (1938)

NB : encadré = responsable fédéral
souligné = responsable local ayant eu une certaine aura

Présence commune relevée dans les réunions intéressant la jeunesse catholique masculine (1930-1939) :

un seul cas enregistré
deux ou trois cas enregistrés
plus de trois cas enregistrés

CANTAL - DE LA JFCC A LA JACF
RESEAUX DES PRINCIPALES RESPONSABLES
(1930-1939)



"Messagère" pour le lancement de la JFCC au début des années 1930

Participation à au moins une semaine rurale formule Semaines sociales (Toulouse)

Participation à au moins une semaine rurale formule Bouldoire

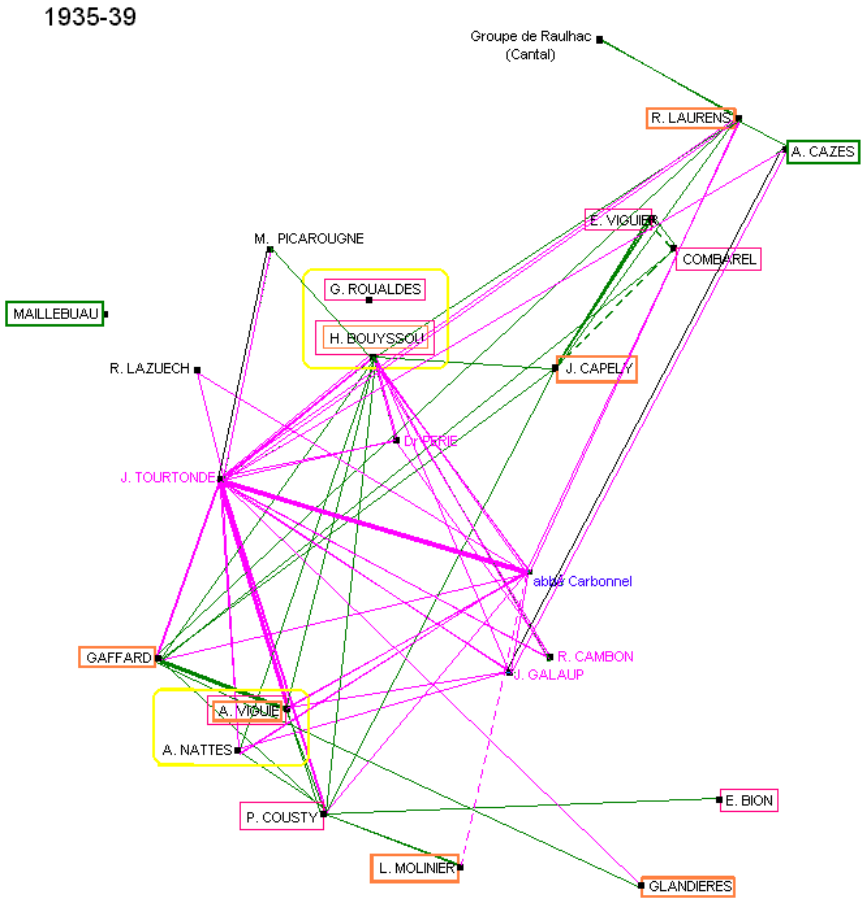
Participation à au moins une "journée rurale"

Participation au lancement de la JACF (1938-1939)

Au moins une présence commune établie à une réunion

Doc A-3-3-4

Réseaux de dirigeants aveyronnais



Fonctions :

- Membre du comité diocésain, au titre de la JAC "informelle" (avant 1937)
- Membre du premier comité fédéral de la JAC, 1937
- Membre du second comité fédéral de la JAC, 1939
- Membres d'une même section

Présence commune établie à une réunion intéressant la jeunesse catholique rurale

- un cas
- 2 à 5 cas
- > 5 cas
- contact antérieur à 1935
- liens avec/entre les responsables ACJF (non ruraux)
- liens entre dirigeants ruraux

4 – JOURNAUX MILITANTS

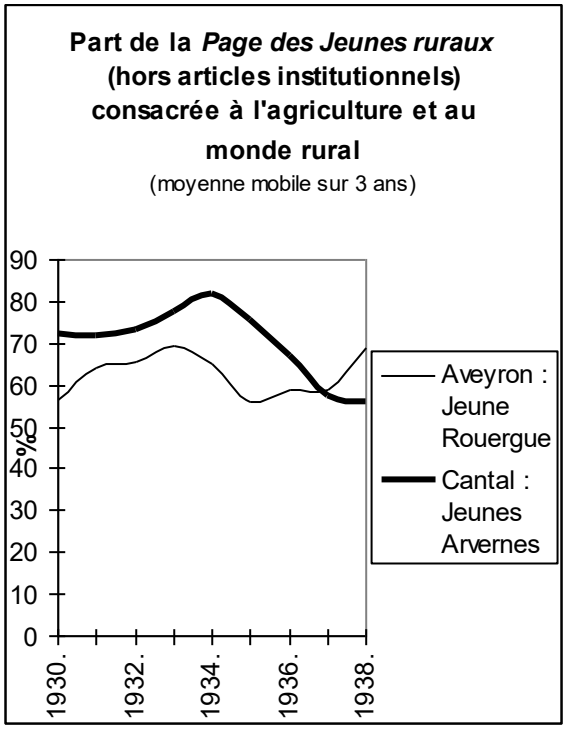
4-1. L'avant-guerre.

Doc. A-4-1-1 : Répartition des thèmes abordés par les *Pages des jeunes ruraux* de la presse diocésaine réservée à la jeunesse catholique. (% de la surface de la Page, hors articles sur le fonctionnement institutionnel)

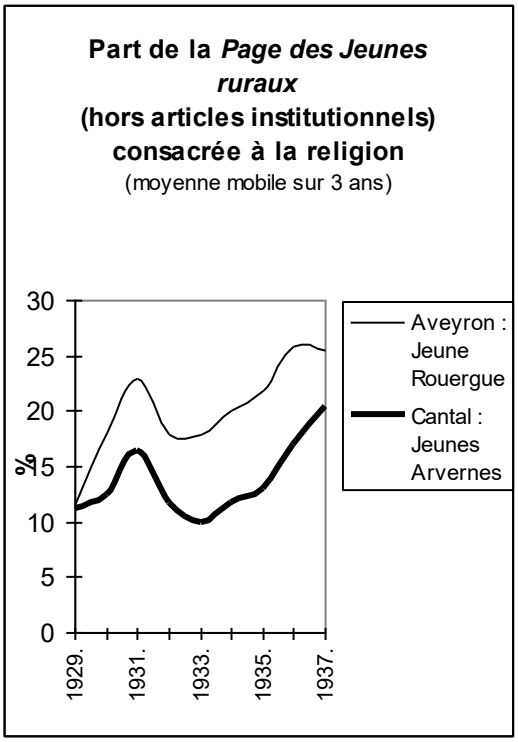
[NB : « 12 » = Aveyron, Jeune Rouergue ; « 15 » = Cantal, Jeunes Arvernes]

%	**Monde rural :**	**1929.**	**1930.**	**1931.**	**1932.**	**1933.**	**1934.**	**1935.**	**1936.**	**1937.**	**1938.**	**1939.**
12.	Agriculture	0,0	9,0	9,3	4,1	0,0	2,7	2,0	0,0	0,0	0,0	0
15.	Agriculture	13,1	9,7	3,7	0,0	1,1	0,7	1,8	2,0	0,0	0	0
12.	Culture / méthodes	0,0	25,8	9,3	0,0	13,4	10,0	13,0	5,4	0,0	0,0	0
15.	Culture / méthodes	26,0	29,8	25,9	23,1	32,8	31,2	32,0	15,0	9,9	0	3,7
12.	Droit rural	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
15.	Droit rural	0,8	0,0	0,0	5,3	10,0	0,6	2,9	0,0	0,0	0	0
12.	EAC	0,4	1,6	0,0	0,0	1,5	13,2	11,5	16,6	6,8	14,4	1,9
15.	EAC	11,3	11,4	2,0	1,5	1,8	18,5	8,7	9,1	10,9	7,7	7,4
12.	EAC méthodes	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
15.	EAC méthodes	13,3	5,6	0,0	1,4	7,4	0,0	5,1	0,4	1,7	6,1	0
12.	Formation agricole	2,5	0,0	5,3	4,9	5,0	6,9	7,1	19,2	1,5	3,1	0
15.	Formation agricole	0,5	0,0	2,5	0,0	2,5	0,0	1,5	3,7	2,6	6,3	0
12.	Organismes représentatifs agricoles	0,0	0,0	9,7	0,0	3,5	3,9	19,8	0,0	0,0	0,0	0
15.	Organismes représentatifs agricoles	5,6	4,5	4,9	1,9	4,9	5,1	11,2	5,4	5,0	12,5	30,1
12.	Exode rural	34,7	16,0	9,7	27,1	3,2	7,0	0,0	0,0	3,5	0,0	0,9
15.	Exode rural	1,5	0,0	6,3	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	1,3	0
12.	Fierté identité paysanne	14,6	19,8	1,3	35,4	13,5	1,6	3,4	1,2	5,1	12,0	0
15.	Fierté identité paysanne	5,6	0,8	0,9	0,5	0,8	0,0	10,4	6,4	0,0	0	0
12.	Traditions	0	0	0	0	37	0	1,5	0	0	0	47,8
15.	Traditions	0,0	2,7	9,0	10,3	0,5	0,0	0,8	6,4	2,6	1,5	0
12.	Semaine/journée rurale	0,0	0,0	0,0	4,1	0,0	9,7	5,2	7,6	46,5	33,8	29,7
15.	Semaine/journée rurale	2,3	8,1	9,7	33,5	15,7	21,9	14,4	10,6	19,6	25,5	13,4
	Sujets généraux :	**1929.**	**1930.**	**1931.**	**1932.**	**1933.**	**1934.**	**1935.**	**1936.**	**1937.**	**1938.**	**1939.**
12.	Armée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	1,8	0,0	0
15.	Armée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,7	2,6	7,4
12.	Chef / élite	2,5	17,9	0,0	0,0	6,1	0,0	8,6	1,9	0,0	0,0	0
15.	Chef / élite	3,3	15,6	1,7	0,0	0,0	0,0	1,9	7,1	6,5	9,1	0
12.	Famille / Couple	2,9	4,0	0,0	0,0	1,2	6,1	1,3	8,5	0,0	0,0	0
15.	Famille / Couple	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,5	0
12.	Economie domestique générale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,5	0,0	0
15.	Economie domestique générale	1,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,5	6,1	1,0	0	0
12.	Littérature	0,0	0,0	13,9	0,0	0,0	2,7	2,8	0,0	1,3	0,7	0
15.	Littérature	3,4	3,3	6,6	2,5	2,8	6,4	0	5,7	7,5	1,5	6,5
12.	Loisirs	24,2	2,5	7,2	0,0	0,0	9,5	0,7	0,0	5,1	2,5	0
15.	Loisirs	1,2	4,2	0,0	9,2	0,0	1,5	1,2	0,4	3,9	2,6	1,4
12.	Politique	0,0	1,9	0,0	4,5	1,1	6,1	1,0	12,6	0,5	1,4	0
15.	Politique	1,4	0,6	0,0	0,6	3,3	0,0	0,0	2,0	11,0	0	0
12.	Aspects sociaux généraux	18,2	1,3	0,0	0,0	0,0	1,5	0,0	5,9	0,0	0,0	0
15.	Aspects sociaux généraux	2,0	1,4	1,7	0,0	2,1	2,3	0,0	0,0	2,2	3,1	0
	Religion :	**1929.**	**1930.**	**1931.**	**1932.**	**1933.**	**1934.**	**1935.**	**1936.**	**1937.**	**1938.**	**1939.**
12.	Religion / approche sociale	0,0	0,0	3,7	0,0	5,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
15.	Religion / approche sociale	3,6	0,0	4,1	0,0	5,7	2,3	0,0	0,7	2,4	0	5,6
12.	Religion/Edification	0,0	0,0	30,8	19,9	9,1	19,1	20,0	21,2	24,5	32,1	19,6
15.	Religion/Edification	3	2,2	20,9	10,1	8,3	8,9	4,6	18,8	12,4	16,6	24,5

Doc. A-4-1-2 :



Doc. A-4-1-2



4-2. La guerre

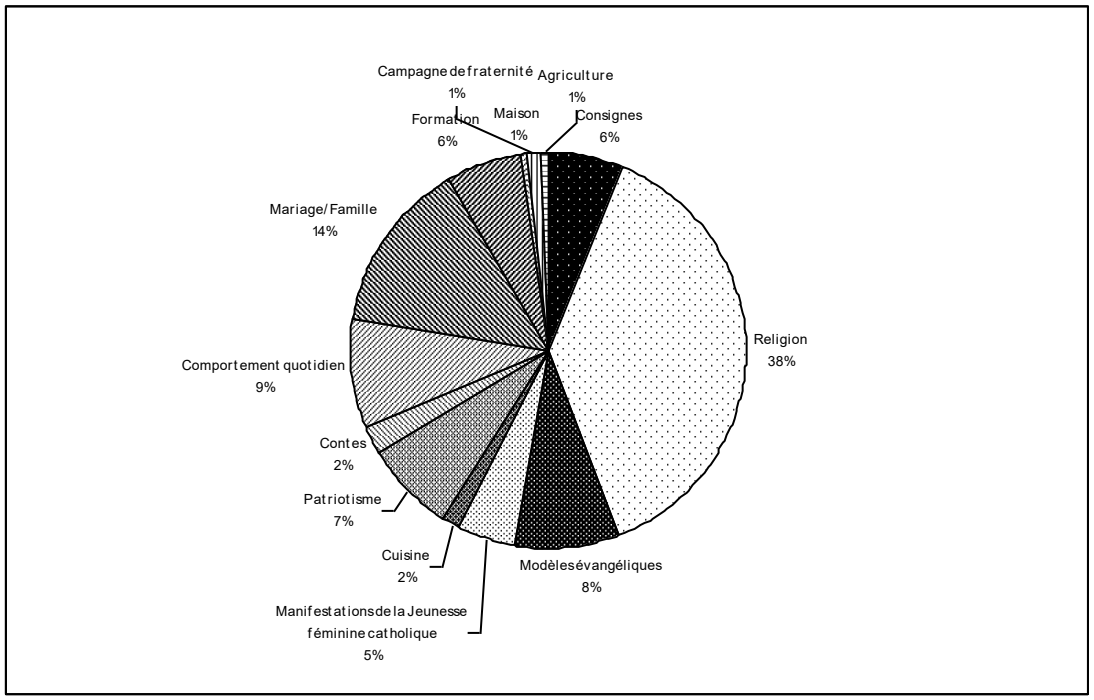
Doc. A-4-2-1 : Répartition des thèmes abordés par les* Pages des jeunes ruraux *de la presse diocésaine réservée à la jeunesse catholique masculine. (% de la surface de la Page) :

Jeune Rouergue	**Gestion de la fédération**	**Pré JAC / Ados**	**Religion**	**Soldats / Chantiers de jeunesse**	**Révolution nationale**	**Entraide face à guerre (hors soldats)**
1940.	82,9	0	0,5	1,8	0	5,5
1941.	76,6	0	4,8	3,5	2,5	4,1
1942.	58,5	0,8	15,4	4,7	4,7	9,6
1943.	34,8	2,7	16,3	10,9	1,6	17,6
1944.	5,7	0	6,4	3,1	0,8	12,8
	EAC et formation professionnelle agricole	**Société rurale (hors guerre)**	**Loisirs**	**Famille / rapports avec les jeunes filles**	**Maintien des traditions**	
1940.	5,1	2,1	0	2,1	0	
1941.	2,2	3,4	1,1	0	1,8	
1942.	0	2,4	1,3	1,3	1,3	
1943.	2,1	4,8	3,5	4,5	1,2	
1944.	4,4	42,1	1,0	22,8	1,0	

Jeunes Arvernes	**Gestion de la fédération**	**Pré JAC / Ados**	**Religion**	**Soldats / Chantiers de jeunesse**	**Révolution nationale**	**Entraide face à guerre (hors soldats)**
1940.	32,5	1,5	18,1	43,2	0	1,1
1941.	44,6	2,4	9,1	8,1	13,6	8,4
1942.	54,6	2,8	7,2	2,4	0	27,3
1943.	50,4	0,5	14,5	11,6	0	14,9
1944.	52,5	0	7,9	0	0	7,4
	EAC et formation professionnelle agricole	**Société rurale (hors guerre)**	**Loisirs**	**Famille / rapports avec les jeunes filles**	**Maintien des traditions**	
1940.	1,4	0,8	0	0	1,3	
1941.	0,9	0	10,7	0,5	0,9	
1942.	3,9	0	1,8	0	0	
1943.	3,4	0,1	3,7	0	0,7	
1944.	4,1	3	12,6	4,3	7,2	

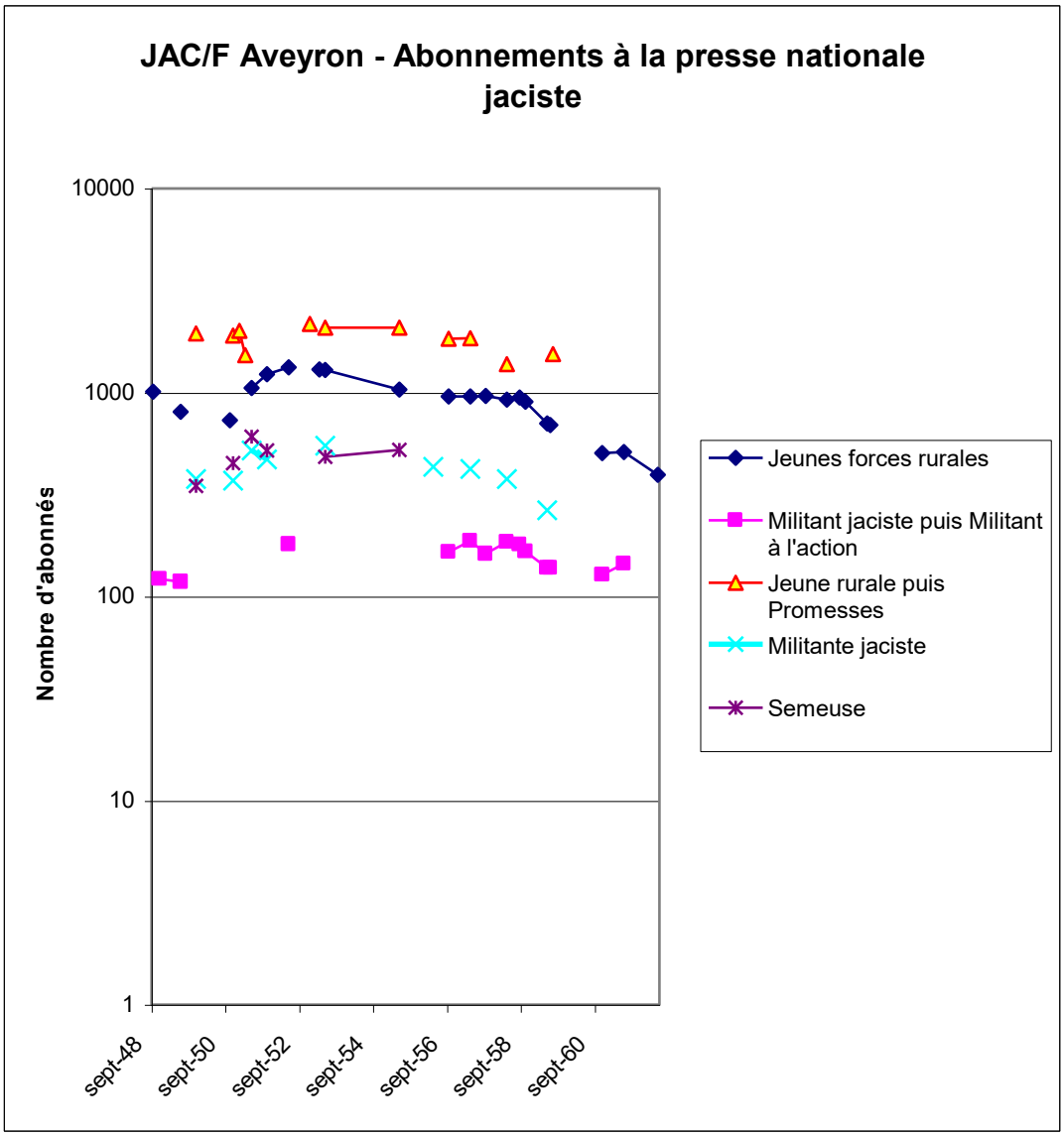
Doc. A-4-2-2. Répartition des thèmes abordés par le* Trait d'Union des rurales, *bulletin de la « sous-fédération » JACF de Saint-Flour (1941-1943)

(% de l'espace occupé)

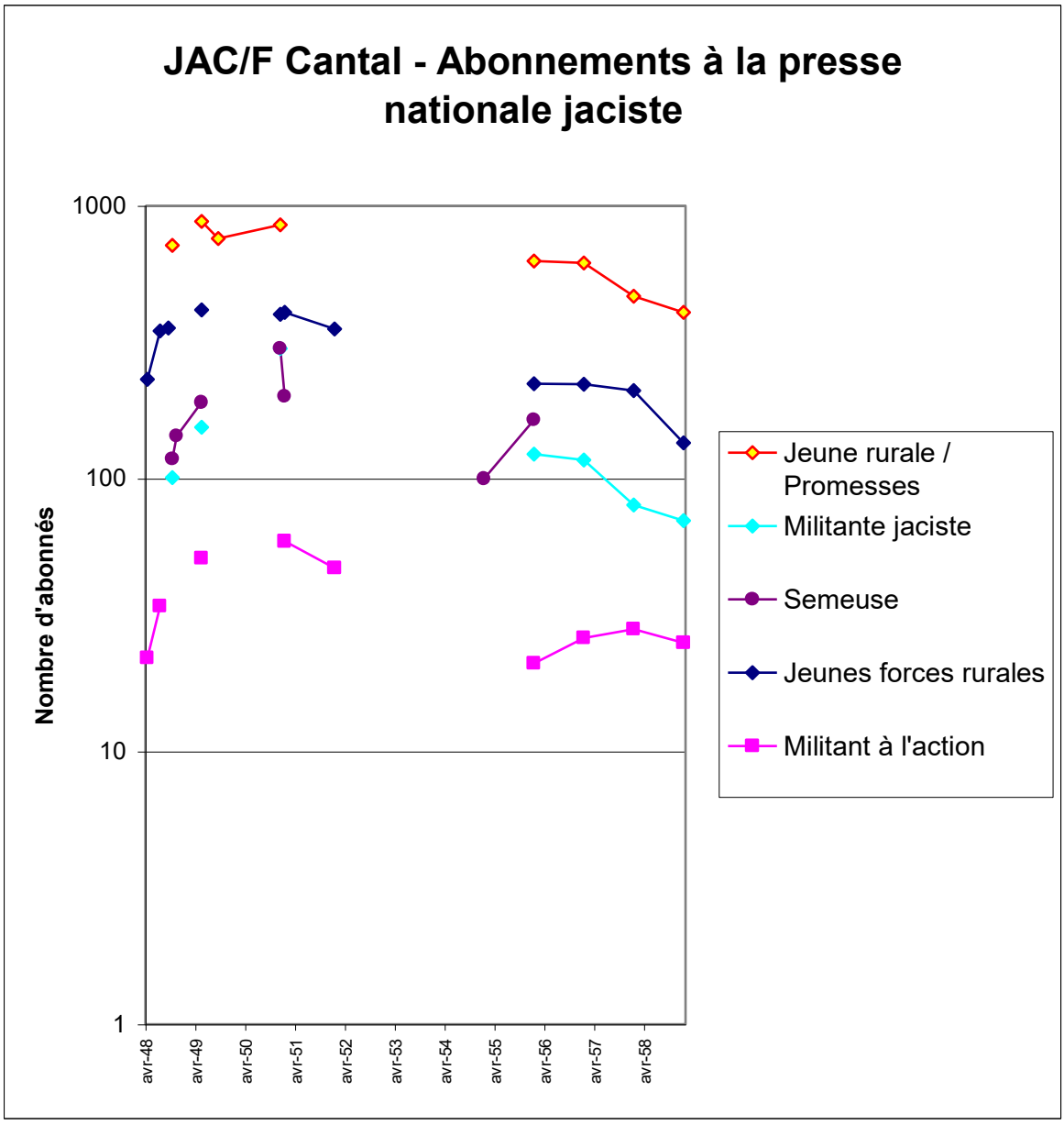


4-3. L'après-guerre

Doc. A-4-3-1



Doc. A-4-3-2

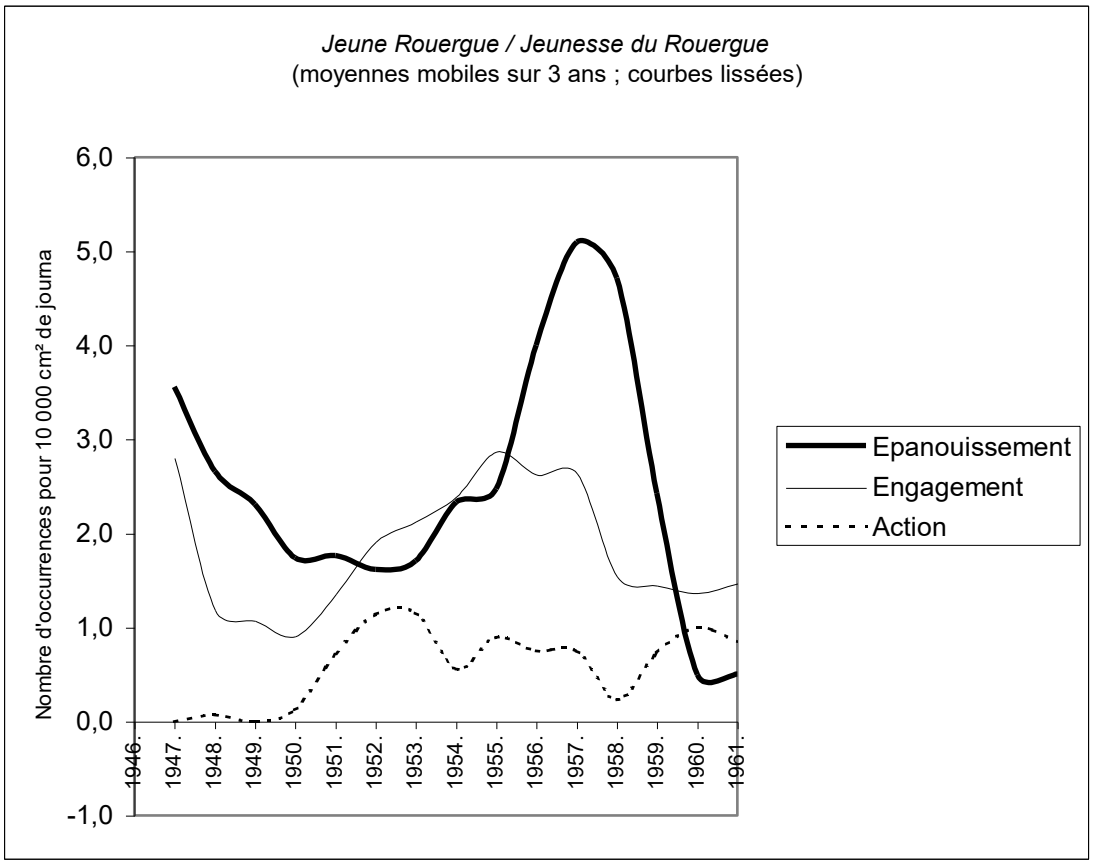

JAC/F Cantal - Abonnements à la presse nationale jaciste
Nombre d'abonnés
1000
100
10
1
avr-48
avr-49
avr-50
avr-51
avr-52
avr-53
avr-54
avr-55
avr-56
avr-57
avr-58
Jeune rurale / Promesses
Militante jaciste
Semeuse
Jeunes forces rurales
Militant à l'action

Doc. A-4-3-3 : Répartition des thèmes abordés par les* pages réservées aux jeunes ruraux *dans* Jeune Rouergue / *ou* Jeunesse du Rouergue *(% de la surface totale) :

	Gestion de la fédération	Soldats	Religion	Loisirs	Famille / Couple	Enfants	Pré JAC / Ados	Aînés	Bourgs	Ouvriers agricoles	"Non agricoles"
1945.	21,5	16,2	0,4	12,6	17,8	0	3,5	0	0	0	0
1946.	24,2	2,9	13,3	4,8	16,5	0	5,7	0	0,3	0	0
1947.	40,2	0	19,8	12,5	5,2	0	4,3	0	0	0	0
1948.	25,6	0	12	34	2,8	0	1,8	0	0	0	0
1949.	34	1,9	5,8	36	2,8	0	3,8	0	0,4	0,2	0
1950.	51	0	4,6	12,5	6,9	0	3,3	0	1,5	2	0
1951.	53,2	3,8	5,7	17,8	2,5	0	5,3	0	0,6	3,1	0
1952.	47,2	2,5	10,6	18,7	1,8	0	6,8	0	0	4,1	0
1953.	45,3	2,5	7	18,7	0,9	0,8	6,1	0	1,1	5,7	0
1954.	47,3	3,2	8,2	9,1	1,9	1,8	4,8	0,3	4,4	0,9	0
1955.	37,7	1,8	2,5	12,4	2,3	5,1	6,3	0,1	4,6	1,1	2,3
1956.	33,3	11,5	3,6	9,6	0,2	5,4	3,7	1,1	0,8	0,4	2,3
1957.	13,6	0	5,1	21,5	0,8	10,6	4,8	0	1,1	0	0,4
1958.	15,7	4	22	9,7	0,8	9,7	12,6	1,1	3,4	0	0
1959.	39,3	2,8	7,6	18,3	0,5	1,2	9,9	1	2,6	0,2	1,5
1960.	39,7	2,7	5,8	9,6	1,5	4,3	5,7	1	1,9	0	1,5
1961.	32,9	1,3	7,6	7,6	2,9	8,4	13,6	2,4	0,6	0	2,3
1962.	27,3	2,9	14,2	9	2,7	2,2	6	1,9	0	0	12,7
1963.	38,8	0,8	10,6	8,2	1,9	8,8	6,4	0	0	0	1

	EAC et formation professionnelle agricole	Réforme du monde rural	Société rurale	Maintien des traditions	Culture générale	Stages d'éveil	Entraide	Malades	Compor-tement / vie	Habitat rural	Politique
1945.	3,6	0	0,6	9,5	1,9	0	7,7	0	0	4,6	0
1946.	6	9,8	8,2	4,7	2,9	0	0	0	0	0,6	0
1947.	3,4	3,2	1,4	1,7	0	0	0	0	3,5	4,7	0,2
1948.	9,6	5,8	1,1	0,7	0,7	0	1,3	0	0,9	2,6	1,1
1949.	3,4	1,4	2,6	0,6	3,6	0	0,9	0	1,6	0	0
1950.	2,6	3,9	5,4	0,2	4,2	0	0,5	0	0	0,4	0,8
1951.	3,5	0,6	1,2	0	1,8	0	0	0	0,8	0,2	0
1952.	3,7	0,9	0,7	0	0,2	0	1,1	0	1,1	0,6	0
1953.	4,1	2,3	0,3	0	0,3	0	0	0,3	2,5	0	0
1954.	8,8	3,4	1,9	0	1,6	1	0	0,2	0,6	0,4	0
1955.	13,1	0,7	0	0	4,5	1,1	0	3,1	0,7	0,3	0
1956.	20,4	1,6	0	0	3,2	1,9	0	0,9	0	0	0
1957.	26,3	0	0	0	5,7	0	0	1,4	7,7	1	0
1958.	11,5	0,9	0	0	4,3	0	0	0	0,6	3,5	0
1959.	8,6	0,8	0,6	0	0,9	0	1,9	2,1	0,2	0	0
1960.	13,3	1,3	1,2	0	1,9	1,2	4,3	1,7	0,3	0	1
1961.	13,2	0,6	0	0	1	0	2,8	1	1,6	0	0
1962.	9,1	2,6	0	0	1,5	1,7	0,4	4,1	0,1	0,3	1,3
1963.	9,4	1,3	0	0	9,1	3,7	0	0	0	0	0

***Doc. A-1-4-3-4 : Epanouissement, engagement, action, trois notions-clefs de la doctrine jaciste ; leur usage dans* Jeune Rouergue/Jeunesse du Rouergue.**



Doc. A-4-3-5 : Part réservée à quelques thèmes majeurs dans les* pages destinées aux jeunes ruraux, *dans* Semailles, *bulletin de l'Action catholique rurale cantalienne (% de la surface totale) :

	Loisirs	Famille…	Religion	Formation	Ados	Enfants
1945.	1,5	11,7	10,8	5,4	0,8	0,0
1946.	6,6	16,6	12,7	3,6	2,3	5,0
1947.	13,1	6,3	19,3	6,9	0,5	0,8
1948.	7,8	15,2	12,2	3,9	2,1	0,0
1949.	11,8	3,5	16,5	10,2	6,0	1,0
1950.	13,1	2,5	9,6	1,3	7,5	0,4

Sources et bibliographie

I- Sources

1- Sources manuscrites et dactylographiées.

1-1. Archives des fédérations diocésaines JAC/F - MRJC.

a) Cantal.
Archives conservées au 40, av. de la République, à Aurillac, jusque dans les années 1980 ; disparues depuis.

b) Aveyron. Archives de la Maison des œuvres,
rue des Frères de Turenne, 12 000 Rodez

Archives non classées. Nous en proposons un inventaire sommaire réalisé par nos soins.

- **Organes de direction.**

  - **Conseil national :**

    JAC, Rapports moraux et d'orientation, 1955-1961
    JAC, Election de Raymond Lacombe à la présidence nationale ; revue de presse, lettres de félicitations, 1956

    JACF, Rapports moraux et d'orientation, 1959-1961

  Comité régional Auvergne

    JAC, Convocations, notes, comptes-rendus, 1955-1962

    JACF, Convocations, notes, comptes-rendus, 1959-1963
    Comité mixte : Convocations, notes, comptes-rendus, 1955-1962

  - **Bureau et comité fédéral aveyronnais :**

    JAC, Convocations, notes, comptes-rendus, 1947-1962

    JACF, « Comment devrait travailler l'équipe fédérale, pour que tout le milieu soit pris en charge par le mouvement ? » (rapport manuscrit), 1954

  - **Conseil fédéral aveyronnais**

    JAC, Comptes-rendus, 1953-1959.

  - **Comités de zones :**

Zone de Millau : comptes-rendus, 1945, 1947, 1948, 1954-62
Zone d'Espalion : convocation, 1947-1949
Zone de Rodez : convocations, comptes-rendus, 1950-1956
Zone de Belmont, 1954
Zone de St Affrique, 1954, 1956
Zone Causse Lévezou, convocations, comptes-rendus, notes, circulaires, 1954-1960
Zone Vallon : convocations, 1958-1960
Zone Ségala : comptes-rendus, 1960

- **Administration**

  JAC, Courrier, 1947-48.

- **Finances :**

  JAC/F, Tombola en faveur de la JAC et de la JACF aveyronnaises, 1951
  JAC/F, Note explicative aux responsables JAC/F concernant les demandes de subventions aux communes, 1960
  JAC/F, Emprunt pour le siège national (circulaires, état des versements individuels...), 1961

  JAC, Projet de statut fédéral des finances, 1956
  JAC, Ventes de calendriers, 1958-1960
  JAC, Subventions perçues pour 1958, à redistribuer aux zones, 1958
  JAC, Bilans financiers, consignes, budgets, 1958-1961

  JACF, Bilan financier 1958-1959
  JACF, Vente de fleurettes, 1959-1960

- **Responsables fédéraux aveyronnais :**

  JAC, Liste des responsables fédéraux, 1952, 1953, 1960
  JAC, Liste des responsables de zone, 1947-49, 1958-59

  JACF Liste des responsables de secteurs, zones, fédération, 1959

- **Aumôniers régionaux et fédéraux :**

  Abbé Bion : interventions doctrinales ; d'analyse économique et sociale ; pour les nominations d'aumôniers ; avis confidentiels à l'évêque... Courriers ; notes (dactyl. et ms.) : 1953-1966

  JAC/F-MFR-ACR, Sessions d'aumôniers, Convocations, notes... : 1955-1960

- **Branches spécialisées :**

- **Aînés**

  JAC Auvergne, Sessions régionales (convocations, notes, comptes-rendus), 1958-1962

  JAC/F Aveyron, Sessions, Journées (programmes, notes, comptes-rendus), 1955-1961

  Stages économiques régionaux (convocations, programmes), 1961-1962.

- **Adolescents / « Juniors » :**

  JAC/F Auvergne, Comité régional adolescent(e)s (convocations, comptes-rendus), 1951-1962.

  JAC/F Aveyron : « Rapports entre garçons et filles » (formulaires d'enquête), 1957

  JAC, Comité adolescents (convocations), 1960-1961

  JACF, Equipes Invention clubs (brochures, circulaires), 1956-1960.
  JACF, Camps d'adolescentes, 1955, 1960-1961

- **Enfants :**

  JACF-Auvergne : Comité régional, stages (convocations, comptes-rendus), 1958-1960.

- **Equipes et commissions :**

  - **Equipes bourgs / artisans-commerçants**

    JAC/F Auvergne : Sessions puis stages « bourgs », 1956-1962.

    JACF Aveyron : Journées « bourgs » (convocations, comptes-rendus), 1950, 1955-1957
    JACF Aveyron : Voyages (Alsace, Bretagne, Suisse, Italie, Savoie), 1955, 1956

  - **Ruraux-ouvriers :**

    JAC, Comités nationaux (comptes-rendus), 1958-1959

    JACF, Rurales ouvrières ; cours : "la charité", 1960

  - **Soldats :**

JAC, Service soldats (Algérie, listes d'incorporés, journées de préparation, courrier…), 1956-1963.

- **Equipe malades :**

  JACF, Réunions (comptes-rendus), 1958-1962.

- **Commission professionnelle :**

  JAC-Auvergne, comités professionnels (convocations), 1955, 1959.

  JAC, comité social et professionnel (convocations, comptes-rendus), 1954-57

  JAC, "Etude économique, sociale et humaine du département de l'Aveyron, présentée par la commission professionnelle", 1955.
  JAC, Concours d'élevage ovin, 1955-60
  JAC, Bilan des activités professionnelles, plans d'action, Journées, 1955-1957

  Stages « de formation » puis « de productivité » (programmes, comptes-rendus), 1955-1957

  Journées de vulgarisation, sessions de formation professionnelle (programmes, notes), 1957-1960

- **Rencontres et formation militante(s) :**

  - **Sessions régionales :**

    JAC Auvergne, 1954-1962
    JACF Auvergne, 1955

  - **Sessions fédérales (aveyronnaises) :**

    JAC (convocations, comptes-rendus), 1946-48, 1962
    JACF (convocations, comptes-rendus, notes), 1952-1963

  - **Sessions de zones :**

    JAC (convocations, rapports), 1945-1947, 1959
    JACF (convocations, rapports), 1947, 1951, 1955

  - **Stages de formation pour responsables du mouvement**

    JAC (Convocations, programmes...), 1955, 1957, 1959, 1960.

  - **Récollections, retraites** (invitations, listes de participants), 1943, 1948, 1950, 1957-1961

- **Stages de culture générale**

Stages d'éveil, pour adolescents, 1955-1963

JAC-Auvergne, Stages régionaux (convocations, programmes, notes), 1955-1962

JAC/F Aveyron, Stages fédéraux (convocations, programmes, notes), 1955-1961.

- **Presse : gestion des abonnements ; campagnes de propagande...**

JAC-Auvergne, Abonnements presse militante (Statistiques et graphiques), 1957-59
JAC-Auvergne, Comité presse, 1962

JAC Aveyron, Abonnements, 1949, 1953-64
JAC, Concours d'abonnement à JFR et militant, 1950
JAC, Commission propagande, comité fédéral presse : activités, 1952-57, 1961-62

JACF, Liste des responsables locales presse/propagande, 1951
JACF, Abonnements, 1948-1953, 1955-57

Jeune Rouergue, gestion du journal, 1949-1958

- **Manifestations collectives**

- **Journées fédérales de militants (programmes, notes), 1951, 1955.**

  - **Pèlerinages, pèlerinages-congrès**

Lourdes 1948

Lourdes 1952
Lourdes 1958
Lourdes 1962

  - **Congrès :**

Paris 1950
Rodez 1954
Rodez 1960
MIJARC Lourdes 1960 :

- **Enquêtes**

JAC-Auvergne, "L'avenir des jeunes" : réponses, par départements, 1957

JAC, Enquête sur l'état des sections, 1942
JAC, Domestiques de ferme, 1945

JAC, Loisirs, 1947-48.
JAC, "Situation des jeunes dans le monde rural", 1953
JAC, "Que faire pour améliorer la JAC ?", sd (1953 ?)
JAC, Referendum "loisirs", 1958

JACF, "Etes-vous satisfaite de votre maison ?" (questionnaires), 1951
JACF, "Les jeunes filles dans le secteur" : recensement, formation reçue, 1953-54
JACF, "Etat et fonctionnement des secteurs JACF", 1955

JAC/F, "Formation reçue par les adolescents", 1954
JAC/F, "Jeunes en 1960, à la découverte de notre village", 1960

- **Activités loisirs :**

  - **Théâtre jaciste :**

    "Le bouquet du dimanche" (manuscrit), 1950
    "L'Escampal" (manuscrit) , 1950
    "Bertomiu carga la lavita" : projet d'édition par la JAC de l'Aveyron, 1950
    Projet d'édition de pièces en occitan, 1950

  - **Coupes de la joie :**

    JAC/F – Auvergne, Organisation de la coupe régionale, 1958, 1959

    JAC/F Aveyron, Coupes de la joie, 1949-1959.

  - **Coupes sportives rurales :**

    JAC, Essais de coupe sportive, 1953.

- **Relations avec des organisation proches :**

  - **Association sociale et culturelle de la jeunesse rurale de l'Aveyron (« association filiale ») (**Statuts ; Bilans annuels d'activités, budgets...), 1950-1962.

  - **Organismes agricoles :**

    CGA, 1945
    CETA, 1956

    Comité de coordination avec le CDJA (notamment pour la vulgarisation agricole) (Comptes-rendus de réunions), 1958-1960.

1-2. Archives privées de l'abbé Delpeuch (†), ancien aumônier de zone jaciste du Cantal.

- JAC/F, secteur de Pierrefort
  . comptes-rendus de réunions et sorties, enquêtes, circulaires... (1952-1959)

- **JAC/F, zone de Saint-Flour.**
  . dossier « comité de zone » (1951-1958)
  . dossier « spiritualité, formation » (1947-1953)
  . dossier « commission professionnelle » (s. d.)
  . dossier « artisans et commerçants » (1957)
  . dossier « divers » (voyages d'étude, sessions, coupes de la joie, comité fédéral, 1950-1957)
  . dossier « sessions » : comité de zone (1956-1960)

- **JAC/F, fédération du Cantal**
  . dossier « comité fédéral » (1952-1958)
  . dossier « congrès » (1950, 1952, 1953, 1960)
  . dossier « loisirs, coupes de la joie » (1951-1961)

- **« Causeries, spiritualité, divers »** (interventions de l'abbé Delpeuch dans le cadre des divers mouvements d'Action catholique, 1951-1961).

1-3. Archives diocésaines

a) Diocèse de Rodez (non classées ; non inventoriées)

- Fichier des ordinations.

- Jeunesse féminine catholique aveyronnaise, 1926-1937 :
  . Manuels, programmes d'étude, consignes, papiers divers.
  . album de photographies.

- Commission des œuvres d'hommes et de jeunes gens, décembre 1929 - janvier 1932.

- ACJF, Comité diocésain, décembre 1935 - mai 1938 : comptes-rendus de réunions.

- *Archives de l'épiscopat de Mgr Challiol :*
  . Crise de 1937-1938 : rapports épineux entre la Ligue, la direction diocésaine des œuvres, l'Action catholique, le syndicalisme.
  . Evolution des œuvres de jeunesse vers l'Action catholique : brochures 1930-1948.

- *Archives de l'épiscopat de Mgr Dubois :*
  . Action catholique générale et spécialisée, 1948-1954.

- *Archives de l'épiscopat de Mgr Ménard :*
  . Direction des oeuvres : conseil des oeuvres, 1958-1966.
  . JAC 1955-1962.
  . JACF 1957-1962.

b) Diocèse de Saint-Flour (non inventoriées)

- Registre des ordinations.

- Carton « Jeunesse cantalienne » : quelques brochures, dont celle du congrès diocésain de 1953 (68 p.).

- Visites pastorales **:** renseignements sur l'état de la diffusion de la JAC/F et sur son fonctionnement.

1-4. Archives nationales JAC/F – MRJC

Déposé en 1995 aux archives nationales, le fonds du Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne comprend 164 boîtes d'archives et une dizaine de collections reliées, soit un total de 789 documents, numérotés de 1 à 791.

Il comprend des livres, des brochures, des photos, des dossiers du mouvement de la Jeunesse Agricole Catholique.

L'inventaire détaillé en est disponible sur internet :
[actualisation des liens en 2021]
Présentation du fonds [des dépôts supplémentaires ont eu lieu en 2012, 2015, 2017] :
https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/rechercheconsultation/consultation/pog/consultationPogN3.action?pogId=FRAN_POG_05&nopId=p-17g0w7rnl-nrc71mbb88ij&search=mrjc
Inventaire du premier dépôt, ouvert à la consultation en 2003 :
https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/rechercheconsultation/consultation/ir/consultationIR.action?irId=FRAN_IR_010680&udId=root&details=true&gotoArchivesNums=false&auSeinIR=true

Nous avions consulté ces archives, au siège national rue des Renaudes à Paris, puis lors du transit au Ministère de la jeunesse et des sports. Nous conservons les références de l'époque,

et ne retenons que les cartons qui nous sont apparus comme les plus utiles pour préciser notre approche régionale.

carton 30 Notes fédérales, travaux, journées, réunions, congrès, 1936-1956

carton 31 Affiliations JAC

carton 33 Région Auvergne (quelques convocations aux réunions, quelques exemplaires du bulletin régional *Jeune Auvergne*)

carton 50 Presse JFR : courrier, statistiques régionales ; 1944-1962.

carton 56 Presse : commandes des fédérations, 1952-1964.

carton 57 Commissions presse (JAC et JACF), 1948-1962.

carton 58 Presse : relevés d'abonnements, 1949-1963

carton 62 Formation : semaines et journées rurales, cours par correspondance, 1938-1959.

carton 71 Courrier, 1950-55 et 1960-65.

carton 84 Presse (gestion) : *Militante, Militant à l'action, Promesses,* 1956-1963.

carton 93 Ruraux et rurales ouvriers, 1951-1961.

carton 94 Enquêtes envoyées par les fédérations, 1939-42 (conservées en nombre relativement réduit)

carton 95 Congrès JAC 1935 et JACF 1938 (avec la liste des hôtels).
JACF 1935-39 : journées de formation des militantes, courrier, conseils fédéraux, journées régionales et nationales, préparation des enquêtes, presse.

carton 99 Congrès départementaux 1960 (dont le congrès de Rodez)

carton 105 Enquêtes, 1936-1964.

carton 107 Campagnes d'année et sessions nationales JACF, enquêtes, 1956-1963
Enquête nationale sur les coupes de la joie, 1956

carton 110 Campagnes d'année et sessions nationale, 1947-48 et 1955-56 (JAC et JACF)

carton 113 JACF 1939-1945.
1940-45 : services d'entraide, listes des présidents et aumôniers fédéraux

carton 114 Récapitulatif des affiliations et des aumôniers, 1944-45
JAC/F 1940-56 : Comités, circulaires, affiliations, enquêtes.

carton 116 JACF : commission professionnelle ; état des abonnements. 1954-56 et 1959-

1960

carton 166 Commission du cinquantenaire : études locales ou nationales sur la JAC/F et le MRJC.

carton 251 Relevés d'abonnements, 1948-1962

carton 272 Diffusion de *Rallye jeunesse*, 1957-1965.

1-5. Archives départementales :

a) Aveyron.

I M Cabinet du préfet

1 M 14 1930/1969
194 Culte catholique. JAC. Activités 1947/1964
1 M 15 1949/1968
12 Malaises paysans, manifestations à Rodez, FDSEA et l'élevage, agitation paysanne / manifestation du 11 XII 1961, 1961/1964

1 M 92 1949/1975
16 : Agriculture :
JAC, JACF, renseignements des RG, coupures de presse correspondantes, 1958/71
Vulgarisation agricole, 1959
Foyers ruraux, 1955/57
1 M 200 1940/1983
6 Syndicats agricoles, dossier général, 1965/67

W Renseignements généraux

12 W 9 Publications : *Jeune Rouergue*. Bulletin des mobilisés. 1957/1960
338 W 71 Jeunesse : liste nominative des mouvements de jeunesse 01/06/1942, etc...

5M Population

Recensements : 1931, 1936, 1946, 1951, 1962

6 et 7 M Agriculture
6 M 719 Statistique agricole annuelle, 1930.
7 M 10 1955 Recensement agricole
7 M 43 1945/1966 Préfecture agriculture
1 Instructions diverses. Office de gestion agricole. Activités culturelles de la jeunesse rurale
9 CETA : documentation, zones témoins, secteurs encouragés, structure agricole, compositions, réunions
11 CUMA ; subventions variées ; enseignement agricole ; instructions.

b) Cantal.

112 M Enseignement agricole, jusqu'en 1939.

130 M 35 Statistiques agricoles, 1930

XII M 5 605 Documentation sur l'école ménagère de Comblat (1948-1964)

XII M 5 599 Cours d'enseignement post-scolaire agricole

XII M 2 981 Etude sur l'agriculture cantalienne. Publication par la chambre d'agriculture du Cantal (1958)

1 W 95 Corporation paysanne

1 W 234 Rapports sur l'opinion et interceptions postales (1940-1944)

1-6. Archives de la Direction départementale de l'agriculture du Cantal

Recensements agricoles de 1929 et 1955

2- Sources imprimées.

2-1. Périodiques

2-1-1. Périodiques catholiques

a) Auvergne

Jeune Auvergne. Bulletin régional JAC/F, depuis 1954 (conservés pour la période 1958-1962 à la Maison des œuvres de Rodez, pour 1954 et 1956-1959 dans les Archives nationales du MRJC)

b) Aveyron

Bulletin de liaison des mobilisés. Supplément à Jeune Rouergue ; AMO : 1952, 1956-1962

Fédération de Jeunesse féminine catholique, Programme d'études des Groupes de jeunes filles de l'Aveyron, puis *Notre programme d'études*, enfin, *Programme d'études* ; ADA : 1929-1930 à 1940-1941 ; manquent : 1930-31, 1931-32, 1933-34, 1936-37

Fleurs de France, *bulletin de la Jeunesse féminine catholique* ; ADA : janv. 1928 (n° 1) à déc. 1945.

Fleurs du Rouergue, bulletin mensuel de la Fédération Jeanne d'Arc, des cercles, patronages et oeuvres de jeunes filles du diocèse de Rodez ; ADA : janv. 1923 à sept 1923.

Inter-bourgs (L'). Trait d'union des jeunes filles non agricoles de nos bourgs. Supplément à Jeune Rouergue. AMO : 1955-1957.

Jeune Rouergue (Le), Trait d'union des groupes aveyronnais de l'ACJF, gérant A. Dur, mensuel puis bimensuel puis mensuel ; ADA : oct. nov. 1910 à 1916 et janv. 1920 à déc.1946; remplacé par *Jeunesse du Rouergue* en 1947.

Jeune Rouergue, bulletin fédéral des mouvements d'action catholique, succède à *Jeunesse du Rouergue*, 27, rue de la Barrière, Rodez, gérant abbé Serres, puis abbé Bibal, puis L. Rouve, imp. puis ronéotypé ; mensuel, puis irrégulier après juin 1965 ; ADA : mai 1959 à déc. 1966 (ce bulletin, en mai 1959, prend la suite du journal imprimé portant le même titre).

Jeunesse du Rouergue, mensuel de l'Action catholique, 27, rue de la Barrière, Rodez, gérant P. Carrère, puis abbé Bion ; ADA : janv.-fév. 1947 à fév 1959 (à partir de janv. 1955, porte en sous-titre : *Bulletin fédéral des mouvements d'AC : JOC JAC JEC JIC* ; journal issu de la fusion de *Jeune Rouergue* et *Notre jeunesse.*

Lettre aux secteurs. Supplément à Jeune Rouergue ; AMO : 1957-1959.

Notre jeunesse aux jeunes filles en Rouergue, avec un supplément *Ensemble*, page des dirigeants, mensuel ; ADA : 1946 (manque le n° 2)

Nous sept - Lien des équipes fédérales [JACF] d'Auvergne, depuis 1952 (AMO : 1957-1962)

Petit canard (Le), Trait d'union périodique des Jeunes du Nord Aveyron, Espalion, avenue de St Côme, Jeunesse et Loisirs, ronéotypé, bimestriel ; AD : n° 1 (janv. 1951), 45 (janv. 1955), 47, 49 à 52 (juill.-sept. 1958). Organe de la JAC pour le Nord Aveyron.

Rouergat (Le), hebdomadaire catholique départemental, depuis 1944.

c) Cantal

Cantalou (Lou), journal destiné aux jeunes Cantaliens partis pour le service militaire, élaboré en étroite collaboration avec la JAC, ADC : 1954-1962

Croix du Cantal (La), supplément hebdomadaire à *La Croix de Paris*, puis journal hebdomadaire indépendant, ADC : 1892-1944 (remplacé par *La Voix du Cantal*).

Etoile d'Auvergne, bulletin mensuel de la Jeunesse féminine catholique et des oeuvres féminines du Cantal. Aurillac, février 1931 à août 1936. - Devient bulletin mensuel de la JFC et de l'Union féminine catholique du Cantal à partir de sept. 1936 (ADC : sept. 1936 à déc. 1945 ; J. 185.

Jeunes Arvernes (Les), Organe mensuel de la Jeunesse cantalienne [*puis de la Jeunesse catholique du Cantal*, puis *de la Jeunesse catholique du Cantal, des sociétés sportives et des oeuvres rurales*], mensuel ou bimestriel, 1911-1944 (ADC : de fév. 1938 à 1939, contenu dans *L'Union catholique du Cantal* ; J. 42).

Nos causeries, bulletin trimestriel de l'Union féminine catholique du Cantal (3 numéros, janv. 1928-fév. 1929) [J. 329]

Semailles, publication destinée aux militants du MFR, JAC et JACF (n° 1 sept. 1945 au n° 42, janv. 1950 ; manquent : n° 17, 21, 23 à 25, 27 à 30, 38, 39) [J. 245]

Semaine catholique [du diocèse] de Saint-Flour (La), hebdomadaire, depuis 1878

Trait d'union (Le), Organe de la ligue des catholiques du Cantal, mensuel ; ADC : déc. 1927-fév. 1938 (*devient L'Union catholique du Cantal*).

Trait d'union des rurales (Le), bulletin trimestriel de la sous-fédération JACF de Saint-Flour (ADC : mars 1937 à oct. 1943 ; J. 225).

Union catholique du Cantal (L'), (réunit *Le Trait d'Union* et *Jeunes Arvernes*), mensuel ; ADC : fév. 1938 - 1939.

La Voix du Cantal, hebdomadaire catholique départemental (succède à *La Croix du Cantal*) ; ADC : depuis 1944

d) Lot

Jeune Quercy, mensuel de la jeunesse catholique du Lot [années 1930].

2-1-2. Périodiques agricoles

a) Aveyron.

Rouergue paysan, organe officiel de la Corporation paysanne du Rouergue (*remplace La Volonté paysanne*) ; AD : avr. 1942 à juill. 1944.

Le Soc, Organe d'éducation et de défense des associations agricoles : Plateau central Pyrénées Languedoc, gérant H. Angles, Rodez ; AD : fév. 1930 à mai 1944.

La Volonté paysanne de l'Aveyron, Organe du comité départemental d'action agricole, bimensuel ; AD : n° 1 (nov. 1944) au n 7 (juin 1945)

La Volonté paysanne, Organe de la FDSEA, mensuel puis hebdomadaire ; AD : depuis 1945.

b) Cantal

L'Effort paysan, hebdomadaire paysan, artisanal, familial et social, Aurillac, 1937 - 44.

L'Essor paysan, Organe d'Unité et de défense paysannes, Aurillac, oct. 1944 - mai 1946.

Le Paysan du Cantal. Syndicalisme, mutualité, Crédit, Chambre d'agriculture, Aurillac, à partir de mars 1946...

2-2. Etudes et ouvrages à caractère de sources

2-2-3. Publications locales de la Jeunesse catholique

a) Publications concernant l'ensemble de la Jeunesse catholique

- **Aveyron**

* *A vous, jeunes, pour vous aider dans votre action sociale et votre action civique*, Rodez, imp. Carrère, 1944, 40 p. [ADA : 34 JB 1564]

* *Compte rendu du Congrès des oeuvres*, Rodez, 12-16 juin 1929, Rodez, imp Carrère, 1929, 187 p. [ADA : 34 JB 1495]

* *Debout ! Jeune Rouergue !,* Rodez, imp. Carrère, 1940, 68 p. [livret prévu à l'origine pour le congrès diocésain de la jeunesse catholique, programmé pour septembre 1939] [ADA : A 605]

MENDIGAL, abbé Louis (aumônier des oeuvres du diocèse de Rodez), *La rude montée des jeunes*, Paris, Librairie de l'ACJF, 1931.

- **Cantal**

* *Almanach annuaire de la Jeunesse catholique et des œuvres du Cantal. 1934-1935*, Aurillac, Direction des œuvres, 1934, 188 p.

Aurillac, Congrès des Jeunes catholiques du Cantal, 14 mai 1953, Aurillac, imp. Gerbert, 1953, 60 p.

MFR 56 (Mouvement familial rural du diocèse de Saint-Flour), *Regards sur dix ans d'efforts,* Aurillac, Gerbert, 1956, 70 p. [ADC 8 22-15]

b) Brochures publiées par ou pour la JAC/F

Canta paizan, Rodez, Fédération JAC de l'Aveyron, 1944.

* *Congrès de la jeunesse rurale aveyronnaise, dimanche 13 juin 1954*, Rodez, imp. Carrère, 1954, 48 p. [ADA : 13 001 B]

DELORT, Pierre, *L'ivraie et le bon grain* (en langue d'oc), [théâtre jaciste],s.l., 1941

* *Entre Auvergnats*, [théâtre jaciste], s.l., 1943.

* *Garçons et filles, témoignages, indiscrets et sincères, des uns sur les autres*, Rodez, " Jeunesse qui monte ", 1955, 143 p., [ADA : AB 3045]

JACF - Fédération du Cantal, *Aux sources vives de l'âme auvergnate (enquêtes jacistes sur les coutumes de la Haute-Auvergne),* Aurillac, 1943, 56 p.

* *Jeunesse. Evocation jaciste*, [théâtre jaciste], Aurillac, 1942.

MATHIEU, abbé [curé d'Ytrac], *Théâtre jaciste. La doctoresse Nélie*, Aurillac, 1942, 15 p.

**Notre Auvergne. Jeu scénique*, Aurillac, Editions Gerbert, 20 p.

PAGES, Eugène [de Cheylade], *Entre Auvergnats* [recueil de deux pièces jacistes folkloriques : *Chez les Jacha [ie les **jac**istes de **H**aute-**A**uvergne]*, 1 acte, 5 personnages dont le Père Menfouté ; *Ici Radio Cantal*, 1 acte, 6 personnages], Cheylade, chez l'auteur, 1942.

PAGES, Eugène, *Morgorido*, [théâtre jaciste], 1941.

**Paizans del Roergue*, Rodez, JAC, 1945, 330 p. [recueil de contes, poèmes, chansons, pour la plupart en langue d'oc].

SERRES, Père André, *La cohabitation en milieu rural, témoignages recueillis et présentés par A. S.*, Rodez, Secrétariat général des œuvres, 1963, 79 p.

**Theatro oubernhat*, [théâtre jaciste], 1943

* *Trente ans de JAC. Congrès départemental d'Aurillac, 8 mai 1960*, Aurillac, imp. moderne, 1960, 24 p.

TRIN, abbé Antoine, *La grande famille du père Menfouté. Théâtre rural*, Aurillac, imprimerie de la Voix du Cantal, 1945.

2-2-3. Etudes sur l'agriculture et le monde rural.

a) Aveyron.

* *Agriculture de groupe. Inventaire des groupes au niveau de la production dans l'Aveyron*, Rodez, Chambre d'agriculture, s.d., ron., 47 p. [ADA : A 450]

* *Aveyron. Aspects agricoles et ruraux*, Rodez, Direction départementale de l'agriculture, 1968, 121 p. [ADA : A 1 542]

* *Aveyron, monographies agricoles départementales*, Paris, Documentation française, 1960 [texte de 1953, avec quelques données mises à jour en annexe] , ron., 101 p.

BOUSQUET, Michel, *Enquête socio-économique (1961-1962) : l'Aubrac*, Rodez, Service économique de la Chambre d'agriculture de l'Aveyron, 1962, 50 p.

Comité d'action de liaison économique et de productivité du département de l'Aveyron,
« Considérations générales sur l'économie aveyronnaise et sur les relations du département de l'Aveyron avec le Bas-Rhône-Languedoc », 1954, 20 p.
« Proposition de programme d'expansion économique pour le Rouergue-Aveyron », 1956, 54 p.
« Tableaux de l'économie aveyronnaise », 1959, 155 p.

DULCIRE, Paul, « L'application de la mutualité sociale agricole en pays de culture familiale d'après l'expérience du Rouergue », ENA, mémoire de stage, 1951, 32 p.

JINABO, Justin, « Les problèmes de la vulgarisation agricole en Aveyron », Rodez, mémoire de stage, 1962, 28 p.

MALALU, Denys, « Les problèmes de la modernisation de l'agriculture en Aveyron », ENA, mémoire de stage, 1967, 26 p.

OKIMBI, Ange, « Les problèmes de la jeunesse agricole dans le département de l'Aveyron et au Congo-Brazzaville », ENA, mémoire de stage, 1962, 30 p.

ROSSAT, Jacques, « Contribution à l'étude du retard de développement dans le département de l'Aveyron », mémoire de stage ENA, Rodez, décembre 1959, 43 p.

ROSSAT, Jacques, « Tableau du département de l'Aveyron », mémoire de stage ENA, octobre 1959, 56 p.

*« Rouergue et Gévaudan, 50 ans de mutualité agricole », 1910-1960, s.l.n.d.. [ADA : 58 B 37]

b) Cantal

ARBOS, Philippe, « La crise agricole dans le Cantal », *Région du Centre*, n° 116, sept. 1931, p. 235-236.

AUFRERE, Georges (dir. services agricoles), *Notes sur l'agriculture cantalienne*, Aurillac, imp. de *L'Avenir du Cantal*, 1938, 67 p. [ADC : II 10 409]

BOSC, Claude-Alain, « Les chances de rénovation de l'agriculture cantalienne », ENA, mémoire de stage, 1956, 30 p. [ADC : 4 12/16]

* *Le Cantal*, Paris, Documentation française, 1958, 71 p.

DUCLAUX, Pierre, « Dans les montagnes du Cantal : les raisons d'une crise agricole », *Annales d'histoire économique et sociale*, n° 22, 31 juill. 1933, p. 337-347

GALABERT, Jean Michel, « Le problème de la coopération agricole dans le Cantal », ENA, mémoire de stage, 1955, 33 p., [ADC : 4 12/5]

KELLER, M., LAPPARA, M., PICARD, J.-C., « Où va l'agriculture cantalienne ? », *La feuille de chou*, 1966, p. 22-24

LASVERGNE, *La crise agricole et le problème politique*, recueil d'articles parus dans *La Liberté du Cantal* du 22 août au 10 oct. 1935, Aurillac, Poirier Bottreau, 1935, 82 p. [ADC III 1 077]

MEYNIER, André, « La crise agricole dans le Cantal et ses conséquences sociales », *Annales de géographie*, n° 226, juill. 1931, p. 411-419 [ADC : II 10 269]

* *Monographie agricole du département du Cantal*, Aurillac, Préfecture du Cantal, 1953, 72 p.

PADOVANI, François, « La structure de l'économie agricole dans le Cantal », ENA, mémoire de stage, déc. 1958, 30 p. [ADC : 4 33/12]

Parisot, Charles, « L'agriculture cantalienne au milieu du XX^{e} s. », *RHA*, 1947-49, p.129-143.

PARISOT, Charles, *Essai sur l'agriculture de montagne : l'agriculture dans le Cantal, ses perspectives d'avenir...,* Aurillac, USHA, 1949, 301 p.

SAVREUX, Marcel, *Vers la modernisation d'un département rural. Les bienfaits de l'équipement progressif*, Aurillac, imp. moderne, 1950, 54 p.

3 - Sources orales : entretiens

a) ***Cantal***

M. Pierre Calmejane, ancien membre de l'équipe fédérale et de l'équipe professionnelle.

M. l'abbé Delpeuch (†), ancien aumônier de la zone de Saint-Flour

Mme Marguerite DURAND (†), épouse BEC ancienne vice-présidente de la zone JACF de Saint-Flour (1942-1948), ancienne permanente nationale de la JACF.

M. Paul Espinasse (†), ingénieur agronome, ancien membre de l'équipe fédérale du Mouvement familial rural, intervenant comme formateur auprès de la JAC ; ancien maire de Bassignac et conseiller général du Cantal.

Mme Denise Favain, épouse Calmejane, ancienne présidente de la JACF (1955-1957)

M. l'abbé Irlande, ancien aumônier

M. Marcel Lacalmontie, ancien président de la JAC (1956-59)

M. l'abbé Mizoule, ancien aumônier

Père Maurice, ancien aumônier de zone JAC, actuel Supérieur de la Maison des Rédemptoristes à Paris.

Mgr Maziers, ancien aumônier diocésain de la JAC, ancien archevêque de Bordeaux

M. Antonin Quiers, membre du premier comité fédéral de la JAC (1939)

M. Etienne Salat (†), ancien président de la JAC (1951-1954)

Mme Salat, ancienne responsable de secteur JACF.

b) Aveyron

M. Jean Briane, ancien responsable de secteur JAC (autour de 1951), député de l'Aveyron de 1971 à 2002.

M. André Laur, ancien président de la JAC aveyronnaise (1944-1946), président de la MSA de l'Aveyron, puis président national de la MSA de 1974 à 1992, ancien premier vice-président du Comité économique et social de l'Europe, ancien maire de Luc-Primaube et conseiller général de l'Aveyron.

M. Robert Laurens, président de la première section jaciste aveyronnaise en 1933, frère de Camille Laurens (syndic national adjoint de la Corporation paysanne, député du Cantal, ministre de l'agriculture), député puis sénateur de l'Aveyron (1951-1971)

M. André Viguié, ancien président de la JAC aveyronnaise par intérim (1940-1944)

M. Paul Cousty, ancien secrétaire de la fédération aveyronnaise de la JAC (1940-41), ancien responsable du service loisirs et du service soldats, ancien maire et conseiller général de Naucelle.

II- Bibliographie

1 – Ouvrages sur le contexte historique

1-1. Outils

Atlas historique de la France contemporaine 1800-1965, Paris, Colin, 1966, 234 p.

LE BRAS, Hervé et TODD, Emmanuel, *L'Invention de la France*, Paris, Hachette, Pluriel, 1981, 359 p.

LE BRAS, Hervé, *Les trois France*, Paris, Odile Jacob, éd. 1995, 469 p.

SAINT-JULIEN, Thérèse (dir.), *Atlas de France,* vol. 5, *Société et culture*, Montpellier-Paris, RECLUS-La documentation française, 1997, 144 p.

SALMON, Frédéric, *Atlas électoral de la France. 1848-2001*, Paris, Seuil, 2001, 94 p.

TODD, Emmanuel, *L'invention de l'Europe*, Paris, Seuil, 1990, 542 p.

1-2. Histoire générale

HOBSBAWM, Eric J., *L'Âge des extrêmes. Le court vingtième siècle, 1914-1991*, Bruxelles-Paris, Complexe-Le Monde diplomatique, 1999, 810 p.

PARIAS, Louis-Henri (dir.), *Histoire du peuple français,* t. 5, *Cent ans d'esprit républicain*, Paris, Nouvelle librairie de France, 1967, 614 p.

PLAS, Pascal, « Les nouvelles pratiques politiques », *Bulletin de l'IHTP*, n° 79, dossier « Les Français et la politique dans les années soixante (II) », octobre 2002

1-2-1. Vichy

DURAND, Yves, « Les prisonniers », dans AZEMA, Jean-Pierre et BEDARIDA, François, *La France des années noires*, t. 1, Paris, Seuil, 2000, p.261-280

BERSTEIN, Serge, *Le nazisme*, Paris, MA éditions, 1985

GUILLON, Jean-Marie, « La philosophie politique de la Révolution nationale », in AZEMA, J.-P. et BEDARIDA, F., *Vichy et les Français*, Paris, Fayard, 1998, p.168-183.

KASPI, André*, La libération de la France. Juin 1944-Janvier 1946*, Paris, Perrin, 1995, 562 p.

LABORIE, Pierre, *L'opinion française sous Vichy*, Paris, Seuil, 1990, 410 p.

PAXTON, Robert O., « La coupure décisive pour Vichy (novembre 1942). L'Etat français vassalisé », dans AZEMA, Jean-Pierre et BEDARIDA, François, *La France des années noires*, t. 2, Paris, Seuil, 2000, p. 11-39.

PAXTON, Robert O., *La France de Vichy*, Paris, Seuil, 1973, 380 p.

ROUSSO, Henry, « La Résistance entre la légende et l'oubli », *L'Histoire*, n°41, janvier 1982, p. 98-111.

VEILLON, Dominique, *Vivre et survivre en France, 1939-1947*, Paris, Payot, 1995, 371 p.

1-2-2. Guerre d'Algérie et émergence du Tiers-monde.

AGERON, Charles-Robert, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, Paris, PUF, coll. Que sais-je ?, 1983, 128 p.

ALMEIDA-TOPOR, Hélène d', *L'Afrique au XXe s.*, Paris, Colin, 1993, 363 p.

AGERON, Charles-Robert, *La décolonisation française*, Paris, Colin, coll. Cursus, 1991, 180 p.

AUVRAY, Michel, *L'âge des casernes. Histoire et mythes du service militaire*, La Tour d'Aigues, Ed. de l'Aube, 1998

BRANCHE, Raphaëlle, *La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie, 1954-1962*, Gallimard, Paris, 2001, 474 p.

EINAUDI, Jean-Luc, *Octobre 1961*, Paris, Fayard, 2001.

FOUILLOUX, Etienne, « Intellectuels catholiques et guerre d'Algérie (1954-1962) », *in* RIOUX, Jean-Pierre et SIRINELLI, Jean-François, *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*, Bruxelles, Complexe, 1991, 405 p. : p.79-114

HAMON, Hervé et ROTMAN, Patrick, *Les porteurs de valises. La résistance française à la guerre d'Algérie*, Paris, Seuil, coll. Points, 1982, 440 p.

JAUFFRET, Jean-Charles, *Soldats en Algérie, 1954-1962. Expériences contrastées des hommes du contingent*, Paris, Autrement, 2001, 365 p.

KAGAN, Elie e.a., *17 octobre 1961,* Arles, Actes Sud, 2002

LACOSTE, Yves, *Géographie du sous-développement*, Paris, PUF, 1965, 285 p.

MICHEL, Marc, *Décolonisations et émergence du Tiers-monde*, Paris, Hachette, 1994, 271 p.

RIOUX, Jean-Pierre, *La guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990, 700 p.
Notamment :

- AGERON, Charles-Robert, « L'opinion française à travers les sondages ».
- Equipe IRESCO-Guerre d'Algérie, « De jeunes militants dans le contingent : l'enquête des organisations de jeunesse de 1959-1960 », p. 86-98
- FOUILLOUX, Etienne, « Chrétiens et juifs : comme les autres ? », p. 109-115
- LA FOURNIERE, M. de, « Les étudiants face à la guerre (1954-1957) », p. 99-108.

1-3. Histoire sociale générale et démographie historique

DUPAQUIER, Jacques, *Histoire de la population française ;* t.4, *De 1914 à nos jours*, Paris, PUF, coll. Quadrige, 1995, 586 p.

MENDRAS, H., *La seconde révolution française, 1965-1984*, Paris, Gallimard, 1988, éd. de poche 1994, 460 p.

RIOUX, Jean-Pierre et SIRINELLI, Jean-François, *La France d'un siècle à l'autre. 1914-2000*, Paris, Hachette, 984 p.

1-4. Histoire culturelle

BAECQUE, Antoine de & FREMAUX, Thierry, « La cinéphilie ou l'invention d'une culture », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 46, avril-juin 1995, p. 133-142

BAECQUE, Antoine de, *Cinéphilie, invention d'un regard. Histoire d'une culture*, Paris, Fayard, 2003

CALAMEL Simon et JAVEL Dominique, *La langue d'oc pour étendard. Les félibres (1824-2002)*, Toulouse, Privat, 2002, 238 p.

CHANET, Jean-François, *«* La question des langues régionales », *L'Histoire,* n° 248 - novembre 2000, p.52-59

CHANET, Jean-François, *L'école républicaine et les petites patries (1879-1940),* Paris, Aubier, 1996.

CRUBELLIER, Maurice, *Histoire culturelle de la France (XIXe - XXe s.)* Paris, A. Colin, coll. « U », 1974, 453 p.

GOETSCHEL, Pascale et LOYER, Emmanuelle, *Histoire culturelle et intellectuelle de la France au XXe siècle*, Paris, A. Colin, coll. « Cursus », 1994, 192 p.

JEANNENEY, Jean-Noël, *L'écho du siècle. Dictionnaire de la radio et de la télévision en France*, Paris, Hachette, 1999, 606 p.

KALIFA, Dominique, *La culture de masse en France*, 2 t., Paris, La découverte, 2001, 123 p.

LAGREE, Michel (dir.), *Les parlers de la foi. Religion et langues régionale,* Rennes, PUR, 1995

LEVY, Marie-Françoise (dir.), *La télévision dans la République. Les années 50*, Bruxelles, Complexe, 1999, 242 p.

RIOUX, Jean-Pierre, « Ambivalence culturelles », dans AZEMA, Jean-Pierre et BEDARIDA, François, *La France des années noires*, t.1, Paris, Seuil, 2000, p.547-564.

RIOUX, Jean-Pierre et SIRINELLI, Jean-François, *La culture de masse en France de la Belle Epoque à aujourd'hui*, Paris, Fayard, 2002, 461 p.

RIOUX, Jean-Pierre et SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Histoire culturelle de la France*, t. IV, Paris, Seuil, 1998, 408 p.

TULARD, J., *Guide des films*, Paris, R. Laffont, 1990, 2 t., 1200 et 1221 p.

VIGARELLO, Georges, *Le propre et le sale. L'hygiène du corps depuis le Moyen-Age*, Paris, Seuil, 1987, 287 p.

1-5. Histoire des femmes et de la famille

BARD, Christine, *Les femmes dans la société française au 20e siècle*, Paris, Colin, 2001, 285 p.

BOLOGNE, Jean-Claude, *Histoire du mariage en Occident,* Paris, Hachette, coll. Pluriel, 1997, 464 p.

DIEBOLT, Evelyne et DOUYERE-DEMEULENAERE Christiane (dir.), *Un siècle de vie associative : quelle opportunités pour les femmes ?. Actes du colloque international tenu à l'Assemblée nationale (mai 2001)*, Paris, Femmes et association, 2002.

FISHMAN Sarah, *Femmes de prisonniers de guerre, 1940-1945*, Paris, L'Harmattan, 1996, 283 p.

KNIEHBILLER, Yvonne, *La sexualité et l'histoire*, Paris, O. Jacob, 2002, 260 p.

MUEL-DREYFUS, Francine, *Vichy et l'éternel féminin*, Paris, Seuil, 1996, 388 p..

PERROT, Michelle, « Le couple », dans *La France d'un siècle à l'autre. Dictionnaire critique*, (Rioux, J.-P. et Sirinelli J.-F., dir.), Paris, Hachette, 1999, p.806-813.

RIPA, Yannick *Les femmes, actrices de l'histoire, France 1789-1945*, Paris, Sedes, 1999, 192 p.

THEBAUD, Françoise (dir.), *Histoire des femmes en Occident,* t. 4, *Le XXe s.*, Paris, Plon, 1992, 663 p.

1-6. Histoire de la jeunesse et de l'éducation.

1-6-1. Ouvrages généraux

MEAD, Margaret, *Le fossé des générations,* Paris, Denoël-Gontier, 1971

PROST, Antoine, dans Parias, Louis-Henri (dir.), *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France,* Paris, Nouvelle librairie de France, 1981., t. 4, *« L'école et la famille dans une société en mutation »*, 729 p.

SOHN, Anne-Marie, « Jeunes et société industrielle (1880-1960) », *in* GEDJ, François et SIROT, Stéphane, *Histoire sociale de l'Europe*, Paris, Seli Arslan, 1998, 411 p. : p. 269-292.

THIERCE, Agnès, *Histoire de l'adolescence (1850-1914)*, Paris, Belin, coll. Histoire de l'éducation, 1999, 334 p.

1-6-2. Entre-deux-guerres

COHEN, Yolande, « La reconnaissance de la jeunesse par la Troisième république », in *La France démocratique (combats, mentalités, symboles). Mélanges offerts à Maurice Agulhon*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998, p. 177-186.

COUTROT, Aline, « Les mouvements de jeunesse dans la société des années trente », *Journal of Contemporary History*, 1, 1970, p. 23-35.

FABRE, Rémi, « Les mouvements de jeunesse dans la France de l'entre-deux-guerres », *Le Mouvement social*, 168, juillet-septembre 1994, p. 9-30.

PROST , Antoine, « Jeunesse et société dans la France de l'Entre-deux-guerres », *Vingtième siècle, revue d'histoire,* n°13, janvier 1987, p.35-43.

1-6-3. Vichy

ANDRIEU, Claire, « Démographie, famille, jeunesse », dans AZEMA, Jean-Pierre et BEDARIDA, François, *La France des années noires*, t. 1, Paris, Seuil, 2000, p. 483-522.

COMTE, Bernard, « Les organisations de jeunesse [sous Vichy] », in AZEMA, J.-P. et BEDARIDA, F., *Vichy et les Français*, Paris, Fayard, 1998, p. 409-421.

DEREYMEZ, Jean-William (dir.), *Être jeune en France (1939-1945)*, Paris, L'Harmattan, 2001, 352 p.

Tout particulièrement :

- BAUDOUÏ, Rémi, « Du rôle social de la jeunesse dans la Révolution nationale. Georges Lamirand, secrétaire général à la jeunesse », p.139-145.
- COMTE, Bernard, « Entre éducation et embrigadement : le secrétariat général à la Jeunesse de Lamirand, 1940-1942 », p.147-154.
- COMTE Bernard, « Entre éducation et embrigadement : le secrétariat général à la Jeunesse de Lamirand, 1940-1942 », p.148-154.
- DEREYMEZ, Jean-William, « Une génération de la guerre ? Être jeune en France, 1939-1945 », p. 17-54.
- HARBULOT, Jean-Pierre, « Les jeunes et le STO. Mythes et réalités », p.183-189.
- WIEVIORKA, Olivier, « La Résistance, une affaire de jeunes ? », p.241-253

GIOLITTO, Pierre, *Histoire de la jeunesse sous Vichy*, Paris, Perrin, 1991, 699 p.

HALLS, Wilferd D., *Les jeunes et la politique de Vichy*, Paris, Syrons/Alternatives, 1988, 502 p. [1e édition : *The Youth of Vichy France*, Oxford University Press, 1981]

1-6-4. « Trente glorieuses »

* *Les jeunes de 1950 à 2000. Un bilan des évolutions*, Paris, INJEP, 2001, 391 p.

SIRINELLI, Jean-François, *Les baby-boomers. Une génération. 1945-1969*, Paris, Fayard, 2003, 325 p.

SOHN, Anne-Marie, *Âge tendre et tête de bois. Histoire des jeunes des années 1960*, Paris, Hachette, 2001, 431 p.

1-6-5. Vie professionnelle

MARTIN, Jérôme, « L'orientation professionnelle, un instrument de rationalisation ? », *Histoire et Sociétés,* n°2, 2e trimestre 2002, p. 94-106

NICOLE-DRANCOURT Chantal et ROULLEAU-BERGER Laurence, *Les jeunes et le travail, 1950-2000*, Paris, PUF, 2001, 266 p.

VEILLON, Dominique, *Nous les enfants. 1950-1970*, Paris, Hachette, 2003, 287 p.

1-7. Histoire des loisirs

BERTHO-LAVENIR, Catherine, *La roue et le stylo. Comment nous sommes devenus touristes*, Paris, O. Jacob, 1999, 438 p.

CAZES, Georges, *Le tourisme en France*, Paris, PUF, coll. Que sais-je ?, 1989, 128 p.

CORBIN, A., « La révolution des loisirs », *L'Histoire,* n° 226, nov. 1998, p. 60-63.

CORBIN, A. (dir.), *L'avènement des loisirs, 1850-1960*, Paris, Aubier, 1994, 471 p.

CORBIN, A., *Le territoire du vide. L'Occident et le désir du rivage, 1750-1840*, Paris, Flammarion, 1989, 407 p.

2- Etudes et ouvrages d'histoire religieuse et rurale de la France contemporaine.

2-1. Histoire rurale.

2-1-1. Outils, données.

**Annuaire statistique de la France, 1964. Résultats de 1963,* Paris, INSEE, 1964, 492 et 68 p.

LACHAUD, Jacques*, Les institutions agricoles*, Paris, MA Editions, 1987, 217 p.

LACHIVER, Marcel, *Dictionnaire du monde rural. Les mots du passé*, Paris, Fayard, 1997, 1766 p.

RAVIGNAN, François de, et ROUX, Pierre, *Atlas de la France verte*, s.l., Editions Jean-Pierre de Monza, 1990, 220 p.

TOUTAIN, Jean-Claude, « La production agricole de la France de 1810 à 1990 : départements et régions », *Economies et sociétés. Histoire quantitative de l'économie française*, n-11-12/1992, n° 1-2/1993, n° 3-4/1993, 1079 p.

2-1-2. Ouvrages généraux

BARRAL, Pierre, *Les agrariens français de Méline à Pisani,* Paris, Colin, 1968, 386 p.

BARRAL, Pierre, « Du paysan à l'agriculteur », in RIOUX, Jean-Pierre et SIRINELLI, Jean-François, *La France d'un siècle à l'autre. 1914-2000*, Paris, Hachette, p. 472-479.

BARRAL, Pierre, *Les sociétés rurales du XXe s.*, Paris, Colin, 1978, 327 p

CLEARY, M. C., *Peasants, Politicians and Producers. The organisation of agriculture in France since 1918*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, 200 p.

DUBY, Georges et WALLON, Armand (dir.*), Histoire de la France rurale*, t.4 : *La fin de la France paysanne de 1914 à nos jours*, Paris, Seuil, 1987 [rééd. poche « Point-Seuil » 1993], 672 p.

FAURE, Marcel, *Le paysans dans la société française*, Paris, Colin, 1966, 344 p.

GAVIGNAUD-FONTAINE, Geneviève, *La révolution rurale dans la France contemporaine,XVIIIe-XXe s.,* Paris, L'Harmattan, 224 p.

GAVIGNAUD, Geneviève, *Les campagnes en France au XXe s.*, Gap, Ophrys, 1990, 172 p.

HERVIEU, Bertrand, « Syndicalisme paysan », *in* SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle*, Paris, PUF, 1995, p. 997-1000.

HOUEE, Paul, *Les étapes du développement rural* ; t.1 : *Une longue évolution (1815-1950)* ; t.2 *: La révolution contemporaine (1950-1970),* Paris, Ed. ouvrières, 1972, 187 et 296 p.

HOUEE, Paul, *Les politiques de développement rural. Des années de croissance au temps d'incertitude*, Paris, INRA / Economica, 1996, 321 p.

HOUSSEL, Jean-Pierre (dir.), *Histoire des paysans de France du XVIIIe siècle à nos jours*, Roanne, Horvath, 1976, 549 p.

LYNCH, Edouard, « Monde rural et mutations des agricultures à l'ère industrielle (1880-1985) », *in* Gedj, François et Sirot, Stéphane, *Histoire sociale de l'Europe*, Paris, Seli Arslan, 1998, 411 p. : p. 39-48.

MALASSIS, Louis, *La longue marche des paysans français*, Paris, Fayard, 2001, 400 p.

MAYAUD, Jean-Luc, *Gens de la terre. La France rurale. 1880-1940*, Paris, Editions du Chêne, 2002, 312 p.

MENDRAS, Henri, *La fin des paysans. Innovation et changement dans l'agriculture française*, Paris, Sédéis, 1967 [rééd. Paris, Colin, 1970 ; Arles, Actes-Sud, 1984], 312 p.

MENDRAS, Henri, *Sociétés paysannes,* Paris, Colin, 1980, 238 p.

MORICEAU, J.-M., *Les campagnes françaises du féodalisme à la mondialisation*, Paris, Fayard, 2002, 445 p.

MOULIN, Annie, *Les paysans dans la société française, de la Révolution à nos jours*, Paris, Seuil, 1988, 190 p.

ROUDIE, Philippe, *La France. Agriculture, forêt, pêche depuis 1945*, Paris, Sirey, 1993, 246 p.

WEBER, Eugen, *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale. 1870-1914*, Paris, Librairie Arthème Fayard/Éditions Recherches, 1983, 844 p.

WRIGHT, Gordon, *The Paesantry in the Twentieth Century*, California-USA, Stanford University Press, 1964 ; traduction française : *La révolution rurale en France*, Paris, Epi, 1967, 348 p.

2-1-3. Ouvrages et travaux spécialisés

AGULHON, Maurice et BODYGUEL, Maryvonne, *Les associations au village*, Le Paradou, Actes sud, 1981, 110 p.

ANTOINE, Annie (dir.), *Campagnes de l'Ouest. Stratigraphie et relations sociales dans l'histoire*, Rennes, PUR, 1999

BARRAL, Pierre, « Depuis quand les paysans se sentent-ils Français ? », *Ruralia*, 1998-03

BENOIS, C. et BRETTE, C., Un savoir enraciné : l'enseignement en milieu rural*, Pour Paris - Projet éducatif, projet de société ?,* n° 94, 1984, p. 69-73

BERGER, Suzanne, *Les paysans contre la politique*, Paris, Seuil, 1975, 346 p. [édition originale : *Paesants against Politics*, Harvard University Press, 1972].

BOURDIEU, Pierre, *Le bal des célibataires. Crise de la société paysanne en Béarn*, Paris, Seuil, 2002, 268 p.

BOUSSARD, Isabel, « Les agriculteurs entre l'ancien et le nouveau », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, janv.-mars 1993, p. 81-91.

BOUSSARD, Isabel, « Les corporatistes français du premier XXe siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct-déc 1993, p.643-645.

BOUSSARD, Isabel, *Vichy et la Corporation paysanne*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politique, 1980, 414 p.

CEPEDE, Michel, *L'alimentation et l'agriculture durant la seconde guerre mondiale*, Paris, Litec, 1960

CHAMPAGNE, Patrick, *L'héritage refusé. La crise de la reproduction sociale de la paysannerie française, 1950-2000*, Paris, Seuil, 2002, 337 p.

CHOSSON, Jean-François, « Pour une histoire de l'action culturelle en milieu rural », *Aujourd'hui la culture du monde rural* (sous la direction de Bernard Kayser), Ed. Université de Toulouse-le-Mirail, 1987.

EIZNER, Nicole et HERVIEU, Bertrand, *Anciens paysans. Nouveaux ouvriers*, Paris, L'Harmattan, 1979, 246 p.

FARCY, Jean-Claude, « Le temps libre au village, 1830-1930 », dans CORBIN, Alain (dir.), *L'avènement des loisirs, 1850-1960*, Paris, Aubier, 1994, p.231-245.

HENRY, José-Pierre et REGULIER, Marcel, *Le Crédit agricole*, Paris, PUF, 1986, 128 p.

LAMARCHE, Hugue, ROGERS, Susan Carols, et KARNOOH, Claude, *Paysans, femmes et citoyens. Luttes pour le pouvoir dans un village lorrain*, Le Paradou, Actes Sud, 1980, 218 p.

MARESCA, Sylvain, *Les dirigeants paysans*, Paris, Ed. de Minuit, 1983, 295 p.

MAYAUD, Jean-Luc, *La petite exploitation rurale triomphante. France, XIXe siècle* ; Paris, Belin, 1999, 278 p.

MENDRAS, Henri, *Les paysans et la modernisation de l'agriculture*, Paris, CNRS, 1958, 149 p.

PAXTON, Robert O., *Le temps des chemises vertes. Révoltes paysannes et fascisme rural. 1929-1939*, Paris, Seuil, 1996, 316 p.

RUELLAN, Yves, « De la Corporation paysanne aux associations familiales rurales. 1940-1945 », *Cahiers du GRMF,* n°8, 1995, 128 p.

TAVERNIER, Yves, *Le syndicalisme paysan, FNSEA, CNJA*, Paris, FNSP-Colin, 1969

Enseignement agricole

BOURRIER, Jean-Louis, & D'ORGEVAL, Isabelle, « La création du centre de Bouldoire, et sa ferme d'application, près de Marvejol, en Lozère, en 1931, par sœur Chupin », in *Les enjeux de la formation des acteurs de l'agriculture. 1760-1945. Actes du colloque de Dijon (1999),*Dijon, Educagri, 2000, 525 p. : p. 293-298

CHARTIER, Daniel, « Les maisons familiales rurales : origine, caractéristiques et importance »*, Annales d'histoire de l'enseignement agricole*, 1987, n° 2, p. 75-81.

COUFFIN, Calixte, « Les semaines agricoles féminines », in *Les enjeux de la formation des acteurs de l'agriculture. 1760-1945. Actes du colloque de Dijon (1999),*Dijon, Educagri, 2000, 525 p. : p.63-66.

DUBRUEL, Père M., « Les EAC », *Etudes*, n°194, 20 fév. 1928, p.404-432.

GENSAC, Père H de., s.j., *Histoire de l'école supérieure d'agriculture de Purpan, 1919-1977,*Toulouse, ESA Purpan, 1996, 362 p.

GRANEREAU, J., *Le livre de Lauzun*, Aurillac, Ed. Gerbert, 1968, 260 p.

SANSELME, Franck, « L'histoire sociale d'une différence identitaire ou le choix originel de l'hérésie scolaire : les Maisons familiales rurales », in *Les enjeux de la formation des acteurs*

*de l'agriculture. 1760-1945. Actes du colloque de Dijon (1999),*Dijon, Educagri, 2000, 525 p. : p. 129-135

2-1-4. Essai

BOVE José et DUFOUR, François, *Le monde n'est pas une marchandise. Des paysans contre la malbouffe*, Paris, La Découverte, 2000 [évocation du rôle passé de la JAC].

2-2. Histoire religieuse

2-2-1. Outils

BOULARD, chanoine Fernand, et LE BRAS, Gabriel, *Problèmes missionnaires de la France rurale*, Cahiers du clergé rural, 1ère édition 1947, 2e éd. 1952.

HILAIRE, Yves-Marie, « L'Histoire religieuse de la France contemporaine », *Historiens et géographes*, n° 331, 1990, p. 255-270.

MAYEUR, Jean-Marie, *L'histoire religieuse de la France XIXe-XXe siècle : problèmes et méthodes*, Paris, Beauchesne, 1975, 290 p.

LABOURIE, Raymond (dir.), *Répertoire des publications en série des mouvements et associations. La presse d'éducation populaire de 1830 à 1960.* t.1 : *Mouvements et associations de jeunesse laïques et catholiques 1830-1939*, Marly-le-Roi : INEP, 1982, 193 p., t. 2, *1940-1960,* 1989.

REMOND, René, « L'histoire religieuse de la France au XXe siècle », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 17, janvier-mars 1990, p. 93-108.

2-2-2. Ouvrages généraux

CHABOT, Jean-Luc, *La doctrine sociale de l'Eglise*, Paris, PUF, 1992, 128 p.

CHOLVY, Gérard, *Christianisme et société en France au XIXe s., 1790-1914*, Paris, Seuil, 2001, 203 p.

CHOLVY, Gérard et HILAIRE, Yves-Marie, *Histoire religieuse de la France contemporaine*, t.3 : *1930-1988*, Toulouse, Privat, 1988, 460 p.

CHOLVY, Gérard, *La religion en France de la fin du XVIIIe siècle à nos jours*, Paris, Hachette, 1991, 220 p.

COUTROT, Aline et DREYFUS, François-Georges, *Les forces religieuses dans la société française*, Paris, Colin, 1966, 344 p.

DANSETTE, A., *Destin du catholicisme français, 1926-1956*, Paris, Flammarion, 1957, 494 p.

LE GOFF, Jacques et REMOND, René (dir.*), Histoire de la France religieuse*, t. 4 : *Société sécularisée et renouveaux religieux (XXe siècle),* Paris, Seuil, 1992, 478 p.

PELLETIER, Denis, *Les catholiques en France depuis 1815*, Paris, La découverte, 1997, 125 p.

REMOND, René, *Le catholicisme français et la société politique*, Paris, Ed. de l'Atelier, 1995, 284 p.

TRANVOUEZ, Yvon, *Catholiques d'abord. Approches du mouvement catholique en France, XIXe-XXe s.*, Paris, Ed. ouvrières, 1988, 264 p.

2-2-3. Ouvrages spécialisés :

BROWN, C. G., *The Death of Christian Britain*, Londres, Routledge, 2001.

CHAMPION, F. & HERVIEU-LEGER, D., *De l'émotion en religion,* Paris, Centurion, 1990

PELLETIER, D., *Economie et humanisme, De l'utopie communautaire au combat pour les Tiers-monde, 1941-1966*, Paris, Cerf, 1996, 529 p.

Approche générale du militantisme catholique

BAUDOIN Jean et PORTIER Philippe (dir.), *Le mouvement catholique français à l'épreuve de la pluralité. Enquête autour d'une militance éclatée*, Rennes, PUR, 2002, 272 p.

CABANEL, Patrick, « Les militants catholiques (XIXe-XXe siècles) » *MIRHEC,* bull. n°4, 2000.

Femmes et famille

CHOLVY, Gérard, « Des femmes et de la religion », *La religion et les femmes, Actes de la Xe université d'été d'histoire religieuse, Bordeaux 2001*, Montpellier, CRHM-Université Paul-Valéry, 2002, p.1-9

COULMONT, Baptiste, « Politiques de l'alliance. Les créations d'un rite des fiançailles catholiques », *Archives de science sociale des religions*, n°119 (juillet-septembre 2002)

DELUMEAU, Jean (dir.), *La religion de ma mère : le rôle des femmes dans la transmission de la foi*, Paris, Éditions du Cerf, 1992, 387 p.

FLANDRIN, J.-L., *L'Eglise et le contrôle des naissances*, Paris, Flammarion, 1970, 139 p.

FOUILLOUX, Étienne, « Femmes et catholicisme dans la France contemporaine. Aperçu historiographique », *Clio*, n°2, 1995.

LANGLOIS, Claude, « ''Toujours plus pratiquantes''. La permanence du dimorphisme sexuel dans le catholicisme français contemporain », *Clio*, n°2, 1995.

SEVEGRAND, Martine, *Les enfants du bon Dieu. Les catholiques français et la procréation au XXe siècle*, Paris, Albin Michel, 1995,

Clergé, culte, laïcat

LAGREE, Michel, « La messe », in Rioux J.-P. et Sirinelli J.-F. [dir.], *La France d'un siècle à l'autre, 1914-2000, La France d'un siècle à l'autre. Dictionnaire critique*, (Rioux, J.-P. et Sirinelli J.-F., dir.), Paris, Hachette, 1999, p.199-206

LEMAITRE, Nicole (dir.), *Histoire des curés*, Paris, Fayard, 2002, 523 p.

PIERRARD Pierre, *Histoire des curés de campagne de 1789 à nos jours*, Paris, Bertillat, coll. Terres, 1998

PIERRARD, Pierre, *Les laïcs dans l'Eglise de France, XIXe-XXe siècles*, Paris, Ed. ouvrières, 1988, 289 p..

L'Eglise et Vichy

BEDARIDA, Renée, « Eglises et chrétiens », dans AZEMA, Jean-Pierre et BEDARIDA, François, *La France des années noires*, t. 1, Paris, Seuil, 2000, p. 121-148.

COINTET Michèle, *L'Eglise sous Vichy. 1940-45. La repentance en question*, Paris, Perrin, 1998, 404 p.

DUQUESNE, Jacques, *Les catholiques français sous l'occupation*, Paris, Grasset, 1986, 457 p.

FOUILLOUX, Etienne, *Les chrétiens français entre crise et libération, 1937-1947*, Paris, Seuil, 1997, 293 p.

MONCLOS, Xavier de (dir.), *Eglises et chrétiens dans la II^e^ guerre mondiale. La région Rhône-Alpes. Actes du colloque de Grenoble, 1976*, Lyon, PUL, 1978, 384 p.

La « crise catholique »

HERVIEU-LEGER, Danièle, *Catholicisme, la fin d'un monde*, Bayard, 2003, 335 p.

PELLETIER, Denis, *La crise catholique. Religion, société, politique*, Paris, Payot, 2002, 321 p.

2-2-4. Quelques regards régionaux :

CHALINE, Nadine-Josette, *Des Catholiques normands sous la Troisième République : crises, combats, renouveaux*, Le Coteau : Horvath , 1985, 252 p.

LAGREE Michel, *Religion et cultures en Bretagne (1850-1950),* Paris : Fayard, 1992

PEROUAS, Louis, « La Creuse, laboratoire de mission rurale (1944-1960) », *Revue d'histoire de l'Eglise de France*, 1989, t. 75, n° 195, p. 359-370.

2-3. Etudes spécialisées sur les rapports entre catholicisme et ruralité

BOULET, Michel, « L'enseignement agricole entre l'Etat, l'Eglise et la profession », *Annales d'histoire des enseignements agricoles*, n° 10, 1986, p. 85-94.

DUCASSE, Jean-Loup, LAFON, Guy, LATOUR, Philippe, et MORLET, Joël*, Chrétiens dans le monde rural. LAC, MFR, CMR, 50 ans d'histoire*, Paris, Ed. ouvrières, 1989, 264 p.

DURUPT, Marie-Josèphe, *Les mouvements d'action catholique, facteurs d'évolution du milieu rural*, Paris, Hachette-FNSP, 1973.

FAURE, Marcel, « Action catholique en milieu rural », dans FAUVET, Jacques et MENDRAS, Henri (dir.), *Les paysans et la politique*, Paris, Colin, 1958, 532 p. : p. 345-360

HERVIEU, Bertrand, « De la croisade à l'incertitude, l'itinéraire des jeunes ruraux », *Autrement*, 1977, n° 8, p. 31-41.

HERVIEU, Bertrand, « Du corporatisme d'hier au gauchisme d'aujourd'hui. L'Action catholique rurale »*, Les cahiers français*, n° 184, juill.-sept. 1978.

LAMBERT, Yves, « Développement agricole et Action catholique », *Sociologia ruralis*, 1978.

LERCH, Dominique, « Aspects du catholicisme en milieu rural (1940-1960) : la vie religieuse à Lochwiller [Bas-Rhin] d'après les *Annonces paroissiales* », *Archives de l'Eglise d'Alsace*, 1984, t. 43, série 3, t. 4, p. 353-366.

MORFIN, Elisabeth, « Les rapports entre l'Eglise catholique et la Corporation paysanne de 1940 à 1944 », *Eglises et chrétiens dans la IIe guerre mondiale*, *Actes du colloque de Grenoble, 1976*, Lyon, PUL, 1978, p. 115-123.

MORLET, Joël, « La fonction sociale de la religion dans l'évolution de l'agriculture en France. Le cas des exploitants agricoles militants chrétiens de la Marne », thèse, Université catholique de Louvain, 1984.

MORLET, Joël, « L'Eglise catholique et la modernisation de l'agriculture en France », *Social Compass*, XXXIV, 2-3, 1987, p.187-202.

TOULAT, P., BOUGEARD, A. et TEMPLIER, J., *Les chrétiens dans le monde rural*, Paris, Seuil, 1963, 416 p.

WACKERMAN, Gabriel, « Le rôle de l'Eglise et de l'école dans l'évolution rurale en arrière-pays azuréen depuis les années Trente », *Revue de géographie de l'Est*, 1986, t. 26, n 2-3, p. 241-255.

3 - Etudes et ouvrages sur les œuvres et mouvements de jeunesse chrétiens (hors JAC/F).

3-1. Etudes et ouvrages généraux.

CHOLVY, Gérard, COMTE, Bernard, & FEROLDI, Vincent, *Jeunesses chrétiennes au XXe siècle*, Paris, Ed. ouvrières, 1991, 174 p.

CHOLVY, Gérard, « De l'homme d'œuvre au militant. Une évolution dans la conception du laïcat catholique en France depuis le XIXe siècle », *Miscellanea Historiae ecclesiasticae*, t. 7, Congrès Bucarest 1980, 1985, p. 215-242.

CHOLVY, Gérard, « Un demi-siècle de pastorale de la jeunesse dans l'Eglise de France (1945-1995) », in Conférence des évêques de France, Paris, avril 1996, *Proposer la foi aux jeunes dans la société actuelle*, Paris, Bayard et Ed. du Centurion, 1996, p. 113-141.

CHOLVY, Gérard, « Deux siècles d'histoire des mouvements de laïcs dans le catholicisme français », *Esprit et vie*, n° 20, 14 mai 1992, p. 273-285.

CHOLVY, Gérard, *Histoire des organisations et mouvements chrétiens de jeunesse en France (XIXe-XXe s)*, Paris, Cerf, 1999, 419 p.

CHOLVY, Gérard, « Les mouvements de jeunesse chrétiens et juifs face aux totalitarismes dans les années 1930 »*, Revue d'histoire de l'Eglise de France*, 1987, t. 73, n 191, p. 249-262.

CHOLVY, Gérard (dir.), *Mouvements de jeunesse chrétiens et juifs : sociabilité juvénile dans un cadre européen, 1799-1968*, Paris, Cerf, 1985, 434 p. [Gérard CHOLVY signe la présentation : « Les organisations de jeunesse d'inspiration chrétienne ou juive, XIXe-XXe siècles », p. 13-65].

CHOLVY, Gérard, « Patronages et œuvres de jeunesse dans la France contemporaine », *Revue d'histoire de l'Eglise de France*, 1982, t.68, n 181, p.235-256.

CHOLVY, Gérard (dir.), *Le Patronage, ghetto ou vivier ?,* Paris, Nouvelle Cité, 1988, 369 p.

CHOLVY, Gérard et TRANVOUEZ, Yvon (dir.), *Sport , culture et religion. Les patronages catholiques (1898-1998)*, *Actes du colloque de Brest (1998),* Brest, Centre de recherche bretonne et celtique, 1999, 383 p.

COUTROT, Aline, « Le mouvement de jeunesse, un phénomène au singulier ? », *Mouvements de jeunesse chrétiens et juifs*, 1985, p. 109-123.

HILAIRE, Yves-Marie, « La jeunesse dans l'Eglise ; un renouveau spirituel et intellectuel (vers 1938-1950) », *Spiritualité, théologie et Résistance. Yves de Montcheuil, théologien au maquis du Vercors. Actes du colloque de Biviers [Isère], 27-29 septembre 1984,* Grenoble, Presses univ. Grenoble, 1987, p. 275-291.

MAYEUR, Françoise, « Jeunesse en mouvements », *Histoire de l'Education*, 1986, n° 29, p. 3-20.

MICHEL, Alain-René, Les mouvements de jeunesse catholiques et le nazisme dans l'entre-deux-guerres*, Spiritualité, théologie et Résistance. Yves de Montcheuil, théologien au maquis du Vercors. Actes du colloque de Biviers [Isère], 27-29 septembre 1984*, Grenoble, Presses univ. Grenoble, 1987, p. 62-71.

* *Les Mouvements catholiques au XXe siècle, problèmes d'historiographie, de théorie et de langage*, Leuven, Association J. Maritain, 1982.

3-2. Action catholique, ACJF, Fédérations diocésaines de jeunes filles.

* *ACJF (L'), Une création originale, Colloque du Centre Sèvres*, Paris, novembre 1987.

BONNAFOUX-VERRAX, Corinne, « La Fédération nationale catholique, 1924-1944 », thèse, Paris, IEP, 1999.

BRIS, Y. et alii, « La crise de la jeunesse catholique », *Esprit*, juillet-août 1957, p. 78-100.

BRUNEAU, Hélène, « Portrait idéal de la jeune fille d'après la littérature militante à l'usage de la jeunesse féminine en France entre les deux guerres », mémoire de maîtrise, Montpellier, 1978, 166 p.

FAYET-SCRIBE, Sylvie, *Associations féminines et catholicisme : de la charité à l'action sociale*, *XIXe-XXe siècle*, Paris, Ed. ouvrières, 1990, 216 p.

GARONNE, G.-M., *L'Action catholique. Son histoire, sa doctrine, son panorama, son destin*, Paris, Fayard, 1958.

GUERRY, abbé, *L'Action catholique. Textes pontificaux*, Paris, Desclée de Brouwer, 1936, 2e éd.

HILAIRE, Yves-Marie, « L'Association catholique de la jeunesse française : les étapes d'une histoire (1886-1956) », *Revue du Nord*, avr.-sept. 1984, p. 903-916.

MOLETTE, Charles, *L'ACJF (1886-1907), une prise de conscience du laïcat catholique*, Paris, A. Colin, 1968, 816 p.

MOLETTE, Charles, « L'Association catholique de la jeunesse française comme mouvement », *Mouvements de jeunesse chrétiens et juifs*, 1985, p. 83-108.

REMOND, René, « Heurs et malheurs de l'Action catholique en France », *18e session d'études, Année canonique*, 1985-1986, t. 29, p. 99-104.

ROUX, Jacqueline, « Les fédérations diocésaines de jeunes filles (1904-1945), une ACJF féminine ? », Thèse de doctorat d'Etat, Université de Montpellier III-Paul Valéry 1990, Montpellier, 1990, 3 vol. de 526 p. ; version éditée : *Sous l'étendard de Jeanne. Les fédérations diocésaines de jeunes filles, 1904-1945*, Paris, Cerf, 1995, 310 p.

SORET, Jean-Hugues, « Courants philosophiques dans l'Action catholique en France. Blondel-Maritain », thèse de droit canonique, Paris, 1991.

TRANVOUEZ, Yvon, « Elite militante et système religieux : aux origines de l'Action catholique en France », *Elites et notables en Bretagne de l'Ancien régime à nos jours*, Brest, Centre de recherche bretonne et celtique, 1999, p. 271-278.

3-3. Quelques études et ouvrages sur des mouvements de jeunesse catholiques.

Action catholique de l'enfance

FEROLDI, Vincent, *La force des enfants : des Cœurs vaillants à l'ACE*, Paris, Ed. ouvrières, 1987, 336 p..

Scoutisme

CHOLVY, Gérard (dir.), *Le scoutisme. Un mouvement d'éducation au XXe siècle. Dimensions internationales. Actes du colloque de Montpellier (2000)*, Montpellier, Publications Montpellier-3, 2003, 462 p.

LANEYRIE, Philippe, *Les Scouts de France*, Paris, Cerf, 1983, 456 p.

Mouvements de jeunesse spécialisés

DEBES, Joseph, POULAT, Emile, *L'appel de la JOC (1926-1928),* Paris, Ed. du Cerf, 1986, 292 p.

La JIC : des jeunes à l'action. Cinquante ans d'histoire, s.l., 1982.

JOC, qu'as-tu fait de nos vies ? La Jeunesse ouvrière chrétienne féminine, sa vie, son action, 1928-1945, Témoignages recueillis et présentés par Jeanne Aubert, Paris, Ed. ouvrières, 1990, 460 p., pl.

LAGREE, Michel, « Les origines bretonnes de la Jeunesse maritime chrétienne (1930-1940) »*, Mouvements de jeunesse chrétiens et juifs,* 1985, p. 247-268.

LAUNAY, Michel, PIERRARD, Pierre, TREMPE, Rolande, *La JOC, regards d'historiens*, Paris, Ed. ouvrières, 1984, 235 p.

RICHOU, Françoise, « Apprendre à combattre : l'engagement dans la JOC (1927-1987) », *Le mouvement social*, n° 168, juill.-sept. 1994, p. 51-82.

RICHOU, Françoise, *La Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). Genèse d'une jeunesse militante*, Paris, L'Harmattan, 1997, 220 p.

3-3. Quelques regards régionaux sur les mouvements de jeunesse.

COSSON, Armand, « Etude départementale : les mouvements de jeunesse dans le Gard »*, Le régime de Vichy et les Français*, Paris, 1992, p. 422-432.

COURTOIS, Jean-François, « L'engagement des laïcs dans le diocèse rural : l'exemple de la Lozère au travers de sa jeunesse, 1880-1965 », thèse, université de Montpellier III, 1992.

PIQUES, Jean-Pierre, « Des patronages à l'Action catholique spécialisée : Jeunes de l'Hérault (1839-1949) », *110 e congrès soc. savantes, Montpellier 1985, Sect. hist. moderne,* 1985, t.2, p. 371-384.

3-4. Equipes sociales

BEAUFRERE, Abel, « Robert Garric et les cercles d'Aurillac », *Revue de la Haute-Auvergne*, 1968, p.133-137.

BOUSSEYROUX, Pascal, « Garric (Robert », in Julliard, Jacques et Winock, Michel (dir.) *Dictionnaire des intellectuels français*, Paris, Seuil, 1996, 1259 p. : p. 525-526.

BOUSSEYROUX, Pascal, « Les équipes sociales en Auvergne : un militantisme original », *Siècles*, n°8, 1998.

DEFFONTAINES, P., « Le mouvement des équipes sociales de Robert Garric, 1918-1939 », *Mélanges A. Latreille*, Lyon, 1972, p.225-232.

GAUTIER, René, « Histoire des Equipes sociales 1919-1939 », *Revue Haute-Auvergne*, 1993, t. 55, janv.-mars, p.127-39.

* « Hommage à Robert Garric », *Revue de la Haute-Auvergne*, t.41, 1968, 221 p.

3-5. Mouvement populaire des familles

**De l'Action catholique au mouvement ouvrier : la déconfessionnalisation du Mouvement populaire des familles, 1941-1950, Journée d'étude du 1er octobre 1983 du Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux, un collectif chercheurs-militants*, Forest-sur-Marque, GRMF, 1984, 253 p.

DERMENJIAN, Geneviève, La mixité et ses implications dans le Mouvement populaire des familles, 1935-1949, *Pénélope*, 1984, n° 11, p. 47-53.

* « Les Mouvements familiaux populaires et ruraux. Naissance, développement, mutations, 1939-1955 », *Cahiers du GRMF*, n° 1, 1983.

4 – Etudes spécialisées sur la JAC/F

4-1. Etudes générales

ACHARD, A., *Vingt ans de JACF, 1933-1953*, Paris, JACF, 1953.

BARRES, D., BOURQUELOT, Françoise, COLSON, François, et NALLET, Henri, *La JAC et la modernisation de l'agriculture*, INRA, Economie et sociologie rurales, Paris et Nantes, EHESS, mars 1980,

BOULANGER, Jean-Claude, « L'évolution du monde rural en France et l'attitude de la JAC de 1930 à 1950 », thèse de théologie, Paris, 1976, 407 p.

BOURQUELOT, Françoise, « La JAC et les ouvriers agricoles », dans Coll., « Analyse d'un mouvement social rural. La jeunesse agricole catholique (1929-1978) », Angers, Ecole supérieure d'agriculture, 1978, p. 29-40.

BOURQUELOT, Françoise, « La JACF et l'évolution de la femme dans l'agriculture », dans Coll., « Analyse d'un mouvement social rural. La jeunesse agricole catholique (1929-1978) », Angers, Ecole supérieure d'agriculture, 1978, p. 41-51.

BRUNETEAU, Bernard, « La construction d'une nouvelle élite paysanne en France. Des sessions de la JAC à la mise en place de l'IFOCAP (1945-1966) », *Elites et notables en Bretagne de l'Ancien régime à nos jours*, Brest, Centre de recherche bretonne et celtique, 1999, p. 279-296.

BRUNETEAU, Bernard, « Le référentiel catholique au service de la modernisation : l'exemple de la paysannerie technicienne française de l'après-guerre aux années soixante », in Baudoin Jean et Portier Philippe (dir.), *Le mouvement catholique français à l'épreuve de la pluralité. Enquête autour d'une militance éclatée*, Rennes, PUR, 2002, p. 49-64.

CHOLVY, Gérard, « Des enfants de Marie à la jeunesse agricole féminine : Eglises, jeunesse féminine et monde rural, 1930-1960 », *110 e congrès soc. savantes, Montpellier 1985, Sect. hist. moderne*, 1985, t.2, p. 343-351.

CHOSSON, Jean-François, « La décennie fondatrice, 1935-1945 », in *Les enjeux de la formation des acteurs de l'agriculture. Actes du colloque de Dijon, 19-21 janvier 1999*, Dijon, Educagri, p. 189-198

CHOSSON, Jean-François, *Les générations du développement rural - 1945-1990* , Paris, LGDJ, 1990.

50 ans d'animation rurale, JAC-MRJC 1929-1979, Paris, MRJC, 1979, 128 p.

COLSON, François, « La JAC des origines à la Libération », mémoire INRA, 1976.

COLSON, François, « La JAC et le syndicalisme agricole », dans Coll., « Analyse d'un mouvement social rural. La jeunesse agricole catholique (1929-1978) », Angers, Ecole supérieure d'agriculture, 1978, p. 17-28.

COLSON, François, « La JAC et la modernisation de l'agriculture », *JAC et modernisation de l'agriculture de l'Ouest*, Rennes, INRA, 1980, p. 107-135.

COLSON, François, « La JAC : une pédagogie au service d'un projet humaniste. Analyse des méthodes pédagogiques et du contenu de la formation mise en œuvre par la JAC 1929-45 », in *Les enjeux de la formation des acteurs de l'agriculture. 1760-1945. Actes du colloque de Dijon (1999),*Dijon, Educagri, 2000, 525 p. : p. 213-222.

CONQ, Jean, « De la JAC au MRJC, 1959-1965 », mémoire de maîtrise, université de Paris I, 1991, 148 p. + annexes

COUTOULY, Julien, « La JAC et la production des notables », *Esprit*, 4-5 avril 1977, p.62-66.

FABRIGOULE, Patrice, « Les origines de l'Action catholique rurale dans la France de l'Entre-deux-guerres », mémoire de maîtrise, université de Montpellier, 1994, 375 p.

FAURE, Marcel, « Pourquoi la JAC ? », *Paysans*, n° 66, juin-juillet 1967, p. 43-49.

FRAMOND, Olivier de, s.j., « Histoire théologique et anthropologique de la JAC », mémoire de maîtrise, Institut catholique de Toulouse, 1990.

GASIGLIA, Bertrand, « La JAC, 1939-1945 », in Dereymez, J.-W., dir., *Être jeune en France (1939-1945)*, Paris, L'Harmattan, 2001, 352 p. : p. 217-224.

GASIGLIA, Bertrand, « La JAC (1945-1957) », mémoire Sciences-politiques, Grenoble, 1994, 185 p.

GASIGLIA, Bertrand, « Militantisme au sein de la jeunesse agricole chrétienne féminine, 1933-1965 », mémoire de DEA, IEP de Grenoble, 1995, 119 p.

HAENE, P.-M. d', *La JAC a 25 ans*, Paris, JAC, 1954.

HERVIEU Bertrand, « La JAC et le MRJC, une brève étude historique », Paris, MRJC, 1971, 48 p.

HERVIEU, Bertrand et LEPRIEUR, François, « Les 50 ans d'histoire de la JAC et du MRJC », *Etudes*, novembre 1979, p. 521-539.

HOUEE, Paul, « Les étapes du projet jaciste dans le développement rural », *JAC et modernisation de l'agriculture de l'Ouest*, Rennes, INRA, 1980, p. 7-26.

HOUSSEL, Jean-Pierre, « Max Weber revisité : quand les pays de chrétienté réussissent le passage de la société paysanne à la modernité » *Actes du Festival International de Géographie de Saint-Dié-des-Vosges, 2002 « Religion et Géographie »,* http://xxi.ac-reims.fr/fig-st-die/actes/actes_2002/houssel/article.htm

JAC - MRJC, 50 ans d'histoire, *Eglise aujourd'hui en monde rural*, n° 406 [n° spécial], mars 1979, p. 129-191.

JAC/F - MRJC : 1929-1979, 50 ans de notre mémoire, Paris, MRJC, 1979, 284 p. .

LE GUEN, Roger, « La place de la JAC dans la transformation des exploitations agricoles », Angers, Ecole supérieure d'agriculture, septembre 1979, 35 p.

LEPRIEUR, François, « Histoire et idéologie religieuse de la JAC-JACF », dans Coll., « Analyse d'un mouvement social rural. La jeunesse agricole catholique (1929-1978) », Angers, Ecole supérieure d'agriculture, 1978, p. 3-16.

LEPRIEUR, François, « Un cas de dépérissement de la doctrine sociale de l'Eglise. L'évolution du mouvement JAC-MRJC », *Lumière et vie - Lyon*, vol. 33, n° 170, 1984, p. 13-24

LEPRIEUR, François, « La JAC et le MRJC aux prises avec la modernité (1929-1972) », thèse, Paris, 1973.

LEPRIEUR, François, « La première décennie de la JAC », *Cahiers de l'animation rurale*, n°32, 2e trimestre 1981, p.49-59.

LEPRIEUR, François, « Le rôle social de la JAC et du MRJC depuis 1929 », Paris, MRJC, 1984, ron., 25 p. .

LEPRIEUR François (dir.), *JAC/MRJC. Origines et mutations. Un mouvement de jeunesse au cœur de la société française*, Lyon, Chronique sociale, 1996, 419 p.

MICHON, Fréjus, « La Jeunesse agricole chrétienne : de la Résistance à la révolution silencieuse », *Spiritualité, théologie et Résistance. Yves de Montcheuil, théologien au maquis du Vercors. Actes du colloque de Biviers [Isère], 27-29 septembre 1984*, Grenoble, Presses univ. Grenoble, 1987, p. 297-301. .

PARAVY, Gaston, « La Croix et la JAC », *Cent ans d'histoire de la Croix*, Paris, 1988, p.377-401

PARAVY, Gaston, « La JAC, mouvement éducatif : actualité d'une pédagogie », *Société Alfred Binet et Théodore Simon - L'éducation rurale,* n° 626-627, 1991, p.113-124

PARAVY, Gaston, « La JAC, mouvement d'éducation : sa représentation dans le journal *La Croix*, 1929-1962 », Thèse IIIe cycle Sciences de l'éducation, Lyon II 1981, Lyon, 1981, 2 vol. de 262 et 16 p.

PERROT, Martyne, « L'agricultrice selon la JACF : ruptures et permanences », *Pour - Femmes, les chemins de l'autonomie*, n° 108, 1986, p.52-56

PERROT, Martyne, « La jaciste, une figure emblématique », in *Celles de la Terre*, Rose-Marie Lagrave (dir.), Paris, EHESS,1987, p.33-61.

PERROT, Martyne, « Les aspirations des jacistes et la transformation de l'image et du statut des femmes en milieu rural (1933-1962) », in *Les Hommes, leurs espaces et leurs aspirations*, Hommage à Paul Henry Chombart de Lauwe, Paris, l'Harmattan,1994, p.193-205.

REBILLET, M., « Education, paroles et pratiques signifiantes : voyage en MRJC », *Société Alfred Binet et Théodore Simon - L'éducation rurale*, n° 626-627, 1991, p. 125-134

REMOND René « La contribution des mouvements de jeunesse. Les intuitions fondamentales de René Colson », communication au colloque-hommage dédié à René Colson par le MRJC, 2002.

ROSSIGNOL, Catherine, « La crise du MRJC, 1967-1974 », mémoire de maîtrise, université de Paris I, 1991, 159 p. + annexes.

* « Soixante ans d'action en rural. Rencontre des responsables nationaux du mouvement de 1929 à 1989, le 23 avril 1989 à Paris », Paris, MRJC, 1989, 64 p. [Enquête « Que sont devenus les anciens permanents et les responsables nationaux du mouvement de 1929 à 1989 ? » ; témoignages...] .

* *Soixante dix ans de jeunesse*, Paris, MRJC, 2000, 72 p.

STATION D'ECONOMIE ET DE SOCIOLOGIE RURALES DE RENNES*, JAC et modernisation de l'agriculture de l'Ouest*, Rennes, INRA, 1980, 205 p.

YAMANE SHIOZAKI, Hiroko, « De la conception catholique de la modernité à la conception moderne du catholicisme : la presse du mouvement JAC-MRJC, 1929-1972 », thèse de sciences politiques, Paris, IEP, 1982, 467 p.

4-2. Etudes régionales

AUBIN, Marie, « Le Mouvement jaciste dans le diocèse de Rennes : sa réalité de 1945 à 1960 », maîtrise d'AES, Rennes 2, s.d.

AUBIN, Marie, « Les origines de la JAC en Ille-et-Vilaine (1929-1945) », *Mémoires d'Ille-et-Vilaine*, 1988, n°9, p. 10-15.

BARET Denis, « La JAC dans le diocèse de Grenoble, 1938-1944 », mémoire de maîtrise, université de Grenoble II, 1998.

BARTHE, Jean-Marie, *Les premiers jacistes du Tarn : 1930-1945,* Albi, Chez l'auteur, 1994, 237 p.

BARTHE, Jean-Marie, *Semailles et moissons, 1945-1960. JAC, JACF, MFR du Tarn*, Albi, imp. Coopérative du Sud-ouest, 1999, 203 p.

BOURRIGAUD, René, *Paysans de Loire-Atlantique. Quinze itinéraires à travers le siècle, Nantes*, Centre d'histoire du travail, 2001, 298 p.

CHAPUS, A., « La JAC dans le Gard, 1929-1979 », Nîmes, 1979, 68 p.

CHARLOT, André, *Une Église porteuse des droits de l'homme ? Promotion rurale et ouvrière entre 1929 et 1945... JAC, JACF, JOC, JOCF : un exemple, le département de la Mayenne*, Laval, Siloë, 1991, 125 p.

CROZON, Pierre, « Pour l'histoire religieuse du diocèse [de Quimper]. Travaux et mémoires. Trois mouvements [JAC, JOC, scouts] », *Quimper et Léon*, 1991, n° 17, p. 506-8.

CUBEAU, Katia, « Histoire de la JAC et de la JACF dans la Vienne, 1936 – 1954 », mémoire de maîtrise d'hisoire contemporaine, université de Poitier, 1993, 136 p.

CUVELIER, Geneviève, « La JAC à Lille 1940-1960 », mémoire de maîtrise, 1974, 101 p.

DAUCE, P., « Le Morbihan. Le modèle breton ou la conjugaison d'un mouvement social et de la dynamique agro-alimentaire », *Cahiers d'économie et de sociologie rurales*, n° 2, 1986, p. 7-60

FAURE, Robert, « La JAC dans l'Isère », *in* « La Jeunesse agricole catholique dans la région Rhône-Alpes (Actes du colloque du 9 novembre 1984) », *Cahiers du CIERA*, n° 6, 1987, p. 75-86.

FAUVET, Etienne, « La JAC dans les pays de l'Ain », *in* « La Jeunesse agricole catholique dans la région Rhône-Alpes (Actes du colloque du 9 novembre 1984) », *Cahiers du CIERA*, n° 6, 1987, p. 51-62.

FAUVET, Etienne, « La stratégie éducative de la JAC et du MRJC dans l'Ain (1935-1979). D'une expérience initiatoire à une éducation totale », thèse de 3e cycle, université de Lyon II, 1983, 468 p.

FLAURAUD, Vincent, « La naissance de la JACF dans la Cantal », *Siècles*, *Cahiers du Centre d'histoire des entreprises et des communautés,* 1998, p. 21-38.

FORT, Robert, *Ils ont révolutionné le monde rural. L'aventure de la JAC en Bretagne (1930-1970)*, Brest, Editions Le Télégramme, 2001, 284 p.

HABAUZIT, Alban, « La JAC en Haute-Loire de la guerre au MRJC (1939-1964) », *Cahiers de Haute-Loire*, 1998, p. 401-420.

HACQUES, Christine, « Jeunesse agricole catholique (J.A.C./F) dans le département de l'Isère entre 1950 et 1962 », mémoire de séminaire d'histoire contemporaine, religions, mentalités, sociétés, Institut d'études politiques, Grenoble II, 1984, 279 p.

HASCOET, Didier, *De la JAC à la politique. Cinq itinéraires finistériens : Pierre Abeguilé, Alphonse Arzel, Georges Dauphin, Louis Goasduff, Jo Lareur*, Quimper : Calligrammes, 1992, 270 p., pl.

* *L'histoire de la JAC/F et du MRJC en Alsace, 1929-1979*, Strasbourg, MRJC, 1979, 14 p

HOUSSEL, Jean-Pierre, « La JAC dans la Loire », *in* « La Jeunesse agricole catholique dans la région Rhône-Alpes (Actes du colloque du 9 novembre 1984) », *Cahiers du CIERA*, n° 6, 1987, p. 87-94.

HOUSSEL, Jean-Pierre, « Pour une étude de l'héritage actuel de la JAC dans la modernisation des campagnes de la région Rhône-Alpes », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 61, n° 4, 1986, p. 461-475

**La JAC et JACF en Meurthe-et-Moselle*, *1924-1979*, Nancy ?, mémoire dactyl., 1979, 47 p.

**La jeunesse agricole catholique dans le département de la Loire, Première approche historique, 1930-1961*, Ambierle, Musée Alice Taverne, 1988, 110 p.

LACROIX, abbé Pierre, « La JAC dans le Jura », *Semaine religieuse de St-Claude*, 1979, p.8-12, 1979.

LAMBERT, Yves*, L'affirmation et la différenciation sociales des paysans d'une région de l'Ouest (Ancenis) : le rôle de la JAC*, Rennes, INRA - Station d'économie rurale de Rennes, 1978, 83 p.

LAMBERT, Y., « La JAC et l'affirmation sociale des paysans dans le canton d'Ancenis (Loire-Atlantique) », dans Coll., « Analyse d'un mouvement social rural. La jeunesse agricole catholique (1929-1978) », Angers, Ecole supérieure d'agriculture, 1978, p. 52-61.

LAOT, Gwenaëlle, « La révolution culturelle jaciste : aspects culturels de la JAC/F dans le Finistère (1945-1960) », mémoire de maîtrise d'histoire, Brest, 2001, 215 p.

LE GUEN, Roger, « La place de la JAC dans l'évolution des exploitations agricoles du Maine-et-Loire », *JAC et modernisation de l'agriculture de l'Ouest*, INRA, 1980, 35 p.

LIMOUZIN, René, « A Ussel, avec l'abbé Buge, les Compagnons de la joie au village », *Revue Lemouzi*, juillet 1999, n° 151, p. 65-76.

LOUIS, Gilbert, « La JAC dans la haute et basse Ardèche », *in* « La Jeunesse agricole catholique dans la région Rhône-Alpes (Actes du colloque du 9 novembre 1984) », *Cahiers du CIERA*, n° 6, 1987, p. 67-74.

* 1929-1979, 50 ans d'action JAC/F - MRJC dans la Manche, Cherbourg, 1979.

*1929-1979 : de la JAC au MRJC - 50 ans d'histoire, 50 ans de vie, 50 ans d'animation rurale, 50 ans de recherche et de foi - Allier, Moulins, imp. Pottier, 1979, 29 p.

PRAT, Germaine, « L'Action catholique rurale dans l'Hérault : de la JAC au MRJC », mémoire de maîtrise, Montpellier, 1977, 360 p.

RIVOLLIER, Michel, « La JAC dans l'Ain de 1945 à 1960 : géographie et sociologie », *in* « La Jeunesse agricole catholique dans la région Rhône-Alpes (Actes du colloque du 9 novembre 1984) », *Cahiers du CIERA*, n° 6, 1987, p. 63-66

ROUSSEL, Agnès, « La Jeunesse agricole catholique féminine gardoise (1941-1962) », mémoire de maîtrise, université de Montpellier III, 1995.

SANDRI, abbé Alexandre, *La Jeunesse agricole catholique dans le Gers, 1930-1960. Historique – Témoignages*, Auch, Maison diocésaine, 1998, 176 p.

STOSSE, Richard, « Des mouvements catholiques de jeunesse féminine en Aveyron à travers leurs journaux. JFCA-JACF, 1936-1958 », mémoire de maîtrise, université de Paris X-Nanterre (dir. Philippe Levillain et Pascal Ory), 1988, 128 p.

TALBOURDET, G., *Pages d'histoire de la JAC dans les Côtes-du-Nord*, Saint-Brieuc, 1982.

TRICHET, Pierre, « [La]J.A.C. de Côte d'Ivoire, Etude sociographique », Paris, Bureau d'études coopératives et communautaires, 1972, 231 p.

VOISIN, Jean-Paul, « L'univers politique des paysans de Teillé (1945-1980) : rôle de la JAC dans l'évolution des pratiques paysannes locales », mémoire de maîtrise de sociologie, Paris 10, 1983, 80 p.

4-3. Témoignages et essais d'anciens jacistes :

BODIN Michel, LAMBERT, Bernard, LEBOT Joachim, MOUSSEAU Roger, VIAL André, « Cinquante ans, de la JAC au MRJC », dossier, dans *Témoignage chrétien*, n°1811, 26 mars-1er avril 1979, p.13-18.

COLSON, René, *Un paysan face à l'avenir rural : la JAC et la modernisation de l'agriculture*, Paris, Epi, 1976, 319 p.

DEBATISSE, Michel, *La révolution silencieuse. Le combat des paysans*, Paris, Calmann-Lévy, 1963, 275 p.

JEANNEROD-PINARD, Michel, *Le reste viendra par surcroît [Texte imprimé] : le combat d'une génération de militants paysans*, Fontain, Chez l'auteur, 1999, 239 p.

LAMBERT, Bernard, *Les paysans dans la lutte des classes*, Paris, Seuil, 1970

PELTIER, Marie-Thérèse et Vincent, *Nous n'avons pas fini de marcher. Migrance et partage : récit à deux voix* ; enquête, établissement du texte, notes et commentaires par Michel Valière,..., Limoges, CIPA, 1998, 205 p.

VIAL, André, *La foi d'un paysan*, Paris, Epi, 1967.

VIAL, André, « La JAC en son temps », in « La Jeunesse agricole catholique dans la région Rhône-Alpes (Actes du colloque du 9 novembre 1984) », *Cahiers du CIERA*, n° 6, 1987, p. 23-43.

5 - Travaux sur la région

5-1. Ouvrages communs aux deux départements

BOUET, Guy et FEL, André, *Le Massif central*, Paris, Flammarion, coll. Atlas et géographie de la France contemporaine, 1983, 348 p.

BOULARD, Fernand, CHOLVY, Gérard et HILAIRE, Yves-Marie (dir.), *Matériaux pour l'histoire religieuse du peuple français. Tome III : Aunis, Saintonge, Angoumois, Limousin, Auvergne, Guyenne, Gascogne, Béarn, Foix, Roussillon, Languedoc,* Atlas réalisé par le laboratoire de cartographie de l'université Paul Valéry (Montpellier), Paris, 1992, 544 p.

BORDESSOULE, Eric, *Les « montagnes » du Massif central. Espaces pastoraux net transformation du milieu rural dans les monts d'Auvergne*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, 2001, 369 p.

FEL, André, *Les hautes terres du Massif central. Tradition paysanne et économie agricole* , Clermont-Ferrand, Publications de la faculté des lettres et sciences humaines, 1962, 342 p..

JOUVE, Pierre, *Un mouvement d'organisation professionnelle agricole : le Plateau central*, Aurillac, USHA, 1921, 218 p.

MEYNIER, André, *A travers le Massif central : Ségalas, Lévezou, Châtaigneraie*, Aurillac, USHA, 1931, 490 p.

Autres exemples dans la région

PREVOST, Jean, *Le paysan déchaîné. Deux siècles de lutte pour la dignité* [s'appuie essentiellement sur le cas du Puy-de-Dôme], Nonette, Créer, 1997, 78 p.

SAGNES, Jean, *L'Hérault dans la guerre. 1939-1945. La vie quotidienne sous l'occupation*, Le Coteau, Horvath, 1986, 175 p.

VERCHERAND, Jean, *Un siècle de syndicalisme agricole. La vie locale et nationale à travers le cas du département de la Loire*, St-Etienne, Centre d'Etudes foréziennes, 1994, 443 p.

5-2. Aveyron

5-2-1. Données, outils de travail

* *Aveyron aujourd'hui*, Rodez, Evêché de Rodez-Maison du livre, 1964, 102 p.

BETEILLE, Roger, *Aveyron*, Paris, la documentation française, 1983, 144 p.

BETEILLE, Roger, *Manuel de statistiques aveyronnaises*, Rodez, Service économique de la chambre d'agriculture, 1970, 82 p.

5-2-2. Etudes et ouvrages généraux abordant ou concernant la période.

BETEILLE, Roger (dir.), *L'Aveyron au XXe s.*, Rodez, Ed. du Rouergue, 1999, 350 p.

BETEILLE, Roger, *Les Aveyronnais. Essai géographique sur l'espace humain,* Poitiers, imprimerie de l'Union, 1974, 573 p.

DELMAS, Jean e.a., *Aveyron*, Paris, Bonneton, 1993.

ENJALBERT, Henri et CHOLVY, Gérard, *Histoire du Rouergue*, Toulouse, Privat, éd. 2001, 512 p. [1ère éd. 1979].

FONT Christian et MOIZET Henri, *L'Aveyron et les Aveyronnais dans la 2e guerre mondiale*, Toulouse, CRDP Midi-Pyrénées, 1996

JARRIGE Françoise, et MARCY Jean-Philippe, « L'Aveyron et les réfugiés de 1940 » [communication au colloque de Montauban *La France du repli : les réfugiés dans le Midi, 1940*, 10-14 mai 2000], *Migrance*, 1er trimestre 2000)

5-2-3. Monde rural

AURIAC MEILLEUR, P., DEMANGE, H., CLAUZEL, L., GAUBERT, R., SUAU, N., « Développement agricole et rural en Rouergue », *Revue du Rouergue*, 1966, p. 353-380.

BEDEL, Henry, « La vie agricole (1900-1950) », *Revue du Rouergue*, 1950, p.592-609

BOISSEAU, Pierre, *A. [Arcanhac, canton de Najac] en Rouergue*, s.l., CNRS-Centre d'études sociologiques / INRA-Station centrale d'économie et de sociologie rurale [Groupe de sociologie rurale, typologie des sociétés rurales françaises, convention 62 FR 053 de la DGRST, étude locale n°4 : une des huit études locales réalisées par le groupe de sociologie rurale, sous la direction d'Henri Mendras, ayant pour objectif de se prêter à une élaboration comparative et de préciser des indicateurs pour la plupart des caractères nécessaires à la schématisation des systèmes sociaux locaux], 1966, 2 vol., 416 p. [ADA : A 1067]

CALMES, Roger, *Les Campagnes des Ségalas et du Lévezou : développement et progrès agricoles*, Rodez, Subervie, 1980, 226 p.

CAZALS, André, DEMANGE, Henri e.a., *L'agriculture aveyronnaise : son histoire, son identité, ses perspectives*, s.l., 1984, 70 p.

CLEARY, M. C., « The changing character of agricultural syndicates in Aveyron, 1944-1960 », *Sociologia ruralis*, vol. XXV, n 2, 1985, p. 117-130.

CLEARY, M. C., « The Plough and the Cross : Paesant Unions in South-Western France », *The Agricultural History Review*, vol. 30, part. II, Kent, Rutherford College, University of Kent, 1982, p. 127-136

DELPUECH, Isabelle, « L'émergence d'un syndicalisme agricole novateur en Aveyron (1950-1960) », mémoire, IEP Toulouse, 1983, 97 p.

MARCY Jean-Philippe, « La Corporation paysanne et la perception des problèmes de ravitaillement et du marché noir sous l'occupation dans l'Aveyron » [colloque de Saint-Affrique, octobre 1993], *Résistance en Rouergue,* juin 1994, p.22-26

MARTIN, Didier, *Le Larzac. Utopies et réalités*, Paris, L'Harmattan, 1987.

MENDRAS, Henri, *Etudes de sociologie rurale. Novis [en Aveyron] et Virgin*, Paris, A. Colin, coll. Cahiers de la FNSP, n° 40, 1953.

RIGOLET, Françoise, « Evolution rurale de l'interfluve entre le Tarn et le Soulzon (de Millau à Saint-Affrique) », mémoire de géographie rurale, Paris, univ. de Paris, 1971, 212 p.

SERIEYS, Gilbert, *La longue marche de l'agriculture aveyronnaise. Histoire des hommes, de l'agriculture et des organisations de 1850 à 1989*, Rodez, Chambre d'agriculture-CDAS, CIRAD-DSA, CIEPAC, 1989, 60 p. + 9 annexes

Filmographie

ROUQUIER, G., *Farrebique*, 1946, Les documents cinématographique – Maria Rouquier, s.l.n.d., VHS, 90 mn ;

AUZEL, D., *Georges Rouquier, cinéaste, poète et paysan*, Rodez, Editions du Rouergue, 1993, 318 p.

Témoignage

ARDAGH, John, *La France vue par un Anglais*, Paris, Robert Laffont, 1968, 511 p.

« Ilot industriel »

BOSCUS, Alain, « Des générations militantes ? Le cas du bassin industriel nord-aveyronnais », *MIRHEC*, bull. n°4, 2000.

5-2-4. Histoire religieuse

ALARY Gaston, « L'Eglise en Rouergue, un siècle d'histoire, 1870-1970 », manuscrit dactylographié [Archives de l'évêché de Rodez]

BONNEFOUS, Gabrielle, « Monographie de la jeunesse catholique aveyronnaise », Rodez, 1981, ron., 20 p.

CANCE, chanoine Adrien, *Séminaires en Rouergue,* Rodez, imp. P. Carrère, 1970, 83 p.

CAVALIER, Hervé, « L'Eglise et le mouvement social dans le bassin houiller de Decazeville, 1900-1940, à travers la lecture du journal aveyronnais *L'Union catholique* », mémoire de maîtrise, Université de Toulouse-Le Mirail, 1991.

CHOLVY, Gérard, « Le catholicisme en Rouergue aux XIXe et XXe siècles : première approche », *Etude sur le Rouergue*, Société des lettres, sciences et arts de l'Aveyron, 1974, p. 249 à 269.

CRETAL, Stéphanie, « La JOCF en Midi-Pyrénées de 1944 à 1981. Trois départements : Aveyron, Haute-Garonne, Tarn », mémoire de maîtrise, Université de Toulouse-Le Mirail, 1995.

DOMERGUE, Hervé, « La Ligue des catholiques du Rouergue ou la Fédération nationale catholique en Aveyron, 1924-1938 », mémoire de maîtrise (dir. M. Rives), université de Toulouse-Le Mirail, 1993, 118 p.

FILHOL, Laurent, « L'influence de l'Eglise catholique dans le monde agricole aveyronnais de l'après-guerre au début des années soixante », mémoire de maîtrise, Université de Toulouse-Le Mirail, 1993.

HORTHOLAN, Jean-François, « L'Association catholique de la jeunesse française en Aveyron », mémoire de maîtrise (dir. Gérard Cholvy), université Paul Valéry (Montpellier III), 1985, 138 p.

MOIZET, Geneviève, « Presse, Eglise catholique et opinion publique en Aveyron, 1938-1945 », mémoire de maîtrise, université de Toulouse, 1993, 158 p. + annexes.

STOSSE, Richard, « Des mouvements catholiques de jeunesse féminine en Aveyron à travers leurs journaux. JFCA-JACF, 1936-1958 », mémoire de maîtrise, université de Paris X-Nanterre (dir. Philippe Levillain et Pascal Ory), 1988, 128 p.

5-3. Cantal

5-3-1. Outils et données

**Atlas démographique du Cantal,* Clermont-Fd, INSEE, 1992.

BARDET, J.-P. et MOTTE, Cl., *Paroisses et communes de France – Cantal*, Paris, CNRS, 1991, 392 p.

* *Les départements français. 15. Cantal (Auvergne)* , Paris, La documentation française, coll. Notes et études documentaires, 1981, 232 p..

5-3-2. Etudes et ouvrages généraux abordant ou concernant la période.

IUNG, Jean-Eric et MARCHI, Christian, *Cantal*, Paris, Encyclopédies Bonneton, 1998.

CHARBONNIER, Pierre , *Histoire de l'Auvergne,* Clermont-Ferrand, De Borée, 1999.

LOUBIERES, Laurence, " Les rythmes de la vie quotidienne dans le Cantal sous l'occupation (1939-1944) ", mém. maîtrise, Toulouse, 1995, 217 p.

MARTIN, Daniel (dir.), *L'identité de l'Auvergne (Auvergne – Bourbonnais – Velay). Mythe ou réalité historique. Essai sur une histoire de l'Auvergne des origines à nos jours*, Nonette, Créer, 2002, 717 p.

MARTRES, Eugène, « Le Cantal dans l'entre-deux-guerres », *RHA,* t. 57, 1995, p. 145-170

MARTRES, Eugène, *Le Cantal de 1939 à 1945*, Cournon d'Auvergne, De Borée, 1993, 701 p.

**Les monts d'Auvergne, de la montagne à l'homme* (collectif), Toulouse, Privat, 1983, 472 p.

POUGET, Germain, *La vie quotidienne dans le Cantal 1939-1945*, Aurillac, C.C.C., 1994, 288 p.

RICHARD, G., « Parti paysan et société rurale dans la France d'après guerre. L'exemple du Cantal (1945-1962) », *Histoire et sociétés rurales,* n°16, 2e semestre 2001, p.141-176.

TAURANT, Louis, *Le Cantal, 1920-1950*, Clermont-Ferrand, De Borée, 2003, 180 p.

5-3-3. Monde rural

BASSERRE, Madeleine, *Le Cantal, Economie agricole et pastorale*, Aurillac, Imp. Moderne, 1928, 225 p.

BELBEZET, Auguste, « La Châtaigneraie », *Revue de la Haute-Auvergne*, 1970, p. 103-113.

**Le Cantal rural et ses possibilités d'avenir,* Aurillac, DDA du Cantal, 1971, 115 p. [nombreuses cartes].

CDJA du Cantal, *Rapport d'orientation. « Quel syndicalisme jeune demain ? »* [rétrospective sur les origines du CDJA du Cantal], 1998

DURAND, Alfred, *La vie rurale dans les massifs volcaniques des Dores, du Cézallier, du Cantal et de l'Aubrac* , Aurillac, USHA, 1946, 532 p..

FLAURAUD, Vincent, « Les aides familiales rurales dans le Cantal, 1947-1976 », *Actes du colloque de Clermont-Fd (nov. 2000), Revue d'histoire de la sécurité sociale* (à paraître).

FOURNEYRON Claude et MONPIED, Ernest, *Paysans d'Auvergne*, Lyon, Horvath, 160 p.

GRANET, M.-Th., « La Châtaigneraie cantalienne, Etude de géographie humaine », Bordeaux, DES de géographie, 1951, 209 p.

MEYNIER, André, « La vie des montagnards de la Haute Auvergne », *Géographie*, n° 34, juillet 1954, p.6-10

OULION, Guy, TAURANT, Louis, & PARISOT, Charles, *Etude d'une région naturelle : le bassin d'Aurillac*, Aurillac, Le Cantal agricole, mars 1953, 32 p.

QUIERS, Francis, *La modernisation de la vie agricole du Cantal* , Aurillac, imp. Moderne, 1958, 180 p..

TEYSSEDOU, Michel, « Agriculture de la Châtaigneraie d'hier à aujourd'hui », *Revue de la Haute-Auvergne*, avril-septembre 2000, p.143-144

WIRTH, Laurent, *Un équilibre perdu. Evolution démographique, économique et sociale du monde paysan dans le Cantal au XIXe s.*, Clermont-Fd, Institut d'études du Massif central, 1996

5-3-4. Histoire culturelle

MAZIERES, Jean, *Arsène Vermenouze (1850-1910) et la Haute-Auvergne de son temps*, Paris, Les Belles lettres, Paris, 1965.

POITRINEAU, Abel, *Les Espagnols de l'Auvergne et du Limousin du XVIIe au XIXe siècle* , Aurillac, Malroux-Mazel, 1985, 270 p.

PULLES, Sylvie, « Le développement du cinéma dans le Cantal de ses débuts à la fin des années 30 », mémoire de maîtrise, Clermont-2, 2000

5-4. Acteurs locaux.

5-4-1. Recueils biographiques locaux généraux.

BONY, Maurice, *Ce Rouergue que nous aimons*, s.l., 1986, 306 p.

LAJOIE-MAZENC, R., *Les péchés de l'Aveyron*, s.l., 1985

LAJOIE-MAZENC, R., *L'Aveyron en République*, Firmi, Chez l'auteur, 2000, 278 p.

5-4-2. Biographies ou autobiographies d'ecclésiastiques

ALARY, Gaston *et alii*, *A. Bion, prêtre du Rouergue*, Rodez, Secrétariat général de oeuvres, s.d., 186 p.

CLEMENT, Jean-Louis, « Monseigneur Saliège, archevêque de Toulouse, 1929-1956 », Thèse, Paris IV, 1990, 2 vol. de 618 p.

Coll., *Curé de campagne, semeur de joie, l'abbé Bruel (1879-1958)*, Aurillac, éd. Gerbert, 1969, 70 p.

ESCOULENT, Daniel, *François Marty, évêque en France,* Rodez, Ed. du Rouergue, 1991, 445 p.

MARTY, cardinal François, *Chronique vécue de l'Eglise de France*, Paris, Le Centurion, 1981 (2e éd.), 358 p.

MONTARNAL, abbé Raymond [dir.], *Le chanoine Léon Fric, 1882-1939,* Aurillac, Editions Gerbert, 1940, 78 p.

* *Sœur Chupin, 20 juin 1891- 22 janvier 1963, 71 ans, 50 ans de vocation*, Maison rurale de Bouldoire, s.d.

VAISSIERE, Mgr de la, *Un grand évêque : Monseigneur Lecoeur*, Aurillac, imp. moderne, 1943, 109 p.

VEUILLOT, François, *Un grand français : le cardinal Verdier*, Paris, Alsatia, 102 p., 1940

VEYRIAC, Raymond, « Le chanoine Maurice Carbonnel », *La France latine*, juill.-sept. 1964.

Biographies ou autobiographies d'anciens responsables locaux de la JAC.

BRUNETEAU, Bernard, « Regard d'un historien sur Michel Debatisse », *Paysans*, n° 247-1-2, 1998.

CROZES, Daniel, « L'Aveyron des présidents et des ministres (Camille Laurens, Marcel Bruel, André Laur, Raymond Lacombe, Jean Puech...) », *Revue du Rouergue*, n° 34, été 1993, p. 269 *sq*

CROZES, Daniel, *Raymond Lacombe. Un combat pour la terre*, Rodez, Ed. du Rouergue, 1992, 318 p.

LAJOIE-MAZENC, Roger, *Marcel Bruel et le défi agricole,* Villefranche-de-Rouergue, Guibert, 1976, 206 p.

QUIERS, Antonin, *Enfant du Vainazès. Au temps des sabots de bois*, Aurillac, chez l'auteur, 1989, 206 p.

Index

A – INDEX DES NOMS DE PERSONNES

A. Bonnefous, 55
abbé Albrespy, 24, 67
abbé André, 291, 428
abbé Barbe, 457
abbé Berbigier, 200
abbé Berthéol, 72, 73, 75, 125
abbé Bion, 235, 236, 237, 238, 243, 246, 250, 259, 260, 267, 290, 291, 294, 299, 300, 301, 307, 310, 318, 347, 348, 356, 365, 381, 395, 427, 428, 440, 455, 459, 461, 549, 552, 647
abbé Blanadet, 198, 249, 333
abbé Bompard, 36, 51, 69, 70, 73, 75, 90, 92, 93, 94, 125, 127
abbé Bordes, 36, 200, 295, 427
abbé Bouard, 125, 126, 177, 200, 215, 239
abbé Bourbouze, 71, 91, 92, 93, 123, 144, 162
abbé Bourlange, 123
abbé Boyer, 71, 94, 124
abbé Bruel, 69, 94
abbé Carbonnel, 66, 73, 84, 85, 86, 87, 88, 119, 120, 179, 184, 191, 192, 223, 235
abbé Castanier, 495
abbé Chanson, 47, 51, 71, 74, 91, 93, 94, 122
abbé Chardenoux, 537
abbé Chevrier, 427
abbé Codis, 51, 58, 66, 84, 118
abbé Cornut, 427
abbé Couzi, 302
abbé Delcros, 97
abbé Delpeuch, 531, 561, 562, 642, 652
abbé Escudier, 65
abbé Flottes, 198
abbé Foucras, 264
abbé Fric, 47
abbé Gaillard, 126
abbé Garric, 179
abbé Garrouste, 123, 124
abbé Gobaud, 169
abbé Granereau, 273
abbé Gros, 487
abbé Hivernat, 201
abbé Jean Chardenoux, 535
abbé Joseph Molénat, 201
abbé Joubert, 94, 114, 123, 125, 126, 131, 145, 178, 217, 221, 222, 228, 239, 259, 262, 263
abbé Julien Molénat, 47, 201
abbé Lacoste, 168
abbé Lapeyre, 120, 122, 179, 199, 229, 244
abbé Lassalle, 73
abbé Lebrun, 31
abbé Lissorgues, 292
abbé Marty, 433
abbé Mathieu, 221, 263, 264
abbé Mendigal, 36, 58, 59, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 73, 74, 75, 77, 84, 85, 86, 87, 119
Abbé Mendigal, 62
abbé Mercadier, 123
abbé Meydieu, 168
abbé Pailhol, 123
abbé Pelou, 51, 55, 71
abbé Pichot, 123
abbé Plantecoste, 71, 73, 93, 94, 95, 123, 124, 126, 183
abbé Raymond, 36, 683
abbé Saliège, 93
abbé Serres, 224, 647
abbé Trin, 328
abbé Verdier, 58
abbés Chanson, 93
abbés Godin et Daniel, 261, 287
Aigouy, 325
Albespy, 348
André Serre, 515
André Viguié, 121, 178, 191, 203, 220, 237, 243, 245, 250, 260, 266, 268, 288, 349
Anglade, 58
Ardagh, 9, 17, 236, 509
Ayrignac, 224
Ayrinhac, 279
Babec, 112, 200, 201, 203, 208, 230, 244, 262, 289
Bardet, 132, 148, 351, 417, 418
Barjallé, 50, 53, 54, 71, 91, 92, 123, 127, 132, 135
Barrère, 120, 517
Bazelle, 314

Beauvoir, 397
Bénet, 498, 502
Bernadette Bélières, 486
Bernat, 486
Bertin, 365
Besse, 101, 103, 108, 114, 123, 162, 177, 183, 200, 201, 244, 255, 270, 272, 288, 350, 351, 408, 412, 414, 418, 485, 497, 498, 510
Besson, 54, 91, 122
Bettencourt, 126
Bigü, 131, 174, 236, 262, 264, 279, 352
Blancher, 87, 89
Blondelle, 416, 417
Blum, 118, 119
Boby, 420
Bonhomme, 494
Bonnafé, 58, 66, 119
Bonnefous, 36, 37, 38, 39, 55, 57, 60, 61, 93, 108, 112, 120, 122, 125, 128, 158, 179, 199, 203, 208, 230, 289
Bosc, 365, 386, 433, 491
Boucheron, 115, 277
Bouloc, 243
Bourdassol, 113
Bourgade, 221
Bouscayrol, 347
Bouyssou, 88, 101, 121, 140, 203, 211, 491
Boyer Montégut, 55
Briane, 386, 653
Brousse, 69, 70
Bruel, 236, 243, 249, 250, 251, 285, 291, 348, 349, 415, 416, 417, 418, 434, 474, 482, 498, 683, 684
Buchou, 485, 492
Caillot, 514
Calmejane, 370
Calmels, 504
Camille Laurens, 132, 270, 275, 277, 653, 684
Campagnac, 510
Capély, 121
cardinal Feltin, 457, 536
cardinal Jean Verdier, 24
cardinal Marty, 61, 63, 87, 239
cardinal Verdier, 24, 135, 683
Carnus, 36, 37, 38, 39, 40, 60, 61, 62, 65, 66, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 93, 118, 120, 122, 125, 141, 142, 177, 179
Cassou, 120
Castanier, 491, 495, 496, 498
Castelnau, 40, 119
Caumont, 277
Cazals, 105, 291, 365, 396
Cazes, 67, 88, 121, 139, 556, 557
Ceyrolles, 486
chanoine Vialard, 199
Chantal, 211, 659
Clavilier, 200
Clément Lavergne, 350
Combarel, 121
Comblat, 501, 646
Costes, 134, 269, 270, 366, 559
Couderc, 224, 445
Courchinoux, 221
Cousty, 121, 162, 166, 191, 192, 198, 201, 217, 220, 243, 249, 251, 262, 263, 267, 288, 299, 300, 314, 329, 653
Cousy, 486, 499
Cubier, 200
Curvillé, 486
Dabatisse, 415
Daures, 421
De Gaulle, 564
Debatisse, 10, 11, 364, 452, 456, 481, 482, 485, 489, 491, 492, 498, 509, 514, 683
Delcamp, 200, 288
Delort, 123, 162, 201, 221, 263, 270, 273, 274, 498
Delpérie, 483, 493, 494
Delzongles, 270
Demartial, 113
Dietsch, 74, 75
Domergue, 316, 382
Dommergues, 132, 221
Dr Jalenques, 69, 72, 73
Dr Périé, 58, 87, 88, 118, 119, 133, 280, 347
Dru, 251
Duvivier, 279
Emile Andrieux, 169
Espinasse, 132, 652
Fabié, 98
Fau, 133, 134, 444, 471
Favain, 370
Felgines, 498
Ferté, 29, 31, 126
Foulquier, 532
Fouquet, 277
Frayssinhes, 249
Gabasse, 459

Gabriel Salat, 243, 270
Gaffard, 121, 211, 224
Galaup, 86, 87, 88, 89, 178
Gandilhon Gens d'Armes, 98, 221
Garcelon, 504
Garric, 53, 68, 69, 70, 71, 90, 92, 94, 308, 328, 670
Geneviève Serre, 295
Georges Lacombe, 486
Gil, 179
Ginioux, 253
Giret, 357
Grand, 438
Gravouille, 385
Guébriant, 225
Guibert, 58, 62, 64, 66, 75, 84, 85, 87, 118, 119, 120, 236, 684
Guillaumin, 98
Guitry, 217
Hadju, 251
Hélène Pons, 296, 357
Izard, 486
Jarrige, 183, 211, 215, 295
Jaulhac, 350, 419
Jean Bélières, 486
Jean Favain, 370, 498, 505
Jean Lacombe, 347
Jean Salat, 132, 201
Jeanjean, 400
Jeanne Molénat, 200, 201, 203, 244, 254, 289
Jocqueviel, 244
Joqueviel, 208, 230, 281
Jules Raymond, 124, 211
Kennedy, 564
Krouchtchev, 564
Labardin, 279, 280, 288, 289
Lacassagne, 296, 300, 357, 420
Lacroix, 24, 67, 95, 287, 486
Lamirand, 189, 191, 194, 196, 220, 658
Laparra, 76
Las Cazes, 272
Laur, 17, 198, 237, 243, 245, 251, 260, 285, 287, 288, 415, 416, 418, 510, 653, 684
Lavergne, 561
Le Cour Grandmaison, 127
Le Roy Ladurie, 104, 279
Lemasson, 114, 126
Lepicard, 417
Letourneux, 277
Loudières, 486, 491, 495, 499
Louis Delort, 495
Lours, 494
Maignial, 199
Maillebuau, 53, 59, 62, 157
Maisonabe, 119, 178, 192, 247, 428
Malaval, 122
Mandagot, 486
Maniaval, 274
Marcel Cazals, 358
Marcorelles, 347, 416
Marguerite Durand, 200, 244, 253, 289
Martin, 122
Mas, 115
Masson, 537
Maurice Favain, 495
Maziers, 200, 244, 246, 292, 302, 336, 368, 419, 504, 506, 545, 653
Me Guibert, 58
M^elle^ Bélières, 501
M^elle^ Molinié, 281
M^elle^ Robert, 244, 281
M^elle^ Serres, 200
Mendre, 113, 158, 199, 261
Menthière, 93, 168, 243
Metge, 434
Mgr Auvity, 196, 247
Mgr Béjot, 199
Mgr Challiol, 36, 37, 38, 40, 63, 65, 66, 87, 118, 119, 120, 196, 197, 198, 201, 238, 246, 291, 428, 642
Mgr Courbe, 92, 119, 199
Mgr de Lamoureyre, 544
Mgr de Ligonès, 38
Mgr Fauvel, 508
M^gr^ Feltin, 293
Mgr Ginisty, 39
Mgr Guerry, 458
Mgr Lecœur, 39, 195, 197
Mgr Lecoeur, 39, 40, 71, 72, 93, 95, 237
Mgr Lefebvre, 428
Mgr Marty, 412, 427, 459
Mgr Menard, 428
Mgr Ménard, 440, 552, 643
Mgr Pinson, 238, 239, 240, 242, 244, 246, 292, 358, 366, 427, 440
Mgr Pourchet, 497, 519, 545
M^gr^ Saliège, 93, 293, 413
M^gr^ Théas, 293, 545, 546
Mgr Verdier, 39, 61, 64, 65, 67, 85, 119
M^gr^ Villot, 536

Michel Bertin, 454, 477
Mistral, 98
Mme Lacombe, 501
Mme Salat, 494
Moulin, 113
Mouly, 309, 327
Neuville, 562
Orlhac, 504
Pagès, 221, 263
Panafieu, 382
Paran, 417, 418
Père Allo, 288, 337, 338, 345
Père Barjallé, 71
Père Corbillé, 51, 61, 68, 71
Père d'Haene, 302
Père de Foucauld, 234, 290
Père de Gensac, 91
Père Drogat, 345
Père Dujardin, 491
Père Foreau, 31, 92, 95, 106
Père Fort, 348
Père Jacques, 31
Père Lalande, 65, 70
Père Laroque, 207, 208
Père Maurice, 16, 123, 653
Père Rouanet, 197
Père Rozières, 197, 240
Père Serres, 515
Père Viau, 473
Pernette, 86
Pétain, 45, 189, 192, 246
Petit-Bernard, 436, 504
Picarougne, 67, 88
Pie XI, 24, 26, 440
Pierre Calmejane, 496, 514, 652
Pierre Lambert, 113, 348
Poignet, 91, 103, 114, 123, 124, 131, 132, 177, 200, 201, 270, 272, 288
Poujade, 474
Prax, 221
Puech, 122, 684
Quétin, 126
Quiers, 124, 162, 168, 200, 244, 248, 273, 274, 406, 419, 452, 544, 653
Raimbaud, 356, 357
Ratié, 124, 125, 144, 158, 178, 199, 228, 244, 277, 304
Rayet, 88
Raymond Labombe, 402, 433, 456, 550, 684
Raymond Lacombe, 9, 15, 17, 251, 310, 325, 357, 364, 368, 399, 400, 402, 405, 433, 456, 536, 636, 684
Raynal, 122, 348
Rech, 334, 412
Régeasse, 200
Rémès, 296, 510
Rémi Serres, 486
René Colson, 15, 233, 234, 251, 288, 300, 301, 310, 320, 336, 337, 341, 345, 673
René-Jean, 224
Rigal, 491, 504
Rigouste, 263
Robert Laurens, 67, 88, 121, 123, 139, 159, 170, 415, 416, 653
Roche, 191
Roger Belbezet, 297, 370
Roger Bertin, 400
Roger Grand, 104
Romiguière, 486
Rossignol, 494
Roualdès, 198, 289, 413
Rouquié, 316, 382
Rouquier, 286, 680
Salat, 162, 201, 270, 364, 495, 497, 498, 653
Sarrauste, 132, 243, 270
Scherer, 105
Schlesser, 296, 357
Ségal, 267
Sérieys, 406, 416
Serin, 58, 66, 84
Sesmat, 434, 536
Soeur Jeanne, 115
sœur Joseph, 125
Sœur Joseph, 107, 228, 275, 464
Sœurs de la Charité, 125, 276, 501
sœurs lorraines de la Providence, 344
Souquières, 132
Sournac, 258
St-Géraud, 69, 73, 94, 125, 126
Sudres, 279, 280, 343, 344
Tanguy-Prigent, 316, 347
Tardieu, 46, 434
Tessier, 119
Thémines, 296, 406, 416
Thoumieux, 486
Tourtonde, 119, 120, 121, 140, 142
Travade, 200
Vaylet, 220, 222, 264
Vergne, 91, 92, 127

Vermenouze, 98, 221, 222, 682
Verry, 262
Veyrac, 420
Vial, 289, 380, 458
Videcoq, 105
Viel, 498
Viguié, 220, 468, 653
Viguier, 121, 348, 412
Villot, 419
Vincens, 122, 179
Virolleau, 358

B – INDEX DES NOMS DE LIEUX.

Abbas 144
Afrique 258, 540, 543, 544, 545, 546, 547, 550, 661
Ain 256, 299, 300, 327, 328, 332, 372, 382, 384, 387, 481, 515, 568, 681, 683
Algérie ...429, 442, 453, 456, 506, 527, 528, 530, 531, 532, 534, 535, 536, 537, 538, 540, 541, 542, 544, 572, 573, 645, 661
Allagnon.....153, 189
Allanche 44, 451, 452
Allemagne 187, 197, 216, 243, 317
Allier 81, 119, 227, 260, 502, 682
Ally 109, 147, 186, 221, 280, 307
Almon 566
Alpes 19, 36, 177, 274, 366, 383, 392, 416, 425, 671, 681, 682, 683, 684
Alrance.....144
Alsace.....118, 410, 557, 644, 672, 682
Amérique du Nord 544, 545
Amérique latine.....543, 544, 545
Ampiac.....144, 369, 387
Angers 34, 52, 106, 491, 677, 678, 679, 682
Anglards-de-Salers.....126, 128
Ardèche 118, 120, 366, 682
Ariège.....35, 58
Arles.....393, 540, 559, 661, 667
Arpajon 74, 75, 367, 568
Artense 146, 147, 189
Asie du Sud.....544
Atlantique.....391, 477, 681, 682
Aubespeyre 49, 56, 116
Aubrac.....69, 142, 146, 188, 190, 379, 394, 408, 449, 450, 451, 490, 492, 576, 657, 688
Aude.....35, 359, 438
Aurillac 71, 73, 74, 75, 96, 108, 110, 117, 125, 128, 133, 134, 146, 157, 165, 189, 196, 217, 224, 243, 247, 256, 273, 276, 280, 299, 305, 359, 360, 367, 371, 378, 383, 394, 401, 409, 416, 422, 430, 438, 441, 451, 452, 456, 458, 462, 472, 477, 491, 492, 500, 507, 563, 576, 642, 654, 655, 656, 658, 669, 676, 684, 688, 689, 690
Avignon 2, 250, 393, 394, 559
Baraqueville 328, 364, 416, 438
Barcelone 558
Bars 26, 35, 69, 81, 117, 144
Basses-Pyrénées.....118, 391, 392, 517
Bassin houiller 69, 90, 123, 142, 143, 188, 218, 452, 478, 551, 552, 553, 554, 555
Bassin parisien 20, 33, 35, 118, 173, 418, 557
Bayonne 557
Bellecombe 256
Belmont.....232, 239, 240, 449, 516, 643
Bergame 558
Besançon.....202
Béziers 260
Biarritz 389, 391, 393

Bois-du-Four....252
Bordeaux....203, 421, 422, 477, 659, 670, 689
Bordelais....303
Bouches-du-Rhône....257, 259, 275, 416
Bouldoire109, 110, 111, 127, 131, 132, 138, 148, 203, 210, 211, 231, 232, 278, 279, 346, 467, 668, 690
Bourbonnais....227, 688
Bourges....241, 431
Bourgogne....545
Bozouls....253, 422
Bretagne....18, 21, 26, 104, 177, 222, 225, 254, 306, 309, 316, 322, 346, 349, 360, 369, 387, 391, 394, 397, 424, 491, 511, 557, 644, 672, 675, 677, 681
Brive....186, 210, 265, 571
Broquiès....474
Brusque....110
Caen....135, 371
Calmont....300, 408
Calvados....351, 437
Camargue....394
Camboulazet....408
Camjac....221, 252
Cannes....394, 401
Cantaranne....107
Capdenac....61, 114, 553
Carladez....69, 142, 188, 189, 451
Carmaux....260
Cassagnes-Bégonhès....391, 563
Cassaniouze....451, 508
Cassuéjouls....69, 90
Castres....394
Causse comtal....144, 188, 452
Causse de Sévérac....142, 144, 379, 450
Causse noir....144, 165, 188, 238
Ceignac....232, 240, 267, 269, 282, 300, 360, 408, 415, 494, 514, 517, 520, 521, 522, 546
Celleneuve....394
Cère....74, 104, 126, 146, 153, 189
Cévennes....306
Cézallier....146, 189, 688
Cézens....44, 400
Chambéry....36
Champs....451
Charentes....391
Chartres....33, 110, 392
Châtaigneraie .146, 147, 148, 189, 203, 231, 259, 280, 299, 378, 381, 407, 428, 438, 451, 452, 491, 530, 534, 576, 684, 688, 689
Chaudesaigues....189, 203, 243, 313, 361, 378, 381, 451, 452
Chine....550
Clavières....251
Colombiès....571
Compostelle....558
Condat....347, 452

Congo belge 545
Corrèze.....81, 98, 116, 150, 210, 211, 283, 296, 359, 365, 366, 431, 432, 438, 466, 467, 468, 476, 503, 516, 522
Côte d'Azur.....389, 390, 393
Côtes-du-Nord 309, 683
Coubisou 269
Cougousse.....91
Creissels 114
Creuse 672
Cruéjouls.....560
Decazeville.....124, 142, 204, 394, 478, 551, 553, 573, 687
Dordogne 153
Douarnenez 394
Dourbie 188
Drôme 502
Ecully-les-Lyon 227
En Calcat.....392
Engueyresque.....256
Entraygues 123, 351, 387, 391
Espagne.....120, 392, 557, 558
Espalion .142, 201, 226, 252, 269, 300, 313, 314, 316, 336, 387, 389, 390, 391, 433, 438, 441, 462, 463, 490, 491, 513, 562, 643, 653
Estaing 490
Etats-Unis.....328, 343, 408, 419
Evian 540
Fatima 558
Faverolle 299, 378
Fenaille.....256
Finistère 317, 334, 422, 682
Flavin 269, 450
Fontainebleau.....393
Franche-Comté.....366
Fraysse-Haut 56
Frons 144
Gabon.....547
Galgan.....91, 386
Gard 81, 116, 118, 120, 148, 149, 150, 247, 276, 676, 681
Garonne.....118, 502
Genève 390, 392, 557
Gers.....275, 298, 300, 301, 333, 361, 372, 529, 534, 683
Gévaudan 108, 405, 657
Gironde 391, 416, 423
Goutrens.....387
Gramat 360
Grande Chartreuse 392
Grand-Vabre 437
Grasse.....256
Handaye 392, 393
Hautecombe 392
Haute-Garonne.....35, 58, 98, 211, 259, 275, 366, 409, 687

Haute-Loire 81, 97, 116, 118, 151, 210, 275, 359, 387, 431, 466, 468, 476, 478, 503, 522, 531, 681
Haute-Marne 236, 323
Haute-Saône 351
Hautes-Pyrénées....37, 502
Hérault ...119, 120, 148, 149, 150, 151, 182, 186, 201, 213, 215, 218, 221, 233, 246, 248, 254, 257, 258, 264, 265, 284, 299, 333, 346, 360, 438, 447, 458, 465, 471, 552, 676, 683, 684
Huperlac 69, 90, 502
Ille-et-Vilaine 316, 332, 366, 424, 680
Inde 544
Institution Ste-Procule de Rodez 204
Institution St-Eugène d'Aurillac.... 93; 371, 409
Italie 197, 557, 558, 644
Jonle 188
Jordanne 146, 498
Jura 682
Jussac 105, 133
La Capelle-Farcel....144
La Devèze 360
La Primaube 387, 391
La Rochelle 390
La Salvetat 299, 300, 406
Labrousse 451, 547
Labruguière 394
Lac du Bourget....392, 559
Lac Majeur 558
Lacapelle-Viescamp....49
Lacave 392
La-Chapelle-en-Serval 227
Lacroix-Barrez 26, 69, 97
Lafeuillade 171
Laguiole 69, 90, 123, 214
Laissac 391
Landes 394, 413, 563
Languedoc....210, 391, 393, 654, 657, 684
Lanuéjouls....269, 467, 490, 563, 564
Lapalisse 227
Laroque 55, 88, 403, 405, 408, 410, 435
Laroquebrou....452, 500, 502, 564
Larzac....142, 144, 188, 379, 380, 438, 450, 490, 554, 555, 686
Lassouts 223, 267
La-Tour-d'Auvergne....55
Lauzun 276, 669
Laveissière 49, 53, 56, 73, 75, 93, 104
Le Puy 392
Le Rouget....44, 563
Lescure....114, 125, 500
Lescure-Jaouls 114
Lévezou...142, 143, 144, 145, 157, 188, 336, 379, 394, 441, 449, 450, 490, 562, 643, 684, 685
Liban 544
Limousin 210, 467, 684, 689

Lioran.....359, 438, 439
Livinhac.....553
Loire.34, 164, 165, 292, 366, 372, 383, 393, 415, 416, 423, 438, 476, 481, 487, 501, 502, 552, 559, 681, 682, 684
Loiret.....366, 491
Lorraine.....140, 366
Lot81, 97, 98, 116, 119, 123, 142, 148, 149, 150, 151, 153, 188, 190, 201, 211, 240, 246, 252, 259, 283, 296, 359, 360, 365, 366, 379, 380, 392, 431, 432, 438, 446, 449, 450, 466, 468, 469, 476, 477, 490, 503, 507, 522, 531, 544, 545, 654
Lot-et-Garonne.....276
Loupiac.....226, 489
Lourdes ..127, 295, 297, 306, 331, 332, 333, 362, 370, 387, 389, 391, 392, 393, 406, 410, 411, 415, 416, 433, 434, 450, 451, 522, 543, 544, 546, 558, 646
Lozère 37, 46, 66, 77, 81, 97, 109, 110, 116, 127, 137, 148, 149, 150, 151, 153, 190, 197, 199, 210, 218, 256, 259, 275, 284, 296, 317, 332, 349, 359, 360, 361, 365, 366, 394, 405, 408, 431, 432, 433, 438, 468, 469, 470, 476, 503, 522, 668, 676
Lunac.....490
Lyon.....52, 75, 88, 177, 197, 228, 241, 274, 406, 407, 425, 474, 521, 671, 672, 676, 679, 681, 682, 688
Maine-et-Loire.....318
Mandailles.....360, 387
Marcillac.....90, 110, 232, 552
Marcolès.....49
Margeride.....146, 189, 190
Marseille.....36, 258, 394, 478
Massiac.....146, 151, 299, 378, 451, 452, 500, 502, 507
Mauriac.....146, 151, 181, 189, 190, 203, 221, 243, 280, 408, 430, 438, 491
Maurs.....266, 280, 299, 300, 354, 441, 465, 499, 505
Mayenne.....566, 681
Méditerranée.....149, 532
Mende.....171, 199, 250, 521
Milan.....558
Millau.....124, 164, 201, 214, 218, 240, 265, 282, 290, 305, 328, 344, 361, 368, 387, 410, 423, 424, 436, 438, 441, 464, 478, 490, 531, 562, 564, 643, 686
Monaco.....394
Montagne noire.....392
Montauban.....36, 214, 241, 253, 348, 361, 685
Montauraux.....256
Montbazens.....311, 490, 513
Montferrand.....265
Montpellier.....231, 323, 394, 532, 660, 670, 674, 675, 676, 677, 678, 683, 684, 687
Monts de Lacaune.....142, 449, 490, 507
Montsalvy.....277, 416, 498
Montvert.....146
Morbihan.....318, 681
Mouila (Gabon).....547
Mourjou.....204, 465, 508
Moyen-Orient.....544
Moyrazès.....419, 449, 450, 515
Murat.....71, 72, 99, 128, 203, 243, 428, 438, 451, 491, 534
Mur-de-Barrez.....87, 117, 123

N.-D. de Madrières 26
N.D.-de-Buenne 269
Nadaillac 490
Najac 685
Nant 247, 267, 269, 284
Naucelle 144, 165, 169, 195, 240, 450, 452, 494, 659
ND-aux-Neiges 72, 128
ND-de-la-Salette 391, 392
Neuvéglise 203, 300
Nevers 392
Nice 393
Nîmes 371, 393, 394, 559, 681
Nord 332, 351, 366, 466
Normandie 74, 557
Ondes 409
Oradour 333, 360
Oran 535
Orlhaguet 269
Orne 366
Oued Fodda 538
Pacifique 544, 545
Padirac 392
Pas-de-Calais 351, 552
Pau 56
Pays-Bas 543, 557
Pierrefort ..96, 117, 126, 146, 147, 189, 203, 298, 299, 313, 316, 327, 328, 330, 378, 451, 453, 462, 476, 491, 563, 648
Pierrelatte 247, 276
Planèze 146, 147, 153, 408, 576
Plateau du Limon 146, 147
Pleaux 147, 189, 221, 243, 378, 408, 441, 508, 569
Plomb du Cantal 336
Polminhac 136, 272
Pologne 544
Pont du Gard 393
Pont-de-Salars 144, 269, 562
Port d'Agrès 416
Pradines 57
Presque 146, 392
Prunet 407
Purpan 51, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 69, 73, 93, 94, 96, 102, 103, 104, 108, 111, 124, 125, 129, 131, 134, 137, 210, 211, 226, 233, 234, 282, 409, 410, 416, 669
Puy-de-Dôme .34, 81, 85, 97, 210, 296, 359, 360, 365, 366, 431, 432, 438, 466, 467, 468, 469, 470, 476, 478, 480, 501, 503, 522, 544, 684
Pyrénées 391, 392, 654, 685, 687
Pyrénées-Orientales 35
Quercy 142, 143, 188, 654
Quézac 480, 500, 515, 534, 563
Quimper 371, 681, 682
Quins 252, 337
Rambouillet 393

Rance 450
Raulhac 125, 126, 128, 451, 500, 564
Rennes.....177, 225, 263, 369, 371, 550, 662, 667, 670, 677, 678, 680, 682
Rhône.....19, 153, 177, 274, 284, 366, 383, 394, 425, 559, 657, 671, 681, 682, 683, 684
Rieupeyroux.....70, 90, 91, 110, 116, 142, 144, 181, 187, 269, 299, 327, 328, 369, 400, 449
Rignac 144, 182, 299, 391, 438, 449, 507, 565, 571
Riom-es-Montagnes.....146, 227, 280
Roannes-St-Mary 204, 415
Rocamadour 392
Rodez ...2, 11, 17, 22, 39, 41, 42, 44, 53, 60, 63, 69, 80, 89, 103, 107, 110, 114, 115, 122, 151, 153, 157, 164, 170, 172, 196, 198, 201, 204, 214, 220, 232, 239, 240, 241, 242, 244, 247, 250, 253, 265, 267, 289, 294, 305, 324, 342, 357, 371, 388, 391, 402, 415, 418, 431, 438, 442, 448, 464, 476, 478, 510, 516, 517, 518, 519, 529, 552, 553, 555, 564, 642, 643, 646, 648, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 684, 685, 686, 687, 689, 690
Roffiac 438, 445, 534
Roquefort 107, 108, 114, 121, 394, 409, 464, 508
Ruines [Ruynes-en-Margeride].....278, 451
Rwanda-Burundi 545
Saignes 451
Saint-Affricain 142, 143, 188
Saint-Affrique ..54, 120, 142, 143, 144, 182, 201, 219, 226, 240, 269, 300, 305, 316, 319, 332, 361, 368, 369, 403, 438, 446, 452, 478, 490, 491, 507, 516, 562, 686
Saint-André-de-Vézines.....115, 144
St-Barthélémy 114
St-Beauzély 328
St-Bonnet-de-Salers 105, 126, 133
St-Brieuc 104, 295, 371
St-Cernin 568
St-Christophe-Vallon 204; 438
St-Cyprien 91, 563
Ste-Anastasie 451
Ste-Geneviève 110
St-Etienne.....478, 562, 684
St-Etienne-de-Maurs 490
Saint-Flour ...2, 42, 44, 49, 57, 71, 80, 94, 95, 96, 103, 104, 110, 117, 125, 127, 128, 129, 133, 170, 172, 189, 190, 196, 198, 199, 200, 202, 203, 220, 227, 231, 232, 240, 241, 243, 247, 251, 256, 267, 277, 279, 280, 286, 292, 299, 346, 362, 363, 371, 378, 379, 382, 383, 407, 409, 416, 428, 430, 438, 441, 445, 451, 476, 500, 503, 504, 505, 507, 511, 514, 527, 529, 534, 538, 546, 548, 549, 576, 648, 649, 654, 655, 658
St-Georges 203
St-Géraud (paroisse d'Aurillac) 72
St-Julien-d'Empare 61
St-Léons 252
Saint-Malo 36, 478
St-Mamet 300
Saintes-Maries-de-la-Mer 393
St-Martin-de-Limouze 387
St-Maurice-d'Orient.....300
St-Mayme (foyer rural de Rodez) 232
St-Paul-des-Landes 224
St-Pierre-de-Bessuéjouls.....123

St-Pierre-de-Béssuéjouls....99
St-Rémy-de-Montpeyroux....69, 90
St-Rome-de-Dolan....317, 347, 408
St-Rome-du-Tarn....389
St-Salvadou....269
St-Santin-Cantalès....73, 95, 97, 125, 186
St-Santin-d'Aveyron....69, 144
St-Sauveur-du-Larzac....144
Salers....103, 104, 105, 124, 128, 146, 189, 273, 311, 408, 517
Salles-la-Source....144, 351
Sansac-de-Marmiesse....408
Sarrans....87, 317, 336
Savoie....118, 276, 390, 391, 392, 394, 644
Ségala....22, 100, 123, 142, 144, 145, 147, 148, 157, 173, 188, 190, 201, 271, 318, 336, 369, 380, 391, 408, 438, 441, 446, 449, 450, 452, 480, 490, 507, 533, 551, 563, 564, 571, 579, 643
Seine-et-Oise....415
Sévérac....142, 144, 188, 369, 450
Séverac-l'Eglise....422
Soulages....69, 90, 400, 563
Soulages-Bonneval....69, 90, 563
Suisse....392, 557, 558, 644
Talizat....333
Tarn..34, 35, 37, 38, 58, 66, 90, 97, 98, 108, 148, 149, 150, 151, 153, 190, 210, 211, 233, 234, 247, 259, 277, 279, 305, 336, 361, 368, 387, 390, 392, 393, 394, 405, 423, 450, 471, 490, 491, 502, 507, 552, 680, 681, 686, 687
Tarn-et-Garonne....34, 35, 58, 67, 97, 210, 211, 247, 259, 277, 284, 423, 502
Tarragone....558
Thiézac....56, 73, 75, 93, 94, 95, 103, 125, 128, 251, 255
Thoronet....256
Tiaret....535
Toulouse....35, 51, 54, 56, 57, 75, 95, 107, 122, 128, 202, 216, 222, 239, 352, 360, 394, 535, 536, 662, 668, 669, 670, 678, 685, 686, 687, 688, 689
Tours....95
Truyère....87, 142, 143, 146, 148, 153
Tunisie....40
Uriage....227, 273
URSS....550
Vabres....251, 354, 378, 409, 438
Vallon....100, 433, 545, 553, 563, 571, 643
Var....256
Velzic....96
Venise....558
Verdun....40
Versailles....393
Veyreau....144
Vézac....171, 276
Vézins....144, 562
Viadène....142, 188, 379, 450, 490

Vichy.....176, 177, 178, 183, 191, 192, 193, 195, 196, 197, 199, 204, 221, 222, 223, 225, 227, 228, 229, 230, 232, 234, 237, 248, 250, 251, 254, 267, 273, 292, 294, 295, 660, 661, 663, 664, 668, 671, 676
Vic-sur-Cère.....44, 227
Vienne.....681
Vierzon.....241
Viêt-nam du Sud.....544
Villecomtal.....123, 221, 252, 438
Villefranche 54, 110, 121, 142, 201, 239, 240, 246, 252, 269, 300, 316, 359, 387, 403, 410, 416, 418, 433, 441, 442, 446, 449, 450, 452, 490, 494, 502, 533, 690
Villefranche-de-Panat.....438
Vitrac.....299, 300
Viviez.....60, 260
Vors.....110, 300
Yonne.....33, 52
Ytrac.....135, 224, 267, 269, 505, 656

La Jeunesse agricole catholique (JAC) et sa branche féminine la JACF, ont pu apparaître aux yeux d'observateurs des campagnes françaises comme « le courant le plus influent parmi les acteurs du développement rural » (Paul Houée), acteur essentiel d'une « promotion collective des ruraux » et de la modernisation technique de l'agriculture, à l'époque des ‘‘Trente glorieuses’’. Le présent travail étudie l'action de ces mouvements au cœur et aux marges d'un de leurs bastions, le Massif central méridional, abordé à partir de deux départements-tests : l'Aveyron, terre catholique par excellence, et le Cantal, où une empreinte religieuse en demi-teinte va de pair avec une vieille tradition radicale. L'implantation de la JAC et de la JACF, de leur naissance en 1929 et 1933, jusqu'au second conflit mondial, demeure modeste dans cette région. Ces mouvements missionnaires qui entendent agir en fonction des particularités du milieu socio-professionnel, se heurtent à une conception traditionnelle des œuvres, ou à l'antériorité d'expériences catholiques dans le domaine de l'agriculture. C'est la guerre qui enclenche vraiment l'adhésion : à la fois par réaction de l'Eglise face à l'émergence de mouvements de jeunesse concurrents, par adhésion de la jeunesse rurale à une organisation qui lui offre des espaces de solidarité et d'action en cette période troublée, et par l'amorce – plus timide qu'on ne l'a dit – d'un renouvellement doctrinal aux fondements humanistes. De la Libération au milieu des années 1950, l'influence de la JAC et de la JACF est maximale, auprès de fils et filles de paysans moyens. Grâce à leur posture de mouvements d'« éducation totale par l'action », elles jouent un rôle majeur pour les guider face aux enjeux du « progrès » agricole et des mutations sociales en cours.

The JAC (Catholic Agricultural Youth) in the south of the Massif Central (Aveyron, Cantal) from the 1930s to the 1960s

---

Formation doctorale : Histoire et cultures de l'Europe méditerranéenne

MOTS CLES : Agriculture, catholicisme, jeunesse, élites, femmes, monde rural, formation professionnelle, loisirs, JAC, CNJA, Massif central, Auvergne, Aveyron, Cantal

UNIVERSITE AIX-MARSEILLE I – Université de Provence - U.F.R. Civilisations et humanités, 29, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence cedex 1